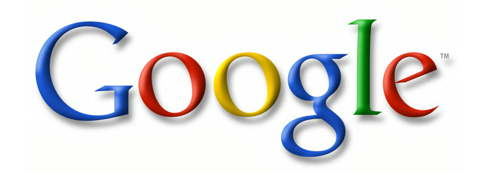


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

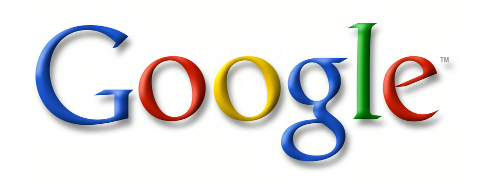
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



r 6095.1.3
B

HARVARD COLLEGE LIBRARY

From the library of

WILLIAM M. NEWMAN A.B. 1925 A.M. 1926

student of medieval institutions

RECUEIL DE PIÈCES DU XIII[e] SIÈCLE

AUXERRE, IMPRIMERIE DE GUSTAVE PERRIQUET.

RECUEIL DE PIÈCES

POUR FAIRE SUITE

AU

CARTULAIRE GÉNÉRAL

DE L'YONNE

PUBLIÉ PAR

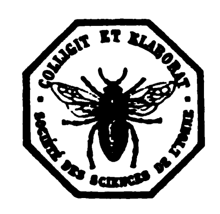
LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES HISTORIQUES ET NATURELLES
DE L'YONNE

SOUS LA DIRECTION DE

MAX. QUANTIN

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR, OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT,
CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
VICE-PRÉSIDENT HONORAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES DE L'YONNE.

XIIIe SIÈCLE



AUXERRE

AU SIÉGE DE LA SOCIÉTÉ

PARIS

DURAND ET PÉDONE-LAURIEL, LIBRAIRES, RUE CUJAS, 9

M DCCC LXXIII

Fr 6095.1.3
B

C78X [illegible]

PRÉFACE

Il y a vingt ans que la Société des Sciences de l'Yonne nous a confié le soin de publier un Recueil de chartes concernant nos pays et qui a reçu le titre de *Cartulaire général de l'Yonne*. Cet ouvrage, qui conduit du VIe au XIIe siècle, a été de notre part l'objet de soins minutieux et de longue haleine. Le deuxième volume en a été publié en 1860.

Depuis cette époque, d'autres publications qui réclamaient les ressources de la Compagnie ont fait suspendre la nôtre, à notre grand regret, car les documents ne manquaient pas pour la continuer. Mais l'année dernière, malgré les événements et les préoccupations de chaque jour, le bureau de la Société a reporté son attention sur les chartes du département, et il a fait voter, par notre honorable Compagnie, la continuation du *Cartulaire de l'Yonne*, mais sous un format plus économique que l'in-4°. J'ai dû me mettre à l'œuvre et coordonner les nombreux matériaux amassés depuis douze ans, et dont une bonne partie était due à l'obligeance de mon vieil ami M. J. Garnier, archiviste de la Côte-d'Or, et à celle de M. Prunier, curé de Soucy, qui a

copié lui-même les pièces provenant des Archives départementales en dépôt à la mairie de Sens. J'ai fait copier aux Archives et à la Bibliothèque nationale des chartes intéressantes signalées dans le Catalogue publié à la suite de l'*Histoire des ducs et des comtes de Champagne* de M. d'Arbois de Jubainville. D'autres chartes, d'une grande importance, publiées dans d'anciens et de rares Recueils, ont été également reproduites. Enfin les Archives de l'Yonne ont été largement mises à contribution.

Toutefois, l'abondance des richesses nous a souvent arrêté, et nous avons dû faire un choix dans les documents sur ce XIIIe siècle, si riche en archives.

Le volume que nous publions a pris le nom de *Recueil de Pièces*, qui est un peu différent de celui de *Cartulaire* donné à nos précédents volumes. Cependant il contient la même nature de documents. Il se compose de 742 pièces entières (*a*) et de l'analyse de 681 autres placées à la suite de certaines chartes, comme des compléments, et à la fin de la collection, en appendice.

Nous avons dû nous arrêter à la fin du règne de Philippe-le-Hardi, en 1285, l'abondance des matériaux ne nous permettant pas d'atteindre dans un seul volume la fin du XIIIe siècle ou celle du règne de Philippe-le-Bel.

Auxerre, 20 juin 1873.

(*a*) Une de ces chartes, placée dans le volume sous le n° 715, a été portée par erreur à la date de 1283, car elle est de 1183.

INTRODUCTION [a]

C'est toujours avec respect que l'on parcourt les vastes dépôts des Archives publiques dans lesquels les siècles ont accumulé leurs souvenirs. Le silence solennel qui règne dans ces nécropoles de la volonté humaine rappelle la pensée à la vanité des choses de ce monde en même temps qu'à la vérité. On y saisit la vieille société sur le fait, car les chartes sont dépouillées d'artifice. Elles racontent, sans déguisement et sans phrases, ce que leurs auteurs ont voulu, à quel sentiment ils obéissaient en agissant, sous quelle loi ils vivaient. Elles ont en cela une supériorité incontestable sur les chroniques qui sont souvent influencées par l'ignorance ou par la passion des écrivains. Plus on remonte haut dans le passé, plus on y rencontre des mœurs simples et bien différentes des nôtres. Le Moyen-Age nous y apparaît tout d'une pièce avec sa foi religieuse entière et son respect pour les institutions établies. L'étrangeté des choses, leur manière d'être variée, rien n'étonne les hommes de ce temps, qui sont avant tout des hommes du droit personnel énergiquement représenté par la féodalité.

(a) Les chiffres entre parenthèses sont les numéros des pièces auxquelles nous nous référons.

Il a fallu des siècles pour faire disparaître cette vieille constitution féodale où chacun occupait sa place, en vertu de son droit et de son origine; où chacun avait des devoirs particuliers selon sa race, les degrés de sa position sociale, les terres qu'il possédait. L'unification de la nation a été l'affaire du temps; elle est due aux efforts des Rois et de leurs juristes. Il ne faut pas leur reprocher la lenteur de leur marche vers la constitution définitive de la Monarchie, cela est dans la nature des choses et le contraire amène trop souvent des résultats fâcheux.

En feuilletant les nombreuses chartes dont ce volume se compose, nous avons été amené à étudier leur caractère et les faits historiques de toute espèce qu'elles renferment. Nous y avons trouvé les éléments en petit du tableau de la société française au XIIIe siècle, et consigné ici le résumé de nos appréciations.

§ Ier. — CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET FÉODALE.

Le territoire qui fait l'objet de nos études a été formé en 1790 de portions de plusieurs grands fiefs distincts et indépendants les uns des autres. Nous ne voulons pas étendre nos recherches démesurément et reconstituer ces fiefs; nous en emprunterons seulement ce qui concerne le territoire actuel du département de l'Yonne dans les limites duquel nous devons nous mouvoir.

Un fait remarquable se dégage tout d'abord : c'est la dualité ecclésiastique et civile qui y règne. Le clergé et la noblesse s'y partagent le gouvernement du pays. Le roi n'intervient dans ce système que dans les grandes occasions et comme modérateur, mais il respecte les institutions établies, et ce n'est que peu à peu qu'il étend son autorité et qu'il se substitue à ces antiques pouvoirs qui avaient de si profondes racines dans le sol.

Nous trouvons donc, dans le pays, les divisions politiques et les autorités suivantes :

Au nord, dans le Sénonais, l'archevêque de Sens et le comte de Champagne;

A l'est, dans le Tonnerrois, l'évêque de Langres et le comte de Tonnerre;

Au centre et au sud, l'évêque d'Auxerre et le comte d'Auxerre et de Nevers.

Dans ces trois parties, le baron féodal est subordonné à l'évêque.

Au sud, encore dans l'Avallonnais, règne le duc de Bourgogne qui n'y a pas de supérieur ecclésiastique; et à l'ouest sont les sires de Bar et de Courtenay, qui relèvent pour une partie du roi, et pour l'autre de l'évêque d'Auxerre.

L'axiome féodal « nulle terre sans seigneur » se vérifie partout dans nos chartes du XIII[e] siècle, et il a pour démonstration pratique une multitude d'actes de foi et hommage. La constitution de la terre, au point de vue féodal, est une chose remarquable. Il semble qu'à l'origine de la féodalité une loi absolue ait fixé pour toujours les conditions hiérarchiques dans lesquelles la terre devait demeurer. Les siècles s'écoulent et rien ne change dans ces conditions ; c'est à peine si l'on rencontre quelques exceptions à ce grand fait normal qui a toute la puissance d'une loi. Saint Louis devait constater cet état de choses dans ses *Establissements*, chapitre XXIV, en disant : « Bers si a toutes justices en sa terre, ne li roi puet mettre ban en la « terre au baron sans son assentement, ne li bers ne puet mettre ban en la « terre au vavasor. »

Entrons dans quelques détails. Les évêques d'Auxerre, possesseurs de vastes territoires dans leur diocèse, depuis saint Germain (qui a le premier contribué à former le domaine épiscopal), reçoivent l'hommage des puissants comtes de Nevers et d'Auxerre (747, 748, 750, 752, 763, 776, 777, 938, 1053), qui se reconnaissent leurs vassaux pour leur comté d'Auxerre et leurs grandes terres du Nivernais, telles que Donzy, Cosne et Saint-Sauveur.

En 1281, le comte de Champagne lui-même se reconnaît vassal de l'évêque pour les choses dont ses prédécesseurs avaient fait hommage aux siens (778). L'acte d'hommage fut rendu au pont de Naizelle, sur l'Armançon, près d'Avrolles. Ce pont semble avoir été un point remarquable dans le Moyen-Age, car Eudes, comte de Nevers, y fit, en 1257, acte de vassal au comte de Champagne pour ce qu'il tenait de lui dans le comté de Nevers.

L'archevêque de Sens reçoit dans son diocèse l'hommage du comte de Champagne (723), et celui du roi Philippe-le-Bel, héritier de ce grand fief par son mariage avec Jeanne de Navarre, en 1284 (897).

. Le comte de Champagne exerce aussi sa suzeraineté féodale sur le comté de Joigny, où, en 1222, Mathieu Touquin vient recevoir le serment de fidélité de Pierre, seigneur de Champvallon, d'autres chevaliers et des bourgeois de Joigny (273). Son autorité s'exerce également dans la châtellenie de Saint-Florentin et sur la terre de Maligny. Il étend même sa suzeraineté sur la terre de Beaumont qui appartient au sire de Seignelay (380).

Droit de portage. — On appelle *droit de portage* la prérogative qu'avaient les archevêques de Sens et les évêques d'Auxerre d'être portés par leurs principaux vassaux sur une *cathedra*, lors de leur prise de possession du siége épiscopal. Nous avons raconté ailleurs l'histoire de ce droit (*a*) dont l'origine se perd dans la nuit des temps, comme celle d'autres institutions du Moyen-Age, et qui existait dans beaucoup de diocèses. Nous y voyons le signe féodal de la concession forcée des grandes terres abandonnées en fief par les évêques dans le x[e] siècle. Les possesseurs nouveaux et à bon compte des terres usurpées, se soumirent à cette obligation peu onéreuse pour eux, car elle ne se renouvelait pas souvent, et ils s'en déchargeaient facilement sur des subalternes qu'ils ne faisaient qu'assister. Nous ne ferons qu'analyser ici les textes de notre Recueil qui en font mention. Le droit des archevêques de Sens n'est pas rapporté dans nos chartes, quoiqu'il soit bien établi dans l'histoire (*b*). Les évêques d'Auxerre ont été plus heureux, grâce à la *Gallia* et à l'abbé Lebeuf. Une série non interrompue d'actes de reconnaissance du droit de portage par les comtes d'Auxerre et de Nevers, va depuis l'an 1207 jusqu'en 1272. (Voy. le *Résumé analytique* à la fin du volume). Les comtes le plus souvent en querelle avec les évêques, comme P. de Cour-

---

(*a*) *Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, t. I, p. 123.

(*b*) Voyez *ibid*.

tenay et Hervé de Donzy, y figurent. En 1247, la comtesse Mathilde, ne pouvant assister en personne à l'intronisation de l'évêque Gui de Mello, y envoya Hugues de Varigny, un de ses officiers (761), pour concourir au portage. Ses autres barons, chargés du même devoir, étaient ceux de Saint-Verain, Toucy et Donzy. L'exercice de ce droit s'est prolongé beaucoup plus tard que le XIII[e] siècle.

Garde. — Association. — Un autre caractère de l'autorité féodale c'est celui du droit de garde des monastères et des villes. Les monastères avaient été souvent contraints de se faire protéger par certains seigneurs contre d'autres, mais c'était une charge qui ne tardait pas à devenir onéreuse. Il fallait, ainsi que le reconnaît le Chapitre de Tours pour la ville de Chablis envers le comte de Champagne en 1216 (183), associer le baron à la possession du lieu à protéger; et comme le fit aussi l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre avec le même comte de Champagne sur un territoire situé entre le ruisseau de Flogny et celui de Percey et sur lequel devait être bâti un village (316), et encore l'abbaye Saint-Michel de Tonnerre avec un autre comte de Champagne pour les terres de Vallières et Turgy, et la forêt de Sorberoy (535). Les précautions les plus minutieuses sont prises pour établir les droits respectifs des parties sur les habitants des villages, sur le régime des terres, etc. Le roi saint Louis prend part aussi à une association du même genre avec le prieur de Saint-Léon de Sens pour la terre de Grange-le-Bocage (418), dont le prévôt devait prêter un double serment de fidélité au roi et au prieur. Ce dernier étendit même l'association à ses hommes de Courceaux et de plusieurs autres villages voisins.

Cela se passait en 1234. Trente-quatre ans plus tard le même prince, en ratifiant l'acquisition de la terre de Dollot, que l'abbaye Saint-Jean de Sens venait de faire de Guillaume de Barres, s'en réserva la moitié et s'associa avec les moines comme il l'était déjà pour la terre de Lixy (646).

Droit de chasse. — La chasse était un plaisir réservé aux nobles, et ils s'y adonnaient avec passion. Ils pratiquaient la chasse dans les bois au moyen de haies ou de barrières dans lesquelles on enfermait le gibier qu'on voulait

chasser. En 1269, Jean du Plessis, qui avait le droit d'établir des haies dans le bois de Servins, appartenant à l'abbaye de Vauluisant, le vendit aux moines, et ne se réserva que les haies pour la chasse du lièvre et du lapin (655). La dame de Chaumont et son fils Pierre, qui réclamaient le droit de chasse et de garenne sur la grange d'Aigremont, appartenant aux moines de Preuilly, se virent évincés de leurs prétentions (478). Les sires de Noyers et de Montréal réglèrent en 1260 l'exercice du droit de chasse sur leurs terres respectives (1112). Un autre sire de Noyers concéda le droit de chasser toutes bêtes dans ses bois (705) à Huguenin de Bourgogne qui habitait le château de l'Isle. Le haut clergé ne négligeait pas cette prérogative féodale. Pierre, archevêque de Sens, se fit adjuger par le roi, en 1217, le droit de chasser avec chiens, filets et arcs (193), dans la forêt d'Othe qui appartenait au comte de Joigny. Un autre archevêque, ayant prétendu exercer le droit de chasse sur la terre de Valprofonde qu'il tenait à titre viager de l'abbaye Saint-Marien, se vit condamner à se désister de cette prétention par arrêt du Parlement, en 1271.

Mariages. — La transmission de la propriété avait une telle importance dans la constitution féodale qu'on veillait avec un soin jaloux à empêcher l'accroissement trop considérable des grands fiefs par des mariages. Les papes et les rois intervenaient par leur autorité toute puissante, les uns en arrêtant les mariages au nom des lois religieuses violées par des liens consanguins à des degrés prohibés, les autres par des menaces de guerre souvent suivies d'effet. L'histoire est pleine d'événements amenés par des projets de mariage des grands vassaux; et pour ne parler que de nos pays et du XIII[e] siècle, quelques chartes en ont conservé le souvenir.

Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre, de Nevers et de Tonnerre par sa femme, la dernière héritière descendant des comtes de la première race de ces contrées, n'avait lui-même qu'une fille nommée Mathilde, qui était convoitée par beaucoup de prétendants. Déjà, en 1199, il l'avait promise à Philippe de Namur et avait éludé sa promesse (785). Il fut, bientôt après,

forcé, à la suite d'une guerre malheureuse avec Hervé de Donzy, de la donner à ce dernier, qui l'épousa vers 1198 ou 1199 (*a*).

Mais la conduite violente d'Hervé envers l'abbaye de Vézelay fit rechercher si son mariage n'était pas entaché de parenté. En 1205, le duc de Bourgogne signala le fait au pape, qui ordonna à l'archevêque de Sens, à l'abbé de Saint-Marien et à Robert de Couzon, d'instruire l'affaire. Plusieurs années se passèrent avant qu'une solution intervînt, et le pape tenait suspendue sur la tête d'Hervé la menace de dissolution pour l'arrêter dans ses persécutions contre l'abbaye de Vézelay. Enfin, en 1213, Hervé et sa femme obtinrent une dispense de consanguinéité au quatrième degré, et leur mariage fut validé après qu'ils eurent fait des concessions à l'abbaye de Vézelay (803, 804).

Le comte Hervé avait eu de sa femme une fille unique, nommée Agnès, comme son aïeule. C'était une riche héritière. Arrivée à l'âge d'être mariée l'attention du roi se porta sur elle, et il fit d'abord promettre par serment, à Hervé, de ne point marier sa fille sans son consentement, notamment avec Jean, fils du roi d'Angleterre, Thibaud de Champagne et Enguerrand de Coucy (154). Il obtint ensuite d'Hervé l'engagement avec cautions de la donner à son propre fils Louis (154, 212, 236). Mais ce mariage ne se fit point; Agnès épousa Gui de Châtillon (815).

Mathilde II, comtesse de Nevers et d'Auxerre, étant devenue veuve d'Hervé, jura au roi de ne pas se remarier sans son agrément (*b*). Elle lui donna pour caution de sa promesse les vassaux qui l'accompagnaient et qui prêtèrent aussi serment. Elle ajouta que si elle manquait à son serment ils seraient tenus de venir au roi avec toutes les terres et les fiefs qu'ils tenaient d'elle, jusqu'à ce qu'elle eût réparé l'infraction (274).

(*a*) Lebeuf, *Hist. d'Auxerre*, t. II, p. 126, in-4°.

(*b*) Saint Louis, dans ses *Establissements*, chap. LXI, développe le principe de l'allégeance de la dame veuve qui a une fille à marier, et qui ne peut le faire sans l'agrément du baron dont son mari était l'homme-lige.

Contrats de mariage. — Les contrats de mariage des grands seigneurs que le temps nous a conservés nous montrent l'application du droit romain et du droit féodal. Le petit nombre de documents que nous publions n'offre toutefois que quelques traits intéressants.

1257 (578). — Guillaume, comte de Joigny, se marie en deuxièmes noces avec Isabelle de Mello, devant Thibaud, comte de Champagne. Le futur s'engage envers l'évêque d'Auxerre, tuteur d'Isabelle et son oncle, à faire renoncer, par ses trois filles encore mineures (qu'il avait eues de sa première femme Agnès), à la part d'héritage qu'elles pouvaient prétendre de lui et de leur frère Jean. Il s'engage aussi à faire faire par ses filles, quand elles auront douze ans, des lettres spéciales de cette renonciation munies de toutes les garanties requises.

Mais, dans le cas où le comte mourrait sans enfants issus de sa future femme Isabelle, alors ses filles rentreraient pleinement dans leurs droits d'héritières, sauf la dot de cette dernière qui comprenait le château de Coulanges et la moitié de la terre du comté de Joigny.

1258 (582). — Eudes, fils du duc de Bourgogne, comte de Nevers, fait accord du mariage de sa fille aînée Iolande avec Jean, fils du roi Louis IX. Il lui donne ses terres du Berri et du Perche et Thorigny en Normandie, de manière à lui constituer huit mille livres de rente. Le contrat n'était toutefois que conditionnel et subordonné à la volonté du roi et de Jean, qui n'avait que huit ans au moment de la rédaction de l'acte.

Le comte s'engagea ensuite à remettre entre les mains du roi sa fille « à garder et à nourrir », si le roi la lui demandait, et à condition que le roi lui délivrerait des lettres contenant engagement, dans le cas où le mariage ne se ferait pas, de rendre ladite Jeanne « de bonne foi » à son père. Le contrat non réalisé fut suivi d'un deuxième acte passé en 1265, date du mariage projeté de Jean et de Iolande. Jean mourut devant Tunis, le 3 août 1270, et ne laissa point d'enfants.

1271 (671). — Miles de Noyers et sa femme, voulant marier leur fils aîné Miles avec Marie de Crécy, émancipèrent ce fils aîné et Jean, le plus

jeune, afin d'éviter toute contestation d'intérêts entre eux à l'avenir. Ils les dotèrent par le même acte et firent entre eux le partage de leur succession future. Miles eut naturellement la terre et le château de Noyers et en outre d'autres domaines. Jean reçut pour sa part la terre de Maisy et d'autres terres qu'il dut tenir en fief de son frère.

Le douaire de la femme du sire de Noyers fut réservé et imputé sur la moitié des terres et fiefs partagés entre ses fils.

Les filles du sire de Noyers ne paraissent pas dans cet acte avoir aucun droit réservé.

Le sire de Noyers déclare que la coutume de la terre de Noyers est telle que les fils doivent hériter de leur père et de leur mère, et que si leur fils, ayant lui-même des enfants, mourait avant ses parents, ses propres enfants hériteraient de ces derniers. En conséquence, si Miles, le fils aîné, mourait dans ces conditions, ses enfants seraient les légitimes héritiers de tous les biens à lui attribués par l'acte de partage sus énoncé.

Un contrat de mariage entre personnes du Tiers-Etat est celui de la fille d'Hémery, prévôt d'Avallon. Guillaume Auverger, le futur époux, donne quittance à Hémery de la somme de 500 livres qui constitue la dot de sa femme (742).

Majorité féodale. — Il y avait au Moyen-Age des usages divers sur l'âge de la majorité féodale, selon les provinces. Les rois étaient majeurs à 14 ans. Saint Louis dit que l'âge du gentilhomme est de 21 ans. Les coutumes de Sens et d'Orléans disent que le fils noble peut faire hommage de fief à 18 ans et un jour et la fille à 14 ans et un jour (*a*). Des auteurs fixent aussi la majorité à 21 ans (*b*). En Champagne, selon d'Arbois de Jubainville, c'était à 14 ans pour toute personne féodale, le comte excepté, qui n'était majeur qu'à 21 ans (356) (*c*).

(*a*) *Coutume de Sens*, édition Pelée de Chenouteau, 1787, p. 227.

(*b*) Boutaric, *saint Louis et Alphonse de Poitiers*, 1870, p. 43.

(*c*) *Hist. des Ducs et des Comtes de Champagne*, t. IV, p. 429.

Nous voyons dans un contrat de mariage de Guillaume, comte de Joigny, avec Isabelle de Mello, que 12 ans était pour les filles un âge où elles pouvaient contracter (578).

Les seigneurs qui avaient de nombreux enfants destinaient de bonne heure plusieurs de leurs filles à « entrer en religion. » Les abbayes de femmes de Saint-Julien d'Auxerre, des Iles, de Crisenon, celles de la Pommeraie, de la Cour-Notre-Dame étaient peuplées de filles nobles. Les actes de dot de ces religieuses au XIIIe siècle nous ont été conservés. Gui de Maligny dota sa fille Jeanne, religieuse des Isles, de 4 livres de rente. Jean de Seignelay, qui avait sa sœur dans le même monastère, lui constitua en dot 5 livres de rente (728). Ces chiffres, d'apparence modique, représentaient au XIIIe siècle des sommes plus importantes. Mais les revenus de ces monastères, ayant été fondés en grande partie sur ces dotations, il est arrivé, par le cours des temps, qu'ils ont sensiblement baissé de valeur par la diminution du prix de l'argent, ce qui a été une des causes de la gêne et de la ruine des communautés de femmes au XVIIIe siècle.

§ II. — Croisades.

Le XIIIe siècle vit les croisades se continuer avec ferveur, malgré les déceptions des expéditions précédentes. L'ardeur qui animait la noblesse et le clergé pour la cause du Christ a laissé des traces dans les documents que nous publions, et, quelqu'incomplètes que soient ces traces, elles nous montrent que toutes les fois que le pape ou le roi faisait appel au zèle des peuples pour cet objet, toutes les classes de la société y répondaient. Partout où l'ennemi du nom chrétien devient menaçant, l'Eglise le signale et sollicite du secours. En 1211, les Sarrasins d'Espagne sont attaqués par Alphonse de Castille, le pape prescrit à l'archevêque de Sens et à ses suffragants d'imposer à leurs peuples d'aller au secours de ce prince, s'ils veulent obtenir la rémission de leurs péchés (842). On peut voir ail-



leurs (a) la part qu'ont prise les barons de Basse-Bourgogne à la 4e croisade provoquée par Innocent III (1216-1218). Notre Recueil en relate encore quelques monuments. Dreux de Mello l'ancien était un des chefs de cette expédition (177), et il y suivit Hervé, comte de Nevers, qui devint ensuite comte d'Auxerre, après la captivité et la mort de P. de Courtenay que le pape recommandait en vain à tous les Croisés (805). Ce prince obtint des papes Innocent III et Honorius III (806-807), une lettre aux évêques d'Auxerre et de Nevers pour se faire remettre le produit du 20e des revenus des églises et celui des troncs, destinés à la croisade. Honorius écrivit à plusieurs reprises au clergé en faveur du comte Hervé.

Albigeois. — En même temps que la Terre-Sainte attirait les Croisés, une autre guerre ayant la religion pour but et aussi pour les hommes du Nord un intérêt plus temporel, la croisade contre les Albigeois, secte religieuse dont les doctrines sapaient les bases de la morale et de la société chrétienne, fut prêchée dans nos pays. En 1213, Erard de Brienne déclare qu'il va partir pour la « *peregrinatio albigensis* » (128). Le concile de Latran (1er novembre 1215), ayant déclaré Raymond IV, comte de Toulouse, convaincu d'hérésie, le déposa et donna à Simon de Montfort la partie des domaines de ce prince qu'il avait conquise, en réservant le reste au jeune fils du comte. Mais Raymond IV n'avait pas perdu toute l'affection de ses sujets, et la résistance à Simon de Montfort continua plusieurs années après dans le Languedoc. Cependant, en 1221, le clergé de la province de Sens, obéissant aux mandements du pape, s'imposait du 20e de son revenu pour cette guerre lointaine (811, 313). Henri de Villeneuve, évêque d'Auxerre, étant infirme, fut dispensé de suivre le roi à la croisade, et paya en compensation la somme de 600 livres parisis qui comprenait aussi le montant du décime sur les terres épiscopales (334). En 1226, Louis VIII, déférant aux instances du pape, entreprit lui-même une expédition contre le comte de Toulouse, qui

---

(a) *Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, Les Croisés de la Basse-Bourgogne en Terre-Sainte, t. VII, p. 355.

devait nécessiter de nouveaux sacrifices d'argent de la part des évêques du Nord. L'année suivante, l'archevêque de Sens et l'évêque de Chartres s'engagent, au nom des Chapitres cathédraux de la province ecclésiastique de Sens, à payer au roi 1,500 livres pour la guerre, pendant quatre ans s'il est nécessaire (350). On sait comment un traité, qui réconcilia Raymond VII de Toulouse avec l'Eglise (an 1229), termina heureusement la guerre pour la France, en y réunissant en droit, et bientôt après en fait, les domaines des comtes de Toulouse, par le mariage de la fille unique du comte Raymond avec Alphonse, frère de saint Louis, qui mourut sans enfants en 1270.

La passion des croisades, un peu refroidie pendant la minorité de saint Louis, se ranima en 1235. Les évêques et les barons de la Terre-Sainte (*a*), ayant appris les intentions du comte de Champagne et des barons de l'Auxerrois et du Nivernais à cet égard, leur écrivirent pour leur indiquer le meilleur chemin à suivre pour arriver à leur secours, et leur conseillèrent les moyens les plus sûrs pour y réussir (459).

Le pape invita, de son côté, le roi et les grands de France à s'armer pour aller au secours des chrétiens d'Orient persécutés. Les préparatifs de cette expédition, entravés par toutes sortes de difficultés, furent longs. Ce ne fut qu'en 1239 seulement que le départ fut résolu. Alors Thibaud IV, comte de Champagne, le duc de Bourgogne, Gui de Forez, comte d'Auxerre, Guillaume, comte de Joigny, et un grand nombre d'autres barons s'embarquèrent à Marseille au mois d'août. Thibaud IV fut acclamé pour leur chef. Gui de Forez avait, avec raison, mis ses affaires en règle avant de partir, car, après deux ans de séjour en Palestine, il mourut en Pouille au

---

(*a*) Parmi les chevaliers français qui soutenaient la cause chrétienne en Syrie, on voit, en 1233, un Pierre d'Avallon, neveu d'Ode de Montbéliard. Il fit partie d'une expédition commandée par le grand maître du Temple, Armand de Peyrigord, qui avait réuni ses soldats au *Krah des chevaliers*, forteresse importante qui s'élève sur l'un des sommets dominant le col qui met la vallée de l'Oronte en communication avec le bassin de la Méditerranée. (G. Rey, *Etude sur les monuments de l'architecture militaire des Croisés en Syrie*, Paris. 1871, p. 64).

retour (451). Cette expédition échoua encore comme les autres, par défaut de concert entre les Croisés.

Saint Louis avait, en exécution d'un vœu fait dans une grande maladie, résolu de faire la guerre aux Sarrasins. Il s'embarqua à Aigues-Mortes, le 25 août 1248, avec une armée de plus de 35,000 hommes, parmi lesquels on comptait beaucoup de chevaliers de nos pays dont plusieurs moururent dans cette expédition malheureuse, qui se termina par la prise du roi à Minieh, sur les bords du Nil. Saint Louis, rendu à la liberté moyennant une énorme rançon, passa en Syrie et débarqua à Acre. Il demeura ensuite plus d'un an dans ce pays, dont il confia la défense à Guillaume de Sergines, vaillant chevalier qui devint dans sa vieillesse sénéchal du royaume de Jérusalem. Le roi revint en France en 1254, à la nouvelle de la mort de la reine Blanche, sa mère, qui avait gouverné prudemment le royaume pendant sa longue absence.

Saint Louis veillait toujours de loin aux affaires de la Terre-Sainte, et recevait de ses fidèles chevaliers, Erard de Vallery et Geoffroy de Sergines, de pressantes demandes de secours en hommes et en argent. Le port d'Acre, sur la côte de Syrie, était la clef des possessions des Croisés français, en Orient, et le lieu où demeuraient ces deux chefs militaires. En 1267, ils reçurent du roi des lettres d'emprunt de la somme de 4,400 livres (*a*), sur des marchands de Sienne, pour payer la solde des chevaliers, qui gardaient encore les possessions françaises (634, 635) (*b*). Saint Louis ne perdait pas l'espoir de reconquérir la Terre-Sainte. En 1269, il chargea l'abbé de Hautvilliers de faire dresser par les doyens ruraux des diocèses de Sens, Auxerre, Troyes et autres, la liste des Croisés des paroisses de leurs doyennés, morts en Syrie depuis trois ans (890). D'autre part, l'archevêque

---

(*a*) Cette somme équivaudrait aujourd'hui à plus de 500,000 fr.

(*b*) D'autres emprunts avaient été faits pour la même cause, par Geoffroy de Sergines et par son fils du même nom, et notamment une somme de 3,000 livres aux Templiers, car, en 1278, un arrêt du Parlement condamna Jean d'Arties et sa femme Isabelle, veuve de Geoffroi de Sergines le fils, à leur payer cette somme (934).

de Sens, Guillaume de Brosse, affecte 1,000 livres pour les dépenses de l'expédition (656).

Le roi s'embarque encore une fois à Aigues-Mortes, le 1[er] juillet 1270, avec ses trois fils et plus de 60,000 hommes. Il se dirige sur Tunis où il arrive le 17 du même mois, et y meurt de la peste le 25 août. L'issue malheureuse de cette expédition découragea tout-à-fait les princes chrétiens d'en entreprendre de nouvelles. Cependant la piété des fidèles les portait toujours à penser à leurs frères d'Orient. En 1276, Guillaume de Courtenay, seigneur de Champignelles, mourant, légua encore 3,000 livres pour venir au secours de la Terre-Sainte (690).

L'esprit belliqueux de la noblesse française la poussait à saisir toutes les occasions de guerroyer. En 1284, nous voyons Jean I[er] de Chalon, comte d'Auxerre, partir avec ses chevaliers comme le duc de Bourgogne, pour l'Aragon, dont la couronne avait été enlevée, par ordre du pape Martin IV, à Pierre d'Aragon, et acceptée par Philippe III, roi de France, pour son second fils (1143).

§ III. — Guerres privées.

Nous ne pouvions passer sous silence le récit des guerres privées dont nos pays furent plusieurs fois le théâtre au commencement du XIII[e] siècle, et qui étaient un dernier vestige de ces luttes si fréquentes entre les grands vassaux pendant les siècles précédents. Nos chartes en ont conservé quelques souvenirs.

Erard de Brienne, seigneur de Venisy, de l'illustre famille des rois de Jérusalem, avait épousé dans cette ville Philippa, l'une des filles de Henri II, comte de Champagne, mort à Acre, et dont le mariage avait été déclaré nul par le pape (a).

(a) D'Arbois de Jubainville, *Histoire des Ducs et des Comtes de Champagne*, t. IV, p. 118 et 119.

Ce mariage se fit malgré Blanche, comtesse de Champagne, tante de Philippa, et malgré la défense du pape (an 1215), et causa bien des troubles en Champagne.

Nous ne rapporterons que les faits qui touchent à notre pays. Erard était rentré en Champagne en 1216, et menaçait par sa présence le pouvoir de la comtesse Blanche. Cette princesse chercha des sûretés auprès de Philippe-Auguste en lui payant des sommes considérables. Le roi y répondit en recevant à hommage Thibaud IV, fils de la comtesse, et notifia ainsi qu'il le reconnaissait pour légitime suzerain de la Champagne. La comtesse fit également jurer par ses nombreux vassaux qu'ils prendraient parti pour elle et pour son fils contre les filles du comte Henri. On voit, parmi ces barons, Pierre de Courtenay qui se fit payer sa promesse 100 marcs d'argent (179), Anséric de Montréal, Guillaume et Pierre des Barres. Les habitants de Chablis eux-mêmes prêtèrent le serment demandé par la comtesse (*a*).

En face de ces préparatifs menaçants, Erard de Brienne ne restait pas inactif. Il appelait à lui Miles de Noyers, son neveu, fils d'Alix de Brienne, sa sœur, et Guillaume de Courtenay, seigneur de Tanlay, beau-frère de Miles par Adeline de Noyers, sa femme. On cite encore, au nombre des partisans d'Erard, Etienne de Seignelay, André et Gui de Montréal, le fils du seigneur de Saint-Valérien, et une foule d'autres chevaliers. Hervé, comte de Nevers, le favorisait aussi en secret et par son attitude exigeante vis-à-vis de la comtesse de Champagne.

La comtesse Blanche répondit à la prise d'armes des alliés d'Erard en assiégeant le château de Noyers. Mais ce fut sans succès et les soldats pillèrent les campagnes environnantes. Puis la guerre traîna en longueur. Le roi et le pape intervinrent à plusieurs reprises pour amener une pacification entre les parties. L'excommunication frappa plusieurs fois mais en vain Erard et ses partisans, Miles de Noyers, Etienne de Seignelay, Milon

---

(*a*) D'Arbois de Jubainville, *Histoire des Ducs et des Comtes de Champagne*, t. IV, p. 127.

de Saint-Florentin et tous ceux qui troublaient la paix en Champagne. Le pape Honorius III menaça encore Erard et ses adhérents d'excommunication le 27 juin 1217 (865).

Blanche chercha par tous les moyens à enlever à Erard ses partisans. Elle y parvint pour Gui et André de Montréal qu'elle gagna à prix d'argent, et qui ne s'interdirent que de marcher contre Erard en personne dont ils étaient vassaux, mais promirent de faire la guerre à Miles de Noyers et de livrer leurs forteresses (*a*). Milon de Saint-Florentin se soumit aussi en 1219, et prit la croix, promettant qu'à son retour de Terre-Sainte il jurerait fidélité à la comtesse et à son fils ; à ces conditions il fut absous.

Erard fit enfin la paix avec la comtesse de Champagne et son fils par acte du 2 novembre 1221, en renonçant aux droits prétendus par sa femme sur le comté de Champagne et moyennant une indemnité en argent. Tous les barons vassaux de Champagne, partisans d'Erard, se soumirent à leur tour. Erard, pour payer les dettes contractées dans la guerre désastreuse qu'il avait soutenue si longtemps, vendit à l'archevêque de Sens sa forêt de Rageuse, située dans une partie de la forêt d'Othe (308).

Une autre guerre à laquelle Erard prit encore part jusqu'à engager ses châteaux, c'est celle de Thibaud de Champagne contre le duc de Bourgogne et les comtes de Bar-le-Duc et de Boulogne, en 1229. Il livra, à cette occasion, au comte de Champagne ses châteaux de Venisy et de Ramerup (871). La cause de cette guerre était dans le mariage du jeune Hugues IV, duc de Bourgogne, avec la nièce de Pierre Mauclerc, duc de Bretagne, qui avait eu lieu en violation d'un traité passé en 1227, entre le duc et Thibaud IV, comte de Champagne, par lequel avait été juré que Hugues n'épouserait notamment pas la nièce de Pierre, comte de Bretagne. Les hauts barons français étaient, pour la plupart, ligués contre Thibaud, et avaient trouvé, parmi les motifs de leur agression contre lui, celui de rendre le comté de Champagne à Alix, reine de Chypre, fille aînée du comte Henri II.

(*a*) D'Arbois de Jubainville, t. IV, p. 173.

Les barons sont réunis à Tonnerre au mois de juillet 1229. L'invasion de la Champagne est résolue, et la première ville prise fut Saint-Florentin. Ils marchèrent ensuite sur Chaource et Bar-sur-Seine, et mirent le siége devant cette dernière ville. Comme il arrivait toujours, les villes, les châteaux et les villages furent brûlés. A la nouvelle de ces désordres, saint Louis ordonna aux barons de se retirer de la Champagne, et il rassembla une armée pour les y contraindre. Des trèves intervinrent alors entre les barons et Thibaud. Gui de Forez, comte de Nevers, et sa femme Mahaut, firent la paix séparément par l'intermédiaire du légat Romain de Saint-Ange : il fut convenu que les deux comtes conserveraient les fiefs dont ils étaient en possession (*a*), et que les forteresses construites sur la frontière des terres des deux seigneurs ne seraient point démolies (374).

§ IV. — Condition des terres. — Fiefs. — Aleus. — Terres censables. — Morcellement.

La constitution féodale étant depuis longtemps complète au XIIIe siècle, nous n'avons plus ici qu'à passer rapidement en revue les actes les plus importants qui en signalent l'existence.

Le fief est toujours la base de la propriété seigneuriale ; tous les biens compris dans l'étendue de la seigneurie en dépendent et en relèvent à des titres divers, suivant leur origine et leur qualité. Les droits de haute, moyenne et basse justice, résument l'ensemble des droits du seigneur sur les personnes et sur les biens de ses vassaux. Ces droits sont souvent partagés entre plusieurs seigneurs de conditions diverses dans la même terre ; mais la haute justice appartient toujours au seigneur le plus élevé en dignité.

Le morcellement des fiefs a suivi celui de la propriété censuelle. Le

(*a*) D'Arbois de Jubainville, t. IV, p. 229.



dénombrement des fiefs qui relèvent du roi de Navarre, dans la châtellenie de Saint-Florentin (532), mentionne des fiefs estimés 10, 6 et même 4 livrées de terre.

L'hommage rendu par le vassal noble pour son fief se faisait solennellement. Dans les cas prévus, le vassal se rendait au manoir de son seigneur et le requérant de recevoir son hommage, à genoux, tête nue et les mains jointes entre celles de son seigneur, il lui disait : « Sire, je deviens votre « homme et vous promets foi et loyauté de ce jour en avant, je viens en « saisine vers vous et comme à seigneur je vous offre ceci. » Ce à quoi le seigneur répondait : « Je vous reçois et prends à honneur et en nom de foi ; « je vous baise en la bouche, sauf mon droit et l'autrui (*a*). »

Le dénombrement des biens composant le fief suivait l'acte d'hommage dans un délai déterminé.

En fait d'actes d'hommage, nous avons publié ceux de Jean de Chalon, comte d'Auxerre, pour ses terres de la Franche-Comté, qui relevaient du comte de Bourgogne (1144) ; — de Charles d'Anjou, roi de Sicile, pour le comté de Tonnerre, qui relevait de l'évêque de Langres (689), et de Pierre, comte de Tonnerre, pour les fiefs de Bagneaux et autres au même comté, qui relevaient de l'évêque de Chalon (186). Plusieurs fiefs du comté d'Auxerre, ceux de Mailly-le-Château et de Bétry, notamment, avaient été soustraits par Pierre de Courtenay à l'hommage de l'évêque d'Auxerre et placés sous la puissance du comte de Champagne (59, 96). Mais l'évêque d'Auxerre, Guillaume de Seignelay, ne tarda pas à réclamer son droit féodal, et comme le comte refusait d'obéir, il l'excommunia. Le Pape intervint même dans cette affaire, et, en 1211, le comte revint sur son hommage et déclara devant le légat qu'il avait rendu hommage à l'évêque.

Nous voyons encore que le fief d'Arcy-sur-Cure relevait du sire de Noyers (233), dont les grandes possessions s'étendaient jusque sur les bords de la Cure. Le château de Coulanges-les-Vineuses, qui appartenait au

---

(*a*) Poncelet, *Précis de l'histoire du Droit civil en France*, p. 82.

comte de Joigny, relevait du comte d'Auxerre (984) ; celui de Maligny dépendait du comte de Champagne (264), etc.

Les archevêques de Sens, qui avaient conservé une partie notable des grandes terres dépendant jadis de leur siége, y réunirent encore au XIII[e] siècle une partie de la vicomté de Sens (659), qu'ils achetèrent du sire des Barres moyennant la grosse somme de 1,500 livres (*a*). Le vendeur, en relevant de fidélité les vassaux qui dépendaient de la vicomté, les invita à reporter leur hommage à l'archevêque (660).

Le mode de partager les héritages des nobles de Champagne entre leurs enfants mâles fut réglé par le comte Thibaud en 1224 (736), de concert avec ses barons et de cette manière : l'aîné prendra d'abord sa part avant tous ses frères ; s'il n'y a qu'un château, il l'aura avec les fiefs, terres, prés, vignes qui en dépendent. S'il y a en outre une maison-forte, le second fils la prendra, et ainsi de suite s'il y a d'autres enfants et plusieurs autres châteaux ; mais s'il n'y a pas autant de châteaux que d'enfants, le dernier fils sera doté de terres en plaine.

Aleus. — Les aleus, ces terres libres que la marche envahissante de la féodalité avait fait disparaître peu à peu, sont de plus en plus rares. En 1257, Huet Pioche vend aux Templiers sa haute justice de Tourbenay qu'il possédait en franc-aleu (566). Jean, seigneur de Seignelay, cède à l'abbaye de Pontigny les droits qu'il avait sur des biens situés à Montigny, biens qu'il avait achetés de Jean, fils de Gui Haran, lequel les tenait en fief, tandis que lui en jouissait en franc-aleu (602). En 1267, Guillaume de la Forêt et Agnès, sa femme, possesseurs de biens assez considérables, mais très morcelés, situés à Chablis, Milly, Poinchy et autres lieux, déclarent que ces biens sont en franc-aleu, mais qu'ils veulent à l'avenir les tenir en fief du Chapitre de Tours, eux et leurs héritiers, à perpétuité. Et pour témoignage de cet hommage, ils s'engagent à fournir au Chapitre, chaque année, une petite

(*a*) Cette somme vaudrait aujourd'hui plus de 180,000 fr.

quarte dorée 631 (a). Cet hommage n'est fait, chose rare, à aucune condition.

Terres censables. — En dehors des fiefs et des aleus, il n'y avait plus que des terres censables, c'est-à-dire chargées de l'impôt du cens. Ces terres étaient dévolues aux roturiers et leur avaient été concédées dans l'origine par les seigneurs francs sous le nom de *Manses*. Les possesseurs des manses tendirent peu à peu à s'approprier leurs concessions et à en disposer à leur gré, soit en les partageant, soit en les aliénant. Cette révolution, signalée par M. Guérard (b), était déjà sensible au IXe siècle, et ne fit que se prononcer davantage avec le temps. Les terres avaient été aussi baillées dans les temps postérieurs aux colons affranchis de l'esclavage. Le seigneur percevait la redevance des terres censables en argent et faisait dresser, dans l'origine, des rôles sommaires des censitaires et des terres qu'ils possédaient, avec le chiffre des redevances. Plus tard, après la création des notaires, on composa des terriers ou recueils de déclarations des censitaires, pour connaître au juste la nature et la quantité des terres du domaine censuel et les redevances dont elles étaient grevées. Ces terriers, brûlés aveuglement presque tous en 93, étaient les plus curieux documents de statistique territoriale des temps anciens. Voyez notamment les chartes sous les nos 399, 415, 492, 516, 649, relatives à des propriétés censuelles.

Morcellement des terres. — Tous ceux qui ont pratiqué les archives anciennes savent que les terres censables étaient déjà très morcelées au XIIIe siècle et antérieurement. La division du sol entre les censitaires était une nécessité même de leur existence, et le *Polyptique d'Irminon* nous en fournit des preuves abondantes dans l'état des terres possédées par l'abbaye Saint-Germain-des-Prés dès le IXe siècle. Il n'y a donc pas de doute sur ce point, surtout pour les contrées fertiles et les vallées arrosées par des cours d'eau, comme le sont dans nos pays les bassins de la basse Yonne, de la Vanne, de l'Armançon, du Tholon, etc.

(a) *Carteria* vel *quarteria*, mesure à grains de très petite dimension. — Voy. ces mots, *Gloss. de Du Cange*, édition 1840, in-4°.

(b) *Polyptique de l'abbé Irminon*, etc. Paris, 1844, t. I, p. 602, 603.

§ V. — Etat des Personnes. — Serfs. — Affranchis. — Libres.

Les documents que nous publions sur l'état social des individus du Tiers-Etat les présentent sous des aspects divers. Il y a encore des serfs, comme il y a des hommes libres et des hommes affranchis du servage. Le servage, on le sait, était cet état intermédiaire entre l'esclavage et la liberté, dans lequel l'homme possédait sa personne et son champ et ne payait plus à son seigneur que des redevances plus ou moins onéreuses, en nature ou en argent. Cet état social s'établit pendant la féodalité, et tendit à disparaître aux XII[e] et XIII[e] siècles. La marche ascensionnelle vers la liberté est constante, surtout pendant le temps que nous étudions, et notre Recueil en fournit des preuves nombreuses (*a*). Ce n'est toutefois que plusieurs siècles après que les derniers vestiges du servage ont disparu, et les rois ont eu l'insigne honneur de poursuivre cette grande réforme (*b*).

Main-morte. — L'exercice du droit de main-morte consistait en la prise de possession, par le seigneur, de l'héritage du serf défunt. — Les enfants de ce dernier étaient obligés, alors, de racheter cet héritage pour s'en mettre en possession. Le comte de Joigny, en traitant avec l'abbesse de Saint-Julien d'Auxerre, reconnaît qu'elle exerce des droits de main-morte sur ses hommes de Joigny, Bussy, Coulanges-les-Vineuses, Val-de-Mercy et Escolives (148). En 1230, Mauger, bailli d'Ervy et de Troyes, fait don à l'abbaye de Molême des biens de sa défunte femme Osanne, situés à Arthonnay, lesquels avaient été adjugés au comte de Champagne, par droit d'eschoite

(*a*) Voir, sur l'état social du peuple au Moyen-Age, B. Guérard, *Polyptique d'Irminon*, p. 278 t. I, et *Recherches sur le Tiers-Etat au Moyen-Age dans les pays qui forment aujourd'hui le département de l'Yonne*, par M. Quantin.

(*b*) Voir ordonnances de Louis le Hutin, de l'an 1315, et de Charles IV en 1321; et surtout l'édit du mois d'août 1779, qui supprime, dans les domaines du roi seulement, la double servitude réelle et personnelle. — Il y avait encore quelques coins de terre où la main-morte subsistait toujours par suite de l'indifférence de leurs habitants.

(sa femme étant morte sans enfants), puis à lui rendus par le comte (384). Le Chapitre d'Auxerre avait également le plein exercice de la main-morte sur ses serfs de Charmoy, mourant sans hoirs de leurs corps (293). Les serfs étaient vendus (681, 1,000), échangés (298, 416, 943). En 1221, le roi avait des hommes à Pont-sur-Yonne, à Soucy et à Véron (645, 909). Il donna à Henri Concierge, son chambellan, l'eschoite de Théophanie de Villeneuve-le-Roi, sa femme de corps (266). L'usage de donner des serfs aux églises était pratiqué dès les temps primitifs, et se continuait encore dans la première moitié du XIIIe siècle. Il semblait qu'en plaçant ces hommes sous l'autorité religieuse on faisait une chose agréable à Dieu. Le sort des serfs y était aussi plus assuré et plus doux que sous le joug du seigneur féodal (95, 138, 170, 355, 379, 404, 454, 724, 974). Le mariage entre les habitants du même village appartenant à des seigneurs différents est autorisé à Senan, où quatre hommes du comte de Sancerre ont épousé quatre femmes du prieur (131; à Paroy (162), à Villiers-Vineux (498). La différence des seigneuries n'empêchait pas les alliances, et les enfants se partageaient également entre les divers seigneurs, c'est-à-dire que les droits des parties respectives sur eux étaient déterminés. C'est ce qui se voit à Coulanges-les-Vineuses, en 1208, où le comte de Joigny déclare qu'à l'avenir les enfants des hommes ou des femmes de l'abbaye de Saint-Marien, qui s'unissaient aux siens, seront partagés en commun (70). Le même accord eut lieu, en 1244, entre Milon de Saint-Florentin et l'abbaye Saint-Germain pour leurs hommes de Villiers-Vineux (498), et entre le Chapitre de Sens, son trésorier et le Roi (700).

Affranchissements. — Le progrès de l'émancipation des serfs est sensible au XIIIe siècle : tantôt le seigneur affranchit un ou plusieurs de ses hommes par des actes individuels ; tantôt il donne la liberté à des communautés tout entières. L'abbé de Saint-Remy, « par inspiration divine et bon con« seil », affranchit Etienne Guignez et sa femme, ses hommes de corps, moyennant 5 sous d'abonnement annuel (695). En 1227, Salomon de Villeneuve-la-Guyard, sa femme et le fils de sa femme reconnaissent avoir été affranchis par l'abbaye Saint-Remy, de toute servitude corporelle, de taille

ou de corvées, et se déclarent hommes libres du monastère, auquel ils donnent, en reconnaissance, une grange et ses dépendances (304).

L'abbaye Saint-Pierre-le-Vif, qui avait des serfs au nombre de 266 dans les pays d'entre Seine et Yonne, depuis Sens jusqu'à Bray, d'un côté, et jusqu'à Villeneuve-l'Archevêque et Villeneuve-le-Roi, de l'autre, les affranchit en 1257, pour ne pas les voir quitter tous sa seigneurie et aller se ranger sous l'autorité du Roi à Villeneuve-le-Roi (567). Ces hommes payèrent leur affranchissement 6,000 livres et saint Louis confirma l'acte.

Lorsqu'un homme serf voulait entrer dans l'ordre des clercs, il fallait qu'il obtînt de son seigneur la liberté, l'Église n'admettant pas d'esclaves, à quelque degré que ce fût, dans son sein. En 1254 et 1267, le Chapitre de Sens affranchit, dans ce but, deux hommes d'Evry et de Soucy, en ayant soin de se réserver tous ses droits, s'ils quittaient la tonsure cléricale ou se mariaient (550, 641).

La succession des clercs soulevait quelquefois des discussions. En 1202, le pape adressa à l'évêque d'Auxerre des explications sur ce qu'on devait entendre par clercs, et quand un clerc était censé décédé *ab intestat* (825). En 1262, des clercs champenois ayant voulu jouir de leurs priviléges et faire en outre le commerce sans payer les redevances des simples bourgeois, le pape interdit à l'archevêque de Sens et à l'évêque de Troyes de prendre leur défense, en leur rappelant que son prédécesseur Innocent IV avait déjà, en 1266, prononcé un blâme contre des clercs dans le même cas (889).

Les affranchissements de communautés d'habitants ont le caractère de traités passés entre le seigneur et ses hommes. Les conditions en ont été débattues à l'avance, et elles sont minutieusement développées.

On a prêté au Moyen-Age, dans une certaine école, des sentiments trop élevés, tandis qu'on le rabaissait trop dans une autre. Les hommes de ce temps étaient comme ceux du nôtre, positifs, et défendaient leurs droits et leurs intérêts. Il ne faut donc pas chercher, dans les chartes d'affranchissement, des choses qui n'y sont pas et des arguments en faveur ou contre telle ou telle thèse sociale. Cependant l'esprit chrétien de fraternité et de justice n'y est point étranger et y présente des caractères variés. Les chartes éma-

nées des églises sont plus solennelles que les autres, et contiennent souvent des considérants élevés et religieux. Cet esprit règne dans la charte de Gy-l'Evêque donnée par l'évêque d'Auxerre en 1283. Le rédacteur s'exprime ainsi tout d'abord : « Attendu que tous les hommes par le droit naturel « doivent jouir de la liberté, et qu'entre les autres les ministres de l'Eglise, « qui est la mère des fidèles, doivent non-seulement accorder ce bienfait, « mais encore en faire respecter l'existence lorsqu'il a été donné par « d'autres serviteurs du Christ, et ce en vertu des sacrés canons et des lois « séculières, accordons à nos hommes de Gy-l'Evêque et de la prévôté de « Gy l'affranchissement de la main-morte, etc. » (714). Les habitants de Soucy, qui étaient au nombre de 332 au moins, obtinrent, la même année, de la part du Chapitre de Sens, une charte d'affranchissement où les mêmes principes sont formulés, quoique d'une manière plus brève; le rédacteur s'exprime ainsi : « Attendu que l'Eglise est la mère de la piété et qu'elle « doit surtout défendre avec un zèle efficace la liberté qui est la destruction « de la servitude, et attendu que la servitude est contraire au droit naturel, « avons fait aux habitants de Soucy l'abandon des viles coutumes de la « main-morte, etc. » (719) (*a*).

Notre recueil contient plus de vingt-cinq chartes d'affranchissements de communautés qui s'appliquent sur tous les points du département, le Morvan et la Puisaye exceptés. Le premier de ces pays est demeuré en retard sur ce point comme sur d'autres. Quant à la Puisaye, les chartes d'affranchissement y sont rares dans tous les siècles. Les comtes d'Auxerre prirent aux XII[e] et XIII[e] siècles une part importante dans les affranchissements. Pierre de Courtenay donna aux habitants de Mailly-Château la coutume de Lorris ; il fit remise à ceux de Tonnerre des droits de main-morte et d'eschoite, et leur accorda divers autres priviléges (56, 105, 117). Sa fille Mathilde

---

(*a*) Voyez une charte de Charles IV, dit le Bel, de l'an 1321, citée dans de La Roque, *Traité de la Noblesse*, p. 207, où les mêmes idées exprimées dans les chartes de Gy-l'Evêque et de Soucy sont reproduites.

augmenta les libertés accordées aux habitants de Tonnerre par Gui, l'un de ses prédécesseurs (313). Gui de Forez, et la même Mathilde, sa femme, donnèrent aux habitants de Vermanton les coutumes de Lorris (425). Eudes, comte de Nevers et d'Auxerre, et Mathilde III, sa femme, confirmèrent les priviléges des Auxerrois et les augmentèrent (598). En 1264, Gui de Toucy vendit à ses hommes de Vermanton le droit de main-morte pour payer ses dettes (1031). Coulanges-les-Vineuses fut affranchie par Jean, comte de Joigny (701); les habitants de l'Isle, par Béatrix, duchesse de Bourgogne, et Huguenin, son fils (702); les habitants de Montréal et de Noyers, par les barons de ces lieux (1100, 403). Thibaud, comte de Champagne, exonéra tous ses hommes de Vinneuf, Courlon et Bachy, de toute taille et exaction, moyennant 4 deniers par livre de revenu (362). Il donna à la ville de Saint-Florentin une charte d'affranchissement très importante et très détaillée où l'on voit, entre autres choses, que les habitants étaient assujétis au service militaire jusqu'à soixante ans. Tout habitant ayant 20 livres de biens devait, en outre, être pourvu d'une arbalète et de vingt carreaux (391). Hélène, dame de Chaumont, et son fils, Pierre des Barres, affranchissent leurs hommes de corps des villages de la terre de Villemanoche, et ceux qui habitaient Pont, Chaumont et de nombreux villages situés dans les vallées de l'Yonne et de la Vanne (573).

Le Clergé, qui avait au XIIe siècle donné l'exemple de l'affranchissement dans ses seigneuries, continue au XIIIe de libérer ses serfs. Le Chapitre d'Auxerre affranchit ses bourgeois de cette ville et ceux de Cravan et de Monéteau. En 1256, l'abbaye Saint-Germain vendait aussi à ses bourgeois d'Auxerre et de Perrigny le droit de main-morte. L'archevêque de Sens libère les habitants de Saint-Julien; le Chapitre de Sens, ceux de Saint-Aubin-Château-Neuf et de Soucy (628, 719).

Noms et surnoms. — Les Romains portaient un prénom avec leur nom patronymique, et quelquefois même un surnom. Cet usage disparaît avec l'établissement des Francs. Ceux-ci n'ont qu'un nom tiré de leur langue. Les noms gaulois et romains se conservent au milieu des conquérants et les

noms de saints apparaissent peu à peu. Au XI[e] siècle, les noms sont toujours uniques, mais complétés par des surnoms ou par le nom du lieu d'origine de l'individu. Pour conserver l'identité des individus et les distinguer de ceux du même nom, on ajoute, en les nommant, le nom de leur père : Odo, *filius Amalrici*, ou de leur beau-père, ou de leur frère. En même temps le nom du fief que possède un homme noble est accolé au sien de manière à le distinguer absolument; son fils porte un autre nom, mais il conserve le titre du fief paternel. Cet état de choses est fixé au XII[e] siècle.

Les grandes familles affectent alors de se distinguer en adoptant un nom particulier, qui se transmet d'aîné en aîné et devient la preuve matérielle de la filiation. Nous voyons, dans nos pays, les Miles de Noyers qui ont été jusqu'à dix de suite; les Ansèric de Montréal, les Guillaume de Nevers, les Jean de Chalon, comtes d'Auxerre, etc. (Voyez la *Table onomastique*).

Les individus du Tiers-Etat, les paysans, ont longtemps porté un seul nom, et se distinguaient les uns des autres par la désignation : fils de... Au XII[e] siècle on constate un changement complet dans l'usage des noms. Chaque individu porte généralement un prénom qu'il a reçu au baptême, et qui est ordinairement le nom d'un saint. A ce prénom est joint un nom qui est plutôt un surnom pris des habitudes, de la profession, ou de la manière d'être physique de celui qui l'a reçu, comme *Radulfus Testart*, Raoul Grosse-Tête, *Willelmus Rufus*, Guillaume le Roux, etc. (*a*). Au XIII[e] siècle, l'usage des noms et des prénoms ne change pas, et il nous montre, par les qualifications bizarres ou satyriques employées, la verve gauloise de nos pères. Ainsi une charte de l'an 1257 contient des noms comme ceux de Thomas Chignart, Stephanus Pes-Latronis, Milo Lepus, Terricus li Angoissieus (567).

(*a*) Voyez *Cartulaire général de l'Yonne*, t. II, p. 156, 159, une liste d'habitants de Sens, en 1193.

§ VI. — Etat ancien des campagnes. — Fondation de villages.

Les villages existant dans les temps primitifs subirent toutes les vicissitudes des invasions barbares et de la conquête franque. Serfs, et à demi libres sous les noms divers de *lides* ou de *colons,* leurs habitants passèrent tous sous le joug et y demeurèrent jusqu'aux temps plus heureux où l'esprit de la société chrétienne adoucit les mœurs et établit l'affranchissement comme un principe. Pendant de longs siècles, les paysans attachés au sol furent régis par les agents de leurs maîtres, qui leur rendaient la justice et levaient sur eux les redevances établies sur leurs personnes et sur la terre qu'ils cultivaient. Mais enfin un changemeut complet s'est opéré : les serfs sont devenus propriétaires, ils ont des droits incontestés sur cette terre qu'ils arrosent depuis si longtemps de leurs sueurs; ils peuvent en disposer à leur gré, en payant les charges en argent dont elle est grevée.

A quel moment de l'histoire ce changement a-t-il eu lieu, et quelle en fut la cause ? Les monuments sont muets sur ce grand fait, et l'on peut dire qu'il en est ici comme de bien d'autres choses du Moyen-Age, c'est que le temps a opéré ces transformations qui nous étonnent, mais qu'on n'a pas eu recours, pour cela, à ces révolutions radicales dont nous semblons avoir le monopole. La société progressait lentement, alors, mais chaque pas fait en avant n'était pas suivi d'un pas en arrière. L'exemple d'un progrès accompli s'étendait de proche en proche et amenait au mieux les plus récalcitrants.

L'accroissement de la population dans nos pays, au XIII[e] siècle, est un fait établi par les listes des habitants de certaines paroisses qui figurent dans les contrats passés avec leurs seigneurs (714, 719, 727). Les historiens sont d'accord pour reconnaître que la France du nord était alors très peuplée. Ils attribuent la cause de cet état prospère au rétablissement de l'ordre par l'autorité royale dont nous verrons ici même l'influence s'exercer (*a*).

(*a*) Dareste de La Chavanne, *Hist. des classes agricoles en France*, p. 315, 316.

La fondation de nouveaux centres d'habitations était facilitée par cet accroissement de population. Le village de Villeneuve-les-Genets est fondé par Robert de Courtenay, qui donne au curé une maison et un jardin (225). En 1224, Thibaud IV, comte de Champagne, arrête les conditions dans lesquelles un village sera établi entre le ruisseau de Flogny et celui de Percey (316). En 1248, le seigneur de Joux obtient de l'abbé de Reigny le droit de fonder un village sur le territoire dit de Saint-Pierre, entre Joux et la grange de Fontemoy (740).

Les officiers royaux excitaient alors les paysans à se retirer dans les domaines du Roi, leur promettant sa protection et les priviléges de ses hommes (53). Philippe-Auguste fut même obligé de modérer leur zèle, et il s'engagea, vis-à-vis de la comtesse de Champagne, de Gui Gâte-Blé et de Henri de Mauni, à ne point établir de nouveaux villages entre Malay-le-Roi et Dixmont et dans la vallée de la Vanne (62).

Communautés d'habitants. — Un fait établi au XIII[e] siècle, c'est que les communautés d'habitants des campagnes libres ou serfs, jouissaient d'une organisation municipale à peu près analogue à celle de nos jours. Nous verrons plus loin comment la paroisse groupée à l'ombre du clocher de l'église s'était constituée et comment elle avait été l'origine de la commune. Celle-ci, ayant des intérêts propres, ne tarda pas à s'organiser (*a*). Dès le commencement du XIII[e] siècle, les habitants s'assemblent dans l'église et traitent avec leurs seigneurs pour leurs droits d'usage dans les bois, pour leur affranchissement et la réduction des taxes, etc. (333, 443, 673).

Ils prêtent serment de fidélité à leurs seigneurs (362, 1080) qui doivent, par réciprocité, jurer qu'ils garderont fidèlement les franchises accordées. En 1228, le comte de Champagne s'y engage envers ses hommes de Vinneuf, Courlon et Bachy (362). Souvent, dans les contestations d'une communauté d'habitants avec un seigneur voisin, le propre seigneur de cette communauté prend sa défense et intervient dans le débat (282).

(*a*) Voyez *Cartulaire de l'Yonne*, t. II, p. XC.

Elections d'agents municipaux. — C'est surtout la pratique de l'élection qui démontre l'existence incontestable de libertés locales. A Tonnerre, l'élection est à deux degrés. Les habitants choisissent vingt d'entre eux qui élisent à leur tour six jurés chargés de régir la communauté (604). A Saintes-Vertus la communauté élit quatre prud'hommes pour appliquer la charte donnée par Pierre, comte de Tonnerre (21). En 1219, on reconnaissait déjà les difficultés d'obtenir d'une grande assemblée un assentiment raisonné, car les habitants de Chablis, ayant à traiter d'affaires importantes avec le chapitre Saint-Martin de Tours, le prévôt de Saint-Martin, leur seigneur, pria le bailli du Roi de désigner vingt habitants, lesquels, assistés de trente autres des plus notables, éliraient quatre délégués chargés de débattre les questions contentieuses et de signer la paix (238). La taille due au seigneur était répartie sur tous les habitants qui élisaient à cet effet quatre ou six bourgeois (701, 702). Les autres agents municipaux étaient également élus par les habitants des villages : tels sont les messiers, les viniers et le forestier (34, 523, 564, 702). Ils prêtent serment de garder les biens des habitants (34 et 702). A Saint-Florentin, le comte ou ses officiers élisent chaque année treize hommes de la ville, lesquels à leur tour élisent un maire ou maïeur pour gouverner la ville de concert avec eux, et garder les intérêts du comte (391).

Une sentence de l'an 1256 (564) donne au sujet de la pratique de l'élection des détails intéressants, et qui éclairent la question mieux que toutes les démonstrations. Félix Maugars, garde des récoltes de la paroisse de Saint-Martin-sur-Oreuse, terre dépendant du Chapitre de Sens, avait assigné Anseau Morel et dix autres habitants de ce lieu, par devant l'official de Sens, en paiement de la redevance accoutumée d'une géline de blé par arpent de terre et de deux deniers par arpent de vigne, due par chaque habitant pour la garde des héritages. Ceux-ci firent défaut et l'official déclara que : attendu qu'il est d'usage pratiqué chaque année et depuis longtemps par les habitants d'élire un garde des héritages, lequel est ensuite institué dans ses fonctions par le Chapitre ou son représentant, il condamne les

défaillants à payer à Félix Maugars, l'un une géline et trois oboles, l'autre une géline et deux deniers, et ainsi des autres.

Communes. — La commune de Sens avait été établie au XIIe siècle, après des luttes violentes contre l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif, qui se terminèrent par la condamnation des habitants à payer à cette église une amende considérable. Elle avait des pouvoirs très étendus sur ses membres et sur les corporations des métiers dont elle ratifiait les conventions avec les tiers (679). Un maire, des pairs et des jurés constituaient son pouvoir exécutif et délibérant. Louis VIII en confirma l'existence en 1225, et en accrut les priviléges parmi lesquels était l'exemption de toute taille, mais avec l'obligation du service militaire pour tous les communiers. Une singulière prérogative accordée à un prud'homme de la commune, c'était de pouvoir souffleter, dans l'occasion, une personne déshonnête qui aurait insulté un honnête homme ou une honnête femme (323).

Le maire étendait sa justice jusqu'à Malay-le-Roi et à Pasquis, qui étaient en dehors de la commune. Il faisait défendre sur le marché du Roi, à Sens, d'acheter, le jour du marché, avant que la cloche de la commune n'eût sonné. Il faisait arrêter les marchands délinquants : un boucher, pour avoir vendu du porc enflé, un autre marchand pour avoir mis de l'eau dans son vin (86). L'archevêque Pierre de Corbeil se plaignit au roi de ces actes d'autorité, et le cartulaire de Philippe-Auguste nous a conservé ce souvenir. Bien plus, en 1213, leur vieil ennemi, l'abbé de Saint-Pierre, ayant refusé de leur rendre les biens d'un nommé Menard, défunt, et homme du monastère, le maire et les pairs firent arrêter, de leur autorité privée, des hommes de l'abbaye qu'ils relâchèrent sur la condamnation de l'official ; puis, comme ils ne voulurent pas payer l'amende à laquelle ils avaient été condamnés, ce juge les excommunia. Alors le maire et les pairs, bravant la sentence, firent arrêter douze autres bourgeois de Saint-Pierre et les jetèrent en prison à Sens en refusant de les rendre, ce qui provoqua une nouvelle excommunication et la mise de la ville en interdit, et sur de nouveaux délits une troisième excommunication. Enfin, le légat du Saint-Siége appela la cause

devant lui, fit prêter serment au maire et aux jurés qu'ils se soumettraient à son jugement, les releva de l'excommunication et leur commanda de rendre à l'abbaye de Saint-Pierre ses hommes prisonniers, et de payer les amendes auxquelles ils étaient condamnés. Le maire et les jurés, après avoir rendu les prisonniers à la liberté, refusèrent d'exécuter le reste de leurs promesses. Alors le pape, en l'absence de son légat, occupé ailleurs, ne voulant pas permettre que de telles injures restassent impunies, chargea l'archevêque de Sens de remettre les coupables sous l'excommunication, s'ils n'exécutaient pas leurs engagements (133), et de les y maintenir jusqu'à entière satisfaction.

Le roi veillait avec sollicitude sur la commune de Sens, et adressait au maire et aux jurés des lettres où il les appelait ses amis (247), et leur recommandait de rendre justice aux moines de l'abbaye Saint-Jean lorsqu'ils la leur demanderaient.

En 1260, le maire, Etienne Dalemant, sortant de charge, rendit compte à Nicolas de Villers, son successeur, de l'état des finances de la ville. On voit par ce document que les recettes étaient alors de 904 livres 13 sols, et les dettes de 700 livres 63 sols (591). La rente due par la ville à l'abbaye de Saint-Pierre y figure pour 100 livres.

De nouvelles querelles s'élevèrent, en 1261, entre la commune et l'abbé de Saint-Pierre, au sujet de l'exercice du droit de juridiction sur les hommes de la commune « levant et couchant » dans le bourg de Saint-Pierre. Deux arrêts du Parlement confirmèrent l'abbé dans le droit de citer ces hommes devant lui pour les causes personnelles et mobilières. Le maire avait été condamné, en outre, à faire amende honorable à l'abbé en présence du roi et en plein parlement (903, 907, 910).

Les habitants de Chablis essayèrent aussi, au commencement du XIIIe siècle, de former une petite commune. Ils s'étaient confédérés sous serment et avaient levé des impôts. Leurs femmes aussi avaient juré de ne plus payer de taxe pour faire des pâtés. Mais le Chapitre de Tours, leur seigneur, s'opposa à leurs projets, et ils furent condamnés à y renoncer par les baillis

du Roi et du comte de Champagne (238). La ville de Saint-Florentin, affranchie en 1231 par le comte de Champagne (391), reçut une constitution communale, au moins par le titre des agents mis à sa tête. Le comte déclare que le maire et les jurés auront droit de justice et pourront condamner à l'amende. Ce maire avec douze jurés élus régissait la *Communauté* de Saint-Florentin; et le titre de *commune* s'est conservé dans le sceau de la ville (*a*).

§ VII. — Mœurs et Usages.

Le Moyen-Age était, comme on le verra encore dans le cours de cette introduction, un temps où les coutumes les plus singulières avaient force de loi. Les unes étaient des charges pour les vassaux, et les autres, au contraire, leur constituaient un droit sur leurs seigneurs.

Il ne faut donc pas s'étonner si nos ancêtres célébraient avec passion, dans les cathédrales de Sens et d'Auxerre, la fête des Innocents et des Fous. Les désordres allaient si loin dans ces jours que le cardinal Odon de Tusculum fut obligé de réprimer ces abus, à Sens, par son ordonnance de 1245 (504).

Les fêtes populaires sont de tous les temps. Les habitants de Vaudeurs avaient établi des jeux et des danses dans un pré de l'abbaye Saint-Remy, qui obtint, en 1204, que cette servitude cesserait (34). Les habitants de Charny coupaient, chaque année, un mai dans les bois d'Ansel de Prunoy (914). Les nouveaux mariés payaient souvent quelque redevance au seigneur: ceux des Siéges devaient aux moines de Saint-Remy un plat dont la valeur estimée trois sous, fut réduite, pour le rachat, à 18 deniers (592). Les habitants du bourg Saint-Pierre-le-Vif de Sens étaient tenus à fournir à l'archevêque, aux lieu et place de l'abbé de Saint-Pierre, un *past* ou repas estimé 40 sous quand il venait officier dans l'église de l'abbaye, la veille de Pâques.

(*a*) Voir le type en cuivre de ce sceau qui porte pour légende Seel de la commvne de Saint-Florentin, *Collection du Musée de la ville d'Auxerre*.

Ils furent rédimés de cette charge en 1257 (567). On employait quelquefois les cierges bénits et le Saint-Chrême à faire des sortiléges et autres maléfices. En 1226, Arnoul, fameux abbé de Saint-Pierre d'Auxerre, juge choisi par l'abbé de Moutier-Saint-Jean et l'abbesse de Rougemont pour régler leurs différends au sujet de l'église d'Aisy, chargea le curé de ce village de la garde de ces objets du service religieux afin d'éviter les abus signalés (342). Une scène qui dut bien attirer la foule, ce fut de voir les habitants de Beaumont venir à Auxerre faire amende honorable à l'abbaye de Saint-Marien, en braies, nus pieds, verges en main, pour se rédimer des dégâts qu'ils avaient faits dans une terre de l'abbaye (699) (*a*).

La rudesse des mœurs existait dans toutes les classes de la société, et se révélait surtout par des agressions contre les personnes. Les comtes de Nevers et d'Auxerre ont bien des fois attiré sur eux les foudres de l'excommunication dans leurs querelles contre les évêques d'Auxerre, et contre l'abbaye de Vézelay (828, 847) (*b*). Huguenin de Bourgogne fut condamné en 1280, par arrêt du parlement, à 600 livres d'amende pour avoir détenu induement, pendant trois semaines, Othon de Bières dans son château de Montréal (704). Avant lui, le dernier sire de Montréal avait eu une vie si pleine de violences que saint Louis fut obligé de le poursuivre jusqu'à le dépouiller de ses fiefs et de le faire jeter en prison (899, 1109). Les moines de Vézelay ayant osé maltraiter un sergent du Roi, l'abbé fut assigné en personne au parlement pour répondre de cette agression (898). Jacques Aisant, prévôt, et Nicolas Dupas, bailli du comte d'Auxerre, ayant maltraité des clercs du Chapitre de cette ville, sont condamnés par le parlement à de

---

(*a*) M. Delisle, dans ses *Etudes sur l'agriculture en Normandie*, etc., p. 89, cite une coutume singulière entre toutes que nous voulons rapporter ici : A Dieppe, au XIV[e] siècle, les manants du fief Guillaume Crespin étaient tenus « chascun an, le jour de la Tiphanie, de venir à la viconté, avec eux un menestrel, portant trois testes de porc creuz (crues), et trois pommes en leurs gueulles et des saucisses en bassin, et cinq sous en un hanap d'argent. »

(*b*) Voir les démêlés de P. de Courtenay et de H. de Donzy, avec les évêques H. de Noyers, etc. Lebeuf, *Histoire d'Auxerre*, t. I.

fortes amendes et à faire des processions en amende honorable pour réparation (929, 930). Les habitants des villages n'étaient pas plus endurants que les autres classes. En 1225, les habitants de Merry-Vaux maltraitent les gardes du Chapitre d'Auxerre qui s'opposaient à l'exercice du droit d'usage dans les bois de celui-ci ; ils abandonnent le pays et vont à Charny se mettre sous la protection de Robert de Courtenay (333). Ceux de Villeneuve-le-Roi sont condamnés par le parlement à 1,000 livres d'amende pour avoir fait une « rescousse » contre un sergent du Roi (933). Ceux de Cravan, révoltés contre le Chapitre d'Auxerre, leur seigneur, et dont plusieurs avaient abandonné la terre, sont condamnés à venir faire amende honorable à genoux, dans la salle capitulaire (*a*). Ceux de Beaumont font aussi, comme nous l'avons vu plus haut, amende honorable à l'abbaye Saint-Marien des déprédations commises par eux sur la terre de Bonnard (699).

Duel. — Une coutume barbare, le duel ou combat singulier, était pratiquée pour vider une contestation où le droit paraissait difficile à reconnaître. Les deux adversaires combattaient eux-mêmes l'un contre l'autre, ou par des champions choisis, en présence du juge et de la population assemblée, et le vaincu était déclaré coupable. En 1234, le pape Grégoire IX proscrivit le duel comme moyen d'établir l'origine des serfs des églises qui avaient abandonné leurs seigneurs. Il chargea l'archevêque de Sens de publier son bref dans lequel il qualifie le duel de dépravation (417). Saint Louis défendit également l'usage du duel (*b*), et le pape Alexandre IV écrivit aussi à l'évêque d'Auxerre contre cette pratique judiciaire (1024).

§ VIII. — Impôts. — Redevances. — Taxes féodales.

Le Moyen-Âge, avec son esprit individualiste, avait établi pour chaque service ou chaque devoir une redevance en nature ou en argent. Ces taxes

---

(*a*) *Mémoires sur l'Histoire d'Auxerre*, t. IV, n° 208, deuxième édition.

(*b*) *Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 92.

multipliées atteignaient le vassal dans toutes les circonstances, sous quelque aspect qu'il produisît un acte extérieur de sa vie privée ou publique. Elles variaient de province à province et même de village à village ; elles étaient nées peu à peu des circonstances, de la volonté de tel seigneur ou des nécessités des choses. En étudiant les chartes du Moyen-Age, il est nécessaire d'avoir toujours présentes à l'esprit ces notions générales, si l'on ne veut pas s'exposer à faire fausse route dans l'appréciation de ce temps si peu semblable du nôtre. La différence radicale qui le sépare de nous en matière d'impôts, réside surtout dans ces taxes individuelles, inégales, variables à l'infini, recueillies par des agents nombreux et tracassiers, au lieu de quelques larges impôts uniformes réunis dans la main de l'État, qui les perçoit facilement par un petit nombre d'agents, sans effort et sans opposition.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici l'histoire de tous les impôts qui se payaient au XIII[e] siècle. Les limites de notre cadre s'y opposent; nous résumerons seulement en quelques paragraphes les principales taxes ou redevances dont il est parlé dans nos chartes. Nous les diviserons en *impôts* fonciers et personnels, en *charges* découlant d'obligations féodales, et en *redevances* locales et particulières.

1° IMPOTS FONCIERS ET PERSONNELS. — Le *cens* est l'impôt le plus universel. Il représente le droit payé sur la terre par le tenancier roturier au seigneur. C'est la marque de la concession originelle, et aussi un reste de l'ancien impôt public usurpé par les seigneurs au commencement de la féodalité (*a*). Le cens se retrouve dans tous les accords relatifs aux héritages. Il a persisté jusqu'à la Révolution, qui le détruisit comme étant un signe féodal.

Après le cens vient la *tierce* ou *champart* payé en nature, au seigneur, par le possesseur de terres. Ce droit variait du dixième au douzième.

La *taille* est l'impôt payé universellement au seigneur, par chaque habitant tenant feu et lieu dans une ville ou un village. La taille variait selon la

---

(*a*) Voir Championnière, *De la propriété des eaux courantes*, analysé par M. Bordier, Bibl. de l'École des Chartes, 2[e] série, t. IV, p. 193 et suiv.

fortune des individus. Les chartes en fixent le chiffre et font cesser l'arbitraire qui régnait auparavant en cette matière ; le maximum est en général de vingt sous pour le plus riche et de deux sous pour la cote la plus faible. Quelquefois la taille est fixe et se compose d'une somme convenue une fois pour toutes (714). Toujours les habitants élisent quelques-uns d'entre eux pour en faire l'imposition : A L'Isle, ils sont quatre assistés du prévôt ; à Coulanges, quatre ou six ; à Gy-l'Évêque, trois. C'est après avoir prêté serment de remplir leur mission fidèlement que les répartiteurs font leur travail (418, 701, 702). Une charte de 1211 entre le Chapitre d'Auxerre et les habitants de Merry-Vaux et d'Eglény (101), au sujet du règlement de la taille, présente un intérêt particulier. Le Roi, devant qui l'affaire avait été portée, déclare que les habitants ont reconnu au Chapitre le droit existant auparavant d'imposer sur eux une taille pour le pape, pour le roi et pour la défense de la seigneurie ; de plus, que le Chapitre pourrait établir une taille pour l'acquisition d'une terre quelconque aux conditions suivantes : s'il s'agit d'une dépense de 100 livres ou plus, le doyen choisira quatre chanoines qui jureront de dresser le rôle de la taille fidèlement, et de ne pas exiger des habitants plus que la somme à payer. Dans le cas où le prix de l'acquisition serait moindre de 100 livres, le Chapitre ne pourrait faire de taille sur les habitants.

Outre la taille en argent, il y avait aussi, en certains lieux, une taille en froment. Jean de Seignelay fait aux moines de Saint-Germain la cession d'une redevance de ce genre qu'il percevait sur les habitants du Mont, d'Hauterive et d'Ormoy (355).

La *dîme* était l'impôt du dixième sur les récoltes des champs de toute nature. Les produits des animaux étaient aussi soumis à la dîme. C'était une charge ecclésiastique destinée à l'entretien du curé, aux frais du culte et à secourir les pauvres. Les capitulaires de Charlemagne contiennent au sujet des dîmes des prescriptions formelles (*a*). Mais les troubles

(*a*) Baluze, *Capitulaires*, t. I, 196, 332, édition de 1677.

sociaux des xe et xie siècles détournèrent peu à peu l'impôt des dîmes de leur destination primitive. Les seigneurs féodaux s'emparèrent des dîmes, sous prétexte de droit de garde. Les églises elles-mêmes aliénèrent ces impôts fructueux et les inféodèrent (730). On voit souvent aux xiie et xiiie siècles des traces de ces usurpations qui sont consacrées par le temps. Cependant les possesseurs laïques des dîmes ne jouissent pas toujours sans scrupule de cette propriété, et ils en font la restitution au clergé ou la lui revendent (358, 449, 664). D'autre part, aux xiie et xiiie siècles, la société étant sortie des temps de désordre, les conciles, les évêques poussaient à faire réintégrer au domaine ecclésiastique la propriété des dîmes.

Nous trouvons de nombreuses mentions de cet impôt dans nos chartes, et elles nous renseignent sur les cultures usitées dans le pays. On y voit toujours, en première ligne, le froment, le seigle, l'orge et l'avoine. Le chanvre, le lin, les pois, les fèves et la guesde ou pastel (57) étaient aussi sujets à la dîme. C'était ce qu'on appelait les menues dîmes par opposition aux autres dîmes appelées les grosses dîmes. La récolte des vignes était un des produits les plus importants des dîmes, et elle fait souvent l'objet de transactions entre les seigneurs et les habitants.

La dîme ne se payait presque jamais au dixième, quoique son nom l'indique; il en est ainsi, du moins, au xiiie siècle, où nous la voyons réduite au quinzième et même au vingtième (686, 714). La ville d'Auxerre jouissait du rare privilége d'être exempte de la dîme. C'est ce que plaidèrent les habitants au parlement, en 1786, contre le prieur de Saint-Amatre, et ils gagnèrent leur procès (a). Les archives ne renferment en effet aucun document qui prouverait le contraire; nous en avons publié un qui viendrait à l'appui des prétentions du prieur de Saint-Amatre (241), mais c'est un fait exceptionnel que rien ne vient confirmer ultérieurement.

Dîmes novales. — La dîme novale était perçue sur les produits des terres

---

(a) Chardon, *Histoire d'Auxerre*, t. II, 595.

nouvellement défrichées et appartenait en principe au curé de la paroisse. Il en est fait rarement mention au XIII[e] siècle (57). Les défrichements qui avaient lieu alors se faisaient sur les terres des monastères, lesquels étaient exempts de dîmes en vertu de bulles papales. Ce n'est qu'au XV[e] siècle, après les guerres, que le défrichement a lieu par les habitants des villages et d'une manière considérable.

2° CHARGES FÉODALES. — Le seigneur féodal avait envers ses vassaux des obligations découlant de sa puissance et de son autorité; mais ce n'était pas par un pur dévouement. La chevalerie, qui représentait le côté le plus élevé de la féodalité, n'inspirait pas seule les actes de protection des seigneurs. Ils se faisaient payer leurs services par diverses redevances dont notre Recueil a conservé des traces.

Aide. — Un droit féodal important, mais qui ne s'exerçait que rarement, c'était le droit d'aide. Le seigneur féodal y avait recours dans quatre cas : à son avénement, au mariage de sa fille, s'il était tombé en captivité, ou s'il partait pour la Terre-Sainte. Les habitants de Chablis ont plusieurs fois payé des sommes assez importantes aux comtes de Champagne, en la garde desquels ils étaient, pour l'exercice de ce dernier droit (*a*).

Les habitants de Noyers devaient à leur seigneur 500 livres dans un de ces trois cas : le mariage de sa fille, son départ pour la croisade ou son rachat de captivité (403).

Le droit de *garde* ou *salvamentum* (8) était payé par les vassaux pour être protégés contre toute agression. Les églises s'étaient mises depuis longtemps sous la garde des seigneurs féodaux. L'abbaye Saint-Germain était sous la garde du comte de Champagne qui céda son droit au comte Hervé de Nevers (208), lequel le retrocéda, en 1218, à Itier de Toucy. Les comtes de Nevers avaient souvent des contestations avec les moines de Vézelay sur le droit de garde, parce que leurs agents l'exerçaient d'une

(*a*) En 1190, 1222 et 1239, voir *Cartulaire général de l'Yonne*, t. II, p. 417.

façon tyrannique (152). C'était une fonction fructueuse pour celui qui en était investi.

Procurations. — On comprenait sous ce nom des prestations en nature, fournies au Roi ou aux grands seigneurs par les abbayes ou les autres églises protégées. Ainsi le Roi avait des procurations à Auxerre et à Varzy dont il exempta l'évêque d'Auxerre (36). Le comte de Nevers exerçait un droit de procuration sur l'abbaye de Vézelay, dont la charge était considérable. En 1211, les moines lui payaient 1,500 marcs d'argent (*a*) pour deux procurations annuelles et à condition qu'il se contenterait de 50 livres auxerroises pour chaque procuration ordinaire (847). Mais il paraît que les propositions des moines ne furent pas accueillies, car le pape, sur la prière des deux parties, termina les débats en fixant à 100 livres chacune des deux procurations de Pâques et de la Madeleine (152).

Service militaire. — Le service militaire était une des principales obligations du régime féodal. On voit, dans un dénombrement des fiefs qui relèvent de la châtellenie de Saint-Florentin (532), les devoirs auxquels les vassaux nobles étaient tenus envers le comte de Champagne, et parmi lesquels était la garde du château de Saint-Florentin.

Les vassaux du Tiers-État étaient astreints également au service militaire dans certains lieux, notamment les bourgeois du comte d'Auxerre (*b*), ceux de Saint-Florentin (391), et les habitants d'un village que le comte de Champagne se proposait de fonder près de Flogny (316). Les ouvriers d'Auxerre, qui étaient requis pour le service militaire du comte, en sont dispensés par Pierre de Courtenay.

Amortissement. — La taxe d'amortissement consistait en une indemnité en argent que devait au roi ou au seigneur suzerain toute maison religieuse qui recevait un domaine en don, ou qui achetait quelque héritage, afin d'être confirmée dans sa propriété. Les seigneurs trouvèrent là une source féconde

---

(*a*) Le marc d'argent valait alors 50 sous.

(*b*) Lebeuf, *Histoire d'Auxerre*, t. IV, 2e édition, preuves n° 87.

de produits, et au XIIIe siècle ils y puisaient déjà fréquemment. Le roi de Navarre, comte de Champagne, avait, en 1270, des commissaires établis pour le recouvrement des droits d'amortissement « dans ses fiefs, ses censives et ses aleus » (665). L'abbaye des Escharlis paya à ce prince 500 livres pour cet objet (670). Jean de Chalon Ier, comte d'Auxerre, amortit aussi, en faveur du Chapitre d'Auxerre, la Grange des Jarries (682).

3° REDEVANCES SPÉCIALES OU LOCALES. — Plusieurs des redevances dont nous parlons découlent des droits féodaux. Telle sont la *marescalcia*, consistant, au profit du seigneur, en une prestation d'avoine, de foin et de litière pour ses chevaux (317); la *chevauchée*, qui était une redevance du même genre et aussi l'obligation par le vassal d'accompagner son seigneur à cheval dans certaines circonstances (316, 362). Celui-ci avait aussi le droit de requérir les charrettes de transport (355) et le droit de gîte dans le village (355).

Les Corvées. — « Les vassaux, dit M. Delisle (a), en recevant du seigneur « la concession de certaines terres ou de certains droits, s'étaient, en sa « faveur, engagés à différentes prestations en nature qui étaient évidem- « ment moins onéreuses que des rentes en argent ou en denrées, à une « époque où la circulation du numéraire était assez restreinte, et où la « sécurité des campagnes était trop souvent troublée par des hommes « d'armes ou des malfaiteurs. »

Il y avait la *corvée* des moissons; celles des foins et des vendanges; la corvée des chemins; celle de la réparation des murs du château qui servait de refuge en temps de guerre, etc.

Il règne dans les chartes une grande variété de taxes imposées sur les vassaux. Nous trouvons le *péage* sur les ponts de Joigny (140, 389), de Melun (73), d'Avrolles et lieux voisins (413); à Bassou (1129), à Rouvray (129); les droits sur les *cordes* et *poulains*, perçus à Auxerre et à Saint-Bris

---

(a) *Etudes sur l'agriculture en Normandie.*

(302, 336, 521, 951). Le poulain est un appareil composé de deux solives reliées par deux traverses et destiné à charger ou décharger les tonneaux de vin, et les cordes servent encore à les descendre dans la cave.

Le *foragium*, droit sur la vente du vin en détail à Sens (192).

Le *minage*, droit sur la vente des grains au marché de Sens (192) et à Chablis (488).

La *melitia*, droit sur les essaims d'abeilles dans les bois (983).

Le *tonlieu, teloneum*, nom générique des impôts mis sur les marchandises dans les foires et les marchés, etc., etc.

§ IX. — Histoire et Géographie ecclésiastiques.

Au XIIIe siècle, le pays que nous étudions était divisé, sous le rapport ecclésiastique, de la manière suivante :

Archevêché de Sens : les arrondissements de Sens et de Joigny, plus Saint-Florentin, et sauf les cantons de Bléneau et Saint-Fargeau ;

Evêché d'Auxerre : l'arrondissement d'Auxerre, excepté Ligny et Chablis, et en plus les cantons de Saint-Fargeau et de Bléneau ;

Evêché de Langres : l'arrondissement de Tonnerre et les cantons de Ligny et Chablis ;

Evêché d'Autun : l'arrondissement d'Avallon.

Ce cadre avait été dressé dès les premiers siècles de l'église de France. L'Eglise est stable dans ses créations : au XIIIe siècle, rien n'y était changé ; c'est à peine si l'accroissement de la population, la création de nouvelles paroisses amenèrent de légères modifications dans les administrations secondaires. En 1249, l'évêché d'Auxerre fut divisé par l'évêque Gui en deux archidiaconés, celui d'Auxerre et celui de Puisaye (765). Les archidiacres étaient les assesseurs les plus importants des évêques pour le gouvernement des paroisses. Celui de Sens, dit le grand archidiacre, à cause de l'importance de ses fonctions (il présidait à l'intronisation des évêques suffragants), était à la nomination du pape ; en 1267, Clément IV

chargea l'archevêque de Sens d'assurer au Roi que ce droit lui appartenait réellement (633). Déjà, en 1219, l'archidiacre de Sens avait voulu exercer sa juridiction sur les monastères de Saint-Pierre-le-Vif et de Saint-Remy de cette ville, mais les moines se liguèrent pour lui résister à frais communs à peine de 500 livres (235).

Évêché et évêques d'Auxerre. — Le droit d'élire l'évêque, à la mort du titulaire du siége pontifical, s'exerçait par le Chapitre cathédral qui demanda aux régents de France la permission d'élire un successeur à Gui de Mello, défunt, en 1270 (663). Quelque temps après, l'archevêque de Sens, en notifiant l'élection d'Érard de Lézinnes aux régents, leur annonça en même temps qu'il l'avait confirmée (666). Érard de Lézinnes, ayant été nommé cardinal et étant mort peu de temps après sa nomination, le Chapitre s'adressa encore au Roi pour en recevoir l'autorisation de lui donner un successeur (697).

Les évêques d'Auxerre exerçaient le droit de régale dans le diocèse, en vertu d'une charte de Philippe-Auguste de l'an 1206 (743). Ce droit comprenait la gestion des domaines, la prise de possession des châteaux et la jouissance des revenus de l'évêché pendant la vacance du siége, ce qui était une prérogative importante et lucrative et souvent abusive. Philippe-Auguste n'y avait renoncé qu'après maintes sollicitations de la part du pape (788, 789) qui confirma la charte du roi (796). Bientôt après même, Philippe, regrettant ses concessions et profitant d'un défaut de service féodal militaire par les évêques d'Auxerre et d'Orléans, fit saisir les revenus temporels des deux évêchés (*a*), ce qui amena de longs débats dans lesquels le pape intervint à plusieurs reprises (798 et suivants) (*b*).

L'évêque d'Auxerre exerçait son autorité non-seulement sur son clergé paroissial, mais aussi sur le doyen du Chapitre cathédral (754, 755), et sur

(*a*) Lebeuf, *Mémoires sur l'Histoire d'Auxerre*, t. II p. 331, 335.

(*b*) L'exercice du droit de régale, sur l'archevêché de Sens, s'est toujours maintenu au profit du Roi. — Voyez *Archives de l'Yonne*, G. 1, 4, 122.

l'abbaye de Saint-Germain (751) qui avait été délivrée du joug de l'abbé de Cluny par le cardinal Richard (559). Le pape Clément IV soumit, par une bulle de 1266, presque tous les monastères de ce diocèse à la juridiction épiscopale (770).

L'histoire rapporte que dès le VI[e] siècle le diocèse d'Auxerre comptait 37 paroisses (*a*). Au IX[e] siècle, le diocèse de Sens paraît également divisé en paroisses dont l'inspection est confiée à plusieurs personnages (*b*). Mais au temps que nous étudions, le cadre est rempli complétement. Les paroisses existant aujourd'hui sont constituées; elles ont chacune leur presbytère. Un certain nombre de paroisses forment un doyenné ou un archiprêtré. Plusieurs doyennés composent un archidiaconé dont le titulaire visite les paroisses de temps en temps. Les habitants de la paroisse élisent des *procuratores fabricæ*, qui gèrent en même temps les intérêts de l'église et ceux de la communauté civile. Dans les cas extraordinaires, on élit des procureurs spéciaux. Les assemblées générales ont lieu dans l'église, et au banc-d'œuvre où siégent les procureurs et le bailli seigneurial. La paroisse a donc été le berceau de la commune. C'est ce qui ressort des documents de notre Recueil.

Colléges de chanoines. — Les évêques et les grands barons voulurent, en face des monastères, avoir auprès d'eux et dans les églises qu'ils avaient fondées, des prêtres chargés d'exécuter les services religieux. De là la fondation de colléges de chanoines déjà connus avant le XII[e] siècle, mais qui se multiplient à cette époque et dans le XIII[e]. C'est alors que paraissent les collégiales de la Cité d'Auxerre, de Toucy, Montréal, Châtel-Censoir, Brienon, Saint-Julien, Tonnerre, etc.

Monastères. — Les antiques monastères de l'ordre de Saint-Benoît, dont l'origine remontait aux VI[e] et VII[e] siècles, et les abbayes cisterciennes fondées au XII[e] siècle, forment une vigoureuse milice religieuse qui, avec

(*a*) Lebeuf, *Mémoires*, t. I, p. 116.

(*b*) *Cartulaire général de l'Yonne*, t. II, p. LXV.

les ordres militaires, possède une grande partie du territoire défriché de ses mains ou acquis par de pieuses libéralités. Au XIII[e] siècle, toutes ces maisons sont à l'apogée de leur existence. Elles sont sous la protection des papes, et plusieurs en relèvent directement; mais les évêques tendent peu à peu à faire rentrer toutes ces institutions sous leur autorité, et les papes y prêtent volontiers la main (770).

L'exploitation agricole des domaines par les moines convers, organisée antérieurement (a), continue avec succès. En parcourant le volume que nous publions, on verra à chaque page des actes qui en sont la preuve. (Voyez au paragraphe concernant l'agriculture les faits de cet ordre).

Fondations pieuses. — Anniversaires. — L'Eglise, en confessant sa foi à la résurrection et à la nécessité du rachat des fautes des morts par les prières des vivants, a fait établir dans les monastères et les églises canoniales et paroissiales de nombreuses fondations pieuses et des anniversaires, soit par les mourants, soit par leurs parents. Notre Recueil est rempli d'actes de ce genre qui ont conservé, à défaut des registres de l'état civil alors inconnus, les noms d'une foule de personnages historiques et les derniers actes de leur existence. Le caractère général de ces actes différait selon qu'ils s'appliquaient à des vivants ou à des morts : dans le premier cas, il s'agissait de la célébration de messes du Saint-Esprit, et dans le second, de messes ou d'offices entiers pour les morts. Nous allons en citer quelques-uns.

En 1204, Pierre, comte d'Auxerre, fonde, dans l'abbaye de Reigny, l'anniversaire de ses deux femmes, Agnès, défunte, et Yolande, et de plus le sien (32). La reine Adèle donne un cens de deux sous trois deniers et ses autres droits à Saligny à l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif de Sens, pour y fonder son anniversaire et celui du Roi. (52).

Les monastères célèbres par la ferveur de leurs habitants, tels que Pontigny, Reigny, les Escharlis, Saint-Germain, étaient fréquemment

---

(a) Voyez *Cartulaire général de l'Yonne*, t. II, p. XXV.

désignés pour le lieu de la sépulture des grands qui y avaient leurs tombeaux, précieux objets d'art aujourd'hui à peu près disparus. Les fondations pieuses que nous signalons dans le *Résumé analytique des matières* étaient la conséquence des volontés des défunts.

L'église de Pontigny était particulièrement riche en monuments funéraires : on y voyait les tombeaux d'A., mère d'Érard de Venisy, de Thibaud de Bar, de Gui de Maligny et de sa mère, d'Hervé, comte de Nevers (*a*), de la femme de Gui de Maligny et d'autres encore (24, 33, 75, 215, 397, 473, 942). On voyait dans l'abbaye de Dilo les tombeaux des comtes de Joigny, et l'un de ces monuments a été rapporté de Dilo à Joigny, il y a une trentaine d'années.

Les XIIe et XIIIe siècles sont des temps de ferveur et de libéralités des seigneurs qui témoignaient, envers les monastères, de leur foi par les fondations d'anniversaires qu'ils y faisaient. De même, plus modestement, les bourgeois ne manquaient pas, en mourant, de faire des legs à la fabrique de leur paroisse pour la fondation de chapelles ou d'autels. Et même on prenait de l'autorité ecclésiastique des lettres de sépulture pour les individus morts *ab intestat*.

Reliques. — La richesse la plus précieuse des églises consiste dans les reliques des saints, et surtout de ceux sous le vocable desquels elles sont placées. Les papes et les évêques ont toujours veillé avec un soin extrême à ce que l'authenticité des reliques fût constatée. Aussi voit-on le pape Innocent III ordonner de réprimer, par des censures ecclésiastiques, les prétentions des moines de Saint-Pierre-le-Vif de Sens à la possession du chef et de quelques parties du corps de saint Loup, évêque de Sens, et attester que ces reliques existaient à l'abbaye Sainte-Colombe, et non au prieuré de Saint-Loup-du-Naud qui dépendait de Saint-Pierre-le-Vif (780 et 844). Les moines de Saint-Pierre paraissent bien avoir possédé une

(*a*) La dalle du tombeau du comte Hervé existe encore à Pontigny, mais dénaturée. — Voyez *Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, t. I, p. 273.

portion du chef de saint Loup, mais non la tête entière ; c'était donc avec raison que le pape Alexandre IV leur défendit de porter cette prétendue tête de saint Loup dans le diocèse de Sens, pour y solliciter les offrandes des fidèles (568.) Ces contestations entre les deux monastères se renouvelèrent plus d'une fois dans les siècles postérieurs au XIII[e], et toujours Sainte-Colombe obtint gain de cause.

L'abbaye Saint-Pierre-le-Vif avait, d'ailleurs, d'assez grands saints dans son église pour se consoler de perdre saint Loup. Elle possédait les corps de saint Potencien et de saint Altin, les compagnons de saint Savinien, fondateur de l'église de Sens. Un procès-verbal de l'an 1218 constate que l'archevêque Pierre de Corbeil, et quatre de ses suffragants, ont opéré la translation des reliques de ces saints dans l'église Saint-Pierre (213).

Saint Edme ou saint Edmond, archevêque de Cantorbéry, qui s'était retiré en France au prieuré de Soisy en Brie, où il mourut en 1242, voulut être inhumé dans l'église de Pontigny. Sa canonisation eut lieu avec toute la publicité possible, sur la demande de l'abbé Jean (497). Le pape Alexandre IV accorda de grandes indulgences aux fidèles qui visiteraient la châsse de saint Edme dans l'église de Pontigny, laquelle avait été ornée d'or, d'argent et de pierres précieuses par les soins du légat, l'évêque d'Albano (534). Il confirma même la permission donnée par son légat, aux femmes anglaises, d'entrer dans le monastère pour visiter les reliques du saint (553). Cette permission était une grande faveur, puisque les femmes n'entraient pas dans les monastères d'hommes.

L'abbaye de Vézelay, si célèbre dans le nord de la France du X[e] au XIII[e] siècle, grâce aux prétendues reliques de la Madeleine, perdit tout à coup sa réputation à la nouvelle de la découverte du corps de la Madeleine dans l'église Saint-Maximin, en Provence. L'abbé Faillon a raconté compendieusement l'histoire de cette découverte *(a)*, mais on n'a pas encore

---

(a) Voyez *Monuments inédits sur l'apostolat de sainte Marie-Madeleine en Provence*, par l'abbé Faillon, 1858, deux vol. grand in-8°.

complétement éclairci l'histoire de la croyance si entière à l'existence de reliques de la Madeleine à Vézelay. Quoi qu'il en soit, cette croyance a été la cause principale de la construction de la magnifique église abbatiale de ce bourg, et les arts ne doivent pas le regretter, bien au contraire.

Indulgences. — Les indulgences en matière spirituelle font partie des grandes pratiques de la religion chrétienne, et le Moyen-Age y avait surtout recours pour favoriser les églises et leur procurer l'argent nécessaire à leur construction et à leur entretien. Notre Recueil renferme plusieurs documents de ce genre. Telles sont les bulles d'Innocent IV et d'Alexandre IV en faveur de Pontigny, à l'occasion de la translation des reliques de saint Edme ou de la visite de ces reliques (512, 553) ; celles d'Alexandre IV en faveur de l'abbaye Sainte-Colombe de Sens (568) ; — un bref d'un légat, en 1240, aux fidèles des diocèses d'Auxerre, de Nevers, Autun et Langres, pour leur recommander de faire des aumônes aux Cordeliers de Vézelay, afin de les aider à construire leur monastère (469). La cathédrale de Sens fut aussi plusieurs fois l'objet de bulles pontificales. En 1256, Alexandre IV accorda cent jours d'indulgences à tous ceux qui assisteraient aux offices de la fête et de l'octave de Saint-Etienne, patron de cette église (569). Après la chute de la tour de droite du grand portail de la cathédrale, en 1257, Clément IV s'empressa d'adresser une bulle aux habitants de la province de Sens, pour les exhorter à donner de leurs biens afin d'aider à la reconstruction de la tour. Il promit en récompense un an et quarante jours d'indulgences pendant cinq années (*a*).

Hosties. — La piété ingénieuse des fidèles les portait à chercher à faire tout ce qui pouvait assurer le culte divin, et le soin de fournir des hosties à l'autel ne pouvait leur demeurer indifférent. Aussi voyons-nous, en 1236,

---

(*a*) Voici le texte de la bulle : 12 juin 1268. ... « Senonensis ecclesia per casum et ruinam turris « sue sibi contigue noviter enormis devastationis susceperit detrimentum, et alias in domibus suis « sibi adjacentibus gravem sit jacturam, propter quod ad ipsius ecclesie reparationem subsidium « Christi fidelium dinoscitur multipliciter opportunum... » (Archives de l'Yonne. G. 124, Bibliothèque de Sens).

Robert de Courtenay, qui était sur le point de partir pour la guerre contre « les impies Albigeois, » donner aux moines de Fontaine-Jean six setiers de froment pour faire des hosties, à prendre sur les revenus de sa ville de Charny (340). Robert de Tanlay et sa femme donnèrent à l'abbaye de Quincy trois setiers de froment de rente pour le même usage (500), et l'abbaye de Pontigny reçut, en 1226 (1227), de Guillaume dit Villain et sa femme, un setier de froment de rente pour la même destination (1119).

Juifs. — Le rôle des Juifs dans la société chrétienne au Moyen-Age est trop connu pour que nous entrions dans de longs détails étrangers à notre sujet. Ils étaient répandus au XIII[e] siècle dans les différentes villes de notre département actuel et appartenaient aux plus grands seigneurs dont ils étaient serfs. Ils avaient un cimetière à Auxerre (524, 1016), et y habitaient une rue encore connue aujourd'hui. A Sens, leur cimetière existait près de la Maison-Dieu de la Poterne (112). La comtesse de Champagne en possédait qui avaient prêté de l'argent à l'abbaye Saint-Remy de Sens (12). En 1220, elle en avait deux à Tonnerre et Hervé, comte de Nevers, deux autres, tous quatre frères, qui partagèrent entre eux un petit bien meuble (254). Les seigneurs avaient pour les Juifs des complaisances que ceux-ci leur faisaient sans doute payer à gros intérêts. Le pape Innocent III se plaint au comte Hervé de Nevers de cette faiblesse, qui causait du scandale chez les chrétiens zélés (795).

Une lettre d'Innocent III à l'archevêque de Sens nous a conservé la relation d'un miracle d'une hostie placée par un juif converti dans une boîte avec sept livres parisis, lesquelles avaient été changées en autant d'hosties. Le pape en profite pour lui recommander ce juif et sa famille convertie avec lui à la foi chrétienne (857).

§ X. — Des Œuvres de Charité.

La charité est la première des vertus chrétiennes, et le Moyen-Age avait de bonne heure créé des œuvres pour la pratiquer. Les seigneurs n'oublient

pas, dans nos pays, en mourant, de faire d'abondantes aumônes aux pauvres pour le rachat de leurs fautes. En 1218, au mois de septembre, Hervé, comte de Nevers, et Mathilde, sa femme, étant à Gênes, en route pour la Terre-Sainte, léguèrent par leur testament 500 livres aux pauvres de leurs seigneuries (215). Cet exemple fut renouvelé par la même Mathilde, qui survécut à son premier mari jusqu'en 1257, et qui laissa dans son testament 50 livres aux pauvres et autant aux Maisons-Dieu de son comté de Nevers (1023).

Nous voyons encore, en 1222, Adam Choisel, seigneur de Vincelles, léguer quatre livres de rente à l'abbé de Saint-Marien, à la charge d'acheter chaque hiver pour 60 s. de vêtements et de souliers pour les pauvres (277). En 1241, Thomas de Tonnerre, clerc, distribua par son testament tous ses biens entre un grand nombre de personnes, d'églises et d'œuvres pies (475). Il légua à l'hôpital Notre-Dame de Tonnerre 52 sous qui devaient être distribués aux pauvres, dans le cours de l'année, à 12 deniers par semaine. Il fit également un legs de dix sous aux pauvres du Saint-Esprit de Tonnerre. Guillaume de Courtenay, parmi les nombreuses dispositions de son testament, n'oublie pas les pauvres : il légua 25 livres parisis pour acheter des bureaux *(a)* et des souliers à ceux de Champignelles, La Ferté, Cloye et Beilleu (690). Enfin P. de Charny, archevêque de Sens, avait d'abord légué cent livres aux pauvres de ses terres, et il ne changea d'intention que dans l'intérêt de la défense des droits de l'archevêché contre les exempts (718).

Hôpitaux. — *Léproseries.* — Les Maisons-Dieu, nom touchant donné par les chrétiens aux asiles destinés aux malades, étaient répandues en beaucoup de lieux au XIII[e] siècle, non-seulement dans les villes de Sens (63, 81), d'Auxerre et de Tonnerre, mais dans les bourgs et les villages(66, 475, 690). En 1247, Gui, dit *Lucrator*, fonde une Maison-Dieu à Mâlay-le-Roi, dont la direction fut confiée, par l'archevêque, à des religieuses de Notre-Dame de

---

(*a*) Vêtements de laine rousse à longs poils à l'usage des pauvres gens.

Nemours. Il y avait huit lits pour les pauvres pèlerins et passants (513). En 1241, il est parlé des Filles-Dieu de Tonnerre (475).

Le nombre des léproseries était considérable en France du temps de saint Louis, et dans nos pays celle du Popelin, près de Sens, déjà connue au XII[e] siècle, était très riche. En 1201, Pierre, archevêque de Sens, y accorde cinq jours d'indulgences aux fidèles qui visiteront la maison le dimanche avant la Saint-Jean-Baptiste, jour où a été établie en ce lieu une procession solennelle (4). La charité de dame Fressinde la porte à se faire converse dans la maison du Popelin pour soigner les malades, et ses quatre fils dotent la léproserie de la dîme d'Evry et de la moitié d'un pré pour la pension de leur mère (51). Geoffroi de Noslon, chevalier, donna, en 1242, à la léproserie du Popelin, le revenu nécessaire à l'entretien de quatre lampes, deux dans le dortoir des frères et deux dans celui des sœurs (480). Enfin Clément de Saint-Clément et sa femme se donnent, eux et leurs biens, à la léproserie du Popelin, dont ils étaient voisins (149). Nous citerons encore la léproserie de Saint-Siméon, à Auxerre, sur laquelle les bourgeois de cette ville avaient la haute main (755, 1002) ; les léproseries de Ligny, de Seignelay, des Siéges, de Tonnerre, etc. (V. *Résumé analytique, etc.*)

§ XI. — De l'Instruction publique.

Les conciles ont, dans les douze premiers siècles, recommandé fréquemment aux princes et aux évêques de fonder partout des écoles. Charlemagne, par son capitulaire de l'an 789, ordonne au clergé d'établir des écoles dans les bourgs et les villages (*a*) et les conciles de Latran de 1179 et de 1215 sont formels à ce sujet, et prescrivent aux maîtres de ne rien exiger des parents des enfants, et de recevoir seulement ce qu'ils offriront libéralement. Les preuves de l'existence des écoles dans les temps reculés

---

(*a*) *Capitulaires*, t. I, col. 237, n° LXX, édit. de 1677.

ne sont pas parvenues en abondance jusqu'à nous, cependant il en existe suffisamment pour établir que ce qu'on appelle aujourd'hui l'enseignement primaire était plus répandu dans les campagnes qu'on ne le croit généralement. En outre, à défaut de maîtres, ajoutons qu'il était dans les obligations du curé d'instruire les enfants de sa paroisse.

L'organisation et le régime des écoles dépendaient de l'autorité épiscopale. Le préchantre de la cathédrale de Sens avait droit de nommer les maîtres dans la plus grande partie de ce diocèse, en vertu d'une délégation de l'archevêque (*a*).

Le pape Innocent III recommande les écoles à Guillaume, évêque d'Auxerre (831); et Gui, successeur de ce dernier, régla, en 1249, les obligations de l'écolâtre, qui devait jurer de conférer gratuitement les écoles dépendant de son office (766). Les Bons-Enfants d'Auxerre sont l'objet de libéralités dans le testament de Jean de Seignelay et dans celui de la comtesse Mathilde, qui leur donna la place du cimetière des Juifs, voisine du lieu où était leur école (647, 1016). Les documents sont rares, avons-nous dit, sur les écoles, cependant nous en signalerons encore deux : le testament du bon clerc Thomas contenant un legs de 10 sous destinés à acheter du pain aux écoliers pauvres de Tonnerre (475), et un acte de 1276 où il est fait mention d'un maître d'école laïque à Villeneuve-la-Guyard (285). La laïcité était l'état ordinaire des maîtres des campagnes, ainsi qu'on le voit dans les documents des siècles postérieurs, où ces modestes agents de l'instruction publique figurent plus souvent qu'au XIIIe. Ce n'est guère que dans les villes qu'il est établi des prêtres ou des clercs à la tête de l'enseignement, qui paraît plus relevé que celui des campagnes. En effet, ici on n'enseignait que la lecture, l'écriture, la grammaire, à compter « par le gect des pierres, » le catéchisme et le plain-chant.

Mentionnons encore deux autres faits relatifs à l'instruction, l'un relatif à

(*a*) *Cartulaire général*, t. II, p. 211.

une fille lettrée nommée Bonete, de Vézelay, qui désirait entrer en religion et que le pape recommande à l'abbesse de Crisenon (1037), l'autre concernant Simon de Brion, chanoine de Saint-Etienne de Troyes, qui, en partant pour Bologne où il allait faire ses études de droit, donna sa procuration à son père pour disposer de sa prébende (644).

En dehors des écoles, les lettres étaient cultivées dans certains monastères possesseurs de bibliothèques. Depuis longtemps celui de Saint-Germain d'Auxerre était célèbre par ses écrivains. Robert Abolanz parle de la bibliothèque de Saint-Marien que l'abbé Milon avait formée de son temps et qui était riche en manuscrits; Pontigny avait 228 volumes à la fin du XII[e] siècle; Reigny avait ses archives parfaitement classées et étiquetées au XIII[e] siècle. Quincy et Vauluisant avaient des *librairies* importantes. En 1302, les Cordeliers d'Auxerre, communauté de moines mendiants, possédaient une collection de 28 volumes consistant en bibles, bréviaires et sermons à l'usage de ses membres (*a*).

§ XII. — Intervention du roi dans les affaires du pays.

Charlemagne, en rétablissant l'Empire d'Occident, avait voulu rendre à la puissance souveraine le prestige qu'elle avait eu chez les Romains. Ses successeurs continuèrent sa politique et le respect suprême de l'autorité royale se rétablit dans les esprits malgré les usurpations des grands vassaux. La royauté, tout amoindrie qu'elle fût au XI[e] siècle, avait conservé aux yeux des peuples son caractère sacré. Aussi les premiers Capétiens n'eurent-ils pas de peine à relever leur puissance, et quand Philippe II monta sur le trône en 1180, la royauté était hors de page. Les grands succès guerriers et politiques de ce prince contre le roi d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne lui firent donner le surnom d'Auguste, et son long règne de 27 ans

(*a*) Voyez *Catalogue du temps*, Archives des Cordeliers.

lui permit de consolider toutes ses entreprises à l'intérieur comme à l'extérieur (*a*). Louis VIII, et saint Louis surtout, continuèrent la tradition de leur père et de leur aïeul, et à la fin du XIIIe siècle, la royauté, appuyée sur ses baillis et ses légistes, était à la tête de la société française.

Il est curieux de suivre dans nos chartes, quoique peu importantes relativement à l'ensemble du gouvernement de la France, les progrès de l'action royale.

Le domaine royal proprement dit était encore petit au XIIIe siècle (*b*). Sens, Mâlay-le-Roi, Pont en partie, Villeneuve-le-Roi et quelques pays aux environs en sont les possessions principales et presque les seules ; ce sont les restes des terres sequestrées au XIe siècle sur le dernier comte de Sens. A Sens même, sa ville communale, Philippe-Auguste faisait de fréquents séjours (*c*). Il y possédait un palais, et une chapelle qu'il dota de deux muids de froment de rente à prendre sur son grenier de la ville et de deux muids de vin sur son clos (1). Il confirma, en 1201, l'immunité dont jouissait le Chapitre de Sens dans son cloître, et menaça les violateurs de cette immunité de 100 livres d'amende (*d*).

Il permit, en 1214, au Chapitre de Sens de construire des moulins sur le pont de Pont-sur-Yonne (146). En 1217, il adjuge à l'archevêque de Sens, sur le rapport de son féal Adam Héron, alors bailli d'Etampes, le droit de chasser dans la forêt d'Othe, appartenant au comte de Joigny (193). A Dixmont, le Roi partageait la seigneurie avec le prieur(908). Des hommes de la comtesse de Champagne voulant y venir habiter, il leur promit les mêmes priviléges que ceux de ses propres hommes (53).

(*a*) Guizot, *Civilisation française*, t. V. — Th. Lavallée, *Histoire des Français*, t. I, p. 374.

(*b*) Voyez *Cartulaire général de l'Yonne*, introduction, t. II, p. LXXXI.

(*c*) En 1201, Blanche, comtesse de Champagne, lui fit foi et hommage. — D'Arbois, *Histoire des Ducs et des Comtes de Champagne*, t. IV, p. 102.

(*d*) Tiré des Archives de l'Yonne, Fonds du Chapitre cathédral Saint-Etienne de Sens, série G, n° 720.

Mais c'est surtout par l'autorité de son droit souverain que le Roi manifeste sa présence, comme nous allons le voir.

Les alliances entre les grands vassaux étaient l'objet d'une surveillance assidue de la part du roi Philippe-Auguste, et lorsqu'il s'agit de disposer d'Agnès, fille unique du dernier comte d'Auxerre, de la maison de Nevers, dont il était le tuteur, il l'ôta à sa mère, la première Mathilde, et la fit élever à sa cour. En 1184, il jugea bon de la faire épouser à son cousin Pierre de Courtenay, qu'il se rattacha plus étroitement par ce mariage, et qui lui donna en reconnaissance sa ville de Montargis (*a*).

Nous avons raconté plus haut comment, quelques années après, Pierre de Courtenay fut amené par le Roi à donner sa fille unique à Hervé de Donzy, comme le gage de la paix, après une guerre malheureuse pour lui.

Le Roi avait, quelque temps auparavant, confirmé une charte d'exemption donnée par Pierre de Courtenay à ses bourgeois de la cense d'Auxerre (*b*). En 1211, il manda devant lui, à Paris, les députés du Chapitre d'Auxerre et ceux des habitants de Merry-Vaux et d'Eglény, et prononça, en présence de ses grands officiers, un jugement d'accord sur les points qui les divisaient, notamment en matière d'imposition de taille (102). Le Roi, comme chef des grands vassaux, les convoquait pour l'assister dans ses expéditions; les évêques, comme les autres vassaux, étaient tenus au service militaire. En 1212, Philippe-Auguste, faisant ses préparatifs pour aller réduire Jean-sans-Terre, qui tyrannisait l'Angleterre et l'Église, dispensa l'évêque d'Auxerre de le suivre, et étendit cette faveur à sa vie entière (116).

Le droit de régale était exercé par le Roi dans l'évêché d'Auxerre. Ce droit consistait en ce qu'à la mort d'un évêque, et jusqu'à la prestation de serment de son successeur, le Roi nommait aux bénéfices vacants, sauf institution régulière et canonique, et percevait les revenus de l'évêché. Cet état de

---

(*a*) Lebeuf, *Mémoires*, t. I, p. 114.

(b) *Ibid.*, *Mémoires*, t. IV, 2e édition, n° 87.

choses s'était établi insensiblement par l'extension abusive du droit féodal et grévait lourdement les évêchés. En 1203, le pape, adressant au Roi une plainte contre le comte d'Auxerre, Pierre de Courtenay, qui était en lutte ouverte avec l'évêque, lui rappelle les sentiments respectueux de son père Louis VII pour les ecclésiastiques, et sa bonté pour ceux d'entre eux qui étaient exilés, et après l'avoir prié d'obliger le comte à rétablir l'évêque sur son siége, il ajoute adroitement la demande de libérer lui-même le prélat du droit de régale (788). Le Roi éluda la question, et ce n'est qu'en 1208 qu'il fit à l'évêque cession de tous ses droits de régale, moyennant une grosse somme d'argent (796). L'exercice de la régale amenait des abus énormes. Les sergents royaux saisissaient tous les approvisionnements de l'évêché, ils exigeaient impitoyablement les paiements des débiteurs, coupaient les bois : bref, c'était l'évêché mis à sac (*a*).

En 1209, un incident grave amena entre le Roi et Guillaume, évêque d'Auxerre, et Manassès, son frère, évêque d'Orléans, une brouille qui plongea de nouveau les églises d'Auxerre et d'Orléans dans le trouble. Les deux frères ayant, pour remplir le devoir féodal, conduit leur contingent à l'armée royale stationnée à Mantes, et n'ayant pas trouvé le Roi, s'en retournèrent de leur personne et furent bientôt suivis de leurs chevaliers. Le Roi, offensé de cette désertion, fit saisir le temporel des deux évêchés, mesure à laquelle répondirent bientôt les évêques par l'interdit des terres royales existant dans l'étendue de leurs diocèses. L'affaire s'envenima, les évêques portèrent plainte au pape Innocent III qui chercha à rétablir la paix et écrivit lettres sur lettres au Roi, à l'archevêque de Sens et à d'autres dignitaires du clergé pour arranger l'affaire (841, 850, 852, 853) qui se termina, dit Lebeuf, comme il l'avait souhaité. L'évêque d'Auxerre reconnut, au mois d'août 1212, qu'il était tenu au service militaire, et promit d'y contribuer en envoyant à l'armée ses contingents, mais

---

(*a*) Lebeuf, *Mémoires sur l'Histoire d'Auxerre*, t. I, p. 352, in-4°.

sans y aller lui-même, puisque le Roi l'en avait dispensé pendant toute sa vie (*a*).

En 1220, les évêques de la province de Sens s'émurent d'un ordre du Roi portant défense à ses baillis de laisser faire dans ses terres des marchés où les contractants prêteraient des serments, ou feraient des promesses de foi mutuelle. Ils craignaient que le Roi ne poussât les barons qui tenaient des fiefs des églises à agir de même, ce qui, selon eux, serait au grand dommage de la juridiction ecclésiastique. Ils firent en conséquence défense à ceux-ci de consentir à de semblables propositions, et consultèrent l'archevêque de Reims et ses suffragants (248) sur la conduite à suivre dans une affaire qui intéressait toute l'Église gallicane. Nous n'avons pas trouvé la suite qu'a eue cette correspondance.

En 1222, l'évêque d'Auxerre, déférant aux désirs du Roi, lui abandonna, pour faciliter la navigation des « marchands de l'eau de Paris sur la rivière d'Yonne, » un moulin situé à Bassou (280).

Louis VIII régna trop peu de temps pour faire beaucoup d'actes d'autorité dans nos pays. Il confirma seulement les priviléges de la commune de Sens (323) qui était une des créations de son père ; et il ordonna, dans sa cour, et sur la plainte de l'évêque d'Auxerre, seigneur de Varzy, que la forteresse de Bequerel, que Gaucher de Joigny avait fait construire, serait démolie, attendu qu'elle était à moins d'une lieue de Varzy (Martène, *Ampliss. collectio*, I, 1196) (323).

Le règne de saint Louis est bien plus fertile en documents, et l'on peut dire qu'on sent partout l'autorité royale, dans les petites comme dans les grandes choses. Dès 1229, le Roi, ou plutôt la reine Blanche, sa mère, car il était bien jeune alors, fit occuper Chablis par ses soldats, sauf les droits du comte de Champagne, en prévision de la guerre (*b*) que les comtes de

---

(*a*) Voyez le récit de cette affaire dans Lebeuf. *Mémoires sur l'Histoire d'Auxerre*. 1re édition, p. 331, 333.

(*b*) Archives de l'Yonne, G. 2311.

Bretagne, de la Marche et autres barons coalisés voulaient faire pour renverser la régente.

Saint Louis, tout pieux qu'il fût, exigeait des évêques le respect entier de ses droits régaliens, et il dut voir avec plaisir la plainte portée au pape Grégoire IX par ses barons, contre certains prélats qui se refusaient à lui rendre les devoirs dus pour leur temporel. Parmi les signataires de cette plainte figurent Guillaume II, comte de Joigny, Guillaume et Dreux de Mello, Gaucher de Joigny et Jean de Toucy (426).

Sens était pour le Roi une place avancée en face des états du duc de Bourgogne et des comtes de Champagne et d'Auxerre. Il surveillait de là leurs agissements par son bailli. Il augmenta le revenu affecté à la chapelle de son palais de cette ville, qu'avait dotée antérieurement Philippe-Auguste (*a*) ; le prévôt de Sens était chargé de payer ces redevances sur les revenus du domaine, ainsi que huit muids de blé que le Roi donna à la Sainte-Chapelle de Paris (557). Au mois de mai 1234, saint Louis fut marié dans la cathédrale de Sens par l'archevêque Gauthier, avec Marguerite, fille aînée de Bérenger, comte de Provence. Il revint encore à Sens en 1239, le 10 août, pour y recevoir la Sainte-Couronne d'épines, assisté de son frère Robert d'Artois et des principaux personnages de sa maison.

En 1234, le prieur de La Charité associa le Roi à la jouissance dans tous les revenus et les droits seigneuriaux de la terre de Granges, et il lui soumit également les hommes dépendant de son prieuré qui habitaient Courceaux, Villiers-Bonneux et lieux voisins (418).

En 1250, vivait dans le château de Montréal un descendant de la grande famille de ce nom, appelé Ansèric X, qui, par ses excès et ses violences, soulevait des plaintes universelles. Saint Louis, irrité, après de vains avertissements ordonna au duc de Bourgogne de confisquer les biens d'Ansèric et de l'enfermer prisonnier dans son propre château. Ce fut la fin de la

---

(*a*) Voyez ci-dessus, p. LV.

puissante famille des Montréal. Anséric, dépouillé de tous ses biens, fut transféré, par ordre du Roi, dans le petit manoir de Châtel-Gérard, où il mourut probablement (899, 1109, 1111).

En 1257, au mois de mai, le Roi étant à Melun confirma l'affranchissement donné par l'abbé de Saint-Pierre-le-Vif à ses hommes de corps qui habitaient entre la Seine et l'Yonne (567). Le mois suivant, saint Louis reçut à foi et hommage l'archevêque de Sens pour le fief de Noslon, que celui-ci venait d'acheter de Gilon de Noslon (571). En 1270, Etienne Tatesaveur, bailli de Sens, qui figure déjà dans la charte de Saint-Pierre-le-Vif (567), présenta au Roi la liste de ses hommes de Pont-sur-Yonne (645). Le Roi avait aussi des hommes sur les terres de Soucy et de Véron (909).

Dans la revue que nous venons de faire des actes royaux, nous en avons trouvé peu où la Cour du Roi figurât. Si c'était ici le lieu, nous raconterions comment s'est établi ce tribunal souverain, imitation éloignée des anciens *Malla* des Rois francs, et comment il fut remplacé par le Parlement qui devait prendre le rôle suprême de la justice en France et courber toutes les têtes sous l'autorité royale. Ce n'est guère que sous saint Louis, et vers 1250, que les actes du Parlement devinrent permanents (*a*). Ces actes nous montrent fréquemment qu'il prononçait alors ses arrêts sur toutes sortes de procès en matière civile et criminelle, dans les pays que l'Yonne, la Vanne et l'Armançon arrosent. Il atteint même les coupables, mais plus rarement, à Vézelay et à Montréal (*b*).

Terminons ces recherches sur le rôle de saint Louis dans les pays de l'Yonne, par une dernière citation. La piété du Roi ne pouvait négliger Vézelay et son grand monastère, encore célèbre de son temps. Il y était venu déjà en pèlerinage en 1267, aux octaves de Pâques, avec son frère Alphonse et un grand nombre de seigneurs, pour assister à la relevation

(*a*) Les registres du Parlement commencent à l'an 1254. Voyez *Olim*, t. I.

(*b*) *Inventaire des actes du Parlement de Paris*, par E. Boutaric, t. I, in-4°.

solennelle des reliques de la Madeleine. Dans cette circonstance, l'abbé s'était empressé, sur son désir, de lui confier une grande partie de ces reliques que le Roi emporta pour les faire enchâsser dans de riches reliquaires, qu'il renvoya bientôt avec du bois de la vraie Croix et deux des épines de la Sainte-Couronne qu'il avait obtenus du trésor de Constantinople, en 1239 (638, 639). Il revint à Vézelay en 1270, en partant pour la funeste croisade de Tunis où il devait trouver la mort, et y séjourna.

Philippe III a laissé peu de traces de son action dans notre Recueil. En 1280, il ordonna au bailli de Sens de surseoir aux poursuites intentées contre Eudes des Barres, au sujet de la propriété de la haute justice de Champigny. En 1281, étant à Sermaise en Beauce, il confirma un accord important passé entre Humbert de Beaujeu et Isabelle, comtesse de Joigny, sa femme, et le Chapitre d'Auxerre (708).

§ XIII. — Justice civile.

La justice est le pivot autour duquel se meuvent les autres institutions dans la société chrétienne. C'est l'idéal auquel on doit tout rapporter. Aussi est-elle rendue au nom de Dieu et revêtue de l'appareil le plus solennel. Le Moyen-Age avait de la justice la même opinion que nous; mais, à cette époque, à travers la multiplicité des lois et des coutumes, dans le morcellement infini de la puissance souveraine, la justice avait suivi le cours des choses et était tombée dans des mains quelquefois vulgaires et vénales.

La constitution des terres, aux XII[e] et XIII[e] siècles, ne laissait pas de place à ces distinctions subtiles entre le fief et la justice, qu'un savant auteur a établies dans son livre de *La propriété des Eaux courantes (a)*. Le fief s'applique à une étendue quelconque de territoire sur laquelle s'élève un

(a) Championnière, *De la propriété des Eaux courantes*, un vol. in-8°.

manoir dont le possesseur commande à tous les hommes qui en dépendent ou en relèvent, convoque ses subordonnés pour la garde du château, et d'autre part rend justice par lui-même ou par son prévôt ou son bailli aux hommes serfs ou libres habitants, *manans* sur sa terre. Ces distinctions du fief et de la justice écartées, nous reconnaissons, comme M. de Championnière, que les justices seigneuriales se sont substituées entièrement à l'administration romaine aussi bien pour la reddition de la justice que pour la perception des taxes multiples inventées par le fisc, et dont nous avons vu l'énumération plus haut, § VIII.

Chaque seigneur, possesseur d'un fief complet, petit ou grand, avait sa justice et jugeait lui-même les différends de ses vassaux. Cette charge du fief était souvent rendue impraticable, soit par l'absence du baron, soit par son insuffisance. Il déléguait alors ses fonctions de justicier à des hommes du Tiers-Etat, à des clercs plus instruits que lui dans les lois et dans les coutumes, et il se forma peu à peu une race de légistes qui, du haut en bas, s'emparèrent de la direction de la société féodale, et se transmirent par tradition les us et coutumes du pays et leur science des lois romaines. Dès le commencement du XIIe siècle, le mécanisme de la justice seigneuriale fonctionne régulièrement, et nous en avons cité ailleurs des preuves répétées *(a)*. Cet état de choses n'a pas changé au XIIIe siècle, et le prévôt est toujours le représentant du seigneur pour l'exercice de la justice, la levée des tailles et la gestion de ses affaires. Dans les chartes d'affranchissement des habitants, le prévôt doit toujours prêter serment de garder les franchises (56, 362); s'il y a deux seigneurs dans un village, quelquefois chacun d'eux a le sien, et quelquefois un seul fonctionne pour les deux seigneurs (316, 418). Les prévôtés s'amodiaient aux enchères et le revenu appartenait au seigneur. Les seigneurs ecclésiastiques ont aussi leurs prévôts qui remplissent les mêmes fonctions que ceux des seigneurs laïques, et

---

(a) *Cartulaire général de l'Yonne*, t. II. introduction, p. XCIII.

qui avaient comme eux des aides appelés sergents (*servientes*), pour assigner les parties et exécuter les jugements.

Cours des comtes d'Auxerre et de Champagne. — Au-dessus des justices prévôtales sont les cours des comtes. La cour du comte d'Auxerre est mentionnée dans un acte de 1161 (*a*). Il existait, dans cette ville, un officier délégué par le comte sous le titre de vicomte, et qui rendait la justice en son nom. Il prenait une part dans le produit des amendes auxquelles les bourgeois de la cense pouvaient être condamnés (*b*). Lebeuf pense que les vicomtes rendaient la justice aux habitants de la campagne (*c*). On peut croire aussi qu'ils suppléaient les comtes dans l'exercice de la justice des appels. Leur demeure était voisine du palais des comtes. Ces vicomtes tenaient leur charge en fief et ils disparurent à la création des baillis.

Le premier bailli que nous voyons dans les chartes est Jean Columb, que Pierre, comte d'Auxerre et Tonnerre, charge de réparer une usurpation de justice commise envers l'abbaye de Molême par son prévôt de Cruzy, qui avait fait pendre des voleurs arrêtés dans la forêt de Panfol (115). La juridiction des comtes fonctionna jusqu'à la vente du comté d'Auxerre à Charles V, en 1370. On voit, en 1289, le bailli Richard Joly tenir ses assises, assisté des jurés de la ville et de « plusieurs hommes sages et dignes de foy. » (Yonne, Fonds de Saint-Père d'Auxerre). Après la réunion du comté à la couronne, les baillis royaux de Sens furent chargés de rendre la justice dans le bailliage d'Auxerre jusqu'en 1435, année de l'union de l'Auxerrois à la Bourgogne.

Les Coutumes locales de l'Auxerrois sont mentionnées plusieurs fois dans les chartes (90), mais on ne voit pas qu'elles aient été réunies en corps de lois. Chaque pays avait en outre sa charte particulière que les juges, conservateurs traditionnels des principales règles du droit, appliquaient selon

(*a*) *Cartulaire général de l'Yonne*, t. II, p. 129.

(*b*) Charte de 1194, *Cartulaire*, t. II, p. 459.

(*c*) *Mémoires*, t. II, p. 443.

les cas. — On connait cependant, en fait d'actes généraux, une ordonnance du comte Gui, de l'an 1235, rendue de concert avec ses barons pour la police des comtés d'Auxerre et Tonnerre (423 et 737). Il est parlé, en 1202, de la Coutume de Sens en matière de caution (11).

Les archives des comtes de Champagne, mieux conservées que celles des comtes d'Auxerre, ont permis de reconstituer en détail l'organisation de leur cour de justice *(a)*, qui avait dans son ressort le comté de Joigny et une partie du Sénonais. Le comte de Champagne était assisté, dans sa cour, de ses principaux barons, et des officiers de sa maison en qui il avait le plus de confiance à cause de leur science du droit et de leur expérience. Il y recevait l'appel des sentences des prévôts et des baillis de ses vassaux, et y rendait les ordonnances nécessaires au bon gouvernement de ses états.

Parmi ces ordonnances générales rendues par les comtes de Champagne avec le concours de leurs barons, nous citerons celles de 1212 et de 1224, qui sont relatives au partage des successions des nobles (736). La première réduit la part de la fille aînée à la forteresse paternelle, s'il n'y en a qu'une, ou au droit de choisir celle qui lui conviendra s'il y en a plusieurs. La deuxième étend au partage des successions entre les enfants mâles la règle imposée aux successions entre les filles *(b)*. Parmi les vassaux du comte de Champagne qui ont concouru à la rédaction de l'ordonnance de 1212, on cite le comte de Joigny, Eudes et Jean des Barres, Erard de Brienne, Gaucher de Joigny, frère du comte, le vicomte de Saint-Florentin, P. de Touquin, Garnier de Trainel *(c)*, tous possesseurs de fiefs dans l'étendue du département actuel de l'Yonne.

Baillis royaux. — Mais de même que le seigneur féodal avait un suzerain

---

(a) D'Arbois de Jubainville. *Hist. des Ducs et des Comtes de Champagne*, t. IV, p. 559, 572 et suivant.

(b) *Ibid.*, t. IV, p. 573.

(c) *Ibid.*, t. IV, p. 558.

auquel il devait obéir, de même le prévôt avait dans le comte un juge supérieur auquel les parties purent porter appel de ses sentences. Ce ne fut que bien tard, et rarement encore, que ces appels furent portés jusqu'à la Cour du Roi pour les causes ordinaires; cependant il devait arriver un jour où la force des choses amènerait l'intervention du Roi dans les actes de la justice comme dans ceux de la guerre et de la féodalité. Ce fut à Philippe-Auguste qu'on dut cette intervention.

En 1190, ce prince, étant sur le point de partir pour la Terre-Sainte, fit un règlement général pour l'administration du royaume et créa des baillis dans certaines provinces et notamment à Sens. Il déclara, dans cette ordonnance, que ces officiers tiendraient chaque mois des assises pendant un jour, et qu'ils accueilleraient tous ceux qui voudraient se plaindre, et leur donneraient jugement sans délai *(a)*.

Ces grands fonctionnaires devaient bientôt battre en brèche la féodalité dans la province qu'ils régissaient, et désagréger les parties de ce corps puissant. A compter de l'acte royal, le bailli de Sens prend sa place au sommet de la hiérarchie judiciaire de la province, et il ne laissera passer aucune occasion d'exercer l'autorité de son souverain en face des comtes de Champagne et d'Auxerre, de l'archevêque de Sens et des autres seigneurs ecclésiastiques. Il exerce le pouvoir civil et militaire, il convoque le ban et l'arrière-ban des vassaux, gère les domaines du Roi et rend compte des revenus, etc. *(b)*. Il tenait des assises trois fois par an, se transportant dans l'origine avec sa cour *(c)* dans les justices inférieures de son ressort où il y

---

(a) *Les Olim*, par le comte Beugnot, préface, t. I, p. XL. — *Conférences de la coutume de Sens*, etc., par Pelée de Chenouteau, détails historiques sur le bailliage, p. 590. — Voyez encore *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, par Boutaric; baillis et sénéchaux, p. 129.

(b) *Recueil des Historiens de France*, t. XXI, p. 260 et suiv.

(c) Voici un document de l'an 1296, qui établit l'importance et la constitution de la Cour du bailli de Sens au XIII[e] siècle.

L'abbé de Saint-Pierre-le-Vif contestait au domaine du Roi la propriété des foulons à draps de

avait matière à prononcer des jugements *(a)*. Le ressort du bailliage de Sens était immense et s'étendait au XIIIe siècle jusque sur le Langrois d'un côté, le Gâtinais et une partie de l'Ile-de-France de l'autre *(b)*. Nous jetterons un rapide coup d'œil sur les actes des baillis de Sens qui nous concernent. Mais, auparavant, disons quelques mots des *Establissements* de saint Louis, édictés en 1270, et de quelques traités de jurisprudence du XIIIe siècle.

La découverte de traités de droit romain en Italie, au XIIe siècle, avait ranimé les études du droit, et spécialement dans le nord de la France. Des écoles furent établies à Orléans et à Bourges pour l'enseignement de cette science, et les docteurs qui en sortirent répandirent dans les cours de justice les lumières de ce droit qui était empreint d'une si grande sagesse; ils en pénétrèrent les coutumes locales et y infusèrent peu à peu l'esprit qui l'animait, de manière à former un droit nouveau qu'ils appelaient le *Droit commun*. On vit composer, au XIIIe siècle, des traités comme le *Conseil de Pierre de Fontaines*, dû à un savant conseiller de saint Louis *(c)*; le *Livres de Jostice et de Plet*, composition anonyme tirée des Pandectes, du Droit coutumier et des Décrétales de Grégoire IX *(d)*; les *Coutumes du Beauvaisis*, par Philippe de Beaumanoir, bailli de Clermont. Mais, ce qui résume par-dessus tout le droit coutumier du XIIIe siècle, ce sont les *Establissements* de

Sens, appelés les Boutours. Le bailli de cette ville, Jean le Penetier, rendit un jugement favorable à l'abbé. On voit, dans le texte de cet acte, comment était composée la Cour du bailliage.

Etaient présents : Mgrs Baudoin de Poiz, Jean le Poivre et Gilles de La Forest, chevaliers; Simon de la Salle, clerc du Roi; Jaubert Porpense, Nicole, fils du bailli; Eude Le Peletier, châtelain de Sens; Renaud Le Peletier, prévôt de Sens; Jehan Sachavoine, maïeur de Sens; Hue Angelart, Jehan de Maalai, Thiébaut Belin, Blanc le Lombart, Richard de Mélisé, Henri le Normant, Maître Pierre dit Vilain, de Charny, et plusieurs autres. (Archives de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif.)

(a) Pelée, *Recherches historiques sur le bailliage de Sens*, p. 54.

(b) Pelée, *ibid.*, p. 577.

(c) Le *Conseil de Pierre de Fontaines* ou *Traité de Jurisprudence française*, publié par Marnier, avocat, 1846, in-8°.

(d) *Li livres de Jostice et de plet*, publié par Rapetti, dans la Collection des documents inédits sur l'Histoire de France.

saint Louis. Déjà, en 1254, ce grand Roi avait rendu une ordonnance pour la réformation du royaume *(a)* où il règle minutieusement les obligations de ses baillis et sénéchaux, proscrit les jeux de dés et d'échecs, les femmes publiques, les usures des juifs et la fréquentation des tavernes, etc.

Ses *Establissements* sont le résumé de sa pensée et des méditations de ses conseillers sur les principes généraux du droit qui doivent diriger son gouvernement et ses baillis des provinces, « et furent fais ces establissements par grand conseil de sages hommes et de bons clers, par les concordances des lois, des canons et des décrétales. » Le Roi règle dans ces *Establissements* tout ce qui concerne les droits et les personnes de la noblesse et ceux du Tiers-Etat qu'il appelle hommes coutumiers; le mode et le partage des successions et la jouissance des propriétés; le service militaire qui lui est dû; les divers principes à appliquer pour améliorer la justice, de laquelle il bannit les combats singuliers qu'il remplace par l'assistance des témoins. Mais le Roi est sévère contre les voleurs et les malfaiteurs qui doivent être pendus. Il proscrit les guerres privées et toutes les violences. Il punit de l'amende les rixes, les injures et les ventes à faux poids ou à fausses mesures. Il définit les droits de justice des vavasseurs, les devoirs des procureurs et des avocats; et confirme le droit de reprise du seigneur, sur les églises, s'il lui plaît, pour les biens qui leur sont donnés dans son fief.

Avant comme après la publication de cette grande loi, le bailli de Sens remplissait ses fonctions dans toute l'étendue qu'elles comportaient. On va s'en assurer.

Une des prérogatives qu'il exerçait avec le plus de zèle, c'était de protéger les hommes de la commune de Sens, les fidèles sujets du Roi. Ils étaient tout-à-fait soumis à sa juridiction, et lorsque le maire avait fait arrêter un délinquant, il devait l'envoyer au bailli ou à son prévôt pour le faire punir (588, 902).

(a) *Recueil des Ordonnances des Rois*, t. I, p. 65.

En 1216, Guillaume de la Chapelle, qualifié « son bailli » par Philippe-Auguste, et probablement bailli de Sens, assisté d'Odart, maréchal de Champagne, devait régler une contestation élevée entre l'archevêque de Sens, seigneur de Brienon, et Gui de Chappes, au sujet de l'établissement d'un marché à Champlost. Il convoque les archevêques de Reims et de Tours et un grand nombre de barons du Roi, et, après une longue délibération, il déclare, sur l'avis de ces nobles conseillers, que Gui de Chappes n'avait aucun droit à établir de marché à Champlost, attendu que ce pays était situé sur les marches de France et de Champagne (182).

Le même Guillaume de La Chapelle, Barthélemy de Dreux et Garnier du Pré, qualifiés baillis du Roi, font une enquête au sujet des droits des moines des Escharlis, sur des terres sises à Vaumorin, et concluent à ce que ces terres leur soient abandonnées par le Roi, attendu qu'ils les possèdent depuis plus de trente ans (194).

Après lui, un autre bailli de Sens, Etienne de Hautvillers, Thomas, également bailli royal et Raoul de Pont, bailli de Champagne, tous trois chevaliers, furent chargés à titre d'arbitres et juges souverains de prononcer sur les grands débats existant entre le Chapitre de Saint-Martin de Tours et le prévôt de Chablis d'une part, et les habitants de cette dernière ville de l'autre. Le texte de leur sentence touche à toutes les questions possibles d'intérêts positifs d'une seigneurie. Les arbitres y apportent un grand esprit pratique et une netteté de décision remarquable. Mais ils répriment absolument toute tentative d'émancipation des habitants, et leur accordent en revanche la propriété de pâtures destinées à l'usage commun, exemptes de toute redevance (238).

En 1246, Nicolas de Hautvillers adresse à Pierre d'Escancelles, bailli de Sens et d'Orléans, et à Geoffroi de La Chapelle une lettre pour leur rendre compte d'une sentence que ces deux personnages l'avaient chargé de prononcer entre l'abbaye de Sainte-Colombe de Sens et l'abbaye de Potières (739).

En 1250, Nicolas de *Manoto*. bailli de Sens, reçoit une renonciation de

poursuites criminelles intentées par Jobert Gibez et autres contre des habitants de Vareilles accusés de la mort de deux hommes, leurs parents, et en conséquence il condamne les accusés à payer aux plaignants une amende de 30 livres, plus 40 sols tournois et 18 setiers de blé (530).

En 1252, le même bailli termina par une transaction un débat élevé entre le Chapitre d'Auxerre et les Templiers, au sujet de l'usage de la forêt du Bar (542). Etienne Tatesaveur succède à Nicolas de *Manoto*. Il reçoit, par ordre du Roi, avec Milon de Villemarchaz, l'engagement de nombreux hommes affranchis par l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif, de payer la somme de 6,000 livres parisis (567).

Il est encore juge d'une contestation entre le Chapitre d'Auxerre et Guillaume de Courtenay au sujet de leurs droits respectifs sur les habitants de Merry-Vaux, qui s'étaient retirés à Cour-Féraut, terre de Guillaume (575); et entre les habitants des Siéges et l'abbaye Saint-Remy de Sens, au sujet du prix d'un plat de redevance dû par les nouveaux mariés (592). Il fait, en 1260, une enquête sur l'état de femmes de corps de l'abbaye Saint-Remy (593); — fait payer à la commune de Sens une amende à laquelle le Parlement l'avait condamnée, dans la personne de son maire, pour quelqu'infraction envers l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif, et en outre à faire amende honorable devant le Roi, en plein Parlement. — En 1268, il dresse la liste des hommes du Roi, habitants de Pont-sur-Yonne (645) *(a)*. — En 1285, il fait une enquête sur la justice du Chapitre de Sens au même lieu (725), etc.

Nous pourrions étendre bien davantage ces citations du rôle des baillis de Sens, car les archives en contiennent encore plus d'une trace. Il suffira, pensons-nous, de cette rapide revue pour le faire connaître.

Justice de la Commune de Sens. — Le maire et les jurés de Sens avaient droit de justice sur les hommes du Roi, en vertu de la charte de commune

---

(a) Les officiers du Roi, à Pont-sur-Yonne, élevaient, en 1451, une singulière prétention, assavoir, que quand on faisait un « cry de par le Chapitre de Sens, seigneur en partie de Pont, le crieur devoit avoir un pied en l'hôtel des prisons et l'autre sur le pavé du Roi. » (Archives de l'Yonne, G. 975).

de Philippe-Auguste (*a*) et nous trouvons dans nos chartes plusieurs traces de l'exercice de cette juridiction, qui était souvent contestée au criminel. Les causes, qui étaient surtout préventives, se vidaient devant le prévôt ou le bailli. Nous avons vu plus haut, p. XXIII, Philippe-Auguste recommander au maire et aux jurés de Sens de rendre justice aux religieux de Saint-Jean lorsqu'ils la leur demanderaient (247). Louis VIII répéta la même recommandation (*b*).

Notaires. — C'est à Saint-Louis que remonte la création des notaires en titre d'office à Paris. Mais à la fin du XIII[e] siècle, il n'est pas encore fait mention de notaires royaux à Sens, et c'est le prévôt royal, assisté du garde des sceaux de la prévôté, qui reçoit les contrats sans intervention de notaires (*c*). Les officiaux remplissaient également cette fonction *(V. Officiaux)*. Philippe-le-Bel étendit l'institution des notaires royaux dans les provinces et dans les villes où il exerçait son autorité directement, et son ordonnance de 1304 est encore en vigueur dans son esprit.

Les notaires des cours ecclésiastiques étaient connus dès le XI[e] siècle, et, aux XII[e] et XIII[e] siècles, la rédaction de leurs actes, écrits en langue latine, était accompagnée de toutes les formalités légales et publiques. En 1260, G. Dallemant comparaît pour faire un échange devant G. de Prémery, clerc juré notaire de la cour de Sens, établi par l'official de Sens « una cum « quatuor aliis notariis ad audiendas confessiones, contractus et conven- « tiones, et ad cartas et instrumenta scribenda sigillo curie Senon. sigil- « landa... » (*d*). A la fin de l'acte figurent quatre témoins qui sont probablement les quatre notaires mentionnés plus haut.

(*a*) *Cartulaire général de l'Yonne*, t. II. p. 405.

(*b*) Voyez *Hist. de la commune de Sens*, par M. Quantin, dans le *Bulletin de la Société des Sciences de l'Yonne*, 1857.

(*c*) Archives de l'Yonne. — En 1283, Etienne Dessus-l'Eau et Félix de Gienville sont prévôts à Villeneuve-le-Roi avec deux gardes des sceaux. (Archives Saint-Pierre-le-Vif. — Léchères.) A Sens, en 1290, G. de Dicy est prévôt; en 1319, Itier de Courgenay, prévôt.

(*d*) Archives de l'Yonne, H. 135, Michery.

Un acte de 1262, reçu par Guimond, notaire-juré de la cour de Sens, fait également mention de la présence de quatre autres notaires (607).

Nous ferons remarquer que dès le milieu du XIII[e] siècle les chancelleries laïques affectèrent de se séparer entièrement des traditions des chancelleries ecclésiastiques pour la rédaction des actes. En effet, les premières employèrent toujours le français, tandis que les secondes conservèrent la langue latine, et cela dans la plupart des actes importants, jusqu'au XVI[e] siècle.

Testaments. — Le testament est l'acte solennel par excellence, et les seigneurs dont nous publions les actes de ce genre ne laissent à personne le soin de le rédiger. L'esprit qui anime les testaments est profondément religieux : le mourant y fait aux églises et aux pauvres des legs nombreux pour le rachat de son âme et la fondation de services religieux. Il désigne ordinairement un monastère pour le lieu de sa sépulture. Nous renverrons pour le complément de ce sujet au *Résumé analytique* au mot *Testaments*, et ci-dessus au paragraphe relatif aux *Fondations pieuses*, p. XLVII.

Cautions. — La sûreté des contrats ne pouvait être trop garantie dans un temps où les lois générales n'existaient pas, et où la conservation des actes n'était pas assurée par leur dépôt dans un lieu public. Aussi l'emploi des cautions est-il très répandu dans nos chartes, surtout pour les actes importants. Les affranchissements des habitants des villes et des villages étaient garantis par des actes de cautions donnés par de grands personnages (*a*). Le sire de Noyers, en affranchissant ses bourgeois, leur offre en garantie la caution de quatre de ses parents qui s'engagent à se rendre comme ôtages à Vézelay ou à Auxerre, s'il enfreignait sa charte, et jusqu'à ce qu'il ait réparé ses torts (403). En 1223, Erard de Brienne, ayant vendu à l'archevêque de Sens sa forêt de Rageuse, quatre chevaliers fournissent caution en garantie de cette vente (308); quatre autres chevaliers sont

---

(*a*) Voir les chartes de Tonnerre, Auxerre, etc.

pareillement cautions de la vente du bois Huon, faite au Chapitre de Sens par Henri de Traînel (643). En 1213, quatre marchands de bois, qui avaient acheté pour 1,000 livres parisis la coupe de la forêt de Villeperrot, donnent pour caution 29 personnes à l'abbaye Sainte-Colombe, venderesse (124), etc. (V. le *Résumé analytique* au mot *Caution*).

Il y a encore une autre espèce de caution, qui consiste à répondre de la réalisation d'une promesse d'honneur faite par un tiers (261, 447).

Sceaux. — L'authenticité des actes publics n'avait encore pour garantie, au XIII[e] siècle, que l'apposition du sceau des parties contractantes ou des notaires. Les archives de l'Yonne sont riches dans certains *fonds* de sceaux de ce siècle, et nous en avons fait graver quelques-uns qui donnent une idée de la variété des attributs des personnages qui y sont représentés. (V. *Liste des sceaux*). Nous ne parlerons ici que de l'usage du sceau proprement dit. Cet usage était général : les autorités avaient toutes leur sceau *(a)* et les barons également; les nobles en prennent un nouveau lorsqu'ils sont armés chevaliers (403).

Cependant, dans la première moitié du XIII[e] siècle, il y avait encore un certain nombre de seigneurs qui n'avaient point de sceau et qui le déclarent dans les actes. (V. *Résumé analytique*). Deux chevaliers qui étaient arbitres dans une contestation entre le Chapitre d'Auxerre et Milon d'Arrant et Renaud de Souilly, ne pouvant sceller leur sentence faute de sceaux, prièrent l'évêque d'Auxerre d'y obvier en délivrant lui-même une lettre attestant le caractère de leur déclaration (134).

Les religieux de Saint-Marien d'Auxerre, qui avaient reçu de la comtesse Mathilde, pendant son veuvage, un don de 60 sous de rente, ayant laissé se perdre le sceau de la charte qui contenait cette libéralité, réclamèrent en 1228, au mois de juin, une nouvelle charte de cette dame, alors rema-

---

(a) En 1109, la juridiction archiépiscopale de Sens possédait quatre sceaux d'argent. (G. 262, Archives de l'Yonne).

riée (a). La comtesse, en leur délivrant cette pièce, déclare qu'elle a fait graver un nouveau sceau après son mariage (339).

§ XIV. — Justice ecclésiastique.

Le clergé, en tant que propriétaire de terres seigneuriales, jouissait des mêmes prérogatives que les seigneurs laïques, et ses tribunaux étaient organisés de même en prévôtés et le furent plus tard en bailliages (912, 913, 919); et, pour l'exécution des criminels, le condamné était remis aux seigneurs laïques (167, 912, 913, 919). Des maires, sortes d'agents subalternes, géraient ses propriétés, veillaient au recouvrement des revenus, et avaient même quelques attributions de police. Les mairies, comme tous les revenus, s'amodiaient annuellement.

Mais, en matières ecclésiastiques, l'Eglise avait de bonne heure constitué des tribunaux où l'on appliquait le droit canonique, dont les éléments étaient composés du droit romain fortifié par l'esprit du christianisme. Elle avait par là soustrait à la juridiction féodale beaucoup d'affaires civiles et criminelles en tout ce qui touchait aux questions d'état dans les familles, comme les mariages et les testaments et l'affranchissement des serfs; et aussi les contestations en matière de dîmes, d'offenses contre les personnes des clercs et des prêtres, sur l'interprétation des serments se rattachant à des ventes, des marchés, etc. « C'est ainsi, dit M. Poncelet, que l'Église institua « une justice régulière qui protégea les individus, consolida la famille et « les bonnes mœurs. Elle appliqua le droit romain et les décrétales, mit la « discussion logique à la place des combats singuliers et conserva le dépôt « de la science juridique (b). »

(a) Il y a dans le texte de cette charte un fait positif sur la date du second mariage de Mathilde avec Gui de Forez. Lebeuf (*Mém. hist.*, t. I, p. 157), pense qu'elle ne se remaria probablement qu'au mois de juillet 1228. Il y aurait là une erreur de la part de cet auteur.

(b) Poncelet, *Précis de l'Histoire du Droit civil en France*, p. 52.

Les limites de notre travail ne nous permettent pas de nous étendre sur ce sujet. Les quelques lignes qui précèdent suffiront pour faire comprendre le rôle judiciaire du clergé dans nos chartes.

Jugements et arbitrages par les évêques. — On voit encore, au XIIIe siècle, des sentences prononcées comme au XIIe *(a)* par les archevêques de Sens et les évêques d'Auxerre, sur des procès entre particuliers ou entre particuliers et établissements religieux. Il est à remarquer que ce n'est pas seulement à titre de seigneurs féodaux que ces prélats rendent des jugements, mais souvent à raison de leur qualité ou de leur réputation. A mesure qu'on avance dans le XIIIe siècle, le nombre des arbitrages des évêques diminue et se restreint aux grandes affaires. En 1232, Gautier, archevêque de Sens, est même délégué par le Roi avec le bailli de Sens pour juger une contestation existant entre Itier de Passy et le Chapitre de Sens, au sujet de la haute justice de Véron. Les deux personnages déclarent qu'ils sont *fungentes auctoritate regia* (402).

Les papes continuent aussi à déléguer des juges spéciaux dans des procès importants; surtout entre les ecclésiastiques et les monastères, ou en matière de dîmes (150, 361, 363, 367, 824). Enfin des arbitres laïques et ecclésiastiques, choisis par les parties, rendent des sentences emportant exécution, et avec tous les caractères de jugements, pour le règlement des droits de justice, de partage de serfs, de droits d'usage dans les bois, etc., (91, 134, 402, 428, 523).

Parmi les arbitres renommés par leur science du droit, on cite notamment Arnoul, abbé de Saint-Père d'Auxerre, qui paraît dans les chartes du XIIIe siècle au moins jusqu'en 1226 *(b)* (214, 342, 367).

Officiaux. — Les officiaux sont des juges institués par les évêques et les autres autorités ecclésiastiques pour prononcer, dans les limites de leurs

---

(*a*) Voyez *Cartulaire général de l'Yonne*, t. II, p. 95.

(*b*) Lebeuf, qui parle de cet abbé avec éloges, ne le fait vivre que jusqu'en 1222. (*Mémoires*, t. I, p. 837).

juridictions respectives, sur les contestations entre les clercs, ou entre les clercs et les laïques en matières touchant aux choses d'église par quelque côté. L'origine des officiaux remonte à la fin du XIIe siècle *(a)*. Les évêques les créèrent pour les aider dans les détails si multipliés de leur administration et surtout pour rendre la justice. Ils restreignirent par là peu à peu l'autorité des archidiacres, qui, à l'exception de celui qu'on appelait le grand archidiacre, demeurèrent dans leur condition subalterne.

Voici les officialités dont nous avons constaté l'existence au XIIIe siècle, avec les numéros des chartes les plus anciennes qui en font mention *(b)*.

ÉVÊCHÉ D'AUXERRE.

Auxerre, officialité de l'évêque (432).
— — du doyen du Chapitre cathédral (141).
— — de l'archidiacre (331).

ÉVÊCHÉ D'AUTUN.

Avallon, officialité de l'archidiacre (378).
Autun, officialité de l'archidiacre (352).

ARCHEVÊCHÉ DE SENS.

Sens, officialité de l'archevêque (11) (*c*).
— — de l'archidiacre de Sens (112).
— — de Brienon, dépendant de l'archevêque (397).
— — de Saint-Julien, — (185).

(*a*) Voyez *Cartulaire général*, t. II, n°s 507, 508.

(*b*) Les officiaux scellaient leurs actes des sceaux représentant ordinairement un buste d'évêque ou une tête mitrée.

(*c*) Le tribunal de l'Officialité de Sens avait son siège dans une salle basse de l'édifice appelé aujourd'hui la Salle synodale, et qui est contigu au côté sud de la cathédrale. — En 1406, le scelleur de l'archevêché fit peindre un tableau représentant un Crucifix destiné a être placé dans cette salle, et devant lequel les témoins devaient prêter serment. — Les prisons de l'officialité étaient à côté du tribunal ; on y voit encore des traces du séjour des prisonniers du XIIIe siècle. (Archives de l'Yonne, G. 261).

ÉVÊCHÉ DE LANGRES.

Tonnerre, officialité de l'archidiacre (175).
— — du doyen (517).

On trouve dans notre Recueil un grand nombre d'actes reçus par les officiaux, et principalement par ceux de la cour de l'archevêché de Sens et de l'évêché d'Auxerre. Quelquefois même, dans des affaires d'une haute importance, les officiaux de l'archevêché et de l'archidiaconé de Sens se sont réunis pour recevoir les actes (11, 628, 718, 719). On remarque que les officiaux font fréquemment l'office de notaires et attestent les donations, les ventes, les échanges d'héritages entre les membres du clergé et des laïques.

Il existe aussi des sentences prononcées par les officiaux, et c'est là le principal rôle qu'ils avaient à remplir et où se montre la véritable institution d'un tribunal digne de ce nom. En effet, les parties comparaissent devant l'official et font entendre leurs témoins respectifs, allèguent leurs motifs de défense et produisent leurs titres; après quoi le jour est fixé pour la sentence définitive. Ce jour arrivé, l'official, ayant consulté les prud'hommes, prononce son jugement (77, 91, 123, 180, 293, 357, 365, 373, 564).

Nous avons parlé plusieurs fois d'Arnoul, abbé de Saint-Père d'Auxerre, dont la science dans le droit le faisait souvent choisir pour juge arbitre. On ne lira pas sans intérêt la relation d'un procès en matière civile, auquel il prit part comme assesseur de l'abbé de Saint-Marien.

Hugues Muntenz avait assigné devant l'abbé de Saint-Marien un nommé Teger, au sujet de la propriété d'une maison que celui-ci avait achetée du père d'Hugues. Les parties exposent leurs dires et requièrent jugement; mais deux fois l'affaire est remise, les juges ne pouvant se mettre d'accord ; enfin une troisième audience est indiquée à la veille de l'Exaltation de la Sainte-Croix, dans laquelle l'abbé devait prononcer le jugement sans nouveau délai. Le jour arrivé, l'abbé assemble les prud'hommes au Chapitre de Saint-Etienne, lieu convenu de réunion. Il attendit là une heure et au-delà,

prêt à juger; Teger était présent, mais Hugues faisait défaut et n'avait envoyé personne pour le représenter. Arnoul assistait à l'audience ainsi que bon nombre de chanoines de Saint-Etienne, parmi lesquels on cite Guillaume de Narbonne, Guillaume de Vienne, maître Jacques de Tonnerre, tous connus dans les actes du temps, et des laïques au nombre desquels étaient Colomb et Michel de Saint-Amatre, Garnier, prévôt de Saint-Marien. Renier, avocat d'Hugo dans l'affaire, était également présent et l'attendit en vain. Arnoul dressa enfin le procès-verbal constatant l'état de la cause et le scella de son sceau (77).

Excommunication. — Interdit. — L'Église n'ayant pas de force matérielle à sa disposition pour faire exécuter ses jugements, contraignait les coupables désobéissants par la menace ou par l'effet de l'excommunication, qui privait ceux qui en étaient frappés du droit de participer aux biens spirituels jusqu'à réparation. Nous voyons fréquemment encore au XIII[e] siècle l'excommunication en usage *(a)*. En 1205, les habitants de Vaudeurs, voulant passer induement par un chemin qui traversait les terres des moines de Dilo, l'official de Sens le leur défendit sous peine d'anathème, mais ils n'en tinrent compte et furent en effet excommuniés. Ils persistèrent longtemps encore dans leur rébellion, mais, vaincus enfin par la puissance morale, ils se soumirent au jugement de l'official (34). G. de Lève, chevalier, refusant d'exécuter un jugement de délégués du Saint-Siége, qui le condamnait à payer aux clercs du chœur de la cathédrale de Sens une rente de 60 sous, avait été excommunié. Le coupable fit des démarches pour obtenir d'être relevé de l'excommunication sans exécuter le jugement qui le condamnait. L'affaire s'embrouilla, traîna en longueur par toutes sortes de

---

(*a*) En 1296, la cathédrale d'Auxerre retentit de la formule d'une excommunication solennelle prononcée par M[e] Guillaume de Chailley, chanoine du Chapitre, délégué par des commissaires pontificaux, contre la commune de Laon, qui refusait justice au Chapitre de la même ville. (Communiqué par M. Delisle, d'après le texte de la sentence. Bibl. Nat., titres de Laon, n[os] 102 et 103.)

ruses, tellement que les clercs en appelèrent au pape Innocent III, qui chargea l'archevêque de Sens d'y apporter une solution. Ce prélat fit comparaître les parties devant lui, et, après les avoir entendues, il maintint la sentence d'excommunication (43).

Les actes de violence attiraient sûrement l'excommunication sur la tête des agresseurs. C'était le moyen le plus rapide de les arrêter, et le pape Innocent III y avait souvent recours pour protéger les faibles et les innocents. (V. le *Résumé analytique*, au mot *Excommunication*). En 1211, il autorisa l'évêque d'Autun à lancer les foudres de l'excommunication contre ceux de ses diocésains qui causaient des dommages à l'abbaye de Vézelay, et qu'il appelle fils de Bélial (109). Le maire et les pairs de Sens, qui s'étaient emparés des biens d'un homme défunt de l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif, furent excommuniés par l'official ; mais loin de réparer leurs torts ils commirent de nouveaux actes arbitraires. Alors le pape prescrivit de les frapper d'une nouvelle excommunication (133). Le comte P. de Courtenay, qui avait brûlé l'église de Saint-Adrien de Mailly, et crevé les yeux à un de ses vassaux, fut excommunié (828). L'histoire d'Auxerre est remplie des luttes soutenues par l'évêque Hugues de Noyers contre le comte Pierre de Courtenay, au sujet de leurs juridictions, luttes dans lesquelles l'évêque excommuniait le comte et jetait l'interdit sur ses terres.

Pour rendre plus efficace l'excommunication et atteindre le coupable, la sentence qui le frappait était lue au prône à la messe, le dimanche (342). Le pape Innocent IV défend à l'évêque d'Auxerre et à son official d'exiger de l'argent des hommes de l'abbaye Saint-Germain, excommuniés, pour les relever de l'excommunication (547), et il n'accepte pas les justifications qu'on lui donne à cet égard.

L'interdit, dont les terres du Roi situées dans les diocèses d'Auxerre et d'Orléans avaient été frappées, en 1212, par les évêques de ces siéges, à cause des débats existant entre eux et Philippe-Auguste (849), avait pour effet de faire cesser tout exercice du culte extérieur dans les lieux qui en étaient atteints. La gravité de cette mesure amenait bientôt l'intervention

du pape, qui appréciait alors les dispositions à prendre en conséquence (854) pour obvier aux inconvénients qui en résultaient.

Mais le développement progressif de la puissance du Roi, et l'extension du pouvoir judiciaire de ses baillis, devaient amener bientôt des conflits entre les tribunaux du clergé et les siens. Il y avait trop de points où les matières civiles et ecclésiastiques étaient mêlées, pour qu'il en fût autrement. Il devenait nécessaire d'empêcher les abus que l'usage des armes spirituelles causait quelquefois. Dès l'an 1235, la situation était devenue intolérable, et les barons de France, assemblés à Saint-Denys, s'étaient ligués pour obtenir des restrictions à la juridiction ecclésiastique *(a)*. En 1246, la noblesse poursuivant son projet nomma une commission de quatre hauts barons à l'effet « de pourchacier, requerre et deffendre nos drois et les leurs, en bonne foy, envers le clergié » *(b)*. En 1263, cet état d'antagonisme s'aggrava et fut directement signalé au roi par la bouche de G. de Mello, évêque d'Auxerre, qui, au nom d'une députation d'évêques, lui porta plainte contre ses baillis et ses prévôts, qui refusaient de faire exécuter les excommunications prononcées par le clergé. Il demandait que ces officiers contraignissent les excommuniés, après un an et un jour, à se faire absoudre sous peine de la saisie de leurs biens. Le Roi lui répondit qu'il commanderait volontiers à ses officiers d'obéir, s'il leur était prouvé que l'excommunié à poursuivre eût tort. L'évêque ayant refusé, attendu que c'eût été soumettre la juridiction ecclésiastique à la juridiction civile, le débat en resta là, et l'autorité des justices ecclésiastiques en éprouva un grave échec *(c)* que le temps devait augmenter chaque jour davantage, par les efforts incessants des juges royaux.

(a) Voir Bulle du pape Grégoire IX du 15 février 1236 sur ce sujet, dans Raynaldi, t. XIII, p. 483. — Voir, sur le différend, Tillemont, t. II, p. 251, 256.

(b) Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 423, d'après le Trésor des chartes. J. 198 B.

(c) Joinville, *Hist. de saint Louis.*

§ XV. — Agriculture. — Vignes. — Bois.

L'agriculture tient une large place dans les documents publiés dans notre Recueil ; cependant nous n'y trouvons pas d'éléments différents de ceux que nous avons signalés dans le tome deuxième du *Cartulaire général de l'Yonne*, p. xcvii. Le froment, le seigle, l'orge et l'avoine sont toujours la base des cultures. Le marnage des terres était pratiqué à Véron, en 1231 ; c'était une des conditions d'un bail de terres fait par le Chapitre de Sens (394). Les granges des moines de Pontigny, de Dilo, de Reigny et autres monastères continuent à recevoir les récoltes amassées par les moines convers qui cultivent les terres, et à élever des troupeaux sous la conduite d'un maître berger également religieux convers (363). Les laboureurs laïques sont protégés par Gui, comte de Nevers, et Mathilde, sa femme, qui, par une ordonnance solennelle, font défense à quiconque de les arrêter, de s'emparer de leurs instruments de travail, de leurs bestiaux, ou des bergers et de leurs troupeaux (737). Cette protection était bien nécessaire, dans un temps où la force était souvent mise au service des passions violentes.

Vignes. — La culture de la vigne a été, dès les temps anciens, très répandue dans le bassin de l'Yonne et de ses affluents. Elle ne l'est pas moins au xiii[e] siècle, où elle était encouragée par les seigneurs terriens, qui faisaient bail à rente de terres à des particuliers, à charge d'y planter des vignes (649), ou qui, comme à Chablis, avaient cédé des bois aux habitants pour les défricher et y planter aussi de la vigne (238). On regardait le terme de sept années comme nécessaire à l'élevage d'une vigne (a). Après ce

(a) En 1293, l'abbaye de Reigny donna à bail à des habitants de Joux un territoire divisé par arpents et demi-arpents, à condition d'y planter de la vigne dans les deux ans qui suivraient, moyennant 6 deniers de cens et 3 deniers de garde par arpent. Ils étaient tenus de cultiver ces vignes selon l'usage, savoir : « Taillare, aisselare, fodere, binare et eas uno anno circonfodere et « alio non, et illo anno quo circonfosse non fuerint tenebentur eas rebinare. » Après huit ans les religieux devaient avoir le tiers du produit. (Archives de l'Yonne).

temps, le bailleur partageait la vigne par moitié avec le vigneron (265, 398). Les habitants de Saint-Martin-sur-Oreuse, ayant planté des vignes sur les lieux-dits des Chaumes et de la Vallée-de-Nailly, où l'abbaye Sainte-Colombe percevait droit de terrage, furent condamnés à payer 8 deniers de cens par arpent de vigne et maintenus dans leur propriété (514).

Un trait particulier au temps que nous étudions, c'est que les vignes situées dans les territoires renommés, ou au moins produisant des vins de bonne qualité, étaient fréquemment possédées par des personnes habitant des lieux fort éloignés du pays. Le Roi avait des vignes à Auxerre, et les avait données à bail à rente perpétuelle à un nommé Arrode (906). Les bourgeois de Paris en possédaient également (1035). Saint-Bris est encore, comme au XIIe siècle, renommé pour ses vins. Guillaume, archevêque de Bourges, donne à l'abbaye de Pontigny une vigne à Saint-Bris, et cette abbaye y posséda jusqu'à 36 arpents de vignes, fruit des libéralités de Guillaume de Montpincié et d'autres étrangers (66). En 1273, Simon de Nesle vendit au Chapitre de Paris une pièce de 20 arpents de vignes sise au territoire de Croisselles, entre Chamvres et le Péage (676). Les Lépreux et le prieur de Saint-Aignan de Tonnerre possédaient, sur le territoire de cette ville, un certain nombre d'arpents de vignes (145). En 1200, Renaud d'Avallon constitue 10 sous parisis de rente aux chanoines de Saint-Laurent de Sens, sur ses vignes d'Irancy. (Arch. de l'Yonne, G. 1523). Robert de Courtenay avait à Vermanton un closier, sorte de régisseur de ses vignes, auquel il manda, en 1228, de délivrer annuellement 16 muids de son meilleur vin rouge aux moines de Fontaine-Jean, qui habitaient un pays où le vin était rare (366).

Bois. — Les forêts d'Othe, d'Hervaux, de Rageuse, de Soucy, de Saint-Julien, sont l'objet de diverses transactions. La valeur du fonds et de la superficie est évaluée ainsi qu'il suit :

A Lailly, 50 s. provinois l'arpent à l'arpent royal ;

A Villiers-Bonneux, 4 livres tournois l'arpent royal ;

Dans la forêt de Rageuse, 3 livres tournois l'arpent ;

Dans la forêt d'Othe, 3 livres tournois l'arpent de Champagne (411, 636, 643, 654).

La vente des coupes de bois à des marchands ou à des industriels est l'objet d'actes spéciaux (124, 227), ainsi que l'exploitation des forêts en commun entre le comte de Joigny et l'abbesse de Saint-Julien d'Auxerre (148). Il s'agit, dans un de ces actes, de la forêt d'Othe dont les contractants possédaient une grande partie, et qu'ils faisaient régir par des forestiers.

Les maisons religieuses règlent entre elles leurs droits de pâturage dans les bois pour leurs bestiaux respectifs. La forêt de Rageuse était sillonnée par les troupeaux de bœufs et de chevaux des moines de Vauluisant, des Escharlis, de Pontigny et de Dilo et des Templiers de Coulours, qui avaient des granges aux alentours; mais les porcs en étaient exclus. D'autre part, un accord passé en 1226 nous montre les Templiers de Coulours conduisant jusqu'à 300 porcs, 40 bœufs ou vaches et 300 moutons de leurs maisons de Turny et de Luetel, dans les bois de Saint-Pierre qui appartenaient à l'abbaye de Pontigny (335).

Les seigneurs, intéressés à la prospérité de leurs vassaux, utilisent leurs bois en leur en accordant l'usage ou en les y confirmant. Le Chapitre de Sens, en donnant des droits dans ses bois aux habitants de Soucy, leur impose pour condition de ne pas les arracher ni les vendre, ni d'en emporter la coupe hors de leur village (191). Les habitants de Bussy et de Brion, voisins de la forêt d'Othe, y jouissaient d'usages dans la partie appelée les bois de Saint-Julien (363).

Gui, comte de Nevers, confirma les habitants de Mailly-Château dans les droits d'usage que le comte Pierre leur avait donnés dans la forêt de Frétoy, et qui s'appliquaient au tremble, au charme et à l'érable, et à toute espèce de bois mort. Ils pouvaient aussi couper du bois vif pour bâtir, avec l'autorisation du prévôt (368). En 1279, Béatrix, dame de L'Isle, en affranchissant les hommes de ce lieu, les confirma dans leurs droits d'usage dans la forêt d'Hervaux (702).

En 1201, les habitants des villages voisins de la forêt de Pontigny y

ayant commis des dégâts, furent exclus de l'usage de ces bois placés au-delà de la rivière du Serain, du côté d'Auxerre, par sentence de l'évêque de Paris et de Dreux de Mello, réunis à Venouse (6).

D'autres actes relatent aussi des concessions de droits de pâturage dans les bois pour les bestiaux, accordées par les seigneurs aux habitants de Courgenay, de Percey, de Soucy et de Saint-Martin-sur-Oreuse (125, 321, 353, 540).

§ XVI. — Industrie. — Commerce. — Usines. — Foires et Marchés.

Les corporations des métiers révèlent çà et là leur existence dans notre Recueil. Les « marchands de l'eau » appelés plus tard les voituriers par eau, c'est-à-dire les entrepreneurs de transports par la rivière d'Yonne, et qui avaient le centre de leur industrie à Paris, obtiennent de l'évêque d'Auxerre le moulin de Bassou, afin de faciliter, probablement en le détruisant, la remonte des bateaux que cette usine entravait (280). Les boulangers *(talemetarii)* de Sens traitent avec le grand Hôtel-Dieu de cette ville pour la jouissance de la maison et des étaux où ils vendaient le pain, laquelle maison était située près du palais de l'archevêque et devant l'Hôtel-Dieu même. En 1282, les bouchers de Nailly, village près de Sens, obtiennent un arrêt du Parlement qui les autorise, contre les bouchers de Sens, à vendre chaque jour de la viande dans la nouvelle halle de cette ville (937). Dès l'an 1219, les marchands de graisse avaient à Auxerre un étal; en 1224, les drapiers de Joigny avaient une halle pour la vente de leurs produits, et sur laquelle les moines de Dilo percevaient dix sous de rente (305). A Sens, il y avait la maison où l'on vendait la laine (683). Une industrie importante, celle des verriers, existait dans la forêt d'Othe, en 1219. W., le verrier, et son beau-frère, achetèrent alors de l'abbaye de Saint-Julien d'Auxerre une coupe des bois de Saint-Julien, moyennant 83 livres provinoises (227). En 1236, deux orfèvres d'Auxerre, associés, font un accord entre eux pour partager les produits de leur industrie qu'ils liquident (1008).

Le commerce du vin est déjà, au XIIIe siècle, l'objet de règlements par les seigneurs. Le ban du comte sur le vin, à Tonnerre, est ôté par Pierre de Courtenay, en 1210, pour favoriser les habitants qui prennent à leur charge les rentes imputées sur cet impôt, et règlent eux-mêmes les taxes sur les taverniers (97). Mais, peu d'années après, cet état de choses fut changé et le ban rétabli (320). Eude, comte de Nevers, accorda en outre aux habitants de Tonnerre le droit de nommer des courtiers du commerce de vins (604).

On voit aussi que les moines de Reigny jouissaient du droit d'être exempts de taxes sur leurs vins conduits en Champagne, dans les villes de Troyes, Provins et Bar-sur-Aube. Le comte Thibaud racheta, en 1225, moyennant 25 livres de rente, cette taxe qui diminuait singulièrement ses revenus (324).

Moulins. — *Foulons.* — Les moulins à eau sont l'objet de mesures de police de la part du Roi ou des seigneurs. En 1214, Philippe-Auguste permet au Chapitre de Sens d'établir deux moulins sur les arches du pont de Pont-sur-Yonne, mais à condition de ne jamais entraver la navigation (146). Le comte de Champagne, associé par les moines de Saint-Germain à la jouissance d'un territoire situé entre Flogny et Percey, s'engage à ne pas établir de moulin sur l'Armançon, entre le pont de Flogny et le moulin de Percey, et leur reconnaît le droit d'en construire et de transporter le moulin existant d'une rive à l'autre (316). En 1222, les moines de Reigny avaient, à Arcy-sur-Cure, un moulin à foulon sur lequel le seigneur de ce lieu abandonne tous les droits qu'il prétendait (271).

En 1243, J. de Seignelay accorde aux moines de Saint-Remy de Sens le droit de bâtir un moulin sur l'Armançon, à Cheny, mais à condition de ne pas gêner la navigation (492). Les moulins du Roi, situés au faubourg de Sens, connus dès le XIIe siècle et possédés par les vicomtes de Sens, sont l'objet de nombreuses transactions (721). (G. 1362, Archives de l'Yonne).

Foires et marchés. — Les foires de Champagne sont souvent mentionnées dans notre Recueil. Les comtes de ce pays perçoivent les revenus des foires de Provins, de Bar-sur-Aube et de Troyes, et les donnent en fief par sommes

plus ou moins considérables (376, 377, 380, 482). Blanche, comtesse de Joigny, prend termes aux foires de Provins et de Bar pour payer 300 livres qu'elle devait à Jean de Rougemont et à Colin de Châtillon (290). D'autre part, Pierre de Courtenay, protecteur des foires de l'abbaye Saint-Michel de Tonnerre, livre ses sergents aux officiers de cette maison, pour être punis des violences qu'ils avaient commises dans ces foires (118). Le même comte dota, en 1209, la pauvre église de Villeneuve-Saint-Salve du revenu de la foire qui se tenait en ce lieu, chaque année, à la fête de Saint-Denis (951).

§ XVII. — Monnaies. — Mesures.

Monnaies. — Les monnaies baronales continuent à être en usage au XIII[e] siècle. Le sou, le denier et l'obole sont les monnaies réelles et ayant cours. La livre était monnaie de compte. Les monnaies d'Auxerre et de Tonnerre, dont les coins avaient été donnés en fief, à titre héréditaire, par P. de Courtenay, à Lambert de Bar, sont transmises, sur la demande de ce dernier, et au même titre, à Pierre de Chablis, qui en fit hommage au comte (35). La fabrication de la monnaie d'Auxerre souleva, entre le comte Gui et l'évêque et le clergé de la ville, de grands débats qui furent réglés par Gautier, archevêque de Sens, lequel fixa le poids que la monnaie devait avoir à 16 sols 8 deniers la livre, au titre de 4 deniers d'argent fin, au lieu de 18 sols 6 deniers que le comte y donnait (1001). A Auxerre, le commerce de l'argent était au XIII[e] siècle entre les mains de la corporation des changeurs *(a)*, qui recevaient et échangeaient les diverses monnaies ayant cours dans le pays, et dont les plus répandues étaient celles d'Auxerre, de Nevers et de Provins. Il est aussi fait mention de la monnaie dijonnaise (314). Les monnaies royales sont naturellement reçues partout ; la livre tournois est d'un usage général. (V. *Résumé analytique* au mot *Monnaies.)*

(a) En 1211, Pierre, archevêque de Sens, donne à bail ses tables du change, à des étrangers, moyennant 20 sous de rente pour chacune. (G. 532).

La monnaie parisis, quoique moins répandue, était employée en 1207 et 1212 pour le paiement de la forte somme de 1,000 livres (63, 124).

Le besan, monnaie apportée d'Orient, est mentionné en 1259 *(a)* dans une renonciation à des droits de procuration sur divers prieurés de l'abbaye Saint-Jean par Guillaume, archevêque de Sens, qui se réserva un droit de deux besans sur chaque prieuré, lors de sa visite. Les estimations d'objets mobiliers qui figurent dans l'inventaire de la succession d'Eude, comte de Nevers, mort à Acre en 1266 (627), sont faites alternativement en besans et en livres tournois.

Mesures. — Il existait, au Moyen-Age, pour ainsi dire autant de mesures locales que de villes et de villages ; et, malgré les tentatives faites par les rois, depuis Charlemagne, cet état de choses a persisté jusqu'à la Révolution. Nos chartes font mention surtout de mesures des terres et des grains. Dans les premières on distingue l'arpent royal de 40 toises carrées. Il est usité en Champagne, où existait également un autre arpent moins grand d'un quart que le premier (228, 308, 411, 654). L'ouvrée (562) était une mesure propre aux vignes, en Bourgogne, et contenait de quatre à six ares. On employait également, dans cette province, l'arpent et le journal, mais ces mesures variaient beaucoup, comme nous l'avons dit plus haut. La perche était partout la mesure usuelle *(b)*.

Les mesures des liquides et des grains sont diverses comme celles des terres. Le *modius* des liquides est d'une capacité très variable et qui allait de 20 à 30 setiers. Le setier contenait 8 pintes de capacité également variable. Il y avait à Sens des *queues* de vin de 34 et de 42 setiers. Les grains ont pour mesure de compte : le muids, qui valait 12 setiers ; le setier, 8 bichets ou 4 mines ; la mine, 2 bichets. Le bichet était la première mesure

---

(a) Le besan valait, au XIII[e] siècle, 7 sous parisis ou 8 sous 9 deniers tournois. (*Recueil des Historiens de France*, t. XXII, Compotus Ballivorum Franciæ, anno 1285).

(b) Voyez *Tableaux des poids et mesures légaux et usuels dans le département de l'Yonne*, par M. Quantin, 1839, p. 10, br. in-12.

d'un usage réel ; il se divisait en deux boisseaux, qui se subdivisaient également en quantités plus petites.

§ XVIII. — Viabilité. — Routes. — Rivières.

Le *Résumé analytique* relate en quelques lignes l'existence d'un certain nombre de grands chemins qui desservaient nos pays au XIII[e] siècle. En jetant un coup-d'œil sur cette liste, on y retrouve les vieilles voies romaines dont les vestiges existent même encore aujourd'hui, et que nous avons décrites ailleurs (*a*). Tels sont le chemin de Sens à Bray et à Provins par Gizy (65, 706), appelé aussi le chemin Chevalerot (618); — celui de Sens à Pont (11, 572); — le chemin *ferré* de Fouchères ou l'ancienne voie d'Orléans (615). D'autre part on voit le chemin *ferré* de Toucheboeuf à Vincelles (566, 606), le même que le chemin public d'Auxerre à Bazarne (616); — les chemins de Tonnerre à la Vesvre (144, 441) et à Ravières (354).

D'autres chemins très fréquentés au Moyen-âge, et antérieurement même aux voies romaines, sont ceux d'Avallon à Sacy par Joux (330), et de ce dernier lieu d'un côté à Auxerre et de l'autre à Vézelay (499), etc.

La navigation par les rivières d'Yonne et d'Armançon aidait beaucoup au transport des personnes et des marchandises. Nous voyons souvent des contestations sur l'usage des droits sur la rivière d'Yonne. Philippe-Auguste permet au Chapitre de Sens de construire des moulins sur le pont de Pont-sur-Yonne, mais à condition de ne pas entraver la navigation (146). L'évêque d'Auxerre, ayant rétréci le pertuis de la rivière d'Yonne établi près du pont, à Auxerre, fut condamné par le roi, en 1269, sur la plainte des mariniers, à le rétablir dans son premier état (650). Il y avait sur l'Yonne, au Saulce, un treuil appelé *aindar*, destiné à remorquer les bateaux montants (606). Le pont d'Auxerre a conservé la pile sur laquelle une semblable machine était établie.

(*a*) *Mémoires sur les voies romaines*, par MM. Quantin et Boucheron, Auxerre, 1864, br. in-8°

La rivière d'Armançon continue d'être navigable au XIIIe siècle, et Jean de Seignelay, en permettant aux moines de Saint-Remy de Sens, d'établir un moulin près du pont de Cheny (a), y réserve la voie pour le passage des bateaux (492). Il y avait en 1229, à Accolay, sur la rivière de Cure, un port aux vins appelé le Port du Verger. (G. 1791, arch. de l'Yonne).

Ponts. — Il est fait mention de la construction de plusieurs ponts sur les rivières : sur la Cure, celui de Vermanton, qui fut détruit pendant les guerres civiles de la fin du XVIe siècle (738) ; sur l'Yonne, celui d'Auxerre, pour lequel les bourgeois de Paris, propriétaires de vignes et de terres à Auxerre, furent obligés de contribuer par ordre de saint Louis (1035). Un pieux clerc nommé Thomas, dont nous avons déjà parlé, légua en mourant cinq francs pour chacun des ponts de Lézinnes et de Tonnerre (475), ce qui permet de croire que ces ponts étaient alors en construction, ou bien qu'il y avait une association chargée de leur entretien. Philippe-Auguste parle du pont de Pont-sur-Yonne sur lequel étaient bâtis des moulins, et qui avait été construit vers 1180 (b). Il y avait des ponts à Cheny, sur l'Armançon (492), et à Montréal, sur le Serain (37).

§ XIX. — Archéologie. — Travaux d'art.

Nous n'avons rencontré dans les chartes que de rares mentions relatives à l'archéologie gauloise. Signalons cependant la Pierre-Fitte de Pont-sur-Yonne (337, 486), la pierre située entre Sixte et Gizy, et qui sert de point de repère dans la description d'un finage (384), enfin les pierres de Villemanoche (935). Ces différentes indications présentent d'abord une coïncidence singulière, c'est de caractériser des lieux ou des emplacements très voisins les uns des autres; ensuite elles nous permettent de supposer qu'elles

---

(a) Ce pont existe encore et a tous les caractères d'une construction du XIIe siècle. — Voir dessin de V. Petit, *Annuaire de l'Yonne*, 1853.

(b) *Cartulaire général*, t. II, p. 332.

signalent là des monuments gaulois. Ce qui nous porte à le croire, c'est qu'il a existé, jusqu'en 1858, sur le territoire de Pont-sur-Yonne, un dolmen que nous avons fouillé, et qu'il existe encore à la Cour-Notre-Dame, commune de Michery, un menhir en grès de 3 m. 70 c. de haut, et à Villemanoche une pierre de 9 m. de haut appelée la *Roche branlante (a).*

Les travaux d'art du Moyen-Age ne sont guère mentionnés qu'incidemment. Nous connaissons ceux faits à la cathédrale d'Auxerre, dont l'œuvre fut dotée, en 1220, par E., sacriste (972). Thomas, clerc de Tonnerre, distribue des aumônes à l'œuvre de chacune des églises de Notre-Dame, de Saint-Pierre, de Saint-Aignan et de Saint-Nicolas de Tonnerre ; à celles de Sarrigny, de Tissey, de Soulangis, de Lézinnes, de Mélisey, de Saint-Vinnemer, de Tanlay et de sept autres lieux. Cette coutume de faire des legs à l'œuvre des églises était générale. Le curé recommandait toujours à ses paroissiens de remplir ce devoir, et l'on regardait comme coupable d'ingratitude celui qui agissait autrement. C'était une ressource assurée et abondante, au moyen de laquelle on pourvoyait à la construction ou à la réfection des églises paroissiales, assez pauvres en général.

En 1222, les moines de Reigny construisaient quelque partie de leur monastère, peut-être le beau et vaste réfectoire qui existe encore et qui est de ce temps. Le seigneur d'Arcy-sur-Cure leur assure l'exploitation gratuite des carrières de sa terre, ainsi qu'ils l'avaient eue précédemment de son père (271). En 1279, le Chapitre de Saint-Martin de Chablis, faisant travailler à son église, éprouvait de la part de certains de ses membres de la résistance pour contribuer aux dépenses. Il décida que les nouveaux chanoines ne percevraient rien de leur gros fruits, la première année, mais qu'une moitié de leur revenu serait versé dans la caisse de la fabrique de l'église, et

(a) Voir *Répertoire archéologique de l'Yonne*, p. 190, 191, art. Pont, Michery et Villemanoche.

l'autre moitié dans celle du Chapitre (703). Signalons encore le testament de Jean de Seignelay, dans lequel il prescrit d'employer la somme de 15 livres au moins « pour faire faire son tombeau, sur lequel sera sculpté un chevalier » (647) *(a)*.

(*a*) Les cathédrales de Sens et d'Auxerre étaient jadis remplies de tombeaux de leurs évêques. En 1307, l'archevêque Becquard ordonne qu'il soit exécuté pour lui une tombe *bona et pulchra*, du prix de 600 livres. (Archives de l'Yonne, G. 135). — En 1445, on voyait dans le chœur de la cathédrale de Sens neuf tombes de cuivre. (*Ibid*, G. 1135).

SOMMAIRE DE L'INTRODUCTION

OBSERVATIONS DE L'ÉDITEUR

Dates. — Les dates placées en tête des pièces sont de deux sortes : 1° La date suivie d'une autre date entre [ ], ce qui signifie que la première est celle du texte même, traduite dans la seconde qui est celle du comput actuel, d'après le calendrier de l'*Art de vérifier les dates;* 2° si la date est simple sans [ ], ou suivie d'une date de mois postérieure à Pâques, elle concorde par conséquent avec notre comput; 3o les bulles datées, avec ou sans mention de mois, le sont d'après le comput actuel.

Numérotage des pièces. — On a adopté un numérotage unique pour les pièces et pour les analyses des documents de l'appendice. Cette disposition est répétée dans les tables.

Sommaire. — *Sources.* — Le sommaire placé en tête de chaque pièce est destiné à signaler en quelques mots son objet principal. Toutes les sources sont indiquées. *Orig.*, signifie original.

Tables. — Nous avons dressé trois tables : 1° Celle des chartes appartenant à chaque établissement religieux ou civil; 2° celle des noms d'hommes; 3° celle des noms de lieu. A la suite un *Résumé analytique* met en évidence les principaux faits mentionnés dans les chartes.

Appendice. — On a cru utile de réunir au texte du *Recueil* l'analyse de chartes publiées dans plusieurs ouvrages répandus dans les bibliothèques, et on y a joint l'extrait de quelques parties d'un Inventaire des titres de la maison de Chalon-Auxerre, conservé à la bibliothèque de Besançon.

RECUEIL DE PIÈCES

POUR FAIRE SUITE

AU

CARTULAIRE GÉNÉRAL DE L'YONNE

XIII[e] SIÈCLE.

1 1200.

Donation par Philippe-Auguste, à son chapelain de Sens, de deux muids de froment de rente à prendre sur son grenier de Sens, et de deux muids de vin de son clos dudit lieu.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gracia Francorum rex. Noverint universi pariter et futuri quod nos pietatis intuitu, et ob salutem anime nostre et antecessorum nostrorum, Capellano capelle nostre Senonensis, qui assiduus sit in capella, et singulis diebus ibi celebret divina, sicut alii capellani in aliis capellis nostris, damus duos modios frumenti ad mensuram parisiensem percipiendos ab eo, singulis annis, in granario nostro senon., et duos modios, vini de clauso nostro senon., ad mensuram senon., et viginti solidos parisiensis monete de redditibus nostris, Senonis. Omnia autem ista percipiet predictus capellanus annuatim in festo Omnium-Sanctorum. Quod ut perpetuum robur obtineat, presentem paginam sigilli mei auctoritate et regii Karactere inferius annotato precepimus confirmari.

Actum, Moreto, anno ab incarnatione Domini M° ducentesimo, regni nostri anno vicesimo-secundo. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa: dapifero nullo; signum Guidonis, buticularii; signum Mathei, camerarii; signum Droconis, constabularii.

Data vacante cancellaria. (Mon. royal).

Orig. ;Arch. de l'Yonne Bibl. de Sens, G. 58, 1.

Saint-Louis a confirmé ces donations par une charte donnée à Sens, au mois de mai 1260. Il qualifie sa chapelle sous le vocable de Saint-Pierre, prince des apôtres. Il y ajoute un don de 4 muids de vin de rente et de 4 setiers et une mine de froment. (Ibid., G. 58, n° 2). La dotation était même déjà plus élevée que dans la charte de Philippe-Auguste, car saint Louis dit que le chapelain jouit de 19 setiers et une mine de blé et 2 muids de vin, plus 60 sous *pro Roba* et 20 sous parisis pour le luminaire.

—

2 1200 [1201], JANVIER.

Thibaut, comte de Troyes, déclare qu'il a donné en fief à Jocelin d'Avallon la terre de Gillencourt; en vertu de quoi Jocelin est devenu son homme-lige, sauf l'allégeance due à Girard d'Arcy, au duc de Bourgogne et à Pierre, comte d'Auxerre.

Ego Theobaldus, comes Trecensium palatinus, notum facio tam præsentibus quam futuris quod Jocelino de Avalone, et hæredibus suis, in feodo dedi villam quæ dicitur Gillencort, quæ est de Castellaria Firmitatis-super-Albam ; et quicquid idem Jocelinus acquirere poterit in eadem villa, ipsi et hæredibus suis concessi in augmento feodi illius. Concessi etiam ei quod in nulla villa mea libera retinebo homines qui sint de hoc dono. Idem autem Jocelinus, propter hoc, devenit homo meus ligius, salva tamen legeitate Girardi de Arceio, et domini ducis Burgundiæ; et Petri, comitis de Autissiodoro.

Actum, apud Chouaudam, teste me ipso, anno Incarnationis dominicæ,

millesimo ducentesimo, mense Januario. Datum per manum Galteri, cancellarii mei; nota Milonis.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 11.

—

3 1201.

Charte de Pierre, archevêque de Sens, confirmative des donations faites à sa chapelle du palais par l'archevêque Michel.

P., Dei patientia Senonensis archi-



Sceau de Pierre, archevêque de Sens.



Contre-sceau de Pierre, archevêque de Sens.

episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noveritis quod omnes donationes quas bone memorie Michael, predecessor noster, quondam, Senon. archiepiscopus, fecit canonicis capelle nostre Senon., sicut continentur in autenticis ejusdem archiepiscopi, gratas et ratas habemus, et eas confirmationis nostre robore communimus. Que donationes, ut rate et inconcusse permaneant, presentem kartam fecimus sigilli nostri impressione muniri.

Datum, Senonis, anno Domini millesimo ducentesimo primo.

Original scellé du sceau de l'archevêque, en cire verte, avec un *Agnus Dei* au contre-sceau, légende, *Agne Dei miserere mei*. — Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens, chapelains du palais.

—

4 1201, MAI.

L'archevêque de Sens accorde cinq jours d'indulgences à ceux qui visiteront la maison des lépreux du Popelin, le dimanche avant la Saint-Jean-Baptiste, jour où a été établie en ce lieu une procession solennelle.

Petrus, Dei gracia Senonensis archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Notum facimus quod cum quedam processio instituta sit ad domum leprosorum de Popelin, juxta Senonis sitam, die dominica ante festum Sancti-Johannis-Baptiste, annis singulis sollempniter facienda, et locus ille pia fidelium visitatione indigeat: nos illos qui divino intuitu propter loci reverentiam dicte processioni interfuerint, pia volentes retributione gaudere, eis vere videlicet et penitentibus de Dei misericordia et gloriose Virginis Marie, et beati prothomartyris Stephani et omnium sanctorum meritis confidentes, quinque dies de injunctis sibi penitentiis misericorditer relaxamus. Hanc autem indulgentiam a predicta die dominica usque in crastinum sequentis festi Sancti-Johannis decernimus in perpetuum duraturam.

Datum, Senonis, anno Domini M° CC° primo, mense maio.

Cartulaire du Popelin de Sens, Ms. de l'an 1220 environ, F° 12 V°. — Archives de l'Hôtel-Dieu de Sens.

Par une ordonnance du jeudi avant la fête de Saint-Gervais et Saint-Prothais (Sans mention

d'année), Maître J. de Pont, official de la cour de Sens, recommanda à tous les abbés, prieurs et curés du diocèse, la procession du Popelin, et les invita à en informer leurs paroissiens afin qu'ils pussent y gagner les indulgences accordées par l'archevêque. — Idem, F° 23, V°.

—

5 1201.

Ithier, seigneur de Toucy et de Bazarne, confirme la donation faite à l'abbaye de Rigny par Raynaud, dit Chevrier, de la terre qu'il possédait lieu dit Bruau, en deçà de la Cure, et de la côte boisée qui est au-dessus de l'abbaye. — Anseric et Narjod, ses frères, ont ratifié ce don.

Notum sit omnibus presentibus et futuris quod ego Yterius, dominus de Tociaco et Baiserna, pro anniversario patris mei, et pro animabus omnium antecessorum meorum ut requiem habeant sempiternam, et pro me ipso et matre mea, et fratribus meis, et omnibus amicis meis viventibus quacunque sit, transeamus per bona temporalia ut non admittamur eterna, laudo et concedo, in perpetuum, donum seu elemosinam quam fecit Raynaldus, cognomento Caprarius, fratribus Regniaci, videlicet de terra plana quam habebat ou Bruau citra Choram, et costa nemorosa sita super fluvium Chore, desuper abbatiam Regniaci, cum tota justicia, sicut clauditur hiis terminis : videlicet a petraria Rubea usque ad terram dou Rovre que fuit Ascelini de Castro-Censurii, domini de Meriaco. Concessi eciam ipsis omnes aisencias pascuarum sine dampno segetum et pratorum; quod si forte deprensa fuerint animalia eorum in aliquo manifesto forefacto, reddito tantummodo capitali, liberi erunt et immunes ab omni alia emenda. Et ob hoc habui, de beneficio Regniaci, quinquaginta libras. Hoc eciam laudaverunt fratres mei Ansericus et Narjotus.

Actum, anno incarnati Verbi M° CC° primo.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds de l'abbaye de Reigny, L. XXIX, S.-L. IV.

Ithier de Toucy donna encore, en 1218, au mois de juillet, à l'abbaye de Pontigny, droit de pêche dans sa rivière d'Auxerre pour y établir six nasses à prendre du poisson sur le bord, du côté du cellier des Fourneaux appartenant à l'abbaye. (F. Pontigny, L. V, S.-L. II).

—

6 1201.

Sur les plaintes de l'abbé de Pontigny que les habitants des villages en deçà du Serain du côté d'Auxerre causaient des dommages aux bois du monastère situés audelà de cette rivière, et à la prière de la comtesse de Vermandois, Eudes, évêque de Paris, et Dreux de Mello, réunis à Venouse et ayant fait une enquête convenable, ont fait défense à ces habitants d'exercer aucun usage dans les bois de l'abbaye.

Odo, Dei gracia Parisiensis episcopus, et Droco de Merloto, constabularius Francie, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum dilecti in Christo G. abbas et fratres Pontiniacenses conquesti fuissent quod homines citra aquam de Senein ex parte Autisiodori constituti, ipsis super nemoribus suis que sunt ex altera parte aque ejusdem, injuriosi plurimum existebant, et illustris domina comitissa Veromanduensis ipsius rei inquisitionem nobis et decisionem pariter commisisset; nos, apud Venossam convenientes, hominum qui fuerunt ex utraque parte producti, juramenta recepimus. Ex parte comitisse juraverunt Johannes, vicecomes Laniaci, Evrardus Maallonis, Cristianus, Petrus de Ponte, Guiardus Jocelins, Petrus de Coland, Humbertus Trulled. Ex parte, vero, abbatis et fratrum Pontiniacensium juraverunt Stephanus de Sancta-Porcaria, frater Amauricus, conversus, Ascelinus de Campis, Theobaldus Sesneaus et Radulfus Morellus. Receptis itaque juramentis ipsorum, et testimoniis diligentius intellectis, inspecta etiam carta Willelmi, quondam comitis Nivernensis, que a predictis fratribus fuit nobis exhibita, pronuntiavimus et per rectum diximus quod nullus hominum citra aquam predictam ex parte Autissiodori manentium, nec etiam homines quidam de Venossa qui vocantur Heredes, vel alii, habent usagium in predictis nemoribus eorumdem fratrum, neque in vivo neque in mortuo nemore. In cujus rei testimonium, presentem cartam fieri et sigillorum nostrorum fecimus impressione muniri.

Actum, anno incarnati Verbi M° CC°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, L. LVI.

—

7 1201.

Pierre, seigneur de Ravières, déclare avoir donné à l'église de Molême, pour le salut de son âme et de celle de son père, qui est enterré dans ce monastère, tout ce qu'il possédait à Stigny. Il renonce à toutes les réclamations que son père faisait à l'abbaye de Molême, etc.

Ego Petrus, dominus Raveriarum, notum facio presentibus et futuris quod, pro salute anime mee et anime patris mei, laude et assensu uxoris mee Nicholae, et fratris mei Iocelini, et sororum mearum Helisabeth et Agnetis, dedi ecclesie Molismensi, in qua sepultus est pater meus, quicquid apud Sestiniacum, quocunque modo possidebam, acquitans etiam omnes querelas quas pater meus adversus ecclesiam sepedictam habebat, exceptis gageriis Lamberti Joduini, et excepto quod acquiram de omnibus que in posse meo possident Molismenses. Auxilium et consilium meum promitto, et in manu sacriste hec suprascripta redduntur. Testes sunt: Jocelinus de Avalon; Bartholomeus de Polesi; Helya de Birre.

Actum hoc, anno Verbi incarnati M° CC° I°.

Cartulaire de Molême, Ms du XIII[e] siècle; t. II, F° 53 R°; Archives de la Côte-d'Or.

—

8 1201.

Ponce de Mont-Saint-Jean déclare que pour effacer les nombreux et graves dommages que ses ancêtres et lui-même avaient causés à l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre, il a renoncé à tous les droits qu'il prétendait sur la garde et l'*hébergeage* de Diges. En reconnaissance, l'abbé Raoul lui a fait don de tous les droits de l'abbaye à *Marreis*, et de 250 livres de Provins et 40 marcs d'argent.

In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Poncius, filius domini Hugonis de Monte-Sancti-Johannis, notum facio omnibus, ad quoscumque littere presentes pervenerint, me, Beato-Germano Autisiodorensi et fratribus in ejus monasterio Deo servientibus, ob innumerabilia et gravia dampna que antecessores mei et ego eidem ecclesie et membris ejus intuleramus, guerpivisse, concessisse et in elemosinam dedisse quicquid reclamabam, vel de jure habebam in salvamento et herbergagio de Digia et de potestate ejus. Ob recompensacionem hujus beneficii, dedit michi eadem ecclesia, per manum Radulfi, abbatis, mihi et heredibus meis quicquid juris habebant in villa de Marreis et in appendiis ejus ducentas quinquaginta libras pruvinenses et quadraginta marchas argenti. Hec omnia ego et dominus Willelmus, frater meus, laudavimus et juravimus bona fide nos observaturos; et uxor mea, nomine Heluis, dominaque Bureta, uxor domini Willelmi, fratris mei, et secundum posse nostrum legitimam garantiam nos et heredes nostri prefate ecclesie portavimus, si quis in his contra ecclesiam predictam aliquid reclamaverit. Quod ut ratum et firmum permaneat, huic carte sigillum meum apponi feci.

Actum, Autissiodori, in capitulo Sancti-Germani, anno incarnati Verbi M° CC° I°.

Cartulaire de l'abbaye Saint-Germain, XIII[e] siècle, F° 57 R°, n° 13; Bibliothèque d'Auxerre, Ms. n° 140.

Par une autre charte, donnée à Auxerre, au Chapitre de Saint-Germain, en 1201, au mois de novembre, Guillaume, Seigneur de Mont-Saint-Jean, atteste que son frère Pierre avait renoncé entre ses mains à tout droit de sauvegarde sur la terre de Diges. (Ibid., n° 45).

—

9 1201 [1202], JANVIER.

Lettre de Pierre, archevêque de Sens, pour l'exécution du décret du pape Innocent III sur la légitimation des enfants du roi Philippe-Auguste et d'Agnès de Méranie.

Petrus, Dei gracia Senonensis archiepiscopus, omnibus ad quos littere presentes pervenerint, tam clericis quam laicis, in perpetuum. Noverit universitas vestra quod nos vidimus auctenticum sanctissimi patris nostri Innocentii pape, in quo continetur quod ipse filium et filiam excellentissimi domini nostri, Philippi, regis Francorum, quos ipse susceperat de Agnete, filia nobilis ducis Meranie, legitimationis titulo decoravit, ut nullus ex natalibus eis defectus obsistat. Nos, vero, tanquam sacrosancte Romane ecclesie devoti filii, mandatum apostolicum humiliter suscipientes, eosque legitimos habentes, auctoritate apostolica, cujus in hac re mandatum suscepimus, excommunicavimus et anathematizavimus et a liminibus sancte matris ecclesie sequestravimus omnes illos qui aliquo modo huic sanctioni

apostolice attemptaverint contra ire, vel in aliquo derogare.

Actum, Senonis, publice, anno Gratie M° CC° primo, mense januario.

Trés. des Ch J. 362, légitimations n° 2, Original scellé, publié t. I des Lay. du Trés., p. 231.

—

10 1202.

Hugues, seigneur de Crux, ratifie le don fait par sa mère Agnès à l'abbaye de Saint-Marien, d'une terre située dans le terrage de Philippe de Cheny, chevalier, et de l'abbaye de Saint-Germain, etc.

Ego Hugo, dominus de Crus, tam futuris quam presentibus notum facio quod Agnes, mea venerabilis mater, moriens, dimisit, ob remedium anime sue, ecclesie et fratribus Sancti-Mariani terram quandam sitam in terragio Philippi, militis de Cheni et Sancti-Germani Autissiodorensis. Quam terram ipsa dudum emerat ab uxore Thome de Cheni, quondam hominis sui. Quittavit etiam predicte ecclesie vel fratribus quicquid juris habebat in quadam terra quam ipsi fratres emerant a Stephano, cognomento Comite. Igitur, ob amore Dei et venerabilis matris mee, ego concessi atque laudavi et hoc ipsum sigilli mei appositione firmavi, anno incarnationis Domini M° CC° II°.

Original, scellé du sceau de Hugues de Crux, représentant un écusson pointu, chargé de vaires. — Archives de l'Yonne, Fonds Saint Marien, L. XXVI.

La même année 1202, Manassès, archidiacre de Sens, attesta que sa sœur Agnès, dame de Crux, donna, par son testament fait devant lui, les terres mentionnées dans l'acte ci-dessus. (Ibidem).

—

11 1202.

Vente par Jean Gossart et son gendre, à l'abbesse de la Pommeraie, de terres et de prés sis entre Gisy et la *via strata*. — Conditions légales de la vente. — Cautions.

Magister Jobertus, Domini archiepiscopi et Fulco, domini archidiaconi Senonensis officiales, omnibus qui has litteras viderint in Domino salutem. Noverint universi quod constituti in presencia nostra Johannes Gossart et Guido, gener ejus, coram nobis vendiderunt abatisse de Pomerio terras et prata que habebant inter villam de Gisi et viam stratam que est inter Senonas et Pontes, pro triginta libris par.; et has terras et prata quitaverunt et venditionem laudaverunt uxores ejus Petronilla et Elisabeth, et filius dicti Johannis Robinus, et sorores ejusdem R., Luca et maritus ejus Renerius Piogier, et Odelina et maritus ejus Girardus de Pluvent. Et dederunt plegios de garantia ad consuetudinem senonensem portanda, Guido pro se Robinum, sororium suum, et dictum Johannem Gossart, idem Johannes Robinum, filium suum. Fidejussit etiam idem R., pro patre suo, quod pater venditionem istam laudari faciet et quitari usque ad Pascha a Garino, filio suo, clerico, vel reddet pecuniam de vendicione receptam et dampna que pro emptione recepit et expensas modestas quas fecerit pro eadem. Quod ut ratum permaneat, presens scriptum sigillorum curie domini archiepiscopi et domini archidiaconi Senon. fecimus munimine roborari.

Actum, anno Domini M° CC° secundo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Notre-Dame de Sens, L. IV.

—

12 1202, AVRIL.

L'archevêque Pierre rapporte comment Hugues fils de Daimbert le Boucher, citoyen de Sens, et Brima, sa femme, lui ont remis entre les mains, pour l'usage des lépreux du Popelin, toute la dîme qu'ils possédaient à Sergines, et comment il en a mis en possession Barthelemi, maître de ladite maison du Popelin, etc.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus. Omnibus tam futuris quam presentibus ad quos littere presentes pervenerint, eternam in Domino salutem. Notum facimus quod Hugo, filius Daimberti Carnificis, et Brima, uxor sua, cives Senon., totam decimam quam habebant apud Sergines, que movebat ex parte mulieris supradicte, ad opus domus leprosorum de Popelin, in manu nostra libere resignarunt; et nos ad peticionem ipsorum, cui gratum et facilem in hac parte prebuimus assensum., fratrem B.[artholomeum], magistrum domus predicte de Popelin, nomine ejusdem domus, de decima investivimus memorata. Hoc concessit et laudavit Petrus de Sergines, miles,

de cujus feodo erat decima illa, et fide data in manu nostra se plegium constituit coram nobis de recta garandia portanda. Theo, etiam, prepositus, et Hugo, maior Sancte-Columbe, fide similiter interposita, in manu nostra promiserunt se eidem domui de dicta decima rectam garandiam portaturos. Si domus ejusdem fratres super hoc contingeret ipsis viventibus ab aliquo molestari, similiter et Salo prefati Hugonis Carnificis frater, in presentia nostra fide interposita, dicte domui super hoc eodem se rectam garandiam portaturum promisit. In cujus rei testimonium posteris relinquendum presens scriptum sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, Senonis, in domo nostra, anno Incarnationis dominice Mº CCº secundo, mense aprili.

Cartul. du Popelin de Sens, Ms. de l'an 1220 environ, Fº XIV Rº; Archives de l'Hôtel-Dieu de Sens.

—

13 1202, AVRIL.

L'abbé de Saint-Remy règle le compte qu'il avait avec la comtesse de Troyes au sujet de ses Juifs, en lui donnant pour neuf ans la jouissance des revenus du monastère à Vaudeurs et à Vinneuf.

Ego Blancha, comitissa Trecensis palatina, notum facio omnibus ad quos littere iste pervenerint, quod vir venerabilis et amicus meus Fulco, abbas, et conventus Sancti-Remigii Senon., de rebus quod mihi pro Judeis meis debebant finem meam fecerunt talem in hunc modum quod omnes redditus quos aput (*sic*) Vallem-Hedere et aput Vicum-Novum habent posuerunt in manu mea, tali modo quod usque ad novem annos tenebo et habebo eos, et singulis annis in festo Sancti-Remigii habebo de debito meo centum et quinquaginta libras, si quid amplius est, monachorum erit; quod autem deficeret, perfici mihi debet. Et hec conventiones teneri mihi debent usque ad novem annos completos; ultimo autem anno videlicet nono, debeo habere ducentas libras que sunt de ultima paga.

Actum, Senonis, anno Domini Mº CCº secundo, mense aprili. Datum per manum Galteri cancellarii mei. Ita Johannis.

Orig.; Archives de l'Yonne, Fonds Saint-Remy de Sens, Mission de Versailles; pièces générales.

—

14 1202.

Garnier, évêque de Troyes, reconnaît qu'il n'a aucun droit sur les terres de l'église de Sens sises à Thorigny, qu'il tenait à vie du Chapitre. Et comme il aime cette église, de laquelle il est sorti pour monter sur le siège épiscopal de Troyes, il lui donne la moitié d'un muid de grains de rente à prendre sur la dîme de Thorigny. Gui, son neveu, seigneur de Thorigny, approuve ce don.

Garnerius, Dei gracia Trecensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in omnium Salvatore. Noverit universitas vestra quod in terris ecclesie Senon. quas dudum tenuimus apud Thoriniacum constitutis, nichil habemus preter solum mutuum, et nobis ad vitam nostram tantum a predicte ecclesie Beati-Stephani capitulo sunt concesse, nec aliquis successorum nostrorum episcoporum Trecensium in ipsis terris aliquid poterit reclamare; sed post decessum nostrum ad predictam ecclesiam libere revertentur. Preterea, quia eadem ecclesiam caram habemus, utpote qui ab ea fuimus ad Trecensem cathedram evocati, ipsi ecclesie dedimus dimidium modium bladi annuatim habendum in decima Thoriniaci, videlicet duos sextarios siliginis et quatuor tremesii ad mensuram ejusdem ville, ad anniversarium nostrum in eadem ecclesia perpetuo faciendum; et huic donationi consensum prebuit karissimus nepos noster, Guido, miles, ad quem ejusdem ville dominium pertinebat.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo secundo.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds du chapitre de Sens. — Thorigny.

—

15 1202.

Milon de Pougy, seigneur de Saint-Valérien, rapporte comment a été terminée la contestation élevée entre ses hommes de Fouchères et l'abbaye de Saint-Jean de Sens, au sujet du territoire de Villebras. Ces hommes continueront à cultiver à l'avenir les terres de Villebras, à condition de payer à l'abbé 2 deniers et une obole parisis de rente par arpent, le droit de terrage, etc.

Ego Milo de Pugiaco, dominus Sancti-Valeriani, omnibus ad quos presentes

littere pervenerint, salutem. Notum facio tam futuris quam presentibus, quod quedam controversia que diu inter ecclesiam Beati-Johannis et quosdam meos homines de Fulcheris versata est super quodam territorio de Vilebroix, quod ad jus predicte ecclesie pertinet, tandem in hunc modum pacificata est: quod predicti homines et eorum heredes, terram illam, quam tunc temporis coluerant, quamdiu voluerint colent, nec amplius, nisi voluntate abbatis illius ecclesie colere licebit; hac eciam conditione, quod jam dicto abbati plenariam justiciam et dominacionem in vendicionibus et laudacionibus et aliis modis de terra illa persolvent, et de singulis arpentis terre illius, ad festum Sancti-Remigii, duos denarios et obolum parisienses mansionariis, singulis annis reddent. Tempore, vero, messis, cum nuncius ecclesie gerbas numeraverit, antequam gerbas homines illi moveant, terragium ducent vel duci facient. Abbas, etiam ad terragium ducendum usque ad Vilebroix garantiam feret hominibus illis a campo usque ad Vilebroix, et in reditu de Vilebroix usque ad campum. Hoc laudavit Isabiaux, uxor mea. Quod ut ratum sit, sigilli mei attestacione firmavi.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo secundo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Jean de Sens. — Voisines.

—

16 1202.

Guillaume, comte de Joigny, atteste la donation faite aux religieux de Dilo par Rainaud Jadres, de ses droits dans la forêt de Vaux moyennant 9 liv. provinoises. Agnès, femme de Rainaud, ratifia cet acte et reçut un porc en présent.

Ego Guillelmus, comes Joviniaci, notum facio presentibus et futuris quod Rainaudus Jadres, miles, in presentia mea constitutus vendidit fratribus Deiloci, et quitavit in perpetuum, quicquid habebat in territorio foreste que Vallis dicitur, pro novem libris pruviniensibus quas ei fratres prenominati dederunt. Laudavit hoc Agnes, uxor ejus, que suem habuit pro sua laudatione. Laudaverunt etiam Johannes, pater, et Emerilla, mater ejusdem. Rainaudi, Ferricus et Matheus, fratres et Aaladis, soror ejusdem R... Laudavit hoc Guido Malis, de cujus feodo erat. Quod ut ratum, firmumque permaneat, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, apud Joviniacum, anno Verbi incarnati M° ducentesimo secundo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Dilo, L. I.

En 1180, le comte de Joigny avait vendu à Hermengarde, veuve de Regnaud Mailli, la forêt de Vaux qu'il avait achetée de Jean Jadrei. — Témoins : Joduin, vicomte de Joigny et autres. (Fonds Dilo, ibid.)

En 1211, Guillaume, comte de Joigny, attesta une donation faite à Dilo par Bovo Malli de Sens à Paroy. Gui, fils de Bovo, Gui Mailli seigneur du fief, Etienne, Hugues frères de ce dernier, et Petronille, leur sœur, ratifièrent ce don. (Ibidem.)

—

17 1202.

Ansaut de Trainel confirme la donation faite par sa mère Ermensende à l'église de Cudot d'un muid de grain de rente, à la mesure de Foissy, à prendre sur le terrage de Clérimois.

Ego Ansellus, Trianguli dominus, notum facio futuris et presentibus quod Ermensendis, mater mea, illustris domina, pro remedio anime sue et Anselli, patris mei, bone memorie viri, et antecessorum meorum, ecclesie Beate-Marie de Cudoto, unum modium bladi, ad mensuram de Fussiaco, videlicet III sextarios siliginis, sex sextarios ordei, in elemosinam dedit, et hanc elemosinam in terragio de Clarimei singulis annis percipiendam assignavit. Ego, vero, Ansellus, predicte domine filius, donum istud ab ea pie et rationabiliter factum laudo et concedo dicte ecclesie, pacifice perpetuo possidendum. Quod ut ratum permaneat et stabile, sigilli mei feci munimine roborari anno ab incarnatione Domini M° CC° II°.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Bibl. de Sens, Fonds de l'abbaye Saint-Jean de Sens, Prieuré de Cudot.

—

18 1202 [1203], 4 FÉVRIER.

Le pape Innocent III confirme le don fait à l'abbaye de Quincy par les comtes de Nevers

de deux charretées de bois à quatre chevaux, à prendre dans les bois de Cruzy, et le don d'une maison à Troyes et d'un moulin à Argentenay, fait par la dame de Nesle.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui Quinciacensibus Cisterciensis ordinis, salutem et apostolicam benedictionem, etc. Eaprópter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, usum duarum quadrigarum equis quatuor trahendarum in nemoribus de Crusiaco a bone memorie comitibus Nivernensibus domui vestre, intuitu pietatis, concessum; domum quoque de Trecis et molendinum de Argentunaco, cum pertinentiis suis, a nobili muliere domina Neellarum vobis collata, sicut ea juste ac sine controversia possidetis, vobis et per vos successoribus vestris auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostre confirmationis paginam infringere, etc.

Datum, Anagnie, II nonas februarii, pontificatus nostri anno quarto.

Collatio fit: Signé C. MACEUS et BIGUERNE.

Cartulaire de Quincy; Ms. XVIe siècle. F° I R°, Bibl. de Tonnerre.

—

19 1203.

Charte de Pierre, archevêque de Sens, relatant un don fait par dame Hodierne à l'abbaye de la Pommeraye. — Autre don fait par Erlebaud de Villenaux.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus Christi fidelibus, tam futuris quam presentibus, in Domino salutem. Notum facimus quod Hodierna de Babil, ecclesie de Pomereia, que quandam ipsius filiam in sanctimonialem recepit, dedit unam culturam terre arabilis et septem minellos ordei, et viginti duos denarios censuales, quatuor panes et quatuor gallinas, in crastino Nativitatis dominice annuatim reddenda. Hoc concesserunt et laudaverunt Ansellus, Gilo, Hugo, Bartholomeus et Stephanus, filii, Helisendis et Margareta, filie sue. Hoc et laudavit Erlebaudus de Velenessa, de cujus feodo movebant predicta. In cujus doni testimonium presens scriptum sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Incarnationis dominice M° CC° tercio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Notre-Dame de Sens, L II.

En 1203 au mois d'avril, Erlebaud de Villenaux, chevalier, donna à l'abbaye de la Pommeraye tout son bois de la Petite Bruyère moyennant un cens de 3 oboles à payer à Geoffroy du Plessis, chevalier, duquel relevait ladite forêt. Il donna en outre une terre située à Corniliacum, près la maison des religieuses à Charcy. (Ibid).

—

20 1203.

Echange entre Daimbert, sire de Seignelay, et l'abbaye Saint-Marien, de pièces de terre sises au-dessous du pont de Beaumont, pour d'autres situées près des Moulins neufs.

Ego Daimbertus, dominus castri Selleniaci, tam futuris quam presentibus



Sceau de Daimbert de Seignelay.

notum facio excambiasse me fratribus Sancti-Mariani duas partes terre sitas subtus pontem Belli-montis, integre, ab eis, sicut a me possesse fuerant, possidendas, pro duabus aliis quas ad molendina nova ipsi possidebant. De quibus sane terris nullam consuetudinem ipsi fratres mihi vel alii solvere tenebuntur, laudantibus et concedentibus hoc leprosis de Selleniaco, quo-

rum erat decima earundem terrarum; pro qua in terris illis decimam habebunt, quas predictis fratribus nobis pro excambio tradiderunt. Dedi etiam predicte ecclesie, vel fratribus, in elemosinam, arpentum terre subtus nemus de Siau, inter terram eorum que fuit domine de Crus et novalia itidem eorum, libere et absque omni consuetudine possidendum. Hec omnia laudaverunt Margareta, uxor mea, et Stephanus, filius meus. Et de his vel nos, vel heredes nostri, perpetuo garantiam predicte feremus ecclesie.

Actum, anno incarnationis Domini M° CC° III°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Marien. — Bassou.

—

21 1203, Juillet.

Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre, déclare avoir fait remise à l'abbaye de Moutier-la-Celle, à l'église Saint-Pierre de Saintes-Vertus et aux habitants de ce village du droit de gîte et des anciennes coutumes qu'il avait en ce lieu. Il règle les redevances qui lui seront payées ainsi qu'au prieur par les habitants. Il réduit les amendes et les partage avec le prieur; elles seront appliquées par quatre prud'hommes qui jugeront de la gravité des délits. Tout ce qu'il possède à Saintes-Vertus dépend de l'abbaye, etc.

Ego Petrus, comes Altisiodori et Tornodori, notum facimus universis presentibus pariter et futuris, quod quitavi abbati et monachis monasterii Cellensis et ecclesiæ Sancti-Petri de Sanctis-Virtutibus et hominibus ejusdem villæ, gistum meum et omnes antiquas consuetudines quas in eadem villa, tam ego quam famuli mei, quoquo modo, habebamus, tali quondam pacto: quod in prædicta villa ego et prior ejusdem villæ habebimus annuatim, in crastino Omnium - Sanctorum, de unoquoque foco villæ predictæ duos bichetos avenæ; de quolibet vero pecore trahente aratrum, duos solidos monetæ ejusdem patriæ; similiter erit de pecoribus forinsecorum hominum terram Sancti-Petri colentibus. Si forte eadem pecora in prædicta villa decubabunt vel levabunt, de quolibet etiam homine manibus suis terram colente, XII denarios. Si vero aliquis de prædicta villa, vel de colentibus terram ipsius villæ istas consuetudines tenere non vellet, prior dictæ villæ et ego terram eorum, quæ de Sancto-Petro movet, in manu nostra caperemus. Maior prioris immunis erit et liber ab ista et omni alia consuetudine. Forisfacta sexaginta solidorum venient ad quinque solidos; quæ vero quinque solidorum erant, venient ad duodecim denarios. Prior vero, poterit vendere boscum suum vel cuicumque dare voluerit, quasi suum proprium, ita tamen quod ego ex nullo modo contraïre potero, nec contradicere debebo. Forisfacta tamen tam boschorum quam planorum ego et prior dictæ villæ inter nos æqua lance parciemus. Istorum omnium, prestito juramento, judices erunt quatuor probi homines, electi a communitate villæ totius; qui etiam singulis annis, si mutandi fuerint, vel aliquis eorum, per me et per priorem mutabuntur. Pecora quæ in pratis vel bladis, seul aliis quibuslibet forisfactis capta fuerint, et forisfactum notum fuerit, si equus fuerit vel bos aut vaca (*sic*), seu porcus, singula reddent quinque denarios, ovis vero unum. Si vero noctu, vel ad factam custodiam prædicta pecora in forisfactum fuerint inventa, ad judicium quatuor predictorum et ad consilium vel laudem prioris emendabuntur. Ego in erbergio prioris vel in ambitu domorum suarum, ubicumque fuerint, seu in famulis domus suæ, nullam omnino justitiam habebo. Quotiescumque enim quatuor prefati judices constituentur, unus ex famulis meis cum priore intererit, qui eorum juramenta accipiet quod jus prioris et meum legitime custodiet in dicta villa. Nullam partem pro qualibet re habebo, nec habere debebo vadiorum, sive hominum captionem nec submonitionem, nisi per priorem. Quicquid in predicta villa habebo, ex dono et permissione monasterii Cellensis, me habere cognosco. Murdra, furtum, et raptum per abbatem Cellensem et per me, vel per nostrum mandatum, judicabuntur; quod si ego et abbas non potuerimus interesse, per priorem et per mandatum meum judicabuntur. Dictæ villæ justiciam et forisfactum ego et prior inter nos parciemus. Homines dictæ villæ debent michi decem libras, in festo Sancti-Remigii, annuatim persolvendas, per quas tota villa erga me remanet quitta a prandiis quæ in ea famuli mei habere solebant; quæ decem libræ meæ sunt propriæ. Excasuræ hominum meorum meæ erunt. Excasuræ hominum Sancti-Petri prioris sunt propriæ. Terragium, decimæ, molendina, furni, aquæ, census, et omnes

dictæ villæ redditus, quoquo modo in posterum provenierint, hæc omnia scilicet prioris sunt propria, quitta et libera illi soli. Redditus per medium partiuntur qui in crastino Omnium-Sanctorum redduntur, videlicet duo bicheta avenæ qui pro quolibet, loco villæ redduntur, et duo solidos pro pecore trahente aratrum redditi, et alii duo solidi pro pecore forinseci homines, et duodecim denarii pro homine terram manibus suis colente, sicut superius dictum est. Similiter, forisfacta per medium dividuntur. Hoc etiam cunctis notum facio quod nec ego, nec quilibet alius in dicta villa molendinum, vel furnum, sive pressorium constituere potuerit, nisi voluntate et assensu monachorum cellensium. Si contingeret quod prefatam villam in alterius manum mitterem, omnes prelibatæ consuetudines observarentur, nec aliter possem de villa donum vel commutationem facere. Ut autem hoc in posterum ratum habeatur et immotum, ego et Yolendis, comitissa, uxor mea, presentem cartulam sigillorum nostrorum munimine roboravimus. Rogavimus etiam dominum et amicum nostrum venerabilem episcopum Lingonensem, ut ad hujus rei confirmationem sigillum suum huic cartæ apponeret, sub tali conditione quod si ego Petrus, comes, a prædictis conventionibus in aliquo resilirem, totam terram meam anathemati supponeret, donec istud secundum carte meæ tenorem emendaretur.

Actum anno incarnati Verbi MCCIII, mense Julio.

Bibl. nationale, Collection Duchesne, vol. 20, F° 303. Cartulaire de Moutier-la-Celle-les-Troyes, F°° 7 et 8.

—

22 1203.

Abandon par Eudes de Saint-Pregts, chevalier, à l'abbaye de La Pommeraie de son droit d'usage dans le bois appelé Bois-Royal, pour fonder l'anniversaire de son frère Gui, le sien et celui d'Agnès, sa femme.

Petrus, Dei gratia Senonensis archiepiscopus, omnibus ad quos littere presentes pervenerint, in Domino salutem. Notum fieri volumus universis quod Odo de Sancto-Prejecto, miles, in nostra presentia constitutus, pro quadraginta libris pruviniensibus quitavit in perpetuum ecclesie de Pomeria usuarium quod habebat in bosco ejusdem ecclesie apud Boscum-Regale, et pro anniversario G., fratris sui, tunc defuncti et suo, et Agnetis, uxoris sue, in perpetuum ibidem faciendo. Quitavit eidem ecclesie unum sextarium frumenti qui ei annuatim ab eadem ecclesia debebatur, et hec premissa a nullo tenuerat dictus Odo, nisi ab ecclesia memorata, sicut ipse asseruit coram nobis. Ne autem super premissis alicujus malignitate eadem ecclesia indebite vexaretur, idem Odo portanda super hoc eidem ecclesie garandia fidem corporaliter prestitit in presentia nostra. Hilduinum, etiam, de Basochiis, et Erlebaudum de Velnessa, milites, de hoc ipso fidejussores constituit, hoc modo quod si opus fuerit, infra octo dies postquam fuerint ab abbatissa submoniti, ei apud Braium captionem tenebunt, donec ecclesia in pace teneat que superius sunt notata. Hoc laudavit Agnes, uxor dicti Odonis, Gilo et Gaufridus, filii ; Emelina et Eustachia filie, et Garnerus de Villari-Boneus, gener ejusdem Odonis. Ut autem premissa rata maneant et firma, presentem paginam scribi fecimus et sigilli nostri caractere consignari.

Actum, anno Verbi incarnati M° CC° III°.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Notre-Dame de Sens, L. x.

En 1202, au mois de février [1203], l'archevêque de Sens atteste qu'Eudes, curé de Gissy, fit don aux religieuses de La Pommeraie d'une vigne située au territoire des Plantes de la Pommeraie, laquelle vigne Eudes avait plantée et élevée. Acte passé à Nailly, dans la chapelle de l'archevêque. (Bibl. de Sens, Fonds de La Pommeraie.)

—

23 1203, MAI.

Foulque de Miry et sa femme donnent à l'abbaye Saint-Remy de Sens un droit de commendite qu'ils avaient sur les hommes du monastère qui habitent à Vinneuf.

Magister Philippus, curie Senonensis officialis, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod Fulco de Miriaco, miles, et Felitas (*sic*) uxor ejus, in presentia nostra constituti, quitaverunt et in perpetuam elemosinam donaverunt ecclesie Sancti-Remigii Senonensis quandam commendisiam quam dicebant se habere super homines ejusdem ecclesie de Vice-Novo, fide prestita promittendo quod per se vel per alios nul-

lam in posterum super hoc questionem aliquid reclamabunt.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo tercio-decimo, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Rémy de Sens, Mission de Versailles. — Vinneuf.

—

24 1203, Mai.

Erard, chevalier, sire de Venisy, ratifie la donation faite à l'abbaye de Pontigny par sa mère A., qui y a élu sa sépulture. Cette donation consiste en dîmes à Saint-Florentin, dans des climats désignés.

Ego Erardus, miles, filius Andree de Venesia, notum facio omnibus, presentes litteras inspecturis, quod ego, jam miles, amore Dei et interventu A. matris mee, concessi et laudavi elemosinas quas ipsa fecerat domui Pontiniacensi, in qua et locum sepulture sibi elegerat, videlicet quicquid habebat in decima apud Sanctum-Florentinum, et ut via qua antiquitus solebat ire inter bergeriam et clausulum juxta molendinum eat per extra muros de Chally, et ut Campum de Jaorges quem post decessum patris mei essartaverant fratres pontiniacenses, in pace possideant. Que ut rata permaneant ad perpetuam pacem domus Pontiniacensis, hanc cartam sigilli mei munimine feci roborari, acceptis a domino Johanne, abbate, LX libris Provin. monete.

Actum, anno Gratie M° CC° III°, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, L. XXII.

En 1211, Gaucher de Joigny, Alix, dame de Venisy, sa femme (en secondes noces), et Erard de Brienne, fils de cette dame, traitent avec Jean, abbé de Pontigny, au sujet de la forêt de Saint-Etienne; et en 1213, Erard, seul, donne à l'abbaye deux muids de grains, avoine et froment de rente, pour le repos des âmes de son pere et de sa mère.
(Ibidem, L. XXII, S.-L. II.)

—

25 1203, juillet.

Pierre, archevêque de Sens, rapporte comment Piere de Ternantes a remis entre ses mains, pour l'usage de la maison du Popelin, et moyennant 60 livres de Provins, toute la dîme qu'il possédait à Michery. L'archevêque en mit en possession Barthélemy, maître de la léproserie; ce qui fut ratifié par les seigneurs et autres intéressés.

Petrus, Dei gratia Senon. archiepiscopus, omnibus ad quos littere presentes pervenerint in Domino salutem. Notum fieri volumus universis quod Petrus de Ternantes, miles, in manu nostra resignavit, ad opus domus leprosorum de Popelin, pro sexagenta libris pruviniensibus totam decimam quam habebat in parrochia de Misseriaco, vel alibi; et nos fratrem Bartholeum, magistrum domus de Popelin, nomine ejusdem domus, de decima investivimus memorata. Hoc laudavit Emelina, uxor prefati militis coram G. priore Miseriaci, sicut ipse nobis firmiter asseruit. Hoc etiam laudaverunt, coram nobis, Petrus et Sergines Milo de Ternantes, milites, a quibus P. de Ternantes decimam illam tenebat in feodo. Dedit etiam fidem corporaliter coram nobis, Petrus de Ternantes quod dictam decimam bona fide prefate domui garantiret. Prenominati Petrus de Sergines et Milo de Ternantes Milo Vileins de Nongueeur (1), Herlebaudus, miles, de Plesseio et Hugo Bochiers, civis Senonensis, se fidejussores constituerunt coram nobis de recta garandia super hoc portanda. In hujus rei testimonium presentem paginam sigilli nostri patrocinio fecimus communiri.

Actum, anno Incarnationis dominice M° CC° tercio mense julio.

Cartul. du Popelin de Sens, Ms. de l'an 1220 environ, F° 18 R°; Archives de l'Hôtel-Dieu de Sens.

—

26 1203.

Ascelin de Merry confirme le don fait par Reine, sa mère, à l'abbaye de Crisenon d'une rente de 12 bichets de grains, moitié blé d'hiver et moitié de tramois, à prendre sur les terres de Crain, et en outre une redevance en légumes et en grains sur sa terre de Lissy.

Ego Acelinus de Merriaco, notum facio tam presentibus quam futuris, quod

(1) En 1201, [1202] au mois de janvier, ce même Milon avait ratifié devant l'archevêque un don de quatre setiers de froment et quatre setiers d'orge à prendre sur le terrage de Thorigny, fait par Elisabeth, sa femme défunte, à la maison des lépreux du Popelin, dans laquelle elle avait choisi sa sépulture. — Cartul. du Popelin, F° 24 R°.

Regina, mater mea, de bona voluntate sua et pro remedio anime sue et antecessorum suorum, in helemosinam concessit et donavit ecclesie Beate-Marie de Crisenone duodecim bicheta bladi, medietatem ybernagii et aliam tremesagii, in terciis de Creni, et preterea potagium et modagium terre mee de Lissi. Ad cujus petitionem ne aliqua super hoc in posterum posset oriri contentio, litteras meas testimoniales abbatisse et conventui ejusdem loci reddere curavi.

Actum, anno ab incarnatione Domini M° CC° tercio.

Cartul. de Crisenon, F° 98 R° et V°, pièce 218, Bibl. nationale.

En 1215, au mois de juillet, le même Ascelin de Merry donna à l'abbaye de Crisenon, pour le repos de son âme et de celles de ses parents, droit de prendre du bois dans sa forêt de Frétoy la valeur d'une charretée traînée par un cheval, deux, trois ou davantage. Il désigne le bois à couper en essence de charme, d'érable et autres essences de bois-mort. Il ratifie encore la donation faite par sa mère d'une rente en grain sur les terres de Crain. (Ibid. f° 76 V°.)

—

27 1203.

Charte de Pierre, comte d'Auxerre, pour l'abbaye de Saint-Marien, contenant défense aux femmes de laver dans le port qui est près des murs du monastère.

Ego Petrus, Dei gracia Autissiod. et Tornod. comes, tam futuris quam presentibus notum facio quod cum canonici Sancti-Mariani prope muros ecclesie sue portum habeant, qui eorum est proprius, femine pannos ibi lavantes molestiam non modicam fratribus in eodem loco laborantibus inferebant. Quam feminarum consuetudinem, nos religioni et honestati contrariam arbitrantes, precipimus ut nulla deinceps pannos ibidem lavare vel operis quidpiam agere accedat, sed lava-





Sceau et contre-sceau de Pierre de Courtenay.

torium alibi transferatur, prout abbas et fratres oportunius judicaverint.

Actum, anno incarnationis Domini M° CC° III°.

Orig.; Fonds Saint-Marien, Arch. de l'Yonne.

—

28 1203 [1204], MARS.

L'archevêque Pierre atteste que Girard Moutuns, chevalier, a vendu à l'abbaye Saint-Rémi son fief situé entre les Sièges et Coulours, à certaines conditions qu'il énumère.

Petrus, Dei gratia Senon. archiepiscopus, omnibus Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Notum fieri volumus universis quod Girardus Moutuns, miles, in nostra constitutus presentia, feodum suum situm inter Eschieges et Colouers, quod tenebat ab ecclesia Beati-Remigii Senon., eidem ecclesie dudum pro viginti quinque libris Pruvin., titulo pignoris obligatum, monachis Sancti-Remigii vendidit et quitavit cum omnibus ad illud feodum pertinentibus, et F., abbatem Sancti-Remigii eodem feodo investivit, receptis ab eisdem monachis pro feodo illo triginta libris et quinque pruvin. preter viginti-quinque libras pro quibus antea fuerat obligatum. Hanc venditionem laudaverunt et concesserunt, coram nobis, Margareta, uxor dicti G., militis, de cujus parte movebat feodum; Maria, filia et Simon, gener eorum; et fidem corporaliter prestiterunt in manu nostra tam G. miles, quam alii prenominati, quod dictum feodum, bona fide, contra omnes ecclesie Beati-Remigii garentirent. Ut, ergo, hoc ad memoriam perveniat posterorum et perpetua gaudeat firmitate, presentem paginam in hujus venditionis testimonium notari fecimus et sigilli nostri patrocinio communiri.

Actum, Senonis, in domo nostra, anno Verbi incarnati M° CC° tertio, mense martio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Remy de Sens, Mission de Versailles. — Les Sièges.

—

29 1203 [1204], MARS.

Pierre, comte d'Auxerre, s'engage, entre les mains du roi, à accepter le jugement arbitral de Clerambaut de Chappes, au sujet du parcours d'Ervy et de la prise de Hugues Sauvage.

Ego Petrus, comes Autissiod. et Tornod., notum facio presentibus futuris quod, per manum domini mei Philippi, regis Francie, compromisi in Clarembaudum de Capis, super percursu Herviaci et captione Hugonis Salvagii; quicquid super his per sacramentum suum dixerit ratum habiturus.

Actum, anno Gratie, M° CC° tercio, mense marcio.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 24.

—

30 1204, MAI.

Milon de Pougy, seigneur de Saint-Valérien, rapporte que l'abbé de Sainte-Colombe a reçu en gage pour 140 livres de Provins, de Pierre Lemoine, la dîme que celui-ci possédait à Courlon.

Ego, Milo de Pogi, dominus Sancti-Valeriani, notum fieri volo universis quod venerabilis vir Helias, abbas Sancte-Columbe Senon., accepit in vadio, prius pro octoginta libris pruvin., postea pro quinquaginta libris pr., decimam quam Petrus monachus, miles, habebat apud Corlaon, assensu et laudatione mea; de cujus feodo eadem decima movebat, ita quod a Pascha usque ad sex annos completos ipsa decima redimi non posset. Quod ne unquam infirmetur, sigilli mei feci munimine roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° quarto, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Sainte-Colombe de Sens.

—

31 1204.

Hugues, abbé de Vézelay, et ses moines, Ascelin, seigneur de Merry, et Gaucher, son frère, racontent dans la notice ci-après les accords passés entre leurs prédécesseurs au sujet de la terre de Bessy, qui est commune entre eux. — Accord avec Hugues, fils de Wibert de Châtelcensoir, du temps de l'abbé Artaud. — Accord entre Ascelin, frère de Hugues, et l'abbé Albéric. — Nombreux témoins. — Confirmation par les derniers contractants.

Hugo, Dei gracia abbas et conventus Vizeliaci, Ascelinus, dominus de Merriaco (1) et Gaucherius, frater ejus, omni-

(1) Merry était un fief situé commune de Sacy, et un lieu aujourd'hui détruit.

bus ad quos littere iste pervenerint in Domino salutem. Noveritis quod super communitate quam apud Bassiacum ad invicem habemus inter predecessores nostros cyrographum emanaverat, cujus seriem verbo ad verbum presenti pagine duximus inferendam.

In nomine summe et individue Trinitatis, notum sit omnibus presentibus et futuris quod ego Hugo, filius Wiberti de Castro-Censorio, dono Deo et Beate-Marie-Magdalene ad locum Vizeliacensem, pro animabus parentum meorum, necnon et pro salute anime mee medietatem omnium que apud villam Bassiacum possideo in silvis scilicet et nemoribus, in aquis et pratis, terris cultis et incultis, arboribus fructiferis et infructiferis, et in omnibus redditibus ad eandem villam pertinentibus, in servis quoque et ancillis ad casamentum ejusdem ville pertinentibus, per omnia do medietatem, sive in eodem loco manserint seu ubicunque manere reperti fuerint nam de servis et ancillis meis ad idem casamentum non pertinentibus, si quos forte eodem manendi causa adduxero quod meum fuerat in eis singulariter habebo quemadmodum et Vizeliacenses monachi, si aliquos ex servis vel ancillis suis in eadem villa habitare voluerint, sicut antea proprie et singulariter eos possidebunt. Ceteras vero consuetudines tam meorum servorum quam servorum a monachis eodem adducendorum, per medium dividemus. Dono etiam Beate-Marie-Magdalene, absque parte mei, vel heredum meorum, ecclesiam ipsius ville, et cimiterium cum sepulturis et offerendis et baptisteriis; et ut presbiter arbitrio monachorum ingrediatur et egrediatur, excepto quod in justitia ecclesie et cimiterii et in censu archarum ville per medium particeps ero. De censu domorum cimiterii a me vel ab heredibus meis nichil unquam accipietur; immo, si in ipso cimiterio ego, vel ipsi heredes, domum fecerimus, ut ceteri censum domus monachis persolvemus. Molendinum, vero, et furnum hoc pacto monachi facient ut antequam emolumenti quicquam inde sumam expensas suas exinde percipiant, ex parte que me contigerit. Quibus acceptis, furnum coquentem et molendinum bene molentem in medium restituent monachi, medietatem eorum per omnia habituri; hoc ipsum et de reedificatione, si deciderint, statutum est. Si vero in carruca monachorum associari peciero, non repudiabor, sed talem partem in metendo suscipiam qualem in laborando mittam. Hujus donationis laudator extitit Savaricus Cabilonensis comes, a quo hec in feodo tenebam. Laudator, quoque, et concessor et testis Ascelinus, frater meus. Testes etiam : Hugo de Axeis, Hugo de Flaiaco, Hugo de Vallibus, Rainaldus de Cacheio, Vido de Miseriaco, Wido Richardi, Robertus Malaquinus, Fromundus de Rufiaco, Rainaldus Caprarius, Hugo de Drusiaco, Petrus famulus, Johannes de Olegne.

Hujus autem donationis vel concessionis, que a predicto Hugone facta est temporibus domini Artaldi, abbatis Vizeliacensis (1), laudante et concedente Ascelino, fratre suo, longo post tempora diebus domini Alberici abbatis (2), inter eumdem abbatem et predictum Ascelinum, orta est controversia, que tandem tali fine terminata est. Concessum est, quippe, ab utraque parte, ut quicquid Stephanus, abbas de Reniaco et Rodulfus, sacrista Vizeliaci, et hii quos secum vocarent ex hac controversia terminarent, ab utriusque irrefragabiliter, servaretur, ut autem firmius locus eorum teneretur fide jussores ab utraque parte dati sunt. Ex parte domini Alberici, abbatis, fidejussores fuerunt : Hugo prepositus; Robertus de Montuvilun; Wido, foresterius; ex parte Ascelini : Gaufridus de Asinariis, Ernulfus de Malliaco, Stephanus de Bassiaco. Convenientes, igitur, apud Bassiacum predicti laudatores, Stephanus, abbas de Reniaco et Rodulfus, sacrista Vizeliaci, ad causam istam terminandam, Gaufredum de Asinariis et Ernulfum de Malliaco secum vocaverunt, et dixerunt quatenus infantes Andree de Bassiaco, Letericus, videlicet, et fratres ejus, et sorores, cum omni posteritate sua, per medium essent. De ceteris, vero, servis vel ancillis qui ad casamentum Bassiaci pertinebant, et eo die quo prescripta donatio facta est in eadem villa manebant, dixerunt ut ubicunque manerent, ambo eos per medium possiderent. Si qui, vero, eorum, ad illud casamentum pertinentium, ante donationem de Bassiaco, egressi fuerant, quos domnus abbas Albericus calumpniabatur : de his dixerunt ut Ascelinus eos haberet.

---

(1) Artaut fut abbé de Vézelay en l'an 1100.

(2) L'abbé Albéric siégea depuis 1130 jusqu'à 1138.

Sic tamen ut domno abbati Alberico quin eum sumoneret justitiam mihi teneret. Dictum est etiam ut domnus abbas Albericus et successores ejus, domum suam et curtim, sicut clausura per circuitum demonstrat, liberam absque ullo retinaculo possideret, et Ascelinus suam similiter domum, curtim et clausuram juxta domum abbatis liberam et absque ullo retinaculo haberet. Dictum quoque est de molendino, quod apud Lixiacum edificabatur, ut ecclesia Vizeliaci, pro curte que in circuitu molendini erat, vel domus et pro ea parte domus vel molendini que in alodio Ascelini erat: Hunc censum quot ac quot annis persolveret. Cetera, vero, omnia que ad molendinum pertinerent, sive in emolumento, sive in justitia, sive in ceteris omnibus utriusque, communia essent. De ceteris, vero, omnibus que ad ecclesiam sive ad villam, seu ad casamentum Bassiaci pertinent, dixerunt ut quicquid Rainuldus Caprarius, per professionem suam et obedientiam ab abbate Alberico conjuratus inde diceret, et post ejus dictum unus homo juraret, si Ascelinus illud sacramentum recipere vellet, hoc uterque abbas Albericus, videlicet, et Ascelinus laudaret et concederet, exceptis his que supra excepimus. Rainaldus, vero, Caprarius, cum ceteris apud Bassiacum conveniens, et ab abbate Alberico per professionem suam et obedientiam adjuratus, ut de his omnibus que in controversia erant verum diceret, perlectis et expositis prescriptis litteris, in presentia Ascelini et filii ejus Hugonis, respondit se paratum una cum eo hominem pro se juraturum reddere, quod omnia vera essent, sicut in prescripta carta continebatur, et quia hoc donum viderat et audierat. Hec omnia ab abbate Vizeliaci et ab Ascelino et filio ejus Hugone audita sunt et concessa. Statuerunt etiam inter se dominus abbas Albericus et Ascelinus, audientibus probis et sapientibus viris qui aderant, ut communis in villa eis esset prepositus qui pro officio suo fidelitatem utrique faceret, quem videlicet pro proprio forisfacto uterque eorum, tam scilicet abbas quam etiam Ascelinus, ubicunque vellet in jus vocaret. Pro communi, vero, forisfacto non nisi apud Bassiacum eum vocaret, nisi utriusque voluntate et consensu hoc fieret. De piscatione etiam hoc diffinierunt ut sicut aqua communis ita et piscatio communis esset. Hoc videlicet tenore ut quotienscunque in villam similiter venirent abbas Vizeliaci et Ascelinus, vel posteri ejus, quicquid in aqua captum fuerit per medium dividatur. Si quis, vero, eorum solus advenerit, quicquid captum fuerit sine parte alterius contulerit. Si quis etiam precepto vel consensu eorum eis absentibus in aqua piscatus fuerit, piscatio per medium dividatur. Preterea, hoc diffinierunt ut neuter eorum aquam ad piscandum alicui sine communi assensu concedat. Hoc quoque diffinierunt ut in hominibus potestatis ejusdem neuter eorum aliquid caperet sine alterius consensu. Statuerunt etiam ut si aliqua controversia de rebus ad Bassiacum pertinentibus fuerit exorta, quatenus apud eandem villam conveniant, et si ibi querelas suas terminare nequiverint, uterque jus suum, ubicunque melius potuerit requirat. Dixerunt quoque predicti laudatores, quatenus pro pace ex utraque parte tenenda, hec omnia, sicut prescripta sunt, in presencia episcopi Autissiodorensis legantur et episcopali sigillo muniantur, ne, quod absit, amodo inter eos nova contentio oriatur. Hujus autem concordie isti sunt testes qui presentes affuerunt: ex parte domni Alberici, abbatis, Stephanus, abbas de Renniaco et Rodulfus, sacrista Vizeliaci, hujus concordie factores; Petrus, prior Vizeliaci, Rainaldus Caprarius Ulgerius, prepositus Autissiodorensis, Hervem capellanus Autissiodorensis, Gaufredus Capellus, Rodulfus de Tuci, Robertus capellanus de Bassiaco, Hugo prepositus Vizeliaci, Robertus de Montruulun, Rainaldus Notrannus, Rainaldus Constabulus, Ursus Mariscallus, Ernulfus de Ferrariis, Garnerius famulus, Willelmus Burdelinus, Benedictus coqus. Ex parte Ascelini illi testes fuerunt: Hugo, filius ejus qui hec omnia laudavit; Gaufredus de Asinariis, Ernulfus de Malliaco, Wiardus de Campo-Valonis, Hugo, frater ejus, Letericus de Bassiaco, Stephanus de Bassiaco, Wibaudus de Castro-Censorio, Drogo de Merri. Temporibus, vero, nostris, controversia mota fuit inter ecclesiam Vizeliacensem et me Gaucherium de Merri, super quodam torculari a me in censiva mea de Bassiaco, preter ejusdem ecclesie assensu constructo; que tandem in hunc modum pacificata. Quod torcular deductum est in commune, et nos fratres recognoscimus quod torcular in potestate Bassiaci habere non possumus sine monachis Vizeliaci, nec monachi sine no-

bis. Et nos, ego Hugo abbas et conventus Vizeliaci, idem recognoscimus. Ne igitur super his controversia in posterum oriatur, hec omnia sigillorum nostrorum munimine duximus confirmanda.

Actum, anno Gratie M° CC° IIII°.

Orig. sous forme de chirographe; Arch. de l'Yonne, Fonds Vezelay. — Bessy.

—

22 1204.

Pierre, comte d'Auxerre, fait abandon à l'abbaye de Reigny, des droits de justice qu'il avait sur des biens situés à Vermanton et appartenant à cette maison. Il lui a fait cette libéralité pour fonder son anniversaire et celui d'Yolande, sa femme, et pour le repos de l'âme de feue Agnès, comtesse de Nevers, sa chère épouse.

Ego Petrus, comes Altisiodori et Tornodori, notum facio quod donavi in perpetuum et concessi domui Regniaci et fratribus, justiciam quam habebam in terra eorum apud Vermentum, necnon et duas familias scilicet Martinum fabrum et Johannem Tortorville et eorum heredes, pro anniversario meo et Yolendis comitesse, uxoris mee, necnon et pro anima Agnetis, karissime conjugis mee, quondam comitesse Nivernensis.

Actum, anno incarnati Verbi M° CC° quarto.

Bibl. nat., collect. Gaignières, Ms n° 181, p. 389. 404: copie d'un petit cartulaire en papier de l'abbaye de Reigny n° XXIV.

—

23 1204.

Thibaud de Bar, seigneur de Champlost, qui a choisi l'église de Pontigny pour le lieu de sa sépulture, donne à l'abbaye deux muids de grains de rente, l'un de froment, l'autre d'avoine, à prendre sur sa grange de Champlost, ou, à défaut de grains, sur celle de Mercy.

Ego Theobaudus de Barro, dominus Chanloti, notum fieri volo, præsentem cartulam inspecturis, me dedisse Deo et ecclesie Pontiniaci, ubi mihi sepulturæ locum elegi, in perpetuam elemosinam, pro salute animæ meæ et parentum meorum, duos modios bladi unum frumenti et alterum avenæ, concedentibus et laudantibus uxore meæ Margarite, et filiabus meis Petronilla et Agna, reddendos annuatim in grangia mea de Chamlot, in octavis Omnium-Sanctorum. Quod si casu aliquo in predictæ grangiæ persolvi non possunt, in grangia de Mersi persolvantur, ut inde procurationem conventus accipiat, cum die anniversarii mei memoriam fuerit coram Deo. Ut, autem, hoc donum ratum inconcussum maneat in perpetuum, sigilli mei auctoritate præsentem cartulam confirmavi.

Actum, anno Incarnationis dominicæ M° CC° quarto.

Petit Cartul. de Pontigny, F° 29, Bibl. nationale.

—

24 1204 [1205], 10 AVRIL.

Par l'acte ci après, les habitants de Vaudeurs, qui réclamaient aux moines de Dilo un chemin par le fond de la vallée voisine de la grange de ces derniers, pour aller à la forêt de Rageuse, ce que les moines leur refusaient, soulevèrent de grands débats. Il y eut sentence, puis excommunication, puis soumission. Enfin, quatre experts furent chargés de régler le différend; un nouveau chemin fut tracé, etc. — Défense aux habitants d'établir des jeux et des danses dans les piés des moines.

Magister Jobertus de Ponte, curie Senon. officialis, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Universitati vestre notum facimus in presenti scripto, protestamur quod homines Vallishedere requirebant adversus canonicos Deiloci viam per fundum vallis que adjacet grangie dictorum canonicorum, que via ducit ad Rachiosam et ad nemus Chanlosti. Et contra, canonici dicebant eos viam illam non debere habere, nec unquam habuisse, et alia vice eosdem homines super eadem via movisse questionem, et a venerabili G. quondam Senon. archiepiscopo ex assensu domini M. Sancti-Remigii, tunc abbatis, fuisse pacificatam (1) Quorum instrumenta cum satis inspexissemus, hominibus Vallishedere

(1) La sentence prononcée par l'archevêque Gui et par Milon, abbé de Saint-Remy, en 1187, sur le sujet de la charte ci-dessus, contenait les termes suivants : « Via quam habere volebamus per fundum vallis terre Deilocensium, penitus auferetur, et alie omnes preter duas antiquas a nostra et abbate Deilocensi dispositas, quarum altera quarretalis juxta grangiam Deiloci ducit ad nemus Vallislucentis ; altera semita equo et homini pedestri que ducit ad grangiam que Bellumcicer dicitur.

Fonds Dilo, (Ibidem.)

sub anathemate prohibuimus ne ulterius per predictam viam incederent, et ne amplius canonicos Deiloci super hoc molestarent. Qui, nec Deum nec hominem reverentes, sed in malicia sua perseverantes, excommunicationis sententiam diu sustinuerunt et canonicis plurima dampna intulerunt. Tandem, post multas expensas et labores plurimos, in presentia nostra constituti, culpas suas confitentes et ut ab excommunicatione absolverentur postulantes, emendam excommunicationis persolverunt et damna canonicorum restituerunt. Deinde, vero, prefatis hominibus plurimum exorantibus ut eis via per quam ire possent ad Rachiosam concederetur, utraque pars, scilicet dominus Fulco Sancti-Remigii abbas, et homines Vallishedere, et canonici prædicti, in quatuor homines sapientes et discretos, videlicet in Dominum M., quondam Sancti-Remigii abbatem, et Theonem, prepositum et Andream de Pruvino et Reinaudum, prepositum de Venisy, compromiserunt ut predictis hominibus viam traderent competentem, salvis damnis dictorum canonicorum. Prefati, vero, viri ad locum accedentes et magnum dampnum quod evenire poterat dictis canonicis considerantes, statuerunt ut desideratam viam haberent et ecclesie Deiloci quatuor libras pruvinenses, singulis annis, persolverent. Quam viam cum fere per dimidium annum tenuissent, abbas Sancti-Remigii et homines predicte ville videntes in posterum se gravatos multotiens, exoraverunt canonicos Deiloci ut viam sibi traditam omnino dimitterent, et abjurarent et per vias antiquas incederent, quarum altera est quarretalis juxta grangiam Deiloci que ducit ad nemus Vallis-Lucentis alteram semitam equo et hominis pedestri que ducit ad grangiam que Bellum-Cisser dicitur, et a solutione predictarum quatuor librarum liberi essent. Quorum precibus dicti canonici, non malum pro malo reddentes, sed voluntati eorum satisfacere volentes facilem prebuerunt assensum, et ita factum est ut quindecim homines pro communitate totius ville jurarent quod nec per viam de qua disceptatio facta fuerat, amplius incederent, nec super hoc adversus ecclesiam Deiloci questionem moverent, videlicet Galterus, major, Petrus Solite, Rainaudus Anglicus, Acius, Petrus Beliarts, Petrus de Val, Ludricus Truelle, Stephanus gener Segault, Guillelmus Otumianus, Radulphus Dives, Theobaldus de Nemore, Stephanus Blanchardus, Trocuns, Segaut Billiers, Petrus Farsis. Concesserunt, etiam, dicti canonici prefatis hominibus viam que ducit ad rivum Archie, que via est juxta fossetum quod terras Vallis-Lucentis et Deiloci dividit. Sed quia fieri non potest ut homines per terras et nemus canonicorum non transeant, pro pace servanda statutum fuit ut si forestarius canonicorum, vel fratres grangie aliquem de villa dampnum facientem in nemore, vel prato, vel segete invenerint legem emendationis subscriptam, persolvet canonicis pro forifacto nemoris tres solidos; pro forifacto prati vel segetis, decem et octo denarios ; per quod pratum omnino prohibitum est ne aliquos ludos aut coreas sepedicte ville homines exerceant. Qui forestarius quotiescumque mutatus fuerit, coram parochica (*sic*) sacramentum faciet, quod nec aliquem de villa dampnum facientem pro amore celabit, nec aliquem pro odio capiet vel accusabit; et sic per solum sermonem forestarii dampnum faciens restituet emendationem predictam. Quod si sponte voluerit forestarius vel fratres abbati Sancti-Remigii, vel majori ville, proclamationem facient et ipsi sine dilatione et contradictione emendationem pretaxatam reddi facient. Laudavit hoc F. Sancti-Remigii abbas et ejusdem ecclesie conventus ; promittentes se pactiones illas fideliter servaturos et erga homines, si resilire vellent a pace illa, garantiam portaturos. In cujus rei memoriam presentem paginam fecimus annotari, et sigilli curie Senon. munimine roborari.

Actum, anno Gratie M° CC° quarto, quarto idus aprilis.

Copie tirée du cartulaire de l'abbaye de Dilo, F° 255, écrite au XVII° siècle; Arch. de l'Yonne.

—

25 1204, JUILLET.

Pierre, comte d'Auxerre, déclare avoir donné à Piere de Chablis, à titre de fief, les coins de la Monnaie d'Auxerre et de Tonnerre, à la prière de Lambert de B..r, qui les possédait.

Ego Petrus, comes Altissiod. et Tornod., notum facio presentibus et futuris quod, cum Lambertus de Barro cuneos monetæ Altissiod. et Tornod., jure hereditario possideret, et inde homo meus esset, ad petitionem ejusdem dictos cuneos concessi dilecto et fideli meo Petro

de Chableiis et heredibus ejus, pacifice et quiete in perpetuum possidendos, et super hoc prænominatum Petrum, de consensu et voluntate Yolendis comitissæ, uxoris meæ, in hominem ligium recepi. Ad hujus itaque rei confirmationem, ego et Yolendis, comitissa, uxor mea, præsentem cartulam sigillorum nostrorum munimine roboratam prædicto Petro tradi præcipimus.

Actum, anno Incarnationis dominicæ M° CC° IV°, mense julio.

D. Viole, hist. Ms des Evêques d'Auxerre, etc. t. IV. p. 1011, Bibl. d'Auxerre, n° 127.

—

26 1204.

Lettre de Hugues, évêque d'Auxerre, par laquelle il cède à Philippe-Auguste son droit féodal sur le château de Gien. En échange, le Roi l'exempte du droit de procuration.

Hugo, Dei gratia Autissiodori episco-



Sceau de Hugues de Noyers, évêque d'Auxerre. (Arch. nat.).

pus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Cum Giemum castrum, situm in nostra diocesi, esset de feodo nostro ligio et quicquid ad castellariam illius pertinet, domino



Contre-sceau de Hugues de Noyers.

nostro Philippo, Dei gratia illustri regi Francorum, jus nostrum concessimus possidendum, et eidem et heredibus suis in perpetuum quitavimus, salvo jure cerei quod ad accendenda lumina ecclesie Beati-Stephani annuatim mancipatur. Dominus, quidem, rex, in recumpensationem hujus quitationis liberaliter quitavit procurationes quas ipse et sui habebant in terra nostra, nobis et successoribus nostris in perpetuum ; ea tamen conditione apposita quod si quanquam contigerit castrum illud cum suis pertinentiis exire de manu regia, et devolvi ad talem virum qui noster homo ligius de eodem feodo sit, sicut domini castri predicti usque ad hoc tempus extiterunt, domino nostro regi, et successoribus ejus, tam nos quam successores nostri procurationes in locis consuetis debitas, scilicet aput Altissiodorum et Varziacum tenebimur exhibere. Quod ut sit apud posteros inconcussum, litteras nostras inde fecimus.

Actum, Senonis, anno Domini M° CC° IIII.

Original; Arch. nat. J. 260 n° 1. *Gallia Christiana*, XII, 116. — Lay. du Trés. des Chartes, t. I, 271.

—

27 1204.

Lettre de Gautier, évêque d'Autun, attestant que le prévôt du Mont-Jou a fait abandon à l'église de Notre-Dame de Montréal du moulin de Perrigny, et

qu'en compensation Ansération de Montréal a reconnu devoir à l'église Saint-Bernard « que est apud dictum castrum de Monteregali sita » un muid de blé de rente moitié froment, moitié de grosse mouture, sur le moulin du pont de Montréal.

Arch. de l'Yonne, copie du XVI[e] siècle, Fonds Saint-Bernard de Montréal, L. 1.

—

88 1204.

Relation de la cession faite au roi du château de Gien par suite du mariage de la fille de Pierre, comte de Nevers, avec Hervé de Donzy, mais à charge d'une redevance d'un cierge de 100 livres envers l'église d'Auxerre et l'exemption de toute procuration pour le service du roi, attendu que ce fief relevait de cette église.

Juris erat regalis, ut quando dominum regem vel aliquem de suis, itineris occasio, seu motus propriæ voluntatis ad aliquod episcopale domicilium divertere faciebat, recipiebatur et procurabatur honorifice. Hoc grave existens et onerosum debitum episcopus, divina procurante clementia et occasionis congruæ opportunitate præstante, in perpetuum taliter abolevit. Nam cum Gyemi castrum nobilissimum Hervei de Donziaco comitis Nivernensis, quod erat de feodo Autissiodorensis ecclesiæ, in proprietatem regiam devenisset, juxta pactorum formam quam dominus rex Philippus concesserat et fecerat, ut ipse filiam Petri, Nivernensis comitis, cui filiæ competebat jure hereditario comitatus, haberet in uxorem, translato in regem taliter castri dominio, episcopus apud regiam magnificentiam multa interpellavit instantia, quoniam feodum ecclesiæ sine ejus præjudicio non poterat retinere; tandem, in recompensationem feodi obtinuit, confecto inde regali instrumento, quod rex procurationes hujusmodi remisit episcopis in perpetuum, et ne episcopus Autissiodorensis in aliquo domiciliorum suorum ipsum vel aliquem ex ejus nomine recipere hospitio, aut ministrare necessaria teneretur concessit, salvo nihilominus cereo centum librarum cereæ qui in festo Sancti-Stephani, die Inventionis ejus, videlicet in augusto, a castri prædicti dominis Autissiodorensi ecclesiæ solvi, ex antiqua consuetudine consuevit, quem usque hodie dominus rex a præpositis suis de Gyemo fecit persolvi, pœna apposita quod quotiens præpositi cereum illum suis terminis non reddebant, pro singulis diebus quibus in solutione cessabant quinque solidos parisienses ipsi irremissibiliter componebant. Utilis, sane, recompensatio et ecclesiæ proficua, cum multum ex eo omnibus sit remissum et de feodo Gyemi eis nihil nisi honor accresceret sine fructu.

Bibl. nat., coll. Baluze, arm. III, paq. 1, n° 4, F° 433; Tiré du 4[e] reg. de la Ch. des Comptes de Nevers.

—

89 1204, OCTOBRE.

Accord entre l'archevêque et l'abbaye de Sainte-Colombe de Sens, pour régler le droit d'usage des moines dans la forêt de Nailly.

Petrus, Dei gratia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod cum nos, de consensu et voluntate capituli nostri Senon., ex una parte, et abbas et conventus Sancte-Columbe, ex altera, compromissemus in venerabiles viros Hugonem, decanum et Gaufridum, archidiaconum Parisienses super usuario nemorum Naailliaci, ita quod dicto eorum et voluntati in nullo resisteremus, et hoc sub pena ducentarum marcharum promisissemus, prefati Hugo decanus et Gaufridus archidiaconus, dictum suum protulerunt in hunc modum: dicimus quod cum due sint silve, una vicinior silve Naailliaci et alia remocior, que dicitur Junior Foresta, illam que propinquior est ville, dicimus esse liberam ab omni usuario ecclesie Sancte-Columbe, in reliqua que Junior sive nova foresta dicitur, habebit dicta ecclesia unam qnadrigatam duorum equorum, singulis diebus, per totum annum; aliam, vero, habebit per tres menses cum prima duorum similiter equorum, ita quod per tres menses anni habebit duas quadrigatas, utramque duorum equorum; illi autem tres menses incipient a crastino Natalis Domini usque ad Annunciationem Beate-Marie, vel a crastino ejusdem Annunciationis usque ad Nativitatem Beati-Johannis-Baptiste. Et erit in electione monachorum incipere vel a crastino Nativitatis Domini vel a crastino Annunciationis, et post inceptionem necesse erit illas tres menses continuare; dicimus eciam, quod licebit ecclesie Sancte-Columbe,

tam vivum quam mortuum nemus in illa accipere, nec licebit archiepiscopo aliquod facere de foresta illa unde ecclesia usuarium suum amittant *sic*). Super dicto autem isto firmiter observando, dabunt ecclesie Sancte-Columbe litteras suas archiepiscopus et Capitulum Senon.; similiter abbas archiepiscopo pro se et conventu suas; et quod conventus sigillum suum non habet. Rogabunt eciam archiepiscopus et abbas dominum regem, bona fide, quod super hoc litteras suas eis concedat ad invicem, et de hoc eciam dicto confirmando per litteras suas domino Pape supplicabunt. Nos, vero, dictum eorum predicto modo prolatum, ratum habentes, ut in perpetuum firmiter observetur, presentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, Senonis, anno ab Incarnacione Domini millesimo ducentesimo quarto, mense octobri.

Bibl. nat., Fonds latin, 9897, Cartul. de l'archevêché de Sens, t. III, F° 65 V°.

En 1204, au mois d'octobre, le chapitre de Sens ratifia l'accord ci-dessus. Ibid., F° 66 V°.

—

40 1204, NOVEMBRE.

Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre, déclare avoir donné à l'abbaye de Pontigny cent arpents de bois de la forêt de Bar, pour le repos de son âme et de celle d'Yolande, sa femme, et de feue Agnès, sa première femme. Il annonce avoir choisi Pontigny pour le lieu de sa sépulture et de celle de sa femme.

Ego Petrus, comes Autissiodori et Tornodori, notum fieri volo præsentibus et futuris, quod centum arpenta de nemore de Bar, quod est juxta Autissiodorum, et cohæret nemori Pontiniacensi, pro salute animæ meæ et Y. uxoris meæ et liberorum meorum, necnon et pro anima Agnetis, quondam illustris comitissæ Nivernensis carissimæ conjugis meæ, domui Pontiniacensi, in qua, Deo volente, ego et Y., conjux mea, post mortem habebimus sepulturam, dedi in eleemosynam. Ipsam quoque eleemosynam contra omnes homines garantizabo, volens ut pro hujus eleemosynæ beneficio temporali annuatim, in die anniversarii mei et Y., uxoris meæ, a fratribus Deo ibidem servientibus in perpetuum orationum suarum commercium spiritale recipiamus. Ut autem donatio hujus eleemosynæ meæ memoratæ domui rata et firma sit in perpetuum, eam feci præsenti paginæ annotari, et sigilli mei testimonio confirmari.

Actum, Tornodori, anno Gratiæ M° CC° IV, mense novembri.

Martène, *Thesaur. anecd.*, t. III, col. 1244.

—

41 1204-1208.

Robert, évêque de Langres, Geoffroy, abbé de Saint-Pierre, et Geoffroy, archidiacre de Chalon, s'adressant au doyen de St-Vinnemer, rapportent comment Guillaume de Tanlay, frère du comte Pierre, étant assigné devant eux, fit défaut et partit pour la Normandie. En conséquence, ils envoient les Templiers de Saint-Marc en possession des bois et des pâturages que ces religieux réclamaient.

R., Dei gratia humilis episcopus, G., abbas Sancti-Petri et G., archidiaconus Cabilonensis, dilecto in Christo decano Sancti-Vinemerii et omnibus presbiteris ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Christo. Super causam que agitur coram nobis auctoritate apostolica inter fratres milicie Templi, ex una parte, et Villermum de Tanlai, militem, fratrem comitis Petri: cum predictus miles pluries citatus nôn venerit, nec sufficientem aliquando miserit responsalem; propter defectum ejus, et contumaciam et etiam dolum manifestum quare per citationem nostram recessit in Normaniam, predictos fratres misimus in possessionem nemorum et pascuorum que de jure contra ipsum militem ad eos dicuntur pertinere, et similiter, de parte ipsius militis, pro estimatione dampnorum quæ ipse et sui predictis fratribus fecerunt, auctoritate igitur qua fungimur in hac parte, vobis firmiter precipimus quatenus omnes perturbatores istius possessionis excommunicetis, et ab omnibus arctius evitari faciatis, donec predictis fratribus satisfecerint in omnibus competenter. Recipe litteras.

Orig., scellé autrefois de trois sceaux sur trois bandes de parchemin dépendant de la pièce même. Archives de l'Yonne, Fonds de la Commanderie de Saint-Marc, L. I.

—

41 1205.

Ascelin de Merry donne aux religieux de Charbonières la moitié d'une vigne située sur la montagne de Rouvre.

Ego Ancelinus, miles de Merriaco, notum fieri volo tam presentibus quam futuris cartulam istam inspecturis, quod ego dedi et concessi, pro salute anime mee et antecessorum meorum, Deo et fratribus Grandimontensis qui morantur in Charboneriis, medietatem vinee que est in monte de Rovre, in qua partitur Robertus de Moncellis. Hoc donum laudavit Maria, uxor mea, et Gaufridus, filius meus. Ut autem hoc ratum habeatur et inconcussum, sigillum meum huic scripto apposui, et ad preces meas capitulum Avalonense apposuit etiam sigillum suum.

Actum est hoc, anno ab incarnato Verbo M° CC° V.

Orig., scellé du sceau d'Ascelin de Merry, représentant un écusson chargé de trois fleurs de lis. Arch de l'Yonne, Fonds du Prieuré de Vieupou, maison de Charbonnières.

Renaud, archiprêtre d'Avallon, confirma le don contenu dans la charte ci-dessus, à la prière du donateur. (Ibid.).

—

42 1205.

Confirmation, par l'archevêque de Sens, d'une sentence d'excommunication prononcée contre G. de Leve, au sujet de l'inexécution d'un jugement qui attribuait aux clercs du chœur de la cathédrale de Sens une rente de 60 sous sur le péage de La Chapelle, léguée par R. de Milly, chanoine de Sens. — Moyens frauduleux employés pour échapper à l'excommunication.

P. Dei gratia Senonensis archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Universitati vestre notum fieri volumus quod mandatum apostolicum suscepimus in hac forma : Innocencius episcopus, servus servorum Dei venerabili fratri........ archiepiscopo Senonensi, salutem et apostolicam benedictionem. Ad nostram noveris audientiam pervenisse quod cum inter dilectos filios clericos chori ecclesie Senonensis, ex una parte, ac nobilem virum G. de Leves et uxorem ipsius, Carnotensis diocesis, ex altera, super redditu sexaginta solidorum Parisiensis monete, quos bone memorie R. de Milliaco, canonicus Senonensis eis annuatim percipiendos in pedagio de Capella legaverat, coram dilectis filiis Sancti-Petri et ..... Sancti-Johannis ac Sancte-Columbe abbatibus, questio verteretur; duo illorum juxta formam mandati apostolici, cum tercius interesse minime potuisset, cognitis cause meritis, predictum redditum adjudicaverunt per diffinitivam sententiam clericis ante dictis, in corporalem possessionem inducentes eosdem; et militem memoratum, quia contumaciter resistebat, excommunicationis vinculo innodantes. Postmodum, autem, nos, dilectis filiis decano et archidiacono Senonensis dedimus in mandatis ut predictam sententiam, sicut erat justa, per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, inviolabiliter facerent observari. At ipse ad dilectos filios..... abbatem de Sarneio et .... prepositum de Auvers quasdam litteras impetravit a nobis, tacita veritate, auctoritate quarum ipsi dictam excommunicationis sententiam relaxarunt, nulla satisfactione exhibita clericis sepefatis. Ipsi, ergo, sui juris dispendium attendentes, ad nostram presentiam suum nuncium destinarunt, qui a nobis obtinuit venerabili fratri nostro episcopo et dilectis filiis decano et cantori Autisiodorensis demandari ut militem memoratum ad reddendum legatum clericis sepedictis inducerent et monerent et, si necesse foret, per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compellere procurarent. Quia, igitur, dictus miles ad eorum monitionem eisdem clericis satisfacere non curavit, ipsi cum in priorem excommunicationis sententiam reduxerent; miles, autem, in sua pertinatia perseverans, ad dilectos filios.... abbatem Sancti-Charauni subdecanum, et H. de Nose, canonicum Carnotensis nostras litteras impetravit per quos (*sic*) sicut per priores, ipsis clericis satisfactione aliqua non impensa, fuit ab excommunicationis vinculo absolutus. Quia, igitur, fraus et dolus nemini debet patrocinium impertiri, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si res ita se habet, nisi dictus miles ad ipsorum clericorum (*sic*) super his indebita molestatione desistat, et de illata satisfactionem exhibeat competentem, ipsum in sententiam pristinam, sublato appellationis obstaculo, reducere non omittas deffinitivam sententiam judicum predictorum, sicut et justa faciens per eandem districtionem, appellatione remota, firmiter observari, nullis litteris veritas et justicie prejudicantibus a sede

apostolica impetratis. Datum, Rome, apud Sanctum-Petrum, XI kalendas januarii, pontificatus nostri anno septimo. Cum, igitur, hujus auctoritate mandati, ad diem sibi prefixum predicti clerici et procurator ipsius militis in nostra fuissent presentia constituti, et nobis per ipsorum clericorum instrumenta plenarie fides facta fuisset rem ita esse, sicut ab eis domino Papa fuerat intimatum, et sicut continetur in ipsius narratione rescripti, eundem militem, quia de supradicto legato non satisfecerat, nec satisfacere volebat clericis memoratis, auctoritate jam dicta, in priorem excommunicationis sententiam, de prudentum virorum consilio retrusimus, et ejus uxori et familie et hominibus, sicut habet ecclesie consuetudo, sacramentis ecclesiasticis interdictis, terram ipsius supposuimus interdicto.

Actum, Senonis, anno gratie M° ducentesimo quinto.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds des clercs du chœur de la cathédrale de Sens.

—

44 1205.

Nicolas de Jaulne, chanoine de Sens, reconnait devoir aux clercs du chœur de la cathédrale non chanoines, 40 sous parisis, qui seront distribués à ceux qui assisteront à la célébration de l'anniversaire du doyen Salon. Au moment de partir pour le pèlerinage de Saint-Jacques, Nicolas de Jaulne assigna cette rente sur sa vigne de Paron, et il indiqua différentes conditions pour l'emploi de la fondation.

Magister Josbertus de Ponte, curie Senonensis officialis, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod constitutus coram nobis Nicholaus de Jauna, canonicus Senonensis, recognovit quod ipse tenebatur clericis chori Senonensis non canonicis, in solutione quadraginta solidorum Parisiensium eisdem clericis, Salonis bone memorie, quondam decani Senonensis, anniversario assistentibus distribuendorum. Assignavit etiam idem N. dictos quadraginta solidos eisdem clericis cum profecturus esset ad Sanctum-Jacobum, super vineam suam de Paron ; ita quod si eumdem N. in peregrinatione illa decedere contigerit, dicta vinea ad predictos clericos libere et quiete devolvetur. Superaddidit etiam dictus N. decem solidos supradictis quadraginta ; ita quod in anniversario dicti Salonis triginta solidi, in anniversario vero sepedicti N. reliqui viginti solidi, eisdem clericis distribuentur. Si vero, eumdem N. redire contigerit, ipse infra quindenam postquam redierit vel requisitus fuerit, si assignatio ista displicuerit clericis sepefatis, assignabit dictos quinquaginta solidos in loco meliori et competentiori, ad voluntatem eorumdem clericorum. Preterea, idem N. legavit eisdem clericis, pro remedio anime sue, domum suam lapideam in claustro sitam, quam ipse, sicut coram nobis asseruit, propriis sumptibus construxit, et granchiam suam cum omnibus appendiciis suis extra muros civitatis sitam, post obitum Stephani clerici nepotis sui, tali conditione : quod proventus inde venientes, prememoratis clericis surgentibus ad matutinas ab octabis Pentecostes in antea donec omnes distributi fuerint legitime distribuantur. Quod ut ratum et inconcussum maneat, sigillum curie Senonensis presenti scripto apponi fecimus, ad petitionem tociens dicti N. Ipse vero N. ad majorem confirmationem proprio sigillo presens scriptum precepit roborari.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo quinto.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds des clercs du chœur de la cathédrale de Sens.

—

45 1205.

Pierre, comte d'Auxerre, atteste que P. de Courson a fait don à l'abbaye de Reigny d'une vigne située dans le clôs de Pouzy, et de 80 sous sur les cens et autres revenus de Courson. Pierre, fils du donateur, accrut cette libéralité de 20 sous ; sa mère et ses frères et sœurs approuvèrent le tout.

Ego Petrus, comes Autissiodorensis et Tornodorensis, notum facio tam presentibus quam futuris quod Petrus de Corchum, dedit Deo et Beate-Marie de Reignaco et fratribus ibidem Deo servientibus imperpetuam elemosinam, pro salute anime sue, vineam quam habebat in clauso quod dicitur de Pouzeio, duo, scilicet, arpenta et amplius, necnon et octoginta solidos in censu de Corchum et in redditibus ejusdem ville. Postea, Petrus, miles, filius predicti Petri, dedit predictis fratribus viginti solidos in redditibus predicte ville. Hanc, vero, pecuniam tenebitur reddere quicunque predicte ville de Corchum dominium habebit, medietatem ad festum Sancti-Remigii et aliam medietatem in Ramis-Palmarum. Hoc totum laudavit

A., uxor senioris Petri, mater eciam junioris. Hoc eciam laudaverunt fratres juniores : Petri, Manasses et Robinus, et Willermus, et filie sue et frater senioris Petri, Fornerius. Et ut hoc firmius habeatur, ad preces predicti Petri senioris, presentem paginam auctoritate sigilli nostri munivimus.

Actum, anno incarnati Verbi Mº CCº quinto.

Copie de l'an 1398, prise sur l'original ; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny, L. x.

—

46 1205.

Pierre, comte d'Auxerre, déclare qu'après une contestation élevée entre lui et Blanche, comtesse de Troyes, il a été reconnu qu'il existait un parcours entre Tonnerre, d'une part, et Ervy et Saint-Florentin, de l'autre.

Ego Petrus, comes Autissiodorensis et Tornodorensis, notum facio tam præsentibus quam futuris quod, cum discordia esset inter me et dominam meam Blancham, illustrem comitissam Trecensem, super percursu inter Tornodorum, ex parte mea, et Herviacum et Sanctum-Florentinum, ex parte ipsius comitissæ, tandem, rei veritate, de assensu et voluntate dictæ comitissæ et mea, diligenter ab indigenis super hoc inquisita, didicimus percursum esse inter dictas villas ; et ita percursus ille fuit cognitus et probatus. Præterea, contentiones et quærelas quas adversus Hernulphum Grossum, super dicto judicio quod mihi arranaverat, et adversus Columbum Borginum, super caduco matris suæ habebam.......

Actum, anno gratiæ Mº CCº vº.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des Fiefs*, preuves, p. 27.

—

47 1205.

Sentence rendue par Guillaume, comte de Joigny, sur des contestations survenues entre l'abbé et les chanoines de Dilo, d'une part, et Jean, fils de feu Milon de Genest, d'autre part, au sujet du terrage de la terre de Vaux.

Ego Willelmus, comes Joviniaci, notum facio tam presentibus quam futuris quod post longuas disceptationes que fuerant inter abbatem et canonicos Deiloci, ex una parte, et Johannem, filium defuncti Milonis de Genesta, ex altera, super terragio territorii de Vallibus, tandem, in presencia mea compositum fuit inter eos in hunc modum : quod tocius territorii predicti omne terragium in campis equaliter dividetur ; ibique, partibus juste divisis et acceptis, ecclesia Deiloci partem suam, medietatem scilicet, libere ducet ad granchiam suam ; si, vero, eandem partem admodiare voluerit, de ea poterit disponere sine alterius contradictione. Hec omnia laudavit Hersendis, mater prefati Johannis. Habuit, autem, prefatus Johannes, pro bono pacis et concordie, viginti libras de caritate ecclesie Deiloci. Quod ut ratum sit, sigilli mei munimine feci roborari.

Actum, publice, apud Joviniacum, anno Incarnationis dominice millesimo ducentesimo quinto.

Orig. ; Bibl. de la ville de Joigny, liasse spéciale sur Dilo.

—

48 1205.

Décret du chapitre général de Cîteaux qui condamne l'abbé de Pontigny à des peines disciplinaires pour avoir reçu la reine de France dans son monastère, avec un grand nombre d'autres dames, et leur avoir donné l'hospitalité pendant deux nuits.

Abbas de Pontiniaco, qui contra formam ordinis reginam Franciæ cum aliis ejusdem sexus non paucis in suum monasterium introduxit ad audiendum sermonem in capitulo, ad processionem in claustro, et pernoctandum duabus noctibus in infirmitorio, sumta occasione, quod ex rescripto domini papæ et ex permissione domni Cistercii eidem dominæ patebat aditus monasterii, cum eo usque procedendum, nec dominus papa, nec abbas Cistercii indulserint, sed nec etiam aliquid tale cogitaverint. Et quia tam enorme factum sustinuit in totius ordinis injuriam, licet absque omni retractatione depositionem mereretur in instanti ; tamen, ad instantiam et petitionem domini Remensis, cui negare quicquam nec volumus, nec debemus, et aliorum etiam episcoporum, ei parcitur in præsenti. Verum, ne omnino impunita remaneat tanta præsumtio, extra stallum abbatis maneat usque ad Pascha, nec celebret, nisi de necessitate sui officii, et sex diebus sit in levi culpa, tribus scilicet diebus in Cistercio,

et tribus in Pontiniaco, uno eorum in pane et aqua hinc et inde.

Martène, *Thesaur. anecd.* t. III, col. 1245.

—

49 1205.

Guillaume de Narbonne déclare avoir fait don, aux Bons-Hommes qui habitent auprès de Saint-Maurice, d'un setier d'avoine de rente et d'un pré à Luchy, et d'un homme pour les servir ; etc.

Notum sit, tam presentibus quam futuris, quod dominus Willelmus de Nerbona dedit Bonis-Hominibus qui sunt juxta Sanctum-Mauricium, unum sextarium avene apud Lochi et unum pratum quod est ibidem, et unum hominem ad serviendum eis et X solidos annuatim; et preterea concedit eis XII solidos quos Hugo, frater predicti W., donaverat ei.......................... .... ejus unum modium............ Hujus rei testes sunt : Bernardus, Garnerius, Fromondus Bisella, Petrus, Bernardus, Emericus.

Et hoc actum est ...., anno Mº CCº vº.

Orig. endommagé; Arch. de l'Yonne, Fonds du prieuré de Vieupou, Titres généraux.

—

50 1204 [1205], 6 avril.

Abraham de Villeneuve-le-Roi vend aux chanoines de Saint-Paul de Sens, moyennant 26 livres de Provins, trois pièces de terre situées à Véron; l'une de ces pièces tient à la Maison-Dieu de Véron.

Magister Jobertus de Ponte, curie Senonensis officialis, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Universitati vestre notum fieri volumus et presenti scripto protestamur quod constitutus in presencia nostra Abraam de Villa-Nova-Regine vendidit canonicis Beati-Pauli Senonensis, tres portiones terre pro viginti sex libris Pruvinensibus quorum una sita est inter Veronem et Domum-Dei de Verone, et altera inter cheminum et Jonam : tertia vero, in calma inter Veronem et Rovretum, et quoddam pratum situm prope dictam Domum-Dei; vendidit etiam eisdem canonicis duos denarios et obolum annui census quos percipiebat ad Rovretum. Hanc autem venditionem laudaverunt Nicholaus et Jaquinus, filii dicti Abrae et Hugo de Verone, miles, de cujus feodo erant terre et pratum et census, qui Hugo prefatis canonicis quittavit universum jus quod in predictis terris, prato et censu habebat; nec omitandum est quod sepedictus Abraam constituit prenominatum Hugonem, militem, et Nicholaum superius nominatum, et Andream de Villa-Nova-Regine, nepotem prepositi ejusdem ville, plegios erga canonicos de recta garantia super venditione ista portanda. In cujus rei memoriam presentem paginam fecimus annotari et sigilli curie Senonensis munimine roborari.

Actum, anno Gratie Mº CCº quarto, octavo idus aprilis.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Saint-Paul de Sens. — Véron.

—

51 1205, Juin.

André d'Evry et ses trois frères font don à la maison du Popelin de la dîme d'Evry et de la moitié d'un pré audit lieu, pour la pension de leur mère qui y a été reçue converse.

Magister J. de Ponte, officialis curie Senonensis, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Universitati vestre notum fieri volumus quod Andreas de Evriaco, Milo, Johannes et Willelmus, fratres, pro eo quod Freessendis, mater eorum, a fratribus domus de Populino recepta est in conversam, decimam de Evriaco et medietatem prati quod ibidem habebant, eidem domui contulerunt; quam dicti fratres a canonicis altaris Sancti-Petri Senonensis de duodecim libris parisiensis monete redemerunt. Dictus etiam Andreas pasturam suam de Minteio, et censivam quam de ipso dicta domus tenebat, Elisabeth, uxore sua, de cujus parte hec tenebat, laudante et concedente, salvo suo censu donavit. Erlebaudus, insuper, miles, frater predictorum Andree, M. J. et Willelmi, de cujus feodo supradicta decima est, donationem ab eis factam laudavit et concessit, et eidem domui, fide prestita, inde garantiam se ferre promisit. Ad hujus itaque rei memoriam presentem paginam fecimus annotari et sigilli Senonensis curie munimine roborari.

Actum, anno Gracie Mº CCº vº, mense junio.

Orig.; Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens, Fonds du Popelin, II, B 3, nº 24.

En 1208, Dreux de Mello, connétable de

France, donna au Popelin, pour le repos de son âme et de celle de sa femme, 12 deniers de cens sur la terre de *Corveia*, située à Pasquis. Ibid. II, B 3, n° 27.

—

52 1205, Octobre.

La reine Adèle donne à l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif un cens de 2 sous et 3 deniers à Saligny, pour fonder son anniversaire et celui du roi dans le monastère de Saint-Pierre.

Adela, Dei gratia Francorum regina, noverint præsentes et futuri quod nos dilectis in Christo abbati et monachis Sancti-Petri-Vivi Senonensis, pro salute animæ nostræ et Ludovici piissimi regis Francorum, quondam mariti nostri, donavimus censivam unam duorum solidorum et trium denariorum, et quicquid habebamus in villa quæ dicitur Saligni, quæ est prædictorum monachorum, et in ea libertate qua eam tenebamus prædictis monachis quitavimus in perpetuum possidendam. Prædicti, vero, monachi nobis intuitu pietatis et misericordiæ concesserunt quod, singulis annis, anniversarium nostrum celebrabunt. Et ne ista donatio in posterum in irritum valeat revocari, præsentis scripti paginam sigilli nostri munimine fecimus confirmari.

Actum, Meleduni, anno incarnationis Verbi M° CC° quinto, mense octobri.

D. Cottron, *Hist. de l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif*, Ms n° 156, p. 672. Bibl. d'Auxerre.

—

53 1205, novembre.

Philippe-Auguste accorde aux hommes de la comtesse de Champagne qui viendront habiter à Dixmont, les privilèges de ce pays, et règle leurs obligations vis-à-vis de leur ancien seigneur, etc.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi ad quos presentes littere pervenerint quod nos concedimus dilecte et fideli nostre B., comitisse Trecensi, ut si aliqui homines sui, vel de feodis et abbatiis suis domaniis manentes sint apud Dimon, ab anno nuper preterito et infra, vel ibidem, de cetero, ad manendum venerint, omnes possessiones illius qui hoc fecerit, de quibus ille homo tenens erit ea die qua recesserit a domino suo sub quo erat, remanebunt illi domino sub quo erat et a quo recedet, nisi tantum fuerit homo ipse erga ipsum quod possessiones ipsi remaneant. Homines, autem, qui nunc manentes sunt apud Dimon remanent nostri in libertate Dimonensi. Si, vero, dominus a quo recesserit homo ille, de ipso conqueri voluerit, ille dominus a quo recessit jus capiet de illo apud Dimon. Antiquas, autem, consuetudines quas terra nostra Senonensis et Moreti solet habere in terra Campanie, et terra Campanie in terra nostra Senonensi et Moreti, videlicet de mutuo intercursu hominum seu feminarum, utpote quando homines seu femine vadunt de una terra in aliam, volumus et precipimus observari in eo puncto in quo erant tempore patris nostri et comitis Henrici, et nostro etiam tempore postquam communia facta fuit apud Senones; et, si forte super hoc intercursu aliqua contencio oriatur; si homines nostri Senonensis et Moreti voluerint probare consuetudines ad usus terre Campanie de quibus contencio fuerit super hoc intercursu, illas probabunt ubi debuerint. Et si homines comitisse aliquas consuetudines voluerint probare ad usus terre nostre Senonensis et Moreti super eodem intercursu, illas probabunt ubi debebunt. Durabit autem ista concessio usquedum heres Campanie sit ad etatem tenendi terram. Quod ut ratum sit, sigilli nostri munimine roboramus.

Actum, Parisius, anno Gratie M° CC° quinto, mense novembri.

Bibl. nat., A 17, B 69 V°, C 89 V°, D 175 V°, E 141.

—

54 1205 [1206], février.

Pierre, comte de Nevers, promet au duc de Bourgogne que lui et celui de ses héritiers qui possédera Mailly, tiendra de lui en fief la maison de Voutenay, et qu'il la lui rendra pour son service dans l'état où il l'aura reçue.

Ego Petrus, comes Autissiodorensis et Tornodorensis, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod promisi et juravi domino meo Odoni, duci Burgundiæ, quod ego, hæres meus, qui Mailliacum tenebit, capiemus domum de Votenayo de prædicto duce, et de ejus hæredibus, et quotiens domino duce necesse fuerit, ipsam domum pro negotio suo ei tradam ita munitam sicut eam invenerit, et ipse in eo statu in quo ei tradam michi reddet, et hoc mihi jurabit. Si, vero, quod absit, ab iis conventionibus vo-

luero resilire, infra octo dies submonitionis domini ducis, palicium dictæ domus dirui faciam. Hoc autem fide prestita, de mandato meo manu ceperunt Bartholomæus de Polisiaco; Willelmus de Migeio; Galterius marescallus; Gaufridus, camerarius, et Johannes Columbs, qui, si ab hiis conventionibus resilirem, hostagium tenerent apud Montbar, donec plenius emenderetur.

Actum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo quinto, mense februario.

Dubouchet, *Hist. généal. de la Maison royale de Courtenay*, preuves, p. 13.

En 1210, Pierre de Courtenay fit hommage de la forteresse de Voutenay au duc de Bourgogne. — Ibid., preuves, p. 11.

A cette dernière date, Gautier, abbé de Vézelay, déclara ne pouvoir rien aliéner de ce qu'il possédait à Voutenay, sans le consentement de l'église d'Auxerre, à moins qu'il n'acquière quelque chose du comte d'Auxerre, et sauf le droit de l'abbaye Saint-Germain. — Cartul. de Saint-Germain, F° 42 V°.

—

55 1206.

Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre, confirme une vente de prés situés sur le ruisseau de Beaulche, faite par Ithier Borne à l'abbaye de Saint-Marien, moyennant la somme de 520 livres.

Ego Petrus, Autissiodori et Tornodori comes, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod Itherus Bornus, miles, vendidit ecclesie et fratribus Sancti-Mariani, prata illa que adherent domui eorum super Belcham fluvium, sub precio quingentarum et viginti librarum. Censum etiam pratorum qui erat Gile, matris prefati Itheri, ipsa quitavit, ita quod eadem prata predicti fratres sine censu vel aliqua consuetudine pacifice possidebunt. Hanc venditionem et quitationem ego laudavi et concessi. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli mei appositione firmavi.

Actum, anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo-sexto.

Orig., scellé du sceau du comte (brisé); Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Marien.

Hervé, comte de Nevers, et sa femme Mathilde, approuvèrent également cette vente par une charte donnée à Ligny, aux calendes de janvier, l'an 1206. En 1230, Milon de Villefargeau, écuyer, et Elisabeth, sa femme, permirent à Guillaume, official, d'arroser les prés situés sur la rivière de Beaulche, qu'il tenait de l'abbaye Saint-Marien, et de faire un barrage pour conduire l'eau dans lesdits prés. — Ibidem.

—

56 1206.

Coutume de Lorris accordée aux habitants de Mailly-Château par Pierre de Courtenay, confirmée par le comte Gui et le roi Charles V.

Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre, seigneur de Mailly-Château, aimant d'une affection singulière son château de Mailly, les faubourgs et tous les habitants de ce lieu, y a établi la coutume et la liberté de Lorris.

Le texte de la coutume de Lorris, déjà publié t. II, p. 381 du *Cartulaire général*, ne diffère ici que sur les points suivants, et quelquefois seulement par une rédaction différente. Voici ces paragraphes :

In nomine.... etc. Ego Petrus comes Autisiod. et Tornod., et dominus Malliaci, etc.

Quilibet hominum Mailliaci, singulis annis in festo Sancti-Remigii, quinque solidos monete Autisiodor. pro festagio domus sue michi dabit; salva tamen libertate clericorum et militum, qui nullum debent festagium. — Nullus hominum Mailliaci aliquam curvatam nec michi, nec alteri faciat, nisi tantum illi qui quadrigas habebunt, qui semel in anno, si submoniti fuerint, quadrigas suas michi usque ad Betriacum vel usque ad Voletenetum, vel usque ad Collengias, pro cibis meis quadrigandis acomodabunt; et semel in anno michi adducent ligna de Fretoy in domum meam de Mailliaco, ad comburendum, si inde submoniti fuerint. — Quincunque in parrochia Mailliaci anno et die manserit, nullo clamore eum sequente, neque per dominum Mailliaci, sive per prepositum rectitudinem prohibuerit, deinceps liber et quitus permaneat; hoc tamen observato, quod si aliquis militum casatorum Mailliaci, aliquem hominem apud pro servo suo calumpniaverit, et hec tercia manus militum et procinctu parentele probare poterit, ille servus ultra quindecim dies non tenebitur apud Mailliacum; sed in salvo conductu extra castellaniam Mailliaci conducetur. — Quicunque in parrochia

Mailliaci domum suam, aut pratum, aut vineam, aut agrum, aut quamcumque aliam possessionem, anno et die pacifice tenuerit, nulli super hoc de cetero respondebit, nisi aliquis qui se jus sciat in hoc habere, et qui per illum annum extra patriam moram fecerit, voluerit reclamare. — Homines de Mailliaco illum usagium habebunt in bosco de Fretoy, quem in eo semper habuerunt; hoc eciam observato, quod forifacta mea de bosco, sicut et alia de sexaginta solidis ad quinque solidos, et de quinque solidis ad duodecim denarios veniant. — Si cui impositum fuerit quod in garena mea in planum venatus fuerit, solo juramento se deculpabit; alioquin quinque solidos emendabit. — Nullus carnificum Mailliaci, pro carne mortua vendicionem dabit. — De excasuris ita erit, quod semper ad propinquiorem heredem deveniet. Si vero mortuus nullum heredem habuerit, burgenses Mailliaci tenebunt per annum et diem in manu sua excasuram; et si infra illum terminum aliquis venerit qui se sciat jus habere in excasura quicquid per legitimorum testium probationem acquirere poterit, habebit; alioquin post annum et diem, ad dominum Mailliaci deveniet excasura. — Nullus vinum Mailliaci cum edicto vendat, nisi dominus Mailliaci qui vinum vinearum suarum tantum, in mense augusto vendere poterit. Has, itaque, consuetudines, ego et Yolendis, comitissa, uxor mea, bona fide tenere in perpetuum juravimus, presentem paginam sigillorum nostrorum munimine roborantes. Juraverunt hoc Philippus, filius meus, Acelinus de Merriaco, Wuillermus de Nugeyo, Hugo de Mailliaco, Augalo de Boy, Johannes Berarz, Garterus Marescalli et Petrus Lecardi, et Henricus, buticularius. — Promisi eciam hominibus Mailliaci et concessi, quod tociens apud Mailliacum prepositum, vel mandatum meum mutavero, has convenciones jurabunt.

Laurière, *Ordonnances des Rois*, t. V, p. 715.

1229. — Gui, comte de Nevers et de Forez, et Mathilde, sa femme, confirmèrent la charte précédente.

1371, octobre. — Charles V, ayant acheté le comté d'Auxerre, confirma également la charte de Gui de Forez. — Ibid., p. 718.

—

57 1206, 15 MAI.

Manassès, archidiacre, et Guillaume, trésorier de l'église de Sens, prononcent sur les contestations élevées entre les chanoines de Dilo et le curé de Champlay, au sujet des dîmes de Champlay. Le curé aura la dîme dûe à sa cure, dans laquelle les chanoines ont le tiers des novales, savoir en grains, chanvres, vin, lin, pois, fèves et gaudes.

Manasses, archidiaconus et Willelmus, thesaurarius Senon., omnibus ad quos littere presentes pervenerint in Domino salutem. Noverint universi presentes pariter et futuri, quod inter venerabilem Adam, abbatem et canonicos Deilocenses, ex una parte, et Michaelem, presbiterum de Chanlaio, ex altera, questio super decimis emersisse; utraque pars, abbas, scilicet Deiloci et Michael, presbiter de Chanlaio, ex voluntate et assensu domini Gaufridi, decani Senonensis, ad quem ecclęsia de Chanlaio pertinebat, in nos compromiserunt concedentes, sub pena decem librarum, ut quicquid super hoc inter eos, concordia vel judicio, disponeremus, ratum haberent. Tandem, post multas altercationes, ad peticionem partium, nobis mediantibus, in hanc formam pacis unanimiter convenerunt: quod presbiter de Chanlaio, sine alterius participio, habebit tractum decime presbiteralis; in qua decima etiam de novalibus canonici Deiloci terciam partem habent, scilicet de annona, de canabo, vino, lino, pisis et fabis et guasdia; de aliis, vero, fructibus, nichil predicti percipient canonici. De canabo, lino et guasdia que in finagio magne decime fient, habebunt similiter canonici Deilocenses terciam partem. Decima, vero, pisarum, fabarum et vitiarum est de majori decima. Pro tractu etiam supradicto, habebit presbiter quatuordecim sextarios annone et unam minam, scilicet: quatuor sextarios et unam minam frumenti, si in decima fuerint, et decem sextarios ordei; et preterea unam minam frumenti quam domino quondam de Pogiaco donavit in elemosinam ecclesie de Chanlaio. Habebit preterea decimam Gillaude per se sine participe. Terre quoque ecclesie de Chanlaio, quas in presentiarum possidet, ab omni decima erunt immunes. Si que, autem, terre deinceps acquirentur ecclesie jam dicte, de illis solventur decime, sicut solvi solebant antequam ad ecclesiam devenirent. Serviens qui decimam presbiteralem trahet, canonicis fidelitatem faciet. In laboribus suis sicut et alii decimam solvet, preter quam de terris ecclesie quas in presentiarum possidet que, ut dictum est, a decimarum solutione, sunt immunes. Ut, igitur, hujus

compositionis firmitas perpetuam stabilitatem obtineat, ad peticionem partium, eam presenti pagine fecimùs annotari et sigillorum nostrorum patrocinio roborari.

Actum, Senonis, idus maii, anno Verbi incarnati Mº CCº sexto.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Dilo, L. XII.

—

58 1206 [1207], 7 FÉVRIER.

L'official de Sens rapporte que Marguerite, veuve de maître Gautier, charpentier, et son fils, ont vendu à l'abbaye de Vauluisant un jardin situé près des maisons du monastère (à Sens).

Magister Jobertus de Ponte, Senon. curie officialis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod, constituti in presentia nostra, Margarita, relicta magistri Galteri, carpentarii, et Petrus, filius ejus, vendiderunt fratribus de Valle-lucenti virgultum suum, prout domus eorumdem fratrum comportat. Fiduciaverunt autem dicti M. et P. se dictis fratribus debitam garantiam super eodem virgulto portaturos et daturos eis plegios de garantia portanda. In cujus rei memoriam presentem cartam fecimus annotari et sigillo Senonensis curie roborari.

Actum, VIIº idus februarii, anno Gracie Mº CCº sexto.

Orig., scellé du sceau de l'official, figurant un buste d'évêque. Archives de l'Yonne, Fonds Vauluisant, L. XLIII.

—

59 1207.

Pierre, comte d'Auxerre, déclare que lorsqu'il est venu dernièrement dans le comté de Nevers, et qu'il a acheté de Marie, comtesse de Tonnerre, Mailly, dont elle jouissait à titre de dot, il s'est enquis auprès de ses vassaux de qui relevait Mailly, et, suivant leur conseil, il a repris cette terre de Marie, comtesse de Champagne, puis des possesseurs successifs de ce comté, et ce sans opposition de la part de l'évêque d'Auxerre. — Confirmation en 1210. — Hommage à l'évêque d'Auxerre, sous le coup de l'excommunication.

Ego Petrus, comes Altissiod. et Tornodor., notum facio universis ad quorum notitiam præsentes litteræ pervenerint, quod quando veni noviter in comitatu Nivernensi, et emi Mailliacum de domina mea Maria, tunc comitissa Tornodorensi, quæ Mailliacum tenebat pro dotalitio, quæsivi ab hominibus meis de cujus feodo Mailliacum esset, et ad suggestionem eorum, tunc Mailliacum cepi de Maria, comitissa tunc Campaniæ; postmodum de comite Henrico, postmodum de comite Theobaldo, postremo, vero, de domina mea, Blancha, nunc comitissa Campaniæ, Hugone, nunc episcopo Autissiodorensi, non reclamante, litteris præsentibus testificantibus.

Actum, anno Domini Mº CCº VIIº.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 32.

Voyez ci-après, an 1210, au mois de juillet, une lettre du comte au pape Innocent III, confirmative de la charte précédente. — En 1211, 10 février, le comte changea d'opinion et reconnut publiquement, à Vermanton, que Mailly-Château et Bétry relevaient de l'évêque. *Gallia*, t. XII. — En 1214, au mois de novembre, le comte déclara, pardevant le légat du pape, que l'évêque d'Auxerre l'avait contraint, par excommunication, de lui faire hommage desdites terres. — Chantereau-Lefebvre, p. 51.

—

60 1207.

Guillaume de Tanlay et Adélaïde, sa femme, déclarent avoir donné à l'abbaye de Quincy tout ce qu'ils possédaient au *Moncel-Gouffre*, du consentement de leur fils Robert. Ils veulent, en outre, être inhumés dans l'abbaye de Quincy.

Ego Guillelmus de Tanlaio, et ego Adelais, uxor ejus, notum facimus præsentibus et futuris quod nos dedimus, amore Dei, pro remedio animarum nostrarum et antecessorum et hæredum nostrorum, quidquid habebamus in Moncel-Gouffre (1), Deo et ecclesiæ Quinciaci, fratribusque ibi Deo servientibus, in puram et perpetuam eleemosinam, post decessum nostrum, laudante filio nostro Roberto. Eligimus etiam ibi sepulturam et hoc volumus et concedimus, ut apud Quinciacum post mortem nostram sepeliamur. Et ut hoc ratum et firmum a perpetuo perseveret, sigilli nostri munimine ro-

(1) Ce lieu dit, appelé aussi Monceau-Coufroy, était situé à l'extrémité des finages de Baon, touchant à ceux de Commissey et de Tanlay. Ce devait être au moyen-âge un passage très dangereux. Le chemin de Tonnerre à Châtillon y passait entre les côteaux boisés et une plaine marécageuse qui avait tout l'aspect d'un précipice ou d'un gouffre.

boravimus. In hujus etiam rei testimonium, ad petitionem nostram, Joduinus Melundensis et Olivarius, Quinciaci abbates, et Petrus decanus Sancti-Vinnemerii, sigilla præsenti pagine apposuerunt anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo VII°.

Copie tirée des Archives du château de Tanlay.

La même année, Hérard de Villehardoin, seigneur de Lézinnes, et Mabille, sa femme, ont approuvé la donation faite par Hugues Carebouche, à l'abbaye de Quincy, de tout ce qu'il possédait au finage de Moncel-Gouffre, tant bois que plaine, en suivant le ruisseau jusqu'au finage de Baum (Baon). — Ibid.

—

61 1207.

Guillaume, comte de Joigny, déclare avoir donné à l'abbaye de Crisenon, pour y fonder son anniversaire à trois prêtres, 40 sous de rente à prendre à Escolives. Il veut aussi que les étangs de ce lieu, qui appartiennent à ladite abbaye, et dont il jouit, lui soient remis après sa mort.

Ego Willelmus, comes Joviniaci, tam presentibus quam futuris notifico quod donavi in perpetuam elemosinam et concessi ecclesie Beate-Marie de Crisenone, et monialibus ibidem Deo servientibus, pro remedio anime mee et pro anniversario michi annuatim cum tribus sacerdotibus faciendo, xl. s. annui redditus quos percipient in censibus meis apud Escholivam constitutis, qui michi ad festum Sancti-Remigii annuatim debentur persolvi. Preterea stanna apud Escholivam sita, que sunt ecclesie jam dicte Crisinoni, quamdiu vixero possidebo, et post decessum meum ad pronominatam ecclesiam libere et absque contradictione aliqua revertentur. Ut autem hec predicta firma et inviolata in perpetuum permaneant, sigilli mei munimine cartam istam roborari.

Actum est, anno Gracie M° CC° septimo.

Cartul. de Crisenon, pièce 23, F° 11 R°. Bibl. nat., n° 154.

En 1196, A., comtesse de Joigny, avait reconnu que Sara, vénérable abbesse de Crisenon, lui avait concédé un étang situé au-dessous d'Escolives, pour en jouir sa vie durant. — Ibidem.

—

62 1207.

Promesse, par Philippe-Auguste, à la comtesse de Champagne, à Gui Gâte-Blé et à Henri de Mauni, de ne point établir de nouveaux villages et de ne prendre sous sa protection aucune association entre Dixmont et Mâlay-le-Roi, de là à Fontaines et jusqu'à Voisines et Thorigny, etc. — Paiement au roi de 1000 livres parisis.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod nos concessimus dilectis et fidelibus nostris B., comitisse Campanie, Guidoni Gasteble et Henrico de Malo-Nido, quod nos non poterimus aliquam villam novam facere, neque societatem alicujus capere infra hos terminos, scilicet a Dymonte usque Malleium-Regis, et inde usque ad Fontes juxta Saliniacum; et inde usque ad Voisinas, et inde usque ad Thoreniacum, et inde sicut Aqua Oreuse decurrit usque ad Yonam, exceptis tamen illis que ibi erant ea die qua presens carta fuit facta. Volumus, autem, et pagina presenti decernimus, ut carta illa quam canonici Senonenses a nobis habent super societatem de Thoreniaco, nullius de cetero valoris sit aut momenti. Hec autem supradicta ipsis et eorum heredibus concedimus, salvo jure alieno, et salvo jure nostro quod habemus in villis capitulorum et ecclesiarum, ratione regalium. Propter hoc, autem, ipsi dederunt nobis mille libras parisiensis monete. Quod ut ratum, etc.

Actum, apud Fontem-Bliaudi, anno M° CC° septimo, etc.

Chartul. Campaniæ, Ms. 5992, F° 7, V°. — KK 1064, F° 5. V° et 372; Bibl. nat.

—

63 1207, AOUT.

Donation, par Milon de Pougy et sa femme, à la Maison-Dieu de Sens, établie devant l'église Saint-Etienne, de toutes les vieilles dîmes de Saint-Valérien, de Fouchères et de *Subtrasia* etc., pour laquelle libéralité ils ont reçu 1,000 livres parisis.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus tam presentibus quam futuris ad quos littere presentes pervenerint, in Domino salutem. Noverit universitas nostra quod nobilis vir Milo de Pogiaco et Helisabeth, uxor sua, in presentia nostra constituti in perpetuum dederunt elemosinam pauperibus domus-Dei, que sita est ante ecclesiam Beati-Stephani, omnes antiquas decimas

quas ipsi percipere solebant in territorio de Sancto-Valeriano, de Foscheriis et de Subtrasia, et quicquid dominii in eis habebant, exceptis decimis agriculture sue de territorio de Villa-Chavan, et exceptis decimis de Praella. Et de eisdem decimis quas dicte domui-Dei dederunt in manu nostra se devestierunt, et nos, de eorum assensu et voluntate, magistrum ipsius domus-Dei de eis investivimus. Dederunt, preterea, predicti Milo et Helisabeth, omnibus ovibus ejusdem domus-Dei perpetuum usuarium pasture totius terre sue, tam in nemoribus quam in plano, prout aliis animalibus datum fuerit ad pasturam. Hanc elemosinam laudaverunt liberi eorum, Andreas et Agnes, ceteris liberis eorumdem, videlicet, Guidone et Oda in etate adeo tenera constitutis quod nondum habebant usum loquendi. Laudaverunt etiam eandem elemosinam dominus Gaucherus de Joviniaco et Domina Aelicia de Venesiaco (1), uxor ejus, et dominus Erardus de Brena, ipsius Aelicie filius, de quorum feodo predicte decime movebant. Prefatus, vero, Milo, quia intuitu donationis predictorum decimarum de elemosinis memorate domus-Dei habuit mille libras parisienses, fide interposita firmavit se rectam garantiam portaturum; et inde plegios obligavit dominum Garnerium et dominum Ansellum de Triangulo, dominum Buchardum de Vandopera et Gilonem de Flagiaco, militem.

Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentem cartam sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, mense augusto, anno Gracie millesimo ducentesimo septimo.

Orig.; Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens, B 1, n° 2.

Au mois de juin 1211, Guillaume Chardons, le jeune, et Agnès, sa femme, ont donné à l'Hôtel-Dieu toutes les dîmes qu'ils percevaient à Saint-Valérien et à Fouchères. Ils ont reçu pour ce don 100 livres parisis. Robert, fils des donateurs, Milon de Pouy, Guillaume Chardons, père de Guillaume, de qui relevaient en fief les dîmes données, ont ratifié la présente donation. — Ibid.

—

(1) La Charte de Gaucher de Joigny et d'Aaliz de Venizy, sa femme, est du mois d'octobre 1207, même fonds.

64 — 1207, 3 SEPTEMBRE.

Adjudication, par André, procureur de la cense du Chapitre de Sens, d'une maison dans cette ville, devant l'église Saint-Etienne, à Pierre de Saint-Julien, etc.

* Andreas, procurator censive capituli Senon., omnibus ad quos littere presentes pervenerint, in Domino salutem. Noverit universitas nostra quod cum Pino Claudius, de Naalliaco, domum suam de censiva capituli Senonensis, contiguam domui-Dei Senonensis, ante ecclesiam Beati-Stephani vendidisset Regnaudo de Naalliaco, canonico Bituricensis, et Petrus de Sancto-Juliano, clericus, prefati Pinonis consobrinus, ratione propinquitatis dictum Regnaudum super eadem domo impeteret: constitutis ad litigandum in presencia nostra partibus, videlicet Petro clerico, ex una parte, et Goffrido de Naalliaco, ex altera, quem prefatus Regnaudus, frater suus, loco sui procuratore tocius cause sue constituerit, cognito ex utriusque partis confessione nobis publice facta, in jure, quod memoratus Petrus, clericus, in propinquiori gradu consanguinitatis contingebat Pinonem qui domum vendiderat; quia predictus Regnaudus, de consilio prudentum virorum qui aderant, decrevimus quod idem Regnaudus Petro clerico ratione propinquitatis cedere debebat, et recepto precio domus vendite ab eodem Petro, tenebatur ipsum Petrum mittere in possessionem ejusdem domus, presertim cum nundum esset annus elapsus a die venditionis facte, et Petrus instanter offerret ei precium domus..... presentiarum pro manibus habebat. Quod totum in oculis nostris, sine omni contradictione completum est, Petro tradente sexaginta-novem libras parisienses Goffrido procuratori sepedicti Regnaudi, et eodem Goffrido pecunia prius numerata et resignante in manu nostra, sicut moris est, domum memoratam de qua post talem resignationem Petrum clericum vestivimus.

In cujus rei memoriam, quia sigillum proprium non habebamus, presenti carte sigillum [curie] Senon. in cujus censiva supradicta domus contineri dinoscitur, fecimus apponi.

Actum, tercio nonas septembris, anno Gracie M° CC° VII°.

Orig.; G. 1360; Archives de l'Yonne.

A cette pièce sont jointes: Une lettre de J. de Pont, official de la cour de Sens, relatant le

paiement de la somme de 69 livres faite par Pierre, diacre de Saint-Julien, à Geoffroi de Nailly, pour son frère Renaud, chanoine de Bourges; — Une autre lettre d'Etienne, doyen, et du Chapitre de Sens, ratifiant la sentence ci-dessus.

—

65 1207 [1208], MARS.

Abandon, par Evrard Mellin, à l'abbaye de La Pommeraie, d'une vigne située « inter cheminum qui ducit ad Pruvinum et Gisiacum, » et de terres situées à la Haie Papelon, etc.

Arch. de l'Yonne; Abbaye Notre-Dame de Sens, L. IV.

—

66 1208.

L'archevêque de Bourges déclare avoir donné à l'abbaye de Pontigny une vigne située à Saint-Bris, à condition qu'après sa mort l'abbé fera aux moines une pitance, le jour de son anniversaire.

Ego Willelmus, Dei gracia Bituriensis archiepiscopus, Aquitaniensis primas, notum facimus presentibus et futuris quod nos, in vita et incolumitate nostra, quandam vineam, quam apud Sanctum-Priscum habebamus, dilectis in Christo abbati et fratribus Pontiniac., pro salute anime nostre, dedimus et concessimus perpetuo pacifice possidendam, ea devotione quod abbas qui pro tempore erit, post obitum nostrum, conventui Pontiniacensi in aliquo pitancie beneficio provideat, anniversarii nostri die. Ad majorem igitur firmitatem et evidenciam pleniorem, presentem cartam fieri fecimus et sigilli nostri appositione muniri.

Actum, anno Domini M° CC° octavo.

Orig., scellé du sceau de l'archevêque de Bourges; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, L. L.

Au XIII° siècle, l'abbaye de Pontigny possédait plusieurs pièces de vignes à Saint-Bris. En 1222, au mois de mai, Guiard, official et archidiacre de Troyes, prend à bail, sa vie durant, une pièce de vigne dépendant de l'abbaye et située à Saint-Bris, au climat de Montelou. Il s'engage à abandonner à l'abbaye, en reconnaissance, après lui, tout ce qu'il acquerra sur le même territoire. — Copie du Grand Cartul. de Pontigny, f° 100.

En 1227, au mois de décembre, le même personnage ayant donné à l'abbaye une somme de 60 livres de Provins pour acheter des vignes à Saint-Bris, l'abbé lui remit 6 arpents et demi de vignes au climat du Bonvincelois, dont il jouirait sa vie durant, ainsi que deux autres arpents de vigne qu'il avait achetés audit Saint-Bris, pour 32 livres; lesquels devaient faire retour à l'abbaye après sa mort. — Ibid.

Les vignes de Saint-Bris avaient au XIII° siècle une certaine réputation, et beaucoup d'étrangers en possédaient. Citons encore Guillaume de Monpincié, chevalier, qui vendit à Pontigny sa vigne lieu dit Corbe-Vaux, et sa maison au dedans des murailles de Saint-Bris (1230); — Jean de Rougemont, qui donna, en 1239, 7 arpents de vignes en Corvées et en la Vallée de Fontenoy; — Louis, clerc de l'évêque de Troyes, qui reconnut avoir pris de l'abbaye, à titre d'usufruit, un demi arpent de vigne situé près de la maison des Templiers (1251-1255). — Ibid. — 1266, jeudi après Saint-Luc, maître Simon Provenceau, maçon, et sa femme, en reconnaissance des bienfaits que les religieux de Pontigny leur ont faits, leur ont donné, par testament, 3 denrées de vigne à Saint-Bris, lieu dit Vaux-de-Villiers, et une maison audit lieu, devant la Maison-Dieu. — D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, preuves, t. III, p. 20.

—

67 1208.

Vente par Renaud Motot et sa femme, à l'archevêque de Sens, de tout ce qu'ils possédaient à Chaumot, pour 100 liv. de Provins.

Frater V., dictus abbas de Escarleiis, universis ad quos littere iste perseverint, in Domino salutem. Universitati vestre notum facimus quod Reinaudus Motoz et Maria, uxor ejus, laudantibus liberis suis, vendiderunt domino P. Dei gratia Senonensis archiepiscopo, quicquid habebant in parrochia de Chaumoth, tam in decimis quam in redditibus aliis; et habuerunt pro hoc centum libras monete proviniensis. Quod totum Odo Brulez et Isembardus, filius ejus, milites, de quorum feodo predicta erant, in presentia nostra constituti, laudaverunt et quicquid juris in predictis habebant, fide interposita, quitaverunt. Et ut hoc in posterum ratum habeatur, ad petitionem parcium presentem cartam scribi et sigilli nostri impressione fecimus muniri.

Actum, anno incarnati Verbi M° CC° VIII°.

Orig.; bibl. de Sens, Fonds de l'archevêché.

—

68 1208.

Le doyen de Tonnerre atteste que Jean, chapelain de Chichée, et Gui le Roux, son frère, ont vendu aux moines de Quincy, un pré,

situé près de celui des moines de Chichée. Quand les moines firent cette acquisition, il fut publié, dans l'église de Chichée, que, si quelqu'un avait des réclamations à faire à ce sujet, il le pouvait.

De gestis hominum grandis solet aboriri calumnia, que nec scripto, nec voce testium confirmantur. Igitur ego J., Tornodor. decanus, notum fieri volo tam presentibus quam futuris quod Johannes, capellanus Chichiaci, et Guido Rufus, frater ipsius, vendiderunt quoddam pratum fratribus Quinciacensibus quod est situm juxta prata monachorum Chichiacensium, bene et legitime, secundum usum et consuetudinem patrie; quando, vero, predicti fratres predictum pratum emerunt, nunciatum fuit in ecclesia quod, si aliquis in predicto prato jus haberet, reclamaret; set non fuit aliquis qui reclamaret. De venditione, vero, ista receperunt Morinus et Martinus, famuli Chichiacenses, laudationes et venditiones, quibus recipere pertinebat. Istam, vero, venditionem concessit predictus J., coram Galtero, priore Chichiaci, quondam abate Flaveniensi; coram domino Milone de Sarreni, preposito Sancti-Michælis Tornodorensis; coram domino Teobaldo, priore Leniaci ville; coram magistro Gilone de Autissiodoro; coram Andrea; coram Ilaram; coram Guiberto de Bettri, sororio domini Johannis, capellani Chichiaci; coram Petro de Echemiliaco; coram Martino, Morino, famulis Chichiacensibus; et promisit se predictis fratribus predictum pratum erga omnes, pro posse suo, garantire. Ne vero super venditione ista aliqua posset aboriri calumnia, tam predictorum fratrum precibus quam predicti J. Chichiaci capellani et G. fratris ejusdem, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi.

Actum incarnati Verbi anno M° CC° VIII°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Quincy.

---

69 1208.

Eudes, duc de Bourgogne, ratifie la donation faite aux Templiers du Saulce d'Island par son fidele Pierre d'Amancey, du droit de moudre à son moulin d'Island, et d'un homme dudit lieu.

Ego Odo, dux Burgundie, notum facio presentibus et futuris, me laudasse et concessisse elemosinam quam dominus Petrus, fidelis meus, de Amancia, fecit Deo et fratribus Templi de domo Salicis Iolent, scilicet quod dicta domus Templi Salicis Iolent, absque aliquid donando, molat in molendino de Iolent quod fuit ejusdem Petri de Amancia, et unum hominem ejusdem Petri apud Iolent, scilicet Johannem Rivel et heredes ipsius. Quod ut ratum habeatur, presens scriptum sigillo meo confirmavi.

Actum est hoc, anno Gratie M° CC° octavo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de la commanderie de Pontaubert. — Island.

---

70 1208.

Le comte de Joigny, voulant terminer les différends qui s'élevaient souvent entre lui et les chanoines de Saint-Marien au sujet des *escheites* des hommes ou des femmes du Chêne (1) et de Saint-Marien qui s'unissaient ensemble, déclare qu'à l'avenir les enfants et les biens des hommes de Saint-Marien alliés à des femmes de Coulanges seront communs, etc. L'acte contient de longs détails sur ce sujet.

Ego Guillelmus, comes Joviniaci, notum esse volo omnibus presentes litteras inspecturis quod, cum homines vel femine Sancti-Mariani hominibus vel feminis meis de Quercu matrimonio jungebantur, contentio tunc erat inter me et canonicos, utrum ipsi habere deberent excasuras hominum vel feminarum suarum morientium, sicut habere consueverant de illis qui hominibus vel feminis meis liberis matrimonio jungebantur. Pro bono itaque pacis et pro utilitate tam eorum quam suorum hominum, complacuit mihi et ipsis canonicis quod amodo quotienscumque homines vel femine Sancti-Mariani hominibus vel feminis meis de Colungiis matrimonio conjungentur, cujuscumque legis aut conditionis sint, filii et filie ex ipsis nati et res eorum, tam mobiles quam immobiles, communes erunt mihi et canonicis; et si duo filii vel plures fuerint, cum tempus partiendi venerit, filii illi et res eorum, tam mobiles quam immobiles, inter me et canonicos equaliter dividentur. Si autem unicus filius vel filia fuerit et de superstite patre vel matre ipsius dubitetur quod non bene debeat custodire

(1) Lieu détruit sur Coulanges-les-Vineuses.

vel res illius de assensu canonicorum et meo, filius ille vel filia alicui bono viro commendabitur qui ipsum nutriat, et res ejus fideliter conservet et augeat. Si, vero, ille filius communis vel filia sine herede morietur, omnes res ejus inter me et canonicos equaliter dividentur. Cum, autem, homines mei vel femine conjuncti hominibus vel feminis Sancti-Mariani, antequam filios vel filias procreent morientur, ego, sine contradictione, excasiram (*sic*) habebo de meis et canonici similiter de suis. Quum diu, vero, simul vixerint, sive filios habeant, sive non, ego talliam faciam in meis et canonici similiter in suis. Unica filia hominis mei Petri Botevielle, que nata est de Ermengarde femina Sancti-Mariani, communis remanet mihi et canonicis, et de assensu eorum et meo, sicut supradictum est, cum omni jure suo, patri suo, vel alteri debet commendari. Pro hac compositione abbas et canonici de bonis ecclesie viginti libras pruviniensium michi donaverunt et quadraginta solidos consiliariis meis. Quod ut ratum permaneat futuris temporibus et inconcussum, presentem paginam sigilli mei appositione roboratam, concessi ipsis canonicis habendam. Hec autem compositio facta est, mediante abbate Sancti-Petri.

Actum, anno incarnati Verbi millesimo ducentesimo-octavo.

Orig. ; Archives de l'Yonne ; Fonds de l'abbaye de Saint-Marien d'Auxerre. — Coulanges-les-Vineuses.

—

71 1208, AVRIL.

Dreux de Mello et Guillaume, son fils, attestent que D., femme d'Hugues de Chevannes, chevalier, a légué à l'abbaye Saint-Germain, du consentement de son mari et de ses trois fils, 30 sous auxerrois de rente sur sa terre de Beaulche et de Chevannès. Elle a donné aussi à l'église Notre-Dame-de-Beaumont le revenu nécessaire à l'entretien d'une lampe perpétuelle.

Ego Drocho de Merloto, miles, et ego Willelmus, filius ejus, notum fieri volumus presentibus pariter et futuris quod D., uxor Hugonis, militis de Chevannis, ipso Hugone et filiis suis H. et Her. et Jo. presentibus et consencientibus (1), dedit in legato ecclesie Beati-Germani Autissiodorensis triginta solidos autissiodorenses, annuatim die die anniversarii sui ad refectionem fratrum predicte ecclesie reddendos in hoc super terram suam de Belcha et Chevannis, que ad eam jure hereditario pertinere dinoscitur. Ad hec predicta D. dedit ecclesie Beate-Marie de Bello-Monte redditus ad opus et usum unius lampadis imperpetuum procurande. Et nos, ad peticionem prefatorum Hugonis et ejus filiorum, nos tutores et hujus legati concessimus fore et defensores, si quid questionis super hoc forte emanaret. Quod ut ratum et firmum habeatur, sigillorum nostrorum munimine curavimus roborari.

Actum, incarnati Verbi anno Domini M° CC° VIII°, mense aprili.

Cartul. du pitancier de Saint-Germain, XIII° siècle ; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 141, F° 14 V°, n° 91.

(1) En 1226, au mois d'avril, Herbert de Chevannes, chevalier, et Jehan, son frère, ont donné à l'abbaye Saint-Germain, pour l'anniversaire de leur père, Hugues de Chevannes, chevalier, 9 sous auxerrois de rente. — Ibid., F° 4 V°, n° 24.

—

72 1208, AOÛT.

Pierre de Joigny s'engage envers la comtesse de Champagne, qui lui sert de caution pour 300 livrées de terre que lui a constituées Guillaume, comte de Joigny, son père, à ce que, dans le cas où il lui arriverait quelque dommage à cette occasion, elle aurait recours sur le fief qu'il tient d'elle, etc. (1).

Ego Petrus de Joigniaco notum facio tam præsentibus quam futuris quod, cum domina mea charissima, Blancha, comitissa Trecensis illustris, se ad preces meas plegiam constituisset pro me erga dominum et patrem meum Willermum comitem Jovigniaci, quod ratas tenerem et firmas conventiones illas quas habeo erga dictum patrem meum de trecentis libratis terræ quas mihi assignavit, sicut in litteris domini regis, et in litteris ipsius comitissæ plenius continuetur, ego dictæ comitissæ confessi quod, si pro plegeria ista aliquod damnum incurrerit, idem se capiat ad feodum quod de ipsa teneo, et aliam terram meam sine fidem suam mentiri. In hujus autem rei testimonium, præsentes litteras fieri volui sigilli mei appensione munitas.

Actum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo octavo, mense augusto.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs* ; Preuves, p. 31.

—

(1) Voyez à l'an 1215, juin, un autre engagement du même genre par Pierre de Joigny, envers le roi.

73 1209.

Le vicomte de Melun confirme la donation faite au Chapitre de Sens par son frère Jean, archidiacre de Sens, de 40 sous parisis de rente à prendre sur le péage de Melun. Cette donation avait pour but de faire employer au luminaire de l'église, pendant les matines de la fête de Saint-Etienne, 100 cierges allumés.

Ego Adam, vicecomes Meleduni, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod Johannes, archidiaconus Senonensis, frater meus, contulit quadraginta solidos parisienses pietatis intuitu ecclesie Beati-Stephani Senonensis, in perpetuam elemosinam, singulis annis, in vigilia apostolorum Philippi et Jacobi, in pedagio apud Meledunum, de porcione sui patrimonii percipiendos; et ordinavit in collacione dictorum denariorum quod, ex illis in matutinis Inventionis Beati-Stephani et vesperis sequentibus ejusdem festivitatis, ministrentur in ecclesia ipsa centum cerei qui ardeant in ecclesia, quousque fuerit servicium in ipsa nocte et sequentibus vesperis omnino completum. Quod ut ratum permaneat, ego, de cujus feodo res movet, ad petitionem fratris mei Johannis, archidiaconi Senonensis, confirmo.

Actum, anno Gracie M° CC° nono.

Orig. ; Arch. de l'Yonne ; Bibl. de Sens ; G 148.— A cette charte est jointe la fondation faite à la même date par Jean, archidiacre de Sens.

—

74 1209.

Itier de Toucy atteste que noble dame Hodierne, veuve de Girard le Gros, et ses fils, ont donné en aumône à l'évêque d'Auxerre la moitié de tout ce qu'ils possédaient à Charbuy et à Brécy, indivis avec Mathieu de Brécy, chevalier. Ils lui ont vendu, en outre, l'autre moitié de leurs biens pour 60 livres de Provins. Ils s'engagent à faire ratifier ces actes par Humbaud, l'un des fils d'Hodierne, qui était parti outre-mer.

Ego Iterius de Tociaco, omnibus tam presentibus quam futuris notum facio quod nobilis mulier Hodierna, quondam uxor Girardi Grossi, et filii ejus, videlicet Willelmus Grossus, miles, et Girardus, pro remedio animarum suarum et parentum suorum donaverunt domino meo Willelmo, Autissiodorensis episcopo, et successoribus suis episcopis Autissiodori, in perpetuam elemosinam, medietatem omnium rerum que habebant apud Charbuiam et Briciacum, que partiebantur cum Matheo de Briciaco, milite, et residuam medietatem vendiderunt eidem sexaginta libras pruvinensis monete habendas in perpetuum, et tenentur hoc facere laudari ab Humbaudo, fratre suo, qui profectus est ultra mare, si rediret; et si heres aliquis veniret qui vellet habere venditionem premissam ratione hereditatis, ipsi tenentur dare episcopo decem libras pro pena si ipsum non garantirent. Ego, autem, de cujus feodo erant omnia predicta, ad petitionem eorum, tam donationem prelibatam quam venditionem ratas habeo, et prefato domino meo episcopo, et successoribus suis episcopis Autissiodorensibus, in perpetuum laudo, concedo et presentis carte testimonio et sigilli mei impressione corroboro et confirmo.

Actum, anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo-nono.

Orig., scellé autrefois d'un sceau équestre; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'évêché d'Auxerre, G 1687.

—

75 1209.

Gui, sire de Maligny, et sa mère Ermengarde, qui ont élu leur sépulture dans l'abbaye de Pontigny, font don à cette maison de leur champ situé auprès du Gué de Champlive. Narbonne, femme de Gui, et leurs enfants, ont ratifié ce don.

Ego Guido, dominus de Merliniaco, notum fieri volo omnibus presentem cartulam inspecturis, quod ego et mater mea, Ermengardis, dedimus nos domui Pontiniacensi et in ea nobis elegimus sepulturam. Ipsi, autem, concesserunt michi et matri mee quod in morte et in vita facient pro nobis quantum pro uno ex monachis suis. Nos, vero, solo Dei respectu, dedimus eis in puram elemosinam, pro animabus nostris et antecessorum nostrorum, campum nostrum qui est juxta vadum de Chanlive, campo monachorum de Pontiniaco contiguum, in perpetuum alodium possidendum, sicut mater mea eum solebat excolere, cum quodam prato quod nuper ruptum erat et in agriculturam redactum. Concessimus etiam predictis monachis ut omnes terras vel prata que die illa possidebant quando carta ista facta est, libere et quiete sine omni consuetudine, preter censum annuatim reddendum,

in perpetuum possideant. Hoc laudavit uxor mea, Narbona et filius meus, Jobertus qui vocatur Galcerius, cum filia mea Ermengarde.

Actum, apud Salicetum, anno Verbi incarnati M° CC° nono.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, L. XXI, S.-L. I.

En 1218, au mois de mai, le même Gui de Maligny approuva l'abandon que Jean le Rouge avait fait à Pontigny de ses droits sur une fontaine, sise près le champ Jugnet, à droite, du côté de Lignoreilles, avec le chemin qui y mène, etc. (Ancien Cartul. de Pontigny, F° 48, Bibl. nat.).

—

76 1209.

Pierre, abbé de Saint-Martin de Troyes, constate un accord passé entre l'abbaye de Pontigny, d'une part, et l'abbaye Saint-Martin de Troyes, le curé, le seigneur et les habitants de Sormery, de l'autre, au sujet de la forêt de Franqueil, dans laquelle les habitants disaient avoir droit d'usage pour réparer leur église. Le seigneur donna à l'église de Sormery 20 sous de cens, à condition qu'elle renoncerait à ses droits, et les diverses parties ont ratifié cette cession.

Ego Petrus, abbas Sancti-Martini Trecensis, notum volumus fieri universis, presentis litteras inspecturis quod querela vertebatur inter me et capitulum Sancti-Martini Trecensis, et capellanum de Sormeri, et nobilem virum Stephanum, militem, et Milonem, filium ejus, et Agnetem ejusdem Milonis uxorem, et parrochianos predicte ville, ex una parte, et abbatem et conventum Pontiniacensem, ex altera parte. Nobilis siquidem vir, Stephanus et parrochiani supredicte ville dicebant quod ad reficiendam ecclesiam de Sormeri, quotiens opus esset, usuagium in nemore de Franquul habebant. Abbas, vero, et conventus Pontiniaci, e contrario dicebant quod ecclesia de Sormeri in nemore de Franquul nullum usuagium habebat, sed debita prescriptione dictum nemus in bona pace possederant. Tandem, memoratus Stephanus, utriusque ecclesie paci providens, et quieti et utilitati, dedit ecclesie de Sormeri, pro remedio anime sue et uxoris sue Esmeline, et predecessorum suorum, XX solidos censuales, annuatim, in crastino Sancti-Remigii persolvendos, tali conditione ut prefatum nemus de Franquul fratribus Pontiniacensibus liberum et quietum perpetuo remaneret. Ego, vero, P. abbas et Capitulum Sancti-Martini Trecensis, et capellanus de Sormeri, et sepedictus Stephanus, et Milo, filius ejus, et Agnes ejusdem Milonis uxor, et omnes parrochiani predicte ville pro annuo censu memoratum nemus de Franquul fratribus Pontiniacensibus liberum et quietum concessimus et laudavimus, et omnino quittavimus. Ut, autem, hoc totum suprascriptum inviolabilem obtineat perpetuo firmitatem, ego P., abbas, ex assensu capituli Beati-Martini Trecensis, ad petitionem sepedicti Stephani, militis, et ejusdem filii Milonis, et ipsius uxoris Agnetis, et omnium parrochianorum de Sormeri, presentem paginam sigillo nostro roboravimus.

Actum, anno Verbi incarnati M° CC° nono.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Pontigny, L. XVII.

En 1197, au mois de novembre, il avait été fait un accord entre l'abbaye de Pontigny et Etienne de Sormery, chevalier, au sujet de la forêt de Franqueil, dans laquelle ce dernier pouvait mener paître ses bestiaux et 25 porcs, mais non davantage. Les moines pouvaient envoyer leurs troupeaux boire à la fontaine de Sormery. — Copie des cartulaires de Pontigny, Bibl. d'Auxerre, Ms n° 158, t. III, p. 201, tiré du grand Cartulaire de Pontigny, F° 51.

—

77 1209.

Relation d'un procès entre un nommé Hugue et un nommé Teger, au sujet d'une maison que ce dernier avait achetée du père d'Hugues. Arnoul, abbé de Saint-Pierre d'Auxerre, raconte les phases diverses du procès dont la dernière audience se tint au Chapitre de Saint-Etienne d'Auxerre, après que l'une des parties eût fait défaut de comparaître devant l'abbé de Saint-Marien.

Ego Arnulphus, Sancti-Petri abbas, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod cum Hugo, filius Do... Muntuez, veniens coram abbate Sancti-Mariani, Tegerium, traxisset in causam super quadam domo quam idem Tegerius a patre predicti Hugonis emerat, auditis hinc inde allegationibus, pars utraque judicium sibi fieri postulavit. Quod cum duabus vicibus dilatum fuisset, eo quod judices concordare non poterant, assignata fuit tertia dies, vigilia videlicet Exaltationis Sancte-Crucis, sicut ab abbate et aliis prudentibus viris audivimus, in qua ipse abbas sine dilatione judicium facere tenebatur. Hac die, abbas, advocatis prudentibus viris

apud Sanctum-Stephanum, ubi dies fuerat assignata, ibidem usque ad horam et ultra horam expectavit, paratus facere judicium, et Tegerius paratus audire, predicto Hugone non veniente, nec pro se responsalem mittente. Huic expectationi presens fui, et inde testes sunt de canonicis Sancti-Stephani Willelmus de Nerbona; Aco; Willelmus de Vienna; Johannes Brisbarre; Renaudus Abonis; Magister Jacobus de Tornodoro et multi alii; de laïcis Colombus et Michael de Sancto-Amatore; Gaucerus Mucenbien; Garnerus, prepositus Sancti-Mariani, et alii multi.— Renerus, etiam, qui fuerat advocatus supradicti Hugonis, in eadem causa presens fuit et expectavit nobiscum.

Actum, anno Graciæ Mº CCº nono.

Orig., scellé du sceau de l'abbé Arnoul, représentant un personnage debout appuyé sur sa crosse et tenant un livre; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Mariên, L. XIII.

—

78 1208 [1209], 19 MARS.

Le comte Pierre reconnaît que c'est à tort qu'il a saisi les terres, les vignes et le vin que les moines de Fontenay possèdent à Tonnerre. Il leur en fait remise et les confirme dans la propriété de ce qu'ils ont à Tonnerre et à Auxerre.

Ego Petrus, Comes Autissiodor. et Tornodor., universis notum facio, presentibus et futuris, quod, cum pravo usus consilio terras et vineas et vinum quod ecclesia Fonteneti apud Tornodorum habebat cepissem et saisissem, tandem, inquisita diligentius veritate quod hoc injuste fecissem, vinum illud quod ceperam, dictæ ecclesiæ monachis reddidi terras et vineas et omnia de quibus inter me ex ipsos controversia vertebatur, eis, bona fide, quittavi et in pace dimisi; laudans eis et confirmans omnia de quibus tunc investiti erant, quando presens scriptum factum est, in eadem villa Tornodori vel apud Autissiodorum, ut ex deinceps absque omni conturbatione perpetua pace tenerent et possiderent. Preterea, de illata eis injuria me culpabilem reddidi et congruam satisfactionem eisdem exhibui et propria manu emendavi; et ut hoc ratum et firmum in perpetuum habeatur, presens scriptum sigilli mei munimine roborari precepi.

Actum est hoc, anno Incarnationis dominice Mº CCº VIII, XIV Kal. aprilis. [restat sigillum].

Cartul. de l'abbaye de Fontenay; Arch. de la Côte-d'Or, YY.

—

79 1209, 26 MAI.

Donation, par l'archevêque Pierre de Corbeil, aux deux chapelains qu'il a fondés sous le vocable de Sainte-Marie-Egyptienne, d'une maison et d'une place à Sens.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod nos dedimus duobus capellanis Nicholao, videlicet, et Petro, quos instituimus ad servicium altaris Beate-Marie-Egiptiace siti in ecclesia Senonensis, domum que fuit defuncti Roberti presbiteri de Vilerloie, sitam ante domum magistri Fulconis, phisici, et plateam quandam quam emimus, sitam juxta domum Roberti Suavis, ita quod in platea illa domus non poterit construi sed vendetur, et similiter domus predicta, et de precio earum dicti capellani domos ement competentes sibi et successoribus dicti altaris canonicis in perpetuum possidendas. In cujus rei memoriam, presentes litteras scribi fecimus et sigilli nostri auctoritate communiri.

Actum, anno Gracie Mº CCº nono, mense junio, septimo Kal. ejusdem mensis.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 116.

—

80 1209, JUIN.

L'official de Sens constate que Barthélemy, sous-doyen de Chartres, jouira pendant sa vie, de prés situés à Gisy qui dépendent de l'autel Notre-Dame, à charge de payer 100 sous de de rente assignés sur les étaux contigus à la tour de l'église cathédrale et au mur de la cour archiépiscopale de Sens, etc.

Magister Philippus, officialis curie Senon., omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem. Notum facimus quod constitutis in presentia nostra venerabili viro Bartholomeo, subdecano Carnotensis, ex una parte, et canonicis altaris Beate-Marie de ecclesia Senonensi, ex altera, scilicet Stephano, Willelmo, Andrea, Fulcone,

hinc inter fuit recognitum inter ipsos ad invicem, de communi consensu hujusmodi pactiones intervenisse. Prefatus Bartholomeus habebit in vita sua prata sita apud Gisiacum, que sunt altaris prenotati, et ipsis reddet annuatim, quamdiu vixerit, dictis canonicis, vel eorum successoribus, centum solidos parisienses de proventibus stallorum suorum que sunt contigua muro turris ecclesie Senonensis et muro curie domine archiepiscopi Senonensis. De his autem centum solidis annuatim solventur ipsis canonicis quinquaginta solidos infra octavas Natalis Domini, et quinquaginta solidos infra octavas nativitatis Beati-Johannis-Baptiste. Quod si forte contigerit quocumque casu emergente eos non posse habere pecuniam prescriptam de eisdem stallis : memoratus Bartholomeus tenebitur eis solvere de aliis rebus suis summam prenominatam, annuatim, terminis constitutis. Si, vero, contigerit ipsum obire jam solutis quinquaginta prioribus solidis qui reddi debent infra octavas Natalis Domini, heredes vel legatarii ejus habebunt fena dictorum pratorum si solverint quinquaginta solidos parisienses canonicis prenotatis infra octavas sequentis Sancti-Johannis-Baptiste proximas, post obitum ipsius. Post decessum, vero, ejusdem Bartholomei, prata libere et sine contradictione revertentur ad predictum altare.

Actum, mense junio, anno Domini M° CC° nono.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Eonds du Chapitre de la cathédrale de Sens; les quatre chanoines de Notre-Dame.

—

61 1209, JUILLET.

Guillaume, évêque d'Auxerre, et Robert Brocard, chanoine de Sens, agissant comme arbitres entre l'abbé de Saint Rémy et Garnier des Prés, fondateur de la Maison-Dieu de la Poterne, à Sens, décident que le chapelain de cette maison n'administrera pas les sacrements aux paroissiens de Saint-Romain, à moins de cas exceptionnels.

Willelmus, Dei gracia Autissiod. episcopus, et Robertus Brocarz, canonicus Senonensis, procurator negociorum domini Senonensis, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod cum diu fuisset controversia inter monachos Sancti Remigii Senonensis, ex una parte, et Garnerium de Pratis, ex alia, super hoc quod dictus G. petebat quod in domo-Dei de Posterna, ab eodem edificata, divina celebrarentur, cimeterium construeretur et alia que ad divinum honorem et servitium domui-Dei congruent ordinarentur in eadem, monachis hoc contradicentibus, occasione cujusdam indulgentie eis a domino papa concesse, in qua, ut asserebant, continebatur quod nulli liceret infra fines parrochiarum suarum, nisi de eorum assensu, ecclesiam construere vel capellam. Tandem, communi assensu Furconis, abbatis, et conventus Beati-Remigii, tam ipsi monachi quam dictus G. ordinationi nostre se supposuerunt, et ad eandem firmiter observandam, abbas et conventus per litteras suas patentes, G., vero, per fidejussores idoneos se obligaverunt.

Nos, itaque, de consilio bonorum virorum qui nobiscum aderant, ita duximus ordinandum : quod capellanus, sive capellani, qui pro tempore ibidem fuerint, sive conversi fuerint in eadem domo, sive non, fidelitatem facient presbitero Sancti-Romani qui pro tempore fuerit, cum super hoc fuerint requisiti, quod parrochianos ejus non recipient ad confessionem, neque eis ministrabunt eucharistiam, nisi in articulo necessitatis, nec eos etiam ad benedictionem nuptiarum recipient, nec ad purificationem, nisi mulieres ibidem jacentes, nec in festibus annualibus, nec ad alia jura parrochialia. Instituimus etiam quod in illa domo non celebrabitur missa, die dominico, nec in festivitatibus annualibus, nec in festivitatibus Beate-Marie vel apostolorum, antequam pulsetur ad primam in majori ecclesia, nisi forte aliquis transiens, vel volens missam privatam audire, aliqua necessitate imminente, missam petierit, et tunc licebit ibi missam private celebrari. In aliis diebus, quandocumque celebrare voluerint, celebrabunt. Non erit ibi religio, nisi que solet esse in aliis Domibus-Dei. Si vero super aliquo mota fuerit questio, de cetero quod nostre non occurrerit memorie, illud de assensu partium discretioni domini archiepiscopi relinquimus terminandum.

In cujus rei memoria kartam hanc sigillorum nostrorum muniri fecimus firmamento.

Actum, anno Gracie M° CC° nono, mense Julio.

Orig.; Archives de l'Hôtel-Dieu de Sens IV C 1er, n° 1.

A cette pièce est joint le consentement de Foulques, abbé de Saint-Rémy et de son couvent, relatant que les cautions de Guillaume des Prés étaient Pierre de Munella, Salomon de Villeneuve, Gautier de Vaudeurs, Herbert de Viel-Castel, et Barthélemy du bourg Saint-Pierre.

—

82 1209, OCTOBRE.

Donation, par Milon Chair-Salée, à la Maison-Dieu de Saint-Antoine de Sens, d'une maison sise en la paroisse Saint-Hilaire.

Magister Philippus, curie Senon. officialis, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod constituti in presentia nostra, Milo Charsalee et Maria, uxor ejus, recognoverunt se quandam domum sitam in parrochia Sancti-Hylarii Senonensis, pauperi domui Sancti-Antonii Senonensis, pro suarum remedio animarum, in elemosinam contulisse, quamdiu ambo vixerint, vel alter eorum, in eadem domo collata si voluerint mansuri, et quamdiu in ea manserint, vel alter eorum, dicte domui Sancti-Antonii quinque solidos parisienses annuatim pro recognitione hujus donationis daturi ; de qua etiam domo se in manu nostra devestiverunt. Et nos, ad eorum petitionem, magistrum Sancti-Antonii investivimus de eadem domo. Concessit eciam eis, idem magister domus Sancti-Antonii, quod quandocumque in eadem domo, religionis causa, cum omnibus rebus suis duxerint se reddendos, liberum ibi habebunt et sine contradictione ingressum.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo-nono, mense octobri.

Orig. ; Archives de l'Hôtel-Dieu de Sens, V B 1, n° 1.

—

83 1209, 11 NOVEMBRE.

Itier Borne rapporte que dame Mabille, sa femme, étant sur le point de mourir, choisit sa sépulture dans le cimetière de Saint-Germain et légua à l'abbaye 35 sous censuels à prendre à Merry et à Montigny, et sur lesquels il en serait payé 5 à la Charité du Montartre. Elle donna, en outre, un homme de Saint-Georges, sa femme et ses sept enfants. Ensuite, leur fils Pierre, étant malade, sa femme Mabille donna encore 30 sous de cens à prendre à Merry et à Montigny, et une rente annuelle de 20 bichets d'avoine et de 27 setiers de vin.

Ad succedencium memoriam et presencium utilitatem conservandam et augendam, presidium litterarum inventum esse nemo sapiens qui dubitet. Ipsarum, proinde, adnotacione, ego Iterius, miles, cognomento Bornus, notum facio, tam futuris quam presentibus, dominam Mabiliam, uxorem meam, cum in extremis ageret, elegisse sibi sepulturam in cimiterio Beati-Germani, et per testamentum apud Marriacum et Monteniacum eidem ecclesie xxxv solidos censuales in elemosinam dedisse ; de quibus prefata ecclesia annuatim solvet quinque solidos ad Caritatem de Monte-Autrico faciendam. — Isti triginta quinque solidi sunt sine venditionibus quos infirmarius Sancti-Germani recipiet ad procurationem faciendam conventui in anniversario domine Mabilie. Dedit eciam eidem ecclesie, apud Sanctum-Georgium, hominem quemdam qui vocatur Gresle, et uxorem ejus, et infantes eorum numero septem, cum omnibus heredibus qui nascentur ex eis. Cum autem contigerit Petrum, meum et prefate Mabilie filium, in fata cedere, dedit eadem domina, jamdicte ecclesie, alios 30 solidos apud Marriacum et Monteniacum. In quibus sexaginta quinque solidos ex tunc habebit eadem ecclesia ventas ; fundus terre est Beati-Germani que omnia ejus erunt post mortem jamdicti Petri. Dedit eciam eidem ecclesie viginti bichetos avene et viginti septem sextarios vini, annuatim eidem ecclesie solvendos. Que omnia prefatus infirmarius annuatim recipiet, et inde plenariam procurationem faciet conventui in anniversario domine Mabeline et Petri, filii ejus. Hanc, autem, elemosinam approbavimus et laudavimus, ego et idem Petrus, filius meus, et auctoritate sigilli capituli Beati-Stephani Autissiodorensis ecclesie Beati-Germani in perpetuam possessionem concessimus et confirmari fecimus.

Actum, anno incarnati Verbi M° CC° IX°, Vigilia Sancte-Cecilie virginis et martiris.

Cartul. de l'abbaye Saint-Germain, III° siècle, F° 95 R°, n° 1 ; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 110.

A la suite de cette pièce sont deux chartes de 1210, l'une de l'évêque d'Auxerre relatant une démarche faite par Arnoul, abbé de Saint-Père de cette ville, auprès d'Itier et de son fils, pour recevoir leur attestation de la fondation faite par Mabille, et confirmative de cette fondation ; l'autre, de l'abbé Arnoul, attestant les mêmes faits. — Ibidem, Chartes n°s II et III.

—

84 1209, NOVEMBRE.

Le prévôt de Chablis certifie que le mur contigu à la grange de messire Gui Lenoir, prêtre de Chablis-le-Vieux, est la propriété des moines de Quincy.

Ego Willelmus, precentor Beati-Martini Turonensis, Cableieque prepositus, notum facio tam presentibus quam futiris quod murus qui est juxta grangiam domini Guidonis Nigri, sacerdotis de Cableiis-Veteribus, totus est proprius monachorum Quinceiaci, nec dictus Guido in eo habet aliquid juris sive servitutis, sicut intellexi inquisitione bonorum virorum, videlicet Quarre Gibosi, et Paris, et fratris Guillermi, conversi Quinceiaci, in quos compromiserunt dicti monachi et dictus Guido. Quod ne a modo possit venire in dubium, sepedictis monachis presentes litteras munimine sigilli mei feci roborari.

Actum, anno Incarnationis dominice Mº CCº nono, mense novembri.

Orig.; Archives de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Quincy. — Chablis.

—

85 1209 [1210], FÉVRIER.

Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre, donne à l'église Saint-Eusèbe d'Auxerre tous les cens qu'il percevait dans cette dernière ville et à Augy.

Ego Petrus, comes Autissiodori et Tornodori, notum facio universis, presentibus pariter et futuris, quod donavi in perpetuum et concessi ecclesie Sancti-Eusebii Autissiodorensis et fratribus ibidem Deo servientibus, omnem censum quem habebam apud Autissiodorum et apud Augiacum, cum venditis et laudibus ad eundem censum pertinentibus. Et ut donum istud in posterum ratum habeatur et inmotum, per presentem cartulam sigilli mei munimine roborari precepi.

Actum, anno Incarnationis dominice Mº CCº IXº, mense februario.

Vidimus de l'official d'Auxerre du XIVᵉ siècle ; Archives de l'Yonne, Fonds du prieuré de Saint-Eusèbe d'Auxerre, L. II.

—

86 Vers 1210.

Plainte de l'archevêque de Sens au roi, contre la commune de Sens, au sujet des empiétements commis par le maire contre les droits des seigneurs voisins sur divers individus.

Petit episcopus Senonensis pro domino rege falsam mensuram, justiciam tomlii, pedagii et minagii, et omnium illorum qui non sunt de communia, et justitiam cheminorum per terram et aquam, et justiciam mercati et mercatorum, et die mercati et in mercato forifacta de nocte et extra horam, bannum et latronem. Petit etiam emendam quam fecit Vitalis talliator et alii, pro mercato vini vendito ad XII d. q. —Conqueritur de maiore Senonensi super eo quod cepit quadragarium de Mallei-Regis pro puero leso, et super eo quod cepit res Gaufridi Sœf apud Pasqui, extra communiam, et quod cepit Perrotum carnificem, et garcionem ejus pro porco inflato vendito ; et quod fecit clamari in foro domini regis ne aliquis emat in foro die mercati quousque campana communie sonetur ; et in [de] mercatum domini regis perditur, et super eo quod inibuit talemetariis ne capiant turonenses ; et super eo quod tenuit captum filium Lebaudi pro aqua missa in vino, et quod noluit liberare mercatorem de Nivernis pro baillivis.

Cartul. de Philippe-Auguste, de la Bibl. nat., coté 9852, 3, Fº 137 Vº. — Ecole des Chartes, ibid.

—

87 1210.

Le sire de Ravières se reconnait le vassal du comte de Nevers, moyennant que celui-ci lui a donné en fief et domaine tout ce qu'il possédait à Ravières, diverses terres et prés, et 100 livres de Provins.

Ego Petrus, Dominus Ravierarum, omnibus notum facio, presentibus et futuris, quod Herveus, comes Nivernensis, dedit mihi omnia que habebat apud Raverias, in feodo, in dominio, et terras arabiles et pratum quod dominus Ravierarum commutaverat domino Asneriarum, et feodum de Nuis quod Matheus de Talcci tenebat de comite in tria jugera terre de Campo-Magneti, de qua solebat esse contentio inter dominos Asnerarium et Ravierarum ; et centum libras pruvinensis monete. Propter hoc quidem supradicta cepi castrum meum Raverias ab eo, cum toto finagio suo tenendum ab ipso contra omnes gentes. Idem, vero, comes non potest homines meos retinere de feodo quod ab ipso teneo, neque comes qui Nivernis teneat. Juravi etiam manu propria quod eumdem de castro

meo Raveriis contra omnes homines, bona fide, juvabo.

Actum, apud Maers, anno Gracie, Mº CCº decimo.

Cartul. du comté de Tonnerre, Fº 80 Rº; Fonds de la Chambre des Comptes, Arch. de la Côte-d'Or. — Pérard, *Recueil*, etc., p. 310.

—

88 1210.

L'évêque d'Auxerre rapporte qu'Hermengarde, veuve de Philippe d'Ancy, chevalier, s'est désistée, en faveur de l'abbaye de Pontigny, de ses prétentions sur les prés de l'Ile; son fils et sa fille l'imitèrent et ont ratifié le don fait par leur père d'un droit de pâturage sur sa terre, entre Venouse et Souilly, et de tierces autour de la grange de Fouchères.

Ego Willelmus, Dei gracia Altissiod. episcopus, notum fieri volo universis, tam presentibus quam futuris presens scriptum inspecturis, quod, cum inter



Sceau de Guillaume, évêque d'Auxerre.

dilectos filios abbatem et monachos Pontiniaci, ex una parte, et nobilem mulierem Hermengardem, relictam Philippi de Anceio, militis, ex altera, super quibusdam pratis que Insule appellantur, controversia verteretur; tandem, dicta domina, recognoscens se in dictis pratis nichil juris habere, destitit penitus a lite mota, et filius ejus Josbertus, et filie similiter destiterunt, et ita monachi in pace remanserunt.

Laudaverunt, preterea, in presentia nostra, tam domina memorata quam filius ejus Josbertus et filie, elemosinam quam Philippus, vir ejus, decedens, legaverat ecclesie Pontiniacensi, videlicet pasturagium in terra sua circa Venusiam et Soeli, et tertias quarumdam terrarum que sunt circa grangiam de Fulcheriis. Et ne super his recidiva questio in posterum oriretur, ad petitionem tam dicte domine quam filii ejus Josberti et filiarum ipsius et predictorum monachorum, presentes litteras in testimonium fecimus fieri et sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno Verbi incarnati Mº CCº Xº.

Orig. scellé d'un beau sceau de l'évêque bénissant; au contre-sceau un *Agnus Dei*; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, L. LIX.

—

89 1210.

Traité entre Eudes, duc de Bourgogne, et les religieux de Saint-Martin d'Autun, seigneurs du bourg Saint-Martin d'Avallon, au sujet du régime des habitants de ce lieu, des droits respectifs des contractants, etc.

Ego Odo, dux Burgundiæ, omnibus notum facimus quod inter nos et Hugonem, abbatem, et monachos S. Martini Eduensis, in hunc modum concordavimus super libertatem Sancti-Martini Avalonis. Omnes liberos homines ibi advenientes recipiemus. Ita quod singuli eorum nobis reddent, annuatim, ad festum Sancti-Germani, quinque solidos, unum sextarium avene ad mensuram fori Avalonis; et pro hac consuetudine, ab omni nostra exactione liberos eos et absolutos fecimus et a justicia et a dominio prepositi nostri de castro Avalonis emencipavimus, et omnes consuetudines et inquietationes banni et totius exercitii eisdem relaxavimus. Si, vero, contigerit homines nostros de castro Avalonis, vel homines dicti abbatis illic advenire, ego, de meis hominibus, voluntatem meam faciam, et dicti abbas et monachi similiter de suis; salvo tamen quod censum ipsorum, scilicet quinque solidos et sextarium avene, et justitiam, per medium partiemur. Spatium, vero, ville libere esse volumus a porta castri usque ad stagnum, et per

circuitum usque ad territorium de *Plaesse*, et hinc inde usque ad pontem rivuli Victoris. Medietas, vero, reddituum predictorum et omnium proventuum, quocumque modo fuerint, et medietas totius justitie erit nostra. Reliqua, vero, medietas erit integre predictis abbati et monachis; relicto eisdem monachis et concesso toto furnagio ejusdem ville, si contigerit ibidem furnum fieri. Claustro etiam dictorum monachorum de Avalone, cum accinctu claustri ejusdem, absque homines abergare, ipsis absolute libero remanente. Prepositum nostrum ibi habebimus, et abbas in monachi suum, qui sacramento confederati, quotiens convitati fuerint, redditus et proventus et justiciam per medium colligent, et nichil omnino uni sine altero levare licebit. Sciendum etiam, quod querele et justitie que in dicto burgo exorte fuerint non in castro si in eodem burgo deducuntur et terminabuntur. Hoc totum bona fide tenere et observare super sacro-sancta juravimus ; et quod successores nostri, duces Burgundiæ, hoc idem, sicut prescriptum est, inviolabiliter teneant, imperpetuum promisimus et decrevimus. In cujus rei testimonium, ut firmius teneatur, huic cartule sigillum nostrum apponi fecimus.

Actum, anno Gratie Mº CCº xº.

Orig.; Arch. de l'évêché d'Autun. — Pérard, *Recueil de plusieurs pièces curieuses pour l'Hist. de Bourgogne*, p. 404.

—

90 1210.

Itier, seigneur de Toucy, et Ansêric, seigneur de Bazarne, se rendent garants d'une vente faite à l'abbaye Saint-Germain par Jean Bérard, chevalier, d'une certaine dîme à Bernay.

Iterus, Dominus Tuciaci et Ansericus, dominus Bacernensis, notum facimus tam presentibus quam futuris, quod dominus Johannes Berardi, miles, vendidit venerabili viro abbati et conventui Sancti-Germani Autissiodorensis, quandam decimam quam habebat apud Berneium ; et tenemur ei garentire, ad usum et consuetudinem terre Autissiodorensis, de dampnis et de perditis que ipsi super hoc facerent; et eciam memoratus miles, pro bono pacis, nos erga predictos constituit fidejussores. Et super hoc literas nostras sigillorum nostrorum munimine roboratas, ad petitionem utriusque partis, abbati et conventui tradidimus testimoniales.

Actum, anno Domini Mº CCº decimo.

Cartulaire de l'abbaye Saint-Germain xiiiᵉ siècle, Fº 57 Vº, nº 15. Bibl. d'Auxerre, Ms. nº 140.

—

91 1210.

M. de Touquin déclare renoncer à tous les droits qu'il réclamait, ainsi que ses hommes de Précy, sur certaines terres et sur des brosses situées entre les Vieux-Escharlis et les bois de l'abbaye des Escharlis.

Ego M. de Toquino, notum facio universis presentibus et futuris, contentionem fuisse aliquando inter me et monachos de Escharliis, super territorio quod ex dono dominorum de Setpax possident, et maxime super quibusdam brociis que sunt inter Escharlias veteres et forestam de abbatis quas in proprios usus monachi fossatis clauserant; in quibus omnibus ego mihi et hominibus meis de Prissiaco vie trite consuetudinem quam obstruendo transtulerant, usuarium et pastum animalium vendicare contendebam. Cum autem aliquantum temporis durasset ista contentio, tandem, ex consilio curie Senonensis, in dominum abbatem Fontisjohannis et dominum P. de Chanvalum compromisimus. Qui fidelissime querele decidende operam dantes, et pacem reformare cupientes, partibus convocatis, rei veritatem indagantes, utriusque partis testes adhibitos audierunt et, auditis attestationibus, diem proferende sententie mihi et monachis assignaverunt. Interim, ego, cum meis consilium habens, rei veritate diligentissime inquisita et comperta, nichilque mei juris in predictis deprehendens, querele illi perpetuo renuntiavi, et, laudante uxore mea cum liberis, coram multis, eam omnino quitavi. Insuper, et omnes injurias, forefacta et emendationes que usque ad illam diem precesserant, propria voluntate remisi.

Quod ut imperpetuum ratum permaneat, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi, anno incarnati Verbi Mº CCº xº.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye des Escharlis. — Villefranche.

—

92 1210.

Confirmation, par le roi, d'un accord fait entre Pierre, comte d'Auxerre, et l'abbaye de Vézelay (au sujet de Voutenay), relativement à des conventions passées entre l'abbaye et Pierre, clerc, fils dudit comte. (Voyez Lebeuf, *Hist. d'Auxerre*, t. IV, Preuves n° 109).

Hec est confirmatio domini regis super conventionibus de pace inter P., comitem Altisiòdori et ecclesiam Verzeliacensem, et super conventionibus inter eandem ecclesiam et Petrum, filium comitis. Nos, autem, ad petitionem partium omnia supradicta, sicut in predictorum P. comitis et P. clerici, filii ejus, autenticis continentur expressa, et in presenti carta nostra sunt diligenter inserta, rata habemus, et, ut in posterum perpetue stabilitatis robur obtineant, sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato presentem paginam confirmamus eo tamen modo, quod dictus comes nobis creantavit et se et terram suam erga nos exinde obligavit ut, si ipse, vel predictus clericus P., filius ejus, vel aliquis de parte eorundem, dictis conventionibus contraïrent, nos super hoc ecclesiam Virzeliacensem bona fide juvaremus, et propter hoc ad terram dicti comitis, sine erga eum forisfaciendo, assignaremus et si constamenta vel expensas in hoc faceremus, eas caperemus de terra sua absque erga eum forisfaciendo. Predictus quoque abbas Virzeliacensis, pro se et conventui suo firmiter promisit et creantavit, et exinde litteras suas patentes nobis dedit, quod neque nos, neque heredes nostros per dominum papam, per curiam ecclesiasticam super hoc aliquatenus molestabunt, aut vexabunt.

Actum, Parisius, anno Domini etc. M° CC° X°, regni nostri anni XXXI°.

Bibl. nat., A 82 V°, B 72 V°, C 93 V°, D 147 V°, E 116. — Delisle, Catal. des actes de Philippe-Auguste, n° 1225.

—

93 1210, MAI.

Donation, par Pierre, comte d'Auxerre, et sa femme, à l'abbaye de Fontevrault, de 100 sous de rente, dont leur fille Sybille, qui y est religieuse, jouira pendant sa vie.

Ego Petrus, comes Autissiodori et Tornodori, et ego Y. comitissa, notum facimus universis presentibus et futuris quod donavimus et concessimus pro remedio animarum nostrarum et antecessorum nostrorum sancte ecclesie Fontisebraldi, in perpetuum, centum solidos Valencenarum monete apud Ouen, annuatim, ad quindenam Sancti-Remigii capiendos. Sed quia dicte ecclesie Sibillam, filiam nostram karissimam, donavimus, dictum redditum tenebit et habebit quamdiu vixerit, et post Sibille decessum ad ecclesiam nominatam redditus predictus deveniet. Hanc, vero, donationem, Philippus et Robertus, filii nostri, laudaverunt, et nos sigillorum nostrorum munimine presentem cartulam roboravimus.

Actum, anno dominice Incarnationis, millesimo ducentesimo-decimo, mense maio.

Orig. scellé de deux sceaux ; Bibl. nat., Chartes Courtenay, 11, g A.

—

94 1210, MAI.

Par l'accord ci-dessous, Robert de Courtenay se reconnaît homme lige d'Itier de Toucy pour la terre de Bléneau, comme le comte de Sancerre était son homme pour la même terre et pour Malicorne; comme Guillaume, seigneur de Malicorne, était son homme pour cette terre, sauf la fidélité due à leurs seigneurs respectifs; de manière que le manoir que possède Itier à Septfonds, et la maison de Monbouy, appartenant à Robert, resteront en l'état où ils sont, et que les parties ne pourront, à l'avenir, élever des forteresses entre Champignelles et Saint-Fargeau. — Le roi déclare qu'Itier tient de lui ce fief et celui de Saint-Fargeau.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod Robertus de Corteniaco et Iterius de Thociaco de discordia et de omnibus querelis que versate erant inter eos, pacem fecerunt ita, quod dictus Robertus concessit se esse hominem ligium dicti Iterii de Blanolio; sicut comes Sacri-Cesaris homo suus erat de dicto Blanolio; et de Moricornia, sicut Willelmus, dominus Moricornie, homo suus erat de dicta Moricornia, salva legietate dominorum suorum; et ita scilicet quod domus dicti Iterii de Septem-Fontibus et domus dicti Roberti de Meo-Bosco, per voluntatem illorum duorum, stantes remanebunt; et illi de cetero non firmare poterunt domos inter Chanpineolum et Sanctum-Fergeolum. Et istut feodum tenet dictus Iterius de nobis cum feodo Sancti-Fergeoli. Quod ut fir-

mum et stabile perseveret, sigilli nostri munimine confirmamus.

Actum, Parisius, anno Domini M° CC° decimo, mense maio.

Orig.; Bibl. nat. Collection de Champagne, vol. III, F° 169. — Delisle, Catal. des actes de Philippe-Auguste, n° 1211.

—

95 1210, JUILLET.

Pierre, comte d'Auxerre, fait don à l'abbaye de Pontigny d'Etienne Corchet, de Tonnerre, et de sa femme et de leurs enfants, de 100 arpents de la forêt du Bar (1), et il exempte la maison des religieux située à Auxerre des droits de poulains et de cordes.

Ego Petrus, comes Autissiodori et Tornodori, notum facio universis præsentibus pariter et futuris quod donavi in perpetuum et quitavi Deo et ecclesiæ Pontiniaci et fratribus ibidem Deo servientibus, Stephanum Corchetum de Tornodoro, cum uxore et liberis et omni possessione sua, immunem et liberum ab omni consuetudine et justitia. Donavi etiam dictæ ecclesiæ centum arpenta de Bosco Barri, præter alias donationes quæ in aliis cartis meis continentur (1). Præterea, cum baillivi mei consuetudines polanorum et cordarum a fratribus Pontiniac. in domo eorum quæ est juxta Autissiodorum exigerent, cognito per bonorum virorum testimonium me nichil juris in hoc habere, dictam domum in perpetuum super hoc quitavi et semper in bona pace super hoc esse concessi. Et ut ista perpetuæ stabilitatis robur obtineant, præsentem paginam sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Incarnationis dominicæ M° CC° X°, mense julio.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, Preuves, t. III, p. 356; Bibliothèque d'Auxerre, Mss n° 158.

—

96 1210, JUILLET.

Lettre de Pierre, comte d'Auxerre, au pape Innocent III, par laquelle il déclare tenir Mailly-Château, Bétry, etc., en fief de la comtesse de Champagne, et non de l'évêque d'Auxerre.

Sanctissimo patri et Domino Innocentio, Dei providentia summo pontifici, P. comes Autissiodor. et Tornodor. pedes oscula tam debita quam devota sanctitati vestre, notum facio quod ego teneo et recognosco me tenere de karissima domina mea Blancha, illustri comitissa Campanie et tenui de antecessoribus suis dominis Campanie, Mailliacum-castrum et Betriacum quod est de castellaria Mailliaci, et omnia feoda que sunt de castellaria Mailliaci, videlicet Vaizernam cum pertinentiis suis et domum comitis Jovigniaci (de) Collangiis-Vineosis et alia feoda... que sunt alia de castellania Mailliaci, quamvis episcopus Autissiodorensis quasdam litteras ostendat continentes quod ego teneo predictum castrum Malliaci de illo. Sed dico et plane recognosco quod ille littere non sunt vere, nec meo sigillo sigillate. Litteras autem quas predicta domina mea inde habet super hoc quod Malliacum-castrum et omnia feoda que sunt de castellaria Mailliaci ab ipsa domina comitissa teneo, veras esse confiteor, et meo sigillatas presentibus litteris testificantibus sigilli mei munimine roboratas.

Actum, anno Gracie M° CC° decimo, mense julio.

Vidimus du prévôt de Paris, du 26 avril 1415, mentionné par Lebeuf, t. II, 133. — Trés. des Ch., J 193, n° 58. — Lay. du Trésor, t. I, p. 351. — Chantereau-Lefebvre, *Traité des Fiefs*, p. 41.

En 1211, 10 février, le comte d'Auxerre étant à Vermanton changea d'opinion et reconnut publiquement que les fiefs de Mailly-Château et de Bétry relevaient de l'évêque d'Auxerre et lui en fit hommage. — *Gallia Christ.*, t. XII, Preuves de l'église d'Auxerre, n° 71.

—

97 1210, SEPTEMBRE.

Pierre, comte d'Auxerre, ordonne qu'à l'avenir il ne sera pas vendu, à Tonnerre, de vin à ban. Mais, comme la comtesse Mathilde, alors religieuse de Fontevrault, percevait 40 livres de rente sur les bans de Tonnerre, les bourgeois prendront cette somme sur la communauté. Si quelqu'un ne veut pas contribuer à la taxe qui sera mise sur la ville pour payer cette rente, il ne pourra vendre vin en taverne aux mois de mars et d'août, etc.

Ego Petrus, comes Autissiodori et Tornodori, notum facio universis, præsentibus pariter et futuris, quod constitui et concessi quod de cetero nullum vinum vendetur apud Tornodorum ad

(1) Le comte avait déjà donné en 1204 100 autres arpents de bois de la forêt de Bar. — Voyez ci-dessus, Charte n° 40.

bannum. Cum, autem, venerabilis domina mea, Matildis, quondam comitissa Tornodori, modo Fontis-Ebraudi sanctimonialis, in bannis qui solebant esse apud Tornodorum, quadraginta libras haberet, ita condictum est et constitutum quod burgenses Tornodori singulis annis dicte comitisse reddent, in mense martio, viginti libras Autissiodorenses, et similiter in mense augusto, viginti libras; has autem quadraginta libras singulis annis capient burgenses prefati super communitatem hominum Tornodori, ad voluntatem suam; et si quid etiam ultra memoratam summam quadraginta librarum in dicta villa ceperint, hoc eis sine occasione licebit facere et mittere in emendationem dicte ville. Si qui, vero, habitantes apud Tornodorum, vel habentes vinum in dicta villa, in levata quadraginta librarum ad arbitrium dictorum burgensium mittere noluerint, ipsi in villa Tornodori, in martio, vel in augusto, vinum ad tabernam vendere non poterunt, salva tamen libertate clericorum et militum. Sciendum est, preterea, me constituisse et concessisse quod quicumque veniet apud Tornodorum, causa vini emendi, non capietur, nec impedietur donec interdictum fuerit. Ad hujus itaque rei confirmationem, presentem paginam sigilli mei munimine roborari precepi.

Actum, anno Incarnationis dominice, millesimo ducentesimo decimo, mense septembri.

Chartes et titres anciens des habitants de Tonnerre ; Auxerre, 1630; in-12, p. 41.

—

98 1210, 5 DÉCEMBRE.

L'abbé et le prieur de Vézelay attestent que Renaud Boche, leur bourgeois, a remis en gage, entre les mains du prieur et des moines de Semur, tout ce que ces derniers prétendaient leur appartenir dans les villages de Vassy et de la Vaire. Il leur donna en outre tout ce qu'il y possédait et même un fief dépendant du duc de Bourgogne. En retour, le prieur rétrocéda lesdits villages audit Renaud Boche et à sa femme, pour leur vie, moyennant 100 sous dijonnais de rente.

Frater Galterius, Dei gratia abbas, et Petrus, prior Viziliacensis, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, de controversia que vertebatur inter Gilonem, priorem, et monachos Beate-Marie de Sinemuro, ex una parte, et Renaudum Boche, burgensem nostrum, ex altera, super jure duarum villarum Vasseii scilicet et Varie, per manum domini Hervei, abbatis Flaviniacensis, coram nobis, compositio facta est hoc modo: Quod Reinaudus guerpivit Deo et monachis Beate-Marie de Sinemuro quicquid juris ipsi monachi in predictis duabus villis dicebant se habere. Dedit etiam eis quicquid acquisierat vel acquisiturus erat ibidem; feodum etiam quod habebat a duce, ita quod, si dux contrairet, omnimodam diligentiam et penam ad illud dicte ecclesie acquirendum absque donatione rei proprie adhiberet. Prior, vero, de voluntate abbatis sui, concessit prefato Reinaudo et uxori sue Agneti, villas jam dictas, toto tempore vite sue, pacifice possidendas ; quod si alterum eorum decedere contigerit, dimidium bonorum de predictis villis mobilium et immobilium ad ecclesiam supradictam devolvetur, exceptis domibus et ustensilibus earumdem. Post decessum, vero, utriusque, dicte ville cum omni integritate et jure suo ad supradictam ecclesiam devolventur; ita etiam quod boves ad usum unius carruce sufficientes a predicto Reinaudo et uxore ejus Agneta, ibidem monachis de Sinemuro remanebunt. Tenentur autem, pro hac concessione eis facta, Reinaudus et uxor ejus Agnes, ecclesie prenominate, centum solidos divionensium in crastino festivitatis Sanctorum-Innocentium singulis annis reddere censuales. Post decessum, vero, unius eorum, superstes dimidium censum reddere tenebitur. Hanc compositionem ita factam se observaturos tam dictus prior Gilo quam Reinaudus promiserunt, et observationem ejus in manu domini Hervei, abbatis Flaviniensis se jurasse in nostra presentia sunt confessi. Hanc compositionem laudaverunt Agnes, uxor et filii ejusdem Reinaudi. In hujus rei testimonium, nos, ad petitionem Reinaudi et Agnetis, uxoris sue, et heredum eorumdem, dicto Giloni, priori ecclesie sepedicte, presentes litteras tradidimus, sigilli nostri munimine roboratas. Ita quod abbas Viziliacensis, si predicti Reinaudus, Agnes, uxor ejus, vel heredes eorumdem a pretaxatis pactionibus, quod absit, resilirent, in eos, auctoritate qua fungitur excommunicationis sententiam usque ad condignam satisfactionem promulgare teneretur.

Actum, anno incarnati Domini nostri Jhesu-Christi, millesimo ducentesimo-

decimo, mense decembri, tercio nonas ejusdem mensis.

Orig. appartenant à M. Poulin, à Pontaubert.

—

99 1210, 30 DÉCEMBRE.

Sentence arbitrale de Tecelin de Chailley et H. Daimbert, attribuant au prieur de Saint-Sauveur de Bray un droit de cens sur une vigne en Coupepied, finage de Sens. — Cautions fournies par les parties.

Magister Ph., curie Senon. officialis omnibus, etc. Noverint universi quod cum prior Sancti-Salvatoris de Braio in presentia nostra proponeret se habere octo denarios censuales in vinea quadam, quam Robillardus, civis Senonensis, tenet in territorio quod dicitur Coupepie, quos ei debuerat defunctus Remigius, clericus, ex eadem vinea, sicut asserebat, Stephanus et Fulco, canonici Beate-Marie in ecclesia Senon., pro se et concanonicis suis, Matheus de Sancto-Symphoriano et Ansellus de Sancto-Petro-de-Dongione, presbiteri, pro se et aliis presbiteris qui in eadem vinea octo denarios censuales ex donatione dicti Remigii vendicabant, responderunt se nescire quod dictus prior censum quem exigebat haberet in vinea nominata. Tandem, de legitima inquisitione super hoc facienda, et de dicto super hoc observando, compromiserunt in arbitros sub pena C solidorum provinensium, prior in magistrum Tecelinum de Chaalliaco, nominati canonici pro se et concanonicis suis, nominati presbiteri pro se et aliis presbiteris memoratis, in magistrum Hugonem Daimberti. Super quorum arbitrio firmiter observando idem prior constituit plegios de dicta pena, Milonem Guiliotum et Giraudum presbiterum de Jaunia. Dicti, vero, Stephanus et Fulco, canonici, pro se et concanonicis suis, prenominatos Matheum et Ansellum, presbiteros, plegios constituerunt de dicta pena. Idem et Matheus et Ansellus, pro se et memoratis presbiteris, qui cum eis censum in eadem vinea vendicabant, de eadem pena se plegios concesserunt. Facta autem inquisitione legitima, dicti arbitri communicato bonorum virorum consilio, arbitrati sunt quod dictus prior octo denarios censuales habebat in vinea supradicta. Quod autem ab arbitris audivimus, ad eorum peticionem sub sigillo curie Senonensis testificamus.

Datum, die jovis infra octabas Nativitatis Domini, anno Gracie M° CC° decimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Prieuré de Saint-Sauveur de Bray.

—

100 1211.

Le roi reconnaît que les moines de Dilo lui ont fait abandon de tout l'usage qu'ils avaient dans sa forêt située entre Arces et Cerisiers. En échange, il leur a donné 160 arpents de bois de la même forêt, situés du côté de l'abbaye. Il leur accorde aussi le droit de pâturage et la paisson des porcs dans ses bois après la quatrième feuille.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia, Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, quod abbas et fratres de Deiloco omnimodum usuarium quod ipsi habebant in foresta nostra que sita est inter Arces et Cerisers, nobis, nostrisque successoribus inperpetuum quitaverunt. Nos, vero, in hujus rei excambium, ipsus dedimus et assignavimus centum sexaginta arpennos nemoris in eadem foresta, versus abbatiam de Deiloco sitos, et ab ipsis libere et quiete jure perpetuo possidendos. Insuper, eisdem de Deiloco fratribus concedimus habere pasturam animalium suorum et pastionem poccorum (*sic*) in illa parte nostra quam habemus in predicta foresta, preterquam in talleicio donec habeat quatuor annos. Quod ut firmum sit stabile, sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato, presentem paginam precepimus confirmari.

Actum, apud Miledunum, anno Domini M° CC° undecimo, regni vero nostri anno tricesimo secundo, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa: dapifero nullo; signum Guidonis, buticularii; S. Bartholomei, camerarii; S. Droconis, constabularii nostri. — Data, vacante cancellaria. (Monogramme du roi).

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Dilo, L. I.

—

101 1211.

Philippe-Auguste règle le différend élevé entre le Chapitre d'Auxerre et les hommes de Merry et d'Egleny. Il fixe les cas où le Chapitre pourra imposer une taille sur eux, et le mode de perception de cette taille.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gracia, Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, quod controversia ver-

teretur inter capitulum Altissiodorense et homines suos de Merriaco et Egliniaco, in presencia nostra sopita est in hunc modum. Quod ipsi homines predictarum villarum concesserunt, in presencia nostra, quod in terra capituli et in hominibus ad capitulum pertinentibus posset decanus et capitulum talliam facere pro domino papa, pro nobis, pro defensione terre, sicut hactenus consueverunt. Quia iste tallie concesse sunt coram nobis pro emptione cujuslibet possessionis vel redditus, possunt talliam facere in hunc modum: Videlicet, quod si capitulum fecerit empcionem centum librarum vel amplius, decanus, si fuerit presens, vel maior persona ejusdem ecclesie post ipsum que presens fuerit cum capitulo, bona fide et in verbo veritatis eliget quatuor vel plures canonicos legitimos et fideles, qui jurabunt decano, si presens fuerit, vel maiori persone post ipsum qui presens fuerit et capitulo, quod bona fide talliam facient, et quod plus non exigent ab hominibus suis pro empcione que facta fuerit quam pro empcione dederint, et pro rationabilibus expensis quas pro negocio ad empcionem illam pertinente fecerint.

Predicti, vero, homines ordinacioni, sicut dictum est, facte ab electis canonicis tam super empcione quam super expensis predictis, non potuerunt contradicere. Et si predicti homines a supradictis conventionibus resilirent, nos conventiones illas observari bona fide faceremus; si, vero, predicti decanus et capitulum empcionem facerent minoris summe quam centum librarum, non possent facere talliam super homines predictos pro illa empcione, nec ipsi homines pro hujusmodi tallia reddenda, si forte a predictis decano et capitulo fieret tenerentur. Quod ut perpetuum robur obtineat, sigilli mei auctoritate et regii nominis caractere inferius annotato presentem paginam, salvo jure nostro, confirmamus.

Actum, Parisius, anno ab Incarnacione Domini M° CC° undecimo, regni, vero, nostri anno tricesimo-secundo; astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa: Dapifero nullo; signum Guidonis, buticularii; signum Bartholomei, camerarii; signum Droconis, constabularii. — Data, vacante cancellaria.

(Monogramme).

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1929. — Bibl. nat., A 81 V°, B 72.

—

102 1211.

Charte de Philippe-Auguste, relative à l'abbaye des Escharlis, à laquelle le roi donne 40 arpents de bois près de la grange de Bauciard, en échange d'un droit d'usage dans la forêt qui est entre Cerisiers et Arces.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gracia, Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod abbas et monachi de Escharleïs omnimodum usuarium quod ipsi habebant in foresta nostra, que sita est inter Ceriserios et Arciz, nobis, nostrisque successoribus in perpetuum quitaverunt. Nos, vero, in hujus rei excambium, ipsis dedimus et assignavimus centum quadraginta arpennos nemoris in eadem foresta, versus granchiam ipsorum de Beaucerra sitos, et ab eisdem jure perpetuo libere et quiete possidendos. Insuper, predictis abbati et fratribus concedimus pasturam animalium suorum et pascionem porcorum suorum in illa parte nostra quam habemus in predicta foresta, preter quam in tallicio donec habeat quatuor annos. Quod ut firmum sit et stabile, sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato presentem paginam precipimus confirmari.

Actum apud Melodunum, anno Domini MCCXI, regni vero nostri XXXII° astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa; dapifero nullo; Signum Guidonis, buticularii; Signum Bartholomei, camerarii; Signum Droconis, constabularii. Data, vacante (monogramme) cancellaria.

Copie de la main de Gaignières; Bibl. nat.; Cartul. des Escharlis (Gaign. 203) p. 273.

—

103 1211.

Gaucher de Joigny, seigneur de Venizy, Agnès, sa femme, et Erard de Brienne, fils de cette dernière, déclarent avoir reçu de l'abbaye de Pontigny 750 livres de Provins pour l'abandon de droits d'usage dans la forêt de Saint-Etienne.

Ego Gaucherus de Joviniaco, dominus Venisiaci, notum facio presentibus et futuris, quod pro pace et compositione et quitatione usuarii quod ego et uxor mea A., et filius ejus E. de Brena, et homines de Seant habebamus in nemore fratrum Pontiniaci quod vocatur nemus S. Stephani, et pro omnibus aliis articu-

lis qui conscripti sunt in carta sigillis nostris consignata (1) servandis, manutenendis et domui Pontiniaci firmiter garantizandis, accepi a venerabili abbate Pontiniaci, Johanne, et a fratribus ejusdem domus CCLX libras pruvin.; ego quoque, A., domina Venesiaci, pro eisdem causis recepi XXX libras pruvin.; ego, autem, Erardus de Brena, CCCCLX libras, anno Gratie M° CC° XI°.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, Preuves, t. III, p. 154.

1211 — Le roi confirma l'accord ci-dessus. Bibl. nat.; Cartul. de Pontigny, Ms. n° 5465, p. 3.

—

104 1211.

Ansério, seigneur de Bazarne, et Narjot, son frère, donnent à l'abbaye de Reigny 6 nasses à poisson sur leur rivière d'Auxerre, sur la rive du côté du cellier de Vaux.

Noverint universi presentem paginam inspecturi quod ego Ansericus, dominus Baserne, et dominus Narjodus, Frater meus, dedimus in elemosinam, pro remedio animarum nostrarum et omnium antecessorum nostrorum, Deo et ecclesie Beate-Marie Regniaci et fratribus ibidem Deo servientibus, in aqua nostra de Altissiodoro, sex bochetas in ripa, scilicet, juxta cellarium de Vallibus ad duas tesas ripe ex parte cellarii faciendas, in longitudine, vero, quantum continet clausura vinearum predicti cellarii; Ita plane quod nullus alius in predicta parte aque faciet bochetas. Si vero, aliquis piscatorum fuerit deprehensus a dictis fratribus super bochetis suis aliquod dampnum intulisse, per manum nostram vel heredum nostrorum tenebitur emendare. Quod si predicti fratres juxta dictam clausuram in possessionibus fuerunt dilatati, metas tamen predictas non excedent. Hoc laudavit dominus Iterius de Toci, frater noster, et concessit. Et ut hoc ratum et illibatum in perpetuum permaneat, ego et dominus Iterius, frater noster, presentem cartam sigillorum nostrorum munimine roboravimus.

Actum, anno Verbi incarnati M° CC° XI°.

Orig., scellé d'un sceau orbiculaire figurant un écu vairé: Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny, L. XXXI.

En 1201, Itier, seigneur de Toucy, avait déjà confirmé les religieux dans leur maison de Vaux, avec jardin et pourpris, et droit de pêche dans sa rivière de Vaux; et l'évêque Guillaume confirma ce don en 1207. — Ibidem.

1218, juillet. — Itier de Toucy donna à l'abbaye de Pontigny droit de pêche dans sa rivière d'Auxerre, et droit d'y établir six nasses à poisson (*bocheias*), près du bord, du côté de son cellier des Fourneaux.

Orig.; Fonds Pontigny, L. V. — La charte est scellée d'un sceau figurant un cavalier avec *des pals de vair sur l'écu, et 3 merlettes en chef.*

—

105 1211.

Pierre, comte d'Auxerre, déclare qu'il aime particulièrement son château de Tonnerre; c'est pourquoi il a fait remise aux habitants du droit de main-morte et d'eschoite. Il leur donne aussi les eschoites de ceux qui ne voudront pas contribuer à l'imposition établie pour ce rachat, etc.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod ego Petrus, comes Autissiodor. et Tornodor., castellum meum de Tornodoro singulari amplectens amore, et ejus cupiens incrementum, dimisi libere et quitavi in perpetuum, omnibus hominibus et mulieribus de Tornodoro, manum-mortuam et omnes excasuras Tornodori. Donavi etiam eis et concessi omnes excasuras illorum qui noluerint mittere in levata que pro libertate ista apud Tornodorum facta fuerit; ita tamen quod si de progenie illorum fuerit aliquis qui in hac levata miserit, id quod super eum fuerit impositum ad ipsum deveniet excasura. Sciendum est preterea quod, si quis apud Tornodorum sine herede decesserit, universe res illius erunt in manu burgensium Tornodori per annum. Si, vero, infra annum venerit aliquis qui se dicet habere jus in ea, et hoc competenter probare poterit, illam habebit; sin autem, ad me deveniet. Ad hujus itaque rei confirmationem, ego, et Yolendis, comitissa, uxor mea, pre-

---

(1) La Charte désignée ici existe en original au Fonds Pontigny; le sceau de Gaucher de Joigny porte sur l'écu un lion rampant.

sentem paginam sigillorum nostrorum munimine roboravimus.

Actum, anno Gratie millesimo ducentisimo-undecimo.

Orig.; Arch. de la ville de Tonnerre. — Chartes et titres anciens des habitants de Tonnerre; Auxerre, 1630, in-12, p. 50.

En 1212, au mois d'août, Guillaume, évêque de Langres, a confirmé la charte ci-dessus. — Ibidem.

—

106 1211.

Mathieu de Touquin vend à l'abbaye des Escharlis, pour 700 livres de Provins, toute la vieille dîme de Précy. Il en excepte la dîme de Sorberoy, qui appartient au curé de Précy.

Ego Matheus de Toquino Prissiaci dominus, et Lora, uxor mea, notum fecimus universis presentibus pariter et futuris quod, laudantibus liberis nostris Manasse et Guillemetta et Maria, vendidimus fratribus de Escharleiis, pro septingentis libris Proviniensibus, totam decimam veterem quam habebamus apud Prissiacum, sub ea consuetudine et statu quo eamdem tenuimus temporibus retroactis: scilicet quod universi qui terras ad parrochiam et dominium Prissiaci pertinentes coluerunt, antequam tollatur messis de agris, tantum de decima solvere tenebuntur fratribus supradictis quantum nobis de terragio solvere tenentur. Et si aliquis hominum predictorum huic pactioni obviaverit et contra eam fecisse comprobatus fuerit, restituto prius fratribus dampno suo, judicio nostro de forefacto stabit. Et notandum quod decima illa et terragium, quamdiu fratribus placuerit, communiter in grangia nostra que est apud Prissiacum, messis tempore, colligentur; Ita quod ille qui terragium quesierit sine decimatore monachorum, terragium recipere non poterit, etiamsi fratres decimam suam alicubi seorsum a terragio reponere voluerint. Quandiu autem terragium et decima insimul colligentur, post excussionem terragii et decime, tam granum quam stramen inter nos et monachos equaliter dividentur, excepta decima illa que in ipsa parrochia a quibusdam hominibus sine terragio debetur, que in partem et proprietatem tota deveniet monachorum et seorsum ab alia decima, ubicumque monachi voluerint, colligentur. Sciendum autem quod nec nos, nec heredes nostri, a modo terras ad dominium Prissiaci pertinentes hominibus alterius parrochie colendas tradere poterimus, ne occasione ista posset minui decime monachorum et ad aliam parrochiam transferri. Notandum, vero, quod a venditione ista excipitur decima de Sorberoi quam sacerdos Prissiaci ab antiquo accipere consuevit, et decima oschie Sancti-Leonis et modice portionis terre eidem oschie adjacenti et decima terre Putei et cujusdam partis oschie Odonis de Charmes. Sciendum preterea, quod ante venditionem istam, predicti fratres unum modium bladi in decima ista ex elemosina predecessorum nostrorum in grangia nostra annuatim percepiebant, quem in venditione hac nobis quitaverunt. De decimis autem novalium futurorum in parrochia Prissiaci sive presentium, de assensu nostro et de assensu domini Petri senonensis archiepiscopi et presbiteri Prissiaci qui tunc erat, ita statutum est inter nos: Quod monachi supradicti pro decimis novalium quas de cetero percipient annuatim, tam de novalibus in eadem parochia jam excultis, quam de his omnibus que in posterum excolentur, ipsi presbitero et successoribus ejus decem bladi sextaris ad mensuram Prissiaci, videlicet quatuor frumenti, quatuor ordei et duo aveno annuatim in perpetuum solvere tenebuntur. Super venditione ista, fide prestita, promisimus nos laturos debitam garantiam et conventiones hujusmodi quas prediximus servaturos. Manasses, quoque filius noster et Guillemetta, filia nostra fide prestita, promiserunt quod in decima ipsa nichil in posterum reclamabant. Quod ut in perpetuum ratum permaneat et inviolabile, presentum paginam sigilli nostri munimine confirmamus, anno incarnati Verbi Millesimo ducentessimo undecimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds de l'abbaye des Escharlis. — Précy.

Pierre de Corbeil, archevêque de Sens, confirma la charte ci-dessus la même année, et attesta que la femme et les enfants du vendeur l'avaient ratifiée en sa présence, mais que Marie, la plus jeune fille de Mathieu de Toquin, n'ayant pas l'âge de discrétion, avait été dispensée du serment.

1212. — Guillaume, comte de Joigny, et B., sa femme, confirmèrent aussi cette vente, comme seigneurs du fief. — Ibidem.

—

107 1211, AVRIL.

Philippe-Auguste reconnait que Guillaume, prévôt de Chablis, a donné, du consentement de la comtesse de Champagne, sa prévôté à Guillaume de La Chapelle, pour 7 ans. Le roi ajoute qu'après ce temps il n'y aura aucun droit sans la permission de la comtesse.

Ph., Dei gracia Francorum rex, noverint universi presentes litteras inspecturi, quod dilectus et fidelis noster Guillelmus, prepositus Chableiarum, prepositúram suam de Chableiis, de assensu et volunte (*sic*) dilecti et fidelis nostre B., comitisse Trecensis, commisit Guillelmo de Capella, servienti nostro, tenendam in manu sua ab instanti Penthecostes usque in septem annos, salva custodia dicte comitisse quam habet in eadem villa et in prefata prepositura, et salvo gisto et jure suo in omnibus, et salvo eciam jure nostro quod ibidem habemus tam in procuratione quam in aliis; et sic idem Guillelmus eam preposituram cum pertinenciis suis recepit de mandato nostro usque ad predictum terminum custodiendum. Nos vero, nec prepositus Guillelmus, nec alius ex parte nostra occasione commissionis predicte in prefata villa, vel prepositura, poterimus aliquid reclamare et post prefatum terminum nec nos, nec Guillelmus de Capella, nec eciam aliquis alius ex parte nostra poterit preposituram illam habere, nisi de assensu et voluntate dicte comitisse.

Actum, anno Domini M° CC° XI°, mense aprili.

Trés. des Ch., J 254, n° 45.

En 1229, juillet, le roi Saint-Louis déclara n'avoir acquis aucun droit sur la ville de Chablis pour l'avoir prise sous sa protection « *propter guerrarum periculum.* » — Ibidem.

—

108 1211, OCTOBRE.

Donation, par Pierre de Sergines, chevalier, à l'abbaye de la Pommeraie, de la dîme du territoire de Quois. — Relation de plusieurs autres dons faits par ce seigneur et autres, etc.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus universis quod, in nostra presentia constitutus, nobilis miles Petrus de Serginis, ecclesie de Pomeria in perpetuam elemosinam contulit et concessit quicquid habebat in decima territorii de Quois, et insuper quindecim denarios censuales quos habebat super terra Gileberti de Compegniaco, cum decima ejusdem terre que similiter sua erat. De hiis autem omnibus devestivit se in manu nostra, et nos, ad petitionem ipsius dilectam filiam Hodebergim dicte ecclesie priorissam nomine ipsius ecclesie investivimus de eisdem. Hanc elemosinam laudavit coram nobis Elisabeth, nobilis uxor ejus. Nos, itaque, elemosinam ipsam approbamus et volumus, et eandem dicte ecclesie sub sigilli nostri testimonio confirmamus.

Actum, anno Gracie M° CC° XI°, mense octobri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Notre-Dame de Sens, L. XIII.

En 1209, au mois d'avril, noble dame Adeline de Sergines avait donné, en présence de l'archevêque de Sens, aux religieuses de la Pommeraie, toute la dîme qu'elle possédait audit Sergines, et de plus 12 deniers de cens à Sens et autant à Pont. Maître Hugues et Jean, fils de ladite Adeline, ratifièrent ce don.

En 1217, Odo des Barres, chevalier, approuva la vente faite par Pierre de Sergines, chevalier, aux religieuses de la Pommeraie, de toute la dîme qu'il percevait à Sergines, et qui mouvait de son fief.

En 1218, au mois d'août, Pierre de Sergines céda aux lépreux de Villuis toute la dîme qu'il percevait à Villuis, en échange de deux arpents de terre légués par son frère Gilon auxdits lépreux, et pour toute la dîme dont ces derniers jouissaient à Sergines, de laquelle l'archevêque mit les religieuses de la Pommeraie en possession, à la prière dudit Pierre.

On voit, par l'acte même de cession des dîmes de Sergines, faite par Pierre de Sergines, au mois d'avril 1218, qu'il réserva en faveur de ses filles Marguerite et Emeline, religieuses de la Pommeraie, une rente de deux muids de grain, moitié froment, moitié avoine. La vente fut ratifiée par les seigneurs du fief, Eudes des Barres, Geoffroy du Plessis, Girard Gorgaud, Herbert de Vinneuf, chevaliers. Elisabeth, femme de Pierre de Sergines, Gilon et Thibaud, ses enfants, et Jean, curé de Sergines, ratifièrent cet acte, et Pierre de Michery, Ellebaud de Villenaux, Herbert de Vinneuf, chevalier, et Gilon de Cérilly, homme d'armes, en furent cautions.

En 1234, Geoffroy de Sergines, chevalier, et sa femme, engagèrent, pour 30 livres tournois, à l'abbaye de la Pommeraie, les dîmes qu'ils percevaient sur quatre climats de la paroisse de Sergines, et en 1243, ce même Geoffroy, dit *le loup*, vendit ces dîmes au même monastère. — Ibid.

—

109 1211, 18 NOVEMBRE.

Le pape Innocent III rapporte que, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, il a fait, en faveur du monastère de Vézelay et dans les limites circonscrites par des croix, défense d'arrêter les hommes qui en dépendent, ou de prendre leurs biens, etc., mais que cependant les fils de Belial, bravant la crainte de Dieu, ont enfreint sa défense. Il mande à l'évêque (d'Autun ?) d'excommunier ceux de ses diocésains qui se sont rendus coupables envers ce monastère.

Cum, quieti Virziliacensis monasterii, quod sedem apostolicam nullo respicit mediante, paterna volentes sollicitudine providere inter cætera quæ nos, predecessorum nostrorum sequentes vestigia, eidem monasterio duximus indulgenda, auctoritate apostolica interdicere curaverimus, sub excommunicationis vinculo inhibentes, ut infra ejusdem monasterii pertinentias crucibus terminatas, nullus hominem capere, invadere, seu bona sua auferre, sive assultum facere, vel quamlibet offensionem irrogare præsumat; et nonnulli filii Belial, Dei timore posthabito, tempore hoc quo superabundat iniquitas, refrigescente charitate multorum, apostolica inhibitione contempta contravenire præsumant, immunitatem hujusmodi sæpius infringendo, sicut dilectorum filiorum abbatis et conventus ejusdem loci nobis conquestio patefecit; Fraternitati vestræ, per apostolica scripta, mandamus, atque præcipimus quatinus, cum ab ejusdem monasterii abbate ac fratribus fueritis requisiti, quilibet vestrum parrochianos suos, quos constiterit immunitatem prædictam temere infregisse, tandiu faciat, nisi congrue satisfecerint, excommunicationis sententiæ subjacere, et tanquam excommunicatos ab omnibus arctius evitari, donec satisfactione de perpetratis excessibus exhibita competenti, per eum beneficium absolutionis obtineant, vel si forte delicti quantitas id exegerit, ad sedem accesserint apostolicam absolvendi.

Datum, Laterani, XIIII Kal. decembris, Pontificatus nostri anno XIV.

(In eumdem modum scriptum est Lugdunensi archiepiscopo et suffraganeis ejus).

Innocentii III epistolæ, a Fr. Bosqueto, 1635, in-f°, p. 266.

—

110 1212.

Bodran, archiprêtre de Saint-Bris, rapporte qu'Elisabeth, la Chate, veuve d'Ithier Caudadene de Maligny, chevalier, étant en sa présence, a vendu aux religieux de Saint-Marien 12 bichets de blé de rente qu'ils lui devaient sur leur terre du Bouchet. Anseau le Chat et Gui le Chat, et Guillaume Renaud et Hervé, frères de la venderesse, ont ratifié cet acte. — Passé à Beaumont, dans la maison de Marguerite, dame de Seignelay.

Ego Bodrans, archipresbiter Sancti-Prisci, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod Elisabet La Chate, de Siligniaco, relicta Itherii Caudadene de Marligniaco, militis, in presentia mea constituta vendidit abbati et conventui Sancti-Mariani Autissodori, duodecim bichetos bladi quos ipsi reddebant ei, singulis annis, pro decima terre sue de Boscheto. Hanc venditionem laudaverunt filii sui Ancellus Li Chat et Guido Li Chat, et fratres sui, similiter, Galterus et Herveus; et idem Regnaudus, frater ejus, qui venditioni non affuit illam laudaret prefatis promisit canonicis; et inde plegios illis dedit Willelmum de Chiniaco, armigerum, et Amauricum de Chanlo, militem. Promisit eciam eisdem canonicis quod inde faceret eis habere litteras domini Autissiodorensis episcopi, dicte venditionis testimonium continentes; et inde plegii fuerunt similiter predicti Willelmus de Chiniaco et Amauricus de Chanlo. Quod ut ratum et firmum permaneat, ad petitionem partium, presentem paginam sigilli mei appositione signavi.

Actum est hoc, apud Bellum-Montem, in domo nobilis mulieris Margarite, domine videlicet Silliniaci, anno ab Incarnatione Domini M° CC° XII°.

Orig., scellé du sceau de l'archiprêtre de Saint-Bris, représentant un calice; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Marien, L. XLVII.



Sceau de Bodran, archiprêtre de Saint-Bris.

En 1213, Guillaume, évêque d'Auxerre, attesta la vente mentionnée dans la charte précédente, laquelle avait été renouvelée devant lui. Il visa également une autre charte d'Hugues, archidiacre d'Auxerre, attestant que noble dame Eschiva, veuve de Gautier de Brécy, chevalier, et Herric et Etienne, ses fils, avaient vendu aux chanoines de Saint-Marien une portion des dîmes de Chevannes, pour 10 livres de Provins. — Mathieu de Brécy, chevalier, caution. — Ibidem.

—

111 1212.

Guillaume, évêque d'Auxerre, Guillaume, abbé de Saint-Germain et Arnoul, abbé de Saint-Père d'Auxerre, rapportent que les contestations qui s'étaient élevées entre le Chapitre et Ferrand, autrefois maire d'Egleny, ont été réglées. Ferrand, étant entré dans le Chapitre, résigna sa mairie entre les mains du doyen. Il se reconnut, ainsi que ses fils, hommes de l'église d'Auxerre, etc.

Willelmus, Dei gracia episcopus, et Willelmus Sancti-Germani, et Arnulphus Sancti-Petri abbates Autissiod. omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod, cum inter capitulum Autissiodorense et Ferrandum, quondam maiorem de Egliniaco, questiones plurime super diversis articulis emersissent, tandem dictus Ferrandus, nobis presentibus, intravit capitulum Autissiodorense et maioriam de Egliniaco in manu decani publice resignavit in perpetuum. Hoc etiam Benedictus et Fraaudus, Ferrandi filii, qui presentes erant concesserunt, et concenserunt. Preterea, Ferrandus et filii ejus predicti recognoverunt homagium Autissiodorensis ecclesie, et quod pro hominibus ecclesie se tenerent, ubicumque de cetero habitarunt, sicut antecessores eorum pro hominibus ecclesie se tenuerant secundum consuetudines terre Autissiodorensis ecclesie. Capitulum, vero, concessit Ferrando ut ipse rachataret de quadraginta libris Autissiodorensis a canonicis qui apud Egliniacum prebendas suas percipiunt, caducum Johannis, presbiteri defuncti, qui Ferrandi frater fuit; ita quod preterea domum unam que est juxta ecclesiam de Egliniaco, vel aliam eque bonam que capitulo placeret, daret capitulo Ferrandus. Concessit preterea capitulum Ferrando, pro bono pacis, ut ipse et filii ejus tenementa sua que apud La Biche, vel alibi tenent, a capitulo teneant, ubicunque maneant, ad consuetudines et justiciam et jura alia omnia que terra debet, secundum consuetudinem terre illius. Quod si forte Ferrandus, vel filii ejus, ab hiis que superius dicta sunt resilirent, capitulum saisiret omnia que Ferrandus tenet ab eis, et ea capitulum teneret donec ad respectum capituli esset emendatum. Hec omnia Ferrandus et filii ejus Benedictus et Fraaudus, tactis sacrosanctis reliquiis, se bona fide observaturos juraverunt, et reliquos Ferrandi filios concessuros et observaturos firmiter promiserunt. Et nos, ad peticionem utriusque partis, litteras nostras testimoniales fecimus annotari et sigillorum nostrorum karacteribus roborari.

Actum, anno dominice Incarnationis millesimo ducentesimo duodecimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds du Chapitre d'Auxerre, L. L.

En 1213, Pierre, archevêque de Sens, donna une charte relatant la transaction ci-dessus et contenant en outre ces mots : « Et nos, ad peticionem capituli, Ferrandum, quem pro querelis ejusdem capituli diu excommunicatum tenueramus, absolvimus, et, ad instantiam tam capituli quam Ferrandi, litteras nostras super hiis testimoniales fecimus annotari. »

—

112 1212.

Dreux de Thorigny reconnaît avoir vendu au Chapitre de Sens, moyennant 60 sous, un droit de cens qu'il percevait à Sens dans la Charronnerie, entre le cimetière des Juifs et la Maison-Dieu de la Poterne.

Magister Giraudus, officialis curie archidiaconi Senon. omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod Droco de Toriniaco, miles, in presentia nostra constitutus, recognovit se censum quem habebat Senonis, in Charroneria, inter cimiterium Judeorum et domum-Dei de Posterna, magistro Philippo, tunc officiali Senonensis, nomine capituli Senonensis pro sexaginta solidis vendidisse. Cujusmodi venditionem Elisabet de Prato, uxor ejusdem militis, que presens erat, voluit et laudavit.

Quod autem audivimus et recognitum fuit coram nobis, sub sigillo curie archidiaconi Senonensis, salvo jure alterius presentibus litteris testificamur.

Actum, anno Gracie M° CC° duodecimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne. Fonds du Chapitre de Sens.

—

113 1212.

Trois juges ecclésiastiques, délégués par le pape pour prononcer dans le débat élevé entre Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre, et l'abbaye de Molême, au sujet du gîte de Stigny, rapportent que le procureur du comte a renoncé, en son nom, aux droits qu'il prétendait en ce lieu.

Ego H., archidiaconus Barrensis, ego magister P., officialis curie Lingonensis, et ego magister P., canonicus Lingonensis, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis, quod, cum inter venerabiles fratres G. abbatem et monachos Molismenses, ex una parte, et nobilem virum P. comitem Altisiodorensis et Tornodorensis, coram nobis, auctoritate apostolica, questio verteretur super quodam gisto quod idem comes apud Satigniacum, villam dictorum fratrum, annis singulis exigebat, contradicentibus fratribus memoratis et instanter affirmantibus a dicto gisto prefatam villam debere esse liberam penitus et immunem. Tandem, partibus convocatis et rationibus plenius hinc inde propositis et auditis, procurator dicti nobilis, in nostra presentia, coram omnibus, et in jure recognovit cum nobis constaret de mandato nobilis sepedicti, quod idem comes in predicta villa nullum gistum habebat, nec aliquo jure predecessorum suorum habere debebat. Nos, igitur, de bonorum virorum concilio, auctoritate nobis commissa, decernimus esse justum quod sepefata villa a supradicto gisto liberata esset in perpetuum et immunis. Hanc nostram sententiam predictus comes ratam et firmam habuit, et per suas litteras confirmavit. Quod ut ratum habeatur et firmum, presentes litteras sigillis nostris duximus roborandas.

Actum, anno Domini M° CC° duodecimo.

Cartul. de Molême, Ms du XIII° siècle, t. II, F° 43 R°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

114 1212.

Foulque, abbé de Saint-Rémy de Sens, donne, pour la fondation de l'anniversaire de Félicie de Couture et de Lucie, femme de Gilbert de Saint-Florentin, un jardin situé près du ruisseau de Gravereau (à Sens), légué par ladite Félicie.

Fulco, Dei patientia, Beati-Remigii Senonensis abbas, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Cum ex injuncto nobis officio pro defunctis Christi misericordiam expectantibus jugiter teneamur exorare, et hoc inter caritatis opera honestissimum reputetur a nobis precipue pro illis exorandum est qui nobis familiaritate juncti sunt, seu beneficiorum largitione, tamen ut a nobis penitus se absentet ingratitudo, et ut eorum quorum jam elemosinas in Christo recepimus in perpetuum vigeat memoria; palam volumus esse universis quod pro anniversariis defuncte Felicie de Cotura et Lucie, uxoris Gileberti de Sancto-Florentino, in ecclesia nostra singulis annis faciendis, conventui nostro ortum unum situm in censiva nostra prope ripam de Graverel, quem dicta Felicia, nomine elemosine nobis legavit, dedimus ad usum cene et in perpetuum concessimus possidendum. Ne quis autem huic institutioni facte de communi assensu totius capituli nostri de cetero obviare presumat, districte precipimus et sub anatamate prohibemus. In cujus rei memoriam et testimonium, presentem cartum sigillo nostro fecimus communiri.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo duodecimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Saint-Pierre-le-Vif. — Saint-Rémy de Sens, L. XIX.

—

115 1211 [1212], MARS.

Pierre, comte d'Auxerre, reconnaît que la justice de la forêt de Panfol appartient à l'abbaye de Molême, ainsi que la propriété de celle de Nitry; et que c'est à tort que son prévôt de Cruzy, ayant saisi des voleurs dans la forêt de Panfol, les fit pendre à Cruzy, et que ses propres forestiers avaient chassé ceux de l'abbaye de la forêt de Nitry.

Ego Petrus, comes Autissiodori et Tornodori, notum facio universis, quod cum auctoritate apostolica abbas et monachi Molismenses traherent me in causam de eo quod Haimo, prepositus meus de Crusiaco, quosdam latrones captos in nemore de Panfo, apud Crusiacum castrum meum suspendit. Cujus nemoris justiciam cum ipso nemore idem monachi ad se pertinere dicebant. Preterea, conquerebantur de hoc quod forestarios meos misi in nemore ipsorum de Neintriaco, et quod de ipso nemore ejeci forestarios eorumdem. Cum, igitur, ipsis fratribus nollem injuriam inferre, neque dampnum, de utraque querela feci veri-

tatem diligenter inquiri, et per enquestam legitime factam inveni quod dicta justitia nemoris supradicti est ipsorum monachorum et ecclesie Molismensi. Unde tam captionem quam suspensionem latronum quos supra nominavi, abbati Molismensi per Johannem Columbum, ballivum meum, feci emendari ; et per prepositum memoratum de forestariis nemoris de Neintriaco in enquesta inveni quod nullum forestarium ibi habere debeo, et quod idem nemus totum quitum est monachorum, et ipso pro voluntate sua ponere forestarios suos debent, unde quid inde prius feceram. scilicet de forestariis meis positis in nemore et de suis ejectis feci eis similiter emendari, ac per hoc recognovi sepedictis monachis in utraque querela injuriam me fecisse. Quod ut ratum habeatur, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gracie M° CC° XI°, mense marcio.

Cartul. de l'abbaye de Molême; Ms XIII[e] siècle, t. II, F° 10 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

116 1212, AOUT.

Lettre de Guillaume, évêque d'Auxerre, portant que le roi Philippe-Auguste l'a dispensé, sa vie durant, de l'accompagner à l'armée.

W., Dei gracia Autissiodori episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noveritis quod nos confitemur debere domino nostro Philippo, regi Francorum illustri, exercitum suum, sicut commune episcoporum et baronum debet, et illum de cetero per nostros milites, sicut alii, faciemus. Idem enim dominus rex personam nostram a servicio exercitus quamdiu vixerimus relaxavit. Et nos pro hac relaxatione et pro amore ipsius et gratia habenda, concedimus et volumus quod ipse de proventibus regalium nostrorum quos percepit usque ad festum Sancti-Johannis-Baptiste nuper preteritum, retineat pro sua voluntate. Super eo autem quod exinde retinebit, ipsum vel heredem suum, vec alium pro ipso in causam per nos vel per alium non trahemus et relaxabimus interdictum. In cujus rei memoriam, presentes litteras fecimus annotari et sigilli nostri munimine roborari.

Actum, apud Meledunum, anno Domini M° CC° XII°, mense augusto.

Trés. des Ch., J. 260, n° 2. — D. Bouquet, XVII, p. 771.

—

117 1212, OCTOBRE.

Pierre, comte d'Auxerre, déclare avoir donné aux habitants de Tonnerre un pâtis pour l'utilité commune. Il leur permet aussi de vendanger à leur gré, du consentement de la communauté, de son prévôt et des quatre élus. Ils pourront avoir des garde-vignes et des messiers. Enfin, il promet de ne point arrêter les charrettes des gens qui viendront à Tonnerre pour leurs affaires, etc.

Ego Petrus, comes Autissiod. et Tornodori, notum facio universis, presentibus et futuris, quod donavi et concessi burgensibus de Tornodoro Pasticium ad communem utilitatem ville, et ad communem usum. Concessi etiam eis quod, quando voluerint vindemiare poterunt per communem assensum ville et prepositi mei et quatuor burgencium electorum ; et si prepositus communi assensui ville et quatuor burgencium electorum resisteret, ipsi nichilominus, si commune bonum ville imminere viderint, vendemiabunt. Preterea concessi eis quod ipsi poterunt mittere custodes in vineis et in bladis per communem assensum ville et prepositi, et quatuor electorum ; et si prepositus communi bono ville resisteret, burgenses et quatuor electi nichilominus custodes in vineis et bladis instituent et destituent, si viderint expedire. Concessi etiam eis quod non capiam vel capi faciam quadrigas vel aurigas qui venient pro aliqua negociatione facienda, pro aliquo negotio quod mihi emerserit sive de fortalicia, sive de alio.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo duodecimo, mense octobri.

Orig. ; Arch. de la ville de Tonnerre. — Chartes et titres anciens des habitants de Tonnerre, Auxerre, 1630, p. 67.

—

118 1212, OCTOBRE.

Pierre, comte d'Auxerre, qui est gardien des foires de l'abbaye Saint-Michel, veut réparer les violences commises envers les marchands

qui y étaient venus. Il remet ses gens coupables de ce méfait aux mains des officiers du monastère pour y faire satisfaction.

Ego Petrus, comes Autissiodori et Tornodori, notum facio universis presentibus et futuris, quod habeo in conductu meo nundinas monasterii Sancti-Michaelis Tornodorensis, et omnes ad illas euntes et ab illis redeuntes. Contigit autem quod servientes mei, peccatis suis exigentibus, nundinis dicti monasterii violentiam intulerunt. Commissione et violentia eorum cognita, eos statim ad dictum monasterium remisi ut ei a servientibus meis condigna fieret satisfactio.

Actum, anno Domini M° CC° XII°, mense octobri.

Cartul. de Saint-Michel, G, F° 11 V°; Bibl. de Tonnerre.

—

119 1212, NOVEMBRE.

L'official de Sens atteste que Hulduin de Cérilly a vendu à l'abbaye Saint-Rémy les maisons, places et cens qu'il possédait dans la cité de Sens, et tout ce qui lui appartenait hors de la cité dans la paroisse Saint-Romain, à l'exception d'un petit fief. Il a vendu aussi à l'abbaye une rente sur la grange de Collemiers et tout ce qu'il possédait à Villeroy, etc.

Magister Philippus, curie Senon. officialis, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod Hulduinus de Ceriliaco, miles, in presentia nostra constitutus, recognovit se vendidisse venerabili viro Fulconi, abbati et conventui Sancti-Remigii Senonensis, omnes domos, plateas, censum et quicquid habebat infra muros civitatis Senonensis, et quicquid habebat extra muros dicte civitatis, in parrochia Sancti-Romani; in domibus, plateis, censu, excepto quodam feodo quinque solidorum quod Villanus de Curtiniaco tenet, sicut dicitur, ab eodem Hulduino, et excepto heberiagio que idem miles tenebit, quamdiu vixerit. Post mortem, vero, suam ad memoratam ecclesiam libere revertentur. Recognovit etiam se vendidisse eis redditum quem percipiebat in eadem ecclesia in festo Beati-Remigii, et modium bladi quem recipiebat in granchia dicte ecclesie apud Columbarios; et quicquid habebat apud Vileroi, tam in feodo quam in proprio, et feodum quod tenebat a memorata ecclesia apud Vicum-Novum pro quadrigintis libris parisiensib., a festo Omnium-Sanctorum nuper preterito in quinque annos reddendis. Hanc autem venditionem fecit et voluit Johanna, uxor ejusdem militis, cum marito suo, et fiduciaverunt in manu nostra dicti Hulduinus et Johanna se debitam guarantiam super his omnibus dicte ecclesie portaturos, et quod nec per se nec per alios super predictis dictam ecclesiam molestabunt, nec in eis aliquid de cetero reclamabunt. Quod autem coram nobis recognitum est ad peticionem partium sine alterius prejudicio sub sigillo curie Senonensis testificamur.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo duodecimo, mense novembri, die mercurii post octavam Beati-Martini.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Pierre-le-Vif. — Saint-Rémy de Sens, L. XXI.

—

120 1213.

Jocelin d'Avallon confirme, comme seigneur féodal, le don fait par feue dame Clémence, sa tante, à la maison des Hospitaliers de Pontaubert, du droit de prendre une charretée de bois mort dans ses bois de Vaupitre, etc.

Ego Jocelinus de Avalone, miles, notum facio omnibus, presentem paginam inspecturis, quod domina Clementia, cujus ego Jocelinus fui nepos, dedit et concessit, pro remedio anime sue, Deo et fratribus sancte domus Hospitalis Pontis-Herberti usum unius quadrige in nemoribus mortuis de Valpitre, imperpetuum, et roortas et ea que necessaria sunt ad aratra domus hospitalis Pontis-Herberti, et tria sextaria avene que sunt ultra rivum apud domum Lamberti, et duodecim denarios censuales ibidem. Hoc etiam donum et helemosinam ego, Jocelinus, de cujus chasamento est, laudavi. Ut hoc ratum et inconcussum habeatur, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratie M° CC° XIII°.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds de la Commanderie de Pontaubert.

—

121 1213, AOUT.

Guillaume, évêque d'Auxerre, atteste qu'Etienne Pourrain a donné en mourant à l'abbaye de Crisenon, un étal dans le marché d'Auxerre où l'on vend les souliers.

Willelmus, Dei gracia Autissiod. epis-

copus, omnibus præsentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod in presentia nostra constitutus, bonæ memoriæ Stephanus Porreni, laborans in extremis, ob remedium animæ suæ, in perpetuum dedit elemosinam monasterio de Crisenone staulum unum in foro Autissiod., in quo venduntur sotulares. In cujus rei memoriam, presentes litteras fecimus annotari et sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno ab incarnatione Domini M° CC° tercio-decimo.

D. Viole, Gesta episcop. Autiss., t. II, F° 299 ; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 127.

—

122 1213.

Echange entre Milon, comte de Bar, et Hervé, comte de Nevers, de la terre de Pothière contre celles de Vergigny et de Rebourseaux.

Ego Milo, comes Barri, omnibus notum facio presentibus et futuris quod ego cum karissimo domino meo, H. illustri comite Nivernensi, Alexandra, uxore mea, et Galcherio, filio meo, laudantibus et concedentibus, commutavi terram et dominium quos in terra Poteriarum habebamus, pro terra quam ipse comes habebat apud Varginiacum et Reborsellum, et pro illis quas apud Booliacum ipse comes habebat, que de dicta terra movebant: ita videlicet, quod ego de dicto comite dictam terram de Varginiaco scilicet et de Reborsello et de Booliaco tenebo, sicut ante de ipso tenebam dictam terram et dominium que in dicta terra Poteriarum habebam. Preterea, sciendum est quod homines dicte terre de Varginiaco scilicet et de Reborsello et de Booliaco usagium suum in nemoribus et in aliis habebunt, sicut habebant quando dictus comes Nivernensis terram sepedictam tenebat. Quod ut ratum permaneat, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, apud Maers, anno Gracie M° ducentesimo tercio-decimo.

Arch. de la Côte-d'Or, Cartul. du comté de Tonnerre, F° 48 V°.

—

123 1212 [1213], 16 JANVIER.

L'official de Sens, après instruction suffisante, adjugea aux moines de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif la forêt de Villerraer sur Sognes, que la dame de Trainel leur contestait, et dont les serviteurs avaient commis des voies de fait envers un des moines.

Magister Philippus, curie Senon. officialis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod vir venerabilis abbas et conventus Sancti-Petri-Vivi Senon., proposuerunt in jure, coram nobis, quod nobilis mulier Ida, domina Trianguli, violentiam eis intulerat servientes eorum ejiciendo de nemore suo de Vilerraer sito in parrochia de Ciconiis. Procurator autem domini, ex adverso respondit quod abbas et conventus non poterant nemus illud essartare, nec dare ad essartandum, quia suum erat nemus et justiciam et grueriam habebat in eodem. — Abbas, vero, et conventus penitus hoc negarunt. Tandem, testibus hinc inde receptis, attestacionibus publicatis, rationibus et allegationibus utriusque partis auditis et plenius intellectis : de prudentum virorum consilio adjudicavimus abbati et conventui dictum nemus liberum ab omni grueria, et justicia quam dicta domina petebat in eodem. In cujus rei memoriam et testimonium, presentem cartam appositione sigilli curie Senonensis fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° duodecimo, die mercurii post festum Beati-Hylarii.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif. (Mission de Versailles). — Sognes.

1200, juillet. — Etienne, dit *Pirum*, chevalier, reconnut devant l'official de Sens que l'abbaye Saint-Pierre avait droit à la moitié de la forêt située depuis le chemin feu Humbert jusqu'à Noerelles. — Ibid. Sognes.

Par une charte de l'an 1214, au mois d'avril, la même dame Ida de Trainel, ayant un procès avec l'abbé de Saint-Pierre, devant l'official de Sens, au sujet d'un cens sur la maison de Foissy et des redevances en aveine, mit la cause entre les mains du doyen de Foissy et de Jacques, clerc de ce lieu. — Ibid., manse conventuelle, Foissy.

—

124 1212 [1213], 9 FÉVRIER.

Quatre marchands de bois reconnaissent, devant l'official de l'archidiacre de Sens, avoir acheté de l'abbé de Sainte-Colombe de Sens la coupe de toute la forêt que cette abbaye possédait à Villeperrot, pour mille livres parisis, payables en cinq années. Les acquéreurs donnent pour caution 29 personnes.

Magister Giraudus, curie archidiaconi

Senon. officialis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus universis quod Garnerius li Beges de Donna-Maria, Petrus et Willelmus, frater ejus, de Footis et Hugo Lupus, nobis presentibus recognoverunt se emisse a domino et venerabile viro Helia, abbate Sancte-Columbe Senonensis, totum nemus ejusdem ecclesie quod habebat desuper Villa-Patricii in foresta, pro mille libris parisiensibus infra quinque annos a festo purificationis Beate-Marie nuper preterito dicto abbati, vel ejus mandato, terminis subnotatis, apud Sanctam-Columbam pacifice persolvendis, videlicet, infra quindenam Pentecostis proximo futuram, novies-viginti libras; secundo autem anno, eodem termino ducentis libris et centum solidis; tercio quoque anno similiter eodem termino ducentis libris et centum solidis; quarto autem anno, eodem pariter termino, ducentis libris et centum solidis; quinto et ultimo anno et termino sepedicto ducentis libris et centum solidis. Infra autem quinque annos predictos totum nemus abscindetur et asportabitur per omnia et ex toto, sicut firmiter promiserunt hec quoque omnia predicti G. P. W. et H., coram nobis juraverunt se bona fide atque legitime firmiter servaturos, et quod ad ea observanda in totum eorum quilibet teneretur. Constituerunt etiam quilibet eorum in totum de hiis omnibus firmius observandis plegios subnotatos, videlicet Galterus de la Falcsa... (Suivent les noms et surnoms de 29 individus avec l'indication de leurs pays respectifs)... qui omnes fiduciaverunt coram nobis quod si predicti G. P. W. et H., vel eorum aliquis, in aliquo de predictis deficeret, et ipsi infra octo dies postquam super hoc essent ammoniti, vel hoc esset eis in domibus propriis intimatum, gagia sufficientia super deffectu traderent, vel captionem tenerent apud Sanctam-Columbam vel Senones, ubi dominus abbas hoc eis eligeret injungendum. Nos, autem, quod audivimus et factum fuit coram nobis, ad petitionem partium et omnium predictorum, sub sigillo curie archidiaconi Senonensis, presentibus testificamus.

Actum, die veneris ante dominicam qua cantatur « *Invocavit me*, » anno Gracie millesimo ducentesimo duodecimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Sainte-Colombe. — Villeperrot.

—

125 1213, MAI.

Charte attestée par Blanche, comtesse de Troyes, et relatant que la dame Frassende de Courgenay a accordé aux moines de Vauluisant que leurs bestiaux pourront aller dans ses bois et ses terres, à charge de servitude réciproque pour elle et les habitants de Courgenay.

Ego Blancha, comitissa Trecensis, palatina, notum facio universis presentibus pariter et futuris quod diu fuit discordia inter abbatem et monachos Vallislucentis, ex una parte, et Frassendam de Corgenaio et liberos ejus, ex altera, super hoc quod monachi dicebant se habere pasturagium omnibus pecoribus et animalibus ecclesie in omnibus nemoribus et terris dicte Frassendis et liberorum ejus, et hominum eorum : Quod dicta Frassendis et ejus filii negabant et dicebant quod ipsi, et eorum homines de Corgenaio, habebant pasturagium ad omnia sua animalia in omnibus nemoribus et terris monachorum, et glandem ad porcos suos. Conquerebatur etiam utraque pars, dampna multa sibi facta fuisse super querelis istis. Erat etiam discordia inter ipsos super quadam nemoris particula quam utraque pars affirmabat esse suam. Super hiis omnibus fuit facta pax et concordia inter ipsos, de communi utriusque partis assensu, in mea presentia, in hunc modum. Omnia animalia magna et parva ecclesie Vallis-lucentis ibunt amodo in perpetuum per omnia nemora et terras predicte Frassendis et ejus filiorum, et hominum eorum, ubique infra unam leucam ab abbatia, sine dampno segetum et pratorum. Similiter, omnia animalia predicte Frassendis, et filiorum ejus et hominum eorum de Corgenaio, ibunt per omnia nemora et terras monachorum Vallislucentis, ubique infra unam leucam ab abbatia, sine dampno segetum et pratorum. Sed in pasnagio nemorum nichil habent dicta Frassendis et liberi ejus, nec homines eorum, sed totum remanet monachis; ita, videlicet, quod monachi sua nemora tempore glandium poterunt custodire, et tunc in tempore glandium, videlicet ab Exaltatione Sancte-Crucis usque ad Natale non intrabunt porci dictorum Frassendis et filiorum ejus, vel hominum eorum, nemora ecclesie Vallislucentis. Et sciendum quod utraque pars sua nemora de novo incisa poterit custodire ab animalibus, tantum quantum usitatum est in terra mea nemora de novo decisa custodiri. Dampna, quidem, que utraque pars exigebat remaneret

quita hinc inde. De illa nemoris particula super qua erat contencio statutum fuit et concessum, hinc inde, quod illud mitterem et facerem abonari et dividi jus ecclesie a jure sepedicte Frassendis et filiorum ejus; et ego illud misi de assensu partium dilectos et fideles meos Gaufridum de Mota et Petrum de Boy, qui duo illa nemora, per testimonia proborum hominum de patria illa, diviserunt et metas ibidem fixerunt ex parte mea, et perpetuo statuerunt, ita quod a metis illis nemus ex parte Corgenaii remanet jam dicte Frassendi et filiis ejus, et ex parte abbatie remanet monachis et ecclesie Vallislucentis. Hanc, itaque, pacem predicti abbas et monachi concesserunt. Similiter, prescripta Frassendis, et ejus filii et filia Johannes, videlicet, Berthelotus, Guiotus et Agnes, eamdem pacem concesserunt et fiduciaverunt, et dederunt me plegiam super quicquid de me tenent usque ad sexaginta libras de ista pace inviolabiliter observanda. Similiter, monachi dederunt usque ad sexaginta libras plegios Johannem le Biau et Belengarium de Nogento, de hac pace firmiter tenenda. In cujus rei memoriam et confirmationem, presentem cartam notari feci et sigilli mei munimine roborari.

Datum, Trecis, anno Gratie millesimo ducentesimo tercio-decimo, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Vauluisant. — Courgenay.

—

126 1213, MAI.

Donation, à l'abbaye Saint-Rémy de Sens, par Foulques de Miry et sa femme, d'un droit de commendise qu'ils avaient sur les hommes de Vinneuf appartenant à l'abbaye.

Magister Philippus, curie Senonensis officialis, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod Fulco de Meriaco, miles, et Felitas, uxor ejus, in presencia nostra constituti quitaverunt et in perpetuam elemosinam donaverunt ecclesie Sancti-Remigii Senonensis quandam commendisiam quam dicebant se habere super homines ejusdem ecclesie de Viconovo; fide prestita promittendo quod per se vel per alios in posterum super hoc questionem .... aliquid reclamabunt.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo tercio-decimo, mense maii.

Orig.: Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Rémy.

—

127 1213, 6 MAI.

Guillaume, comte de Joigny, promet de garder les conventions qu'il a jurées au sujet du fief de La Ferté-Loupière, avec le comte de Sancerre qui le lui a donné à titre d'engagement.

Ego Villermus, comes Jovigniaci, notum facio universis, præsentes litteras inspecturis, quod ego conventiones illas quæ sunt inter me et dilectum et fidelem meum, Willelmum, comitem Sacri-Cesaris, super Firmitate-de-Loparia, quam idem comes mihi invadiavit, sicut in dominæ meæ comitissæ Trecensis et dicti comitis litteris continetur, fiduciavi et juravi pariter, bona fide, tenendas, et de illis tenendis dictam dominam meam magna precum instantia erga comitem Sacri-Césaris pro me plegiam obligavi. Si, vero, in illis tenendis ego, vel hæredes mei, aliquo modo deficeremus, precor charissimam dominam meam B., comitissam Trecensem et Th. filium ejus, vel illum qui tenebit comitatum Campaniæ, quicumque ipse fuerit, ut ad illas tenendas me compellant vel hæredes meos licite, et sine contradictione. Concessi etiam et adhuc concedo, quod, si pro prædicta plegeria aliquod damnum incurrerint in futurum, inde se capiant ad feodum quod de ipsis teneo sine meffacere et sine fidem mentiri. In cujus rei testimonium, præsentem cartam feci fieri et sigilli mei munimine roborari.

Actum, Trecis, anno ab incarnatione Domini, millesimo ducentesimo tredecimo, mense maio, pridie nonas ejusdem mensis.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 47.

Guillaume, comte de Sancerre, fait la même déclaration par une charte du même jour. — Ibid.

—

128 1213, JUIN.

Erard de Brienne, étant sur le point de partir pour le pèlerinage des Albigeois, ratifie la délimitation des deux forêts des Alues et de Saint-Loup, celle-ci appartenant à l'abbaye de Dilo. — Liste d'un grand nombre de témoins de la délimitation.

Ego Erardus de Brana, notum facio universis, presentibus pariter et futuris, quod ego, ingressurus iter peregrinationis Albigensis, laudavi, concessi et volui in perpetuum metacionem nemoris Alodiorum et nemoris quod 'dicitur Sancti-Lupi, quod est ecclesie Deiloci,

secundum distinctionem metarum inter duo nemora positarum. Hanc autem metationem paulo ante legitime factam per dominum meum, nobilem virum Galcherum de Joviniaco et me et Petrum, militem, de Linant et Philippum, generum ejus, ex una parte ; et abbatem Deiloci, ex altera, juraverunt in presentia Garnerii, abbatis Deilocensis et Renaudi de Venesiaco, a domino meo, jam dicto Galchero de Joviniaco missi, et servientis mei Willelmi Parisiensis Symon de Seant, qui tempore metacionis dicte foreste erat prepositus in dicta villa domini mei sepedicti Galcheri et Galterus Dux, qui tunc similiter erat prepositus meus, et Theobaldus Bornus ; Christianus Pertuisez ; Galterus Borge ; Petrus Chevaliers ; Felix, forestarius canonicorum Deiloci ; Frater Ricardus, Jacobus de Haie. Sciendum etiam quod dicti homines per juramenta sua metas inter duo dicta nemora, secundum quod predictum est juste et racionabiliter posuerunt.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo tercio-decimo, mense junio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Dilo, L. I.

—

129 1213, 5 JUIN.

Hugues de Lourcy, ses fils et sa fille, approuvent la donation faite par feue Gila, dame de Lourcy, à l'abbaye de Pontigny, de 10 sous de rente sur le péage de Rouvray.

Ego Hugo, dominus de Lourci, notum facio presentibus et futuris, presentes litteras inspecturis, quod Gila, uxor mea, quondam domina de Lourci, dedit in perpetuam elemosinam Deo et Beate-Marie Pontiniacensis, in pedagio suo de Roverai quod ad se pertinebat in capite, x solidos de primis nummis annis singulis percipiendos a quibuscunque personis Pontiniacenses voluerint. Hanc autem donationem ego Hugo, et duo filii mei Jacobus et Hugo, et Adelina, filia mea, benigne concedentes, laudavimus. Ad majorem igitur firmitatem, presens scriptum sigilli mei munimine insigniri fecimus.

Actum, anno Domini M° CC° XIII°, nonas junii, in capitulo Pontiniacensi.

Orig., scellé du sceau du sire de Lourcy, représentant un écu fascé de 5 pièces, au lion rampant ; contre-sceau : un arbre ; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, L. LVI.

—

130 1213, AOUT.

Jean des Barres rapporte comment les habitants de Saint-Georges prétendaient avoir droit de pâturage dans les bois de Montboulon, appartenant à l'abbaye de Saint-Marien, qui s'y opposait ; et comment Miles de Noyers et ses hommes, d'une part, et les moines de l'autre,



Sceau de Jean des Barres.

ont mis l'affaire entre les mains d'Arnoul, abbé de Saint-Pierre, et de t ois chanoines de la cathédrale. Les juges ont enfin condamné les habitants et maintenu les droits de l'abbaye.

Ego Johannes de Barris, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod, cum homines de Sancto-Georgio in nemore de Mombolon, quod est ecclesie Sancti-Mariani Autissiodorensis, animalibus et pecoribus suis de jure et consuetudine pasturam se debere habere dicerent, et vellent habere, abbate et canonicis Sancti-Mariani vehementer contradicentibus et id negantibus, tandem, dominus Milo de Noeriis et homines illi, ex una parte, abbas et canonici, ex altera, compromiserunt in discretos viros Arnulfum, abbatem Sancti-Petri, Eustachiam, sacristam Sancti-Stephani, magistrum Willelmum de Vienna et magistrum Bertrannum, canonicos Autissiodorenses; promittentes, sub pena quadraginta librarum, se ratum habituros quicquid ipsi super predicta causa judicarent. Cum ergo pars utraque testes quos et quot voluerit produxisset, et productioni testium renunciatum esset utrinque, predicti viri, testes productos examinantes diligenter, et dicta eorum considerantes attentius, causam ipsam ecclesie Sancti-Mariani per diffinitivam sententiam adjudicaverunt, hominibus de Sancto-Georgio super pastura quam requirebant perpetuum silentium imponentes. Ideoque ego, nolens quod ecclesia Sancti-Mariani super hoc amplius molestetur, sententiam a supradictis arbitriis promulgatam ratam habeo, et ab hominibus de Sancto-Georgio faciam firmiter observari. Et ut hoc ratum et firmum permaneat, hujus facti processum ad memoriam tam presentium quam futurorum presenti pagine commendavi, et ipsam sigilli mei impressione confirmavi.

Datum, anno Verbi incarnati M° CC° tercio-decimo, mense augusto.

Orig., scellé du sceau de Jean des Barres, représentant un large écu à la croix ancrée; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Saint-Marien, L. XXXIX.

A cette pièce sont jointes la charte de compromis de Miles, seigneur de Noyers, de l'an 1212; celle d'Arnoul, abbé de Saint-Pierre d'Auxerre, et des autres juges du mois de mars 1213, rejetant les prétentions des habitants de Saint-Georges aux droits d'usage dans les bois de Montboulon; et celle de Guillaume, évêque d'Auxerre, également de mars 1213, confirmative de la sentence précédente. — Ibid.

---

121 1213, SEPTEMBRE.

Guillaume, comte de Sancerre, donne des détails sur les conditions que le prieur de Senan a imposées pour l'abonnement de quatre femmes de sa seigneurie qui ont épousé quatre hommes de la sienne.

Ego Willelmus, comes Sacri-Cesaris, omnibus ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Noverint universi quod Robertus, prior de Senam, quatuor uxores, quas quatuor mei ligi homines desponsaverunt, scilicet isti : Stephanus Petauz, Guillelmus Rapina, Philippus, gener ejusdem et Stephanus Arous, abonavit ad abonamentum octo solidorum, ad festum Beati-Remigii persolvendorum, et nisi ad terminum prefixum reddiderint monachi de Senam poterunt gagiare pro emenda. Et est tale abonamentum quod uxor Stephani Petaut reddet monachis tres solidos; uxor Guillelmi Rapine, duos solidos; uxor Philippi, generis ejusdem, XII denarios; uxor Stephani Arous, duos solidos. Et de uxoribus moiteriorum qui sunt inter me et heredes de Chaumani quod tallia que fiet super eos facta erit per meum prepositum, et per maiorem prioris, et per prepositum heredum de Chaumani. Ego et heredes de Chaumani habebimus medietatem; prior de Senam habebit alias. Homines moiterii sunt isti qui habent uxores monachorum, Bardins li Muniers et Gaufridus, frater ejus; Amioz et Petrus, gener Poivoit. Sciendum vero est quod super uxorem relictam Amenfreii Roichedent, hominis monachorum, fiet tallia a maiore prioris et a meo preposito, donec pueri remanentes parciantur. Et nisi ad prefixum terminum talliarum et abonnamentum reddiderint monachi, licebit prefatis monachis predictos homines gagiare pro abonamento et emenda. Insuper, notandum est quod Johannes, filius defuncti Benedicti, homo ligius est monachorum. Et ego habebo primum heredem qui ab illo egredietur. Preterea sciendum est quod quando aliquis vel aliqua de abonatis vel talliatis morietur, ego, et prior de Senam, pueros remanentes parciemur et unicuique pars sua cum possessionibus integre remanebit.

Et ut ratum habeatur, sigilli mei munimine roboravi. Actum, anno Domini M° CC° XIII°, mense septembris.

Cartul. de Molême, XIII° siècle; t. II, F° 117 R°; Arch. de la Côte-d'Or.

122 1213, OCTOBRE.

Guillaume de Passy et sa femme, étant en présence de l'archevêque de Sens, vendent au Chapitre dudit lieu, moyennant 140 livres et 100 sous de Provins, toutes les dîmes de Villeneuve-le Roi que cette dernière avait reçues en dot de son père.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod Willelmus de Paciaco, miles, et Agnes, uxor ejus, in presentia nostra constituti omnes decimas quas habebant in territorio Villenove-Regis, que ab Ansello de Malo-Nido, milite, date fuerant in maritagium eidem Agneti, filie sue, pro septies-viginti libris et centum solidis pruvinensibus, recognoverunt se capitulo Senonensi vendidisse, fide prestita promittentes quod per se vel per alios nullam in posterum super hoc questionem movebunt, immo garantiam debitam capitulo supradicto portabunt. Hanc autem venditionem dicti Willelmus et uxor ejus debent a liberis ejusdem eidem Anselli, quando ad annos discretionis pervenerint, et a domino de, cujus feodo decime movent supradicte, et ab aliis a quibus debebunt facere laudari, et super hoc Petrus de Boiaco, dictos Ansellus et Droco de Torigniaco, milites, qui presentes erant, se plegios obligarunt. In cujus rei memoriam et testimonium, presentem cartam appositione sigilli nostri fecimus communiri.

Actum, anno Gracie M° CC° terciodecimo, mense octobri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens, G 1421.

—

123 1213, 13 NOVEMBRE.

Le pape rapporte que le maire et les pairs de Sens, qui s'étaient emparés des biens d'un homme défunt de l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif, furent excommuniés par l'official et que, loin de réparer les torts qu'ils avaient causés, ils arrêtèrent plus de 12 des hommes de l'abbaye et persistèrent dans leur mauvaise conduite. Le pape prescrit à N......... de les frapper de nouveau de la peine d'excommunication, qui sera maintenue jusqu'à entière satisfaction.

Significavit nobis venerabilis frater noster, archiepiscopus Senon., quod, cum dilectus filius abbas Sancti-Petri-Vivi, olim bona quondam Menardi defuncti hominis ecclesiæ suæ, tanquam res proprias et sibi debitas accepisset, et ipsas ad mandatum maioris et parium Senonensis reddere, vel recredere non curasset, ipsi homines ecclesiæ jam dictæ, auctoritate propria, capere præsumpserunt; et licet postmodum, ad mandatum dilecti filii P., officialis præfati archiepiscopi, restituerint viros illos. Quia tamen, post hæc dicti cives admoniti sæpius recusarunt abbati prædicto injuriam de captione suorum hominum emendare, prout idem officialis per sententiam definivit, excommunicavit officialis eosdem. Propter quod ipsi plusquam duodecim homines ecclesiæ Sancti-Petri capere iterum præsumpserunt, ipsos Senonis in carcerem detrudentes, quos quia pluries requisiti reddere, vel recredere noluerunt; denuo dictus officialis eos excommunicationis pœnæ subjecit, et civitatem Senonensem in qua tenebantur in carcere religati homines ecclesiæ memoratæ, supposuit interdicto. Consequenter, vero, dicti cives propter suam contumaciam manifestam, de qua respondere in Senonensi curia contempserunt, occasionem frivolam præteredendo: et quia noluerunt securos reddere homines ecclesiæ Sancti-Petri, sicut per officialis præfati sententiam fuerat definitum; necnon et quia reddere noluerunt res cujusdam feminæ ipsius ecclesiæ, quas ceperant; iterato per dictum officialem insuper triplici excommunicationis laqueo sunt astricti, sicque tam gravi pœnæ quinquies subjici meruerunt. Postmodum, autem, ad partes illas accedens, dilectus filius R., tituli Sancti-Stephani in Cœlio Monte, presbyter cardinalis, apostolicæ sedis legatus, et coram se utramque partem faciens præsentari, præscriptis maiori et paribus, recepto prius ab ipsis corporaliter juramento, quod mandatis ejus in omnibus, et per omnia obedirent, beneficium absolutionis impendit, præcipiens eis firmiter, in virtute præstiti juramenti, quod ecclesiæ prædictæ captos homines liberarent, et emendas tribuerent, ac insuper de solvendis excommunicationum emendis, nec non et de restituendis integre universis quæ restituenda forent, fidejussores idoneos exhiberent, sicut præsentatæ nobis ipsius legati litteræ continebant. Ipsi, vero, licet homines liberarint, spreta tamen postmodum, in suarum periculum animarum religione præstiti juramenti, mandatum ipsius cardinalis implere de faciendis emendis, et fidejussionibus exhibendis penitus contempserunt, sicut per litteras executorum præfati legati nobis constitit manifeste. Cum, igitur, cardinalis prædictus in negotio crucis dominicæ promovendo

multipliciter occupatus, decisioni hujus causæ non valeat absque dispendio interesse; nec velimus tantam contumaciam, totque injurias, quæ asseruntur Christi ecclesiæ irrogatæ, surdis auribus pertransire; volentes etiam dictorum maioris et civium spirituali periculo precavere; discretioni vestræ per apostolica scripta præcipiendo mandamus quatenus, nisi dicti maior et pares emendas fecerint, et de solvendis emendis et restituendis integre universis, quæ propter hæc restituere tenebuntur, fidejussores idoneos dederint archiepiscopo memorato, prout eis dictus cardinalis præcepit sub debito præstiti juramenti, vos ipsos auctoritate nostra in priores excommunicationum sententias, appellatione postposita, reducatis; facientes easdem cum interdicti sententia, usque ad satisfactionem congruam, inviolabiliter observari. Si, vero, præscripti maior et pares prædicta fecerint universa, sicut superius est expressum, audiatis, quæ partes hinc inde contra suprascriptas sententias, vel pro ipsis duxerint proponenda; et si forsan infra certum tempus, quod eis duxeritis præfigendum, legitime, vobis constiterit injuste fuisse latas sententias antedictas, ipsos cives, ac fidejussores eorum ab emendis penitus absolvatis, et faciatis eis congrue satisfieri de injuriis irrogatis. Alioquin, tam ipsos quam fidejussores eorum ad satisfaciendum plenarie de injuriis, et emendis, et restituendum omnia, quæ propter hoc restituere tenebuntur, per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compellatis. Quod si non omnes, etc. duo vestrum, etc. Tu denique fili abbas, etc.

Datum Laterani, Idib. novemb. Pontificatus nostri, anno XVI.

Innocentii III Epistolæ, a Fr. Bosqueto, 1635, in-f°, p. 659.

---

124 1213, DÉCEMBRE.

Quatre arbitres prononcent sur le différend élevé entre le Chapitre d'Auxerre et Milon d'Arrant et Renaud de Souilly, au sujet de droits d'usage dans le bois de *Froisnetum*. Les chevaliers sont déboutés de leurs prétentions, et leurs hommes seuls auront le droit de faire paître leurs troupeaux et de prendre les racines des arbres morts appelés souches. Quant à l'usage du bois, ils pourront seulement couper des branches la veille de Noël, etc. — Les chevaliers n'ont pas de sceaux.

In nomine Patris et Filii et Spiritus-Sancti, amen. Nos, videlicet, Eustachius, sacrista; Philippus, archipresbiter Autissiodori; Narjotus Raphardi et Guido, frater ejus, milites, super dissentionibus de usuario nemoris de Froisneto que inter capitulum Autissiodorense, ex una parte, Milonem de Arranto et Renaudum de Soolli, milites, pro se et hominibus suis emerserant, ex altera, arbitri, sive dictores per compromissionem electi a partibus que et per juramenta militum firmata est et per penam quadraginta librarum utrinque vallata, de qua pena pro capitulo fidejusserunt Stephanus Hastiarius et Stephanus Bataillé, de Parliaco; pro Milone, vero, Willelmus Grossus et Renaudus de Soolli, milites; pro Renaudo autem, Guido de Porta, miles; nos, inquam, quatuor arbitri, inquisicione nostra juxta formam compromissi bona fide facta, et omnibus rite actis, secundum formam condictam, formato pari assensu, dicto nostro concordi sentencia prononciavimus hoc modo: scilicet, quod milites predicti, Milo, videlicet, et Renaudus, in nemoribus predictis ad usus suos, vel domorum suarum, nullum jus vel usuarium habent omnino. Homines, vero, sui habent usuarium in eis ad pasturam, ad fulcheriam et ad radices arborum mortuas quas vulgo ceuchias appellamus. Preterea habent ibi usuarium, sed tantummodo in vigilia Nativitatis Domini, ad brenchias arborum, ita quod nec arbores cedere, nec excoronare, nec brenchias abscondere, nec eas ducere vel portare possunt, nisi ad proprias mansiones suas; et propter hoc usuarium solvere tenentur annuatim ecclesie Autissiodorensi consuetudinem constitutam. Ex ejusdem quoque arbitrii seu dicti sentencia decernimus quod milites supradicti, vel homines eorum, prohibere non possunt vel impedire capitulum quin de nemoribus prefatis vendat, extirpet et ad extirpandum dare possit; de terris quoque ad excolendum vel ad herbergandum quod voluerit, dummodo predictum usuarium posset hominibus remanere salvum in residuo cum usque ad hec tempora canonici, in loco illo suas prebendas percipientes, id sine contradictione fecisse noscantur, sicut inquisicione nostra est declaratum. Hoc arbitrium, sive dictum nostrum, sicut presenti pagine annotatum est, et presentium sigillorum munimine roboratum, tam a militibus, per juramenta sua, quam ab utraque parte per penam compromissam, inconcusse precipimus et inviolabiliter observari. In-

super, quia nos milites sigilla non habemus propria, recordacione dicti nostri facta coram domino nostro Willelmo, Autissiodorensi episcopo, illud notificamus; et protestamur eidem, simul cum coarbitris predictis nostris in ejus presentia constituti, ut inde litteras suas patentes conficiat ad munimen.

Actum, mense decembri, anno Domini M° CC° tercio-decimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre d'Auxerre, L. LXV.

—

185 1213, DÉCEMBRE.

Pierre, comte d'Auxerre, rapporte un accord passé entre Ponce de Mont-Saint-Jean, d'une part, et les habitants de Vermanton, qui dépendaient de l'abbaye de Reigny, et la communauté du même lieu, de l'autre, au sujet de censives. Il en résulte que chaque habitant paiera annuellement, à Ponce, 6 deniers de cens.

Ego Petrus, comes Autisiodor. et marchio Namurcensis, notum facio universis, presentibus et futuris, quod, cum controversia verteretur inter Pontium de Monte-Sancti-Johannis et homines ecclesie Regniaci apud Vermentonem morantes, et ejusdem ville communitatem, super quibusdam censivis de terris, tandem inter ipsos compositum fuit in hunc modum: quod quilibet illorum hominum tenebitur reddere dicto Pontio sex denarios censuales, singulis annis, in festo Sancti-Johannis-Baptiste. Si quis, vero, dictos homines super hiis perturbaret vel vexaret, dictus Pontius eos tenetur garantizare et eorum dampna integre restituere. Et sciendum est quod si dictus Pontius ab hiis resiliret, ego teneor fidejussor ecclesie Regniaci, usque ad centum libras Pruvinienses eidem ecclesie reddendas infra quindenam postquam ab ea fuero submonitus; et si dicte ecclesie super hoc in aliquo existerem injuriosus, rogavi venerabilem patrem et dominum meum, Willelmum, Autisiodorensem episcopum, ut terram meam teneat interdicto suppositam donec a me dicte ecclesie plenius usque ad centum libras Pruviniensium satisfiat.

Actum, anno Domini M° CC° XIII°, mense decembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny, L. II.

—

186 1213 [1214], JANVIER.

Ascelin de Merry affranchit du droit de mainmorte les habitants de Sacy qui possèdent des biens dans sa seigneurie. Il accorde aux laboureurs de sa propre terre des usages plus étendus qu'aux autres dans ses bois. Il donne aux habitants de la communauté de Sacy la faculté de prendre, au prix d'estimation, les coupes de ses bois. La dîme du vin est fixée au quinzième. La rente, par arpent planté à l'avenir, sera de 5 sous et un setier de vin, etc.

Ego Acelinus, dominus Merriaci, notum facio omnibus, tam presentibus quam futuris, presentes litteras inspecturis, quod, cum in hominibus de Saciaco, qui tenamenta aliqua a me tenebant, talem haberem consuetudinem, quod si sine herede decederent illa tenamenta, ad me per excasuram devolverentur, hanc consuetudinem et excasuram eisdem et eorum heredibus plenarie quitavi imperpetuum, ubicumque manserint, et omnibus qui predicta tenamenta aliquo titulo ab eis adquirentur, ita quod, si aliquis predictorum intestatus decesserit, ad propinquiorem generis ipsius, si presens sit, tenamentum vel tenamenta que defunctus a me tenuerit devolverentur. Si, autem, absens fuerit, commune Saciaci usque ad annum et diem predicta eidem reservabit nisi autem infra terminum nominatum venerit predicti domini voluntate traduntur, nisi peregre profectus fuerit ultra mare, vel in aliam longicam peregrinationem. Cultores, vero, terre mee proprie sine occasione colligent de omni nemore ad ligandum bladum; et eciam boscum necessarium ad aratra et harcas faciendas et aptandas. Ceteri, vero, homines ejusdem ville colligent de bosco mortuo tantummodo ad ligandum bladum. Preterea concessi communi ville usuarium suum in meo nemore sicco et cum duobus capiti capitibus ab aqua que Cora appellatur usque ad Odunum, et usque ad territorium de Saciaco. Concessi eciam communi ville et in bosco et in terra mea communes pasturas et aquas et lapides extrahendas, reddito capitali, et vias faciendas, ad consilium quator vel quinque prudentum virorum ejusdem ville; boscos, vero, meos qui continentur infra predictos terminos, ego, vel heredes mei, non possumus disrumpere quod ad boscum non remaneant; sed michi vel heredibus meis licebit vendere unum boscum post alium super terram, submonitis prius hominibus ville de mercato, qui merca-

tum, si voluerint, retinebunt; et condictum fuit quod si illi non vellent retinere pro precio, quod ego vel heredes mei possemus ab alio habere de ipso bosco, ego vel heredes mei faceremus nostram voluntatem. Quittavi presertim saccum et charretam debitos michi ad bladum portandum ad Regniacum vel Bassiacum, vel Arsiacum. Et quitavi cultoribus terre mee ordeum debitum prò avena ad bichetum autissiodorensem cumulatum. Famulus, vero, terre mee non poterit homines cogere de pane forestagii ultra precium trium denariorum. Quitavi autem communi ville Saciaci arpentum de vineis plantatis et plantandis in terra mea, pro sex denariis censualibus, et pro tribus denariis de guardia, et pro quinta-decima parte vindemie. Requisitus preterea famulus terre ab hominibus dicte ville, dabit eis licenciam vindemiandi, et sine contradictione reddet eis bannum, ad consilium prudentum virorum de Saciaco; et de cetero unam costam vinearum post aliam vindemiabunt. Predicti, vero, homines ville predicte tradent famulo, vel ministro terre, quintam-decimam partem vindemie; et si forte contigerit quod discordia super hoc oriatur inter famulum et dominum vinee: dominus vinee, vel ille qui in loco domini vindemiam observabit, prestabit corporale sacramentum quod bene, legitime et fideliter reddiderit quintam-decimam partem vindemie, et absque contradictione per juramentum suum sine campo et duello quitabitur. Preterea, homines ville predicte ministrum vel famulum appellabunt quod ipse recipiat suam partem; et si nollet recipere, in vinea dimitterent et relinquerent. Sane qui plantare vineam voluerit ab anno incarnationis Domini M° CC° XX°, pro quolibet arpento dabit quinque solidos et unum sextarium vini servientibus. Presertim, famulus custodes vinearum jurare faciet coram hominibus de Saciaco quod pro posse suo vineas, fruges et messes legitime et fideliter observabunt. Preterea condictum fuit et concessum quod si dominus ville, vel famulus, non vellet placitare apud Saciacum, homines ejusdem ville non posset trahere vel ducere ultra Bassiacum, vel Lissiacum, vel Joux. Hoc etiam factum laudaverunt et concesserunt: Maria, uxor mea; Gaufridus, filius meus; Regina et Mabilla, filie mee et symon de Pratomartini, filius domine Nichole, de quo terram teneo nominatam. Rogavi, preterea, dominum meum, Willelmum, Autissiodorensem episcopum, quod si ab hiis convencionibus superius annotatis ego vel heredes mei, quod absit, vellemus resilire, in personas nostras excommunicationis et in terram nostram interdicti sentenciam promulgaret. Quod ut ratum sit et inconcussum permaneat, et in posterum robur obtineat perpetuum, ad peticionem meam et preces meas, reverendus pater et dominus, Willelmus, Dei gratia Autissiodorensis episcopus, presenti carte sigillum suum fecit apponi; necnon et vir nobilis dominus Milo de Noeriis, de cujus feodo terra predicta movet, suum similiter apposuit sigillum; et ego Acelinus, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Verbi incarnati M° CC° tercio-decimo, mense januario.

Copie du XVe siècle; Arch. de l'Yonne; Fonds de l'abbaye de Reigny. — Sacy.

—

127 1213 [1214], JANVIER.

Pierre de Joigny vend à l'archevêque de Sens tout ce qu'il possède à Saint-Julien-du-Sault, en hommes et en biens-fonds.

Ego Petrus de Jovigniaco, miles notum facio universis presentibus pariter et futuris, me vendidisse venerabili patri Petro, archiepiscopo Senonensi, quicquid, tam in hominibus quam in aliis rebus, apud Sanctum-Julianum tenebam, sicut villa Sancti-Juliani et Vallis-Guilleins ab invicem separantur, promittens....... super hoc ei et successoribus suis garantiam debitam portaturum. Quod ut ratum permaneat illesum, presentem cartam sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Domini M° CC° XIII°, mense januario.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 515.

Guillaume, comte de Joigny, ratifie, comme suzerain du fief, la vente faite par son fils Pierre; et Béatrix, comtesse de Joigny, fit de même, en qualifiant ce dernier de *filiaster*. — Ibid.

—

128 1213 [1214], JANVIER.

Michel de Saint-Amatre fait don aux Hospitaliers d'Auxerre de sa personne et de ses biens, et de son fils et ses descendants. Pierre, comte d'Auxerre, approuve ce don et qualifie Michel de « son bon serviteur. »

Ego Petrus, Marchio Namurcensis et

comes Autissiodorensis et Tornodorensis, notum facio universis presentibus et futuris, quod Michael de Sancto-Amatore dedit in perpetuum et concessit Deo et Beate-Marie et Santo-Johanni de Hospitali, se et sua et Bernardum, filium suum, et heredes ipsius et res eorum, hoc salvo quod dictus M. et B., filius ejus et ipsius heredes universas res et possessiones suas perpetuo tenebunt pacifice, libere et quiete, sicut eas tenuerunt usque ad hanc diem. Ego, autem, ad petitionem fratrum hospitalis et ad preces dicti Michaelis, qui mihi bene et fideliter servivit, donationem istam volui, laudavi concessi. Constitui etiam et concessi et dictus Michaelis et B., filius ejus et heredes Bernardi, sint apud Autissiodorum, vel ubicumque voluerunt in terra mea, et sua faciant negocia sicut franchi homines hospitalis, libere, pacifice et quiete. Nec ego, nec successores mei poterimus aliquid ab eis exigere, vel in eis aut in rebus eorum aliquid reclamare. Ad hujus itaque rei confirmacionem presentem cartulam fieri et sigilli mei munimine roborari precepi.

Actum, anno Gracie Mº CCº terciodecimo, mense januario.

Cartul. de la Commanderie d'Auxerre, Arch. nat., S 52, carton 290, in-fº, pièce nº 6.

—

139 1214.

Hervé, comte de Nevers, reconnait tenir en fief de la comtesse de Champagne, Châtel-Censoir, Pierrepertuis, Uchon et la terre d'Uchon. Il déclare ne rien préjuger par là aux prétentions féodales de l'évêque d'Autun sur ces terres.

H., comes Nivernensis, dilectis in Christo amicis, decano Carnotensi et archidiacono Parisiensi, salutem in Domino. Sciatis quod nos tenemus in feodo et homagio de karissima domina mea Blancha, illustri comitissa Campanie, Castrum-Censorium, Petra-pertusum, Huchionum et terram Huchionensem ut predecessores nostri de suis predecesoribus tenuerunt. Verum, cum dominus noster, Eduensis episcopus, castra illa cum pertinenciis ad Eduensem ecclesiam asseret pertinere, ea supposuit interdicto pro eo quod eadem domina comitissa, licet pluries requisita, nolebat de ipso capere castra illa. Cum igitur nos nunquam recusaverimus, nec adhuc recusemus super hiis stare juri ubi debebimus, ipsam sententiam penitus relaxari.

Datum, apud Bulutiacum, anno Gracie Mº CCº quarto-decimo.

Arch. nat., J 198, nº 31. — Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 49.

—

140 1214.

Don de 10 livres de rente sur le péage de Joigny, aux religieuses de Fontevraud, par le comte et la comtesse de Joigny.

Ego Willelmus, comes Joviniaci, notum facio tam presentibus quam futuris, quod, pro remedio anime mee et parentum meorum, donavi et concessi imperpetuam elemosinam ecclesie Fontis-Ebraudi monialibus ibidem Deo servientibus, decem libras pruviniensium in pedagio Joviniaci, in octabis Sancti-Andree annuatim capiendas. Et quicumque tenuerit dictum pedagium reddere tenebitur dictam pecuniam in dicto termino indilate. Prefate, vero, moniales, michi et uxori mee et liberis meis participationem omnium bonorum dicte ecclesie concesserunt ac tocius ordinis missarum et orationum participes nos fecerunt. Michi, vero, et Beatrici, uxori mee comitisse, anniversarium nostrum post decessum nostrum annuatim concessere faciendum. Quod ut firmum et ratum habeatur, ego et Beatrix, uxor mea, comitissa, presentem cartam sigillorum nostrorum munitione fecimus roborari.

Actum, anno Gracie Mº CCº XIVº.

Orig.; Arch. de Maine-et-Loire, Fonds Fontevraud.

—

141 1214.

Marie, fille de Thibaud d'Avigneau, avait assigné les moines de Saint-Marien devant l'official du doyen d'Auxerre, au sujet du cens de la forêt de Montaillemer. Les moines refusaient de répondre, si le mari de la plaignante ne comparaissait en personne; ce qui eut lieu. Enfin, par suite d'un arbitrage remis entre les mains d'Arnoul, abbé de Saint-Pierre, de Robert Abolan et d'Arnoul, chantre de Bray, Marie renonça à ses réclamations et reçut des moines 23 sous.

Omnibus presentes litteras inspecturis, H. decani Autissiod. officialis, salutem in Domino. Scire volumus universis quod, cum Maria, filia bone memorie

Theobaldi de Avineau, canonicos Sancti-Mariani coram nobis in causam traxisset super censu nemoris de Montaillemer quem ad se pertinere dicebat, et dicti canonici respondere nollent eidem, nisi maritus ejus corporaliter compareret, diem utrique parte assignavimus, in qua die Pontius, maritus ejus, comparuit et se ratum habiturum quicquid uxor ejus super eadem causa faceret fiduciavit. Tandem, post multas allegationes hinc inde propositas, prius utroque consilio bonorum virorum in venerabilem virum Arnulphum, abbatem Sancti-Petri; fratrem Robertum Abolam, canonicum Sancti-Mariani et Angenulphum, cantorem de Braio compromisit. Quorum arbitrio predicta M. censum illum, et si quam aliam querelam contra predictos canonicos usque ad illam diem habere videbatur, receptis ab eis viginti tribus solidis, quitavit. Hanc quoque quitationem filius ejus Stephanus concessit et laudavit. In cujus rei testimonium, de voluntate et assensu partium, predictus abbas et ego H. decani Autisiodorensis officialis, presentes litteras sigillorum nostrorum impressione fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° quartodecimo.

Orig., scellé du sceau d'Arnoul, abbé de Saint-Pierre d'Auxerre; Archives de l'Yonne, Fonds Saint-Marien, l. v.

—

142 1214.

Pierre, comte d'Auxerre, fait hommage à Thibaud, comte de Champagne, de la terre de Saint-Valérien.

Ego Petrus, comes Altissiodor. et Marchio Namurcensis, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod ego feodum de Sancto-Valeriano, cum appenditiis suis, teneo de charissimo domino meo, comite Campaniæ, Theobaldo, et tam ego quam prædecessores mei domini de Cortenaio, de prædecessoribus comitis supradicti, comitibus Campaniæ, feodum tenuimus supradictum. Quod ut notum permaneat, litteris annotatum sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo quarto-decimo.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 50.

En 1216, même hommage par Philippe, marquis de Namur. — Ibid., p. 61.

—

143 1214.

L'abbé des Escharlis rapporte que les droits d'usage que les habitants de Saint-Julien-du-Sault avaient sur la partie du Bois-Jocelin, qui appartenait à son monastère, rendant cette propriété d'un petit revenu, il l'a cédée à l'archevêque de Sens pour 40 livres de Provins.

A., Dei paciencia abbas, totusque conventus Escharleiarum, cisterciensis ordinis, omnibus Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod cum quarta pars quam habebamus in toto territorio quod appellatur nemus Jòscelini, propter generale usuarium quod homines Sancti-Juliani ibidem habebant, nobis et ecclesie nostre esset in modico fructuosa, ut ampliorem ecclesia consequi posset utilitatem, nos eandem quartam partem integre, tam in bosco quam in plano, jure perpetuo possidendam, reverendo patri nostro P. Senonensi archiepiscopo, unanimi voluntate et consensu, vendidimus pro quadraginta libris pruviniensibus, in utilitatem ecclesie nostre convertendis. Quod ut ratum et inconcussum permaneat in futurum, presentem cartam sigilli nostri fecimus munimine roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° quartodecimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'archevêché de Sens.

—

144 1214.

Guillaume, évêque de Langres, atteste que Huon de Laignes a donné aux Templiers de Saint-Marc tout ce qu'il possédait dans la Vesvre de Gigny.

Ego Willelmus, miseratione divina Lingonensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis, notum facio quod Huo, miles de Legne, dedit et concessit in elemosinam fratribus milicie Templi quicquid habebat in Wevra de Gegne, quod est in ambitu qui est intra viam quæ ducit ad Tornodorum, et rutum et fossatum quod fratres Fonteneti fecerunt usque ad prata de Niceio, hoc excepto quod dictus miles retinuit sibi medietatem cujusdam prati quod fuit Umberti Farsi, et hasteolam quandam

que est juxta illud pratum quod est filii Simonis Farsi. Dedit etiam et concessit dictus miles, predictis fratribus Templi, in elemosinam, quicquid habebat in Villelmum et Henricum, scilicet, filios Clareti de Legne; et hæc omnia laudavit Elisabeth, uxor ejusdem militis, et Manasses, miles, de Senevoi qui eschangium fecerat dicto Huoni de terragio nominato. In cujus rei testimonium, ad peticionem prænominati Huonis, presentem paginam sigilli mei munimine feci roborari.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo quarto-decimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de la Commanderie de Saint-Marc. — Gigny-La-Vesvre, L. I.

—

145 1214.

Guillaume, évêque de Langres, règle les conditions moyennant lesquelles sera partagée la dîme des vignes des Lépreux de Tonnerre, entre eux et le prieur de Saint-Aignan.

Ego Guillelmus, divina miseratione Lingonensis episcopus, notum facio omnibus presentem cartam inspecturis, quod, cum inter dilectum filium nostrum Andream, priorem Sancti-Aniani de Tornodoro, ex una parte, et leprosos de Tornodoro, ex altera, controversia emersisset super decimis vinearum quas leprosi possidebant in finagio Sancti-Aniani, contentio sopita est in hunc modum, videlicet : quod leprosi Tornodori reddent annuatim tres modios vini in cuppa pro omnibus vineis quas habebant in finagio predicto. Hec sunt partes vinearum : duo arpenta sunt in vinea defuncti Robelini; duo arpenta in vinea Odeart; unum arpentum in vinea de Operier; unum arpentum in vinea de Valle-Pagani; tria quarteria in vinea Barbedorge; tria quarteria in vinea Stephani Capellani; tria quarteria in Rostien ; tria quarteria in vinea Andree Capellani; li quartiers Gaaigna; arpentum et dimidium in Vas Votois; dimidium arpentum in Craio; dimidium arpentum retro ecclesiam Leprosorum; unum quarterium en la Lamine. Preterea, tam dicto priore quam leprosis consentientibus, constitutum fuit quod, si leprosi de cetero alias vineas, preterquam prefatas acquisierint in decimatione Sancti-Aniani, qualicunque modo illas adepti fuerint, de ipsis decimas dicto priori reddere tenebuntur. Quod ut ratum habeatur in posterum, sigilli mei munimine feci roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° XIV°.

Cartul. de Molême, XIIIe siècle, t. II, F° 62 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

146 1213 [1214], MARS.

Lettre de Philippe-Auguste portant permission au Chapitre de Sens de construire deux moulins à Pont-sur-Yonne.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi præsentes pariter et futuri quod nos, Stephano, decano, totique capitulo Senonensis ecclesiæ, concessimus quod ipsi possint facere duo molendina in duobus archiis pontis qui est apud Pontes-supra-Yonam, scilicet in archia quæ est contigua ville de Pontibus, et in illa archia quæ est contigua illi archiæ quæ est juxta terram versus Senones. Dicti, vero, decanus et capitulum Senonenses nobis creantaverunt, et inde nobis literas suas patentes dederunt quod neque desuper illas prædictas archias, neque subtus aliquid facient quod possit aliquo modo nocere illis tribus archiis quæ remanent vacuæ in perpetuum in ipso ponte, pro passagio navium. Quod ut firmum sit etc.

Actum Parisiis, anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo tertiodecimo, mense martio.

Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 145; Félibien, *Hist. de Paris*, p. 98, d'après l'original.

—

147 1213 [1214], MARS.

Le duc de Bourgogne promet aux habitants d'Annay-la-Côte de les garder dans la liberté dont ils jouissent vis-à-vis de l'abbesse de Saint-Julien d'Auxerre et de tous autres. En reconnaissance, les habitants lui paieront annuellement un muid d'avoine.

Ego Odo, dux Burgundie, notum facio presentibus et futuris me promisisse hominibus de Aigna et manucepisse quod ipsos in eadem libertate conservabo et manutenebo erga dominam ipsorum, scilicet abbatissam Sancti-Juliani Altissiodorensis et erga omnes alios, in qua Hugo, dux bone memorie, pater meus, et ego usque ad presens tempus eosdem homines servavimus. Predicti

vero, homines proinde, mihi vel mandato meo, unum modium avene, singulis annis, in festo Sancti-Remigii, persolvent. Quod ut ratum habeatur, presentem kartam sigillo meo confirmavi.

Actum est hoc apud Monbar, anno Gratie millesimo ducentesimo terciodecimo, mense marcio.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds de l'abbaye Saint-Julien d'Auxerre. — Annay-la-Côte.

—

148 1214, JUIN.

Les contestations qui existaient entre l'abbaye de Saint-Julien d'Auxerre et le comte Guillaume de Joigny, au sujet de la forêt d'Othe, sont réglées par la charte ci-après. Longs détails sur le mode d'exploitation de la forêt, sa division par tiers et la réserve de chaque tiers, pendant trente ans; etc.

Ego Willelmus, comes Joigniaci, notum facio universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum controversia versaretur inter me, ex una parte, et venerabilem abbatissam Sancti-Juliani Autissiodori et conventus ejusdem ecclesie, ex altera parte, super nemore de Otha quod dicitur nemus Sancti-Juliani, tandem, de consilio bonorum virorum et discretorum, talis inter nos compositio facta est, quod de consensu partium, scilicet mei comitis et abbatisse et conventus Sancti-Juliani, tercia pars illius nemoris, quam comes Joigniaci voluerit, ponetur in foresta usque ad triginta annos; ita quod, de illa tercia parte, alter sine altero nec dare, nec vendere aliquid poterit, nec accipere usque ad finem illius termini. Sed ex tunc abbatissa Sancti-Juliani illam terciam partem vendere poterit per loca et monstratas si voluerit, ita quod comes Joigniaci, qui in fundo tocius nemoris illius octavam habet partem, pro bono pacis, de cetero per compositionem, de consilio bonorum virorum, inter nos factam, quartam partem habebit precii omnium vendicionum nemoris et panagii, salva parte Yteri, militis, de Brione, qui in fundo illius nemoris sextam decimam habet partem. Abbatissa, vero, ponere poterit quinquaginta porcos tantum; comes, similiter, Joigniaci quinquaginta et non plures, moraturos in illa foresta a festo Sancti-Remigii usque ad Natale Domini, annuatim, ita quod neuter alia animalia ponere poterit, nisi de mutuo consensu. Post terminum autem triginta annorum elapsum, si abbatissa illam terciam partem que in foresta posita erat vendere voluerit, ei licebit per monstratas et loca, comite non requisito, ita quod de aliis duabus partibus medietas, quam comes Joigniaci voluerit, in foresta ponetur ab illo termino in triginta annos, sicut superius dictum est de prima tercia parte, ita quod supradicta forma pacis semper duret de nemore vendendo. De aliis autem duabus partibus dictum fuit et hinc inde concessum quod abbatissa per loca et monstratas, pro voluntate sua, vendere poterit, ita quod, si aliquam monstratam vendiderit, aliam monstratam vendere non poterit donec monstrata illa sublata sit et ab emptore relicta, sed per loca vendere poterit interim, et in vendita monstrata nec comes Joigniaci nec abbatissa currere poterunt quousque sit ab emptore relicta. Successive, autem, vendite monstrate in foresta ponentur usque ad quindecim annos nec infra vendi poterunt, nisi de consensu mutuo. Quindecim, autem, annis elapsis, abbatissa vendere poterit, sicut prius. Verumtamen comes Joignaci quartam partem precii nemoris illius habebit, sive per monstrata vendita sit, vel per loca. Si autem per monstratam abbatissa vendere voluerit, significabitur hoc comiti, vel senescallo, vel preposito Joignaci, vel illi qui loco prepositi erit, infra octo dies postquam palmata venditionis facta fuerit. Et, si ab illa die qua comiti vel alicui predictorum significatum fuerit, aliquis emptor apparuerit infra mensem qui venditionem ab abbatissa factam de sexta parte vel plus annuitare voluerit, eam habebit per manum abbatisse, et hoc modo crescere poterit venditio usque ad prefatum terminum, consideratis omnibus circumstanciis, tam circa terminos de pagis faciendis quam circa alia commoda. Si autem per loca vendiderit abbatissa, significabit hoc forestario comitis, et, si ab illa die qua significatum fuerit aliquis emptor apparuerit infra octo dies, qui venditionem ab abbatissa factam, vel a mandato ejus de sexta parte aut de plus annuitare voluerit, eam habebit, omnibus circonstanciis consideratis sicut superius dictum est. Et si aliquis pro palmata annuitate venditionis aliquid habuerit, de communi solvetur. Si, vero, infra terminos memoratos nullus emptor apparuerit qui modo predicto annuitaret, prima teneret venditio. Si autem illi qui usuarium habent in nemore in monstratis venditis vellent currere, sicut prius,

comes Joignaci et abbatissa tenentur bona fide garentire venditionem factam, quantum jus permitteret. Domus Sancti-Angeli cum pourprisia et palicio a porta usque ad posticum juxta ulmum, et inde usque ad furnum, et a furno usque ad eandem portam, libera est ab omni justicia comitis Joignaci, excepto quod si aliquis aliquid forefactum perpetraret ibi propter quod debeat mori vel mutilari, ibidem judicatus ab abbatissa nudus comiti traderetur Joignaci, vel ejus mandato. Extra pourprisiam predictam comes Joignaci totalem habet justiciam, excepto forefacto de nemore fracto. De proprio vino propriam tabernam facere poterunt moniales; alii autem in pourprisia sepedicta tabernam facere non poterunt; nec in propria pourprisia monialium in taberna potatores sedebunt ad potandum vel ludendum. De cuniculis dictum fuit quod, si forte infra dictam pourprisiam fortuito casu venerint, si eos moniales vel aliquis de earum familia ceperit, sine injuria comitis Jogniaci et offensa erit. Alia, autem, animalia nec infra nec extra capere poterunt. Et notandum quod abbatissa supradicto modo vendere poterit, non obstante griaria vel justicia comitis Jogniaci quas habet comes in totali nemore. Abbatissa, vero, tres habebit forestarios et comes duos ad custodiendum nemus. Forefactum, vero, de nemore factum, quod forestarius comitis Jogniaci invenerit per se, comitis erit. Et si forestarius abbatisse invenerit per se, abbatisse erit. Si autem ad forefactum venerint simul forestarius comitis et forestarius abbatisse, equaliter inter eos emenda forefacti dividetur. Comes, autem, Jogniaci, quotquot voluerit, servientes in nemore ponere poterit ad custodiendum venationem suam qui non erunt forestarii. Et si violencia dictis forestariis, vel alicui eorum inferretur, dicti servientes eos juvare poterunt. Preterea, de prima tercia parte que primo posita est in foresta usque ad triginta annos, dictum fuit et hinc inde concessum quod, quando per monstratas vendetur, si aliquis emptor infra mensem apparuerit, vel per loca infra ebdomadam, ita erit sicut de aliis venditoribus et annuntiatoribus dictum est.

Has, igitur, conventiones superius annotatas et istius formam compositionis ego, Willelmus, comes Joigniaci, bona fide me observaturum juravi; et, si, quod absit, me vel meos super premissis in aliquo articulo contingeret intercipere, a facta commonitione postquam inde essemus requisiti infra quindenam teneremur emendare. Quod ut ratum sit et firmum et imperpetuum robur obtineat, in harum conventionum et istius compositionis et tocius facti memoriam necnon et testimonium, presentem cartam sigilli mei munimine feci fideliter roborari.

Ego, vero, Beatrix, comitissa Joignaci, has conventiones et istius formam compositionis totumque factum a domino meo, nobili viro, Willelmo, comite Joigniaci, ordinatum, sicut in presenti cartula continetur, laudo, concedo et ratum habeo. In cujus facti memoriam, presentem cartam sigilli mei impressione signavi.

Actum, anno dominice Incarnationis M° CC° XIV°, mense junio.

Cartul. de l'abbaye Saint-Julien, XIII° siècle, F° 3 R°, d'après l'original; Arch. de l'Yonne.

En 1236, Guillaume, comte de Joigny, reconnait les droits de l'abbaye sur les bois du Bouloy et sur les haies de Bussy, dont il ne pouvait disposer sans le consentement de l'abbesse. Il reconnait aussi que les eschoites des hommes de *candela* se partagent par moitié entre l'abbesse et lui; — que l'abbesse a droit de main-morte sur ses hommes qui habitent Joigny, Bussy, Coulanges-les-Vineuses, Val-de-Mercy et Escolives. — Ibid.

—

149 1214, JUIN.

L'official de l'archidiacre de Sens atteste que Clément de Saint-Clément et sa femme se sont donnés, eux et leurs biens, à la léproserie du Popelin.

Magister H., curie archidiaconi Senon. officialis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod Clemens, filius defuncti Radulfi, de Sancto-Clemente, et Helizabeth, uxor ejus, coram nobis constituti, recognoverunt se et sua universa, domui de Popelino, et pro salute sua et pro remedio animarum in perpetuum donavisse; eandem donationem coram nobis renovantes et jus et saisinam quod et qualem de omnibus rebus suis quondam habuerunt, jamdicte domui plenarie concedentes. In quorum memoriam et testimonium, ad peticionem parcium, presentes litteras sigillo curie

archidiaconi Senonensis fecimus communire.

Actum, anno Gracie M° CC° quartodecimo, mense junio.

Orig. ; Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens, II, B 3, n° 32.

En 1231, le Popelin reçut de Richard, courrier de l'évêque de Chartres, et de ses sœurs, une maison située à Sens, rue Saint-Antoine. — Ibid.

—

150 1214, 26 JUILLET.

Trois membres du Chapitre d'Auxerre, délégués par le pape, après avoir assigné en vain plusieurs fois devant eux Jehan de *Perrucheto*, chevalier, et l'avoir excommunié comme contumax, au sujet de la possession des dîmes de *Socre*, ont adjugé cette dîme à l'abbaye de Saint-Marien en toute propriété.

Eustachius, sacrista; Nicholaus, succentor; et magister Bertrannus, canonicus Autissiod., omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Universitati vestre notum fieri volumus quod, cum controversia verteretur inter venerabiles viros, abbatem et conventum Sancti-Mariani Autissiodorensis, ex una parte, et Johannem de Perrucheto, milite, ex alia, super decima de Secro, coram nobis, auctore R., cardinali apostolice sedis legato, quam recepimus fine canonico terminandam, cum predictus miles sepius a nobis predicta auctoritate fuisset citatus, et sepius tanquam contumax eadem auctoritate excommunicatus, tandem, post longum tempus elapsum, lite contestata, instrumentis fratrum Sancti-Mariani diligenter inspectis et plenius intellectis, super proprietate predicte decime predictis fratribus adjudicata, testibus quoque predictorum fratrum super predicta querela juratis, receptis,examinatis et postea publicatis, omnibusque rite peractis secundum juris ordinem, adhibito et habito prudentum et jurisperitorum consilio, ecclesie Beati-Mariani predictam decimam, tam super proprietate quam super possessione, pleno jure, per diffinitivam sententiam adjudicavimus, non minus super fructibus a tempore mote litis perceptis, predictum militem condemnantes, omnes quoque predicte possessionis perturbatores sive contradictores, si qui forte apparuerint, auctoritate premissa nobis commissa, excommunicationis sententia innodantes. Quod ut ratum sit et firmum et ut in perpetuum robur obtineat, in hujus rei et totius facti memoriam, litteras presentes fieri fecimus testimoniales, sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Actum, anno dominice Incarnationis millesimo CC° XIV°, mense julio. Datum in crastino Sancti-Jacobi apostoli.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Marien, L. XII.

—

151 1214, 30 OCTOBRE.

Blanche, comtesse de Troyes, reconnait que l'abbé de Saint-Germain d'Auxerre possède la moitié des dîmes, grandes et menues, dans les paroisses de Lignorcilles et de Villy, sauf une portion, et divers autres droits, et qu'il a amodié le tout à certains habitants de ces lieux moyennant 8 livres, monnaie d'Auxerre, et deux muids et demi de grain. Elle le remercie d'avoir concédé ces revenus à son clerc, maître Pierre, pour sa vie durant. — Donné à Saint-Florentin.

Blancha, comitissa Trecensis palatina, dilecto et venerabili amico in Christo W., abbati Sancti-Germani Autissiodorensis, salutem et sinceram in Domino caritatem. Rogastis me quod inquirerem quantum sit et quantum valeat donum quod mihi concessistis de hiis que habetis in parrochia de Lignereilles. Inquisivi quoque et didici quod vos habetis, in dicta parrochia de Lignereilles et de Vihilliaco, medietatem omnium decimarum magnarum et minutarum,exceptis duabus porciunculis decimarum quas defunctus Johannes, quondam presbiter ejusdem ecclesie, partim de emptione de vadio acquisivit, in quibus nihil habetis. In tribus eciam sollempnitatibus habetis medietatem oblationum, videlicet Omnium-Sanctorum, Natalis Domini et Purificationis Beate-Marie Virginis. Habetis etiam census de quibusdam oschiis, terragium de fundis vestris, et quoddam pratum habetis in eadem villa. Scio eciam quod hoc totum, preter ventas, admodiaveratis quibusdam rusticis pro VIII libris Autissiodori, et duobus modiis et dimidio bladi, medietate frumenti et medietate avene. Cum, igitur, pro amore meo et gracia, hoc totum magistro Petro, clerico meo, persone jam dicte ecclesie, concesseritis dum vixerit possidendum, pro cetero noveritis voluntatem et propositum me habere tantam graciam vobis et ecclesie promerendi, quamvis hec omnia debeant, post ejusdem magistri

Petri obitum, cum toto emendamento ad vos et vestram ecclesiam revenire. De hac ergo concessione et dono nostro patentes litteras jam dicto P., sicut mihi creentastis, benignius concedatis, et hoc, bona fide, sicut concessistis faciatis. Quia ita nos decet et quemlibet bonum virum, presentes autem litteras vobis patentes mitto, sicut mihi dixistis viva voce.

Datum, apud Sanctum-Florentinum, anno Gracie M° CC° XIIII°, in vigiliis Omnium-Sanctorum.

Cartul. de l'abbaye Saint-Germain, XIIIe siècle, F° 71 R°, n° 12; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 110.

—

152 1215, 2 JANVIER.

Le pape, par une lettre à l'abbé de Vézelay, l'informe qu'il a confirmé un accord passé entre le comte et la comtesse de Nevers, d'une part, et son abbaye, de l'autre, au sujet des droits de procuration que le comte réclamait au monastère, et des dommages qu'il avait causés à cette maison. Il rapporte que le comte et la comtesse ont ratifié, par acte passé à Ligny-le-Châtel au mois d'octobre 1213, les conditions qu'il leur a imposées à ce sujet, et que le légat Robert les avait sollicités d'accepter.

Cum litigantium utilitatis intersit, ne sopitæ judicio, vel concordia quæstiones iterum suscitentur, si ea quæ provida sunt liberatione firmata, auctoritatis nostræ robur exposcant, eis grato concurrentes assensu, favoris apostolici præsidium impartimur. Sane postulastis a nobis, ut concordiam, quæ inter vos, ex parte una, et.... comitem, ac...... comitissam Nivernenses, ex altera, super procurationibus, damnis, et injuriis intervenit, sicut per litteras vestras accepimus, quas de verbo ad verbum jussimus præsentibus annotari, dignaremur apostolico munimine roborare. Tenor autem litterarum talis existit :

Sanctissimo patri, et domino reverendo Innocentio, Dei gratia summo pontifici, devoti et humiles filii, Frater G. dictus abbas, et conventus Virziliacensis, devota pedum oscula. Noverit sanctitas vestra, quod dominus Herveus, comes, et Matildis, comitissa Nivernensis, fecerunt nobis authenticum instrumentum, cujus tenor est talis: Universis Christi fidelibus ad quos præsens scriptum pervenerit, Herveus, comes, et Matildis, comitissa Nivernensis salutem in Domino. Noverit universitas vestra, quod, cum inter nos, ex una parte, et.... abbatem, et conventum monasterii Virziliacensis, ex altera, super quibusdam procurationibus annuis, damnis, et injuriis quæstio verteretur, tandem mandavimus domino Papæ, quod per omnia volebamus in hac causa ipsius obtemperare mandatis: ipse, vero, communicato fratrum suorum consilio scripsit in hunc modum.

INNOCENTIUS, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo, et dilectis filiis, abbati Sancti-Victoris, et cancellario Parisiensis salutem et apostolicam benedictionem. Cum pro quæstione, quæ inter nobilem virum H., comitem Nivernensem, ex parte una, et dilectos filios, abbatem et conventum monasterii Virziliacensis, diœcesis Eduensis, ex altera, super quibusdam procurationibus annuis, damnis et injuriis vertebatur, ipsius nobilis, et partis alterius procuratores ad nostram præsentiam accessissent, et in ea fuisset aliquandiu coram nobis prudenter, et provide disputatum; tandem, ex parte nobilis antedicti, relatione suorum procuratorum, accepimus quod ipse, volens per omnia complacere nostræ beneplacito voluntatis, paratus erat in hac causa nostris obtemperare mandatis. Nos, autem, communicato fratrum nostrorum consilio, hoc duximus injungendum: Ut cum ipse, et successores sui, comites Nivernenses, in festo Paschali ad monasterium accesserint memoratum, nomine procurationis, centum librarum usualis monetæ quæ pro tempore curret, sint summa contenti; tantumdem in festo Beatæ-Mariæ Magdalenæ procurationis nomina recepturi, si ad monasterium accesserint supradictum, ad protectionem ejusdem monasterii, secundum quod de jure tenentur, dantes operam efficacem. Ut ergo super hoc nulla possit in posterum via patere calumniæ, mandavimus ut prædictus nobilis, et uxor ipsius, per authenticum instrumentum abbati et conventui monasterii ejusdem promittant se id firmiter servaturos; suos nihilominus successores ad hujus rei observantiam obligantes; et ad majorem cautelam, faciant hoc per carissimum in Christo filium nostrum, illustrem regem Francorum, auctoritate regia confirmari. Ideoque discretioni vestræ per apostolica scripta mandamus quatenus, postquam nobilis memoratus et uxor sua, litteras secundum formam concesserint supradictam, eundem no

bilem juxta formam Ecclesiæ ab excommunicationis vinculo absolvatis, quo propter idem nostra est auctoritate ligatus; injungentes eidem, sub debito præstiti juramenti, ut ad impetrandam super hoc confirmationem regiam det operam bona fide. Abbatem, vero, et conventum prædictos ab omni decrevimus impetitione cessare, omnemque remittere quæstionem, quæ ipsis adversus nobilem sæpedictum super damnis et injuriis competebat, decimis de Dornitiaco dumtaxat exceptis, super quibus eis satisfieri volumus et mandamus. Quod si non omnes, etc. Datum Laterani, II idus aprilis, pontificatus nostri anno XVI.

Nos, autem, ut promisimus, volentes, sicut decuit, mandatum apostolicum adimplere, mediante venerabili patre Roberto, tituli Sancti-Stephani in Cœlio Monte presbytero cardinali, apostolicæ sedis legato, solemni coram eo præstito corporaliter sacramento, concessimus quod pacem præscriptam cum maxima deliberatione a domino papa, et cardinalibus ordinatam, observabimus bona fide, et litteris præsentibus ad prædictæ pacis observationem successores et heredes nostros in perpetuum obligamus; volentes modis omnibus et liberaliter concedentes, ut suprascriptæ pacis forma a nobis et successoribus, et heredibus nostris in æternum firmiter et inviolabiliter penitus observetur. Ut igitur, quæ prædicta sunt majori gaudeant firmitate, ista omnia... filia nostra laudavit, et nos ea præsenti scripto, et sigillorum nostrorum appositione roboravimus. Actum apud Leigniacum-Castrum, anno Gratiæ millesimo CC° XIII°, mense octobri. Inde est quod sanctitatem vestram, quo humilius possumus, exoramus quatenus pacem istam per vos, et a vobis factam, ita dignemini confirmare, quod firma et stabilis permaneat in æternum. Nos, igitur, precibus vestris favorem benivolum impendentes, id auctoritate apostolica confirmamus, et præsentis scripti patrocinio communimus. Nulli, ergo, omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, etc.

Datum, Laterani, IIII nonas januarii, pontificatus nostri anno XVI. (1).

Innocentii III, Epistolæ, a Fr. Bosqueto, 1635, in-f°, p. 670.

(1) Nous pensons, d'après les dates des documents réunis dans cette lettre, qu'il faut lire XVII, au lieu de XVI que porte le texte publié par Bosquet.

Le pape, par une autre lettre du 12 avril 1214, avait informé le comte de Nevers qu'il avait statué sur les contestations suscitées à l'abbaye de Vézelay. Cette dernière pièce est transcrite en substance dans le corps de la lettre ci-dessus. — Ibid., p. 513.

—

153 1215.

Etienne, abbé de Saint-Michel de Tonnerre, rapporte comment les moines de Fontenay ont reçu dans leur communauté Mathieu, fils d'Hugues, fils d'Erole, le prévôt. Ils recevront également au même titre ledit Hugues, s'il lui convient de prendre l'habit religieux. Mais s'il vient à mourir dans le monde, les moines prieront pour lui comme pour un de leurs frères. Hugues donna aux religieux une vigne en la Pouche et des terres.

Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod fratres abbatiæ Beatæ-Mariæ de Fontenoi in consortium fratrum suorum Mathæum, filium Hugonis, filii Eroli præpositi, receperunt. Ipsum, vero, similiter dictum Hugonem tanquam fratrem recipient, quotiescumque assumere habitum religionis legitime voluerit. Si autem, quod absit, ipsum Hugonem inter seculares mori contigerit, nominati fratres de Fontenoi tantum de ipso Hugone facient quantum de uno fratrum, et hoc idem uxori ipsius Hugonis prædicti fratres in morte concesserunt. Sciendum, vero, quod sepedictus Hugo dedit in eleemozinam, nominatis fratribus de Fontenoi, quandam vineam quam habebat in la Pouche et terram quam habebat sub arcam, et unum jugeram terræ desuper campum des Lices. Quod ut ratum et stabile permaneat, ego, Stephanus, abbas Sancti-Michaelis Tornodori, ad preces pretaxati Hugonis, sigillum nostrum presenti cartulæ apposuimus.

Actum est hoc, anno ab incarnatione Domini M° CC° XV°.

Arch. de la Côte-d'Or; Cartul. de l'abbaye de Fontenay, M 6.

—

154 1215.

Hervé, comte de Nevers, promet par serment de ne donner sa fille Agnès en mariage à personne sans le consentement du roi, et spécialement à Jean, fils du roi d'Angleterre, à Thibaut de Champagne, et Enguerrand de Coucy.

Ego Herveius, comes Nivernensis, notum facimus omnibus quod nos jura-

vimus super sacro-sancta domino nostro Philippo, illustri Francorum regi, quod Agnetem, filiam nostram, nulli trademus in uxorem sine assensu et licencia domini regis, nec maxime alicui filiorum Johannis, regis condam Anglie, nec Theobaldo de Campania, nec filio ducis Burgundie, nec Engerreno de Cociaco; et de hoc constituimus plegios erga dominum regem : Hugonem, dominum Ulmi ; Hugonem de Sancto-Verano ; Renaldum de Monte-Falconis ; Gaufridum de Bulli ; Petrum de Livron ; Ansellum Bridaine, super feoda que tenent de nobis. Preter eos, autem, plegios faciemus dominum regem habere juramenta villarum terre nostre de quibus dominus rex ea habere voluerit, et etiam juramenta militum terre nostre cum litteris eorum patentibus de quibus habere voluerit. Robertum, vero, de Cortenaio constituemus terminis competentibus in plegium erga dominum regem, super feodum quod tenet de nobis, et Archembaldum de Borbon super feodum quod tenet de nobis. Si pro nobis intrare voluerit in plivinam erga dominum regem et si intrat in plivinam ad preces nostras vel domini regis, tenebitur de plivina. Et sciendum quod prenominati plegii et alii quos dominus rex plegios habebit, plegiabunt quod, si nos veniremus aliquo modo contra conventiones predictas, ipsi plegii juvarent dominum regem de se ipsis et de omnibus que tenent de nobis contra nos sine se meffacere, et tamdiu quousque id esset emendatum ad voluntatem domini regis ; et dominus rex sine meffacere posset assignare ad feoda et domania que tenemus de eo ; et tamdiu ea in manu sua tenere donec id esset emendatum ad voluntatem domini regis. Quando, autem, conventiones predictas perfecerimus, habebimus filiam nostram quousque maritetur per assensum domini regis et voluntatem nostram, salvo jure et fidelitate domini regis in omnibus.

Actum, etc., MCCXV.

D. Martène, coll. I, 1127. — Laurière, *Glossaire du Droit français*, partie II, p. 96.

1215, juillet. — Autre charte d'Hervé, comte de Nevers, par laquelle il promet au roi de donner sa fille Agnès en mariage au prince Louis, fils aîné du roi. Duchesne, *Hist. généal. de la maison de Vergy*, preuves, p. 40.

1215, 31 juillet. — Blanche, comtesse de Champagne, promet à Hervé, comte de Nevers, que si le roi Philippe et son fils Louis enfreignent le traité fait avec le comte au sujet du mariage de sa fille avec ledit Louis, elle leur refusera aide et secours. — Duchesne, *Hist. de la maison de Vergy*, preuves, p. 100.

Ce mariage ne s'est pas réalisé. Agnès a épousé Gui de Châtillon, fils aîné du comte de Saint-Pol.

—

255 1215.

Eudes, prieur de Venouse, et Dreux de Mello, juges de la contestation élevée entre l'abbaye de Pontigny et G. de Maligny, au sujet d'un legs fait à cette maison par Pierre Rameau, déclarent que le sire de Maligny a renoncé au cens qu'il réclamait et a donné 200 sous à l'abbaye, laquelle lui a abandonné les terres et les prés du défunt.

Ego Odo, prior de Venuxia et ego Droco de Melloto, notum facio, tam futuris quam presentibus, quod cum quedam controversia verteretur inter fratres Pontiniacenses, ex una parte, et nobilem virum Guillelmum de Merlenniaco, ex altera, super terris, pratis et quatuor



Sceau de Dreux de Mello, seigneur de Saint-Bris.

solidis censualibus quos Petrus Ramellus, sub legati titulo ecclesie Pontiniacensi in elemosinam dederat, dictus Guillelmus dicebat omnium supradictorum medietatem de jure sibi competere, aliam medietatem ad suum casamentum pertinere. Tandem, prudentum virorum acquiescentes consilio, super his omnibus pars utraque in nos compromisit. Nos, vero, de communi parti



utriusque consilio, prefatam controversiam hoc modo terminavimus: Quod supradictus Guillelmus, laudante uxore sua Helisabeth, quatuor solidos censuales suprascriptos memoratis fratribus perpetuo quittavit et CC^os solidos eisdem fratribus dedit. Fratres, vero, Pontiniacenses terras et prata supradicta eidem Guillelmo et successoribus ejus perpetuo quittaverunt. Ut autem hoc totum perpetuo ratum habeatur, ego Odo, prior de Venuxia et ego Droco de Melloto, presens scriptum sigillis nostris, rogatu memoratorum sigillavimus.

Actum, anno Verbi incarnati M° CC° XV°.

Orig., scellé de deux sceaux : celui du sire de Mello portant un écu fascé de trois pièces et chargé de 3 merlettes; et celui du prieur de Venouse, représentant un rameau de fleurs; Archives de l'Yonne, fonds Pontigny, L. XXXVII.

—

156 1215.

Hardoin, le sellier, donne à l'Hôtel-Dieu du Mont-Artre d'Auxerre une maison sise en cette ville, au bourg Saint-Pèlerin. Le doyen d'Auxerre confirme ce don du consentement des bourgeois de la même ville.

Willelmus, decanus Autissiod., omnibus ad quos littere presentes pervenerint, in Domino salutem. Universitati vestre notum facimus quod, cum Harduinus, sellarius, imperpetuam dederit elemosinam, ob remedium anime sue et defuncte uxoris sue, nomine Clare, domum suam, in burgo Sancti-Peregrini sitam, karitatibus de Monte-Autrico Autissiodorensis, idem Harduinus, ante donationem prefatam, dedit et concessit ecclesie Beati-Germani decem solidos annuales, singulis annis, vigilia Purificationis Beate-Marie persolvendos, super domum prefatam assignatos, quicquid de domo contingat, pro anima uxoris sue nominate. Nos, igitur, de consensu quorumdam burgensium Autissiodorensis, donationem et elemosinam istam ratam habentes et firmam ecclesie prefate, presentes litteras tradidimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum, anno Gratie M° CC° quintodecimo.

Cartul. du pitancier de Saint-Germain, XIIIe siècle; F° 5 R°, n° 28; Bibliothèque d'Auxerre, Ms n° 141.

—

157 1215.

Acelin, seigneur de Merry, fait don à l'abbaye de Reigny de la moitié d'un muid de froment de rente, mesure de Vézelay, à prendre dans sa grange de Sacy.

Noverint universi, presentes litteras inspecturi, quod ego Acelinus, dominus Meriaci, pro salute anime mee et omnium antecessorum meorum dedi Deo et Beate-Marie et fratribus Regniaci, in grangia mea de Saciaco, dimidium modium frumenti ad mensuram Virziliaci, predictis fratribus, per singulos annos de terciis ejusdem ville, persolvendum. Hanc elemosinam laudavit et concessit Maria, uxor mea et Gaufridus, filius meus. Et ut hoc ratum et firmum permaneat, presentem cartam sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gracie M° CC° XV°.

Orig., scellé d'un sceau orbiculaire représentant un écusson chargé de trois fleurs de lys; Arch. de l'Yonne, fonds de l'abbaye de Reigny, L. XXII.

—

158 1215.

Pierre, comte d'Auxerre, s'engage à ne donner la chapelle qu'il a bâtie dans sa maison proche Sainte-Nitasse, au territoire d'Auxerre, à personne qui puisse causer du dommage à la paroisse Saint-Gervais d'Auxerre, dont elle dépend.

Ego Petrus, comes Autissiodori et et marchio Namurcensis, notum facio universis, presentibus et futuris, quod promisi domino meo, Willelmo, Autissiodorensi episcopo, quod capellam quam edificavi in domo mea juxta Sanctum-Anastasium nulli dabo per quem ecclesia Sancti-Gervasii, de cujus parrochia dicta capella esse dignoscitur, jus suum in aliquo perdat quotiens capellanus meus mutabitur, antequam in dicta capella divina celebret, jurabit quod ibidem bona fide jus dicte ecclesie custodiet et salvabit. In cujus rei memoriam et confirmationem, presentem cartulam sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Domini M° CC° quintodecimo.

Cartul. du prieuré de Saint-Gervais d'Auxerre, Ms XVIe siècle, L. I; Archives de l'Yonne.

—

159 1215.

Le roi déclare avoir ratifié la donation à titre de fief faite par Garnier du Pré et sa femme, à leur fils Geoffroy, de divers biens entre Villeneuve-la-Guiard et Pont-sur-Yonne. Le donateur se réserve toutefois la jouissance de Noslon pendant sa vie, etc. — Voy. en 1224-1225.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gracia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod Garnerus de Pratis, et Hilaria, uxor ejus, dederunt Gaufrido, militi, filio suo, vineam de Baisya et Bellummontem, cum suis appendiciis et quitquam acquisierunt a Pontibus-super-Secanam (*sic*) usque ad Villam Novam-Guiardy, et terras arabiles et homines quos habebant apud Misseriacum et apud Champeaux et Noelon, cum suis appendiciis ; et quitquam habebant apud Gisy et Granchetam super Mauvetem, cum suis appendiciis ; et quitquam habebant a Popelino Senonensi usque ad Novam-Villam-Guiardy et Boscum de Masleyo - Vicecomitis, quem tenebant de vicecomitissa Senonensi ; de hiis omnibus supradictis investierunt dictum Gaufridum, militem, dicti Garnerus et H., uxor ejus ; et idem Gaufridus fecit homagium dicto Garnero, patri suo, qui eum recepit in hominem ligium. Sciendum est, vero, quod Garnerus de Pratis et H., uxor ejus, possidebunt quamdiu vixerint Noelon, cum omnibus suis appendiciis et Granchetam-super-Mauvetem, cum omnibus pertinenciis suis, et quitquam habebant apud Gisyacum et boscum de Masleyo, quem vendere poterint quotienscumque voluerint. Si vero contigerit dictam Hylariam prius mori quam Garnerum predictum, idem Garnerus nichilominus hec omnia quamdiu vixerit integre possidebit. Post mortem, vero, Garneri, omnia predicta ad manum dicti Gaufridi integre revertentur jure perpetuo possidenda. Quamdiu, vero, dictus Garnerus dictas tenuerit teneturas, dabit, singulis annis, dicto Gaufrido, militi, filio suo, quadraginta libras Pruvin., videlicet viginti libras in Pascha et viginti libras in festo Sancti-Remigii. Propter has, siquidem, convenciones et donaciones quittavit dictus Gaufridus Garnerum, patrem suum, et Hylariam, matrem suam, et alios eorum liberos de omnibus rebus ; et hanc quittacionem, fide mediante, firmavit. Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentem quartam sigilli nostri auctoritate et regii nominis caractere inferius annotato, salvo jure nostro confirmamus.

Actum Parisius, anno dominice Incarnacionis millesimo ducentesimo quintodecimo, regni vero nostri tricesimo-sexto ; astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa : dapifero nullo ; signum Guidonis buticularii ; S. Bertholomei, camerarii ; S. Droconis, constabularii.

Data vacante (monogramme du roi) cancellaria.

Bibl. nat. ; Cartul. de l'archevêché de Sens, n° 168, t. II, F° 26 R°.

—

160 1215.

Gauthier, évêque d'Autun, rapporte que Bisorda, dame de Saulx, fille de feu Gauvain, vicomte d'Avallon, a donné aux Templiers d'Island une charretée de foin de rente sur le Breuil de Domecy, et que son père avait fait un pareil don.

Ego Galterus, Dei gratia Eduensis episcopus, notum facio omnibus, presens scriptum inspecturis, quod Bisorda, domina de Sauz, filia domini Gauvaim, vicecomitis de Avalone, dedit et concessit in liberam elemosinam, Deo et fratribus milicie Templi, unam charram feni in Bruillo de Dommece, pro anima sua, sicut predictus G., pater suus, alteram charram dedit in eodem Bruillo, pro anima sua. Et ego, ad petitionem ipsius Bisorde, sigillum meum in testimonio presenti scripto apposui.

Anno gratie M° CC° quinto-decimo.

***Vidimus* de l'official de l'archidiacre d'Avallon en 1263; Arch. de l'Yonne; Fonds de la Commanderie de Pontaubert. — Domecy.**

—

161 1215.

Donation, par Anseau Bridaine, à l'abbaye de Pontigny, de 20 sous de rente à Devesel, pour le repos de son âme et de celles de sa femme et de ses enfants.

Ego Ansellus Bridaine, notum facio universis tam presentibus quam futuris, quod pro remedio anime mee et Agathe, uxoris mee, et liberorum meorum, dedi Deo et ecclesie Pontiniac., post decessum meum, viginti solidos de redditibus quos emi de domino Milone de Lineres apud Devesel, in festum Sancti-Remigii annuatim persolvendos. Et

hoc laudaverant....... A. uxor mea et Gaucherus, filius meus. In cujus rei testimonium presens scriptum sigilli mei impressione feci roborari.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo quinto-decimo.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, Titres généraux. — Le sceau d'Anseau Bridaine porte un large écu *au lion rampant*, et au contre-sceau est un *lion passant*.

—

162 1214 [1215], FÉVRIER.

Houdier, abbé de Saint-Pierre-le-Vif, rapporte qu'il a fait un accord avec le seigneur de Paroy, par lequel les hommes de son monastère pourront épouser les femmes de la seigneurie de Paroy, et réciproquement. Les enfants qui naîtront de ces alliances seront partagés également, et les successions des parents se partageront d'une manière égale entre les enfants.

Frater Hulderius, Sancti-Petri-Vivi Senon. dictus abbas, totusque ejusdem ecclesie conventus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noveritis quod inter nos, ex parte una, et nobilem virum dominum Milonem de Pareto, ex altera, talem firmavimus societatem, scilicet, quod homines nostri feminas suas, et vice versa sui homines, feminas nostras maritali consorcio sibi poterunt copulare. Ita quod si liberi qui ex eis fuerint procreati inter nos equaliter dividerentur, et a servientibus nostris super eos tallia rationabilis poneretur, que inter nos similiter sine aliqua contradictione dividetur. Similiter, inter pueros qui ex eis procreabuntur hereditas, tam ex parte matris quam ex parte patris, equaliter dividetur. Nec abbas aliquem suum hominem vel feminam de hiis qui conjuncti fuerint matrimonialiter cum hominibus dicti militis poterit redimere sine consensu ipsius militis, nec miles, vice versa, sine consensu abbatis. Quod ut ratum permaneat, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° quarto-decimo, mense februario.

Vidimus de l'an 1214 sur l'original ; Fonds Saint-Pierre-le-Vif; Arch. de l'Yonne. — Manse conventuelle, Paroy.

—

163 1214 [1215], MARS.

Pierre, archevêque de Sens, donne à Foulques, prêtre, desservant de l'autel d'une des tours de la cathédrale, un petit étal situé devant son palais, et 30 sous de rente, en échange d'une chambre qui dépendait de la dotation de l'autel faite par son fondateur André le Roux, chanoine de Notre-Dame.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod cum bone memorie Andreas Rufus, presbyter et canonicus altaris Beate-Marie de majori ecclesia Senonensi, cuidam altari quod fecit construi in altera turrium ejusdem ecclesie quamdam domum, cum quadam camera eidem domui contigua, donavisset, nos, videntes cameram illam necessariam staciunculis quos de novo fecimus construi ante domum nostram Senonensem, Fulconem presbyterum predicti altaris de turre, requisivimus ut eam nobis dimitteret ; quod et fecit. Nos autem, volentes ipsum presbyterum indempnem servare, concessimus ei et successoribus suis, in recompensatione predicte camere, unum staciunculum situm inter staciunculum Odonis Barberii et staciunculum Durandi Mercerii ; et triginta solidos parisienses tam super omnes predictos staciunculos quam super scambia ibi sita, annis singulis, duobus terminis percipiendis, videlicet quindecim solidos in Nativitate Domini et alios quindecim in festo Beati-Johannis-Baptiste. Quod ut ratum permaneat, sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° XIV°, mense marcio.

Copie du XVe siècle ; Fonds de l'archevêché de Sens ; Cartul., Arch. de l'Yonne.

—

164 1215, MAI.

La comtesse de Sancerre expose que son fils, André de Brienne, mourant, la chargea, ainsi que Guillaume de Tanlay, frère de la comtesse, de ses dernières volontés. Le défunt, ayant été inhumé dans l'église Saint-Etienne d'Auxerre, elle y fonda son anniversaire en donnant au Chapitre tout ce qu'André possédait à Préhy.

Ego Eustachia, comitissa Sacricesaris, notum facio universis quod, cum filius meus karissimus, bone memorie, Andreas de Brena, in extremis laborans, ordinacionem testamenti sui et bono-

rum suorum mihi et dilecto fratri meo, Willelmo de Tanlay, pluribus astantibus, commisisset, nos, communicato bonorum virorum consilio, capitulo ecclesie Beati-Stephani Autissiodorensis, in qua idem Andreas, filius meus, sepultus est, ob remedium anime ipsius, ut ibi ejus perpetuo memoria maneat, et annuatim ipsius anniversarium ibidem celebretur, assignavimus in perpetuam elemosinam terragia, costumas, censum cum ventis que prenominatus Andreas habebat apud Prayz, ut eidem capitulo maneant integra et quieta. Et preterea, unum de hominibus ejusdem Andree, videlicet Josbertum Salvagium, cum familia sua, ut sint homines capituli supradicti et justicient se per illud. Quod ut ratum permaneat in futurum, presentem cartulam fieri et sigilli mei muniminc testimonio roborari precepi.

Actum, anno incarnati Verbi millesimo ducentesimo quinto-decimo, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre d'Auxerre, L. LXXV.

Guillaume, seigneur de Tanlay, ratifia, à la même date, l'acte ci-dessus; il se qualifie oncle d'André de Brienne et frère d'Eustachie, comtesse de Sancerre.

Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre et marquis de Namur, ratifia le même acte comme seigneur du fief et oncle d'André de Brienne (Même date).

Guillaume, comte de Sancerre et Eustachie, sa femme, rapportent que Pierre d'Apulie, qui avait élevé des prétentions sur les biens de Préhy, donnés en aumône pour le repos de l'âme d'André, fils de la comtesse, y a renoncé au profit du Chapitre d'Auxerre. (Mai 1216). — Ibid.

—

165 1215, JUIN.

Promesse donnée par Pierre de Joigny d'être fidèle au roi de France pendant 5 ans, temps que durera la trêve établie entre ce prince et le roi d'Angleterre. — Seigneurs qui sont ses cautions.

Isti sunt plegii P. de Jovigniaco :

Comes P., de CC. marchis ; — comes Jovigniaci, C. m. ; — Gaucherus de Jovignaco, C. m. ; — Guillelmus juvenis, de Merloto, C. m. ; — Droco, frater ejus, C. m. ; — Comes Barri-Secane, C. m. ; — Iterus de Tociaco, C. m. ; — Anscricus, frater ejus C. m. ; — Johannes de Arceiis, C. m.

Et hec est forma litterarum super hoc a predictis plegiis habitarum :

Notum quod P. de Jovigniaco super sacrosancta juravit domino regi Francorum et creantavit quod infra treugam, que est ab instanti Pascha nuper preterito in quinque annos, inter dominum regem Francorum et regem Anglie, non forefaciet domino regi Francorum, neque alicui hominum suorum, neque alicui ex parte sua, nec per se nec per alium. Quod si idem P. contra hoc juramentum suum venire presumpserit, predicti plegii tenentur facere creantum domino regi de pecuniis supradictis, infra XL dies, postquam a domino rege submoniti fuerint.

Actum, apud Meledunum, anno Domini M° CC°, quinto-decimo, mense junio.

Cartul. de Philippe-Auguste; Bibl. nat., coté cart. 172, F° 109 R°, 2° partie, pièce 637.

—

166 1215, AOUT.

Guillaume, comte de Joigny, donne à son fils le village et la forteresse de Coulanges-les-Vineuses.

« Charta Guillelmi, comitis Juvigniaci, qua filio suo Guillelmo, per emancipationem extra manum suam posito, villam quæ dicitur *Coulanges-les-Vineuses*, cum omnibus pertinentiis ejusdem, tam in forteritiâ quam in plano, assignat. Actum Trecis, anno dominicæ Incarnationis MCCXV, mense Augusto. »

La Thaumassière, *Comment. sur la coutume de Berry*, p. 220.

—

167 1215, SEPTEMBRE.

Accord entre l'abbaye de Crisenon et Gui de Bazarne, au sujet de la justice de Prégilbert : Si un voleur ou un assassin est arrêté par les officiers de l'abbaye, il sera jugé par eux et déféré, pour l'exécution, au seigneur de Bazarne. On règle ensuite le partage des objets mobiliers du coupable.

Universis presentes litteras inspecturis, G. Dei gratia, Autissiod. episcopus, salutem in Domino. Notum vobis facimus quod, cum discordia esset inter Guidonem dominum de Bacerna, ex una parte, et dilectas filias nostras, abbatissam et

conventum de Crisenone, ex altera, super latronibus captis in villa de Prato-Gileberti, quos dominus Guido petebat sibi reddi a dictis abbatissa et conventu et liberari ad faciendum justitiam de dictis, abbatissa et conventu contradicentibus, et dicentibus quod nullam justiciam habebat dictus Guido in dicta villa de Prato-Gilcberti: tandem, de consilio bonorum virorum, coram nobis pacificatum fuit et ordinatum, quod si forsitan latro vel homicida captus esset in villa de Prato-Gileberti, vel in territorio ipsius ville de Prato-Gileberti, abbatissa et conventus illum tenerent in prisione sua quousque in curia earumdem judicaretur. Si, vero, mereretur latro, vel homicida suspendi per judicium curie abbatisse et conventus predictorum, abbatissa, vel mandatum ipsius redderet domino de Bacerna, vel mandato ipsius, latronem vel homicidam nudum; ita tamen quod, si latro, vel homicida, valorem possideret sexaginta solidorum, vel amplius, dominus de Bacerna haberet viginti solidos turonenses; et si minus sexaginta solidorum habebat dictus latro, vel homicida, dominus de Bacerna haberet quinque solidos, et totum residuum esset abbatisse et conventui de Crisenone; et si nichil habebat dictus latro, vel homicida, dominus de Bacerna nihil haberet, et tamen eidem, vel mandato suo liberaretur pro justicia facienda. Pro hiis, vero, conventionibus supradictis voluit et concessit coram nobis dictus Guido, dominus de Bacerna, quod nichil aliud justicie quam supradictum est in villa de Prato-Gilberti, aut in terragio abbatisse apud Pratum-Gilbertum, salva custodia ipsius ville, non poterit de cetero reclamare. In cujus rei testimonium, ad petitionem partium, presentes litteras munimine fecimus sigillari.

Datum, anno Domini M° CC° decimoquinto, mense septembri.

Bibl. nat.; Cartul. de Crisenon, F° 12 V°, pièce 30. — D. Viole, *Hist. des évêques d'Auxerre*, t. II, F° 301 V°; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 127.

—

168 1215, 8 OCTOBRE.

Vente par Pierre de Munelle, citoyen de Sens, à l'Hôtel-Dieu situé devant l'église Saint-Etienne de cette ville, d'une terre qui tient à son clos de Gravereau, pour 26 livres de Provins.

Orig.; Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens, B 1, n° 5.

—

169 1215 [1216], 20 JANVIER.

Pierre, archevêque de Sens, atteste que Ellebaud de Villenaux, chevalier, a donné à l'abbaye de La Pommeraye ses dîmes de Compigny et de Montigny, en plaçant sa fille dans ce monastère.

Petrus, Dei gracia Senonensis archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod Ellebaudus de Villanausa, miles, in presentia nostra constitutus, illam partem quam habebat in decima de Compigniaco et de Montiniaco dedit cum Elisabeth, filia sua, monialibus de Pomeria; de qua in manu nostra se devestivit; et nos, ad petitionem ipsius, dictas moniales investivimus de eadem. Fiduciavit, etiam, dictus miles se super dicta decima prefatis monialibus debitam garantiam portaturum. In cujus rei memoriam presentem paginam fecimus annotari et sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° quintodecimo, die martis ante festum Beati-Vincentii.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Notre-Dame de Sens, L. II.

—

170 1216.

Etienne, abbé de Saint-Michel, Jean, doyen de Tonnerre, et Jean Columb, bailli du comte, attestent que Bonnefille, veuve d'Etienne Cochet, qui avait été donnée, ainsi que son mari, par Pierre, comte de Tonnerre, à l'abbaye de Pontigny, et qui, après la mort de sondit mari, avait conservé son *eschoite* de l'agrément de l'abbé, investit ce dernier de tous ses biens et reconnait qu'elle les possédait sous son autorité (1).

Ego Stephanus, dictus abbas Sancti-Michaelis, et Johannes, decanus Tornodor., et Johannes Colum, ballivus comitis Tornodor., notum facimus omnibus presentibus et futuris quod Bonafilia, relicta defuncti Stephani Cochet, que

(1) Voyez ci-dessus pièce n° 95.

cum viro suo et omnibus possessionibus suis ad Pontiniacensem ecclesiam, de dono et elemosina nobilis viri Petri, comitis Tornodor., pertinet; post mortem viri sui, cum abbas et domus Pontiniaci caducum suum eidem mulieri concessissent, pietatis intuitu, toto tempore vite sue libere possidendum; ipsa, pro collato sibi beneficio, Deo et ecclesie Pontiniac. grates referens, recognovit, in presentia nostra, quod omnes possessiones que eam contingunt, tam ex parte sua quam ex parte mariti sui, prefate ecclesie acquitavit et concessit imperpetuum, et de presenti etiam investivit ita quod eas de cetero, non suo sed ecclesie nomine, tenebit. Et in testimonium quod fratres Pontiniacenses veri domini sunt earumdem possessionum, singulis annis, in festo Omnium-sanctorum, pro recognitione et investitura, reddet eis dimidium marcum argenti. Promisit etiam firmiter et concessit quod nichil toto tempore vite sue de eisdem possessionibus vendere, vel alienare, vel titulo pignoris obligare poterit, nec etiam se ipsam in matrimonium copulare, nisi de assensu Pontiniaci. Quod si forte, quod absit, aliquid contra hoc facere presumpserit, concessit quod ipsi Pontiniacenses predictas possessiones sine contradictione saisiant, tanquam proprietatis, in manu sua, jure perpetuo teneant. In cujus rei testimonium, presens scriptum sigillorum nostrorum munimine roboravimus.

Actum, anno Gratie, M° CC° sextodecimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Pontigny, L. LIII.

—

171 1216.

Patrice, chanoine d'Auxerre, donne aux religieux de Vieupou, pour le repos de l'âme de Guillaume de Narbonne, son frère défunt, tous ses droits sur la vieille dîme de Chassy, un homme à Luchy, et diverses redevances en ce lieu et à Villiers-sur-Tholon.

Ego Patricius, canonicus Autissiod., notum facio tam presentibus quam futuris quod ego religiosis viris fratribus Grandi-Montis, commorantibus juxta Sanctum-Mauritium, pro anime mee et parentum et antecessorum meorum, necnon bone memorie Willelmi de Nerbona, fratris mei, quondam canonici Autissiodorensis, remedio et salute, in perpetuam eleemosinam dedi, concessi quicquid habebam in veteri decima de Chaciaco, et Reinfretum, quemdam hominem meum de Lochiaco, et heredes suos, cum rebus suis et quoddam pratum, et omnes costumas et denarios censuales quos habebant apud Lochiacum; et etiam agnos qui debentur singulis annis ad Pascha apud Lochiacum; et unum modium et dimidium vini quod habebam ad Villare-super-Tolum in clauso Richeorum. Scientes quod ego, post comparationem cartarum, videlicet domni P., archiepiscopi Senonensis, et domini Droconis de Melloto, Francorum constabularii et filiorum ejus Willelmi et D., inveni et meam, quas de jamdicta eleemosina pretaxati Boni-Homines habent, crevi et emendavi predictam eleemosinam de Reinfreto et de heredibus suis, prout superius dictum est, et de aliis pluribus que plus in presenti carta quam in superius nominatis cartis continentur, prefatis Bonis-Hominibus superius nominatam eleemosinam in perpetuum in pace possidendam. Istam, autem, eleemosinam laudavit nepos meus, Milo, miles de Ligneriis. In cujus rei testimonium et perpetuum firmamentum, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi,

Actum, anno Gratie, M° CC° XVI°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Vieupou. — Chassy.

Par une autre charte de l'an 1213, au mois d'octobre, l'archevêque de Sens avait attesté une donation, faite aux religieux de Vieupou, par le même Patrice et Ansaut de Narbonne de la dîme de Chassy, avec la même destination. Miles, neveu de Patrice, et Obert, curé de Chassy, avaient approuvé ce don. L'archevêque en mit en possession frère Pierre, maître de l'ordre de Grammont. (Ibid.).

En 1214, ce même Patrice (de Narbonne), donna, pardevant Guillaume, évêque d'Auxerre, à l'abbaye de Saint-Marien, le tiers des dîmes de Leugny, qu'il avait hérité de Guillaume de Narbonne, son frère défunt. Ce don fut fait notamment à condition que son neveu Renaud recevrait, après la mort dudit Patrice, une rente d'un muid de grain par quart en froment, seigle, orge et avoine. — Fonds Saint-Marien, L. XXXI.

En 1215, août, Patrice avait donné au Chapitre de Toucy la rente d'un demi-muid d'avoine et 10 sous, monnaie d'Auxerre, sur les coutumes de Moulins. — Fonds du Chapitre de Toucy, G 2003.

—

172 1216.

Accord entre Guillaume, comte de Joigny, et le prieur et les moines de Senan, pour le partage et la jouissance des bois situés sur ce dernier pays.

Ego Villelmus, comes Jovigniaci,

notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod monachi de Senan habent medietatem in nemoribus et in planis que sunt a Fossa Luparie usque ad viam de Valle-Bevrain, et de via de Valle-Bevrain usque ad vallem de Valenteis, et sicut rivus de Valenteis importat contra montem usque ad nemora domini de Firmitate. In illa videlicet parte que est versus Campumvallonis, sextam etiam partem nemorum et planorum habent a rivo de Valenteis usque ad viam de Hais; et de via de Hais usque ad viam de Prissiaco, usque ad viam Setpaus; et exinde usque ad nemora domini de Firmitate. Tali quidem modo quod ego non possum vendere predicta nemora sine monachis, nec monachi sine me, sed tam mihi quam eis licet partiri mobile nemorum; et tunc poterit unusquisque de parte sua facere quod voluerit. Fundus, vero, terre neutri nostrum partiri licet, sine assensu utriusque partis; et si ego misero quadrigam meam in illa nemora, similiter et monachi possunt mittere quadrigam suam in illa nemora et e converso. Preterea, sciendum est omnibus quod omnes illi de Mino et de Balneolis et de Campovalonis usque ad Senam qui currunt in predicta nemora per forestagium, debent reddere predictis monachis avenam et panes qui debentur pro forestagio; famulis autem meis debent reddere denarios. Memorandum est quod homines monachorum non debent forestagium, et hec omnia debent reddi in terra monachorum. Prepositus, vero, de Cesiaco se quarto et non amplius, sed bene cum minus, si ei placuerit, manducare in domo ubi panes et avene recipiuntur; et omnes colentes terram meam debent unusquisque bichetum frumenti famulis meis. Presertim, sciendum est quod magna justicia predictorum nemorum mea est, et quod ego debeo ponere forestarium; qui forestarius debet annuatim facere fidelitatem priori de Senam, ubi prior voluerit, ad diem ab ipso priore assignatam. Et prior de Senam debet habere medietatem capitalis et foresfactorum que levata fuerint pro causa nemorum, usque ad quinque solidos; et forestarius computabit cum predicto priore, et respondebit ei de capitali et de foresfactis.

Actum, anno Gracie, M° CC° XVI°.

Cartul. de Molême, t. II, F° 116 V°, Ms du XIII° siècle; Arch. de la Côte-d'Or.

—

178 1216.

Odard, prèchantre, fait don à l'église de Saint-Martin de Tours de tous les biens qu'il possédait à Chablis, et dont il donne le détail.

Omnibus Christi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, Guillermus Odardi, precentor ecclesie Beati-Martini Turonensis, prepositusque Chableiarum, salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod nos, anno Domini M° CC° sexdecimo, contulimus capitulo ecclesie Beati-Martini Turonis (*sic*) quidquid tunc temporis acquisivieramus in villa et in territorio Chableiarum, in domibus videlicet, vineis, pratis et rebus aliis, que pro majori parte nominatim duximus exprimenda. Domum in qua carnes venduntur; furnum quem acquisivimus a monachis de Regniaco cum domo contigua et cellario; dimidium furnum qui fuit Marie Altissiodorensis, cujus medietatem solebant habere prepositus et capitulum: modo, decetero capitulum habebit tres partes et prepositus quartam; dimidium furnum qui fuit majoris; granicam que fuit Bernardi Leprosi, cum pertinentiis ejusdem; torcular ante ecclesiam in platea que fuit Odini; omnes vineas quas tunc habebamus apud Chableiam, preter vineam de Sychi et vineam Barbate que sole erant prepositi; lapidicina cum pertinentiis; prata que fuerunt Arenberti, cantoris; pratum quod fuit Marie de Altissiodoro, cum saliceto; cujus prati medietas solet esse capituli et prepositi, sine saliceto; modo, de cetero tres partes erunt capituli cum saliceto, quarta pars erit prepositi sine saliceto; pratum quod fuit Garnelini; insulam que fuit Ade de Berro, que tamen erit communis capitulo et preposito; censum qui fuit Robe et Bertini; terram que fuit Arenberti versus Chichiacum, et omnia alia que tunc ibidem acquisieramus, si qua non sunt hic expressa. Omnia tamen supradicta in vita nostra libere et pacifice possidebimus, et, post decessum nostrum, libere ad capitulum devolventur cum omnibus meliorationibus quas facturi sumus, tam in predictis quam in hiis que capitulum acquisivit a Guidone de Monteregali; ita tamen quod liberum erit nobis ordinare in quos usus proventus predictarum rerum distribuentur in servitio ecclesie. Quod ut ratum permaneat, et id idem presentis scripti testi-

monio annotari et sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° XVI°.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds de la prévôté de Chablis, L. VI. — Chablis.

Par une charte de l'an 1214 [1215], 31 mars, le même Odard avait donné au Chapitre deux fours, l'un acheté de l'abbaye de Reigny et l'autre de Guy d'Auxerre, avec Pance-Mole et les familles qu'il avait achetées desdits moines de Reigny; ce qui lui avait coûté cent livres. Odo Clément, doyen de Saint-Martin de Tours, approuva ce don. — Ibid., L. IX.

—

174 1216.

Bail de vignes par Elisabeth, abbesse de Crisenon, à Regnaud, curé d'Arcy.

Ego G., Dei gratia abbas Virzeliaci et ego frater H., dictus abbas Regniaci, notum facimus universis presentibus et futuris quod Helysabeth, venerabilis abbatissa Beate-Marie de Crisannon et totus conventus ejusdem loci, concesserunt et tradiderunt domino Regnaudo, capellano de Arseio, quandam vineam quam habent in costa de Lixi, ab eodem quamdiu vixerit possidendam; tali conditione quod predictus R. in Annuntiatione dominica reddet dictis monialibus x sol. annuatim. Addet etiam eidem vinee medietatem unius arpenti vinee ejusdem valoris. In quacumque vero hora decesserit, utraque vinea in eo statu in quo erit ad dictas moniales libere revertetur. In testimonium autem et confirmacionem hujus rei, ad petitionem utriusque partis presentem cartam sigillorum nostrorum munimine roboravimus.

Actum est hoc anno ab Incarnatione Domini M° CC° XVI°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Crisenon.

—

175 1216.

Bail à vie, par l'abbaye de Molême, à Garnier Berciers, de Chablis, d'une vigne située en Charlevaux, moyennant 30 sous, monnaie d'Auxerre.

Ego Hugo, archidiaconus Tornod., omnibus ad quos littere presentes pervenerint, notum esse volo, quod Garnerus Berciers, burgensis Chableiac., in mea presencia constitutus, recognovit quod de vinea Beate-Marie, scilicet de Charrilevalibus, quam ipse possidebat, tale pactum habuit cum abbate et conventu Molism., quod predicta vinea ad suam et ad uxoris sue Elizabeth vitam sibi remaneret pro XXX[ta] solidis Autissiod. monete, annuatim ecclesie presolvendis: tali, scilicet, conditione quod prefata vinea, post eorum decessum, cum omni melioratione ad jamdictam ecclesiam pleno jure revertetur. In cujus rei testimonium, presentes litteras meas, ad petitionem dicti Garneri, feci sigilli mei testimonio confirmatas.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo sexto-decimo.

Cartul. de Molême, t. II, F° 36. Arch. de la Côte-d'Or.

—

176 1216.

Guillaume de Mello, seigneur de Saint-Bris, accorde aux moines de Reigny le droit de vendanger à leur gré leurs vignes de Vaux. Elisabeth, sa femme, approuve cette concession.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Reigny, L. XXI.

—

177 1216.

Déclaration, pardevant l'évêque d'Auxerre, par Dreux de Mello, l'Ancien, étant dans son château de Beauche, et sur le point de partir pour Jérusalem, en présence de ses fils Guillaume et Dreux, que ses hommes de Saint-Maurice n'ont pas de droits d'usage dans les bois de Saint-Aubin-Château-Neuf.

Willelmus, Dei gratia Autissiod. episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum vir nobilis Droco de Merloto, senior, iter esset Jerosolimitanum accepturus, presentes fuimus apud domum suam de Belca, ibique, filiis suis Willelmo, et Drocone juniore assistentibus, prefatus Droco, senior, advocatis servientibus et ministerialibus suis, qui sunt ab eis de usuario nemorum de Sancto-Albino, quod homines de Sancto-Mauricio, qui extra munitionem manent, nullo omnino usuarium in nemoribus supradictis habent. Et idipsum ante dictus Droco, senior, se credere est confessus coram nobis. Hec

nos scribi fecimus, ut veritati testimonium perhibeamus.

Actum, anno Gracie M° CC° sexto-decimo.

Extrait du Cartul. de la terre de Saint-Aubin-Château-Neuf, XVI° siècle, G. 1310 ; Arch. de l'Yonne.

—

178 1216, MAI.

Les abbés de Longué et des Roches attestent que Gauthier de Presles, chevalier, a donné à l'abbaye de Reigny la terre de Courtemaut. — Thibaut, prévôt d'Avallon et de Semur, est témoin.

Ego frater Ernaudus, dictus abbas Longivadi, et ego frater Johannes, dictus abbas de Rupibus, notum facimus universis, presentibus pariter et futuris, quod dominus Galterius de Praeles, miles, pro salute anime sue et antecessorum suorum, in capitulo Regniacensi, nobis audientibus, integre laudavit et quitavit in perpetuum Deo et Beate-Marie et fratribus de Regniaco totam terram de Cortrumel, tam planam quam nemorosam et prata ibidem adjacencia, et quicquid in eisdem, juste vel injuste, aliquando reclamaverat. Laudavit hoc totum coram Theobaldo, preposito Avalonis et de Sinemuro, et coram multis aliis, Elisabed, uxor dicti Galterii, et Hugo, filius eorum, et Aalix, filia eorumdem. Ut igitur istud ratum et firmum in perpetuum perseveret, ad petitionem supradicti Galterii, presentem cartam sigillorum nostrorum munimine roboravimus.

Actum est hoc, anno ab incarnatione Domini M° CC° XVI°, mense maio.

Orig. ; Arch. de l'Yonne ; Fonds de l'abbaye de Reigny, L. XXI.

Par une charte de la même année, Eudes, duc de Bourgogne, étant à Montbard, attesta que Gautier de Presles avait renouvelé pardevant lui la donation contenue dans l'acte précédent. — Ibid.

Une charte d'un évêque d'Autun, du milieu du XII° siècle (dont le nom est déchiré), fait déjà mention d'un don d'héritages sis à Courtemaux (*Cortemel*), fait à l'abbaye de Reigny par Aalerinus de Sainte-Magnance. — Ibid.

—

179 1216, JUIN.

Pierre, comte d'Auxerre, s'engage à aider, par lui, ses gens et ses forteresses, le comte Thibaud de Champagne, contre les filles du comte Henri et contre Erard de Brienne.

Ego Petrus, comes Autissiod., marchio Namurcensis, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod charissimo domino meo, Theobaldo, comiti Campaniæ et Briæ spontanea voluntate concessi, creantavi firmiter et juravi quod ipsum pro viribus, bona fide, juvabo de me, de meis gentibus, de omnibus castellis et forteretiis meis contra filias comitis Henrici et contra Erardum de Brena ; et ne super hoc suspectus haberer ab aliquo, præsentes litteras eidem comiti tradidi, in testimonium hujus rei ; et tam concessionnem quam sacramentum meum sigilli munimine roboravi.

Actum, anno Gratiæ, M° CC° XVI°, mense junio.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 63.

Le comte Pierre, par une lettre sans date, adressée à la comtesse Blanche de Troyes, lui annonce qu'il a exécuté tout ce qu'il lui avait promis. Il lui envoie Adam, son fidèle serviteur, et la prie de lui remettre cent marcs afin qu'elle soit quitte de toute dette envers lui. — Ibid., p. 63.

—

180 1216, JUIN.

Philippe, official de Sens, condamne le curé de Sépeaux, Renaud, chevalier, et ses hommes de Sépeaux, à se départir de leurs prétentions à des droits de pâturage sur les terres des moines, situées près des Vieux-Escharlis.

Universis presentes litteras inspecturis, magister Philippus, officialis Senon., in Domino salutem. Proposuerunt in jure fratres Escarleiarum contra presbiterum de Septem-Pilis, Renaudum, militem, et homines ejus de Septem-Pilis quod ipsi in pasturis ipsorum monachorum, prope domum Veterum-Eschaleiarum, infra fossatorum clausuram constitutis, que per triginta annos et amplius pacifice tenuerant, ut dicebant, animalia sua violenter immittebant et contra inhibitionem ipsorum, unde dampna et deperdita incurrerant, que sibi restitui et etiam forefactum emendari postulabant. Ad quod dicti presbyter, miles et homines responderunt quod hoc faciebant, quia in pasturis illis jus habebant pascendi, excepto eo tempore quo terre erant imbladate et prata fenis vestita, unde usuagium suum in pasturis illis habere volebant. Tandem, vero, testibus utriusque partis receptis, attestationibus publicatis, rationibus et allegationibus hinc inde audi-

tis et plenius intellectis, litteris etiam venerabilis patris, bone memorie, Hugonis, quondam archiepiscopi Senon., quas monachi nobis ostendebant, diligenter inspectis, prefatos monachos ab impetitione dictorum presbyteri, militis et hominum de Septem-Pilis absolvimus, deffinitive sententiantes ipsos non habere jus pascendi in illis pasturis infra dictorum fossatorum clausuram constitutis. In cujus rei memoriam, presentes litteras annotari et sigillo curie fecimus communiri.

Datum, anno Gracie M° CC° sexdecimo, mense junio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye des Escharlis. — Les Vieux-Escharlis.

—

181 1216, JUILLET.

Gui de Montréal, frère d'Ansérie, seigneur de Montréal, déclare avoir vendu, pour 2,000 livres de Provins, au Chapitre de Tours, tout ce qu'il possédait dans la ville de Chablis, excepté le fief du seigneur de Noyers, déjà cédé au seigneur de Montréal.

Ego Guido de Monteregali, frater Anserici, domini Montisregalis, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ego vendidi capitulo Beati-Martini Turonensis, pro duobus millibus libris pruviniensibus, quicquid habebam in villa Chableiarum, in toto territorio ejusdem ville, in hominibus, terris, censibus et omnibus rebus aliis, excepto feodo domini Noeriorum quod jam domino Montisregalis quitaveram, si quid juris habebam. Hanc autem venditionem uxor mea, Alaidis, et dominus Andreas, frater meus, laudaverunt et concesserunt. Quod ut ratum permaneat, presentem cartam sigilli mei appensione confirmavi.

Actum, anno Gratie M° CC° XVI°, mense julio.

Orig., scellé du sceau (brisé) de Gui de Montréal; Arch. de l'Yonne, Fonds de la Prévôté de Chablis, L. VI. — Chablis.

1216, juillet. — Ansérie, seigneur de Montréal et Jean, son frère, confirmèrent cette vente. — Ibid.

Blanche, comtesse de Troyes, par une charte du mois d'août 1216, confirma la vente ci-dessus. Elle mentionne un autre frère du vendeur, nommé Hugues, archidiacre de Langres, qui devint évêque de cette ville en 1219. — Ibid.

Le Chapitre, pour payer l'acquisition qu'il faisait, prit une somme au trésor de son église et une partie de l'or de la table de l'autel de Saint-Pierre, le tout pour une valeur de 700 livres de Provins. Le prévôt de Chablis dut payer en conséquence une rente annuelle de 30 livres de Provins. — Ibid.

—

182 1216, JUILLET.

Sentence arbitrale rendue par Odard, maréchal de Champagne, et G. de La Chapelle, bailli royal, portant que Gui de Chappes ne peut établir un marché à Champlost, attendu que ce pays est sur les marches de France et de Champagne.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod cum inter amicum et fidelem nostrum P., Senonensem archiepiscopum et nobilem virum Guidonem de Cappis, super mercato de Chanloto coram nobis contentio verteretur, asserente eodem archiepiscopo quod dictus Guido ibidem non poterat mercatum facere cum ibi antea non fuisset, et id non posset fieri sine ejusdem archiepiscopi gravamine manifesto; dicto vero Guidone e contrario dicente quod cum castrum illud teneret de comitissa Campanie, de licentia ipsius mercatum ibi facere poterat. Tandem, pro bono pacis compromiserunt in Odardum marescallum Campanie et Guillelmum de Capella, ballivum nostrum. Qui longa deliberatione prehabita, de consilio dilectorum nostrorum et fidelium A., Remensis, J. Turonensis archiepiscoporum et quamplurium aliorum baronum nostrorum, dixerunt quod dictus Guido de Chapis in dicto castro cum esset in marchia Francie et Campanie non poterat mercatum facere. In cujus rei testimonium sigillum nostrum fecimus apponi.

Actum, apud Meledunum, anno Domini M° CC° XVI°, mense julio.

Orig.; Bibl. de Sens, Fonds de l'archevêché. — Cartul. de l'archevêché de Sens, Bibl. nat., n° 168, t. III, p. 81.

—

183 1216, AOUT.

Déclaration du doyen de Tours portant que les habitants de Chablis sont sous la garde du comte de Champagne.

Universis Christi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, Odo Clementis, decanus, totumque capitulum ecclesie Beati-Martini Turonensis, salu-

tem in Domino. Noveritis quod cum homines et res nostre de Chablea et res prepositi de Chableya in protectione et custodia comitis Campanie sint, dicti homines de Chableya tenentur jurare et servare vitam, membra et honorem comitis vel comitissé Campanie cum ab eis fuerint requisiti, salva per omnia fidelitate Beati-Martini Turonensis et prepositi Chableyarum (1), sicut eciam continetur in quarta quam nos habemus a comite Heinrico.

Actum, Turonis, in capitulò nostro, anno Gracie Mº ducentesimo sexto, mense augusto; thesauraria nostra vacante.

Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Tours, G 2306; Copie du XIIIᵉ siècle.

—

184 1216, AOUT.

Ordre de l'official de Sens au curé de Chaumoy de jurer qu'il est étranger à la destruction de la grange des dîmes appartenant aux chanoines de l'autel Notre-Dame-l'Egyptienne de Sens, et d'excommunier les auteurs de ce délit.

Magister Philippus, curie Senonensis officialis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod cum presbyter de Chaumeto suspectus haberetur de destructione cujusdam granchie in qua decima ejusdem ville communiter trahebatur, precepimus ei quod juraret quod nec per se, nec de assensu suo, fuerat illa granchia destructa, et quod per sex dies dominicos in parrochia sua omnes illos excommunicaret in generali vel etiam nominatim, si ei constaret de aliquo quorum consilio vel auxilio res granchie fuerant dilapidate, donec ad emendationem venirent. Preterea, adjecimus quod licitum est canonicis altaris Beate-Marie Egiptiace de majori ecclesia Senonensis decimam trahere quando tractum habebunt in parrochia de Chaumeto, ubicunque commode viderint expedire; et hoc dictus presbyter in parrochia sua per quinque dies dominicos publice denunciabit, et quod de cetero alicui qui decimam a dictis canonicis admodiaverit nullum dampnum inferet vel gravamen.

Actum, anno Gracie Mº CCº sexto-decimo, mense augusto.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de la ville de Sens.

—

185 1216, 21 AOUT.

Vente, par Ogive, veuve de Seron de Saint-Julien, et leurs enfants, au Chapitre de Sens, de tous leurs droits sur des jardins situés à Saint-Pregts, près de la ville de Sens, moyennant 8 livres de Provins. — Autres acquisitions faites à Sens par le Chapitre.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Gaufridus curie Sancti-Juliani officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod constituti in presentia nostra Ogiva, relicta defuncti Seronis de Sancto-Juliano, Bonetus, Stephanus, Renaudus et Adelina, liberi ipsorum, quitaverunt in perpetuum capitulo Senon. et magistro Philippo curie ejusdem ville officiali, quicquid juris ipsi reclamabant in quibusdam ortis apud Sanctum-Prejectum, juxta civitatem Senon. sitis, pro octo libris pruvin. sibi a dictis capitulo et officiali datis, fide dicta promittentes quod de cetero nec per se nec per alios reclamabunt. Insuper, constituerunt plegios, videlicet Theaudum, tannatorem, et Johannem Curtum-Collum de debita garentia, et etiam contra Petrum dicte Ogive filium, qui absens erat, et contra omnes alios qui in eosdem ortos in futuro possent reclamare; qui in presentia nostra similiter constituti, se plegios concesserunt. Nos, autem, quod coram nobis cognitum est testamur, presentes litteras sigillo curie Sancti-Juliani communientes.

Datum, dominica infra octabas Assumptionis Beate-Virginis, anno Gracie millesimo ducentesimo sex-decimo.

Orig., scellé du sceau de l'officialité de Saint-Julien, représentant une mître; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens, G 1363.

Parmi un grand nombre d'actes conservés aux Archives de l'Yonne et contenant ventes ou donations au Chapitre de Sens de maisons et autres héritages situés à Sens, nous signalerons les suivants:

1215, juillet. — Abandon, devant H., official de la cour de l'archidiacre de Sens, par Milon Fournier et Jean Flaute et leurs femmes, de leurs droits sur un courtil sis à Saint-Pregts.

---

(1) Le prévôt de Chablis, grand dignitaire de l'abbaye Saint-Martin-de-Tours et seigneur de Chablis.

Les quatre fils et la fille de Milon sont garants. — G 1363.

1217, novembre. — Robin, sergent de l'archevêque, et Agnès, sa femme, vendent, devant l'official de Sens, une maison située en Piefort, à Pierre de Cepoy, chanoine de l'autel Saint-Pierre, pour 30 livres de Provins. — G 1358.

1219, juillet. — Pierre de Viel Castel, *citoyen* de Sens, baille à cens à Geoffroi Belein, une maison sise dans la rue Neuve. — G 1359.

1234 [1235], mars. — Cession, par Jean et Pierre, frères, écuyers, fils de feu Milon de Douler, chevalier, d'un droit de cens sur des maisons en la rue Blanchard-le-Teigneux. — G 1359.

1241 [1242], février. — Vente, devant l'official de l'archidiacre, par Robert de la Ferté, cordonnier, et sa femme, pour faire l'anniversaire des chanoines dans la cathédrale, d'une maison sise en la Cordonnerie de Sens, pour 30 livres t. — G 1359.

1242 [1243], février. — Vente, devant le même official, par Osanne, veuve d'Etienne du Ponceau, sa fille et son gendre, de deux jardins sis à Saint-Pregts, pour 15 liv. t. — G 1363.

1246 [1247], février. — Vente, par Jean d'Autun, marguillier dans la cathédrale de Sens, et sa femme, d'une maison et dépendances au Marcheau, près de la porte Neuve, sur le ru de Merdreau, entre la rue Etienne du Pré et la maison de feu Gautier de Montigny, pour 130 liv. t. Etienne du Pré, en la censive duquel la maison était, renonça à son droit en faveur du Chapitre. — G 1363.

—

186 1216 [1217], JANVIER.

Hommage à l'évêque de Chalon-sur-Saône de terres du comté de Tonnerre, par Pierre, comte d'Auxerre.

Ego Petrus, comes Autissiodori et Tornodori, notum facio universis quod ego feci homagium venerabili patri Durando, episcopo Cabilonensi, de feodo quod est in terra Tornodori. Inquisivi, autem per bonos et legitimos viros quod hec sunt de feodo suo : Baigniaux, Belumvidere, Vitrez, Brancheienoille, Landes, Rici et ultra, et quicquid continetur in percursu Sancti-Vincentii et magnum terragium de Molesmes et Chaones. Promisi, etiam, si quid de dicto feodo potero inquirere, de bona fide recognoscam.

Actum, anno Domini M° CC° XVI°, mense januario, apud Sanctum-Priscum.

Cartul. de l'évêché de Chalon, F° 414 ; Arch. de l'évêché d'Autun.

Ce même Cartulaire contient d'autres actes sur le même sujet. — Voir également Cartul. du comté de Tonnerre, Arch. de la Côte-d'Or, à l'an 1227, avril, un acte de foi et hommage des mêmes terres à l'évêque de Chalon par Gui, comte de Nevers.

—

187 1216 [1217], JANVIER.

Pierre, comte d'Auxerre, et la comtesse, sa femme, déclarent avoir donné en aumône aux religieux d'Andresy la justice et tout ce qu'ils ont acquis de Henri des Prés. Ils font ce don pour fonder leur anniversaire et pour aider à reconstruire l'église d'Andresy, qui a été brûlée.

Ego P., comes Autissiodori et Tornodori, et Y., comitissa, uxor mea, notum facimus universis quod nos donavimus et concessimus in perpetuam elemosinam ecclesie Beate-Marie de Andresiaco et fratribus ibidem Deo servientibus, justiciam et empcionem quam fecimus ab Henrico de Pratis, pro anniversario nostro ibidem annuatim faciendo, et pro reedificatione ejusdem ecclesie que combusta erat. Propter hoc, autem, dicti fratres quitaverunt nos de viginti solidos quos ibidem delegaveramus pro nostro anniversario, et de omnibus aliis rebus. Adjunximus etiam quod feria unius diei quam dicti fratres habent apud Andrisiacum in Nativitate Beate-Marie sit duorum dierum. Concessimus etiam quod quicquid dicta ecclesia acquisierit in nostro feodo quocunque modo, ratum sit et inconcussum ita quod de residuo feodi nostrum possimus habere servicium. In cujus, autem, rei testimonium presentem cartam sigillorum nostrorum munimine precepimus roborari.

Actum, Curteniaci, anno Domini M° CC° sex-decimo, mense januario.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Pierre-le-Vif de Sens, Prieuré d'Andresy.

Dans ce fonds sont plusieurs autres chartes données par le comte Pierre de Courtenay. Il y prend les noms suivants :

1194. — Petrus, comes Nivernensis. — Henricus Siccus, senescallus meus Curtiniacensis.

1205, septembre. — Petrus, comes Autissiodori et dominus Curtiniaci.

1204 et 1205. — Petrus, comes Altisiodori et Tornodori.

1216, juin. — Petrus, comes Autissiodorensis et marchio Namurcensis. — C'est dans cet acte qu'il déclare qu'en exécution d'un vœu il était obligé de donner aux religieux d'Andresy 4 talents d'or de rente, et que pour y satisfaire

il leur a donné le cours de la rivière depuis le pont de Saint-Hilaire jusqu'au moulin du Pré.

—

188 1216 [1217], FÉVRIER.

Donation, par Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre, à l'abbaye Saint-Germain, de 40 sous de rente sur son domaine de Mailly, pour fonder son anniversaire.

Petrus, comes Autissiod. et Tornodor., universis ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino. Universitatem vestram scire volumus quod nos, post decessum nostrum, ecclesie Beati-Germani Autissiod. quadraginta solidos in redditibus nostris de Maliaco pro anniversario nostro faciendo, concessimus et dedimus, annuatim, in octavas Sancti-Remigii reddendos.

Actum, Vizeliaci, anno incarnati Verbi M° CC° sexto-decimo, mense februario.

Cartul. du pitancier de Saint-Germain, XIII[e] siècle, F° 1, R°; Ms Bibl. d'Auxerre, n° 141.

1216. — Le comte Pierre et sa femme Yolande avaient fait don à l'abbaye des Escharlis de 100 s. par. de rente sur leur censive de Piffonds, pour fonder leur anniversaire le lendemain de la Toussaint. Les moines leur firent remise de 40 s. qu'ils leur avaient donnés par leur testament. — Inventaire des Escharlis, in-f°. Arch. de l'Yonne.

—

189 1217.

Traité entre Pierre, empereur de Constantinople, et P. Ziani, doge de Venise.

Le tome II, 2[e] série de la *Bibliothèque* de *l'Ecole des Chartes*, page 208, a reproduit une pièce tirée des *Libri Pact.*, II, f° 168, archives de Venise, contenant un traité passé entre le doge de Venise et Pierre de Courtenay, partant pour prendre possession de l'empire d'Orient :

« Confirmatio pactionis et societatis
« factæ a Petro, imperatore et Yolente,
« imperatrice C P., domino Petro Zia-
« ni, duci Venetiarum, de societate ob-
« servanda et conventionibus pactis
« cum comite Flandriæ, marchione
« Montisferati et Francigenis. »

—

190 1216, NOVEMBRE; 1217, AVRIL.

L'official de Saint-Julien atteste que Thibaud, curé de Dixmont, croisé, mit l'abbé de Saint-Marien en possession d'une vigne et d'une masure situées au-dessus du cimetière de Villeneuve-le-Roi, par Pierre, maître de la maison de Valprofonde, et du consentement du curé d'Egriselles, seigneur censier. — Suit un acte par lequel l'abbé de Saint-Marien dispose des biens donnés en faveur du donateur, d'un neveu et d'un élève du même donateur, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Gaufridus, curie Sancti-Juliani officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod constitutus in presencia nostra Theobaldus, presbiter de Dimonte, crucesignatus, investivit abbatem et monasterium Sancti-Mariani Autissiodorensis de vinea super cimiterium sita, quam apud Villam-Novam-Regis possidebat, et super quadam masura ante dictam vineam sita, per manum Petri, magistri Vallisprofunde, quem ad hoc statutum et missum per quasdam litteras a dicto abbate ad nos transmissas perpendimus; Henrico, presbitero de Ecclesiolis, qui censarius esse dicebatur, presente et laudante. Preterea alias prefati abbatis litteras ad nos similiter directas inspeximus sub hac forma :

Ego frater N., humilis abbas Sancti-Mariani Autissiodorensis et ejusdem loci conventus, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod vinee quam T., presbyter de Dimonte, crucesignatus, apud Villam-Novam-Regis site possidebat de qua nos investivit coram venerabili viro G., officiali curie Sancti-Juliani-de-Saltu, fructum, salvis expensis, ipsi T. et Johanni, clerico, alumpno suo, et Duranno clerico, nepoti suo, quamdiu vixerint libere concedimus percipiendum. Similiter et quandam masuram ante dictam vineam sitam. Qui, vero, de istis tribus supervixerit fructus dicte vinee et masure similiter omnibus diebus vite sue integre percipiet. Si autem a peregrinatione sua dictus T. redierit, de supradictis vinea et masura ipsius T. voluntatem sine contradictione faciemus.

Actum, anno Domini M°CC°XVI°, mense novembri.

Nos, igitur, ad petitionem partium presentes litteras ad id quod coram nobis actum est confirmandum, conscribi fecimus, et sigillo curie Sancti-Juliani jamdicte communiri.

Datum, anno Gratie millesimo ducentesimo septimo-decimo, mense aprili.

Orig. ; Arch. de l'Yonne ; Fonds de l'abbaye Saint-Marien, L. XLI.

En 1222, au mois de septembre, Henri, curé

d'Egriselles, ratifia le don fait dans la charte précédente par feu Thibaud, curé de Dixmont, attendu que la vigne donnée était dans sa censive. — Ibid.

—

191 1217, JUILLET.

Le doyen et le Chapitre de Sens déclarent avoir accordé aux habitants de leur terre de Soucy droit d'usage dans leurs bois, à condition de n'en user que dans les limites de la seigneurie et de ne pas les arracher.

P. Decanus et universum capitulum Senon., omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverit universitas nostra quod nos, hominibus in terra nostra Souciaci manentibus et eorum heredibus, usagium in nemoribus nostris concessimus a via que incipit a nemore Regnerii et deficit ad Corveas, usque ad nemus Beate-Columbe, que situm est juxta Beve..... ita tamen quod dictum nemus non possint vendere nec extra villam Souciaí ducere neque extirpare; et si contigerit quod extirparent, de terra extirpata nostram faceremus voluntatem, salva in omnibus omnimodo justicia nostra. In cujus rei memoriam presentem cartam fecimus annotari, et sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno Gracie M°CC° septimo-decimo, mense julio.

Orig. : Arch. de l'Yonne, G 1378.

—

192 1217, AOUT.

Accord entre l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif de Sens et les moines de Vauluisant, sur le droit de forage dû par ces derniers pour leurs vins vendus dans leur maison du bourg Saint-Pierre de Sens. Les moines de Saint-Pierre confirmèrent les religieux de Vauluisant dans leurs biens et les exemptèrent dudit droit de forage et du minage, etc.

Ego, Garinus, abbas Beate-Marie de Josaphat, et ego, Bartholomeus, decanus, et ego, Bartholomeus, subdecanus Carnotensis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod venerabiles viri abbas et conventus Sancti-Petri-Vivi Senon. petebant in jure, coram nobis judicibus a domino papa delegatis, a venerabilibus viris abbate et conventu Vallislucentis Cisterciensis ordinis, foragium tocius vini quod vendebant in domo sua sita in burgo Sancti-Petri-Vivi, occasione cujusdam consuetudinis quam talem esse dicebant quod quicunque, sive clericus, sive laïcus, quibusdam tamen certis exceptis, in dicto burgo vinum vendat, pro unoquoque dolio duos sextarios vini nomine foragii solvere tenebatur. Secundo, petebant ut iidem fratres Vallislucentis quasdam possessiones et vineas, quas in censiva eorum tenebant, extra manum suam ponerent ne in eorum prejudicium in manu-mortua remanerent. Tertio, orta fuit questio inter eos, non tamen in judicio coram nobis, de minagio et de aliis consuetudinibus aliarum rerum venalium, si ab ipsis fratribus in dicta domo venderentur. Ad primum petitum respondebant dicti fratres Vallislucentis, quod si talis consuetudo esset in dicto burgo quod tunc non credebant multiplici ratione, dicebant se ad eam observandam cum privilegiate sint persone nullatenus obligari. Ad secundum dicebant quod quia eis videntibus et scientibus, et censum dictarum possessionum et alias consuetudines scienter recipientibus, dictas possessiones diu tenuerant, eas poterant licite jure perpetuo retinere. Ad tertium respondebant monachos Cisterciencis ordinis tali privilegio et libertate gaudere quod de bonis suis venalibus nulli prorsus consuetudinem reddere tenebantur. Tandem, mediantibus bonis viris, super omnibus predictis, composuerunt amicabiliter in hunc modum, sicut in litteris sigillatis sigillorum vener. virorum abbatum, scilicet, Sancti-Petri-Vivi et Sancti-Pauli Senon. et Vallislucentis, et etiam conventus Sancti-Petri-Vivi vidimus contineri :

Fratres Vallislucentis ecclesie Beati-Petri-Vivi Senonensis, pro bono pacis, solvere Senonis tenebuntur, singulis annis, infra octabas Beati-Remigii, unum modium vini boni et laudabilis, medietatem albi et medietatem rubei, et tres solidos paris.; abbas, vero, et conventus Sancti-Petri-Vivi Senon. concesserunt predictis fratribus omnes possessiones et vineas, tunc temporis, quas tenebant, et maxime quinque quaternarios vinee quos a defuncta Juliana et ab Odone de Grom, et ab abbatissa tunc habebant, salvis censibus et decimis, et debitis juste et quiete et pacifice, jure perpetuo, possidendas. Et quia in dicta domo sua de Burgo omnia quecunque voluerint poterunt vendere, dummodo sint eorum propria, ita quod de illis neque foragium, neque minagium, vel aliquam

omnino consuetudinem reddere tenebuntur. Non, tamen, licebit eisdem fratribus vinum ad predictam domum adducere, nisi vinum quod haberent in vineis suis sitis infra duas leucas a civitate Senonensi. Et ita de omnibus querelis retroactis temporibus inter se agitatis sese ad invicem quitaverunt. Nos, autem, compositionem istam, sicut superius est expressa ratam habemus et sigillorum nostrorum munimine roboramus.

Actum, anno Gracie Mº CCº septimodecimo, mense augusto.

Orig., encore scellé des sceaux de l'abbé de Josaphat et du doyen de Chartres; Arch. de l'Yonne, Fonds Vauluisant, Titres généraux.

—

193 1217, SEPTEMBRE.

Philippe-Auguste adjuge à l'archevêque de Sens le droit de chasser dans la forêt d'Othe appartenant au comte de Joigny.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Universis, presentes litteras inspecturis, salutem. Noveritis nos audivisse inquisitionem quam dilectus et fidelis noster Adam Herons, de mandato nostro, fecit super venatione quam dilectus et fidelis noster P. Senon. archiepiscopus, se habere asserebat in foresta comitis Jovigniaci de Otha. Nos, vero, per inquisitionem predictam quam audivimus, sesinam predicte venationis ipsi archiepiscopo adjudicavimus cum canibus, retibus et arcuariis exercendam, salvo tamen per omnia jure proprietatis,

Actum, Parisius, anno Domini Mº CCº XVIIº mense septembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 95.

—

194 1217, NOVEMBRE.

Le roi décide que les moines des Escharlis posséderont en propre une partie de bois appelée les Brosses de Vaumorin, et que les habitants de Vaumort et de la Rivière auront droit d'usage dans quatre autres parties desdits bois. Il maintient les moines dans toutes les terres de son domaine qu'ils possèdent depuis 30 ans, et leur donne 300 arpents de bois dans une partie de sa forêt d'Othe, en échange des usages qu'ils y avaient.

Philippus, Dei gratia, etc. Noverint universi, etc., quod, cum contentio esset inter abbatem et monachos de Challies, ex una parte, et homines nostros de Vallemor, ex altera, super nemoribus que vocantur Brocie de Vallemorini et clausuris et fossatis antiquis eorumdem monachorum, ita volumus et constituimus pacem inter eos reformari quod predicti monachi habebunt unam partem predictorum nemorum que vocantur Brocie de Vallemorini ad faciendum quicquid voluerint ad claudendum, ad nutriendum nemus vel excolendum, liberam et quittam ab omni usuario, salvis compositionibus quas ipsi fecerunt cum fratribus hospitalis, vel cum aliis, si quas ante hoc fecerunt. Predicti, vero, homines de Vallemor et homines de Ripparia usuarium habebunt in reliquis IVor partibus eorumdem nemorum, ita quod illas quatuor partes nec predicti monachi, nec predicti homines poterunt exartare, nec vendere, nec donare; fundus autem eorumdem monachorum est; homines autem de Valle mor et homines de Ripparia nullum usuarium habebunt intra clausa anti qua et antiqua fossata predictorum monachorum.

Preterea, volumus et concedimus quod ipsi monachi omnes terras cultas et incultas quas, sicut nos inquisivimus per Guillelmum de Capella et Bartholomeum Drocensem et Garnerium de Prato, ballivos nostros, hùc usque tenuerunt pacifice per XXX annos apud Vallem-Morini de domanio nostro, hiis metis: ex una parte via alba, ex alia parte semita Sancti-Angeli, ex tertia parte via de Larriceis et Valle-Frioti (ou Prioti), ex quarta parte Chansbot et lapidibus ad hoc infixis in superiori parte cujusdam marzelle, teneant de cetero pacifice, salvis consuetudinibus si quas inde debent et compositionibus, si quas ante hoc fecerunt. Volumus etiam et concedimus ut ipsi monachi libere et quite habeant, sicut bone memorie pater Ludovicus eisdem monachis donavit, quicquid terre et nemoris possident a fossato ville Taloen propinquiore in omnibus costis, usque ad equalitates montium et in valle interjacente usque ad capellam Vallis-Luserii, ex una parte, et nemus comitis Joigniaci, ex alia parte. Que omnia ipsi monachi tenuerunt libere et quiete per XXX annos, sicut nos inquisivimus per predictos ballivos nostros. Preterea, quittamus eisdem monachis contentionem quam habebamus cum eis super Biaucerre, tam in bosco quam in plano, quantum ad nos pertinet, ut ea ibi quiete et pacifice et libere

habeant que per XXX annos huc usque tenuerunt.

Que, vero, prenotata sunt facta fuerunt et a nobis confirmata, anno dominice Incarnationis M° CC° septimo; regni vero, nostri anno XX° nono. Nunc autem de novo donamus monachis predictis de Escalleis, pro usuario quod habebant in forestis nostris de Otha et de Palestell, trecentos arpennos nemoris in eisdem forestis ad unam partem tenentes ad Charnigias, ex una parte de Lesgrez usque ad vallem S.-Quintini, libere et quiete possidendos, ita quod de trecentis illis arpennis voluntatem suam facient et illos circumclaudent, si voluerint. Idemque monachi habebunt pasturas animalium et pastiones porcorum suorum in nemoribus nostris de Otha et de Palestell, preterquam in talleicio donec habeat IIII° annos.

Que omnia, etc. Actum, Parisius, anno Incarnationis dominice M° CC° septimodecimo, mense novembri.

Cartul. de Philippe-Auguste, Bibl. nat.; coté cart. 172, 2e partie, F° 57 R°, pièce 259.

—

195 1217, DÉCEMBRE.

Gui, seigneur de Maligny, déclare faire remise de tout droit de ban de vendange à tous les propriétaires de vignes assises sur son territoire, et à ceux qui en planteront à l'avenir.

Ego Guido, dominus Merlenniaci, notum facio, tam presentibus quam futuris, quod ego omnibus hominibus qui habent vel qui habituri sunt vineas in toto territorio meo et in tota justicia mea ligia, quitavi bannum de vineis tam plantatis quam plantandis, cum homines qui ibidem habebant vineas non auderent vendemiare eas, nisi congeio prius petito a me vel a servientibus meis. Quitatio, vero, dicti banni talis est pro omnibus hominibus qui habent vel habituri sunt vineas in toto territorio meo et justicia mea ligia; de cetero licebit vendemiare quicumque voluerint, quicquid in eisdem vineis habebunt tam viride quam maturum, sine contradictione aliqua et sine congeio a me vel a servientibus meis, vel ab heredibus meis pretendendo. Hoc autem Nerbona, uxor mea, et Gaulcherius, filius meus, et alii liberi mei, voluerunt et laudaverunt. Quod ut ratum et inconcussum permaneat, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gracie M° CC° XVII°, mense decembri.

Cartul. de la prévôté de Chablis, XVIe siècle, p. 25; Arch. de l'Yonne, Fonds de la prévôté de Chablis.

Au mois d'avril 1216, Gui de Maligny attestait la donation d'un homme faite au Chapitre Saint-Martin de Tours. — Ibid.

En 1217 [1218], au mois de janvier, Blanche, comtesse de Champagne, approuva, comme dame du fief, la donation ci-dessus faite aux habitants de Chablis et autres. — Ibid., p. 26.

—

196 1218.

Guillaume, évêque d'Auxerre, atteste que Guillaume de Migé, partant pour Jérusalem, attribua aux religieux de Saint-Marien 16 sous de rente annuelle à prendre sur son cens de Migé, savoir : 10 sous que feu son père Baudoin leur devait; 3 sous qu'il y ajouta lorsqu'il partit une première fois pour la Terre-Sainte, et 3 autres sous en échange d'une rente de grains.

Guillelmus, Dei gracia episcopus Autissiod., omnibus hec visuris salutem in Domino. Noverint universi quod Guillelmus de Migeio, miles, Jerosolimam profecturus, coram nobis constitutus, assignavit in perpetuum fratribus Sancti-Mariani, super suum censum de Migeio, sexdecim solidos annui redditus, in festo Sancti-Remigii persolvendos, videlicet decem quos defunctus Baldoinus, pater suus, debebat eisdem, et tres solidos annuos de quibus augmentaverat decem solidos supradictos, quando adivit alias Terram-sanctam, et alios tres solidos pro commutatione unius bicheti frumenti et alterius ordei, annui redditus, ab abbate Sancti-Mariani cum predicto milite facta; quod bladum iidem fratres percipiebant in quadam ochia apud Migeium sita; ipsi vero, nec laudes nec ventas, nec aliquam justiciam habebunt in supradicto censu, preter sexdecim solidos superius pretaxatos. Quod ut ratum habeatur, ad petitionem prefati Guillelmi, militis, tradidimus, predictis fratribus, hanc cartam sigilli nostri munimine roboratam.

Actum, anno Gratie M° CC° octavo-decimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Marien, L. XXXI.

—

197 1218.

Guillaume, évêque de Langres, atteste qu'Evrard de Courterou, chanoine d'Auxerre, a donné à l'abbaye de Molême le 1/9e de la dîme de blé dans la dîme d'Arthonnay. Viard de Nicey, chevalier, approuva ce don comme seigneur féodal.

Cartul. de Molême, t. II, F° 47 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

198 1218.

Dreux de Mello reconnait que c'est à tort qu'il avait établi un marché dans sa terre de Saint-Maurice-Thizouaille. Sur l'ordre du roi, auquel s'était plaint le Chapitre d'Auxerre, il le supprime.

Ego Droco de Melloto, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod, cum ego de novo fecissem mercatum apud Sanctum-Mauricium-Tiroaille, villam meam, dominus meus rex, ad conquestionem decani et capituli Autissiodorensis, judicavit quod ibi non debet esse mercatum, et ego judicium illud bonum et legitimum reputo. In cujus rei memoriam, presentem cartam sigillo meo feci muniri.

Actum, anno Domini M° CC° octavo-decimo.

Cartul. du Chapitre d'Auxerre, XIIIe siècle (fragment); Arch. de l'Yonne.

—

199 1218.

Eustachie, comtesse de Sancerre, en exécution des volontés de Guillaume de Sancerre, son mari, qui, en partant pour le voyage de la Terre-Sainte avec Pierre, comte d'Auxerre, empereur de Constantinople, cousin de la comtesse, lui avait prescrit, ainsi qu'à ses deux fidèles Pierre de Champvallon et Simon d'Arrablay, de fonder en quelque église une rente de 10 livres pour le salut de son âme, attribue cette dotation au prieuré de Senan sur le minage et le tonlieu de Laferté-Loupière.

Ego Eustachia, comitissa Sacricesariensis, notum facio presentes litteras inspecturis, quod nobilis vir, Willelmus Sacricesariensis, maritus meus, arripiens iter ad subsidium Terre-Sancte cum domino Petro, germano meo, tunc comite Autissiodorensi, nunc autem imperatore Constantinopolitano illustri, precepit mihi et duobus fidelibus suis Petro de Campovalone et Symoni de Erableto, militibus, ut assignaremus decem libras proviniensES annui redditus alicui loco religioso annuatim persolvendas, prout videremus expedire saluti animarum ipsius Willelmi comitis et antecessorum suorum; ita quod quicunque tenuerit minagium et teloneum de Firmitate-Luparia in perpetuum, medietatem hujus elemosine solvat in octabis Nativitatis Sancti-Johannis-Baptiste, et alteram medietatem in octabis Omnium-Sanctorum, annuatim. Nos, autem, ego videlicet E. comitissa, et dicti duo milites, ex parte dicti Willelmi, comitis, assignamus, prioratui Beati-Stephani de Senonio, redditum memoratum hoc modo quod quicumque tenuerit dictum minagium et teloneum de Firmitate, tenebitur solvere priori et monachis dicti prioratus decem libras pruvinienses, singulis annis, in perpetuum, terminis memoratis. Et si defectus fuerit in qualibet istarum solutionum ipse qui tenebitur solvere dictam elemosinam de redditibus et proventibus ipsius minagii et telonei, tenebitur nichilominus cum ipsis decem libris solvere de suo, ipsi priori et monachis de Senonio, universa dampna et expensas que provenerint ex ipso defectu solutionis. Et quicumque fuerit dominus ipsius castri de Firmitate, tenebitur esse fidelis adjutor ipsorum prioris et monachorum ad habendum libere totum illum redditum, cum dampnis et expensis factis, propter defectum solutionis. Quoniam, igitur, volo quod elemosina memorata, quam ego et dicti duo milites, de consilio bonorum virorum et de mandato domini W., comitis Sacricesariensis, assignamus sepedicto monasterio, perpetuum robur obtineat, presentem paginam sigillo duxi proprio confirmandam, anno Gratie M° CC° octavo-decimo.

Cartul. de Molême, XIIIe siècle; t. II, F° 117 R°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

200 1217 [1218], JANVIER.

Une contestation s'était élevée entre le Chapitre et 24 habitants d'Auxerre, qui se prétendaient propriétaires de terrains situés sur le bord de l'Yonne, en dehors des murs de la ville. Des arbitres désignés pour prononcer sur le débat statuèrent qu'il ne serait permis à personne

de posséder au-dessous du pont, dans le bief des Moulins, plus de deux toises et demie en dehors des murailles.

Eustachius, sacrista, et Philippus, archipresbiter Autissiodori, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Notum fieri volumus quod cum venerabiles viri, capitulum Autissiod., coram judicibus a sede apostolica delegatis, decano videlicet Trecensi et conjudicibus suis traxissent in causam quosdam burgenses Autissiodorenses, super terram quam habebant extra muros Autissiodori super Yonnam, in alveo molendinorum suorum, que molendinis ipsis nocumentum prestabat. tandem iidem burgenses, coram venerabili viro, Henrico, cantore, et me, sacrista Autissiodori, obtulerunt capitulo quod parati erant stare ordinationi duorum vel trium super hoc qui pari partium eligerentur consensu. Electi, igitur, fuimus hinc inde nos duo et Henricus de Tornodoro, civis Autissiodori, fide prestita, a burgensibus coram cantore predicto et me sacrista, quod firmiter observaretur quicquid nos tres, vel duo ex nobis, pro bono pacis, de contentione predicta inter eos et capitulum statuere curaremus. Et, ut firmior esset nostra ordinatio et processus, pena centum librarum fuit sub hoc tenore apposita; et fidejussores inde taliter obligati erga capitulum, videlicet: Johanne Porreti; Boluns; Petrus Bauderant et Renaudus de Monterolo. Quod si quis burgensium ipsorum quod ab electis ordinatoribus, aut a duobus eorum esset de premissis, statuimus ratum quolibet modo non haberet dicti quatuor fidejussores pro eo qui resiliret, pro pena solverent decem libras. Et si omnes parere eidem ordinationi renuerent, fidejussores centum libras, nomine pene, capitulo solvere tenerentur. Nomina autem burgensium qui de nostra ordinatione firmiter observanda, sub pena jam dicta, coram cantore et me sacrista, prout sepe dictum est, fidem corporaliter prestiterunt, sunt ista : Petrus Bauderant; Garrant; Symon; Johannes Lornus; Gauterus Maleniger; Stephanus Porreti; Johannes Norreti; Petrus Caprarius; Gaufridus Caprarius; Bertramnus; Bernardus Caprarius; Li Muez; Renaudus de Monterolo; Robertus Joymer; Johannes Trepoine; Henricus Lornus; Henricus li Megeicers; Jacobus Piscator; Renaudus Trujoz; Stephanus Guegnarz; Dudo Bolunz; Gauterus Drusuns; Pognis; Eramburgis. Hec, me archipresbitero absente, facta fuerunt. Restat dicere quid fuerit ordinatum. Nos, igitur, tres ordinatores electi, in unam convenientes ordinationis concordiam, vocatis ad nostram presentiam partibus et certa die eis prefixa, unanimiter, pro bono pacis, statuimus ut nullus omnino extra muros super aquam alvei molendinorum habere possit ultra duas tesias et dimidiam terre a ponte infra, nec plantare, nec figere, nec projicere, nec aliquo modo quidlibet facere subtus vel super quod hanc quantitatem excedat. Quicumque, autem, in presentiarum plus habet, usque ad instans Pascha ad quantitatem expressam superius resecabit. Alioquin, pro pena centum solidorum capitulo componeret et nichilominus resecaret. Hanc, igitur, ordinationem prefatis burgensibus, sub debito fidei interposite et pene commissione precepimus inviolabiliter observare. Et ne quandoque revocetur in irritam, vel inde scrupulus in posterum dubitacionis emergat, in perpetuam memoriam, presens confecimus instrumentum et sigillorum nostrorum duximus patrocinio communire.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo septo-decimo, mense januario.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds du Chapitre d'Auxerre, L. XVIII.

---

201 1217 [1218], JANVIER.

Bochard de Michery, croisé, abandonne à sa femme et à ses enfants, pour les faire vivre et pour marier ces derniers, tout ce qu'il possède à Courlon et à Michery. Dans le cas de son retour de Jérusalem, il s'interdit le pouvoir de disposer des biens de sa femme.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Ph., curie Senon., officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod Bochardus de Missiriaco, crucesignatus, Jerosolimam profecturus, concessit in jure, coram nobis, Perrote, uxori sue, et liberis suis, ad sustentandum ipsos et maritandum liberos supradictos, quicquid ipse habebat apud Corloon et Missiriacum, ita quod si, dante Domino, a peregrinacione redierit supradicta, rerum utetur fructibus quas mulier possidebit. Sed nec in illis rebus, de quibus maritati fuerint liberi supradicti, nec in earum fructibus idem B. aliquid poterit reclamare, neque alias quas dicta Perrota tenebit, vendere, pignori obligare, vel quolibet alio modo alienare. Et hoc fiduciavit se firmiter servaturum. Quod, autem, a partibus audivimus, ad peticionem earum, sine

prejudicio alterius, sub sigillo Senon. curie testificavimus.

Actum, anno Gracie M° CC° septimodecimo, mense januario.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Sainte-Colombe de Sens. — Michery.

—

202 1217 [1218], 25 MARS.

Gui de Lausanne et Léonelle, sa femme, fille d'Adeline de Cahors, font hommage à l'archevêque de Sens et se déclarent ses vassaux à Sens, moyennant 5 sous d'abonnement annuel, ce qui les exempte de toute taille.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus ad quos littere presentes pervenerint, in Domino salutem. Noverint universi quod Guido de Lausanna, nobis homagium fecit, et sub dominio nostro Senonensi remansit, sub annua abonacione quinque solidorum, pro se et pro Leonella, uxore sua, filia Adeline de Caors, femine nostre, infra mensem octobris, annis singulis solvendorum, juramento prestito corporali quod aliud dominium non faciet in civitate Senonensi. Sub eadem etiam abonacione heredes ipsorum homines nostri erunt, et ipsam dicto termino annis singulis reddere tenebuntur. Per hanc autem abonacionem, idem Guido, Leonella, uxor sua, et heredes ipsorum ab omni tallia immunes erunt et absoluti. Quod ut ratum permaneat, presentibus litteris sigillum nostrum fecimus apponi.

Actum, octavo kalend. aprilis, anno Gracie millesimo ducentesimo septimodecimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 533.

—

203 1217 [1218], MARS.

Guillaume, évêque d'Auxerre, vise et approuve des lettres de l'abbé de Molême, relatant une donation faite à l'abbaye de Molême et au prieuré de Saint-Gervais par le seigneur Pierre de Villefargeau, fils de feu Milon Borne, et par dame Gila, sa mère, de tout ce qu'ils possédaient en cens, lods et ventes et avoines. Les moines, en reconnaissance, les ont associés à la communauté des prières qui se font dans leur église. L'abbé renonça aussi au droit de cens qu'il avait sur le clos des donateurs, situé près du pont (d'Auxerre).

Willelmus, Dei gracia Autissiod. episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Universitati vestre notum facimus nos litteras venerabilium virorum Odonis, abbatis, et conventus Molismensis, diligenter inspexisse et legisse, que tales sunt : Ego frater Odo, Molismensis abbas, et ejusdem loci humilis conventus, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis, quod dominus Petrus de Villa-Ferreoli, filius Milonis Borni, defuncti, et domina Gila, mater predicti Petri, pro remedio animarum suarum imperpetuum dederunt, Deo et Beate-Marie Molismensis ecclesie et prioratui Sancti-Gervasii Autissiod., quicquid habebant cum domino Autissiodorensi episcopo, et cum domino Petro de Curtillo et de Cheu in censu, in ventis, in laude et avena. Nos, vero, videntes eorum devotionem, benigne concessimus eis, Petro jamdicto videlicet, et matri sue, communionem omnium bonorum que fiunt et fient apud nos, et quod, audito ipsorum obitu, tantum fiet pro unoquoque eorum statim in missis et in futurum, et in trecenariis et in anniversariis quantum pro uno ex monachis nostris facere tenemur. Pretorea, de communi consensu, quictavimus eis et successoribus suis, perpetualiter, censum quem pro clauso suo prope pontem, et pro magno campo qui situs est ante clausum domine Laure Divionensis, nobis annuatim reddere tenebantur. Et ut hoc firmum sit et stabile, presentem paginam sigillorum nostrorum munimine roboravimus.

Actum, anno Gracie M° CC° XVII°.

Nos, autem, ad peticionem Willelmi, prioris Sancti-Gervasii Autissiod. et Petri, militis, de Villaferreoli, elemosinam et donationem superius annotatam laudamus et concedimus, et presentes litteras sigillo nostro munimine, in hujus rei testimonium et munimem, confirmamus.

Actum, anno Gracie M° CC° XVII°, mense martio.

Cartul. du prieuré de Saint-Gervais d'Auxerre, Ms du XVI° siècle; Arch. de l'Yonne.

—

204 1218, MAI.

Confirmation par Gui de Maligny, seigneur féodal, de la donation faite à l'abbaye de Pontigny par Pierre Omond et ratifiée par le fils de Pierre appelé Jean Lerouge, d'une fontaine située près du Champ-Juignet, du côté de Lignorelles, et d'un chemin qui y conduit. Il concéda également le chemin qui mène à Cha-

blis et qu'il avait retréci, et reconnut que ce chemin devait avoir 6 toises de largeur.

Ego Guido de Melligniaco, omnibus presentes litteras inspecturis, notum facio quod cum Johannes li Roiges contrairet et disturbaret donationem quam Petrus Omundus, pater ipsius, feceral ecclesie B. M. Pontiniaci, super quodam fonte qui situs est juxta Campum-Juignet, in dextra parte, versus Lignerelles, cum suis adjacentibus, et restringeret communem viam que ducit Chableias, et vertitur Fulcherias, in tantum quod animalia fratrum Pontiniaci, per eam non possent sufficienter transire : tandem, dictus Johannes, coram me et fratribus Pontiniaci constitutus, pro remedio anime sue et antecessorum suorum in puram elemosinam quitavit et laudavit et libere concessit in perpetuum dictum fontem cum suis adjacentibus, et cum via qui ducit ad ipsum fontem. Et insuper integre quitavit et elargavit dictam communem viam dictis fratribus que ducit Chableias; ita quod inter communem viam et elargatam viam quam predictus Johannes quitavit predictis fratribus mensura est octo tesiarum, sicut mete posite fuerunt, et supradicti fratres, quotiens voluerint, poterunt fossata omnia reparare, tam ea que circa fontem sunt et ea que sunt circa vias. Hoc totum laudaverunt et concesserunt Agnes, mater dicti Johannis et Adelina, uxor ejus, et Guillermus, frater ipsius. Ego, vero, quia de feodo meo erat, et ut ratum haberetur in posterum, presentes litteras sigillo meo roboravi.

Actum, anno Domini M° CC° X° octavo, mense maio.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, t. III, p. 285; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 158.

—

205 1218.

Gui, seigneur de Prunoy, chevalier, approuve l'engagement des dîmes de Jouy fait par Mathieu, fils de feu Guillaume de Varennes, au Chapitre de Sens, pour 100 liv. de Provins.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens. — Jouy.

—

206 1218, JUIN.

Vente par Geoffroi, le pêcheur, et Michel, charpentier, à la Maison-Dieu située devant l'église Saint-Etienne de Sens, d'un terrain tenant au cimetière de l'Hôtel-Dieu et au mur de la cité.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Hugo, curie archidiaconi Senon. officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod constituti in presentia nostra Gaufridus, pescator, de Burgo Ione, et Michael, carpentarius, de parrochia Sancti-Desiderii Senon., vendiderunt Domui-Dei Senonensis site ante ecclesiam Beati-Stephani, pro undecim libris pruvin., quandam terram cimiterio predicte Domus-Dei contiguam inter domum prefati Michaelis et murum civitatis sitam, liberam et immunem ab omni censu et ab omni onere cujuslibet pensionis et exactionis, fiduciantes se debitam garantiam portaturos et de ea ferenda. Obligaverunt se plegios, ex parte Gaufridi, Narjotus, filius defuncti Raerii, et ex parte Michaelis, Fulco, filius Stephani dicti Magistri. Hanc autem venditionem approbaverunt et laudaverunt Emelina, uxor predicti Gaufridi et Stephanus, Petrus et Emengardis, eorum liberi; similiter, Aalais, uxor prefati Michaelis et Stephanus, Henricus et Maria, eorum liberi.

In cujus rei memoriam, presentem cartam sigilli curie archidiaconi Senon. fecimus impressione signari.

Actum, anno Gratie M° CC° octavo-decimo, mense junio.

Orig.; Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens, B I. n° 7.

—

207 1218, 25 JUIN.

Donation, par Girard, jardinier, étant sur le point de partir pour Jérusalem, aux lépreux du Popelin, d'une terre au lieu dit Haie-Bourreau.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Hugo, officialis Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod Girardus Curtillerius, peregre Jherosolimam profecturus, in presentia nostra constitutus, recognovit se domui leprosorum de Popelino quandam terram in loco qui dicitur Hael-Borrel sitam, que fuit defuncti Huldeerii, in perpetuam elemosynam donavisse, pro sue anime remedio et salute. Quod autem audivimus et recognitum fuit, coram nobis, ad

petitionem partium, sine prejudicio alterius, sub sigillo Senonensis curie, testificamur.

Actum, anno Gracie Mº CCº octavo-decimo, die veneris post Nativitatem Beati-Johannis-Baptiste.

Orig.; Archives de l'Hôtel-Dieu de Sens, II B 3, nº 36.

—

208 1218, JUILLET.

Le comte de Nevers renonce à ses droits sur Uchy, Neuilly et Cyz ; et, en récompense, la comtesse et le comte de Champagne lui cèdent tous leurs droits à la garde de l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre et sur la terre de cette église, depuis l'Armançon, du côté du comté de Nevers. Le comte Hervé jure ensuite fidélité, contre Erard de Brienne et Philippa, sa femme, à la comtesse de Champagne, qui lui donna 500 marcs d'argent.

Ego Herveius, comes Nivernensis, notum facio presentibus et futuris quod controversia quæ vertebatur inter nos, ex una parte, et charissimam dominam nostram Blancham, comitissam Trecensem, et charissimum dominum nostrum Theobaldum, comitem Campaniæ, ex altera, super hoc quod reclamabamus apud Ulcheias, apud Nuilliacum, et apud Cyz, et in appenditiis eorum, sopita est in hunc modum : videlicet, quod nos quitavimus prædictis comitissæ et comiti quicquid in illis reclamabamus, et eis et eorum hæredibus in perpetuum concessimus possidendum. Ipsi, autem, nobis et hæredibus nostris donaverunt quicquid habebant in custodia Sancti-Germani Autissiodorensis, et in tota terra ejusdem ecclesiæ, a riparia de Ermecon in antea, versus comitatum Nivernensem. Nos, vero, supradictis comitissæ et comiti Campaniæ, super sanctos juravimus quod nos ipsos juvabimus bona fide contra Erardum de Brena et Philippam, dictam uxorem ejus, et contra aliam filiam Henrici, quondam comitis Campaniæ, et contra liberos eorumdem. Præterea, dicta comitissa et filius ejus nobis quingentas marchas argenti donaverunt, et se bona fide observaturos quæ superius exprimuntur, juramento præstito, firmaverunt. Cæterum, prædictus Theobaldus in suo juramento expressit quod, quando veniret ad ætatem tenendi terram, nobis patentes litteras de pace traderet confirmanda. Si, vero, quod absit, dictus Theobaldus contra hujusmodi juramentum venire præsumeret, nos non teneremur istud juramentum quod fecimus, observare, salva tamen fidelitate charissimi domini nostri Philippi, regis Francorum, et præcepto ipsius, et etiam præcepto charissimi domini nostri Ludovici, domini regis primogeniti, post præceptum ipsius.

Datum, apud Sanctum-Florentinum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo octavo-decimo, mense julio.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 98 ; Duchesne, *Hist. généal. de la maison de Vergy*, preuves du livre X, p. 102.

—

209 1218, JUILLET.

Jean de Vallery se reconnaît homme-lige de la comtesse de Champagne pour sa terre de Mareuil, sauf la fidélité qu'il doit au roi et à l'archevêque de Sens.

Ego Joannes de Valeriaco, notum facio universis, præsentibus et futuris, quod de terra mea quam habeo ex parte uxoris meæ apud Marrolias, deveni homo ligius charissimæ dominæ meæ, Blanchæ, comitissæ Trecensis et charissimo domino meo Theobaldo, comiti Campaniæ, filio ejus, salva ligietate domini regis Franciæ et domini archiepiscopi Senonensis; cum autem Henricus qui possit facere homagium ipse erit totus ligius de feodo supradicto. Ego, itaque, prædictis dominæ comitissæ et comiti do fiduciam quod ipsos juvabo, bona fide, tam de me quam de feodo præfato contra omnem creaturam quæ posset vivere et mori, præterquam contra prædictos dominos meos, dominum regem, archiepiscopum Senonensem; et super hoc plegium constitui dominum Odonem de Barris, dominum Guidonem de Cappis, et dominum Balduinum de Remis, qui si, quod absit, intercipere contra prædicta, per fidem suam tenerent captionem apud Trecas, usquedum quod intercepisset emendarem, et ego de omnibus damnis quæ propter hoc incurrerent, ipsos redderem indemnes. Quod ut notum permaneat et ratum teneatur litteris annotatum, sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo octavo-decimo, mense julio.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 100.

—

210 1218, JUILLET.

Jean de Rosoy, sur le point de partir pour Jérusalem, et Prieure, sa femme, donnent à l'abbaye Saint-Paul de Sens 10 sous de rente sur un étal de la boucherie de cette ville, pour leur anniversaire.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Hugo, curie Senon. officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod Johannes de Roseto, Jherosolimam profecturus et Priosa, uxor ejus, constituti coram nobis, dederunt et concesserunt in perpetuam elemosinam ecclesie Beati-Pauli Senon., decem solidos pruvin. annui redditus, super estallum suum de Bocheria, annuatim, ad Brandones percipiendos. Donaverunt etiam, coram nobis, eidem ecclesie, sex denarios censuales super idem estallum ad predictum terminum percipiendos, pro anniversario utriusque annuatim in dicta ecclesia faciendo. In cujus rei memoriam, presentem cartam sigillo curie Senon. fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° octavodecimo, mense julio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Paul de Sens. — Sens.

—

211 1218, JUILLET.

Reconnaissance, par Hervé, comte de Nevers, des conditions auxquelles Itier de Toucy a reçu de lui en fief la garde des biens de l'abbaye Saint-Germain; charge qu'il tenait lui-même de la comtesse de Champagne.

Ego Herveius, comes Nivernensis, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod, cum ex donatione dilectæ dominæ meæ, Blanchæ, comitissæ Trecensis et charissimi domini mei, Theobaldi, filii ejus, comitis Campaniæ, custodia Sancti-Germani Altissiodorensis, a riparia de Ermeçon in antea versus comitatum Nivernensem, in manu mea devenisset, in qua custodia dilectus et fidelis meus, Iterus de Tociaco feodum tenebat, de quo erat homo prædictorum comitisse et comitis, et eis de eodem feodo tenebatur facere homagium. Ne idem exeat de homagio dictorum comitissæ et comitis, ego teneor dicto Itero assignare tantum citra ripariam de Ermeçon, versus comitatum Nivernensem, quantum valeat medietas proventuum illius feodi quod in prædicta custodia possidebat; et domina comitissa, et filius ejus ipsi Itero tantum assignabunt, quantum valet alia medietas proventuum feodi memorati. Ipse autem Iterus, tam de terra quam ei propter hoc assignabo, quam de terra quam ei assignabunt præfati comitissa et comes, in homagio comitissæ et comitis remanebit. In cujus rei testimonium præsentes litteras feci fieri, sigilli mei munimine roboratas.

Actum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo decimo-octavo, mense julio.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 98.

—

212 1218, JUILLET.

Charte d'Hervé, comte de Nevers, confirmative de la franchise établie par Louis, fils aîné du roi, futur époux de sa fille Agnès (1), dans les terres de Montmirail, Bazoches, etc., qu'il a données en dot à cette dernière.

Ego Herveus, comes Nivernensis, notum facio universis ad quos littere presentes pervenerint, salutem. Noverit universitas vestra quod ego franchisiam illam, quam karissimus dominus meus dominus Ludovicus, domini regis Franciæ primogenitus, fecit in terra quam filie nostre Agneti cum primogenito dicti Ludovici Philippo in maritagium dedi, scilicet terram Montismirabilis, Aloye, Bracote, Autoin, Basochie et Froseii, ita factam quod omnes qui in dictis villis mansionarii sunt et erunt, singulis annis dabunt singuli de festagio, pro singulis domibus, die festo beatorum apostolorum Symonis et Jude, quinque solidos turonensis monete, ratam habemus et confirmamus, salvis conventionibus que sunt inter ipsum dominum Ludovicum et nos. Et hoc dando quittierunt de tolta et tallia, salvis nobis et aliis consuetudinibus nostris quas ante debebant. Et si eos contigerit forisfacere, lege et judicio terre tractabuntur; et si contigeret dictam terram reverti ad nos, per conventiones que sunt inter dominum Ludovicum et nos memoratam, omnimodo tenemus franchisiam, sicut superius est tractata. Quod ut firmum et stabile perseveret, presentem paginam sigilli mei munimine confirmavi.

Actum, apud Lorriacum, anno Domini M° CC° octavo-decimo, mense julio.

Trés. des Ch., J 256, n° 2.

—

(1) Ce mariage n'a pas eu lieu; Agnès a épousé Gui de Châtillon.

213 1218, 29 juillet.

L'archevêque de Sens et quatre de ses suffragants ont procédé à la translation des reliques des saints Potencien et Altin, dans l'église de Saint-Pierre-le-Vif. Ils accordent à cette occasion sept jours d'indulgences aux fidèles dûment pénitents qui feront des aumônes à l'église Saint-Pierre.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, Willelmus Altissiod., Herveus Trecensis, Willelmus Meldensis et Willelmus Nivernensis eadem gracia episcopi, omnibus ad quos presentes littere pervenerint, perpetuam in Domino salutem. Ne quandoque dubitationis nubilo veritas obfuscetur, universis presentibus et futuris notum fieri volumus quod, quarto kalendas augusti, in ecclesia Beati-Petri-Vivi Senonensis, in presencia nostra, facta est revelatio sanctorum corporum beatorum martyrum Potenciani et Altini sociorum beatissimi Saviniani Senon. archiepiscopi, que etiam per manus nostras translata sunt in quamdam capsam, eodem die, anno Domini mº ccº xviiiº. Nos, autem, de misericordia Jhesu-Christi, et Beate-Marie virginis et beatorum apostolorum Petri et Pauli, omniumque sanctorum meritis confidentes, omnibus Christi fidelibus qui vere penitentes suas elemosinas caritative eidem ecclesie contulerint, ab octabis Beate-Marie-Magdalene usque ad septem dies sequentes, ob venerationem eorumdem sanctorum septem dies de injunctis sibi penitentiis, vota fracta, si ad ea redierint, peccata oblita, offensas patrum et matrum sine manuum injectione, misericorditer relaxamus. In cujus rei memoriam presentem paginam sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Datum, anno Gratie millesimo ducentesimo octavo-decimo, tercio kalendas augusti. — Durent in perpetuum.

Copie du xiiiᵉ siècle, tirée d'un censier de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif de Sens, Fº 19 Rº. — Arch. de l'Yonne. — *Gallia Christ.* XII, preuves Sens, coll. 65.

—

214 1218, aout.

Renaud, curé de Poilly, reconnait que le prieur de Senan a droit dans son église de percevoir à quatre grandes fêtes toutes les offrandes qui y sont faites par les habitants qui doivent droit de moisson au curé, etc.

Omnibus presentes litteras inspectu-ris, J. Senon. archidiaconus, in Domino salutem. Noverint universi quod constitutus in nostra presencia Renaudus, presbyter de Poiliaco, recognovit quod prioratus de Senam consuevit percipere in ecclesia de Poiliaco, in quatuor festis annualibus, scilicet in Assumptione Beati-Marie, in festo Omnium-Sanctorum, in Nativitate Domini, in Purificatione Beate-Marie, omnes oblationes que fiunt in dicta ecclesia, diebus dictarum solempnitatum, ab omnibus hominibus qui messem tenentur solvere presbytero supradicto, oblationes inquam panis, pecunie, et candele, quas vel alias homines capituli Senon., vel aliquis de omnibus familiis predicte ville de Polliaco non tenentur solvere prioratui supradicto, sicut coram nobis dixit Renaudus, presbyter supradictus.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo octavo-decimo, mense augusto.

Cartul. de Molême, t. II, Fº 117 Vº; Arch. de la Côte-d'Or.

—

215 1218, septembre.

Extrait du testament d'Hervé, comte de Nevers, et de Mathilde, sa femme, contenant, entre autres dispositions, don de la forêt de la Seuz à l'abbaye de Pontigny, où ils ont élu leur sépulture; distribution de 20,000 livres, la moitié aux habitants de leurs seigneuries et autres auxquels ils auraient causé des dommages; don de 200 livres pour marier deux damoiselles qui les ont accompagnées dans leur voyage d'outre-mer, etc.

Ego Herveus, comes, et Mathildis, uxor mea, comitissa Nivernensis, omnibus notum facimus tam præsentibus quam futuris, quod nos de testamento nostro sic ordinavimus, si de nobis in assumto crucis itinere humanitus evenerit. In primis, abbatiæ Pontigniaci, ubi sepulturas nostras elegimus, donamus nemus de la Seuz, in puram et perpetuam eleemosynam pro aniversariis nostris singulis annis faciendis. Simili modo et propter eamdem causam abbatiæ Quinciaci, præter alia quæ jam contulimus, viginti solidos censuales in pratis et agrifoliis, quos nobis eadem abbatia annuatim solvere tenebatur; abbatiæ Regniaci quod possint vindemiare vineas suas apud Clameciacum, sine banno, sicut petunt; abbatissæ et conventui de Rubeomonte vineam nostram, quam ibidem habemus; abbatiæ

Boni-radii, pro anniversariis nostris annuatim faciendis, clausum novellarum vinearum, quas habemus apud Gachiacum........; capellæ nostræ de Druya, decem libratas reditus ; capellæ nostræ de Sancto-Hilario, decem ; capellæ nostræ de Discia, decem ; capellæ nostræ de Duciaco, decem ; capellæ nostræ de Cona, decem ; capellæ nostræ de Cuysiaco, decem. Præterea, viginti mille libras, quas accepimus in testamento nostro, sic ordinavimus ut medietas illarum distribuatur per villas nostras hominibus nostris, et aliis quibus injurias intulimus et gravamen, unicuique, scilicet, secundum modum gravaminis. De alia medietate sic ordinavimus, ut duabus domicellis, quæ nobiscum pro Deo et pro nobis transfretaverunt, ducentæ libræ conferantur ; quingintæ libræ, residuum, per manus delegatorum nostrorum pauperibus et personis, et locis, prout nobis et animabus nostris viderunt expedire, conferantur........

Actum, apud Januam-super-mare, anno Domini M° CC° octavo-decimo, mense septembri.

Martène, *Thes. Anecd.*, t. I, coll. 867 ; 2e cartul. de Pontigny, F° 85.

—

216 1219.

Guillaume, évêque d'Auxerre, rapporte comment Dreux de Mello, seigneur de Saint-Maurice-Thizouaille, a reconnu qu'il avait à tort fait élever des fourches patibulaires dans la terre du Chapitre, sur un monticule situé entre Saint-Maurice et Egléný.

Willelmus, Dei gracia Autissiod. episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Notum fieri volumus quod, cum dilecti filii, capitulum Autissiodorense, querelas movissent nobili viro, Droconi de Melloto, super eo quod idem nobilis in terra capituli fulcas erigi fecerat, videlicet in quodam monticulo qui est inter Sanctum-Mauricium-Tyroaille, villam suam, et Egliniacum, villam capituli ; tandem nobis mediantibus, et per dictum nostrum tunc se partes supposuerunt, hinc inde id ordinantibus, sepefatus nobilis fulcas, utpote in prejudicium capituli fecit auferri, et concessit ut fulcas ibi de cetero nec ipse levabit nec levari permittet a suis. In cujus rei memoriam presentes litteras notari fecimus, et sigilli nostri impressione muniri.

Actum, anno Domini M° CC° nonodecimo.

Cartul. du Chapitre d'Auxerre, XIIIe siècle, (fragment) ; Arch. de l'Yonne.

—

217 1219.

Concession par le Chapitre d'Auxerre aux habitants de Chichery, de la faculté d'établir des pressoirs à leur volonté, moyennant un setier de vin par marc.

Willelmus, decanus, et universum Autissiod. ecclesie capitulum, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Notum fieri volumus quod cum apud Chicheriacum, villam nostram, nullus haberet torcular nisi nos, et nos ibi unum tantum haberemus : homines ville, quoniam in tempore vindemiarum in suis..... ad libitum suum ejus copiam non habebatur, grave vini sui frequenter dispendium sustinebatur ; unde multis supplicationibus tandem obtinuerunt a nobis ut quicumque vellet in eadem villa de hominibus manentibus, vel mansuris ibi in posterum, haberet torcular, sub hac conditione : quod de singulis quibuslibet marchis nos de prima gutta unum vini sextarium capiemus. Preterea, omnes poterunt pressorare ubi voluerunt in villa, sine banno, sed non poterunt extra villam exire pro pressorando. Quod si facerent, redderent quicquid deperiret canonicis cum emenda. Quod nos pro utilitate ville ipsius annuimus, eorum precibus inclinati, sub tenore premisso. In hujus igitur facti memoriam presentes litteras sigillo curie, ad petitionem hominum predictorum, fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° nono-decimo.

Orig. ; Fonds du Chapitre d'Auxerre, G 1911.

—

218 1219.

Règlement pour l'entretien du vestiaire des religieuses de la Pommeraie, fait par maître Hugues, official de Sens.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Hugo, curie Senon. officialis, in Domino salutem. Noverint uni-

versi quod nos ad capitulum venerabilis abbatisse et conventus de Pomeria personaliter accedentes, constitucionem habitam inter eas audivimus sub hac forma : quod unaqueque monialis, exceptis tamen illis quibus in eadem abbacia officia personalia sunt commissa, singulis annis, in vigilia Ascensionis Domini, pro vestibus viginti solidos pruvinienses percipiendos in decima de Serginis habebit, in ipsa decima viginti solidos ad distribundum singulis annis pauperibus assignantes. Ille, vero, que predicta officia exercent, videlicet priorissa et cantrix, utraque istarum, viginti-tres solidos; subpriorissa et subcantrix, utraque istarum, viginti duos solidos; tercia priorissa et tercia cantrix, utraque istarum similiter; pro vestibus viginti-unum solidos habebunt. Statuerunt etiam inter se, quod si decima illa non sufficeret ad hec, quod constitucio observaretur premissa id quod deesset in illius domus aliis proventibus caperetur; et si forte ex decima illa amplior summa pecunie perveniret, id quod ultra esset, in dicte domus commodum poneretur. Quod autem audivimus et recognitum fuit, coram nobis, ad petitionem earum sub sigillo curie Senonensis testificamur.

Actum, anno Gracie M° CC° nono-decimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Notre-Dame de Sens, L. XIII.

—

219 1219.

Guillaume de Tanlay ratifie, comme seigneur féodal, une donation faite aux Templiers de la Vesvre par Olivier de Nicey, chevalier, et autres, de tout ce qu'ils possédaient à la Vesvre.

Ego Guillermus, dominus Tanlaii, notum facio omnibus quod Oliverus, miles, de Niceio, et uxor ejus Aales, et filii eorum Miles et Guido, necnon in perpetuam elemosinam dederunt fratribus Templi de La Vevra quicquid habebant infra terminos territorii de La Vevra, in nemore et plano, in aquis et pratis, et in orto de Nogem, et in fundo in quo sedet borda Templariorum. Ego, vero, Guillermus, ad cujus feudum res istæ pertinebant, concessi donationem istam et laudavi; præfati autem Oliverus, et uxor ejus Aales, et heredes ipsorum tenentur eam Templariis omni tempore contra omnes garantire. Quod ut ratum permaneat, ad petitionem utriusque partis, sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno incarnati Verbi millesimo ducentesimo nono-decimo.

Copie du XVIIIe siècle; Arch. de l'Yonne; Fonds de la Commanderie de Saint-Marc, L. II.

—

220 1219.

Dreux de Mello atteste que Renaud de Poilly, surnommé le Diable, et ses frères, ont fait don, aux religieux de Grammont qui habitent près de Saint-Maurice, d'un cens de 13 sous 6 deniers, payable par plusieurs individus.

Ego Drogo de Mello, notum facio omnibus, tam presentibus quam futuris, quod Reginaudus, domicellus, de Poiliaco, qui cognominatur Diabolus, et omnes fratres sui, dederunt in elemosina, Deo et fratribus Grandismontis qui morantur juxta Sanctum-Mauricium, pro salute sua et parentum suorum, censum videlicet tresdecim solidos et duos denarios de quibus Reginaudus de Mortuo-Fonte debet VI solidos et I denarium, et Girardus de Rivo III solidos et Costandus Desplanches et Evrardus, gener suus, II s. et I d., et Stephanus Potiers, XVIII den., et Beseneaux Johannes VI d., singulis annis, ad festum Beati-Johannis-Baptiste reddendum imperpetuum et impace (*sic*) possidendum. Omnes, vero, superius nominati, censum quod supradiximus quem debebant sepedicto R., pro quibusdam terris, quas de eo censualiter possidebant, tenentur de cetero ad supra nominatum terminum reddere pruviniensium monete Bonis-Hominibus superius nominatis, prout jam sepedicto R. tenebantur reddere. Quoniam, vero, Willelmus Libosiers, de cujus feodo prefata dinoscuntur esse, juraverat quod ipse non poterat laudare ullam vendicionem quam R. superius nominatus fecisset, coram me et dominum W. de Melloto, fratrem meum, bona fide promisit quod ipse, vel aliquis pro eo, de cetero, non contrairet vendicioni prenominate. Et ut hoc ratum haberetur, ad rogacionem et peticionem supradictorum fratrum et assensu sepedicti W., presentem cartulam sigilli mei munimine roborari precepi.

Actum, anno incarnati Verbi M° CC° XIX°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Prieuré de Vieuxpou. — Poilly.

Par une autre Charte du mois de mai 1219, Dreux de Mello attesta la donation, faite par Gui de la Porte aux Bons-Hommes de Grammont, près Saint-Maurice, de 2 sous de Provins sur ses coutumes de Chassy. — Ibid. — Chassy.

En 1221, le même Dreux de Mello rapporte qu'Herbert Vanez a donné aux religieux « qui demeurent près de Saint-Maurice, « sa vigne située près de leur moulin.

—

221 1219.

André de Coulours, précepteur des Templiers, possesseur du droit de banvin à Chablis, légué au Temple par feu Milon de Montréal, en fit remise au Chapitre Saint-Martin de Tours, qui lui donna en échange un pré et une terre situés à Chichée.

Frater A. de Coleors, domorum militie Templi in Francia preceptor, universis ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod bannum vini vendendi apud Chableias, quod dicebamus a domino Milone defuncto de Monteregali nobis fuisse legatum, super quo etiam impetebamus capitulum Beati-Martini Turonensis, prepositum Chableiarum et dominum G. de Monteregali, concedimus et quitavimus dicto capitulo Beati-Martini Turonensis. In cujus recompensationem, predictum capitulum dedit et concessit nobis, annuente preposito Chableiarum, pratum et terram sitam in terragio et finagio et justicia Chichiaci, quam dictus prepositus emit ab Arenberto, cantore, cognomine de Chableis, quod nobis tenetur garantire. Quitavimus etiam sepedictum capitulum, prepositum et dominum G. de Monteregali a causis super predicto banno adversus eos motis et movendis. Quod ut ratum et firmum permaneat, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° decimonono.

Orig., scellé du sceau du précepteur, représentant d'un côté la façade du Temple et de l'autre un personnage debout; Arch. de l'Yonne: Fonds de la Prévôté de Chablis, L. V. — Chablis.

—

223 1219.

Donation par le roi à son sergent, E. de Livron, d'un bras de la rivière de Vanne qui coule depuis le moulin de l'hôpital (?) jusqu'à sa terre de Mâlay-le-Roi.

Philippus, etc,, notum, etc., quod nos Ernaudo de Livron, servienti nostro, et heredi suo masculo de uxore sua desponsata, damus et concedimus in perpetuum quoddam brachium aque fluvii Vanne, quod fluit a molendino hospitalis, sito supra domum ejusdem Ernaudi, usque ad villam nostram que dicitur Maleium-Regis, et quicquid in eadem aqua habemus, tam piscariam quam aliud, salvo jure alieno. Quod ut, etc.

Actum Meleduni, anno Domini M° CC° XIX.

Bibl. Nat. D 246, V°, E 202 V°.—Delisle, Catal. des actes de Philippe-Auguste, n° 1907.

—

222 1219.

Gui de Pierrepertuis ratifie comme seigneur féodal le don fait aux Templiers du Saulce d'Island, par feu Geoffroy Foucher, chevalier, de moulins et d'un battoir. — L'abbé de Cure scelle la pièce, parceque le sire de Pierrepertuis n'a pas de sceau.

Ego Guido, Petrepertuse dominus, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod laudavi molendinos et batatorium cum apendiciis suis qui fuerunt Gaufridi Focher, militis, qui de feodo meo sunt, in perpetuum, fratribus milicie Templi domus Salice. Ut autem hoc firmum et stabile permaneat, presentes litteras, in presencia mea, sigillo venerabilis amici mei abbatis Chorensis feci sigillari, quia sigillum non habebam.

Actum est hoc anno incarnati Verbi M° CC° nono-decimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds de la Commanderie de Pontaubert. — Saulce d'Island.

La même année, Hugue li Besorz de Chaseuil ratifia, comme seigneur féodal, le don que Guillaume le Grand de Bazoches fit aux Templiers de deux moulins et un battoir, situés au-dessous de Pierrepertuis; lesquels moulins étaient advenus audit Guillaume par succession de son oncle Geoffroy Foucher. — Ibidem.

—

224 1219.

Gui, sire de Maligny, reconnaît avoir fait don à l'abbaye de Pontigny, pour le repos de l'âme

de sa fille Hermengarde, dame de Champlay, de 100 sous provinois de rente, à prendre sur son cens de Poinchy ; lesquels seront employés en pitance le jour anniversaire de la mort de sa fille.

Notum sit universis presentibus et futuris quod ego Guido, dominus Marleniaci, dedi in helemosinam ecclesie Pontiniacensi et fratribus ibidem Deo servientibus, pro anima filie mee Hermenguarde, domine de Chanlei, centum solidos Pruvinienses capiendos, singulis annis, in festo Sancti-Remigii, super censum meum de Ponchi; nec possint ultra exigi inde nisi isti supradicti solidi centum; et hoc tali modo quod expendantur in anniversario ejusdem, in pitancia ad conventum. Hoc laudavit uxor mea, domina Narbona, et filius meus, Gaucherius. Et ut hoc ratum et firmum in perpetuum teneatur, presentem paginam feci sigilli mei munimine roborari.

Actum, anno Domini M° CC° nono-decimo.

Orig., scellé en cire rouge du sceau du sire de Maligny, portant un écu chargé d'une bande acostée de deux cotices ; Arch. de l'Yonne; Fonds de Pontigny, L. XLII.

—

225 1218 [1219], JANVIER.

Robert de Courtenay et sa femme Mathilde, pour le repos de leurs âmes, ont donné au curé de la nouvelle paroisse que l'archevêque de Sens a bien voulu ériger à leur prière et du consentement du curé de Champignelles, dans leur *Villeneuve*, située près de ce dernier lieu, une maison avec un jardin voisins de l'église, et les dîmes novales au delà du champ du *Coivre*.

Ego Robertus de Curtiniaco, miles, et Mathildis, uxor mea, notum facimus universis quod nos, pro remedio animarum nostrarum et antecessorum nostrorum, presbytero novæ parochiæ, quam veneraudus pater Petrus, Dei gratia Senonensis archiepiscopus, ad instantiam precum nostrarum et concessum domini Constantii, tunc temporis presbyteri de Campignoliis, in villa nostra nova juxta Campignolium fundavit in piam et perpetuam eleemosynam, damus et concedimus domum dictæ ecclesiæ contiguam cum suo virgulto, et circumferentiis ipsi domui pertinentibus, cum rei integro dominio, et libertate pacifica, in manu mortua perpetuo possidendam; nihil nobis in eadem juris seu jurisdictionis, servitutis aut cujuslibet consuetudinis retinentes. Item damus et concedimus dicto presbytero omnes decimas novalium ultra campum qui dicitur Coivre, in territorio de Campignoliis, jam cultarum et de cætero colendarum. Præterea, volumus et concedimus ut presbyter dictæ parochiæ usuagium habeat in nemoribus ubi et sicut homines nostri de Campignoliis usagium habere consueverunt. Nos, vero, et hæredes nostri præmissa omnia dictæ ecclesiæ erga omnes in perpetuum garantire promittimus, et tenemur. In cujus rei testimonium præsentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno ab incarnatione Domini M° CC° octavo-decimo, mense januario.

Dubouchet, *Hist. généal. de la maison royale de Courtenay*, Preuves, p. 28.

—

226 1218 [1219], FÉVRIER.

Guillaume, évêque d'Auxerre, atteste que Renaud, fils d'Etienne Moreau, de Diges, a promis devant lui de ne plus à l'avenir causer de dommages à l'abbaye Saint-Germain ni à ses hommes. Il se soumet à la saisie de ses biens par les moines, dans le cas d'infraction de son engagement et jusqu'à réparation.

Willelmus, Dei gracia Autissiod. episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod Rainaudus, filius Stephani Morelli, de Dijia, in nostra presencia constitutus, recognovit se super sacrosancta evangelia propria manu jurasse quod, de cetero, abbati et monachis Sancti-Germani Autisiod. et hominibus ejusdem ecclesie nullam inferet violenciam, sive injuriam, sive molestiam. Quod si forte inferret, vel in aliquo contra juramentum suum venire presumeret, concessit quod predicti abbas et monachi Sancti-Germani capiant quicquid idem Reinaudus habet in terra Sancti-Germani, et teneant donec ex integro satisfactum fuerit eis, nec dominium cujuscumque poterit ipsum Rainaudum defendere, quominus abbas et monachi res dicti Reinaudi, que sunt in terra Sancti-Germani, saisire possint et tenere usque ad satisfaccionem condignam. In cujus rei memoriam, ad peticionem sepedicti Reinaudi, presentes litteras scribi fecimus et sigilli nostri munimine roboratas tradi abbati et mo-

nachis memoratis, ad testimonium et munimen.

Actum, anno Domini M° CC° XVIII°, mense februario.

Cartul. de l'abbaye Saint-Germain, XIII° siècle, F° 58 R°, n° 21: Bibl. d'Auxerre, Ms n° 140.

—

227 1218 [1219], 25 MARS.

Guillaume, comte de Joigny, abandonne à l'abbaye de Saint-Julien d'Auxerre sa moitié dans 83 livres de Provins, prix de vente de bois de la forêt de Saint-Julien dans la forêt d'Othe, faite par l'abbaye à W., le verrier, et à son beau-frère. Il lui permet, en outre, de faire une nouvelle vente semblable à la précédente.

Ego Willelmus, comes Jovigniaci, notum volo fieri omnibus, ad quos littere presentes pervenerint, quod M., venerabilis abbatissa Sancti-Juliani Autissiod., tenetur mihi reddere usque ad instantes octabas Pasche partem meam de octoginta et tribus libris pruvin. illarum vendicionum quas fecerat in nemore de Otha, quod dicitur Sancti-Juliani, W., vitriario et Vilano, sororio suo. Et ego concessi ei et adhuc concedo ut ipsa vendat de nemore illo, pro voluntate sua, cuicumque voluerit, usque ad octoginta et tres libratas, in quibus nichil accipiam. Quod ut ratum sit et firmum, presentes litteras sigilli mei munimine feci roborari in rerum predictarum testimonium et munimen.

Actum, anno Gracie M° CC° octavo-decimo, mense marcio; datum in Annuntiatione dominica.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds de l'abbaye Saint-Julien d'Auxerre, L. XV.

—

228 1219, AVRIL.

Eudes des Barres et le Chapitre de Sens ont partagé entre eux la forêt de Chêne-Evrat. Eudes a eu pour sa part la partie qui s'étend du côté de Lixy, et le Chapitre la partie qui est du côté de Chaumont. Héloïse, femme d'Eudes, et son fils Pierre, ont approuvé cet accord.

Ego Odo de Barris, miles, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ego et venerabiles viri capitulum Senon., inter nos pro bono pacis nemus quod dicitur Chanetum-Evrardi, quod nobis erat commune, partiti sumus in hunc modum: quod medietatem illius nemoris, sicut protenditur de meta ad metam, in longum et in latum versus Lissiacum, pro parte gratanter recepi liberam et immunem ab omni consuetudine et justicia, quantum pertinet ad capitulum memoratum. Reliquam, vero, medietatem, sicut protenditur de meta ad metam in longum et in latum, versus Calvum-montem, quitavi sepedicto capitulo possidendam in perpetuum, et habendam liberam et immunem ab omni grueria, justicia et custodia, et omnibus aliis consuetudinibus quas in dicto nemore reclamabam vel poteram reclamare. In medietate similiter tocius planiciei contigue dicto nemori ex quaque parte sit, et etiam totius quod est extra metas partitionis predicte, sive nemus sit, sive planum, nichil reclamo, immo eam dicto capitulo libere remitto et quito. Has, autem, partitionem et quitationem, prout superius sunt expresse, laudaverunt, volueruut et concesserunt Helluisis, uxor mea, spontanea voluntate, non coacta, et Petrus, miles, filius meus; renuntiantes omni juri quod habebant in dictis medietatibus nemoris et planicei dicto capitulo remanentibus ratione hereditagii, seu qualibet alia causa. Quod ut ratum et inconcussum permaneat, presentes litteras sigilii mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratie M° CC° nono-decimo, mense aprili.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Chapitre de Sens, G 1400. — Villemanoche.

1251, juin. — Le Chapitre a vendu la coupe du bois de Chêne-Evrat de 93 arpents et demi, à l'arpent royal, pour 468 livres 15 s. t.; chaque arpent pour 100 s. — Ibid.

—

229 1219, JUIN.

Milon de Saint-Florentin déclare avoir donné à l'abbaye de Pontigny, pour le repos de son âme et de celles de sa femme et de ses enfants, un demi-muid de grains à prendre sur sa dîme de Villiers, en remplacement de trois muids de vin qu'il avait donnés auparavant à cette maison.

Ego Milo de Sancto-Florentino, omnibus presentes litteras inspecturis, notum facio quod, pro tribus modiis vini quos ego, pro A. matre mea, dederam Deo et fratribus Pontiniaci in vinea mea de Valvert annuatim percipiendos, transmutavi ad voluntatem dictorum

fratrum, et dedi pro dictis tribus modiis vini, imperpetuum, Deo et ecclesie et fratribus Pontiniaci, pro remedio anime mee et A., uxori mee et filiorum meorum et predecessorum meorum, quiete et pacifice possidendum, dimidium modium bladi, medietatem frumenti et medietatem ordei, annuatim percipiendum in decima mea de Villers. Laudante et concedente A., uxore mea, et hanc donationem teneor garantire. Quod ut ratum in posterum habeatur, sigilli mei testimonio feci communiri.

Actum, anno Domini M° CC° nonodecimo mense junii.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Pontigny.

—

220 1219, JUIN.

Pons de Mont-Saint-Jean se reconnaît homme de la comtesse de Champagne pour 40 livres de rente sur les foires de Bar et 300 livres de deniers. Il promet de la servir de sa personne, de ses forteresses et de ses gens contre Erard de Brienne et autres, excepté contre Miles de Noyers, son beau-frère.

Ego Pontius de Monte-Sancti-Joannis, notum facio universis, præsentibus et futuris, quod, cum dudum homo essem charissimæ dominæ meæ Blancheæ, Comitissæ Campaniæ, de viginti libris in nundinis Barri assignatis, et postmodum, tam ipsa comitissa quam charissimus meus Dominus alias viginti libras mihi crevissent in eisdem nundinis assignatas, et præterea dedissent mihi trecentas libras in denariis, et ego juravi eis super sanctos quod ipsos et hæredes eorum, bona fide juvabo de me et de gentibus meis et de fortericiis meis ; et si opus fecerit in capite guerriabo contra Erardum de Brena et Philippam uxorem ejus, et contra Aalaidem reginam Cypri et hæredes eorum, et contra adjutores eorumdem , hoc excepto quod si prædicta comitissa, vel comes, aut gentes eorum irent super Milonem de Noeriis, sororium meum, in castello suo de Noeriis, vel in alia terra sua propria, ego, vel gentes meæ non teneamur illuc ire ; sed, si idem Milo, vel gentes suæ, irent super comitissam vel comitem, aut super gentes eorum, teneremur eos et terram eorumdem, pro viribus, defensare. Sciendum est, autem, quod hæres meus qui Charniacum tenebit, feodum prædictarum quadraginta librarum habebit. Ut autem hæc omnia teneantur rata, litteris annotata sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo nono-decimo, mense junio.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 108.

La guerre entre la comtesse de Champagne et Érard de Brienne et sa femme Philippa dura assez longtemps et fut la cause de plusieurs autres chartes dont voici des extraits :

1218, VI kal. feb — Le pape excommunie Érard de Brienne et sa femme, lesquels, avec Miles de Noyers, Milon de Saint-Florentin et autres, avaient envahi les terres de Thibaud, comte de Champagne, et y avaient porté le pillage et l'incendie. — Trés. des Ch., J 209, n° 17.

1222, 10 avril. — Henri, évêque d'Auxerre, déclare qu'Érard de Brienne et sa femme ont reconnu entre ses mains abandonner en faveur de Blanche, comtesse de Champagne, toutes leurs prétentions sur la Champagne et la Brie. — J 209, n° 25.

—

221 1219, 24 JUIN.

Lora, veuve de Lebin le Changeur, donne à l'église de Saint-Germain un étal au lieu où les marchands de graisses ont leurs boutiques à Auxerre.

Willelmus, decanus Autissiod., omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presencia constituta, Lora, relicta Lebini, cambitoris, dedit in perpetuam elemosinam ecclesie Beati-Germani Altissiorodorensis quoddam stallum in quo vendunt unctarii juctum tabule in cambino, quam Eustachia, mater sua, et Stephanus, frater suus, dederunt pro remedio animarum suarum eidem ecclesie; et nos, ad peticionem dicte Lore presentibus litteris sigillum nostrum ad majorem firmitatem et cautelam fecimus apponi.

Datum in vigilia Beati-Johannis-Baptiste, anno Gracie M° CC° nono-decimo mense junii.

Cartul. du pitancier de Saint-Germain, XIII° siècle ; F° 4 V°, n° 26 ; Bibliothèque d'Auxerre, Ms n° 141.

—

222 1219, SEPTEMBRE.

Donation par Ithier d'Arthé au Chapitre de Toucy, d'une terre, d'hommes et de ses autres biens de Vassy, paroisse de Taingy.

Guillermus, Dei gratia Autissiod. epis-

copus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod Iterius de Arthe, miles, in nostra presentia constitutus concessit et donavit canonicis Beatæ-Mariæ de Thouciaco, in perpetuam elemosinam, terram, homines et quicquid habebat apud Vacy, in parochia de Tangiaco. Ipsi autem canonici prædicti militis bonam voluntatem et devotionem attendentes, concesserunt, singulis diebus missam celebrari in altari constructo in ecclesia Beati-Petri de Thociaco, pro ipso Itherio milite et uxore sua Adelina, et perpetuo... milite, et pro cunctis antecessoribus et successoribus eorumdem et pro cunctis fidelibus defunctis. Si autem tanta supervenerit solemnitas quod non debeat missa pro defunctis celebrari, celebrabitur de Spiritu-Sancto. Hanc autem donationem a predicto Itherio, milite, factam, laudavit coram nobis Herveus de Villeta, miles, et concessit. Nos, autem, ad petitionem militis supradicti Itherii, videlicet, presentes litteras fecimus adnotari et sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno Gratiæ Mº CCº XIXº, mense septembri.

Copie du XVIᵉ siecle sur laquelle on lit : « Predicta carta sigillata duplici cauda « cera alba, panificea sigillo dicti do« mini antistis impressa. » — Arch. de l'Yonne, G 2004.

—

223 1219, SEPTEMBRE.

Guillaume, évêque d'Auxerre, rapporte qu'Itier d'Arcy, chevalier, a donné à l'abbaye de Crisenon 3 setiers de grain de rente, moitié tramois, moitié seigle, à prendre sur ses tierces d'Arcy. Il ajouta la permission de prendre de la terre et des pierres pour l'entretien des écluses et des moulins que les religieuses possèdent à Arcy, et il donne de plus deux familles de Lucy.

Guillelmus, Dei gratia Autissiod. episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod Iterius de Arsiaco, miles, in nostra presentia constitutus, recognovit se in perpetuam elemosynam monialibus de Crisenon donavisse tres sextarios bladi annui redditus, medietatem tremesagii et medietatem ibernagii, ad mensuram Autissiod., in suis terciis de Arsiaco percipiendos. Et insuper aisamenta terre et lapidum, in terra sua, ad opus exclusarum et molendinorum dictarum monialium apud Arsiacum sitorum, et levatam piscium ipsorum molendinorum, et duas familias hominum de Lissiaco, videlicet Philippum, Theobaudum Chafet, fratres, matremque eorum et heredes ipsorum. Preterea promisit idem miles, quod predictam donationem faciet a domino de Noeriis a quo movere dicuntur omnia supradicta, et ab aliis ad quos pertinet laudatio, faciet laudari pariter et concedi. Iterius, etiam, filius supradicti militis, eamdem elemosinam coram nobis laudavit. In cujus rei memoriam et testimonium presentem cartam, ad peticionem ejusdem militis, fecimus annotari, et sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno Gratiæ Mº CCº XIX, mense septembri.

Bibl. nat. : Cartul. de Crisenon, Fº 21 Rº et Vº, pièce 63. — D. Viole, *Hist. des évêques d'Auxerre*, t. II, Fº 312 Rº; Bibl. d'Auxerre, Ms nº 127.

—

224 1219, NOVEMBRE.

Cession par Hugues, prévôt de Villeneuve-l'Archevêque, à l'abbaye de Vauluisant, de deux hommes et de leurs biens tant meubles qu'immeubles.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Hugo, officialis Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod in presentia nostra constitutus, Hugo, Miles, prepositus de Villanova-domini Archiepiscopi Senon., quitavit ecclesie et fratribus Vallislucentis Baldoinum et filium ejus Felisum, et quicquid idem Baldoinus habebat : terras, vineas, domos et alias res tam mobiles, quam immobiles, et duodecim nummos census quos habebat in domo et in appendiciis Eramburgis Pophile. Quod autem audivimus et recognitum fuit coram nobis, ad petitionem partium, sine prejudicio alterius, sub sigillo Senon. curie testificamur.

Actum, anno Gratie Mº CCº nono-decimo, mense novembri.

Orig. : Arch. de l'Yonne, Fonds Vauluisant. — Villeneuve-l'Archevêque.

—

225 1219, NOVEMBRE.

Compromis entre les abbés de Saint-Pierre et de Saint-Remy de Sens, pour résister aux prétentions de l'archidiacre de Sens.

Hugo, Dei permissione, Sancti-Petri

Vivi, Stephanus, Sancti-Remigii abbates Senon., et earumdem ecclesiarum conventus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint, in Domino salutem. Cum archidiaconus Senon. intendebat nos et ecclesias nostras subjicere jurisdictioni sue ut ageremus et responderemus coram eo tanquam coram judice, et non credebamus quod in aliquo subesseremus ipsi, vel essemus de juridictione ipsius, cum simus et fuerimus semper de jurisdictione reverendi patris nostri archiepiscopi Senon., etc.

Ils s'engagent à résister aux prétentions de l'archidiacre et à se défendre à frais communs, à peine de 500 livres.

Arch. de l'Yonne; Bibl. de Sens, Fonds Saint-Pierre.

—

226 1219, DÉCEMBRE.

Promesse donnée par Hugues de Lorme, Anseau Bridaine et autres, d'aider le roi contre le comte de Nevers, si ce dernier enfreint les engagements pris avec le roi au sujet du mariage de sa fille Agnès.

Hugo, dominus Ulmi, Hugo de Sancto-Verano, Renaldus de Montefalconis, Gaufridus de Bully, Petrus de Livron et Ansellus Bridaine, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos,de precepto domini nostri Hervei, comitis Nivernensis, juravimus super sacrosancta domino regi Francie Philippo et plegiavimus quod si dictus comes veniret, aliquo modo, contra conventiones quas habet erga dominum regem de Agnete, filia sua, maritanda, sine nos mefacere juvaremus dominum regem contra dictum comitem de nobismet ipsis et de omnibus que tenemus de comite Nivernensi, quousque id esset emendatum ad voluntatem domini regis. In cujus rei memoriam et testimonium, presentes litteras sigillis nostris fecimus sigillari.

Actum, apud Sanctum-Germanum in Laya, anno Domini M° CC° XIX° mense decembri.

Lay. du Trés. des Ch., par Teulet, t. I, p. 494. — **Le sceau d'Anseau Bridaine est armoirié d'un écu chargé d'*un lion rampant*.**

—

227 1219, DÉCEMBRE.

Érard de Villehardoin et Mabille, sa femme, déclarent avoir donné à l'abbaye de Molême deux parts de la dîme de blé et la moitié de la dîme de vin de Lezinnes et d'Argentenay. Ils ont donné en outre un terrain propre à construire une maison et une grange à Lezinnes, et un homme libre qui jouira des mêmes droits d'usage que leurs hommes.

Ego, Erardus de Villaharduini, notum facio tam presentibus quam futuris quod ego et Mabila, uxor mea, Willelmo, filio nostro, volente et laudante, dedimus, pro salute animarum nostrarum, Deo et Beate-Marie et domno Odoni, Molismensis ecclesie tunc abbati, necnon et fratribus in eadem ecclesia Deo famulantibus, in perpetuam elemosinam, duas partes decime bladi Lisigniarum et medietatem decime vini, et apud Argentunnai, similiter, duas partes decime bladi, et quicquid juris habebamus in decima vini ejusdem ville. Preterea dedimus eidem ecclesie, apud Lisignias, terram liberam ad construendam in ea domum et grangiam, et unum hominem liberum, Johannem, videlicet, de Purroi, cum uxore sua et heredibus suis, et quicquid ex parte abbatis et ecclesie Molismensis in domo sua apud Lisignias morabitur, habebit usuarium in omnibus aisentiis nostris, sicut et homines nostri. Nos, vero, bona fide, elemosinam istam jamdicte Molismensi ecclesie, sicut de jure debemus, garantire tenemur. In cujus rei testimonium ego, Erardus de Villaharduini, presentes litteras sigillo meo signatas dedi abbati et ecclesie Molismensi penes se reservandas.

Actum, anno Domini M° CC° nono-decimo, mense decembri.

Cartul. de Molême, Ms du XIII° siècle, t. II, F° 45 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

Par un acte de l'an 1219, Gui de Chappes, seigneur de Jully, se rendit caution de la donation ci-dessus.

—

228 1219, DÉCEMBRE, et 1223.

Thibaud, comte de Champagne, ratifie un traité passé entre le Chapitre Saint-Martin de Tours et le Prévôt de Chablis, d'une part, et les habitants de cette dernière ville, de l'autre, relativement aux droits respectifs des parties sur un grand nombre de points. Cet acte termine de longues contestations qui existaient entre les parties et dans lesquelles le roi était intervenu.

Ego Theobaldus, Campagnie et Brie comes palatinus, notum facio universis, tam presentibus quam futuris, quod

ego ratum, stabile et firmum habeo dictum quod protulerunt dilectus meus Stephanus de Alto-Villari et Thomas, scutifer, milites et baillivi domini regis, et Radulphus de Pontibus, miles et baillivus carissime domine matris mee, in arbitrio sibi commisso, super multis et diversis querelis que vertebantur inter ecclesiam Beati-Martini Turonensis et Willelmum, prepositum Chableiarum, ex una parte, et homines de Chableiis, ex altera, sicut plenius vidi et intellexi in litteris eorumdem arbitrorum, sigillis eorum sigillatis, et sicut continetur carta carissime domine matris mee Blanche illustris comitisse Trecensis, quam vidi et inspexi, sigillo ejus sigillatam, que subscripta est in hac forma :

Ego Blancha, comitissa Trecensis palatina, notum facio universis, tam presentibus quam futuris, quod super multis et diversis querelis quas habebant inter se ecclesia Beati-Martini Turonensis et prepositus Chableiarum, ex una parte, et homines de Chableiis, ex altera, de assensu et voluntate mea, coram domino rege Francie, tam ecclesia et prepositus quam homines de Chableiis compromiserunt in dilectos et fideles meos Stephanum de Alto-Villari et Thomam, scutiferum, milites, baillivos domini regis, et Radulphum de Pontibus, militem, baillivum meum (1), qui in arbitrium seu impositum taliter processerunt, et in testimonium sui processus et cartam conscripserunt sigillatam in hunc modum :

Omnibus presentes litteras inspecturis, Stephanus de Alto-Villari, Thomas scutifer domini regis, milites et baillivi, Radulphus de Pontibus, domine comitisse Campanie miles et baillivus, salutem. Noverint universi quod, cum verteretur discordia inter venerabilem virum, Willelmum, precentorem Beati-Martini Turonensis, prepositum Chableiarum, ex una parte, et burgenses Chableienses, ex alia, super multis querelis, videlicet super eo quod dicti burgenses conquerebantur de preposito, super eo quod ipse capi fecerat Garnerium Bercier, sicuti dicebant, pro cujus captione, multas habuerunt perditas quas sibi ab eodem preposito petebant restitui et etiam emendari; conquerebantur etiam de furnagio, de banno, de vineario Clementolie et Bellimontis, de pecudibus captis in bosco Clementolio, de boscheis aque, de equis et asinis qui solebant duci per villam ad blada defferenda molendinis, de fidelitate quam petebant a preposito, de fossatis ville, de petraria, de pascuis et garenna et manu-mortua. Et contra prepositus conquerebatur de ventis quas nollebant reddere, de allodiis, de justicia, de vendicione teneurarum, de decimis, de juramento, fide et levata communiter factis. Tandem, ab utraque parte, coram domino rege, in nos tres fuit compromissum. Nos vero, facta inquisitione legitima, de prudentum virorum consilio, diximus primitus de Garnerio Bercier quod prepositus non tenetur dictis burgensibus super hoc respondere; diximus, autem, de furnagio quod quindecim panes pro uno pane decoquentur; de banno, vero, diximus quod ecclesia Beati-Martini Turon. potest ponere bannum in territorio illo quod emit a domino Guidone de Monteregali; de vineario Clementolie et Bellimontis diximus quod sicut prepositus ponebat forestagium in bosco illo cum esset superstans, ita licebit ei ponere vinearium in vineis ibidem plantatis, et habebit ibi totam justiciam, sicut habebat in bosco; de bosco Clementolie, in quo capiebantur pecudes, diximus quod si prepositus facit scindere boscum suum ad tailliam, vel cum ad tailliam vendiderit, potest illum servare et deffendere a pecudibus usque post quartum folium, et ex tunc in antea pecudes ibunt per boscum ad pasturam sine emenda; de boscheis aque, diximus quod nemo potest vel debet rumpere ripas aque que est in defensa, ita quod pisces inde possint exire; de equis et asinis diximus quod nemo potest vel debet adducere per villam Chableiam equum nec aliam bestiam ad blada defferenda molendinis extraneis, sed tamen burgenses Chableienses possunt ducere seu deferre blada sua ad quecumque voluerint molendina; de fidelitate repetita preposito, diximus quod prepositus quando primo

(1) Au mois de mai 1219, le roi Philippe-Auguste, étant à Melun, avait désigné ces arbitres comme juges souverains (Cartul. de la Prévôté, p. 39). — Le doyen de Tonnerre, par une lettre adressée au Chapitre de Tours, le dimanche après la Toussaint (1219), lui rend compte de ce que le bailli du roi, à la requête du Prévôt de Chablis, a choisi 20 habitants de cette ville, « quoniam omnes in unum convenire erat difficile, et etiam difficilius erat congregatos in « unam sententiam concordare ; » et que ces 20 personnes, avec 30 ou plus des principaux habitants assemblés pardevant lui, ont choisi quatre d'entre eux nommés Odo Hélie, Gui Marguillier, Thibaut de Colan et Edmond Guignemonde, lesquels ont été chargés de discuter les articles de la paix (Arch. de l'Yonne; Prévôté de Chablis, L. IV).

recepit prepositurum Chableiensis facit fidelitatem capitulo Turonensis quod bona ecclesie fideliter observabit; et quia ipsi sunt de bonis ecclesie prepositus non tenetur eis aliam facere fidelitatem; de fossatis que sunt circa villam diximus quod capitulum et prepositus possint facere et defacere, et fieri permittere domos in illis ad libitum suum, quia nihil pertinet ad burgenses; de petraria diximus quod burgenses nihil habent in ea, quia prepositus eam emit quittam et liberam a monachis Pontiniacensis; de pascuis diximus quod terra illa quam vocabant pascua, erat per jus capituli et prepositi, quia hec terra gasta erat, de qua nullas reddebat aliquas consuetudines nec servicium. Sed tamen, ad precum nostrarum instanciam, supradictus Willelmus, prepositus, ad communes utilitates et essentias ville dedit et concessit medietatem illius terre supradictis burgensibus, liberam et absque consuetudine et servicio eis imperpetuum possidendam; et illa medietas tradetur per nos tres, vel per duos nostrum, et hoc donum prepositus laudari faciet a capitulo Turonensi et impetrabit litteras capituli istud donum approbantes et testantes, et tradentur littere iste burgensibus prenotatis; de manumortua, quia prepositus eam semper ad tempus suum habuit, et predecessores sui Jollanus et Theobaldus, prepositi Chableiarum, eam ad tempus suum habuerunt, proinde diximus quod capitulum et prepositus eam habeant sicut solent; de garenna diximus quod prepositus potest facere garennam in boscis Clemantolie et Bellimontis, in quibus tota justicia est sua et etiam fundus terre, ita tamen quod in vineis garennam facere non licebit; de ventis diximus quod burgenses in bona pace super hoc remaneant sicut solent, quia nunquam eas reddiderunt; de allodiis diximus quod si quis filio suo seu filie sue, vel alicui alii aliquid de censiva sua dederit vel vendiderit, unusquisque reddet capitali domino de censu, secundum quod tenebit de censiva; burgenses autem remanebunt in sesina sua de alodiis suis, salvo jure domini, quia si dominus probare potuerit, prout debuerit, secundum usus patrie, quod allodia illa extracta fuerint de censiva sua prava ratione, illa ei quitta remanebunt et hoc erit ei emendatum; de justicia diximus quod quicquid juris Beatus-Martinus habet in villa Chableiensi, illud totum habent in eadem villa capitulum et prepositus; ideoque diximus quod homines illi qui se cognoscunt homines Beati-Martini, et per eum se advocant de quibus capitulum et prepositus habent sanguinem, letum et manummortuam, tenentur justiciare se per prepositum de corporibus suis, de rebus mobilibus et teneuris quas tenent ab eisdem, sicut hominem capituli et prepositi; de vendicione teneurarum diximus quod si quis vendiderit teneuram suam quam tenet ab ecclesia Beati-Martini ad censum, et aliquis de genere suo eam per jus habere non possit, capitulum et prepositus eam habere poterunt pro tanto quanto vendetur alieno; de decima diximus quod homines Chableiarum reddant rectam decimam suam de vino suo et blado, ita quod de singulis bladis in singulis campis et ostendant servientibus capituli et prepositi vinum suum de decimatione capituli et prepositi; et si prepositus aliquod suspectum habuerit quod eam juste non reddiderit: ab eodem habere poterit juramentum quod eam bene reddiderit vel reddet, et quod totum vinum de decimatione illa ostendit servientibus capituli et prepositi; quod si jurare vel decimam recte reddere noluerit, prepositus capiet vel capere faciet de rebus illius pro decima sua in cellario suo, vel alibi in sua justicia; de sacramento, fide et levata communiter factis, diximus quod hec omnia cassa et irrita habeantur et penitus remaneant, quia hec vel eis similia non possunt vel debent, sine assensu domini; et si deinceps talia fecerent, emendare domino tenerentur; de fide autem quem mulieres Chableienses fecerunt communiter pro tortellis, diximus quod penitus remaneat et cassa similiter habeatur. Quod ut ratum sit, presentes litteras fecimus sigillari.

Actum apud Melodunum, anno Domini millesimo CC° XIX°, mense decembri.

Ego, itaque, dictum prefatorum arbitrorum, sicut superius est prolatum, quod plenius vidi in litteris eorum sigillis suis munitis, ratum habeo et approbo, et sigilli mei munimine confirmo. Actum, anno Gracie M° CC° XIX°, in festo Purificationis Beate-Marie; que omnia, ut nota permaneant in posterum et firma teneantur, litteris annotata, ego, Theobaldus, comes, sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gracie M° CC° XXIIJ°, mense octobri.

Le texte du traité de 1219 a été copié sur l'original, scellé autrefois de trois sceaux; Arch. de l'Yonne, Fonds de la Prévôté de Chablis, et l'acte d'ap-

probation est tiré du Cartulaire de la Prévôté, Ms du XVI[e] siècle, p. 30.— Ibid.

—

239 VERS L'AN 1220.

Le Chapitre d'Avallon certifie qu'Amingarde d'Augi a donné, pour le repos de l'âme de son fils Hugues Boiche, chevalier, aux hospitaliers de Pontaubert, la femme de Costin avec ses fils.

Avalon. ecclesie conventus omnibus ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino. Noverint universi quod Amingardis de Augi, nobilis mulier, in remedium anime filii sui, Hugonis Boiche, militis, dedit et concessit hospitalariis de Ponte-Arberti uxorem Costin, cum filiis ejus, perpetuo possidendam ; et ut hoc donum, in manu Petri domus hospitalis de Ponte-Arberti magistri factum, ratum et inconcussum habeatur, predicta A. et Materia, uxor predicti H., cujus assensu et voluntate hoc donum factum est, cartam istam sigillo nostro munitam dictis hospitalariis tradi preceperunt. Hujus rei testes sunt: Bernardus, thesaurarius Avalon.; Robertus Clarellus, canonicus; Raudulfus, canonicus; Bovo, miles; Stephanus, diaconus, qui hec scripsit; Girardus Flameans; Henricus li Braminceus; David Balbus et multi alii.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de la Commanderie de Pontaubert. — Titres généraux.

—

240 1220.

Henri, évêque d'Auxerre, rapporte la transaction passée pardevant lui, entre les moines de Reigny et les habitants de Sacy, qui avaient défriché les bois du sire de Merry et avaient privé par là les religieux de leurs droits d'usage. Ceux-ci leur firent remise de ce qu'ils leur réclamaient, et ils leur permirent en outre de défricher ce qui resterait de leur acquisition dans la partie en deçà de Vau-du-Puits; etc.

Henricus, dei gracia Autisiod. episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod, cum viri religiosi abbas et conventus Regniac., in nemore nobilis viri Ascelini de Merriaco, quod est situm in finagio de Saciaco, dicerent usuarium se habere; quia homines de Saciaco partem illius nemoris extirpaverant et ad culturam redegerant, ipsos traxerunt in causam coram judicibus auctoritate apostolica delegatis, petentes sibi ab eisdem hominibus emendari quod, per factum ipsorum, in extirpata ab eis parte predicti nemoris, suum usuagium amisissent. Tandem, vero, post multos labores parcium et expensas, compromissione in nos facta, nobis mediantibus, de communi assensu parcium inter ipsos compositum est in hunc modum : Dicti abbas et conventus omne dampnum et injuriam que in extirpatione predicta illata sibi fuerant, dictis hominibus penitus remiserunt, concedentes ut iidem homines quicquid in quacunque parte dicti nemoris, usque ad tempus hujus compositionis extirpaverant, ab omni contradictione ipsorum et calumpnia pacifice de cetero possiderent ; et si citra locum qui dicitur Vallis-Putei, a parte Saciaci, aliquid de empcione ipsorum adhuc esset extirpandum, illud possent libere extirpare. Sed ultra predictum locum, scilicet Vallem-Putei, nichil de cetero poterunt extirpare. Verum, si ab illis qui non sunt in hac compositione vel alias cum dictis abbate et conventu non composuerint, aliquid sive extirpatum, sive non extirpatum de nemore prefato etiam citra Vallem-Putei dicti homines de Saciaco emerint, vel alias acquisierint, sepefati abbas et conventus non minus poterunt contra emptores vel acquisitores hujusmodi quam contra primos poterant jus suum prosequi, compositione hac non obstante. Quod autem, sicut et ceterorum hominum ita et Regniac. animalia, in hujusmodi terris sive vineis pascantur, dicti homines sustinere debent, nec quantum in se est, impedire. In hac autem compositione sunt Obertus de Corbigniaco et Johannes de Martigniaco, et Bertrannus, frater ejus; quod ideo presentibus duximus annectendum quia de hoc poterat dubitari. Nos igitur, ad peticionem parcium, pro rei hujus in perpetuum habenda memoria, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gratie M° CC° XX°.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny, L. XXII.

—

241 1220.

Cession, par l'abbaye Saint-Père d'Auxerre, aux religieux de Saint-Amatre, du huitième des dîmes qu'elle percevait sur des territoires des

paroisses Saint-Julien et Saint-Amatre de la même ville.

A., S^ti Petri dictus abbas, totumque capitulum ejusdem ecclesie, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Universitati vestre presentibus litteris notum facimus quod cum ecclesia nostra in quibusdam decimis de territoriis in parrochiis Sancti-Amatoris, et Sancti-Juliani sitis, octavam partem solummodo perciperet, et dilecti in Christo canonici Sancti-Amatoris residuam partem haberent integre : considerantes quod non cum minori labore et sumptu reciperemus partem nostram quam si dicte decime ad nos in integrum pervenirent; dicti, vero, canonici Sancti-Amatoris, in recipiendo totum non majorem penam vel expensas facere debeant quam solerent cum suam solummodo reciperent portionem; pensata tam in hiis quam in aliis utilitate utriusque ecclesie; de consilio bonorum virorum, et voluntate et assensu venerabilis patris Henrici, Autissiodorensis episcopi, octavam partem nostram predictarum decimarum, dilectis in Christo priori et canonicis Sancti-Amatoris dedimus et concessimus, in perpetuum, sub annua pensione viginti quinque solidorum Autissiodorensium, duobus terminis, nobis solvendorum, videlicet, infra octavas Nativitatis Domini, tredecim solidos, reliquos, vero, duodecim solidos, infra octavas Pasche subsequentis.

Territoria, autem, de quibus decime percipiuntur sunt hec : territoria de Valle-Bosonis, et de Bofaut, et de Nuillet, et de Monte-Albo, et de Campo-Cardonis, in censu Girardi Balene constituta; et territoria de Panceveile et de Monte-Albo, in censu domine Eustachie similiter constituta.

Ut autem hec adcensatio a nobis facta bona fide rata et inconcussa futuris temporibus permaneat, presentes litteras sigillo nostro sigillari fecimus dictis canonicis Sancti-Amatoris, in ipsius rei testimonium et munimen.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo.

> Orig., scellé du sceau de l'abbé de Saint-Pierre, représenté debout, tenant sa crosse et un livre. — Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Pierre.

A cette pièce sont jointes deux chartes de Henri, évêque d'Auxerre, et de R., abbé de Saint-Satur, confirmatives.

—

242 1220.

Hugues de Sainte-Pallaye, tuteur de Milon, fils de feu Pierre de Villefargeau, chevalier, est condamné à payer à l'abbaye Saint-Germain 20 s. auxerrois de rente sur les cens de Villefargeau, pour l'anniversaire dudit Pierre.

Universis presentes litteras inspecturis, A., abbas, et prior Sancti-Petri Autissiod., in Domino salutem. Noverit universitas vestra, quod, cum causa verteretur coram nobis, auctoritate apostolica, inter venerabiles viros R., abbatem et conventum Sancti-Germani Autissiod., ex una parte, et Hugonem de Palladia-Sancta, militem, tutorem Milonis, filii defuncti Petri de Villaferreolii, militis, ex altera, super hoc quod dictus abbas et conventus petebant ab ipso Hugone triginta solidos Autissiod. annui redditus, legatos et assignatos a dicto Petro, patre dicti Milonis, ecclesie sue, super censum suum de Villaferreoli, pro anniversario suo in eadem ecclesia annuatim, ut dicebant, faciendo. .... Ita fuit ordinatum quod prefatus Milo, filius predicti Petri de illis triginta solidis quos petebant prefati abbas et conventus, viginti sol. Autissiod. super dictum censum de Villaferreoli pro anniversario patris sui, prefatis abbati et conventui assignavit, etc.

Actum, anno Domini M° CC° XX°.

> Petit Cartul. de l'abbaye Saint-Germain, F° 4 R°, n° 20; Ms du XIV° siècle, n° 141, Bibl. d'Auxerre.

—

243 1220.

Les abbés de Saint-Marien et de Saint-Laurent règlent les limites respectives des paroisses de Notre-Dame et de Saint-Eusèbe d'Auxerre. Par suite de cette division, les maisons de la rue qui vient de la porte d'Eglény et va au marché appartiendront : celles qui sont du côté de Saint-Eusèbe, à Saint-Eusèbe, et celles qui sont du côté opposé, à Notre-Dame, etc.

Ego N., dictus abbas et conventus Sancti-Mariani, ego G., abbas et conventus Sancti-Laurentii, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum controversia esset inter ecclesias nostras, videlicet ecclesiam Beate-Marie et ecclesiam Sancti-Eusebii Altissiodor., super limitibus parrochiarum, in illa enim via communi que venit a porta Aigliniaci et ducit ad forum, ... domus ex parte Sancti-Eusebii erant alternatim, secundum successiones annorum, quinque de par-

rochia Beate-Marie, quinque de parrochia Sancti-Eusebii ; quedam vero domus ex parte Beate-Marie, a domo Gilibundi usque ad grangiam Buticularii, erant de parrochia Sancti-Eusebii ; quedam, hac sola ratione quod habebant majus hostium a parte communis vie et si haberent majus....... partem vel ex altera parte erant de parrochia Beate-Marie. Ne, ergo, propter hanc alternationem annorum vel mutationem,..... perveniret turbatio inter prefatas ecclesias et earum parrochias, nos, statuimus firmiter, laudantibus et volentibus .... et capellanis earumdem ecclesiarum, videlicet Beate-Marie et Sancti-Eusebii, ut quicquid secus prefatam viam est vel erit a parte Sancti-Eusebii infra vel extra ...... sit de cetero sine omni altercatione de parrochia Sancti-Eusebii, et quicquid secus eamdem viam est vel erit, ex parte Beate-Marie a granchia Buticularii, versus portam Aigliniaci infra vel extra muros, sit semper de parrochia Beate-Marie. Predicta, vero, granchia Buticularii est et erit de parrochia Sancti-Eusebii. Ut autem hec omnia rata permaneant, presentem cartam sigillorum nostrorum impressione duximus roborandam.

Actum, anno Gratie M° CC° XX°.

Orig.: Arch. de l'Yonne: Fonds Saint-Marien, L. IV.

—

244 1219 (1220), JANVIER.

Le doyen de Saint-Florentin certifie que Luce, dame de Percey, et ses enfants, ont cédé à l'abbaye de Pontigny tous les droits qu'ils réclamaient sur certains pâturages.

Omnibus presentes litteras inspecturis, R., decanus Sancti-Florentini salutem in Domino. Constituti in presencia nostra, Luca, nobilis mulier, de Parriciaco, et filii ejus, videlicet Robinus et Daimbertus, et due filie ejusdem mulieris, videlicet Aaletis et Agnes, quittaverunt in perpetuum querelam quam ipsi habebant adversus fratres Pontiniac. super quibusdam pasturis, et concesserunt eisdem fratribus, pro remedio animarum suarum et antecessorum suorum, omnes pasturas que ad ipsos pertinebant, tam in bosco quam in plano, ad omne genus animalium, libere et absque contradictione aliqua. Ita tamen quod si dictorum fratrum animalia aliquid in pasturis illis dampnificabunt, dampnum restituetur a sepedictis fratribus, sed inde non solvent emendam.

Quod autem coram nobis recognitum est, ad peticionem utriusque partis, sine prejudicio alterius, sub sigillo nostro testificamur, anno Gracie M° CC° nono-decimo, mense januario.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Pontigny. L. LXI.

En 1219, Guillaume *Bellus* de Percey et N., sa femme, donnèrent à l'abbaye de Pontigny leur part des tierces de Champcolos. Simon Borne, de Vanlay, chevalier, et J. sa femme donnèrent également à l'abbaye droit de pâturage sur le finage de Percey. — Ibid.

En 1222 (1223), le 12 mars, Martin de Percey, fils de Guiard le Maire, donna à l'abbaye de Pontigny 5 sous de cens sur un pré situé sur l'Armance. — Ibid.

En 1229, au mois de mars, Petronille, noble dame, fille d'Etienne Bellegrève de Percey, donna à Pontigny 4 sous de cens. — Milon de Percey, damoiseau, seigneur féodal, ratifia ce don. — Ibid.

—

245 1219 (1220), JANVIER.

Testament d'Alix, dame de Venizy, contenant legs de 20 livres de Provins de rente à prendre sur ses terrages ou ses cens de Venizy et de Fleurigny, distribuées entre un grand nombre de maisons religieuses, des léproseries et des cures, et notamment à Venizy, Sens, Ramerupt, Preuilly et Vauluisant. — Prix des grains.

Ego Aalidis, domina Venisiaci, omnibus presentes litteras inspecturis, notum volo fieri quod ego, ob remedium anime mee, de propriis redditibus meis qui sunt de capite meo, legavi viginti libras pruvin. annui redditus pro anniversario meo, singulis annis faciendo, distribuendas personis, locis et terminis subnotatis : videlicet, capellano capelle mee de Venisiaco, decem libras pro quibus ipse percipiet, singulis annis, in festo Beati-Remigii octo sextaria frumenti et quatuor sextaria ordei de terragiis meis Venisiaci, ad mensuram ejusdem loci ; et percipiet in eodem termino, annuatim, quatuor libras de censibus meis Venisiaci. — Preterea, monachis Sancti-Petri de Venisiaco, legavi decem solidos ; presbitero ejusdem loci, quinque solidos ; leprosis ejusdem loci quinque solidos de eisdem censibus meis Venisiaci, in eodem termino, annuatim, percipiendos. Ita quod si dicti census mei Venisiaci non pos-

sint sufficere ad persolvendum predictos denarios, predicti, tam capellanus quam monachi, tam presbiter, quam leprosi de Venisi, annuatim percipient, in eodem termino, de blado terragiorum meorum de Venisi ad valentiam residui quod eis debebitur de legato supradicto. — Ceterum, Valli-Lucenti legavi decem solidos, pro quibus percipiet, annuatim in festo Beati-Remigii dimidium modium avene de terragiis meis Florigniaci, ad mensuram ejusdem loci. — Sancto-Stephano Senonensi legavi viginti solidos pro quibus percipiet, annuatim, in festo Beati-Remigii, unum modium avene de eisdem terragiis Florigniaci. — Monachis Beate-Marie de Ramerru, viginti solidos pro quibus percipient, annuatim, in eodem termino, duo sextaria frumenti de eisdem terragiis Florigniaci. — Illis qui deservient capelle mee de Ramerru decem solidos, pro quibus percipient, annuatim, in eodem termino, duo sextaria frumenti de eisdem terragiis Florigniaci. — Auberti Masnillo, decem solidos, pro quibus percipiet, annuatim, in eodem termino duo sextaria frumenti de eisdem terragiis Florigniaci. — Sancto-Petro Trecensi, decem solidos pro quibus percipiet, annuatim, in eodem termino, duo sextaria frumenti de eisdem terragiis. Deiloco, decem solidos quos percipiet annuatim, in festo Exaltationis Sancte-Crucis, de censibus meis Florigniaci. — Sancto-Petro-Vivo Senon. quinque solidos de eisdem censibus, in eodem termino, annuatim percipiendos. — Sancto-Johanni Senon. quinque solidos in eodem termino, de eisdem censibus meis Florigniaci, annuatim percipiendos. — Sancto-Remigio Senon. quinque solidos in eodem termino de eisdem censibus meis Florigniaci, annuatim percipiendos. — Sancto-Paulo Senon. quinque solidos in eodem termino, de eisdem censibus meis Florigniaci, annuatim percipiendos. — Sancto-Antonio Senon. quinque solidos in eodem termino, de eisdem censibus meis Florigniaci, annuatim percipiendos. — Monachis Sancte-Columbe Senon. quinque solidos in eodem termino, de eisdem censibus meis Florigniaci, annuatim percipiendos. — Prulliaco, decem solidos quos jam percepit et diu percepit de tenetura Theobaldi de Florigniaco-Julliaco, decem solidos pro quibus percipiet annuatim in festo Beati-Remigii, unum sextarium frumenti et unum sextarium ordei de terragiis meis de Balneolis, ad mensuram ejusdem loci. — Sancto-Martino de Ramerru quinque solidos quos percipiet annuatim de costumis meis de Noiant, terminis qui statuti sunt eisdem costumis persolvendis. — Domui-Dei de Ramerru, quinque solidos quos percipiet annuatim eisdem terminis et de eisdem costumis. — Leprosis ejusdem loci, quinque solidos quos percipient annuatim eisdem terminis, et de eisdem costumis. — Sancto-Nicholao de Pogiaco, quinque solidos quos percipiet annuatim, eisdem terminis, et de eisdem costumis. Quod ut ratum permaneat et stabile, presentem paginam sigilli mei munimine feci roborari.

Actum, anno Incarnationis Domini millesimo ducentesimo nono-decimo, mense januario.

Orig.; Arch. de l'Aube, Fonds du prieuré de Ramerupt, 20 H.

—

246 1219 [1220], FÉVRIER.

Foi et hommage rendu par Gui de Maligny au comte de Champagne, de sa terre de Maligny et des fiefs qui en dépendent.

Guido, dominus Mellignaci, profitetur se castrum et villam Melligniaci, feoda militum quæ movent de Melligniaco et quidquid habet apud Capellam juxta Melligniacum, Bennam et Chaaly, de comite Campaniæ tenere. — « Quod ut notum sit in futurum, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

« Actum, anno Gratie M° CC° nonodecimo, mense februario. »

***Lay. du Trés. des Ch.*, par Teulet, t. I, p. 495. — C'est par erreur que la pièce y est attribuée à Gui de Meligny, en Lorraine.**

—

247 1220, AVRIL.

Philippe-Auguste recommande au maire et aux jurés de Sens de rendre justice aux religieux de Saint-Jean de Sens, lorsqu'ils la leur demanderont, attendu qu'il a ce monastère en sa protection.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, amicis et fidelibus suis majori et juratis Senonensibus, et universis aliis ballivis et prepositis suis ad quos littere presentes pervenerint, salutem et dilectionem. Mandamus vobis et precipimus quatenus quotiescumque abbas et canonici Sancti-Joannis vos requisierint

ut eis justicie plenitudinem exhibeatis, vos, incontinenti maturam et plenam justiciam impendatis, scituri quod cum domum ipsorum et res universas ad eos attinentes specialiter in protectione et custodia nostra per jus habeamus, si eis justicie plenitudinem in ballivis et potestatibus vestris non impenderitis, cum vos requisierint, nobis exinde debitam facietis emendam, si de defectu vestro ad nos querimonia pervenerit.

Actum, Meleduni, anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo, mense aprili.

Copie tirée du Cartulaire de l'abbaye Saint-Jean de Sens, écrite en 1663, L. 1 : Arch. de l'Yonne.

En 1227, au mois de septembre, le roi Louis VIII donna aux moines une lettre semblable à la précédente. — Ibid.

—

248 1220, 20 AVRIL.

Lettre de Pierre, archevêque de Sens, de Guillaume, évêque d'Auxerre et ses autres suffragants, à l'archevêque de Reims et à ses suffragants, pour avoir leur avis au sujet de la défense faite par le roi à ses baillis, etc., de permettre de faire des marchés où seraient prêtés des serments ou donnés des gages de foi mutuelle.

R. R. patribus et D. D. charissimis W., Dei gratia Rhemensi archiepiscopo, ejusdem suffraganeis universis virisque venerab. et discretis decanis et capitulis cathedralium ecclesiarum provinciæ Rhemensis, P. ejusdem permissione Senonensis archiepiscopus, G. Carnotensis, M. Aurelianensis, W. Autissiod., H. Trecensis et W. Meldensis miseratione divina episcopi, salutem et sinceram charitatem.

Vestra novit, quod credimus, universitas, quod cum Parisius, ad vocationem R. patris C. Portuensis episcopi, sedis apostolicæ legati, dominus rex quasdam querelas scriptas, quas contra nos se et homines suos habere dicebat, ad nos misit responsionem petens a nobis super illis. Cumque diem ad respondendum de voluntate nunciorum ejus recepissemus, infra diem illam D. rex statum ecclesie immutando, clamari fecit, publice, in terram suam, ne aliqui de baillivis et præpositis suis, sicut chara habent, sua corpora et catella, de cætero mercata faciant, vel mercasias ubi sit catallum, quibus interveniat juramentum et fiduciæ : addens, insuper, quod si quis eorum in hoc incideret forisfactum, ipse emendam ab eis levaret. Nos, autem, virorum nostrorum super hoc usi consilio, ad ipsum omnes accedentes, primo requisivimus ab eo quanta decuit humilitate, ut illud quod die sua pendente in præjudicium et injuriam nostram, necnon et totius ecclesiæ gallicanæ fecerat, revocaret : et postea, de querelis contra nos propositis, tum responderemus eidem, ita quod ipse, vel homines sui de nobis conqueri non deberent. Ad quod ipse nobis respondit quod super hoc nobis ullatenus non responderet, donec cum baronibus suis, quos ad parlamentum convocaverat, consilium habuisset. Postmodum, vero, bonorum virorum consilio metuentes ne barones suos induceret ad eandem inhibitionem faciendam, baronibus, qui a nobis et ecclesiis nostris feoda tenent, pro fidelitate quam nobis debent, inhibuimus ne huic statuto vel alii contra ecclesiam faciendo, aliquatenus consentirent. Nosque, attendentes per hoc statutum juri ecclesiastico plurima derogari, et re esse perniciosi exempli, cum per hoc non mandato caveamus, ne ad deteriora pronus sit contra Dei ecclesiam de facili statuendo, nisi in januis resistatur ; universitatem vestram rogamus humiliter, ut quia negotium istud vos et ecclesias vestras, immo tangit ecclesiam gallicanam, in hoc facto ecclesiæ Dei consilium et voluntatem proxima die martis ante instantem Pentecostem nobis Senonis rescribatis, quoniam ad eam diem propter hoc specialiter capitula et abbates nostrorum diocesum convocabimus et ibi personaliter conveniemus, Deo dante.

Datum, Parisius, die lunæ ante festum B. Georgii, anno Domini M° CC° XX°, mense aprili.

Louvet, *Histoire et antiquitez du pais de Beauvaisis*, 1631, in-8°, p. 191.

—

249 1220, MAI.

Blanche, comtesse de Troyes, et son fils Thibaud déclarent avoir donné à l'abbaye de Pontigny le tiers du droit de location qu'ils avaient pendant les foires, sur deux maisons situées derrière la Maison-Dieu du marché-des-meules à Troyes. Ils se réservent en outre le tonlieu.

Nos Blancha, comitissa Trecensis palatina, et Th., comes Campanie, natus ejus, notum facimus universis, tam

presentibus quam futuris, quod, ob remedium animarum nostrarum, dedimus in perpetuam elemosinam fratribus Pontigniaci quicquid habebamus vel habere debebamus in nundinis, de locatione duarum domorum quas habent contiguas post Domum-Dei de foro molarum, videlicet tertiam partem locationis. Retinuimus autem nobis theloneum quod habere debemus in domibus supradictis. Quod ut notum permaneat et firmum teneatur, litteris annotatum sigillorum nostrorum fecimus appensione muniri.

Actum, anno ab incarnatione Domini Mº CCº XXº, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny.

—

250 1220, MAI.

Guillaume, évêque d'Auxerre, désirant développer le culte divin dans son diocèse, déclare avoir donné au monastère cistercien des Celles près Auxerre, qu'il a fondé, sa maison du marché de cette ville, qu'il a achetée de feu Itier Borne, chevalier, et laquelle ayant été détruite par l'incendie (de la ville) il a fait rebâtir à grands frais. Il ordonne ensuite qu'il soit donné par les religieuses à Girard Baleine, chanoine de Notre-Dame, 20 livres de rente annuelle par ce qu'il a fait abandon du lieu où s'élève ce nouveau monastère.

Willelmus, Dei gratia Autissiod. episcopus, omnibus Christi fidelibus in Domino, salutem. Notum facimus universis, præsentibus pariter et futuris, quod nos, cultum divinum in Autissiod. diocesi cupientes ampliare, novellæ plantationi, domui scilicet de Cellis juxta Autissiodorum, in qua monialium abbatiam Cistercensis ordinis, auctore Domino, fundavimus, dedimus et concessimus jure perpetuo possidendam domum nostram de foro Autissiod., juxta stalla cambiatorum sitam, quam a defuncto Itero Borno, milite, quondam emimus de nostro proprio, et postea communi incendio consumptam ex toto refecimus cum magnis sumptibus et impensis. Quia, vero, dilectus filius Girardus Baleine, Beatæ-Mariæ de civitate Autissiod. canonicus, locum in quo prædicta abbatia sita est, qui de proprio alodio ipsius erat, ad nostram ammonitionem, dedit: volumus et statuimus ut, in hujus doni recompensationem, per manum earumdem monialium, vel mandati earum, ex mercede dictæ domus, viginti libras quamdiu vixerit, percipiat annuatim, terminis inter eos statuendis. Quod si in statutis terminis non solveretur eidem Girardo dicta pecunia, posset ipse Girardus ad domum ipsam assignare. Post mortem, vero, ipsius Girardi, domus dicta omnino libero dictis monialibus remanebit.

Quod ut ratum et firmum permaneat, præsentem cartam, in hujus rei testimonium, fecimus sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno incarnati Verbi Mº CCº XXº, mense maio.

D. Viole, *Hist. des évêques d'Auxerre*, t. II, Fº 314 Rº; Bibl. d'Auxerre, Ms nº 127.

—

251 1220, MAI.

Pierre, archevêque de Sens, refuse d'autoriser l'accord passé entre Louis, curé de Saligny, et Anseau, chevalier du même lieu, au sujet de la chapelle de Fontaine qui, après la mort dudit Louis, devait être réunie à l'église-mère de Saligny, etc.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus universis quod in transactione et compositione facta inter Ludovicum, presbiterum de Sallegniaco, ex una parte, et Ansellum, militem ejusdem ville, ex altera, per archidiaconum loci, de consensu et voluntate dilectorum filiorum nostrorum Helye, bone memorie abbatis Sancti-Petri-Vivi et totius conventus ejusdem ecclesie, super capella de Fontanis, post mortem dicti Ludovici in matrem ecclesiam transferrenda, et super decimis ecclesie de Saligniaco dicte capelle in perpetuum assignandis, nec consensimus nec consentimus, et tanquam in nostrum prejudicium attemptatas quantum ad nos pertinet revocamus. In cujus rei memoriam et testimonium, presentes litteras sigilli nostri munimine confirmamus.

Actum, anno Gracie Mº CCº vicesimo, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Pierre-le-Vif.

1230, mai. — Jean de Fontaines, chevalier, légua à l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif tous les droits qu'il avait sur la terre de Saligny, tant en hommes que rentes et héritages. — Ibid. — Saligny.

—

252 1220, JUIN.

Bref du pape Honorius III, autorisant les moines de Saint-Pierre-le-Vif de Sens à appeler en témoignage leurs hommes, pourvu qu'ils ne soient pas serfs.

Honorius episcopus, etc., dilectis filiis abbati et conventui Sancti-Petri-Vivi Senon., salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere sedes apostolica piis votis et honestis petencium desideriis favorem benivolum impertiri. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, presentium vobis auctoritate concedimus ut in causis vestris hominum vestrorum, dummodo servi non fuerint, uti testimonio cum necesse fuerit valeatis. Nulli, ergo, omnium hominum, etc.

Datum, Viterbii, nonis junii, pontificatus nostri anno quarto.

D. Cottron, *Chronicon Sancti-Petri-Vivi*, p. 695; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 156.

1221. — Le même pape défend aux hommes qui dépendent du monastère de Saint-Pierre de se transporter sur le domaine d'un seigneur étranger et de mettre leurs biens sous la protection du pouvoir laïque. — D. Cotron, ibid., p. 698.

—

253 1220, JUILLET.

Robert de Courtenay donne à ses chevaliers Gui et Simon de Orbac son herbage de la Mote, près Champignelles, et toutes ses dépendances, moyennant quoi ils seront ses hommes-liges envers et contre tous.

Ego Robertus de Curtiniaco, notum facio universis, tam præsentibus quam futuris, quod ego, de assensu et voluntate Mathildis, uxoris meæ, dedi et concessi Guidoni et Simoni de Orbaco, militibus meis, et hæredibus eorum, herbagium meum de Mota, situm juxta Campignolium, in foresta qui dicitur Boscus-Ernauldi, sicut se comportat, et totum attractum ibidem pro eodem herbagio adductum; et omnes terras, et omnia prata, quas et quæ habebam intra clausuras quæ sunt ante dictam domum, et omnes terras et omnia prata quas et quæ filii defuncti Natalis ibidem habebant; et totum nemus quod est intra prædictas terras, et prata, et usuarium suum in nemore de Bulcoi in perpetuum habenda et possidenda; et propter hoc Guido et Simon sunt homines mei ligii contra omnes homines.

Actum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo vigesimo, mense julio.

Dubouchet, *Hist. généal. de la maison royale de Courtenay*, Preuves, p. 28.

—

254 1220, AOUT.

Hervé, comte de Nevers, règle un différend qui s'était élevé entre quatre frères juifs, dont deux lui appartenaient à Tonnerre et deux dépendaient de la comtesse de Champagne. Il s'agissait de biens meubles à partager entre eux.

Omnibus præsentes litteras inspecturis, Herveius, comes Nivern., salutem. Noverint universi quod cum causa verteretur inter Sonium et Aquin fratrem suum, judeos meos de Tornodoro, ex una parte, et Baudin et Jacob, fratres eorumdem, judeos nobilium dominæ Blanchæ, comitissæ Campaniæ, ex altera, super mobilibus suis, ad ultimum inter se pacificatum fuit in hunc modum : quod prænominati Sonius et Aquin haberent medietatem mobilis totius; dicti autem Baudinus et Jacob, medietatem aliam rehaberent. Hanc autem confœderationem pacis ac vinculum ego, dictus comes, et nobilis comitissa Campaniæ voluimus et laudavimus, salvis tamen costumis et jurisdictionibus comitatus Nivernensis, Autissiodorensis, Tornodorensis et Campaniæ, quæ antecessores nostri suis temporibus tenuerunt; nec pro pace ista in jam dictis comitatibus costuma aliquod detrimentum accipiet vel augmentum. Quod ut ratum habeatur, præsentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, Autissiodor., anno Gratie millesimo ducentesimo vicesimo, mense augusto.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 121, d'après le Cartul. de Champagne. — Voyez ibid., p. 209, Lettres patentes de Louis IX, de déc. 1230, sur le fait des juifs dans ses terres et celles de ses barons.

—

255 1220, AOUT.

Pierre, archevêque de Sens, reconnait au Chapitre le droit d'exercer la justice sur ses sujets laïques, bien qu'ils soient les vassaux de

l'archevêché. Ce droit avait été établi par son prédécesseur l'archevêque Gui.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Petrus, Dei gratia Senon. archiepiscopus, in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod cum inter nos, ex una parte, et venerabiles viros capitulum Senon., ex alia, esset controversia super eo quod ex privilegio eis a felicis memorie Guidone, predecessore nostro, Senon. quondam archiepiscopo, indulto, dicebant se habere jus faciendi et exercendi justicias in malefactoribus suis laycis et terris eorum, quamvis sicut homines feodatarii nostri, et hoc jure dicebant se usos fuisse pluries etiam temporibus nostris ac per hoc in quasi possessione hujus juris esse. Nos, vero, ex adverso, tam possessionem quam jus predicti privilegii contra predictos feodatarios deficebamus; tandem, pro bono pacis, sumptibus et laboribus evitandis, in hanc formam compositionis deventum est, quod nos dimisimus eis quietam et pacificam possessionem quam se habere dicebant; de jure autem ac potestate privilegii predicti quantum ad feodatarios nostros compromissum est tam a nobis quam ab ipsis in venerabiles viros Philippum, decanum Senon., Leobertum, decanum Aurelian. et magistrum Albericum, canonicum Parisiensis, ut, auditis rationibus et allegationibus omnibus quibuscunque vellemus vel possemus nos et ipsi in judicio allegare, dictam querelam per suum arbitrium diffinirent. Hoc, igitur, compromissum et dictum arbitrium, sicut supradictum est, concessimus et promisimus, bona fide, ratum et firmum nos habituros, et in hujus rei memoriam et cautelam, sigillo nostro presentes litteras fecimus roborari.

Actum, anno Gratie Mº CCº vicesimo, mense augusto.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Bibl. de Sens, G 141, nº 1.

En 1226, l'archevêque Gauthier confirma le Chapitre dans les mêmes droits. — Ibid.

—

256 1220, AOUT.

Reconnaissance par Hugues Le Roux, maire d'Arces, sa femme et ses enfants, qu'ils sont hommes de l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif de Sens, moyennant 2 sous d'abonnement par an.

Petrus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi, quod constituti coram nobis in jure, Hugo, Rufus, de Arcea, maior ecclesie Sancti-Petri-Vivi Senonensis, et Edelina, uxor ejus, Symon, Rainaudus, Odo, Stephanus Rufus, Milo, Stephanus Frasions et Oselia, filii eorumdem, recognoverunt se esse homines de corpore ecclesie Sancti-Petri-Vivi Senon., abonatos ad duos solidos abbati ejusdem ecclesie, nomine tallie, ad festum Sancti-Petri erga ipsos et eorum heredes omnibus aliis consuetudinibus, usibus et justicia terre sue et escasuris, secundum usus vel consuetudines burgi Sancti-Petri. Albas, vero, dicte ecclesie recognovit coram nobis, quod ipsos abonavit, et eorum heredes ad duos solidos predictos, salvis ecclesie sue omnibus predictis, sicut superius est expressum. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillo nostro fecimus roborari.

Actum, anno Gracie Mº CCº vicesimo, mense augusto.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Pierre-le-Vif.

—

257 1220, SEPTEMBRE.

Legs fait devant l'official de Sens par Nicolas l'Eventé, chanoine, au Chapitre de Sens, de 40 s. sur le péage de Pont-sur-Yonne, pour fonder son anniversaire.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 145, nº 5.

—

258 Vers 1220.

Donation au chapelain du château de Seignelay, par Marguerite, dame dudit lieu, et son fils Étienne, de 8 setiers de blé de rente sur les moulins de Beaumont, de 60 sous monnaie d'Auxerre sur les cens de Seignelay, etc.

Willelmus, Dei gracia Autissiod. episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint, in Domino salutem. Universitati vestre fore volumus quod nobilis mulier Margareta, domina Sailliniaci et Stephanus, filius ejus, in presencia nostra constituti dederunt et concesserunt imperpetuam elemosinam

capelle in castello Selliniaci site, ad sustentacionem capellani qui ibidem deserviret, octo sextaria bladi, scilicet, quatuor de frumento et quatuor de siligine, in molendinis de Bellomonte, ad mensuram Altissiod., singulis annis percipienda. Dederunt, eciam, eidem capelle, imperpetuum, LX solidos Altissiod. monete capiendos singulis annis in censibus de Seilliniaco; et tam bladum quam denarii solventur annuatim predicto capellano, in festo Beati-Remigii. Contulerunt, insuper, predicte capelle quandam vineam que fuit Ysambardi de Domo-Dei, sitam juxta viam de Chimiliaco. Concesserunt, eciam, coram nobis, quod quociens dominus castri, vel domina, morabuntur in eodem castro, capellanus, cum clerico suo, erit de mensa eorum. Nos, autem, ad peticionem tam predicte domine quam Stephani, filii ejus, litteras testimoniales super premissis fieri fecimus, et sigilli nostri munimine roborari.

Vidimus de l'an 1409; Arch. de l'Yonne; Fonds des Chapelains de Seignelay, G 2564.

—

259 1221.

Vente par Thibaut Platel, chanoine de Notre-Dame du Val-de-Provins, à l'abbaye de Reigny, d'une maison, d'un cellier et dépendances, sis à Provins, pour 200 livres de Provins.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Hugo, curie Senon. officialis, salutem in Domino. Noverint universi quod Theobaldus Platel, de Pruvino, canonicus ecclesie Beate-Marie de Valle-Pruvini, vendidit abbati Regniaci et ejusdem loci conventui totam domum cum cellario et appendiciis suis quam habebat apud Pruvinum (1), que fuit quondam Garini Platel, patris sui, sitam in vico Balneorum, juxta domum Ade Lomolle, pro ducentis libris pruvin. monete: quam vendicionem Petrus Platel, frater dicti Theobaldi, in presentia nostra constitutus, laudavit et concessit, et sicut continetur in carta virorum venerabilium quam vidimus, videlicet, Gaufridi, abbatis ecclesie Beati-Marie de Valle-Pruvini, et M. decani christianitatis. Ermengiardis Platele, soror dicti Theobaldi, et Laurentius de Changi, sororius dicti Theobaldi et Margarita la Platele, soror dicti Theobaldi, dictam vendicionem laudaverunt et concesserunt, unusquisque eorum, fide interposita. Habuerunt, autem, de beneficio dictorum abbatis et conventus, viginti libras Pruvin. Et ut hoc ratum permaneat, presentes litteras sigilli curie Senon. munimine roboravimus.

Actum, anno Gracie M° CC° XX° I°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Reigny. — Provins.

—

260 1221.

Itier de la Brosse atteste que son frère, Geoffroy de Grignon, a vendu à l'abbaye de Reigny, moyennant 120 livres de Provins, une rente de 60 sous auxerrois et d'un muid de grain, à percevoir sur les coutumes et les tierces de sa terre de Montigny.—Cet acte fut ratifié par Miles, seigneur de Noyers, et Gui de Maligny.

Ego Yterius, dominus Broucie, notum facio presentibus et futuris quod Gaufridus de Grignon, miles, frater meus, vendidit, precio centum et viginti librarum Pruvin. monete, abbati et conventui Reigniaci, sexaginta solidos Autiss., et unum modium bladi ad mensuram Autiss., duas partes avene et terciam partem frumenti, que percipientur annuatim in coustumis et terciis, et redditibus aliis, apud Montigniacum, villam suam, juxta Fulcherias, grangiam de Pontigniaco, pacifice perpetuo possidenda. Que omnia cum ego in predicta villa jure hereditario et de alodio prius possiderem, prefatus Gaufridus, frater meus, a me per eschangiam acquisivit. Prefata, vero, vendicio tali conditione facta fuit, quod, si de predictis rebus a fratribus Reigniaci per biennium vel triennium possessis aliquid defuerit, ego Yterius, ad arbitrium bonorum virorum, sufficienter supplebo et justam garentiam portabo fratribus sepedictis. Hoc totum laudaverunt Agnes, uxor mea, et Andreas, et Bartholomeus, et Yterius, et Johannes, liberi mei. Quod ut ratum et inconcussum permaneat, presens scriptum sigilli mei munimine roboravi. Ego etiam Milo, dominus Noeris (*sic*) in predictorum testimonium, sigillum meum apposui.

Actum, anno Gratie M° CC° XXI°.

Puis, d'une autre encre, immédiatement au-dessous :

Ego similiter Guido, miles, dominus

(1) Cette maison était située dans la rue Sire-Hugues. (Arch. de Reigny. — Ibid.)

de Mellini, in predictorum testimonium, sigillum meum apposui.

Actum, anno Gratie M° CC° XXI°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, L. XXXIX.

—

261 1221.

Caution de 200 livres parisis en faveur de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif de Sens, donnée par Eude, clerc, et plusieurs autres habitants du bourg Saint-Pierre, si Pierre Ribaud et sa femme ne viennent pas, du jour de la charte à l'octave de la Pentecôte, se reconnaître hommes de corps de l'abbaye, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Hugo, curie Senon. officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod constituti coram nobis in jure, Odo, clericus, de burgo Sancti-Petri, filius defuncti Terrici, Petrus et Humbertus, filii defuncti Mainardi de burgo Sancti-Petri, Stephanus Aameri, Johannes Bichebot et Garnerius de Taloam, se spontanea voluntate fide media plegios et debitores obligarunt, ad usus et consuetudines Senon., erga religiosos viros abbatem et conventum Sancti-Petri-Vivi Senonensis, de ducentis libris paris., tali tenore quod de illis ducentis libris facient creentum dictorum abbatis et conventus, infra mensem postquam fuerint a predictis abbate et conventu requisiti, nisi Petrus Ribaudus et uxor ejus, infra octabas Penthecostes veniant in presentia domini Senon., et recognoscent se esse homines de corpore ecclesie Sancti-Petri-Vivi Senon., talliabiles, alto et basso, ad voluntatem abbatis Sancti-Petri-Vivi, et nisi in presentia domini Senon. jurent ita esse idem Ribaudus et uxor ejus, et ni faciant componi litteras domini Senon. in quibus etiam litteris continebuntur ea que inferius sunt expressa, scilicet quod si quando diffugerent se vel sua, dictus Petrus Ribaudus et uxor ejus, extra dominium ecclesie Sancti-Petri-Vivi, ubi ecclesia Sancti-Petri-Vivi perdat talliam et servicium et omnem justitiam sibi a dictis Petro Ribaut et ejus uxore debitam, tamquam ab hominibus suis de corpore, vel aliud dominium advocaverint, quod predicti Odo clericus, Petrus et Humbertus, Stephanus Aameri, Johannes Bichebot, Garnerius de Taloam, tenebuntur, erga ecclesiam Sancti-Petri-Vivi, de dictis ducentis libris, et quod ad hoc se spontanee fide media obligarunt, tali etiam pacto quod si aliquem ipsorum, videlicet, Odonis, Petri, Humberti, Stephani, Johannis et Garnerii decedere contigerit, vel in peregrinationem longinquam proficisci, vel alias fieri non solvendo, quocumque modo, quod illi qui remanebunt alium pro illo qui recedet vel decedet, vel alias fiet, non solvendo equalis valoris, ponere tenebuntur in obligatione predicta erga ecclesiam S. Petri, infra mensem postquam fuerint requisiti, vel ex tunc ipsi dictis abbati et conventui ad solutionem dictarum CC lib. tenerentur acsi dicti Petrus Ribaut, et uxor ejus, dominium supradicte ecclesie diffugissent.

Les cautions donnent comme garantie de leur engagement tous leurs biens situés à Sens, consistant en maisons, vignes, terres, etc., et Pierre Ribaut ses biens sis à Villemer, Volgré et Joigny.

Actum, anno Domini M° CC° XXI°, die sabbati post Inventionem Sancte-Crucis.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Pierre-le-Vif.

—

262 1221.

Oda, dame de Pougy, atteste que feue Alix, mère d'Érard de Brienne, a donné pardevant elle, à l'abbaye de Vauluisant, les pâtures de Vallières et de Fleurigny, etc.

Ego Oda, domina Pogeii, notum facio omnibus presentibus et futuris, quod pie memorie Aalis, mater Herardi de Brena, ante mortem suam, cum adhuc in sana mente consisteret, in presentia mea et quorumdam aliorum, apud Pogiacum, contulit in perpetuum et donando concessit fratribus domus Vallislucentis, pro remedio anime sue et parentum suorum, pasturas de Valeriis et de Floriney ad omnes bestias et pecora grangiarum suarum, videlicet de Cervins et de Chevroy. Ita quod si aliquando fieret in predictis Valeriis vendicio nemoris, per quadriennium a cospeiciis cessarent. Dedit, etiam, eadem domina domui Vallislucentis unum modium avene apud Floriney in redditibus suis annuatim percipiendum. Et quia hoc vidi

et audivi, presentes litteras feci sigilli mei munimine roborari.

Actum, anno Domini M° CC° XX° I°.

Orig.; scellé du sceau oblong de la dame de Pouy en grand costume, tenant une fleur à la main. — Arch. de l'Yonne, Fonds Vauluisant. — Vallières.

En décembre 1222, Érard de Brienne et Philippa, sa femme, fille de Henri, comte de Troyes, étant à Séant, ratifièrent le don ci-dessus relaté. — Sceau du sire de Brienne et de sa femme.— Ibid.

—

263 1220 [1221], FÉVRIER.

L'abbé de Sainte-Colombe de Sens atteste que Raoul de Pailly a vendu, aux religieuses de La Pommeraie, sa terre de Maupertuis, mouvant de la censive de Sainte-Colombe.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Odo Sanctæ-Columbæ dictus abbas, in Domino salutem. Noverint universi quod Radulphus de Palliaco, in præsentia nostra constitutus, recognovit se vendidisse monialibus de Pomeria terram suam de Malo-Foramine, quam etiam terram de censiva et juridictione nostra moventem pro tribus minis avenæ nobis, singulis annis, in Crastino Natalis Domini persolvendis dictis monialibus laudavimus et concessimus in perpetuum remanere. Hanc, autem, venditionem Emelina, uxor dicti Radulphi, Jobertus, Johannes, Maria, Ermengardis, pueri ipsorum, laudaverunt et concesserunt coram nobis. Quod ut ratum et firmum permaneat, litteris annotari sigilli nostri fecimus munimine roborari.

Actum, anno Gratiæ M° CC° XX°, mense februarii.

D. Cottron (d'après l'original), *Hist. de l'abbaye Sainte-Colombe;* Bibliothèque d'Auxerre, Ms n° 116, p. 315.

—

264 1220 [1221], FÉVRIER.

Guy de Maligny déclare que son château et le village de Maligny sont du fief du comte de Champagne et rendables à grande et petite force, ainsi que ce qu'il possède à La Chapelle, à Beine et à Chablis.

Ego Guido, Dominus Melligniaci, notum facio omnibus, præsentes litteras inspecturis, quod ego teneo de comite Campaniæ castrum Melligniaci et villas quæ sunt jurabilia et reddibilia ipsius comitis ad parvam vim et ad magnam, et feoda militum quæ movent de Melligniaco, et quicquid habeo apud Capellam juxta Melligniacum, et quicquid habeo apun Bennam, excepto Henrico et familia ejus...... et Domino Guidone de Monte-Regali, et quicquid habeo apud Chaaly, quod est de capite uxoris meæ. Quod ut notum sit in futurum, præsentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratie M° CC° XX°, mense februario.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs,* Preuves, p. 117.

1223. — Le même Gui approuve le don fait à l'abbaye de Molême par Baudoin de Courferaut, inhumé au prieuré de Noyers, de 10 s. de rente sur Villy et Lignoreilles. — Arch. de la Côte-d'Or, Cartul. de Molême, II, F° 80 V°.

—

265 1220 [1221], 22 MARS.

Par l'acte ci-dessous, l'abbé de Saint-Père donne à G. d'Auxerre, certaines terres situées à Augy pour planter en vignes et en jouir à moitié pendant sept ans. Après ce temps, ces plantes furent partagées entre eux, selon certaines conditions y désignées.

Universis, presentes litteras inspecturis, G. de Autissiod., civis Paris., salutem in Domino. Noveritis quod, cum vir venerabilis, A., abbas Sancti-Petri et conventus ejusdem ecclesie Autissiod., dedissent michi quasdam terras ad medietatem plantandas usque ad septem annos, que sunt in territorio de Augiaco, elapsis septem annis plante ille, pari partium consensu, partite fuerunt ita quod abbas et conventus habuerunt plantam de Monte-Ambrase et petiam que adheret magnis plantis de Fonteneto, versus Vallem, et partem illam que est juxta stannum qui adheret vinee Boisacote, et cuidam vinee mee que extenditur usque ad viam de Vallibus, cum fosseto et omnibus aliis aisamentis, ad imbladiandum et debladiandum; et aliam partem aliarum plantarum, sitarum intra domum meam de Augiaco et Vallem versus Vallem; et bosme posite fuerunt inter partes meas et abbatis et conventus, salvo recto censu et decima illarum que sunt de censiva Beati-Petri que dicte debeo ec-

clesie. Quod ut ratum sit, presentibus litteris sigillum meum apposui.

Actum, anno Gratie M° CC° vicesimo, mense martio; datum in crastino Letare Jherusalem.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds de l'abbaye Saint-Père d'Auxerre, L. VIII.

—

266 1221, JUILLET; 1222, MARS.

Donation par le roi à Henri Concierge, son chambellan, de l'eschoite de Théophanie, sa femme de corps, de Villeneuve-le-Roi.

Notum, etc., quod nos Henrico Consergio, cambellano nostro, et heredi suo de uxore sua masculo, qui nobis servire possit, damus et concedimus in perpetuum eschaetam que nobis accidit apud Villam-Novam-Regiam, de Theophania, femina nostra de corpore, videlicet domum suam cum toto porprisio, quatuordecim arpennos terre arabilis et duos arpennos vinee, reddendo dominis territoriorum in quibus sedent census et redditus consuetos.

Actum, anno Domini M° CC° XX° I°.

Bibl. Nation. D, 215 V°. E, 201 V°.

—

267 1221, SEPTEMBRE.

Accensement fait par Guillaume de Fontaine, chevalier, et Jean, son frère, aux lépreux du Popelin, pour 5 sous de rente, de toutes les terres que les lépreux tenaient d'eux à Fontaines.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Hugo, officialis Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod dominus Willelmus, miles, de Fontanis, et Johannes, frater ejus, coram nobis recognoverunt se leprosis de Popelino, pro quinque solidis paris., annuatim persolvendis, crastino Nativitatis Domini, accensuisse omnes terras quas tenebant dicti leprosi a dictis fratribus ad terragium, infra metas de Fontanis, et totam petiam terre, sicut se comportat, sitam retro domum leprosorum de Fontanis, cum quadam petia terre retro domum defuncti Stephani Seart site, et alteram petiam terre integram, sitam retro granchiam prioris Sancti-Salvatoris de Fontanis, pro ducentis et quadraginta libris pruvin., quas se recepisse confessi sunt coram nobis dicti fratres, in pecunia numerata. Cujusmodi conventiones dicti fratres fiduciarunt se inviolabiliter observaturos; et quod supradicta eisdem leprosis debite garantizabunt, super quibus Gilebertus de Sancto-Florentino, Bartholomeus, draperius, Andreas, monetarius et Theobaldus, sellarius, se plegios obligarum, si vero aliquem eorum mori contigerit, ipsi fratres loco ejus alium sufficientem substituere tenebuntur.

In cujus rei memoriam presentem cartam annotari et sigillo Senon. curie, ad petitionem partium, fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° vicesimo primo, mense septembri.

Orig.; Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens, II. B n° 16 *bis*.

—

268 1221, SEPTEMBRE.

Vente faite par le roi Philippe-Auguste à l'abbaye de Saint-Jean de Sens et à Gui de Borran, du droit de pêche aux arches du pont de Grès, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Willelmus ecclesie Sancti-Johannis Senonensis abbas, totusque ejusdem ecclesiæ conventus, in Domino salutem. Noverint universi quod vir excellentissimus Philippus, rex Francorum, concessit nobis et Guidoni de Borrum servienti suo, et heredibus suis, arcas pontis Gressii, cum gurgitibus ibidem signatis, et aquam que vulgo baillium nuncupatur, ad piscandum communiter, inter nos tenenda de ipso et heredibus suis, in perpetuum, pro viginti solidis annuis census reddendis dicto regi, vel ejus mandato, annis singulis, in festo Beati-Remigii. Preterea nobis solis dedit et concessit aquam a baillio et supra usque ad exclusas molendinorum superius, pro decem salutis censualibus reddendis eidem, annis singulis, in festo Beati-Remigii. Quod ut ratum permaneat nobis, salva justicia sua, sigilli sui fecit munimine roborari. Nos vero, eidem super hoc litteras nostras concessimus sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Actum, anno Gratie M° CC° vicesimo primo, mense septembri.

Orig.; Arch. Nationales, J 261, n° 1.

—

269 1221, NOVEMBRE.

Deux chanoines d'Auxerre, Hervé et Mathieu, furent chargés par l'évêque Henri et le Chapitre, à la mort du doyen Guillaume, de décider à qui, pendant la vacance, appartenait l'exercice de la juridiction du doyenné. Les chanoines déclarèrent, sans préjuger de la juridiction sur le Chapitre, que ladite juridiction appartenait à l'évêque pendant la vacance.

Omnibus, præsentes litteras inspecturis, Herveus et Matthæus, canonici Autissiod., in Domino salutem. Noverint universi quod, cum post mortem bonæ memoriæ Willelmi, Autissiod. decani, vacante decanatu, inter venerabilem patrem et dominum, Henricum, episcopum, et venerabiles viros, capitulum Autissiod., ad quos jurisdictio decanatus, ipso vacante, devolvi debet, controversia emersisset; asserente dicto episcopo ipsam ad eum pertinere; capitulo quod ad ipsum non ad episcopum pertineret, e contrario proponente; tandem in nos duos, ab utraque parte, super hoc extitit compromissum. Nos, igitur, auditis utriusque partis rationibus, in primis protestantes quod de jurisdictione super canonicos majoris ecclesiæ nihil diffiniebamus, finaliter pronunciamus prædictam jurisdictionem, vacante decanatu, ad dictum episcopum pertinere.

Actum, anno incarnationis Domini M° CC° XX° I°, mense novembri.

D. Viole, *Hist. des évêques d'Auxerre*, t. II, F° 357 R°, d'après le Cartul. de l'évêché; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 127.

—

270 1221, 3 DÉCEMBRE.

Lettre d'Honorius III à l'évêque de Troyes et aux abbés de Saint-Loup et de Saint-Martin de cette ville, pour terminer le procès du comte de Nevers et Mathilde, sa femme, au sujet de la succession de Pierre, empereur de Constantinople, de la mort duquel ils étaient certains, et par suite de laquelle ils avaient pris possession de la ville d'Auxerre, etc.

Honorius, episcopus, et venerabili fratri episcopo et dilectis filiis S. Lupi et S. Martini Trecensis abbatibus, salutem et apostolicam benedictionem. Ex insinuatione nobilis viri comitis Nivernensis et M., uxoris ejus, accepimus, quod cum certe de obitu clare memorie Petri, imperatoris Constantinopolitani, civitatem Autissiod., tanquam jure ad eos devolutam hereditario adissent, et super hoc cum nobili viro comite [Nam]-urcensi, nato predicti defuncti, et R. de Cor[tenaio] aliquandiu litigassent; nos, super........ ditis viris ordinem non servantes. Unde iidem nobis humiliter supplicarunt ut cum parati sint de se super hoc conquerentibus, justiciam exhibere, pro conservatione juris eorumdem, vobis scribere dignaremur: Quocirco, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatinus revocato in statum, si quod contra ipsos juris ordine pretermisso fecistis in hujusmodi negotio, auditisque partibus duxerunt proponenda, sublato appellationis obstaculo, ratione previa procedatis. Quod si non omnibus hiis exequendis potueritis interesse tu, ea, frater episcope, cum eorum altero nihilominus exequeris.

Datum, Laterani, III nonas decembris, anno incarnationis Verbi M° CC° XXI°, pontificatus nostri anno V.

Orig.: Arch. de la ville de Nevers. — H. Crouzet, *Preuves des droits et priviléges de la Commune de Nevers*; Nevers, 1858, in-8°.

—

271 1222.

Geoffroy d'Arcy renonce à tous ses droits sur le moulin à foulon d'Arcy et donne en outre aux moines de Reigny l'usage dans ses carrières, ainsi que son père le leur avait accordé, et le droit de pâturage, comme son aïeul le leur avait donné. Les moines abandonnent, en reconnaissance, les réclamations qu'ils lui faisaient sur divers sujets.

Ego Gaufridus, dominus Arsiaci, notum facio presentibus et futuris, quod, cum querela esset inter me et Girardum, fratrem meum, ex una parte, et venerabiles viros Hugonem, abbatem, et conventum Regniac., ex altera, super botorio quod habent apud Arsiacum, et rebus aliis quas tam nos contra ipsos, quam ipsi contra nos reclamabant, tandem pacificata fuit in hunc modum: quod nos, pro remedio animarum nostrarum et antecessorum nostrorum, quictavimus eis, si quid juris habebamus in predicto botorio, et in aliis querelis que tunc temporis inter nos et ipsos erant. Insuper dedimus eis et concessimus usum petrinarum in tota terra nostra, ita quod si in eundo vel redeundo dampnum aliquod fecerint, reddito capitali, ab omni forisfacto et exactione quicti erunt; quem usum pater noster eis dederat, ut dicebant. Concessimus etiam eis et laudavimus usum pastura-

rum quem avus noster dedit eis, sicut in carta ejus, super hoc facta, plenius continetur. Ipsi, vero, similiter quictaverunt nobis omnes querelas quas adversum nos tunc temporis habebant, videlicet querelam de arietibus captis et querelam de equo nobis accommodato, et querelam XII librarum pro nemore. Et sciendum quod ego. G., dominus Arsiaci, teneor eis annuatim reddere, in festo Sancti-Remigii, de censu Arsiaci, X solidos pro elemosina patris mei. Hoc totum fecit mecum G., frater meus, et hoc laudavit.... uxor mea, quorum assensu presentem cartam sigillo nostro roborari feci.

Actum, anno Gracie M° CC° XX° II°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny, L. IX.

—

272 1222.

Guillaume et sa femme Adeline, du consentement de leur fils Robert, font à l'abbaye Saint-Michel diverses libéralités de biens et rentes situés à Mailly, Tanlay, Baon, Saint-Vinnemer, pour l'entretien d'un prêtre qui desservira leur chapelle du château de Tanlay, et qui sera à la nomination de l'abbé de Saint-Michel.

Ego Willelmus de Courtenaio, dominus de Tanlaio, notum facio presentibus et futuris quod ego et Adelina uxor mea, laudante domino Roberto, filio nostro, milite, dedimus et concessimus quandam vineam que fuit Obbelet dou Feltre, et aliam que fuit Cheyndi et sexaginta solidos Autissiod. in censu nostro de Malleyaco, in festo Sancti-Remigii annuatim percipiendos, et quandam domum que sita est supra fossatum de Tanlayo, que fuit defuncti Bancellini, unum etiam modium bladi, medietatem frumenti et medietatem ordei, in festo Sancti-Remigii annuatim persolvendum, assignatum in terciis et in costumis nostris de Pimella, et in terciis de Baon, et in terciis de Tanlaio, et in terciis et in costumis Sancti-Vinimeri; et si quid de modio dicti bladi defuerit, in grangia nostra de Tanlayo persolvetur, ad usus necessarios presbiteri qui in capella nostra que construenda est apud Tanlayum, infra clausuram domus nostre, divina celebrabit in perpetuum, et interim in ecclesiam Tanlaii, donec ipsa capella construatur, celebrabit missam, scilicet quotidie, pro remedio animarum nostrarum et antecessorum et successorum nostrorum et pro cunctis fidelibus defunctis, exceptis solempnitatibus Domini et Beate-Marie, in quibus de festo cantabit. Qui presbiter post mortem nostram per manum abbatis Sancti-Michælis Tornodori instituetur, dum tamen secularis sit persona que personaliter et non per vicarium eidem capelle deserviat; et infra quadraginta dies a tempore vaccationis debet talis persona cum integritate fructuum constitui per abbatem. Idem autem presbiter abbati et conventui Sancti-Michaelis et priori Sancti-Vinimeri et curato de Tanlayo fidelitatem tenebitur facere indempnitates in omnibus conservande super his que ad ecclesiam Sancti-Vinimeri et de Tanlayo pertinere noscuntur. Et ut hoc ratum et inconcussum in perpetuum habeatur, ego Willermus de Cortenayo, presens scriptum sigillo meo munivi; et Robertus, filius meus, quia sigillum non habebat, sigillum T. abbatis Melundensis apponi fecit.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo vicesimo-secundo.

Cartul. Saint-Michel, C, F° 121 R°; Bibl. de Tonnerre.

A la même date, Miles, seigneur de Noyers, ratifia, comme seigneur féodal, la fondation faite ci-dessus par son beau-frère Guillaume, sire de Tanlay, et sa chère sœur Adeline.

En 1224, au mois de septembre, Hugues, évêque de Langres, approuva également l'accord passé entre le sire de Tanlay et l'abbaye Saint-Michel. — Ibidem.

—

273 1221 [1222], 6 JANVIER.

Mathieu de Touquin rapporte qu'ayant été envoyé par la comtesse de Champagne à Joigny, il a reçu des chevaliers de cette châtellenie et des bourgeois de la ville le serment que si le comte Pierre ne remettait pas à la comtesse le château de Joigny lorsqu'il en serait requis, ils se donneraient à elle et à son fils, le comte. — Liste des chevaliers et des bourgeois qui ont pris cet engagement.

Ego, Matheus de Tosquin, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod de mandato domine mee Blanchie, comitisse Trecensis palatine, ivi apud Joviniacum ad recipienda juramenta militum castellarie Joviniaci et burgensium ejusdem castri, quod si do minus P., comes Joviniaci, deficeret quod non redderet dicte comitisse vel Th. comiti, nato ejus, quandocumque ab eis fuerit requisitus, castrum Jove

niaci, quod est jurabile et reddibile eis, dicti milites et burgenses ex tunc se tenerent ad dominam comitissam, vel comitem natum ejus supradictos. Hee sunt nomina eorum qui juraverunt : dominus Petrus de Chevallo; dominus Renaudus de Septempilis; dominus Narjotus Farsiz; dominus Jacobus Farsiz; dominus Isambardus Diabolus; dominus Mauricius de Laduz; dominus Johannes Vicecomes; dominus Baserus; dominus Ugo Mailum; dominus Theobaldus Chuard; dominus Alerinus de Beone, et ego Matheus de Tosquin, milites; Stephanus, prepositus; Petrus Albus; Gauterus Saumerius; Henricus Doce; Girardus Dagonellus; Galterus Lapide; Andreas Rex; Aumerus Carnifex; Theobaldus Cretaute; Odo Carnifex; Ugo Boguez; Dionisius; Petrus Burgundus; Villanus Marescallus; Simon Beniz; Milon Chachuz; Michael Locros; Galterius Chanviaus; Renaudus Decani; Robertus Falcor, duo filii sui; Rodulfus Freilun; Charboniers; Girardus Piscator; Stephanus Dives; Stephanus Tarot; Vilanus Piscator; Calmus, frater ejus; Uroz; Johannes Menant; Girardus Longus; Renaudus Boeuz; Johannes Chiais; Stephanus Mauniz; Robertus Burellus; Renaudus li Taillierres; Garnerius Soise; Stephanus de Chanlaio; Milo Perides; Petrus Cordoenarius; Mocerus, burgenses. Omnes isti juraverunt, presentibus domino Frederico de Cudoto et domino Stephano de Corferaut, ex parte comitis Jovigniaci; ex parte vero domine Comitisse superius nominate; presentibus domino Theobaldo de Buoterio, et me Matheo de Tosquin. In cujus rei testimonium, feci fieri presens scriptum, sigilli nostri munimine roboratum.

Actum, anno Gracie Mº CCº vicesimo primo, ipsa die Epifanie.

Arch. Nation., J 196, nº 12.—Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 123.

—

274 1221 [1222], FÉVRIER.

Mathilde, comtesse de Nevers, promet au roi Philippe-Auguste de ne pas se marier sans son consentement et de lui faire fidèle et bon service.

Ego Matildis, comitissa Nivernensis, notum facio universis, presentes litteras inspecturis, quod ego juravi super sacrosancta evangelia karissimo domino meo Philippo, Dei gratia illustri Francie regi, quod ego faciam eidem bonum et fidele servicium contra omnes homines et feminas qui possunt vivere et mori; et quod me non maritabo, nisi per gratum et voluntatem ipsius. De hiis autem conventionibus firmiter tenendis, dedi plegios eidem domino regi meos homines quos mecum habebam per sacramentum eorum, tali modo quod, si ego, quod absit, deficerem de dictis conventionibus tenendis domino regi, ipsi tenentur venire ad dominum regem cum omnibus terris et feodis suis que de me tenentur et ipsum contra me juraretur donec esset ei emendatum ad gratum suum; et quocienscunque dominus rex me requisierit ego faciam ei habere talia sacramenta hominum meorum qui non fuerunt presentes mecum coram domino rege de omnibus illis scilicet quos habere potero, bona fide, et sine malo ingenio; et similiter fidelitates villarum mearum. Quod ut firmum et stabile perseveret, presentes litteras scribi mei appositione muniri.

Actum, Meloduni, anno Domini Mº CCº vicesimo-primo, mense februario.

Arch. Nationales, J 256, nº 3.

Par chartes de même date, Robert de Courtenay, Gui de Saint-Paul, Guillaume de Mello, Hugues de Saint-Verain, Etienne de Sancerre et Godefroi de Bulle se sont engagés à se soumettre aux ordres du roi dans le cas où la comtesse Mathilde enfreindrait les engagements pris dans la charte ci-dessus. — J 256, nºs 5 à 9.

—

275 1221 [1222], 1er MARS.

Engagement par Houdée de Vincelles et sa femme, au Chapitre d'Auxerre, de leurs droits sur les dîmes de Néron et de Monétau, pour 12 livres de Provins.

H., Dei gratia Autissiod. episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod in nostra presentia constituti Houdeez de Vincellis et Eremburgis, uxor ejus, recognoverunt se, titulo pignoris, obligasse dilectis filiis decano et capitulo Autissiod., pro duodecim libris pruviniensis monete, totam decimam illam quam dicti Houdeez scilicet et Eremburgis, ejus uxor, habent apud Neirun, scilicet tres partes de octo partibus que sunt in dicta decima, quarum quinque partes sunt dicti capituli et alie tres sunt Houdee et Eramburgis. Invadiaverunt etiam dicti H. et E., dicto capitulo, quicquid decime ipsi habent

apud Monestallum, pro pecunia prenotata. Nos, vero, devotionem dicti capituli diligentius attendentes, dicte decime fructus concessimus liberaliter et libenter. In cujus rei testimonium nos, ad utriusque partis petitionem, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° vicesimoprimo, in crastino *Invocavit me*.

Orig.: Arch. de l'Yonne, G 1940.

—

276 1222, 3 AVRIL.

Miles, seigneur de Noyers, se reconnaît homme-lige de Mathilde, comtesse de Nevers, sauf la fidélité qu'il doit à la duchesse de Bourgogne. Il oblige ses successeurs au même hommage.

Ego Milo, dominus Noeriorum, omnibus notum facio, presentes litteras inspecturis, quod ego sum homo ligius carissime domine mee Mathildis, comitisse Nivernensis, contra omnes gentes qui possint vivere et mori, salva fidelitate ducisse Burgundie, vel duci si succederet; et sciendum quod heredes et successores mei eidem domine comitisse et heredibus et successoribus suis debent facere homagium ligium, sicut feci et prout superius est expressum. Quod ut factum sit et firmum, presentes litteras feci sigilli mei munimine roborari.

Actum, apud Druiam, anno Domini M° CC° vicesimo-secundo, in festo Paschalis, mense aprili.

Cartul. du comté de Tonnerre, F° 66; Arch. de la Côte-d'Or.—Pérard, p. 327.

—

277 1222, 11 AVRIL.

Les abbés de Saint-Pierre et de Saint-Marien d'Auxerre rapportent qu'Adam Choisel, seigneur de Vincelles, a donné à l'abbaye Saint-Marien 4 liv. auxerroises de rente à prendre sur les tailles de Vincelles, à condition que l'abbé dépensera chaque hiver 60 sous pour acheter des vêtements et des souliers aux pauvres. Les 20 autres sous seront employés pour la procuration des religieux du couvent.

A. ecclesie Beati-Petri et R. ecclesie Beati-Mariani abbates Autissiod., universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod constitutus in presentia nostra, nobilis vir, Adam Choisel, dominus Vincellarum, dedit et concessit, post decessum suum, in perpetuam elemosinam, ecclesie Beati-Mariani Autissiod., quatuor libras Autissiodorensis monete annui redditus reddendas mihi abbati Sancti-Mariani et successoribus nostris annuatim, infra octabas Omnium-Sanctorum, sine aliqua contradictione et diminutione, de tallia Vincellarum ab hiis qui predictam villam successive possidebunt, tali conditione quod nos et successores nostri tenebuntur de prefatis quatuor libris sexaginta solidos dare pauperibus, singulis annis, in initio hyemis, scilicet in vestimentis et sotularibus, pro remedio animarum predicti A. et Elisabeth, uxoris ejus. Reliqui, vero, viginti solidi expendentur in procuratione fratrum nostrorum, in die anniversarii predictorum A. et E. Ego, autem, R., abbas Sancti-Mariani, ex assensu et voluntate capituli nostri, ordinationem quam ipse A. fecit de prefata elemosina sua, firmiter et fideliter obligare promisimus, et successores nostros ad observationem ipsius, in quantum possumus obligando, ligamus. Ego, autem, abbas Sancti-Petri, ad petitionem utriusque partis, presenti pagine predictas ordinationes continenti, videntes sigillum domini abbatis Sancti-Mariani, nostrum apposuimus.

Actum, anno Gratie M° CC° XX° II°, mense aprili, III idus ejusdem mensus.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Marien, L. XLVII.

En 1219 [1220], au mois de février, E., archidiacre de Morinie, fils de feu Adam, chevalier, seigneur de Vincelles, fit don à l'abbaye Saint-Marien de vignes situées à Vincelles et à Escolives. — Ibid.

—

278 1222, 19 AVRIL.

Béatrix, comtesse de Joigny, et son fils, font hommage à la comtesse de Champagne et à son fils, pour leur château de Joigny, à condition qu'il leur sera rendu quarante jours après.

Ego Beatrix, comitissa Jovigniaci, notum facio universis, presentes litteras inspecturis, quod, cum karissima domina mea Blanchia, illustris comitissa Trecensis, et dilectus dominus meus Th., natus ejus, comes Campanie et Brye palatinus, Willelmum, filium meum recepissent in hominem suum ligium de comitatu Jovigniaci et de pertinenciis ad eorum feodum pertinentibus,

salvo jure alterius, et idem Willelmus postmodum, proprio motu et spontanea voluntate, se et totam terram suam in mea custodia posuisset : nos, ego scilicet et dictus Willelmus, dictis comitisse et comiti juravimus, tactis sacrosanctis reliquiis, quod, quocienscumque ab ipsis, vel ab altero eorum, per nuntium suum vel per litteras suas patentes, fuerimus requisiti, nos trademus eis vel eorum alteri castrum Jovigniaci, magnam scilicet fortericiam et parvam. Ipsi, autem, nobis jurari fecerunt, in animas suas, quod, infra quadraginta dies postquam fuerint extra excondium suum, ipsi nobis vel alteri nostrum reddent dictum castrum Jovigniaci, magnam videlicet fortericiam et parvam, in eo statu et bona fide in quo traditum fuerit eis aut uni eorum.

In cujus rei testimonium, presentes litteras feci fieri et sigilli mei munimine roborari.

Datum, anno Gracie M° CC° vicesimo-secundo, die martis post quindenam Paschæ, apud Castrum-Theoderici.

Arch. Nationales, J 196, n° 13. — Teulet, *Layettes*, etc., t. I, p. 543.

—

279 1222, MAI.

La comtesse Mathilde ratifie le don de la forêt de la Seuz, fait à l'abbaye de Pontigny par Hervé, comte de Nevers, son défunt mari.

Ego Matildis, comitissa Nivernensis, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem. Vestra noscat universitas, quod donationem illam, quam dominus et maritus noster Herveus, quondam comes Nivernensis, fecit ecclesiæ Pontiniacensi de nemore de la Suez concedimus, laudamus, et confirmamus, etc.

Actum apud Sanctam-Virtutem, anno Domini M° CC° XX° II°, mense maio.

Duchesne, Preuves du liv. X de l'*Hist. de la maison de Vergy*, p. 103, d'après le Cartul. de Pontigny.

—

280 1222, JUILLET.

Charte de l'évêque d'Auxerre en faveur du roi et des « marchands de l'eau », contenant abandon du moulin de Bassou.

H., Dei gratia Autissiod. episcopus, B., decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Notum facimus quod nos domino nostro Philippo, illustrissimo regi Francorum, et universis mercatoribus aque molendinum et aream de Basso, et quicquid in ipsis habebamus, si aliquid in eis habebamus, quittamus. Itaque in eis de cetero nichil reclamabimus. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine roboramus.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo vicesimo-secundo, mense julio.

Félibien, *Histoire de la ville de Paris*, I, 49.

—

281 1222, 24 JUILLET.

Guillaume, sire de Tanlay, et Adeline, sa femme, ont donné à l'abbaye de Crisenon, du consentement de Robert, leur fils, et de leurs autres enfants, et pour le repos de leurs âmes et de celle de leur enfant, qui y est inhumé, 5 sous de rente sur le cens de Mailly-Château.

Ego, Willermus, Tanlai dominus, universis presentes litteras inspecturis, significo quod ego et Adelina, nobilis sponsa mea, dedimus et concessimus, assensu domini Roberti, filii nostri et aliorum puerorum nostrorum, intuitu misericordie, et ob beneficium animarum nostrarum, et ob anniversaria nostra et pueri nostri illuc quiescentis, quinque solidos Autissiodorenses ecclesie Beate-Marie et conventui de Crisenon, imperpetuum, in censu nostro Malli-Castri, annuatim, ad festum Beatorum Germani et Remigii persolvendos. Ut autem istud ratum et inconcussum permaneret, presentem cartam sigilli mei munimine feci roborari.

Actum, ab incarnatione Domini anno M° CC° XX° secundo, IX° kal. augusti, mense julio.

Cartul. de Crisenon, F° 96 R°, pièce 211 ; Bibl. nat., n° 154.

—

282 1222, SEPTEMBRE.

L'official de Sens rapporte qu'après de longues contestations, l'abbaye Saint-Remy, des chevaliers et leurs hommes des Siéges se sont accordés devant lui, au sujet de la banalité du moulin des Siéges, à laquelle les hommes dont les noms figurent dans la charte sont

astreints, et au sujet du panage pour leurs porcs dans la forêt de Vareilles.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon. salutem. Inter abbatem et conventum Sancti-Remigii Senon., ex una parte, et Guillermuem de Ordone, Petrum lo Jai et Thomam, fratrem ejus, milites, ac omnes homines eorumdem militum de Eschegiis, ex alia, questione suborta super hoc quod dicebant dicti abbas et conventus quod ad molendinum eorum de Eschegiis dicti homines per bannum molere, et si alibi molerent coram dicto abbate justiciam exhibere et emendam facere tenebantur, sicuti in autentico bone memorie Guidonis, quondam Senon. archiepiscopi, continetur, dictis etiam hominibus contra memoratos abbatem et conventum proponentibus quod in nemore de Warelliis panagium habebant sub tali consuetudine quod pro porco qui annum non compleverat solum denarium, et pro illo qui annum compleverat duos tantum denarios solvere tenebantur; dicentibus etiam militibus supradictis quod ad molendinum dictorum abbatis et conventus de Eschegiis, sine moltura molere debebant; parte utraque peticionem alterius penitus denegante; tandem, post longam altercationem super premissis, inter dictas partes amicabiliter compositum est in hunc modum : quod dicti milites ad dictum molendinum sine moltura molere non poterunt, per bannum tamen molere non cogentur. Homines autem memorati isti, videlicet quorum inferius subscripta sunt nomina et heredes eorum, in perpetuum, ad illud molendinum per bannum molere tenebantur. Si, vero, contigerit pro defectu aque, vel pro incendio, vel pro alio casu quod ibi homines habere necessaria non possint, ibunt ad molendina memorate ecclesie de Pontibus, vel de Varelliis, et ibi dabunt de annonis suis ad consuetudinem molendini de Chigi; et si quis eorum bladum suum alibi miserit vel detulerit, hoc delato per querimoniam molendinarii, ad dictos milites vel eorum majorem, si per duos testes convictus fuerit qui hoc fecerit, duas molturas solvere tenebitur, unam pro moltura et alteram pro emenda, et compellentur a militibus vel eorum majore ad perhibendum super hiis testimonium veritati quotquot de hominibus militum jam dictorum fuerunt nominati. Si, vero, testes non habuerit molendinarius, fides adhibebitur ipsius juramento, nisi alius per juramentum suum voluerit se purgare, et tunc similiter duas molturas solvere tenebitur convictus, unam pro moltura et aliam pro emenda; et nisi infra mensem post factam querimoniam faciant hoc fieri milites sepedicti, vel eorum major, ex tunc licebit abbati dictos homines cohercere et citare coram se, et capere de rebus eorumdem, secundum quod in dicto autentico bone memorie Guidonis, quondam archiepiscopi Senon., continetur. De panagio, vero, supradicto duos tantum denarios dicti homines, pro porco quolibet, exceptis lactantibus, solvere tenebuntur. Hii, vero, sunt qui compositionem supradictam voluerunt et concesserunt, et eam se firmiter servaturos, in perpetuum, fide prestita, promiserunt : Petrus li Jais, miles, et homines ipsius : Petrus major; Thomas Corsarz; Hernaudus; Gaurinus, filius Nemerici; Haymonins; Maria de la Plainche; Hersendis Selegnete; Gaurinus de Clauso; Auburgis, filia Erici; Benedicta, relicta Barderii; Helisabeth, relicta Guillermi; Theobaudus, frater Petri, majoris; — Guillermus de Ordone, miles et homines ejus : Dionisius de Fonte; Guibertus Borteaus; Guillermus dou Haie; Petrus Tuez; Aremburgis de Puteo; Deelina Champegnoise; Clemens, frater Petri, majoris; Agatha Laubrenee; Helluisis, filia Nemerici; Renardus, major; Felix, filius Bernerii; Petrus Boiliers; — Thomas li Jais, miles et homines ejusdem : Petrus, filius Dyonisii; Ansellus Furnerius; Guarnerius de la Rue; Thomas, major; Joibertus, filius Gileti et Ericus. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras annotari et sigillo curie Senon. fecimus roborari.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo vicesimo-secundo, mense septembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Rémy de Sens, Mission de Versailles. — Les Sièges.

—

282 1222, SEPTEMBRE.

Vente par Jean-le-Rouge, de Maligny, chevalier, à l'abbaye de Moutiers, de tout ce qu'il possédait dans la terre d'Étivey.

Ego Hugo, Dei patientia Lingonensis episcopus, notum facimus universis præsentes litteras inspecturis, quod Joannes Rubeus, miles, de Merlegniaco,

vendidit Guidoni, abbati Reomaensis monasterii, quicquid habebat in salvamento de Estiveio : videlicet in pane et vino, et carne, et gallinis, et in omnibus aliis rebus. Istam autem venditionem laudaverunt Adelina, uxor dicti militis, et Jobertus de Venosses, a quo idem miles tenebat et dictus Jobertus tenebat in feodo ab ecclesia Reomensi. Et ne super ista venditione quæstio de cætero suboriretur, ad preces utriusque partis, præsentes litteras sigilli nostri munimine corroboravimus.

Actum est hoc, anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo-secundo, mense septembri.

Reomaus, *seu Hist. monasterii Sancti-Joannis-Reomaensis* **à P. Roverio, p. 251, cap. XII, Ex tabulario Reomaensi.**

—

284 1222, 2 DÉCEMBRE.

Béatrix, comtesse de Joigny, promet à Étienne Bouchery, Prévôt de Joigny, et à sa femme, qui avaient quitté sa terre et n'osaient y revenir, de ne rien entreprendre contre leurs personnes. Le comte de Champagne était intervenu dans l'affaire et avait obtenu la même promesse de la comtesse de Joigny et de son fils.

Ego, comitissa Joigniaci, Beatrix, notum facio universis, præsentes litteras inspecturis, quod, cum Stephanus Bocheri, præpositus Joigniaci, homo meus et Guillelmi primogeniti mei, et Elizabeth, uxor ejus, recessissent de nostra terra, ipsi nolebant redire, nisi facerem eos assecurari per charissimum dominum meum Theobaldum, illustrem comitem Campaniæ et Briæ palatinum, qui eis assecuravit, ad instantiam meam, et Guillelmi, primogeniti mei, per suas patentes litteras sub hac forma : Ego Theobaldus, Campaniæ et Briæ comes palatinus, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod dilecta et fidelis mea, Beatrix, comitissa Joigniaci, et Guillelmus, primogenitus ejus, in presentia mea promiserunt quod ipsi assecurabunt Stephanum Bocheri, præpositum Joigniaci, hominem suum, et Elisabeth, uxorem ejus, feminam suam, ita quod in personis eorum manus non imponerent, nec poni facerent, nec eos caperent, nec capi facerent, nisi tale forefactum facerent propter quod capi deberent et etiam arrestari. Ego, enim, secundum conventionem prænotatam, ad instantiam dictæ Blanchæ comitissæ et Guillelmi, ejus primogeniti, in conductu meo recepi dictum Stephanum et Elisabeth, ejus uxorem. In cujus rei testimonium, præsentes litteras fieri volui, sigilli mei munimine roboratas.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo visesimo-secundo, mense decembri. — Hanc autem assecurationem, de voluntate Guillelmi, primogeniti mei, ratam habeo et concedo. Quod ut notum et firmum teneatur, præsentes litteras feci fieri et sigilli mei munimine roborari.

Actum, Jenuntii, anno Gratiæ millesimo ducentesimo vicesimo-secundo, mense decembri, die veneris post festum Sancti-Andreæ.

Chantereau-Lefebvre, ***Traité des fiefs,*** **Preuves, p. 130.**

—

285 1223.

Sentence arbitrale de G., archevêque de Sens, et R., évêque de Nevers, contenant partage de serfs de Villeneuve-la-Guyard, entre Dreux de Mello et l'abbaye Saint-Rémy de Sens.

G., Dei gratia Senon., archiepiscopus et R., eadem gratia Nivernensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod cum inter abbatem Sancti-Remigii Senon., ex una parte, et virum nobilem Droconem de Melloto, dominum Lochiarum, ex altera, super Thoma, filio Pagani et Avelina, quondam uxore Fulconis de Portu, contentio emersisset : post altercationes multiplices in nos ab ipsis partibus fide prestita corporaliter a dicto etiam abbate Milone de Ciconio, canonico Senon., et a prefato Drocone, viro nobili Willelmo de Melloto, fratre suo, plegiis constitutis sic extitit compromissum ut quicquid super hiis a nobis contingeret pace vel judicio ordinari, ratum et stabile permaneret. Nos, vero, cause meritis inquisitis arbitrium nostrum protulimus in hunc modum : quod supradicti Thomas et Avelina et filii ipsius Aveline, cum omnibus bonis eorum, inter partes equaliter dividentur, ita quod medietas plene domino Droconi remanebit, et alia medietas abbati et conventui. Si, vero, contigerit homines abbatis feminabus dicti Droconis, vel contra homines ipsius Droconis feminabus abbatis matrimonialiter copulari, liberi qui ex tali copula fuerint procreati, cum

omnibus bonis eorum generaliter per medium inter eosdem dominos dividentur, et uterque eorum medietatem suam, deinceps, habebit, libere et precise, et que super hiis contentio alias fuerat inter eos et compromissio facta in magistrum Hugonem, quondam officialem Senonensem, Gilonem de Rhegiaco, Haconem de Rhegiaco et dictum ut dicebatur prolatum, per arbitrium nostrum diximus quod compromissio illa penitus remaneret et pro eo habeatur acsi nonquam facta fuisset, et si nonquam arbitrium ab illis fuisset prolatum. Omnia, siquidem, inter partes in statu quo fuerent ante contentionem ortam in perpetuum remanebunt, et omnes querelas suas, que occasione hujusmodi mote sunt, hactenus remiserunt, et renunciatum est omnibus instrumentis que partes habuerant ullo unquam tempore super contentionibus hac occasione effectis.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo vicesimo-tertio.

***Vidimus* du XIIIe siècle; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Remy de Sens.—Villeneuve-la-Guyard.**

En 1276, le samedi après la Madelaine, Humbert de Beaujeu, chevalier, connétable de France, et noble femme Isabelle, autrefois comtesse de Joigny, sa femme, ratifient un partage fait en leur nom par noble Eude, dit le Blanc, chevalier, leur bailli, et l'abbé de Saint-Remy de Sens, des hommes qu'ils avaient en commun à Villeneuve-la-Guyard et lieux voisins. On remarque que les enfants sont ordinairement au nombre de 4. Parmi ces hommes on voit *Droco, medicus; Isabella, uxor magistri scolarum.* — Ibid. — Villeneuve-la-Guyard.

—

286 1223.

L'évêque de Langres rapporte qu'une contestation élevée entre l'abbaye de Molême et les chanoines de Tonnerre a été terminée de la manière suivante : Les chanoines pourront célébrer l'office en habit canonial dans la chapelle du château, dans les églises Saint-Pierre et Saint-Nicolas de Bourberaut, sauf les droits du prieur de Saint-Aignan, qui jouira d'une prébende au Chapitre et aura les annuels des chanoines décédés. Le prieur devra enfin acheter en faveur du Chapitre une rente de la valeur de 50 livres de Provins, ou 100 sous de revenu annuel, etc.

Ego Hugo, Dei gracia Lingonensis episcopus, notum facio presentibus et futuris quod omnis controversia que vertebatur inter abbatem et conventum Molismensem, ex una parte, et capitulum canonicorum Tornodori, ex altera, sopita est in hunc modum. Dicti canonici in capella castri Tornodori, vel in ecclesia Beati-Petri, vel in ecclesia Beati-Nicolai in Burgo-Beraudi, in quacumque deservire maluerint, in canonico habitu licite celebrabunt, salvo jure prioris Sancti-Aniani in oblationibus et in aliis reddibus universis. Dictus, vero, prior fructus unius prebende, in minutis portionibus et in grossis, sicut unus ex ipsis canonicis integre percipiet, quam tenebitur per se vel per unum ex monachis suis in suo ordine deservire. Habebit, preterea, idem prior annualia canonicorum decedentium, sicut prior Sancti-Desiderii in ecclesia Lingonensi percipere consuevit. Dictus, siquidem, prior tenetur emere redditus de quinquaginta libris pruviniensibus ad opus dicti capituli, vel centum solidos pruvinienses annui redditus eidem assignare; quos ille prior, nomine Bernardus, ad vitam suam specialiter tenebit; post ejus obitum ad proprietatem dicti capituli reversuros. Et si capitulum, vel aliquis ex canonicis, vineam vel terram possideret infra terminos decimationis Sancti-Aniani, decimam solveret. Dicti, vero, abbas et conventus karitative concesserunt unam missam pro animabus pie memorie Hervey, quondam comitis, et Mathildis, uxoris ejus, comitisse Nivernensis, in ecclesia Beati-Aniani, semel in ebdomada, in perpetuum celebrandam. Concesserunt etiam quod tantum facient pro quolibet Tornodorensi canonico defuncto quantum fit in ecclesia Molismensi pro defuncto canonico Lingonensi. Dicti, vero, canonici tenentur cum monachis Sancti-Aniani ad processiones Rogationum et in die dominica in Ramis-Palmarum incedere; tenentur etiam ad festum Sancti-Aniani ad missam et ad vesperas sollempniter interesse. Dicti siquidem canonici tenentur jurare in capitulo suo quod ipsi dictas conventiones fideliter observabunt, et quod aliquem decetero non recipient, ut canonicum, donec idem prestiterit juramentum. Et ut hoc ratum et inconcussum in perpetuum habeatur, presentem paginam fecimus sigilli nostri munimine confirmari, nostro et Lingonensis ecclesie in omnibus jure salvo.

Actum, anno Domini M° CC° XX° III°.

Cartul. de Molême, Ms du XIIIe siècle, t. II, F° 62 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

287 1223.

Confirmation par Gui de Maligny, seigneur féodal, d'une fondation de 10 sous de Provins de rente sur Villy et Lignoreilles, faite par Etienne et Jean de Courferaut et leur mère, pour le repos de l'âme de Baudoin, leur frère et fils, inhumé dans le prieuré de Noyers.

Ego Guido, dominus Melleny, notum omnibus presentes litteras inspecturis quod Baldoinus de Corferaut sepultus fuit in prioratu de Noiers; pro cujus anima mater sua et dominus Stephanus de Courferaut et dominus Johannes, fratres sui, dederunt et concesserunt supradicto prioratui, pro anniversario tam dicti Baldoini faciendo, decem solidos Pruvin. in redditibus de Viilli et de Lynoreiles, annuatim, ad festum Beati-Remigii percipiendos. In cujus elemosine testimonium ego Guido, de feudo cujus movent redditus de Viilli, presens scriptum sigillo meo, ad instanciam memorati Stephani de Corferaut et fratris sui domini Johannis, sigillavi.
Actum, anno millesimo ducentesimo vicesimo-tertio.

Cartul. de Molême, t. II, F° 80 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

288 1222 [1223], JANVIER.

L'official de Sens rapporte que Clémence, veuve de Belami d'Autun, a donné à l'abbaye Saint-Remy de Sens 12 deniers parisis de cens qu'elle avait achetés d'Etienne de Vareilles, attribués sur une maison de bois de Robert d'Autun, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod Clemencia, relicta Belerini de Edua, donavit ecclesie Sancti-Remigii Senon. duodecim denarios Paris. annui census, quos ipsa emerat a Stephano de Varellis et Rosa, uxore ipsius, quondam filia defuncti Arnulphi pelliparii, percipiendos in domo lignea Roberti de Edua, sita retro domum predicti defuncti Arnulphi, et in appendicio contiguo domui lapidee ipsius Roberti sito juxta predictam domum ligneam, et in porticu dicte domus lapidee ejusdem Roberti, sicuti hec omnia se comportant usque ad extremum murum camere lapidee dicti Roberti que est contigua chasso domus lapidee sepedicte, excepta ruella que est retro dictam domum ligneam inter viridarium dicti Roberti et domum defuncti Arnulphi. Hanc donationem guarantizare dicte ecclesie, bona fide, fiduciavit predicta Clementia. Ita quidem quod si eandem garantizare non posset ecclesie supradicte, ipsa, vel heredes ejus qui domum suam cum porprisia sitam juxta domum Guiberti Frese tenerent, quindecim libras Pruvinenses abbati et conventui Sancti-Remigii solvere tenerentur, vel eidem ecclesie Sancti-Remigii providere competenter in aliis duodecim denariis censualibus, ad aspectum duorum proborum virorum; et tunc, de cetero, in predictis duodecim denariis predicta ecclesia nichil reclamaret, sed eidem Clemencie, vel ejus heredibus qui predictam domum tenerent, sine inquietatione aliqua percipiendi remanerent. Illam, vero, venditionem duodecim denariorum tenere et garantizare bona fide dicte C. et ejus heredibus fiduciaverunt dicti Stephanus et Rosa, uxor ejus, spontanea, non coacta. In cujus rei memoriam et testimonium, presentes litteras annotari et sigillo curie Senonensis sine prejudicio alterius, fecimus roborari.
Actum, anno Gratie M° CC° vicesimo-secundo, mense januario.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif de Sens.—Villiers-Louis.

—

289 1222 [1223], FÉVRIER.

Reconnaissance de soumission du Chapitre de Tonnerre envers l'évêque de Langres.

Charta qua capitulum canonicorum Tornodor. recognoscit se Hugoni, Lingonensi episcopo, ejusque successoribus, ad obedientiam et subjectionem jurandam teneri, et nulla posse contra hoc privilegia impetrare, vel impetratis uti.
Actum, anno Domini MCCXXII, mense februario.

J. Petit, *Theodori Pœnitentiale*, t. II. p. 685; ex Chartul. eccl. Lingon.

—

290 1222 [1223], 7 FÉVRIER.

Blanche, comtesse de Joigny, et son fils Guillaume déclarent avoir donné comme caution Thibaud, comte de Champagne et de Brie, pour 300 livres de Provins qu'ils devaient à Jean de Rougemont et à Colin de Châtillon.

Ego Blancha, comitissa Joigniaci, no-

tum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod ego et charissimus natus meus, Guillermus, constituimus plegium charissimum meum Th., illustrem Campaniæ comitem et Briæ palatinum, de trecentis libris Pruvinensibus erga Johannem de Rubeo-Monte et Colinum de Castellione, quarum medietas in nundinis Sancti-Aygulphi, alia medietas in nundinis Barri proxime subsequentibus est solvenda. Promisimus etiam ego et dictus Guillermus quod, si dictus dominus comes aliquod damnum super hoc incurreret, illud eidem bona fide instauraremus. In cujus rei testimonium, præsentes litteras fieri voluimus sigilli nostri munimine roboratas.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo vicesimo-secundo, die martis post Candelosam.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 140.

—

221 1222 [1223], FÉVRIER.

Déclaration par Blanche, comtesse de Joigny, portant serment que si le comte de Champagne manque au service du Roi, elle viendra en aide à ce prince contre le comte.

Ego B., comitissa Joviniaci, notum facio universis quod ego domino Ph., illustri Francorum regi, super sacrosancta juravi quod si dominus meus Th., comes Campanie, deficeret domino regi de bono et fideli servicio faciendo, et de jure faciendo in curia domini regis, quamdiu dominus rex facere vellet et faceret, si rectum est, curie sue, per judicium eorum qui eum possunt et debent judicare, ego, cum omnibus feodis et domaniis meis que ab eodem Th. teneo, essem in auxilio domino regi et dicto Th. in nocumento, cum tali servicio quali dicto Th. debeo, donec id esset emendatum domino regi ad judicium curie sue et eorum qui eum possunt et debent judicare. Quod ut firmum haberet et stabile, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratie MCCXXII, mense, februarii.

Trés. des Ch., J 199, n° 21.

—

222 1222 [1223], FÉVRIER.

Les seigneurs d'Arthé ratifient, en présence de l'évêque, la donation que leur parent Guillaume de Grignon, chanoine d'Auxerre, défunt, avait faite au Chapitre cathédral, pour fonder son anniversaire, d'une dîme à Arthé et de maisons à Auxerre, près de la chapelle Saint-Etienne. — Le Chapitre leur donna, en vertu des dispositions du testateur, 40 livres monnaie d'Auxerre.

Henricus, Dei gracia Autissiod. episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod, cum bone memorie Willelmus de Grignon, quondam canonicus Autissiod., dilectis filiis, decano et capitulo Autissiodori, jamdudum dedisset decimam quam habebat apud Arteium juxta Parliacum, pro anniversario suo faciendo, et postmodum dedisset eisdem domos quas habebat apud Autissiodorum, juxta capellam Beati-Stephani, tali modo quod dictum capitulum de domibus predictis, tam pro beneficio anniversarii ipsius Willelmi, quam pro aliis elemosinis, singulis annis, viginti et octo solidos solvere teneretur: tandem, dicto Willelmo viam universe carnis ingresso, in nostra presentia constituti, nobilis mulier Odelina, relicta Iterii de Arteio, soror scilicet memorati Willelmi de Grignon, et filii ejusdem Odeline, Herveus, Miles, Johannes et Guido, et nobilis mulier, Isabel, relicta Haguenonis, militis, fratris quondam dicti Willelmi de Grignon, predictas donationes laudaverunt et concesserunt, et tam decimam ipsam quam domos memoratas prefatis decano et capitulo in perpetuum quittaverunt. Prefati autem decanus et capitulum ipsis, super quadraginta libris Autissiod., sicut dictus W. de Grignon eisdem injunxerat, satisfecerunt. In cujus rei testimonium, presentes litteras fieri fecimus, et sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo-secundo, mense februario.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds du Chapitre d'Auxerre, G 1953.

—

223 1222 [1223], MARS.

Sentence de l'official de l'archidiacre de Sens, condamnant Etienne, seigneur de Bassou, à restituer au Chapitre d'Auxerre l'escheoite de feue Alix, femme dudit Chapitre. Le même seigneur est débouté de sa prétention d'héri-

ter de tout homme de Charmoy qui mourait sans hoirs de son corps.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie archidiaconi Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod cum causa verteretur coram nobis, inter canonicos Autissiod., prebendas suas apud Chichiriacum percipientes, ex una parte, et nobilem virum Stephanum, dominum de Bassoto, ex altera, super hoc quod dicebant quod ipse ceperat et saisiverat excasuram defuncte Aalesis, quondam uxoris Radulphi, femine capituli Autissiod., videlicet duos boves, octo porcos, sex oves, pallium rubeum, octo sextaria bladi ad mensuram Autiss., medietatem frumenti et aliam partem tremesagii, et omnia alia bona ad eam pertinentia que petebant sibi reddi cum ad eos occasione dicte excasure deberent devenire, ut dicebant : tandem, lite super hiis legitime contestata coram nobis, sacramento calumpnie ab utraque parte prestito, testibus ab utraque parte ad probandum intentionem suam productis et diligenter examinatis, attestationibus eorum publicatis, rationibus et allegationibus utriusque partis auditis et plenius intellectis, die assignata partibus ad audiendum sententiam diffinitivam; tandem de bonorum virorum consilio, per diffinitivam sententiam pronunciavimus dictum dominum de Bassoto teneri ad restituendum dictis canonicis Autissiod. prebendas suas apud Chichiriacum percipientibus, duos boves, octo porcos, quoddam pallium unam cortinam, tria linteamina, unam archam et tres toaillias; que omnia recognovit dictus dominus de Bassoto se cepisse de bonis dicte defuncte Aalesis, quondam uxoris Radulphi, que dicti canonici petebant sibi reddi cum ex parte dictorum canonicorum sufficienter sit probatum dictam Aalesim fuisse feminam capituli Autissiod. Pronunciavimus etiam dictum dominum de Bassoto defecisse in probatione super hoc quod allegaverat apud Charmetum talem consuetudinem esse quod cujuscumque sit homo vel femina si sine herede moriatur, excasura ipsius ad ipsum jure consuetudinario devenire debebat, et dictum dominum de Bassoto in expensis legitimis condempnavimus.

In cujus rei memoriam et testimonium, presentes litteras sigillo curie archidiaconi Senon. fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° vicesimo-secundo, mense martio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1913.

---

294 1222 [1223], MARS.

La dame de Champlost fait don à l'abbaye de Dilo, pour le repos de l'âme de feu Gui de Chappes, son mari, de tout ce qu'elle possédait dans la forêt de Prétain, près Thury, sur Brienon.

Ego Petronilla, domina Chamloti, notum facio presentibus et futuris quod pro remedio anime karissimi mariti mei, quondam Guidonis de Cappis, et pro salute anime mee, et pro salute animarum patris mei et matris mee, et liberorum meorum, quitavi ecclesie Deiloci quicquid habebam in nemore quod dicitur Preta prope Toriacum, salva tamen justicia mea quam ego retinui. Quod ut ratum permaneat, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gracie M° CC° XXII°, mense marcio.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds de l'abbaye de Dilo, L. VII.

---

295 1223, AVRIL.

Mathilde, comtesse de Nevers, déclare qu'elle n'a aucun droit sur la maison d'Ardoin le Sellier, située en la Lormerie, devant son château, non plus que dans les ateliers qui ont appartenu à Hugues de Chevannes, chevalier, ni sur des vignes.

Ego Mathildis, comitissa Nivernensis, notum facio omnibus tam presentibus quam futuris, quod ego nichil juris clamo in domo Arduini, sellarii, que est Autissiodori in Lormeria, ante castellum nostrum, nec in domo, nec in operatoriis que sunt in plateis que fuerunt Hugonis de Chevannes, militis, nec in tribus arpentis vinearum sitis in loco qui dicitur Campus-Comitis, nec in vinea de Monrefre que tenet idem Arduinus. Et si quid juris in his rebus habeo, ego quito eidem Arduino et heredibus ejus, in perpetuum, et concedo quod tam ipse quam heredes ipsius predictas res habeant ad rectum censum, cujuscumque sit census, sive sint de feodo meo sive non, salva tali justicia qualem ibi debeo habere. In cujus rei testimonium, præsentes litteras feci sigilli mei karactere muniri.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo-tertio, mense aprili.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds des Frères-Mineurs d'Auxerre, L. III.

Les Frères-Mineurs, établis à Auxerre, dans la

cité, achetèrent en 1253, de Chrétien Picard et Agnès, sa femme, une place située derrière leur église, pour agrandir leur couvent, à raison de 135 liv. st.

1266, janvier. — Philippe et Guillaume Columb, chevaliers, frères, et Marguerite, femme de Guillaume, donnèrent aux Frères-Mineurs, pour fonder leur anniversaire, leur pourpris situé en la paroisse St-Regnobert, tenu à vie par Etienne Columb, chanoine de Notre-Dame, oncle des donateurs; lequel pourpris tenait aux murs de la cité d'Auxerre et aux Frères-Mineurs. — Ibid.

—

296 1223, AVRIL.

Trois chanoines d'Auxerre, chargés de juger le débat élevé entre l'abbaye de Saint-Marien et les habitants de Charbuy, au sujet du droit d'usage dans les bois de Montboulon, condamnèrent ces derniers à renoncer à leurs prétentions, et à réparer envers les chanoines les injures qu'ils leur avaient faites et les dommages qu'ils leur avaient causés.

Omnibus, presentes litteras inspecturis, magister Herveus de Giemo, Milo de Cicons, et Gilo de Sancto-Ferreolo, canonici Autissiod., salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, cum inter religiosos viros abbatem et conventum Sancti-Mariani Autissiod., ex una parte, et homines de Charbuiaco, ex altera, controversia verteretur videlicet, super usuagio pasture quod dicti homines dicebant se habere in nemore de Montbolum, quod est dictorum abbatis et conventus, et super dampnis et injuriis predictis abbati et conventui, sicut ipsi dicebant ab eisdem hominibus in nemore supradicto et fossatis ejusdem nemoris illatis, testibus quos partes voluerunt producere, hinc inde, ad mandatum venerabilis patris Henrici, Dei gratia Autissiod. episcopi, receptis et publicatis attestationibus coram ipso in cujus curia et presentia causa ventilabatur predicta; tandem, post multas altercationes, in nos fuit a partibus compromissum. Nos, igitur, premissis attestacionibus diligenter inspectis et discussis, receptis eciam cum juramento et diligenter examinatis testibus ex parte dictorum hominum ad repellandos testes priores, ex parte dictorum abbatis et conventus productos; hiis omnibus consideratis et quecunque partes coram nobis proponere voluerunt, habito prudentum consilio, dictis hominibus de Charbuiaco super usuagio pasture quod petebant in prefato nemore de Montbolum perpetuum silentium imposuimus; ipsos ad restitucionem dampnorum et injuriarum emendationem que ipsi in dicto nemore et fossatis ejusdem prefatis abbati et conventui intulerant condempnantes. In cujus rei memoriam, presentes litteras sigillorum nostrorum impressionibus fecimus roborari.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo vicesimo-tercio, mense aprili.

Orig., scellé autrefois de trois sceaux, dont deux subsistent encore et figurent: celui de Gilo de Saint-Fargeau, une fleur de lys; et celui de Hervé de Gien, lecteur de l'église d'Auxerre, un lion rampant; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Marien, L. XXXIX.

—

297 1223, SEPTEMBRE.

Vente, par Étienne de Marsangy, d'une partie des dîmes de Sépaux aux chanoines de Saint-Thomas de Sens, et approuvée par Jean, curé de Sépeaux.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod in presentia nostra constitutus Johannes, presbyter de Septempilis, laudavit, voluit et concessit venditionem quam Stephanus, domicellus de Masseigiaco (*sic*) et Beatrix, uxor ejus, fecerant altari Sancti-Thome in majori ecclesia Senon., sicut in aliis litteris curie Senon. contractur, de viginti sextariis bladi laudabilis, annui redditus, percipiendis in decima parrochie de Septempilis; videlicet quinque sextariis frumenti, quinque sextariis siliginis, quinque sextariis ordei et quinque sextariis avene, ad mensuram ville de Septempilis. Quod ut ratum et firmum habeatur, presentes litteras, ad petitionem dicti Johannis, presbyteri, sigilli Senon. curie munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gratie M° CC° vicesimo-tercio, mense septembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 113.

—

298 1223, OCTOBRE.

Échange de serfs entre Eude, abbé de Sainte-Colombe de Sens, et Thibaud, comte de Troyes.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Odo, Beate-Columbe Senon.

abbas, in Domino salutem. Notum facimus presentibus et futuris, quod nos dedimus et concessimus illustrissimo domino nostro Theobaldo, comiti Trecensi palatino, in excambium pro Acelina, uxore Garini de Collatione, hominis nostri, Gilam, sororem ipsius Garini et pueros suos. In cujus rei testimonium presentem cartam sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° vicesimo-tercio, mense octobri.

Liber principum ; Bibl. nat., Fonds lat. 5993 A, p. 302 (b).

—

299 1223, 17 NOVEMBRE.

Accord entre Symon Boche et ses frères, de Vézelay, et l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre, attesté par l'abbé de Vézelay, pour l'exécution d'un legs de 40 marcs d'argent fait par dame Falcha, entre les mains de Regnier Boche, père, à l'abbaye Saint-Germain, pour fonder son anniversaire. — Assignation de 40 sous de rente sur une vigne à Escolives à cet effet.

Ego Petrus, Dei gracia abbas Virzeliac., omnibus notum facimus quod Symon Boche, et Bertrannus, et Rainaldus, et Teobaldus, et Petrus fratres ejus, burgenses Virzeliac., in nostra presencia recognoverunt se gratam et ratam habere pacem inter ipsos, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Germani Autissiodor., ex altera, formatam secundum litteras ipsorum quarum tenor talis est : R. Dei gratia abbas, totusque conventus Sancti-Germani Autissiod., omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod cum questio verteretur inter nos, ex una parte, et Symonem Boche de Verziliaco et fratres ejus, ex alia, super hoc quod nos petebamus ab ipsis quadraginta marchas argenti quas domina Falcha, ecclesie nostre legaverat et proposuerat in manu Regneri Boche, patris dicti Symonis ad emendum redditum pro anniversario suo in nostra ecclesia, singulis annis faciendo, tandem ita pacificatum fuit inter nos et ipsos quod predictus Symon et fratres ejus assignaverunt ecclesie nostre, pro illo anniversario faciendo, super vineam suam de Monte-Aurato, sitam apud Escolivas, quadraginta solidos annui redditus in Nativitate Beate-Marie Virginis, apud Sanctum-Germanum Autissiodor. persolvendos. Si, vero, predictus Symon, vel fratres ejus, vel quicunque alius dictam vineam tenuerit in solutione predicta deficerent, predictam vineam saysiremus quousque tota pensio solveretur. Nos, autem, pro pace ista sepedictos Symonem et fratres ejus, a peticione quadraginta marcharum absolvimus penitus et quitamus, et concedimus dicto Symoni anniversarium patris et matris sue in nostra ecclesia faciendum. Quod ut ratum et firmum permaneat, sigilli nostri munimine duximus roborandum ; et quia nos conventus sigillum nostrum penes nos non habemus, sigillo prioris nostri fecimus presentes litteras sigillari. Actum, anno Domini M° CC° vicesimo-tercio, mense julio.

Quod, autem, a predictis Symone et fratribus ejus audivimus, de voluntate ipsorum sub sigillo nostro fideliter attestamur.

Actum, Virzeliaci, anno Verbi incarnati M° CC° vicesimo-tercio, mense novembri, in vigilia Sancti-Germani (1).

Cartul. du Pitancier de Saint-Germain, Ms du XIII[e] siècle, F° 1 V°, n° 5; Bibl. d'Auxerre, n° 111.

—

300 1223, DÉCEMBRE.

Donation par Alexandre et Jean, fils de Leteric de Vincelles, de leurs droits sur les moulins possédés par les religieux des Escharlis, proche Vincelles.

Henricus, Dei gratia Autissiod. episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod Alexander et Johannes, frater ejus, filii defuncti Leterici, militis de Vincellis, in nostra presentia constituti, quittaverunt in perpetuum fratribus Escharleiarum quicquid habebant in molendinis predictorum fratrum, sitis juxta Vincellas, videlicet in bochello et piscatoria ; in aquis, in aquarum decursibus, et in omnibus aliis que sibi in dictis molendinis jure hereditario vendicabant. Promiserunt etiam, per fidem corporalem prestitam quod nunquam de cetero in dictis molendinis

(1) Cette mention de la fête de Saint-Germain ne concorde pas avec les dates communes des fêtes de ce saint. Il s'agit probablement de la dédicace de l'église du monastère de Saint-Germain, qui est à la date du 18 novembre dans le Nécrologe de l'église d'Auxerre. (Voy. Lebeuf, *Mémoires sur l'Hist. d'Auxerre*, 2° éd., t. IV, p. 20, au 18 nov.)

vel in supradictis eorum pertinenciis aliquid peterent vel reclamarent, ratione sexte partis quam ipsi et sorores ipsorum in ipsis molendinis habebant, et quod partem illam quam dictis fratribus quittaverunt eis bono fide garantizarent. Dicti autem fratres tenentur, singulis annis, reddere dictis domicellis Alexandro et Johannis et heredibus eorum, in crastino Beati-Nicholai hyemalis, in domo dictorum fratrum de Salicibus, juxta Escolivas, quinque sextaria et plenam minam bladi de tali blado qualem dicta molendina lucrabuntur, scilicet, Alexandro sex bichetos frumenti et sex-decim bichetos molture, et Johanni similiter fratri et sex bichetos frumenti et sex-decim bichetos molture. Supradicti, vero, domicelli penitus quittaverunt omnes conventiones quas habebant cum fratribus Reigniaci in supradictis molendinis. Si autem postea contingeret predicta molendina destrui, non minus propter hoc tenerentur dicti fratres ad dictam pensionem, nec pro ipsa pensione cogerentur denuo ipsa molendina reedificare. Quod ut ratum et firmum permaneat in futurum, presentem paginam, ad peticionem partium, sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° XX° III°, mense decembri.

Orig.; scellé du sceau de l'évêque; Arch. nat., section Domaniale, 5238 C.

—

201 1224.

Confirmation, par le pape Honorius III, des privilèges et des biens de l'abbaye de Pontigny.

Honorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati monasterii Pontiniac., ejusque fratribus, tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis, in perpetuum. Religiosam vitam eligentibus apostolicum convenit adesse presidium, ne forte cujuslibet temeritatis incursus aut eos a proposito revocet, aut robur, quod absit, sacre religionis infringat. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus annuimus et prefatum monasterium Pontiniac., in quo divino estis obsequio mancipati, sub B. Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus. Imprimis, siquidem, statuentes ut ordo monasticus, qui secundum Deum et B. Benedicti regulam atque institutiones cisterciensium fratrum in eodem monasterio institutus esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter observetur. Preterea, quascumque possessiones, quecumque bona idem monasterium in presentiarum juste ac canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis, vestrisque successoribus et illibata permaneant; in quibus hec propriis duximus vocabulis exprimenda : Locum ipsum in quo prefatum monasterium situm est, cum omnibus pertinentiis suis; grangiam que dicitur S. Porcarius; grangiam de Crece, cum suis pertinentiis; grangiam de Chaillie, cum pertinentiis suis; grangiam de Burs, cum suis pertinentiis; grangiam de Campo-invento, cum suis pertinentiis; de Buinnone, de Fulcheriis, Acrimontis et de Villers-Grangias, cum omnibus pertinentiis earumdem; grangiam de Saveiis, cum pertinentiis suis; apud civitatem Senonensem grangiam unam; apud civitatem Trecensem unam grangiam; in tenimento castri Florentini unam grangiam; in tenimento Tornodori grangiam unam, cum omnibus pertinentiis suis; grangiam de Chableiis; de Saint-Bret (*sic*) et de Fornais grangias, cum omnibus pertinentiis earumdem; petrariam quam habetis Chableias, intus et extra; et grangiam quam habetis apud Autissiodorum, cum pertinentiis suis, cum pratis, vineis, terris, nemoribus, usuagiis et pascuis in bosco et plano, in aquis et molendinis, in viis et semitis et omnibus aliis libertatibus et immunitatibus suis. Sane, laborum vestrorum de possessionibus habitis ante concilium generale, ac etiam novalium que propriis manibus aut sumptibus colitis, sive de ortis et virgultis et piscationibus vestris, vel de nutrimentis animalium vestrorum, nullus a vobis decimas exigere vel extorquere presumat. Liceat quoque vobis clericos vel laïcos liberos et absolutos, et seculo fugientes, ad conversionem recipere et eos absque contradictione aliqua retinere. Prohibemus, insuper, ut nulli fratrum vestrorum, post factam in monasterio vestro professionem, fas sit, sine abbatis sui licentia, de eodem loco discedere; discedentem, vero, absque communium litterarum vestrarum cautione, nullus audeat retinere : quod si quis forte retinere presumpserit, licitum vobis sit in ipsos monachos vel conversos

regularem sententiam promulgare, etc.

A la suite est une longue énumération d'exemptions de l'Ordinaire et des tribunaux laïques; de dispenses de payer les taxes royales, les dîmes; ainsi que du privilége de ne pas être exposés à subir les suites des excommunications portées par les évêques, etc., etc.

Datum, Laterani, IV kalendas decembris, indictione XIII, Incarnationis dominice anno M° CC° XX° IV°.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny. — Bulles des papes.

—

302 1224.

Opitio donne à l'abbaye de Pontigny 20 sous de rente à prendre sur les cordes et poulains d'Auxerre.

Ego Opitio de Castro, civis Janerensis, omnibus, notum facio, tam præsentibus quam futuris, quod ego, pro remedio animæ meæ et patris mei, necnon et omnium prædecessorum meorum, dedi ecclesiæ Pontiniaci, et fratribus ibidem Deo servientibus, viginti solidos fortium Nivernensium, annuatim percipiendos de triginta quinque libris, quas illustris domina Mathildis, comitissa Nivernensis, dedit eidem Opitioni annuatim percipiendas in cordis et pullanis de Autissiodoro, ad octabas Beati-Johannis-Baptistæ. Quod ut ratum sit et firmum, præsentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Domini M° CC° XX° IV°.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, Preuves, t. III, p. 326, Ms n° 158; Bibliothèque d'Auxerre.

—

303 1224.

Le sire de Seignelay approuve le don fait à l'abbaye de Pontigny, par sa mère Marguerite, de 11 setiers d'avoine de rente à Rouvray. Jean, son frère, et Agnès, sa femme, ont ratifié cet acte.

Ego Stephanus, dominus de Selligniaco, notum facio, omnibus presentibus et futuris, quod ego laudo benigne et concedo domui Pontiniac., et fratribus ibidem Deo servientibus, domum quod mater mea Margareta legavit et dedit prefate domui, pro remedio anime sue et pro anniversario suo, singulis annis, in ipsa domo faciendo, videlicet undecim sextarios avene apud Rivierai, singulis annis percipiendos. Et hoc laudaverunt Johannes, frater meus, et Agnes, uxor mea. Quod ut ratum et firmum perpetuo perseveret, presens scriptum sigilli mei appositione roboravi.

Actum, anno Gratiæ M° CC° XX° quarto.

Orig.; scellé du sceau du sire de Seignelay, représentant un écu fascé de trois pièces; Arch. de l'Yonne; Fonds de l'abbaye de Pontigny, L. LVI.

—

304 1224.

Affranchissement de serfs habitant Villeneuve-la-Guyard, par l'abbé de Saint-Remy de Sens. — Reconnaissance par lesdits habitants qu'ils sont hommes libres avoués de l'abbaye, et don par eux d'une grange à l'abbaye.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael, officialis curie Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod nos litteras venerabilium virorum abbatis et conventus Sancti-Remigii Senon. inspeximus, sub hac forma : Stephanus, Dei permissione abbas, totusque conventus Sancti-Remigii Senon., omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod nos, inquisita diligenter et plenius intellecta conditione et observancia qua tenentur ecclesie nostre Salomon de Villanova-Guiardi et Gila, soror ejusdem Salomonis et filius ejusdem Gile Anseisus, profitemur, volumus et concedimus ut ipsi liberi sint ab omni tallia et corveia et omni servitute corporali, et aliis quibus usque ad nostra tempora immunes fuerunt; et nos ipsos et heredes eorum quos ex propriis corporibus genuerint, tanquam homines ecclesie nostre et liberos servientes recepimus sub dictis libertatibus, favente Domino conservandos. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras annotari et sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° vicesimo-quarto, mense januario.

Dictus, vero, Salomon et filius ejus, Stephanus et filia ipsius Haoisis, Gila, Agnes et Maria et dicta Gila, soror dicti S. et filius ejusdem G. Anseisus se esse

homines dicte ecclesie et liberos servientes, prout in dictis litteris plenius continetur, recognoverunt coram nobis, bona fide, promittentes se tanquam homines memorate ecclesie et liberos servientes in perpetuum habituros. Dederunt etiam idem Salomon et Helisabeth, uxor ejus, ecclesie prenotate et quitarunt granchiam suam de Villanova-Guiardi cum fossatis et porprisia granchie Sancti-Remigii contiguam a sepedicta ecclesia Sancti-Remigii; post decessum dicti Salomonis quiete in perpetuum possidendam. Quam donationem et quitationem voluerunt et laudaverunt liberi ipsius Salomonis Stephanus et Haoisis, Gila, Agnes et Maria. Guillelmus, vero, et Bernardus, generi dicti Salomonis, usque ad triginta libras Pruvin. fortium se plegios concesserunt quod liberi supradicti, qui nunc sunt in avoeria qui erunt extra avoeriam ratam habebunt donationem et quitationem granchie supradicte. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras annotari et sigillo curie Senon. sine alterius prejudicio fecimus roborari.

Actum, anno Gratie Mº CCº vicesimoquarto.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Saint-Remy de Sens. — Villeneuve-la-Guyard.

—

205 1224.

L'official de Sens constate la transaction passée entre les chanoines de Dilo et les moines de Notre-Dame de Joigny, au sujet du corps de Guillaume Iᵉʳ, comte de Joigny. Les chanoines renoncèrent à leurs prétentions et les religieux leur firent remise d'une rente de 2 sous et de 4 setiers et une mine de blé sur le moulin de Sanevières; laquelle rente est réduite à 1 setier. Les chanoines firent remise d'autre part, aux religieux, de 10 sous qu'ils percevaient sur la Halle aux drapiers de Joigny.

Omnibus, presentes litteras inspecturis, magister Michael, curie Senon. officialis, in Domino salutem. Notum facimus universis quod, cum inter canonicos Deiloci et Nicholaum, priorem, et monachos Beate-Marie de Jovigniaco verteretur altercatio de corpore Willelmi, illustris comitis Jovigniaci, tandem composuerunt in hunc modum : quod canonici remiserunt monachis actionem quam contra eos pro predicti comitis corpore intendebant, et monachi remiserunt predictis canonicis duos solidos et quatuor sextarios et unam minam bladi quos eis debebant annuatim pro molendino Saneveriarum, ita quod non solvent canonici, de cetero, monachis nisi unum sextarium frumenti laudabilis, in crastino Nativitatis dominice, et duodecim denarios in Exaltatione Sancte-Crucis, per singulos annos; et canonici quitaverunt monachis decem solidos quos percipiebant annuatim in hala draperiorum Jovigniaci, et quicquid habebant in hala predicta. Hanc compositionem fecerunt abbas Deiloci et prior Jovigniaci, et eam laudaverunt prior et conventus de Caritate et conventus Deiloci, sicut nobis constitit per litteras eorumdem. Quod ut ratum et inconcussum permaneat in posterum, presentes litteras, ad petitionem parcium, sigilli curie Senon. munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gracie Mº CCº vicesimoquarto.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Dilo, L. 1.

—

206 1224.

Hugues, évêque de Langres, qui avait autorisé l'établissement de chanoines dans la Maison-Dieu de Tonnerre, reconnaît que c'est à tort, et que c'est à l'abbé de Molême qu'appartient le droit de présenter le curé de l'église de cette maison, qui est paroissiale.

Hugo, Dei gratia Lingonensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noveritis quod, cum requisitum esset a nobis quod in Domo-Dei de Tornodoro concederemus canonicos seculares institui, nos dicte petitioni consensum prebuimus et canonicis ibidem instituendis concessimus ingressum ecclesie, salvo jure decimarum ecclesiarum. Postmodum, vero, abbate et conventu Molismensi conquerentibus de predictorum canonicorum institutione, partibus convocatis, nobis constitit evidenter quod in ecclesia ejusdem domus que parrochialis est, abbas Molismensis habeat jus presentandi sacerdotem, et portionem suam in jure parrochiali recipiebat; quare, de bonorum virorum consilio, dictis canonicis ingressum ecclesie prohibuimus, predictam concessionem nostram de ingressu ecclesie, salvo jure vinearum (*sic*) ecclesiarum, secundum intentionem nostram taliter, interpretantes quod prius esset salvum jus ecclesie Molismensis et vinearum ecclesiarum, nec

eisdem in canonico habitu dictam ecclesiam liceret ingredi in prejudicium Molismensis, seu cum juris lesione alieni. In cujus rei testimonium, presentes litteras fecimus sigillo nostro sigillari.

Actum, anno Domini M° CC° vicesimo-quarto.

Cartul. de Molème, Ms du XIII° siècle; t. II, F° 62 V°; Archives de la Côte-d'Or.

L'evêque Hugues, par une charte de l'an 1225, adressée à l'abbé de Saint-Seine et à ses collègues les juges apostoliques, les informe que certains clercs de Tonnerre avaient surpris de lui, par un faux exposé, la permission de s'établir dans l'église Notre-Dame de cette ville en habits de chanoines; mais que, mieux informé des droits de l'abbaye de Molème sur cette église, il avait retiré sa permission et menaçait d'excommunication tous ceux qui oseraient outrepasser sa défense. — Ibid.

—

207 1223 [1224], JANVIER.

Pierre, abbé de Pontigny, reconnaît avoir cédé à l'archevêque de Sens tous ses droits sur la forêt de Rageuse, et ne s'être réservé que le pâturage pour les bestiaux de la grange de Sevies. Toutefois, les chèvres ni les porcs ne pourront y pacager.

Ego Petrus, humilis abbas, totusque conventus Pontiniac., notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis, quod nos quicquid juris clamabamus in foresta illa que dicitur Rabiosa, venerabili patri, Galtero, archiepiscopo Senon., ejusque successoribus archiepiscopis, quitamus in perpetuum, excepto pasturagio herbe ad animalia tantummodo grangie nostre que appellatur Sevie; ita tamen quod non liceat nobis habere ibi capras sive porcos. In cujus rei memoriam et testimonium, presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine roborari.

Actum apud Seant, die lune ante Purificationem Beate-Marie, anno Domini M° CC° vicesimo-tercio, mense januario.

Orig.; scellé du sceau de l'abbé de Pontigny, tenant d'une main la crosse et de l'autre un livre; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens, G 461.

—

208 1223 [1224], JANVIER.

Érard de Brienne déclare avoir vendu à l'archevêque de Sens toute sa forêt de Rageuse, qu'il tenait en aleu, pour le prix de 4 livres provinoises l'arpent, appelé l'*arpent du roi*, laquelle forêt est libre de toute charge, excepté de droits de pâturage en faveur de plusieurs monastères y désignés.

Ego Erardus de Brena, dominus Rameruci, et ego Philippa, Henrici bone memorie quondam comitis Trecensis filia, uxor dicti Erardi, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos vendidimus totam forestam nostram que appellatur Rabiosa (1), quam in alodium tenebamus, reverendo patri Galtero archiepiscopo Senonensi, unum quodque arpentum pro quatuor libris pruviniensibus; mensurabitur autem ad arpentum quod vulgariter nuncupatur in territorio illo arpentum regis, quod habet in quadratum ex quolibet latere quadraginta teisias; ita quod idem archiepiscopus, et successores ejus archiepiscopi Senon., in perpetuum habeant ibi omne dominium et omnem justiciam, sine aliqua reclamatione in feodo vel in dominio, sive in griaria vel usuario, vel quibuscunque consuetudinibus. Immo, tota foresta quitta et libera eidem archiepiscopo et ecclesie Senon. perpetuo remanebit, exceptis pasturagiis que ibi clamant in herbagio Templarii pro animalibus propriis de domo sua de Coloers, et monachi Vallislucentis pro animalibus grangie sue de Logiis, et monachi Escalleiarum pro animalibus grangie sue que appellatur Beaucierre, et monachi Pontiniacenses pro animalibus grangie sue que dicitur Sevie; et canonici Deiloci pro animalibus grangie sue que dicitur Vaudurre; ita tamen quod porcos ibi habere non poterunt. De omnibus aliis promittimus, bona fide, nos rectam garentiam portare, nec nos nec heredes nostri aliquid juris in eadem foresta poterimus decetero reclamare. Et hec, fide in manu ejusdem archiepiscopi corporaliter prestita, promisimus nos inviolabiliter observare. Quod ut ratum et stabile in perpetuum permaneat, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus communiri.

Actum, apud Seant, die lune ante Purificationem Beate-Marie, anno Do-

(1) Il y avait eu une première vente d'une partie de la forêt de Rageuse à l'archevêque, par Erard de Brienne, au mois de novembre 1223.

mini Mº CCº XXº tertio, mense januario.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 464.

A cette pièce sont jointes les chartes ci-après :

Un acte de Jehan, roi de Jérusalem, attestant que l'archevêque de Sens s'engagea pour 375 liv. de Provins qu'il devait à Erard de Brienne, envers Erard de Chacenay (à Paris, en 1223, au mois de février).

Un second acte de Gui d'Arcy, chevalier, contenant quittance de 100 livres de Provins à lui payées au nom d'Erard de Brienne, par l'archevêque de Sens (fév. 1223).

Une lettre de Gui de Montfort priant l'archevêque de Sens de payer à son envoyé Robert de Prelle 1000 liv. de Provins qu'Erard de Brienne lui devait (Paris, 1223, Saint-Luc).

Des ratifications de la vente de la forêt de Rageuse, données en 1223, par Thibaud, comte de Champagne et de Brie, par Philippa, femme d'Érard de Brienne, par Jehan, seigneur de Vallery, et Hugues, son frère, par Erard, seigneur de Chacenay, cousin d'Erard de Brienne.

Puis des cautions données à Sens, la veille de saint Thomas, apôtre, de l'an 1223, pour garantie de la vente, par Geoffroy de Sergines, Guillaume de Saint-Jean, Gui de Corguilleray, chevaliers, et Miles, seigneur de Noyers, qui s'engagent à tenir prison à Sens dans le cas où Erard n'observerait pas les conditions du contrat, un mois après en avoir été requis.

Une renonciation par l'abbé de Vauluisant aux droits que son monastère avait dans la forêt de Rageuse, moyennant qu'il a reçu une indemnité et qu'il conserve le pâturage pour les bestiaux de la grange des Loges, les porcs exceptés (1223, janv.).

Enfin une dernière pièce d'Érard de Brienne, du dimanche *Oculi mei*, en mars 1223, contenant quittance à l'archevêque du prix de 608 arpents de bois de Rageuse, au prix de 1 liv. de Provins, vendus par un dernier marché, et en outre de 1000 autres arpents vendus précédemment. (Arch. de l'Yonne. – Ibid.)

—

809 1223 [1224], MARS.

Confirmation par Étienne, seigneur de Seignelay, et Jean, son frère, d'un legs fait par leur mère défunte à l'abbaye Saint-Marien, d'une terre et d'un pré appelés les Convers.

Ego Stephanus, dominus Seleniaci, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod, cum mater mea defuncta in testamento suo legasset et dedisset in perpetuam elemosinam ecclesie Beati-Mariani quandam terram et quoddam pratum que appellantur terram et pratum Conversorum, que scilicet terram et pratum ratione excambii tenebat; quod excambium factum fuit cum prefate ecclesie fratribus a pie memorie domino D., patre meo, pro terra sua sita juxta domum domini Bassoti, ego et dominus Johannes, frater meus, supradicta scilicet terram et pratum pro anniversario parentum nostrorum, et animarum eorum remedio, prefate ecclesie in perpetuum quitavimus. In cujus testimonium atque memoriam, presentes litteras sigilli mei impressione munivi et tradidi prefate ecclesie fratribus ad munimen.

Actum, anno Gratie Mº CCº XXIIIº, mense martio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Marien, L. v.

1222. — Étienne, seigneur de Seignelay, vend au Chapitre d'Auxerre le *Salvamentum* qu'il avait à Chichery. Sa femme et Jean, son frère, approuvent l'acte (Fonds du Chapitre d'Auxerre, L. XXXVII).

—

810 1223 [1224], MARS.

Miles de Noyers déclare être devenu homme-lige du comte Thibaud, en recevant de lui en fief 50 livrées de terre situées à Nitry. Il s'engage à le servir fidèlement, sauf la fidélité qu'il doit à la duchesse de Bourgogne et à huit autres seigneurs qu'il désigne, et promet aussi de ne pas recevoir à l'avenir aucun seigneur ennemi du comte, etc.

Ego Milo, dominus Nocrii, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod ego deveni homo charissimi domini mei, Theobaldi, Campaniæ et Briæ comitis palatini illustris; et cepi ab eo quinquaginta libratas terræ, sitas apud Neintriacum, in feodo et homagio, videlicet quicquid habeo in eadem villa Neintriaci, in omnibus modis et commodis, et teneor eidem Theobaldo comiti servire, bona fide, tanquam domino meo, salva fidelitate dominorum meorum, quos habebam antequam ad ejus homagium venissem : videlicet fidelitate dominæ ducissæ Burgundiæ, et comitissæ Nivernensis ; et domini Guidonis de Sancto-Paulo ; et Anserici, domini Montis-Regalis; et domini Montis-Mirabilis, et abbatis Sancti-Martini Eduensis; domini Clarembaudi de Capis, domini Galcheri de Jovigniaco; domini Erardi de Brena. Certum est autem quod ego non possum de cætero

facere aliquem dominum contra comitem Theobaldum nominatum. Prædictum, vero, feodum tenebit a dicto Theobaldo comite, vel ab ejus hæredibus, si heredes habuerit de corpore suo procreatos, quicumque tenebit castrum Noerii. Si, vero, contigerit, quod Deus avertat, dictum Theobaldum comitem sine hærede sui corporis decedere, ego et hæredes mei erimus liberi penitus et quitti a dicto homagio et omnibus istis conventionibus prænotatis. Quod ut notum permaneat et firmum teneatur, litteris annotatum sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratiæ M° CC° XX° tertio, mense martio.

Chantereau-Lefebvre. *Traité des fiefs*. Preuves. p. 146. — Pérard. p. 329.

—

211 1223 [1224], MARS.

Vente, par Ferric de Cudot et André de Saint-Phalle, son gendre, en présence de l'archevêque, au Chapitre de Sens, de leur dîme de Brienon, pour 550 livres de Provins. — Ratifié par Pétronille, dame de Champlost.

Galterus, Dei gratia Senon. archiepiscopus, omnibus etc. Noverint universi quod nobiles viri Ferricus de Cudoto et Andreas de Sancto-Fidolo, gener ejus, coram nobis vendiderunt capitulo Senon., pro quingentis et quinquaginta libris pruvin., totam decimam quam tenebant ex parte uxorum suarum apud Briennonem, tam in terris quam in vineis, videlicet tres quartas decime site ex ea parte fluvii de Hermeçon in qua sita est villa de Briennone, et totam decimam que est ex altera parte ejusdem fluvii, excepta decima terrarum quas tempore venditionis propria carruca colebant, que inferius nominatim exprimuntur, ita quod si alias terras quam inferius expressas ipsos in territorio dicte decimationis acquirere vel excolere contigerit, de illis integram decimam dicto capitulo persolvent. Hanc etiam venditionem Aales et Aspasia, dictorum militum uxores, et Agnes, prefati Ferrici filia, voluerunt et laudaverunt, et etiam per se fecerunt coram officiali nostro de Briennone ad hoc audiendum a nobis specialiter destinato, in manu ejusdem officialis fidem prestantes corporalem quod super vendita decima de cetero non movebunt, per se vel per alium, questionem. Dederunt, infradicti milites, plegios de recta garantia ferenda erga omnes, preterquam Stephanum Giraudi, thesaurarium Briennonis, et quemcumque alium thesaurarium Briennonis, videlicet, dictus Andreas, petrum Lo Giai et Thomam, fratrem ejus ac Jobertum de Sancto-Fidolo, milites. Dictus, vero, Ferricus eosdem et insuper predictum Andream milites, prestiterunt fidejussores qui in manu nostra fidem prestiterunt corporalem, quod si dictum capitulum, pro defectu supradictorum Andree et Ferrici, dampna vel deperdita incurreret, ipsi infra mensem ex quo ex parte capituli requisiti fuerint, captionem Senonis tenerent corporalem, donec dicto capitulo de dampnis et de perditis esset plenarie satisfactum. Hanc similiter venditionem, nobilis mulier Petronilla, domina de Chamloto, de cujus feodo dicta decima movebat, coram supradicto officiali laudavit, voluit et concessit. — Suit le détail des héritages sur lesquels la dîme n'a pas été vendue.

Nos, igitur, predictam venditionem ratam et gratam habentes, ad petitionem partium presens scriptum, ob perpetuum rei munimentum sigilli nostri appensione duximus roborandum.

Datum, anno Gratie M° CC° vicesimo tercio, mense marcio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1263.

—

212 1223 [1224], MARS.

Vente par Jacques, maître de la Maison-Dieu de Villeneuve-le-Roi, à frère Pierre, maître de Valprofonde, de sa maison située à Palteau, près Valprofonde, avec ses dépendances.

Omnibus presentes litteras inspecturis J. decanus Sancti-Florentini salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod Jacobus, magister domus-Dei de Villanova-Regis et fratres ejusdem domus, in presentia nostra constituti recognoverunt se vendisse fratri P., tunc magistro Vallis-Profunde et fratribus ejusdem domus, domum suam sitam in Palestel, juxta Vallemprofundam, cum virgulto et terris quas dicta domus-Dei possidebat in decimatione de Hermolio. Recognoverunt, etiam, dicti fratres domus-Dei quod de illa venditione totum pretium a magistro et fratribus Vallis-profunde receperunt. Nos, vero, ad petitionem partium, presentem paginam

sigilli nostri munimine roboravimus, anno Gratie M° CC° XXIII°, mense marcio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Marien, L. XLI.

—

313 1224, JUIN.

Mathilde, comtesse de Nevers, voulant augmenter les libertés que le comte Gui a accordées aux bourgeois de Tonnerre, pour les décharger de certaines coutumes, leur donne les eschoites de Tonnerre, appelées mains-mortes, de manière qu'a l'avenir les successions adviendront à l'héritier légitime sans paiement de droits. Elle réduit les amendes, promet de ne pas arrêter un bourgeois, si ce n'est dans certains cas déterminés, etc.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Amen.

Ego Matildis, comitissa Nivernensis, omnibus notum facio, tam presentibus quam futuris, quod ego, ad ampliandam libertatem burgensium et hominum meorum de Tornodoro quam bone memorie Guido, quondam comes Nivernensis, predecessor meus, eisdem contulit et concessit, et ad exonerandum ipsos a quibusdam gravaminibus consuetudinum quibus usque ad diem istam fuerant onerati, dedi et concessi dictis hominibus omnes eschasuras Tornodori, quas manum-mortuam appellant, propriis et heredibus suis in perpetuum habendas, ita quod omnes eschasure que de cetero apud Tornodorum evenerint, ad propinquiorem heredem, ubicunque sit, sine ullo interventu pecunie et sine contradictione aliqua devolvantur. Et si dicte eschasure ab herede requisite non fuerint, per annum et diem reservabuntur justo heredi in manu prepositi, et duorum burgensium, et, elapso anno et die, dicte eschasure non requisite michi vel mandato meo integre tradentur. Preterea concessi dictis burgensibus quod omnes emende sexaginta solidorum pro percussione, vel pro maureia, sive pro aliis forisfactis sine fractura ossis, vel sine membri amissione, ad quinque solidos reducantur. Pro fractura, vero, ossis, vel membri amissione, sexaginta solidi, sicut ante persolvantur; emenda septem solidorum ad viginti denarios reducatur; forifacta de armis esmolutis, de raptu, de homicidio et de furto, erunt in voluntate mea. Preterea, concessi dictis burgensibus quod aliquem hominem de Tornodoro non capiam, nec capi permittam, quandiu de juri stando coram me, vel mandato meo dare plegium poterit, nisi pro manifesto debito, quod non velit solvere, vel res suas ad vendendum concedere, pro solutione facienda, vel pro manifesta offensa quam non velit, secundum ville consuetudinem emendare, vel nisi pro quatuor specialibus forifactis superius nominatis, que sunt in mea voluntate. Omnes vero homines, undecumque venerint, qui estagium apud Tornodor. fecerint, erunt predicte libertatis, nisi sint mei homines de capite et de corpore. Has itaque conventiones me firmiter observaturum propria manu juravi, salvis tamen aliis redditibus et consuetudinibus meis quas in dicta villa hactenus habui et predecessores mei. Concessi etiam quod quicumque mihi vel heredibus meis in comitatu Tornodori successerit, has conventiones firmare prestito juramento tenebitur, antequam burgenses fidelitatis eidem exhibeant juramenta. Promisi etiam quod ego bona fide laborabo, sine meo mittendo quod venerabilis pater Lingonensis episcopus heredem vel successorem meum compellat per censuram ecclesiasticam, si eum a dictis conventionibus, quod absit, contigerit resilire. Volo siquidem et concedo quod quicumque erit prepositus Tornodori, jurabit firmiter et fideliter tenenda ea que superius sunt expressa. Has siquidem conventiones tenendas juravit dilectus et fidelis consanguineus meus, Galcherus de Joviniaco, seneschallus Nivernensis. In cujus rei memoriam et testimonium, et quod ut ratum et inconcussum in posterum habeatur, presentem cartam sigilli mei munimine feci roborari.

Actum, anno Domini M° CC° XX° IV°, mense junio.

Orig.; Arch. de Tonnerre. — *Chartes et titres anciens des habitants de Tonnerre*, p. 72.

A cette pièce sont jointes deux chartes :

1° De Gui de Châtillon et d'Agnès de Nevers, sa femme, qui confirmèrent la donation de leur mère, la comtesse Mathilde;

2° De Gaucher de Joigny, sénéchal de Nevers, qui en jure l'observation.

—

314 1224, JUILLET.

Donation par Guillaume de Mont-Saint-Jean, à

l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre, de 20 sous de rente pour fonder l'anniversaire de Jean Jérémie, qui est enterré dans cette église. — Autres donations pour le même objet.

Ego Willelmus, Montis-Sancti-Johannis, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod ego dedi et concessi ecclesie Sancti-Germani Autiss. viginti solidatas divionenses annui redditus reddendas in festo Nativitatis Sancti-Johannis-Baptiste, et assignavi predictum redditum in pedagio de Monte-Sancti-Johannis, ita quod quicunque dictum pedagium tenuerit ad solutionem predicti redditus teneatur. Hanc, autem, donationem et assignationem feci pro anniversario Johannis Geremie, qui in predicta ecclesia sepultus fuerit, annuatim faciendo. Quod ut ratum et firmum permaneat presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gracie Mº CCº xxº quarto, mense julio.

Cartul. du Pitancier de l'abbaye Saint-Germain, Fº 20 Rº, nº 111.

En 1220, juillet, Leobaud Jérémie, chevalier, avait donné à Saint-Germain 10 sous de rente sur sa maison située devant l'église Notre-Dame de Beaune, pour l'anniversaire de feu son fils Jérémie. — Ibid., Fº 20 Vº, nº 111.

En 1235, décembre, Guillaume, seigneur de Mont-Saint-Jean, donna encore pour le même anniversaire 10 bichets d'orge à prendre sur ses tierces de Poilly-sous-Noyers. — Ibid., Fº 20, nº 119.

—

315 1224, AOUT.

L'abbé de Fleury reconnait que son prieuré de Dyé est en la garde et protection de la comtesse de Nevers, sauf le droit du roi.

Ego Bartholomeus, divina permissione Beati-Benedicti Floriacensis dictus abbas, totusque ejusdem ecclesie conventus, omnibus notum facimus, tam presentibus quam futuris, quod prioratus noster de Dieto est de garda et deffensione nobilis comitisse Nivernensis et heredum suorum, salvo jure domini regis Francorum. Et ne super hoc in posterum dubitatio habeatur, præsentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, apud Sanctum-Benedictum Floriacensem, anno Domini Mº CCº xxº quarto, mense augusto.

Cartul. du comté de Tonnerre, Fº 43 Vº; Fonds de la Chambre des Comptes; Arch. de la Côte-d'Or.

En 1261 [1262], mars, frère Thibaut, abbé de Fleury, reconnait aussi que le prieuré de Dyé était en la garde du comte de Nevers. — Ibid.

—

316 1224, SEPTEMBRE.

Thibaud, comte de Champagne, reconnait que les moines de Saint-Germain l'ont associé par moitié dans la jouissance d'un territoire, consistant en bois et terres, et situé entre le ruisseau de Flogny et celui de Percey, et depuis le bord de l'Armançon jusqu'au bois de Saint-Germain, à cause de la fondation d'un nouveau village en ce lieu. La charte contient de nombreux détails sur les droits respectifs des parties dans le futur village, sur l'exercice de la justice, sur la chevauchée et le service militaire qui est réservé au comte.

Ego Theobaldus, Campanie et Brie comes palatinus, notum facio universis, presentes litteras inspecturis, quod dilecti mei R., abbas et conventus Sancti-Germani Autissiod., me et heredes meos associaverunt ad medietatem, propter villam novam faciendam, in toto finagio, tam in bosco quam in plano, sito a rivo de Flooniaco usque ad rivum de Parriciaco, et a ripa de Ermençon usque ad boscum Sancti-Germani, et in toto dicto bosco cum novalibus ejusdem bosci usque ad ripam Ermencie, et a foresta domini Dodonis de Flooniaco, militis, usque ad forestam domini Roberti de Mainiaco, militis, et monachorum Dei-loci; et eciam in justicia quam ibi habent. Ita quod in omnibus redditibus, justiciis, foresfactis, serviciis, sive ex mera liberalitate donantis, sive ex quacumque causa factis, et in omnibus proventibus quocumque modo proveniant, medietatem habebunt, et ego similiter medietatem habebo. Concessum eciam fuit quod, si ipsi vellent in dicto finagio mansionem facere, eam liberam haberent, et ego et heredes mei nostram, si ibidem vellemus facere mansionem. Illud autem sibi specialiter retinuerunt quod non liceat mihi in fluvio de Ermençon, a ponte de Flooniaco usque ad molendina de Parriciaco, molendina habere. Ipsi, autem, id bene poterunt facere quecunque voluerint; et de terra et de ripa tantum sibi appropriare, ad opus molendinorum que ibi facerent et ad domum juxta molendina faciendam, esset necessarium. Ipsis eciam licebit molendinum

suum, quod est ab altera parte ripe, in alteram ripam transferre. Prepositum, vero, suum, in eadem villa, qualem voluerint et quando voluerint, ponent, et ego et heredes mei nostrum similiter ponemus. Prepositus siquidem meus, antequam de ballia se intromittat, juramentum publice prestabit apud Sanctum-Florentinum, coram abbate vel priore ejusdem loci, quod jus eorum in omnibus rebus pertinentibus ad dictam villam et ad finagium ejusdem ville, pro posse suo, servabit, et ipsis, vel eorum mandato reddet. Quod si idem prepositus, antequam juramentum prestiterit, de ballia se intromitteret, ipsis teneretur ad emendam. Prepositus, vero, eorum eodem modo fidelitatem michi et heredibus meis prestabit, vel nostro mandato. Unus autem prepositorum sine altero non poterit placitare nec forefacta levare. Partem eciam forefactorum ipsorum vel aliorum redditutuum, nec ego nec prepositi poterimus remittere, nec ipsi remittere poterunt partem meam. Preterea, dictum fuit et concessum quod ego, vel heredes mei, non poterimus villam istam novam sine consensu ipsorum dirimere; nec homines ecclesie ipsorum vel prioratuum in eadem villa poterunt retineri; dumtamen, testimonio duorum vel trium testium quod sint homines ecclesie ipsorum, infra annum et diem, probatum fuerit et perceptum. Quicquid autem ego, vel heredes mei, in predicta potestate acquisierimus, commune erit inter nos et abbatem et conventum. Si autem ipsi aliquid acquirerent in eadem potestate, commune similiter remaneret, tali videlicet modo, quod in eis que per empcionem ego vel heredes mei acquireremus, abbas et conventus medietatem precii nobis tenerentur, vel terram ad valenciam precii quod poneremus in predicto adquiramento infra tres leugas a dicta villa. Et nos eis, si aliquid per empcionem acquirerent, simili modo reddere teneremur. Preterea ego, vel heredes mei, de omnibus hiis supradictis associatis et acquisitis aliquid alienare, vel extra manum nostram ponere, seu alicui ecclesie in elemosinam conferre non poterimus, nisi ecclesie memorate. Dicti, autem, abbas et conventus concesserunt michi, sine parte eorum, exercitum et chevacheiam hominum dicte nove ville et de finagio ejusdem ville, sicut in carta mea quam dicti homines penes se habent super hoc confectam, plenius continetur. Quod ut notum permaneat et firmum teneatur, litteris annotatum sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratie M° CC° vicesimo-quarto, mense septembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Germain, Villiers-Vineux; Cartul. Saint-Germain, XIII° siècle, F° 87 R°, n° 7; Bibl. d'Auxerre, n° 140.

Le comte Thibaud, par une charte adressée à l'abbé de Saint-Germain, déclare que bien que celui-ci ait contribué à l'érection de sa forteresse de Villeneuve, près Flogny, cela ne tirera pas à conséquence pour l'avenir et ne l'obligera à aucune redevance ni entretien. — Ibid., F° 87 V°, n° 8, an 1225, jeudi après la fête de Saint-Rémy.

—

317 1224, NOVEMBRE.

Miles, seigneur de Noyers, rapporte qu'il a attribué aux religieuses de Crisenon 18 setiers d'avoine sur ses redevances de la maréchaussée de Vallan et de la rivière de Beaulche, en échange d'un muid de grain que feu Clarembaud, son père, leur avait donné sur le moulin de Montot.

Ego, Milo, dominus Noeriorum, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod assignavi sanctimonialibus de Crisennone decem et octo sextarios avene in redditibus meis de mareschaucia de Valan et de riberia Belchie, eisdem annuatim reddendos, pro modio segetis quem Clarembaudus, vir bone memorie, pater meus, dederat et concesserat dictis sanctimonialibus in molendino de Montot, annuatim reddendum post decessum suum, ob remedium anime sue et antecessorum suorum. Hoc laudaverunt Agnes, uxor mea, Milo, filius meus, et Elisabeth, filia mea. Quod ut ratum et inconcussum permaneat, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gracie M° CC° XX° quarto, mense novembri.

Cartul. de Crisenon, F° 25 V°, pièce 66: Bibl. nat., n° 154.

En 1230, au mois de juin, R., chantre, et P., sous-chantre de l'église d'Auxerre, reçoivent une transaction passée entre l'abbaye de Crisenon et Guillaume, comte de Joigny, au sujet de la rente fondée ci-dessus, parce que les biens sur lesquels elle était imputée échurent au comte par sa femme Elisabeth, fille dudit Miles. Le comte confirma la fondation. — Ibid., F° 25; Arch. de l'Yonne, Fonds Crisenon. — Vallan.

—

218 1224, 18 NOVEMBRE.

Le Chapitre de Tonnerre déclare s'être mis, avec tous ses biens, en la garde et défense de Mathilde, comtesse de Nevers. Il promet à la comtesse de célébrer pendant sa vie une messe du Saint-Esprit, et après sa mort une messe pour les défunts. Il s'engage à payer à la comtesse les mêmes redevances que ses hommes de Tonnerre pour les biens qu'il acquerra par don, échange ou autrement, etc.

Nos, capitulum canonicorum Beate-Marie Tornodori, notum facimus universis, presentibus et futuris, quod nos supposuimus personas nostras et res capituli nostri, et etiam res universorum et singulorum canonicorum, ubicumque site sint, custodie et deffensioni Matildis, illustris comitisse Nivernensis et heredum suorum. Concessimus, si quidem, eidem comitisse, caritatis intuitu, unam missam de Sancto-Spiritu, quandiu vixerit, in ecclesia nostra; et post ejus obitum, pro ipsius anima, unam missam pro defunctis in perpetuum celebrandam. Concessit si quidem nobis eadem comitissa quod, a die quo presentes littere confecte sunt, quecumque acquisierimus in justicia sua, pacifice habeamus, scilicet per elemosinam, per emptionem, commutationem, donationem, seu quocumque alio modo. Ita tamen quod nos eidem comitisse et heredibus suis, idem jus et eosdem redditus debebimus et reddemus de omnibus acquisitis, acsi unus ex hominibus suis de Tornodoro estagerius apud Tornodorum eadem possidet. Videlicet de decimis, justiciis, estagiis, costumis, censibus, et etiam de aliis redditibus universis in feodis siquidem ipsius comitisse, nichil acquirere possumus nisi per ipsam. Et sciendum quod nos, de acquisitis nichil possumus ponere in manu alicujus quam ipse eidem comitisse et heredibus suis jus suum reddat, sicut faceret unus ex hominibus suis de Tornodoro estagerius apud Tornodorum si eadem possident. Quod ut ratum sit et firmum præsentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, apud Montenisium, anno Domini M° CC° vicesimo-quarto, in octabas Beati-Martini hyemalis.

Cartul. du comté de Tonnerre, F° 31 V°; Arch. de la Côte-d'Or. — Pérard, Recueil, etc., p. 405.

—

219 1224, 30 NOVEMBRE.

L'archevêque de Sens rapporte que la contestation élevée entre le prieur de Senan et le nommé Personne, du même lieu, d'une part, et les lépreux de l'autre, au sujet des oblations et des droits paroissiaux dans la chapelle de ces derniers, a été terminée de manière que les produits de ladite chapelle se partageront par tiers entre les parties.

G., Dei gratia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum querela verteretur inter priorem de Senante et Personam ejusdem ville, ex una parte, et capellanum leprosorum et leprosos ejusdem ville, ex altera, super eo quod petebant dicti prior et Persona a dictis capellano et leprosis oblationes et jura parrochialia provenientia ad eorum capellam, cum ipsa capella sita sit infra fines parrochie de Senante; tandem partes composuerunt in hunc modum : quod dictus capellanus leprosorum nulla jura parrochialia recipiet ; et de omnibus oblationibus que ad manum capellani, sive in eadem capella evenerint, capellanus solummodo terciam partem habebit, dictus prior terciam et Persona aliam terciam ; et super hiis fideliter observandis dictus capellanus leprosorum, quicumque erit, dictis priori et Persone tenebitur facere juramentum.

Actum, anno Gracie M° CC° XX° IV°, festo Beate-Andree apostoli.

Cartul. de Molême, Ms du XIII° siècle, t. II, F° 116 V°.

—

220 1224 [1225], FÉVRIER.

Le curé de Saint-Pierre de Tonnerre s'oblige à vendre son vin à Tonnerre, comme les propres hommes de la comtesse de Nevers.

Ego Th., curatus Sancti-Petri de Tornodoro, notum facio universis, presentes litteras inspecturis, quod ego concessi karissime domine mee Mathildi, comitisse Nivernensis, quod non potero vinum meum vendere, quandiu vixero, infra banna sua apud Tornodorum, nisi sicut homines ipsius comitisse de Tornodoro. Et ad majorem confirmationem hujus rei, presentibus litteris sigillum magistri Guillelmi, canonici Senonensis, cum sigillo meo feci apponi.

Actum, anno Domini M° CC° XX° quarto, mense februario.

Cartul. du comté de Tonnerre, F° 31 V°;

Arch. de la Côte-d'Or. — Pérard, p. 406.

—

221 1224 [1225], MARS.

L'official de Sens atteste que Jean de Percey, damoiseau, a donné à l'église de Pontigny tout droit de pâturage dans ses terres de Percey et de Butteaux, excepté dans le bois de la Forêt, où les bestiaux de Pontigny n'entreront qu'en même temps que ceux des habitants de Percey.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael, officialis curie Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod Johannes de Parreciaco, domicellus, coram nobis in jure recognovit se dedisse, in perpetuam elemosinam, ecclesie Pontigniacensi, omnes pasturas et pasticiones quas habebat tam in plano quam in nemore infra fines de Parreciaco et de Buutello, pro remedio anime sue et predecessorum suorum, excepta tamen pastura de nemore suo quod dicitur Foresta, in qua animalia Pontigniaci, pascendi causa non intrabunt nisi communia animalia de Parreciaco ibidem intraverint. Concessit etiam et voluit quod omnia illa que monachi Pontigniacenses adepti sunt in toto feodo suo, ex testamento, sive ex donatione, sive ex alia quacumque causa, libere et sine contradictione remaneant ecclesie supradicte, salvo tamen censu suo et justicia ad eandem censum pertinente. Quod ut ratum permaneat, presentes litteras, ad petitionem ejusdem domicelli, sine prejudicio ipsius, sigillo curie Senonensis fecimus roborari.

Actum, anno Gratie M° CC° vicesimo-quarto, mense martio.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Pontigny, L. XLI.

1230, août. — Jean de Mareilly, chevalier, et Jeanne, sa femme, ont ratifié l'aumône que feu Jean de Percey, chevalier, père de ladite Jeanne, avait faite à Pontigny, de droits de pâturage dans les bois de Percey et de Butteaux. Ils ont aussi ratifié la donation faite par Agnès, sœur de ladite Jeanne et jadis femme de Hugues de Béru. — D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, t. III, p. 104.

—

222 1224 [1225], MARS.

Philippe, seigneur de Nemours, énumère les droits du Chapitre de Sens et ceux de Geoffroy du Plessis et de Gautier, son propre fils, à Pont-sur-Yonne.

Universis presentes litteras inspecturis, Philippus, dominus Nemosii, in Domino salutem. Noverint universi quod capitulum Sancti-Stephani Senon. non potest detinere latronem apud Pontes-super-Yoñam quid reddetur ad metam assignatam domino Gaufrido de Plesseto, vel Galterio, filio nostro, vel eorum mandato, nisi per unum diem et unam noctem. Preterea boscus de Fosseto remanet quitus sine usario domino Gaufrido et Galtero, filio nostro; et boscus de Chasno-Avrardi remanebit quitus similiter capitulo supradicto, sine omni usuario; de falsa mensura ita est ordinatum quod Galterus, filius noster, vel dominus Gaufridus, non possunt causa capere apud Pontes in terra capituli, donec fuerit ostensum servienti capituli; et si serviens capituli super hoc requisitus ire recusaverit pro ea capienda, dictus Gaufridus, vel Galterius, filius noster, vel eorum mandatum possunt eam capere et emendam levare usque ad sexaginta solidos. De remensione sic erit quod si aliquis advena in villam de Pontibus venerit, potest facere remensionem vel capitulo, vel dicto Gaufrido et Galtero, filio nostro. Si, autem, infra annum et diem remensionem heredem esse non fecerit: si fuerit in terra capituli, capitulo remanebit, et si in terra dictorum domini Gaufridi et Galterii, filii nostri, eisdem remanebit. De precone ita est quod instituetur a capitulo, et institutus faciet fidelitatem capitulo, et dictis Gaufrido et Galtero, filio nostro, et clamabit bannum ex parte omnium insimul. Et si aliquid emolumentum de dicto precone evenerit, capitulum habebit medietatem et dicti Gaufridus et Galterus, filius noster, aliam medietatem.

Actum, anno Gracie M° CC° XX° quarto, mense marcio.

Orig.*; Arch. de l'Yonne; Bibl. de Sens, G 145. Fonds du Chapitre cathédral. — Pont-sur-Yonne.

Par une charte de la même date, Gauthier, archevêque de Sens, atteste les faits relatés dans la charte ci-dessus et rapporte que cet accord eut lieu entre le Chapitre et Geoffroy du Plessis et son neveu, fils de Philippe de Nemours. — Ibid.

—

222 1225.

Confirmation par le roi Louis VIII de la commune de Sens, fondée par Philippe-Auguste. — Complément de quelques droits : permis à un prudhomme de souffleter une personne déshonnête qui aurait insulté un honnête homme ou une honnête femme. — Exemption de toute taille. — Obligation du service militaire du roi pour les hommes de la commune.— Le roi se réserve la juridiction de la prévôté.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, Amen.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, præsentes pariter et futuri, nos subscripta vidisse in carta piæ recordationis regis Philippi genitoris nostri, hoc modo :

Suit le texte de la Charte de Philippe-Auguste de l'an 1189, publiée au tome II, page 405 du *Cartulaire général* de l'Yonne. Et à la suite :

Nos, igitur, genitoris nostri vestigiis inhærentes, quæ præmissa sunt volumus et concedimus subsequentia præmissis adjicientes. Si ab homine vel femina communiæ pedagium seu thonleium apud Senon. requiratur, et requisitor non nominaverit diem qua illud et de qua re illud non habuerit, non respondebitur inde requisitori, et si nominaverit diem et ille dictum ejus manu sua sola non infirmaverit, quinque solidis tantum emendabit et reddet pedagium vel thonleium. Si quis bannum civitatis se audisse negaverit, aut per pares comprobetur, aut propria manu se purget juramento ; et si comprobetur aut se purgare noluerit, quinque tantum solidis emendabit, si tamen bannus factus non fuerit pro exercitu, expeditione, vel alio negotio nostro. Si qua vilis et inhonesta persona, virum honestum vel mulierem convitiaverit, liceat alicui probo viro, si supervenerit, illum objurgare, et uno, vel duobus, aut tribus colaphis cum palmo, sine forefacto, ab importunitate sua compescere. Quod si eum pro antiquo odio criminatus fuerit, liceat ei juramento se purgare quod pro nullo odio eum percusserit, sed tantum pro pacis et concordiæ observatione ; quod si se super hoc juramento purgare noluerit, id emendabit. Volumus etiam quod homines communiæ liberi permaneant ab omnibus talliis et toltis, salvo servitio exercitus et equitationis nostræ. Præposituram, vero, Senonensem et redditus ac proventus universos ad præposituram pertinentes, nobis et hæredibus nostris in perpetuum retinemus. Quæ omnia ut perpetuæ stabilitatis robur obtineant, præsentem cartam sigilli nostri autoritate et regii nominis caractere inferius annotato, salvo jure nostro et alieno, confirmamus.

Actum, Nemausii, anno Dominicæ Incarnationis millesimo ducentesimo vicesimo-quinto, regni, vero, nostri anno tertio ; astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa : dapifero nullo ; signum Roberti, buticularii ; S. Bartholomæi, camerarii ; S. Matthæi, constabularii.

Data, per manum Garini, Silvanectensis episcopi, cancellarii.

(Monogramme).

Recueil des Privilèges de la ville de Sens. Tarbé, 1788, 1 vol. in-4°. p. 6.

1225, décembre. — Le roi déclare par acte adressé aux membres de la commune de Sens, que le maire et les jurés lui ont rendu sa prévôté, et qu'en retour il a rétabli la commune. Il les relève ensuite de toutes poursuites sur les forfaits, oppositions et autres causes de procès jusqu'à Noël 1225. — Orig. ; Arch. de la ville de Sens, A I, et *Ecole des Chartes*, 4e série, t. IV. p. 151.



Sceau de la commune de Sens (1).

—

(1) Ce sceau se voit encore à la Lettre « di per et di juré de la commune de Senz » au roi Philippe-le-Bel, annonçant l'envoi à Tours du maire de la commune et de deux jurés pour assister aux Etats de Tours, au sujet des Templiers. — An 1308. J 415 n° 95 : Arch. nat.

224 1225.

Abandon, par les moines de Reigny, en faveur du comte de Champagne, du droit qu'ils avaient de mener leurs vins sans payer de taxes dans les villes de Troyes, Provins et Bar-sur-Aube, moyennant une somme de 15 livres de rente sur les droits d'entrée des vins aux foires de Provins.

Ego Th., comes Campanie et Brie, palatinus, notum facio presentibus et futuris quod cum controversia esset inter me, ex una parte, et abbatem et monachos Regniaci, ex altera, super hoc, scilicet, quod dicti monachi asserebant quod ex dono predecessorum meorum comitum Campanie licebat eis libere, et sine aliqua consuetudine reddenda, adducere vina sua in tribus villis meis, videlicet: apud Trecas, apud Pruvinum et apud Barrum-super-Albam, et ea ibidem vendere; quod ego nullo modo sustinere volebam. Tandem, super premissis, inter nos compositum est in hunc modum : quod supradicti abbas et monachi, quod a me petebant, ut predictum est, mihi, meisque heredibus omnino quitaverunt et privilegiis suis inde confectis quoad predictum articulum pertinet penitus renuntiaverunt, et in dictis villis vina de cetero non adducent. Ego, siquidem, in recumpensationem predictorum donavi dictis monachis quindecim libras annui redditus percipiendas in intragio vinorum, in nundinis Sancti-Angulphi, apud Pruvinum, ad pagamentum. Ut, autem, hoc ratum et firmum habeatur, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi, anno Gracie Mº CCº vicesimo-quinto.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds Reigny. — Privilèges.

—

225 1225, AVRIL.

Elisabeth, dame de Saint-Valérien, donne au Chapitre de Sens un muid de blé de rente sur son terrage de Fouchères.

Ego Elisabeth, domina Sancti-Valeriani, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ego donavi in perpetuam elemosinam, ecclesie Senon., unum modium bladi annui redditus, medietatem videlicet, frumenti et medietatem avene, singulis annis, in terragio meo de Focheriis percipiendum, pro anniversario meo singulis annis, post obitum meum in predicta ecclesia faciendo. Quem modium bladi, tam me vivente quam post obitum meum, annuatim percipiet ecclesia prenotata. In cujus rei memoriam et testimonium, presentes litteras prefate ecclesie dedi sigilli mei impressione roboratas.

Actum, anno Gracie Mº CCº vicesimo-quinto, mense aprili.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1288.

1225. — Jean, seigneur de Vallery, sa femme Agnès, Hugues, son frère et Oda, épouse de ce dernier, ont confirmé la donation ci-dessus. — Ibid.

—

226 1225, MAI.

Gui de Fontaines et Itier de Rouvray, chevaliers, donnent en aumône à l'abbaye Sainte-Colombe, tout ce qu'ils possédaient à Villeperrot, au Fays et à Villenavotte, et qu'ils tenaient en fief de cette maison.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael curie Senon. officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod Guido de Fontibus et Iterius de Rouvreto, milites, in nostra presentia constituti, dederunt in perpetuam elemosinam, monachis Beate-Columbe Senonensis, quicquid habebant in censibus, terragiis et in omnibus aliis costumis apud Villaparret, apud Faicum, in foresta defuncti Theobaudi, et apud Villam-Novetam, que ab eadem ecclesia in feodum tenebant. Dictum, vero, donum Adda, mater predicti Guidonis, et ipsius Guidonis uxor, Elisabeth nomine, et Ermengardis, uxor ejusdem Iterii, que presentes erant coram nobis, laudaverunt et concesserunt, fidutiantes quod per se vel per alios nullam in posterum super hiis questionem movebunt; fidutiaverunt etiam quod hoc faciebant spontanee, non coacte, renuntiantes omni juri quod habebant in dictis rebus ratione dotis, seu quolibet alia ex causa. Quod, autem, a partibus audivimus, ad petitionem earum, sine aliorum prejuditio, sub sigillo Senonensis curie testificamus.

Actum, anno Gratie Mº CCº vicesimo-quinto, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Sainte-Colombe de Sens. — Villeperrot.

—

227 1225, JUIN.

Donation par Agnès de Maligny, à l'abbaye Saint-Michel de Tonnerre, d'une partie du moulin de Cheney.

Ego Henricus, officialis Tornod.. notum facio universis presentibus et futuris quod Agnes, nobilis mulier, de Merlenniaco, in mea presentia donavit et concessit in perpetuam elemosinam ecclesie Beati-Michaelis Tornodori, medietatem quarte partis moture molendini de Cheneio, et totius juris quod habebat in eodem molendino, et alteram medietatem dicte quarte partis, et quicquid juris habebat in eadem vendidit ecclesie supradicte pro quadraginta libris fortium Nivern., quas coram me confessa est se recepisse. Hanc, autem, venditionem et elemosinam Guillermus li Besgues, miles, filius dicte Agnetis, laudavit, voluit et concessit; et quod hec laudentur a Johanne Rufo, milite, fratre dicti Guillermi, dicta Agnes procurare tenetur. Quod ut ratum et firmum permaneat, ad peticionem dicte Agnetis et dicti Guillermi, presentem paginam sigillari fecimus.

Actum, anno Domini M° CC° XX° V°, mense junio.

Cartul. Saint-Michel, I, F° 18 V°; Bibl. de Tonnerre.

1207. — Varimbaut et Henri d'Irouer, chevalier, son frere, ont attesté, en présence de l'évêque de Langres, qu'Henri, fils du premier, au moment de sa mort, a donné à l'abbaye Saint-Michel ses droits sur les dîmes de Cheney. — Cartul, ibid., F° 11 V°.

1268, Pâques. — G., évêque de Langres, déclare qu'il a séjourné ce jour-là à Cheney, dans la maison de l'abbaye Saint-Michel, mais que ce n'est pas en vertu de son droit de procuration. — Ibid., F° 15 R°.

—

228 1225, JUILLET.

Eudes des Barres ratifie le don fait aux nouvelles religieuses cisterciennes de Villuis par Marguerite de Sergines et Geoffroy, son fils, chevalier, de la moitié du four de Montigny.

Reverendo Patri ac Domino suo G., Dei gracia Senon. archiepiscopo, O. de Barris, miles, salutem et se totum (*sic*). Paternitate vestre significamus, quod donum medietatis furni de Montegniaco, quod dederunt nove domui monialium Cisterciensis ordinis, site inter Paciacum et Viloxa, nobilis mulier Margareta de Sergines et Gaufridus, miles, filius ejus, voluit et laudavit Petrus de Sergines, miles, a quo dictus furnus movebat. Et nos, de cujus feodo movet hoc, volumus et laudamus.

Quod ut ratum habeatur in posterum, presentes litteras, ad petitionem dicti Petri, sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° vicesimo-quinto, mense julio.

Cartul. du prieuré de Michery, Ms du XVI° siècle, F° 131 V°; Archives de l'Yonne.

Une autre charte de Eudes des Barres et d'Héloïse, sa femme, du mois d'août 1225, ratifie le don de la moitié du four de Montigny, fait aux religieuses de la Cour-Notre-Dame par Pierre de Sergines. — Ibid.

—

229 1225, 29 AOUT.

Confirmation, par l'archevêque Gauthier, de la fondation du prieuré de la Cour-Notre-Dame dans la paroisse de Villuis.

Galterus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, universis ad quos littere presentes pervenerint, salutem in Domino sempiternam. Noverint universi quod, cum, ex quorumdam devotione fidelium, nove religionis plantacio, in diocesi nostro, in loco qui dicitur Curia-Beate-Marie, infra fines parochie de Vilois, fuerit instituta, accedente ad hoc ejusdem loci presbiteri consensu, et in eodem loco per Dei graciam moniales sub regula et ordine Cisterciensi divino sint obsequio mancipate, nos, attendentes quod hujusmodi religionis nova plantacio, crescente devotione fidelium, possit et debeat in melius provehi in futurum, prefatum locum ad faciendam in eo abbatiam ad usus et consuetudines Cisterciensis ordinis, prout monasterium Sancti-Antonii Parisiensis ejusdem ordinis se habet, auctoritate metropolitana duximus imperpetuum confirmandum. Quod ut ratum et stabile permaneat, presentes litteras fecimus sigilli nostri karactere roborari.

Actum, apud Vilois (1), anno Domini

(1) L'abbaye de la Cour-Notre-Dame était autrefois située sur la paroisse de Michery, canton de Pont-sur-Yonne. Cependant, elle paraît avoir été établie, dans l'origine, sur Villuis, aujourd'hui paroisse de l'Aube, peu éloignée de Michery.

millesimo CC° vicesimo-quinto, mense augusto, in festo decollationis Sancti-Johannis-Baptiste.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Prieuré de la Cour-Notre-Dame. — Titres généraux et Cartul., F° 12 V°.

—

220 1225, DÉCEMBRE.

Accord entre l'abbaye de Reigny et Gaucher Bridene et sa femme Mabille, fille de feu Ascelin de Merry, par lequel ces derniers ont donné aux moines le bois de l'Ecorcé, et les moines ont renoncé à leurs droits sur des bois situés entre la Cure et le chemin d'Avallon à Joux et Sacy.

Ego Henricus, Dei gratia Autissiod. episcopus, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum quedam controversia verteretur inter dilectos filios abbatem et conventum Regniaci, ex una parte, et Gaucherium Bredene, militem, ex altera, super hoc quod dicti abbas et conventus Regniaci ex dono antecessoris defuncti Ascelini de Merriaco, patris uxoris ejusdem Gaucherii Bredene, usagium reclamabant in nemoribus que tenet idem Gaucherius inter Choram fluvium et viam que ducit ab Avalone et Juga et que tendit ad Saciacum per vallem Autissiod., sicut continetur in cartis eorumdem fratrum, quas super hoc habent, ab antecessoribus jam dicti defuncti Ascelini, et etiam idem Ascelinus eisdem fratribus quondam sigilli sui munimine confirmavit : Tandem, prefati abbas et Gaucherius, miles, in presentia mea recognoverunt dictam conventionem de communi conventione eorum et conventus Regniaci et Mabille, uxoris dicti Gaucherii, esse pacificatam in hunc modum : videlicet, quod sepe dictus Gaucherius Bredene, miles, laude et assensu Mabille, uxoris sue, dedit in perpetuum predictis fratribus Regniaci, nemus quoddam quod dicitur Excorcicatum, quod situm est super vallem que vocatur Vallis-Monialium, quod nemus est juxta nemus eorumdem fratrum de Fontismo, quod eisdem fratribus tenetur penitus guarentire erga omnes, preterquam contra homines de Saciaco. Preterea, dictus Gaucherius, miles, in dicto nemore predictis fratribus justitiam et omnia forefacta libere dedit et quittavit, excepto magno forefacto, scilicet, sanguinis, furti vel pugne ; et si familia dictorum fratrum in dicto nemore aliquid hujusmodi forifactum fecerunt, ad dictum militem emenda nil omnino pertinebit; si, vero, servientes dicti militis in dicto nemore aliqua vadia ceperint, ad voluntatem dictorum fratrum ea reddent. vel eis tradent. Sepedicti, ergo, fratres propter hoc usagium, quod in supradictis nemoribus habebant, quittaverunt, retento sibi usagio pascuarum animalium quod habent in omnibus terris, tam planis quam nemorosis, sine damno pastionum, pratorum et segetum, videlicet, sicut in jam dictis cartis suis plenarie continetur; et sciendum quod si nemus illud quod dicitur Excorcicatum, ad partem filiorum defuncti Ascelini de Merriaco sepedicti, contigerit et illi pacem superius expressam tenere, laudare et confirmare noluerint, dicti fratres Regniaci ad antiquum jus suum, secundum quod in suis antiquis cartis continetur, et ipsi heredes defuncti Ascelini, ad suum revertentur. Nos, autem, promissam pacem approbantes, in ejusdem rei memoriam et testimonium premissas conventiones dictorum abbatis et conventus Regniaci, et supradicti militis, et uxoris ipsius, sicut eas audivimus, sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno ab Incarnatione Domini M° CC° vicesimo-quinto, mense decembri.

Répertoire de l'abbaye de Reigny, Arch. nat., sect. judiciaire, LL 988 *bis*, in-f°.

—

221 1225 [1226], JANVIER.

André, archidiacre d'Auxerre, atteste que Jacques, vicaire d'Ancy-le-Franc, a reconnu, devant lui, devoir aux Templiers de Saint-Marc (de la Vesvre) la moitié de la dîme des terres qu'il cultive à Ancy-le-Franc.

Andreas, archidiaconus Autissiod., omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod Jacobus, vicarius de Anceio-Franco, in presentia nostra recognovit se teneri persolvere fratribus militie Templi de Sancto-Medardo, medietatem decime sue in terris quas excolit in finagio de Anceio-Franco, exceptis terris que appropriantur ecclesie. In cujus rei testimonium, ad preces utriusque partis,

presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gratie M° CC° XX° V°, mense januario.

Orig. : Arch. de l'Yonne; Fonds de la Commanderie de Saint-Marc. — Ancy-le-Franc.

—

332 1225 [1226], 27 FÉVRIER.

Gauthier, archevêque de Sens, atteste que Guillaume, comte de Joigny, a fait don à l'abbaye des Escharlis de 225 arpents de bois tenant aux bois du monastère, en s'y réservant la chasse et la justice. — Remise, par l'abbaye, de 50 livrées de terre données par feu le comte Pierre. — Promesse, par le comte, de délivrer des lettres scellées de lui 50 jours après qu'il aura été fait chevalier.

Galterus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Universitati vestre volumus esse notum, quod in nostra presencia constitutus, Willelmus, comes Joviguiaci, fratribus ecclesie Escalleiarum ducenta et viginti quinque arpenta nemorum, cum ipso fundo, contiguorum nemoribus ejusdem ecclesie dedit liberaliter et concessit, ab ecclesia supradicta quiete et pacifice in perpetuum possidenda, salva eidem Willelmo magna justicia in nemore ipso, et quod in eo venari possit. Scilicet propter hoc impedire non poterit, dictus Willelmus, quin memorati fratres de eisdem nemoribus suam possint per omnia facere voluntatem. Fratres, vero, Escalleiarum, sepedicto Willelmo quitaverunt et remiserunt absolute quinquaginta libratas annui redditus quas bone memorie Petrus, quondam comes Joviguiaci, defunctus, frater ejusdem Willelmi, pro anime sue remedio ecclesie fecerat supradicte. Fidem eciam prestitit corporalem idem Willelmus, quod supradicta omnia firmiter observabit et observari faciet, bona fide. Promisit etiam, sub prestito fidei vinculo, quod infra quinquaginta dies ex quo factus fuerit novus miles, litteras suas patentes sigillo suo sigillatas hujus quitationis et donationis testimoniales dabit fratribus ecclesie memorate. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras, ad petitionem parcium, annotari fecimus et sigilli nostri caractere communiri.

Actum, apud Sanctum-Julianum, anno Gracie millesimo ducentesimo vicesimo-quinto, mense februario, die veneris post festum Sancti-Matthei apostoli.

Orig. : Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye des Escharlis, L. 1.

—

333 1225 [1226], 29 FÉVRIER.

Gauthier, archevêque de Sens, expose comment de graves dissentiments s'étaient élevés entre le Chapitre d'Auxerre et les habitants de Merry, terre dépendant dudit Chapitre, lesquels habitants s'étaient portés à des violences. Ils réclamaient du Chapitre des droits d'usage dans ses bois, et sur son refus et la saisie de leurs terres qu'ils tenaient de lui, ils s'étaient retirés à Charny et s'avouaient hommes de Robert de Courtenay. — Enfin la paix fut rétablie, et la charte en contient les clauses.

Galterus, Dei gratia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem et sinceram in Domino caritatem. Noverit universitas vestra quod, cum esset contentio inter dilectos nostros decanum et capitulum Autissiod., ex una parte, et homines de Merriaco, villa ejusdem capituli, ex altera, super violenciis et contumeliis que dicebantur tam ipsi decano quam etiam capitulo ab eisdem hominibus irrogate; item super usuagio quod in nemoribus Merriaci dicebant predicti homines se habere, necnon et super terris quas ipsi homines tenent ad costumam vel terciam a capitulo apud Merriacum; quas capitulum saisierat; eo quod dicti homines ad Charniacum se transtulerant et se burgenses domini Roberti de Curtiniaco proclamabant; tandem, de assensu et voluntate dicti domini Roberti, et ipsorum hominum, fuit inter eos ita ordinatum coram nobis : quod sepedicti homines violentias et contumelias supradictas decano emendaverunt, et iterum debent venire in capitulum Autissiodorense pro eisdem emendis capitulo faciendis. Decanus, vero, et capitulum et ipsi homines taxationem predictarum emendarum, necnon et expensarum suarum et deperditorum ordinationi nostre et domini Roberti commiserunt. De nemoribus, vero, ita fuit ordinatum et ab utraque parte concessum, quod venditio illa quam fecerunt decanus et capitulum Roberto Porto de Curteneio, Willelmo, clerico, Henrico de Tornodoro et eorum sociis, rata manebit et eam sine dilatione vel contradictione liberam habebunt emptores. De usuagio, vero, quod

dicunt se habere homines in eisdem nemoribus, nos, archiepiscopus, bona fide inquiremus ; et, si per legitimam inquisitionem invenerimus quod ipsi homines in predictis nemoribus capere per triginta annos consueverint tali modo quod propter hoc nobis visum sit quod saisinam usuagii in eis habere debeant, nos talem saisinam qualem nobis visum fuerit eos debere habere, assignari eis faciemus, sive in residuo nemoris non vendito, sive in ipso vendito, postquam emptores totum asportaverint quod emerunt, sive alibi, prout nobis visum fuerit equum esse. De terris, vero, ad terciam vel costumam, ita fuit ordinatum et ab utraque parte concessum, quod si aliqui predictorum hominum de Merriaco voluerint esse mansionarii apud Charniacum in burgesia domini Roberti, capitulum, pro bono pacis, sustinebit eos tamdiu terras et res suas de Merriaco que sunt ad terciam vel costumam ibidem tenere, quamdiu ipsi homines jura omnia et redibitiones omnes que de ipsis terris aut rebus debentur solverint et recognoverint se esse homines Autissiodorensis capituli, ad usus et consuetudines ad quas sunt et fuerunt usque ad hec tempora alii homines commorantes apud Merriacum et manentes ; alioquin posset dictum capitulum dictas terras et res sine contradictione scisire. Hec, igitur, omnia, fide interposita, predicti homines se bona fide observaturos promiserunt. In cujus rei memoriam, presentes litteras, ad petitionem partium, sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, apud Sanctum - Julianum, anno Domini M° CC° XXV°, mense februario, die sabbati ante Cineres.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds du Chapitre d'Auxerre, G 1935.

—

224 1225 [1226], MARS.

Reconnaissance par Henri, évêque d'Auxerre, que le roi l'a dispensé, à cause de ses infirmités, de le suivre pendant un an à la guerre contre les Albigeois, et l'a exempté de fournir les soldats et de payer la dîme qu'il lui devait pour le même objet, moyennant 600 liv. paris.

Henricus, Dei gratia Autissiod. episcopus, omnibus præsentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod excellentissimus dominus noster, Ludovicus, rex illustris, nostri debilitatem corporis attendens, pro exercitu suo et pro militibus quos ei debemus mittere ad exercitum suum apud Albigen., et pro decima quam similiter de proventibus nostrorum redditum tenemur solvere eidem pro negotio Albigensi supradicto, quittavit nos simpliciter a quindena Paschæ proximo ventura usque ad annum, pro sexcentis libris paris.; et nos dictas sexcentas libras debemus eidem solvere ad duos terminos, videlicet trecentas ad octavam Omnium-Sanctorum proximo venturam, et alias trecentas libras ad octavam Paschæ proximo sequentis. Nos, autem, pro prædictis adimplendis bona nostra mobilia eidem regi obligamus. In cujus rei testimonium domino regi præsentes litteras concessimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Actum ; anno Domini 1225, mense martio.

***Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane*, t. II, p. 221, in-f°, 3° édition, 1651.**

—

225 1226.

Règlement des droits et des rapports respectifs de l'abbaye de Pontigny et des Templiers de Coulours, au sujet des usages de la forêt de Saint-Pierre et des terres de la grange de Chailley, appartenant aux moines. Les Templiers pourront y conduire 300 porcs, 40 grosses bêtes et 300 moutons, de leurs maisons de Turny et de Luetel, etc.

Universis præsentes litteras inspecturis, frater Petrus, dictus abbas et conventus humilis Pontiniacenses, in Domino salutem. Noverint universi quod cum quæstio verteretur inter nos, ex una parte, et fratres militiæ Templi de Coulors, ex altera, super usuario in nemore S. Petri et pasturis in eodem nemore et in terris grangiæ nostræ de Challiaco, tandem, mediantibus bonis viris, amicabilis compositio intercessit in hunc modum, scilicet, quod prædicti Templarii poterunt capere et adducere de nemore S. Petri, ad opus domus suæ tantum de Turniaco, unam quadrigatam solummodo, singulis diebus, ad duos equos, videlicet nemus mortuum ad comburendum et vivum ad ædificandum et ad faciendum cupas et dolia dicto loco tantum necessaria ; ita tamen quod, si una die quadrigatam concessam non adduxerint, ipsam in alia die recuperare non possint, nec ipsam quadrigatam vel aliquam ejus partem vendere pote-

runt, nec donare, vel commutare, vel alias quam prædicto loco ducere. Concessum est etiam a Pontiniacensibus quod animalia domorum Templi de Turniaco et de Luetel poterunt ire in pasturis finagii Challiaci usque ad terras arabiles Challiaci, quas nec intrare nec transire poterunt, et animalia Pontiniaci abstinebunt se a terris propriis de Luetel, circa domum contiguæ adjacentibus: ubi, autem portiunculæ terrarum de Luetel fuerint et ultra quantum pasturagium nostrum duraverit, ibunt animalia nostra sine calumpnia, salvo dampno sine emenda. Similiter, etiam, si animalia nostra forte intrarent terras adjacentes domui de Luetel et dampnum facerent, dampnum solveremus sine emenda; eodem modo solverent dampnum sine emenda Templarii, si animalia eorum intrarent terras arabiles Challiaci. Si, autem, alterutrius partium animalia alterius partis terras prohibitas intrare contigerit, introitus ille, quantumcunque duraverit, neutri parti poterit proficere ad aliquod jus, possessionem, vel præscriptionem acquirendam. De porcis etiam usque ad trecentos de prædicta domo tantum de Turniaco poterunt habere Templarii in præfato nemore S. Petri, omni tempore, a semita tantum quæ ducit a grangia Challiaci usque ad grangiam de Burs, versus Sormeriacum, solvendo pro quolibet porco duos denarios cursalis monetæ illius patriæ: et si prædictam semitam transierint, solvent pro pasnagio quantum aliquis extraneus. De grossis etiam animalibus tantum quadraginta, et de portantibus lanam tantum trecenta poterunt habere Templarii. In præfinita nemoris portione poterunt etiam animalia de Turniaco concessa, aliquando pernoctare in domo de Luetel, si necesse fuerit, sine calumpnia. Pro hac autem concessione a nobis Templariis facta, promiserunt firmiter prædicti Templarii quod nos non impedient vel vexabunt de cætero super nemore S. Petri, nec aliquid ultra id quod concessum est in ipso nemore poterunt reclamare; immo sine aliqua contradictione ipsorum Templiariorum faciemus de prædicto nemore, et in ipso nemore S. Petri per omnia, sicut de nostro proprio, quicquid facere voluerimus tam in parte concessa pascendis animalibus, quam in omni alia. Nos, (autem,) pariter cum Templariis, coram venerabilibus viris R. abbate S.-Petri-Vivi Senonensis, A. decano Senonensi et H. cantore Trecensi, renunciavimus omnibus litteris tam apostolicis quam aliis, et omnibus instrumentis super eodem negotio, quandocunque et a quocunque confectis. Quod ut ratum et firmum permaneat in futurum, præsentes litteras sigilli nostri munimine roboravimus.

Actum, anno Gratiæ M° CC° XXVI°.

Copie du grand Cartulaire de Pontigny, p. 196; Arch. de l'Yonne.

—

226 1226, AVRIL.

Dreux de Mello confirme toutes les libéralités faites aux religieux de Vieupou par son père Dreux et par sa mère Hermengarde, à Saint-Maurice, à Aillant, à Eglény et à Saint-Bris. Il cite notamment le don de deux hommes libres de toute coutume, l'un à Saint-Bris et l'autre à Saint-Maurice, pour gérer leurs affaires; et il y ajoute le don des moulins de Boneu et de Pontareu.

Ego Droco de Meloto, dominus Lochiarum et de Sancto-Mauricio, notum fieri volo tam presentibus quam futuris quod dominus Droco de Meloto, pater meus et domina Hermengardis, mater mea, dederunt Deo et Beate-Marie et fratribus Grandimontis ordinis, commorantibus apud Sanctum-Mauricium, pro salute animarum suarum, quicquid habuerunt infra clausuram exteriorem eorundem fratrum; dederunt etiam eisdem fratribus, annuatim, juxta Sanctum-Mauricium reddendum, unum modium annone in terciis de Aillant, dimidium scilicet modii frumenti et tres sextarios siliginis et tres sextarios ordei. Et si aliquo casu aliquid de hac summa in predictis terciis defecerit, suppleatur de terciis Sancti-Mauricii. Item dederunt eisdem fratribus duos modios avene de prima que recipietur in granario suo de Sancto-Mauricio, cujuscumque redditus fuerit. Item reddiderunt fratribus dictis quinque modios vini de salvamento de Aglini, et dimidium summe olei. Et hoc oleum ematur de redditu denariorum quos habuerunt in domibus de Agliniaco. — Ad Sanctum-Priscum, autem, dederunt fratribus nominatis octo modios vini in cellario suo, tempore vendemiarum annuatim percipiendos, et sexaginta solidos in pullanis de Sancto-Prisco, pro vestimentis eorum et pro ceteris domus sue negociis. Hec predicta dona voluerunt et preceperunt dictus dominus Droco, pater meus, et domina Hermengardis, mater mea, ut ab heredibus suis

annuatim et imperpetuum fratribus memoratis, libere, pacifice et quiete redderentur. Preterea, dederunt fratribus nominatis duos homines sufficientes, liberos et immunes ab omni consuetudine et servitio et exactione, in dono perpetuo, unum scilicet ad Sanctum-Priscum et alium ad Sanctum-Mauricium, qui de negociis suis extrinsecis eis providebunt. Item dederunt supradictis fratribus furnum de Sancto-Mauricio, et quicquid de furno exierit, et usuarium de nemore suo quod ad furnum pertinet. Si quis autem in his predictis donis, fratribus supradictis injuriam fecerit, rogaverunt dominum archiepiscopum Senonensem ut ea fratribus ecclesiastico jure deffendat et conservet, et similiter dominum episcopum Autissiodorensem.

Ego, vero, dictus Droco, dominus de Lochiis et de Sancto-Mauricio, attendens devotionem predicti domini Droconis de Merlo, patris mei, et jam dicte domine Hermengardis, matris meæ, dedi et concessi pro mea meorumque salute, Deo et Beate-Marie, et fratribus sepedictis, quicquid habebam vel habere poteram, tam ipsi quam heredes et successores mei, juris, consuetudinis vel domini, vel justicie, vel forestagii, vel gruarie, infra dictam clausuram exteriorem fratrum predictorum ; ita quod fratres prenominati poterunt facere de nemore et aliis omnibus que infra dictam clausuram habebunt quicquid inde facere voluerint, libere, pacifice et quiete : scilicet, vendere, dare, edificare, essartere. Preterea, dedi et concessi fratribus sepedictis quicquid habebam vel habere poteram in molendinis de Boneu et de Pontareu, juris vel dominii vel echoite. Hec predicta dona ego Droco de Merloto, dominus de Lochiis et de Sancto-Mauricio, dedi et concessi prædictis fratribus. Et ut rata et inviolata perpetuis temporibus ab heredibus et successoribus meis habeantur, presentem paginam sigilli mei munimine feci roborari.

Actum, anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo vicesimo-sexto, mense aprilis.

Orig. : Arch. de l'Yonne, Fonds du prieuré de Vieupou, Titres généraux. — Martène, *Vetera Monum.*, I, 1203.

1226, 12 novembre. — Isabelle de Mello, comtesse de Joigny et dame de Saint-Maurice, étant à Saint-Maurice, donne aux religieux de Vieupou 100 sous de rente sur sa taille franche de Saint-Maurice. — D. Martène, *Vetera Monum.*, t. I, col. 1202.

227 1226, AVRIL.

Erection d'un fief par le Chapitre de Sens à Pont-sur-Yonne, en faveur de Eudes Blanvillain, prévôt.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael, officialis curie Senon., salutem in Domino. Noverint universi, tam presentes quam posteri quod Odo Albusvillanus, prepositus capituli Senon. de villa de Pontibus-super-Yonam, cum uxore sua esset homo liber capituli Senon. ab Adam decano Senon. et capitulo ejusdem ecclesie, per manum ejusdem decani recepit ea que inferius notantur, in feodum legium et liberum, tam ab ipso quam ab heredibus suis in perpetuum optinenda. Dictus, vero, prepositus est homo legius dicti decani et capituli Senon., ante omnes. Illa autem que recepit a dicto decano et capitulo, per manum dicti decani hec sunt : quartam partem censualem de communiis a dicto decano et capitulo, per manum dicti decani recepit, exceptis quinque denariis quos in illa quarta parte percipit Vitalis Albivillani. Tres denarios et obolos censuales de domo defuncti Willelmi Quadrigarii, et Milonis Germani.

Suit la nomenclature d'un grand nombre d'autres redevances à titre de cens sur des maisons et d'autres héritages, et pour des sommes aussi minimes que les précédentes et enfin :

Tria arpenta prati, apud Petram-frite, vineam de Montreaut, sextam partem molendini de Graveres, partem suam nemoris quod dicitur Aufrans ; duas partes granchie site apud Furnum et partem suam platearum ante furnum. Hec autem omnia superscripta hoc modo in feodum recepit, quod si aliquid vel aliqua de eisdem essent de censu capituli vel alterius, vel de feodo alieno et capituli feodo nullatenus computarentur, et dictus Odo, tantumdem equivalens in feodo capituli loco eorum reponere teneretur. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo-sexto, mense aprili.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 145, n° 8.

—

238 1226, MAI.

Don, par Mathilde, comtesse de Nevers, à l'abbaye de Pontigny, de 10 livres de rente sur Chichée, pour fonder son anniversaire et celui d'Hervé, son mari.

Ego Mathildis, comitissa Nivernensis, omnibus notum facimus, tam presentibus quam futuris, quod nos, pro remedio anime nostre et H. quondam bone memorie domini et mariti nostri, comitis Nivernensis, dedimus et concessimus post decessum nostrum abbacie Pontigniacensis, pro aniversariis nostris in ecclesia ipsius abbacie annuatim in perpetuum celebrandis, decem libras redditus cursualis monete quas habemus apud Chichias, annuatim, in perpetuum percipiendas. Volumus, siquidem, et precipimus ut episcopus, qui pro tempore erit, ponat sentencias excommunicationis in personam heredis aut successoris nostri et interdicti in terram ipsius, si contra donum illud ullo modo ire attemptaverit: nec ipsas relaxet quousque dicte ecclesie de dicto reddituad plenum fuerit satisfactum. Si, vero, quod absit, ante magistrum Theobaldum de Tornodoro clericum nostrum decederemus qui dictum redditam ad vitam suam habet, volumus et precipimus ut heres aut successor noster de suo proprio usque post decessum dicti clerici dictum redditum dicte ecclesie sine difficultate aliqua, annuatim, persolvat; alioquin dictus episcopus sentencias in ipsum et in terram suam ponat, sicut superius est expressum. Quod ut ratum permaneat, sigilli nostri munimine presentes litteras fecimus roborari.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo-sexto, mense maio.

Cartul. du comté de Tonnerre, F° 10 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

1226, juin. — Mathilde, comtesse de Nevers, donna à l'abbaye de Cluny tout ce qu'elle possédait à Chevannes, près Mont-Eraud, pour fonder son anniversaire dans l'église de Saint-Révérien. — Bibl. nat., Ms 5459; Chartul. clun., F° 12.

1226. — Autre charte de la même, pour fonder son anniversaire et celui de son mari à Cluny, moyennant une rente sur la cense de Decise. — Bibl. sebusiana, p. 140.

En 1234 (1235), mars, l'évêque de Langres nomma maître Adam, chantre de Chablis, pour la garde du prieuré de Chichée en matière spirituelle, et G., comte de Tonnerre, nomma le même Adam pour la garde du temporel. — Ibid., F° 34 R°.

239 1226, MAI.

Mathilde, comtesse de Nevers, déclare avoir donné à l'abbaye Saint-Marien, pour le repos de son âme et de celle de feu son mari Hervé, 60 sous de rente annuelle sur la Crierie et la Lierie à Auxerre.

Ego Mathildis, comitissa Nivernensis, omnibus notum facimus, tam presentibus quam futuris, quod nos, pro remedio anime mee et H. quondam bone memorie domini et mariti nostri, comitis Nivernensis, dedimus et concessimus, post decessum nostrum, ecclesie Sancti-Mariani Altisiod., pro anniversariis nostris in ipsa ecclesia annuatim imperpetuum celebrandis, sexaginta solidos redditus cursualis monete in cryeria et lya Altisiod., annuatim, imperpetuum percipiendos. Volumus siquidem et precipimus ut episcopus, qui pro tempore erit, ponat sententias excommunicationis in personam heredis aut successoris nostri et interdicti in terram ipsius, si contra istud ullo modo ire attemptaverit, nec ipsas relaxet quousque dicte ecclesie de dicto redditu ad plenum fuerit satisfactum. Quod ut ratum permaneat, sigilli nostri munimine presentes litteras fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° XXVI°, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Saint-Marien, L. XIII.

En 1228, au mois de juin, la comtesse Mathilde donna aux religieux de Saint-Marien une nouvelle charte portant rappel du don contenu dans la pièce précédente, et elle expliqua ce renouvellement de la manière suivante :

« Et quia canonici dicte ecclesie minus sapienter custodierunt sigillum nostrum super collatione predictorum sexaginta solidorum, litteris suis tempore viduitatis nostre appositum, ideo presentes litteras, ad majorem certitudinem sigillo nostro quod innovari fecimus, postquam conjugate fuimus, duximus confirmandas. » — Ibid.

A la même date, la comtesse fonda dans l'abbaye de Fontevrault l'anniversaire de son mari et le sien, et y donna 10 livres de rente à prendre sur le rouage de Tonnerre et le moulin Gautier. — Martène, *Thes. anecd.*, I, coll. 936.

—

240 1226, MAI.

Robert de Courtenay, étant sur le point de partir pour la guerre contre « les impies Albigeois », donne aux moines de Fontaine-Jean 6 setiers de froment pour faire des hosties, à

prendre sur les revenus de sa ville de Charny. Il ajoute à ce don, et pour le service des messes, 8 muids de vin rouge, provenant de ses vignes de Vermanton, et enfin 100 sous de rente sur ses cens de Champignelles, pour fonder son anniversaire.

Omnibus ad quos litteræ præsentes pervenerint, Robertus de Corteneio, salutem. Notum facio vobis quod, accepturus iter contra iniquos et impios Albigenses, laudante uxore mea Mathildi, pro remedio animarum nostrarum, predecessorum et successorum nostrorum, dedi fratribus Fontis-Joannis, ad hostias faciendas, sex sextarios boni et laudabilis frumenti, qui singulis annis capientur apud Chargniacum infra octavas Omnium-Sanctorum, de redditibus meis ejusdem ville Emondi (*sic*). Insuper dedi eis, ad opus Missarum, octo modios vini rubei, boni et laudabilis, de vineis meis de Vermentum, singulis annis, in vineis meis in vindemiis perpetuo capiendos. Legavi etiam eis, pro anniversario post obitum meum faciendo, centum solidos parisienses, singulis annis, in octavis Omnium-Sanctorum, de censibus meis de Campignoliis perpetuo capiendos, qui videlicet centum solidi, si, in die anniversarii mei, in pitanciis fratrum competenter non potuerint expendi, infra octavas in eorum pitanciis expendentur.

Actum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo vigesimo-sexto, mense maio.

Dubouchet, *Hist. généal. de la maison royale de Courtenay*, Preuves, p. 30.

—

241 1226, AOUT.

Anseau Bridaine déclare que, pour le rachat de son âme, il a donné à l'abbaye de Pontigny tout ce qu'il possédait sur le moulin de Fricambaut. Il y ajoute ce qui lui appartenait sur la terre de Renier Pocer, située près du pont de Neseles.

Ego Ansellus de Brideine, notum facio presentibus et futuris quod ego, pro remedio anime mee, dedi et quittavi domui Pontiniacensi quicquid habebam et quicquid ad me et ad meos pertinebat in molendino de Frekenbaudo, tam in feodo quam in dominio; insuper addidi dare domui supradicte quicquid habebam et ad me et meos pertinebat in terra que fuit Reineri Pocer, juxta pontem de Neseles. Quicquid sicut predictum est quocunque modo ad me et pertinebat in supradictis in perpetuum libere quitavi et concessi domui supradicte, laudentibus hoc Agathe, uxore mea, et Galcherio, filio meo, et Petro. Quod ut ratum et firmum persolveret presentibus sigillum meum apposui, promittens me super omnibus pro me et pro meis garantiam portaturum.

Actum, anno Gracie M° CC° vicesimo-sexto, mense augusto.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Pontigny, L. XVI.

En 1226, au mois de mai, l'archevêque de Sens attesta la donation faite à Pontigny par Geoffroy et Jean de Bouilly, chevaliers, de tous leurs droits sur le moulin de Frécambaut. — Guillaume de Néron, chevalier, ratifia ce don comme seigneur du fief. — Ibid.

En 1219, au mois de juin, Jehan de Bouilly, chevalier, donna à Pontigny la moitié de son cens de Crécy, et, dans le cas où il mourrait dans le voyage d'Outre-mer, il donne à cette maison l'autre moitié. — Copie du 2e Cartul. de Pontigny, F° 8; Ms n° 158 de la Bibl. d'Auxerre, t. III, p. 55.

En 1236, au mois de novembre, Anseau Bridaine, « sain de corps et d'esprit », déclare n'avoir aucun droit dans la forêt de la Seuz. — Ibid.

—

242 1226, 6 OCTOBRE.

Sentence arbitrale prononcée par l'abbé de Saint-Pierre d'Auxerre, entre l'abbaye de Moutier-Saint-Jean et celle de Rougemont au sujet des droits paroissiaux d'Aisy. — Confirmation de l'ordonnance de Geoffroy, évêque de Langres. — Obligation à tous les habitants du château et du bourg d'Aisy d'aller les dimanches et fêtes à l'église paroissiale pour y entendre la parole divine, y apprendre les noms des gens excommuniés pour les éviter; mais d'y aller sans être obligés à des offrandes. — Défendu d'employer les cierges bénits et le saint-chrême à faire des sortilèges, etc.

Cum tempore bonæ memoriæ Godefridi, Lingonensis episcopi, quædam controversia verteretur inter ecclesiam Reomaensem, ex una parte, et ecclesiam Beatæ-Mariæ Rubeimontis, ex altera, super jure parochiali ecclesiæ Asiaci, ut in charta ejusdem episcopi apparet, dictus episcopus, qui judex ordinarius utriusque ecclesiæ erat, finem dictæ discordiæ imponere volens, partes suas interposuit ad pacem inter dictas ecclesias reformandam, de assensu et laude utriusque partis, secundum quod jus et æquitas exigebat, et pacem illam ad memoriam futurorum

in quandam chartam redegit, et ad majus robur eandem sigillo suo, ut judex ordinarius, roboravit. Sed quia in eadem charta aliqua videntur aliquibus obscura, de novo alia est orta controversia super præmissis, unde in nos, communi assensu et voluntate, utraque pars compromisit, ad tollendam et declarandam dictæ chartæ obscuritatem, concedentes sub pœna quinquaginta librarum, quod dictum nostrum super hoc decreto firmiter observabunt. Nos itaque diligenter inspecto primæ chartæ capitulo, scilicet quod omnes homines de castro et burgo, et de tota parochia, ad ecclesiam Asiaci, bis in anno, scilicet in festo Sancti-Germani et in festo Omnium-Sanctorum, cum debitis oblationibus generaliter conveniant, ipsum in primis declarare curavimus. Quia quidam dicebant quod in aliis diebus, nisi in diebus prænominatis, secundum chartæ tenorem, dicti homines tenebantur venire ad ecclesiam Asiaci, aliis contrarium dicentibus et sententibus : nos, itaque, hanc obscuritatem declarando, dicimus quod, de communi jure et consuetudine in partibus istis hactenus approbata, dicti homines tenentur venire ad ecclesiam suam parochialem Asiaci dominicis diebus et festivis, et aliis, secundum quod opportunitas eis permiserit. Sed non dicimus cum debitis oblationibus : quia in illis diebus non fiunt debitæ oblationes, sed voluntariæ. Tenentur venire ibi ad audiendum verbum salutare, et præcepta ecclesiastica, et quæ sunt festivitates feriales omnibus, et quæ feriales fœminabus, non hominibus, et alia corporibus et animabus utilia, et ad sciendum qui sunt excommunicati nominatim, ut eos tanquam excommunicatos evitare possint, ne sententiæ in ipsos latæ participes fiant. Et cum omnia parochialia jura, jussione dicti episcopi, ecclesiæ Asiaci collata sint, de confessionibus, reconciliationibus puerperarum, nuptiarum, judiciorumque benedictionibus, cum nulla indigeant declaratione, dicimus, ut sic observetur sicut continetur in charta dicti episcopi. De cereo benedicto, et chrismate, sicut distincte in synodo præcipitur presbyteris, dicimus, ut sint in diligenti custodia presbyteri Asiaci, ne de illis possint fieri sortilegia, vel alia maleficia. De infantibus baptizandis dicimus ut, sicut definitum est a prædicto episcopo, de cætero firmiter observetur. Et si necessitas tanta sit quod presbyter Asiaci non possit tempestive venire, baptisetur ab aliquo alio clerico, vel laico in ecclesia, vel extra, secundum quod necessitas poposcerit. Dicit dictus episcopus, in charta sua super hoc confecta, quod omnes defuncti ad ecclesiam Asiaci sepeliantur, nullo excepto, nisi iis qui præmisso jure parochiali, ad ecclesiam Beatæ-Mariæ sepeliri voluerint. Unde dicimus quod de illis qui pervenerunt ad legitimam ætatem, tantummodo intelligendum est, et non de illis parvulis qui non habent discretionem, et velle, nec possunt eligere sepulturam, cum charta dicat de iis qui voluerint, et non de quolibet alio. Et quia in articulo illo qui dicit, præmisso jure parochiali, reddantur conventui Beatæ-Mariæ, videntur aliqui dubitare quale jus ecclesia Asiaci debet habere in illis parochianis suis, nos ita dignum ducimus declarare; Jus parochiale tale est de jure communi et consuetudine approbata, quod in primis debet facere infirmus testamentum presbytero suo et ecclesiæ suæ ; postea quibus voluerit mortuus debet primo deferri ad ecclesiam Asiaci parochialem, et ibi missa pro defuncto celebrari ; postmodum vero, presbyter Asiaci debet reddere corpus defuncti conventui ecclesiæ Beatæ-Mariæ Rubeimontis, ordine servato hinc inde qui continetur in charta dicti episcopi super hoc confecta; dicunt aliqui quod pueri infra legitimos annos constituti debent sepeliri apud Rubeimontem, si patres eorum eisdem ibi elegerint sepulturam, dicentes eos hoc jure usos fuisse per quadraginta annos et amplius. Hoc etiam dicunt de confessionibus, et ponunt causam, eo quod non audent accedere ad ecclesiam Asiaci propter guerrarum pericula. Sed nos dicimus in his duobus articulis homines Rubeimontis nullam acquisivisse præscriptionem, quia, si quando homines prædicti non sunt ausi accedere ad ecclesiam Asiaci ad confitendum peccata sua propter guerras, ut superius dictum est, dicimus quod cessante causa cessat effectus, quia modo non sunt ibi tales guerræ. De sepulturis puerorum dicimus quod ipsi, vel patres eorum per hoc nullam acquisierunt præscriptionem, cum presbyter Asiaci nullum faciens præjudicium ecclesiæ suæ, vel successoribus suis, et pueros et adultos possit sepelire in quibuslibet cemeteriis, pro voluntate sua, de assensu tamen parentum et amicorum; quia delictum personæ non redundat in detrimentum ecclesiæ, unde per hoc nulla alicui potuit acquiri præscriptio, maxi-

me cum ipsa semper debeat habere justum titulum, et bonam fidem, quod dicti homines habere non potuerunt, scientes quod omnia jura parochialia tam castri quam burgi pertineant ad ecclesiam Asiaci, sicut continetur in charta super hoc confecta. De expensis vero in lite factis hic nihil, et de chatex nihil modo definimus, quia chatex nondum sunt probata, nec expensæ juratæ, vel taxatæ : sed potestatem penes nos retinemus de dicendo pro voluntate nostra super his, tempore opportuno.

Ego Arnulfus, abbas S. Petri Autissiodorensis, huic dicto meo, super præmissis coram partibus, et pluribus aliis probis viris, solemniter prolato, ad petitionem partium et ad memoriam futurorum, sigillum nostrum apponere dignum duximus.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo-sexto, mense octobri, die martis proxima post festivitatem Beati-Remigii.

Reomaus, seu historia monasterii Sancti-Joannis Reomaensis, à P. Roverio, cap. XIII, p. 252.

—

343 1226 [1227], FÉVRIER.

Donation, pour fonder leur anniversaire, par Salon de Boisjardin et sa femme Béatrix, à l'abbaye Saint-Germain, de deux muids de vin qu'ils percevaient sur le cellier du monastère, et vente de deux autres muids pour 25 livres, monnaie d'Auxerre.

Omnibus, presentes litteras inspecturis, decanus Sancti-Florentini et magister Guido, officialis Briennonis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra constituti presencia, Salo de Bosco-Jardini et Beatrix, uxor ejus, de quatuor modiis vini qui movebant de capite ipsius Beatricis, quos in cellario ecclesie Sancti-Germani annuatim capiebant, recognoverunt duos modios ecclesie predicte in perpetuam elemosinam dedisse pro aniversario eorum ; et alios duos eidem ecclesie vendidisse, per manus fratris Salonis, granetarii prefate ecclesie, pro XXV libris autissiodorensibus, de quibus dicti Salo et uxor ejus integram solucionem, sicut coram nobis confessi sunt, receperunt ; promittentes, bona fide, quod super dicta vendicione portabunt rectam et debitam garantiam ecclesie supradicte. Insuper prefati Salo, et ejus uxor, fide corporaliter prestita, promiserunt quod vendicionem istam per se vel per alios nullatenus reclamabunt ; abrenuntiantes fide media omni juris auxilio quod sibi posset competere in hoc facto. Concessum autem est dictis Saloni et ejus uxori quod post decessum eorum anniversarium ipsorum fiet in ecclesia sepedicta, annuatim. Quod ut ratum sit et stabile, presentes litteras, ad peticionem dictorum Salonis et uxoris ejus, sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° vicesimo-sexto, mense februario.

Cartulaire de l'abbaye Saint-Germain, XIIIe siècle, F° 43 R°, n° 21 ; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 140.

—

344 1226 [1227], MARS.

Henri, évêque d'Auxerre, atteste que Robert de Courson, chevalier, et ses frères Hugues, chanoine de Nevers, et Guillaume, ont donné à l'abbaye de Crisenon 20 sous de rente sur le four de Courson.

Henricus, Dei gratia Autissiod. episcopus, universis, etc., noveritis quod in nostra præsentia constituti Robertus, miles, Hugo, canonicus Nivernensis et Willelmus, fratres, de Corçon, recognoverunt coram nobis, quod Aales, bonæ memoriæ mater eorumdem, dederat in elemosinam ecclesiæ B. Mariæ de Crisenone, viginti solidos annui redditus et eos assignaverat in furno de Corçon, die anniversarii sui, annuatim, sanctimonialibus de Crisennone persolvendos, etc.

Actum anno Domini MCCXXVI, mense martio.

D. Viole, *Gesta episcop. Autissiod.*, t. II, F° 359 ; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 127.

En 1238, Etienne, seigneur de Courson, reconnut devoir aux religieuses de Crisenon 10 sous de rente sur son four de Courson. — Ibid., F° 366.

—

345 1226 [1227], MARS.

Deux prêtres de Cry et de Ravières, arbitres choisis par l'abbé de Saint-Martin d'Autun et les Templiers de Saint-Marc, ordonnent que les Templiers paieront annuellement au prieur de Cry 6 bichets de blé, à cause des terres des Laumes de Nuits, qui étaient du dîmage de Cry.

Notum sit omnibus quod, cum inter

abbatem et conventum Sancti-Martini Eduensis, ex parte una, et fratres mylicie (*sic*) templi Sancti-Medardi, ex alia, super decimis terrarum de Lammis de Ruiz quas Templarii colebant tunc temporis, que sunt infra decimationem de Crie, quas decimas eidem abbas et conventus a dictis Templariis sibi vendicabant, suborta fuisset materia questionis ; et prefati Templarii dictos abbatem et conventum traxissent in causam super grangia que est juxta ecclesiam de Crie, et quatuor jornalibus terre arabilis que fuerunt Thecelini, hominis Templariorum, quorum tria sunt in Vavra et unum juxta campum Sancti-Martini ; in Henguberlum de Crie et Godinum de Raveriis, presbiteros, de pari assensu, fuit a partibus, tanquam in arbitros, compromissum. Qui arbitrium suum in hunc modum protulerunt : quod Templarii Sancti-Medardi supradicti reddent in perpetuum, per singulos annos, ad festum Sancti-Remigii, prioratui de Crie, sex bichetos bladi, scilicet tres frumenti et tres avene, et heredes Thecelini habebunt quiete et pacifice jornale quod est juxta campum Sancti-Martini. Dicta vero grangia et tria jornalia que sunt in Vavra remanebunt quiete et pacifice dicto prioratui de Crie. Hoc autem laudaverunt Adelina, relicta Thecelini et filius ejus, Theobaldus. Quod ut ratum et stabile permaneat, ego Guillelmus, ecclesie Beati-Martini Eduensis tunc temporis abbas, presenti cartule sigillum nostrum apposuimus.

Actum, anno Gratie M° CC° vicesimo-sexto, mense marcio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de la Commanderie de Saint-Marc. — Nuits.

—

246 1227.

Donation, par Guillaume du Crot, écuyer, à la chapelle du château de Seignelay, de 5 sous auxerrois de rente à charge d'anniversaire.

Ego Stephanus, dominus Selleniaci, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod Willelmus, armiger, de Croto, in presentia mea constitutus, dedit et concessit capelle mee de castro meo Selleniaci et capellano, et omnibus capellanis in eadem capella successive deservientibus, quinque solidos autissiod. monete super dimidium arpentum prati situm in Prato-rotundo, secus viam que ducit apud Pontiniacum, et quod participat cum prato domus-Dei, annuatim recipiendos pro anniversario Lukete, sororis sue, tali condicione quod quicunque possidet vel possidebit predictum pratum tenetur et tenebitur reddere annuatim predicto capellano et capellanis ejus successoribus supradictos quinque solidos infra octavas Pentecostes. Et si predicti denarii non sunt persoluti infra predictum terminum, sepedictus capellanus et omnes ejus successores habebunt fenum anni illius integre et quiete. Et forsitan, si in aliquo anno contigerit quod fenum non valebit quinque solidos, supradictus capellanus et ejus successores recuperabunt quicquid defuerit de valore quinque solid., in anno futuro, vel quam citius affuerit feni habundantia. Hoc donum laudavit et concessit Lucelina, uxor supradicti Willelmi del Crot, et filii sui, et Hodo, frater suus. Ego, vero, supradictus Stephanus, dominus Selleniaci, dictam donationem gratam et ratam habens, eam duxi confirmandam, et in ejus confirmationis testimonium presentes litteras, ad petitionem sepedicti. R., capellani, et Willelmi del Crot, sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gracię M° CC° XXVII°.

Orig.; Arch. de l'Yonne ; Chapelains de Seignelay, G 25.

En 1225, au mois d'avril, Etienne, seigneur de Seignelay, avait donné à sa chapelle du château de Seignelay 12 sous monnaie d'Auxerre de rente à prendre sur sa cense dudit Seignelay, du consentement de sa femme Agnès et de son fils Jean, à charge, par son chapelain Robert et ses successeurs, de fournir un cierge allumé à toutes les messes qui seraient célébrées dans ladite chapelle. — Ibid.

—

247 1227.

Confirmation, par l'évêque d'Auxerre, d'une transaction passée entre l'abbaye de Pontigny et R., maître de la Maison-Dieu du Mont Artre, au sujet du règlement du droit d'usage de cette maison dans la forêt du Bar.

Henricus, Dei gracia Autissiod. episcopus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod nos, compromissionem factam a venerabilibus P., abbate et conventu Pontigniaci, ex una parte, et R., magistrum domus-Dei de Monte-Autrico, ex altera, videlicet in viros venerabiles M., decanum, et R., cantorem Autissiodor., super

usuagii moderatione quod dicta domus de Monte-Autrico habet in nemore Rarri quod pertinet ad abbatiam Pontigniac., ratam habuimus et gratam, et eam sigilli nostri munimine confirmavimus.

Actum, anno Gratie Mº CCº vicesimo septimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny. — Auxerre.

—

848 1227.

Gui, seigneur de Maligny, atteste que Doet, seigneur de Flogny, étant en sa présence et à l'extrémité, a donné à l'abbaye de Pontigny un muid d'avoine de rente sur les coutumes de Flogny.

Ego Guido, dominus de Mellegniaco, notum facio universis presentibus et futuris quod Doetus, dominus de Flonniaco, in presentia mea, in ultima voluntate legavit domui Pontiniaci, pro remedio anime sue, unum modium avene in costumis de Flonniaco, singulis annis percipiendum, in festum S. Remigii, et centum solidos provin. in eodem festo Sancti-Remigii annuatim percipiendos in redditibus suis de Flonniaco, pro anniversario suo faciendo ita, tamen, quod dominus de Flonniaco qui tenebit costumas illas, reddet domui Pontiniaci, in dicto festo Sancti-Remigii, modium avene cum centum solidis. Et hoc laudaverunt et concesserunt Bura, uxor ejus, et Godwinus, filius ejus, et Sedelina et Luqueta, filie ejus., etc.

Actum, anno Domini Mº CCº XXº septimo.

D Depaquy, *Hist. de Pontigny*, preuves, t. III, p. 88.

1266, décembre.— Jean, dit Corradin, écuyer, et Agnès, sa femme, reconnaissent devoir à l'abbaye de Pontigny 3 setiers d'avoine sur les coutumes de Flogny, en tant qu'héritiers pour un quart desdites redevances de feu le seigneur de Flogny, aïeul de ladite Agnès, lequel avait donné à Pontigny un muid d'avoine à prendre sur les coutumes de Flogny. — Ibid., p. 88.

—

849 1227.

Composition en argent pour rachat de mort, envers l'abbé de Sainte-Colombe de Sens, par Jean Folez, à cause de la mort de Jobert de La Chapelle, homme de l'abbaye. Les parents du mort reçoivent chacun une partie de la somme.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie archidiaconi Senon. in Domino salutem. Noverint universi quod Johannes dictus Folez, in manu nostra fiduciavit se redditurum viro venerabili abbati Sancte-Columbe Senon. decem libras paris., terminis subnotatis, pro compositione necis defuncti Joberti de Capella, hominis ipsius abbatis, facta cum Petronilla quondam uxore ipsius defuncti, liberis ipsorum defuncti et Petronille et heredibus ipsius defuncti : videlicet, pro ipsa Petronilla quadraginta solidos, infra quindenam postquam ipse abbas acceptaverit dictam compositionem ; sexaginta solidos infra festum Omnium-Sanctorum proximo venturum ; et pro dictis libris residuos centum solidos a festo Omnium-Sanctorum proximo venturo in annum. De dicta autem compositione firmavit observanda et de denariis, ut dictum est, reddendis, Bernardus, frater ipsius Johannis, Raerius de Granchiis, Johannes Cherpins, Fromundus Praz et Christianus Gretauz, coram nobis, ad petitionem dicti Johannis, erga dictum abbatem per fidem suam se plegios obligarunt.

Actum, die sabbati post Brandones, anno Domini Mº CCº vicesimo-septimo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Sainte-Colombe de Sens. — Villeperrot.

—

850 1227, AOUT.

L'archevêque de Sens et l'évêque de Chartres promettent au roi, au nom des Chapitres cathédraux de la province, de lui payer par an 1500 livres parisis pour la guerre des Albigeois, pendant quatre ans s'il est nécessaire.

Charta qua G. Senon. archiepiscopus, et G. episcopus Carnotensis, pro conservanda pace ecclesiarum suarum, et ne impediatur succursus negotii pacis et fidei in terra Albigensi, regi Francorum et dominæ Blanchæ reginæ, ejus matri, promittunt se eis vel hæredibus eorum, singulis annis, usque ad quadriennium, si negotium terræ Albigensis tantum duraverit, M. et D., libras parisienses, pro ecclesiarum cathedralium

Senon., provinciæ capitulis, esse soluturos.

Actum, Parisius, anno Domini Mº CCº XXº VIIº, mense augusti.

D. Vaissette, *Hist. du Languedoc*, t. III, preuves col. 324 ; Thr. des ch. Albig., nº 8.

—

351 1227, SEPTEMBRE.

Jocelin d'Avallon atteste la donation faite par Aramburge de Magny, aux hospitaliers de Pontaubert, de différents droits à Orbigny.

Ego Jocelinus de Avalone, miles, notum facio presentibus et futuris quod constituta in presentia mea dominà Arenburgis de Maigniaco, dilecta et fidelis mea, dedit et precise quitavit Deo et fratribus hospitalis Jerusalem et domui hospitalis Pontisherberti. quicquid juris habebat in terragio sito inter rivum de Gotealeine et quercum Orbigniaci, sicut via monstrat, que de Brocein tendit ad Orbigniacum, et a dictis metis usque ad aquam Cose. Quitavit, eciam, dicta A., simili modo, predictis fratribus, quicquid juris habebat in campo sito juxta grangiam dictorum fratrum que est apud Orbigniacum, salvo censu. Istam, vero, quitationem laudaverunt Galterus, Gaufridus et Willelmus, et Mahauz, heredes ejus. Quod ut ratum habeatur, ad preces utriusque partis, presentem paginam sigillo proprio roboravi.

Actum, anno Gratie Mº CCº XXº septimo, mense septembri.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de la Commanderie de Pontaubert. — Orbigny.

—

352 1227, NOVEMBRE.

Sentence arbitrale portant abandon aux habitants du Vellerot, par Hugues Besort, de certains usages et pâturages, et, au Chapitre d'Avallon, d'un bois audit lieu, moyennant cession audit Besort de terres et bois à Sceaux.

Nos Johannes, archidiaconus Eduensis et B. decanus Sedilocensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum inter capitulum Avalon., ex una parte, et nobilem virum Hugonem Bisortum, dominum de Chasuil, ex altera, esset controversia super usagiis et pasturis quos in nemoribus et territoriis ville de Sauz, dictum capitulum homines suos de Villereto habere dicebat per totum finagium dicte ville de Sauz, et dictus Bisortus penitus id inficiaretur ; tandem, in nos super dicta controversia compromiserunt in hunc modum : quod nos de plano et bona fide super utriusque partis jure veritate inquisita, dictam controversiam amicabili compositione vel juditio terminaremus. Obligaverunt, vero, se partes, in manu nostra, ad penam centum librarum Divion., solvendarum parti servanti arbitrium ab illa parte que ab arbitrio nostro resiliret. Nos, vero, super hiis habito diligenti tractatu, et bonorum virorum et discretorum usi consilio, utriusque partis utilitati diligenter et bona fide providentes, ita pronunciavimus arbitrando, quod dicta usagia et pasturas homines de Villereto pacifice de cetero possideant et quiete, salvis dicto Bisorto et heredibus suis forestagio et corvadis que pro dictis usagio et pasturis dictus Bisordus ab hominibus de Villereto percipere consuevit. Nos, etiam, attendentes quod occasione cujusdam nemoris ville de Villereto adjacentis homines Bisorti hominibus de Villereto multas molestias inferebant, rogavimus dictum Bisortum ut dictum nemus pro bono pacis ecclesiæ Avalon. in perpetuam elemosinam concederet et quitaret. Ipse, vero, precibus nostris in hac parte acquiescens, dictum nemus dicte ecclesie liberaliter concessit et quiete quod nemus dicto Bisorto jure hereditario pertinebat. Et hec omnia, videlicet, tam usagia quam pasturas et nemus predicta, dictus Bisortus tenetur ecclesie Avalon. garantire : quod si non faceret, ad arbitrium nostrum tenetur emendare. Nos, eciam, in dictarum rerum recompensationem pronunciavimus quod sepedictus Bisortus et heredes sui, quicquid ecclesia Avalon. habet in villa de Seilliaco, tam in nemoribus quam pratis, terris, hominibus et aliis, in perpetuum habeant et possideant, et ista omnia capitulum Avalon. tenetur dicto Bisorto et heredibus ejus, usque ad jus garantire : quod si non faceret, ad arbitrium nostrum teneretur emendare. Et hec omnia, de consensu utriusque partis et voluntate, a nobis sunt pronuntiata.

Omnia, vero, predicta Agnes, uxor dicti Bisorti, et Guido et Galterus, filii eorum, laudaverunt et concesserunt. In cujus rei testimonium, ad preces partium, presentem paginam sigillis propriis roboravimus.

Actum, anno Gracie millesimo du-

centesimo vicesimo-septimo, mense novembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre d'Avallon.

A cet acte sont jointes une charte émanée de Hugues Besort, sur le même sujet (1227), et une autre d'Ansérie, seigneur de Montréal, en tant que seigneur du fief, confirmative de la précédente (1228).

—

353 1228.

Concession faite aux habitants de Soucy et de Saint-Martin-sur-Oreuse, par le prieur de Saint-Jean de Jérusalem et autres, du droit de mener paître leurs bestiaux dans les bois de Fleurigny, après la coupe, à certaines conditions.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Frater Guerinus, domus hospitalis Jherosolimitani prior humilis in Francia, rei geste memoriam cum salute. Noverint universi quod cum homines de Sociaco et de Sancto-Martino-super-Orosam peterent a fratribus hospitalis Jherosolimitani et Petro le Jay et Hugone de Brueriis, militibus, Helioco, Guioto Colino et Johanne ac Guillelmo fratribus Helioci, Margareta et Maria, sorores ejusdem Helioci, usuarium ad pasturam animalium in omnibus nemoribus de Florigniaco, ita eciam quod statim post abscinsis nemoribus possent immitere animalia ad pascendum; tandem amicabilis compositio intervenit in hunc modum : quod predicti homines habebunt usuarium liberum ad pasturam animalium in nemoribus predictis, hoc modo, quod predicti domini nemorum poterunt abscindere nemora, videlicet unam medietatem successive post aliam. Et infra quinquennium post abscinsionem animalia abstinebunt a pasturis nemoris incisi. Et medietas omnium nemorum ad minus semper remanebit non abscisa et libera ad pasturam animalium dictorum hominum. Et post quinquennium ab abscinsione alterius medietatis nemoris computando libere poterunt intromitti animalia ad pascendum. Et animalia habebunt adeo patentem et liberum ingressum et regressum ad medietatem non abscissam ita quod sine dampno incisi nemoris egredi libere potuerunt et secure. Et propter hujusmodi usuarium non amittent domini nemoris liberam facultatem extirpandi vel colendi, vel partem nemoris quandocumque voluerint. Quod est ratum et firmum permaneat, presentes litteras scribi fecimus et sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° vicesimo-octavo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, E 622.

Vers 1270. — Confirmation des concessions ci-dessus et délimitation des bois-usages faite par frères Arnoul de Vido, maître de Rousseméau, Jean Bonez, précepteur de Cerisiers, et Thibaud Pijon, maître de Launay. — Ibid.

—

354 1228.

Jobert, seigneur d'Ancy-le-Franc, de l'agrément de sa femme Jeanne, abandonne à l'abbaye de Molême, pour le repos de son âme, tous les droits qu'il lui contestait sur une partie du territoire d'Ancy, du côté de Stigny. Il lui concède aussi droit d'usage sur son propre territoire. — Délimitation des territoires abandonnés.

Ego Jobertus, Anceii-Franci dominus, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod cum ego ecclesie Molismensi injuriosus diucius extitissem super finagio sito inter Anceium-Francum, Septineium et usuario ipsius finagii : tandem, de injuria illatâ supradicte ecclesie satisfactionem plenariam cupiens exhibere, rei veritate cognita plenius et percepta, consilio bonorum virorum habito, de laude et assensu Johanne, uxoris me, que fide interposita hoc laudavit, dedit et concessit, et matris sue similiter que in dotem tenebat dictum finagium de Anceio, dedi et concessi, et quitavi ecclesie Molismensi, in perpetuam elemosinam, pro remedio anime mee et antecessorum meorum, quicquid habebam et possidebam in bosco et plano, justicia, terragio et usuario, in omnibus modis et commodis, nichil omnino retinens, mihi, nec successoribus, nec heredibus meis, preter quam feodum terrarum quas Lambertus Jodoinus, miles, et Guillermus, domicellus, sororius dicti Lamberti, habent infra metas versus Septineium; in quibus terris ecclesia Molismensis justiciam habet plenariam et habebit in perpetuum. Finagium, vero, sic est divisum ab Alba-Spina de super passorium de Valle-Margot, sicuti itur ad Sambuscum, desuper Campum Ade, militis, sicuti mete posite sunt a Sambusco usque ad Ulmum de Campo-Richot, et ab ulmo

usque ad quercum in introitu nemoris per Viam-Crosam, et a quercu de Via-Crosa, sicuti ipsa via ducit ad pirum domine Esperie, per metam infra positam. Item, sicuti meta posita est a piro domine Esperie, usque ad viam Tornodori, in introitu ructure Gerbaudi ; a ructura Gerbaudi, sicut itur ad Caput come defuncti Odonis Charrere, per desuper inde, sicuti mete positi sunt usque ad caput dumi defuncti Parvuli ; ab eodem dumo, sicut mete comportant, via recta, usque ad finagium de Glando. Ex alia, vero, parte, versus Raverias, a predicto passorio de Valle-Margot, sicuti via Tornodori ducit usque ad finagium de Raveriis, per omnia et in omnibus, in ea parte que est versus Septineium, dedi et concessi ecclesie memorate. Preterea concessi eidem ecclesie et hominibus suis, pascua et usuarium in pascuis in proprio finagio meo, versus Anceium-Francum et versus Chassignoles, sicut mete posite comportant, usque ad grossam quercum que posite sunt ab Alba-Spina usque ad pirum domine Esperie, et sicut itur a piro domine Esperie per cristam de super Merseium, usque ad grossam quercum per viam de Valle-Taisnox, usque ad introitum vie que ducit ad fontem de Merseio, ad rasuram nemoris, via recta, usque ad grossam quercum. Ita tamen quod si vellem claudere nemus meum de Merseio tali clausura que possit debeatque detinere et impedire ingressum bovum et vaccarum, si animalia dicte ecclesie, vel hominum ipsius, capta fuerint in clausura vel intra ; si ad emendam solvendam, si domino Ancei placuerit, tenebuntur ; et si clausum non fuerit dictum nemus, intrare poterunt et transire libere usque ad viam Vallis-Taisgnose, sicuti mete posite comportant, dampno tantummodo restituto. Et si in divisione facta fuerint animalia sepedicta, cum dampni restitutione quicta reddentur. Concessi, etiam, monacho Molismensi apud Cuseium commorante, et ejusdem ecclesie hominibus, in planis, in silvis et aquis, eodem modo quod mei homines utuntur usuarium, et quicquid de feodis et casamentis meis acquirere poterit ecclesia memorata, prout in litteris bone memorie Godefridi, quondam Lingon. episcopi, plenius continetur. Hec omnia dedi et concessi ecclesie memorate, salvis omnibus meis feodis, in quibus ipsa ecclesia plenariam habet justiciam. Quod ut ratum et firmum permaneat, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi.

Actum est hoc, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo-octavo.

Cartul. de Molême, vol. II, F° 41 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

255 1228.

Accord entre Etienne, seigneur de Seignelay, et Jean, son frère, d'une part, et l'abbaye de Saint-Germain, de l'autre, au sujet de leurs droits respectifs à Héry, au Mont, à Hauterive et à Ormoy.

Stephanus, dominus Selliniaci, omnibus, etc. Noverint universi quod cum controversia esset inter me et dominum Johannem, fratrem meum, ex una parte, et religiosos viros abbatem et conventum Sancti-Germani Autiss., ex altera, super diversis querelis quas habebamus, ad invicem, de consensu meo et domini Johannis, fratris mei et predictorum abbatis et conventus fuit, mediantibus bonis viris, amicabiliter compositum in hunc modum : — videlicet, quod ego, et Johannes, frater meus, fenum, stramen, et justiciam viarum que omnia petebamus apud Eriacum, imperpetuum abbati et conventui quittavimus, pro tribus modiis avene in grangia de Eriaco, etc.

Après un règlement sur la jouissance respective des bois d'Héry, de Sougères et de Villeneuve et sur la police de ces bois, etc., il est parlé des habitants des villages :

Preterea, talliam frumenti, carretam et gistum que mihi et militibus meis habebam in hominibus Sancti-Germani de Monte, de Altaripa et de Ulmedo, quitavimus ego et Johannes, frater meus, ecclesie Sancti-Germani imperpetuum. Ipsi, vero, pro quitacione ista associaverunt me ad medietatem in omnibus rebus quas idem abbas et conventus habent apud Montem, Altamripam et Ulmedum : videlicet terragiis, censivis, costumagiis, exceptis grangia ipsorum de Grosso-Bosco cum nemora adjacenti, clauso de Monte et terris et pratis ad illam grangiam pertinentibus ; necnon exceptis decimis omnibus et redditibus ecclesiarum predictarum villarum, et exceptis hominibus Sancti-Germani manentibus in eisdem villis.

De justicia, siquidem, trium villarum predictarum ita fuit statutum : quod justiciam quam predicti abbas et conventus se dicebant habere in hominibus meis mihi quitaverunt et heredibus meis, scilicet, justiciam quam ego dicebam habere in hominibus ipsorum manentibus in eisdem villis ecclesie Sancti-Germani, ego et Johannes, frater meus, imperpetuum quitavimus. In omni, vero, alia justicia, tam in fundo terre quam in aliis hominibus manentibus in terra Sancti-Germani predictarum villarum, associavimus nos, ad invicem, ita quod ego libere medietatem habebo, et predicti abbas et conventus aliam, excepta magna justicia, scilicet de latrone, homicido et raptu, que propria mea est. Ita quod de iis tribus homo ecclesie Sancti-Germani convinci debet in curia ipsius ecclesie, nisi fuerit confessus, vel in presenti forefacto captus, et tunc mihi reddi debet ad faciendum voluntatem meam, et excepta justicia de Grosso-Bosco et de toto nemore adjacenti, et de clauso de Monte et de terra que vocatur Norbert, et de omnibus terris, pratis, sicut metata sunt per cruces positas in metis, que justicia propria est ecclesie Sancti-Germani sine particione mea. In publico, vero, chimino quadrigarum et magno a mercatoribus usitato, sicut producitur a Silliniaco apud Brienum, ante portam grangie de Grosso-Bosco, et sicut producitur ab Autissiodoro apud Brienum per Bellum-Montem et per Ulmedum, habebo justiciam sine particione predicte ecclesie, et sicut producitur a Leignaco versus Cheniacum, hoc excepto quod non potero ad occasionem capere nec occasionare propter aliquid monachos Sancti-Germani, vel familias eorum de Grosso-Bosco in illo chimino quod producitur ante grangiam de Grosso-Bosco, sicut dividitur per metas, nisi capti fuerint in presenti forefacto. Verumptamen dicta familia monachorum poterit per terram suam de Grosso-Bosco usque ad X teisias chiminum divertere pro voluntate sua ; et si diverterent, divertet bona fide, sine dampno meo. In aliis, autem, cheminis dictarum villarum et de villa ad villam, in terra Sancti-Germani erit justicia communis mihi et ecclesie Sancti-Germani. Pueri, vero, qui de cetero nascentur de mulieribus meis et de hominibus Sancti-Germani, vel e converso, de cetero parcientur, et fiet particio secundum terre consuetudinem. Furnus, vero, quem ego feci apud Montem communis erit inter me et ipsos et bannalis; nec alius furnus in villa fieri poterit nisi de assensu meo et ecclesie Sancti-Germani. Usuagium, vero, aque sic fuit determinatum quod ego, nec homines terre mee, nec aliquis, pro ipsis in aqua Sancti-Germani de Seneem piscari poterimus, preter ad triblam duorum pedum et dimidii et joncheria de junco. Quod, autem, amplius dicebamus, nos habere ecclesie Sancti-Germani imperpetuum quitavimus. Item, concessum fuit a me et ab abbate et conventu quod a rivo Soeriarum usque ad fluvium de Ermençon nec ego, nec Johannes, frater meus, nec heredes nostri, nec abbas et conventus Sancti-Germani, nec successores eorum, villam novam facere poterimus in nemoribus vel in villis, nec alter hominem alterius poterit retinere infra metas supradictas ; nec ego, nec frater meus, nec ipsi aliquem poterimus associare in omnibus supradictis, nec ista associata partiri poterunt nisi de assensu meo et predictorum abbatis et conventus. Homines, autem, scilicet heredes Roberti Amiart, et uxores eorum excepto Gaufredo Subleor de Altaripa, et heredes Gaufridi Amiart et uxores eorum; Bernadum Munerium et uxorem ejus et heredes eorum, quos ego et Johannes, frater meus, apud Eriacum habebamus, ecclesie Sancti-Germani quitavimus pro anniversario patris nostri faciendo. Tres, vero, predictos modios avene (1) et omnia alia, in quibus ego et dominus Johannes, frater meus, habemus partiri cum ecclesia Sancti-Germani Autiss., teneo, ego dominus Selliniaci in feodum ab abbate Sancti-Germani ; et ego et heredes mei, tenemur abbati et successoribus suis facere homagium in capitulo Sancti-Germani, apud Autissiod., et ibi facere fidelitatem de omnibus supradictis, bene et fideliter observandis et exequendis. Insuper promittimus, ego, et dominus Johannes, frater meus quod contra composicionem istam bona fide factam de cetero non veniemus. In cujus rei testimonium ego, et dominus Johannes, frater meus, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° vicesimo-octavo.

Cartul. Saint-Germain, XIIIe siècle ; F° 68 V°, n° 28 ; Bibl. d'Auxerre, n° 140.

---

(1) Par acte du mois de juillet 1238, cette

856 1228, AVRIL.

Thibaud, comte de Champagne, déclare que le roi lui a promis de ne recevoir à Sens, à Villeneuve et à Dixmont, etc., aucun de ses hommes avant que lui-même n'ait atteint l'âge de 21 ans. De son côté, Thibaud s'engage à ne recevoir dans ses terres aucun des hommes du Roi.

Theobaldus, Campanie et Brie comes palatinus, universis ad quos presentes littere pervenerint, salutem et dilectionem. Noveritis quod karissimus dominus meus, Ludovicus Francorum rex illustris, mihi concessit quod nullum de hominibus aut burgensibus aut talliabilibus meis in istis villis suis, videlicet : Senonis, Villanova-novam juxta Senonas et Dymon, aut in villis ad easdem pertinentibus recipiet, donec vicesimum-primum etatis sue complexerit annum. Ego, siquidem, concessi eidem domino regi me nullum de hominibus vel burgensibus et talliabilibus suis predictarum villarum, vel villarum ad ipsas pertinentium, in villis meis interim recepturum.

Actum, apud Sanctum-Germanum in Laia, anno Domini M° CC° vicesimo-octavo, mense aprili.

Orig. : Arch. nat., J 199, n° 27.

1230, mai. — Le roi déclare vouloir continuer à tenir les promesses faites dans la charte précédente, et s'engage à ne pas recevoir pendant trois ans, à compter du mois de juin suivant, les hommes des châtellenies de Provins et de Troyes dans celles de Sens, de Villeneuve-sur-Yonne et de Dixmont. Thibaud prend un engagement réciproque. Cette convention cessera de produire son effet à la mort de Thibaud, ou à son retour de Terre-Sainte, si cette mort ou ce retour ont lieu avant l'expiration des trois ans. — Bibl. nat., *Liber principum*, F 1, F° 28 V°.

—

857 1228, 22 AVRIL.

Lettre au doyen et au chapitre Saint-Martin de Tours, par Pierre, chantre de Brienon et chanoine de Chablis, par laquelle il leur envoie son clerc pour le représenter et le défendre dans un procès qui lui est intenté devant eux.

Venerabilibus patribus et dominis N., decano, P., thesaurario, totique capitulo Beati-Martini Turonensis, P., cantor Briennonensis et canonicus Chablearum, salutem et tocius obediencie cum reverencia famulatum. Injunctum est mihi ex parte vestra ut die veneris ante festum apostolorum Philippi et Jacobi, coram vobis compaream responsurus vobis ab ea que contra me duxeritis proponenda. Unde plane intelligo quod inimicus homo falsitatis zizaniam super veritatis triticum seminavit, verba mea falsitate composita proposuit, coram vobis, de me propter quod necesse habebam si potuissem ad vos personnaliter accedere auditurus que de me dicta sunt et veritatem omnimodam ostensurus. Scilicet bene sciebat ille bonus homo qui citationem a vobis hujusmodi impetravit, scilicet Petrus Venator, serviens domini prepositi Chableiarum, quod illa die interesse non poteram cum proximo precedente die mercurii, scilicet in crastino Sancti-Marci evangeliste, coram judicibus delegatis a domino papa, Pruvini, et dominica proxima..... In vigilia jam dictorum apostolorum apud Corbolium, coram delegatis a legato dies habeam urgentissimos mihi assignatos, unum ad audiendam sententiam, alterum pro quadam falsa sentencia in me lata, sicut vobis per memorialia dierum.... Necnon porro vobis cum ad vos venire potero liquidius apparebit. Quod possum tamen facio ; ad vos mitto meum clericum latorem presencium eundem procuratorem meum constituens, licet simplicem, licet rudem, quantum ad hanc diem ut que vobis dicta sunt de me tanquam contra vos dicta vel facta, loco mei audiat et scripta recipiat, et ad deliberandum diem velitis per vestras litteras assignare qua dominus decanus et alii magni domini valeant interesse ; ad quam diem submoneatis predictum Petrum, si placet, ut me presente ostendat que dicit aut meam innocentiam videatis, et illum ex nobis vestra justicia puniat quem invenerit inculpatum.

Datum, in vigilia Sancti-Georgii, anno Domini M° CC° vicesimo-octavo.

Orig. : Arch. de l'Yonne, G 2296, Fonds de la prévôté de Saint-Martin de Chablis.

—

858 1228, 30 AVRIL.

Jobert, seigneur d'Ancy-le-Franc, atteste que Ponce de Balcey, damoiseau, et sa femme,

redevance d'avoine a été rachetée par l'abbaye moyennant 200 livres provinoises, moins cent sous. — Cartul. Saint-Germain, F° 70 R°.

ont vendu, pour cent livres de Nevers, au Chapitre de Tonnerre, le tiers de la dîme de Poilly.

Ego Jobertus, dominus Anceii-Franci, omnibus notum facio quod Poncius, domicellus, de Baleci, et Aaliz la Grosse, uxor ejusdem, vendiderunt, pro centum libris Nivern. monete, viris venerabilibus capitulo canonicorum capelle Tornodori, terciam partem tam grosse quam minute decime de Poliaco, exceptis quatuor modiis vini quos fratres de Valle-crescenti habent in tercia parte supradicta ; de qua parte idem Poncius et Aaliz, uxor ejusdem prenotati, idem capitulum in mea presentia investiverunt, me ipso, de cujus feodo decima memorata movebat, laudante et concedente. Et si forte, quod absit, dictum capitulum super dicta decima aliquis molestaret, dicti Poncius et Aaliz, uxor ejusdem, tenentur dictam decimam per jus garantire erga omnes capitulo memorato. Et de hujusmodi garantia portanda contra omnes contradictores, preterquam contra comitem Nivernensem, si ratione feodi super hac venditione dictum capitulum molestaret, me fidejussorem constituerunt. In cujus rei testimonium, presentem paginam sigilli mei munimine tradidi roboratam.

Actum, anno Domini M° CC° vicesimo-octavo. Datum Tornodori, pridie kalendas maii.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds du Chapitre Saint-Pierre de Tonnerre.

Par une charte de l'an 1236, en juin, le même Jobert d'Ancy-le-Franc fit don, au Chapitre de Tonnerre, de tout ce que possédaient, dans le tiers de la dîme de Poilly (acquis précédemment de Grossa, femme de Ponce de Balcey), nobles femmes Régina et Rufa de Maligny et leurs enfants. Il promit de faire ratifier ce don par son frère Ponce, seigneur de Mont-Saint-Jean. Guillaume, son fils, confirma la donation, et Hugues d'Argenteuil, dit Besort, damoiseau, en fut garant. — Ibid.

—

259 1228, JUIN.

Cession, par le Chapitre de Langres, à Guillaume, comte de Nevers, et Mathilde, sa femme, de 100 sous de rente sur le Perron, à Tonnerre.

Nos N. (. . . . . .) decanus et capitulum Lingonense, omnibus notum facimus tam presentibus quam futuris, quod nos quittavimus dilectis nostris Guillelmo, comiti Nivernensi et Tornodorensi, et Mathildi, uxori ejus, et heredibus suis, centum solidos redditus quod habebamus in Perronio Tornodori ex dono et concessione Petri, comitis Nivernensis et Agnetis, uxoris sue, pro anniversario Mathildis, bone memorie quondam comitisse Tornodori, matris dicte Agnetis, in perpetuum celebrando. Quos siquidem centum solidos venerabilis pater et dominus episcopus Lingonensis nobis assignavit in ventis et aliis redditibus mercati Lingonis, unde nos tenemur anniversarium dicte comitisse celebrare in perpetuum, sicut ante. Et sciendum quod nos escambium quod inter dictum episcopum et supradictos comitem et comitissam intervenit, prout in litteris ipsorum plenius continetur, laudamus, concedimus et etiam approbamus. Quod ut et ratum sit et firmum presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno Gratie M° CC° vicesimo-octavo, mense junio.

Cartul. du comté de Tonnerre, F° 30 V° ; Arch. de la Côte-d'Or.

—

260 1228, JUILLET.

Lettres de Philippe, seigneur de Plancy, par lesquelles il déclare que Gaucher, son gendre, vicomte de Saint-Florentin, a reconnu tenir en foi et hommage de Thibaud, comte de Champagne, ce qu'il possédait à Jaulges et à Chéu.

Ego Philippus, dominus Planceii, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Galcherus, vicecomes Sancti-Florentini, gener meus, coram me recognovit quod ipse reacceperat a karissimo domino meo Theobaldo, comite Campaniæ, in feodum et homagium ligium, quicquid ipse Galcherus habet aput Jauges, tam in planis quam in nemoribus et in aquis, et in omnibus aliis modis et commodis, et quicquid habet apud Chau, tali modo quod, quando idem Galcherus habebit duos heredes, alter eorum heredum erit homo dicti domini mei comitis Campanie super omnibus prenotatis.

Promisit, insuper, dictus Galcherus quod, quando ipse habebit sigillum litteras suas patentes tradet dicto domino comiti testimoniales super premissis. In cujus, igitur, testimonium, presentes litteras sigilli mei munimine confirmavi.

Actum, anno Gracie millesimo ducen-

tesimo vicesimo-octavo, mense julio.

Orig. : Trés. des Ch., J 196, nº 18.

—

861 1228, JUILLET.

Sentence arbitrale entre Hugues, évêque de Langres, et G., comte de Nevers et de Forez, et M., sa femme, prononcée par Durand, évêque de Chalon, au sujet de la collation des prébendes de la chapelle du comte à Tonnerre, collation qui fut attribuée par moitié au comte et à l'évêque, et les prébendes furent réunies à l'église Saint-Pierre.

Durannus, Dei gratia episcopus Cabilonensis, universis, etc. Noveritis quod cum discordia verteretur inter venerabilem patrem Hugonem, episcopum Lingon., ex una parte, et nobilem virum G., comitem Nivern., et Forensem et M., uxorem ejus, comitissam Nivern., ex altera, coram decano et conjudicibus suis Senon., auctoritate apostolica, super collatione præbendarum capellæ comitis Tornod. : tandem, in nos, de consensu utriusque partis, super dicta concordia extitit compromissum hoc modo : quod dicti comes et comitissa, juramento interposito, et dictus episcopus in verbo veritatis promiserunt, quod tenerent et firmiter observarent quicquid super dicta discordia pro voluntate nostra duceremus ordinandum. Nos, vero, de consensu utriusque partis, dictum nostrum pronunciamus in hunc modum :

Quod dictæ præbendæ, quæ in dicta capella fuerunt institutæ, amodo sint in ecclesia S. Petri Tornod., presbyteri ejusdem ecclesiæ in omnibus jure salvo ; et episcopus Lingon., qui pro tempore fuerit, medietatem personatuum et præbendarum conferet ; et comes Nivern., qui pro tempore fuerit, alteram medietatem ; et sic, deinceps, de aliis personatibus et præbendis, alternatim. In cujus rei testimonium præsentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari, anno Domini M° CC° vigesimo-octavo, mense julio.

D'Achéry, *Spicilegium*, t. III, p. 600, col. 1.

—

862 1228, JUILLET.

Affranchissement de toute taille et exaction par Thibaud, comte de Champagne, en faveur de ses hommes de Vinneuf, de Courson et de Baissy, et de ses autres hommes qui habitent entre Bray et Sens, moyennant 4 deniers par livre de revenu, etc.

Ego Theobaldus, Campanie et Brie comes palatinus, notum facio universis tam presentibus quam futuris, quod ego concessi hominibus meis de Viconovo et de Corloon. et de Baissiaco, et omnibus meis manentibus inter Braium et urbem Senon., qui sunt de prepositura Braii, quod unusquisque solvat michi, singulis annis, per juramentum suum, in crastino Sancti-Remigii, quatuor denarios pro qualibet libra valoris tenure sue ; et pro hoc quito eos ab omni tallia et exactione. Si quis, vero, eorum pro predicta assisia (*sic*) solvere voluerit centum solidos, jurare propter hoc non cogetur, set quitus erit de conventionibus predictis. Concessi, etiam dictis hominibus meis et illis qui venient manere in libertatem eorum, talem justiciam videlicet, quod si capitale redditum fuerit per clamorem et justiciam, triginta denariis emendabitur ; convicia per solum verbum triginta denariis emendabuntur ; percussio hominis sine sanguine quinque solidis emendabitur. Percussio hominis sine armo moluto cum sanguinis effusione, quindecim solidis emendabitur ; percussio hominis armo moluto, dumtamen mors non sequatur neque affolamentum, sexaginta solidis emendabitur. Et omnes hujusmodi emende erunt mee. Si qui, vero, hominum meorum, qui de dictis locis recesserunt usque ad tempus constitutionis predictæ, venire voluerint in eorum libertatem ad manendum, licite ibidem poterunt remanere, preter illos qui sunt sub me, qui venire non poterunt, nisi per me ita quod ipsi solvent consuetudines suppredictas. Sciendum, etiam, quod predicti homines chevalcheias et exercitus michi et heredibus meis debent et debebunt, in expensis suis, quociencumque per mandatum meum, vel per litteras meas submoniti fuerint. Aliquis homo qui sub me manet vel qui veniet mansurus, qui non sit de custodia mea, vel de feodis meis, in libertate illi (*sic*) retineri non poterit, nisi de assensu meo, aut heredum meorum. Quicumque, vero, erit prepositus illius loci, aut serviens, tenetur jurare quod ipsi jura mea et jura dictorum hominum bona fide observabit. Sciendum, etiam, quod homines aut femine manentes in istis locis, qui sunt in partitione inter me et alterum, non sunt in libertate ista ; et si aliquis eorum, aut heredum

ipsorum manentium in dictis locis, venerit in manu mea sine parte alterius, ille erit in libertate ista. Hanc siquidem libertatem feci jurare in animam meam dictis hominibus bona fide observandam. Volo, etiam, quod omnes successores mei teneantur jurare quod dictam libertatem bona fide observabunt. Homines, vero, supradicti tenentur jurare mihi et successoribus meis post me, semel in anno, quando requisiti fuerint a me vel a meis heredibus, quod ipsi conventiones predictas observabunt, et jurabunt quod ipsi servabunt corpus meum et membra mea et honorem meum et heredum meorum.

Quod ut notum, etc., anno M° CC° XX° VIII°, mense julio.

Bibl. Nat., Fonds latin 5992, F° 133 V°, n° 155. — Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 186.

—

363 1228, AOUT.

Sentence arbitrale de l'archevêque de Sens, qui règle les contestations existant entre les abbayes de Saint-Julien d'Auxerre et de Dilo, sur le droit d'usage dans les bois de Beau-Chesnoy pour les bestiaux de Dilo.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Maria, abbatissa, et conventus Sancti-Juliani Autissiod., salutem in Domino. Noverint universi quod, cum querela verteretur inter nos, ex una parte, et religiosos viros, abbatem et conventum Deiloci, ex altera, coram viro venerabili episcopo Trecensi et conjudicibus suis, auctoritate apostolica delegatis, super usuario et pasturis que petebant dicti fratres Deiloci, in nemore Bellicaneti quod dicitur nemus Sancti-Juliani, ubi de Bussiaco et de Brione homines habent usuarium, tandem utraque pars supradictis querelis in reverendum patrem Galterum Dei gratia Senon. archiepiscopum compromisit, ratum et firmum habitura quicquid esset a dicto patre, pace vel judicio, super hiis, ordinatum. Ipse, autem, prefatus pater, pro bono pacis, dictum suum protulit in hunc modum : quod ecclesia Deiloci, in nemore Bellicaneti quod dicitur nemus Sancti-Juliani, habeat imperpetuum pasturas ad opus omnium animalium suorum, sine capris, libere et absque aliqua exactione, ita quod magister bergerius, conversus, per religionem suam dicet in verbo veritatis eadem animalia esse propria ecclesie Deiloci. Arbitratus fuit etiam dictus pater quod eadem ecclesia Deiloci habeat imperpetuum, in eodem nemore, usuarium in hunc modum : videlicet, in qualibet ebdomada quatuor quadrigatas ad duos equos de nemore mortuo succiso, nec poterit incidere de alio si cesum sufficiat : quod si non suffecerit, tunc in viridi usuarium habebit in nemore mortuo non inciso secundum quod vulgariter nemus mortuum appellatus. Nec per hujus usuarium dicti fratres Deiloci poterunt impedire venditionem seu quamlibet aliam alienationem factam vel faciendam ab ecclesia nostra, dumtamen aliqua parte nemoris supradicti eque commode possint uti. Preterea, dictus archiepiscopus dixit arbitrando quod ecclesia Deiloci, in granchia sua de Vilepie, persolvat annuatim ecclesie nostre tantumdem bladi et taliter quantum et quale prioratus Sancti-Angeli pertinens ad nostram ecclesiam debet eidem ecclesie Deiloci, annis singulis, persolvere, in granchia nostra que similiter dicitur Vilepie. Nos, autem, prefatum arbitrium, quantum ad nos pertinet, ratum habemus et gratum, et habituri sumus imperpetuum, et de assensu communi, bona fide, concedimus et laudamus ; et nos abbatissa, presentes litteras sigilli nostri impressione roboravimus. Nos, vero, conventus Sancti-Juliani, quia sigillum proprium non habemus, presentibus litteris sigillum venerabilis et discreti domini Milonis, decani Autissiod., fecimus apponi, ne super prefatis rebus posset in posterum aliqua questio, calumpnia vel contentio suboriri.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo-octavo, mense augusto.

Orig. ; Arch. de l'Yonne ; Fonds de l'abbaye de Dilo, L. XI, S.-L. 1re.

—

364 1228, AOUT.

Vente par Geoffroi Mauferas, prévôt de l'archevêque, à l'Hôtel-Dieu de Sens, d'une maison située à Sens, devant les étaux où l'on vend le pain.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael, curie Senon., officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod Gaufridus Mauferas, prepositus domini Senon., in nostra presentia, et Jacoba, uxor ejus, coram mandato nos-

tro ad hoc audiendum a nobis specialater destinato, constituti, recognoverunt se quandam domum in censiva capituli Senon., ante stallos in quibus venditur panis, juxta maiorem domum-Dei Senon., sitam, de capite predicte Jacobe existentem, pro sexies-viginti libris Paris., suis, quitis et solutis, sicut confessus est dictus Gaufridus eidem domui-Dei vendidisse, fide prestita : promittentes se super hoc dicte domui garantiam debitam portaturos, et nullam per se vel per alios in posterum questionem moturos. Recognovit, etiam, dicta Jacoba, quod hoc faciebat spontanea, non coacta. De debita, vero, garantia a predicto Gaufrido super dicta domo vendita eidem domui-Dei ferenda Jobertus Porpensez, sororius ejusdem Gofridi, et Theobaudus li Flaites, cives Senon., erga dictam domum-Dei obligarunt se plegios, insolidum, coram nobis. Quod, autem, audivimus et recognitum fuit coram nobis et coram dicto mandato nostro, ad petitionem partium sine aliorum prejudicio, sub sigillo Senonensis curie testificamus.

Actum, anno Gracie M° CC° vicesimo-octavo, mense augusto.

Orig.; Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens, B 1, n° 9.

—

865 1228, AOUT.

Sentence de l'official du doyen d'Auxerre, portant que Guillaume Bazeau rendra à l'abbé de Saint-Germain un cheval dont il s'était emparé en entrant violemment dans la maison de feu Gui Guignory, située à la porte Saint-Siméon, à Auxerre, en la justice de Saint-Germain.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Adam, officialis curie decani Autiss., salutem in Domino. Notum vobis facimus quod cum vir religiosus Regnaudus, abbas Sancti-Germani Autiss. in jure proposuisset, coram nobis, contra Guillelmum Bazellum, qui violenter intraverat quandam domum sitam apud portam Sancti-Symeonis, que fuit defuncti Guidonis Guignorii, in qua Durandus, rotarius, manet, et ibi ceperat duos equos quos dictus abbas petebat sibi reddi eo quod dicta domus sita est in justicia Sancti-Germani : petebat eciam dictus abbas injuriam sibi super hoc illatam emendari. Tandem, lite super hoc legitime contestata, interrogationibus diligenter factis, recognovit dictus Guillelmus quod revera unum de jamdictis equis in predicta domo cepit, quam domum credit in justicia Sancti-Germani sitam esse. Unde, prudentum virorum consilio, per diffinitivam sentenciam diximus quod predictus equus debebat prenominato abbati reddi et injuria emendari. Nos, vero, equum illum, quem in manu nostra tenebamus, mandato dicti abbatis reddidimus, et injuria super fractione dicte domus factam prenominatus Guillelmus mandato supradicti abbatis emendavit coram nobis. Quod ut ratum et stabile permaneat, presentibus litteris sigillum curie M. decani Autiss., duximus apponendum.

Actum, anno Domini M° CC° vicesimo-octavo, mense augusti.

Cartul. de Saint-Germain, XIIIe siècle ; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 140, F° 130 V°.

—

866 1228, NOVEMBRE.

Robert de Courtenay mande à son closier de Vermanton de délivrer annuellement, aux moines de Fontaine-Jean, 16 muids de son meilleur vin rouge de Vermanton.

Robertus de Curtigniaco, clauserio suo de Vermentum, et aliis servientibus suis qui vina sua in vendemiis sunt ibi paraturi, salutem. Mando vobis et præcipio quatenus singulis annis, tempore vendemiæ, detis de melioribus vineis meis de Vermentum fratribus Fontis-Johannis, et sine mora et sine omni dangerio, sexdecim modios de melioribus vinis meis rubeis, ita ut de vobis non debeant conqueri, nec me oporteat clamorem eorum sustinere. Hoc, autem, precipio, tam vobis quam aliis servientibus meis qui post vos apud Vermentum vinea mea sunt paraturi.

Datum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo vigesimo-octavo, mense novembri.

Cartul. de l'abbaye de Pontigny, conservé à la Bibl. nat., XVIIe siècle ; — Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, copie du XVIIe siècle, L. LIV.

—

867 1228, DÉCEMBRE.

Sentence rendue par le prieur de Saint-Pierre et R., chantre d'Auxerre, portant attribution à l'abbaye des Escharlis d'une place située à Villeneuve-le-Roi, sur laquelle les moines

avaient bâti une maison appelée la Maison-Rouge.

In nomine Domini, amen. Abbas et conventus Sancti-Mariani Autissiodor., coram nobis abbate et priori Sancti-Petri et R., cantore Autissiod., a venerabili patre nostro romano summi pontifici legato delegatis, petierunt ab abbate et conventui Escalliarum plateam quandam sitam apud Villam-Novam, quam tenent ipse abbas et conventus Escalliarum, et in ea domum edificaverunt que dicitur Domus-rubea, quam plateam dicti abbas et conventus Sancti-Mariani dicebant suam esse ex dono defuncti Adonis Salerii, et eam aliquanto tempore tenuisse. Quibus ex adverso, abbas et conventus Escalleiarum responderunt quod plateam predictam habuerant per commutationem a defuncto Theobaldo, fratre quondam domini Roberti Capellani. Cui Roberto dicti abbas et conventus Sancti-Mariani predictam plateam pro medietate donaverant et pro medietate vendiderant, et post Robertus eam predicto donaverat Theobaldo. Nos, igitur, cantor et prior Sancti-Petri Autissiodor., tercio conjudice nostro, propter infirmitatem proprii corporis excusato, auditis rationibus et allegationibus utriusque partis, testibus et probationibus eorum receptis, et attestationibus publicatis, die prefixa ad diffinitivam sententiam proferendam, habito bonorum virorum consilio, per diffinitivam sententiam absolvimus abbatem et conventum Escalliarum ab impetitione abbatis et conventus Sancti-Mariani super platea Villenove petita, imponentes eisdem abbati et conventui Sancti-Mariani perpetuum silentium super ea, abbatem et conventum Escalliarum super expensis penitus absolventes.

Actum, anno Gracie M° CC° vicesimo-octave, mense decembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds des Escharlis. — Villeneuve-le-Roi.

En 1229, 3 février, Hugue, abbé des Escharlis, vendit à Jocelin d'Egriselles et à sa femme deux pièces de vigne, l'une desquelles était située près du lieu où fut jadis la Maison-Rouge sur l'Yonne. — Ibidem.

En 1259 [1260], mars, Etienne, dit de Montereau, bourgeois de Villeneuve-le-Roi, et Felisius, homme d'armes, fils de feu Dreux de Villeneuve, chevalier, renoncent à s'opposer à l'acquisition faite par les religieux des Escharlis, d'une place à Villeneuve, tenant à la Maison-Rouge. — Ibid.

—

368 1229.

Confirmation par Gui, comte de Nevers, et Mathilde, sa femme, de la concession de droits d'usage dans la forêt de Frétoy, faite par Pierre de Courtenay aux habitants de Mailly-Château.

Ego Guido, comes Nivernensis et Forensis, et ego Matildis, comitissa, uxor ejus, omnibus notum facimus, tam presentibus quam futuris, quod nos convenciones et usagium quos Petrus, quondam bone memorie genitor, comes Autissiod., fecit et concessit Burgensibus Mailliaci-Castri, super bosco de Fretoy, ratas habemus pariter et acceptas, quarum tenor talis :

Ego, Petrus, comes Autissiodor. et Tornod., et marchio Namucencis, notum facio universis presentibus et futuris, quod bona fide promisi et concessi omnibus hominibus de Mailliaco-Castro, quod nec ego, nec uxor mea comitissa, nec heres meus, aliquid vendemus vel vendi faciemus de bosco de Fretoy, nec sustinebimus quod Acelinus de Meriaco, vel heres ejus, vel mandatum eorum, similiter aliquid vendat in dicto bosco. Rogavimus, eciam, dominum Autissiod., episcopum, ut si hab hiis convencionibus resiliremus, nos excommunicaret, et terram nostram supponeret interdicto, donec esset plenius emendatum. Constituimus eciam et concessimus, ut homines predicti usum suum habeant in dicto bosco, ad tremulum et charmen et aceram, et ad omnem boscum mortuum, ad calefaciendum ; ad edificium autem domorum habent usum suum ad boscum vivum ; ita tamen quod quando voluerint ire in bosco, pro bosco ad edificandum, prius loquantur super hoc cum preposito meo. Constitui etiam et concessi, ut dictis hominibus ad aisamenta sua, videlicet, dolia, cupas, cistas, et omnia alia superlectilia, de quocunque nemore sint, sive omni occasione vendere liceat. Quod ut ratum sit et firmum et inconcussum imposterum habeatur, nos Guido, Nivernensis et Forensis, et ego Matildis, uxor ejus, convenciones supradictas et usagium, sicut in presenti carta continetur, approbamus et laudamus, et presentem sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° XX° IX°.

Secousse, *Ordonn. des Rois de France*, t. V, p. 717.

1371, octobre.— Confirmation par le roi de la charte ci-dessus. — Ibidem.

869 1229, AVRIL.

Donation par Gaucher de Joigny et Amicie, sa femme, à l'abbaye des Escharlis, de leur four de Villefranche, à charge de faire leur anniversaire et de distribuer deux pitances générales aux moines.

Ego Galcherus de Jovigniaco et ego Amicya, uxor dicti Galcheri, notum facimus universis, presentibus et futuris, quod nos dedimus et concessimus ecclesie Escharleiarum, pro anniversario nostro singulis annis faciendo, furnum nostrum de Villa-Franca in perpetuum libere et pacifice possidendum, secundum usus et consuetudines quibus illum possedimus usque modo. Volumus, etiam, duas pitantias generales inde fieri in conventu Escharleiarum, singulis annis, primam scilicet secunda Dominica de Adventu, alteram in Quadragesima scilicet dominica qua cantatur Letare Jerusalem. Promisimus etiam, bona fide, quod eidem ecclesie garentiam portabimus apud omnes super dicto furno, et laudari et liberari ab omnibus faciemus. Volumus insuper heredes nostros obligatos teneri eidem ecclesie garentiam super eodem furno in perpetuum, apud omnes posteros et presentes. Quod ut ratum et firmum permaneat in futurum, presentes litteras nostrorum roboravimus munimine sigillorum.

Actum, anno Gracie M° CC° vicesimo-nono, mense aprili.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye des Escharlis. — Villefranche.

—

870 1229, JUILLET.

Le roi déclare qu'en prenant la ville de Chablis sous sa protection, à cause du danger de guerre auquel elle est exposée, il n'a pas voulu par là acquérir un nouveau droit sur le comte de Champagne.

Ludovicus, Dei gratia Francie rex, universis ad quos littere presentes pervenerint, salutem in Domino. Cum, propter periculum guerrarum quod ville Chableiarum ad presens cernimus imminere, eandem villam in protectione nostra susceperimus, vobis scire facimus, quod nos contra dilectum fidelem nostrum Th., comitem Campanie novum jus in hoc nobis non volumus acquiri.

Actum Parisius, anno Domini M° CC° XX° nono, mense julio.

***Lay. du Trés. des Ch.*, par Teulet, t. II, p. 160, n° 2016.**

871 1229, AOUT.

Accord entre l'abbé de Saint-Jean et le maître et les frères de la grande Maison-Dieu de Sens, au sujet d'une maison située en cette ville, en Champ-feu-Guiard.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Willelmus, abbas, totusque conventus ecclesie Beati-Johannis Senon. in Domino salutem. Noverint universi quod cum de discordia que vertebatur inter nos, ex una parte, ac magistrum et fratres maioris domus-Dei Senon., ex altera, in venerabiles viros magistrum Hugonem Deimberti, canonicum Senon., et Radulfum, priorem Sancti-Salvatoris-de-Vineis, fuisset hinc inde unanimiter et concorditer compromissum, videlicet, super medietate cujusdam domus site in Campo-defuncti-Guiardi, quam defunctus Odo, quondam presbiter Malleii, pro suo anniversario faciendo, sicut dicebamus, nobis dederat in elemosinam, quod pars negabat adversa. Tandem, de consilio bonorum, inter nos et ipsos magistrum et fratres fuit compositum in hunc modum : quod nos dedimus eisdem magistro et fratribus sexaginta solidos Paris., ipsique quitaverunt nobis cameram super cellarium et cellarium desubtus cameram, sicut dicta camera se comportat usque ad muros civitatis Senon., et murus de medio qui dividit cameram a chassio Magne-Domus communi erit utrique, tam domui quam camere, ita quod quilibet a parte sua super dictum murum poterunt edificare. Nos, autem, si quid juris habebamus in toto predicto chassio Magne-Domus et in camera juxta eandem domum, versus ecclesiam Beati-Petri de Dongione et veterem posternam qua itur ad Marchaellum sita, sicut idem chassium et ipsa camera se comportant usque ad dictos muros civitatis, domus-Dei quitavimus in perpetuum supradicte. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° vicesimo-nono, mense augusto.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Bibl. de Sens, Fonds Saint-Jean.

—

272 1229, AOUT.

Saint Louis confirme la dotation de quatre prébendes fondées dans sa cathédrale par G., archevêque de Sens, laquelle dotation devait être prise sur des églises paroissiales et montait à 30 liv. parisis pour chaque prébende, etc.

Ludovicus, Dei Gratia, etc. Notum, etc., quod dilectus et fidelis noster G. Senon.. archiepiscopus, numerum canonicorum ecclesiæ Senon., pio motus desiderio proponens augmentare, auctoritate domini papæ, sicut intelleximus, portiones redituum quarumdam ecclesiarum parochialium, que præ aliis in proventibus exuberant, ad quatuor præbendas in ecclesia Senon. de novo creandas, retentis in eisdem parochiis sufficientibus sustentationibus sacerdotum ibi deservientium, intendit assignare : sed quoniam ad præsens eædem parochiales ecclesiæ non vacant, humiliter postulavit a nobis, ut nos ad ejus devotam intentionem pio concurrentes assensu, concedere dignaremur ut de hiis reditibus parochialium ecclesiarum, qui prout supra dictum est, ad easdem præbendas fuerunt assignati, usque ad valorem centum et viginti librarum Paris. annuatim, canonicis de novo creandis, unicuique videlicet, triginta libras, valeat assignare. Quod nos, intuitu pietatis, et ad preces ejusdem archiepiscopi gratanter concedimus, et præsentibus litteris confirmamus, ita, tamen, quod assignationibus redituum de parochialibus ecclesiis, sicut supra dictum est, perfectis, reditus illi centum et viginti librarum ad regalia archiepiscopatus libere revertantur.

Actum, anno Domini M° CC° vigesimo-nono, mense augusto.

Martène, *Veter. monum.*, t. I, col. 1231 ex Ms Colbert.

—

273 1229, 25 SEPTEMBRE.

Sentence de Michel, official, adjugeant à l'abbaye Saint-Paul de Sens, contre la Maison-Dieu de la Poterne de cette ville, des terres sises à Véron. — Ces terres avaient été données par Hodoin et Damerone, sa femme, à l'abbaye de Dilo, à condition de les céder au prieuré de Saint-Paul quand il serait érigé en abbaye.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael, curie Senon. officialis, in Domino salutem. Ex parte abbatis et conventus Sancti-Pauli Senon., contra magistrum et fratres domus-Dei de Posterna Senon., fuit in jure propositum coram nobis, quod terre site apud Veron, quas ipsi abbas et conventus a dictis magistro et fratribus dicte domus-Dei petebant, ad se pertinebant ex dono defuncti Hodoini, quia dum adhuc ecclesia Sancti-Pauli prioratus esset Deiloci, idem Hodoinus, de assensu Damerone, uxoris sue, dederat easdem terras in elemosinam ecclesie Deilocensi : ita quod quando ecclesia Sancti-Pauli fieret abbatia, eedem terre devenirent ad ipsam ; et postmodum abbas et conventus Deiloci, quando ecclesia Sancti-Pauli facta fuit abbatia, cesserunt et quitaverunt easdem terras eidem ecclesie Sancti-Pauli, in quarum possessione postmodum extiterat per aliquod tempus ipsa ecclesia Sancti-Pauli. Unde, cum magister et fratres dicte domus-Dei terras illas tenerent injuste, eas sibi restitui petierunt. Procurator, vero, magistri et fratrum dicte domus-Dei, confitens ecclesiam Sancti-Pauli in possessione earum aliquo tempore extitisse, respondit quod defunctus Garnerus de Prato, de cujus feodo movebant ille terre, assignaverat ad illas, tanquam ad suum feodum, quod nolebat ad manum mortuam devenire, dicens quod postmodum inter dictos abbatem et conventum, ex una parte, et dictum Garnerum, ex altera, coram domino rege fuerat litigatum, et sic compositum inter eos quod abbas et conventus, pecunia tamen inde recepta, quitaverunt dictas terras eidem Garnero ; idemque Garnerus terras illas contulit domui-Dei predicte, quod negaverunt dicti abbas et conventus ; tandem, testibus ab utraque parte ad probandum intencionem suam receptis, attestationibus publicatis, rationibus et allegationibus utriusque partis auditis et plenius intellectis, cum et per testes et per confessionem procuratoris dicte domus-Dei nobis legitime constitisset eosdem abbatem et conventum in possessione dictarum terrarum extitisse, parte altera in probatione sua deficiente, prudentum virorum freti consilio, possessionem earumdem terrarum eisdem abbati et conventui per diffinitivam sententiam adjudicavimus, salva tamen proprietate si super ea pars adversa voluerit experiri ; ipsis abbati et conventui questionem expensarum super hoc reservantes.

Actum, anno Gratie M° CC° XX° IX°, die martis post festum Sancti-Mathei.

Orig.; scellé du sceau de l'official de Sens;

Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Paul de Sens. — Véron.

1231, décembre. — Jean Ledoux et sa femme vendent à l'abbaye Saint-Paul cinq arpents et un demi quartier de terre en deux pièces, dont l'une est sur le chemin près de la Maison-Dieu de Véron, et l'autre près de la terre de la Maison-Dieu de la Poterne de Sens, pour 22 livres et 18 deniers tournois. — Ibid.

1239 [1240], janvier.—Itier de Passy, écuyer, fils de feu Fracrius, chevalier, vendit à l'abbaye Saint-Paul, pour 8 liv. t., une pièce de terre située entre la léproserie de *Rovreio* et le moulin de Véron. — Ibid.

1241, décembre.—Thèce du Pré, maître Étienne et Jean, son fils, cèdent à l'abbaye Saint-Paul la moitié des terres situées entre les Crayères et Véron et entre la colline de l'Yonne; et la moitié d'une vigne au-dessus de la fontaine de Véron, pour un demi-muid d'avoine. — Ibid.

—

274 1229, 14 OCTOBRE.

Traité de paix passé à Auxerre, entre les comtes de Champagne et de Nevers, et dressé par Romain, légat du Saint-Siége. — Les forteresses du comte de Nevers, élevées sur les marches de Champagne, seront conservées, mais le comte de Nevers ne pourra en élever de nouvelles. — Les fiefs contestés demeureront aux personnes qui les possèdent. — Les contestations futures seront jugées par P. Goin et Colin de Châtillon, chevaliers. — Le comte de Champagne pourra rebâtir la *ville neuve* de Maugis.—Le légat se réserve d'interpréter ou de modifier son accord, selon qu'il le jugera convenable.

Romanus, miseratione divina Sancti-Angeli diaconus-cardinalis, apostolici sedis legatus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, cum multe essent controversie inter nobiles viros Theobaldum, comitem Campanie, ex parte una, et Guidonem, comitem Nivernensem, ex altera, super forteliciis, feodis et rebus aliis, tandem super omnibus querelis in nos compromiserunt, securitatibus hinc inde prestitis, quod per omnia *haut et bas* stabunt ordinationi nostre, sicut in eorum litteris continetur, quarum tenorem duximus presentibus inserendum.

Ego Theobaldus, Campanie et Brie comes palatinus, notum facio universis quod ego, super omnibus querelis et controversiis que vertebantur inter me et Guidonem, comitem Nivernensem, necnon et super pace inter me et dictum Guidonem, comitem, reformanda et firmiter observanda, compromisi in venerabilem virum Romanum, Sancti-Angeli diaconum-cardinalem, apostolice sedis legatum, promittens, prestito tactis sacrosanctis evangeliis et sanctis reliquiis juramento, quod ego *haut et bas* stabo super hiis ordinationi ipsius legati. Concedo etiam et volo quod idem legatus, ubicumque fuerit, sive in legatione, sive extra legationem, habeat potestatem, omni appellatione remota, animadvertendi in me et terram meam, si a dicto suo vel ordinatione sua me aliquando in aliquo contingerit resilere. Et super hoc omnino me suppono juridictioni ipsius vel illius seu illorum cui vel quibus in hac parte vices suas duxerit committendas.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo-nono, die veneris proxima post festum Sancti-Dionysii. Ego Guido, comes Nivernensis et Forensis, notum facio universis quod ego super omnibus querelis,

(Suit le texte de la procuration.)

Nos autem, pro bono pacis, ita duximus ordinandum : quandiu comes Guido Forensis, qui modo est, tenebit comitatum Nivernensem, fortalicias que sunt in marchia hujus comitatus Campanie, comitatus Nivernensis remanebunt fortalicie, et poterunt emendari, et circa easdem fortalicias ad unum jactum balite poterunt facere fortalicias et munire pro voluntate sua, sed novæ fortaliciæ in eisdem marchiis non poterunt fieri ab ipsis comitibus, nec ipsi sustinebunt quod ibi fiant ab aliis. De feodis de quibus erant controversie, remanebunt in possessione illi qui modo possidet. Si autem in justiciis eorumdem comitum alique controversie orirentur de novo, terminabuntur per P. Goin, militem, ex parte comitis Campanie et per Colinum de Castellione, militem, ex parte comitis Nivernensis. Et si isti non concordarent desuper, assumptus est Favaricus, abbas Virdiliacensis, qui eorum discordiam concordaret. Et si isti tres concordare non possent discordie, referrentur ad nos, et staretur ordinationi nostræ super eis. Si alterum vel utrumque de duobus premissis contingeret impediri, ita quod oporteret alios subrogari, loco P. Goin comes Campanie, et loco Colini comes Nivernie intra mensem utros substituere tenebuntur. Si, vero, loco abbatis Virdiliacensis oporteret alium substitui, nisi partes intra

quadraginta dies concordarent de tertio assumendo, referretur ad nos, et nos tertium apponeremus. Dicimus etiam, per dictum nostrum, quod si aliqua controversia vel discordia orireretur inter dictos comites, non possent propter hoc recedere a pace et amicitia, nec aliquod malum sibi querere, donec illud nobis nuntiarent et nos animadverteremus in illum quem culpabilem videremus. Super nova villa Maugerii ita dicimus quod comes Campanie poterit reedificare villam illam, quando ei placuerit, ita tamen quod homines comitis Nivernie feodorum suorum vel custodiarum suarum ibi non poterit recipere, nec fortaliciam aliquam, nec mercatum poterit ibi facere, donec dicamus hoc per dictum nostrum. Et nos retinemus in potestate nostra ut possimus super hoc dicere dictum nostrum, quando nobis placuerit et videbimus expedire. Similiter dicimus de damnis factis comiti Campanie per comitem Nivernie in guerra, quod scilicet in potestate nostra retinemus dicere dictum nostrum super hiis, quando nobis placuerit, et videbimus expedire; et comes Campanie nihil poterit super hiis petere, donec protulerimus super hoc dictum nostrum. Hoc autem dicimus, salvo in omnibus jure dicti comitis Campanie et heredum suorum, et illorum heredum qui habebunt comitatum Nivernensem post comitem Guidonem. Ita quod ex hoc quod super premissis diximus vel ordinamus, nullum alterutrum partium prejudicium generetur, quin ex tunc possint habere inde prosequi jure suo. Nos autem plenariam potestatem retinemus supplendi, interpretandi, addendi et ordinandi etiam, sicut viderimus expedire. Hoc autem fecimus publicari et recitari in presentia supradictorum comitum, assistentibus venerabili patre archiepiscopo Senonensi, abbate Verdiliacensi, fratre Johanne de Milliaco, et aliis pluribus bonis viris. Dicti etiam comites super hoc requisiti, dictum nostrum acceptaverunt et ratum habuerunt. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, Autissiodori, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo-nono, die dominica post festum Beati-Dionyni proximo.

Pérard, *Recueil de quelques chartes pour servir à l'hist. de Bourgogne;* **Cartul. du comté de Tonnerre, F° 32 R°; Arch. de la Côte-d'Or.**

---

375 1229. OCTOBRE.

Thibaud, roi de Navarre, donne à Erard de Brienne les fiefs de Garnier de Turny, de Thierry de Rochefort, et de Jean de Bouilly, situés audit Turny.

Ego Theobald., etc., notum, etc., quod ego dedi dilecto et fideli meo Erardo de Brena, domino Rameruci, in augmentum feodi sui et hæredibus ejus, feodum quod Galterus de Turneio, miles, apud Turneium de me tenebat, et feodum quod Tierricus de Rochefort de me tenebat in eadem villa, ex parte Emelinæ, uxoris suæ. Donavi etiam Erardo, feodum quod dilectus et fidelis meus Joannes de Boeilli, in predicta villa de me tenebat. Quod ut notum, etc.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo-nono, mense octobri.

Chantereau-Lefebvre, ***Traité des fiefs,*** **2 Preuves, p. 204.**

---

376 1229, 1er NOVEMBRE.

Concession par Thibaud, comte de Champagne et de Brie, à Ansóric de Toucy, de 100 livres de rente sur les droits d'entrée des vins aux foires de la Saint-Jean, à Troyes.

Ego Theobaldus, Campanie et Brie comes palatinus, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod dedi et concessi dilecto et fideli meo Anserico de Tociaco, domino de Bazerne, ad vitam suam, centum libratas annui redditus percipiendas, annuatim, in intragio vinorum Trecensium in nundinis Sancti-Johannis Trecensis. Volo, autem, et statuo quod quicumque recepiet illud intragium, pro singulis septimanis quibus solutionem differet requisitus, ipse solvet dicto Anserico quadraginta solidos pro emenda; et post ipsius Anserici obitum redditus supradictus ad me et heredes meos sine contradictione aliqua reverteretur. Propter hoc igitur, dictus Ansericus devenit ligius homo meus, salva ligiatione dominorum suorum, videlicet, Joannis de Torciaco, Archambaudi de Borbonio, comitis Nivernensis et Roberti de Curteneio, et salvis escheetis que eidem Anserico, ex parte sua vel uxoris sue, aut heredum suorum, poterunt pervenire; et ego teneor facere ei habere dictas centum libras, singulis annis, et quadraginta solidos de emenda.

Actum, apud Trecas, anno Domini M°

cc° xx° nono, in festo Omnium-Sanctorum.

Bibl. Nation. 500 Colbert, XIIIe siècle, vol. 56, F° 141 R°.

—

277 1229, NOVEMBRE.

Le comte de Champagne déclare avoir donné à son féal Hugues de Vallery 30 livrées de terre de rente à prendre annuellement sur les foires de Provins. En échange, Hugues fit hommage-lige au comte, sauf l'hommage-lige qu'il devait au roi, à l'archevêque de Sens, à Jean de Vallery et à Manassès de Touquin. Hugues soumit aussi au fief du comte tout ce qu'il possédait à Fossé.

Ego Theobaldus notum, etc., quod ego dedi dilecto et fideli meo, Hugoni de Valeriaco, et hæredibus ejus in perpetuum, triginta libratas terræ percipiendas, singulis annis, in nundinis maii apud Pruvinum. Propter hoc, idem Hugo homagium ligium mihi fecit, salva ligeitate domini regis, domini archiepiscopi Senonensis, domini Joannis de Valeriaco, et domini Manasseri de Tosquin. Tenetur etiam me juvare contra omnem creaturam, et contra hos omnes supradictos, si non habuero guerram in capite contra ipsos quatuor, vel alterum eorum. Sciendum præterea quod idem Hugo posuit in feodo meo quicquid habet apud Fossei; et super hoc habeo litteras suas patentes. In cujus rei, etc.

Actum, anno Domini, millesimo ducentesimo vicesimo-nono, mense novembri.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, preuves, p. 1..

1230, juin. — Hugues de Vallery, chevalier, fait hommage au comte de Champagne, et se reconnaît son homme-lige, sauf les réserves ...rtées ci-dessus. — Ibid., preuves, p. 208.

—

278 1229, DÉCEMBRE.

Donation, par Guionet de Sanvigne, aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem de Pontaubert, de ses droits sur des hommes de Montmardelin. — Charte écrite par frère Raoul de Tours, maître de Pontaubert.

H., archidiaconus Avalonensis, omnibus presentes litteras inspecturis, salu... Domino perpetuam. Noverint ... in nostra constitutus ... presentia, Guionetus de Savigne, dedit et concessit Deo et fratribus sancte domus hospitalis Jherosolime Pontearberti quicquid jus et dominium ipse habebat et habere poterat in Ragum le Pos, de Mont-Marzolin et fratres ejus, quos dominus Haymo de Avalone dederat antea predictis fratribus hospitalariis, et proprio juramento firmavit quod ipse guarantizabit contra omnes sui generis homines donationem predictam, et in tenentias de guarantizando posuit quicquid habebat in parrochia de Magniaco, volens et concedens quod si a predicta donatione seu guarantizatione predictus G., vel heredes ejus resilirent, nos in eos extunc excommunicationis et in terram suam interdicti sententiam poneremus. Promisitque dictus G., sub prestiti juramenti virtute, quod ab heredibus seu coheredibus suis, si necesse videtur, predictis fratribus hospitalariis, quandocumque requisitus fuerit, faciet dictam donationem ratam haberi et laudari. Dicti, vero, fratres hospitalarii prenominato G. dederunt, de caritate et predicta donatione seu quitatione facienda, sex libras et duodecim solidos dyvionenses. In cujus rei memoria, ad petitionem dictarum partium, presentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas.

Actum, anno Gratie M° CC° vicesimo-nono, mense decembri; fratre Rodulfo Turonense, existente magistro Pontisarberti, qui has litteras, propria manu, composuit et conscripsit.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de la Commanderie de Pontaubert, L. 1.

—

279 1229 [1230], FÉVRIER.

Abandon par Jean de Mimorant et Florence, sa femme, à l'abbaye Sainte-Colombe de Sens, ...rt de Courlon de tous leurs droits sur Humbert et Gilete, sa fille.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael, curie Senon. officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod Johannes de Mimorant, miles, et Florencia, uxor ejus, in presencia nostra constituti, abbati et conventui Sancte-Columbe Senon. quitaverunt in perpetuum si quid juris habebant in Humberto de Corleone et Gilebant in Humberto de Corleone et Gileta, filia sua. Promittentes, fide prestita corporali, quod per se vel per alios contra quitationem non venient supradictam. Imo, garantiam debitam super hiis

portabunt eisdem. Dicta, etiam, Florencia, fide data, quitavit dotem suam, si quam habebat in dictis Huberto et Gileta, recognoscens quod hoc faciebat spontanea, non coacta. Quod autem audivimus et recognitum fuit, coram nobis, a predictis Johanne et Florencia, uxore sua, ad petitionem eorum sine aliorum prejudicio, sub sigillo Senon. curie testificamur.

Actum, anno Gratie M° CC° vicesimonono, mense februario.

Orig.: Arch. de l'Yonne, Fonds Sainte-Colombe. — Courlon.

1210. — Jean, damoiseau, fils de feu Pierre de Courlon, donna en aumône à l'abbaye Sainte-Colombe tout son *salvamentum* sur les terres qu'il possédait à Courlon, en censive de l'abbaye. — Ibid.

122[illegible], avril. — Petronille de Misery donne à l'abbaye Sainte Colombe la moitié de ses biens sis à Courlon et Bachy.—Etienne Besez, chevalier, seigneur féodal, approuve ce don. — Ibid.

1249, septembre. – Jacques de *Ermelo*, clerc, neveu de feu Nicolas, curé de Notre-Dame de Villeneuve-le Roi, « asserens coram officiali Senon. se esse annorum viginti, » donne à Sainte-Colombe ses droits sur les biens dudit défunt, situés à Courlon. — Ibid.

—

380 1229 [1230], MARS.

Jean de Sei[illegible]elay se reconnait homme-lige du comte [illegible] de Champagne pour 40 livrées de terre. [illegible] le comte peut acquérir contre Erard de Brienne le fief de Beaumont qu'Etienne son frère tient dudit Erard, et que lui-même tient de son frère : alors ledit Jean sera son vassal pour cette terre, etc.

Ego Joannes de Sailenaio, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod cum karissimus dominus meus Theobald., comes Campaniæ dedisset michi et hæredibus meis, in perpetuum XL libratas redditus, videlicet XX lib. in nundinis Sancti-Aygulphi de Pruvino, et in sequentibus nundinis Sancti-Remigii Trecen. XX lib., ego propter hoc feci homagium ligium dicto comiti Campaniæ contra omnes, salva ligeitate domini Stephani, mei fratris, ita quod hæres ille meus qui tenebit Bellummontem habebit feodum illud, et exinde erit homo ligius dicti comitis, salva tamen ligeitate domini Stephani, fratris mei. Et sciendum quod si dominus comes Campaniæ potest acquirere erga dominum Erardum de Brena feodum de Bello-Monte et de appendiciis quod dominus Stephanus, frater meus tenet de eodem Erardo, et quod ego teneo de eodem Stephano : ego et hæres meus, qui tenebit Bellum-Montem erimus homines ligii comitis Campaniæ contra omnes; si, autem, feodum illud acquirere non potest dominus comes, ego, ero homo suus, eo modo quo superius est notatum. Creantavi siquidem et creanto prædicto domino comiti Campaniæ, quod ego juvabo ipsum de toto posse meo contra ducem Burgundiæ, et contra omnes coadjutores suos de guerra quam modo habet erga eos, nec hoc remanebit propter dominum Stephanum fratrem meum; juvabo etiam ipsum contra omnes alios, nisi ipse dominus comes guerram habeat in capite contra dominum Stephanum, fratrem meum. In hujus rei testimonium præsentes litteras fieri volui, sigillo meo roboratas.

Actum, anno Graciæ M° CC° XX° IX°, mense martio.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 197.

—

381 1229 [1230], 27 MARS.

Lettre d'Hugues IV, duc de Bourgogne, portant don de la charge de bouteiller de Bourgogne à Miles de Noyers.

Ego [illegible] Hugo, dux Burgundiē, notum facio presentibus [illegible] futuris quod cum [illegible] mihi consper bono viros et per scripta [illegible] titerit quod Miles, dominus Noeriorum, tempore bone memorie Odonis, ducis Burgundie, et domine ducisse matris meæ, buticlerarium Burgundie habuerit, ego eidem Miloni et heredibus suis buticlerarium dono et concedo in augmentum feodi mei.

Actum, anno Domini M° CC° XX° IX°, sexto kalendas aprilis.

Arch. de Bourgogne, cote 87, liasse 2, lay. 150, fiefs de l'Auxois; publié dans la *Noblesse aux Etats de Bourg.*, par MM. Baune et d'Arbaumont, 1864.

—

382 1230.

Miles, seigneur de Noyers, confirme une f[illegible] tion faite par son féal Barthélemi [illegible] chevalier, en faveur du pri[illegible] qui dépend de l'abbaye [illegible] dation consiste en [illegible] [illegible]ndade Cicons, [illegible] curé de Noyers [illegible] de Molême. Cette fon- [illegible] setiers de blé à prendre

sur le moulin d'Hergy. — Agnès, femme du sire de Noyers, et ses enfants Miles, Elisabeth et Philippe, ratifient également cet acte.

Ego Milo, dominus Noeriorum, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod Bartholomeus de Cycons, miles, dilectus et fidelis meus, in presentia mea constitutus, dedit et concessit, laude et assensu Agnetis, uxoris sue, et liberorum suorum, videlicet Hugonis, militis et Milonis, in perpetuam elemosinam, ecclesie Molismensi et prioratui de Noeriis, videlicet monachis ibidem Deo servientibus, libere et absolute, sine aliqua sumptu ex parte dictorum monachorum ponendo, duos sextarios bladi commandabilis, ad mensuram de Noeriis. Cujus bladi due partes sunt ordei et tercia pars frumenti. Et hoc bladum percipietur singulis annis, in festo Sancti-Remigii, a priore de Noeriis, vel ejus mandato, in molendino suo de Hergiaco. Si, vero, redditus dicti molendini minuerentur, ita quod dictum bladum dicto priori, sicut superius est expressum non persolveretur, dictus Bartholomeus, heres vel successores ejus defectum dicti bladi alibi assignare et persolvere dicto priori, vel ejus mandato, sine contradictione aliqua, teneretur Hanc, autem, elemosinam, cum de feodo meo esset, laudantibus Agnete, uxore mea, et liberis meis Milone, Elisabeth et Philippo, ad instantiam et petitionem dicti Bartholomei et Agnetis, uxoris ejus et dictorum liberorum ejus, scripto redigens, sigilli mei munimine confirmavi, in eodem elemosina, retinens mihi custodiam, sicut habeo in prioratu de Noeriis. Et sciendum est quod ecclesia Molismensis solo divine pietatis intuitu, ad petitionem dicti B. concessit anniversarium Guillermi, filii sui, in ecclesia eadem faciendum.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo.

Cartul. de Molême. vol. II. F° 81 ; Arch. de la Côte-d'Or.

—

383 1230.

Donation aux religieuses de la Cour-Notre-Dame, par Guillaume de Neuville, de 6 arpents de terre situés autour de la pierre qui est entre Sixte et Gisy-sur-Oreuse.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael, officialis Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod Willelmus de Novilla, miles, in nostra presentia constitutus, sex arpenta terre, sita circa petram sitam inter Syxtam et Gisiacum-super-Orosam aquam, quatuor quorum Oda de Serbone, miles, dicitur vendidisse Petro de Serginis, militi, et duo dedisse monialibus de Curia-Beate-Marie, tanquam dominus feodaliter eisdem monialibus laudavit et concessit perpetuo pacifice possidenda ; promittens, fide data, quod a nobili muliere, Maria, uxore sua, ea jam dictis mulieribus monialibus laudari faciet et concedi ; et duodecim denarios censuales quos idem Willelmus habebat, sicut dicebat, super duas pecias terre prope dictam petram, quos Petrus de Thoiriaco, miles, dicitur vendidisse monialibus supradictis ; quos duodecim denarios supradictos Willelmus de Novavilla, coram nobis, ipsis monialibus, confessus est se in perpetuam elemosinam contulisse.

Actum, anno Gracie M° CC° XXX°.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds du prieure de la Cour-Notre-Dame. — Sixte et Gisy.

—

384 1230.

Mauger, bailli d'Ervy et de Troyes, fait don à l'abbaye de Molême des biens de sa défunte femme Osanne, situés à Arthonnay, lesquels avaient été adjugés au comte de Champagne comme eschoite de femme morte sans enfants, puis à lui donnés par ledit comte. — Perronne, sa seconde femme, ratifie ce don.

Ego Maugerus, baillivus de Ervi et de Trecis, notum facio omnibus ad quos littere iste pervenerint, quod cum querela verteretur coram illustri domino Theobaldo, comite Campanie, super hereditate Osanne, uxoris mee defuncte sine herede corporis sui ; que videlicet hereditas sita est apud Artunnacum, tam in terris arabilibus in Chassegna et alibi in finagio ejusdem ville, quam in quodam prato et sede molendini ei contigua : tota hec hereditas eidem domino comiti adjudicata est tamquam eschaeta femine sue sine liberis defuncte. Hanc, autem, hereditatem idem dominus nostris (*sic*), comes mihi dedit liberaliter et benigne jure perpetuo possidendam ; quam, videlicet, hereditatem ego intuitu pietatis, pro remedio anime mee, necnon et jamdicte uxoris mee defuncte, integraliter dedi ecclesie Molismensi in elemosinam,

jure perpetuo possidendam. Abbas, vero, et conventus Molismenses, ne huic beneficio viderentur ingrati, concesserunt mihi singulis annis, pro uxore mea jam dicta in anniversario ipsius speciale servicium celebrandum, similiter et pro me post decessum meum. Quamdiu, autem, vixero, die anniversarii jam dicte uxoris mee missa una de Spiritu-Sancto celebrabitur in ecclesia Molismensi. Abbas, etiam, tenebitur exhibere conventui, in quolibet anniversario superius memorato, quinque solidos Pruvin., pro pitancia. Hanc, autem, elemosinam ego fide nostra, corporaliter data, bona fide teneor legitime dicte ecclesie garandire. Insuper, et dominum meum sepedictum plegium dare cum litteris suis de legitima garandia. Hanc, autem, elemosinam voluit et laudavit Petrona, uxor mea, fidem corporaliter dans, quod nunquam aliquid de hiis omnibus in posterum reclamabit. Ut, igitur, hec omnia perpetuum et inviolabile robur obtineant, ego presentem cartam inde conscriptam sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno dominice Incarnationis millesimo ducentesimo trigesimo.

Cartul. de Molême, vol. II, F° 30 R°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

385 1230, JUIN.

Donation par le roi saint Louis, à Jean de Vallery, de cent livrées de terre de rente sur la terre d'Escuroles, en accroissement du fief qu'il tient dudit roi.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos dilecto et fideli nostro Johanni de Valeriaco, prō fideli servitio quod nobis impendit et in futurum, sicut speramus, impendet, et in augmentum feodi quod de nobis tenebat, dedimus centum libratas terre eidem assinatas in omnibus que habebamus apud Escuroles et apud Maesium de Escole, et in omnibus pertinentibus ad balliviam d'Escuroles, ab eodem Johanne et heredibus suis in perpetuum possidendas. Quod [ut] robur obtineat perpetue firmitatis, presentem paginam, sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato precepimus consignari.

Actum, apud Andegavum, anno dominice Incarnationis M° CC° XXX°, mense junio; astantibus, in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa : Dapifero nullo. Signum Roberti buticularii; signum Bartholomei, camerarii; signum Mathei, constabularii. Data vacante [locus monogrammatis] cancellaria.

Bibl. Nat., Fonds latin 5458; Cartul., F° 142 V°.

—

386 1230 [1231], FÉVRIER.

Baudoin de Bailleul, chevalier, ratifie la vente faite au Chapitre de Sens, par Ellebaud de Villenaux, d'un muid d'avoine de rente à prendre sur la dîme de Courceaux. — Marguerite de Sergines, mère de Baudoin, approuve également cette vente.

Omnibus presentes litteras inspecturis P., ecclesie Beati-Jacobi Pruvin., dictus abbas, salutem in Domino. Noverint universi quod constitutus in presencia nostra dominus Balduinus de Baillioleo, miles, voluit et laudavit vendicionem quam fecit venerabilibus viris decano et capitulo Senon. dominus Ellebaudus de Valenessa, miles, de uno modio avene laudabilis, annui redditus ad mensuram Senon., in decima de Correcel, ita quod si decima non sufficeret in terragio quod ibidem habet dictus E., et tenet cum predicta decima in feodum a supradicto B. caperetur residuum quod deesset antequam dictus E., vel heredes ipsius aliquid caperent in terragio supradicto. Hanc etiam vendicionem karissima mater nostra, Margaretha de Serginis, a qua dictus G. miles, supradicta tenebat, coram nobis voluit et laudavit. Actum, anno Domini M° CC° XXX°.

Predictus, vero, Ellebaudus, miles, in Senon. curia constitutus, recognovit, coram nobis, se predictis decano et capitulo de dicto uno modio avene fecisse vendicionem, sicut superius est expressum, et pro viginti libris paris., quas confessus est se in pecunia numerata recepisse ab executoribus legati defuncti Stephani Giraudi, in cujus anniversario dictus modius avene canonicis ejus servicio assistentibus debet distribui annuatim. Recognovit, etiam, quod ille modius avene reddi debet singulis annis, infra octabas Beati-Remigii, apud Corecel. Fidejussores se laturum eisdem decano et capitulo garentiam debitam super illo, et se nichil per se vel per alium in eo reclamaturum. De garentia, vero, ferenda, Petrus de Serginis et Pe-

trus de Misseriaco, milites, coram nobis erga dictos decanum et capitulum se plegios obligarunt. Et Petrus, filius dicti Ellebaudi, predictam vendicionem coram nobis voluit et laudavit: et fiduciavit se contra eam de cetero non venturum, et se in eodem modio avene nichil in posterum reclamaturum. Quod, autem in predictis litteris verbo ad verbum vidimus contineri, et coram nobis fuit recognitum sub sigillo Senon. curie testificamur, sine juris prejudicio alieni.

Datum, anno Domini M° CC° tricesimo, mense februario.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1271.

—

887 1231.

Codicile du testament de Miles, seigneur de Noyers, dont les exécuteurs étaient Hugues, évêque de Langres, et autres. — Nomination de nouveaux exécuteurs à cause de la mort de plusieurs des premiers nommés. — Dispositions nouvelles : don de 113 livres pour les hommes d'Hervé de Montréal ; libéralités envers l'abbaye de Molème à Noyers. Remise au prieur de Nitry de son escheoite.

Ego Johannes, archipresbyter de Sancto-Prisco, omnibus presentes litteras visuris, salutem in Domino. Noveritis nos litteras viri nobilis Milonis, quondam domini Noeriorum, verbo ad verbum legisse et inspexisse diligenter et quedam expressisse presentibus litteris nostro sigillo roboratis, que faciunt pro ecclesia Molismense.

Ego Milo, dominus Noeriorum, laborans in extremis, notum facio universis presentes litteras inspecturis quod testamentum meum et ordinationem a me factam de meis legatis et de emendatione omnium que contra quoscumque homines vel ecclesias intercepi, rata et firma volo haberi, sicut in aliis duobus paribus litterarum ordinata et scripta continentur, et sigillis reverendi patris Hugonis, episcopi Lingonensis, et venerabilium virorum Hugonis, abbatis Raigniaci, H., prioris Vallis-Scaulium, Th., prioris de Vaucia, Nicholaus, prioris Vallis-Crecentis, Milonis, quondam decani et Andree, quondam archidiaconi Autissiod. sigillata. Et quare de illis executoribus qui in litteris suis continebantur vita decesserunt, executores omnium predictorum constituo venerabiles viros B., archidiaconum, F., cantorem Autissiod., magistrum Stephanum de Cudo et dilectos meos B. de Cicons, Hugonem de Berriaco et Colinum de Castellione, milites. Hiis, autem, qui in predictis litteris continentur, ista que secum superaddo, volo enim et precipio et centum et XIII libras pruvin. reddantur hominibus Hervei de Monte-Regali et uxoris sue, homini de Villers XII libras Divionenses. Et restant quedam alia plura inferius in litteris dicti domini Noeriorum annotata, inter que sunt ea que pertinent ad ecclesiam Molismensem, videlicet de injuriis factis ecclesie Molismensi et de domo de Noerjis-Villa, quam prior de Noeriis emit a Guillelmo de Palefridis ad aspectum B. de Cicons, Hugonis de Berriaco et Colins de Castellione; de blado, videlicet, de modio bladi assignando ecclesie de Noeriis, de quo Molismensis ecclesia dicit se habere litteras patris mei, vel antecessorum meorum volo fieri ad aspectum executorum meorum. Volo, enim, quod reddatur priori de Nantriaco escasura sua, et deliberetur. Et hec omnia, que in ista sunt expressa cedula, legimus et vidimus in litteris M., quondam Noerorium domini suo sigillo roboratis et sigillatis, sub data currente anno Domini M° CC° XXX° I°.

Et hec per expressionem et munimen nostri sigilli testificamur. Datum, Nantriaco, anno Domini M° CC° XL° I°.

Cartul. de Molème, vol. II, F° 35 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

888 1231.

Hugues, évêque de Langres, atteste que Gui d'Aisy a, en sa présence, reconnu tenir en fief de l'abbaye de Molème, tout ce qu'il possédait à Cusy en hommes, bois, terrages, etc.

Hugo, Dei gracia Lingon. episcopus, omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem. Noveritis quod Guido de Aisiaco, miles, in nostra presentia constitutus, recognovit quod homines ecclesie Molism. apud Geigniacum commorantes, habent usuarium pascuarum in nemore de Lombois. Et cum super hiis et aliis rebus querela verteretur inter ipsum, ex una parte, et ecclesiam Molism., ex altera, ipse, pro bono pacis firmius observando, cepit in feodum et homagium ab abbate et ecclesia Molism. quicquid habet apud Geigniacum in hominibus, terra-

giis et censibus, seu quibuslibet rebus, et etiam quicquid habet in nemoribus et de Jarci et de Foisolio. Ut, igitur, hec omnia perpetuum et inviolabile robur obtineant, nos, ad petitionem dicti militis, presentes litteras inde conscriptas ecclesie Molism. tradidimus sigilli nostri munimine roboratas.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo trigesimo-primo.

Cartul. de Molême, vol. II, F° 41 R°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

289 1231.

Guillaume, comte de Joigny, donne aux moines de Pontigny 8 livres auxerroises de rente sur la prévôté de Coulanges-les-Vineuses, en échange d'autres rentes à eux données par feu Guillaume, son père, et Pierre, son frère, comtes de Joigny.

Ego Guillelmus, comes Joviniaci, notum facio presentibus et futuris, quod cum esset contentio inter me, ex una parte, et viros religiosos abbatem et conventum Pontiniaci, ex altera, super centum solidos Pruvin. annui redditus, quos dicti abbas et conventus habebant apud Joviniacum, de dono fratris mei, Petri, quondam comitis Joviniaci, tandem, in presentia reverendi patris et domini Galterii, Senon. archiepiscopi, inter nos amicabiliter pacificatum est in hunc modum : videlicet, quod pro predictis centum solidis Pruvin., quos dicti abbas et conventus habebant apud Joviniacum, de dono dicti Petri, prædecessoris mei, et pro quatuor libris Autissiod. annuis, quas habebant apud Colongiam-Vinosam de dono bone memonie Guillermi, patris mei, dedi et assignavi eis octo libras Autissiod. in redditibus prepositura de dicta Colongia-Vinosa, singulis annis, in festo S. Remigii, sine contradictione, percipiendas; et hoc laudavit Elisabeth, uxor mea. Quod ut ratum et firmum permaneat, presens scriptum sigilli mei appositione roboravi.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° primo.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, Preuves, t. II, p. 404; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 158.

1238, janvier [1239]. — Guillaume, comte de Joigny, donne à l'abbaye de Cîteaux, pour son anniversaire, 6 livres de Provins de rente à prendre sur le péage de Joigny, le jour où l'abbaye reçoit 10 livres de rente sur le même péage provenant d'une donation faite par son frère. — Ibid., p. 405.

290 1231.

Confirmation par Miles, seigneur de Noyers, des aumônes faites par son aïeul Miles et son père Clarembaud, à l'abbaye de Pontigny, de la grange de Villiers et des pâturages de la grange d'Aigremont.

Ego Milo, dominus de Noeriis, notum facio universis presentes litteras inspecturis quod elemosinas et dona que defuncti Milo, avus meus et Clarembaudus, pater meus, fecerunt ecclesie Pontiniacensi de granchia de Vilers, tam in nemoribus quam in planis et pasturis, et pasturis granchie Acrismontis, et omnibus aliis, sicut in eorum cartis continetur, volo, concedo, approbo et confirmo. Et si aliquando de eorum nemoribus michi aliqua accepi, non de jure, vel consuetudine, sed injuste hoc feci, et de dampnis que aliquando eis feci eorum gratum feci, et ipsi fratres inde michi peccatum bona fide condonaverunt. Quod, ut ratum ac stabile in perpetuum habeatur, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratie M° CC° trecesimo-primo.

Orig.; scellé, sceau circulaire à l'écu, portant en chef un lion passant. — Au contre-sceau, muraille crénelée et surmontée d'un donjon. (Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny.)

—

291 1231.

Charte d'affranchissement des habitants de la ville de Saint-Florentin, par Thibaud, comte de Champagne et de Brie. — En rachat de la main-morte et de toute taille, chaque habitant paiera 6 deniers de la livre de rente en meubles, et 2 deniers de la livre d'immeubles. — Entre autres charges et droits on voit : Election, par le seigneur, de 13 hommes de la communauté, lesquels éliront un maire parmi eux. Les 12 jurés leveront les impôts et apprécieront la vérité des déclarations. — Obligation du service militaire jusqu'à 60 ans. — Tout habitant ayant 20 livres de bien aura une arbalète avec 50 carreaux.

Gie Tiebauz de Chanpaigne et de Brie, cuens palazin, fais à savoir à tos celx qui sont et qui seront, qui cez letres verront, que ge franchis et quit toz mes homes et mes fames de Saint-Florentin de totes toutes et de totes tailles; et est à savoir que la mainmorte que ge avoie et prenoie en mes homes et en mes fames de Saint-Florentin, ge la quit à aus et à leurs oirs

à tojorz et autresine à toz cax et totes celes qui venront ester en la comuneté de Saint-Florentin, par tel manière que ge aurai en toz cax en cui ge avoie taille et en toz cax qui de fors venront ester en la comuneté de Saint-Florentin sis deniers de la livre do mueble, fors qu'en armeures et en robes faites à eux lor cors, et fors qu'en aaisement d'ostelz: et est à savoir que vaissel où l'en met le vin et tuit aaisement d'or et d'argent seront prisié chascun an avec les autres muebles; et si aurai de la livre de l'éritaige deus deniers chascun an: et est à savoir que se aucuns de mes hommes ou de mes fievez ou de mes gardes vienent por demorer en la comuneté de Saint-Florentin, li borois de Saint-Florentin n'en porront aucun retenir se n'est par mon asant ou par ma volenté; et s'il avenoit que aucuns hom ou aucune fame de mes viles ou de mes fievez, ou de mes gardes, venient ester en la comuneté de Saint-Florentin, et li hom ou la fame qui i venroit, disoit que il ne fust de mes viles ou de mes fievez, ou de mes gardes, il seroit esclairié à ma volenté de retenir ou dou refuser, et se ce lo refusoie il auroit de moi conduit, il et les soes choses, quinze jors plainièrement. Et est à savoir que se aucuns de la communeté de Saint-Florentin vuelt paier vint livres en l'an il sera quites do sairement et de la prise de cele année vers moi: et si leur doing et otroi la prévosté et la jostise de Saint-Florentin et de leur terres et de leur vignes qui sont ou finaige de Saint-Florentin, si come ge la tenoie au jor que ces lettres furent faites, por soisante et doze livres de provenisiens qu'il me rendront chascun an à Pentecoste; et est à savoir que li forfait des hommes et de fames de la comuneté de Saint-Florentin et de toz cauz qui sont ou seront estagier en la jostice de la communeté de Saint-Florentin sont as borjois de Saint-Florentin, si come ge les solois avoir; et tuit li forfait des gent estranges qui ne sont de la jostice et de la communeté de Saint-Florentin sont as borjois de Saint-Florentin jusqu'à vint sout, et li seurplus iert mien. Et gie retaing lo murtre, lo rat, et lo larron là où cez choses seront coneues et ataintes, et si retaing le champion vaincu dont j'aurai m'amende as us et as costumes de Saint-Florentin; et si retaing la fause mesure de laquele j'aurai quarante souz et li borjois de Saint-Florentin en auront vint souz: et est à savoir que je retaing la jostise et la garde de mes églises et de mes chevaliers et de mes fieves et de mes veis (?), en tel manière que se aucuns de cax de Saint-Florentin ou de la jostice de la communeté de Saint-Florentin forfaisoit à aucun de cet que je retaing, c'est à savoir as clers, ou as chevaliers, ou à mes fievez ou à mes veis, dont plainte venist à moi, ge la drecevoie et l'amende seroit moie: et sera jugiée l'amende as us et as costumes de Saint-Florentin par lo maieur et par les jurez de Saint-Florentin. Et est à savoir que gie, au autres de mes genz, ellirons chacun an treze homes de la comuneté de Saint-Florentin à bone foi, et cile treze elliront l'un d'aus à maieur chascun an, dedanz la quinzaine que ge les aurai nomez, et s'il ne l'avoient elleu dedanz la quinzaine, ge i elliroie l'un d'aus treze: et cil treze homes jureront seur saint que ma droiture et cele de la communeté de Saint-Florentin garderont et governeront la vile et les afaires de la vile à bone foi; et ce que cil doze juré et li maires feront par bonne foi, il n'en porront estre agoisoné, mais se il faisoient jugement ou esgart qui ne fust soffisanz, il seroit adrecie à mon esgart as us et as costumes de Saint-Florentin, sauf ce (qu'il ne) leur costeroit rien, et n'en feroient point d'amende cil qui auroient fait lo jugement, ou l'esgart: et cil doze jurés et li maires leveront les deniers, de chascun sis deniers de la livre do mueble, si com il est dit devant; et deus deniers de la livre de l'éritaige, chascun an, par lo sairement de cax qui ce devront. Et se li maires et li doze juré, ou une partie d'ax, jusqu'à trois ou plus, avoient sopceneus aucun de cez qui auront juré à rendre sis deniers de la livre do mueble et deus deniers de la livre de l'éritaige, il lo porrient croistre selonc leur bonne conscience, sauf ce que cil n'en fera point d'amende qui aura juré; et cil denier seront paié chascun an à la feste Saint-Andrieu, et est à savoir que tuit cels de la comuneté de Saint-Florentin pueent et porront veindre et acheter éritaiges et autres choses, si com il ont fait devant; et ont et auront (leur) franchises et leur usages, si com il les ont eu'es devant, se aucun voloit plaidoier aucun de la comuneté de Saint-Florentin par plait ou par autre manière ge ne le porroie traher fors de Saint-Florentin, se por ma propre querele ni estoit; et cele querele seroit terminée as us et as costumes de Saint-Florentin.

Gie aurai mon ost et ma chevauchie, si come ge avoie avant, fors tant que hom de soisante anz ou de plus n'iera pas, mais s'il a lo pooir soffisant il i envoiera un home por lui, selonc son pooir; et se ge semoig ost ou chevauchiée en tans ne foire, sera li changeor et li marchant qui serront en la foire embesoignié i porront envoier homes soffisanz por aus sanz amende; et se aucuns défailloit de mon ost ou de ma chevauchiée, cil qui défauroit lo m'amenderoit; et si promet à bone foi que ge nes semondrai en ost ne en chevauchiée, por aus agoisoner, mais que por mon besoing, et si voil que chevax à chevauchier ne armeures à cex de la comune de Saint-Florentin ne soient prises por detes, ne por pleges, ne por autres omissions et se ge, ou mes genz, avons mestier de chevax ou de charretes de Saint-Florentin, il sera requis au maieur de Saint-Florentin, et cil lo fera avoir à loier là où il lo trovera, et paiera lo loier des deniers de ma cense; et se il mésavenoit de cheval il seroit renduz au resgart des doze jurés et do maieur des deniers de ma cense. Et chascuns de la comuneté de Saint-Florentin qui aura vaillant vint livres aura aubeleste en son ostel et quarriaus jusqu'à cinquante. Et est à savoir que li borjois de Saint-Florentin cuirront et mourront à mes forz et à mes molins à autel marchié com as autres; et s'il avenoit que ge n'eusse assez fors et molins à Saint-Florentin, feront moudre et cuire au resgart des doze jurés et do maieur selonc ce qu'il covenra, soffisament, à mes forz et à mes molins. Et quant ge aurai forz et molins, tant come il leur covenra, au resgart des doze jurés et do maieur, il i cuiront tuit et mourront. Et s'aucuns des treze elleuz estoit cheuz en plait ou en guerre, ou en escomeniement por lo fait de la ville, li doze juré et li maires qui après venront seront tenu à penre lo fais seur aus, ausi com li doze juré et li maires qui estoient devant l'avient sęur aus, et ge ne porrai metre hors de ma main nule de ces choses. Et est à savoir que se aucuns de la comuneté de Saint-Florentin estoit arestez et priz en aucun leu por ma dete, ge lo sui tenuz à délivrer lui et ses choses do mien; et s'il estoit pris et arestez et por autre chose, ge lo sui tenuz à aidier à délivrer à bone foi. Et est à savoir que se aucuns de ces qui venront ester en la comuneté de Saint-Florentin s'en voloit (retirer) il s'en iroit sauvement et franchement quant il vorroit, et auroit conduit de moi quinze jors planièrement. Et est à savoir que mi se{j}ant qui sont à moi, et cil qui ont mes chartres ou les chartres de mes ancesseurs, seront en la comuneté de Saint-Florentin se il vuelent et se il ne lo vuelent il seront en ma main, si come devant. Et totes ces choses et totes ces covenances qui sont contenues en [ces] lettres ai ge juré à tenir, por moi et por mes oirs, à aus et à leurs oirs parmenablement. Et por ce que ce soit ferme et estable aige fait ces lettres seeler de mon seel.

Ce fut fait en l'an de grâce mil et deus cenz et trante et un.

Arch. Nationales, J 195, n° 13. — Copie du temps.

—

392 1231, AVRIL.

Accord entre les religieux de Preuilly et Hugues de Vallery, contenant don par ce dernier de droits de pâturage dans la plaine et les bois d'Aigremont.

« Parchemin contenant l'accord fait entre les abbé et religieux de Prully, d'une part, et Hugues de Vallery, chevalier, d'autre; sur une contestation mue entre eux, sur ce que ledit de Vallery disoit qu'yceux religieux avoient réparé leur fossé, qui est entre leur bois d'Aigremont et le sien, ce qu'ils ne pouvoient pas faire sans luy, quoyque ledit fossé fût sur leur terre et qu'ils avoient encore laissé de la terre du côté de son bois pour faire un fossé; et aussy sur ce que ses domestiques prenoient et empêchoient les bestiaux desdits religieux d'entrer sur ses terres pour pasturer, et dans celles de ses hommes et vassaux des paroisses de Bleine (Blennes'), de Vallery et de Villethierry, tant dans la plaine que dans les bois; et encore sur ce que ses hommes et vassaux de Vallery entroient, coupoient et emportoient, le premier jour de may, du bois desdits religieux à l'occasion d'un may. Cependant a éte accordé entr'eux, qu'il sera posé des bornes à perpétuité entre le bois dudit Hugues de Vallery et ledit fossé du bois des religieux, du consentement des parties présentes; et a voulu et veut que ses hommes et vassaux de Vallery n'entrent point dans le bois des religieux, soit pour y prendre un may, soit pour y faire quelque autre dommage; et a consenty et voulu [que lesdits religieux ayent des essences et

pastures communes dans toute sa terre pour paître leur troupeau, tant dans la plaine que dans les bois, excepté dans les taillis qui n'ont pas encore quatre ans; et encore excepté que dans le tems du gland ils payeront le pasturage de leur[s] pourceaux comme les voisins le payent. Et que s'il arrive qu'il soit pris en forfait quelqu'un de leur[s] bestiaux, il ne soit point emmené, mais aussitost sera fait la recréance jusqu'à ce qu'ils ayent payé la recréance et le dommage, suivant l'estimation qui en sera fait, ou telle autre amande et exaction qu'il conviendra; mais si le forfait est commis dans les taillis, lesdits religieux seront amandables selon l'usage et la coutume du pays, de l'ordre dudit Hugues; mais si la recréance des choses prises n'est point faite et qu'ils ne comparaissent pas au jour assigné, alors ledit Hugues poura se saisir de quelque chose jusqu'à valeur du dommage et le retenir jusqu'à ce qu'il soit payé suivant l'estimation. Par le même acte il a ratifié la donation faite aux religieux par Guillaume de Vallery, d'une certaine pièce de terre contenant cinq arpens, qu'on appelle *Chamrouge*. Tout ce que dessus approuvé par luy, ses vassaux volontairement sans contrainte, de même que par Oda, sa femme, promettant de tenir le tout à perpétuité. »

Arch. de Seine-et-Marne, Inventaire des titres de l'abbaye de Preuilly, in-f°, p. 783.

—

393 1231, 18 MAI.

Lettres de Gaucher de Joigny, contenant vente à Mathilde, comtesse de Nevers, de la charge de sénéchal du Nivernais pour 320 livrées de rente sur diverses terres de ce pays. — Amicie, femme de Gaucher ratifie la vente.

Lay. du Trés. des Ch., par Teulet, t. II, p. 201, n° 2133.

—

394 1231, 38 JUIN.

Bail par le Chapitre de Sens de terres situées à Véron, au lieu dit les Louvières, à Girard Catelan, prêtre, chanoine de la Chapelle de Saint-Cyr-du-Cloître, pour 35 livres parisis, payées d'avance, et 6 deniers de cens par arpent, à l'arpent royal, à charge dans quatre ans de marner lesdites terres; et s'il reste après cette date un arpent non marné, toutes les autres terres, marnées ou non, seront soumises au droit de terrage.

Orig.: Arch. de l'Yonne, G 1389.

—

395 1231, AOUT.

Promesse par Gautier de Chappes, au comte de Champagne, de remplacer les biens qu'il possédait à Brienon et qu'il a vendus au Chapitre de Sens, par d'autres biens situés à Percey, afin que les droits de fief de la dame de Champlost et ceux du comte puissent s'y exercer comme sur ses biens de Brienon.

Ego Galterus de Capis, notum facio universis presentes litteras inspecturis quod cum karissimus dominus meus Theobaldus, comes Campanie, dedisset mihi licentiam vendendi capitulo Senon. quicquid habebam apud Brienon, in terris arabilibus et hominibus, et in omnibus aliis modis et commodis, preter quam in feodis, et ea que vendita sunt tenerem de feodo Petronille, domine Juliaci et Chaneoti, et dicta domina teneret eadem vendita de dicto comite Campanie, ego promisi eidem comiti Campanie, quod loco dicte venditionis ponerem in feodo dicte Petronille quicquid habebam apud Parrecenium, que ipsa de dicto comite Campanie tenebit, sicut tenebat ea que vendidi, que superius sunt expressa.

Actum, anno Gratie M° CC° XXX° I°, mense augusto.

Orig.; Arch. Nationales, J 196, n° 25.

—

396 1231, SEPTEMBRE.

Jobert, seigneur d'Ancy-le-Franc, sa femme et ses enfants, ratifient le don d'une rente en grains sur les moulins d'Ancy-le-Franc, faite par Ponce de Valzejoaniles aux Templiers de Saint-Marc (de la Vesvre).

Ego Josbertus, dominus Ancei-Franci, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego precepi fra-

tribus Templi de domo Sancti-Medardi quod capiant duos sestarios bladii in molendinis Ancei-Franci, annuatim, quos dominus Puncius de Valzejoaniles sibi dedit in elemosinam pro legato suo; cujus bladii medietas est frumenti et alia ordei; et illi duo sestarii sunt reddendi in nativitate Sancte-Marie; et hoc ego Josbertus, et Johanna, sponsa mea, et Willelmus, filius meus, et omnes alii pueri mei, laudamus et confirmamus. Et hujus rei testes sunt : dominus Adam, Ancei miles; et Johannes, prepositus; et Stephanus, clavigera ejus; et propter hec presentes litteras, in testimonium istius rei munimine sigilli mei feci sigillari.

Actum, anno Domini Mº CC° XXXº Iº, mense septembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de la Commanderie de Saint-Marc.—Ancy-le-Franc.

—

297 1231 [1232], FÉVRIER.

Donation par Agnès de Percey, femme d'Hugues de Béru, chevalier, de tous ses droits à Butteaux et à Méré-le-Serveux, faite à l'abbaye de Pontigny, dans laquelle elle a choisi sa sépulture.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Briennonis, in Domino salutem. Noverint universi quod in nostra presentia constituta, nobilis mulier Agnes de Parreciaco, uxor Hugonis de Beru, militis, recognovit se dedisse in perpetuam elemosinam ecclesie Pontiniac., in qua sibi elegerat sepulturam, omne illud quod de jure vel consuetudine conferre poterat, in toto redditu quem habebat de sua hereditate apud Buetellum, tam in furno quam in terragiis, et in toto redditu quem eadem habebat apud Meryacum-Servosum, tam in censivis quam in costumis, hac intentione quod in predicta ecclesia anniversarium ipsius in perpetuum, singulis annis, de cetero celebretur. Hugo, quoque, de Beru, miles, maritus Agnetis predicte, in presentia nostra constitutus, recognovit donationem supradictam de consensu et licentia sua factam fuisse, fide corporali in manu nostra prestita. Promittens quod dictam donationem ratam habebit in perpetuum, etc. Quod autem audivimus et coram nobis factum fuit et recognitum, ad petitionem partium sine prejudicio alterius, sigilli curie Briennonis testificamur.

Actum, die martii proxima ante festum Purificationis B. Marie-Virginis, anno Domini Mº CCº XXXº Iº.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, t. III, p. 102; Bibl. d'Auxerre, nº 158.

—

298 1231 [1232], MARS.

Jean Letors, de Joigny, qui s'était engagé, envers l'abbaye de Dilo, à planter en vigne un terrain au lieu dit Chaufour, afin qu'au bout de sept ans on pût le partager en bon état, n'ayant pas rempli les conditions de son marché, s'oblige à planter dans l'année 600 provins, à peine de voir l'abbaye s'emparer du terrain en question.

Omnibus presentes litteras inspecturis. J., decanus Sancti-Florentini, salutem in Domino. Noverint universi quod Johannes Tortus de Joingniaco, in presentia nostra constitutus, recognovit se accepisse ab abbate et conventu Deiloci quoddam desertum situm in Calido-Furno, apud Joingniacum, ad reedificandum, sub tali conditione: quod singulis annis faciet in dicto deserto ducentas fossas et propagabit et firmabit, culturaque debita dictum desertum colet et nutriet, usque ad septem annos. Post septem, vero, annos, dictus J. dictum desertum parcietur in duas partes, et ipsi quam voluerint partem capient, et ipse alteram.

Hec autem conventio facta fuit inter dictum J. et abbatem et conventum Deiloci, anno Domini Mº CCº XXº nono, mense martio. Set quia dictus J. dictas ducentas fossas, inspecto deserto, nec primo anno nec secundo fecerat, iterum compositum fuit inter dictos abbatem et conventum, ex una parte, et dictum J., ex altera, sicut in eorumdem litteris vidimus contineri, quod infra presentem annum dictus J., in dicto deserto faciet sexcentas fossas. Sin autem, dicti abbas et conventus Deiloci dictum desertum capient, sicut suum quitum, nec in eo dictus J. deinceps aliquid reclamare poterit. In cujus rei memoria, presentes litteras sigillo meo munitas eis tradidimus.

Actum, apud Joviniacum, anno Domini Mº CCº XXXº Iº, martio mense.

Orig.; Arch. de Joigny, Liasse spéciale sur l'abbaye de Dilo.

—

299 1231 [1232], MARS.

Clément d'Autun, bourgeois de Sens, et sa femme, reconnaissent devoir au Chapitre de

Sens des droits censuels sur des héritages sis sur le territoire de cette ville et sur un chemin qui tient à la vieille poterne que feu Garnier du Pré a fait construire, et qui est voisin de la grande maison de pierre dudit Garnier et conduit au grand chemin allant du marché à l'église Saint-Hilaire.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael, officialis curie Senon., salutem in Domino. Noverint universi quod constituti in presentia nostra Clemens de Edua, civis Senon. et Luca, uxor ejus, recognoverunt se terras inferius subnotatas, videlicet sex arpenta et quartam partem unius quarterii terre sita in territorio quod dicitur Corveia Beate-Marie, et sex arpenta, triaque quarteria et dimidium quarterium juxta pratum Creeriarum sita, et sex arpenta, dimidium arpentum et quartam partem unius quarterii in territorio quod dicitur Troussebacon sita, et tresdecim arpenta, unum quarterium et dimidium quarterium juxta terram Karoli de Pontarlia, que fuit Theobaudi de Sancto-Florentino, ad censum tenere a capitulo Senon., videlicet, quodlibet arpentum ad sex denarios Paris. census, et arpenta omnium terrarum predictarum sunt ad arpentum domini regis quadraginta tesiarum; et etiam recognoverunt coram nobis se ab eodem capitulo tenere ad censum sex denariorum paris. quendam viam, sicut illa via se comportat a veteri Posterna quam fecit fieri defunctus Garnerus de Prato, sita juxta magnam voltam magne domus lapidee que fuit ejusdem Garneri, usque ad magnam viam publicam que ducit a mercato Senon. ad ecclesiam Beati-Hylarii Senon.; et dictus census debet ipsis confitentibus reddi dicto capitulo annuatim in crastino Octabarum-Pasche. Fiduciaverunt autem prefati Clemens et Luca, uxor sua, se contra predicta de cetero non venturos.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° I°, mense martio, die lune post dominicam qua cantatur reminiscere.

Orig.; Bibl. nationale, carton 1811.

—

400 1231 [1232], MARS.

Engagement par Henri Frollais, chevalier, et Jean, son neveu, de leur dîme de Thorigny au Chapitre de Sens, pour 120 livres de Paris.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Michael, officialis curie Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod Henricus Frollais, miles, et Johannes, nepos suus, filius Guidonis Infantis, militis, in nostra presentia constituti, recognoverunt se pro octies viginti libris paris., quas habuerunt et receperunt in pecunia numerata a capitulo Senon., eidem capitulo pignori obligasse decimam suam de Torigniaco, infra mensem, ab illa parte que primo petierit redimendum; et etiam conventus fuit quod alter ipsorum similiter infra mensem postquam hoc petierit redimere possit partem suam decime supradicte. Et fiduciaverunt se eidem capitulo, illo durante pignore decimam garantituros predictam. De qua garantia firmenda, Willelmus de Torigniaco, Johannes de Fontanis, Willelmus de Charmancellis, milites, et Iterus de Torigniaco, armiger, erga illud capitulum se plegios obligarunt. Dictam autem impignorationem Maria, uxor ejusdem Henrici, coram Petro, presbytero Torigniaci laudavit, fide prestita et concessit, sicut nobis retulit idem presbyter, quem ad hoc misimus specialiter audiendum; et hoc idem laudavit dictus Willelmus de Torigniaco, miles, de cujus feodo movet decima supradicta.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo-primo, mense marcio.

Orig.: Arch. de l'Yonne, G 1383.

—

401 1231 [1232], MARS.

Lettre de l'archevêque Gautier portant que le Chapitre de Sens aura droit au patronage sur les nouvelles églises qu'il a établies dans les villages de *Grenis*. Fontains et Bailly, par suite de l'accroissement de la population des campagnes.

Galterus, Dei gracia Senon. archiepiscopus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod cum dilecti filii Adam, decanus, et capitulum Senon., de quibusdam ecclesiis in quibus jus patronatus et medietatem omnium proventium ab antiquis temporibus obtinebant : videlicet ecclesia de Nangiis, ecclesia de Castelleto, ad instantiam precum nostrarum propter multimoda animarum pericula, ob multitudinem et diffusionem parrochianorum frequenter emergentia, alias ecclesias decidissent; ne quid tam pie et salubriter fecerunt in

ecclesie sue dispendium, alicujus calumpnie malicia possit in posterum retorqueri, volumus et concedimus ut in prescriptis ecclesiis et in aliis ab eisdem decisis, videlicet ecclesia de Grenis, ecclesia de Footins, ecclesia de Baali, cum jure patronatus omnium proventium in perpetuum percipiant medietatem, cum ea penitus libertate in qua tenent alias ecclesias ad suam donationem pertinentes. Quod ut ratum permaneat, presens scriptum sigilli nostri munimine dignum duximus roborari.

Datum, anno Domini milesimo ducentesimo tricesimo-primo, mense marcii.

Orig. ; Arch. de l'Yonne ; Bibl. de Sens, G.

—

402 1231 [1222], MARS.

Charte de l'official de Sens et d'Henri de Noé, chevalier, relatant comment Itier de Passy a renoncé aux droits de justice et à tous autres droits qu'il réclamait au Chapitre sur la terre de Véron.

Magister Michael, officialis Senon., et Henricus de Noes, miles, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverint universi quod cum Itherius de Paciaco, miles, coram venerabile patre nostro Galtero, Senon. episcopo, et Nicholao de Alto-Villari, milite, ballivo domini regis, fungentibus in hoc auctoritate regia, proposuerit contra capitulum Senon., quod ipse jure hereditario debebat habere magnam justiciam tocius terre de Verone, tam in boscho quam in plano et in viis, et quod latro captus in atrio ecclesie de Verone ei tradi debebat, nudus, ab ipso judicandus ; et si caperetur extra illud atrium, similiter eidem debebat tradi, cum omnibus bonis suis. Proposuit, insuper, quod raptus, sanguis, homicidia, murtrum et falsa mensura spectabant ad ipsum et fera ex casu provenientis in terram predictam sua debebat esse. Preterea, que inveniebantur ibidem fortuito casu ad se pertinere dicebat, et ad illum qui inveniebat. Proposuit, etiam, quod ipse poterat et debebat, tanquam justicia, erigere in dicta terra furcas ad suspendendum latrones et justiciam facere poterat de latronibus ibidem captis : que omnia dictum capitulum eidem denegavit. Tandem, utraque pars, de querelis omnibus prenotatis in nos compromisit, promittens se ratum et firmum habiturum quicquid a nobis pace vel judicio super hiis ordinaretur ; et de hoc memoratus Itherius fidem in manu nostra prestitit corporalem. Durante igitur compromissione hac, ipse miles comperiens se super predictis omnibus indebite jam dictum capitulum molestare, in nostra presentia constitutus, cum sororibus suis Ranza et Petronilla, recognovit se nichil juris in hiis omnibus habere, et tam ipse quam dicte sorores ejus quitaverunt in perpetuum, spontanea voluntate, predicto capitulo Senon., si quid juris habebant in omnibus prenotatis ; promittentes, fide prestita corporali, quod nullam per se vel alios super hiis, de cetero, capitulo questionem movebunt, nec precabunt, nec facient precari, quod de hiis prenominatum capitulum ullatenus molestetur. Nobilis, etiam, mulier, Maria, uxor dicti militis, similiter quitavit, spontanea voluntate, jam dicto capitulo, si quid habebat jure dotalicio in omnibus prenotatis. In cujus rei testimonium, ego, Michael, officialis, sigillo curie Senon., ego, autem, Henricus, quia sigillum non habui, sigillo curie archidiaconi Senon., presentes litteras munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo-primo, mense martio.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens. — Véron.

L'archevêque Gautier, par Charte du mois de mars 1231, confirma la transaction ci-dessus.— Ibid.

—

403 1232.

Miles, sire de Noyers, déclare avoir accordé aux habitants de cette ville et des bourgs de Moulins et de Valnoise une charte d'affranchissement et d'autres privilèges ci-après détaillés.

Ego Milo, dominus Noeriarum, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego, ad petitionem hominum nostrorum de Noeriis, de amicorum meorum et hominum meorum ligiorum consilio, dedi et concessi hominibus meis de Noeriis, in burgo Noeriarum et in vicis de Molendinis et Valenoise morantibus, quamdiu in antedictis locis manserint, ut talem habeant libertatem, scilicet, ut, in festo Beati-Remigii, quod est in capite octobris, quilibet eorum, etiam ditior, persolvat annuatim mihi decem solidos

censualis monete, in castro meo supradicto, et quatuor bichetos annone ad mansuram Noeriarum, nec amplius dictos homines de Noeriis et de viris supradictis compellere debeo neque possum, salvis michi redditibus istis inferius annotatis, videlicet motura illorum qui ad molendina mea moli facient, furni, banno, censu, prepositura, muagio, ganacis, columis, terciis, furnagio, pressoragio, salvis etiam redditibus qui vulgo vocantur *lox, ventes et poix*. Quos redditus superius nominatos, dicti homines michi et heredibus meis reddent, sicut antecessoribus meis reddere consueverunt. Est sciendum quod ante dicti homines non possunt facere quoqui panem in alios furnos, nisi ad proprios furnos meos, nec facere pressorari vindemias suas habebunt in s...... de Noeriis, nisi ad pressoria mea propria, quandiu antedicti homines in locis manserint supradictis. Verum, ego, teneor furnos meos, pressoria mea in tali statu habere, quod propter antedictorum furnorum vel pressoriorum meorum defectum, quantum ad quoquendum, pressorendum, negotia sua amitere non possint habitantes; supradicti homines etiam nominati tenentur ad medietatem sumptuum pro medietate fortalitie Burgi Noeriarum faciende, scilicet, a porta de Valenoise usque ad portam de Noeriis-villa, et ab eadem porta de Noeriis-villa usque ad portam de vico Molendinorum: et ego aliam medietatem suplebo. Propterea, ego teneor facere pontes; homines, vero, jamdicti tenentur ad sumptus suos cum armis ad exercitum et expeditionem, si presens ero, vel certum meum mandatum ad hoc specialiter destinatum. Tenentur, etiam, ipsi homines ad sumptus suos habere sex custodes de nocte fortalitia dicti burgi custodienda; et ego ad sumptus meos teneor portas custodire de die. Item, ego aliquem predictorum hominum in predicto burgo vel in predictis vicis manentium non debeo in prisionem tenere, nec procurare ut in prisionem teneatur dum pro forefacto hostagium ponere possit et debeat in manu mea, vel mei mandati, nisi furto, homicidio, murtro, raptu vel tali forefacto propter quod judicium expectare non audeat, neque possit. Item, si aliquis predictorum hominum pro debito meo, vel plegeria mea, caperetur, ipsum bona fide sine fraude teneor liberare et indempnem meis expensionis propriis servare. Si, vero, predicti homines forefactum fecerint in burgo predicto vel in vicis predictis, solum propter quod de rigore juris vel consuetudine patrie et mediente justitia debet mihi persolvi sexaginta solidos de emenda, dicta emenda ad quinque solidos reducetur. Propterea, si filiam meam alicui desponsari, vel me ire peregre ultra mare, videlicet, ad partes Jherosolimitanas vel me capi, propter guerra, quod absit, contigit, propter quam captionem, redemptionem me solvere oporteret, pro quolibet trium supradictorum, michi quingentas libras parisienses solvere tenentur quociemcumque alterum trium istorum supradictorum me contingeret facturum, vel habiturum, nec ad amplius tenebuntur pro quolibet trium predictorum, nisi de eorum processerit voluntate. In nemore, autem, meo quod dicitur Fretoy, dicti homines habent usarium suum pro negociis peragendis, exceptis quercu, fajo, pomerio etpiro; extra, vero, meum dominium usurarium, quod predictum est, non possunt ducere, nisi ad opus suum proprium peragendum; nec etiam dare nec vendere, nisi predictis hominibus manentibus in locis predictis; quercum, vero, et fagum de dicto nemore pro edificiis suis in dictis locis et quadrigis suis faciendis et reparandis, si a me vel a forestario meo petierint, habere debent; aliter, vero, non. Item predictis manum-mortuam concedendo dedi, sicut in litteris karissimi patris mei Milonis, bone memorie, super hoc confectis plenius continetur. Hec autem omnia supradicta, absque dolo et fraude, bona fide, juramento a me corporaliter prestito, absque aliqua contradictione, me promisi servaturum fideliter, et nunquam contraventurum, prout superius est expressum. Et ad petitionem meam karissimi consanguinei et fideles mei : dominus Robertus de Tanlayo, dominus Milo de Sancto-Florentino, dominus Jobertus d'Anceyo, dominus Hugo de Chatvero, dominus Hugo de Barriaco, hec pro me juraverunt, et si me, quod absit, contra predicta vel contra aliquod predictorum venire contingeret, predicti milites apud Veziliacum, vel apud Autissiodorum, prout melius predictis hominibus de Noeriis placuerit, hostagia tenentur, nec inde exirent, quousque quod supra premissis esset emandandum emandaretur ad plenum. Dicti, siquidem, milites ad predicta hostagia tenentur, prestito sacramento, bona fide infra quindenam post quam a predictis hominibus forent requisiti, nisi infirmitate proprii corporis fuerint detenti, ve

occasione dominorum ligiorum suorum legitima predicti nec occasione mea, quia dominus eorum sum ligius debent antedictis militis ab hoc hostagia remanere. Et ut hoc ratum et stabile perseveret annotatum, sigilli mei impressione signari et muniri volui et precepi.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo trigesimo-secundo.

Bibl. nat., Fonds Français; Ms n° 9873, F° 11 V°.

Les archives de la ville de Noyers contiennent encore une Charte originale de Robert, évêque de Langres, du mois de décembre 1232, qui relate la Charte précédente, laquelle avait été lue devant lui par Miles de Noyers Il existe quelques différences de rédaction entre les deux pièces, et, en outre, la Charte de l'évêque porte ces mots : « Et quando ego, Milo, fuero miles « et sigillum habuero, predicta omnia teneor « roborare meo sigillo, ad petitionem hominum « predictorum. »

—

404 1232 [1233], FÉVRIER.

Gui, comte de Nevers, déclare que les habitants de Pimelles, qui dépendent de l'abbaye Saint-Michel de Tonnerre, et avaient abandonné le domaine du monastère pour se soumettre à lui, doivent être rendus à l'abbaye.

Ego G., comes Nivernensis et Forensis, notum facimus universis, quod nos, diligenti facta inquisitione, invenimus et cognovimus, et ita fieri, mediante justicia voluimus et concessimus, quod si homines de Pimella dominium abbatis Sancti-Michaelis Tornodor. subterfugerint et ad dominium nostrum, vel ad cujuscunque diverterint, domus et omnes possessiones alie eorumdem hominum que sunt ad costumam vel ad terciam ecclesie Beati-Michaelis Tornodori, ad jus et ad proprietatem dicte ecclesie libere remaneant et quiete ; et omnia mobilia in eisdem domibus et possessionibus inventa et saisita ab abbate Beati-Michaelis, vel ejus mandato, antequam per alium dominum ad abbatem fuerint reclamata, salvis dictis hominibus rectis suis censivis. In cujus rei testimonium, presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine roborari.

Datum, apud Tornodorum, anno Domini millesimo ducentesimo trecesimo-secundo, mense februario, die dominica Focorum.

Cartul. Saint-Michel, vol. C, t. III, F° 6 R°; Bibl. de Tonnerre.

—

405 1233.

Confirmation par Gui et Mathilde, comte et comtesse de Nevers, de la donation faite à l'abbaye de Pontigny, par feu le comte Hervé, premier mari de Mathilde, de la forêt de la Seu. — Hervé et la comtesse avaient choisi Pontigny pour lieu de leur sépulture.

Nos Guido, comes et Mathildis, comitissa Nivernensis et Forensis, universis præsentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Vestra noscat universitas, quod cum felicis recordationis Herveus, quondam comes Nivernensis, ecclesiæ Pontiniaci et fratribus ibidem Deo servientibus, in qua prædictus comes et nos comitissa, quondam uxor ejusdem Hervei, sepulturas nostras elegimus, de assensu et voluntate nostra nemus de la Suez libere et absolute in liberam, juram et perpetuam elemosynam, constante inter nos matrimonio, dederit et concesserit in perpetuum possidendum ad anniversarium suum et nostrum annuatim in eadem ecclesia faciendum; quam quidem donationem et concessionem, ego Mathildis, spontanea voluntate, tempore viduitatis meæ, ratam habui, et gratam prædictam elemosynam confirmamus et præsentis scripti patrocinio communimus. Quod ut ratum et firmum permaneat, præsentem paginam sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini MCCXXXIII.

Martène, *Thesaur. anecd.*, t. III, col. 1249.

—

406 1233.

Lettres de Gautier, archevêque de Sens, dans lesquelles Fr. Bernard, gardien des Frères-Mineurs de cette ville, et tout son couvent, déclarent qu'ayant abandonné leur premier domicile à Sens et s'étant établis sur la paroisse de Saint-Romain, ils ne recevront aucune offrande des habitants, ne donneront à aucun d'eux la sépulture et ne solliciteront aucun privilége au détriment de ladite église paroissiale.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens G 41.

—

407 1233.

Thibaud, comte de Champagne, déclare ne pouvoir se dessaisir de la garde des villages d'Arthonnay et de Trichey, qui appartiennent à l'abbaye de Molême. — Le comte scelle la Charte de son nouveau sceau.

Ego Theobaldus, Campanie et Brie comes palatinus. Notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ego concessi et obligavi me et heredes et successores meos erga ecclesiam Molism., quod custodiam quam habeo in quibusdam villis ad eamdem ecclesiam pertinentibus scilicet, Autunnaco et Tricheio, neque ego, nec successores mei comites Campanie ponere possumus extra manum nostram. Sed quicumque erit comes Campanie predictarum villarum custodiam tenetur in manu sua propria retinere. Quod ut ratum et stabile perseveret, presentem cartam inde scribi volui et sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno dominice Incarnationis, millesimo ducentesimo trigesimo-secundo.

Quia vero sigillum meum renovavi presentes litteras feci sigilli mei novi munimine roborari.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo trigesimo-tercio.

Cartul. de Molême, t. II. F° 31 R°; Arch. de l'Yonne.

—

408 1233.

Confirmation par Thibaud, comte de Champagne, d'une donation faite par Barthélemy de Polisy à l'abbaye de Molême, d'hommes et de femmes d'Arthonnay et d'autres libéralités. — Le comte scelle la charte de son nouveau sceau.

Ego Theobaldus, Campanie et Brie comes palatinus, notum facio universis tam presentibus quam futuris, quod cum Bartholomeus de Polisiaco, miles, dominus de Villari, vendidisset vel excambuisset vel dedisset, sine laude mea et assensu meo, ecclesie Molismensi omnes homines et feminas quos habebat apud Artunnacum, qui erant de feodo meo, et ego postmodum revocassem illam venditionem, vel excambium sive donum, et hec omnia dedissem dilecto, et fideli meo Itero de Brocia in augmentum feodi; item Iterus, de premissis omnibus donum fecit ecclesie Molismensi : ego vero, ad preces ipsius, donum istud ecclesie Molismensi laudo confirmo. Addidit, preterea, dictus Iterus, huic suo dono quod animalia propria abbatis et conventus Molismi apud Molismum et apud Chasi manentia, libere ducantur ad pastum per totum finagium de Riceio, sine aliqua calumpnia per redditionem dampni. Quitavit, etiam, dicte ecclesie, quendam hominem de Molismo qui vocatur Godefridus Chaperons, jure perpetuo possidendum. In finagio, quoque, de Villa-Dei concessit predictis animalibus pasturam liberam. Ut, igitur, hec omnia rata et inconcussa permaneant, presentes litteras inde conscriptas sigilli mei appensione confirmo.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo-secundo.

Quia vero sigillum meum renovavi, presentes litteras feci sigilli mei novi munimine roborari.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo trigesimo-tertio.

Cartul. de Molême, t. II, F° 31 R°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

409 1233, AOUT.

A., doyen du Chapitre de Tours, reconnaît que le roi fit livrer audit Chapitre Pierre de Chablis, faux chevalier, à condition que ledit roi prendrait la moitié des sommes qui seraient payées par Pierre au Chapitre.

A., decanus Beati-Martini Turonensis, universis ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod karissimus dominus noster rex Petrum de Chabliis, qui se dicit militem, nobis nomine capituli nostri Beati-Martini videlicet Turonensis, ita deliberari et tradi fecit, quod cum ipso financiam facere non possemus sine ipsius domini regis licentia speciali ; et sciendum quod de tali financia quam cum eodem P. faciemus, habebit idem dominus rex medietatem.

Actum, anno Domini M° CC° vicesimo tercio, mense augusto.

Trés. des Chartes. Registre XXXI, F° 19 R°.

—

410 1233, OCTOBRE.

Miles, seigneur de Noyers, atteste un accord passé entre Jobert, seigneur de Venouse, et l'abbé de Saint-Germain, au sujet des limites de la justice de Rouvray, et des droits

des parties sur leurs hommes de Venouse et de Rouvray.

Ego Milo, dominus de Noeriis, notum facio universis presentes litteras inspecturis quod cum contencio fuisset inter ven. virum abbatem Sancti-Germani Autissiod., ex una parte, et nobilem virum Jobertum, dominum de Venossa, ex altera, super justicia et finibus justicie ville Sancti-Germani de Rovreto, quam petebat dictus abbas subtus Venossam, a rivo de Buchen usque ad Seur de Pontigniaco in latum, et a domo leprosorum de Venossa usque ad ripariam de Seneheiu, in longum. Item desuper Venossam petebat eandem justiciam a rivo de Oseglo usque ad justiciam de Montegniaco, in longum, et a via que ducit de Venossa ad Monteigniacum usque ad rivum de Bouchen, in latum. Item, cum esset et alia contencio inter easdem personas super hoc quod dictus abbas in hominibus suis apud Venossam manentibus, tallias et excasuras petebat; tandem, mediantibus bonis viris inter ipsos amicabiliter talis compositio intercessit.

Suivent les limites des justices respectives des parties. — Et ensuite :

Super contencione, vero, hominum pacificatum fuit in hunc modum : quod abbas domino Joberto omnes homines et feminas, quos tempore compositionis istius apud Venossam habebat et heredibus suis quitavit imperpetuum et donavit, salvis, tamen, censibus suis et costumis ; necnon et aliis redditibus in quibus dicti homines ecclesie supradicte, racione possessionum obligati tenentur ; verum, tali modo facta fuit presens composicio quod decetero dictus Jobertus, nec ejus heredes homines seu feminas ecclesie Sancti-Germani sub se non poterunt retinere ; et si, quos forte sub se per maritagium, vel alio modo venire contingeret, abbas predictus et successores ejus possent eos et eorum heredes sine contradictione aliqua capere, tallcare, excasuras suas levare, et de eis et eorum heredibus suam plenarie facere voluntatem. Similiter, nec dominus abbas homines dicti Joberti poterit retinere. Juravit autem dominus Jobertus quod composicionem istam firmiter et fideliter observabit ; et si quid juris, retroactis temporibus, vel in justicia, prout modo est limitata, vel in hominibus recipiendis habuisset, dedit imperpetuum ecclesie Beati-Germani et quittavit ; promittens, insuper, per idem sacramentum justiciam sicut est limitata contra omnes homines garantire. Domina, vero, Amanjardis, mater domini Joberti, domina Bura, uxor ejus, Agnes et Sibilla, sorores ipsius, composicionem istam laudaverunt juramento interposito ; renunciantes beneficio legis Julie de fundo dotali ; etc.

Ego, eciam, M. de Noeriis, composicionem istam quam fecit dominus Jobertus, qui terram suam de Venossa pro parte tenet a me in feodum, laudo, approbo et confirmo. Et quia ad presens proprium sigillum non habeo, ad presens proprium sigillum non habeo, ad preces et instanciam ipsius Joberti presentes litteras loco mei sigilli nobilium virorum domini Heraudi de Brena et domini Roberti de Tanleio, feci sigillorum munimine roborari ; promittens de voluntate ipsius Joberti quod quamcito proprium habuero sigillum, requisitus a supradicto abbate, vel ejus successore, illud presenti pagine apponam in hujus facti testimonium et munimen.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° III°, mense octobri.

Cartul. de Saint-Germain ; Bibliothèque d'Auxerre, n° 140, F° 66 R°, n° 17.

A la même date, Jobert, seigneur d'Ancy, de qui Jobert tenait en fief une partie de sa terre de Venouse, confirma l'acte ci-dessus. — Ibid.

—

411 1233 [1234], JANVIER.

Confirmation par Thibaud, comte de Champagne, de la vente de 320 arpents de bois faite par Anseau de Trainel, seigneur de Voisines, à l'abbaye de Vauluisant. — Approbation par les divers seigneurs intéressés.

Ego Th. Campanie et Brie comes palatinus, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod vir nobilis Ansellus de Triangulo, dominus Vicinarum, in presentia nostra constitutus, recognovit se vendidisse abbati et conventui Vallislucentis trecenta et viginti arpenta, ad arpentum domini regis quadraginta tesiarum, nemus et terram, quodlibet arpentum pro quinquaginta solidis pruvin., sita in nemore quod vocatur Haietum de Lailliaco, quita et libera erga se et omnes alios ab omni feodo, censu, costuma, usuagio pasturis, venatione que vulgo chacia appellatur, et quolibet alio onere, redditu, servitute, dominio et justicia a dictis abbate et conventu jure perpetuo possidenda ; ita quod de dictis nemore et terra

idem abbas et conventus suam omnimode quiete et libere facient de cetero voluntatem, fide media promittens quod supradicta trecenta et viginti arpenta mensurari faciet et bonari, et quod supradictam venditionem quamdiu vixerit erga omnes viros et mulieres garantizabit eisdem. Et si forte contingeret quod decederet antequam garantizasset eisdem quamdiu debet ecclesie garantia ferri voluit et concessit, et ad hoc heredes suos specialiter obligavit quod post decessum suum hiidem heredes garantire teneantur venditionem prenotatam usque ad tempus prescriptionis legitimum quod sufficere debeat ecclesie contra omnes. Et si contingeret dictos abbatem et conventum super dictis nemore et terra ab aliquibus molestari, vel in causam trahi occasione juris alicujus quod haberent, vel se habere dicerent in nemore et terra supradictis, dictos abbatem et conventum defendere tenetur et indampnes conservare. Et si forte contigerit se deficere et in predictis vel in aliquo eorumdem, voluit et concessit quod dominus archiepiscopus Senon. et ejus officialis, ubicunque de cetero mansionarius fuerit, in personam suam excommunicationis et in terram suam interdicti sentencias valeant promulgare; et quoad hoc se subjecit juridictioni eorumdem. Quod ut ratum et inconcussum permaneat, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini Mº CCº tricesimo tercio, mense januario.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Vauluisant. — Lailly.

A cette charte sont joints les actes ci-après, relatifs à la cession des bois des Haiettes par les sires de Trainel.

•1233 [1234], janvier. — Anseau de Trainel, chevalier, seigneur de Voisines, vend 320 arpens de bois des Haiettes de Foissy. — Mathilde, sa femme, ratifie cette vente. — Dreux, seigneur de Trainel, Gui de Trainel, clerc, chanoine de Laon et de Troyes, frères d'Anseau, Erard de Trainel, seigneur de Foissy, Gauthier, archevêque de Sens, ratifient également cet acte.

—

412 1233 [1234], 1er MARS.

Reconnaissance, par Florentie et Allemand, son mari, de Villeneuve-la-Guyard, que ladite femme et la moitié de ses enfants sont hommes libres et abonnés de l'abbaye Saint-Rémy de Sens, moyennant 5 sous de Provins par an.

Omnibus presentes litteras, magister Guillelmus, officialis curie Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod in nostra presentia constituta Florentia, filia Guiberti de Villa-nova-Guiardi et Alemannus, maritus ejus, recognoverunt quod ipsa Florentia et medietas omnium liberorum qui ex ea nati sunt et nascituri sunt et esse debent homines ecclesie Sancti-Remigii Senon., liberi et abboniati ab abbate et conventu dicte ecclesie ea conditione et eo modo quod ipse et medietas dictorum liberorum singulis annis, in festo Beati-Remigii, mandato dicte ecclesie apud Villam-novam-Guiardi quinque solidos pruvin. nomine abboniationis solvere tenebuntur ita quod quilibet eorum ad solutionem illorum quinque solidorum nomine abboniationis tenebitur annuatim; et qui in dicto festo Beati-Remigii defecerit in solutione abboniationis predicte, defectum illum per alios quinque solidos tenebitur emendare, ea tamen conditione quod ipsi, quantum ad dictam ecclesiam pertinet liberi sint et immunes ab omni tallia, omni servitute et alia exactione qualicunque, que ab eis ratione homagii seu servitutis corporalis possent peti.

Datum, anno Domini Mº CCº tricesimo tertio, die martis post dominicam qua cantatur Reminiscere.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Saint-Remy de Sens. — Villeneuve-la-Guyard.

—

413 1234.

Ratification, par Milon, seigneur de Sormery, de la donation faite à l'abbaye de Pontigny par Etienne, son père, alors qu'il était encore revêtu de l'habit séculier, de tout ce qu'il possédait à Avrolles, et de 100 sous sur le péage audit lieu, à Bellechaume et Champlost.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Guido, officialis Briennonis, salutem in Domino. Noverint universi quod Milo, dominus Sormeriaci, constitutus in presentia nostra, benigne laudavit, voluit et concessit illam donationem quam Stephanus, pater suus, quondam dominus Sormeriaci, fecerat ecclesie Pontiniaci cum ad huc esset in habitu seculari. Dederat, enim

idem Stephanus, dicte ecclesie, ad luminare ejusdem ecclesie, quicquid habebat apud Evroles, in puram et perpetuam elemosinam, jure perpetuo possidendum, excepto pedagio, in quo, tamen, pedagio supradicta Pontiniac. ecclesia percipit centum solidos, singulis annis : sed sciendum quod hoc pedagium non solum apud Evroles recipitur, sed etiam apud Bellam-Chaumam, et apud Chamlotum; de quo pedagio supradicti centum solidi prefate ecclesie, singulis annis, persolvuntur, sicut inspeximus in litteris nobilis mulieris Petronille, domine Chamloti plenius contineri. Ut autem supradicta donatio rata et firma permaneat in perpetuum, presentes litteras, ad petitionem supradicti Milonis, domini Sormeriaci, sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Datum, anno Domini M° CC° tricesimo quarto.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny. — Avrolles.

La donation dont il est fait mention ci-dessus avait eu lieu en 1221. Pétronille, dame de Champlost, attesta alors qu'Etienne de Sormery, du consentement de sa femme Teelina et de Milon, son fils, avait donné à Pontigny 100 sous de Provins de rente sur le péage d'Avrolles, etc. Quatre livres furent destinées à la pitance des moines, le jeudi après *Lætare Jerusalem*, et 20 sous à l'entretien d'une lampe dans la chapelle Saint-Thomas à Pontigny. — D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, preuves, t. III, p. 132. Bibl. d'Auxerre, Ms n° 158.

1214, mai. — Etienne de Sormery, chevalier, donna à l'abbaye de Dilo 5 sous de rente sur son péage de Champlost. Milon, son fils, ratifia ce don. — Fonds Dilo, L. XII.

1239 [1240], janvier. — Milon de Sormery et Agnès, sa femme, déclarent que Agalo de Bouilly a donné en mourant à Pontigny 20 sous de cens sur son cens de Saint-Bris. — Ibid., p. 206.

—

414 1234.

Confirmation par Étienne, seigneur de Seignelay, du don de 11 setiers d'avoine de rente à Rouvray, fait par Marguerite, sa mère, à l'abbaye de Pontigny, pour y fonder son anniversaire.

Ego Stephanus, dominus de Selligniaco. notum facio omnibus presentibus et futuris, quod ego laudo benigne et concedo domui Pontiniac., et fratribus ibidem Deo servientibus, donum quod mater mea Margareta, legavit et dedit prefate domui pro remedio anime sue et pro anniversario suo, singulis annis, in ipsa domo faciendo : videlicet, undecim sextarios avene apud Ruvray, singulis annis percipiendos. Et hoc laudaverunt Johannes, frater meus, et Agnes, uxor mea. Quod ut ratum et firmum perpetuo perseveret, presens scriptum sigilli mei appositione roboravi.

Actum, anno Gracie M° CC° XX° IV°.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, Preuves, t. II, p. 34, Ms n° 158; Bibliothèque d'Auxerre.

Autres donations par les sires de Seignelay :

1228, juin. — Étienne renonce à tout ce qu'il réclamait en fief et en domaine sur les moulins neufs situés près du Gué-Ferré. — Ibid., p. 34.

1261, août. — Jean et sa femme Marguerite, douairière de Gaucher, sire de Maligny, donnent aux moines, en échange de 7 livres sur les cens de Seignelay données par Daimbert, aïeul de Jean, et de 40 sous donnés par Etienne, son père, en 1233, sur les mêmes cens, tous leurs revenus de Montigny acquis de Jean, fils de Gui, dit Haran, chevalier. — Ibid., p. 35.

—

415 1234, MAI.

Échange passé entre Héloïse, dame de Chaumont, et l'abbaye Saint-Remy de Sens. — Héloïse donne à l'abbaye 6 deniers de cens sur les étables du roi à Sens et des cens dus par plusieurs personnes y désignées sur leurs maisons des paroisses Saint-Maximin et Saint-Maurice, en échange des cens que l'abbaye percevait sur des maisons sises au Marcheau, dans lesquelles les Frères-Mineurs de Sens voulaient s'établir.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Guillelmus, officialis curie Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod sicut audivimus ex testimonio Gaufredi, prioris de Calvo-monte, quem ad hoc audiendum missimus, nobilis mulier, Helluisis, domina Calvimontis in escambium census quem habebat ecclesia Sancti-Remigii Senon. in domibus et porprisiis Senon., apud Marchellum siti, ad quas transferre se volebant Fratres-Minores Senon. commorantes, et in escambium decime et aliorum proventuum, quos ratione juris parrochialis habebat eadem ecclesia Sancti-Remigii in dictis teneturis, ad preces et instantiam eorumdem Fratrum-Minorum assignavit et quittavit in perpetuum, eidem ecclesie Sancti-Re-

migii, sex denarios censuales quos habere se dicebat in stabulis domini regis, et censum quem eidem domino debere dicebantur homines inferius nominandi pro domibus et porprisiis Senon. in parrochia Sancti-Maximini et in parrochia Sancti-Mauricii ante domos domini regis sitis inferius exprimendis, videlicet : Girardus de Gans octo denarios tam pro platea que fuit Ogeri Boart quam pro domo et porprisia contigua domui Guiberti et Auberti de Macheæ. Galterus, filius defuncti Ogeri Boart, sex denarios pro domo et porprisia dicti defuncti Ogeri contigua domui precedenti, et Gilo de Henot, pro liberis defuncti Hatonis, carpentarii, sex denarios pro domo et sequenti porprisia et cameris retro usque ad granchiam Guiberti et Auberti de Machau. Floria, filia defuncti Fulconis Mouton, duos denarios et obolum pro domo lapidea et porprisia contigua domui defuncti Jacobi de Montbar. Recognoverunt etiam homines supradicti, in nostra presentia constituti, excepta Floria antedicta que absens esse dicebatur, quod pro domibus et teneturis antedictis debebant censum pretaxatum et proventus et subjectionem omnimodam ad censivam pertinentes domine memorate, etc.

Quitavit etiam ecclesie supradicte in perpetuum sex denarios censuales et quicquid juris habebat in molendino, porprisia et appenditiis ejusdem molendini subtus Calvum-montem sitis, quod molendinum a jam dicta ecclesia tenere dicebantur Petronilla, relicta Herberti Munerii. Petrus, vero, de Barris, miles, filius domine supradicte in nostra presentia constitutus, supradicta omnia voluit, rata habuit et concessit, etc.

Actum, anno Gratie M° CC° tricesimoquarto, mense maio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Remy de Sens.— Sens, Saint-Maximin.

1235, novembre. — L'archevêque Gauthier atteste que, en sa présence, Héloïse, dame de Chaumont, reconnut avoir acheté de Pétronille, veuve d'Herbert Munier, deux moulins appelés les moulins de Saint-Rémy, situés sur l'Yonne, au dessous de Chaumont, chargés de 5 setiers de froment et 10 setiers d'orge, mesure de Montereau, envers l'abbaye de Saint-Rémy. — Pierre des Barres a confirmé cet acte à la prière de sa mère « qui sigillum non habebat. » — Ibid. — Chaumont.

—

416 1234, JUILLET.

Jean de Cruz, seigneur d'Annon, fait l'échange d'un homme pour trois femmes avec l'abbaye Saint-Germain.

Ego Johannes de Cruz, dominus de Annon, notum facio omnibus ad quos presentes littere pervenerint quod ego ecclesie Beati-Germani Autiss., Stephanum Copin, filium Garneri de Cheni et heredes sui corporis, pro uxore Bonieti de Altaripa, pro uxore Stephani Chastein de Monte, et pro uxore Petri Houart de Monte, in escambium dedi et concessi imperpetuum possidendos. Hoc autem escambium teneor facere laudari a domino a quo res de qua factum est dictum escambium movet; et eciam teneor dictum escambium garentire dicte ecclesie ergo omnes. Et quia sigillum non habeo, presentes litteras sigillo karissimi avunculi mei Guidonis, domini Arciarum, feci sigillari in hujus rei testimonium et munimen.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° IV°, mense julio.

Cartulaire de l'abbaye Saint-Germain, XIII° siècle, F° 67 V°, n° 22; Bibl. d'Auxerre, n° 140.

—

417 1234, 11 JUILLET.

Bref du pape Grégoire IX à l'archevêque de Sens, proscrivant le duel comme moyen d'établir l'origine des serfs des églises qui ont abandonné leurs seigneurs.

Gregorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui Sancti-Remigii Senon., salutem et apostolicam benedictionem. Abolenda in partibus Gallicanis consuetudo, seu corruptela potius, ut asseritis, inolevit quod cum originarii ecclesiarum quos homines de corpore patria censuit nuncupandos, ad alienum dominium fugitivi migrantes, necessitate conditionis proprie, declinare certarunt, ac coram judice competenti pristine conditionis repetantur objectu : auctores causam proprietatis et originis agitantes nisi inter cruenta duelli spectacula eorum fundetur intentio. Ab actione proposita repelluntur: licet de jure suo per alia documenta legitima sint docere parati : Unde cum contingat multotiens ex causa simili vos repelli, propter quod ecclesia vestra non modicam sustinet in suis juribus lesionem, petistis nobis super hoc per sedem apostolicam pro-

videri. Nos, igitur, attendentes monamachias esse prohibitas, ut nobis contra hujusmodi homines volentibus experiri, quolibet legitimo probandi genere quod indulgetur a jure, in casu predicto uti liceat, consuetudine hujusmodi non obstante, devotioni vestre auctoritate presentium indulgemus. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum, Laterani, v idus julii ; pontificatus nostri, anno septimo.

Orig.; **Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, H 61, n° 8.**

—

418 1234, OCTOBRE.

Lettres du prieur de la Charité portant que, du consentement du prieur et du Chapitre de Notre-Dame de la Porte-Saint-Léon de Sens, il a associé le roi à tous ses droits sur la terre de Granges et sur ses hommes de Courceaux et autres lieux. — Règlement sur la taille à Granges.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Landricus, humilis prior de Karitate, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino. Noverint universi quod nos unanimi et concordi assensu, et voluntate prioris domus nostre Beate-Marie de Porta-Sancti-Leonis Senon. et capituli sui, associavimus excellentissimum dominum Ludovicum, illustrem regem Francorum, in omnibus que nostri juris erant apud Grangias juxta Thorigniacum, excepto, tamen, situ domus nostre, et terra nostra arabili, et censivis et costumis nostris que non sunt de associatione ista; tali conditione quod supradictam villam manutenebit et nulli dare poterit, nec a manu sua propria alienare, neque heredes sive successores sui. Et quocumque modo ipsa villa creverit in omni melioratione et emendatione, dominus rex percipiet medietatem et nos accipiemus aliam. Prepositus, vero, qui in villa fuerit, per dominum regem et per nos communiter apponetur, et fidelitatem domino regi et nobis faciet. Associavimus etiam eumdem dominum regem toti justicie et tallie de Grangiis; sed dicior qui talliabitur in illa villa, solvet viginti solidos tantum de tallia et nichil amplius ; et alii minores descendendo, decem et novem, vel decem et octo solidos, vel minus, secundum quod erunt et secundum possibilitatem eorum. Sed pauperes habentes domum vel domos in illa villa, solvent de tallia quinque solidos ad minus. Forenses, vero, non habentes domos vel mansiones proprias in villa manentes, solvent tres solidos tantum de tallia, vel minus, secundum posse suum. Associavimus etiam eumdem dominum regem in furnis nostris qui in eadem villa sunt vel erunt. Addidimus etiam in hac associatione domini regis homines nostros de Corocello, de Villari-Bonoso, de Thorigniaco, de Florigniaco, de Monstellam et de Sancto-Martino-super-Orosam juridictioni consimili qua homines nostri de Grangiis superius prenotantur. In cujus rei memoriam et testimonium, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° IV°, mense octobri.

Teulet, *Lay. du Trés. des Chartes*, t. II, p. 276, n° 2318.

—

419 1234, DÉCEMBRE.

Donation par Hugues Boiche, sa femme et ses enfants, à l'abbaye de Molême, de droits sur le four de Marmeaux, sur le moulin neuf de Vignes, etc.

Notum sit omnibus præsentes inspecturis, quod dominus Hugo Boiche, miles, et Domina Petronilla, uxor ejus, et Huguenius et Wilelmus, filii ipsorum, dederunt et concesserunt, et penitus quitaverunt quidquid juris habuerant et habebant in furno de Marmeaus, et in molendino novo, quod est subtus villam quæ dicitur Vineas, et in media parte decimæ de Vasseio et in media parte tertiarum de Glenon, in perpetuam eleemosynam ecclesiæ Reomaensi. In cujus rei testimonium, ego Robertus, Dei gratia Lingon. episcopus, ad preces et instantiam utriusque partis præsentibus litteris sigillum nostrum fecimus apponi.

Actum est hoc anno Domini M° CC° XXX° IV°, mense decembri.

Roverius, *Hist. monasterii Reomaensis*, p. [illegible].

—

420 1234 [1235], MARS.

Dreux de Mello atteste que Petronille la Berondée et Meinfronin, son fils, ont vendu aux religieux de Vieupou tout ce qu'ils possédaient au moulin de Pontereau.

Universis, presentes litteras inspecturis, Droco de Melloto, Locharum dominus, salutem. Noverint universi quod, in presentia mea constituti, Petronilla la Berondée et Meinfroninus, filius ejusdem, vendiderunt et coram me quitaverunt fratribus de Veteri-Puteo, ordinis Grandis-Montis, quicquid ipsi habebant vel habere poterant in molendino de Ponteriau. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum meum apposui in testimonium et munimen.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° III°, mense martio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du prieuré de Vieupou. — Chassy.

1239. — Louis, comte de Sancerre, seigneur de La Ferté-Loupière, confirme les religieux de Vieupou dans les biens qu'ils possèdent sur son fief de Poilly. — Ibid., L. 1. — Poilly.

—

421 1235.

Jobert, seigneur d'Ancy-le-Franc, renonce à tout droit de taille, quête et autres redevances sur les hommes de l'abbaye de Molème qui habitent Cusy.

Ego Joisbertus, dominus Anceii-Franci, omnibus notum facio quod cum esset contentio inter me et ecclesiam Molism. super eo quod ego reclamabam et habebam questas et rogationes in homines de Cuseio commorantes apud Cuseium, tandem, dicta contentio sopita est amicabiler, de consensu parcium, in hunc modum : quod in dictis hominibus nomine colete sive tallie vel queste, vel rogationis, vel cujuscumque exactionis, nichil decerto possum reclamare, mihi tamen retentis justicia, custodia, corveiis, redditibus, quas de terris meis mihi debent. Quod ut ratum sit et inviolabiliter observetur presentem paginam munimine sigilli mei roboravi.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° V°.

Cartul. de Molème, vol. II, F° 43 R ; Arch. de la Côte-d'Or.

—

422 1235.

Guillaume, comte de Joigny, autorise les Templiers du Saulce-sur-Yonne à déplacer le chemin qui passe devant la porte de leur maison et conduit à leur moulin et à l'Yonne. — Il déclare être le fondateur de la chapelle de cette maison.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Guillelmus, comes Jovigniaci, salutem in vero salutari. Novit ille qui nichil ignorat, quod nos domum Templariorum de Salice, que sita est in castellania nostra de Collengiis-Vinosis, et habitatores ejusdem domus sincera in Domino diligimus caritate. Et imo intendentes utilitati et volentes profectum ejusdem domus, donavimus, et concessimus fratribus ejusdem domus, quod ipsi transferre valeant et mutare viam illam que solet transire ante portam ejusdem domus, et ducere ad molendina Templi et ad rippariam Yone: ita quod via illa ibit retro muros qui claudent et circuibunt capellam dicte domus. — Hujus capelle nos fuimus et sumus fundatores. — Ita, tamen, quod dicta via distabit a dicto muro per septem vel octo tesias. Volumus, tamen, quod via illa que ibit retro muros qui claudent dictam capellam tantam habeat latitudinem quantam habebat illa que solebat ire inter dictam domum et locum ubi sita est modo capella sepedicta. Quod ut in posterum firmum et ratum habeatur, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° V°.

Arch. nat., S 5235-6, n° 1 ; Cartul. de la Commanderie d'Auxerre, F° 1 R°.

—

423 1235, DU 8 AU 30 AVRIL.

Ordonnance rendue par Gui, comte de Nevers et de Forez, et Mathilde, sa femme, de concert avec leurs barons, contre les incendiaires dans les comtés de Nevers, d'Auxerre et de Tonnerre (1).

Ego Guido, comes Nivern. et Forensis, et ego Maltildis, comitissa, uxor ejus, notum facimus universis quod nos et dilecti et fideles nostri, antecessorum

(1) Ce texte n'est qu'un fragment de l'Ordonnance, et est inséré dans un *Vidimus* délivré par Jean, abbé de Bellevaux, en date du 6 août 1240.

nostrorum vestigiis inherentes, unanimiter instituimus et instituendo precipimus ne quis aliqua occasione vel malignitate de cetero in Nivern., Autiss., Tornod., comitatibus, nec infra terminos dictorum comitatum, audeat vel presumat de cetero domum diruere, vel incendium perpetrare. Omnes tamen forterescie ab hac institutione excipiuntur. Si quis, vero, quod absit, de cetero incendium perpetraverit, vel domum diruerit, et de restituendo dampno injuriam passo a principe terre monitus fuerit, et illud dampnum, infra quadraginta dies post monitionem ipsi factam, non restituerit, ex tunc debet a predictis comitatibus et eorumdem terminis foribanniri, et domini sui ad omnia feoda que ab ipsis tenebat, sine se mesfacere assennabunt, et ipsa feoda tantum tenebunt in manibus donec de dampnis illatis satisfaceret, competentur. Sciendum, etiam, quod foribannitus a foribanno revocari non poterit nisi per voluntatem illius qui dampnum receperit et assensum.

Teulet, *Lay. du Trés. des Chartes*, t. II, p. 290, n° 2378.

—

424 1235, MAI.

Lettre du pape Grégoire IX à l'archevêque de Lyon, etc , où il se plaint des violences dont les moines de Quincy sont victimes, et où il prie l'archevêque et ses suffragants de poursuivre les usurpateurs des biens de ce monastère.

Gregorius episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopo Lugdunensi et suffraganeis suis, et dilectis filiis abbatibus, etc., et aliis ecclesiarum prelatis per Lugdunensem provinciam constitutis, salutem et apostolicam benedictionem. Non absque cordis et plurima turbatione didicimus quod ita in plerisque partibus ecclesiastica censura dissolvitur, et canonice sententie severitas enervatur, ut viri religiosi, et hii maxime qui per sedis apostolice privilegia maiori donati sunt libertate passim a malefactoribus injurias sustineant, et rapinas, dum vix invenitur qui congrua illis protectione subveniat, et pro fovenda pauperum innocentia se murum deffensionis opponat.

Specialiter, autem, dilecti filii abbas et fratres monasterii de Quinciaco, cisterciensis ordinis, Lingon. diocesis, tam de frequentibus injuriis quam de ipso quothidiano defectu justicie conquerentes, universitatem vestram litteris petierunt apostolicis excitari ut ita, videlicet, eis in tribulationibus suis contra malefactores eorum prompta debeatis magnanimitate consurgere, quod ab angustiis quas sustinent et pressuris vestro possint presidio respirare. Ideoque universitati vestre, per apostolica scripta mandamus atque precipimus quatenus illos qui possessiones, vel res predictorum fratrum irreverenter invaserint, aut ea injuste detinuerint que predictis fratribus ex testamento decedentium relinquantur, seu in ipsos fratres, vel eorum aliquem contra indulta sedis apostolice sententiam excommunicationis aut interdicti presumpserint promulgari, vel decimas laborum de possessionibus habitis ante concilium generale ante quod susceperunt ejusdem ordinis instituta, quas propriis manibus aut sumptibus excolunt, sive de nutrimentis animalium ipsorum, spretis apostolice sedis privilegiis extorquere, monitione premissa, si laici fuerint, publice candelis accensis singuli vestrum in diocesibus et ecclesiis vestris excommunicationis sententia percellatis. Si, vero, clerici, vel canonici regulares, seu monachi fuerint, eos appellatione remota, ab officio et beneficio suspendatis; neutram relaxaturi sententiam donec predictis fratribus plenarie satisfaciant; et tam laïci quam clerici seculares, qui pro violenta injectione manuum in fratres ipsos vel eorum aliquem anathematis fuerint vinculo innodati, cum diocesani episcopi litteris ad sedem apostolicam venientes ab eodem vinculo mereantur absolvi.

Datum Perusii, duodecim kalend. Junii, pontificatus nostri anno nono.

Cartul. de l'abbaye de Quincy, F° 23 V°, XVIe siècle ; Bibl. de Tonnerre.

1234, 15 février.—Lettre du même pape Grégoire IX, portant défense à qui que ce soit de receler les biens de l'abbaye de Quincy, emportés par des moines ou des convers fugitifs. — Ibid., F° 21 R°.

1235, 4 avril. — Autre lettre du même pape contenant défense de faire assigner les moines de Quincy à deux jours et même à plus grande distance de leur monastère, afin que, fatigués de peines et de dépenses, ils soient forcés de renoncer à plaider et contraints de transiger avec perte. — Ibid., F° 22 V°.

—

425 1235, JUILLET.

Concession par Gui, comte de Nevers et de Forez, et Mathilde, sa femme, à leurs bourgeois de Vermanton, des coutumes de Lorris.

Ego Guido, comes Nivernensis et Forensis, et Mathildis, comitissa, uxor sua, notum facimus universis presentibus et futuris, quod nos dilectis burgensibus nostris de Vermentone, et omnibus illis qui in dictam villam in nostra justicia vel in nostro dominio, venerint morati, dedimus imperpetuum et concessimus libertatem ad usus et consuetudines Lorriaci, talem, videlicet, — quod quilibet burgensis noster dicte libertatis, tenens focum et locum, sex denarios monete ibidem currentis, annuatim, ad festum Sancti-Remigii, de festagio, nobis reddet ibidem. — Nullus hominum dicte libertatis, consuetudinem aliquam reddat de nutritura sua, nec de blado; suo quod de vineis suis habuerit, foragium reddat. — Nullus eorum in exercitum vel chevauchiam eat, nisi eadem die ad domum suam, si voluerit, reveniat. — Nullus eorum possessionem habens, aliquid ex ea perdet pro quocumque forefacto, nisi adversus nos vel aliquem de hospitibus nostris forisfecerit. — De excasuris ita erit quod ad propinquiorem devenient heredem. — Volumus, eciam, et concedimus ut mercatum nostrum quod solebat esse apud Betriacum, castrum nostrum, die jovis cujuslibet septimanam, sit amodo, imperpetuum, similiter die jovis, apud Vermentonem, apud justiciam nostram, sub tali consuetudine et libertate sub qua erat apud Betriacum. — Nullus ad mercatum Vermentonis veniens, sive rediens, capiatur sive disturbetur, nisi die ipsa forisfactum fecerit. — Nullus in die mercati Vermentonis vadium sui plegii capiat, nisi die consimili plegiacio illa facta fuerit. — Forisfactum de sexaginta solidis ad quinque solidos, et forisfactum de quinque solidos ad duodecim denarios veniant, et clamor prepositi ad quatuor denarios. — Nullum eciam dicte libertatis extra Vermentonem causa placitandi trahemus. — Nos, vero, nec aliquis alius pro nobis tailliam nec oblacionem, neque rogam habitantibus dicte libertatis faciemus apud Vermentonem. — Credenciam habebimus ad dies quindecim completos persolvendi. — Si quis vadium nostrum aut alterius habuerit, non tenebit illud ultra octo dies, nisi sponte. — Si, autem, aliquis dicte libertatis, erga alium inimiciciam incurrerit absque libertatis infractura et clamore, preposito non facto, concordaverit, nichil ob hoc nobis, vel preposito nostro, emendabit; et si clamor inde factus fuerit, licet illis concordare, ex quo districtum persolverint: si aliquis de aliquo clamorem fecerit, et unus erga alium, nullam fecerit emendacionem, nichil pro hiis nobis vel preposito nostro emendabit. — Si aliquis alicui sacramentum facere deberuit, ei licet condonare. — Si homines dicte libertatis vadia duelli temere dederint, et prepositi assensu, antequam tribuantur obsides, concordaverint: duos solidos et sex denarios uterque persolvet: et si obsides dati fuerint, septem solidos et sex denarios persolvet uterque. Si de legitimis hominibus duellum factum fuerit, obsides devicti, centum et duodecim solidos persolverit. — Nullus eorum captus teneatur, si plegium veniendi ad jus dare poterit. — Quislibet eorum res suas, si vendere voluerit, vendat, et redditis vendicionis suis si ab illa recedere voluerit, liber et quietus recedat, nisi in villa forisfactum fecerit pro quo debeat retineri. — Quicumque in libertate Vermentonis anno et die manserit, nullo clamore eum sequente, et neque per nos sive per prepositum nostrum rectitudinem prohibuerit, deinceps liber et quietus permaneat; hoc excepto quod homines nostros tailliabiles de foris villam venientes, in dicta libertate non poterunt retineri. — Nullus cum aliquo placitabit, nisi causa rectitudinis exequende vel recipiende. — In furno nostro Vermentonis non erunt portatores, consuetudine; nec eciam excubie erunt in villa. — Quicumque in mercato Vermentonis aliquid emerit vel vendiderit, et per oblivionem vendiciones sive minagium retinuerit: post octo dies illud persolvat sine aliqua emenda, si jurare poterit quod scienter non retinuisset. — Si aliquis hominum dicte libertatis, accusatus de aliquo fuerit, et teste comprobari non poterit, contra probacionem impetentis per solam manum suam se deculpabit. — Nullus enim de eadem libertate, de quocumque vendiderit vel emerit super septimanam, et se quocumque emerit in die Jovis in mercato pro non suo, aliquam consuetudinem dabit. — Insuper, voluimus et statuimus quod Ballivus et Prepositus noster, qui pro tempore erunt, quociens in Bailliam illam positi fuerint, jurabunt omnes istas libertates et consuetudines tenere firmiter, et fideliter observare; et prepositus

noster, qui pro tempore ibidem erit, Bedellos suos per accordamentum predictorum hominum in dictam tenebitur ponere libertatem. — Et quoniam volumus ut premissa omnia perpetuam habeant firmitatem, omnia supradicta super sacro-sancta evangelia juravimus firmiter tenenda imperpetuum, et fideliter observanda; volentes heredes et successores nostros ad hoc similiter obligari. Quod ut ratum sit et firmum, presentes litteras fecimus sigillorum nostrorum munimine roborari.

Actum, apud Vermentonem, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo-quinto, mense Julio, die martis post Festum Beate-Marie Magdalene.

Ordonn. des rois de France, t. IX, p. 576.

1410. — **Charles VI confirme les priviléges précédents et il ajoute que les habitants avaient été inquiétés depuis quelques années par les prévôts d'Auxerre et de Vermanton dans la jouissance de leurs priviléges, parce qu'ils en avaient perdu les titres depuis le temps de la prise de la ville par les Anglais. Mais les chartes originales ayant été retrouvées sur les voûtes de l'église, les habitants l'ont sollicité de les relever des empêchements mis à l'exercice de leurs droits. — Ce que le roi a accordé de l'avis de son grand Conseil.**

—

426 1235, SEPTEMBRE.

Requête adressée au pape Grégoire IX par les barons de France, au sujet des usurpations des évêques sur les droits du Roi, auquel ils refusent les devoirs qu'ils lui doivent pour leur temporel, etc.

Parmi les signataires, on voit Guillaume II, comte de Joigny, Guillaume de Mello, Dreux de Mello, Gaucher de Joigny, Jean de Toucy.

Layettes du Trés. des Chartes, par Teulet, II, 298, n° 2404.

—

427 1235 [1236], JANVIER.

Agnès, dame de l'Isle, se soumet à la saisie de son fief par le roi de Navarre si elle enfreint les conventions qu'elle a passées avec Anseric de Montréal, son fils.

Ego Agnes, domina de Insula, notum facio universis, tam præsentibus quam futuris, quod ego promisi domino charissimo meo Theobaldo, illustri reg. Navarræ, Campaniæ et Briæ comiti palatino, quod si resilirem a conventionibus quas habemus inter me, et charissimum filium meum Ansericum Montis-Regalis dominum, sicut continetur in litteris dicti regis domini mei, quas habeo penes me, dictus rex, dominus meus, poterit capere et saisire sine se ineffacere totum feodum quod de ipso teneo. Quod ut notum permaneat et firmum, præsentes litteras sigillo meo sigillavi.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° V°, mense januario.

Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*. Preuves, p. 219.

—

428 1235 [1236], 1er MARS.

Jobert, seigneur d'Ancy-le-Franc, ratifie une sentence d'arbitrage prononcée par Jacques, cellerier de Pontigny, et Guichard de Platine, entre Jobert de Venouse, son parent, et l'abbaye de Pontigny.

Ego Josbertus, dominus Ancei-Franci, notum facio universis presentibus et futuris quod ego ratam habui et habeo pacem illam que reformata est inter viros religiosos abbatem et conventum Pontiniac., ex una parte, et dominum Josbertum de Venussia, militem, cognatum meum, ex altera, per viros discretos Jacobum, cellerarium Pontiniaci, et dominum Guichardum, militem, de Platina, de omnibus querelis quas dicte partes habebant ad invicem, sicut continetur in carta venerabilis patris Bernardi, episcopi Autisiod., super hoc confecta et ejus sigillo roborata. Et quia res de quibus inter dictas partes agebatur, pro majori parte de meo erant feodo, omnia, sicut expressa sunt superius, laudo et confirmo litteris, firma et inconcussa in perpetuum habiturus.

Datum, anno Gratie M° CC° XXX° quinto, feria quarta post Brandones.

Orig. scellé du sceau de Jobert, portant un écusson chargé de deux lions passant (brisé). Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny. — Venouse.

1229 [1230] 27 mars. — Le même Jobert et Guillaume, seigneur de Mont-Saint-Jean confirmèrent le don fait à Pontigny par dame Dameruns et dame Bura, leurs aïeule et mère, de 10 s. sur les cens de Poilly. — Duchesne, *Hist. général. de la maison de Vergy*, Preuves, p. 169.

429 1236, AVRIL.

Reprise de fief de Thibaud, roi de Navarre, comte de Champagne, par Ansério de Montréal, pour la terre de L'Isle et dépendances.

Ego Ansericus, dominus Montis-Regalis, notum facio universis tam presentibus quam futuris, quod ego teneo de charissimo domino meo, Theobaldo. Dei gratia regi Navarre illustri. Campanie et Brie comite palatino, castrum de Insula, et Insulam cum appendiciis, sicut inferius continetur, scilicet Massangi, Disengium, Sanctam-Columbam, Provanceium, Massærium, feodum de Genoli, feodum Dissengiaci, feodum Tramenciaci, riveriam a molendino Massiaci usque apud Massangeium: nemus Duelie, forestam de Herivaci a Campo-Rotardi usque ad Timanceium, et feoda de Mesaco, et hoc quod habeo apud Viler-Tornois, in feodo et domanio; et si in omnibus aliquid haberem quod esset de domanio et allodio usque ad vallem de Mores, illud a predicto domino rege Navarre, comite Campanie, in feodum recognosco me tenere. Sciendum etiam quod castrum de Insula jurabile est et redibile predicto Theobaldo, regi Navarre, comiti Campanie et heredibus ejus, in perpetuum, ad magnam vim et ad parvam, contra omnem creaturam que possit vivere et mori; a predicto rege Navarre recepi in feodum quidquid habeo in locis supradictis. Quod ut ratum permaneat et firmum teneatur, litteris annotatum, sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Domini M° CC° trigesimo-sexto, mense aprili.

Bibl. nat. 500 Colbert, XIII° siècle, vol. n° 58, f° 17 v°.

—

430 1236, JUIN.

Vente par Erard de Trainel, seigneur de Foissy, à l'abbaye de Vauluisant, de 40 arpents de bois pour 70 s. de Provins l'arpent.

Ego Erardus de Triangulo, dominus Foissiaci, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis me vendidisse abbati et conventui Vallislucentis quadraginta arpenta nemoris mei, ad arpentum domini regis quadraginta tesiarum, nemus et terram, quodlibet arpentum pro sexaginta et decim solidis pruvin., sita in nemore quod dicitur Vileres-Villon, contiguo nemori dictorum fratrum quod dicitur Haeietum... In cujus rei memoriam presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Domini M° CC° tricesimo-sexto, mense junio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Vauluisant, scellé d'un sceau en cire verte, à l'écu *fascé de trois pièces*, au chef chargé d'une brisure de puiné.

—



Sceau de Erard de Trainel (1236).

481 1236, JUIN.

Permission donnée par Hugues de Châtillon, comte de Saint-Paul et de Blois, à son homme-lige, Geoffroi de Sergines, de devenir homme-lige du roi de France.

Ego Hugo de Castillione, comes Sancti-Pauli et Blesensis, notum facio omnibus litteras presentes inspecturis, quod cum Gaufridus de Sergine, miles, esset homo meus ligius ante omnes, ego eidem benigne concedo quod ipse sit homo ligius domini regis Francorum ante me et ante omnes. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° VI°, mense Junio.

Orig ; Arch. Nat. J 174, n° 5.

—

482 1236, JUILLET.

Donation par Hugues de Sous-l'Orme, chevalier, aux Templiers, de tout le droit de cens qu'il avait à Vallan.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Autissiod. salutem in Domino. Notum facimus universis quod in nostra presencia constitutus Hugo de Subtus-Ulmum, Autissiodori, miles, in perpetuam eleemosynam dedit, concessit et quittavit fratribus militie Templi, totum censum quem habebat in territorio de Valant, tam censum illum in quo participabat cum abbate et conventu S. Germani Autissiodorensis, quam omnem alium censum quem habebat ibidem. Ita tamen quod Guibertus Chevriers, in censu illo habebit in perpetuum tres solidos censuales, in quibus faciet homagium dictis fratribus milicie Templi. Et de illis tribus solidis censualibus in perpetuum erit homo eorumdem fratrum. In cujus rei testimonium, ad petitionem dicti Hugonis, presens scriptum fecimus annotari et sigilli nostri impressione muniri.

Actum, anno Domini M° CC° tricesimo-sexto, mense julio.

Arch. nat., Sect. D. S 5235, carton 290. — Ext. du Cartul. n° 1.

—

483 1236, 11 JUILLET.

Fondation par Guichard, abbé de Vézelay, d'un service anniversaire pour le repos de l'âme de Louis VIII, et pour sa femme, Blanche de Castille, après sa mort, et qui sera célébré comme celui du comte Gérard, fondateur du monastère.

Universis presentes litteras inspecturis, frater G. humilis abbas et conventus Viziliacensis, salutem in Domino, et orationes In libro Machabeorum legimus quam sanctum sit, quam salubre pro defunctis exorare, ut a peccatis solvantur. Unde nos, attendentes devotionem quam inclite recordationis Ludovicus, rex Francorum habuit erga universam ecclesiam, utpote qui pro fide catholica assumpto crucis caractere contra inimicos fidei christiane rebus est humanis exceptus, concessimus ei quod pro salute anime sue perpetuum anniversarium suum sollemniter faciemus, sicut pro bone memorie Gerardo, comite, fundatore nostro, facere consuevimus, annuatim. quod hoc idem pro domina Blancha, uxore ejusdem, matre domini regis Ludovici faciemus quando eam de medio transire contigerit, Domino permittente.

Actum, in capitulo nostro et sigillatum, die veneris quindene beati Johannis-Baptiste, anno Domini M° CC° XXX° sexto.

Arch. nat. Sect. Hist., J 472, n° 37.
(Voyez ci-après à l'an 1211, septembre.)

—

484 1236, DÉCEMBRE.

Vente par Renaud d'Autun, chevalier, au Chapitre d'Avallon, de ses biens à Girolles et Annéot, attestée par Hugues, archidiacre d'Avallon et Jocelin, seigneur du Vault.

Ego Hugo, archidiaconus Avalonis, et ego Jocelinus, miles, dominus Vallis-Olyniaci, omnibus presentes litteras inspecturis notum facimus, quod dominus Renaudus, miles, de Edua, vendidit et precise quitavit canonicis Avalon., quicquid ipse possidebat in terragiis et in villis de Gyrolis et de Annaot, pro quadraginta et tribus libris divionensium sibi solutis. Hanc autem venditionem laudaverunt et quitaverunt filii sui, scilicet..., eus et Johannes, et li Bogrus et Petrus. Guillermus, vero, frater eorumdem dedit et quitavit quicquid juris habebat vel habere poterat in rebus venditis, et hoc prestito sacramento. In cujus rei testimonium et munimen, nos, ad peticionem Renaudi, militis, de Edua, et filiorum suorum, supradictis canonicis presentes litteras

sigillorum nostrorum munimine tradidimus roboratas.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° sexto, mense decembri.

Orig.: Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre d'Avallon, G 2263.

—

485 1236, 26 DÉCEMBRE.

Vente par Elisabeth, sœur de Landri de Fleury, et par Jean Aubenis, son mari, au chapitre d'Auxerre, de la moitié des terres de Villemer. — Ratifiée par les deux seigneurs desquels ces terres relevaient.

Officialis curie Autissiodor., omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noveritis quod in nostra presentia constituti Elisabet, soror Landrici de Floriaco, militis, et Johannes, dictus Aubeniz, maritus ejus, armiger, vendiderunt vener. viris thesaurario et sacriste Autissiod. ecclesie, nomine ejusdem ecclesie, pro quadraginta-duabus libris et decem solidis turonensibus, quicquid habebant apud Villammaris, in terciis dicte ville, scilicet medietatem omnium terciarum quas ipsi et venerabiles viri decanus et capitulum Autissiodor., apud Villammaris communiter possidebant, excepto quod decanus et capitulum in dictis terciis habent tractum ab eisdem videlicet thesaurario et sacrista Autissiodor. et successoribus eorum, in perpetuum possidendam, fide in manu nostra a dictis Johanne et Elysabet, uxore ejus, de cujus capite dicte tercie movebant, prestita corporali, quod contra dictam vendicionem per se vel per alium de cetero non venirent, sed dictam medietatem terciarum thesaurario et sacriste antedictis, ad usus et consuetudines Autissiodori, bona fide, garantirent contra omnes qui in dictis terciis jus aliquid reclamerent. Hanc autem vendicionem Landricus de Floriaco, miles, a quo dicti Johannes et uxor ejus dictas tercias in feodum tenebant, et Johannes de Chevannis, miles, a quo dictus Landricus easdem tercias in feodum tenebat, qui etiam Johannes tercias ipsas se a capitulo Autissiodor. in feodum tenere coram nobis confessus est, laudaverunt pariter et concesserunt. De dicta autem garantia ferenda sicud superius est expressum, prenominati Landricus de Floriaco et Johannes de Chevannis, milites, et Stephanus de Sarmesia, miles, pro dictis Johanne et E., uxore ejus, erga thesaurarium et sacristam antedictos constituerunt se plegios coram nobis, quilibet insolidum et pro toto, et tam ipsi fidejussores quam supradicti Johannes, armiger, et E. uxor ejus, quantum ad premissa omnia supposuerunt se jurisdictioni curie Autissiod., volentes et concedentes quod nos ipsos, ubicunque essent mansionarii, excommunicare possemus si contra premissa vel aliquid de premissis aliquatenus venire attemptarent. Recognoverunt, etiam, coram nobis, dicti Johannes et uxor ejus, sibi fuisse plenarie satisfactum a thesaurario et sacrista de quadraginta duabus libris et decem solidis turon., in pecunia numerata. In cujus rei testimonium, ad peticionem partium, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, in crastino Nativitatis Domini anno M° CC° tricesimo-sexto.

Orig.: Arch. de l'Yonne, G 1971.

En 1247, le chapitre acheta en outre de dame Aucoresia de Villemer, veuve de Raoul, chevalier, pour 110 livres parisis, toute sa dîme de Villemer qui s'étendait sur les territoires de Bassou, Branches, Neuilly et Champlay. Son fils Etienne, curé de Bassou, ratifia cette vente. — Ibid.

—

486 1236 [1237], 2 FÉVRIER.

Donation à l'abbaye des Escharlis de leurs corps et de leurs biens par Gui dit l'Impie, de Villefranche, et Aramburge, sa femme.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Leodegarius, decanus Curtiniaci, in Domino salutem. Noverunt universi quod Guido, dictus *sine pietate*, de Villafranca et Aramburgis, uxor ejus, in nostra presencia constituti, recognoverunt se concessisse et donasse se et omnia bona sua, mobilia et immobilia, ecclesie Beate-Marie de Escharleiis et fratribus ejusdem ecclesie, ab ipsis in perpetuum pacifice possidenda. De quibus bonis predicti G. et A. in presenti coram nobis se devestierunt, et fratrem Petrum de Ansa dicte ecclesie cellerarium coram nobis investierunt, promittentes, per fidem suam in manu nostra prestitam, se nunquam venturos contra predictam concessionem et donationem, et quod in predictis bonis per se vel per alium nunquam aliquid reclamabunt.

Quod autem recognitum est coram nobis, ad petitionem partium fecimus scribi et nostro sigillo sigillari, in rei supradicte memoriam et firmitatem.

Actum, in Purificatione Beate-Marie-Virginis, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo-sexto.

Orig. : Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye des Escharlis. — Villefranche.

—

427 1236 (1237), MARS.

Partage fait par Robert de Courtenay de ses biens entre ses fils. Philippe, le second, devait avoir les terres de Champignelles, Châteaurenard et Charny, etc.

Universis præsentes litteras inspecturis, magister Galtherus, officialis Bituricensis, salutem in Domino. Noveritis quod nobilis vir, Robertus de Curtigniaco, Buticularius Franciæ, Petro, Philippo, et Radulpho, filiis suis, de rebus suis redditualibus, volentibus, et concedentibus prædictis filiis, in nostra præsentia cum ipso nobili constitutis, tales partes et portiones fecit et assignavit coram nobis, prout inferius continentur : videlicet, quod Petrus primogenitus filius habebit, post decessum patris sui, scilicet nobilis antedicti, baroniam de Conchis, cum omnibus redditibus et pertinentiis, sicut eam in integrum possidere prædictus nobilis consuevit, salvis quingentis libris quas Robertus, Johannes et Guillelmus, clerici, filii nobilis antedicti, percipient in dicta baronia annuatim, et salva dote Mathildis, matris prædicti primogeniti filii. Post decessum vero prædictæ matris, habebit idem Petrus baroniam de Magduno, et Cellas, et Chantecoq; prædictus Philippus habebit Champinolium, Castrum-Regnardi et Charniacum, cum omnibus pertinentiis tam in bosco quam in plano : et habebit portionem suam, salva dote, et jure similiter matris prædictæ; etc.

. . . .

In cujus rei memoriam, præsentes litteras sigillo Bituricensis curiæ fecimus consignari.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo-sexto, mense martio. Hæc autem omnia acta sunt coram nobis, salvo jure cujuslibet alterius absentis, et eorum qui non erant ætatis legitimæ. Datum ut supra.

Dubouchet, *Hist. général. de la maison royale de Courtenay*, Preuves, p. 53.

—

428 1237, 4 MAI.

Donation, par Marie la Grosse, à la grande Maison-Dieu de Sens, d'un *chas* de maison sise au Vieux-Marché de cette ville.

Omnibus presentes litteras inspecturis magister Odo, officialis Senon., salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constituta Maria, dicta Crassa, neptis defuncte Helisandis quondam uxoris defuncti Theobaldi Jubin, maiori domui-Dei Senon., unum chasium domus situm in veteri foro Senon., inter domum Renaudi Burgondi et cameras Stephani Esmere, generi dicte Marie, in censiva domini regis ad unum denarium censualem, in perpetuam elemosinam contulit et concessit de ipsa domo-Dei in perpetuam possidendam, pro remedio anime sue et animarum patris sui et matris sue, fiducians quod contra donacionem istam per se vel per alium non veniet in futurum. Fiduciavit et quod de eodem chasio domus nullam aliam quam dicte domui-Dei fecit concessionem, nec faciet quandiu vivet, sine assensu et voluntate fratrum dicte domus-Dei.

Datum, anno Domini M° CC° tricesimo-septimo, die lune post quindenam Pasche.

Orig.: Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens. B I, n° 11.

—

429 1237, JUILLET.

Accord entre l'abbaye de Saint-Pierre et le Chapitre de Sens, portant que les enfants de leurs hommes et femmes respectifs, mariés ensemble, des châtellenies de Traînel, de Nogent et du bailliage de Villenaux, partageront également l'héritage de leurs parents, tandis qu'auparavant les enfants n'héritaient que du côté où ils tombaient.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Frater Robertus Sancti-Petri-Vivi Senon., abbas humilis, totusque ejus dem ecclesie conventus, salutem in Domino. Noverint universi quod cum homines vel femine nostre de castellaniis Trianguli et de Nogento et de bal

livia Velonesse, matrimonialiter copulantur cum hominibus vel feminabus capituli Senon. dictorum locorum, nos et dictum capitulum Senon., communiter pertinere ad heredes ex illo matrimonio procreatos, et in dictis locis quibus partimur ad heredes talis fuit usus huc usque et consuetudo quod si homo noster, vel femina, matrimonialiter copulabatur cum homine vel femina ejusdem capituli, liberi ex tali matrimonio procreati, qui in partem nostram cederant, habebant totam hereditatem hominis nostri vel femine nostre: et illi qui in partem dicti capituli veniebant habebant totam hereditatem hominis vel femine ipsius capituli. Nos, vero, attendentes dictum usum rationi et juri esse contrarium, pro communi utilitate dictorum liberorum, ita ordinavimus et concessimus inter nos et capitulum antedictum quod liberi ex predicto matrimonio procreati in dictis locis et decetero procreandi, participes sint decetero hereditatis patris et matris eorumdem, et fratres quantum ad hereditatem eamdem. Quod ut ratum et firmum permaneat, presentes litteras fecimus scribi et sigillorum nostrorum munimine roborari.

Actum, anno Domini M° CC° tricesimo-septimo, mense julio.

Orig.: Arch. de l'Yonne, G 729.

—

440 1237, 1er JUILLET.

Jobert, seigneur d'Ancy le-Franc, donne à l'abbaye de Molême tous ses droits dans les dîmes de Chamelard.

Ego Jobertus, dominus Anceyi-Franci, notum facio universis presentem paginam inspecturis, me dedisse in elemosinam et in perpetuum concessisse Deo et ecclesiæ Beati-Petri Melugdensis, quidquid habebam in decimis de Chamelard, tam in minutis quam in grossis, scilicet sextam partem ab eadem ecclesia in perpetuum pacifice possidendam, salvo jure capellæ de Chamelart quod habet in decima supradicta, scilicet sex septuaria bladi, duo fromenti et quatuor ordei. Dedi etiam ecclesiæ Melugdensis medietatem tractus et medietatem herbertagii earumdem decimarum; et hoc laudaverunt liberi mei Johannes et Stephanus. In hujus rei testimonium et munimen feci supradictæ ecclesiæ Melugdensis presentes litteras sigilli mei roboratas.

Datum, apud Chamelart, anno Domini M° CC° XXXVII, mense julio, in octavas Beati-Johannis Baptistæ.

Arch., du château de Tanlay.

1237, juillet. — Gui, comte de Nevers, a confirmé ce don comme seigneur féodal. — Ibidem.

1239 [1240] mars. — Robert, évêque de Langres, atteste également que Jobert d'Ancy-le-Franc a donné à l'abbaye ses dîmes de Melisey.

—

441 1237, SEPTEMBRE.

Vente, par Sibille, Agnès, Elisabeth et Alix, filles de feu Manassès de Sennevoy, chevalier, pour 60 livres, de tout ce qu'elles possédaient dans le territoire situé entre le chemin de Tonnerre et celui qui mène à Gigny et Nicey.

Nos Guido, abbas Beate-Marie Castell. et R., decanus Molism., notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod Sibilla, Agnes, Elisabeth et Aalis, filie defuncti Manasse, militis de Seneveio, in presentia nostra emancipate, laude et assensu Agnetis, matris sue, vendiderunt fratribus milicie Templi quicquid habebant vel habere debebant in finagio quod est infra viam Tornodori et viam que ducit a Genneio usque ad Nicetum; videlicet: in pratis, aquis, nemoribus, redditibus, universisque rebus aliis, quod finagium adjacens est domus Templi quod dicitur Vevra, pro sexaginta libris, de qua pecunia jam eis est satisfactum. Hanc, autem, venditionem laudaverunt Ondeas et Lora, sorores dictarum Sibille, Agnetis, Elisabeth et Aalis et earum mariti, scilicet, Milo de Cherreveto, miles, Valterius, domicellus; et si quid juris in dicto finagio habebant vel habiture erant illud omnino quittaverunt.

Actum, anno Gracie M° CC° XXX° septimo, mense septembri.

L'original en parchemin se trouve parmi les titres de la maison de Sennevoy. — Le chemin désigné dans cet acte sous le nom de chemin de Tonnerre, est l'ancienne voie romaine de Sens à Langres, qui existe encore à 6 ou 700 mètres au midi de la Vèvre.

—

442 1237, NOVEMBRE.

Engagement, par Gui et Pierre, de Ligny, clercs, à l'abbaye de Pontigny, de la dîme de Monti-

gny, pour 20 livres t. Cette dîme leur avait été donnée leur vie durant par Jeanne, vicomtesse de Ligny, leur aïeule, avec charge de transmission à l'abbaye de Pontigny après leur mort.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister G., officialis curie Autiss., salutem in Domino. Noverint universi quod Guido et Petrus, clerici, de Laguiaco-Castro, fratres vicecomitis ejusdem castri, in presentia nostra constituti, confessi sunt quod nobilis mulier Johanna, vicecomitissa de Lagniaco, eorumdem Guidonis et Petri avia, eis dedisset totam decimam suam de Montigniaco, exceptis duobus sextariis frumenti, quos prius dederat et concesserat annuatim percipiendos, videlicet monialibus de Insulis B. Marie unum sextarium, et ecclesie Pontigniac. unum pro una lampade. Sciendum quod dicta vicecomitissa dedit dictam decimam predictis clericis Guidoni et Petro, tali conditione, quod illam tenerent et possiderent ad vitam suam; post obitum, vero, ipsorum supradicta decima ecclesie Pontiniaci remaneret in perpetuum pacifice possidenda. Cum, igitur, prefati clerici prefatam decimam tenerent et possiderent, ipsam fratribus Pontiniaci impignoraverunt pro xx libris turon., ad usus et consuetudines Autissiod. In cujus rei testimonium, ad petitionem dictorum clericorum Guidonis et Petri, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° tricesimoseptimo, mense novembri.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, preuves, t. II, p. 16; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 158.

1233. — Pierre Strabon, prévôt de Lignoreilles, reconnaît être chargé par Eudes, vicomte de Ligny, son seigneur, de payer aux religieux de Pontigny 20 sous de ses revenus de Lignoreilles, qu'Aliénor, mère du vicomte, avait légués à Pontigny pour son anniversaire. — Ibid., p. 18.

—

443 1238.

Sentence prononcée par Gui, comte de Nevers et de Forez, et Mathilde, sa femme, qui déboute la communauté de Ligny du droit prétendu dans les bois de l'abbaye de Pontigny dits de Saint-Etienne, et du passage par la grange de Sainte-Porcaire. En compensation, les moines ont abandonné aux habitants de Ligny la moitié de la forêt contestée. — Don par le comte à l'abbaye d'un bois situé vers Souilly.

Omnibus presentes litteras inspectu-



Sceau de Gui, comte de Nevers (1238).

ris, Guido, comes Nivern. et Forensis, et Mathildis, comitissa Nivern. et Forensis, salutem in Domino. Noveritis quod cum causa verteretur, coram nobis, inter viros venerabiles et religiosos



Contre-sceau de Gui, comte de Nevers.

abbatem et conventum Pontiniac., ex una parte, et totam universitatem Legniaci-Sicci, castri nostri, et alios tam clericos quam laycos, et etiam viros religiosos, ex altera, super eo quod omnes predicti petebant a dictis abbate et conventu Pontiniac. usuarium in nemoribus eorumdem Pontiniac. que vulgariter appellantur nemus S. Stephani, sive Fay, Vallis-Pagana et Revisiacum ; et super eo quod ipsi petebant a dictis Pontiniac. viam per grangiam eorumdem que appellatur Sancta-Porcharia ; que omnia et singula predicti abbas et conventus eisdem penitus denegabant, dicentes illos nullum habere usuarium in dictis nemoribus, nec aliquod aliud jus tam in dictis nemoribus quam in via memorata ; preterquam ipsos Pontiniac. ad que probanda dicti Pontiniac. cartam bone memorie Guillelmi, quondam comitis Nivern., predecessoris nostri, coram nobis induxerunt. Tandem, nos, visa carta et diligenter inspecta, auditis rationibus adverse partis et diligenter intellectis quas proposuerunt contra cartam supradictam, habito diligenti curie nostre consilio, juris ordine in omnibus observato, cartam predictam in omnibus et singulis approbantes et confirmantes diffiniendo sententiavimus predictos universitatem et alios nullum habere usuarium in dictis nemoribus, nec ali-



Sceau de Mathilde ,comtesse de Nevers (1238).

quod aliud jus tam in dictis nemoribus quam in via memorata, et omnia predicta et singula esse dictorum Pontiniac. libera et quieta; dictos Pontiniac. ab impetitione dicte universitatis et aliorum absolventes, et eisdem super premissis perpetuum silencium imponentes : cui nostre sentencie utraque pars acquievit. Prefati, vero, fratres dederunt et concesserunt, ad preces nostras et instantiam, toti universitati de Legniaco, castro nostro, et aliis tam clericis quam laycis, usuarium in dictis nemoribus reclamantibus, medietatem nemoris sui quod appellatur nemus S.-Stephani sive Fay, salvo pasturagio sicut consueverunt dicte partes. Nos, vero, considerantes devotionem quam dicti fratres erga nos habent et habuerunt, et eciam ob remedium animarum nostrarum, dedimus et concessimus dictis fratribus, propria et spontanea voluntate, nemus nostrum situm versus Solliacum, inter nemus vicecomitis Legniaci et nemus dictorum Pontiniac., in perpetuum habendum et possidendum, libere et quiete sine contradictione nostra et heredum nostrorum, ita quod de cetero de predicto nemore facient voluntatem suam sicut de suo proprio.

Actum, anno Domini M° CC° tricesimo-octavo.

Orig. scellé de deux grands sceaux en cire verte à l'effigie du comte et de la comtesse de Nevers; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny; chartes des comtes de Nevers.

—



Contre-sceau de Mathilde, comtesse de Nevers.

—

444 1238.

Donation, par Edmond, archevêque de Cantorbéry, à l'abbaye de Pontigny, de 10 marcs sterlings de rente sur l'église de Rumenal, en outre des 50 marcs donnés par Etienne, son prédécesseur. L'archevêque, en faisant ce don, rappelle que les moines de Pontigny ont donné l'hospitalité à ses prédécesseurs saint Thomas, martyr, et Etienne, exilés.

Omnibus Christi fidelibus ad quos præsens scriptum pervenerit, Edmundus, permissione divina Cantuariensis archiepiscopus, totius Anglie primas, salutem in Domino. Ad memoriam revocantes pietatis obsequia que monasterium Pontiniac. predecessoribus nostris beato Thome martyri, et pie memorie Stephano, archiepiscopis Cantuariensibus, in exilio constitutis, abundanter et hylariter impendit, inspecta etiam diligenter carta præfati Stephani, predecessoris nostri, in qua continetur ipsum dicto monasterio Pontiniac., ac viris religiosis in eodem Deo servientibus, de ecclesia de Rumenal, nomine beneficii quinquaginta marchas annuas, intuitu Dei, concessisse pariter et dedisse, nos, eadem caritate ducti adjunximus, dedimus et concessimus fratribus memorati monasterii, decem marchas annuas stellingorum, bonorum et legalium, ad pitantiam conventus in refectorio de eadem ecclesia de Rumenal, nomine beneficii, a quolibet rectore dicte ecclesie qui pro tempore fuerit, sub pena amissionis beneficii sui, perpetuo, sine difficultate sibi in festo Nativitatis S.-Johannis-Baptiste persolvendas; ita plane, quod si ipse rector in prefato termino a solutione dictarum X marcarum cessaverit, et infra XL dies post statutum terminum de dampnis pariter et expensis quas dicti fratres, occasione non facte solutionis incurrerint, una cum solutione debita X marcarum non satisfecerit eisdem, dictam penam incurrat. Ad majorem, etiam, securitatem prefati monasterii, vestigiis supradicti Stephani, predecessoris nostri, inherentes, qui de L marcis in carta sua contentis, eidem monasterio talem securitatem concessit, providimus; et statuimus ut quilibet rector in ecclesia de Rumenal successive instituendus, in sua institutione, vel postea, cum requisitus fuerit a procuratore Pontiniac., sollempniter juret coram domino archiepiscopo Cantuariensi, vel ejus officiali, si ipse archiepiscopus ageret extra regnum, quod dictas X marchas in termino statuto procuratori

Pontiniacensi persolvet, sub pena superius memorata. Ut, autem, hec nostra donatio perpetuam obtineat firmitatem, eam presenti scripto, sigilli nostri appositione munito, duximus roborandam.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° octavo.

D. Depaquy, *Hist. de l'abbaye de Pontigny*, preuves, t. II, p. 63; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 158.

1249, 30 août. — Confirmation des fondations énumérées dans la charte ci-dessus, par Boniface, archevêque de Cantorbéry. — Autres chartes du même prélat sur le même sujet, en 1264 et 1266. — Ibid.

—

445 1238, JUIN.

Gui de Maligny atteste qu'Odouin de Percey a vendu à l'abbaye de Pontigny, moyennant 30 livres de Provins, une pièce de terre attenant aux terres de Champtrouvé. — Ratification par les proches du vendeur et un grand nombre d'autres personnes.

Ego Guido, dominus Melliniaci, notum facio presentibus et futuris quod Odowinus de Parriciaco, vendidit et quitavit in perpetuum fratribus Pontiniac., pro triginta libris pruvin., unam petiam terre que adjacet terris ecclesie Pontiniac., juxta nemus de Campo-Invento, quam terram predicti fratres Pontiniac. in perpetuum possidebunt; et ipse Odowinus obligavit se et heredes suos ad portandum garantiam de predicta terra sepedictis fratribus, sicut multorum testimonio monstrata est et limitata. Hanc, autem, venditionem et quitationem laudaverunt Johannes et Willelmus, fratres ipsius Odowini, et Agnes, soror ejus, et domina Luca-Nigra; domina Damerims de Parriciaco; Gerardus, gener ejus, miles, et Emengardis, uxor ejus; Johannes, filius domine Damerims; Renardus, sororius dicte Luce; Galfridus, filius ipsius Renardi; Milo, filius defuncti Galteri, militis; Iterius, frater ejus; Lambertus Maraie; Renaldus Gogarz; Odo Cuicheval; Christina de Buetel, domina Bella-Bauders; Robers Lo Quitan; Maria, filia Bonie; Willelmus Anglicus; domina Bura de Mainiz; Emengardis, filia ejus; Willelmus filius et Loreta, filia ipsius Bure; Bovo, filius Bonie; Robertus, filius Luce-Nigre; Milo, filius Bure; Hugo de Fra. Quod ut ratum et firmum perpetuo perseveret, ego Guido, dominus Merliniaci, ad petitionem ipsius Odowini et aliorum qui supra memorati sunt, presens scriptum sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Gratie M° CC° decimo-octavo, mense junio.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, preuves, t. III, p. 91; Bibl. d'Auxerre, n° 158.

1233, samedi après Saint-Mathieu. — Jean de Percey, chevalier, donna à Pontigny ses droits de dîmes à Soumaintrain. — Ibid., p. 97.

—

446 1238, AOUT.

Hugues, seigneur de Vallery, se rend caution de 200 marcs d'argent envers le roi, pour Jean de Toucy, qui a reçu de ce prince la garde du château de Vau-Guidon. Jean donna aussi pour garantie Saint-Fargeau et ses dépendances qu'il tenait du roi.

Ego Hugo, dominus de Valeriaco, notum facio omnibus tam presentibus quam futuris, quod, cum karissimus dominus meus Ludovicus, rex Francie illustris, castrum Vallis-Guidonis in manu sua teneret, et in eo garnisionem suam haberet, ipse in manu domini Johannis de Tociaco, ad peticionem et preces ipsius Johannis, posuit dictum castrum; et dictus Johannes juravit et promisit domino regi quod illud fideliter custodiet, tali modo, quod per castrum illud domino regi vel heredibus suis, vel regno suo, non veniet ullum dampnum; et quod dictum castrum reddet domino regi et ejus heredibus, aut ipsorum, certo mandato, cum litteris eorumdem patentibus, ad magnam vim et ad parvam, et etiam quandocumque a domino rege, vel ab ejus heredibus, aut ab eorum, certo mandato, fuerit requisitus, illud eis tradet, et hoc sacramentum faciet fieri domino regi et ejus heredibus ab eo quicumque pro tempore erit castellanus dicti castri, et ab omnibus illis qui in garnisionem dicti castri intrabunt, etc. — Et ad hoc, sicut premissum est, faciendum et adimplendum, dictus Johannes posuit in contraplegium, erga dominum regem, Sanctum-Ferreolum cum pertinentiis in feodis et domaniis et omnibus aliis que tenet de ipso. Et ego omnium istarum conventionum, sicut sunt expresse, me plegium constitui erga dominum regem et ejus heredibus super ducentis marchis argenti, quas eidem vel heredibus suis reddere tenerer,

si prefatus Johannes predictas conventiones non observaret.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° VII°, mense augusti.

Lay. du Trés. des Charles, par A. Teulet, t. II, p. 389, n° 2741.

1238, décembre. — Autre lettre de Jean de Toucy sur le même sujet. — Ibid., p. 395.

1242 [1243], 5 avril. — Jean, seigneur de Toucy, déclare que sur les plaintes qu'il avait adressées à sa dame Mathilde, comtesse de Nevers, sur ce que ses gens et ceux du seigneur de Saint-Verain, du maréchal de Nevers et d'Henri et d'Eudes de Soilly avaient défriché des bois dans les forêts de Montmilieu à Donzy et autres, dans lesquelles il a droit d'usage, et s'y étaient établis; il fut décidé que les choses accomplies demeureraient en état, mais que personne à l'avenir ne pourrait toucher à ces bois sans le consentement dudit Jean. — Ibid., p. 505, n° 3073.

—

447 1238, AOUT.

Compromis fait par Ansério de Montréal, au sujet des contestations élevées entre sa mère Agnès et lui, entre les mains de Guillaume de Thil, Bigaud de Vanlay, chargés de faire une enquête, au résultat de laquelle il se soumet et donne au roi de Navarre des cautions pour garantie.

Ego Ansericus, dominus Montis-Regalis, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod cum multe discordie et querele orte fuerunt et habite inter me, ex una parte, et dominam matrem meam Agnetam, dominam de Insula, ex altera, post pacem illam et concordiam que coram domino rege Navarre alias facta fuit et sigillata, tandem, pro bono pacis et de prudentium virorum consilio, de discordiis et querelis predictis post eamdem pacem inter me et ipsam habitis, compromisi in nobiles viros dominum Guillelmum de Tylia et dominum Bigotum de Vanlaio, in hunc modum : scilicet, quod ipsi debent inquirere, bona fide, de predictis discordiis et querelis, et inquestam super his factam referre domino regi Navarre predicto. Et sciendum quod si predicti dominus Guillelmus de Tylia et dominus Bigotus de Vanlaio, discordes fuerint in eadem inquisitione facienda, dominus rex Navarre potest cum ipsis alium apponere ad faciendum inquestam supradictam. Pro qua, siquidem, inquesta tenenda et firmiter observanda, dedi plegios in manu regis Navarre de quadringentis marcis argenti, scilicet dominum Burgundie de ducentis marcis; Gilonem Magnum, de Frollois, de centum marchis; Ertaudum de Chastelau, de centum marchis. Insuper posui in *abandon* eidem domino regi omnes res meas, ubicumque poterunt inveniri. Quod prefatam inquestam et quidquid in ipsa continebitur bona fide tenebo et firmiter adimplebo.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo XXX° VIII°, mense augusto.

Bibl. nat., 500 Colbert, XIIIe siècle, vol. 58, F° 48.

1238, août. — Agnès, dame de L'Isle, fait le même compromis, et Hugues, duc de Bourgogne, se reconnaît caution d'A. de Montréal pour 200 marcs d'argent. — Ibid., F° 136, et F 1 F° 194 V°.

—

448 1238, AOUT.

Miles, seigneur de Noyers, promet au roi de Navarre, comte de Champagne et de Brie, de garder les conventions arrêtées dans les lettres dudit roi et du duc de Bourgogne, sur la paix faite entre le comte de Joigny et lui.

Ego Milo, dominus Noerii, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego promisi charissimo domino meo illustri regi Navarrie, Campanie et Briie comiti palatino, fide prestita corporali, quod ego conventiones pacis facte inter me, ex una parte, et G., comitem Jouvigniaci, ex altera, sicut in litteras ipsius domini regis et domini ducis Burgundie super hoc confectis plenius continetur, inviolabiliter tenebo et firmiter observabo. In cujus rei testimonium, presentes litteras fieri volui sigilli mei munimine roboratas.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo XXX° VIII°, mense augusto.

Biblioth. nation., 500 Colbert, vol. 58, F° 180 *bis* R°.

—

449 1238, OCTOBRE.

Narbonne, dame de Maligny, et ses fils, approuvent la vente faite au Chapitre d'Auxerre des dîmes de Venouse par Itier et Gui de Venouse, chevaliers.

Universis presentes litteras inspecturis, Henricus, decanus Tornodori, salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presencia constituti Nerbona,

domina Merleigniaci et filii ejus Gaucherus et Florencius et Guido, laudaverunt, voluerunt et concesserunt venditionem decime de Venussia, que movebat de feodo suo. Et dictum feodum quitaverunt in perpetuum ecclesie Pontiniacensi ; quam inquam venditionem fecerunt, jamdicte ecclesie, Guido et Iterus, milites de Venussia. Voluerunt etiam dicta Nerbona domina Melleigniaci et predicti filii ejus Gaucherus et Florencius et Guido, quod si forte contra predictam quitationem, processu temporis venirent, quod absit ! quod nos in ipsos et in terras ipsorum excommunicationis et interdicti sentencias ubicunque se diverterint, proferremus, et successor noster, qui pro tempore fuerit, si necesse esset, ipsos compelleret ad premissa. In cujus rei testimonium, ad petitionem dictorum Nerbone, domine Melleigniaci et filiorum ejus Gaucheri, et Florencii et Guidonis, presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus.

Actum, anno Domini M° CC° tricesimo-octavo, mense octobri.

Orig.; Arch. de l'Yonne. G 1973.

—

450 1238, DECEMBRE.

Narjot de Toucy, régent de l'empire de Roumanie, G. de Merry, connétable, et d'autres barons dudit empire, envoient à noble Nicolas Corin des procureurs, afin que ce dernier, moyennant le remboursement de certaines sommes pour lesquelles elle était engagée, leur remette la sainte couronne d'épines de Notre-Seigneur.

Layettes du Trésor des Chartes, par Teulet II. 395, n° 2753.

—

451 1238 1239 21 JANVIER.

Reglement pour le paiement des dettes de Gui, comte de Nevers, à son départ pour la Terre-sainte. Le comte, en présence du roi, abandonne à la comtesse Mathilde, sa femme, ses villes, châteaux et terres qu'il possédait du chef de cette dernière, pendant quatre ans, à charge par elle de payer 16,000 livres à ses créanciers, etc.

Ego Guido, comes Nivernensis et Forensis, omnibus notum facimus, presentes litteras inspecturis, quod, de voluntate et assensu karissime uxoris nostre, Mathildis, comitisse Nivernensis et Forensis, et amicorum nostrorum, coram karissimo domino nostro, Ludovico, illustri rege Francie, de debitis nostris fuit taliter ordinatum : videlicet, quod civitates, castra et totam terram de capite M. dicte comitisse quam tenebamus, et sicut eam tenebamus, eidem comitisse tradidimus tenenda et habenda, cum omnibus exitibus, redditibus, proventibus et expletis omnium predictorum per quatuor annos a proximo festo Beati-Johannis-Baptiste incipiendos, tali modo quod ipsa tenetur reddere et solvere creditoribus nostris et suis sexdecim millia librarum Turon. pro debitis que nos et eadem comitissa communiter debemus, de quibus confecte sunt littere sigillo nostro et suo sigillate ; et litteras nostras atque plegios quos nos et ipsa dedimus et posuimus pro dictis debitis, ipsa comitissa tenetur usque ad summam sexdecim millium librarum infra Pentecosten penitus liberare ; et secundum quod si in debitis supradictis minus esset de XVI^{m} libris residuum esset nostrum ; si, vero, dicta debita dictam summam excederent utque nostrum pro parte sua quod superest in debitis litterarum in quibus nostra duo sigilla essent simul apposita, persolvere tenetur ; ipsa, vero, comitissa de predictis sexdecim millibus libris Turon. tenetur acquitare debita, quolibet anno dictorum quatuor annorum de quatuor millibus libris Turonensibus. Si autem contingeret ; nos infra quatuor annos predictos redire de partibus transmarinis, et nos vellemus persolvere debita que pro futuris terminis debet eadem comitissa, nobis predictam terram et castra reddet ipsa ; si vero non vellemus persolvere debita pro terminis futuris, nos teneremus assignamenta que per nos et ipsam comitissam facta essent et haberemus castra et expleta terre tantummodo. Si vero contingeret quod dicta comitissa solveret predictam summam pecunie antequam completi essent dicti quatuor anni, vel quod non assignasset redditus et proventus predictorum quatuor annorum, eadem comitissa nichilominus teneret et haberet redditus et proventus tocius comitatus per quatuor annos predictos, salvis expletis comitatus Nivernensis sic superius est expressum. Si, vero, post dictas quatuor

annos veniremus, ipsa comitissa predictam terram et castra omnino quieta et absoluta de dictis sexdecim millibus libris nobis reddet. Preterea sciendum est quod, pro ista traditione terre quam fecimus eidem comitisse, quicquid de nobis contingat ultra mare vel citra, si supravixerit, vel si decesserit eadem comitissa, quod absit, nec ipsa nec heredes ejus comitatus Nivernensis, nec creditores, nec plegii dicte pecunie aliquid poterunt petere a nobis aut ab heredibus nostris, sive a terra nostra occasione dictarum sexdecim milium librarum; et ad hoc tenendum fideliter et firmiter observandum obligavit se et heredes suos eadam comitissa.

Sciendum insuper est quod, quamdiu dicta comitissa terram tenuerit supradictam, ad voluntatem suam ponet et deponet in ea castellanos, prepositos, et baillivos. Voluit autem et concessit eadem comitissa quod, pro litteris quas trademus, pro assignamentis faciendis vel pro aliquibus mutuis contrahendis, nec nos, nec heredes nostri, nec terra nostra teneamur in aliquo obligati : imo tenebitur eadem comitissa litteras que sigillo nostro et suo fuerint sigillate super premissis usque ad summam supradictam penitus liberare. Volumus autem et precipimus omnibus baronibus et fidelibus nostris comitatus Nivernensis quod, quousque redicrimus, pro eadem comitissa faciant et ei obediant et teneantur eidem in omnibus, sicut nobis tenebantur. Preterea volumus et concedimus quod, pro costamentis et mutuis contrahendis pecunie supradicte, dicta comitissa habeat mille libras turon., et percipiat illas in redditibus et proventibus quinti anni. Hec autem omnia supradicta, in presentia karissimi domini nostri Ludovici, illustris regis Francorum, fide prestita corporali, in manu venerabilis patris nostri Galterii, archiepiscopi Senonensis, de mandato ipsius domini regis, promisimus et concessimus fideliter et firmiter observare ; rogantes ipsum dominum regem ut super omnibus supradictis suas litteras testimoniales nobis et dicte comitisse conferat et concedat. Renunciantes in hoc facto omni juris auxilio canonici et civilis. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Datum, die veneris post cathedram Sancti-Petri, apud Autissiodorum, anno Domini MCCXXX octavo.

Orig. scellé; Arch. nat., J. 256, n° 15. — Invent. du Trésor des Chartes, t. II, n° 2768.

En 1241, 10 août, Gui, comte de Nevers et de Forez, étant tombé malade en Pouille, disposa sous forme de legs, de ses joyaux et de ses biens meubles, en faveur de divers personnages et de ses principaux serviteurs. — Titres de la maison ducale de Bourbon, archives de l'empire, t. I, p. 46, n° 221, publiés par Huillard-Bréholles.

1242 [1243] 21 mars. — Mathilde, comtesse de Nevers, fait abandon à Guiot, comte de Forez, pour 10,000 liv. t., de tout le droit qu'elle pouvait avoir sur le comté de Forez à raison de sa dot au moment de son mariage avec feu le comte Gui, père dudit Guiot; de son côté Gui renonce à tout droit, sur ce que son père et Mathilde avaient acquis en Nivernais durant leur mariage. — Ibid. n° 230, p. 50.

1243, Juillet. — Guillaume de Mello, seigneur de Saint-Bris, notifie la transaction intervenue entre Archambaud, sire de Bourbon, son neveu, et Béraut de Mercœur, au sujet de la terre de Chantecoq appartenant à la femme de Béraud. — Ibid. n° 231, p. 50.

—

452 1238 (1239), 24 JANVIER.

Ansëric de Montréal fait amende honorable a Thibaud, roi de Navarre, etc., pour être entré avec violence et en armes dans le village de l'Isle, à l'occasion de ses différends avec sa mère, Agnès, dame de l'Isle.

Ego Ansericus, dominus Montis-Regalis, notum facio universis presentes litteras inspecturis quod cum discordia verteretur inter me, ex una parte, et dominam matrem meam Agnetem, dominam Insule, ex altera, super eo quod cognitum fuit et probatum quod ego in villam Insule intravi cum armis et violentia, et ibidem vim intuli, quia dicta Insula movet de feodo charissimi domini mei Theobaldi, Dei gratia regis Navarre, Campanie et Brie palatini comitis, dictam vim et dictam violentiam dicto domino regis emendavi. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli mei munimine roboravi.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo XXXVIII°, die dominica proxima post festum Beati-Vincentii martiris.

Bibl. nat., 500 Colbert, XIIIe siècle, vol. 58, f° [illegible] r°.

—

453 1238 (1239), FÉVRIER.

Erard de Brienne, mande à Etienne de Seignelay de faire hommage à Thibaud, roi de Navarre, etc., du fief de Beaumont qui relevait de lui.

Ego Erardus de Brena, dominus Rameruci, dilecto et fideli suo Stephano de Selligniaco, salutem et dilectionem sinceram. Mando vobis et volo quatenus charissimo domino meo Theobaldo. Dei gratia regi Navarre illustri. Campanie et Brie comiti palatino. de feudo de Bellomonte et de omnibus aliis feodis que de me tenetis. sicut a me tenebatis eidem homagium faciatis, et hoc sub fidelitate qua mihi tenemini, vos requiro et etiam volo, quoniam charissimus dominus meus Theobaldus. Dei gratia illustris rex Navarre. mihi de dicto feodo ad voluntatem meam escambium dedit.

Datum. apud Meledunum, anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo-octavo, mense februario.

Bibl. nat., 500 Colbert. XIIIe siècle, vol. 57, p. 391.

—

454 1239.

Robert de Tanlay fait don à l'abbaye de Molême de Gertrand le Vallet, d'Arthonnay, de sa femme et de ses enfants.

Ego Robertus de Tanlayo, universis presentes litteras inspecturis. notum facio quod ego, ob remedium anime mee et omnium antecessorum meorum, Deo et Sancte-Marie ecclesie Molismensis, et fratribus ibi Domino servientibus, Gertranum le Vallet, dictum de Artunnaco, cum uxore et heredibus ejusdem Gertranni, et etiam eorumdem hereditatem ubicumque habeant, dedi et concessi, laudante uxore mea, in perpetuam elemosinam, nihil juris in iisdem heredibus meis retinens.

In cujus rei testimonium, dictis fratribus presentem paginam tradidi. sigilli mei munimine roboratam.

Actum. anno Domini M CC XXXIX.

Cartul. de Molême, t. II, F° 31 R°: Arch. de la Côte-d'Or.

—

455 1239, MAI.

Ansérie de Montréal et Miles de Noyers donnent au roi des lettres de caution pour Hugues, duc de Bourgogne, leur seigneur, qui, par suite d'un échange fait avec Jean, comte de Chalon, s'est engagé envers le roi à lui faire hommage des terres de Charolles et de Mont-Saint-Vincent.

Layettes du Trés. des Charles, par Teulet. II. 409. n°s 2799, 2802.

—

456 1239, MAI.

Confirmation par Saint-Louis des droits du Chapitre de Sens sur la justice de Pont-sur-Yonne et sur les étrangers qui y arrivent, selon la charte de son aïeul Philippe-Auguste, de 1190, et déclaration de l'état de ses bourgeois de Pont qui sont régis par la coutume de Lorris et ne pourront être compris dans la seigneurie du Chapitre, etc.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod cum esset contentio inter nos et capitulum Senon. super justitia hominum nostrorum in villa de Pontibus-super-Yonam commorantium et remanentium ; tandem, inspectis litteris diligenter inclite recordationis avi nostri Philippi, quondam regis Francorum, sub hac forma : « In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod contentio que erat inter nos et canonicos Senon. ecclesie super justicia et remansionibus advenarum in villa de Pontibus-super-Yonam et de minagio, hoc modo, sacramento prestito a servientibus nostris, terminata fuit. Didicimus a servientibus nostris, quorum juramentum ad cognitionem rei recipimus, quod tota justicia canonicorum est in villa de Pontibus, et remansiones advenarum in villa et minagium eorumdem canonicorum super omnes homines ville. Nos, vero, jura ecclesiarum illibata conservare volentes, rei veritatem prout diximus cognoscentes, eam ratam et stabilem esse volumus ; quod ut perpetuam et inconcussam sortiatur firmitatem, presentem paginam sigilli nostri auctoritate et nominis nostri karactere inferius annotato,

communiri precipimus. Actum, apud Vizeliacum, anno ab Incarnatione Domini M° C° nonagesimo, regni nostri anno XI°, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa : Signum comitis Theobaldi, dapiferi nostri ; S. Guidonis, buticularii, S. Mathei, camerarii ; S. Radulphi, constabularii. — Datum, vacante cancellaria ; »

Concordavimus in hunc modum : capitulum Senon. habebit justicias et remansiones in villa de Pontibus, secundum quod in predictis litteris continetur, hoc excepto quod non poterit levare emendas ab hominibus nostris in eadem villa commorantibus, nisi ad usus et consuetudines Lorriaci, prout in carta Lorriaci continetur; nec homines nostros in villa de Pontibus commorantes, nec descendentes ab eis poterit capitulum in suos homines in eadem villa retinere; nec a modo homines nostros de corpore, nec etiam alios homines nostros in terra nostra alibi commorantes, ibi poterit retinere. Nos autem non poterimus habere aliquos homines in villa predicta, preter illos quos modo ibidem habemus, et illos qui exibunt ab eis; homines, vero, nostri quos modo ibi habemus debent per legitimam inquisitionem nominatim conscribi in carta una sigillo nostro sigillanda. Et si contigerit homines nostros maritari cum hominibus capituli, vel homines capituli cum hominibus nostris, partientur secundum quod consueverunt partiri. Si, vero, homines nostri qui tenentur nobis reddere, singulis annis, unusquisque duodecim denarios ad Exaltationem Sancte-Crucis, et qui tenent nobis reddere exercitum et equitationem quotienscunque voluerimus, in aliquo istorum defecerint : nos, infra quindecim dies post defectum computandos, ipsos poterimus gagiare, et pro proprio debito nostro. In cujus rei testimonium presentes litteras, sine prejudicio juris alieni, sigillo nostro fecimus communiri.

Actum, Meleduno, anno Domini M° CC° tricesimo-nono, mense maio.

Orig. ; Archiv. de l'Yonne, Bibl. de Sens, Fonds du Chapitre, G 145.

—

457 1239, JUIN.

Ratification par Anseau de Vareilles et Ada, sa femme, de la vente faite au chapitre de Sens par Anseau de Charly et sa femme, de leurs biens et droits à Véron, Rouvroy et *Creeriæ*.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Odo, officialis curie Senon., in Domino salutem. Noverint universi quod Ansellus de Varellis, miles, et Ada, uxor ejus, in nostra dixerunt presencia constituti quod ipsi et Ansellus de Charliaco, miles, et Aalizis, uxor ejus, in eo toto quod habebant apud Rouvretum et Veronem, et alibi in parochiis de Creeriis et de Verone, in censivis atque in costumis, redditibus et rebus aliis in omnibus commodis quod ipsi milites et eorum uxores tenebant, vel alter eorum : dicti Ansellus de Charliaco et uxor ejus, habebant duas partes ipsique Ansellus de Varellis et uxor ejus terciam partem, nec habent ibi dicti Ansellus de Charliaco et ejus uxor aliquid in quo ipsi Ansellus de Varellis et uxor sua non habeant terciam partem pro indiviso et non plus ; nec ipsi Ansellus de Varellis et ejus uxor habent ibi aliquid in quo dicti Ansellus de Charliaco et ejus uxor non habeant duas partes pro indiviso, exceptis quibusdam terris arabilibus sitis in predictis locis, que erant ipsorum Anselli de Varellis et uxoris sue. Et cum iidem Ansellus de Charliaco et uxor ejus vendidissent capitulo Senon. quicquid in censivis, costumis, redditibus et rebus aliis in omnibus commodis habebant in predictis locis, exceptis omnibus illis que prefatus Ansellus de Varellis et uxor ejus dicuntur in illis duabus parrochiis ab eisdem Ansello de Charliaco et uxore sua in feodum tenere, ipsi Ansellus de Varellis et Adda predicta uxor sua, dictam venditionem, fide data de non veniendo contra, laudaverunt, voluerunt et concesserunt coram nobis ; dicta etiam Adda fide mediante promisit quod nec ratione dotis, nec qualiter alia ratione ullam in posterum super hiis questionem movebit ; recognoscens quod hoc faciebat spontanea, non coacta.

Actum, anno Gracie M° CC° tricesimo-nono, mense junio.

Origin. ; Arch. de l'Yonne, G 1388.

A cette pièce est jointe la vente faite au Chapitre en mai 1239, par Anseau de Charly et sa femme, de tous leurs biens et droits à Rouvroy, Véron et dans les paroisses de *Creeriæ* (1)

(1) Cette paroisse de Creeriæ ou Ecreriæ est déjà mentionnée dans un acte de 1225 où l'official de Sens adjuge au Chapitre le quart des dîmes de vin contre le curé dudit lieu. — Ibid.

et de Véron, excepté ce qu'An eau de Vareilles tient d'eux en fief. Cette vente fut faite moyennant 90 livres t. « Et si le chapitre achète d'A. de Vareilles une partie de son fief, il la tiendra en main-morte. » Garants : Itier de Pacy, Simon de Haut-Bois, Jean de Fontaine, et Henri de Noé, chevaliers. Etienne du Pré renonce également aux droits qu'il pourrait avoir sur les choses vendues. G. Ibid.

ad ponendum extra manum suam rem illam datam in elemosinam et concessam, promittens quod ad id minime compellet eosdem.

Actum, anno Domini M° CC° tricesimo nono, mense julio.

Orig. : Archiv. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 117, n° 1.

—

458 1239, JUILLET.

Déclaration par Theon, de Langres, et sa femme, qu'ils ont donné depuis longtemps à l'autel S. Pierre, « dans la grande église de Sens, » deux setiers de grain à prendre sur le moulin situé devant la porte du Cloître à Sens appelée la porte Gilon, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Odo, Senon. curie officialis, in Domino salutem. Notum facimus quod Theo de Lingonis, filius Berneri Lingonensis, civis Senon., et Adelina, uxor ejusdem Theonis, coram nobis recognoverunt se olim dedisse et concessisse in puram et perpetuam elemosinam altari Beati-Petri in maiori ecclesia Senon., duos sextarios bladi, unum, videlicet, frumenti et unum ordei, annui redditus percipiendos in quarta parte quam se dicebant habere in molendino sito Senonis, ante portam claustri Senon., que dicitur porta Gilonis. Fiduciantes quod in re illa data et concessa nichil de cetero, per se vel per alios reclamabunt, nec questionem movebunt, et se laturos perpetuam erga omnes garentiam promiserunt. Super quo Petrus Bicheboz, Petrus Davodez et Jacobus de Foro, filius defuncti Gaufridi de Foro, coram nobis erga canonicos ejusdem altaris se plegios quisque in solidum obligarunt. Prefata, vero, Adelina renuncians omni juri quod ibi habebat ratione dotis, hereditatis, conquestus, aut qualibet alia ratione, confessa fuit quod hoc fecerat sponte, provide, sine violencia, sine metu et absque circumvencione quacumque ; Dembertus, vero, de Capella-super-Orosam, miles, in cujus censiva dictum consistit molendinum, sicut ipse dicebat, dicte rei elemosinam ut predictum est, factam altari predicto laudavit in perpetuum et concessit ab eodem altari quiete et pacifice perpetuo possidendam ; dicens et confitens, coram nobis, quod ipsos canonicos nec potest nec debet ipse, vel heres ejus, compellere

—

459 Vers 1239, OCTOBRE.

Lettre des Evêques et des Barons de la Terre-Sainte à Thibaud, roi de Navarre, aux comtes de Nevers et de Forez, à R. de Courtenay, Dreux de Mello, etc., pour leur indiquer le chemin à suivre pour venir au secours de la Terre-Sainte et les moyens à prendre pour réussir dans cette expédition.

Nobilibus viris et in Christo carissimis domino T., Dei gratia regi Navarræ illustri et comiti Campaniæ, dominis Nivernensis et Forensis, Montis-Fortis comitibus, et dominis R. de Courtenay et Drogoni de Marloto, E. miseratione divina Nicosiensis domini, patriarchæ Jerosolymitani vicarius, et H., Dei gratia Nazarensis archiepiscopi, et R. Arconitidis et R. Liddensis episcopi et H. abbas Templi et G. Hospitalis Sancti-Johannis Jerosolymitani, pauperum Christi custos, et Arnaudus militiæ Templi magistri, comes Gualterus de Brena, Odo de Monte-Beliardi, conestabulus regis Jerosolymitani, B. Dominus Sydoniensis, et J. dominus Cesariæ, salutem et paratam ad obsequia voluntatem.

Placuit sublimitati vestræ super quatuor consilium a nostra quærere pravitate : videlicet quando ad succursum Terræ-Sanctæ iter arripere deberetis, et ad quem portum, vel ad quos possetis convenientius congregari, et de cibariis taliter provideretur, et eorumdem inveniri posset copia cum veniret exercitus Jesu-Christi. Super quibus, de communi consilio non tantum nostrorum qui præsenti cartulæ sigilla apposuimus, sed etiam illorum qui de natura negotii habent notitiam pleniorem, taliter duximus respondere.

Ad primum dicimus quod occasione treugarum non oportet vestrum passagium prolongare, cum Saraceni treugam non teneant Christianis : imo plures interfecti et capti peregrini sunt in hac treuga, quam fuerint ex quo perdita extitit Terra-Sancta ; et cum domino papæ et vobis placuerit, poteritis

arripere iter vestrum cum cujus benedictione et gratia vos accingetis ad servitium J. Christi.

Ad secundum, ad quos portus venire debetis, videtur nobis quod omnes de regno Franciæ. commodius ad portum Marsiliæ vel Januæ poteritis accedere, vel intrare.

Ad tertium, dicimus tali modo quod omnes debeatis in Cyprum apud Minocium applicare, et ibi, habito diligenti tractu vobiscum cum prælatis, magistris et baronibus Terræ-Sanctæ, poteris ubi magis vobis placuerit navigare in Syriam, vel Damiatam, vel apud Alexandriam, si magis videritis recentibus et aliis recreari totus exercitus christianus. Æqualiter, enim, distat Accon a Nimocio sicut Nimocium ab Alexandria vel Damieta.

Ad quartum dicimus, quod fiet generale ab omnibus qui in terra dominantur interdictum, quod extra terram nulla cibaria extrahantur. Ita visum est nobis, et ita dominus dirigat gressus vestros et velit vestrum et nostrum desiderium adimpleri, et per vos liberetur de Saracenorum manibus Terra-Sancta quam Patris Unigenitus præsentia sua et effusione sui sanguinis voluit consecrare.

Datum, Accon, pridie nonas octobri.

D. Martène, *Thesaurus novus Anecdot.*, t. I, col. 1012.

—

460 1239.

Robert, seigneur de Tanlay, atteste que Ponce de Joux a donné à l'abbaye de Molême tous ses droits sur la dîme d'Arthonnay.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Robertus, dominus Tanlaii, rei geste noticiam cum salute. Noveritis quod Pontius de Joux, armiger, in mea presentia constitutus, dedit et concessit in perpetuum, Deo et ecclesie Beate-Marie Molismensi quicquid habebat et habere poterat quoquo modo in decima de Artunnayo, si quid tamen juris habebat in eadem; abrenuncians in hoc facto omni actioni, exceptioni et deceptioni quibuscumque, omnique juris auxilio canonici et civilis; juramento ab eodem corporaliter prestito coram me, quod contra premissa vel aliqua premissorum, per se vel per alium modo aliquo non veniet in futurum. In cujus rei testimonium et noticiam pleniorem, ad petitionem et instanciam dicti Pontii, sigillum meum duxi litteris presentibus apponendum.

Actum, in crastino beatorum apostolorum Petri et Pauli, anno Gracie millesimo ducentesimo trigesimo-nono.

Cartulaire de Molême, vol. 2, F° 30, V°, Arch. de la Côte-d'Or.

—

461 1239, JUILLET.

Colin, chevalier, de Ligny, *cruce signatus*, donne à l'abbaye de Pontigny, pour le repos de son âme, 20 s. de rente sur son four de Vergigny.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Pontigny.

—

462 1239 [1240], JANVIER.

Cession par les chanoines de Saint-Pierre en l'église de Sens, et autres, aux religieux Jacobins de cette ville, d'un filet d'eau de leur moulin situé en dehors du cloître de Sens près de la porte feu Gilon, pour être mené chez les religieux par un conduit souterrain, etc.

Omnibus, etc., magister Odo, curie Senon. officialis, in Domino salutem. Noverint universi quod Hylarius Felisius, Willelmus ac Regnaudus, canonici altaris Sancti-Petri in ecclesia Sancti-Stephani Senon., Johannes de Roseto, carnifex, Garnerius de Trannis, Johannes de Trannis, nepos suus, et Robertus Moutons, in nostra presentia constituti, voluerunt et concesserunt unanimi et concordi assensu, ut tantum aque molendini eorum siti extra claustrum Senon., prope portam que appellatur porta defuncti Gylonis, de cetero decurrat, et meatum habeat libere et quiete per conductum subterraneum venerabilium et religiosorum Fratrum ordinis Sancti-Jacobi Senon., ad aisantiam eorumdem fratrum, quantum comprehendere poterit idem conductus, tali conditione adjecta quod iidem fratres, sicut ipsi promiserunt, in recompensatione illius aque, tantum aque de Vanna que fluet ad dictum molendinum, et per ipsum molendinum facient haberi quantum decurret in supradictum conductum. Verum, si a domino rege, vel ab alio quocumque illius recompensationis aquam de Vanna vel

partem aque contingeret impediri : quocienscumque significaretur istud eisdem fratribus a dictis comparticipibus molendini vel ab aliquo eorum, dictus cessaret conductus donec de illo impedimento constaret. Et tunc, quando de illo constaret idem conductus cessare ex toto, donec ipsis comparticibus restitueretur aqua illa que impediretur, vel ad plenum eis satisfieret, ad estimationem bonorum vivorum, super dampnis et deperditis que ipsi haberent occasione impedimenti supradicti. Quod ut ratum sit et stabile, ad petitionem utriusque partis presentem cartulam sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° tricesimo-nono, mense januario.

Orig., Arch. de l'Yonne; G 1194.

—

463 1239 [1240], JANVIER.

Vente par Baudoin, écuyer, de Provins, à l'abbaye Saint-Germain, de ses vignes d'Irancy, de Rivotte et de Vincelles, et de la moitié du port de Rivotte.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Odo Senonensis curie officialis, in Domino salutem. Notum facimus quod in nostra presencia constituti Baudoinus, armiger, filius Johannis, dicti Bramant, de Pruvino, et Sedilia uxor ejus, recognoverunt se vendidisse abbati et conventui S. Germani Autissiod., pro trecentis et viginti libris pruvinensibus suis quitis, omnes plantas et vineas suas de Hyrenciaco et de Riveta et territorii de Vincellis, et medietatem portus de Riveta cum appendiciis, et pressorio et cupis, et omnibus aliis ad dictum portum et pressorium pertinentibus, et domum suam de Hyrenciaco, et etiam quicquid juris habebant vel habere poterant in territoriis, finagiis, justiciis et parochiis de Hyrenciaco et de Vincellis; recognoscentes quod predicte res sunt et erant de feodo ecclesie Sancti-Germani Autissiod., et quod ipsi res predictas in homagium et feodum ab abbate predicto tenebant et tenere debebant, fide prestita corporali. Promittentes quod super predictis rebus venditis prefate ecclesie portabunt rectam garentiam ad usus et consuetudines terre, et quod easdem res liberas tradent et liberabunt ecclesie supradicte; et quod contra dictam vendicionem per se, vel per alios non venient in futurum, nec super his dictam ecclesiam imposterum molestabunt. Predicta, vero, Sedilia quitavit, fide media, prefate ecclesie imperpetuum quicquid juris habebat, vel habere poterat aut debebat ratione dotis, vel donacionis propter nuptias, vel aliquo alio modo in omnibus rebus predictis : recognoscens quod dictam vendicionem faciebat, concedebat et laudabat sponte, provide, etc.

Actum, anno Domini M° CC° XXX° nono, mense januario.

Cartul. S. Germain, XIIIe siècle, F° 75 V° ; Bibl. d'Auxerre, Ms., n° 140.

1198. — Raoul, abbé de Saint-Germain, avait donné en fief à Milon de Provins, dit le Bramanz, chevalier, les plantes du moulin de Rivotte qui sont en la justice d'Irancy, à condition qu'après la mort de Milon, la moitié des héritages ferait retour au monastère. — Ibid., F° 73 V°.

—

464 1239 [1240], MARS.

Accord entre A., seigneur de Rochefort, et l'abbé de Moutier-Saint-Jean, au sujet d'une borde située près du moulin de Saint-Jean à Aisy.

Ego A. dominus Rupis-Fortis, omnibus præsentes litteras inspecturis, notum facio, quod cum discordia esset inter religiosos viros abbatem et conventum Reomaensem, ex una parte, et nos, ex altera, super Borda sita juxta molendinum Sancti-Joannis, apud Asiacum, et super clausura prati sui juxta prioratum de Aziaco, per bonos viros, videlicet Abraham, priorem de Vaucia, et dominum Andream de Sauvoisiaco, pacificati sumus in hunc modum : quod Borda jam dicta, ita maneat, quod abbas, vel prior de Asiaco non possunt aliquem in eadem amasire, et quod dicta clausura prati maneat et fiat sicut est incepta. Et ad majorem firmitatem hujus rei, ad instantiam supradicti abbatis et supradictorum mediatorum, videlicet prioris de Vaucia, et domini de Savoisiaco, in testimonium hujus rei præsentes litteras sigillavi.

Actum, anno Domini millesimo du-

centesimo tricesimo-nono, mense martio.

Rouvier, *Historia monasterii Reomaensis*, p. 262.

—

465 Vers 1240.

Hommage par Itier de Racine et Robin du Mesnil, à Gauthier de Saint-Florentin, de fiefs au Bouloy, à Survanne et à Dannemoine.

Iterus de Racines fecit homagium ligium, salva ligietate Galcheri de Sancto-Florentino : feodum est apud Boeloi, scilicet hoc quod emit de domino Milone de Pontibus in castellania Sancti-Florentini. Et sciendum quod quum dictus Iterus habebit duos pueros masculos, alter eorum erit ligius regis, alter domini Galcheri.

Robinus de Masnillo fecit homagium ligium : feodum est quicquid tenet apud Survennam et apud Danemoine.

Trés. des Ch., J. 193, n° 83.

—

466 1240, AVRIL.

Gui, doyen de Tonnerre et autres, exécuteurs testamentaires de feu Gui de Beine, chevalier, et de Marie, sa femme, attestent que ce chevalier, avant de partir au secours de la Terre-Sainte, a légué à l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre 40 s. sur les cens et coutumes de Beine.

Cartul. Saint-Germain, Bibl. d'Auxerre, F° 19 V°, n° 141.

—

467 1240, MAI.

Guillaume de Mello, Miles, seigneur de Noyers, et Dreux, seigneur d'Epoisse, attestent que Gaucher de Saint-Florentin et sa femme ont renoncé à cinq muids d'avoine de rente qu'ils prétendaient leur appartenir sur la terre de Préhy, et qui avaient été donnés par Guillaume de Brienne à l'église de Pontigny.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Guillelmus, dominus de Merloto, Milo, dominus Noeriorum, et Droco, dominus de Espoisse et Chatel-Chinun, salutem in Domino. Noverint universi quod cum contentio verteretur inter viros religiosos abbatem et conventum Pontiniac., ex una parte, et Gaucherum de S.-Florentino, armigerum, ex altera, super quinque modiis avene annui redditus, quos bone memorie nobilis vir Guillelmus de Brena, ecclesie Pontiniac. dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam, pro remedio anime sue, laudante et concedente Eustagia, uxore sua, percipiendos annuatim apud Praiz, in quibus quinque modiis avene dictus Gaucherus dicebat se jus habere : tandem, mediantibus bonis viris, dictam elemosinam, sicut in litteris patris venerandi Galteri, Nivernensis episcopi super hoc confectis, plenius continetur, laudavit, concessit et confirmavit dictus Gaucherus, quitans omnino, per se et heredes suos, si quid juris in dictis quinque modiis avene habebat, promittens eciam, fide corporali in manu nostra prestita, pro se et heredibus suis, quod contra predictam elemosinam, concessionem, confirmationem et quitationem, per se vel per alium non veniet in futurum. Margarita, autem, uxor dicti Gaucheri, promisit, fide prestita corporali, se predicta omnia et singula predictorum firmiter servaturam, et quod contra predicta, per se vel per alium non veniet in futurum ; nec in predictis quinque modiis avene, ratione dotis, sive aliqua alia ratione, de cetero aliquid reclamabit. Promisit, etiam, dictus Gaucherus, quod quamcito ad gradum militie fuerit promotus, de predictis omnibus firmiter observandis tradet suas litteras patentes Pontiniac. supradictis. Nos, autem, ad petitionem et instanciam dictorum Gaucheri et Margarite, uxoris sue, in testimonium predictorum presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini M° CC° XL°, mense maio.

Orig.; scellé des sceaux à demi brisés de Gui de Mello et de Miles de Noyers ; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny. — Préhy.

—

468 1240, 9 AOUT.

Lettre du pape Grégoire IX invitant l'archevêque de Sens à se rendre auprès de lui, pour conférer sur les nécessités de l'Eglise.

Epistola Gregorii papæ IX ad archiepiscopum Senonensem, qua illum hortatur ut usque ad proximum festum Resurrectionis dominicæ ad suam præsentiam personaliter venire procuret, ad habendum consilium de necessitatibus ecclesiæ.

Datum, apud Cryptam-Ferratam, v idus augusti, anno XIV.

Raynaldus, *Annales ecclésiast.*, t. XIII, p. 550, col. 2.

—

469 1240, 1er SEPTEMBRE.

Bref d'indulgences accordées par le légat en faveur des Cordeliers de Vézelay pour recommander aux fidèles de leur faire des aumônes afin d'aider à la construction de leur monastère.

Fratres Jacobus, miseratione divina Fenestrinus episcopus, apostolice sedis legatus, licet indignus, universis Christi fidelibus per Nivernensem, Autisiodorensem, Eduensem et Lingonensem dioceses, constitutis, salutem in Domino. Quoniam, ut ait Apostolus, omnes stabimus ante tribunal Christi recepturi prout in corpore gessimus sive bonum fecerit sive malum, oportet nos diem messionis extreme misericordie operibus prevenire, ac eternorum intuitu seminare in terris quod reddente Domino cum multiplicato fructu recolligere valeamus in celis, firmam spem, fiduciamque tenentes quoniam qui parce seminat parce et metet, et qui seminat in benedictionibus de benedictionibus et metet vitam eternam. Cum, igitur, domus Fratrum-Minorum Virziliacensium, Eduensis diocesis, edificari ceperint nimis opere sumptuoso, nec ipsi habeant, nisi a vobis subveniatur, unde dictum opus valeat consummari, universitatem vestram monendam duximus et hortandam vobis in remissione peccaminum injungentes, quatinus eis ad hoc cum ad vos venerint pias elemosinas et grata caritatis subsidia erogetis ut per subventionem vestram hujusmodi pium opus valeat consummari, et vos per hec et alia bona que, Domino inspirante, feceritis, ad eterne possetis felicitatis gaudia pervenire: nos, autem, de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum, ejus auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis qui ad ipsius operis consumnationem manum subvencionis porrexerint, triginta dies de injunctis sibi penitentiis misericorditer relaxamus.

Datum, apud monasterium Sancti-Johannis, kalendas septembris, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo.

Orig.; Arch. du château de Chastellux. chapitre Ier, L. IV.

—

470 1240, 15 OCTOBRE.

Lettre du pape Grégoire IX recommandant à l'archevêque de Sens de se rendre auprès de lui et de prescrire à ses suffragants d'envoyer des députés auprès du siége apostolique, en méprisant les menaces de l'empereur Frédéric.

Epistola Gregorii papæ IX ad archiepiscopum Senonensem, qua illum monet ut usque ad proximum festum resurrectionis dominicæ ad sedem apostolicam personaliter accedere non omittat, et suffraganeis suis, abbatibus et prælatis suæ provinciæ injungat ut, minas Frederici spernentes, eodem termino ad sedem apostolicam nuncios mittant.

Datum, Laterani, idibus octobris, anno XIV.

Raynaldus, *Annal. ecclésiast.*, t. XIII, p. 551, col. 2.

—

471 1240, 27 NOVEMBRE.

Mathilde, comtesse de Nevers, reconnait que par grâce spéciale, Thibaud, roi de Navarre, comte de Champagne, reçut, après la mort de son mari, son hommage à Auxerre, alors qu'elle le lui devait ailleurs.

Ego Mahauldis, comitissa Nivernen-

sis, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod charissimus dominus noster Theobaldus, rex Navarre, Campanie et Brive comes palatinus, post decessum comitis Nivernensis, quondam mariti nostri, nos recepit in feminam apud Altissiodor. civitatem nostram, super quo ipse nobis fecit gratiam et honorem, unde est quod volumus quod heredes nostri possint dicere, quin eidem faciant homagium ibi ubi debent facere. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum litteris duxi presentibus apponendum.

Datum, apud Altissiodorum, anno Domini Mº CCº XLº, die martis proxima ante festum Beati-Andræ apostoli.

Bibl. nat., 500 Colbert, XIIIe siècle, vol. nº 57, p. 7.

—

472 1240, DÉCEMBRE.

Béatrix, mère de Geoffroi, Gérard et Guillaume d'Arcy, donne à l'abbaye de Rigny les dîmes de Nam près Clamecy.

Ego Beatrix, mater domini Gaufridi, et domini Gerardi et domini Guillermi de Arsiaco, militum, notum facio presentibus et futuris quod ego, pro remedio anime mee et dilectorum maritorum



Sceau de Béatrix d'Arcy.

meorum, dedi Deo et Beate-Marie Regniaci, et fratribus ibidem Deo servientibus, quicquid habebam in decimatione de Nam, preter unum sextarium avene, ad cumulum, quod volo quod ecclesia Regniaci reddat ecclesie de Curva-Valle, etc.

Actum, anno Gratie Mº CCº quadragesimo, mense decembri.

Orig.; scellé du sceau de Béatrix d'Arcy, figurant une large fleur de lys, lég. : SIGILLUM BE... TRICI... AUTRI... RIE. Arch. de l'Yonne, Fonds Reigny. — Clamecy.

—

473 1241.

Testament de Gaucher, seigneur de Maligny : Il choisit l'abbaye de Pontigny pour sa sépulture et lègue aux moines 50 s. de rente sur ses moulins de Maligny. — Autres legs : pour sa défunte épouse, pour sa fille Agnès, si elle se fait religieuse à l'abbaye des Isles ; sinon elle partagera avec ses autres enfants, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater, B., dictus abbas S. Petri Autissiod., salutem in Domino. Noverint universi quod bone memorie Galcherus, dominus de Merleniaco, testamentum suum disposuit in hunc modum : Ecclesie Pontiniaci, in qua sibi elegit sepulturam, legavit quinquaginta solidos pruvin., annui redditus, percipiendos in parte sua molendinorum de Mellegniaco, ad faciendam pictanciam conventui in die obitus sui ; ecclesie Quinciaci, pro conventu pictanciando in die anniversarii sui, singulis annis, quadringinta solidos percipiendos super partem suam prati de Piro, juxta Ponchiacum ; item legavit eidem ecclesie, pro anniversario uxoris sue defuncte, quinquaginta solidos Divion., percipiendos in prato suo de Massengi ; legavit etiam Agneti, filie sue, omnes tercias et decimas et terras arabiles quas possidet apud Montiniacum, juxta Pontiniacum, et excasuram Tierrici Rubei et uxoris sue, si quid ratione dotis in dicta excasura ei competit ; mobilia tamen sibi retinuit ita sane, quod si dicta Agnes in domo Insularum monialis fuerit, vel in alio loco in quo monialis permanserit, omnia supradicta ei pacifice permanebunt ; si, vero, monialis non fuerit, partem suam cum aliis liberis jure hereditario possi debit. Item legavit ecclesie canonico rum B.-Petri Autissiod., viginti solidos annui redditus percipiendos in terciis quas ipse emit a Robino et a domina Regina, et in aliis que fuerunt de dicta emptione, et in sex bichetis frumenti de prepositura de Bena, pro anniversa rio suo et uxoris sue defuncte ; legavit et

presbytero de Bena decem solidos pro se et pro uxore sua defuncta, percipiendos annuatim in vinea sua de Pasi, ita quod qui vineam dictam tenuerit, dictos decem solidos reddet dicto presbytero; quam vineam Milo de Montiniaco ad vitam suam tenebit, post obitum suum ad heredes dicti Galcheri reversuram; legavit et presbytero de Melleniaco, tres bichetos frumenti in grangia sua de Melleniaco, singulis annis percipiendos; dictus autem presbyter de Melleniaco et dictus presbyter de Bena tenentur in anniversario ipsius, quilibet alios duos presbyteros provocare, qui, eadem die, pro ejus anima missam celebrabunt, et singulis diebus dominicis teneutur populum commonere ut oret pro eo. Item legavit ecclesie B.-Martini de Chableiis viginti soldos Pruvin., pro se et pro uxore sua defuncta; in anniversariis utriusque decem solidi distribuentur; quos viginti solidos assignavit super vineam de Piro, vel, si maluerint canonici dicte ecclesie, super parte sua molendini de Asie. Item ecclesie B.-Marie de Castellione, triginta solidos Divion., pro se et uxore sua defuncta, percipiendos in censivis suis de Massengi. Item Petro de Sancto-Florentino, armigero suo, et heredibus ejus, duo jugera lamme sita versus Capellam, que fuerunt Piscatoris. Item Michaeli, servienti suo, terram que fuit Johannis Berengies sitam versus Bordam, sine blado istius anni. Si, vero, dictus Michael heredes de corpore suo non habuerit, dicta terra, post decessum dicti Michaelis, ad heredes dicti Galcheri revertetur. In cujus rei testimonium, ad petitionem domine Narbone, matris dicti Galcheri et uxoris sue, et fratrum suorum, videlicet domini Florencii et Guidonis, armigeri, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Sciendum, autem, quod dictus dominus Galcherus constituit executores hujus testamenti sui venerabilem abbatem Pontiniaci et dictos fratres suos dominum Florencium et Guidonem, armigerum.

Actum, anno Domini M° CC° XL° primo.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, preuves, tom. II, p. 481. Bibl. d'Auxerre, Ms n° 158.

1246, mai. — Jean de Seignelay, seigneur de Maligny, et Marguerite, sa femme, déclarent que tant que ladite Marguerite vivra, et qu'elle aura en son avouerie Gui et Marie, ses enfants, elle paiera 107 s. de rente à Pontigny pour l'anniversaire de feu Gaucher de Maligny, son époux, ladite somme affectée sur la taille de Maligny. — Ibid., p. 483.

1260, octobre. — Gaucher, écuyer, fils de feu Gaucher de Maligny, chevalier, ratifie toutes les aumônes faites à Pontigny par Gui l'ancien et dame Narbonne, sa femme, et leur fils Gaucher; par Elissande, femme dudit Gaucher, chevalier; par messire Etienne, clerc; par Florent de Maligny, et Gui, son frère et la femme de Gui, et par dame Emengarde de Champlay. — Ibid.

—

474 1241, 25 AVRIL.

Maitre Gui de Chablis, cellérier de Saint-Etienne de Troyes, reconnait qu'une maison à lui donnée par le roi de Navarre, pour sa vie, laquelle est située à Chablis, au marché, avec une place voisine « in qua li donjons, quondam fuit, » reviendra audit roi après sa mort.

Layettes du Trés. des Chartes, **par Teulet, t. II, 146, n° 2907.**

—

475 1241, AOUT.

Testament de Thomas de Tonnerre, clerc. — Donations : aux chapitres de Tonnerre, aux pauvres, aux lépreux, aux pauvres écoliers et aux fabriques de la même ville, — à un grand nombre d'autres fabriques, — à l'œuvre des ponts de Tonnerre, etc.

Ego Thomas de Tornodoro, clericus, compos mentis meæ volo providere saluti animæ meæ, testamentum meum seu ultimam voluntatem meam disposui in hunc modum : Primo lego curato Beatæ-Mariæ Tornodori, centum solidos. Item, cuilibet vicario, videlicet Petro Tessin, Adæ, Ogero, Petro Roale et Guillelmo, presbiteris, cuilibet decem solidos. Item, fabricæ ecclesiæ Beatæ-Mariæ Tornodori, quadraginta solidos; et capitulo Tornodori viginti solidos, pro obsequio die obitus mei faciendo. Item, fabricæ dictæ ecclesiæ Sancti-Petri Tornodori, viginti solidos, et curato Sancti-Petri decem solidos. Item, cuilibet vicario ejus duos solidos; et hospitali Beatæ-Mariæ Tornodori quinquaginta duos solidos, scilicet qualibet hebdomada usque ad annum duodecim denarios, pro pitancia pauperum. Item, pauperibus Sancti-Spiritus Tornodori,

decem solidos pro pitancia. Item, presbiteris fratribus domus Leprosorum Tornodori, cuilibet decem solidos. Item, conventi Sancti-Michælis, viginti solidos in pitanciam. Item, conventui Melugdini, viginti solidos in pitantiam, et conventui Quinciaci quadraginta solidos. in pitanciam. Item, operibus Sancti-Aniani et Sancti-Nicolai Tornodori, cuilibet decem solidos; et operibus Reclusi, tres solidos. Item, fabricæ ecclesiæ de Sarrigny et de Tissy, decem libras ad emendas possessiones, vel redditus ad .opus fabricæ ecclesiæ de Sarrigny et de Tissy, per medium, et fabricæ ecclesiæ de Solengi, viginti solidos; et Theobaldo, clerico, diacono, viginti solidos; et ponti de Lisignes, quinque solidos; et fabricæ ecclesiæ de Lisignes, quinque solidos; et ecclesiæ de Milisy, pro fabrica, decem solidos. Item, de Sancto-Vinimerio, de Tanlayo, de Cumisseyo, de Molomes, de Sancto-Martino de Espinolio, de Denemonio, de Roffeyo, de Vesignes et de Junayo fabricis ecclesiarum, cuilibet quinque solidos, et pro sotularibus emendis sexaginta solidos; et pro burellis emendis, duodecim libras. Item, Mariæ Suode, decem libras; et volo et etiam precipio quod vineæ quas quondam a liberis defuncti Milonis Strabonis, quod ipsæ vineæ ad ipsos liberos nomine legati deveniant, fructibus ipsarum vinearum a me vel heredibus meis per tres annos primo collectis, et cuilibet presbitero, meo obsequio existenti, duos solidos, nisi legatum a me fuerit sibi specialiter factum; et Robino dicto Beline, sexaginta solidos; et pauperibus scolaribus Tornodori, decem solidos in pane; et Petro de Vesannes, viginti solidos et unum pedem terræ horti ultra salices; et filiæ relictæ Joannis Quitaut, viginti solidos pro ipsa maritanda, et unam arcam; et filiæ Ferrici Labaicor, viginti solidos et aliam arcam; et filio Monte, viginti solidos; et Petro Remuse, quadraginta solidos; et Stephano, filio Gobin, quadraginta solidos; et Michaeli Amentru, viginti solidos; et Clementio, clerico, centum solidos; Sagino, clerico, filio Christophori, textoris, decem solidos. Item, capitulo Tornodori, centum solidos ad emendum quinque solidos annui redditus pro anniversario meo faciendo. Item, ecclesiæ Beatæ-Mariæ Tornodori, centum solidos ad emandos redditus pro anniversario meo faciendo. Item, capitulo Tornodori, centum solidos ad emendum quinque solidos annui redditus pro anniversario dictæ Ruelle faciendo; et Thomassino, carpentario, tres solidos; et pontibus Tornodori quinque solidos; et quadraginta leprosis proximis Tornodori, quadraginta solidos. Filiabus-Dei, quinque solidos; et Guidoni, clerico, consanguineo meo, quadraginta solidos; et Thomæ de Colano, quadraginta solidos; et Gauffrido de Castro et sociis ejus in decima, centum solidos; et dominis meis Fonteneti ducentas libratas tenecturæ meæ, videlicet grangiam meam de Fonteniles cum virgulto sito retro grangiam, vineam meam de Ponchia, vineam meam de Cornoaille, et vineam meam majorum de Chambozon; et has quatuor petias edificii assigno pro pecunia superius nominata; et dominis meis lego domum meam de Fonteniles, sitam super fontem, cum grangia ibidem sita, ex altera parte fontis. Item eisdem lego vineam meam de Chambozon quæ vocatur vinea Militis. Ad augmentationem, vero, missæ quam defuncta Maria, dicta Ruelle, matertera mea fondavit in domo Leprosorum Tornodori, lego vineam meam sitam subtus domum eandem et vineam sitam au Cray, tali conditione quod usque ad tempus admodiationis factæ erga Gauffridum Cambitorem presbiterum, ibi Domino servientes dictas vineas excolant, vel excoli faciant, et de fructibus gaudeant earumdem, elapso, vero, tempore admodiationis supradictæ vinæ, ad augmentum et incrementum supradictæ fundationis libere revertentur. Si quis, autem contra hoc aliquid attemptare presumpserit, totum hoc donum volo carere juribus, supradictis vineis ad matrem meam, vel ad amicos meos, si proximi fuerint, reversuris. Volo, autem, quod torcular meum quod construxi in ipsorum domibus videlicet magistri Christophori, quod vendatur et pretium ipsius in augmentationem fundationis deveniat supradictæ. Lego, autem, Emeniardi, dictæ Capet, duas cameras cum jardino quas construxi in arca quam a Martino dicto Lou Borne, et ejus uxore, pro quadraginta solidis comparavi. Lego Anselmæ, filiæ Bertrandi, vineam meam des Plantes apud Sarrigny, cum vino, pro ipsa maritando. Lego Theobaldo, filio Dominici, quandam vineam sitam in valle quæ dicitur Vallis-dominici; et lego Gauffrido, quondam preposito de Sarrigny, sex libras, et tres quas ei debeo. Item, cum quandam grangiam in platea Milonis Strabonis, de consensu ipsius et liberorum suorum edificaverim, quæ platea Pratellum vocatur, sub pac-

tionibus contentis in litteris decani Tornodori, volo et precipio quod omnibus restitutis super hoc missionibus et testamentis dictæ grangiæ, mihi Thomæ, vel mandato meo, quod liberalitas quam feci dictis liberis, ipsius liberalitas observetur. Item, volo et precipio quod si aliqui inventi fuerint a quibus aliquid minus juste habuerim, quod ablata eidem restituantur si probaverint, et quod leviter testibus credatur, si sit fides eis adhibenda. Debitis, vero, meis et legato meo persolutis, totum residuum mobilium meorum concessi, dedi et quittavi matri meæ, et de eo ipsam investivi. Propterea, vero, mihi promisit, presente viro religioso abbate Rogerio et bonis viris, quod si res meæ non sufficerent ad legatum meum et debita mea persolvendo, quod ipsa de suo proprio supplebit defectum. Item, lego Joanni, clerico decani, viginti solidos; item, Petro, dicto Pontio, clerico, quadraginta solidos. Ego, vero, dictus Thomas, omnia supradicta volo et concedo et precipio, modis omnibus firmiter observari et adimpleri. Ut, vero, præmissa deducantur ad effectum, executores meos constituo venerabilem virum Hugonem, decanum Tornodori, et Milonem, curatum Beatæ-Mariæ et matrem meam, in quorum manibus pono et assigno omnia bona mea usque ad satisfactionem et summam præmissorum; et ut ista stabilia sint et firma, sigilla virorum religiosorum domini abbatis Fonteneti et domini abbatis Rogerii, cum sigillis dictorum Hugonis, decani et Milonis, curati, executorum meorum, presenti scripto rogavi apponi.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-primo, mense augusto.

Cartul. de Fontenay, Q Q; Arch. de la Côte-d'Or.

—

476 1241 [1242], 12 FÉVRIER.

Procuration de Baudoin, empereur de Roumanie, datée de Constantinople, au roi de France, pour régler les affaires qu'il avait avec sa sœur Mathilde, comtesse de Nevers, au sujet des châteaux de Bétry, de Coulanges-sur-Yonne, de Mailly-Château et de Mailly-la-Ville, qu'il revendiquait contre ladite comtesse et autres.

Layettes du Trés. des Ch., **par Teulet, t. II, 464, n° 2951.**

—

477 1241 [1242], FÉVRIER.

Distribution des biens de l'archevêque Gautier par ses exécuteurs testamentaires. Ils donnent à l'archevêque de Sens tout ce que Gautier avait acquis à Villeneuve-l'Archevêque de J. de Mainmorant, des biens à Nailly et trois parties de la forêt de Rageuse. Ils instituent dans la cathédrale dix vicaires qui sont dotés de 30 livres de rente sur le revenu de ladite forêt. Ils donnent au Chapitre de Sens le quart de la forêt de Rageuse, etc. — Distribution de deniers aux chanoines et prêtres de divers autels.

Alb., Dei gracia Carnotensis episcopus. Gilo, archidiaconus Senon., frater Petrus, prior ordinis Fratrum-Predicatorum Senon., et frater Hugo, conversus, nominati executores testamenti bone memorie Galteri, Senon. archiepiscopi, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod cum bone memorie Galterus, Senon. archiepiscopus, nos executores testamenti sui constituisset, et nobis in extremis suis commisisset, ut de bonis suis mobilibus et immobilibus et expresse de acquisitis disponeremus prout saluti anime ipsius videremus expedire, nos, habito super eis diligenti tractatu, et voluntate ipsius defuncti intellecta, ordinavimus in hunc modum. Concedimus in perpetuum archiepiscopo Senon. quicquid idem Galterus archiepiscopus emit a Johanne de Maimmorant, milite, apud Villam-novam-Archiepiscopi, et alia omnia que ibidem, tempore suo, aquisivit, et feodum *Enfet* et alia que apud Naalliacum similiter acquisivit, ad ministrandum sumptus duorum cereorum quos in ecclesia Senon. voluit institui, qui debent ardere ad servicium, sicut alii cerei, et ad administrandum omnes cereos qui debent poni et ardere in duabus herciis ad duo festa Beati-Stephani, sicut idem G. tempore suo ordinavit et fieri consuevit. Concedimus etiam archiepiscopo Senon., in perpetuum tres partes foreste quam emit que vulgariter *Rageuse* nuncupatur, ita quod tenetur solvere, singulis annis, triginta libras paris., in bursa sua recipiendas decem vicariis

quos in ecclesia Senon. decrevimus instituendos. Quando, autem, archiepiscopus, qui pro tempore erit, vendiderit nemus predictum, de denariis predicti nemoris tenetur emere p(ecuniam) ad valorem triginta libras paris. predictarum, vel alibi competenter assignare ad hoc faciendum ad voluntatem capituli Senon. Quartam, vero, partem nominate foreste concedimus capitulo Senon. in perpetuum possidendam, ita quod capitulum tenetur solvere viginti libras paris., singulis annis, predictis vicariis, et decem libras paris., similiter singulis annis distribuendas pro anniversariis et aliis in ecclesia Senon. instituendis, prout duxerimus ordinandum. Et quando predictum capitulum vendet similiter nemus predictum, tenetur de denariis emere redditus usque ad valorem triginta libras paris., vel assignare competenter ad id faciendum. Si, vero, archiepiscopus vel capitulum onera ista cereorum et vicariorum recipere et adimplere, sicuti superius expressum est, noluerint, nos, vel illi qui de executoribus superstites erunt, ad predictos redditus haberemus recursum, et de illis faceremus prout vellemus et expedire videremus. Concedimus, insuper, eidem capitulo decimam bladi et vini sitam apud Ecclesiolas et Dordidas, que sunt defuncti Guillelmi de Auxiaco, quam emit idem Galterus, ita quod proventus illius decime, singulis annis, in anniversario suo in ecclesia Senon. faciendo distribuentur; et ita quod singuli clerici de choro astantes servitio, sex denarios paris. in sero et totidem in mane percipiant, et residuum canonicis servitio similiter astantibus distribuatur. Concedimus eciam vicariis decimam quam emit apud Amilliacum, ita quod de proventibus illius decime, singulis annis, solvantur triginta solidi paris., sicut inferius continetur : videlicet, canonicis altaris Beate-Marie in ecclesia Senon., quatuor solidi ; canonicis altaris Sancti-Johannis, quatuor solidi ; canonicis Sancti-Petri, quatuor solidi ; canonicis Thesauri, duo solidi ; canonicis de Capella, quatuor solidi ; canonicis Sancti-Cyrici, tres solidi ; duobus presbyteris altaris Sancti-Saviniani, duo solidi ; duobus presbyteris Egyptiace, duo solidi ; presbyteris Sancti-Thome, duo solidi ; presbytero de Cruce, duodecim denarii ; et duobus presbyteris de Turribus, duo solidi, in anniversario dicti defuncti quod singuli tenentur facere annuatim, astantibus servicio distribuendi. In cujus rei memoriam et testimonium, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda.

Datum, anno Domini M° CC° quadragesimo-primo, mense februarii.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 698.

1253 [1251] janvier. — L'archevêque Gilon, frère de l'archevêque Gautier, d'accord avec les co-exécuteurs du testament de ce dernier, attribue 60 livres sur les revenus de la forêt de Rageuse aux vicaires institués dans la cathédrale.
Copie du Cartul. *Morellus*, G 731, n° E 114 ; Arch. de l'Yonne.

—

478 1241 [1242], MARS.

Sentence de Gauthier, évêque de Chartres, réglant des contestations entre l'abbaye de Preuilly et Héloise, dame de Chaumont, son fils et leurs hommes, au sujet des bois et de la grange d'Aigremont, et de répétitions de diverses créances, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon., salutem in Domino. Noverint universi, nos litteras bone memorie Galteri, quondam episcopi Carnotensis, sigillo ipsius deforis appendente sigillatas, inspexisse sub hac forma : — Omnibus presentes litteras inspecturis, G. divina permissione Carnotensis ecclesie minister humilis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod contentio erat multiplex et querele inter viros religiosos G. abbatem et conventum Pruliaci, Cisterciensis ordinis, ex una parte, et nobilem mulierem Heluysim, dominam Calvimontis, relictam defuncti domini Odonis de Barris, et Petrum de Barris, militem, filium ejus et homines ac hospites ipsorum, ex altera, super quibusdam debitis, dampnis et injuriis. Que debita dicti abbas et conventus petebant a dicta domina et P., filii ejus, partim pro se, partim pro dicto domino O., jam defuncto, et dampna et injurias a dictis domina et P., filio ejus, et hominibus ac hospitibus eorum sibi et rebus suis multipliciter illata, tam in nemoribus suis de Acrimonte, quam in ipsa porprisia grangie Acrimontis, quam etiam alibi, restitui sibi et emendari petebant ab eisdem. Debita autem sunt hec : triginta octo libras Pruvin. fortes, quas mutuo dederant iidem abbas et conventus dicto domino O. de Barris, ut dicebant. Item quinquaginta libras pruvin. veteres, quas similiter mutuo dederant eidem domino per manum Guillelmi Guindebos. Item sexaginta soli-

dos in denariis et septem libras in lignis, qui denarii omnes sunt parisienses, et dimidium modii frumenti que similiter eidem domino O. infirmanti in domo ipsorum Parisius accomodaverunt per manum fratris Rogeri, monachi. Item, quinque modios frumenti, septem sextaria siliginis, undecim modios avene, ad rasum, ad mensuram Musteroli: que omnia similiter eidem domino O. accommodaverunt, ut dicebant. Item, equum conversi abbatis valentem viginti lib. paris. accomodaverunt similiter eidem domino O., nec unquam eum reddidit, ut dicebant, et alium palefridum valentem sexdecim. libr. paris., quem similiter accomodantibus eidem domino O. ita deterioratum reddidit postea,et quod non valuit ultra octo solidos, et pro tanto fuit venditus, ut dicebant; et alium equum valentem novem lib. paris. eidem domino O. accomodantibus, tandem ita deterioratum reddidit quod non valuit postea plus quam viginti solid., vel viginti quinque, ut dicebant. Item octoginta et quatuor libr. et decem solid. pruvin. fortium et quadraginta libr. paris.. quas predicto domino Petro accomodantes non inde rehabuerunt nisi tantum circiter triginta lib. pruv., ut dicebant. Item viginti solidos paris. quos idem dominus P. debuit eis reddere pro reparatione fossati ipsorum de Toreilon, quod ipse fecerat dirui injuste, ut dicebant, et non reddidit. Et alios viginti solidos paris. quos idem dominus P. debuit eis pro dampnis et deperditis quarucarrum eorumdem quas capi fecerat injuste in territorio grangie ipsorum de Acrimonte, ut dicebant. Item sex libras et quindecim solidos paris., quos dicti domina Hel. et P.. filius ejus, debuerunt eis facere restitui de hominibus et hospitibus suis, pro dampnis que iidem homines et hospites fecerant injuste in nemore ipsorum de Acrimonte, incidendo ipsum nemus violenter, et asportando, et adhuc non fecerant eis restitui, ut dicebant. Item octoginta libras pruvin. fortes, quas prefatus dominus O. debebat eis pro octoginta milibus tegularum quas idem dominus O. acceperat apud Acrimontem ad cooperiendas novas domos suas de Dyant, ut dicebant. Item unum modium frumenti quem prefate domine Hel. accomodaverant, post mortem dicti domini O., viri sui. Super hiis et aliis pluribus conquerebantur dicti abbas et conventus de predictis domina et P. filio ejus. et hominibus ac hospitibus eorumdem. Querele, vero, dictorum domine Hel. et P. filii ejus et hominum ac hospitum ipsorum, fuerunt hec contra dictos abbatem et conventum: reclamabant dicta domina et P., filius ejus, decimam de Villamagneche, quam decimam dictus dominus O. et mater sua, domina Calvimontis et vicecomitissa Senon. dederant in elemosinam ecclesie Pruliac., non consentiente nec laudante ista domina Hel. vel si laudaverat hoc, fecerat invita et coacta, ut dicebat ipsa, cum tamen dicta decima moveret de capite ipsius. Item eadem domina Hel. et P. filius ejus reclamabant quandam grangiam sitam apud dictam Villam-Magneche, quam grangiam emerant dicti abbas et conventus a Fulcone de Villa-Magneche: quam dicta domina Hel. dicebat se eis non laudasse, vel si laudaverat hoc fecerat invita et coacta. Item reclamabant eadem domina et P. filius ejus, pasturas quas predictus dominus O. dederat in elemosinam in omnibus terris, pratis et nemoribus suis priusquam sunt ad etatem, prefatis abbati et conventui ad omnia animalia et pecora sua immitenda; quas dicta domina et P. filius ejus dicebant se eis non laudasse. Item reclamabant dicta domina et P. filius ejus, chaciam sive venationem in grangia de Acrimonte, et dicebant ipsam grangiam de justitia sua et infra garannam suam esse. Item reclamabant dicta domina et P., filius ejus, quamdam viam que solebat ire à Calvomonte ad Chescium, per nemus de Acrimonte, ut dicebant, quam clauserant monachi: et aliam viam quam effoderant monachi pro mina sua lavanda inter Acrimontem et nemus, ut dicebant. Item reclamabant eadem domina et P. filius ejus, terram que dicitur terra Kaursini, quam dicti monachi emerant a Reginaldo Kaursino, in territorio de Villablovena, quam dicta domina dicebat se eis non laudasse, vel si laudaverat, hoc fecerat invita et coacta, ut dicebat; et duas placias terre sitas apud Villam-Novam-Guiardi, quas dicti monachi habuerant a prefato domino O., per excambium; in quibus constructa est modo domus lapidea dictorum monachorum, quas similiter dicebat dicta domina se eis non concessisse, nec laudasse, vel si laudaverat, hoc faceral invita et coacta, ut dicebat. Item reclamabant eadem domina et P., filius ejus, quandam terram sitam ante molendinum quod dicti monachi habent apud Blenum; quam terram dicti mo-

nachi dederant ad censum, et etiam partem ejus redegerant in culturam, in prejudicium et gravamen dictorum domine et filii ejus, ut dicebant. Item reclamabant dicta domina et filius ejus, et homines ac hospites ipsorum, pasturas omnibus animalibus et pecoribus suis in nemoribus de Acrimonte, que nemora dicti abbas et conventus clauserant undique fossatis. Debita quoque que eadem domina et P., filius ejus petebant a monachis supradictis fuerunt hec: Octoginta libras pruvin. pro tribus equis quos predictus dominus O. accomodaverat dictis monachis, ut dicebant dicta domina et predictus P., filius ejus. Super hiis, igitur, et aliis orta contentione et querela multiplici inter eos hinc inde, sicut supra diximus, tandem, mediantibus bonis viris, super omnibus querelis et contentionibus inter ipsos hinc inde motis, usque ad vigiliam Beati-Martini hyemalis anni Domini millesimi ducentesimi tricesimi tertii compromiserunt partes in nos, sub pena centum librarum paris., et fidei sacramento; et etiam datis plegiis hinc inde de dicta pena, et de tenendo firmiter quicquid nos ordinaremus de omnibus supradictis, pace, vel arbitrio mediante. Nos, igitur, recepta compromissione in nos ad diem assignatam, partibus coram nobis constitutis, post multos tractatus hinc inde habitos inter ipsos, tandem fuit taliter concordatum inter partes, de communi assensu: quod nos in quem compromissum erat a partibus hanc et has, super hoc quod dicta domina et P., filius ejus, dicebant grangiam de Acrimonte infra garannam suam et de justitia sua esse, diximus, arbitrando et pronuntiavimus per dictum nostrum, prefatam dominam Hel. et P., filium suum, in dicta grangia de Acrimonte, vel infra clausuram aut porprisiam ipsius, justitiam, garannam vel chaciam non habere. Omnibus aliis querelis et contentionibus, tam hic nominatis quam non nominatis, quecumque inter partes easdem hinc inde mote fuerant usque ad vigiliam supradictam, per amicabilem compositionem in pace remanentibus in perpetuum ecclesie Pruliac. Ita quod dicti abbas et conventus omnia debita que petebant a dicta domina Hel. et predicto P. filio ejus, tam pro se tam pro defuncto domino O. supradicto, quitaverunt eis amicabiliter et benigne, exceptis blado jam expresso et centum libris paris., quas centum libras paris., debent dicta domina et P., filius ejus, persolvere predictis monachis per quinquennium ab hinc continuum, singulis annis, ad festum Sancti-Remigii, viginti libras persolvendo, donec tota dicta summa fuerit dictis monachis persoluta. Erit, autem, prima paga ad festum Sancti-Remigii proximo venturum. Totum, vero, bladum supradictum persolvent dicta domina et P., filius ejus, prefatis monachis ad terminos in litteris predicti domini O. jam defuncti, quas super hoc habent iidem monachi nominatos. De dimidio, autem, modio frumenti quem dicti monachi predicto domino O., in domo ipsorum Parisius egrotanti, prout supradictum est, accommodaverant, et uno modio frumenti quem similiter iidem monachi accommodaverant domine Hel. supradicte, post mortem viri sui, sicut superius est expressum; qui modius et dimidius non continentur in dictis domini O. litteris de solutione bladi factis, quas habent monachi sepedicti, faciet dicta domina Hel. gratum eorumdem abbatis et conventus, ad ipsorum voluntatem. De solutione, etiam, centum librarum predictarum facienda in quinquennium ad terminos supradictos, similiter dicta domina Heluysis et Petrus, filius ejus, litteras suas facient patentes et tradent abbati et conventui supradictis.

Actum, anno Domini M° ducentesimo tricesimo-quarto, mense maio. Quod autem in predictis litteris, sigillo prefati G. quondam episcopi Carnotensis sigillatis vidimus contineri, verbo ad verbum fecimus transcribi et sigillo curie Senon. sigillari. Datum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-primo, mense martio.

Orig.: Arch. de l'Yonne, H. 72, n° 9.

En 1244, avril, Héloïse et Pierre des Barres ont ratifié la sentence ci-dessus. Archives de Seine-et-Marne, Inventaire de Preuilly, in-f°, p. 937.

En 1211, Odo des Barres, Héloïse, sa femme, et Pierre, leur fils, avaient donné pour le repos de leurs âmes à l'abbaye de Preuilly, la dîme à eux appartenant dans le territoire de Villemanoche, tant en blé qu'en vin. — Ibid., p. 935.

—

479 1242, 20 AVRIL.

Lettre de Richard de *Wichio*, chancelier de saint Edme, archevêque de Cantorbéry, attestant que ce dernier a choisi l'abbaye de Pontigny pour le lieu de sa sépulture.

Omnibus Christi fidelibus presentes

litteras visuris vel audituris, Ric. de Wichio, salutem æternam in Domino.

Cum nihil est quod magis debeatur hominibus, quam quod ultimæ voluntatis liber sit stylus, et qui ultimas aliorum voluntates impediant, in suis ultimis voluntatibus idem sentire debeant cum effectu : igitur, cum veritas omnibus quæ sub cœlo sunt sit preferenda, et melius sit scandalum oriri, quam veritatem occultari; quod scio loquor, et quod vidi hoc testor, et eo teste qui veritas est, verum et fidele testimonium meum est. Unde, ne a quoquam processu temporis in dubium revocetur in quo loco recolendæ recordationis Edmundus, quondam Cantuariensis archiepiscopus, et dominus meus, sibi elegerit requietionis locum, vos omnes et singulos absque omni ambiguitate certifico, tanquam ejusdem patris aliquando cancellarius et testamenti sui executor, quod dictus dominus meus summæ devotionis affectu, in ecclesia Sanctæ-Mariæ apud Pontiniacum sibi elegit sepulturam, in qua quidem reliquiæ ejus requiescunt; et hoc in testamento ejus plenius continetur. In cujus rei testimonium et majoris credibilitatis argumentum præsentes litteras sigillo meo gaudenter sigillavi.

Actum, apud Aurelias, anno Domini M° CC° XLII°, XII calendas maii.

Martène, *Thesaurus novus Anecd.*, III, col. 1901.

—

480 1242, NOVEMBRE.

Donation par Geoffroi de Noslon, chevalier, aux maître et freres du Popelin, d'une pièce de terre, lieu dit la Breteniere, à charge d'entretenir deux lampes allumées dans le dortoir des frères et dans celui des sœurs du Popelin, et de célébrer l'anniversaire du père et de la mère du chevalier et le sien après sa mort, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Guillelmus, officialis curie archidiaconi Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constitutus Gaufridus de Noolum, miles, recognovit se dedisse magistro et fratribus de Popelino Senon., quandam peciam terre site in loco quod dicitur La Breteniere, juxta terram Constancii de Granchiis, ex una parte, et juxta rivum de Mauvete, ex altera, liberam ab omni onere, costuma, servitute et servicio preterquam de recta decima; pro qua donacione facta, dicti magister et fratres tenentur imperpetuum ministrare oleum ad duas lampadas ardentes, quarum una ardebit in dormitorio fratrum de Popelino, et alia in dormitorio sororum ejusdem loci. Tenentur etiam dicti magister et fratres, singulis annis, celebrare, in ecclesia sua, anniversarium patris et matris ejusdem militis defunctorum, necnon etiam anniversarium ejusdem militis, quando decesserit; et quandiu vixerit tenentur ipsi magister et fratres celebrare, singulis annis, unam missam de Spiritu-Sancto pro ipso milite. Dicti, vero, magister et fratres, coram mandato nostro ad id audiendum loco nostri specialiter destinato, recognoverunt se dedisse eidem militi, imperpetuum, in recompensationem illius pecie terre date, unum pratum quod se habere dicebant prope Noolum, juxta noam archidiaconi Meleduni, ex una parte, et ex alia parte juxta pratum dou Raiz, liberam, similiter, ab omni onere, servitute et servicio. Promittentes, bona fide, quod contra donaciones et convenciones istas, per se vel per alios non venient in futurum.

Actum, anno Domini M° CC° quadragesimo-secundo, mense novembri.

Orig.; Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens, II B 3, n°74.

—

481 1242, 19 NOVEMBRE.

Déclaration par Renaud de Saligny, doyen d'Auxerre, que, s'il était nommé évêque, il abandonnerait à la comtesse Mathilde 40 livres de rente qu'elle lui a données, sa vie durant, sur la cense d'Auxerre.

Renaudus de Sellen., decanus Autissiodori, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noveritis quod si contingeret nos promoveri ad episcopatum vel ad archiepiscopatum, per gratiam Jhesu-Christi, nos illas quadraginta libras provin. annui redditus quas nobis contulit ad vitam nostram M., nobilis comitissa Nivernensis, percipiendas annuatim in censa sua Autissiodorensi, eidem omnino dimittemus et ejusdem heredibus Nivernensibus et sine reclamatione aliqua quittaremus. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Datum, apud Clamiciacum, anno Domini M° CC° XL° secundo, mense novem-

bris, die mercurii post octabas Sancti-Martini yemalis.

Trés. des Chartes, J 256, n° 40.

—

482 1242 [1243], JANVIER.

Guillaume de Mello, seigneur de Saint-Bris, déclare avoir fait hommage à Thibaud, roi de Navarre, de 60 livres de rente sur les foires de Bar-sur-Aube, que le roi lui a inféodées.

Je Guillaumes de Mellot, sires de Saint-Briz, faiz savoir à touz ces qui verront ces lettres que j'ai fait feauté et homage lige, sauve la feauté et l'oumage le conte de Nevers, à noble home Thiébaut, par la grâce de Dieu roi de Navarre, de Champaigne et de Brie, conte palazin, por sexante livrées de rante que il m'a donées à moi et à mes oirs, à panre en la foire de Bar-seur-Aube, à Bar, an tel manière que li uns de mes fiuz qui aura ceste rante li fera, après ma mort, houmage lige et feauté, à lui ou à ses oirs, contre touz homes. Auquel tesmoignance j'ai fait seeller ces présantes lestres de mon seel; et ce fu fait an l'an de l'Incarnacion Nostre-Seigneur mil et deus cenz et quarante et deus, au mois de janvier.

Orig.; Arch. Nat., I 193, n° 31.

—

483 1242 [1243], MARS.

Jean, sire de Vallery, reconnaît avoir reçu par la main de Guillaume de Murat, son écuyer, 30 livres, monnaie d'Auxerre, que la comtesse de Nevers lui devait sur son revenu d'Auxerre, pour l'année 1241.

Layettes du Trés. des Chartes, par Teulet, II, 501, n° 3055.

1235, mai. — Le même Jean de Valery avait passé un accord avec Hugues, son frère, sur les biens qu'ils possédaient à Marolles. — Ibid., p. 292, n° 2385.

—

484 1242 [1243], MARS.

Gui, comte de Forez, reconnaît avoir fait abandon à Mathilde, comtesse de Nevers, de tout ce que feu son père Gui, comte de Nevers, et de Forez, et mari de ladite dame, avait acquis dans le comté de Nevers, etc., sauf les meubles que son père y possédait quand il partit outre-mer. Il en excepte toutefois les dettes de Vézelay et de Coulange. — Il fait également don à la comtesse de 500 livres de Provins dues par les habitants d'Auxerre à son père.

Ego Guido, comes Forensis, notum facio universis quod ego quittavi karissime domine mee M., comitisse Nivern., quicquid Guido, quondam comes Nivern. et Forensis, pater meus, dominus et maritus ejusdem domine comitisse, acquisierat in toto comitatu Nivern. et in omni hereditate ejusdem comitisse, tam mobilibus quam immobilibus, salvis mobilibus et debitis que pater meus habebat in dicto comitatu quando iter arripuit ad partes transmarinas; ita tamen quod dictam dominam compellere non possum de litteris debitorum Virzeliac. et Columgiarum.—Quod, quidem, debitum de Virzelai debetur abbati et conventui Virzeliac. et debitum Columgiarum episcopo et capitulo Autissiod. Et dicta domina et heredes sui me debent conservare indempnem super dictis litteris, bona fide, et heredes meos, salvis quingentis libris pruvin., quas burgenses de Autissiodoro debebant patri meo, quas eidem comitisse quitavi. In cujus rei testimonium presentes litteras meas sigilli mei munimine roboravi.

Datum, apud Pontisaram, anno Domini M° CC° XL° secundo, mense marcio.

Layettes du Trés. des Ch., par Teulet, T. II, 501, n° 3053.

—

485 1242 [1243], MARS.

Vente par Pierre de Dannemoine, à Thibaud, comte de Champagne, de tout ce qu'il possédait à Percey. — Ratifiée par Miles, seigneur de Noyers.

Ego Milo, dominus Noueriorum, notum facio universis quod in nostra presentia constitutus dominus Petrus de Denemoine, miles, homo meus, coram me recognovit se vendidisse, laude et assensu domine Isabellis, uxoris sue, illustri viro Th., Dei gratia regi Navarrie, Campanie et Brie comiti palatino, quicquid habebat et habere consuevit apud Parreceium, videlicet remanenciam hominum albatiorum, et omnia alia que dictus miles in predicta villa in omnibus modis et commodis possi-

debat et possidere consuevit, pro decem libris jam solutis. Ut hoc, vero, ratum permaneat, presentibus litteris, laude et voluntate predictorum Petri et uxoris sue Isabellis, sigillum meum apposui.

Actum, anno Domini M° CC° quadragesimo-secundo, mense marcio.

Trés. des Chartes, J 195, n° 73. — 500 Colbert, vol. 58, p. 221.

—

486 1242 [1243], MARS.

Accord entre Me Robert d'Autun, clerc, d'une part, et Jacquette Petrovillain, veuve d'André de Vieux-Château et autres, pour le partage de la succession de feue Hersende, mère dudit Robert, consistant, entre autres biens, en une maison de pierre sise à Sens, des prés sis à Pont-sur-Yonne, près de la Pierrefitte, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon., salutem in Domino. Noverint universi quod cum inter magistrum Robertum de Edua, clericum, filium defuncti Roberti de Edua, ex una parte, et Jacobam Petrovillain, relictam Andree de Veteri-Castro, Robertum de Colatoriis, Johannam, uxorem ejus, Mariam relictam Peregrini Latinarii, militis, et Elisabeth, relictam Girardi de Davesio, sorores, ex altera, contentio verteretur super eo quod idem magister dicebat quod defuncta Hersendis, quondam mater ipsius magistri, in bona valitudine sua dederat eidem magistro medietatem domus lapidee cum appendiciis ejusdem domus et pressorio juxta eandem domum sito inter ecclesiam Sancti-Petri-Rotondi et domum ligneam relicte Girardi de Davesio, et quicquid habebat in molendino sito prope portam Sancti-Desiderii Senon., et duo arpenta prati sita in prataria de Pontibus-super-Yonam, prope petram-frictam, et quicquid amplius prati ibidem habebat, et medietatem granchie site juxta domum Renaudi Escofe, presbiteri, cum porprisia ejusdem granchie, et medietatem cujusdam teneture site retro domum Roberti de Colatoriis, cum appendiciis ejusdem teneture; et super eo quod idem magister dicebat racione hereditatis omnes alias teneturas quas dicta mater sua tenebat ad ipsum magistrum pertinere: tandem, amicabilis composicio intercessit inter eos in hunc modum: quod prefati Jacobus, Petronilla Robertus et Johanna, Maria et Elisabeth, totam dictam domum lapideam cum appendiciis ejusdem domus, et pressorium et quicquid dicta Hersandis habebat in dicto molendino, et duo arpenta prati et quicquid amplius prati eadem Hersandis ibidem habebat, et totam dictam teneturam sitam retro domum Roberti de Colatoriis, cum appendiciis et pertinentiis ad dictam teneturam, prefato magistro Roberto in perpetuum quitaverunt, et sic idem magister Robertus totum residuum omnium aliarum teneturarum et omnium mobilium moventium ex parte matris ipsorum prefatis Jacobo, Petronille, Roberto, Johanne, Marie, Elisabeth quitavit in perpetuum, coram nobis, exceptis quatuor doliis cum vino, que sunt in parvo cellario granchie que mater sua contulerat eidem magistro sibi quitatis; pro qua quitatione facta a predicto magistro, sicut predictum est, memorati Jacobus, Petronilla, Robertus, Johanna, Maria et Elisabeth promiserunt se infra instans Pascha, per fidem suam, eidem magistro viginti libras paris. reddituros. Et preterea, per dictam compositionem prefati Jacobus, Petronilla, Robertus, Johanna, Maria et Elisabeth, omnia debita in quibus dicta Hersandis tenebatur, et omnia legata ipsius Hersandis persolvere tenebuntur; ita quod dictus magister a solutione omnium rerum que ratione debiti dicte Hersandis, vel ratione legati ipsius Hersandis, vel alia ratione occasione dicte Hersandis exigi possint, prefatus magister quitus penitus remanebit et ipsum conservabunt indempnem quantum ad hec. Fiduciaverunt, autem, in manu nostra prefati magister Robertus, Jacobus, Petronilla, Robertus, Johanna, Maria et Elisabeth, quod contra compositiones et quitationes ac conventiones predictas per se vel per alios non venient in futurum, salva, tamen, eis in omnibus et per omnia excasura legitima si quam ab altero eorum in posterum contigerit evenire. Fiduciaverunt, autem, dicte mulieres quod hec omnia faciebant spontanee, non coacte. Hec, autem, omnia facta sunt salvis rebus dotalibus quas tenet Lora, uxor Petri de Ramerruco, ex parte defuncti Garini de Edua, de quibus non est in predicta compositione facta mentio, nec aliqua quitatio. Et ordinatum fuit inter partes, quod quando dicta Lora decedet, de portione dotis moventis ex parte dicte Hersandis fient quinque partes, de quibus quinque partibus Petronilla et

Johanna, quelibet ipsarum habebit suam quintam partem, et in aliis partibus idem magister Robertus suam debitam percipiet portionem, et quantum ad hoc quocunque eant vel maneant se supposuerunt jurisdictioni curie Senon.

Actum, anno Domini Mº CCº quadragesimo-secundo, mense marcio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens.

—

487 1243, 6 JUILLET.

Accord entre Patier, chevalier, et Thomas, abbé de Saint-Pierre-le-Vif, au sujet de l'exercice de la justice à Sognes. — Droit d'asile reconnu en faveur des moines dans leur maison. — Ratification par Anseau de Trainel, seigneur féodal.

Ego Ansellus, dominus de Triangulo, notum facio presentibus et futuris, quod ego vidi et inspexi litteras vener. viri magistri Odonis, officialis Senon., ... sub hac forma:

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Odo, officialis curie Senonensis, salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constitutus Henricus Patier, miles, recognovit quod cum olim contentio esset inter ipsum, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Petri-Vivi Senonensis, ex altera, super eo quod idem miles dicebat se in domo et porprisia de Ciconiis eorumdem abbatis et conventus habere justitiam, quam petebat idem miles in eisdem domo et porprisia, quod negabant dicti abbas et conventus; tandem super hoc fuit amicabiliter compositum inter ipsum Henricum et virum religiosum Thomam, ejusdem abbatie Sancti-Petri electum, confirmatum et conventum ejusdem abbatie in hunc modum: quod si aliquis, pro quocumque furto vel maleficio, vel pro quali alia causa venerit, vel aufugerit ad dictas domum et porprisiam de Ciconiis, et eam intraverint pro se garentesando, quod abbas et conventus ejusdem abbatie eum garentesabunt, sicut viri religiosi possunt et debent talem hominem in domo religiosa garentesare. Et si contigerit quod aliquis committat furtum in eadem domo vel porprisia, et in eodem furto deprehendatur tanquam fur manifestus, serviens dicti abbatis et eumdem furem tradet dicto Henrico, vel mandato suo, extra porprisiam dicte domus, si dominus archiepiscopus Senonensis dixerit quod hoc facere possint prefati abbas et conventus, sine periculo ordinis sui; nec intelligitur furtum de pane, vino, carnibus, vel caseo, vel de esca quolibet. Si, vero, prior, vel monachus aut conversus apud Ciconias manens, vel abbas Sancti-Petri-Vivi Senonensis vellent vendere vinum in dicta domo, serviens prefati abbatis vel prioris ejusdem loci, vel monachi aut conversi ibidem commorantis, capiet mensuram a dicto Henrico vel mandato suo; et jurabit idem serviens eidem Henrico quod ad eandem mensuram vendet et non ad aliam, nec emendam vel aliquid aliud amplius poterit habere dictus Henricus a prefato serviente, vel abbate, vel priore, aut monacho, vel converso, nisi tantummodo dictum juramentum dicti servientis pro falsa mensura, vel pro aliquo alio forefacto ratione mensure. Prefati, vero, abbas et conventus non poterunt recitare in dicto domo vel porprisia res hominum dicti Henrici contra eumdem Henricum. Idem, vero, Henricus quittavit eisdem abbati et conventui pro se et heredibus suis, omne jus, servitutem et omnimodam justitiam, si quam habet in dicta domo et porprisia, vel habere debet, ut eam habeant idem abbas et conventus quittam et liberam, de cetero, tanquam domum religiosam et prioratum, nec aliquid juris seu justitia in eadem domo et porprisia de cetero reclamabit dictus Henricus, excepto hoc quod superius est dictum. Dicti, vero, electus et conventus recognoverunt in presentia nostra quod idem Henricus habet omnem justitiam in villa de Ciconiis et in ejusdem ville pertinentiis, extra porprisiam eorumdem abbatis et conventus, salva tamen justitia eisdem quam habent et habere debent in hominibus suis in dicta villa, seu in justitia dicti Henrici manentibus, et salva eisdem justitia censuali et costumali et terragiali quam habent vel habere debent in censivis suis et coustumis, et terragiis in eadem villa, et circa eamdem villam sitis. Et nullam aliam justitiam habent in dicta villa vel appendentiis, preter quam in dictis hominibus suis, censivis, terragiis, et coustumis. Dictus, autem, Henricus nullam habebit justitiam in familia eorumdem abbatis et conventus de Ciconiis nisi sint homines sui, nec in hominibus ipsorum de Ciconiis ullam habebit justitiam nisi talem qualem usus et consuetudines castellanie Trianguli ei concedunt. Prefatus, vero, Hen-

ricus, fide data, promisit se contra compositionem et conventiones predictas deinceps per se vel per alios non venturum.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo-nono, die martis post festum apostolorum Petri et Pauli. Et quod dictus Henricus totum jus quod habebat in predictis a me tenebat in feodum, compositionem predictam..... confirmo.

Datum, anno Domini M° CC° tricesimo-nono, in octavis apostolorum Petri et Pauli.

Orig.: Scellé du sceau équestre du sire de Trainel, et portant un lion au contre-scel; Arch de l'Yonne; Fonds Saint-Pierre-le-Vif. — Sognes.

1244 [1245] mars. — Sentence de l'official de Sens contenant partage des dîmes de Sognes et du Plessis-Gâte-Bled, entre l'abbaye Saint-Pierre et Pierre, dit Pailoe, damoiseau; par suite duquel deux tiers furent attribués à l'abbaye, et un tiers à Pierre Pailoe. — Ibidem.

—

488 1243, AOUT.

Confirmation par Miles, sire de Noyers, de la donation faite par son père, Miles, à l'abbaye de Pontigny, d'une rente d'un muid et demi d'orge sur le minage de Chablis, pour fonder son anniversaire.

Ego Milo, dominus Noeriorum, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod cum bonæ memorie dominus Milo, pater meus, dominus Noeriorum, legasset Deo et ecclesiæ B. Mariæ Pontiniacensis, in puram et perpetuam eleemosynam, decem libras pruvinenses annui redditus, pro anniversario suo faciendo, ego, prædictus Milo, dominus Noeriorum, volui et concessi, ut pro prædictis decem libris dicti Pontiniacenses percipiant, singulis annis, apud Chableias, in octabis S. Remigii unum modium et dimidium ordei in minagio meo de Chableiis.

Datum, anno Domini M° CC° XLIII°, mense augusti.

Martene, *Thes. novus Anecd.*, III, col. 1252.

—

489 1243, AOUT.

Erard de Vallery, chevalier, déclare s'être constitué caution envers le Roi pour 100 livres par.. que devait Guillaume de Cornant, chevalier.

Layettes du Trés. des Chartes, par Teulet, t. II, 519, n° 3125.

Gui d'Egreville, Etienne de Forges, Robert de La Celle, Thibaud de Champ-Jean et Guillaume de Valprofonde, chevaliers, donnent des lettres semblables pour diverses sommes. — Ibid., n°s 3126 à 3130.

—

490 1243, 30 SEPTEMBRE.

Mathilde, comtesse de Nevers, confirme l'abbaye de Fontenay dans toutes ses acquisitions, et même dans les donations faites par maîtres Athon et Thomas, frères, clercs, de Tonnerre, à charge d'anniversaires.

Ego Mathildis, comitissa Nivernensis, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod ego, Deo et ecclesiæ Beatæ-Mariæ Fonteneti et fratribus ejusdem loci, laudavi et concessi quidquid ipsi Fontenetenses in tota terra mea, feudis et posse meo acquisierunt usque ad hodiernam diem, necnon terras, domos et vineas quas magistri Atho et Thomas, fratres, clerici, de Tornodoro, coram nobis eisdem Fontenetensibus in eleemosinam donaverunt. Omnia ista laudavi dictis fratribus Fontenetensibus tenenda, in perpetuum, et pacifice possidenda. Ipsi, vero, Fontenetenses mihi concesserunt anniversarium bonæ memoriæ Agnetis, matris meæ, et anniversarium meum, post obitum meum, singulis annis, in eorum ecclesia celebrandum.

In cujus rei testimonium, presens scriptum sigilli mei munimine tradidi roboratum.

Actum, anno Domini M° CC° XLIII°, in vigilia Beati-Remigii.

Arch. de la Côte-d'Or; Cartul. de l'abbaye de Fontenay, L 6.

1243, octobre. — Mathilde, comtesse de Nevers, donne à l'abbaye S. Germain d'Auxerre, pour le repos de son âme et de celle de feu Hervé, son époux, 100 s. d'Auxerre de rente, sur la *Lya et Crieria* de cette ville. — Cartul. du pitancier de S. Germain, F° 1, R°.

1252. — Mathilde, comtesse de Nevers, fait don à l'église Saint-Loup de Nô de 60 s. de revenus à prendre sur la prévôté de son château de Ligny-le-Châtel, pour célébrer son anniversaire. — D. V. Cottron, *Chron. Saint-Pierre-le-Vif*, p. 713, Bibl. d'Auxerre, Ms n° 156.

1256, novembre. — Mathilde, comtesse de Nevers, donne à Pontigny, pour son anniversaire et celui de feu le comte Hervé, son mari, 10 liv. nivernaises de rente à prendre sur les habitants de Chichée. — D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, Preuves, t. II, p. 364.

—

491 1243, SEPTEMBRE.

Accord entre le chapitre d'Auxerre d'une-part, et l'abbé de Saint-Germain et Guillaume de Mello de l'autre, pour établir le droit d'usage des habitants de Pourrain et de Lindry dans les bois de Bruyère.

Omnibus presentes litteras inspecturis, G. abbas, totusque conventus Sancti-Germani Autissiod., et Willelmus de Melloto, dominus Sancti-Prisci, salutem in Domino. Noverint universi quod cum esset contentio inter nos, ex una parte, et venerabiles viros decanum et capitulum Autissiodor. pro hominibus suis de parrochiis Pulvereni et Lindriaci, ex altera, super hoc quod iidem decanus et capitulum dicebant quod homines eorum predicti habebant usuagium in nemoribus nostris de Brueria ad pasturam animalium dictorum hominum, sive de novo essent cesa dicta nemora, sive non; quod usuagium dictos homines in dictis nemoribus habere negabamus; tandem, bonis viris mediantibus, inter nos, ex una parte, et dictos decanum et capitulum, ex altera, compositum fuit in hunc modum : quod de toto predicto nemore fient quinque partes equales, et de illis quinque partibus poterimus dare, vendere et nostram facere voluntatem quandocumque voluerimus, et quotienscumque voluerimus; ita, tamen, quod due partes de dictis quinque partibus semper salve remaneant ad pasturam animalium hominum predictorum. In nemore, vero, de novo ceso, non poterunt dicti homines animalia sua immitere, nec aliquod usuagium reclamare, donec tercium folium post cesionem dicti nemoris sit transactum; et quandocumque tertium folium erit transactum, poterunt dicti homines in dicto nemore animalia sua immitere et per totum nemus pasturare. Dictam, vero, compositionem promittimus nos imperpetuum servaturos, et ad hoc nos per presentes litteras obligamus.

In cujus rei testimonium nos abbas, et Willelmus, sigillis nostris, et nos conventus sigillum nostrum penes nos ad presens non habentes, sigillo curie decani Autissiod., presentes litteras fecimus sigillari.

Actum, anno Domini M° CC°, quadragesimo tertio, mense septembris.

Orig.; Archives de l'Yonne, G 1952. — Voy. Bibl. d'Auxerre, Cartul. de Saint-Germain, n°140, F° 48; des chartes sur le même sujet, 1° de Dreux de Mello, connétable de France en janvier 1201 (1202) et de l'an 1203, 2° du Chapitre d'Auxerre, en mai et septembre 1243.

—

492 1243, OCTOBRE.

Accord entre Jean de Seignelay, seigneur de Beaumont, et les moines de Saint-Remy de Sens, au sujet des Brosses existant entre Cheny et Ormoy, qui furent partagées en deux parties, l'une, du côté d'Ormoy, réservée à l'abbaye, l'autre baillée à cens aux habitants de Cheny ou à d'autres, pour y planter de la vigne ou la défricher seulement. Le sire de Beaumont se réserve la justice sur les deux parties.

Ego Johannes de Silligniaco, dominus Bellimontis, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod cum inter Cheniacum et villam de Ulmeto essent quedam brocie de quibus dicebant abbas et conventus Sancti-Remigii Senon., quod omnes ille brocie sunt et semper fuerunt ecclesie Sancti-Remigii Senon., ad faciendam de eis omnimodam ipsorum voluntatem; et diceretur e contrario, quod homines mei de Cheniaco habebant usuarium in eisdem : tandem, inter me, pro hominibus meis, et prefatos abbatem et conventum, ita fuit compositum et ordinatum, quod predicte brocie per medium dividentur de monte in vallem; quarum partitione facta, medietas ex parte ville de Ulmeto posita perpetuis temporibus remanebit abbatie Sancti-Remigii Senon.; ita quod eadem abbatia eam poterit ad agriculturam redigere, custodire, ibi nemus nutrire, vineas ibi plantare, et de ea omnem voluntatem suam facere quocienscunque et qualitercunque voluerit. De alia, vero, medietate sic fuit ordinatum, quod ipse abbas et conventus eam dabunt ad censum hominibus de Cheniaco, vel aliis, ad plantandum ibi vineas, vel redigendum ad agriculturam, ita quod ipsi abbas et conventus inde habebunt decimas et census, et omne jus et proventus ad censivam pertinentia, secundum usus et consuetudines illius

patrie, salvo michi et heredibus meis in utraque parte dictarum brociarum justicia, secundumque eam habeo in villa de Cheniaco. Et si forte contingeret quod aliqua pars illius medietatis brocie que debet tradi ad censum remaneret quod infra biennium non requirentur ad plantandum vel excolendum, vel postquam requisita esset et tradita relinqueretur per quinquennium inculta, vel non plantata, vel quod mihi non solveretur census per quinquennium, de ea possent dicti abbas et conventus suam facere voluntatem, sicut de alia medietate. Et hec promitto et teneor abbatie predicte per fidem meam liberare et garentire pro me et hominibus meis, et auxilium et consilium meum ei dare contra omnes alios, bona fide. Hec autem omnia supradicta, Margarita, uxor mea, voluit et laudavit.

Actum, anno Domini M° CC° XL° tercio, mense octobri.

Orig.; Archiv. de l'Yonne, Fonds Saint-Remy de Sens. — Cheny.

1243, octobre. — Le même J. de Seignelay, qui avait commencé de bâtir un moulin à Cheny, sur l'Armançon, au dessous du moulin de l'abbaye Saint-Remy, ayant vu les titres de l'abbaye, par l'intervention de prudhommes renonça à ses droits, s'il en avait à cet égard, sur l'Armançon depuis le moulin des moines jusqu'à l'Yonne. Il accorda aux moines le pouvoir d'établir un autre moulin *ad curtanas*, sur ladite rivière près du pont, en réservant toutefois la voie pour le passage des bateaux. — Ibid.

—

498 1243. OCTOBRE.

Vente par Jean de Garlande, chevalier, et sa femme, à l'abbaye Saint-Remy de Sens, de tout ce qu'ils possédaient aux Sièges et qu'ils tenaient en fief de ladite abbaye, pour 635 livres tournois. — Charges des habitants.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon. in Domino salutem. Notum facimus quod Johannes de Garlanda, miles, et nobilis mulier Joya, uxor sua, in nostra presentia constituti, recognoverunt in jure quod quicquid habebant, tenebant et possidebant apud Eschegias et in villa de Eschegiis, in territorio et dominio et justicia et in pertinenciis ejusdem ville, videlicet, in hominibus et feminis, terris, pratis, censibus, censivis, talliis, costumis, aquis, stagnis, furnis, terragiis, nemoribus et in aliis rebus quibuscunque, in quibuscunque modis et commodis possint provenire; et duo feodi ligii quos tenent ab eis, apud eandem villam, ut dicitur, Guillelmus, armiger, filius defuncti Thome Lo Jai, militis, et Gaufridus de Corval, miles, sunt et movent de feodo legio ecclesie Sancti-Remigii Senon., exceptis tamen hominibus de corpore quos habent in villa predicta de Eschegiis quos dicebant esse de feodo vicecomitisse Reniaci, et excepto terragio loci qui dicitur de Crevel, quod dicunt esse de feodo domini Erardi de Brena, et excepta domo et medietate granchie que fuerunt defuncti Johannis Regis sita, sicut recognoverunt coram nobis, in censiva ejusdem ecclesie Sancti-Remigii. Item, prefati miles et uxor ejus recognoverunt in jure, coram nobis, se vendidisse abbati et conventui Sancti-Remigii Senon., ad perpetuitatem, terciam partem omnium terragiorum tocius territorii et omnium pertinencium ad villam et territorium de Eschegiis, et terciam partem granchie in qua illa terragia solent reponi, atque omnem justiciam, totumque dominium ad terragium pertinencia, excepto terragio territorii de Crevel quod non cedit in vendicione ista, et exceptis porcionibus quas fratres Vallislucentis, fratres Deiloci, Templarii et Henrietus, armiger, dicuntur ibi percipere, et exceptis quatuor sextariis bladi, uno sextario frumenti, uno siliginis et duobus avene, quos Guillelmus, filius defuncti Thome Lo Jai, militis, dicitur ibi percipere, et salvis novem sextariis frumenti, undecim sextariis avene, sex sextariis et plena mina siliginis, quatuor sextariis et plena mina ordei, annui redditus, locis et personis quibus debentur, pro omnibus terragiis predictis, et pro aliis causis, ita quod terciam partem illorum terragiorum exceptato terragio territorii de Crevel, et exceptis aliis predictis que sunt exceptata, debent facere valere predictis abbati et conventui viginti-quinque sextarios avene, quatuor sextarios ordei et duos sextarios siliginis annui redditus. Et quicquid amplius ultra hec invenietur in illa tercia parte, erit eorumdem abbatis et conventus per eandem emptionem, et illud perpetuo possidebunt.

Item, ledit chevalier et sa femme vendent aux moines l'étang des Sièges, la chaussée, le pourpris et le fond de l'étang, et le cours de l'eau; — un jardin; — le tiers du four des Sièges; — aucun habitant ne pouvant construire un autre four ni aller cuire à un autre four aux

Sièges. — Cette partie du four est chargée de 40 s. de pension pendant la vie de deux religieuses, Agathe, fille de feu Thomas Le Jay, chevalier, et Emeline, fille de Pierre Le Jay, chevalier. Item, ledit chevalier vend deux pièces de pré, l'une située derrière le moulin des Sièges, l'autre sur le sentier de Chigy ; — 82 arpents et demi de terres en plusieurs pièces ; — des coutumes sur les maisons et masures de 43 personnes, consistant en deniers, avoine, pain et poules ; — les droits de cens sur le territoire de Motte-ferrée, avec toute justice ; payés en oboles et deniers par 14 personnes des Sièges et pays voisins ; — d'autres cens dus par les lépreux des Sièges et 17 personnes ; — les *remasanciæ*, que ledit chevalier a aux Sièges sur les habitants au nombre de 26, qui

remasancias ibi faciunt et facient, de quibus debent annuatim quilibet XII denarios. Item, sepedicti miles et uxor ejus recognoverunt se vendidisse abbati et conventui predictis, quicquid juris habent et habere debent in rota poterii de Eschegiis et in aliis rotis poteriorum que de cetero erunt in villa de Eschegiis. — Item omnes corveias quas habent et habere debent in villa de Eschegiis, in hominibus suis de corpore et in illis qui predictas debent remasancias et in aliis hominibus et dominicem et justiciam et omne jus quod habent in eis, atque jus quod habent petendi ab illis hominibus predictas corveias, atque justiciandi illos qui dictas corveias reddere recusarent. Que quidem corveie tales sunt, sicut asseruerunt dicti venditores : quod quilibet habens equum, vel asinum, sive bovem vel aliam pecudem, vel plures pecudes trahentes vel laborantes, pro singulis pecudibus tenetur reddere domino corveiam bis in anno, in seminacionibus frumenti et siliginis, et in seminacionibus ordei et avene. Quilibet, vero, sive habeat, sive non habeat pecudem vel pecudes, tenetur de proprio corpore vel de proprio corpore alicujus sufficientis de domo sua, facere et reddere corveias, quolibet anno, duobus diebus, una die ad fenanda prata, et alia die ad sarculanda blada. Per istam venditionem debent, sicut audivimus a predictis venditoribus, homines eorum de corpore, quamdiu erunt mansionarii in villa de Eschegiis, esse justiciabiles eorumdem abbatis et conventus, et per eosdem abbatem et conventum justiciare se debent de omnibus, excepto quod non de latrocinio, nec de raptu nec de multro, de quibus latrocinio, multro et raptu non erunt justiciabiles ipsorum abbatis et conventus, nisi essent capti in presenti forefacto. Nec ipse miles, nec ejus uxor, nec aliquis pro ipsis, nec ex parte ipsorum poterunt capere aliquid de rebus predictorum hominum dictorum militis et ejus uxoris de corpore, nisi de licencia et auctoritate abbatis et conventus Sancti-Remigii Senon., vel majoris eorum. Homines, vero, suos et feminas de corpore, ipsi miles et uxor ejus, poterunt capere in dicta villa de Eschegiis, et eos extra ducere, abbatis licencia non requisita, vel majoris sui, salvis tamen eisdem abbati et conventui in eisdem hominibus et in aliis justicia eorumdem.

Item, ledit chevalier et sa femme ont vendu les deux fiefs liges situés aux Siéges et tenus par Guillaume, écuyer, fils de Thomas Le Jay, et Geoffroi de Cornant, chevalier ; — le 18e de la forêt de Champront, située entre les Siéges, Vaudeurs et Coulours.

Tout ce qui est vendu par cet acte l'est pour le prix de 635 livres t., par les vendeurs qui en étaient hommes-liges de l'abbaye. — Cautions : Anseau de Pouy, Guillaume de Mauni, Thibaud de Bacon, Garnier de Mauni, chevaliers, et autres.

Actum, anno Domini M° CC° quadragesimo-tercio, mense octobris.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Remy de Sens. — Vareilles.

—

494 1243, 4 NOVEMBRE.

Reconnaissance par Pierre, gardien des Frères-Mineurs d'Auxerre, au sujet de la donation d'un terrain à Auxerre, par la comtesse Mathilde, pour leur établissement.

Universis presentes litteras inspecturis, frater Petrus, gardianus Fratrum-Minorum apud Altissiod. commorantium, totusque ejusdem loci conventus, salutem et pacem. Noveritis nobilem ac venerabilem dominam Matildim, comitissam Nivernensem, nobis elemosinam concessisse et graciam infrascriptam.

Matildis, comitissa Nivernensis, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum vobis facimus quod nos concessimus Fratribus-Minoribus de Altissiodoro, locum illum qui dicitur

Lafertez et de *Brahanay*, situm in justicia nostra apud Altissiodorum, ad habitandum et morandum quamdiu voluerimus et nobis placuerit, ita quod dicti fratres poterunt in eodem loco construere oratorium, et in eodem oratorio cum altaribus portalibus celebrare. Dictum, vero, oratorium facere dedicari, sive ibidem cimiterium benedici, vel dictum locum ampliare, ultra quod eis a nobis concessum est nullatenus poterunt sine nostra vel heredum nostrorum licencia speciali. Et sciendum quod omnem justiciam, quam in eodem loco habebamus, antequam eumdem locum dictis fratribus ad habitandum concessimus, si forte eos contingat de dicto loco recedere, post recessum eorum nobis et heredibus nostris in eodem loco integraliter retinemus. Ne igitur, etc.

Datum, Altissiodori, anno Domini Mº CCº XLIIIº, die mercurii proxima post festum Omnium-Sanctorum.

Original scellé, Trés. des Ch. J 256, nº 44.

—

195 1243 [1244], FÉVRIER.

Reconnaissance par André, seigneur de Rougemont, des droits d'usage et de pâturage sur les territoires de Bois-Dieu et de Sarrigny en faveur des habitants d'Etivey, et des droits de mener leurs bestiaux dans la rivière de Rougemont, etc.

Ego Andreas, dominus Rubeimontis, miles, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod cum inter me, ex una parte, et Rainaldum abbatem ac conventum Reomaensem, et homines ipsorum ac fœminas de Estiveo, ex altera, contentio verteretur super hoc quod inquietabam et impediebam supradictos homines et fœminas, et eorum animalia, super usuagiis in pascuis animalium et pasturis de toto territorio et finagio, qui vocatur Boscus-Dei, et de finagio de Sarragneio; et super hoc quod inquietabam eosdem super usuagio ad adaquandum animalia sua, et ad agiandum lina sua et canabos, et ad abluendum pannos suos et lanas in riparia mea de Rubeomonte, et ad ipsam aquam bibendam et portandam, prout sibi expedire videretur; tandem, habito bonorum consilio, facta compromissione hinc inde in bonos viros, et per ipsos super præmissis inquisita diligentius veritate, per ipsorum relationem, et alio modo mihi constitit evidenter quod ipsos abbatem et conventum, et maxime homines et fœminas eorumdem de Estiveo, super præmissis indebite molestabam, utpote nullum jus habens pœnitus in prædictis. Inde est, quod ego volo, dono, et concedo, quod tam dicti abbas et conventus, quam ipsorum homines et fœminæ de Estiveio uti valeant prædictis usuagiis in perpetuum, libere et quiete. Promittens, juramento præstito, quod ipsos, vel eorum alterum, super præmissis, per me, vel per alium nullatenus molestabo; sed, ad majorem explanationem volo, dono et concedo eisdem in toto terragio et finagio qui dicitur Boscus-Dei, et in toto finagio de Sarragneio usum prædictum in pascuis animalium, et pasturis, et aliis usuagiis ad animalia necessariis, et quod usum suum habeant in perpetuum, libere et pacifice, in dicta riparia de Rubeomonte ad adaquandum animalia sua, et ad agiandum lina sua et canabos, et ad abluendum pannos suos et lanas, et ad bibendum aquam, et portandum, prout sibi viderint expedire. Et hæc in ea libertate eisdem juramento præstito garantire promitto, et hæredes meos ad hæc in perpetuum volo teneri. Et hoc voluerunt et concesserunt, et laudaverunt Elisabeth, uxor mea, Andreas et Joannes, filii mei, in mea præsentia constituti. In cujus rei testimonium præsentes litteras sigilli mei munimine roboravi, et in forma consimili eisdem facere, et tradere teneor quamcito se facultas obtulerit, litteras sigillo archiepiscopi Lugdunensis sigillatas, vel alicujus personæ authenticæ, quæ ad hoc sufficerent, si dictæ litteræ archiepiscopi haberi non possent. Et quamcito fuerit archidiaconus in archidiaconatu Tornodor. alias litteras eisdem facere et tradere teneor in eadem forma, suo sigillo, continentes quod tam in me, quam in hæredes meos, et in terram meam excommunacionis, vel interdicti sententiam valeat promulgare, si me vel hæredes meos a supradictis contigerit resilire.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo tertio, mense februario.

Rouvier, *Historia monasterii Reomaensis*, p. 268.

1239, juin. — Milon de Laignes avait reconnu tenir en fief de l'abbé de Moutiers-Saint-Jean tout ce qu'il possédait à Etivey. — Ibid., p. 264.

—

496 1243 [1244], MARS.

Vente par Agnès, veuve de Barthélemy de Cycon, et Milon, son fils, chevalier, à l'abbaye de Pontigny, d'une maison située à Tonnerre, près de celle des religieux.

Omnibus ad quos presentes littere pervenerint, Hugo, gerens vices domini Guidonis de Melloto, canonici Lingonensis et provisoris archidiaconatus Tornodori, salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presencia constituti nobilis mulier domina Agnes, relicta Bartholomei de Cicom, militis, et dominus Milo, miles, filius dicte Agnetis, recognoverunt se vendidisse fratribus de Pontigniaco quicquid juris habebant supradicti Agnes et Milo in quandam domum suamque fuit defuncti Haym, sitam apud Tornodorum, juxta domum dictorum fratrum Pontiniac., et terram que est anterius et posterius, que dicte domui adjacet, pro quadraginta libris turon., de quibus suum habuerunt plenarium pagamentum a supradictis fratribus libere et pacifice in perpetuum possidendas...

Actum, anno Domini M° CC° XL° tercio, mense martio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny. — Tonnerre.

1211. — Noble Barthélemi de Cycon, chevalier, avait donné à Pontigny une maison à Tonnerre, tenant à celle des moines, et il reçut en reconnaissance 30 livres de Provins. — D. Depaquy, t. III, p. 296., Bibl. d'Auxerre, Ms. n° 158.

—

497 1244.

Lettre de Jean, abbé de Pontigny et de son couvent, à R., cardinal, pour demander la canonisation d'Edmond, archevêque de Cantorbéry, au tombeau duquel, élevé dans leur église, il se fait, ainsi qu'ailleurs, des miracles en son nom. — La lettre se termine ainsi :

« Et quia tanti viri memoria non est » sepelienda negligentiæ tumulo, nec » oblivionis tumulanda sepulcro, vestræ sanctitatis pedibus provoluti, » supplicamus humiliter et devote, » quatenus miraculis, prout decet exa» minatis prædictum patrem sancto» rum catalogo adscribi jubeatis. »

Martène, *Thes. novus Anecdot.*, III, col. 1902.

—

498 1244, AVRIL.

Accord entre Milon de Saint-Florentin et l'abbaye Saint-Germain sur leurs droits respectifs dans la seigneurie de Villiers-Vineux.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Milo de Sancto-Florentino, dominus Villaris-Vinosi, salutem in Domino. Notum facimus universis quod cum inter nos, ex una parte, et religiosos viros abbatem et conventum Sancti-Germani Autiss., ex altera, contenciones plurime verterentur; tandem in hanc formam pacis convenimus, nos et ipsi, videlicet : cum assereinus nos in fossatis et porprisia domus Sancti-Germani de Villari-Vinoso jus venandi ab antiquis temporibus habuisse, quod dicti abbas et conventus negabant : nos, in dicta venacione recognovimus nichil juris penitus nos habere. Cumque asseremus quod a quocunque caperetur homo Sancti-Germani de Villari-Vinoso in presenti forifacto, ad nos de eodem forifacto justicia pertineret, et hoc supradicti abbas et conventus negarent; tandem in hanc convenimus formam pacis, scilicet : quod a quocunque serviente nostro nobis jurato, quantum, ad ea que spectant ad justiciam de Villari-Vinoso, homo Sancti-Germani in presenti forifacto captus fuerit, ad nos de illo forifacto justicia pertinebit ; si vero ille qui eum ceperit, serviens noster, juratus non sit, vel in presenti forifacto non fuerit deprehensus, ad mandatum abbatis justicia pertinebit. Ceterum, cum diceremus quod si homo noster edificet domum in fundo de costuma Sancti-Germani, et contingat hominem illum tam fundum quam edificium vendere, vente et laudes fundi Sancti-Germani sunt, edificii vero vente et laudes ad nos pertinent; et econtrario dicti abbas et conventus assererent ventas et laudes tam fundi quam edificii ad se totaliter pertinere; tandem, in hoc consensimus, nos et ipsi, quod in hoc casu vente et laudes, tam fundi quam edificii, ad abbatem pertineant et conventum, ita tamen quod si hominem nostrum, qui in dicto fundo edificavit, sine herede contingat descedere, vel dominium nostrum mutare, ad nos non

fundi sed edificii excasura devolvetur, sed excasuram illam infra annum ponere teneamur extra manum nostram. Preterea, inter nos et ipsos sic extitit ordinatum quod si homo Sancti-Germani feminam nostram duxerit in uxorem, vel homo noster feminam Sancti-Germani duxerit, sic per omnia judicabuntur ad paria, quod tam pueri quam hereditas per medium dividentur, parentibus penes dominos suos remanentibus, sicut prius, sicut tamen in retroactis temporibus fieri consuetum est usque modo : sic de illis qui in preterito contraxerunt observabitur; sed de illis qui in futurum contraxerunt servabitur ordinatio pretaxata. Item, cum dicerent dicti abbas et conventus nos in defensione posuisse salicetum quod est super Ermentionem situm a Tellariis usque ad vadum de Greves, in hominum Sancti-Germani, qui ibi suum habebant usuarium, prejudicium et gravamen, et hoc ideo nullatenus facere poteramus : concessimus et volumus dictam defensionem in irritum revocari, et hominibus Sancti-Germani ibidem suum usagium concessimus perpetuo habituris. Item, cum nos bannum fecissemus in villa de Villari-Vinoso quod nullus vendemiare presumeret antequam nos vineas nostras vindemiare incepissemus, et ne quis venderet vinum ad tabernam, quamdiu venderimus vinum nostrum ad tabernam, contradicente abbate eo quod in hominum ejus fiebat prejudicium et gravamen; concessimus dicto banno homines abbatis nullo modo obligari. Item, cum diceremus quod sine furnagio et motura coquere et molere in furno et molendino de Villari-Vinoso poteramus et debebamus, et hoc dicti abbas et conventus negarent, econtrario asserentes quod nos quasdam eorum terras ad tercias quasdam ad costumam tenebamus, quod eis invitis facere nullatemus poteramus; cumque adderent quod nos molendinum de Varegnon contra justitiam tenebamus, eo quod nos furnum aut molendinum in potestate de Villari-Vinoso habere non possumus aut debemus; inter nos et ipsos super his ordinatum est in hunc modum : scilicet, quod nos predictum molendinum ecclesie Sancti-Germani quittavimus perpetuo possidendum, ita tamen quod post decessum nostrum anniversarium nostrum in ecclesia Sancti-Germani perpetuo, singulis annis, celebretur. Dicti autem abbas et conventus nobis libere concesserunt quod nos quandiu vixerimus, et post decessum nostrum unus ex nostris heredibus, ille videlicet qui in dominio Villari-Vinosi principaliter nobis succedet, ad molendinum et furnum molemus et coquemus perpetuo, sine furnagio et motura. De terris autem ad costumam Sancti-Germani, quas huc usque obtinueramus, sine solutione costume nobis et heredibus nostris poterimus retinere, pro quanto costuma quinque bichetorum avene consuevit persolvi. Terras, vero, ad tertiam Sancti-Germani, quas, similiter, obtinuimus usque modo nobis et hæredibus nostris, usque ad summam triginta et quinque jugerum poterimus retinere, de quibus tertiam non solvemus. Quittaverunt etiam nobis et heredibus nostris, dicti abbas et conventus, septem solidos censuales quos eis annis singulis solvere tenebamur. Hec autem omnia sub hac conditione facta sunt et concessa, quod nec nos in costuma Sancti-Germani, nec dicti abbas et conventus in costuma et tercia nostra de cetero aliquid acquirere poterimus, quin infra annum extra manum nostram ponere teneamur. Item, declaratum est a predictis abbate et conventu quod in tota villa et potestate de Villari-Vinoso, excepta domo et porpresia Sancti-Germani, omnis justicia tam major quam minor ad nos dinoscitur pertinere, hoc tamen salvo ecclesie Sancti-Germani quod si homo Sancti-Germani citatus fuerit coram nobis qui non fuerit in presenti forisfacto deprehensus, si de querela de qua citatus fuerit coram nobis affirmando vel negando responderit petitioni, per nos se justiciare tenebitur in hoc casu super hoc quod affirmaverit vel negaverit coram nobis. Si, vero, justiciam se per dominum suum exhibiturum obtulerit, per dominum suum homo ille justiciabitur. Si, vero, dominus ejus de illo justiciam facere noluerit, tunc ad nos in hoc casu de querela illa homo ille ad justitiam nostram revertetur; salvo etiam ecclesie supradicte, quod si de fundo suo in censu vel costuma, vel tertia inter quoscumque homines questio oriatur, de questione illa ratione fundi ad mandatum abbatis justitia pertinebit. Declaratum etiam extitit et concessum a nobis quod justiciarius ecclesie Sancti-Germani in potestate de Villari-Vinoso gagiare potest, per se vel per mandatum suum, de censu Beati-Germani et costuma, et tertia, et tallia, et debito suo super fundum, ad censum, vel costumam, vel tertiam dicte eccle-

sie pertinentem. Item, declaratum est et concessum quod domus Beati-Germani de Villari-Vinoso tenetur nobis in XL solidos pro salvamento, annis singulis, in festo Sancti-Remigii persolvendos. Item, declaratum est quod homines Sancti-Germani de Villari-Vinoso habentes quarrucam debent nobis, singulis annis, corveias de quarruca; et qui quadrigam habent, duas de quadriga, ita quod eadem die domum propriam revertantur. Si autem annus transierit in quo nos dictas corveias non acceperimus, eas in sequenti anno repetere non valemus. Item, declaratum est et concessum quod nemus de Vanneax nobis et ipsis commune de nostro et ipsorum consensu positum est in foresta, et non nisi de consensu communi vendatur. Pasnagium commune est, et venta, cum ipsum vendi contigerit est communis; si vero forestarium nostrum hominem Sancti-Germani in dicta foresta ad forisfactum capere contigerit scindentem quercum, non poterimus levare ab eo nisi quinque solidos pro emenda; si, vero, aliam arborem quam quercum scindentem invenerit, ab eo ultra tres solidos pro emenda non poterimus extorquere. Dampnum, vero, nemoris eisdem abbati et conventui et nobis debet communiter resarciri. Declaratum est insuper quod in hochias Beati-Germani, in quibus non est edificium, nec costumam, nec censum, possumus addere super costumam et censum Beati-Germani, et quicumque hochias Beati-Germani habere voluerit, eam primo debet requerere a mandato Beati-Germani. Si, vero, mandato ecclesie Beati-Germani eam conferre noluerit, tunc nos conferendi habebimus potestatem.....

Suit le détail des 35 journaux de terre mentionnés plus haut, sur lesquels le seigneur ne devait point de tierces.

Hec autem omnia et singula, sicut superius sunt expressa, voluimus et concessimus, et juramento prestito promisimus nos in perpetuum servaturos; et quantum ad hec nos jurisdictioni archidiaconi Autissiod., ubicumque nos divertere contingeret subposuimus; volentes et concedentes quod si contra predicta nos in aliquo venire contingeret, in nos excommunicationis sententiam promulgaret. Et quia sigillum proprium non habemus, ad petitionem nostram viri venerabiles Milo, abbas Sancti-Michaelis Tornodorensis et Herbertus, archidiaconus Autissiodor., sigilla sua presentibus litteris appenderunt.

Actum, anno Domini M° CC° quadragesimo-quarto mense aprili.

Cartul. de Saint-Germain, XIIIe siècle, F° 88 R°; Bibl. d'Auxerre, n° 140.

---

499 1244, MAI.

Robert, seigneur de Tanlay, atteste que Jean de Tanlay, seigneur de Joux, son frère, a donné à l'abbaye de Reigny ses tierces de Joux, et le droit de bâtir un village sur le territoire dit de Saint-Pierre, où l'abbaye a tout droit de justice. — Donations diverses confirmatives.

Ego Robertus, dominus de Tanlayo, miles, notum facio universis presentes litteras inspecturis quod constitutus in presentia dilectus frater meus Joannes de Tanlayo, miles, dominus de Jugis, recognovit se dedisse et concessisse in perpetuum ecclesie Beate-Marie Regniaci, omnes tertias quas habebat et habere poterat in omnibus terris de Jugis et de dominio et justitia de Jugis, quiete et pacifice ab eadem ecclesia possidendas. Preterea, recognovit idem Joannes, coram me, quod cum discordia verteretur inter ipsum, ex una parte, et abbatem et conventum dicte ecclesie, ex altera, super eo quod dicti abbas et conventus dicebant quod habere poterant et debebant homines ad manendum et habitandum in terra ipsorum, que sita est inter villam de Jugis et grangiam de Fontemois, que terra dicitur terra Sancti-Petri, et quod justitia dicte terre ad ipsos pertinebat, prout territorium se extendit in longum et in latum, ibidem videlicet intra cheminium per quod itur ad Verzeliacum, et aliud per quod itur ad Autissiodorum; idem Joannes, de mera voluntate sua voluit et concessit quod dicti abbas et conventus in eodem territorio villam construerent, et homines ad manendum undecumque voluerint, sive de terra sua, sive de alia retinere possent; et quod tota justitia dicte ville et totius territorii predicti, tam in nemoribus, hominibus, planis et rebus aliis quibuscumque sit ipsorum abbatis et conventus; et quitavit ipsis abbati et conventui quidquid juris in premissis quoquo modo vel titulo habebat, aut habere poterat, in futurum, exceptis quatuor justitiis, videlicet furto, raptu, murtrio et duello, de quibus..... dictus Joannes de assensu et voluntate ipsorum abbatis et conven-

tus sibi et heredibus suis retinuit..... Ego Robertus, ad instantiam dicti Johannis, tanquam dominus feodi..... volens et concedens quod dicti abbas et conventus predicta..... in perpetuum possideant, dicti autem abbas et conventus in dictis villa et territoriis homines dicti abbatis.....

Datum, anno Domini Mº CCº quadragesimo-quarto..... mense maio.

A l'acte ci-dessus, concernant les droits de l'abbaye à Joux, se rattachent les suivants :

Fin du XIIe siècle. — Gui, frère de Clarembaud de Noyers, partant pour Jérusalem, donna à Reigny, pour le repos de son âme, tous droits de pâturage sur ses terres des finages de Joux, Lucy et Thory.

1228, mai. — Gui, évêque d'Autun, atteste que Milon de Joux, chevalier, a donné à Reigny l'usage dans ses pâturages de Joux. Milon reçut en retour 6 livres 10 s., monnaie d'Auxerre.

1230. — Ponce de Joux, écuyer, donna à Reigny droits de pâturages à Joux, sur les terres qu'il possédait en commun avec Milon de Sancy et Odon de Corz, chevaliers.

1251, avril. — Robert, sire de Tanlay, déclare avoir gardé pour lui le droit de haute justice au territoire de Saint-Pierre de Joux, dans les quatre cas de meurtre, vol, rapt et « champ de bataille. »

1263 [1264] janvier. — Gui du Meix, bailli d'Auxerre et de Tonnerre, juge un différend élevé entre Reigny et Jean, seigneur de Tanlay, au sujet des tierces de Joux, qu'il maintient à l'abbaye, moyennant indemnité. — Cet accord fut confirmé en 1266, par Miles, sire de Noyers, et Elisant, sa femme.

Arch. Nat.; sect. judiciaire, répertoire de Reigny, LL 988 bis.

—

500 1244, AOUT.

Marguerite, femme de Robert Ier, dame de Tanlay, reporte sur ses tierces de Cosne une rente de 3 setiers d'orge qu'elle avait vendue aux moines de Quincy, sur la grange de Murcange (1).

Ego Margareta, domina Tanlay, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod cum ego, de laude carissimi mariti mei Roberti, militis, domini Tanlay, vendidissem abbati et conventui Quinciaci, tres sextarios ordei, quos ipsi in grangia sua reddebant, singulis annis, patri meo et matri mee, que grangia dicitur Murcange : Ego, quia illud in partem meam non cessit, sed in partem fratris mei, assignavi tres dictos sextarios ordei spontanea, non coacta, de laude et assensu domini Roberti, mariti mei, in parte mea tertiarum de Cosne. Et volo ut ibidem percipiant dicti Quinciacenses, in perpetuum, tres sextarios ordei supradictos, singulis annis, infra festum Omnium-Sanctorum ; et quia sigillum non habeo, presentes litteras sigillis virorum nobilium Willelmi, quondam domini Tanlay, et dicti domini, filii ejus carissimi, mariti mei, feci sigillare.

Anno Domini Mº CCº XLº quarto, mense augusto.

Orig.; Arch. de la Côte-d'Or; Fonds de Quincy.

1257. — Robert, seigneur de Tanlay, et sa femme Marguerite, donnent à l'abbaye de Quincy 3 setiers de froment de rente, pour faire des hosties. Cette redevance se prenait sur la grange de Murcange. — Ibid.

—

501 1244, SEPTEMBRE.

Guichard, abbé de Vézelay, et ses moines, accordent à la reine Blanche, veuve du roi Louis VIII, le bénéfice d'être associée aux prières de leur communauté.

Ego Guichardus, Dei gratia abbas Virziliacensis, totusque ejusdem loci conventus, notum facimus presentibus et futuris quod, nos, de communi assensu capituli nostri, concessimus excellentissime domine Blanche, regine, uxori bone memorie domini Ludovici, quondam regis Francorum, in vita sua plenariam societatem et beneficium ecclesie nostre, tam in capite quam in membris. Cum, autem, ipsam decedere contigerit, tantum faciemus pro ea quantum pro uno ex professis nostris : ita scilicet, quod, audito ejus obitu, statim missa sollempniter celebrabitur in conventu, et tricenarius fiet pro ea, et in eodem tricenario cotidie uni pauperi quotidiana refectio tribuetur. Habebit, etiam, a singulis monachis sacerdotibus tres missas; ab aliis qui sacerdotes non fuerint, unum psalterium a quocumque ; a laïcis, singulis, centum quinquaginta *Pater noster ;* et obitus ejus in regula conscribetur et anniversarium annuatim fiet, et centum pau-

(1) La grange de Murcange était située dans le Châtillonnais.

peres, in die anniversarii, reficientur, sicut facere consuevimus anniversarium bone memorie comitis Girardi, ecclesie nostre fundatoris. Hoc, autem, domine B., regine, concessimus, quoniam ad nos cum maxima devotione accessit,et hoc ipsam a nobis humillime, in nostro capitulo postulavit. Indignum, autem, judicavimus pro ejus desiderio et devote humilitati in aliquo contraire; propterea, cartulam nostram ei super eodem tradidimus, sigillorum nostrorum caractere consignatam.

Datum, Viziliaci, anno Domini Mº CCº XLº quarto, mense septembri.

Orig. scellé; Arch. Nat. J 461, nº 13, 1.

1244, septembre. — Autre charte du même abbé contenant association du roi saint Louis et de la reine, sa femme, aux prières de son abbaye, dans les mêmes termes que dans la charte précédente. — Ibid, nº 13, 2.

—

502 1245, AOUT.

Etablissement des quatre chanoines à l'autel Notre-Dame en l'église cathédrale de Sens, confirmé par le pape et approuvé par le Chapitre.

Gilo, Dei gratia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod cum litteras domini pape recepissemus, sub hac forma : « Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo Senon., salutem et apostolicam benedictionem. Ex parte tua fuit nobis humiliter supplicatum, ut cum in ecclesia tua quoddam altare in honore Beatæ-Virginis sit constructum, sintque ad ipsius obsequia speciales clerici, qui vocantur ejusdem altaris canonici, deputati, ut iidem clerici de cætero sint ejusdem ecclesiæ canonici, et in omnibus ut canonici habeantur, ita tamen quod teneantur promoveri ad presbyteratus ordinem et faciendam continuam residentiam in eadem, nec propter hoc a consuetis oneribus releventur in aliquo, nec majorem fructuum vel aliarum distributionum quam consueverunt recipiant portionem, paterna statuere providentia curaremus; quocirca, fraternitati tuæ per apostolica scripta mandamus, quatinus super his de consilio capituli tui provideas, prout videris expedire, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Datum, Lugduni, kalendis aprilis, pontificatus nostri anno secundo. » Nos, in dicto mandato procedentes, de consilio et assensu capituli Senon., Girardum camerarium, Milonem de Naalliaco, Regnaudum, Herbertum de Vallcedere, canonicos præfati altaris, secundum formam mandati apostolici instituimus canonicos Senon. ecclesiæ, et ipsos in corporalem possessionem canonice induximus, ordinantes et decernentes quod et ipsi quatuor canonici altaris prædicti, et qui de cætero canonici dicti altaris fuerint, eo ipso sint canonici Senon. ecclesiæ, et in omnibus ut canonici habeantur; hoc, tamen, salvo, quod in capiendis præbendis in partitione præbendarum posterius existent. Tenebuntur etiam promoveri ad presbyteratus ordinem infra annum a tempore suæ receptionis computandum. Dictum, vero, capitulum Senon., in generali capitulo, quod de præmissis per nos actum est et ordinatum, ratum habuit et acceptum. Actum est autem de communi assensu nostro et prædicti capituli Senon., et quatuor præfatorum canonicorum altaris Beatæ-Mariæ, quod quicunque canonici altaris prædicti canonice Senon. investituti recipiendi a capitulo Senon. fuerint, in sua receptione jurabunt quod contra capitulum Senon., nec per se nec per alium impetrabunt, vel procurabunt quod ipsi majorem fructuum, vel aliarum distributionum quam consueverunt recipiant portionem, vel quod etiam ad minorem solido residentiam teneantur. Quod si quis aliquid impetraret de præmissis, non uteretur impetratis; præterea, alia jurabunt quæ alii canonici Senon. consueverunt in sua receptione jurare. In cujus rei testimonium, præsentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-quinto, mense augusto.

Copie faite en 1654, Arch. de l'Yonne; Bibl. de Sens, G 111 nº 1er.

A la même date, le Chapitre de Sens a ratifié l'acte ci-dessus. — Ibid.

—

503 1245, 30 SEPTEMBRE.

Bulle du pape Innocent IV, confirmative des biens de l'abbaye de femmes de la Cour-Notre-Dame, dont le détail y est relaté.

Innocentius, episcopus, servus servo-

rum Dei, dilectis in Christo filiabus abbatisse monasterii de Curia-Beate-Marie, ejusque sororibus tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis, imperpetuum. Religiosam vitam eligentibus, apostolicum convenit adesse presidium ne forte cujuslibet temeritatis incursus, aut eas a proposito revocet aut robur, quod absit! sacre religionis enervet. Ea propter, dilecte in Christo filie, vestris justis postulacionibus clementer annuimus, et monasterium de Curia-Beate-Marie Senon. diocesis, in quo divino estis obsequio mancipate, sub beati Petri et nostra protectione suscepimus, et presentis scripti privilegio communimus. In primis, siquidem, statuentes ut ordo monasticus, qui secundum Deum et beati Benedicti regulam atque institutionem Cisterciensium fratrum a nobis post concilium generale susceptam, in eodem monasterio institutus esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter observetur. Preterea, quascunque possessiones, quecunque bona idem monasterium impresentiarum juste ac canonice possidet .....firma vobis et eis qui vobis successerint et illibata permaneant; in quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis :

Locum ipsum in quo prefatum monasterium situm est, cum omnibus pertinenciis suis; — grangiam de Bosco-Bailleto, cum nemore, terris et aliis pertinenciis suis; — grangiam que vocatur Trandem, cum terris, pratis et aliis pertinenciis suis; — grangiam sitam ante leprosariam de Viluis, cum pertinenciis suis; — decimas, terras, vineas, census, redditus, terragia et omnia que habetis in territoriis de Gisiaco, de Misseriaco, de Sancto-Martino-de-Colle, de Evriaco, de Villa-nova-Regis, de Viluis, de l'Eschotart, de Villari-Bonoso, de Fossaio, de Senone, de Challouse, de Montigniaco, de Vico-novo, de Villari-Lois, de Braio, de Bordellis, de Serbona, de Barbeto, de Sarginis, de Baschi, de Balatorio, de Graveone et de Moncellis; molendinum de Champitiolis cum pertinenciis suis; — boscum qui dicetur Brocheta, cum terris, pratis, vineis, nemoribus, usuagiis et pascuis in bosco et plano, in aquis et molendinis, in viis et semitis, et omnibus aliis libertatibus et immunitatibus suis, etc. Prohibemus, insuper, ut nulli sororum vestrarum, post factam in monasterio vestro professionem, fas sit sine abbatisse sue licencia de eodem loco discedere, etc.

Suivent d'autres prescriptions communes aux bulles pontificales relatives aux ordres religieux de l'ordre de Citeaux. ...

Datum, Lugduni, ...secundo kal. octobris, indictione tercia, Incarnacionis dominice anno M° CC° XL° V°; pontificatus, vero, domini Innocentii pape quarti, anno tercio.

Cartul. de la Cour-Notre-Dame, XVI° siècle; Arch. de l'Yonne, F° 2.

—

504 1245, 10 NOVEMBRE.

Ordonnance d'Odon, légat du Saint-Siége, pour la réformation de la discipline du Chapitre de Sens. — Il y interdit la pratique des fêtes licencieuses qui se célèbrent les jours de Saint-Jean l'Evangéliste, des Innocents et de la Circoncision, sous peine de suspension contre ceux qui se déguiseront, se couronneront de fleurs et commettront d'autres désordres. Il règle la police des offices; défend aux chanoines d'avoir chez eux des femmes, sinon leur mère, leur sœur, ou leur parente au troisième degré, etc.

Venerabili in Christo patri Dei gracia archiepiscopo, et dilectis in Christo decano et capitulo Senon., Odo, miseracione divina Tusculani episcopus, apostolice sedis legatus, salutem et sinceram in Domino caritatem. Rationis reddende necessitas de villicatione suscepta nos innutat et urget ut de regno Dei suborientia tollamus scandala, illa precipue que divinum cultum offuscare, seu deshonestare noscuntur. Ideoque ad ecclesiam vestram personaliter accedentes, quedam licet pauca reppe-rimus que propter honestatem et decorem tante ecclesie omnino oportuit amoveri, alia vero in melius reformari. In primis igitur, legationis qua fungimur auctoritate districte precipiendo mandamus quatinus illa festorum antiqua ludibria que in contemptum Dei, opprobrium cleri et derisum populi non est dubium exerceri, videlicet in festo Sancti-Johannis evangeliste, Innocentium et Circumcisionis Domini, juxta modum pristinum, nullatenus faciatis aut fieri permittatis; sed juxta formam et cultum aliarum festivitatum que per anni circulum celebrantur, ista volumus et precipimus celebrari : ita quod ipso facto sentenciam suspensionis incurrat quicumque in mutatione habitus,

aut in sertis de floribus, seu aliis dissolutionibus, juxta predictum ritum reprobatum, adeo in predictis festivitatibus, seu aliis amodo presumpserit se habere.

Ceterum, quoniam divinum officium in quibusdam in ecclesia vestra cognovimus minus decenter impleri, ab hiis presertim qui invitatorio cantando hora debita non intersunt, et ab hiis eciam qui recedunt a laudibus, beneficio temporali suscepto; necnon eciam ab illis qui frequenter egrediendo de choro sincopant matutinam, volumus et presenti constitutione sanctimus ut quicumque pro tempore a modo pro cantando invitatorio in tabula inscribentur, ita se studeant preparare quod et chorum simul intrent et sine aliquo intervallo postquam sacerdos matutinalem horam inceperit, similiter invitatorium incipiant decantare. Quicumque, vero, super hoc defectum fecerit, emolumentum temporale matutinarum amittat. Et quia justum est ut quos amor Dei ad servitium suum retinere non valet, beneficiis saltem temporalibus teneantur; volumus et ordinamus ut tercia pars distributionum matutinalium nulli amodo tribuatur nisi ei qui laudibus studuerit interesse, et hoc usque adeo volumus observari donec eis qui matutinalibus laudibus interfuerint dictum capitulum, seu alius competentem redditum duxerit assignandum. Illo, vero, tempore quo hore decantantur in choro, nullus de choro agredi absque necessitate seu aliqua utilitate presumat. Quod si fecerit, illius hore beneficio sit ipso facto privatus. Egressi, vero, plausum aut tumultum non faciant per que servitium valeat impediri, set nec aliquo loco ubi ab hiis qui in choro fuerint videri valeant, audeant commorari. Item, quicumque in choro offitium ecclesie turbaverit, aut aliud quam de necessariis loqutus fuerit, et hoc etiam, voce submissa, aut causa garriendi, de stallo in stallum transierit, benefitio illius hore careat in qua hujusmodi presumpserit perpetrare; et hoc idem in anniversariis volumus observari. Nullus, preterea, clericus seu canonicus, dum hore in ecclesia decantantur, extra domum in claustro absque regulari habitu diucius commorari presumat; et quicumque super hoc notabilis inventus fuerit, si per decanum aut precentorem, prout jurisdictioni eorum subesse noscantur, se super hujusmodi voluerint emendare : si clericus est, ejiciatur a choro, si canonicus, per capitulum pena debita patiatur. Set nec clericus, nec canonicus, extra clausum, quacumque occasione, sine capa vel pallio, pueris de choro dumtaxat exceptis, incedere seu stare presumat. Illi, vero, qui ad impositionem regentes chorum antiphonam, seu aliud quicquam sibi impositum legere neglexerit, aut cantare, illius hore temporali benefitio, ex nostra ordinatione, noverit se privatum. Ille, etiam, modus cantandi habeatur in choro ut in psalmodia, in medio versus metrum cum pausa ab omnibus observetur. Nec unus chorus aliquo modo incipiat, quousque alter chorus plene finierit versum suum. Item, districtius inhibemus ne canonicus aliquis, capellanus, seu clericus de choro, in domo propria seu propinqua, mulierem aliquam tenere presumat, ad servicium vel ad cibum, nec eciam in domo sua pernoctare permittat, nisi sit mater vel soror, seu propinqua saltem in tercio gradu, canonici seu capellani, penesque pernoctabit, vel nisi alique magnates mulieres que sine scandalo evitari non possunt ad eorum domos causa familiaritatis hospitare duxerunt divertendum, vel nisi necessitate urgente matronas aliquas ab eisdem aliquando vocari contigerit ad custodiam infirmorum. Hec autem, ad presens vobis presentibus litteris exprimenda decrevimus; alia vero super quibus plene deliberare non poteramus, ad presens cum nobis vacaverit et oportune fuerit transmittemus. Observantes in Christo, ut hec, que pro salute animarum vestrarum et honestate ecclesie vestre duximus ordinanda, recipiatis benigne, et cum omni diligentia curetis effectui mancipare; facientes ea saltem in hac novitate quater in anno in Capitulo legi, ne aliquis forte per ignoranciam se valeat excusare.

Nulli, ergo, omnino hominum liceat aliquatenus premissa infringere, vel eis ausu temerario contraire. Si quis, autem, hoc attemptare presumpserit, indignitatem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum, ejus se noverit incursurum.

Datum, Senon., IIII idus novembris anno Domini M° CC° quadragesimo-quinto.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Bibl. de Sens G 133.

—

505 1245 [1246], 7 JANVIER.

Accord pour régler les conditions sous lesquelles Bertelons de Chevanne, futur époux de Jeanne, fille de feu Jean de Vellerot, habiteront sur le meix du défunt qui dépend de R. de la Boucherasse.

Ego Hugo, archidiaconus Avalonensis et D. archipresbiter ejusdem loci, omnibus presentes litteras inspecturis, notum facimus quod cum Berteluns, filius domini Petri Fauquein de Chavanes, vellet ducere in uxorem Johannam, filiam defuncti Johannis de Villereto tali conditione : dicti Berteluns et Johanna remanserunt in manso et in tenantiis dicti defuncti J. ad dominium domini Renaudi de la Boicherace pertinentibus, quamvis post obitum dicti Renaudi ad capitulum Avalon. debeant devenire. Quod si in ipsos B. et J., jure servitutis vel alio aliquo modo, aliquid aliquis reclamaret, aut de dominio dicti Renaudi, dum viveret, vel dicti capituli exiret, contingeret in dicto manso cum tenamentis omnibus per sacramentum suum coram nobis corporaliter prestitum aliquid reclamare non possent, nec per se vel per alium, per dictum sacramentum, contra pauctiones ulterius non venirent, set dictus Renaudus, quamdiu viveret, possideret; post obitum, vero, suum, ad dictum capitulum pacifice remearet. Et si aliquid in terragio dicti Renaudi, vel dicti capituli, adquirerent, similiter dicto Renaudo vel capitulo remaneret. Hoc, autem, factum fuit, dicta Johanna extra avoeriam posita. In cujus rei testimonium, ad petitionem dictorum Berteluns et Johanne, presentes litteras tradidimus sigillatas.

Auctum, anno Gratie M° CC° XL° quinto, mense januario.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds du Chapitre d'Avallon.

—

506 1245 [1246], FÉVRIER.

Sentence arbitrale de Thibaud, roi de Navarre, comte de Champagne, pour régler les droits respectifs de l'abbaye Saint-Germain et du prieur de Coutarnoul, et de leurs hommes dudit lieu, de Massangis, Tormancy et Dissangis, avec le seigneur de Montréal, sur la jouissance des bois de la chapelle Saint-Germain et d'Hervaux, et autres sujets.

Nos Thiébaus, par la grâce de Dieu, roi de Navarre, de Champagne et de Brie, cuens palazins, faisons à savoir à tous cels qui verront ces lettres que par les enquestes que nos fismes faire par l'assant dou signor de Montréal, d'une part, et l'abbé et le couvent d'Aucuerre et le priex de Cortanoul, d'autre, sur ce qu'ils disoient que le sire Montréal qui or est les désaisissoit et efforceoit eux et leurs homes de Cortanoul, de Massangi, de Dissangi et de Trumenci, et empeschoit leurs us en maintes choses, avons trouvé que ou temps du père le signor de Montréal qui or est, li prieur de Cortanoul estoit en saisine du bois que l'en appelle le bois de la Chapelle Saint-Germain, à essarter, à donner et à vendre et à faire charbon, et à faire sa volenté en toute manière, sans empeschement dou signor de Montréal; et la justice de ce leu et des terres de ce bois quant il est essarté estoit saisy li devant dit priex à tens dou pere le signor de Montréal qui or est, liquex bois dure dez le lans du bois as moines de Rigny jusques en lans dou bois ou la signorie de Noiers a signor commence: et dez les lans a signor de Noiers dure jusqu'à lans monsignor Milon de Joins; et en cel mesme temps l'abbé et li couvens de Saint-Germain et li prieuz devant dits et li home des devant dites villes estoient saisies de l'usuaire dou bois Sainct-Germain que l'en appelle Hérival, si comme la partie Sainct-Germain l'aport, à penre le mort bois por ardoir, et le vif por édefier, mais de l'édefier li homes doivent prendre congé au seignor de Montréal ou à son commandement, et li moines non; et de ce bois se l'on en vendoit, la metié prenoient li sire de Montréal et li dit priex l'autre, aussin prenoient-ils par metié le miel et la cire des bezaines (*sic*), quant estoient trouvées en ces bois; et tous les exploits qui avenoient en ces bois prenoient-il par metié et le passage des porciax qui y aloient, fors que de ceux qui estoient au priex, qui ne paic point le passage. Et dès lors li hospitelier de Savi aloient à l'us dou bois à une charrette, et li priex en cel temps y alloit chacier, et li homme devant dit en cel bois et ou plain et aloient peschier en la rivière de Serain, franchement sans defais, le signor de Montréal et de son commandement dez le molin de Dissangi au val jusqu'à Grimaut, et dès lors estoit saisy li sire de Montréal de mettre les forestiers an Hérival ou li moines et lour homes davant dit avoient usuaire. An cil mesme temps estoit en saisine li prieur de prendre les bestes à ces de Regni qui

venoient as pastures de Massangi et de Cortanoul et Champrotart, et retenoit et despandoit par sa volanté, sans garentie dou signor de Montréal. En cel mesme temps li priex estoit saisy de la justise de Cortanoul, fors que des homes lou signor de Montréal qui estoit saisy devant d'avoir la metié de la taille, se li priex la faisoit, à laquelle taille faire il appelloit le signor de Montréal, de la justice de Massangi dès le Loir en amont estoit saisy li dict priex et de toutes escheoites de ses hommes, et li sire de Montréal des escheoites des suens, et de la taille ou queste, ou autres exploits si l'en li faisoit. En toutes choses prenoit li priex les deux parts, et li sire de Montréal l'autre part. Dou giste à véneors, dou pain por les chiens et dou chanvre por les liens à chiens, ne trovons pas clairement la saisine, et por ce retenons ce jusqu'à tant que nos en soyons plus certain ; et volons et comandons que chacun soit à la saisine des avant dites choses, si comme il est ci devant devisé. Et des autres choses qui n'appartiennent pas à l'enqueste, nos ne recevons rien, ne comandons, ne volons, fors tant que nous en ferons droit, si come nos devons, si chacune des parties se plaint à nos. Et por ce qu'aucuns tesmoins dient que li sire de Montréal, qui or est, a désaisy ces de Sainct-Germain d'aucune partie de lors tierces, qui sont dedans lou finage des villes devant dites, volons que par ces tesmoings et par autres soient devisées les terres ou cil de Sainct-Germain prenoient la tierce dont li sires les dessaisit.

Anno Domini, millesimo ducentesimo quadragesimo-quinto, mense februarii.

Biblioth. nationale, 500 Colbert, vol. 56, F° 110, V°, XIII[e] siècle.

—

507 1245 [1246], MARS.

Institution de dix vicaires dans l'église cathédrale, par Gilo, archevêque de Sens, en exécution d'une fondation de son frère et prédécesseur Gautier.

Gilo, Dei gracia Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod nos, ex testamento felicis memorie Galteri, quondam archiepiscopi Senon., predecessoris et fratris nostri, instituimus decem vicarios in ecclesia Senon. ibidem perpetuo servituros. Quibus, pro foresta Rabiose ab eodem Galtero acquisite, tenemur annuatim ministrare triginta libras paris. de bursa archiepiscopali, quousque de denariis ex venditione nemoris super terram prefate foreste redigendis emerimus redditus valentes triginta libras paris., annuatim, dictis vicariis assignandos. Capitulum, vero, Senon., pro quarta parte ejusdem foreste, eidem capitulo ex eodem testamento collate, tenetur eisdem vicariis alias triginta libras paris. annuatim de bursa sua propria ministrare, quousque de denariis ex venditione nemoris super terram predicte quarte partis foreste redigendis redditus emerint valentes similiter triginta libras paris., annuatim, ad predicta facienda, et eisdem assignaverint, prout in aliis litteris sigillo nostro sigillatis continetur. Preterea, voluit et concessit idem capitulum ut ad nos et venerabilem virum Guillelmum de Grandi-Puteo, nepotem nostrum, quamdiu nos vixerimus, vel ad superstitem uno duorum nostrum defuncto, nobis vero, duobus defunctis, ad ipsum capitulum pertineat prefatos vicarios instituere, seu eciam amovere. Ita tamen quod quolibet anno, in generali capitulo, quod erit proximo post festum Inventionis beati Prothomartiris Stephani, vicarii qui institui fuerint offerent se paratos vicarias suas resignare, et poterunt conferri aliis, si ei ad quem vicariorum institutio pertinebit videbitur expedire; nec poterit aliqua de dictis vicariis conferri alicui qui aliud beneficium obtineat, sive in ecclesia Senon., sive alibi, ubicumque. Imo, qui ante habens vicariam aliud beneficium receperit, eo ipso vicaria sit privatus. Hoc, tamen, salvo quod canonici Sancti-Cirici nullum aliud beneficium obtinentes poterunt cum prebenda Sancti-Cyrici dictas vicarias retinere. Si, tamen, collatori vicariarum expediens videatur, distribuentur autem cuilibet dictorum decem vicariorum, singulis diebus, quatuor denarii paris., hoc modo : scilicet, ei qui intererit matutinis et laudibus, unus denarius, preter id quod in matutinis alias clericis distribui consuevi ; ei, vero, qui hore prime et commendationi mortuorum die qua fiet anniversarium cujuscunque, unus denarius ; ei vero qui magne misse et hore tercie vel sexte intererit, unus denarius ; ei autem qui vesperis et hore none vel completorii

interorit, unus denarius; et vicaria privabitur ex toto qui alibi residebit.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-quinto, mense marcio.

Orig.; Archiv. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 121.

Le Chapitre de Sens accepta cette fondation et reconnut que l'archevêque avait le droit de nomination des vicaires. — Ibidem.

—

506 1246, 5 JANVIER.

Bulle du pape Innocent IV confirmative des priviléges de l'abbaye Saint-Michel de Tonnerre, et donnant la liste de ses biens et des églises qui en dépendent.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati Sancti-Michaelis de Tornodoro, ordinis sancti Benedicti, ejusque fratribus, tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis, in perpetuum. Religiosam vitam eligentibus apostolicum convenit adesse presidium ne forte cujuslibet temeritatis incursus aut eos a proposito revocet, aut rebus, quod absit, sacre religionis infringat : ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus et monasterium Sancti-Michaelis de Tornodoro, Lingonensis diocesis, in quo divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus. In primis, siquidem, statuentes ut ordo monasticus, qui secundum Deum et beati Benedicti regulam in eodem monasterio institutus esse dignoscitur, perpetuus ibidem temporibus inviolabiliter observetur. Preterea, quascumque possessiones, quecumque bona idem monasterium impresentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum, concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblacione fidelium, seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : locum ipsum in quo prefatum monasterium situm est, cum omnibus pertinentiis suis de Jesseias, de Laigniaco-villa, de Anceio, de Sancto-Vinemerio, de Poiz, de Barro-super-Secanam prioratus, cum decimis et aliis pertinentiis eorumdem : de Marchessoy et de Chamon grangias, cum decimis et aliis pertinentiis earumdem Sancti-Michaelis ; Curtegradus et Cencii ecclesias cum decimis et aliis pertinentiis earumdem ; homines quos habetis apud castrum Tornodori, cum domibus, molendinis et aliis pertinentiis eorumdem ; homines quos apud villam de Thissiaco, cum decimis, domibus et aliis bonis que ibidem ;..... homines.... apud villam Cappellam de Flogniaco, cum decimis et aliis bonis que ibi habetis ; homines quos apud Spinolium, cum decimis et aliis bonis que ibi habetis, cum pratis, vineis, terris, nemoribus et domibus, in bosco et plano, in aquis et molendinis, in viis et semitis, et omnibus aliis libertatibus et immunitalibus suis. Sane, novalium vestrorum que propriis manibus aut sumptibus colitis, de quibus aliquis hactenus non percepit, sive de vestrorum animalium nutrimentis, nullus a vobis decimas exigere, vel extorquere, presumat ; liceat, quoque, vobis, clericos vel laicos liberos et absolutos a seculo fugientes ad conversationem recipere, et eos, absque contradictione aliqua, retinere. Prohibemus, insuper, ut nulli fratrum vestrorum. post factam in monasterio professionem, fas sit sine abbatis licentia, nisi artioris religionis obtentu, de eodem loco discedere ; discedentem vero absque communium litterarum vestrarum cautione nullus audeat retinere. Cum, autem, generale interdictum terre fuerit, liceat vobis, clausis januis, expulsis, excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, dummodo causam non dederitis interdicto, suppressa voce, divina officia celebrare ; crisma, vero, oleum sanctum, consecrationes altarium seu basilicarum, ordinaciones monachorum seu clericorum que ad sacros ordines fuerint promovendi a diocesano suscipietis episcopo, siquidem catholicus fuerit, et graciam et communionem sacrosancte romane sedis habuerit, et ea vobis voluerit sine pravitate qualibet exhibere. Prohibemus insuper ut infra fines parrochie vestre sine assensu diocesani episcopi et vestro, capellam seu oratorium de novo construere audeat, salvis privilegiis pontificum romanorum. Ad hec novas et indebitas exactiones et aliis archiepiscopis, episcopis, archidiaconibus seu decanis, aliisque omnibus ecclesiasticis, secularisve personis a vobis omnino fieri prohibemus ; sepulturam quoque ipsius loci liberam esse decernimus ut eorum devotioni et extreme voluntati

qui se illec sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati vel interdicti fuerint, aut etiam publice usuarii, nullus obsistat, salva tamen justicia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Decimas preterea et possessiones ad jus ecclesiarum vestrarum spectantes, que a laïcis detinentur redimendi et legitime liberandi de manibus eorum, et ad ecclesias ad quas pertinebant restituendi, libera sit vobis de nostra auctoritate facultas. Obeunte, vero, te, nunc ejusdem loci abbate, vel tuorum quolibet successorum, nullus ibi qualibet surreptionis astucia seu violencia proponatur, nisi quam fratres, communi consensu, vel fratrum major pars consilii sanioris, secundum Deum et beati Benedicti regulam, providerint eligendum ; paci quoque et tranquilitati vestre paterna in posterum sollicitudine providere volentes, auctoritate apostolica prohibemus ut infra clausuras locorum, seu grangiarum vestrarum, nullus rapinam seu furtum facere, ignem apponere, sanguinem fundere, hominem temere capere, vel interficere, seu violenciam audeat exercere. Preterea, omnes libertates et immunitates a predecessoribus nostris romanis pontificibus monasterio vobis concessos, locorum libertates et exemptiones secularium exactionum a regibus et principibus, vel aliis Christi fidelibus, rationabiliter vobis indultis, auctoritate apostolica, confirmamus, etc.

Datum,.... per manum magistri Martini, sancte romane ecclesie vicecancellarii, in nonis januariis, indictione IIII, Incarnacionis Dominice anno M° CC° XLVI°, pontificatus, vero, domini Innocentii pape quarti, anno tercio.

Cartul. de Saint-Michel, F, F° 130, R°. Bibl. de Tonnerre.

1211, 1er juin. — Innocent III avait déjà confirmé les priviléges de l'abbaye Saint-Michel, en énumérant tous les biens et droits qui en dépendaient. — Fr. Bosquetus, *Innocentii tertii epistolæ*, p. 211. — Voyez en outre la Bulle d'Alexandre III, Cartul. général, t. II, 304.

—

509 1246, 21 FÉVRIER.

Marché entre Etienne Bernauz, de Villefranche, et Thibaud, roi de Navarre, pour la creusée des fossés du château de Lachy, lesquels auront 12 pieds de profondeur et 30 pieds de largeur, et seront payés à raison de 30 sous la toise.

Universis presentes litteras inspecturis, frater Th., dictus abbas Escharleiarum et Bernauz, decanus Curtiniaci, Senon. diocesis, salutem in Domino. Notum facimus quod in presentia nostra constitutus, Stephanus Bernauz, de Villa-Franca, recognovit se mercatum fecisse cum excellentissimo domino Theobaldo, Dei gratia rege Navarre illustri, de fossatis duodecim pedum altitudinis seu profunditatis, et triginta pedum latitudinis faciendis, circa castrum ejusdem regis quod vocatur Lachiacum, scilicet qualibet tesia pro triginta solidos turon., de quibus, ut dictum est, faciendis Symon de Servante et Guillermus de Corferaut, milites, coram nobis erga predictum regem, ad petitionem dicti Stephani, usque ad summam quinquaginta librarum turon. se rectos plegios obligarunt; promittentes, bona fide, quod memorato regi, vel ejus certo mandato, gagia que duci vel portari poterunt tradent infra instantes Brandones, set non deinceps si predictus Stephanus in opere predicto defecerit adimplendo. In cujus rei testimonium, presentes litteras, ad petitionem dictorum Stephani et militum, sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, apud Escharleias, anno Domini M° CC° XL° VI°, sabbato post dominicam qua cantatur *Invocavit me*, mense februario.

Bibl. nat., Fonds latin, 5993 A, p. 385 (b).

—

510 1247.

Bulle d'Innocent IV portant exemption, en faveur de l'abbaye de Quincy, de toute taxe sur les blés, vins, laines, sel, cuirs, bois, etc. que les moines achèteront pour leur usage.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui monasterii Quinciaci, Cisterciensis ordinis, Lingon. diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere sedes apostolica piis votis et honestis petentium precibus favorem benivolam impartiri. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, ut de blado, vino, lana, sale, corio, lignis, lapidibus et aliisque aliquotiens pro vestris usibus emere vos contigerit

nulli pedagia, winoagia (*sic*) et roagia solvere teneamini, auctoritate vobis presentium indulgemus. Nulli ergo, etc.

Datum, Lugduni, quinto idus decembris, pontificatus nostri anno quinto.

Cartul. de l'abbaye de Quincy, xvie siècle, F° 14, R°, Bibl. de Tonnerre.

1245, 17 octobre. — Bulle du même pape Innocent IV, portant défense à son légat de frapper d'excommunication ou d'interdit l'abbaye de Quincy sans son ordre exprès. — Ibid. F° 17, R°.

1245, 11 décembre. — Autre bulle d'Innocent IV, contenant que l'abbaye ne pourra être contrainte à vendre ses biens dans le présent ni dans l'avenir. — Ibid.

1249, 1er septembre. — Bulle du même pape portant défense aux personnes qui ont des procès avec l'abbaye de Quincy de commencer, sous ce prétexte, par s'emparer de ses biens ou de ses bestiaux. — Ibid., F° 16, V°.

1250, 13 janvier. — Confirmation par le pape Innocent IV d'une sentence rendue par son délégué, en faveur de l'abbaye de Quincy, contre celle de Saint-Michel de Tonnerre, au sujet des dîmes d'Epineuil. — Ibid., F° 14 V°.

—

511 1247, AVRIL.

Donation faite par Huon, dit Clarius et Douce, sa femme, à l'abbaye de Fontenay, d'une vigne sise à Tonnerre.

Universis presentes litteras inspecturis, Guillermus, decanus Tornodori, salutem in Domino. Noveritis quod Huo, dictus Clarius, et Dulcis, uxor ejus, in nostra presentia constituti, recognoverunt se dedisse in puram et perpetuam elemozinam, pro remedio animæ suæ, ecclesiæ Beatæ-Mariæ Fonteneti, quandam vineam sitam apud Tornodorum, juxta vineam dictorum Fontenetensium quæ dicitur Planta-Alba. Insuper, elegerunt sepulturam suam in cimiterio Fonteneti, si citra mare obierint. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine tradidimus roboratas. Datum, die sabbati proxima post festum Paschæ, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-nono, mense aprili.... (sola restat corrigia.) — Cum hoc instrumento est et aliud pro eodem facto sic incipiens: ego Milo, magister domus-Dei de Tornodoro, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod in mea presentia constituti Huo, dictus Clarius, burgensis de Tornodoro, et Dulcis, uxor ejus, recognoverunt, etc., etc., prout superius scripta sunt.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-septimo...... (restat sigillum.)

Cartul. de Fontenay, H 5; Arch. de la Côte-d'Or.

—

512 1247, 5 FÉVRIER.

Bulle du pape Innocent IV accordant 40 jours d'indulgences à ceux et à celles qui, ayant confessé leurs péchés, visiteront l'église de Pontigny, le jour de la translation du corps de saint Edme qui y est inhumé.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio........ abbati et conventui monasterii Pontiniacensis, Cisterciensis ordinis, Autissiod. diocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

In sanctorum festivitatibus quæ a Christi fidelibus votiva celebritate coluntur, dignis laudibus glorificatur Omnipotens, sanctis ipsis debitus honor impenditur, et animarum profectus devotione congrua procuratur. Unde nos, qui fidelium ipsorum curam gerimus generalem, cum præ omnibus quæ nostræ incumbunt sollicitudini ad eorumdem salutem intendere teneamur, multo desiderio cupimus ut illorum memoriam quos, exutos jam corpore, stola gloriæ induit Rex cœlestis, venerabiliter recolentes, ipsorum festa et celebri agant observantia, et solemnitate annua prosequantur; ac ut tanto accuratius ad eorum cultum se præparent, quanto plus ipsum animabus senserint profuturum; cum nonnunquam insigniis spiritualibus, indulgentiis, videlicet, et remissionibus magnificare studemus, ipsas devote illum exequentibus benignitate apostolica largiendo. Hinc est quod cum in ecclesia vestra corpus S. Edmundi quiescat, nos ipsum digna coli reverentia cupientes, omnibus, tam viris quam mulieribus vere pœnitentibus et confessis, qui ad eamdem ecclesiam in die Translationis ipsius sancti, in quo easdem mulieres libere ipsam ecclesiam intrare concedimus, pura intentione accesserint annuatim, de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, quadra-

dies de injuncta sibi pœnitentia corditer relaxamus.
ım, Lugduni, nonis februarii, pon-us nostri anno v.

Marlène, *Thes. nov. Anecdot.*, t. III, col. 1920.

—

1247, 29 NOVEMBRE.

ınce de l'archevêque Gilon qui attribue eligieuses de Notre-Dame de Nemours inistration de la Mai-on-Dieu de Malay-i, fondée par Gui, dit *Lucrator*, du lieu.

Dei gratia Senon. archiepisco-iiversis presentes litteras inspec-salutem in Domino. Notum faci-uod nos, interveniente assensu et ate tam Guidonis, dicti Lucrato-Malleio-Regis, qui fundator exti-nus-Dei de Malleio-Regis, quam ; ejusdem ville presbiteri, volu-t concedimus quod religiose mu-ıbbatissa et conventus de Nemo-sterciensis ordinis, teneant, pos-t et habeant in perpetuum dictam n-Dei cum omnibus ad eandem n pertinentibus, tam mobilibus immobilibus, habitis et habendis, itis eidem domui et in posterum ɜndis. Erunt, etiam, dicte monia-prestatione decime presbitero de ›-Regis persolvende de nutrimen-s et ortis infra clausuram pro-constitutis, dumtamen illa clau-it circa locum in quo dicta do-ɜi ad presens sita est, libere s et immunes; tali tamen modo i dicta clausura ultra tria arpenta entum regis contineat tempore ente de residuo, necnon et de us teneturis quas eedem monia-nceps acquisierint infra fines par-de Malleio-Regis, de quibus de-idem ecclesie prestari consuevit, inceps debeatur presbitero par-.i ejusdem ecclesie, prestare de-teneb untur, renuntiantes quan-d hec omnibus indulgentiis et giis impetratis seu etiam im-dis. In recompensationem, vero, ıorum occasione hujusmodi con-ɿis habitorum seu etiam haben-, dicte moniales promiserunt, co-obis, se de cetero fideliter reddi-annis singulis, dicto Giloni pres-et ejus successoribus, viginti ; turon. annui redditus, scilicet solidos in crastinum Pasche et decem solidos in festo Beati-Remigii. Nos, igitur, pium propositum ac devotionem dictarum monialium attendentes, ad petitionem ipsarum et aliorum bonorum virorum, premissa omnia, prout scripta sunt superius, volumus et auctoritate nostra diocesiana confirmamus. In cujus rei testimonium litteris præsentibus sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum, apud Naalliacum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-septimo, in vigilia Sancti-Andree apostoli.

Orig.; Arch. de l'Yonne. Fonds de l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif de Sens. — Malay-le-Roi.

En 1248, décembre, l'archevêque Gilon rapporte comment les religieuses de Notre-Dame de Nemours ont reçu et promis de régir la maison fondée par Lucrator, *ad hospitandum pauperes transeuntes cum octo lectis*. — Ibidem.

—

514 1247 [1248], MARS.

Accord entre l'abbaye Sainte-Colombe et le Chapitre de Sens, au sujet des redevances à payer par les hommes de ce dernier corps, possesseurs de vignes situées à Saint-Martin-sur-Oreuse, sur les lieux dits les Chaumes et la vallée de Nailly, et plantées sur ces territoires sans la permission de l'abbaye.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Henricus, Beate-Columbe Senon. abbas humilis, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino. Notum facimus quod cum inter nos, ex una parte, et ven. viros M., decanum et capitulum Senon., ex altera, contentio verteretur super hoc quod nos dicebamus quod homines eorumdem et quidam alii, absque licencia nostra et consensu, plantaverant vineas in parrochia Sancti-Martini-super-Orosam, in territorio nostro quod vocatur les Chaumes et Vallis de Naailliaco, ex quibus haberemus terragium si seges ibi seminaretur; unde volebamus et petebamus quod terragium nobis solveretur de vino ex eisdem vineis proventuro, vel quod vinee ille extirparentur et redigerentur ad culturam segetum. Item, super hoc quod dicebamus quod nos debebamus habere, racione consuetudinis vel reportagii, medietatem decime illarum vinearum quas homines nostri de Capella ibidem excolebant, sicut haberemus de decima segetum, si homines illi ibi segetes seminarent. Dicti, vero, de-

canus et capitulum in contrarium dicebant quod tota decima vini illarum vinearum ad eos spectabat, quia dicte vinee site erant infra fines decimarie eorumdem ; nec consuetudo reportagii in segetibus obtenta debebat extendi ad vinearum culturam. Dicebant, eciam, quod in predictis locis debebant remanere vinee, sicut ibi plantate sunt, nec extirpari debent, nec eciam terragium de eis solvi, sed postea eas illi quorum sunt tenere sub annuo censu quatuor denariorum nobis solvendorum, sicut a triginta annis citra et pluribus racionabiliter fieri consuevit. Tandem, super premissis fuit inter nos amicabiliter compositum in hunc modum : videlicet, quod nos habebimus terragium in toto territorio nostro quod vocatur les Chaumes et Vallis de Nalliaco, in terris in quibus non sunt plantate vinee. In hiis, autem, in quibus sunt plantate vinee habebimus, singulis annis, in festo Sancti-Remigii, octo denarios par. censuales, cum omni jure census, pro quolibet arpento, loco, scilicet. census et terragii quod ibidem habebamus antequam vinee ibi plantarentur. Habebimus, eciam, in omnibus terris et vineis predictis, juriditionem omnimodam ad censum, sive terragium, pertinentem ; hoc salva quod utraque pars voluit et concessit expresse, quod per id quod supradictum est de territorio, sive per aliquod aliud supradictum, non fiat prejudicium alterutri parcium, quominus idem juris habeat in justicia territorii supradicti quod antea habebat, nisi in ea justitia que racione terragii vel census potest competere ; sed in eo statu erit quantum pertinet ad justiciam in quo erat ante composicionem predictam, nisi in ea justicia que racione terragii vel census potest competere, sicut superius est expressum. Per hoc, autem, dicte vinee, que jam plantate sunt, remanebunt cultoribus et eorum successoribus pacifice possidende ab eisdem, nec in decima earum sive racione terragii vel alia racione, nos aliquid poterimus reclamare, sed decima capitulo remanebit. Si, vero, terre in quibus sunt plantate vinee, in territorio supradicto, redigantur ad agriculturam, tempore precedente, nos habebimus terragium et reportagium in easdem, sicut habebamus antequam dicte vinee plantarentur ibidem, et a prestacione dictorum octo denariorum remanebunt immunes. Et, similiter, si postea ibi vineas plantari contigerit, ubi modo plantate sunt, haberemus de quolibet arpento octo denarios pro censu et terragio, cum omni jure census et justicia ad censum et terragium pertinente, et a terragio et reportagio remanebunt immunes, et sic quociens ad agriculturam vel in vineam convertentur. Item actum est, eciam, quod per hoc immutatur meta decimarię capituli, sed protenditur usque ad illum locum ubi ante compositionem hujusmodi protendebatur. In cujus rei perpetuam memoriam, sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-septimo, mense martio.

Orig. : Arch. de l'Yonne, G 1351.

---

515 1248.

Hugues, évêque de Langres, atteste la donation faite par Agnès, veuve de Guiard de Bussy, à l'abbaye de Molême, de tout ce qu'elle possédait à Collan. En récompense l'abbaye donna à la dite dame 300 livres provinoises, la maison où elle demeurait et diverses redevances

Frater Hugo, miseratione divina Lingon. episcopus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod nobilis mulier Agnes, vidua, relicta defuncti Wiardi de Buxeyo, militis, dedit et concessit pura et spontanea voluntate in puram et perpetuam elemosinam, Deo et ecclesie Beate-Marie Molismensi, quicquid habebat et possidebat apud Collannum, in hominibus et feminis, et in justicia, in censibus, pratis, pasquis, aquis, nemoribus, domibus, planis, terris, terciis, costumis et corveiis, nichil omnino sibi aut heredibus suis in dicta villa de Collanno, aut in finagio ejusdem, retinens. Item, predicta domina dicte ecclesie contulit duas pecias vinearum sitas in finagio de Flayo, quasi in via qua tenditur de Collanno ad Chicheyum. Hec omnia et singula dedit predicta domina supradicte ecclesie in perpetuum tenenda et possidenda, et de predictis se devestivit et investivit abbatem et monachos ecclesie supradicte, et juravit super sancta Dei evangelia se dictam donationem tenere in perpetuum, et observare firmiter, bona fide, et nunquam per se aut per alium contra venire. Renuncians super hoc specialiter et generaliter omni juri et actioni que sibi aut suis heredibus

in predictis aliquatenus competebant aut competere poterant in futurum. Hanc donationem laudaverunt Galterus de Buxeyo, miles, filius dicte Agnetis, et domina Dameruns, soror ejusdem Galteri, heredes dicte Agnetis; renunciantes omni juri quod sibi aut suis competebat aut competere poterat in predictis. Supradicti, autem, abbas et conventus in recompensationem donationis predicte dicte Agneti dederunt in pecunia numerata trecentas libras Pruvinenses, et ad vitam suam eidem concesserunt tenere domum illam in qua nunc habitat, ac cum orto suo et porprisio; — Item, ortum situm ibi prope et duas vineas supradictas. — Item eidem domine ad vitam suam dederunt tenendum et percipiendum in granchia prioris de Collano, unum modium bladi, cujus medietas erit frumenti et alia medietas ordei erit. — Item unum quartum feni et unum quartum straminis a dicto priore, dum vixerit, percipiet annuatim. Que omnia supradicta dicte Agneti concessa, post ejus obitum, ad abbatiam et conventum Molism. et eorum ecclesiam, sine alicujus reclamatione, libere revertentur. Hec, autem, omnia et singula supradicta, sicut superius sunt expressa, promisit utraque pars firmiter observare et nunquam contravenire. Ut, autem, ista rata et firma permaneant, presentibus litteris, ad instanciam et requestam dictarum parcium, sigillum nostrum duximus apponendum.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-octavo.

Cartul. de Molême, vol. II, F° 77, R°. — Arch. de la Côte-d'Or.

—

516 1248, 13 JUIN.

Bail à Pierre Lechat, de terres en chaumes sises près de la forêt du Bar, par Mathilde, comtesse de Nevers et d'Auxerre.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Autissiod., salutem in Domino. Noveritis quod in nostra constituti presentia Petrus, dictus Catus et Agnes, uxor sua, recognoverunt se recepisse a nobili muliere Mathildi, comitissa Nivern. et Autissiod., calmas quasdam sitas in Cantumenilia, prope nemus de Barro, ab eisdem Petro et Agnete eorumque heredibus in perpetuum tenendas et possidendas; videlicet quodlibet arpentum ad sex denarios monete currentis Autissiod.. recti census, gerentis laudes et ventas eidem Mathildi et heredibus Autissiodori, in festo Beati-Remigii, anno quolibet, reddendorum; tali tamen conditione addita quod dicti Petrus, Agnes, [illegible]r ejus, et eorum heredes, dictas terra[illegible]dare poterunt, vendere et quocumque alio modo voluerint alienare, salvis eidem comitisse et heredibus Autissiodori censu, laudibus et ventis supradictis; et ipsi Petrus et Agnes, uxor ejus, et eorum heredes, dictum censum ad dictum terminum, anno quolibet solvere et reddere, sicut rectum censum, plenius tenebuntur; seque et heredes suos ac etiam omnes illos qui causam habebunt ab eis in dictis rebus possidendi eas relinquerunt obligatos, ac specialiter obligaverunt. Omnes, autem, conventiones predictas memorati Petrus et Agnes, uxor ejus, promiserunt se tenere et firmiter adimplere, seque, quantum ad hoc jurisdictioni curie Autissiodori quocumque erant aut maneant, subdiderunt.

Actum, sabbato post Pentecostem anno Domini M° CC° XL° octavo, mense junio.

Trésor des Chartes, J 256, n° 51.

—

517 1248, JUILLET.

Donation par Thibaud de Plancy, seigneur de Saint-Vinnemer, et Guillerma, dame de Bazarne, sa femme, à l'abbaye Saint-Michel, de tous leurs droits sur les habitants de Pimelles.

Universis presentes litteras inspecturis, ego Guillermus, decanus Tornodori et ego Hugo, officialis ejusdem loci, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod in nostra presencia constitutus, nobilis vir, Theobaldus de Planceyo, miles, dominus Sancti-Winimerii, recognovit se dedisse et in perpetuam elemosinam concessisse ecclesie Beati-Michaelis Tornodori, pro anniversario suo annuatim in eadem ecclesia faciendo, quidquid habebat in hominibus et redditibus, et modis omnibus et commodis in villa que Pimella nuncupatur; promittens, per fidem suam in manibus nostris corporaliter prestitam, quod contra dictam donationem per se vel per alium non veniet in futurum, nec aliquid in rebus predictis de cetero reclamabit. Hanc, autem, donationem, Guillerma, domina Baccrne, uxor ejus,

laudavit, voluit et concessit, spontanea, non coacta, promittens per fidem suam in manibus nostris corporaliter prestitam, se contra dictam concessionem per se vel per alium de cetero non venturam ; renuntians omni exceptioni sibi competite vel etiam competenti, omnique beneficio juris tam canonici quam civilis. In cujus rei testimonium, ad peticionem supradictorum nobilium viri Theobaldi et Guillerme, uxoris ejus, presentibus litteris sigilla nostra apposuimus.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-octavo, mense julio.

Cartul. de Saint-Michel de Tonnerre, Bibl. de cette ville, Ms., vol. C, t. 3, F° 6 V°, XVIe siècle.

—

518 1248, JUILLET.

Confirmation, par saint Louis, des priviléges et des droits de l'abbaye de Pontigny, avec exemption de taxes et de redevances de toute nature sur ses terres.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, ballivis, prepositis, majoribus suis et omnibus ad quos littere presentes pervenerint, salutem. Mandamus vobis quatinus monasterium Pontiniac., personasque ejusdem monasterii, cum ejus pertinentiis in balliviis et potestatibus vestris existantes, per jus manuteneatis et conservetis, nec eas gravari seu molestari indebite permittatis. Ad hec cum inclite recordationis rex Philippus, avus noster, dicto monasterio concesserit, prout in ipsius regis privilegio continetur, ut nullus publicus judex, nullus prepositus, nullus insuper ministerialium nostrorum exigat vel requirat, sive ab ipsis sive ab eorum famulis in propriis scilicet rebus, pedagium, roagium, theloneum vel aliquas alias consuetudines, sed liberi et quieti, tam per terram quam per aquam nostram ab omni consuetudine, eant et redeant, nos istud idem dicto monasterio et monachis ejusdem monasterii concedimus, sicut usi sunt pacifice et quiete.

Actum, apud Rocam de Gluy, anno Domini M° CC° XL° octavo, mense julio.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*. Preuves, t. II, p. 263, Bibl. d'Auxerre, Ms. n° 158.

—

519 1248, 1er JUILLET.

Lettre de Gui, évêque d'Auxerre, contenant déclaration que tous les biens qu'il tient en fief de son père, Guillaume, seigneur de Saint-Bris, reviendront à ce dernier dans cinq ans.

Omnibus presentes litteras inspecturis Guido, Dei gratia Autis. episcopus, in Domino salutem. Noveritis quod omnes res quas a karissimo patre meo, Guillelmo, domino Sancti-Prisci, habemus et tenemus usque ad quinque annos proximo venturos, prout in litteris predicti patris nostri et nobilis domine M., comitisse Nivernensis plenius continetur, de feodo dicte nobilis moventes, elapsis predictis quinque annis, ad ipsum Guillelmum, vel ejus heredes, libere et pacifice revertentur.

Datum, apud Danziacum, die mercurii post octabas Sancti-Johannis-Baptiste, anno Domini M° CC° XL° octavo.

Orig. scellé: Trés. des Chartes, J 256, n° 54.

—

520 1248, JUILLET.

Guillaume, seigneur des Barres, et Héloïse, sa femme, vendent à Thibaud, roi de Navarre, comte de Champagne et de Brie, la vicomté de Provins, et des cens à Provins, Villiers-Saint-Georges, Vigneaux, Bauchery et autres lieux voisins dudit Villeneuve, pour 330 livres de Provins.

F. Bourquelot, *Hist. de Provins*, t. II, 403, 405.

—

521 1248, 17 JUILLET.

Gui, évêque d'Auxerre, rapporte que son oncle Dreux de Mello, seigneur de Loches, croisé, a confirmé devant lui un don de 100 s. de rente sur les poulains de Saint-Bris, fait par testament à l'abbaye de Pontigny, en 1239, lorsqu'il se disposait déjà à partir pour la Terre-Sainte. Elisabeth, femme de Dreux, a approuvé cette fondation.

Omnibus præsentes litteras inspecturis, Guido, Dei gratia Autissiod. episcopus, in Domino salutem. Notum facimus universis quod cum carissimus

avunculus noster Droco de Melloto, dominus Locharum et Meduanie, cruce signatus, vellet in Terræ-Sanctæ subsidium proficisci, in nostra presentia constitutus, recognovit quod cum alias, videlicet anno Domini MCC XXX IX, mense julio, cruce signatus, vellet in Terræ-Sanctæ subsidium transfretare, in testamento suo dedit et concessit monachis de Pontigniaco centum solidos annui redditus, sitos et percipiendos in polanis de Sancto-Prisco, pro anniversario suo et Helysabeth, uxoris suæ, annis singulis in perpetuum faciendo; ita quod in die anniversarii ipsorum, de illis centum solidis pitanciam habebit conventus. Et eandem dictam donationem coram nobis innovavit. Prædicta, vero, Helysabeth, uxor ejusdem Droconis, in nostra similiter presentia constituta, eandem donationem probavit. In cujus rei testimonium, ad petitionem dictorum Droconis et Helysabeth, sigillum nostrum præsentibus litteris duximus apponendum.

Datum, anno Domini M° CC° XLVIII°, die veneris ante festum Beatæ-Mariæ-Magdalenæ.

D. Viole, *Gesta episcop. Autissiod.*, t. II, F° 403 R°, Bibl. d'Auxerre, Ms, n° 127.

1248, juillet. — Dreux de Mello, *junior*, et Eluides, sa femme, allant faire le voyage d'Outre-Mer, donnent à Pontigny 100 s. de rente forts nivernois, sur leur terre d'Epoisses. — Yonne, Cartul. de Pontigny, 153, F° 25 R°.

—

522 1248, JUILLET.

Renard d'Ormoy, chevalier, *cruce signatus, volens ultra mare peregre proficisci,* fait don, avec sa femme Ermengarde, à l'abbaye de Pontigny, d'un bois qu'ils possédaient en commun avec l'abbaye, appelé le Bois-de-la-Comtesse. — Les religieux leur ont donné 10 livres en reconnaissance.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, t. III, 62.

—

523 1248, JUILLET.

Sentence arbitrale rendue par Guillaume, trésorier de Sens, Eudes, archidiacre d'Etampes, et Gui de Verneuil, chevalier, entre le Chapitre de Sens et Jean du Plessis, au sujet de la justice de Pont-sur-Yonne. — Part respective de chacun. — Moulins, ban-vin, étaux, lices. — Election du messier et du vignier par les habitants de Pont.

C'est li diz et la prolacions de l'arbitrage.

A tous ceus qui verront ces présentes lestres, Guillaumes, trésorier de Senz, Huedes, archidiacre d'Estampes, et Guiz de Vernoil, chevalier, salut en Nostre-Seignor. Nos fasons asavoir à touz que comme contens et descorde fussieent meues et eussent esté meues de lonctens ça en arriers trespassé entre les honorables homes le deien et le chapitre de Senz, d'une part, et monseignor Jehan dou Pleissie, chevalier, d'autre, seur la joustise de Pont-seur-Yone, tant seur la grant joustise quant seur la petite. Derichief seur ce que li devant dit deiens et chapitres se complaignoient que lidiz Jehans lor fesoit vilenie seur le sas dou moulin, seur une isle assise à Ponz-sur-Yone, delez le leu où li moulins fu jadis. Item seur le cens d'une meson qui fu jadis feu Alart, assise à Ponz. Item seur lices jadis destrutes et despéciées, et seur maintes autres injures, lesquex lidit deiens et chapitres disoient que lidiz Jehans lor avoit fetes. Et ensorque tout seur ce que li diz Jehans disoit que li diz deiens et chapitres fesoient vilenie à cel dit Jehan seur les estaus, seur le ban et seur les lices de Ponz-sur-Yone et autres maintes injures, lesquex li diz deiens et chapitres avoient fetes audit Jehan, si com il disoit. A la parfin lesdites parties se sont mises et ont fet compromis entre nous Huede, arcediacre d'Estampes, et Gui de Vernoil, chevalier; et ensorquetout en nos Guillaume, trésorier de Senz, moienier éleu, seur poine de deus cens marz d'argent, seur toutes les descordes, les contens et les injures devant dites, pardevant l'onorable père Gile, par la grâce de Dieu arcevesque de Senz. Prometant lesdites parties, seur la poine devant dite, que il tenront et garderont fermement quelconque chose, haut et bas, par prison ou par jugement, sera de nostre franche volenté ordené ou arbitré seur toutes les choses desus dites. Lou terme toute voies aloignié de l'assentement de l'une et de l'autre partie, dedans louquel terme ladite ordenance ou li diz arbitrages devoit avoir esté diz et prononciez, jusques au prochaines octaves de Sainte-Marie-Magde

lene. A la parfin, lou venredi après les octaves de la feste aux apostres Saint-Père et Saint-Pol, assenée ausdites parties à oir l'arbitrage, les devant dites parties en la présence dou devant revoirans père arcevesque, et en la nostre présence establies, reconnaissans la devant dite mise ou le devant dit compromis avoir esté fete et acordée si com il est desus expressément, et requérans lou dit arbitrage estre dit et prononcié. Nos prononcemens nostre dit en ceste menière : de la petite joustise et deimes en tel menière, que li diz Jehans auroit la petite joustise en sa terre et en son fié. Laquel chose li diz Jehans a dedanz la ville et la parroche de Ponz, et en la terre Saint-Rémi et Saint-Père dedanz cele meisme parroche, et cele meisme ville. Et li diz chapitre la petite joustise en sa terre et en toutes autres terres de quexconques censives eles soient dedanz cele meisme ville et cele meisme parroche, fors que en la terre et ou fié que li diz Jehans a si com il est dit desus, dedanz la ville et la parroche de Ponz, et fors que en la terre Saint-Rémi et Saint-Père dedanz celle meisme ville et celle meisme parroche. Sauf ce que li home dou chapitre et li home le Roi en quelque leu que il soient couchans et levant, dedanz la dite parroche et la dite ville, seront de la joustise au chapitre. Mes li chapitres ne les porra gagier ne de lor choses pranre, seur la terre ou seur le fie que li diz Jehans a dedanz la ville et la parroche devant dite, ne seur la terre Saint-Rémi ne Saint-Père dedanz cele meisme parroche et cele mesme ville, se lan ne requiert avant licence doudit Jehan, ou de ses sergens. Laquex licence puisque ele aura esté requise, ne doit pas estre refusée aux requéreurs de par le chapitre. Et se ele lor est déniée, li chapitres, ou si sergent. porront gagier ou pranre de lor choses seur la terre et lou fié que li diz Jehans a dedanz la ville et la parroche devant dite, et seur la terre Saint-Rémi et Saint-Père dedanz cele meisme ville et celle meisme parroche. Ne ja por ce il ne feront injure audit Jehan. Adecertes li home et oudit Jehan, en quelconque leu que il soient couchans et levant, dedanz la ville et la parroches devant dites, seront de la joustise audit Jehan. Mes li diz Jehans ne les porra gagier ne pranre de lor choses en la terre au chapitre, ne es autres terres de quexconques censives eles soient, hors la terre et le fié que ciz meismes Jehans a dedanz la ville et la parroche devant dites, ne hors la terre Saint-Rémi ne Saint-Père dedanz cele meismes ville et cele meisme parroche. se licence n'a esté avant requise dou chapitre, ou de ses sergent ; laquex licence puisque ele aura esté requise ne doit pas estre déniée aux requéreurs. Et se elle est déniée, li diz Jehans, ou si sergent, porront gagier ou pranre de lor choses es terres devant dites ; ne ja por ce ne feront injure au chapitre. Toutevoie, se aucun auront esté priz à présente mellée ou à autre présent forfet qui aparteigne à petite joustise en la terre dou chapitre, et en autre terre de quelconque censive ele soit, dedanz ladite ville et ladite parroche, hors la terre et le fié que ciz meismes Jehans a dedanz cele meisme parroche et cele meisme ville, et ensorque tout hors la terre Saint-Rémi et Saint-Père se joustiseront de ce par le chapitre. Et ausiment, se aucun auront esté pris à présence mellée ou à autre présent forfet qui aparteigne à petite joustise, en la terre et ou fié que ciz Jehans a dedanz la ville et la parroche devant dite, ou en la terre Saint-Rémi et Saint-Père, se joustiseront de ce par loudit Jehan. Adecertes li home est rangé à cuiconque il soient home qui ne sont home dou chapitre ne dou roi, li quel seront couchant et levant en la terre et ou fié que ciz meismes Jehans a dedanz ladite parroche et ladite ville, ou en la terre Saint-Rémi et Saint-Père, se joustiseront par loudit Jehan par an tel menière comme li home de ce meisme Jehan ; et ansinc li home estrangé à cuiconque il soient home, liquel toutevoie ne soient pas home audit Jehan, liquel seront couchant et levant en la terre dou chapitre et es autres terres de quelconque censive ele soient, fors que en la terre et ou fié que li diz Jehans a dedanz ladite parroche et ladite ville, et fors que en la terre Saint-Rémi et Saint-Père, se joustiseront par le chapitre par tel menière comme li homme dou chapitre et dou roi.

De la grant joustise, nos avons dit en tel menière : que se aucuns, de quelconque seignor il soit hons, aura esté pris ou arrestez dedanz la devant dite ville et la devant dit parroche, por larrecin ou por autre forfet qui apartiegne à la grant joustise, en quelconque terre de quelconque seignor il aura esté pris ou arrestez dedanz la ville et la parroche devant dite, il doit estre amenez aux sergens dou chapitre, et

doit estre détenuz par iceus en tel menière : c'est à savoir que se il aura esté pris ou arrestez à présent forfet qui apartiegne, si com il est dit desus, à la grant joustise, li chapitres ne lou porra détenir ne mes tan seulement que par un jor et une nuit, qu'il ne soit bailliez aux sergens dou dit Jehan et de monseignor Gautier de Nemos, chevalier, ou au sergent de l'un d'aus, à la bone qui est assenée à ce fere. Si que par celui sergent, ou par ceaus sergens la poine soit donnée au forfesant tele come l'an li devra donner, et devra avoir por son forfet qu'il aura fet. Et ad certes se aucuns aura esté pris ou arrestez por larrecin ou por autre forfet qui apartiegne à la grant joustise, de quoi il ne soit convaincuz et confès, la connoissance de ceste chose appartanra au chapitre. Mes puis que li chapitres aura eue la connoissance, si com il est dit, dou forfet que li forfesans aura fet, que lan li aura mis sus, li chapitres, ou li sergent ne lou porront détenir, fors seulement que par un jor et une nuit, qu'il ne soit bailliez au sergent doudit Jehan ou doudit Gautier, ou au sergent de l'un d'içaus, à la bone qui est assenée à ce fere. Si que par celui sergent ou par içaus sergens la poine soit donnée au forfesant tele com il devra avoir por son forfet, si com il est dit desus expressément.

De la fausse mesure, de la remaisance des estrangés et dou crieur, nos avons prononcié en tel menière : que se il soit ainsinc come il estoit avant la prolacion de cest arbitrage, cest à savoir premièrement de la fausse mesure, par tel menière que li diz Jehans, ou li diz Guiz, ne poissent pranre à Ponz, en la terre dou chapitre, jusqu'à tant qu'il aura esté monstré au sergent dou chapitre, et se li sergent dou chapitre, requis sor ce i aura refusé à aler por la pranre, i li diz Jehans et Guiz la puecnt pranre et lever en l'amende jusqu'à LX s. De la remansion ou remoisance, nos avons dit et prononcié que se ainsinc est que aucuns estrangés viegne en la ville de Ponz, il puet fere remaisance souz ledit chapitre et souz ledit Jehan, et ledit Gui, dedanz l'an et le jor. Et si n'aura fet remaisance dedanz l'an et dedanz le jor, se il aura esté en la terre dou chapitre il remandra au chapitre ; et sil aura esté en la terre des diz Jehan et Gui, il lor remandra. Dou crieur, il est en tel menière : car il sera establiz dou chapitre, et il establiz fera foi et léauté au chapitre et aux diz Jehan et Gui, et criera-le de par tous ensemble. Et se aucuns emolument dou crieur aura avenu, li chapitres en aura la mitié, et li dit Jehan et Guiz l'autre mitié. Dou sac dou moulin, nos avons dit que li devant diz Jehans avec le dit Gui aura la tierce partie de lémolument qui vanra dou sac dou moulin. Nos avons ainsin ques dit que la devant dite yle est audit Jehan avec ledit Gui, en cele menière que ele est assise en l'iaue propre dou chapitre ele est au chapitre. En tel menière toutevoie que se ladite yle ainsinc come ele est assise en l'iaue commune fust ramenee en yaue, lyaue seroit commune au chapitre et aus devant diz Jehan et Gui. Toute la mesons feu Allart est assise en la censive au chapitre, et est et sera de sa censive. Des estaus nous avons ordené que li diz Jehans avec ledit Gui aura cele meisme porcion es estaus qu'il a es fours et où sac dou moulin de Ponz, et en cele meisme meniere, mes quil paient toutevoie por lor part qui lor afiert des despens et des coustemens qui seront fet et qui sont à fere ou refere, et où soustenement desdis estaus. Dou ban, nos avons ordené en tel menière : que li chapitres porra vendre à ban, où tens dou ban lou vin des dismes, et quelque autre vin quil aura volu. Toutevoie par cet atrempement que si comme sis preudome de Ponz, ou de la parroche de cele ville esleu à ce auront esmé et esgardé par les sergens dou chapitre et juré, se metiers est et il convient que ciz vins ne sera pas venduz plus chiers por la reson dou ban, outre la quarte partie dou pris quil valoit avant le ban, en tel maniere, cest à savoir que ciz vins qui seroit vendus ou porroit estre venduz ou pris de sis deniers avant le ban, ne sera venduz por lou ban en plus grant pris que à huit deniers, et ausiment de autre vin de quelconque pris quil soit, ou de quelconque valor, selon la meniere devant dite. Des lices nos avons dit que se lices auront esté aferé à Ponz. eles doivent estre fetes par le chapitre et par les diz Jehan et Gui ; toutevoie, se nécessitez de fere les lices aparoit, jasoit ce par aventure quil despleust à l'un d'aus, ja porfee ne remandroit qu'il ne l'eust à l'un d'aus fère raparillier les lices là ou il verroit quil seroit mestiers dedans la ville et la parroche devant dite, toutesvoies que ciz ou cil à cui il despleroit quant à ce fust gardez de domage. Nos prononçons ainsinc dou messier et dou vignier, quil soient esleu communément des homes de Ponz se-

ront présenté aus sergens doudit chapitre et des diz Jehan et Gui, et jureront, en la presence d'içaus sergens, que se il auront trové aucun forfet qui ait esté fez en la terre ou où fié que ciz meismes Jehans a dedanz la ville et la parroche de Ponz, ou en la terre Saint-Remi et Saint-Père, il lou dénonceront ou il raporteront les gages audit Jehan ou à son sergent, ou audit Gui ou à son sergent: et li emolumens de l'amende sera audiz Jehan et Gui. Et ausiment, s'il auront trové aucun forfet qui ait esté fez en la terre dou chapitre, ou en autres terres de quexconques censives cle soient, for que en la terre et ou fié que ciz meisme Jehans a dedans la ville et la parroche devant dites, et fors que en la terre Saint-Remi et Saint-Père, il lou nonceront ou raporteront les gages au chapitre ou à son sergent, et li emolumenz de l'amende sera au chapitre.

Après ceste ordenance, nos avons prononcié que de injures d'arrérages et de despens fez d'une partie et d'autre, l'une partie et l'autre remaingne absote et quite. Et nos, à la requeste des dites parties, avons enforcié dou garnissement de nos seauz ledit arbitrage ainsinc prononcié; lou quel arbitrage les dites parties ont ferme et agréable.

Ce fu fet ou chapitre de Senz, le venredi devant dit en l'an de Grace mil CC quarante-huit, ou mois de juillet.

Ce sont li tesmoing Jehan dou Plessis, chevalier, receu dou mandement nostre seignor le roi de France, encontre le deien et le chapitre de Senz, sor ce que ci diz Jehans entendoit à prover que li jugemenz des larrons pris à Ponz-sor-Yone, en la terre doudit chapitre, apartient et doit apartenir audit Jehan, et que li dit deiens et chapitres sont tenu de rendre à lui les larrons pris au devant di leu, à la bonne assenee, sor ce après un jor et une nuit puis qu'il les auront pris, ne ne les devent retenir en avant; laquel chose lor estoit niée doudit deien et chapitre. Et ont amené tesmoins à prover que il sont en possession de jugier les larrons ou les maufetors pris en la parroche de Ponz, avant quil les rendent audit Jehan ou à son commandement. Derichief, que il sont en saisine de tenir les larrons, ou les autres maufetors pris en cele meismo parroche de Ponz, en présent forfet, par plusieurs jorz outre un jor et une nuit, quant il ne sont pas certain qu'il aient esté pris en présent forfet. Derechief qu'il sont en longue possession de tenir les diz larrons ou maufetors, pris en la dite parroche et en présent forfet, jusqu'à tant quil soit certain à aus, ou quil aist esté prové par devant lor joustisiers, quil aient esté pris en présent forfet, et l'entendent à prover tant par ces tesmoingz quant par aucunes lestres fetes entre aus, il est dit et déterminé que li chapitres jugera le larron ou le maufetor pris en la ville et en la parroche de Ponz, et li diz Jehans dou Plessie déclarera par consoil ou par jugement, en sa cort, puisque li maufetors li sera renduz, en quel menière il doie estre puniz. Derichief il est dit et déterminé que li dit deiens et chapitres ne puissent ce moisme larron ou maufetors tenir outre un jor et une nuit, puisqu'il aura esté pris en présent ou convoincus pardevant chapitre.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 143, n° 17.

Voir ci-dessus, en 1224 [1225] mars, un accord avec Geoffroi du Plessis sur le même sujet.

—

524 1248, JUILLET.

Bail perpétuel par l'abbaye de Pontigny, à Jacques Salier et sa femme, d'une maison sise à Auxerre, paroisse Saint-Pierre, au-dessus du cimetière des Juifs.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Autiss., salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constituti, Jacobus Salierii et Agnes, uxor ejus, recognoverunt se recepisse a religiosis viris abbate et conventu Pontiniaci, quandam domum suam sitam in parrochia Sancti-Petri Autissiod., de super simiterium Judeorum, juxta grangiam Guiberti dicti Caprii, ex una parte, et ex alia parte juxta domum Karitatis Autissiod., cum omnibus appendiciis et pertinentiis dicte domus ipsorum, a Jacobo et Agnete predictis et eorum heredibus possidendam in perpetuum, et tenendam pro octoginta libris turon. de introïtu, de quibus satisfecerunt dictis abbati et conventui, et de quibus se tenuerunt pro pagatis, et pro sexaginta libris annue pensionis.

Actum, anno Domini M° CC° XL° octavo, mense julio.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, t. III, p. 329; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 158.

—

525 1248, AOUT.

Mathilde, comtesse de Nevers, atteste que Thomas, frère de feu Baudouin de Bailleul, a donné aux Templiers du Saulce une piece de vigne sise à Bussy, dont ils jouiront, s'il meurt au voyage de la Terre-Sainte.

Elemosina Thome, fratris Baldoini de Balloil. — Nos Matildis, comitissa Nivernensis, notum facimus universis presentibus et futuris, quod in nostra presencia constitutus, Thomas, frater defuncti Baldoini de Balloil, quondam servientis nostri, coram nobis voluit et concessit quod si forte contingeret ipsum Thomam in viagio (*sic*) sancte Crucis decedere, quod quedam vinea sua sita apud Buyssi, quam Baldoinus predictus emit a Martino dicto Bataille, pro remedio animarum ipsorum Thome et Baldoini, sit quita et libera fratrum milicie Templi, et quod extunc ipsam possideant in perpetuum, pacifice et quiete. Et si forte ipsum Thomam revenire contingat, dictam vineam suam sibi quitam ut antea rehabebit. Et sciendum quod si ipsum Thomam ultra triennum morari contingeret, extunc dicti fratres milice Templi possent saisire dictam vineam; sed ipsam dictus Thomas posset rehabere et tanquam suam capere sine contradictione aliqua, si post dictum terminum, vel infra, remearet. Nos, autem, istam concessionem et convencionem sive donum, salvo jure nostro et justicia nostra, volumus, concedimus et laudamus. In quorum testimonium, ad petitionem predicti Thome, presentes litteras eisdem fratribus milice Templi tradidimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Datum, apud Collengias-super-Yonam, anno Domini M° CC° XL° octavo, mense augusti.

Arch nat., S 5235-5236, n° 1; Cartul. de la Commanderie d'Auxerre, F° 19 V°.

—

526 1248 [1249], JANVIER.

Hugues, abbé de Vézelay. atteste la vente faite par Pierre de Bligny, écuyer, à Rivilon, maire de Saint-Florentin, pour le comte de Champagne, de ses droits sur les rentes audit lieu.

Universis presentes litteras inspecturis, Hugo, Dei gratia Virziliacensis abbas, salutem in Domino. Notum facimus quod constitutus coram nobis Petrus de Blegniaco, armiger, recognovit se vendidisse et in perpetuum quitavisse Riviloni, majori Sancti-Florentini, nomine regis Navarre, quicquid habebat in venta Sancti-Florentini. Quam venditionem Helvidis, uxor ipsius Petri, coram nobis voluit, laudavit et concessit spontanea voluntate, non coacta. Promiserunt, siquidem, tam dictus Petrus, quam predicta uxor sua, per fidem suam in manu nostra corporaliter prestitam, quod contra hujusmodi venditionem non venient per se vel per alium in futurum. Renuntiantes, in hoc facto, omni exceptioni dotis pro mulieribus in favorem ipsarum introducte, omnique juris auxilio tam canonici quam civilis, omnique defensioni que partialiter posset nocere, et in parte aliqua ipsos in posterum relevari. In cujus rei testimonium, ad instantiam prefati Petri et Heluydis, uxoris sue, presentes litteras sigilli nostri muni[m]ine duximus roborandas.

Actum, anno Domini M° CC° XL° VIII°, mense januario.

Bibl. nat.; Fonds latin, 5993 A, p. 331 (a).

—

527 1249.

Jacques, abbé de Pontigny, reconnait que son abbaye a toujours été en la garde des comtes de Nevers.

Nos, frater Jacobus, humilis abbas Pontigniacensis, totusque ejusdem loci conventus, notum facimus universis quod cum domus atque abbacia nostra Pontigniaci a comitibus Nivern. et de bonis eorum fundata fuerit ab antiquo, nos recognoscimus ipsas domum et abbaciam nostram fuisse et esse de garda domine comitisse Nivern., et heredum comitatus Nivern., neque aliquem alium preter dictam dominam comitissam et ejus heredes comitatus Nivernensis, custoditores seu garditores possumus advocare. In cujus rei testimonium unico sigillo nostro quo utimur fecimus presentes litteras sigillari.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-nono, die sabbati proxima.....

Cartul. du comté de Tonnerre, F° 7 V°; Arch. de la Côte-d'Or.

—

528 1249, MAI.

Pierre de Courtenay, seigneur de Conches, promet au roi de lui payer le droit de rachat sur la terre qu'il a héritée de feu Gaucher de Joigny, frère de sa femme, lorsque le roi recevra son hommage.

Universis presentes litteras inspecturis, Petrus de Cortiniaco, dominus de Conches, salutem. Notum facimus quod, cum excellentissimus dominus Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, me receperit in hominem, salvo rachetto suo de terra que mihi obvenit in caduco domini Galcheri de Jovigniaco, quondum fratris uxoris meæ, ego promisi me soluturum dicto domino regi, vel ejus mandato, dictum rachetum suum de terra prædicta quando suæ placuerit voluntati.

Actum, in Cypro, apud casale quod dicitur Kamevoriak prope Nicocium, anno Domini M° CC° quadragesimo-nono, mense maio.

Du Bouchet, *Hist. généal de la maison de Courtenay*, Preuves, p. 33.

1251, juillet. — Pétronille de Courtenay, veuve de Pierre de Courtenay ci-dessus et dame de Château-Renard, confirme la donation de 50 livres de rente, sur le port de Conflant, faite aux religieuses de Saint-Dominique de Montargis, par sa mère Amicie de Montfort, femme de Gaucher de Joigny. Elle approuve également le don de 50 autres livres de rente, fait aux mêmes religieuses par un autre Gaucher de Joigny, son frère défunt, sur ses revenus du Gâtinais et ses cens d'Amilly, etc. — Ibid., p. 31.

—

529 1249, JUIN.

Vente par Guillaume, charpentier, au Chapitre de Sens, d'une portion de maison en la Lormerie de Sens. — Maisons en la Sellerie et en la Draperie de Sens.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Petrus, Senon., curie officialis, in Domino salutem. Notum facimus quod in nostra presentia constituti, Guillelmus, carpentarius, de Ingranna, et Dulcia, quondam filia defuncti Adæ, lormerii, recognoverunt se ad perpetuitatem vendidisse et quitavisse viris vener. decano et capitulo Senon. tres partes sextæ partis cujusdam domus lineæ sitæ in magno vico Senon., in Lormeria, ante domum lapideam quæ olim fuit, ut dicitur, Roberti de Feritate, sicut se comportat illa domus lignea a pavimento ante sito usque ad dictam domum que fuit dicti Roberti de Feritate; quæ domus lignea olim fuit, ut dicitur, patri Luciæ, et est sita in censiva capituli Senon.; et illam venditionem prædictam, ipsi Guillelmus, et uxor sua, recognoverunt se ipsis decano et capitulo ad perpetuitatem sicut prædiximus fecisse, pro quadraginta solidis tur. ipsis venditoribus quitis et jam solutis.

Actum, anno Domini M° CC° quadragesimo-nono, mense junio.

Copie du Cartul. dit *Morellus*, Arch. de l'Yonne, G 731, n° G 13.

1251 [1255] janvier. — C. de La Ferté et Marguerite, sa femme, prennent à bail du Chapitre une maison qui fut à feu Robert de La Ferté, et qui est située dans la Sellerie de Sens, pour 32 s. paris. de rente. — Ibid., n° G 14.

1268, jeudi avant les Rameaux. — Jean Cornu, chanoine de Sens, vend au Chapitre 30 s. de rente sur un étal situé en la Draperie de Sens. — Ibid., n° G 26.

—

530 1249 [1250], FÉVRIER.

Renonciation par plusieurs habitants de Pont-sur-Vanne, devant le bailli de Sens, à la poursuite qu'ils avaient intentée contre Gautier de M ntgerin et autres, de Vareilles, accusés de la mort de deux hommes, leurs parents ; ladite renonciation payée par 50 livres paris., 40 s. t. et 18 setiers de blé reçus de l'abbaye Saint-Remy de Sens.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Petrus, Senon. curie officialis, in Domino salutem. Notum facimus quod in nostra presentia constituti Jobertus, dictus Gibez, Odo Troillarz, Johannes, Adelina, uxor sua, filii dicti Odonis, Guillelmus Burioz, et Ysabellis uxor sua, de Pontibus-super-Vannam, recognoverunt quod cum esset inter ipsos, ex parte una, et homines inferius nominandos ex alia, contentio, videlicet : Galterum de Monte-Gerini, forestarium de Hoschiis, Stephanum Desret, Galterum Lo Borracier, Sarradinum filium Benedicti Tisonet a............ Theobaldum Huboot et Huguenetum de Varolliis, homines, ut dicitur ecclesie Sancti-Remigii Senon., videlicet, de nece defunctorum Johannis, dicti Angeli et Milonis, filii dicti Johannis Gibet; tandem, de contentione illa fuit inter homines primo nominatos et uxores predictas, et alios homines secundo nominatos, amicabiliter compositum per dominum Nicholaum de Manoto,

militem, ballivium Senon., sicut homines primo nominati coram nobis recognoverunt, et per illam compositionem predictam dicti homines primo nominati et uxores predicte, quitaverunt in perpetuum, coram nobis, homines secundo nominatos et eorum heredes, et ecclesiam Sancti-Remigii Senon., et abbatem et conventum ejusdem loci, de tota contentione predicta, et etiam omnem racorem et odium que habebant erga ipsos. Remiserunt coram nobis dicti homines et uxores primo nominati, ratione vel occasione necis dictorum defunctorum, remiserunt coram nobis hominibus secundo nominatis et eorum heredibus, et abbati et conventui predictis. Et pro compositione et quitatione sicut predictum est factis, dicti homines et uxores primo nominati coram nobis recognoverunt se a dictis abbate et conventu Sancti-Remigii Senon., quinquaginta libras paris. et quadraginta solidos turon. in pecunia numerata habuisse, et decem et octo sextarios bladi; de quibus denariis predictis et de dicto blado dicti homines et uxores primo nominati se, coram nobis, tenuerunt a dictis abbate et conventu pro pagatis, et de quibus ipsos abbatem et conventum et eorum ecclesiam quitaverunt in perpetuum, coram nobis. Et promiserunt, fide data in manu nostra, ipsi homines primo nominati et uxores primo nominate, quod contra predictas solutiones et quitationes per se vel per alios non venient in futurum. Et recognoverunt quod hec faciebant spontanei, non coacti; et quantum ad hoc se supposuerunt juridictioni curie Senon.

Actum, anno Domini M° CC° quadragesimo-nono, mense februarii.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Saint-Remi de Sens. — Vareilles.

A la même date, l'abbaye racheta la rente en grains ci-dessus relatée, moyennant 40 livres paris. — Ibidem.

—

581 1249 [1250], MARS.

Gaucher de Saint-Florentin et Elisabeth de Thil, sa femme, abandonnent aux religieux de Reigny la moitié de la forêt de Bergerete, située sur Châtel-Censoir, que ces derniers prétendaient leur avoir été donnée tout entière par Guillaume, comte de Nevers, et autres.

Ego Galcherus de S.-Florentino, miles, dominus Paceii, et Elisabeth, uxor mea, notum facimus omnibus præsentis litteras inspecturis, quod cum controversia verteretur inter nos, ex una parte, et religiosum virum abbatem et conventum Reigniac., ex altera, super quodam nemore sito in potestate Castricensorii, quod dicitur nemus de Bergerete, quod nemus dicti abbas et conventus dicebant suum esse de elemosina bonæ memoriæ Guillelmi, quodam Comitis Nivern., et piæ memoriæ quondam prædecessorum nostrum, Hugonis, quondam domini Montis-Sancti-Johannis, et Stephani, filii ejus, et insuper Poncii, quondam domini de Charneio; nobis, e contrario, asserentibus quod eramus in possessione dicti nemoris, et fueramus per longum tempus, et quod dictum nemus erat nostrum. Tandem, post multas altercationes, mediantibus bonis viris, talis inter nos et dilectos abbatem et conventum compositio intercessit, quod nos credentes dictos abbatem et conventum Reigniac. in dicto nemore aliquod juris habere, volumus et concessimus quod ipsi habeant et possideant, in perpetuum, quiete et pacifice et absque ulla contradictione, medietatem dicti nemoris de Bergerete cum fundo, etc. — Insuper, ego, Elisabeth, domina Tilii, spontanea et non coacta, de mea voluntate hæc omnia laudavi et approbavi, cum prædictum nemus esset de hæreditate mea, etc.

Actum, anno Domini M° CC° XLIX° mense martio.

Hist. généal. de la maison de Vergy, in-f°, Preuves, p. 175; d'après le Cartul. de Reigny.

—

582 XIII° SIÈCLE.

Dénombrement des fiefs qui relèvent du roi dans la châtellenie de Saint-Florentin, à Maligny, Percey, Turny, Neuvy, Germigny, etc.

Feodi de Sancto-Florentino.

Dominus Johannes, filius Damerens de *Nacon*, tenet apud Meriacum-lou-Serveus in quod habet ibi circiter XXV libratas terre; debet gardam apud Sanctum-Florentinum per mensem.

Dominus Johannes de Marcelliaco tenet apud Parreci domum, nemus, census, justiciam, circiter XXX libratas terre. Domina Emergardis tenet de ipso apud Parreci circiter sex libratas terre. Dominus Robertus de Parreci et soror

sua tenent ibidem LX solidatas terre, et Agnes de Selenei tenet de ipso ibidem IIII libratas terre. Viaria Sancti-Florentini tenet de ipso in foresta circiter XXVI arpenta nemoris.

Guillelmus de Flaci tenet apud Turni, ex parte matris sue, circiter X libratas.

Domina Emengardis de Bacines tenet apud Turni, ex patre matris sue, X libratas terre in terris arabilibus. Non debet gardam, ut dicit.

Miletus de Manuello tenet apud Sanctum-Florentinum, in aquis, pratis, censu, circiter C solidatas terre. Non debet gardam, ut dicit.

Dominus Godinus de Floegno tenet apud Sanctum-Florentinum, ex parte matris sue, circa XL solidatas terre in stallis ville; et apud Sometren X s. terre; item tenet apud Croutes XX s. terre. Non debet gardam, ut dicit.

Dominus Milo de Linant tenet apud Boeloi, homines, terras, censum, justiciam, circa XX libratas terre: non debet gardam.

Dominus Iterus de Soutour tenet domum fortem de Soutour, et quicquid in ipso loco habet circa IIII^xx^ libratas, et apud Sanctum-Florentinum, et apud Sourvanne, circa XX libratas terre. Miletus, frater ejus, tenet de ipso apud Soutour, circa XL libratas terre. Alii duo fratres ejus tenent de ipso circa L libratas terre. Soror sua tenet de ipso X libratas ibidem. Dominus Gilo de Soutour tenet de ipso X libratas terre. Non debet gardam, ut dicit.

Dominus Petrus de Foresta tenet apud Erviacum et Chaissi-Homines, circa XL vel L libratas terre. Non debet gardam, ut dicit, de castello Erviaci.

Domina Margarita de Boolli que tenet apud Parreci, de hereditate sua circa IIII libratas terre; non debet gardam, ut dicit.

Galcherus de Mellegniaco, filius domini Galcheri de Mellegniaco, sicut Johannes Morvam, serviens ipsius, puer, dicit : quod tenet castrum de Mellegniaco jurabile et reddibile cum pertinenciis circa C et XX libratas, post mortem noverce sue, pro se et fratribus suis; et apud Capellam XL libratas terre: et apud Bennam XL libratas terre, pro se et fratribus suis. Domina de Coullaux tenet de ipso unum modium frumenti et XL libratas apud Benam. Dominus Iterius de Brecia tenet de ipso domino domum fortem de Mellegni cum pertinenciis circa LX libratas terre. Simon de Courferaut tenet de ipso, apud Vielli et Lignereles, XL libratas terre et dominus Boutaur de Lineriis, apud Vielli et Lignoreles, XXX lib. terre; et pueri defuncte Taullai XV libratas terre apud Capellam; et relicta domini Guidonis de Melleynei tenet domum de Bena cum pertinenciis circa II^c lib. terre; de garda dicit se nescire. Domus de Ponchi est de feodo regis, et non dixit serviens istud et tamen est de feodo regis, sicut scripta testificantur et scripta dicunt.

Perins de Clari, armiger, qui tenet apud Cheu domum fortem cum pertinenciis circa L lib. terre, post mortem sororis sue. Dominus Garinus de Monciaux, de ipso apud Cheu et Vergegni et Germeni circa LX lib. terre; non debet gardam, ut dicit.

Simoz de Nuevilla tenet apud Cheu domum cum pertinenciis circa XVI lib. terre.

Dominus Johannes de Sellegniaco tenet, ex parte doarii uxoris sue, castrum de Melligni, cum pertinenciis circa C lib. terre, sicut dominus Matheus de Curgi dixit pro eo.

Domina Regina de Melligni tenet de ipso, apud Mellegni, retrofeodos, debet nominare infra Purificationem.

Domina Isabella de Germeniaco tenet domum suam de Germeniaco, terras, justiciam cum pertinentiis circa VIII libratas terre: non debet gardam.

Henriez de Nuefviz tenet apud Nuefviz quicquid tenet apud Nuefviz, tam domum quam alia, circa XXX libratas terre; et pro fratre suo minoris etatis, XXX lib. terre; soror sua tenet de ipso XV lib. terre. Gaufredus Tupins tenet de ipso decimam partem de Courcelles: non debet gardam, ut dicit.

Robertus de Germegni, armiger, tenet apud Germeni domum, terras, homines, circiter C libratas terre. Isabella, soror sua, tenet de ipso partem suam. Non debet gardam, ut dicit.

Gauterius de Germeni tenet apud Germeni domum, terras, homines, circa C lib. terre; non debet gardam, ut dicit.

Dominus Gaufridus de Cussengi tenet apud Parreci homines, terras, circa VIII lib. terre: non debet gardam.

Johannes de Sancto-Florentino, armiger, tenet domum fortem de Sancto-Florentino, jurabilem et reddibilem, et quicquid tenet apud Sanctum-Florentinum et in castellania et pedagium, quod de gracia recipitur apud Verginiacum. Item tenet domum de Jauges cum pertinentiis, et cum nemoribus circa ducentas lib. terre. Item tenet de alio homagio furnum de Jauges. Domi-

nus Petrus Chosiaux tenet de ipso apud Germiniacum, circa xxx lib. terre. Perrinz Brittauz apud Germeni, IIII libratas terre. Dominus Dionysius de Vilefieus, dimidium modium avene. Dominus Salo de Naujardin, unam vineam ad Campum-Giberti, et dominus Godinus de Floegni, domum suam et dimidium foreste sue: et Stephanus Putieres quidquid tenet apud Martrullum et in pertinenciis residuum; et gardam debet nominale infra Pourificacion. Item dominus Petrus de Sancto-Florentino, tenet de ipso unum pratum et unam peciam.

Vicecomitissa de Joigniaco tenet terciam partem minagii de Sancto-Florentino, terciam partem census de Chanetreron et stallorum Sancti-Florentini, et septimam partem nundine ante Ascensionem, sicut Roellus dixit; de garda scripta dicunt quod debet eam per tres menses.

Dominus Guillelmus Hurez, qui tenet apud Lamines, a via de Revisi que tendit versus Chanlot, et a via que descendit a domo leprosorum ad pontem d'Oivre, et a ponte usque ad Lamines res contentas in dictis locis, exceptis quibusdam censivis, et quicumque habet apud Lamines, preter quasdam censivas, tenet de rege circa x libratas terre in quibus Johannes frater ejus et Guillelmus de Vaucenieri, sororius suus, et Johannes de Samusi et Perrinz Gelez, sororii sui et Guillelmus de Vaumort, sororius eorum, tenent de ipso partes suas ; non debet gardam.

Simoz de Sormari tenet..... Dominus Johannes de Sellenai tenet de doario uxoris sue castrum de Melligni cum pertinenciis, circa C libratas terre.

Dominus Girardus de Chablies tenet de ipso feodo xx lib. terre, vel plus. Guillelmus d'Erbloi L lib. vel plus. Dominus Renardus Dourmei C s. en plus. Domina Ermangardis de Varannes C s. vel plus. Domina Regina de Mellegni C s. vel plus. Huguenins de Sara x lib., vel plus. Filius domini Guillelmi lou Bègue C s. vel plus. Dominus Petrus de Sancto-Florentino C s. vel plus. Dominus Milo de Flai, xxx lib. vel plus. Dominus Jacobus de Crusi, C s. vel plus.

Herardus de Racines tenet de ballio puerorum domini Petri de Racines, apud Boouloi, homines, justiciam et id quod ibi habet circa xv libratas terre, cum usuario in foresta Sancti-Bittei (?) ut dicit. De garda dixit quod non debet.

Johannes de Ranon tenet apud Germeni circa VI libratas terre; non debet gardam, ut dicit.

Philippus de Planci, clericus, tenet de escasura fratris sui domini Theoberti, apud Buignonem et apud Cheut, et apud Corcellas, in hominibus, terris, circa LXVIII libratas terre. Dominus Iterus de Soutour, tenet de ipso, apud Soutour, nescit quid. Dominus Garnerius de Marigniaco et dominus Andreas d'Orgeva, plegii de Rachaco, aliud homagium suum de hereditate sua debet dicere.

Guido de Novilla tenet apud Chau, XII libratas terre.

Philippus, domini Galcheri de Sancto-Florentino, ligius ante omnes, tenet domum de Jauges cum omnibus pertinenciis; dominus Petrus de Foresta tenet apud Soumietren et apud Villam-Merdrel quicquid ibi habet; et Iterus de Racines quicquid ibi habet.

Dominus Guido li Begues, et tres alii, tenent de ipso, apud Chàu, quicquid ibi habent; non debet gardam, ut dicit, de feodis reddere.

Jacobus de Chabliis, armiger, tenet de hereditate uxoris sue, apud Parreci, x lib. terre et quicquid habet. Non debet gardam, ut dicit.

Guillelmus, vicecomes Joegniaci, tenet de rege quicquid habet apud Sanctum-Florentinum et in finagio. Debet gardam per duos menses.

Philippus de Sancto-Eullien tenet de hereditate uxoris sue, apud Torni, quicquid ibi habet et salvamentum de Sancto-Stephano juxta Arcies.

Ermengardis de Racines, relicta Hugonis de Parez, tenet apud Torni VIII libr. terre. Item de alio homagio tenet apud Sanctum-Stephanum de Barbuise quicquid ibi habet. De garda.....

Trés. des Chartes, J 196, n° 18.

---

528 1250, 1 JUIN.

Défense de par le pape Innocent IV, à tout évêque et autres, d'exiger comme un droit des moines de Pontigny l'hospitalité que ceux-ci leur donnent.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui monasterii Pontiniac., ordinis Cisterciensis, Autissiod. diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Intimantibus vobis accepimus quod, cum exhibeatis vos in hospitalitate omnibus liberales diocesano vestro, et aliis ec-

clesiarum prælatis, et eorum familiis, cum ad monasterium vestrum declinant, caritative necessaria ministrantes, nonnulli prælatorum ipsorum hujusmodi gratiam convertere molientes in debitum, et quod sic sponte ipsis impenditis, deberi sibi ex antiqua consuetudine afferentes, vos et præfatum monasterium propter hoc multipliciter aggravant et molestant. Nos, igitur, vestris supplicationibus inclinati, volentes vestræ in hac parte quieti paterna sollicitudine providere; ne quisquam prælatus, deinceps, id a vobis exigere vel extorquere præsumat, auctoritate præsentium inhibemus. Nulli, ergo, etc.

Datum, Lugduni, calendis junii, pontificatus nostri anno septimo.

D. Martène, *Thes. nov. Anecd.*, t. III, col. 1253.

—

584 1250, 10 DÉCEMBRE.

Approbation donnée par le pape des mesures prescrites par son légat pour faire orner la châsse de Saint-Edme, d'or, d'argent et de pierres précieuses.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui monasterii Pontiniacensis, Cisterciensis ordinis Autissiod. diocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Intelleximus quod venerabilis frater... noster Albanensis episcopus, tunc apostolicæ sedis legatus, cupiens B. Edmundum, cujus corpus apud vestrum monasterium requiescit. honorificentia debita venerari, ac augmentari devotionem fidelium erga ipsum, deliberatione provida ordinavit, ut ejusdem sancti feretrum decenter auro, argento, et pretiosis lapidibus ornaretur, de illis præsertim quæ ad hoc specialiter oblata, sive data fuerint, vel legata, consuetudine, vel statuto contrario vestri ordinis non obstante. Nos, igitur, ordinationem hujus modi gratam et ratam habentes, illam auctoritate apostolica confirmamus, et præsentis scripti patrocinio communimus. Nulli, ergo, etc.

Datum, Lugduni, IV Idus decembris, pontificatus nostri anno VIII.

D. Martène, *Thes. nov. Anecdot.*, t. III, col. 1922.

—

585 1250 [1251], MARS.

Les moines de Saint-Michel de Tonnerre mettent en communauté avec le comte de Champagne, ce qu'ils possèdent à Vallières, à Turgy, et dans la forêt de Sorberoy.

Nos Th., Dei gratia rex Navarre, Campanie de (*sic*) Brie, comes palatinus, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod viri religiosi, Milo, abbas et conventus Sancti-Michaelis Tornodori, in tota justicia sua quam habent in villa de Valleriis, in hominibus et feminis et in finagio dicte ville de Valeriis, et in omnibus que in villa de Turgeyo habent et in finagio ejusdem ville, et in parte sua nemoris quod dicitur Sorberoi, tam in bosco quam in plano, nos et heredes nostros in perpetuum associant et medietatem emendarum quas habent in predictis locis nobis et heredibus nostris imperpetuum concedunt, jure imperpetuo possidenda. Nos, vero, et heredes nostri, nullum hominem sive feminam de villis ad predictos abbatem et conventum pertinentibus ibi poterimus retinere, videlicet in predictis locis; et sciendum est quod quociens apud Sanctum-Michaelem abbas novus constituetur, homines et femine predictorum locorum fidelitatem facient novo abbati constituto; similiter facient comiti Campanie qui novus constituetur ad regimen comitatus Trecensis; et ne aliquis prepositorum vel servientum nostrorum in dictis hominibus et feminis, villis et nemore supradicto et fin:giis eorumdem, aliquid dominium vel justiciam velint reclamare, aut audeat exercere, serviens, de assensu dictorum monachorum et nostro, vel heredum nostrorum, et forestarius pro dicta societate servanda in villis et nemore supradictis, statuentur et facient juramentum fidelitatis dictis monachis et nobis et heredibus nostris antequam de supradictis se intromittant. Serviens, vero, et forestarius qui de communi assensu debent eligi et poni in villis et nemore supradictis, omnium acquisitorum, donorum sive exactionum de quocumque loco venient, vel quocumque modo fient ratione societatis supradicte, per juramentum suum reddent dictis monachis medietatem, et nobis et heredibus nostris aliam medietatem. Si, vero, abbas et monachi rogatum fecerint in dictis hominibus inter ipsos et nos et he edes nostros quicquid acceperint ab eisdem erit commune, similiter in omnibus modis et commodis que nos, aut heredes nostri, a prefatis ho-

minibus et in locis supradictis, prece, minis, vel gratia, seu alio quolibet modo habuerimus, per medium dividetur. Preterea. sciendum est quod si nos aut heredes nostri in sepedictis villis vel finagiis aliquid acquisierimus, salvis feodis nostris, bona fide, medietatem acquisitorum habebunt monachi supradicti, prius ab ipsis medietate probatorum sumptuum persoluta. Similiter, si dicti monachi acquisierint aliquid in dictis locis vel in finagiis eorumdem, medietatem acquisitorum nos et heredes nostri habebimus, bona fide, prius a nobis medietate probatorum sumptuum persoluta. Nos, etiam, aut heredes nostri, in jam dictis locis et in finagiis eorumdem, nichil facere poterimus novum nec stature (*sic*) sine assensu et voluntate abbatis et conventus predictorum, neque destituere constitutum, neque ipsi sine nobis. De dicto, vero, nemore quocienscumque facta fuerit vendicio que de communi assensu debet fieri, precium vendicionis inter ipsos et nos per medium dividetur. Ita tamen quod de dicto nemore capient monachi quicquid sibi necesse fuerit, ad omnimodam usanciam pro aisenciis suis propriis faciendis, tam in grosso quam in gracili, jacente et stante, sicco et viridi, a pede usque ad cimam : similiter nos et heredes nostri omnimodam aisanciam in dicto nemore habebimus, pro a sanciis nostris propriis faciendis, tam in grosso quam in gracili, jacente et stante, sicco et viridi, a pede usque ad cimam. De nemore supradicto nos, nec heredes nostri, gruarii, neque aliquis servientum nostrorum conferre poterimus alicui sine consensu abbatis et conventus predictorum; similiter nec ipsi sine assensu nostro et heredum nostrorum aliquid de dicto nemore dare poterunt, vel conferre. Hanc, autem, societatem fecerunt abbas et conventus predicti, salvis sibi terris, terciis, pratis, decimis, oblationibus que habent in supra dictis locis et in finagiis eorumdem, exceptis supradictis in quibus nos et heredes nostros associant specialiter et expresse. Sciendum est, igitur, quod neque pro pace aliqua, neque pro casu aliquo, nos nec heredes nostri societatem istam in alia manu ponere, neque dare aut commandare poterimus quam in manu nostra ; set quicumque comes erit civitatis Trecensis, dictam societatem in manu sua propria tenebit. In cujus rei testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponendum.

Actum, anno Gratie millesimo ducentesimo quinquagesimo, mense marcio.

Cartul. de Saint-Michel, XVIe siècle ; Bibl. de Tonnerre, D, F° 127 R°.

—

526 1250 [1251], MARS.

Milon li Manan, croisé, donna à Saint-Germain d'Auxerre 12 liv. de rente, sur une vigne en Vaumarien.

Cartul., F° 19 V°, n° 111 ; Bibl. d'Auxerre.

—

527 1251.

Bulle d'Innocent IV à l'abbé de Fleury, l'informant qu'il a accordé à l'abbé de Sainte-Colombe de Sens l'usage de la mitre, de l'anneau, des gants, de la tunique, de la dalmatique et des sandales; le droit de bénir les autels, les calices, etc.

D. Cottron, *Chronicon monasterii Sanctæ-Columbæ;* Bibl. d'Auxerre Ms, n° 116, p. 341.

—

528 1251.

Etienne, abbé de Clairvaux, soumet à l'autorité de l'abbé de Fontenay l'abbaye de femmes de Marcilly, en vertu d'une décision du Chapitre général de Citeaux.

Universis presentes litteras inspecturis, frater Stephanus, dictus abbas Clarevallis, salutem in Domino sempiternam. Cum nobis, auctoritate capituli generalis, commissa esset dispositio domus monialium de Marsilliaco, in plenaria ordinis potestate : nos, de bonorum consilio et approbatione ipsius generalis capituli, ipsam venerabili et in Christo dilecto... coabbati nostro de Fonteneto in filiam assignavimus, sibi et successoribus suis abbatibus Fonteneti perpetuo possidendam. In cujus rei testimonium litteras presentes dedimus patentes, anno Domini M° CC° quinquagesimo-primo, tempore capituli generalis apud Cistercium, consentientibus omnibus abbatibus in capitulo ibidem congregatis.

D. Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, Preuves, p. 18, col. 2.

539 1251, SEPTEMBRE.

Reconnaissance par Thomas de Vellerot, prêtre, que tous ses biens, sis audit lieu et à Maison-Dieu, devront être dévolus au Chapitre d'Avallon après sa mort.

Nos Ansellus, Dei gratia Eduensis episcopus, et ego Hugo, archidiaconus Avalon., notum facimus presentibus et futuris quod in nostra presencia propter hoc constitutus, dominus Thomas de Vilereto, presbiter, recognovit quod omnes possessiones sue, quas habet apud Vileretum et apud domum-Dei juxta Vileretum, et in territoriis dictarum villarum, post decessum suum, sine diminutione aliqua, pacifice et quiete debent devenire ad capitulum Avalon. Et quicquid postea in dictis villis et dictis territoriis, quod erit in dominio dicti capituli, adquiret, similiter dicto capitulo remanebit. Recognovit, autem, quod ipse non potest attentare vel facere aliquid propter quod dicte possessiones ad dictum capitulum integraliter, prout superius est expressum, non debeant devenire. Et si, quod absit, contra supradicta attentaret aliquid, voluit et concessit quod vigorem non haberet.

In cujus rei testimonium, ad petitionem nominati presbiteri, dicto capitulo presentes litteras tradidimus sigillorum nostrorum munimine roboratas.

Datum, anno Gracie M° CC° L° I°, mense septembri.

Orig.: Archives de l'Yonne. Fonds du Chapitre d'Avallon.

—

540 1251, OCTOBRE.

Donation par Mathilde, comtesse de Nevers, à l'abbaye de Lézinnes, d'un droit d'usage d'une charretée de bois dans la forêt du Grand-Fay où les habitants de Crusy ont aussi droit d'usage.

Nos Mathildis, comitissa Nivernensis, notum facimus quod nos, amore Dei, et ob remedium animæ nostræ, dedimus et in perpetuum concessimus, in puram et perpetuam eleemosynam, Deo et domui monialium de Lisigniis, usuagium suum, ad unam quadrigam, in nemore nostro de Grandfay, et ubi illi de Cruisiaco utuntur, videlicet ad nemus mortuum quod non defert fructum, et ad nemus mortuum, ad duo capita jacens super terram, ad opus ipsius domus tantum; et quatuor modios vini, annuatim percipiendos, tempore vindemiarum, in decimis nostris de Tornodoro. Promiserunt, autem, nobis abbatissa et conventus ipsius domus, bona fide, unam missam de Sancto-Spiritu, qualibet hebdomada, quamdiu viximus, et post obitum nostrum, nostrum anniversarium, annuatim, in dicta domo sua in perpetuum sollempniter celebrare. In cujus rei testimonium, nos eisdem abbatissæ et conventui nostras præsentes litteras concessimus, sigilli nostri munimine roboratas.

Datum, apud Tornodorum, die jovis proxima ante festum Omnium-Sanctorum, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo-primo, mense octobris.

Pérard. *Recueil de pièces curieuses pour l'Histoire de Bourgogne*, p. 471.

—

541 1251, NOVEMBRE.

Herminie, veuve de Gui d'Autun, chevalier, et Gui, leur fils, confirment la donation faite par le défunt aux hospitaliers de Pontaubert, de 10 s. dijonnais de rente sur les tierces de Domecy.

Universis presentes litteras inspecturis, H., archidiaconus Avalon., salutem in Domino. Noverint universi ad quos presentes littere pervenerint quod Hermina, relicta domini Guidonis de Edua, militis, et Guido, eorumdem filius, in nostra presentia constituti, confessi sunt quod prefatus G., in vita sua, dedit in perpetuam elemosinam domui hospitalariorum de Ponte-Herberti, pro remedio anime sue et anniversario suo ibidem annuatim celebrando, decem solidos Divionenses annui redditus, in crastino Omnium-Sanctorum persolvendos ab hiis qui tercias terre de Domiciaco possidebunt, quousque dicti decem solidi, ad arbitrium discretorum, alibi fuerint assignati. Hanc, autem, donationem dicti H. et G., filii ejus, laudaverunt ac benigne concesserunt. In hujus igitur rei testimonium et notitiam, ad petitionem dictorum H. et G., presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo (*sic*) quinquagesimo-primo, mense novembri.

Orig.; Commanderie de Pontaubert, Archives de l'Yonne.

542 1251 [1252]. 23 FÉVRIER.

Transaction entre le Chapitre d'Auxerre et les Templiers, passée devant Nicolas de *Manoto*, bailli de Sens, pour le règlement de l'usage de la forêt de Bar, pour les bestiaux de la maison de Monéteau. — Conditions de l'exploitation de la forêt.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Nicholaus de Manoto, ballivus Senon., salutem in Domino. Noverint universi quod cum contencio esset inter decanum et capitulum Autissiod., ex una parte, et preceptorem et fratres milicie Templi (*sic*) in Francia, ex altera, super hoc quod dicti Templarii dicebant se habere usuarium in toto nemore dicti capituli quod vocatur nemus de Barro, ad pasturam omnium animalium suorum de domo sua de Monestallo, sive de novo esset abscisum id nemus, sive non; quod e contrario dictum capitulum denegabat : Tandem, inter partes talis composicio intervenit, videlicet, quod dictum capitulum assignavit medietatem dicti nemoris dictis Templariis ad pasturam animalium suorum de dicta domo de Monestallo, exceptis capris ; aliam, vero, medietatem dicti nemoris poterit capitulum ponere in foresta, in qua non poterunt dicti Templarii ponere aliqua animalia, quousque illa medietas que erit in foresta compleverit quinque annos ; quibus completis, poterit dictum capitulum vendere forestam illam, si voluerit, vel servare. Poterit, eciam, aliam medietatem Templariis assignatam capitulum scindere et in foresta ponere et tenere, donec compleverit quinque annos. Et interim, in alia medietate quam capitulum tenuit in foresta, poterunt dicti Templarii ponere animalia sua ad pasturam; et si contigeret quod illa medietas nemoris quam tenuit capitulum in foresta, et alia quam Templarii tenuerint ad ponendum sua animalia in pastura complevissent, quinque annos, tunc dicti Templarii, in toto nemore et in qualibet parte tocius nemoris que complevisset quinque annos, poterint sua animalia ponere ad pasturam. Poterit, autem, capitulum libere vendere vel scindere de nemore predicto, prout sibi placuerit; dumtamen medietatem dicti nemoris assignet ad pasturam animalium predictorum, nec capitulum poterit aliquibus de novo concedere pasturam in dicto nemore. Debet, autem, dictum capitulum ita nemus dividere quod animalia dictorum Templariorum possint competenter intrare ad pasturas et redire. Illos, vero, qui ante compositionem istam consueverunt mittere animalia sua in dicto nemore permittet capitulum, si voluerit mittere in dicto nemore sua animalia sine aliqua contradictione, ita tamen quod ab illis nullum commodum recipiat propter illam permissionem. Et quia infra dictum nemus sunt aliqua arpenta que tenentur ad censum a capitulo, concordatum est quod si ad manum capituli devenerint, secundum ordinacionem supradicti nemoris censebuntur. Quamdiu, vero, extra manum capituli erunt, capitulum non se opponet quin in illis possint uti Templarii, sicut prius.

De predictis autem conventionibus debet capitulum tradere litteras suas et litteras episcopi Autissiod., et Templarii debent tradere litteras preceptoris milicie Templi in Francia, et tesaurarii Templi Parisiensis. Debent, autem, mutuo tradi littere supradicte infra mensem ex quo preceptorem Templi Francie Parisius contingerit devenisse ; et de predictis conventionibus firmiter observandis obligavit se quelibet parcium, sub pena centum marcarum argenti ; et dederunt fidejussores, videlicet Templarii, Nicholaum Arrode, Theobaldum de Novo-Vico et Thomam Teboudi ; capitulum, vero, archidiaconum Cartonensem Gaufridum, archidiaconum Autissiodor. et Petrum Guignorri. Traditis, vero, litteris supradictis, plegii supradicti remanebunt penitus absoluti. Ego, vero, Nicholaus de Manoto, ballivus Senon., plegios de assensu partium in manu mea recepi, et presentes litteras ad peticionem parcium sigillavi in hujus rei testimonium et munimen. Nos, autem, Herbertus, ecclesie Autissiod. decanus, et Petrus, tesaurarius Templi, in robur et firmitudinem composicionis predicte sigilla nostra duximus presentibus litteris apponenda.

Actum, Parisius, anno Domini M° CC° quinquagesimo-primo, primo die veneris post Brandones.

Orig. : Arch. de l'Yonne, G 1911.

—

543 1252.

Lettre de Gilon, archevêque de Sens, et de ses suffragants, à Thibaud, roi de Navarre, comte de Champagne, pour l'inviter, au nom du concile provincial de Sens, à lever les saisies qu'il avait ordonnées sur les biens des églises de Champagne acquis depuis 40 ans.

Gilo, Dei gratia Senon. archiepisco-

pus, M. Carnotensis, R. Parisiensis, G. Aurelianensis, G. Autissiod., P. Meldensis, et N. Trecensis, eadem gratia episcopi, christianissimo in Christo illustri viro Th., Dei gratia regi Navarræ, Campaniæ et Briæ comiti palatino, salutem et sinceram in Domino caritatem.

Cum alias, ex parte concilii provincialis Senon., per litteras nostras monitorias vos requisierimus et rogaverimus ut ea quæ de bonis ecclesiasticis a quadraginta annis citra acquisitis saisiri feceratis, desaisiri faceretis; et preces et monitio prædictæ nondum fuerint a vobis effectum aliquem consecutæ; sed magis ac magis, de die in diem, adhuc incessanter in potestate Campaniæ saisiantur, necnon et alia multa gravamina ecclesiis et personis ecclesiasticis, earumque hominibus inferantur contra immunitatem ecclesiæ, et ecclesiasticam libertatem, prout vobis magister Johannes de Vernolio, nuncius noster, ad hoc specialiter destinatus, plenius explicabit: serenitatem vestram, tenore præsentium et per prædictum nuncium auctoritate prædicti concilii rogandam duximus et monendam, ut saisita desaisiri faciatis, quousque de jure vestro constiterit evidenter, et a prædictis gravaminibus desistatis, et vestros ministeriales desistari faciatis. Licet, enim, honori et personæ vestræ, in quantum possemus, deferre velimus, omittere, tamen, non possumus nec debemus quin oppressioni ecclesiarum, prout juris est, succurramus. Sciatis pro certo quod jus vestrum absorbere non volumus, sed potius ipsarum ecclesiarum indemnitatibus, quantum cum Deo possumus, subvenire.

Datum, Parisius, die veneris post festum Sancti-Martini hyemalis, anno Domini Mº CCº LIIº (*cum septem sigillis*).

Labbe, *Conciles*, t XI, col. 706, 707.

—

544 1252, 4 NOVEMBRE.

Donation par Henri III, roi d'Angleterre, à l'abbaye de Pontigny, de 20 marcs sterlings de rente sur ses revenus de la ville de Cantorbéry, pour entretenir quatre cierges allumés autour du tombeau de Saint-Edme.

Henricus, Dei gratia rex Anglie, dominus Hibernie, dux Normannie, Aquitanie et comes Andegavensis, omnibus ad quos presentes littere pervenerint. salutem. Sciatis nos dedisse, concessisse, et hac carta nostra confirmasse pro nobis et heredibus nostris, dilectis nobis in Christo abbati et conventui de Pontiniaco, viginti marcas sterlingorum singulis annis percipiendas, in perpetuum, de firma civitatis nostre Cantuarie, ad Pascha, per manus ballivorum nostrorum ejusdem civitatis, ad quatuor cereos continue ardentes. sustentandos in ecclesia sua de Pontiniaco circa feretrum B. Eadmundi, confessoris, ibidem. Et si forte contingat quod dicti abbas et conventus de Pontiniaco subtraherent dictos quatuor cereos, subtraherentur eis dicte viginti marche annue, ita, videlicet, quod nichil de predictis viginti marcis percipient quandiu dictos cereos continue ardentes non invenerint; hiis testibus, Radulpho filio Nicholai; Bertramo de Cryoyl; magistro Willelmo de Kilkenny, archidiacono Coventr.; Roberto de Schotendun., Roberto Walerando, Willelmo de Charny, Willelmo Gernun. Radulpho de Bakepus et aliis.

Datum, per manum nostram, apud Bruer, quarto die novembris anno regni nostri tricesimo-sexto.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny. — Angleterre. — Scellé du sceau du roi représenté à cheval d'un côté et assis sur son trône de l'autre.

—

545 1252, DÉCEMBRE.

Donation par Mathilde, comtesse de Nevers, au Chapitre de Sens, de 10 livres de rente sur sa cense d'Auxerre, pour fonder son anniversaire.

Nos Mathildis, comitissa Nivernensis, notum facimus universis quod nos, ob remedium anime nostre et antecessorum nostrorum, et pro nostro anniversario in ecclesia Beati-Stephani Senon. annuatim imperpetuum, post decessum nostrum, honorifice faciendo. dedimus imperpetuum et concessimus predicte ecclesie Senon., et capitulo ipsius ecclesie, decem libras turon. annui redditus in censa nostra Autissiod. annuatim percipiendas in crastino Focorum. Volumus etiam et precipimus ut episcopus Autissiod., qui pro tempore fuerit, in personam heredis vel successores nostri excommunicationis et in terram ipsius interdicti senten-

tias proferat si contra donum istud venire attemptaverit ullo modo, non relaxaturus ipsas quousque de predicto reddita dicto capitulo fuerit plenarie satisfactum. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Datum, apud Clamiciacum, die dominica post festum Beati-Nicolai anno Domini M° CC° L° secundo. mense decembri.

Copie du XVII° siècle, Arch. de l'Yonne, Chapitre de Sens, G 1239.

La comtesse Mathilde. par une lettre datée de Sens le jour de Saint-Martin d'hiver en 1253, invita les receveurs de sa cense d'Auxerre à payer la rente ci-dessus à l'envoyé du Chapitre. — Jean de Chalon, comte d'Auxerre, et Alix, sa femme, ratifièrent la fondation faite par leur aïeule, par charte datée d'Auxerre le 18 juillet 1276. — Ibid.

Cette rente fut payée au Chapitre de Sens par le receveur du domaine royal d'Auxerre jusqu'au XVII° siècle. — Voy. Arch. de l'Yonne, G 1239.

—

546 1252 [1253] 31 JANVIER, 11 AVRIL.

Procès-verbal scellé par Pierre, abbé de Châtel-Censoir et autres, constatant l'installation de Jacques de Flavigny, en qualité de curé de Vieuxchâteau, dont le patronage appartient au chapitre d'Avallon.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Petrus, abbas Castricensorii, frater Bernardus, ordinis Grandimontis, corrector domus de Charboneres. David, archipresbiter Avalon., Hugo de Maigni, archipresbiter de Quarreis, Petrus, dictus Minoz, curatus Sancti-Martini de burgo Avalon., et dominus Bernardus, incuratus de Stabulis, salutem in Domino. Noveritis nos litteras venerabilis patris Guidonis, episcopi Lingonensis, non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua sui parte viciatas vidisse sub hac forma :

Guido, divina permissione Lingonensis episcopus, decano Reomensi salutem in Domino. Noveritis quod nos dedimus dilecto nostro Petro de Mino, canonico Lingonensi, potestatem recipiendi, vice nostra, resignationem ecclesie de Veteri-Castro a magistro Petro de Flavigniaco, incurato de eadem, et etiam conferendi eandem persone ydonee, ad presentationem capituli Avalon. : unde vobis mandamus, quatinus personam quam vobis presentabit dictus Petrus de Migno, in possessionem ejusdem ecclesie inducatis, vel procuratorem ipsius. Datum, anno Domini M° CC° quinquagesimo-secundo, die veneris ante Purificationem Beate-Marie Virginis.

Dictus, autem, Petrus de Migno, magistrum Jacobum de Flavigniaco recepit ad ecclesiam de Veteri-Castro, vacantem per resignationem magistri Petri de Flavigniaco, canonici Lingonensis, ad presentationem capituli Avalon., nobis et aliis ad hoc vocatis presentibus et videntibus. Dictus, autem, decanus Reomensis induxit dictum magistrum Jacobum in corporalem possessionem dicte ecclesie de Veteri-Castro, de mandato dicti Petri de Migno, prout in litteris dicti episcopi superius annotatis continebatur.

Datum et actum, anno Domini M° CC° quinquagesimo-secundo, mense aprili, die veneris ante ramos Palmarum. In cujus rei testimonium et memoriam presentibus sigilla nostra apposuimus.

Orig., scellé autrefois de six sceaux : Arch. de l'Yonne, G 2011.

—

547 1253, 25 FÉVRIER.

Le pape Innocent IV, sur la plainte de l'abbé de Saint-Germain, défend à l'évêque d'Auxerre et à tout autre d'exiger de l'argent des hommes de l'abbaye qui seraient excommuniés, pour les relever de l'excommunication. Il n'accepte pas l'explication donnée par l'évêque sur la perception de deniers en cette circonstance.

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, abbati et conventui monasterii Sancti-Germani Autissiod., ordinis sancti Benedicti, salutem et apostolicam benedictionem. Ex tenore vestre peticionis accepimus quod vobis apostolica sede indulsit, ut si homines monasterii vestri contingat aliquando excommunicationis vinculo innodari, Autissiodorensis episcopus, seu quicumque alius, pro illorum absolucione, potestatem non habeat ab eis pecuniam extorquendi : et si forte in eos, quia pecuniam hujusmodi non persolvunt, excommunicationis sentencia fuerit promulgata, sit irrita et inanis.

Hujus siquidem indulgencie non vim, set sola verba venerabilis frater noster, Autissiodorensis episcopus, et officialis ejus servantes, quando contingit predictos homines sentencia excommunicacionis astringi, eis nisi solvant certam

pecunie summam, in vestri et ejusdem monasterii grave prejudicium, absolucionis beneficium non impendunt, asserentes, in fraudem ipsius indulgencie, se, non pro absolucione set pro contumacia, eandem ab illis pecuniam extorquere. Quia vero, pati nolumus nec debemus quod effectus privilegiorum et indulgenciarum apostolice sedis aliquis per suam astuciam, seu maliciam, se irritasse letetur: nos vestris gravaminibus in hac parte salubriter occurrentes, vobis auctoritate presencium indulgemus ut predicti episcopus et officialis, seu quicumque alius, sicut pro absolucione nequeunt, ita nec pro contumacia possint ab eisdem hominibus, in fraudem ipsius indulgencie, aliquam pecuniam extorquere. Nulli ergo, etc.

Datum, Perusii, v kalendas marcii, pontificatus nostri anno decimo.

Cartulaire de l'abbaye Saint-Germain, XIII[e] siècle. F° 14 R°, n° 15: Bibliot. d'Auxerre, Ms n° 140.

—

548 1253, SEPTEMBRE.

Confirmation par l'évêque de Langres de la fondation de la chapelle de la Sainte-Vierge, dans l'église d'Epineuil.

G., Dei gratia Lingonensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noveritis quod nos fundacionem altaris factam in ecclesia de Espinolio a Milone de Sancto-Michaele dicto, et Agnete, uxore ejus, de Espinolio, sicut in licteris Hugonis, decani Tornodor. plenius continetur, volumus et concedimus ac sigilli nostri munimine confirmamus.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo-tercio, mense septembri.

Cartul. Saint-Michel de Tonnerre, M. F° 101 V°.

—

549 1254, 20 OCTOBRE.

Geoffroi, abbé de Saint-Pierre-le-Vif, augmente la pitance de ses moines et de 4 deniers par jour la porte à 12. Hugues, prieur d'Andrésy, s'oblige à y contribuer pour 100 sous par an, à charge d'anniversaire.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Gaufridus, Sancti-Petri-Vivi Senon. abbas humilis, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino. Notum facimus quod nos attendentes et considerantes quod parum nobis videbatur esse id quod conventus habebat in refectorio nostro, diebus privatis, scilicet quatuor denarios paris. tantum, pro pitantia, singulis diebus ad campanam, statuimus et ordinavimus de communi assensu et consensu omnium nostrum, quod ex nunc in antea habeat conventus singulis diebus, quibus amplius habere non debent, duodecim denarios paris., computatis in illis duodecim quatuor denariis supradictis. Item, statuimus et ordinavimus quod nullus de predicta pitantia extra refectorium habeat, nisi tantummodo graviores et debiles infirmi. Et Hugo, prior noster de Andrisiaco, voluit et concessit, de assensu nostro et voluntate nostra, quod ipse, et successores sui priores de Andrisiaco, et prioratus de Andrisiaco, teneantur deinceps abbati ecclesiæ nostræ, pro faciendis et complendis predictis ab eodem abbate, dare et reddere in crastino Beatorum-Saviniani et Potentiani, mense octobri, centum solidos paris., annuatim. Et nos, conventus, ordinavimus quod nos, dicti Hugonis, prioris de Andrisiaco, anniversarium in ecclesia nostra celebrabimus annuatim.

Actum, in capitulo nostro generali, anno Domini M° CC° LIIII°, in crastino Beatorum-Saviniani et Potentiani, mense octobri.

D. Cottron, *Chronicon Sancti-Petri-Vivi*, p. 715, d'après l'orig.; Bibl. d'Auxerre, Ms n° 156.

—

550 1254, DÉCEMBRE.

Geoffroi, fils de feu Hayer d'Evry, reconnait que le Chapitre de Sens l'a affranchi de la mainmorte, pour entrer dans l'ordre des clercs.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Gaufridus, officialis curie archidiaconi Senon., salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra presencia constitutus Gaufridus, filius defuncti Hayeri de Evriaco, quem, ut dicebat idem Gaufridus, capitulum Senon. manumiserat ad hoc ut posset habere tonsuram et ordinem clericalem, confessus fuit, coram nobis, dictam manumissionem fuisse factam a dicto capitulo tali condicione quod si contingeret ipsam tonsuram clericalem dimittere, ipso facto in pristinam conditionem

et ad hominium dicti capituli reverteretur; promittens, dictus Gaufridus, per fidem suam in manu nostra prestitam, quod dictam conditionem servabit, nec contra predicta veniet in futurum.

Actum, anno Domini M° CC° L° quarto, mense decembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 729.

1260. — Girard Barrauz, de Soucy, reconnait que c'est à tort qu'il avait abandonné la Seigneurie du Chapitre pour se placer sous le domaine du roi, à Villeneuve, attendu qu'il est homme pour moitié du Chapitre du côté de sa mère. — Ibidem.

—

551 1254-1261.

Bulle d'Alexandre IV en faveur de l'abbaye Saint-Marien d'Auxerre.

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et capitulo Sancti-Mariani Autissiod., salutem et apostolicam benedictionem. Apostolice sedis auctoritate compellimur, et nostri officii debito provocamur piis filiorum ecclesie precibus et petitionibus que a ratione non discrepant, nec ab ecclesiastica dissonant honestate, clementer annuere, et eas utili effectu prosequente complere. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, sepulturam ecclesie vestre liberam esse decernimus ut eorum devotioni et extreme voluntati qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi excommunicati vel interdicti sint, nullus obsistat; salva tamen justitia ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Cum, autem, generale interdictum terre fuerit, liceat vobis, clausis janais, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, suppressa voce, divina officia celebrare. Liceat quoque vobis clericos vel laïcos e seculo fugientes liberos et absolutos recipere, et eos absque alicujus contradictione retinere. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, etc.

Datum, Anagni, II kal. decembris.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds Saint-Marien, L. I.

—

552 1255, AVRIL.

Amortissement par Miles, seigneur de Noyers, en faveur de l'abbaye de Fontenay, de toutes les acquisitions faites par cette abbaye, à Soulangis.

Ego Milo, dominus Noeriorum, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ego, pro salute animæ meæ et antecessorum meorum, et pro anniversario bonæ memoriæ Milonis, quondam domini Noeriorum, patris mei et meo, in ecclesia Fonteneti annuatim in perpetuum faciendo, laudavi, approbavi et concessi, tanquam dominus feodi, dictæ ecclesiæ Fonteneti et fratribus ibidem Deo servientibus, quidquid iidem fratres et eorum predecessores acquisierunt in territorio de Solenge, de feodo meo, in terris et pratis, sicut inferius annotantur : Videlicet, in Campo-Marcheboe, sex jornalia; in campo magistri Thomæ, quatuor jornalia; in campo Dominæ Floride, tria jornalia; in campo de Fornet, duo jornalia; item subtus le Fornet, sex jornalia; item in loco qui dicitur a l'Espine, duo jornalia; item in campo Andreæ, dicti Quatreeus, septem jornalia; in campo Athonis, duo jornalia; in campo prope abbatiam Sancti-Martini, duo jornalia; in campo Johanis de Die, sex jornalia; in campo dou Codroy, octo jornalia; item au Codroy, tria jornalia quæ sunt ou costal; item duæ sceaturæ prati quæ fuerunt Athonis de Tornodoro, dicti Strabonis.

Hæc autem omnia quæ prædicta sunt, sunt in mea custodia, nec dicti Fontenetenses sub alterius dominii custodia ponere poterunt; sed in custodia mea et heredum meorum in perpetuum remanebunt. In cujus rei perpetuam firmitatem, robur ac testimonium, presentes litteras tradidi sepedictis Fontenetensibus sigilli mei munimine roboratas.

Actum, anno Domini M° CC° LV, mense aprili.

Cartul. de l'abbaye de Fontenay, C 6; Arch. de la Côte-d'Or.

—

553 1255, 5 AVRIL.

Bulle du pape Alexandre IV accordant un an d'indulgences à tous ceux qui visiteront l'église de Pontigny le jour de la translation des reliques de saint Edmond, etc.

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis..... Abbati et con-

ventui monasterii Pontiniae, cisterciensis ordinis, Autissiod. diocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Sanctorum meritis inclita gaudia fideles Christi assequi minime dubitamus, qui eorum patrocinia per condignæ devotionis obsequia promerentur, illum que venerantur in ipsis quorum gloria ipse est retributio meritorum. Nos, igitur, ad consequenda prædicta gaudia causam dare fidelibus populis cupientes, omnibus vere pœnitentibus et confessis, qui ecclesiam vestram in die anniversarii translationis corporis gloriosissimi confessoris Edmundi quiescentis in ipsa, cum devotione et reverentia visitaverint annuatim, peccatorum suorum veniam petituri a Domino, de omnipotentis Dei misericordia, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, unum annum, et singulis septem diebus immediate sequentibus diem illum ex præmissa causa ad eandem ecclesiam accessuris, quadraginta dies de injuncta sibi pœnitentia misericorditer relaxamus.

Datum, Neapoli, nonis aprilis, pontificatus nostri anno primo.

Martène, *Thes. novus Anecdot.*, III, col. 1923.

1255, 16 avril. — Le même pape confirme les indulgences accordées par certains évêques à ceux qui visiteraient la châsse de saint Edmond. — Ibidem.

1255, 10 kal. maii. — Alexandre IV confirme la permission donnée par son légat aux femmes d'Angleterre, d'entrer dans le monastère de Pontigny, pour visiter le corps de saint Edmond. — Ibidem. col. 1924.

—

554 1255, NOVEMBRE.

Etienne de Saint-Pierre, bourgeois de Ligny-le-Châtel, vend aux religieux de Clairvaux la moitié du droit de la crierie à Tonnerre, pour 35 livres t.

Cartul. de Fontenay, P 5 : Arch. de la Côte-d'Or.

1260. — L'abbé de Clairvaux revendit le même droit à l'abbaye de Fontenay, pour 60 livres. — Ibid. C 3.

—

555 1255, NOVEMBRE.

Vente par G. de Courtenay, seigneur de Venisy, à Gui Ragot, seigneur de Champlost, d'une maison située au-dessus du château de Venisy.

Ego Guillelmus de Corteneio, dominus Venesiaci, notum facio præsentibus et futuris, quod ego vendidi domum quandam sitam supra castrum Venesiaci, quæ fuerat de nemore Sancti-Petri, Guidoni Ragot, domino Chanloti, de consensu et voluntate religiosorum virorum abbatis et conventus Pontigniacensis; quod aliter facere non potueram nec debebam. In cujus rei testimonium eisdem tradidi litteras meas sigilli mei munimine roboratas.

Actum, Pontigniaci, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo-quinto, mense novembri.

Du Bouchet, *Hist. généal. de la maison royale de Courtenay*, Preuves p. 55, d'après le Cartul. de Pontigny.

—

556 1255, DÉCEMBRE.

Fondation d'une chapelle dans son château de Voisines, par Anselme, maréchal de Champagne, à condition de ne pas gêner le service paroissial.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Anselmus, marescallus Campanie et dominus de Vicinis, salutem. Noverint universi quod viri religiosi abbas et conventus ecclesie Sancti-Johannis Senon., ad petitionem mei et Agnetis, uxoris mee, concesserunt nobis quod quamdiu nos vel alter nostrum vixerimus, possimus instituere, pro voluntate nostra, in capella de novo constructa in domo nostra de Vicinis, capellanum qui ibidem divina celebret, ac diurnum et nocturnum officium quotidie peragat, sicut nobis videbitur expedire. Ita tamen, quod dominicis diebus et festivis, parrochianos ecclesie de Vicinis ad divinum officium, vel ad aliqua sacramenta non admittat, nisi forte aliquo casu contingente aliqui eorum citati fuerint vel vocati locuturi nobiscum pro nostris propriis negociis, vel ipsorum, nisi solum nos et servientes ac familiam nostram in nostro servicio commorantes et hospites de alienis parrochiis ad nos venientes. Promisimus autem quod presbyter cui permissum fuerit ibidem celebrare divina, jura

parrochialia in predicta capella nullatenus exerceat vel alicui administret, videlicet, confessiones audiendo, eucharistiam conferendo, mulieres ad purificationes recipiendo, homines ad jura matrimonialia admittendo, sive alia in quibus jura parrochialia exercentur faciendo, nisi de licentia prioris de Vicinis petita et obtenta ; sed si nos in die sancto Pasche voluerimus eucharistiam percipere, vel dicta uxor mea ad purificationem venire, prior de Vicinis ad predictam capellam accedet, vel mittet alium, qui loco sui nobis dicta sacramenta ministrabit. Capellanus, autem, qui in eadem capella pro tempore fuerit institutus, tenebitur omnes oblationes et proventus qui racione predicte capelle sive trecennalium, sive annualium vel reliquiarum obvenerint, sive ad manum ejus venerint, sive non, fideliter servare et integraliter, et absque diminutione aliqua restituere priori antedicto ; et antequam in dicta capella admittatur dictis presbyter super hoc et super omnibus aliis supradictis firmiter custodiendis et fideliter adimplendis, prestare tenebitur dicto priori corporaliter juramentum. Ego, vero, et dicta Agnes, uxor mea, promisimus, fide data corporali, quod nos, omnes oblationes et omnes proventus, sicut supra dictum est, ad dictam capellam venientes, fideliter servare faciemus, et integre restitui, pro posse nostro, priori supradicto. Volumus, etiam, ego et dicta nobilis quod post decessum nostrum nulli liceat in dicta capella celebrare divina nisi de dictorum abbatis et conventus vel eorum successorum licentia speciali. In cujus rei memoriam et testimonium, ad petitionem dictorum religiosorum, presentes litteras sigilli mei munimine volui roborari.

Datum, anno Domini M° CC° quinquagesimo-quinto, mense decembris.

Orig. : Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Jean de Sens. — Voisines.

—

557 1256.

Donation par Saint-Louis à la Sainte-Chapelle, de huit muids de blé à prendre chaque année sur la prévôté de Sens, pour la distribution ordinaire, outre les quatre muids que prenait l'ancien chapelain à Gonesse.

Arch. nat., K 32, n° 3. — Original scellé.

Tardif, *Monuments historiques* des Arch. nat., in-4°, p. 318.

—

558 1256.

Hugues, duc de Bourgogne, s'engage à réparer les injures commises par Anséric, autrefois seigneur de Montréal, envers l'église de Montréal et d'autres églises du diocèse d'Autun.

Nos Hugo, dux Burgundiæ, universis presentes, etc. Notum facimus quod nos injurias factas ecclesiæ Beatæ-Mariæ de Monte-Regali et omnibus aliis ecclesiis Eduensis diocesis per dominum Ansericum, quondam dominum Montis-Regalis, tenemus, bona fide, in omnibus et per omnia ad respectum venerabilis patris et domini G., Dei gratia Eduensis episcopi emendari. In cujus rei, etc.

Actum, anno Domini M° CC° quinquagesimo-sexto.

Dom Plancher, *Hist. de Bourgogne*. III, preuves, col. 1.

—

559 1256, 1er AVRIL.

Promesse par l'abbé de Cluny de rendre à l'abbé de Saint-Germain d'Auxerre, avec qui il a eu un procès (1), tous les titres qu'il possède, concernant son abbaye, ou de les détruire.

Frater Guillelmus, miseracione divina humilis abbas Cluniacensis, universis has litteras inspecturis, salutem in Domino. Universitati vestre tenore presencium nuntiamus quod nos promisimus et firmavimus eciam juramento, quod nos omnia privilegia et quascunque litteras habemus vel habere poterimus, in quibus contineatur tantummodo de facto monasterii Sancti-Germani Autissiod., cum quo questionem habuimus, restituemus quamcito poterimus abbati et conventui ejusdem monasterii, vel eorum certo nuncio resignanti, has litteras in nostra presencia

(1) Cet acte fait allusion à l'indépendance de l'abbaye Saint-Germain de Cluny, prononcée en 1256 par le cardinal Richard.

reserandas, vel eciam comburendas. Et renunciamus expresse omnibus clausulis contentis in privilegiis nostris que sint in aliquo contra eos. In cujus rei testimonium has litteras fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari.

Datum, Laterani, kalendis aprilis, pontificatus domini Alexandri pape quarti, anno secundo.

Cartul. de Saint-Germain, XIII[e] siècle, in-f°, F° 119 R°, Bibl. d'Auxerre, n° 140.

Le Bullaire de l'ordre de Cluny contient plusieurs Bulles des papes qui avaient autrefois soumis Saint-Germain à Cluny. — Voyez p. 85, Lettres du pape Urbain III du 26 février et 25 juin 1186, p 92; Clément III, 26 février 1187. — Voyez Cartul. général de l'Yonne, t. II, p. 37, une Charte de 1088, relative à la soumission de Saint-Germain à Cluny.

—

560 1256. AVRIL.

Guillaume de Courtenay, seigneur de Champignelles, confirme les donations faites par feu Robert de Courtenay, son père, et Philippe, son frère, à l'abbaye de Fontaine-Jean d'une partie de la forêt de Burcey, etc.

Ego Guillelmus de Curtiniaco, miles et dominus de Champignoliis, notum facio universis præsentes litteras inspecturis, quod bonæ memoriæ dominus Robertus de Curtiniaco, quondam pater meus, olim dedit et concessit viris religiosis, abbati et conventui Fontis-Johannis, in excambium, de portione sua nemoris de Burceio ducenta et quinquaginta arpenta dicti nemoris, nemus scilicet, et terram, pro usuario quod in eodem nemore iidem religiosi habebant, possidenda in perpetuum, ab ipsis quitta et libera de eo, et heredibus suis, et omnibus hominibus suis; et etiam de omnibus aliis qui in eis ex parte sua possent aliquid reclamare, contigua parco suo, et haiæ siccæ, ex una parte, et illi portioni quam habent dicti fratres a nobili muliere Ermensendi de Codretto, ex alia parte. Item recognosco quod defunctus Philippus, quondam frater meus, præfatis religiosis olim dedit et concessit in perpetuum undecim arpenta nemoris, nemus scilicet et terram junctam prædictis ducentis et quinquaginta arpentis. Prædictas, vero, donationes et concessiones a præfatis Roberto, quondam patre meo, et Philippo, quondam fratre meo, factas religiosis prædictis, ego et Margareta, uxor mea, laudamus, volumus et concedimus in perpetuum religiosis prædictis; promittentes per fidem nostram quod in prædictis rebus eisdem religiosis datis et concessis nihil de cætero reclamabimus; etc.

Item promitto, per fidem meam, quod in portionibus illis, quas dederunt in perpetuum dictis religiosis Hugoninus et Gaufredus, fratres Domini de Acceguiaco, Fulco de Sancto-Firmino, et Colinus de Calonio, milites, et nobilis mulier Ermensendis de Codretto, in nemore de Burceio, nihil reclamabo, nec faciam reclamare; confitens et credens quod homines mei aliquod jus non habent nec habere debent in portionibus illis, ratione usuarii, vel alia ratione quacunque. In cujus rei confirmationem et memoriam, præsentem cartam fecimus sigillorum nostrorum munimine roborari.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo-sexto, mense aprili.

Du Bouchet, *Hist. généal. de la maison de Courtenay*, preuves, p. 55.

—

561 1256, AVRIL.

Affranchissement des habitants de Perrigny par l'abbé de Saint-Germain d'Auxerre, moyennant 60 livres t. — Rachat du droit de mainmorte. — Les habitants hériteront sans conteste de leurs parents à tous les degrés, etc.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Stephanus vel Johannes, humilis abbas Sancti-Germani Autiss., totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino sempiternam. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos attendentes utilitatem et commodum monasterii nostri, de nostro communi assensu et consilio, quandam consuetudinem que manus-mortua vulgariter appellatur, nobis et monasterio nostro parum proficuam, urgente necessitate monasterii nostri (1) omnibus hominibus nostris et monasterii nostri et heredibus ac suc-

(1) Les nécessités auxquelles l'abbé fait allusion consistaient dans le paiement des frais d'un grand et long procès que l'abbaye Saint-Germain avait soutenu et gagné contre l'abbaye de Cluny pour son indépendance.

cessoribus eorumdem de villa nostra de Parrigniaco, vendidimus et quittavimus omnino et imperpetuum eisdem, pro sexaginta libris tur. nobis persolutis ab eisdem in pecunia numerata; et de qua pecunie summa dictos homines et eorum heredes seu successores quittamus imperpetuum. Renunciantes specialiter et expresse excepcioni non solute, non tradite nobis pecunie ac non numerate seu eciam numerande. Volentes et concedentes ut omnes predicti homines et eorum heredes seu successores, et omnes alii homines tam nostrorum et domini nostri quam aliorum dominorum, ubicunque mansionarii fuerint, excasuras parentum, fratrum suorum, consanguineorum et decedentium in dicta villa de Parrigniaco, videlicet propinquiores heredes sine aliqua perturbacione a nobis vel successoribus nostris eis facienda, vel eciam inferenda, et absque interventu pecunie decetero habeant, capiant et possideant pacifice et quiete. Preterea volumus et concedimus quod illi homines qui ab alienis partibus, dominiis, villis et terris apud Parrigniacum venerint moraturi, et se monasterio nostro dederint et dare potuerint, dumtamen de villis nostris non fuerint, eandem obtineant et habeant libertatem. Si, vero, aliqui de predictis nostris hominibus nati vel manentes in dicta villa de Perrigniaco, a predicta villa recesserint et se transtulerint ad aliquam aliam villam nostram ubi manus-mortua remissa non fuerit, et ibidem mansionarii decesserint, legem et consuetudinem loci illius sustinebunt; sed si ipsis sic recedentibus vel heredibus eorum postmodum apud Parrigniacum redire placuerit, quantumcumque et ibidem commorantes decesserint, ubicunque predictam franchisiam et libertatem recuperabunt integre, ac eciam obtinebunt. Volumus eciam et concedimus quod quociens-cumque aliqui homines, tam de terra nostra quam de alia, apud Parrigniacum causa matrimonii venerint et se ibidem matrimonialiter copulaverint, quod tam ipsi quam eorum heredes predictam franchisiam et libertatem habeant et obtineant, pacifice et quiete, et quod excasure hominum nostrorum manencium in dicta villa que ibidem evenerint, ad propinquiorem heredem, ubicunque sit et de dominio qualicunque, ac eciam ubicunque bona decedencium fuerint, sine ullo interventu pecunie, devolvantur; et si aliquam excasuram evenire contigerit que ab herede non fuerit requisita, per annum et diem justo heredi reservabitur in manu fide dignorum quatuor, videlicet, duorum monachorum nostrorum monasterii nostri et duorum hominum nostrorum de predicta franchisia, tam a nobis quam a predictis hominibus nostris ad hec specialiter electorum, quibus, anno et die elapsis, nobis vel mandato nostro tradetur integre ipsa excasura que a nullo herede fuerit requisita. Recognoscimus eciam dictam pecunie summam in utilitatem et commodum monasterii nostri esse versam; promittentes, etc..... Et quantum ad omnia premissa et singula fideliter observanda, juridictioni nos supponimus reverendi patris episcopi Autissiod.; volentes quod si nos, quod absit, seu nostros contra premissa vel aliqua premissorum venire vel aliquid contigerit attemptare, quod idem episcopus, monicione premissa, in nos et successores nostros possit excommunicationis sentenciam promulgare. In cujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, presentes litteras dictis hominibus nostris sigillis nostris tradidimus sigillatas.

Actum, publice, in capitulo nostro, anno incarnati Verbi M° CC° quinquagesimo-sexto, mense aprilis.

Cartul. de Saint-Germain, Bibl. d'Auxerre, XIIIe et XIVe siècle, F° 157, n° 140.

—

562 1256, MAI.

Concession par l'évêque d'Autun à l'abbesse de Marcilly près Avallon, des biens de la léproserie de Sarces, pour y transférer son monastère qui est dépourvu de toutes les commodités dans le lieu où il est établi.

Omnibus presentes litteras inspecturis, nos Johanna (1) abbatissa et conventus requie Beate-Marie que vulgariter dicitur de Marcille, Eduensis diocesis, in Domino salutem. Notum facimus universis quod cum nos in predicto loco de Marcille minime fertili, multum sicco atque propter situm loci ipsius religioni minus apto, substineremus incommoditates non modicas et intolerabiles evidenter, venerabili patri nostro in Christo ac venerando domino G., Dei gratia Eduensi episcopo, significamus incommoditates predictas, inter quas eidem dignum duximus decla-

(1) Cette abbesse ne figure pas au Catalogue de la *Gallia christiana*, t. IV.

randi quod propter karitatem nemorum et lapidum et ipsius loci inhabilitatem ad edificandum, tam pauca essent edifficia quod insufficentia habitatione nostre penitus inutilia merito possent dici. Addidimus etiam, sine fallacie vicio, significationi predicte quod aque tantus esset deffectus ibidem, quod ut de hiis que coquine et domus munditie sunt necessaria taceamus, aquam ex rivulo non parum a loco distanti delatam, putridam et infectam fervido calore estatis pluries, siti urgente, bibere cogeremus : qua de causa, prefatum venerabilem patrem Eduensem episcopum rogamus humiliter et devote, quatenus locum commoditatibus non carentem, videlicet locum, domum et possessiones leprosarie de Sarces, sue diocesis, cum omni emolumento et onere eorumdem, nobis ad edificandum et ad transferendum nos ibidem pro inopia et incommoditatibus sublevandis, ex paterna providentia, religionis obtentu, ac pietatis intuitu concedere dignaretur. Idem, vero, pater reverendus, ductus pietate, nostre miserie componens, de venerabilis G. Dei gratia Autissiod. episcopi, et aliorum bonorum consilio, dicta loca et domum de Sarces, ac ejusdem possessiones inferius nominandas cum dicto emolumento, nobis concessit, ita tamen quod nos et quicumque in dicto loco de Sarces nobis successerunt tenemur in perpetuum leprosos de dicta villa et parrochia qui in dicto loco sunt, vel pro tempore fuerint, in dicta parrochia recipere, et eisdem locum et domum ad habitandum congrua infra metas ejusdem parrochie, cum omnibus necessariis congrue ministrari. Juxta ipsius venerabilis patris et successorum suorum episcoporum Eduensium, qui pro tempore fuerint, ordinationem pariter et mandatum et eidem reverendo patri Eduensi et suis successoribus subjectionem plenariam, obedientiam et reverentiam sine contradictione aliqua in perpetuum exhibere, ac eisdem in omnibus que ad legem juridictionis ordinariam et diocesanam pertinent, pleno jure subesse, ita quod ipse et ejus successores habebunt, in perpetuum, in nos et illas que in dicto loco de Sarces pro tempore fuerint, visitationem, correctionem, reformationem et alia omnia que ad dictam juridictionem pertinent et potuerint pertinere. Hec, autem, volumus et concedimus abrenuntiantes spontanee, non circumvente, nec coacte, omnibus privilegiis et indulgentiis ordinis Cisterciensis et nobis concessis a sede apostolico, nec ipsius legatis, et etiam quibuslibet litteris impetratis ac etiam impetrandis que nos possent contra predicta juvare, vel nobis contra predictum venerabilem patrem Eduensem prestare subsidium, vel offerre. Si vero, quod absit, deficiemus in aliquo predictorum, videlicet in receptione leprosorum de dicta parrochia vel habitationis congrue, aut necessariorum administratione, vel rebelles contra dictas leges excitaremus in aliquo, volumus et concedimus quod idem venerabilis pater, vel successores ejusdem qui pro tempore fuerint, possint dictis leprosis assignare tanquam jus et proprietatem ipsorum, etiam nobis contradicentibus et invitis, dictam domum et locum de Sarces et possessiones inferius nominatas cum omni incremento et melioratione eorumdem et a nobis aufferre, ac in eos et eorum usum, tanquam ad dominum et possessorem, sicut ante istam concessionem, predicta possidebant, pleno jure transferre. Possessiones, vero, dicte domus de Sarces tales sunt : primo, dicta domus habet terras arabiles ad unam carucam in finagio de Magniaco et de Savigniaco; item habet prata ad duodecim charros feni in eodem finagio; item habet quatuor arpenta nemoris desuper ipsam domum; item habet sexaginta operatas vinearum in monte Vailbi (Le Vault près Avallon) et quindecim in monte d'Estables (Etaules) et sexdecim operatas in monte de Ponte-Auberti; item habet quatuor solidos de censu in burgo de Avalone et unam domum in castro de Avalone. In cujus rei testimonium, et ut perpetuam obtineat firmitatem, nos, predicta abbatissa et conventus, sigillum predicti venerabilis patris G. Dei gratia Autissiod. episcopi, et sigillum venerabilis viri officialis Autissiod. presentibus litteris rogavimus apponi, una cum sigillo nostro presentibus eisdem appenso.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo-sexto, mense mayo.

Arch. de l'évêché d'Autun, Cartul. F° xx, communiqué par M. A. de Charmasse.

—

562 **1256, SEPTEMBRE.**

Confirmation par Milon, seigneur de Frolois et de Milly, à l'abbaye de Pontigny, de la dona-

tion de deux hommes de Beine faite par Agnès, sa mère; etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis Hugo, decanus Tornodori, salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constitutus nobilis vir Milo, dominus de Froloys et de Milliaco, miles, recognovit se in perpetuum quittasse viris religiosis abbati et conventui de Pontigniaco, Cyst. ord., Autissiod. dioc., duos homines de Bena, scilicet Johannem, dictum Coterant et Guidonem, dictum Coterant et ipsorum heredes, quos nobilis mulier Agnes, quondam domino de Miliaco, mater ejusdem domini Milonis, dederat dictis abbati et conventui in puram et perpetuam elemosinam, pro sue et antecessorum suorum remedio animarum, prout dictus dominus Milo recognovit plenius coram nobis: ita quod dictus dominus Milo, aut ejus heredes, in eisdem hominibus aut heredibus, seu rebus ipsorum nichil juris, nichil dominii, seu homagii de cetero poterit reclamare. Recognovit, etiam, dictus dominus Milo, coram nobis, se debere dictis abbati et conventui de Pontigniaco novem bichetos avene annui redditus, ad mensuram Chableyarum, reddendos, singulis annis, eisdem abbati et conventui de Pontigniaco, in festo B. Remigii, in domo ipsorum de Chableiis; volens et concedens dictus dominus Milo quod si dicti novem bicheti avene dictis abbati et conventui, dictis loco et tempore, soluta non fuerint, ipsi abbas et conventus novem bichetos avene, quos ipsi debent, ut dicitur, eidem domino, singulis annis, ad mensuram et terminos antedictos, de terris ipsorum de Fontinella totaliter detineant, sine contradictione aliqua absque ulla emenda eidem domino Miloni, sive ejus heredibus, facienda. Debet, autem, idem dominus Milo, premissis abbati et conventui dictos novem bichetos avene annui redditus pro anniversario dicte Agnetis, matris sue, in ecclesia Pontigniaci, annis singulis, faciendo, prout idem dominus Milo recognovit voluntarie, non coacte. Hec, autem, universa et singula antedicta promisit et tenetur dictus dominus Milo, per juramentum suum super hec corporaliter prestitum, fideliter et firmiter observare, et in perpetuum contra predicta, vel aliquod predictorum, per se, sive per alium, non venire. In cujus rei testimonium, ad dicti domini Milonis petitionem, presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo-sexto, mense septembri.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, Preuves, t. II, p. 173. Bibl. d'Auxerre, Ms. n° 158.

1239. — Agnès, femme d'Eudes le Grand de Frolois, confirma la charte par lequel son mari avait approuvé les acquisitions faites par l'abbaye de Pontigny dans sa terre de Milly, jusqu'à 1239. — Ibid. p. 172.

—

564 1256, DÉCEMBRE.

Sentence de l'official de Sens condamnant onze habitants de Saint-Martin-sur-Oreuse à payer à Félix Maugars, garde des récoltes élu par les paroissiens dudit lieu, la redevance accoutumée d'une geline par arpent de terre et de deux deniers par arpent de vigne.

In nomine Patris, et Filii et Spiritus-Sancti, amen. Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Odo, officialis curie Senon., in Domino salutem. Felisius, dictus Maugars, peticionem suam in Senon. curia contra homines infrascriptos edidit et proposuit in hunc modum: Dicit et proponit in jure, coram nobis, Felisius, dictus Maugart, contra Ansellum Morelli, Girardum Godet, Johannem Morelli, Ogerum, filium defuncti Christiani Guiberdi, Matheum Poniet, Robinum Allerium, Johannem Allerium, Henricum Baroli, Stephanum generum Anselli predicti, Ansellum Bedins et Johannem dictum Cuynon, quod cum ipse Felisius fuisset electus et institutus a parrochianis ecclesie Sancti-Martini-super-Orosam, de consensu et voluntate domini Johannis de Pertis, canonici Senon., qui in villa Sancti-Martini prebendam suam Senon. percipit, et exercet ibidem juridictionem temporalem, nomine et loco capituli Senon., ad quod capitulum predicta jurisdictio pertinet dicte ville, custos ad custodiendum fructus terrarum et vinearum sitarum in territorio et in parrochia dicte ville anni proximo preteriti, et consuetum sit et usitatum ac diu observatum in dicta villa quod custos predictorum fructuum a dictis parrochianis electus et institutus de assensu capituli supradicti, vel illius qui loco ipsius est ibidem, percipit unam gelinam bladi, quolibet anno, ab illis qui terras habent in dicto territorio et in dicta parrochia, et duos denarios pro quolibet arpento vinee, ab illis

qui vineas habent in dicto territorio et in dicta parrochia, ratione custodie; et predicti homines terras et vineas in dicto territorio habent et parrochia, nec reddiderint ipsi Felisio, scilicet, pro terris suis unam gelinam, nec pro quolibet arpento vinearum suarum duos denarios ratione custodie, sicut in dicto anno dictos fructus custodient, immo reddere contradicent injuste. Petit dictus Felisius, quemlibet predictorum hominum compelli ad reddendum ipsi Felisio unam gelinam bladi pro terris suis et pro quolibet arpento vinearum suarum duos denarios ratione custodie dictorum fructuum pro anno preterito. Deinde, lite super premissis legitime contestata, prout dicti Girardus Godet (et alii supradicti) pro quibus caverunt ad penam decem solidorum,scilicet pro utroque de *rath* (*sic*) diei jovis in octabiis Epiphanie Domini recognoverunt et confessi fuerunt, coram nobis, sicut in quodam instrumento curie Senon. super hoc confecto, quod sic incipit : Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Odo, officialis curie Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constituti magister Regnaudus de Massengiaco et ceteri, sic terminatus : Datum die jovis anno Domini M° CC° quinquagesimo-quinto plenius continetur; jurato hinc inde a partibus de calumpnia positionibus etiam ex parte dicti Felisii factis et responsionibus ad eas subsecutis, testibusque ex parte dicti Felisii contra dictos homines ad fundandam intentionem suam productis, juratis, receptis, attestationibus eorum publicatis, prout nobis per acta judicii coram nobis exhibita constitit evidenter : Demum, die martis ante festum Beati-Andree apostoli, per citationem partibus assignata de diffinitiva sententia audienda, dicto Felisio, coram nobis presente et instante sententiam ferri poscente, dictoque Girardo Godet per se coram nobis similiter comparente, set minus sufficienter expectante, aliis hominibus non venientibus, nec pro se mittentibus, set per contumaciam absentibus scilicet usque ad diem Sabbati sequentem, de gracia expectatis, consideratis omnibus que nos de jure movere poterant et debebant, deliberato consilio, dictum Girardum Godet in una gelina et tribus obolis, dictum Johannem Morelli in una gelina, dictum Ogerium filium defuncti Christiani, in una gelina, et duobus denariis; dictum Matheum Poignet, in una gelina et duobus denariis; dictum Robinum Allerium, in uno denario; dictum Henricum Baroli, in duobus denariis; dictum Stephanum generum Anselli, in una gelina et duobus denariis; dictum Ansellum Bedins, in duobus denariis; dictum Johannem Coynum, in una gelina et duobus denariis; dictum Ansellum Morelli, in una gelina bladi, reddendis dicto Felisio, per diffinitivam sententiam condempnamus secundum proposita, confessa et probata; questionem expensarum in lite factarum eidem Felisio per eandem sentenciam reservantes.

Actum, dicta die sabbati post dictum festum Beati-Andree apostoli, anno Domini M° CC° quinquagesimo-sexto, mense decembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens, G 1351.

1257, dimanche après la Saint-Luc. — Anseau Morel, l'un des habitants de Saint-Martin condamné par défaut par la sentence ci-dessus et excommunié pour refus d'y obtempérer, déclara pardevant l'official de l'archidiacre de Sens se soumettre à ladite sentence et avoir payé sa part de frais et la redevance due au messier. — Ibidem.

En 1247, au mois de novembre, plusieurs habitants de Saint-Martin qui avaient refusé de payer la dîme de vin, furent traduits par le procureur du Chapitre pardevant l'official de Sens en paiement de quatre années en retard, et à quatre muids par an valant 15 sous parisis les quatre, et condamnés par défaut. — Ibid., G 1351.

—

565 1256, MAI.

Lettre de l'abbé de Saint-Germain d'Auxerre, au roi, pour lui demander de confirmer la vente qu'il a faite aux habitants d'Auxerre, dépendant de l'abbaye, du droit de main-morte, suivant les lettres délivrées à cet effet.

Trés. des Chartes, J 247, n° 14.

—

566 1256 [1257], FÉVRIER.

Vente de la terre et seigneurie de Tourbenay, par Huet Pioche, chevalier, et Yolande, sa femme, aux Templiers du Saulce pour 550 livres.

Omnibus presentes litteras inspectu-

ris, officialis Autissiod., salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presencia constitutus Huetus, dictus Pioche, miles, et domina Yolandis, uxor ejus, coram mandato nostro jurato a nobis ad ipsam propter hec specialiter destinato, cui quantum ad hoc vices nostras totaliter duximus committendas, recognoverunt quod tota justicia de Torbeneto magna et parva, tam in homicidio, raptu, furto, quam alio quocumque modo, est et movet de capite et hereditate dicti Hueti in franco allodio. Recognoverunt, etiam, quod dicta justicia movet et est a cruce que est in magno chemino super collem de Tuichebuef, juxta ruellam per quam itur a magno chemino versus Torbenetum, recto chemino, usque ad campum in quo sunt furche de Escolivis, et a fine fossati dicti campi desuper recta linea, prout fossata tenetur fratrum Quinciaci se comportat, usque ad campum qui fuit defuncti Petri de Borbonio, et ab illo campo usque ad viam per quam itur a Torbeneto versus Escolivas, prout vinee fratrum Sancti-Mariani se comportant, que sunt in justicia de Torbeneto, et ab illa via per vineam Bartholomei Menerii usque ad vineam Treynefal, que vinea Treynefal est in justicia Torbeneti; et a dicta vinea Treynefal prout vinea Guillelmi de Passu de Pointa se comportat; que vinea tota est in justicia Torbeneti; et a dicta vinea de Pointa, prout vinee Johannis Saillardi se comportant usque ad vineam Benedicti de Mez, que vinee dicti Johannis tote sunt in justicia Torbeneti; et a dicta vinea Benedicti prout se extendit usque ad viam per quam itur ad Moysi (*sic*), et a capite Goleti de Moysi usque ad nemus de Bruleiz, quod totum nemus est in justicia Torbeneti, et a dicto nemore usque ad viamque dicitur Fontenis de super Torbenetum, per quam itur a Russiaco apud Autissiodorum; et ab illa via de Fontenis usque ad viam heredum Menier, que vinea tota est in dicta justicia; et a dicta vinea heredum Menier usque ad crucem ante dictam.

Recognoverunt etiam quod domina de Foresta et ejus heredes habent medietatem dominii et justicie dicte ville et duas familias, scilicet familiam Raoleti et Amilandi, et sexaginta decem solidos censuales, portantes laudes et ventas, medietatem garde, medietatem octo bichetorum avene, quatuor corvatas in vindemiis, sex arpenta vinearum, quinque arpenta nemorum et quandam domum.

Recognoverunt etiam quod in alia medietate dominii et justicie dicte ville et in medietate dictorum censuum, laudes et ventas portancium, et in medietate garde et octo bichetorum avene et quatuor corvatarum in vendemiis ipsi habent duas partes et heredes Colini de Ronceney terciam partem et tria arpenta vinearum.

Recognoverunt eciam quod domicella Mabilla habet in dicta justicia arpentum et dimidium vinearum.

Et hec omnia et singula que sunt predictorum domine Foreste, ejus liberorum, dicte Mabille et heredum dicti Colini sunt et movent de proprio feodo dicti Hueti, et quod ipse est caput dominus omnium rerum predictarum, absque reclamatione alterius domini, ut dicti Huetus et ejus uxor sunt confessi.

Recognoverunt eciam, quod in villa de Torbeneto nullus potest habere pressorium seu pressoria, preterquam ipsi et dominus Galcherus Bridene et domina Mabilla, uxor sua, vel heredes eorum, ex parte dicte Mabille. Postea, vero, dicti Huetus et Yolandis recognoverunt publice se quicquid habebant apud Torbenetum et in tota justicia Torbeneti, prout dicta est et expressa, scilicet duas partes medietatis tocius dominii et justicie tam magne quam parve, totum feodum, duas partes sexaginta-quinque solidorum censualium, laudes et ventas portancium, et totidem garde, domum, suam cum omnibus appendiciis et pertinenciis et pressorio dicte domus, et Stephanum le Loat et uxorem ejus et liberos eorumdem, et Symonem de Portu et ejus uxorem, et eorum heredes nisi alibi in terra predictorum militis et ejus uxoris idem Symon et ejus uxor causa marandi se transferrent; et Odonem de Lanosicco et ejus uxorem, et eorum heredes; quatuor corvatas, quatuor bicheta avene annui redditus, et remanenciam omnium illorum, qui in dicta villa causa morandi venirent sine alio dominio antequam ibi pernoctarent, advocando sine peticione alterius domini, et omnes alias res quas ibi habebant, possidebant et habere poterant et debebant, que non sunt superius nominate, tam racione manus-mortue quam alia ratione quacumque, nichil sibi penitus retinendo; et eciam omnem censum quem habebant extra dictam justiciam Torbeneti ad Torbenetum pertinentem, fratribus milicie Templi vendidisse pro quingentis et quinquaginta

libris turon. suis, quitis et sibi jam solutis a dictis emptoribus, in pecunia numerata. Et de quibus ipsi renunciantes exceptioni non numerate et non tradite sibi pecunie, dictos fratres quitaverunt in perpetuum, se de dictis rebus devestientes, scilicet dictus miles in manu nostra, et dicta domina in manu predicti mandati nostri, et fratrem Guillelmum, preceptorem de Salice, loco et nomine dictorum fratrum, titulo vendicionis investientes, etc.

Datum, anno Domini M° CC° L° sexto, mense novembri.

A la suite, F° 61 V°, est un autre acte de H. Pioche et de sa femme, dont voici un extrait :

Ego Huetus, dictus Pioche, miles, dominus de Pousangiis, et ego Yolandis, uxor predicti Hueti, notum facimus universis presentibus et futuris quod tota justitia de Torbeneto, magna et parva, etc.

Postea, vero, ego Huetus et ego Yolandis predicti, recognoscimus, publice, nos quicquid habebamus apud Torbenetum, etc., (*ut supra*, seulement à la première personne du pluriel.) Ego Huetus presentibus litteris apposui sigilli mei testimonium et munimen. Et ego Yolandis, uxor prefati Hueti, ut omnia et singula supradicta robur similiter firmitatis obtineant, quia proprium sigillum non habeo, sigilla venerabilium virorum prioris de Flavigniaco, Eduensis diocesis et archipresbiteri ejusdem loci, una cum sigillo karissimi viri mei prefati Hueti, presentibus duxi apponi in hujus rei testimonium et munimen.

Datum, anno Domini M° CC° L° sexto, mense februarii.

Arch. nat., S. 5235, n° 1.; Cartul. de la Commanderie d'Auxerre, F° 58 R° à F° 61 V°.

—

567 1257, MAI.

Confirmation par le roi d'un acte d'affranchissement de la main-morte, de la taille, des corvées et autres droits, donné par l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif de Sens à ses hommes et femmes de corps, demeurant entre la Seine et l'Yonne, depuis Bray jusqu'à Sens, et de Sens à Villeneuve-l'Archevêque, d'un côté, et de Sens à Villeneuve-le-Roi, de l'autre. — Liste nominative de ces hommes, au nombre de 266, qui s'obligent, devant Etienne Taste-Saveur, bailli royal de Sens et un autre, à payer, à l'abbaye, 6000 livres parisis à titre de rachat. — Obligations des habitants de Saligny, du bourg Saint-Pierre et de Maillot.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ludovicus, Dei gracia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos litteras abbatis et conventus Sancti-Petri-Vivi Senon., vidimus in hec verba : Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Gaufridus, Dei gracia monasterii Sancti-Petri-Vivi Senon., humilis abbas, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod cum inter nos, ex una parte, homines et feminas commorantes in locis inferius annotatis, ex altera, coram domino rege Francorum illustri, contencionis materia orta esset, super hec quod dicebamus homines prefatos et feminas esse de corpore homines et feminas talliabiles ad placitum, et explectabiles monasterii nostri, ad manum mortuam, ita quod non poterunt se cum extraneis maritare personis, nec clericale signum recipere, vel habere seu alicujus libertatis insignia, sine licencia nostra : quod dicti homines non confitebantur. Et super hoc quod dicebamus quod nonnulli hominum predictorum et feminarum sub dominio domini regis Francorum apud Villam-novam-Regis se transtulerant, et preter nostram voluntatem et licenciam in burgesia residenciam faciebant, petentes ipsos homines et feminas a domino rege compelli, ad agnoscendum in predictis condicionem similem et reddendi sub dominio nostro : tandem, inter nos, et dictos homines et feminas, bonis mediantibus, et domini regis interveniente consensu, hujusmodi composicio intervenit, quod nos predictos homines et feminas, quorum nomina inferius sunt subscripta : .....

Suivent les noms de 266 individus des deux sexes, parmi lesquels on voit :

Terricus li Angoisseus, Thomas de Autissiodoro, Stephanus Pinard, Guillelmus le Boiteux, Thomas Chignart, Stephanus Pes-Latronis, Milo Lepus, etc... et eorum heredes qui sunt et qui futuri sunt, utriusque sexus, necnon et omnes alios in quibus jus aliquod servitutis poteramus reclamare, commorantes a Secana usque Yoniam, a Braio usque Senon., excepto Braio, Mosterolium, et

usque ad Nogentum-super-Secanam ; et a Senon. usque ad Villam-Novam-Archiepiscopi, Arcias, Dimonem et usque ad Villam-novam-Regis ; et eciam in Villanova-Regis si tamen sunt, de hominibus et feminis et locis supradictis, cum familia defuncti Hugonis de Arciis, familia defuncti Petri Ribaut, eorum heredibus necnon et illis qui ab ipsis habuerunt originem et habebunt; commorantes in locis supradictis et infra metas predictas, tempore confectionis presentium, manumisimus et perpetue libertati dedimus, et ab omni jugo servitutis de corpore penitus absolvimus et absolutos esse volumus. Volentes et concedentes quod omnes et singuli homines et femine supradicti, et eorum heredes qui sunt et qui futuri sint in terra predicta, et super terram nostram residentes liberi sint et immunes foragio, stallagio, placitis generalibus, corveiis, toltis et talliis quibuscunque; et de bonis suis omnibus et singulis possint disponere, sicut liberi homines, vendendo, donando, alienando, et alias omnimode ordinando, prout suo sederit voluntati; et se ac bona sua mobilia, quecunque sint, et ubicunque sint quandocunque placuerit sub alieno transferre dominio et domino, et referre et redire, si sibi placuerit vel viderint expedire, exceptis hereditagiis que tenent et tenebunt a nobis que non poterunt in manu mortua ponere, vendere nec alienare; cum extraneis poterunt maritare personis, et se ac liberos suos ad clericatus ordinem vel religionis transferre. Prefati, autem, homines et femine manumissi, ac heredes eorum, commorantes in burgo nostro Sancti-Petri-Vivi Senon., in parrochia Sancti-Saviniani, et apud Malleotum Sancti-Petri-Vivi, et in parrochia tenentur coquere ad furnos nostros et molere ad molendina nostra, quia hactenus facere consueverunt, licet sint liberi. Et licet sint liberi, dicti homines, quamdiu erunt levantes et cubantes in Malleoto Sancti-Petri et in parrochia, ad reddendam, singulis annis, messonam maioris tenebuntur, sicut antea faciebant. Et si recesserint de parrochia, ad illam non tenebuntur. Pastum, vero, domini archiepiscopi Senon., seu procuracionem quadraginta solidorum debitam, ut dicetur, in crastino Pasche, quando idem dominus archiepiscopus tunc celebrat in ecclesia Sancti-Petri-Vivi predicta, non poterimus petere, de cetero, a dictis hominibus. Et homines et femine commorantes apud Saligniacum tenentur coquere tantummodo et non molere ad furnum nostrum. Item predicti homines et femine manumissi, et eorum heredes, quamdiu erunt manentes ut commorantes in terris, villis seu justiciis nostris, et in burgo nostro Sancti-Petri-Vivi, erunt justiciabiles nostri, sicut liberi homines, ita quod forefacta sexaginta solidorum ad quidecim solidos venient, et forefacta quidecim solidorum ad quinque solidos; et forefacta quinque solidorum ad duos solidos venient. Et si defecerint in solucione censuum, emendas, secundum usus et consuetudines patrie, nobis solvere tenebuntur. Decimas et census reddent prout hactenus reddere consueverunt. Pro qua re homines et femine, superius nominati, coram nobili viro Gilone de Villamarchaz, milite, et Stephano Tastesaveur, ballivo Senon., ad hoc a domino rege specialiter destinatis se obligaverunt ad solvendum nobis sex millia libras paris., terminis inferius annotatis, videlicet : ad quindenam Omnium-Sanctorum, proximo venturam, quingentas libras paris., a dsequentem quindenam Omnium-Sanctorum, anno revoluto quingentas libras paris., et sic quolibet anno, in eadem quindena Omnium-Sanctorum quingentas libras paris., quousque predicta pecunie quantitas non fuerit integre persoluta. Et fiet solucio nobis, vel mandato nostro, Parisius, in domo Hospitalis, ad penam viginti solidorum paris. pro qualibet die qua cessatum fuerit de integra solucione facienda, post terminos supradictos; ad quam penam solvendam se obligaverunt erga nos homines supradicti. Facta, autem, predicta, singulis annis de quingentis libris et pena, si commissa fuerit, non litteras nostras patentes de facta nobis solucione eisdem hominibus sub sigillis nostris, vel sub sigillis autenticis, facere, et concedere in testimonium tenebimur. Prefati, autem, homines et femine supranominati, pro se et suis consortibus supradictis, seu quos res tangit, predicta ad dictam pecuniam persolvendam et penam, si commissa fuerit, se juramento proprio prestito corporaliter astrixerunt. Et ad hec omnia et singula, prout superius sunt expressa, firmiter tenenda et integre adimplenda, se et heredes suos omina bona sua, mobilia et immobilia, presentia et futura, et heredum suorum, ubicunque maneant vel existant, in manu nostra, quilibet in solidum, et pro toto specialiter obligarunt; presentibus predictis Gilone de

Villamarchaz, milite: Stephano Tastesaveur, ballivo Senon., ad hec audienda a domino rege, ut dictum est, specialiter deputatis. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, litteras istas sigillorum nostrorum munimine dedimus roboratas.

Actum, anno Domini M° CC° quinquagesimo-septimo, mense maio. Nos autem, ad peticionem partium, premissa omnia, prout superius continentur, volumus, concedimus et auctoritate regia confirmamus, salvo jure in omnibus alieno. Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato, fecimus communiri.

Actum, apud Meledunum anno Domini M° CC° quinquagesimo-septimo, mense maio, regni, vero, nostri anno tricesimo-primo; astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa: Dapifero nullo; S. Johannis, buticularii; S. Alfonsi, camerarii; S. Egidii, constabularii.

Data vacante (monogramme) cancellaria.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Bibl. de Sens, H 51, n° 7.

—

568 1257, 13 JUIN.

Le pape Alexandre IV accorde à ceux qui visiteront l'église de Sainte-Colombe et de Saint-Loup de Sens, le jour de la fête de ces saints, cent jours d'indulgence.

D. Cottron, *Chronicon cœnobii Sanctæ-Colombæ Senonensis*, Ms p. 851, Bibl. d'Auxerre, n° 116.

1259, 30 mai. — Le pape prescrit à Me Pierre de Sergues, chanoine de Chartres, de prendre des mesures pour empêcher les moines de Saint-Pierre-le-Vif de porter dans la province de Sens une prétendue tête de saint Loup, alors qu'il a été établi autrefois par Hugues, archevêque de Sens, et les évêques d'Orléans et d'Auxerre, que le corps et la tête de saint Loup étaient conservés dans l'abbaye Sainte-Colombe. — Ibid., p. 363.

1259, 1er juin. — Le même pape accorde encore cent jours d'indulgences à ceux qui feront des aumônes pour la réparation de l'église Sainte-Colombe. — Ibid., p. 357.

—

569 1257, 2 AOUT.

Bref du pape accordant cent jours d'indulgences à ceux qui visiteront l'église Saint-Etienne de Sens, le jour de la fête de ce saint et pendant l'octave.

Alexander episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo Senonensi, salutem et apostolicam benedictionem. In sanctorum festivitatibus que a Christi fidelibus votiva celebritate coluntur, dignis laudibus glorificatur Omnipotens, sanctis ipsis debitus honor impenditur, et animarum profectus devotione congrua procuratur. Unde nos, etc. Hinc est quod cum ecclesia tua in honore Beati-Stephani protomartiris constructa esse dicatur, nos ipsum digna coli reverentia cupientes, omnibus vere penitentibus et confessis qui ad eandem ecclesiam in illius festo et per ejus octavas pura intentione accesserint, annuatim, de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, centum dies de injuncta sibi penitentia misericorditer relaxamus.

Datum, Viterbii, IIII nonas augusti pontificatus nostri anno tercio.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Bibl. de Sens, G 124.

—

570 1257, 26 JUIN.

Confirmation par Mathilde, comtesse de Nevers, des biens de l'abbaye de Reigny à Mailly-Château, etc.

Nos Matildis, comitissa Nivern., notum facimus universis quod nos volumus et concedimus quod abbas et conventus Regniaci teneant quiete, et pacifice habeant in perpetuum quicquid ipsi acquisierunt apud Malliacum-Castrum et in castellania ipsius castri, usque ad diem confectionis presentium litterarum. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Datum apud Druyam, anno Domini M° CC° quinquagesimo-octavo, mense junio, die mercurii post festum Beati-Johannis-Batiste.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Reigny. Titres généraux.

1257, 21 juillet, à Coulanges-sur-Yonne. — La même comtesse donne à l'abbaye de Reigny 100 s. de rente sur sa prévôté de Vermanton, pour fonder son anniversaire. — Ibid.

571 1257, JUIN.

Saint-Louis confirme la vente et l'échange conclus entre Gilon de Noslon, écuyer, et Alix, sa femme, et l'archevêque Henri, du fief et manoir de Noslon, dont ledit archevêque lui a fait hommage.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod nos permutacionem et vendicionem quas Gilo de Noolon, armiger, et Alpesia, ejus uxor, fecerunt dilecto et fideli nostro Henrico, archiepiscopo Senon., in perpetuum, de feodo, domo et toto manerio et porprisio de Noolon, cum omnibus pertinenciis et appendiciis, ad dictum feodum et manerium quocumque modo vel jure spectantibus, de quibus fecit nobis homagium ligium idem archiepiscopus contra omnes homines et feminas qui possunt vivere et mori, prefatosque dictorum permutacionis et vendicionis contractus volumus ac eciam approbamus et auctoritate regia confirmamus, salvo jure in omnibus alieno; volentes et liberaliter concedentes quod prefatus archiepiscopus et successores ipsius qui pro tempore fuerint archiepiscopi Senon. prefata omnia ad usum opus et proprietatem perpetuam archiepiscopatus Senon., libere ac pacifice in perpetuum teneant in feodum et homagium ligium a nobis et successoribus nostris regibus Francorum et quiete possideant in futurum, ita quod nullum servicium nobis vel successoribus regibus Francorum pro ipsa domo et ejus pertinenciis facere teneantur, nisi solum tradere eamdem domum nobis et successoribus nostris regibus Francorum, vel mandato nostro, ad magnam vim et parvam quocienscumque super hoc fuerint requisiti, et nos si eamdem propter hec nobis vel successoribus nostris regibus Francorum a dicto archiepiscopo vel ejus successoribus archiepiscopis Senon. tradi contigerit, cum eam tenuerimus quamdiu opus nobis fuerit, tenemur eamdem sibi vel ejus successoribus archiepiscopis Senon. reddere et liberare, ita bene munitam ut eandem recipiemus ab ipsis. Verum,nos et successores nostri reges Francorum tempore regalium, ipsam domum de Noolon cum universis ejus pertinenciis tenebimus, et sicut alia jure regalium ad nos pertinencia percipiemus et habebimus fructus, exitus ac proventus ipsius domus ac pertinenciarum ejusdem, tempore eciam regalium utemur nos et successores nostri reges Francorum piscibus fossatorum et salvatoriorum ad dictum manerium pertinencium eo modo quo piscibus aquarum ad dicta regalia spectancium tempore regalium debemus uti. Memoratum autem feodum extra manum nostram nos, vel successores nostri,reges Francorum, ponere non poterimus, nec debemus, nec etiam illud in aliam transferre personam. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri.

Actum Parisius, anno Domini M° CC° quinquagesimo-septimo, mense junio.

Trés. des Ch. reg. J. 27 al. XXX. fol. CLXXIV R°, pièce CCXLI.

1257, juin. — L'archevêque Henri donna au roi une reconnaissance de son hommage de ladite terre de Noslon. — Ibid , F° 173 V°.

1224 [1225] janvier. — L'archevêque Gautier attesta que Guillaume, abbé de Saint-Jean de Sens, et Garnier du Pré ont reconnu par devant lui que la forteresse de Noslon était jurable au roi à grande et petite force. La forteresse relève en fief de l'abbé.

Trés. des Chartes, J. 261 n° 3.

—

572 1257, 11 AOUT.

Consentement du Chapitre de Sens à un échange fait par l'archevêque Henri avec Gilon, fils de Geoffroy, seigneur de Noslon.

Universis presentes litteras inspecturis G. decanus, totumque capitulum ecclesie Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod cum reverendus pater et dominus H. divina providentia Senon. archiepiscopus, ad utilitatem, commodum et honorem archiepiscopatus et ecclesie Senon., consideratione provida respiciens et intendens ad usum perpetuum ecclesie Senon. emisset a Gilone, quondam filio Gaufridi de Noolonio, militis quondam domini de Noolon, castrum de Noolon cum omnibus edificiis, appendentibus, portis, pontibus et rebus aliis existentibus infra fossata, assensu religiosorum virorum abbatis et conventus Sancti-Johannis Senonensis, qui dicti castri et locorum circum adjacentium erant domini feodales, et requisito pariter et obtento; et ut idem dominus posset acquirere in ipsorum feodo circumquaque de possessionibus prefati Gilonis, ad opus tamen ecclesie prelibate, eidem

domino ab eisdem religiosis concesso, idem dominus, postmodum consideratis iterum utilitatibus et commoditatibus archiepiscopatus et ecclesie Senon. diligentius et perpensis, de voluntate et assensu et quantum ad hoc preconcessis, permutavit cum dicto Gilone quinquaginta sex arpenta et dimidium ad arpentum regis, tam pratorum, virgultorum, quam terre arabilis, que idem Gilo in locis vicinis tenebat et possidebat tempore quo tenebat castrum predictum; videlicet, virgultum quod dicitur supra fontem clausum ante portam; terram que dicitur inter fontem et sabulariam, prout mete comportant; terram que dicitur terra de Groseliers et de Noeles; prata et noam de subtus Noolon; ortum eisdem pratum contiguum et noam sub eodem orto ac granchiam pertinentem ad archiepiscopatum Senon. sitam apud Granchetes, quam olim bone memorie P. archiepiscopus Senon. contulerat ad vitam suam P. archidiacono Vastinensi, et ad sexaginta decem arpenta ad eandem mensuram, tam pratorum quam terre arabiles eidem granchie contigua, versus stratam que ducit de Senonis ad Pontes; item terram que dicitur campus de Quatre-Omnes, et peciam terre juxta stratam que ducit de Senonis ad Pruvinensem, subtus vineas de Cuisiaco que ad dictum archiepiscopatum pertinebant; ita quod idem dominus et successores sui dictas res sibi ab eodem Gilone taliter permutat. et idem Gilo et heredes, sive successores sui, dictam granchiam, cum aliis rebus predictis, in feodum et homagium ligium ab eodem domino archiepiscopo tenebunt de cetero, et imperpetuum possidebunt. Actum est etiam quod res predicte transeunt cum onere sua et libertate sua, videlicet quod terre permutate dicto Giloni ab omni decima et terragio remanent libere penitus et immunes; terre, vero, que remanent domino archiepiscopo, ex causa permutationis predicte, tenentur ad decimam et in statu isto tenentur quilibet res predictas alteri garantire. Nos autem prefatam permutationem archiepiscopatu et ecclesie Senon. utilem cognoscentes, eam volumus, approbamus et in omnibus acceptamus, ac bona fide promittimus nos, permutationem hujusmodi decetero servaturos et contra imposterum aliquatenus non venturos. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Actum, in capitulo nostro, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo-septimo, die sabbati post Inventionem Sancti-Stephani, mense augusto.

Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 54 bis. Copie du XVII[e] siècle, tirée du Cartulaire de l'archevêché de Sens.

1259, septembre. — L'archevêque Guillaume renonce à ses droits de procuration sur les prieurés de Vaumort, de Theil, de Saint-Philbert et du Plessis du Mée, en faveur de l'abbaye Saint-Jean de Sens. Cet abandon eut lieu pour payer l'abbaye de ce qu'elle avait consenti à ce que l'archevêque tînt en main-morte le fief de Noslon qui relevait d'elle et que l'archevêque Henri avait acheté de Gilon de Noslon. L'archevêque se réserva un droit de 2 besans sur chaque prieuré, chaque fois qu'il le visiterait, ce qui n'aurait lieu qu'une fois par an au plus. — Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Jean, Titres généraux.

—

572 1257, AOUT.

Vidimus de la charte d'Héloïse, dame de Chaumont, et Pierre des Barres, son fils, de l'an 1247, contenant affranchissement de servitude de corps en faveur de leurs hommes de Villemanoche, Champigny, Villeneuve-la-Guyard, Villeblevin, Chaumont, Dyant, etc., et portant dispense de toute exaction, taille, etc., moyennant 12 deniers par an, payables par chacun desdits hommes.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Petrus, officialis curie Senonensis : salutem in Domino. Notum facimus quod coram mandato nostro: videlicet, coram magistro Adam de Gressio, clerico jurato curie Senon. ad hoc audiendum a nobis loco nostri specialiter destinaio, constituti nobilis mulier Heluisis, domina Calvimontis, et Petrus de Barris, miles, filius ejus, recognoverunt quod ipsi quittaverant imperpetuum omnes homines suos ab omni servitute corporis, et a qualibet alia exaccione, videlicet, tallie, ablacionis, rege et corveie, ita, videlicet, quilibet dictorum hominum tenebitur reddere annuatim, ubicumque eat vel maneat, duodecim denarios Tur., ratione dicte liberratis, ipsis et heredibus suis, vel eorum mandato, in crastino Omnium-Sanctorum, videlicet, homines de Villamanesche cum pertinenciis usque ad Senonas; scilicet, de Pontibus et de Gisiaco apud Villammanesche, et homines de Capella, de Campigniaco, de Villanova-Guiardi, et de Villablovain usque ad Moretum, tam citra Yonam quam ultra commorantes, et homines de Calva-

monte, cum pertinenciis apud Calvummontem, ac homines de Dyante apud Dyantem. Preterea homines singuli dictorum hominum, qui erunt extra avoeriam, tutelam seu curacionem, sive sint cubantes in terra dictorum Heluisis, Petri, et heredum suorum sive extra, tenebuntur reddere dictos duodecim denarios turon., pro dicta libertate, ipsis seu heredibus eorum, aut mandato suo. Poterunt etiam, dicti homines maritare filios suos et filias suas, ubicumque et quibuscumque voluerint : verumtamen ubicumque ibunt, vel manebunt, tenebuntur reddere, ut dictum est, dictos duodecim denarios tur., pro dicte libertate, ipsis seu heredibus eorum, aut mandato suo. Si, vero, ad dictum terminum, dictos duodecim denarios non redderent, quilibet ipsorum deficiens in solucione, ut dictum est, facienda, teneretur reddere quinque solidos turon. pro emenda. Si autem facere voluerint de filiis suis clericos, poterunt hoc facere sine licencia dictorum Heluisis et Petri, seu heredum suorum ; ita tamen, quod si clericus ad maritagium recurreret, vel clericalem habitum deposuerit, tenebitur similiter ad solucionem dictorum duodecim denariorum ad terminum supradictum concesserunt eciam dictis hominibus suis, quod forefacta sexaginta solidorum, venient ad quinque solidos tur., et forefacta quinque solidorum, ad duodecim denarios tur. ; et clamor prepositi, ad quatuor denarios tur. Si vero de legitimis hominibus duellum factum fuerit, obsides devicti centum et duodecim solidos tur. persolvent. Si, autem, aliquis equos vel animalia dictorum hominum, in nemoribus dictorum Heluisis, Petri, et heredum suorum invenerit, non debet ea ducere nisi ad prepositum ipsorum ; et si aliquod animal a tauris fugatum vel a muscis coactum, intraverit boscum suum, nichil ideo debebit emendare ille cujus animal fuerit, si custos ejusdem animalis poterit jurare quod custode invito illud intrasset : sed si aliquo custodiente scienter illud inventum fuerit, quatuor denarios tur. pro illo debebit, et pro unaquaque ove, unum denarium tur. Si, vero, plura fuerint animalia ibi inventa, quatuor denarios tur. reddet ille cujus eadem erunt animalia pro unoquoque animali. Dicti quoque homines communi assensu eligent messores ad custodiendum fructus et exitus suos, ac bona ipsorum : qui messores dicte Heluisi et Petro, et heredibus suis, seu preposito ipsorum, jurabunt quod dictorum fructus, exitus et bona fideliter conservabunt, et quod omnia forefacta de quibus debebit emenda haberi, dicto preposito revelabunt, et capciones ei adducent. Si, vero, non placuerit eis eligere messores, nec habere, ipsi jurabunt eisdem Heluisi et Petro, et heredibus suis, seu preposito ipsorum, quod alter alterius fructus et bona fideliter servabit, et forefacta seu preposito revelabit, et capciones ei adducet, sicut esr predictum. Si, vero, contigerit quod forefactum ad prepositum devenerit, prepositus faciet illi cujus forefactum fuerit dampnum suum restaurare, et si forefactum ad prepositum non pertineat, messeres ad illum cujus dampnum fuerit, gagia reportabunt, et ille, messoribus, messariam suam reddet ; videlicet, unum denarium tur. pro messaria. Nullus dictorum hominum in expedicionem, vel equitacionem, seu citacionemve tenebitur, quin ad domum suam si velit, redeat ipsa die : si autem amplius pernoctare vel amplius moram facero quinquam contigerit, ipsi Heluisis et Petrus, et heredes eorum tenebuntur ipsum racionabiliter procurare. Quilibet dictorum hominum tenebitur habere armaturam secundum possibilitatem suam. Dicti homines pascua in nemoribus dictorum Heluisis et Petri, et heredum suorum, habebunt post quintum folium, ad oves, animalia et equos suos. Nulius dictorum hominum legitimus seu fidelis captus tenebitur, si plegium veniendi ad jus dare poterit. Si quis dictorum hominum, debite seu forefacto ipsorum Heluisis, Petri, seu heredum suorum, detentus fuerit, ille pro cujus debito seu ferefacto detentus fuerit, cum suis sumptibus tenebitur eum servare indempnem. Si quis dictorum hominum detentus fuerit pro suo debito vel forefacto, dicti Heluisis et Petrus, ac heredes ipsorum tenebuntur eum liberare cum sumptibus ejus qui debuerit debitum seu commiserit foaefactum. Ipsi eciam Heluisis et Petrus, et heredes sui tenentur, et juramento solempniter prestito promiserunt se servaturos inviolabiliter omnia et singula supradicta, heredesque et successores suos ad ea omnia imperpetuum observanda obligarunt et esse voluerunt obligatos. Voluerunt eciam quod quociens alter ipsorum heredum suorum, unus post alium successerit, et eciam prepositi et heredum suorum, quociens mutabuntur, jurent se fideliter servaturos omnes dictas consuetudines cum omnibus et singulis prenotatis. Nobilis, siquidem, mulier Aalidis, uxor dicti Petri de Barris, et Guillelmus

ac Guido, liberi eorum, coram dicto mandato nostro predicta omnia et singula concesserunt spontanei, et juramento solempniter prestito promiserunt se ea omnia firmiter et fideliter servaturos, ita quod dicii liberi renunciaverunt excepcioni minoris etatis, beneficio restitucionis in integrum, et excepcioni que posset objici pro eo quod tunc temporis essent in avonea seu tutela prefata : quoque Aalidis renunciavit expresse excepcioni si que posset in posterum ei competere racione dotis, hereditatis, conquestus, sive pro eo quod non habebat pro hoc commutacionem alterius rei. Promiserunt eciam et tenentur dicti Heluisis et Petrus, cum sumptibus suis perquirere et dare dictis hominibus litteras domini regis Navarre, sigillo ipsius sigillatas, continentes quod ibidem dominus rex gratas habet et acceptas convenciones has, quantum ad ea que movent de feodo ejusdem domini regis, seque supposuerunt quantum ad predicta, sepedicti Heloisis et Petrus, Aalidis, Guillelmus et Guido juridicioni curie Senon. In cujus rei testimonium, presentibus littetis, ad peticionem ipsorum Heloisis, Petri; Aalidis, Guillelmi et Guidonis, sigillum curie Senon. duximus apponendum.

Actum, apud Calvummontem, coram dicto mandato nostro, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo-septimo, mense marcio, dominica qua cantatur *Letare Jerusalem*. Quod autem in dictis litteris vidimus contineri, de verbo ad verbum transcribi fecimus, et sigilli curie Senon. sigillari.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo-septimo, mense augusto.

1269, décembre. — Thibaud, roi de Navarre, comte de Champagne, confirma la charte ci-dessus.

1402, mai. — Charles VI accorda également des lettres-patentes confirmatives de la charte précédente.

Trés. des Ch. ; Reg. 157, pièce 11. — *Rec. des Ordonnances des rois de France*, t. VIII, p. 511.

—

574 1257, OCTOBRE.

Guillaume, évêque de Nevers, déclare qu'étant tenu d'acquérir des biens jusqu'à la somme de 60 livres pour accroître la valeur de sa maison d'Evry, qu'il tient du Chapitre de Sens, il y a réuni des vignes, etc., s'en réservant l'usufruit pendant sa vie, à charge que le tout soit rendu au Chapitre après sa mort.

Guillermus, Dei gratia Nivernensis episcopus. Universis ad quos presentes littere pervenerint, eternam in Domino salutem. Notum facimus quod cum nos teneremur acquirere hereditatem usque ad valorem sexaginta librarum turon. ad augmentationem bonorum domus nostre de Evriaco, quam tenemus a capitulo Senon., nos volumus et concedimus quod vinea nostra que vocatur planta, retro domum monialium Sancti-Antonii Senon. sita, item vinea nostra de Evriaco et domus nostra sita ante portam domus predicte de Evriaco, cum platea et appendiciis omnibus ejusdem domus cedant in propriam hereditatem domus predicte de Evriaco pro precio sexaginta librarum predictarum, retento, tamen, in domo de Evriaco et rebus predictis nobis, quamdiu vixerimus usufructu, et post decessum nostrum domus predicta de Evriaco cum rebus superius nominatis ad capitulum Senon. libere revertetur. Quod ut ratum permaneat et securum, presenti scripto sigillum nostrum duximus apponendum.

Actum, apud Sanctum-Sydronium, anno Domini M° CC° quinquagesimo-septimo, mense octobri.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, G 1282.

—

575 1257, OCTOBRE.

Accord passé devant Etienne, bailli de Sens, entre le Chapitre d'Auxerre et Guillaume de Courtenay, au sujet de droits sur des hommes de Merry-Vaux.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Stephanus, ballivus Senon., salutem in Domino. Notum facimus universis quod cum inter ven. viros decanum et capitulum Autissiod., ex una parte, et nobilem virum Guillelmum de Corteneio, dominum de Champinellis, ex altera, causa verteretur coram nobis, super hoc quod mandatus dicti capituli petebat sibi reddi tanquam homines suos Guillelmum Chaneau et ejus uxorem, qui Guillelmus et ejus uxor nati apud Merriacum, villam capituli, diu se tenuerant et advoaverant pro hominibus dicti capituli in dicta villa et justicia ejusdem ville, de qua justicia mandatus dicti capituli se esse in

possessione asserebat; quos homines mandatus dicti capituli ceperat extra percursum, ut dicebat, pro eo quod deadvoabant dictum capitulum et alium dominum in dicta justicia de Merriaco extra percursum manentes advoabant, scilicet, nobilem supradictum; et idem nobilis contenderet eos defendere pro hospitibus suis contra capitulum supradictum; dicens quod locus in quo dicti Guillelmus et ejus uxor capti fuerant a mandato dicti capituli, videlicet clausus de Corferaut, et etiam justicia dicti clausi erant dicti Guillelmi; et mandatum, dicti capituli negaret justiciam dicti loci esse nobilis supradicti, imo, etiam, assereret ejusdem loci justiciam esse totam capituli memorati; dicto Guillelmo hoc negante. Tandem, amicabilis composicio, mediantibus bonis viris, super iis facta fuit coram nobis, inter partes predictas in hunc modum : Quod dictus Guillelmus de Corteneio, quicquid in dicto clauso de Corferaut habebat, et etiam quicquid pater suus unquam habuerat in eodem, totum vendidit decano et capitulo supradictis, pro centum libris tur., quas se habuisse recognovit in pecunia numerata a mandato decani et capituli supradicto, et de quibus quitavit capitulum supradictum. Et pro decem libris tur. quas nobilis vir Radulfus de Corteneio, miles, frater dicti Guillelmi, a mandato dictorum decani et capituli receperat in pecunia numerata, ut ipse Radulphus composicionem et vendicionem hujusmodi, ac etiam donationem et quitationem a dicto Guillelmo dictis decano et capitulo factas, prout inferius annotatur, concederet et laudaret. Quitavit, etiam, imperpetuum, et donavit dictus Guillelmus de Corteneio dictis decano et capitulo, quicquid juris habebat et etiam quicquid juris pater suus unquam habuerat in justitia sive dominio dicti loci, quam justiciam idem nobilis totam sibi, ut dictum est, vendicabat. Promisit, autem, dictus nobilis, coram nobis, per fidem suam in manu nostra corporaliter prestitam, se predictam rem venditam et etiam donationem et quitationem a se dicto capitulo factam guarentire et defendere dicto capitulo erga omnes qui in dicto loco, sive ratione feodi sive qualibet alia ratione, aliquid reclamarent. De dicto, vero, Guillelmo Chaneau et ejus uxore et etiam de fratre dicti Guillelmi Chaneau, qui in quadam parte dicti loci, quam idem nobilis eis tradiderat, domum edificaverant et manebant, et se pro dicto domino Guillelmo de Cortenaio ibidem extra percursum advoabant, de consensu partium et de consensu hominum predictorum ordinatum fuit in hunc modum : quod quamdiu predicti fratres et eorum liberi illam partem dicti loci eis traditam tenere a capitulo, secundum quod domus dicte ville tenentur a dicto capitulo, et in dicto loco se tenere voluerint, et se advoare pro dicto capitulo Autissiod., et obedire eidem secundum usus et consuetudines aliorum hominum dicti capituli de Merriaco, ipsi domum in predicto loco edificatam pacifice tenebunt et manere poterunt in eadem, nomine capituli supradicti. Si, vero, contingeret quod predictum capitulum deadvoarent, vel a dominio ipsius capituli recederent, edificia in dicto loco ab ipsis constructa et fundus terre cum pertinentiis eisdem hominibus traditus, dictis decano et capitulo pacifice remanebit, et de hiis dictum capitulum suam poterit facere voluntatem. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

Actum, anno Domini M° CC° quinquagesimo-septimo, mense octobri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1931.

1270, juillet. — Pierre de Vaux, écuyer, et Marie, sa femme, donnent au Chapitre 10 arpents de bois au lieu dit la Forêt-Nouvelle, et lui vendent 50 arpents de bois au lieu dit près de la Chaussée-de-l'Etang de la Dame de Vaux, moyennant 315 livres t. — Ibid.

1270 [1271], mars. — Jean, dit Clausier, vend au Chapitre d'Auxerre son bois tenant à la forêt de Merry, près de la chapelle Saint-Félix. — Ibid.

—

576 1257, OCTOBRE.

Ratification par Guillaume des Barres, chevalier, d'une fondation faite à la chapelle des Bordes de Dixmont.

Ego Guillermus de Barris, miles, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ego laudavi, volui in perpetuum et concessi donum quod fecerunt in perpetuum Drianus de Bordis de Dimonte et Aalaisis uxor sua, Capelle de Bordis de Dimonte et presbitero illius capelle, videlicet de viginti arpentis ad arpentum domini regis, tam terrarum quam vinearum sitarum in valle de dicta capella, contiguantium ex una parte terris Johannis de

Bordis, clerici, et terris Guillermi de Senonis et vinee Biergie sororis dicti Driani ex alia, et vie de Cerisariis, ex alia parte. Et promisi, per fidem meam, quod ego contra donum predictum et contra concessionem et laudationem predictas non veniem per me vel per alios in futurum, salvis tamen michi et mei heredibus de premissis terra et vinea terragio et censu et jure ad censum et ad terragium predicta pertinente. Quod ut ratum et firmum permaneat, presentes litteras feci sigilli mei munimine roborari.

Actum, anno Domini Mº CCº quinquagesimo-septimo, mense octobri.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens.

—

577 1257, 10 OCTOBRE.

Approbation, par le Chapitre de Sens, d'un échange fait par l'archevêque Henri, de 30 liv. de rente au profit de Pierre, archidiacre du Gâtinais, au lieu du revenu de la terre de Granchettes, qui avait été donnée à ce dernier par l'archevêque Pierre.

Universis presentes litteras inspecturis, decanus, totumque capitulum



Sceau de Henri Cornut, archevêque de Sens.

ecclesiæ Senon., salutem in Domino. Noveritis nos litteras reverendi patris H., Dei gratia Senon. archiepiscopi recepisse in hæc verba : H. divina permissione Senon. archiepiscopus, dilectis filiis decano et capitulo Senon., salutem in Domino. Cum dilectus et fidelis noster Petrus, archidiaconus Vastinensis, Granchetas cum appenditiis ejus, que ex dono bonæ memoriæ Petri, archiepiscopi Senon., obtineat, nobis liberaliter exposuerunt in nostre utilitatem ecclesie convertenda, nosque recompensationem competentem facturos super premissis, promiserimus eidem, bona fide, recompensationem eidem super hiis fecimus in hunc modum : videlicet, quod quamdiu vixerit percipiet et possideat pacifice et quiete triginta libras turon. annui redditus quas habemus in portagio Pruvinensi, et noam cum saliceto que fuerunt de appenditiis Granchetarum, et pratum quod fuit Gilonis de Noolone, armigeri, sicut prope dictum salicetum ; hoc adjecto quod si dictarum triginta librarum solutio impediretur quoquomodo, nos et successores nostri archiepiscopi Senon., dampna et deperdita que occasione hujus idem archidiaconus incurrerit, tenemur eidem resarcire et ipsum quantum ad hoc conservare indempnem. Post mortem, vero, dicti archidiaconi, premissa omnia ad nos et successores nostros predictos libere revertentur. Nos, autem, ad petitionem predictorum reverendi patris H., Dei gratia Senon., et Petri, Vastinensis archidiaconi, predictam recompensationem gratam et ratam habemus, prout superius est expressum. In cujus rei testimonium, presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine roborari.

Actum, anno Domini Mº CCº LVIIº, in crastinum Beati-Dionisii.

Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 54 *bis* ; Copie du XVIIᵉ siècle, tirée du Cartul. de l'archevêché de Sens.

—

578 1257, 8 NOVEMBRE.

Contrat de mariage de Guillaume, comte de Joigny, avec Isabelle, fille de feu Guillaume de Mello, passé devant Thibaud, roi de Navarre, comte de Champagne. — Promesse par le comte Guillaume à Gui de Mello, évêque d'Auxerre, de faire renoncer à sa succession et à celle de son fils Jean, ses filles Isabelle, Jeanne et Agnès, quand elles auront douze ans. — Dot de la future épouse, composée du

château et forteresse de Coulanges et de la moitié du comté de Joigny.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Guillelmus, comes Jovigniaci, salutem in Domino. Notum facimus quod charissimus dominus noster Theobaldus, Dei gratia rex Navarre, Campanie et Brie comes palatinus, ad petitionem et supplicationem nostram litteras sub forma que sequitur sigillari precepit.

Theobaldus, Dei gratia rex Navarre, Campanie et Brie comes palatinus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod cum dilectus et fidelis noster, Guillelmus, comes Jovigniaci, Isabellim, quondam filiam Guillelmi de Meloto, militis, vellet ducere in uxorem, ut desiderium suum super hoc citius duceretur et facilius ad effectum, in nostra presentia propter hoc specialiter constitutus, venerabili patri Guidoni Altissiod. episcopo, patruo ejusdem Isabellis et tutori ipsius legitimo, nomine ejusdem Isabellis et ad ejus utilitatem stipulanti, per legitimam stipulationem promisit, quod quando tres filie ipsius comitis, videlicet Isabellis, Joanna et Agnes, quas suscepit ex nobili muliere Agnete quondam uxore ipsius comitis, seu unaqueque earum etatem duodecim annorum compleverit, procurabit et faciet idem comes quod dicte filie quittabunt et renunciabunt, seu dimittent totam terram sive hereditatem aut successionem que ex parte dicti comitis, patris ipsarum, vel Joannis, filii ipsius comitis, fratris earumdem, ad ipsas ex hereditate paterna sive fraterna provenientem, ex parte patris modo aliquo posset vel contingeret devenire; et quod etiam procurabit et faciet ipsas filias prestare corporaliter juramentum, et pactum facere cum dicto episcopo quod in dicta hereditate seu successione, tam paterna quam fraterna, obveniente dicto filio, ex parte patris, per se vel per alium seu alios, ratione aliqua, nihil de cætero reclamabunt, sive contigerit dictum comitem patrem ipsarum super vivere dicto fratri earumdem, sive idem frater supervixerit patri, si ipsis filiabus superstitibus, vel aliqua ipsarum superstite, eumdem filium mori contingeret, et quod contra predicta, vel aliquod predictorum, per se vel per alium non venient ratione aliqua in futurum; et quod super premissis omnibus et singulis procurabit, et faciet idem comes confici litteras, unam vel plures, sub forma qua voluerit dictus episcopus, in quibus litteris dicte filie et unaqueque ipsarum se, postquam duodecimum annum compleverint, obligabunt ad predicta omnia facienda et observanda per juramentum ab ipsis filiabus corporaliter prestitum. Que littere sigillabuntur sigillis tam nostro quam comitis Nivernensis et aliorum etiam dominorum de quorum feodo movet hereditas dicti comitis Jovigniaci, ac etiam sigillis illorum prelatorum, sub quorum jurisdictione est hereditas dicti comitis, et sub quorum juridictione consistent filie predicte; ita quod tam per excommunicationem, in personas et per interdictum in terram possint compelli ad predicta observanda. Promisit, insuper, idem comes Jovigniaci, dicto episcopo legitime stipulanti, quod si infra mensem postquam primogenita dictarum filiarum duodecimum annum compleverit, predicta omnia a dicta primogenita non faceret penitus adimpleri, et a secunda genita similiter, et similiter a tertia eadem non faceret, infra mensem postquam duodecim annos compleverint, ipse comes Jovigniaci nomine pene sex millia marcarum argenti dicto episcopo legitime stipulanti daret et solveret.....

Et nos ea omnia et singula que prefatus comes a nobis fieri voluit et concessit, promittimus ad petitionem sive requisitionem dicti episcopi, vel ejus mandati vel propinquioris dicte Isabellis de genere ipsius ipsam ex parte patris vel ex parte matris attingentis, vel si propinquiori vel propinquiores hoc non peterent, ad requisitionem cujuslibet alterius de genere ipsius Isabellis, presentes litteras vel litteras dicti comitis Jovigniaci super dictis conventionibus confectas secum deferentis nos facturos. Et ad hec nos et heredes nostros esse volumus obligatos.

Voluerunt etiam prefati episcopus et comes Jovigniaci, et in hoc consenserunt expresse, quod si dictum comitem mori contingeret nullis liberis uno vel pluribus ex prefata Isabelli relictis, seu dicta Isabella non pregnante, predicte filie ad hereditatem dicti comitis venire valeant, et eidem legitime succedere, salvo tamen dicte Isabellis dotalitio, sive donatione propter nuptias sibi, secundum conventionem super hoc habitam, competente, quod dotalitium tale est : videlicet, castrum Colengiarum-Vinosarum, et domus forteritie sive forteritie ejusdem castri, et medietas totius terre predicti comita-

tus ubicumque habeatur de capite ejusdem comitis moventis....

In quorum omnium memoriam, testimonium et munimen sigillum nostrum, ad petitionem dicti comitis Jovigniaci, presentibus litteris duximus apponendum. Datum, et actum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo-septimo, die jovis in octava Omnium-Sanctorum.

Nos, autem, comes Jovigniaci, promittimus nos servaturos indemnem predictis, ad quas implendas dominus rex idem se ad petitionem nostram obligavit, sicut superius est expressum; et promittimus nos eidem domino regi reddituros dampna et expensas, si que vel quas ipsum propter hoc facere vel incurrere contingeret, vel ejus heredes, de quibus damnis et expensis teneremur credere ejusdem domini regis et heredes ejus simplici verbo; et volumus quod propter hoc dominus rex idem ad res nostra et heredum nostrorum assignare possit sine aliqua contradictione et sine meffacere. In cujus rei testimonium presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine sigillari.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo LVII°, die jovis in octava Omnium-Sanctorum.

Bibl. nat., 500 Colbert, n° 57 21-29, F°.

—

579 1257 [1258], FÉVRIER.

Concession par Gui, seigneur de Champlost, aux moines de Dilo, pour les bestiaux de leur grange de Thury, du droit de pâturage sur ses terres de Mercy et de Champlost, comme en jouissent les habitants de ces villages. — Gui promet de délivrer de nouvelles lettres scellées quand il sera chevalier.

Ego Guido, armiger, dominus de Chanloto, notum facio presentibus et futuris quod dedi et concessi viris religiosis abbati et conventui Deiloci, commune pasturagium in territorio meo de Mersiaco et de Chanloto, sicuti homines mei de predictis villis habent, exceptis nemoribus, vineis meis, ad opus animalium suorum grangia sua de Thoriaco commorantium, conditione tali apposita quod si dicta animalia in forefacto fuerint inventa, animalia nunc capientur; set servientes et dicti abbas et conventus ad dampnum restituendum per estimationem bonorum virorum in predictis villis commorantium reddere tenebuntur, et servientes ad forefactum. Et de captione dictorum animalium credetur servienti domini, jurato per juramentum suum. Et si forte contigerit dictam grangiam de Thoriaco extra manum dicti abbatis et conventus ponere, illi qui in dicta grangia morabuntur predictas conventiones observare tenebuntur. Teneor, insuper, ego Guido, istam donationem et concessionem sic factam garantizare erga omnes. Et obligo me et heredes meos ad ipsam imperpetuum conservandam; et exinde facere dictis abbati et conventui litteras istis consimilibus sigillo meo sigillatas, quando me contigerit esse militem; et etiam litteras curie Senonensis. Hec omnia voluit et concessit nobilis mulier Helixandis, uxor mea, promittens quod contra istam donationem et concessionem per se vel per alium non veniet in futurum. Pro istis, vero, donatione et concessione, ego Guido, habui quadraginta libras turonenses et centum oves, de quibus omnibus me teneo pro pagato. Quod ut ratum sit et firmum, sigillum meum presentibus litteris apponi dignum duxi.

Actum, anno Gracie M° CC° L° septimo, mense februario.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Dilo. — Brienon et Thury.

—

580 1257 [1258], 11 MARS.

Gui, évêque de Langres, atteste que Jacques Codecarte et 38 autres habitants de Chablis, au nom de la communauté, ont promis par-devant lui de payer au Chapitre de Tours et au Prévôt de Chablis 3,200 livres t. pour le rachat du droit de main-morte.

Universis presentes litteras inspecturis Guido, Dei gratia episcopus Lingonensis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod constituti in presentia nostra Jacobus dictus Codecarte, Colinus dictus Parise, Alietus dictus Alies, Poncius clericus, Matheus ejus filius, Radulphus dictus Asinus, Petrus dictus de Cheu, Hugo Gontiers, Adam Dotiarius, Guido Bouchars, Stephanus dictus Plungars, Johannes de Barro, Stephanus Liberias, Robinus Sauge, Robertus de Caissi, Jacobus dictus Johans, Filisetus Dotiarius, Stephanus Ranvoisiez, Hugo dictus Maces, Bartholomæus Milon, Simon Jarrun, Germanus Cremaille, Radulphus Pete-

ten, Jacobus de Barro, Guido Malnorri, Gilo Guspoil, Moninus dictus Chænums, Arnulphus Cuscedalis, Girardus Gauderis, Guillelmus de Bierne, Guiotus Jarruns, Seguinus Sarriers, Guillelmus Coars, Guillelmus Sobruichen, Petrus Sobruichen, Johannetus de Chichiau, Gilo Libruns, Ansericus Domino et Michael Charretuns, burgenses et habitatores sive homines de villa Chableiarum, non vi nec dolo ducti, sed propria, spontanea et libera voluntate, pro se et universis et singulis burgensibus, hominibus et habitatoribus prædictæ villæ Chableiarum, quos negocium manus-mortuæ contigit, renuntiantes expresse exceptioni doli vel fraudis, actionis dividendæ, et omni alii exceptioni, et beneficio juris, quæ et quod posset eis competere in hac parte, sacrosanctis evangeliis corporaliter tactis, juraverunt et promiserunt se reddituros, pagaturos et integraliter soluturos venerabilibus viris decano et capitulo ecclesiæ Beati-Martini Turonensis ac præposito Chableiarum in eadem ecclesia, vel eorum certo nuncio, sive procuratori, hinc ad sex annos proximo venturos, apud Pruvinium, tria millia et ducentas libras bonorum, legalium et computabilium Turonis, in terminis inferius declaratis, videlicet, in proximis nundinis Sancti-Angulphi Pruvinensis, octo diebus ante rectum pagamentum, apud Pruvinium, ducentas et quinquagenta libras, et apud Autissiodorum, ducentas et quinquagenta libras de prædictis tribus millibus et ducentis libris, quæ pro duobus annis præteritis, ratione prædictæ manus-mortuæ, præposito et firmario Chableiarum debentur; et centum libras Turonenses pro anno præsenti; et deinde in antea, singulis annis, in eisdem locis et nundinis, quingentas libras usque sex annos, pro ea videlicet ratione et occasione quod decanus, capitulum et præpositus prædicti jus sive conditionem quæ manus-mortua nuncupatur remiserunt, cesserunt et concesserunt supradictis burgensibus, hominibus, habitatoribus et hæredibus eorumdem, prout in litteris dictorum decani, capituli et præpositi dicitur contineri; promiserunt, et se soluturos et reddituros præposito et firmario Chableiarum qui modo sunt, vel qui pro tempore fuerint, aut eorum nunciis vel procuratoribus, usque ad sex annos prædictos, singulis annis, centum libras bonorum, legalium et computabilium Turonis, locis et nundinis prædictis, ratione manus-mortuæ supradictæ: proviso quod si ante sex annos prædictos summa prædicta trium millium librarum integraliter fuerit persoluta, ex tunc in antea dictas centum libras solvere minime tenebuntur, dummodo præposito et firmario supradictis de centum libris pro anno illo in quo totalis solutio trium millium librarum fiet, plene fuerit satisfactum. Insuper burgenses et habitatores præfati, omnes et singuli ac quilibet eorum in solidum, et pro se constituerunt se fidejussores et principales debitores et pagatores prædictarum pecuniæ quantitatum, ita quod si in solutione defecerint aut et omnia et singula non observarent, sicut superius est expressum, promiserunt solvere, pro quolibet termino in quo in solutione defecerint, centum libras turonenses interesse. Et promiserunt prædicta omnia et singula procurare, attendere, implere et observare, et contra non venire vel facere, sub virtute præstiti juramenti et sub pœna centum librarum tur. quæ totiens posset peti et exegi per prædictos decanum, capitulum, præpositum et fir marium ab eisdem burgensibus et hominibus omnibus, etc.

Datum, anno Domini M° CC° quinquagesimo-septimo, in vigilia beati Gregorii, papæ, mense martio.

Copie tirée d'un Recueil imprimé d'après un cartulaire de l'abbaye Saint-Martin de Tours; Arch. de l'Yonne, G 2311.

—

581 1258, AVRIL.

Sentence arbitrale rendue par Jean, seigneur de Seignelay, par laquelle il attribue à l'abbaye de Pontigny une pièce de terre située près de Crécy, lieudit Champbertaut, qui avait été coupée des prés de l'abbaye par l'impétuosité du cours de la rivière d'Armançon; la rivière ayant abandonné son vieux lit pour un autre, avait rendu la pièce de terre en question à l'abbaye. Les nobles de Bouilly, qui contestaient à l'abbaye sa propriété, furent déboutés de leurs prétentions.

Ego Johannes, dominus Selliniaci, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod cum inter religiosos viros abbatem et conventum Pontiniac., ex una parte, et universos nobiles de Boolliaco, tam viros quam mulieres, videlicet: dominum Milonem; dominum Iterium, milites, dominum Guidonem, presbyterum, fratres; Isabellam, relictam Tierrici, dicti Chandoseau, militis, et ejus liberos; dominam Margari-

tam, relictam Iterii, dicti Gavart, militis; et ejus filiam, ex altera, discordia verteretur super quadam petia terre sita prope Creciacum, in loco qui vocatur Chambertaut; quam petiam terre dictis abbati et conventui de prato ipsorum de Chambertaut subtraxerat per ablutionem aqua de Hermançon, impetu cursus sui; et postea dicta aqua biezio veteri derelicto, per alium locum cursum dirigens, dictam terre petiam eisdem Pontiniac. per interruptionem reddiderat, ut dicebant; propter quam causam iidem abbas et conventus asserebant eandem terre petiam suam esse: predicti, vero, nobiles dicebant e contra seipsos in predicta terre petia jus habere. Tandem, de bonorum virorum consilio, inter dictas partes, in presentia mea, super dicta discordia amicabilis compositio intercessit, ita quod predicta petia terre, videlicet quicquid inter novum et vetus biezium continetur, cum ipso biezio remansit ipsis Pontiniac., jure perpetuo possidendum, etc.

Ego, vero, predictus J., dominus Selleniaci, predictam compositionem volui et etiam approbavi, et in hujus rei perpetuum testimonium et munimen, ad petitionem dictarum partium presentes litteras sigilli mei appositione munivi.

Actum, anno Domini Mº CCº quinquagesimo-octavo, mense aprili.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*; Preuves, t. III, p. 59, Bibl. d'Auxerre, Ms nº 158.

—

582 1258, 8 JUIN.

Donation par Eudes, comte de Nevers, à sa fille Yolande, de 8,000 livres tournois de rente, assises sur des terres en Berri et en Normandie.

Nous Oedes, fiuz le duc de Bourgongne, cuens de Nevers et sires de Bourbon, fesons savoir à touz ceus qui ces lettres verront que entre nostre très-haut seigneur Loys, par la grace de Deu roi de France, et nos, avons covenances de mariage, cest à savoir de monseigneur Jehen, son fiu et de Yolent, notre ainznée fille. Et sont teles les convenances que cele Yolent aura à mariage notre terre de Danse et de Saint-Aignen en Berri et de Perche et de Mongay et de Bruni et de Thorigny en Normandie, o toutes les appartenances de toutes les devant dites terres; et se ces devant dites terres ne valent au jour que li mariages sera fez VIIIᵐ livres de rente à tournoais, nous sommes tenu de parfere en notre autre terre avenanment. Et sont onquores teles les convenances que se nous n'avions hoir masle, la devant dite Yolent se tendrait à ceste terre se ele voloit; et se ele voloit elle vendroit à sa droiture comme ainznée. Et est onquore ainsi ordoné et accordé que s'il avenoit en quelcunques tems que li devant diz roys notre sires se dessentut de cest mariage faire, ou que si devant dis Jehens quant il vendra en aage del mariage (1) consentir ou au tems que li mariages devra estre se descentut de cest mariage faire ne li roys ne sis fiuz Jehanz ne seroient liez ne tenuz de ces convenances garder. Et est à savoir que nous, la devant dite Yolent, notre fille, devons baillier au devant dit roy notre seigneur, à garder et à nourrir quant nous en serons requis de lui; et quant nous li baillerons à sa requeste, il nous est tenuz de baillier ses lettres pendant, et que les il sera contenu que s'il avenoit que il, ou sis fiuz Jehans devant diz, se dessentissent de cest mariage feire, si comme il est desus dit, li roys ou si hoirs la devant dite Yolent seroit tenuz de rendre à bone foi à nous, se nous estions en vie, ou sil avenoit que nous moreussions, aus parens et aux amis de la demoiselle qui seroient en vie ansi délivré et sans lien de mariage, comme nous li baillerons. Et en tesmoing de cette chose, nous avons ces présentes letres scelées de notre sael.

En l'an de Notre-Seigneur Mº CC L V III, el mois de juing, le samedi devant la saint Barnabé l'apoustre.

Trés. des Chartes, J 256, nº 58.

« On voit dans Duchêne que le contrat de leur mariage passé dès l'an 1258, au mois de juin, était resté sans effet; mais il n'en fut pas de même du second passé en 1265 et par l'accord de 1266 sur les prétentions de Jean de France il fut arrêté qu'il administreroit tous les biens qui étaient advenus à son épouse Yolande et à ses trois sœurs Marguerite, Alix et Jeanne. »

Lebeuf, t. II, 177.

—

583 1258, 8 JUIN.

Approbation par Hugues, duc de Bourgogne, du projet de mariage d'Yolande, fille aînée du

(1) Il était né en 1250 à Damiette et mourut en 1270.

comte de Nevers, et sa petite-fille, avec Jean, fils de Louis IX (1).

Nous Hugues, dux de Bourgoigne, fesons savoir à touz ceus qui ces letres verront que nous, les convenances del mariage que notre chier fiuz Odes, cuens de Nevers et sire de Bourbon, ha fetes à notre haut seigneur Loys, par la grâce de Deu rois de France, de mon seigneur Jehan, son fiuz, et de Yolent, l'ainznée fille au devant dit conte de Nevers, volons et otréons et les prometons à tenir et à garder, tant comme en nous sera toutes ainsi comme eles sont contenues es letres que li devant dit rois notre sires ha scelées du sael au devant dit conte de Nevers. Et el tesmoing de ceste chose nos avons ces presentes lettres saelées de notre sael. Ce fu fet en l'an de Notre-Seigneur M CC et LVIII, el mois de juing, le samedi devant la feste saint Barnabé l'apostre.

J. 256, n° 57.

—

584 1258, JUILLET.

Confirmation par Hugues, duc de Bourgogne, d'accords passés entre Regnaud d'Autun et Guillaume, son frère, écuyer, au sujet de biens sis à Avallon et à Island.

Nous Hugues, dux de Borgoigne, faisons asavoir à touz ceus qui verront ces présantes laittres que por ceu estaubliz an nostre présance, Regnaut de Ostum, qui fu fiz monseignor Regnaut de Ostum, chevalier, a recogneu que il a donné et quité héritablement à Guillaume sum frère, escuiers, quam que il avoit es maisons de l'astor de Avalum et à espandisse qui sunt dedanz les murs de ces maissuns; et a recogneu que il a vandu héritablement audit Guillaume toutes les autres choses que il avoit à Avalum : c'es assavoir an maissuns, oiches, mex, rantes, et touz autres estephiz, por XX livres de la monoie corant am Borgoigne de annuel rante, et por dues muis de vin ; por laquex rante il cil Guillaumes, por ce estaubliz devant nous, a recogneu que il a asenez et baillié à celui Regnaut tot ses cens et ses gardes dou mont de Ylant, et des dues muis de vin an ses vignes asises an ce meime mont, an tel menière que si li diz Regnauz ne pooit avoir de ces cens et de ces gardes les devant dites rantes, li diz Guillaumes l'a asené es autres choses que il a an ce dit mont tant que li diz Regnauz eust antérinemant sa paie desdites rantes. Et cil diz Guillaumes a juré pardevant nous ces choses à garder et à tenir formement, à la vie de celui Regnaut; et avosques ceu cil diz Guillaumes a ostroier que se il, ne si hoir venoient contre ces convenances après l'an de la desfaute, il ciz Regnauz porroit tenir héritaublement les devant dites choses, sanz nul contrediz. Et vot li diz Regnauz que après sa mort toutes ces choses devant dites venroient à celui Guillaume et à ses hoirs perdurablement. Et nous de cui fiez ces choses meuvent, loons et otréons toutes ces convenances devant dites. Et porceu que ces choses soient formes et estaubles nous, por la requauste des parties, avons nous seaulées ces presentes laittres de nostre seaul.

Ce fut fait an l'an de l'incarnacion Nostre-Seignor mil et deux cens et cinquante-huit, ou moys de juignaut.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Fonds du Chapitre d'Avallon.

—

585 1258, NOVEMBRE.

Contrat de mariage de Hugues, duc de Bourgogne, avec Béatrix de Champagne, qui reçut en dot de son frère Thibaud, la terre de L'Isle et ses dépendances, et 20,000 livres tournois.

Nos Hugues, dux de Borgoigne, faisons sçavoir à tous céaus qui ces présentes lettres verront, que con paroles fuissent de mariage de nous et de Béatrix, la seror à noble baron Thiébaut, par la grâce de Dieu roi de Navarre, conte de Champaigne et de Brie, palatin : à la porfin nos sommes accordé en tel manière que li devant dit Thiébaut nous donne la devant diz Béatrix à femme, et donne à sa devant dite seror por tout son partage de père et de mère, de terre et de moble l'Isle dessus Montroyal et toutes les appartenances, et tous les fiefs sauf le fié au signor de Noiers qui muet de l'Isle; et donne à la devant dite Béatrix por son partage, si com il est devant dit, vingt mille livres de tornois à paier à nos ou à nostre cômandement ès termes ci aprez nommés : c'est à sçavoir six mil livres de tornois

(1) Ce mariage ne fut pas réalisé en 1258, mais seulement en 1265. Voir Duchesne et Lebeuf, t. II, 171, *Hist. d'Auxerre*.

à ceste prochaine foire de Bar et sept mille livres de tornois à l'autre foire de Bar en suivant après, et les autres sept mille livres tornois à l'autre foire de Bar en suivant. Et portant nos et la devant dite Béatrix avons quitté, au devant dit Thiébaut et à ses hoirs, tout héritage qui ere avenuz à la devant dite Béatrix de par père et de par mère, et tot le moble, sauve la droicte eschoite s'elle avenoit. Et s'il avenoit que la devant dite Béatrix moarust avant de nos et sans hoirs de nos, et nos eussiens receues totes les dictes vint mil livres de tornois, nos seriens tenus à rendre à devant dit Thiébaut, ou à ses hoirs, quatorze mil livres tornois en quatre années puis la mort à la devant dite Béatrix, chacun an le quart, c'est à sçavoir le premier quart du jour qu'elle seroit morte en un an, et seroit cette paie faite à Troies, et ensin chacun an continuement en tel jour et en ce leu mesmes, jusqu'à tant que les paies fussent faictes; et les six mille livres de tornois de ces devant dites vingt mile livres nos demereroient por les dépens et por les couz qu'elle auroit (fait) tant comme elle demorroit avec nous, combien que el y demorast ou poix ou onques, et quel tans que elle mourust, ou tost ou tart. Et se nous n'aviens receu totes les dictes vingt mille livres de tornois ains que elle mourust, nos ne seriens tenu de paier, fors ce que nous auriens receu outre les six mille livres. Et ce que nous auriens receu outre les six mil livres, nos seriens tenu à paier à quatre années prochiènes puis la mort de celi Béatrix, aus termes et au leu si com il est dessus devisé. Et si nos moriens avant que cil payement feussent fait, nostre hoir seroit tenu à la fenir selon la forme devant dite. Et s'il avenoit encore que nos morissiens ainçois que la devant dite Béatrix, et elle n'eust hoir de nos vivant, nostre hoir seroient tenu de rendre à la devant dite Béatrix ou à siens toutes les vingt mil livres de tornois se nos les aviens receues; et se nos ne les aviens toutes receues ce que nos en auriens receu; et seroient cil paiement fait à quatre années après nostre mort, chacun an le quart, ès termes et au leu selon la forme devant dicte. Et la devant dite Béatrix a fait hommage lige audit Thiébaut de son héritage de l'Isle et des appartenances, si com elles sont dessus nommées, et li hoir de la devant dicte Béatrix qui tenront la terre de l'Isle dessus nommée seront tenus de faire hommage au devant dict Thiébaut, ou à ses hoirs; et ele mesme est tenue à faire homage de la devant dite terre de l'Isle as hoirs ledit Thiébaut, se elle vivoit plus de lui, et nos ne sommes pas tenu de faire hommage au dit Thiébaut, ne à ses hoirs de la dicte terre de l'Isle. Et nos avons doée la dicte Béatrix de quatre mille livres de terre à digenois, qui li doivent estre assises à Castellon-sur-Seine et à la chastellerie, et en Vilenes ou en Dumois et as appartenances, et à Viétel et as appartenances et Cinai et en la chastellerie; et se ces choses devant dites ne valoient les quatre mille livres de terre por lou pris des deus chevaliers qui mis i seroient, li uns de par le dict Thiébaut, et li autres de par nos, elles seroient parfaictes à l'égard des deus chevaliers qui mis y seroient, si com dit est devant, li quel les préferoient en bone foi por l'une partie et por l'autre, au plus près des leus devant dicts; et en ces dicts leus de doaire nos ne poons rien retenir, si ils ne valloient plus de quatre mil livres par l'égard de deux chevaliers qui y seroient mis; et si plus valoient, li plus ne seroient pas de doaire. Et est à sçavoir que li diz rois et li hoir doivent garantir contre tous homes jusqu'à droit de l'Isle et les appartenances, si com est devant dict, et à nos et à la dicte Béatrix et as hoirs de la dicte Béatrix, en tel manière que se ces choses ou aucune d'eles que li rois deust garentir, ne poist garentir ne si hoir, ils seroient tenu de faire souffisant eschange par l'égart des deus chevaliers desqueux devant est parlé; et se cil fussent mort ou li uns d'eus, par autres qui y seroient mis en leu des mors, ou dou mort, selon la forme devant dite. Et en tesmoignance de laquelle chose nos avons fait seeller ces présentes lettres de nostre seel.

Ce fut fait en l'an de Grâce mil deux cens cinquante-huict, ou mois de novembre.

Bibl. nat., 500 Colbert, n° 56, F° 195 V°.

---

586 1258 [1259] JANVIER.

Reconnaissance par Henri, sire de Trainel, que le bois de Lussein a été vendu à l'abbaye de Vauluisant, par son père, et qu'il n'y avait aucun droit.

Je Henris, chevaliers, sires de Tragnel, fais savoir à touz cauz qui cez letres

verront que com il aust contenz et descorde entre moi, d'une part, et les moines de Vauluisant d'autre, dou bois de Lusseint, de ce que je disoie qu'il tenoient ce bois de mon père par raison de gaigière, et que il en avoient bien tant levé à deus foiz qu'il l'avoient despoillié; que il me pooit bien et devoit par droit demorer quites. Et li moine disoient encontre qu'il avoient ce bois bien et leaument achaté de mon père, par coi je ni pooie rien réclamer par droit. A la parfin, j'ai entendu et sau par les letres mon père et par autres letres, et par vives voiz, que mes pêres vandi ce devant dit bois de Lusseint, bois et fonz de terre ; et que je n'ai point de raison ou reclamer ne ou chalongier. Et por ce je vuel et octroi que cil devandiz bois de Lusseint remeigne à l'iglise de Vauluisant à touz jorz, sauve ma joutise et ma chace. Et que ne je, ne mes oirs, n'i puissens jamais riens réclamer. Et en tesmoignaige de cete chose, j'ai mis mon seel en cez présens letres.

Ce fu fet en l'an de Grâce mil et IIc et cinquante et huit, ou mois de janvier.

Orig., scellé du sceau équestre du sire de Traînel; au contre-sceau, un écu fascé de sable de trois pièces; Archives de l'Yonne, Fonds Vauluisant. — Courgenay.

Par sentence arbitrale de juillet 1231, M., dame de Charmoy, avait déclaré qu'Anseau, seigneur de Traînel, ne s'était réservé aucun droit de justice ni de chasse dans les bois de Lussein. — Ibid.

—

587 1259.

Arrêt du parlemént qui rend au maire de Sens, son bourgeois nommé Jean le Compasseur, pour être jugé par sa justice.

Cum imponeretur Johanni Le Compasseur, burgensi Senon., quod ipse cum cutello percusserat filium cujusdam alterius burgensis Senon.; per inquestam inde factam, captus fuit idem Johannes racione hujus facti; et postmodum, ipso liberato, cum ipse et predictus vulneratus super hoc in hac curia litigarent : major Senonensis petiit curiam suam de eodem Johanne tanquam burgense suo; parte adversa dicente quod talis justicia non pertinebat ad eum, maxime quia super hoc facto facta fuit inquesta per istam curiam, et terminata, visa et intellecta carta communie Senonensis, reddita fuit curia ipsi majori de predictis burgensibus suis.

Olim, I 461.

La charte de la commune de Sens n'a pas été retrouvée, on sait qu'elle est antérieure à 1186. (Ord. XI, 144.)

—

588 1259.

Arrêt du Parlement portant que les bourgeois de Sens n'ont que le droit d'arrêter les délinquants, et qu'ils doivent les remettre au bailli de Sens pour être jugés.

Quia burgenses Senon. dicebant se posse, per cartam suam, arrestare et detinere deprehensos pro forisfactis, quousque per ballivum judicatum sit de ipsis malefactoribus; ballivo Senon. dicente quod arrestare tantummodo possunt : visa carta ipsorum, judicatum est quod arrestare possunt tantummodo, et statim ballivo, vel preposito, reddere et deliberare, cum inde requiruntur.

Olim, I, 416.

—

589 1259, AOUT.

Eudes, comte de Nevers, s'oblige à payer à l'abbaye de Pontigny 50 l. t. de rente pour le prix de 250 arpents de la forêt de Bar, près Auxerre, que les moines lui ont cédés.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, Preuves, t. II, 365.

1259-1260. — Le même Eudes et Mahaut, sa femme, donnent à Pontigny 100 muids de vin de rente à prendre sur leur dîme de Junay, en échange du bois de Bar. — Ibid.

—

590 1259, 5 NOVEMBRE.

Sentence de G., évêque d'Auxerre, et de Bernard, prieur des Frères-Prêcheurs de Sens, exécuteurs testamentaires avec feu Milon, archidiacre d'Auxerre, de Jean de Toucy, croisé avec saint Louis, prononcée à Moutiers, en présence du comte de Bar et de sa femme, fille du défunt sire de Toucy, portant restitution au prieuré de Saint-Sauveur

du droit d'usage au bois de *Burceyo*, dont Jean l'avait dépouillé.

Omnibus presentes litteras inspecturis, G., divina miseracione Autissiod. episcopus, et frater Bernardus, prior Fratrum-Predicatorum Senon., salutem in Domino sempiternam. Dudum vir nobilis, Johannes de Tociaco, miles, signo vivifice crucis assumpto, dum ad partes Jerosolimitaneas intenderet proficisci, una cum domino Ludovico, Dei gracia rege Francorum illustri, et aliis bellatoribus transfretantibus pro subsidio Terre-Sancte, nos, et bone memorie Milonem, tunc archidiaconum Autissiod., exequutores deputavit et constituit in partibus gallicanis sui testamenti voluntatis seu dispositionis extreme, illo palam expresso ut uxor sua et heredes ipsius nostro simplici verbo crederent in hiis que pro anime sue remedio reddenda et restituenda videremus; volensque a nobis episcopo sine reliquis ageretur plenam haberet robori firmitatem. Vocatis, igitur, coram nobis episcopo, apud Monasteria in Puseya, nobili viro comite Barre et nobili domina uxore ejus, filia et herede domini defuncti et eciam in generali omnibus qui de dicto defuncto justam haberent materiam conquerendi; receptis conquerentium peticionibus et plenius intellectis, inter alios proposuit abbas Sancti-Germani Autissiod., nomine prioratus Sancti-Salvatoris quod cum prior dicti prioratus haberet et diu fuisset in possessione pacifica habendi usuagium suum, ad opus dicti prioratus, in nemore de Burceyo, Johannes, quondam dominus de Sancto-Ferreolo, herbergiari fecit homines in dicto nemore, et maiorem partem tocius predicti nemoris scidi et redigi fecit ad agriculturam in prejudicio dicti prioratus, spoliando ipsum prioratum usuagio suo absque racionabili causa, de quo, ut dictum est, diu extiterat in possessione pacifica. Petens se, nomine prioratus predicti, ad predicta restitui, et tandem quod ea que in peticione sua continebantur vera essent, fuit juramento firmatum. Demum, ex parte ipsius abbatis, testibus ad probandam intencionem suam productis, receptis, juratis et diligenter examinatis, et eorum depositionibus in scriptis redactis; consideratis omnibus que nos movere poterant et debebant, die mercurii post festum Omnium-Sanctorum continuata a die martis precedente prefixa, partibus ad nostram sentenciam audiendam, presente comite Barri, pro se et uxore sua, visum est nobis ambobus usagii antedicti possessionem vel quasi predicto debere restitui et eundem prioratum in eum statum in quo erat, tempore spoliacionis a defuncto Johanne predicto facte, de dictis rebus, dum vivebat debere reduci; ad que omnia permittenda et libere restituenda, videlicet ad restituendum pacificam possessionem vel quasi priori Sancti-Salvatoris, nomine dicti prioratus usagii in nemore de Burceyo ad nemus viride et siccum ardendum in dicto prioratu, quo usagio dictus Johannes de Tociaco spoliavit sine causa racionabili dictum prioratum, dictos comitem et ejus uxorem et omnem a dicto defuncto causam habentem in rebus predictis condempnamus in scriptis et secundum testatoris arbitrium eos huic nostre diffinicioni pro salute memorati defuncti salubriter obedire jubemus. Et hec omnibus quorum interest significamus per presentes litteras sigillo curie Autiss. de mandato nostro sigillatas.

Datum, anno Domini M° CC° L° nono, die mercurii predicta.

Cartul. Saint-Germain, XIIIe siècle, F° 93 V°. Bibl. d'Auxerre, n° 140.— D. Viole, *Gesta episc. Autiss.*, t. II, F° 404 V°.

—

591 1259, [1260].

Etat des recettes et dépenses de la ville de Sens, rendu par Etienne Dalemant, maire.

Ce est li estat ouquel Estienne Dalemant trova la ville de Senz quant il entra en la merie, en l'an de grâce MCCLIX, aus octaves de la Saint-Jehan :

La vile devoit le roi, por son don et por l'amende (1).....	MLVI^{l}	XIII^{s}	IIII^{d}
Item ele devoit de rente à vie de genz..	L^{l}		
Et por l'amende de labé de Saint-Père...	C^{l}		
Summe......	XII^{c}XVI^{l}	XIII^{s}	IIII^{d}
Et l'en dut à la vile que de viez que de novel...............	IX^{c}XV^{l}	X^{s}	

Item Estienne Dalemant issant de la garde de la meirie de Senz, en l'an

(1) Cette amende était payée depuis l'assassinat commis dans une révolte, en 1149, par les bourgeois de Sens, sur Herbert, abbé de Saint-Pierre-le-Vif.

M CC LX, et Nicholas de Villers entrant en la meirie de la vile, devoit le (au) roi, por son don et por l'amende, etc.

(au) roi, por son don et por l'amende.........	v^{c}xxxiii^{l}	vi^{s}	viii^{d}
Item an devoit au receveur de la vile por ce quil ot plus despendu que reçu.	lx^{l}	xii^{s}	x^{d}
Item an devoit empruntez por paier l'amende l'abé de Saint-Père...........	lxxix^{l}	iv^{s}	
Item an devoit de rente à vie..	xxx^{l}		
Summe que la vile dut....	vii^{c}l. lxiii^{s}		vi^{d}
Et l'an dut à la vile............	ix^{c}iiii^{l}	xiii^{s}	

dont li détor et les parties sunt ci desouz nommées...

La vile n'a point de rente, ne eile ne doit riens à ousure.

Suit le détail des débiteurs par paroisses :

Paroisses de Saint-Hilaire, Saint-Maximin, Sainte-Colombe, Saint-Pierre-du-Donjon, Notre-Dame, Saint-Savinien, Saint-Pierre, Saint-Jean, Saint-Léon, Saint-Romain, Saint-Paul, Saint-Maurice, Saint-Didier, et « Malais-Défaut. »

Viennent ensuite les mentions des dépenses faites :

Par Jean le Peletier, en l'an MCCLII, en la tierce année de sa merie ;

Par sire Estienne Dalemant, anno MCCLIV, in prima annuata maioris sue ;

Par le même, en MCCLV.

Défaut de la mise dou don le roi feite en l'an de grâce MCCLVIII, Pierre Le Peletier, meior.

La pièce se termine par ces mots : « Cil qui ont les rentes des portes de la vile : CXX s. ; por ce que celes furent afaitiées au sacre de l'evesque d'Orléans. »

Arch. nat. I 261, n° 13 et J 385 n° 12; rouleau de parchemin de 2 m. de longueur. — Voy. Notice de M. Duplès-Agié, *Bull. soc. archéol.* de Sens, an 1851, p. 57.

—

592 1259 [1260], 21 MARS.

Accord passé devant le bailli royal de Sens entre les habitants des Siéges et l'abbaye de Saint-Remy de Sens, seigneur des Siéges, au sujet du droit d'un plat estimé 3 sous, dû par tout nouveau marié, lequel fut réduit à 18 deniers.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Stephanus, dictus Tate-Saveur, baillivius Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod in nostra presentia constituti vir religiosus abbas Sancti-Remigii Senon., pro se et conventu suo, Stephanus dictus Moursez, Dyonisius dictus Angelez et Regnardus dictus Gaidous, pro hominibus ville de Eschegiis procuratoris habentes potestatem et mandatum speciale ab ipsis hominibus recognoscendi ea que inferius sunt notata, videlicet dictus abbas pro se et conventu suo et dicti Stephanus Dyonisius et Regnardus, procuratores pro ipsis hominibus, recognoverunt coram nobis quod cum querela inter ipsos religiosos et alios dominos dicte ville, ex una parte, et dictos homines, ex altera, verteretur super hoc quod ipsi religiosi et dicti alii domini dicte ville petebant ab unoquoque dictorum hominum et ab heredibus eorumdem, quocienscunque uxores ducebant, unum ferculum in valore trium solidorum, quod ipsi de dicta querela seu contentione pacificaverunt in hunc modum : quod quilibet dictorum hominum et heredum ipsorum quocienscunque aliquem dictorum hominum aut aliquem de suis heredibus contingerit matrimonialiter copulari, solvent ipsis religiosis et ipsis dominis decem et octo denarios turon. pro ferculo supradicto, quamdiu erunt morantes seu manentes in villa de Eschegiis supradicta. In cujus rei testimonium et munimen, presentibus litteris sigillum nostrum ad petitionem dictarum partium duximus apponendum.

Datum, die dominica qua cantatur *isti sunt dies*, anno Domini M° CC° L° nono.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de Saint-Remy de Sens. — Les Siéges.

A cet acte est jointe la procuration donnée par les habitants des Siéges comparant devant le doyen de la chrétienneté de la Rivière de Vanne, au nombre de 93. — Ibidem.

—

593 1260.

Enquête faite par Etienne Tâte-Saveur, bailli de Sens, au sujet de droits de main-morte.

L'abbé de Saint-Remy de Sens prétend qu'Ermengarde et Adeline, filles de Roger de Pont-sur-Vanne, sont femmes de corps de son église, taillables à volonté et de main-morte, parce qu'elles étaient filles de feue Sédille. Sédille était de cette condition, fille de feu Robert, dit Sagur, de Pont-sur-Vanne, et de Marie, sa femme ; et parce que : « in » villa de Pontibus-super-Venna, de » qua villa nate sunt ipse sorores et ma» ter earum, est talis consuetudo quod » partus sequitur ventrem. »

L'abbé ne prouve rien.

Olim, I, 117.

—

594 1260, AVRIL.

Fondation d'un anniversaire dans l'église de l'abbaye de Saint-Germain, par l'évêque d'Auxerre Gui de Mello, en faveur de son oncle défunt, Guillaume de Mello, moyennant 60 s. de rente sur la prévôté de Saint-Bris.

Universis presentes litteras inspecturis G., divina miseratione Autissiod. episcopus, salutem in Domino. Notum facimus quod nos executores testamenti karissimi genitoris domini Guillelmi de Melloto, quondam domini Sancti-Prisci, militis, assedimus et assignavimus monachis Sancti-Germani Autissiod. sexaginta solidos tur. annui redditus, pro anniversario dicti domini Guillelmi, genitoris nostri, percipiendos et habendos annis singulis ad festum Purificationis Beate-Marie, super preposituram de Sancto-Prisco : ita quod quicumque erit prepositus de Sancto-Prisco dictos sexaginta solidos annis singulis solvere tenebitur de prepositura predicta et de redditibus ad dictam preposituram pertinentibus. Et si prepositura non sufficeret, dilectus nepos noster Droco de Melloto, nunc dominus Sancti-Prisci, de cujus voluntate et assensu fecimus assignationem et assentionem predictas, vel quicumque erit dominus Sancti-Prisci, de aliis redditibus suis defectum suplere tenebitur integraliter et perfecte. Voluit etiam dictus Droco, nepos noster, et in hoc consensit expresse, quod si ipse, vel prepositus suus de Sancto-Prisco, vel ipse qui dictam preposituram teneret, in premissis vel aliquo premissorum deficerent, nos et successores nostri episcopi Autissiod., et eorum officiales in personas ipsorum excommunicationis, et in villa de Sancto-Prisco interdicti sententias promulgare possimus, et se ac heredes suos seu successores quaslibet quantum ad predicta tenenda adimplenda et in perpetuum firmiter observanda specialiter obligavit. Tenentur autem predicti monachi anniversarium dicti defuncti Guillelmi in ecclesia sua sollempniter celebrare, anno quolibet quo predictus defunctus ex hoc seculo migravit. In cujus rei testimonium, ad petitionem dicti Droconis, nepotis nostri, sigillum nostrum una cum sigillo suo presentibus litteris duximus apponendum.

Datum, anno Domini M° CC° sexagesimo, mense aprili.

Petit Cartul. S. Germain, F° 28 R°. ch. 146

—

595 1260, MAI.

Sentence arbitrale de Renaud de Sepaux, chevalier, et de Guillaume de Dicy, bourgeois de Villeneuve-le-Roi, condamnant Pierre de Précy, à garantir à l'abbaye des Escharlis la propriété d'héritages vendus par son père.

A touz caus qui verront ces présentes lettres, Guillaumes Motiaus, bailliz de Châtiau-Renart, salut an Notre-Seignor. Saichent tuit que d'un contant qui estoit antre l'abé et lo covant d'Escharlies, de l'ordre de Citiaus, et monseignor Pierre de Prissi, chevalier, d'une vendue de terres et de pastures que feu Manassiers, pères à ce Pierre, au devant dit abé et covant d'Escharlies avoit feite, sor ceu que l'abés et li covanz disoent que messires Pierres devant dit, chevaliers, estoit tenuz à garantir contre totes genz lesdites terres et pastures, selon ceu quil estoit contenu es letres au conte de Joigni, mise fust feite sor monseignor Renaut de Setpaus, chevalier, et sor Guillaume de Dici, borjois de la Vile-Nueve-lou-Roi, que quamque il diroent de ceste chose quil seroit tenu ; liquel disoi lou mardi après la Seint-Jaque et Seint-Philipe dirent lor dist an tel meniere : que messires Pierres de Prissi estoit tenuz à garantir à caus d'Escharlies les terres et les pastures devant di-

tes; laquel chose à la requeste de l'abé et do covant et des diseors devant diz, j'ai salées ces letres de mon seau.

Ce fust faist an l'an de l'Incarnacion Notre-Seignor mil CC et LX, ou mois de mai.

Orig; Arch. de l'Yonne. Fonds de l'abbaye des Escharlis.

—

596 1260, JUIN.

Déclaration par Jean l'Apothicaire et sa femme, au sujet de leur état social. Le mari est tout entier homme de l'archevêque; la femme ne l'est que pour une moitié et dépend du roi pour l'autre. Ils s'obligent à payer à l'archevêque 5 s. par. de taille, qui seront réduits à 2 s. 6 d. en cas de mort de l'un des deux époux.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Laurentius, officialis curiæ archidiaconalis Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constituti Johannes Apothecarius, filius defuncti Peregrini, Apothecarii, et Isabella, ejus uxor, recognoverunt quod cum inter venerabilem patrem G., Dei gratia Senon. archiepiscopum, ex una parte, et ipsos Johannem et Izabellam, ex altera, fuisset diutius altercatum super eo quod dictus dominus Senon. archiepiscopus dicebat ipsum Johannem esse hominem, et ipsam Izabellam esse feminam dicti domini Senon.; tandem inventum fuit quod dictus Johannes erat homo dicti domini Senon. pro toto, tam ex parte patris sui, burgensis quondam dicti domini Senon., quam etiam ex parte matris suæ burgensis quondam ejusdem domini Senon., et dicta Izabella erat femina domini regis pro medietate, ex parte patris sui quondam burgensis dicti domini regis, et femina dicti domini Senon. pro alia medietate, ex parte matris burgensis ejusdem domini Senon,; volentes prefati Johannes et Izabella quod eidem domino Senon., occasione servitii et ratione tailliæ quinque solidorum paris. in crastino Nativitatis Domini, annis singulis, solvere teneantur, tali modo, quod altero dictorum Johannis et Izabellæ, viam universæ carnis ingresso, superstes ad duos solidos et dimidium paris. solummodo teneatur, nec poterit ultra hoc idem dominus Senon., vel baillivus ipsius, ab eisdem Johanne et Izabella, occasione servitii et ratione tailliæ, aliquid exigere, petere, vel etiam extorquere; ad quod dicti Johannes et Izabella se coram nobis specialiter obligarunt, salva tamen eidem domino Senon. justitia in dictis Johanne et Izabella, sicut in aliis burgensibus domini Senon. ejusdem conditionis Senonis commorantibus; se suponentes quantum ad hoc dicti Johannes et Izabella jurisdictioni curiæ nostræ.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo, mense junio.

Arch. de l'Yonne. Bibl. de Sens G 51 bis. Copie du XVII[e] siècle, tirée du Cartulaire de l'archevêché de Sens. — *Ecole des Chartes*, 4[e] série, t. 4, p. 455.

—

597 1260, 27 JUILLET.

Reconnaissance par Girard Barraut, de Soucy, homme du chapitre de Sens, qu'il s'était à tort retiré de la seigneurie du Chapitre de Sens et placé sous celle du roi à Villeneuve-le-Roi. Il veut que, s'il enfreint de nouveau ses obligations à cet égard, le Chapitre puisse saisir tous ses biens.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Laurentius, officialis curie archid. Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod in nostra presencia constitutus, Girardus, dictus Barrauz, de Sociaco, recognovit quod ipse, malo ductus consilio, a dominio et justicia decani et capituli Senon. recesserat et sub alio dominio seu justicia se transtulerat, scilicet sub dominio regis, apud Villam-Novam, quod facere non poterat nec debebat, ut dicebat, cum ipse esset homo ipsorum decani et capituli pro medietate ex parte matris, et quod ipse de bonorum consilio sub eorumdem decani et capituli dominio tanquam homo ipsorum pro medietate reversus erat, et eisdem emendaverat hoc quod ab eorum dominio et justicia indebite recesserat, et se et bona sua supposuerat quantum ad hoc voluntati dictorum decani et capituli. Et promisit idem Girardus, per juramentum suum coram nobis prestitum, quod de cetero non recedet a dominio et justicia ipsorum decani et capituli. Volens et concedens quod si de cetero a predicto dominio et justicia ipsorum decani et capituli recesserit et alium dominium fecerit, quod ipsi decanus et capitulum ad omnia bona mobilia et immobilia dicti Girardi possint libere assignare, et de eis tanquam de suis propriis suam facere voluntatem. Hoc tamen salvo dicto Girardo quod si contigerit ipsum partiri et devenire in

partem domini regis, quod tunc possit facere dominum quodcunque voluerit, et sibi viderit expedire.

Datum, anno Domini M° CC° sexagesimo, die martis post festum Beate-Marie-Magdalene.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens, G 1378.

—

598 1260, NOVEMBRE.

Confirmation par Eudes, comte de Nevers et d'Auxerre, et Mathilde, sa femme, des privilèges accordés aux habitants d'Auxerre en 1223, avec adjonction de certains articles nouveaux.

Nos Odo, filius ducis Burgundie, Nivernensis et Autissiodorensis comes, et Matildis, ejus uxor, Nivernensis et Autisiodorensis comitissa, notum facimus, presentibus et futuris, quod ad nos accedentes dilecti cives nostri Autissiodorenses quandam cartam eis olim concessam a nobili domina M., quondam Autissiodorensis et Nivernensis comitissa, et sigillo ipsius sigillatam, cui successimus in dictis comitatibus, ostenderunt nobis, humiliter supplicantes ut libertates et immunitates ac articulos in dicta carta contentos et de quibus hactenus usi sunt, et quiete jurare et confirmare vellemus, presertim cum ad premissa tenemur ratione successionis, prout in articulis in predicta carta contentis plenius continetur. Qui articuli tales sunt.... (Charte de la comtesse Mathilde, datée de Ligny-le-Châtel, 1223.)

. . . .

Nos vero, attendentes civium merita predictorum, necnon benivolentiam et favorem, quem prenotata karissima clare memorie Mathildis, quondam comitissa Nivernensis et Autissiodorensis, eisdem civibus et ville Autissiod. tribuit; considerantes etiam benivolentiam quam erga ipsos et dictam villam habere intendimus, ac fidelitatem ipsorum civium de qua speramus multipliciter: visis, siquidem, auditis et intellectis articulis in predicta eorum carta contentis, necnon libertatibus et immunitatibus eisdem ville et civibus concessis; habito quoque prudentium et fidelium nostrorum consilio, nichil de predictis contra eorum libertates subtrahere volumus, sed nimia dilectione illius, cujus tempore suo gratam habuerunt, pocius augmentare, predictos articulos omnes et singulos, libertates et immunitates eisdem concessos, et quicquid ab ipsa comitissa factum est in hac parte, et prout apud Autissiodorum est hactenus observatum, ratum et firmum habentes, totum volumus, concedimus sponte, et provide confirmamus ac eciam approbamus. Insuper addidimus et concessimus predictis civibus et ville articulos subsequentes : videlicet quod quecunque judicia apud Autissiodorum in curia nostra, coram nobis vel coram mandato nostro possent vel deberent fieri, aut amodo fuerint facienda, de illis tamen qui sunt de justicia et franchisia ville Autissiodori et pertinencium sive adjacencium ejusdem ville, per duodecim electos Autissiodori, vel amodo eligendos, aut per majorem partem eorum fient de cetero et terminentur precise, nullo alio convocato consilio, nisi de eorum processerit voluntate. Nec ipsi jurati occasione alicujus judicii per eos facti, nec aliquis eorum, seu villa, vel cives, occasione ipsorum occasionari poterunt nec inculpari, nec res eorum capi, imo in pace de judiciis faciendis per eos penitus remanebunt, si per suum juramentum asseruerint se bona fide judicasse, nec amplius possunt cogi. Non obstante quod supra continetur in illo articulo ubi dicitur: « concessi præterea civibus predictis, quod ipsos extra Autissiodorum causa placitandi non traham, » et cetera, ubi fit mentio ad respectum mandati mei quod mandatum nostrum, nec successorum nostrorum sive heredum non oporteat de cetero interesse in civitate Autissiodori et justitia, et in burgo Sancti-Gervasii et in justicia ad burgum S.-Gervasii pertinente garenna de cetero non fiet. Intereà declaramus et in presenti carta addendo declarari in perpetuum volumus quantum ad illum articulum in quo continetur quod : « si aliquis de dictis « civibus pro debito meo captus fuerit » et cetera, quod si aliquis vel aliqui dictorum civium capti fuerint vel detenti, seu res ipsorum capte aut detente, occasione nostri : nos et successores nostri, personas suas et eorum res cum dampnis et deperditis inde habitis, si captus vel detentus, dampna vel deperdita probare voluerit, deliberare seu deliberari facere cum nostris sumptibus de cetero teneamur. Et si occasione alicujus ballivi, prepositi, seu cujuscumque mandati, nostri ipsi cives, vel aliquis ipsorum, aut res eorumdem, vel alicujus eorum, capte fuerint vel detente, promittimus, bona fide, compellere illum, vel illos occasione quorum detente fue-

rint vel capte, ut personas ipsorum et eorum res facient deliberari, et quod restituant dampna et deperdita habita occasione captoris vel detentoris; et successores nostri istud promittere, bona fide, in posterum teneantur. Item in clausula illa ubi dicitur : « quod quicumque post me sive per maritagium « sive alio modo fuerit dominus Autis« siodorensis » et cetera, addidimus quod heres sive successor, qui post nos affuerit dominus Autissiodorensis, antequam eisdem heredibus aut successoribus fidelitatem juraverint, dicti cives, heredes vel successores de premissis tenendis et observandis litteras suas patentes eorum sigillis sigillatas eisdem civibus concedere et tradere teneantur; et promittent quod a quinque militibus de comitatu Autissiodorensi, quos dicti duodecim electi, vel pars eorum, nomine et vice civium, notaverint vel requiserint, litteras suas patentes tradi faciant. Premissis omnibus observandis predictos, vero, articulos veteres et de novo concessos a nobis tenere et observare juravimus, ac contra ipsos vel aliquem ipsorum de cetero non venire, nos quoad observacionem ipsorum ac heredes, seu successores nostros firmiter obligantes. Ita, videlicet, quod quicumque nobis successerit in comitatu Autissiodorensi articulos omnes et singulos a prefata M. et a nobis concessos jurare illos et observare fideliter tenebitur, prout superius est expressum, et ne contencio, sive questio, aut dubitatio, vel molestia, seu, quod absit, discordia supra premissis, vel aliquo premissorum, in posterum oriatur, presentibus litteris sigilla nostra apponi fecimus ut premissa omnia in perpetuum robur obtineant firmitatis. Et quia volumus et cupimus ut premissa omnia in posterum illibata permaneant et quieta, supplicavimus karissimo domino nostro L., Dei gratia regi Francorum illustri, ut confirmaret omnia supradicta et super confirmatione hujusmodi litteras suas patentes predictis civibus concederet et traderet, ad perpetuam premissorum omnium firmitatem; volentes et concedentes quod si contigeret nos, vel heredes vel successores nostros, ab hiis concessionibus vel earum aliqua resilire, quod idem dominus rex et futuri Francorum reges nos et successores nostros compellere possint et debeant ad observationem ipsarum.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo, mense novembris.

Arch. nat., Sect. historique, J 260, n° 1.

Quoique, dans l'inventaire du Trésor des Chartes, cette pièce soit marquée comme scellée de deux sceaux, il ne s'en trouve qu'un seul, suspendu à cette charte par une feuille de parchemin sur laquelle on lit : Excellentissimo domino suo Ludovico, Dei gratia Francorum regi illustrissimo, Guillelmus de Cheneveriis, miles, ballivus suus Bituricensis, se ipsum ad omnia excellencie vestre notifico me, die veneris in crastino Epiphanie Domini, anno Domini M CC sexagesimo, apud Borbonium personnaliter accessisse, et ibi nobilis domina Mathildis, Nivernensis comitissa, cetera me presens omnia et singula contenta in presenti carta sigillo suo et sigillo domini sui comitis Nivernensis sigillata presentibus litteris annexa, voluit et concessit; et me rogavit ut vobis per ipsa supplicare quod dictam cartam vellet majestate regia confirmare. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum meum apposui.

Actum die et anno supradictis.

Piéce scellée par G. de Chenevières.

—

599 1260 [1261], MARS.

Guillaume, évêque d'Auxerre, exécuteur du testament de feu son père Dreux, seigneur de Saint-Bris, donne à l'abbaye de Pontigny, du consentement de Dreux, son neveu, 20 livres de rente, pour fonder l'anniversaire de son père, de sa mère et de son oncle Dreux, seigneur de Loches.

Universis presentes litteras inspecturis, G., divina miseratione episcopus Autissiod., salutem in Domino. Notum facimus quod nos executores testamenti charissimi genitoris nostri domini Guillelmi de Melloto, quondam domini S. Prisci, militis, assedimus et assignavimus ecclesie Beate-Marie de Pontigniaco, in perpetuam elemosinam, de voluntate et assensu dilecti nepotis nostri Drogonis de Melloto, domini S. Prisci, viginti libras turon. annui redditus, videlicet pro anniversario predicti genitoris nostri, decem libras turon., pro anniversario charissime matris nostre, quondam uxoris ejusdem, centum solidos turon., et pro anniversario charissimi patrui nostri domini Drogonis de Melloto, quondam domini Lochiarum, centum solidos turon. percipiendos, annis singulis, ad festum Purificationis B. Virginis super preposituram de S. Prisco; ita quod quicumque erit prepositus de S. Prisco dictas viginti libras, annis singulis, solvere tenebitur de prepositura predicta : et si prepositura non sufficeret, dictus Drogo, vel quicumque erit dominus S. Prisci, de aliis redditibus suis defectum supplere

tenebitur integraliter et perfecte. Voluit, etiam, dictus Drogo, nepos noster, et in hoc consensit expresse, quod si ipse, vel prepositus suus, de S. Prisco, seu ille qui dictam preposituram teneret, in premissis vel aliquo premissorum deficerent, nos et successores nostri episcopi Autissiod. necnon et officialis Autissiod., in personas ipsorum excommunicationis et in villam de S. Prisco interdicti possimus sententias promulgare, et se ac heredes suos, seu successores quoslibet, quantum ad predicta tenenda, ad implenda et in perpetuum firmiter observanda specialiter obligavit. Tenentur, autem, monachi Pontiniac. anniversaria predictorum in ecclesia sua facere solenniter, anno quolibet, terminis quibus predicti defuncti ex hoc seculo migraverunt. In cujus rei testimonium, ad petitionem dicti Drogonis, nepotis nostri, sigillum nostrum, una cum sigillo ipsius Drogonis, presentibus litteris duximus apponendum.

Actum, anno Domini, Mº CCº LXº, mense martio.

Vidimus de l'an 1414; Arch. de l'Yonne, Fonds de Pontigny. — Saint-Bris.

—

600 1261.

Erard de Vallery atteste que Adam Genart a donné, au prieur de Braunay, 11 arpents de terre, en échange de deux setiers de blé que ce dernier percevait sur la grange de Fouchères, etc.

Je Erarz de Valeri, chevalier, sire de Sein Valérien, fais asavoer à to ceaus que ces présentes lettres verrount que Adam, li fiz Gilet Genart, a reconeu pardevant moi qu'il a baillé au prieur de Branoi perdurablement, XI arpens de terre qui devont chacons arpent VI d. de cens et terrage en echeinge de II setiere de blé que li priurs pernoit chacoun an sor lo devant dist Adam, sor sa terre de Fouchères, et en échcinge de II setiers de blé que li priurs pernoit chacon en sor madame Hersan de Fouchères. Et sount séant li devant dist XI arpans de terre ou terrouer des Communes, tenant au bois monseignor Adam de Vilebéoun, et à la voe qui vient de Sein-Valérien à Branoi à avoer et à tenir au devant dist priur et à ceaus qui por luy seront, bien et en paez perdurablement, e i tieu menière que je que sires suis dou fié n'y porrei riens réclaimer, ne demaundier, fors que la grant jotise se le i avient. E je lou cete chose com sires dou fié. E que cete chose soit ferme et estable, j'ei fait saelliei ce lettres de mon sael.

Ce lettres furent faites en l'an de la Grâce M et CC et LXI, ou mois de juignet.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Saint-Jean de Sens. — Brannay.

Erard de Vallery, chevalier, porte pour armes un écu chargé d'une croix composée d'une chaîne de lozanges. — Arch. de l'Hôtel-Dieu de Sens : donation, an 1248.

—

601 1261, JUIN.

Confirmation par Eudes, comte de Nevers et Mahaut, sa femme, de la petite justice dont jouissent les moines de Reigny sur leurs biens et leurs hommes, à Vermanton.

Nous Huedes, fiz le duc de Bergoingne, cuens de Nevers et sires de Bourbon, et nous Mahauz, contesse de Nevers et dame de Bourbon, sa famme, faisons à savoir à touz ces qui ces lettres verront quar com contenz eust esté entre nous, d'une part, et religieuses persones l'abbé et le covent de Regny, d'autre part, sur la haute justise, laquele nous débatiens en la terre de Vermenton qui apartient esdiz religieux et ou finaige tout qui apartient à la dite vile, de quoy certaines covenances entre nous et aux sont salées et escrites : A la parfin, pour la prière de bones genz, et pour bien de paiz, et pour le don d'un polain rendu à nous et délivré, avons confermé et déclarié es devant diz religieux, toute la petite justice qui apertient à la devant dite vile, et ou finage d'icele, en bois et en plain, à tenir des diz religieux à touzjourz mais frainchemant et paisiblement, sans riens retenir à nous et a noz hoirs dedanz leur leuz et dedanz leur boines; et volons que leur bourjois, leur homme et cil qui ont cause d'aux, et tuit leur bien leur soint sauve et gardé comme li nostre; et que il ne puissent estre gaigé, mas que par dete conneu ou pour deffaut de droit, eux premièrement soufisamment requis et amonetez de faire droit. Et volons que les convenances entre nous et ceux escrites et scelées leur soient à touz jours mais de nouz et des noz gardées et continuées paisiblement. Ou tesmoing de la quel chose, nous avons de noz seaux

salées ces leitres, qui furent faites à nostre mayson de Coloinges, présenz noz chevaliers monseignour Gauchier Bridainne, seignour de Baissy, monseignour Gauchier de Merry, l'abbé Pierre de Château-Censoir, Estienne Lietard, chantre doudit leu, l'an de Grâce mil deux cenz sexante et un, ou mois de join.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny. — Vermanton.

—

602 1261, AOUT.

Transport sur des biens de Montigny, fait par Jean, seigneur de Seignelay, et sa femme Marguerite, en faveur de l'abbaye de Pontigny, de 7 livres de rente que leur aïeul Daimbert avait léguées au monastère, et de 40 s. que Etienne, père de Jean, avait également donnés à ladite maison.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Johannes, dominus Sellegniaci, salutem in Domino sempiternam. Noveritis quod ego Johannes, attendens prævidere casibus futuris, et maxime utilitati seu indempnitati monasterii Pontiniaci, dubitans non modicum ne post decessum meum bona quæ ad præsens teneo seu possideo dividentur inter liberos meos in plures portiones; propter hoc, bona fide, et ob favorem religiosorum virorum abbatis et conventus Pontiniaci, volui et concessi et insuper me obligavi ad hoc, necnon et Margaretam, uxorem meam, et hæredes meos qui successive deberent vel possint michi succedere in futurum, quod permutatio illa quæ subsequitur de possessionibus vel de rebus, seu de redditibus inferius nominandis, robur firmissimum obtineret; quæ permutatio talis est : quod dicti religiosi Pontiniaci de septem libris turon., quas Daimbertus, avus meus, quondam dominus Sellegniaci, assignavit sive assedit, vel etiam legavit in testamento suo ecclesiæ et conventui S. Mariæ Pontiniaci, videlicet septem libras annuatim reddendas in censu de Sellegniaco et de locis ipsius Daimberti adjacentibus tunc temporis sub potestate et dominio ipsius Daimberti, in festo Sancti-Remigii, de denariis qui primo redderentur de moneta de qua census erit, et illæ septem libræ dabuntur et expendentur in die anniversarii dicti Daimberti, prout continetur in quibusdam litteris quæ sic incipiunt : « Guillelmus, Dei gratia Autissiod. episcopus, omnibus præsentes litteras inspecturis, salutem in « Domino sempiternam, etc., et sic terminantur : anno Domini 1207 (1208), « mense februario. »

Item, de quadraginta solidis annui redditus, quos defunctus Stephanus, pater meus, quondam dominus Sellcigniaci, assignavit dictis abbati et conventui percipiendos, singulis annis, sine contradictione aliqua, in die dominica post festum S. Remigii, in censiva Selligniaci, pro quarta parte furni de Selligniaco, quam Hermensendis de Chichiriaco, quondam uxor Guillelmi, militis, de Nerone, dederat dictis religiosis in perpetuam elemosinam, prout continetur in quibusdam litteris quæ sic incipiunt : « Ego dominus de Selligniaco « Stephanus, etc., et sic terminantur : « Actum anno Domini 1233, etc. »

Et ob hoc volui et concessi, et dicti religiosi ad hoc consenserunt, quod ipsi perciperent et haberent et in manumortua tenerent et in perpetuum possiderent omnes exitus et proventus quos habebam in omnibus censu, redditibus, costuma, terragio et aliis proventibus quos habebat et habere poterat jure hæreditario, in villa, finagio et in parrochia de Montigniaco, tam in blado, vino, denariis, pane, quam gallinis, Johannes filius Guidonis dicti Haran, militis, defuncti, de Blahagni, quæ omnia emi ab ipso Johanne, mihi et hæredibus meis in perpetuum tenenda et possidenda, et quæ omnia dictus Johannes filius dicti Guidonis tenebat a me in feodum, et ego teneo dictas possessiones in allodium : et sic promitto, me et successores meos obligo ad hoc quod ipsi teneantur garantizare dictis religiosis dictum redditum annualem in dictis possessionibus seu proventibus ipsarum, causa permutationis. Quæ omnia, loco dictarum septem librarum, expendentur pro anniversario dicti Daimberti a dictis religiosis in perpetuum faciendo. Et insuper, ego, Johannes, dominus Sellegniaci, obligo me ad hoc bona fide, quod ego teneor dictis religiosis, quamdiu vixero, dictos redditus et exitus in dictis rebus seu possessionibus totaliter emptis a dicto Johaune, garantizare, defendere et tueri erga omnes pacifice et quiete. Si, vero, contigerit, quod absit! quod dicti religiosi, videlicet, abbas et conventus Pontiniaci, per dominum feodi vel per hæredes aut successores ipsius impedirentur, ita quod non possint dictum redditum sibi assignatum causa permutationis, in locis prædictis

integre percipere, pacifice et quiete, ego Johannes, miles, dominus Selligniaci, volui et concessi, et ad hoc obligavi me et hæredes seu successores meos quoscumque, quod omnes prædictas res et singulas teneor ipsis religiosis garantizare, aut ipsi religiosi possent habere recursum ad priora loca, videlicet ut percipiant dictas septem libras et quadraginta solidos in locis in quibus consueverunt primo percipere et habere. Quod autem conventiones istæ vel promissiones robur firmitatis obtineant, præsentes litteras sigilli mei caractere duxi roborandas. Huic, autem, concessioni seu permutationi ego Margareta, nobilis mulier, domina Melligniaci, consensi et ipsam permutationem, concessionemve volui, laudavi et etiam approbavi voluntate spontanea, non coacta, nec in aliquo super hoc circumventa; et quia sigillum non habeo, sigillum venerabilis viri R., decani S. Florentini, una cum sigillo domini mei, præsentibus litteris feci apponi.

Actum, anno Domini 1261, mense augusto.

Ch. orig.; Anc. Cartul., F° 25. — D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, t. III, p. 35.

---

603 1261, 15 NOVEMBRE.

Mise en possession du couvent de Saint-Paul de Sens, par celui de Saint-Marien d'Auxerre, d'une rente de deux muids de froment à prendre sur les Moulins-du-Roi, à Sens, et d'une maison située devant l'église Saint-Benoît de cette ville.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Petrus, officialis curie Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod cum religiosi viri abbas et conventus Sancti-Mariani Autissiod., Premonstratensis ordinis, vendidissent et tradidissent ad perpetuitatem, religiosis viris abbati et conventui Sancti-Pauli de Venna Senon., ejusdem ordinis, titulo legitime empcionis, duos modios frumenti quos habebant et [consueverant?] percipere annuatim in molendinis domini regis, sitis Senonis super Vennam, et quandam domum ipsorum sitam Senonis, ante ecclesiam Sancti-Benedicti, cum ejus pertinentiis, prout hec omnia in litteris dictorum abbatis et conventus Sancti-Mariani sigillis sigillatis inter cetera vidimus contineri; frater Johannes de Verone, concanonicus ipsorum Sancti-Mariani, habens potestatem et speciale mandatum ab eisdem abbate et conventu Sancti-Mariani, pro ipsis et nomine ipsorum, dictos abbatem et conventum Sancti-Pauli in possessionem corporalem dictarum rerum mittendi et faciendi per nos induci, prout similiter hec omnia inter cetera in litteris dictorum abbatis et conventus Sancti-Mariani vidimus contineri, coram nobis, fratrem Clementem, abbatem Sancti-Pauli, nomine suo et conventus sui, nomine procuratoris dictorum abbatis et conventus Sancti-Mariani, et etiam pro se ipso et dicta domo et ejus pertinentiis investitivit et in vacuam possessionem induxit, et dictis abbati et conventui dedit et contulit plenariam potestatem adeundi et intrandi alias res predictas et retinendi possessionem et proprietatem ipsarum. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum Senon. curie apponendum.

Actum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-primo, die martis post festum Beati-Martini hyemalis.

Bibl. nat., carton 1811.

---

604 1261 [1262], MARS.

Donation par Eudes, comte de Nevers, et Mathilde, sa femme, aux bourgeois de Tonnerre, de la petite dîme sur les animaux. — Ils veulent, en outre, que 20 hommes de la communauté de Tonnerre élisent, chaque année, six prud'hommes pour garder et défendre les libertés de la ville et les droits du comte, etc.

Nos Odo, primogenitus ducis Burgundiæ, comes Nivernensis, et nos Matildis, uxor ejus, comitissa Nivernensis, notum facimus universis, præsentibus pariter et futuris, quod nos in augmentatione franchesiæ Burgensium nostrorum de Tornodoro, damus et in perpetuum concedimus, et quitamus ipsis burgensibus, et eorum hæredibus, decimam nostram quam nobis et successoribus hactenus persolvere consueverunt de animalibus quæ ad admodiationem habebant, ubicumque ea haberent, quæ parva decima appellatur. Statuimus etiam et concedimus quod viginti homines communitatis de Tornodoro, a die festo natalis Beati-Johannis-Baptistæ, usque ad festum Beatæ-Mariæ-Magdalenæ, sex probos homines, anno quolibet, possint eligere, prout viderint faciendum; qui sex electi libertatem communitatis dictæ villæ Torno-

dori, et jura nostra, per juramenta sua, conservare et defendere tenebuntur. Ita quod si præpositi, vel servientes nostri, aliquem vel aliquos communitatis dictæ villæ ceperint, vel in prisionem miserint, seu etiam gasiaverint, iidem præpositi vel servientes, ad requisitionem vel instantiam dictorum sex electorum, aut quinque vel quatuor, seu trium vel duorum ipsorum, omnem et omnimodam recredentiam facere tenebuntur usque ad dies baillivi nostri, vel alterius quem miserimus loco nostri. De illis, autem, qui correctorii vinorum vocantur et de corchiis habendis, vel de sola specula habenda loco corchiarum, ordinabunt viginti dictæ communitatis hoc anno præsenti, prout melius viderint expedire, et nos illam ordinationem duraturam in futurum statuimus et in perpetuum valituram. De furto, de raptu et de homicidio, non intendimus quod debeat fieri recredentia per sex electos, vel per alterum eorumdem. Has concessiones, quictationes, libertates et conventiones, prout in his litteris et in aliis antecessorum nostrorum continentur, volumus et bona fide concedimus dictis burgensibus et eorum hæredibus esse salvas. Quæ ut robur perpetuæ firmitatis obtineant præsentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-primo, mense martio.

Extrait des *Chartes et titres des habitants de Tonnerre*, Andry, Auxerre, 1630, in-12, p. 91.

—

605 1262, 27 MAI.

Clément, abbé de Saint-Paul de Sens, annonce a Thibaud, roi de Navarre, comte de Champagne, qu'il a ordonné qu'il serait célébré, chaque jour, dans son église, une messe du Saint-Esprit pour lui et pour sa femme, et annuellement l'anniversaire de son père, de sa mère et de ses prédécesseurs.

Excellentissimo domino suo Theobaldo, Dei gratia illustrissimo regi Navarre, Campanie et Brie comiti palatino, frater Clemens, Sancti-Pauli Senon. minister humilis, salutem et orationes in Christo, qui est omnium creaturarum conditor et salvator. Ex pie devotionis affectu, quem vos ad nos et ecclesiam nostram habere didicimus, excellentie vestre notum facimus quod nos, vobis et uxori vestre, unam missam de Sancto-Spiritu concedimus pro vobis et amicis vestris, cotidie, ab uno ex canonicis nostris in nostra ecclesia celebrandam. Insuper, vobis promittimus anniversarium illustris regis Theobaldi, patris vestri, et matris vestre, et predecessorum vestrorum, annis singulis, in nostra ecclesia cum novem lectionibus celebrare et ad hoc faciendum nos et conventum nostrum obligamus, quamdiu vixerimus, Deo dante. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari.

Actum, anno Domini Mº CCº LXº secundo, in vigilia Penthecostes.

Bibl. nat., Lat. 5993 A. Fº 302 a.

—

606 1262, JUIN.

Donation par Hugues, seigneur de Saint-Verain, et Elisabeth, sa femme, à la commanderie du Saulce-sur-Yonne, d'une motte entourée de fossés, située près de la maison de la commanderie, et d'autres héritages avec toute justice.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Hugo, dominus Sancti-Verani, et Elisabeth, uxor sua, salutem in Domino. Notum facimus universis quod nos intuitu pietatis, et ob remedium animarum nostrarum et antecessorum nostrorum, Deo et Beate-Marie et fratribus milicie Templi de Salice-super-Yonam dedimus, concessimus, et in perpetuum quitavimus, in puram et perpetuam elemosinam, motam quam habebamus prope domum Salicis-super-Yonam, cum fossatis et aliis edificiis. Item, totam terram quam habebamus prope l'*aiudar,* inter terras dictorum fratrum. Item, quandam aliam peciam terre quam habebamus en Corcelles. Item, terras et prata eorumdem fratrum, et rivum qui dicitur Rius de la Corroie. Item, quandam petiam prati quam habebamus en Corcelles inter terras dictorum fratrum et salicetum defuncti Tierrici Lalemant. Dedimus, etiam, eisdem fratribus, in puram et perpetuam elemosinam, totam et omnimodam justiciam altam et bassam, cum toto jure et dominio que habebamus et habere debebamus in predictis, nichil juris nobis penitus retinentes, inter magnum cheminum ferratum (1) per quem itur

(1) La voie romaine d'Autun à Troyes par Auxerre.

ab Ulmis de Toichebœf apud Vincellas et Yonam, prout dicta justicia protenditur in longum et largum, a justicia dominorum de Campis usque ad justiciam dominorum de Vincellis. Ab ista, vero, donatione nobis et nostris heredibus excipimus et retinemus undecim domos sitas subtus cheminum, cum hominibus in eis manentibus, cum porprisiis earumdem domorum, prout dicte porprisie se comportant et protenduntur a via per quam itur a Salice ad dictum magnum cheminum ferratum, et a dicta via usque ad fossata Geigni Torti, sicut mete se comportant a dicta via usque ad fossata dicti Geigni, et per de super dicta fossata dicti Geigni usque fossatum de Coma; situm juxta domum defuncti Regnaudi Pauceton, sicut dictum fossatum se comportat usque ad dictum magnum cheminum ferratum. Et de predictis rebus omnibus datis nos devestivimus et fratrem Petrum, preceptorem de Salice, loco et nomine dictorum fratrum, titulo donationis et quittationis investivimus de eisdem. Dicti, autem, fratres non poterunt in dictis locis aliquos homines nostros, seu alios de cujuscumque dominio sint, hospitari, nec etiam retinere, salvo omnibus et per omnia predictis fratribus militie Templi toto jure quod in terra comitis Jovigniaci et in terra nostra habebant tempore confectionis presentium litterarum. Promittimus, etiam, per fidem nostram inde prestitam corporalem, quod contra hujusmodi donationem, concessionem et quitacionem per nos vel per alios de cetero nullatenus veniremus. Immo, dictas res datas garentizabimus, liberabimus et etiam defendemus liberas et immunes ab omni redeventia, et etiam in manu mortua erga omnes. Promittimus etiam sub prestite fidei religiose quod super hujusmodi pactionibus et sub forma presenti litteras nobilis viri Guillelmi, comitis Jovigniaci, de cujus feodo movent res donate, confici faciemus et tradi fratribus antedictis. Ego, vero, Elisabeth, de cujus capite et hereditate res predicte date movent, confiteor quod hec omnia et singula, una cum prefato Hugone, viro meo, volo, facio, et concedo sponte, provide et discrete, non decepta, nec in aliquo circumventa. In cujus rei memoriam et testimonium nos presentes litteras sigillorum nostrorum munimine dictis fratribus tradidimus sigillatas.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-secundo, mense junio.

Orig.; Arch. nat., S 5237, n° 1.

1262, 18 juillet. — Étienne dit Tatesavor, bailli de Sens, certifie la donation ci-dessus. — Ibid, n° 8.

1270, 23 mars. — Jean, comte de Joigny, déclare renoncer à tous ses droits féodaux sur les terres ci-dessus données. — Ibid, n° 10.

—

607 1262, OCTOBRE.

Cession par Anseau de Trainel, sire de Voisines, et sa femme, à l'abbaye de Vauluisant du bois de Nozeaux, racheté par eux de l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif de Sens, moyennant abandon de 3 muids de grain de rente sur la terre de Sommefontaine.

Ge Ansiaus de Treignel, sires de Visines, conétables de Champeignes, et ge Agnès, sa feme, dame de Visinis, faisons savoir à touz ces qui verront cez letres que nos avons donné à l'iglise de Vauluisant an pardurable aumône, por la salu de noz ames et de nos ancesseurs, notre bois de Nooriaus que nous avons novelement retrait de l'abé de Seint-Père-le-Vif de Sanz, cui messires Dreues, sires de Treignel, l'avoit vandu, mais que tant que li abes et li covant de Vauluisant nos ont quité à toz jorz, à nos et à nos oirs trois muis de blé que nos leur devoiens, chascun an, seur notre molin de Somefonteine; et nos dovient fere quiter de demi mui d'aveine que nos devoiens chacun an seur ce mesme molin à l'abeesse dou Paraclit, et por cete chose fere plus seure, nos avons baillies à l'abé et au covant devandiz de Vauluisant, toutes les leitres et les asseurances que l'abe devant dit de Seint-Père le-Vif avoit de mon frère seigneur de Triegnel de la vandue dou devandit bois de Nooriaus; et volons et otroions que les leur vaillent autant com eles vausisient à labé de Seint-Père devandiz, se li devandiz bois li fut demorez. Et porce que cete aumône soit plus ferme et plus étable, ge Ansiaus devandiz, ai mis an ces letres mon seel. Et ge Agnès devandite, ai cete chose fiancée à tenir an la mein au doien de Sezane, et promet en bonne foi et par ma foi que je contre cete aumône n'irai jamais, ne par moi ne par autrui, et cete chose j'ai otroiée et otroi de ma boane volanté, san nule force, et à ma requeste li devandiz deiens de la

crétianté de Sezane a mis son séel an cez présentes letres.

Ce fut fet an l'an de grâce miloime ducentoime sexante-deusoime, ou mois d'otoure.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Vauluisant. — Nozeaux.

1262, octobre. — Autre charte de l'official de Sens, attestant qu'Anseau de Trainel et sa femme Agnès, étant en sa présence et pardevant Guimond, notaire-juré de la cour de Sens « una cum quatuor aliis notariis ad audiendos contractus conventiones et concessiones » ont fait don à l'abbaye de Vauluisant du bois de Nozeaux, aux conditions stipulées dans l'acte cidessus. — Ibid.

—

608 1262, OCTOBRE.

Eudes, comte de Nevers, atteste que Gui de Saint-Florentin, seigneur de Villiers-Vineux, a vendu à l'abbaye de Reigny, moyennant 320 livres, tous les droits qu'il avait à Mailly-Château et à Trucy.

Nos Odo, primogenitus ducis Burgundie, comes Nivern., notum facimus universis presentibus et futuris, quod, in nostra presentia constitutus, dilectus et fidelis noster Guido de Sancto-Florentino, miles, dominus Villarii-Vinosi, coram nobis recognovit se vendidisse et in perpetuum quittavisse, pro trecensis et viginti libris sibi plenarie persolutis, quicquid juris habebat idem miles apud Malliacum-Castrum, videlicet in hominibus, terris, pratis, vineis, censibus et rebus aliis quibuscumque, que omnia in nostra justicia sita sunt; et similiter quicquid juris habebat idem miles apud Truciacum, in hominibus, terris, pratis, vineis et rebus aliis universis, viris religiosis et honestis abbati et conventui Reigniac., ordinis Cisterciensis, ab eisdem abbate et conventu jure hereditario in perpetuum possidendis. Promisit, autem, idem miles, omnia et singula dictis religiosis vendita et quittata, eisdem, bona fide erga omnes ad usus et consuetudines patrie garantire. Et similiter promisit quod contra hujusmodi venditionem per se vel per alium non veniet in futurum. Sciendum, vero, quod dicte trecente et viginti libre sunt Turon. monete. In horum autem testimonium, ad petitionem sepedicti militis, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum, apud Coulengias-super-Yonam, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-secundo, mense octobri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny. — Titres généraux.

—

609 1263, 17 AVRIL.

Hugues, duc de Bourgogne, confirme le don fait aux Templiers d'Island, du bien de Ruissetes, par Hervé de Pierre-Perthuis, et approuvé par son fils Guillaume.

Universis presentes litteras inspecturis, officialis curie archidiaconi Avalon., salutem in Domino. Noveritis nos litteras nobilissimi viri et discreti, Odonis, ducis Burgundie, vidisse, legisse et diligenter inspexisse, non superscriptas, non abolitas, nec in aliqua parte viciatas, sub hac forma : Ego Hugo, dux Burgundie, presentibus et futuris notum facio quod Guillelmus, miles, de Petra-Pertusa, aprobavit et laudavit elemosinam de Ruissetes, sicut Herveus, pater suus eam fecit domui Templi de Salice, et promisit se garantire contra omnem querelantem. Dictus, vero, Guillelmus super hoc me constituit responsorem de elemosina in pace tenenda et manutenenda. In hujus rei testimonium presenti scripto sigillum meum apposui. Actum, anno Domini Mº CCº LXº. Et nos, ad confirmationem hujus rei, presentes litteras sigilli archidiaconi superius prenotati dignum duximus munimine roborari.

Datum, anno Domini Mº CCº sexagesimo-tercio, die martis ante festum Beati-Georgii, mense aprili.

Orig.; Arch. de l'Yonne; Commanderie de Pontaubert.

—

610 1263, 16 AOUT.

Confirmation par frère Milon, prieur de La Charité, d'un accord prononcé par le bailli de Sens et d'autres arbitres au sujet du cours de la Vanne à Sens, entre le Chapitre cathédral et plusieurs établissements religieux de cette ville.

Nos frater Milo, humilis prior Beate-Marie de Karitate, Cluniacensis ordinis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod compromissionem factam in peritos viros et providos Stephanum dictum Taste-Saveur, baillivium Senon., Jacobum de Lingonis, quondam prepositum Senon., et Johan-

nem, dictum Monetarium, castellanum Senon., de quadam discordia que erat inter venerabiles patres Guillelmum Sancti-Johannis, Clementem Sancti-Pauli, Guillelmum Sancti-Remigii, abbates Senon., priorem Beate-Marie de Porta-Sancti-Leonis Senon. magistrum et fratres Domus-Dei Senon., ex una parte, et venerabiles viros decanum, et capitulum Senon., ex altera, videlicet super ductu aque Venne in loco qui dicitur Bazeran, approbamus, laudamus pariter et acceptamus, et eandem ex parte nostra volumus inviolabiliter observare. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum, in crastino Assumptionis Beate-Marie Virginis, anno Domini M° CC° sexagesimo-tercio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1361.

—

611 1263, NOVEMBRE.

Transaction entre les habitants de Ligny-le-Châtel et l'abbaye de Pontigny, au sujet de la forêt de Saint-Etienne, des bois de Fontaine-Lardenois, dont une partie est cédée en propre auxdits habitants et le reste demeure à l'abbaye. Les habitants auront également droit de pêche dans la rivière depuis l'écluse de Boy au champ de la Varande, etc. — Liste des habitants, cautions. — Confirmation par l'évêque de Langres.

Guido, Dei gratia Lingonensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod cum inter religiosos viros abbatem et conventum Pontiniaci, ex una parte Burgenses, clericos ac totam communitatem Ligniaci castri, ex altera, contentio verteretur super quadam parte nemoris de Contest, que vocatur li Ardenois, et de quadam parte nemoris Sancti-Stephani contigua dicto nemori de Contest et Plaxetis ac aqua de Senona et ejus cursu, et de cauda de la Seuz, que contigua est Monti-Sancte-Marie, et de omnibus aliis contentionibus et querelis que inter ipsos extiterant, vel extitisse poterant a tempore retroacto usque ad confectionem presentium litterarum; tandem, mediantibus bonis viris, videlicet fratre Petro Autissiod. monacho Pontiniaci et domino Bartholomeo, presbytero, magistro domus leprosarie Ligniaci, qui ad dirimendas lites inter dictas partes fuerant electi arbitri, sicut abbas et conventus, burgenses, clerici ac tota communitas coram mandato nostro jurato ad hec audienda a nobis specialiter destinato, et cui vices nostras quantum ad hoc totaliter duximus committendas, recognoverunt, et prout in litteris compromissionis hinc inde factis vidimus contineri, talis compositio intervenit, videlicet : quod predicti burgenses, clerici et communitas Ligniaci-castri, illam partem nemoris que vocatur nemus S. Stephani, a parte Ligniaci, prout lata se comportant a capite de Rua de Varanda usque ad viam publicam de Cheu, que vocatur via dou Feste, et prout alias dictum nemus fuit partitum et divisum, et illam partem nemoris que vocatur Fons-Lardenois, prout lata se comportant a dicta via usque ad dictum fontem et inde protenduntur usque ad nemus predictorum religiosorum quod vocatur nemus de la Seuz, a parte Ligniaci, de cetero pacifice, utroque jure, tam proprietario quam possessorio, possidebunt; super qua partitione dictis burgensibus deventa, dicti Pontiniac. ad aliquam garentiam ferendam minime tenebuntur, salvis pascuis dictis partibus, prout habere consueverunt ibidem, et exceptis placetis moventibus a Rua de Avaranda usque ad esclusam de Boy, prout campi et circuitus camporum dictorum religiosorum se comportant; que plaxeta similiter dictis Pontiniac. remanebunt pacifice et quiete. Totum, vero, residuum nemoris S. Stephani, a parte S. Porcharie, prout lata predicta se comportant usque ad predictam viam dou Feste, et inde sicut dicta via se protendit usque ad petrariam S. Porcharie dictis Pontiniac. similiter quitum et liberum tam jure proprietario quam possessorio remanebit, ita quod de illo nemore suam possint omnino facere voluntatem; et similiter illa pars nemoris de Fonte-Lardenois, a parte S. Porcharie, prout lata se comportant a dicta via dou Cheu usque ad dictum fontem, et inde se comportant juxta montem B. Marie usque ad nemus dictorum Pontiniac. quod vocatur nemus de la Seuz, quitta et libera dictis Pontiniac., utroque jure tam proprietario quam possessorio remanebit. Predicti, autem, burgenses, clerici et communitas poterunt piscari libere in aqua que descendit de exclusa de Boy versus campum de Avaranda; que exclusa est dictorum Pontiniac., usque ad locum illum qui, directe limitando respondet magne quercui que est in pratis de Bugnione, sicut mete sunt posite in dicto campo de

Avaranda; et quod predicti Pontiniac. non perturbabunt ipsos burgenses, clericos seu communitatem, nec facient perturbari quin ipsi in dicta aqua possint piscari, quacunque modo dicti Pontiniac. aquam predictam facient diverti; et aqua protendens a metis predictis deversus Pontiniacum quitta et libera dictis Pontiniac. totaliter remanebit cum Biergo ipsorum Pontiniac. protendente a dicta exclusa ad dictam abbatiam et ipsam abbatiam intrante; ita quod dicti burgenses, clerici seu communitas in illa aqua, nec in biesiis aliquid juris poterunt de cetero reclamare, sed predicti religiosi de dicta aqua suam omnino poterunt facere voluntatem, piscando, exclusas faciendo et eas reparando, aquam divertendo quocunque modo et quando voluerint, salva tamen piscaria ipsis burgensibus, clericis et communitati in aqua predicta usque ad metas superius expressas; ita quod in illa aqua, videlicet a dictis metis usque ad exclusam predictam dicti religiosi nullam omnino piscationem habebunt, nec poterunt reclamare. Tali etiam pacto interveniente de consensu partium predictarum, quod si aliquis, vel aliqui de servientibus Pontiniac., vel de illis qui in dicta villa fecerint mansionem, dictas metas, tam aque quam omnium nemorum predictorum, transgredi presumpserint, dampnum inferendo et deprehensi fuerint, pro qualibet transgressione ad catallum reddendum parti lese teneantur. Concordatum itaque fuit inter dictas partes quod quadrige de Ligniaco liberum transitum habeant per unum de fossatis dictorum Pontiniac., contiguum vineis Fontis-Letardi, ita quod in illo fossato preterquam dictum transitum nichil habebunt; in alio vero fossato dicto fossato contiguo, ratione vie transitus vel alia occasione quacunque, dicti burgenses, clerici et communitas nichil reclamare poterunt aut debebunt. Dictus, vero, transitus quadrigarum protendetur a Fonte-Letardi per ante Bugnionem, usque ad viam publicam que tendit a Pontiniaco versus Sooilliacum, salvis in omnibus aliis cartis et libertatibus ipsorum Pontiniaci, et quod pratum quod defunctus Galterus de Meso quondam dedit ecclesie Pontiniac., quod dicitur Noa Parcionaria, in quo homines de Leigni pasturagium habebant, liberum sit ipsis Pontiniac. ab omni pasturagio, et quod claudere possint illud fossatis, pro voluntate sua, sicut aliud territorium Bugnionis est clausum. Promiserunt, autem, dicti burgenses, clerici et communitas dicte ville quod a comite Nivernensi qui nunc est, dictam ordinationem et compositionem laudari faciant et concedi, et inde litteras ipsius comitis confici et tradi Pontiniac. antedictis : quod si non facerint, dicti Pontiniac. illos qui se pro communitate dicte ville ad hoc faciendum obligarunt, scilicet : Guidonem de Meso, filium defuncti Bernardi, baillivum Autissiodor. ; Guidonem de Meso, quondam baillivum de Dysisia; Johannem Morelli; Johannem dictum Pilart; Garnerum et Jacobum, fratres, dicti Ferrum; Bartholomeum et Colinum, filios defuncti Bernardi de Meso; Philippum, filium defuncti Eschardi; Mauritium, filium Guillelmi de Pertosa; Alexandrum tannatorem; Godardum; Alexandrum sutorem; Herbertum dictum Pilart; Arnulphum Regum de Rebourseaul; Guillelmum, filium Thome cambitoris; Thomam, filium defuncti Guillelmi de Armis; Jobertum draperium; Hugonem de Meryaco; Jobertum, dictum Pichier; Johannem, filium dicte Comitisse; et etiam clericos et communitatem dicte ville, et heredes, sive successores ipsorum, nentare possint vel nentari facere seu vadiari per quemcumque dominum vellent, secundum formam litterarum super compromissione factarum de ducentis marchis argenti; et quod nos, ad petitionem dictorum religiosorum, vel eorum mandatum, in ipsos excommunicationis sententiam promulgemus, dictam sententiam firmiter observantes quousque de dampnis et deperditis, coustamentis et expensis, eisdem Pontiniac. fuerit plenarie satisfactum. Renunciaverunt, autem, dicti burgenses, clerici et communitas dicte ville Ligniaci, in hoc facto, exceptioni fori, doli et..... In cujus rei testimonium et munimen presentes litteras, ad instantiam predictorum burgensium, clericorum et communitatis Ligniaci-Castri, sigillo nostro duximus roborandas.

Datum, anno Domini M° CC° LX° tercio, mense novembri.

Orig., scellé du sceau de l'évêque de Langres; Arch. de l'Yonne, Fonds de Pontigny. — Ligny-le-Châtel.

—

612 1263 [1264], JANVIER.

Confirmation par Miles de Noyers, du droit accordé par Clarambaut de Noyers, à l'abbaye de Pontigny, de mener les bestiaux de ses

granges de Villiers et d'Aigremont à la rivière de Serain.

Gie Miles, sires de Noiers, fais savoir à touz ces qui verront ces lettres que lou don e l'aumone que fist jadis messires Clarambauz, sires de Noiers, à l'abaie de Ponteigni, des paistures et de ceu que les bestes des deus grainges de Vilers et de Aigremont puissent aler framchement à l'aisance de la rivière de Seneien, et soient quites et délivrés per lou seul chatel randent se eles meffont : gie vuil e otroi e conferm à touz jourz, pour moi e pour touz mes hors e me succeseurs, c'est à dire que l'an puisse mener lesdites bestes à ma rivière de Seneien e soient quites et délivrés per lou chatel randent, se elles meffont ; et que l'an les puisse laver et abeuvrer et aisier en ma dite rivière, quant mestiers leur sera, des hors esniavant, sanz contredit. Et après gie vuil que tuit saichent que lou poulain que cil de



Sceau de Miles de Noyers.

Ponteigni m'ont otroié à ma vie, per les covenances qui sunt entre moi et aus, e lou me randent chasqun an : Gie ne lou doi prendre mais que tant comme je vivrai, et que cil de Ponteigni ne seront tenu à randre poulain à nul de mes hors, ne de mes successeurs après ma mort, eins en seront quite à touz jourz. Et pour ceu que ces choses ne soient rapelées des hors ennavant, ne par moi ne par autre, gie en ai bailées ces leitres à ces de Ponteigni seelées de mon grand seel, en tesmoiniage.

Ceu fu fait en l'an de Grâce mil et deuz cenz et soixante-trois, ou mois de janvier.

Orig., scellé d'un sceau équestre à l'écu portant un lion passant ; contre-sceau : une muraille crénelée, la porte ouverte et surmontée d'un donjon. — Archives de l'Yonne, Fonds Pontigny.



Contre-sceau de Miles de Noyers.

—

612 1263 [1264], JANVIER.

Miles, seigneur de Noyers, charge Itier de Bernon, son bailli, et Robert d'Ordon, bourgeois de la Villeneuve, d'établir par une enquête les droits de l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre sur les tierces dues à Môlay et lieux voisins ; et il confirme ensuite le règlement fait sur ce sujet par son ami Hue Pioche, chevalier, et Guillaume, prieur de Saint-Germain.

Nos Miles, sires de Noyers, faisons savoir à toz ces qui verront ces letres que nos volons et otraions que Itiers de Bernon, chevalier, notre bailles et Roberz d'Ordon, borjois de la Villenueve, puissent anquerre de la droiture et de la saisine que l'abbes et li covant de Saint-Germain d'Auceurre hont en la tierce do terrooir que l'an apele les Destroiz, et an la tierce do champ Jedoit, do champ Sarregot, do champ à la Raine, do champ Gilon, la File à l'Asne, des austres chans qui joignent à la Corvée au Prieux, des prez qui sont desoz ces meismes chans, do cens de Mont-avoir et de la Maison Macrie. Ce fui fait l'an de l'incarnacion Notre-Seignor, mil et deu cenz sexante-trois, ou mois de janvier.

A la suite est une autre charte du même Miles, sire de Noyers, dans laquelle sont établis les droits de l'abbaye Saint-Germain sur les titres et les censives et autres choses de la maison de Môlay, appartenant à ladite abbaye :

« Et ce asavoir à Molay, à Arton, à Richebourc, à Annay, à Montaut, à Perrigni et es finages de ces devant dites viles. »

Noble homme Hue Pioche « notre ami » chevalier, et frère Guillaume, prieur de Saint-Germain, arrêtèrent les termes du traité d'accord, et les limites dans lesquelles l'abbaye exercerait ses droits à l'avenir, sur les meix et les maisons desdits lieux.

..... Ordonnèrent que li prez et les lannes qui sunt dès la maison Perrin Boichart jusque au pont, si comme la rivière se porte jusque au chief de l'escluse de sus lou molin de Molay..... Li Molin d'Annay doit xx soz de rante à Saint-Germain. Et les censives devant dites seront paiées lou diemonche après la Saint-Remi, à Annay, devant lou moutier. Ce fut fait en l'an de Notre-Seigneur mil CC et LX et trois, ou mois de janvier.

Cartul. de Saint-Germain. Ms XIIIe siècle; Bibl. d'Auxerre, n° 140, F° 99.

—

614 1264, JUILLET.

Confirmation par Alfonse, comte de Poitiers, d'une donation faite par Jean de Vallery, à l'abbaye de Cluny, de tout ce qu'il possédait à Escuroles.

Alfonsus, filius regis Francie, comes Pictaviensis et Tholosanis, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod fidelis et nobilis noster Johannes, dictus de Valeri, miles, donavit donatione inter vivos, de consensu et voluntate nostra, viris religiosis abbati et conventui Cluniacensi, omnia que habebat vel habere poterat in villa de Escuroles et ipsius pertinenciis, appendiciis et territori[o], quacumque ratione vel causa; que omnia dictus Johannes tenebat a nobis in feudum, et de omnibus dictus Johannes se et heredes suos devestiens dictos abbatem et conventum Cluniacenses investivit in ipso omnium dominium transferendo. Renunciavit insuper dictus Johannes, pro se et heredibus suis seu successoribus, exceptioni doli, motus (*sic*) et in factum et omni juris beneficio per que possent dicti Johannes et heredes seu successores ipsius contra predicta venire, aut ipsa aliquatenus inpugnare. Nos, autem, predictam donationem gratam et ratam habentes, et eam confirmantes ipsam auctoritate presentium insinuamus. In cujus rei testimonium, ad petitionem dicti Johannis, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum, salvo jure quolibet alieno.

Actum, apud Nogentum-Heremberti, anno Domini M° CC° sexagesimo-quarto, mense julio.

Bibl. nat., Fonds latin, 5458; Cartulaire, F° 142 V°

1272. — Hugues Revel, grand-maître de Saint-Jean de Jérusalem, ratifie l'abandon ci-dessus fait à Cluny par Jean de Vallery, avec le consentement d'Erard de Vallery, son fils, en échange d'une rente quadruple, payable pendant la vie des donateurs en leur château de Vendœuvre.

—

615 1264, JUILLET.

Vente par Gautier de Basoche, chevalier, au chapitre de Sens, de la moitié de terrage, cens, etc. à Fouchères, entre le chemin ferré et celui de Fouchères, moyennant 170 livres tournois.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon. in Domino salutem. Notum facimus quod in nostra presencia constituti Galterus de Basochiis, miles, et nobilis mulier Ermengardis, ejus uxor, recognoverunt se pro octies viginti et decem libris Turon. a venerabilibus viris capitulo Senon. sibi jam solutis, ut confitebantur, in pecunia numerata, vendidisse eidem capitulo, ad perpetuitatem, medietatem terragii, censuum, censivarum, costumarum oblitatum, hospitum domini et justicia omnino existencium inter cheminum quo itur apud Foucherias et magnum cheminum ferratum, videlicet a terra Petri de Arsiaco, usque ad vineas de Foucheriis, usque ad metas terre nobilis viri Herardi de Valeriaco, militis, prout percurritur cum Adam dicti Jenarz, armigeri; ac etiam quatuor solidos et tres denarios annui census et quoddam jardinum in quo fuit quondam domus defuncti Emaurici de Foucheriis, quondam militis, in quibus quatuor solidis et tribus denariis censualibus et jardino idem Adam nichil habet; que omnia vendita ipsi Galterus et ejus uxor emerant, ut dicebant, a nobili muliere Hersandi, filia quondam dicti defuncti Emaurici, de qua pecunie summa ipsi vendi-

tores eumdem capitulum perpetuo quitaverunt, coram nobis, se tenentes de eadem summa pecunie integre pro pagatis, et renunciantes, per fidem suam, in manu, etc.

(*Le reste est de formule.*)

Datum et actum, anno Domini M° CC° LXIV°, mense julio.

Orig.; Bibl. nat., carton 1811.

—

616 1264, NOVEMBRE.

Quittance de la somme de 10 livres donnée au Chapitre d'Auxerre par Hugues de Sainte-Pallaye et trois autres chevaliers, pour rachat de 13 deniers 1 obole de cens dus sur les biens d'Hervé de Pierre-Pertu s, vendus audit Chapitre.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Autiss..salutem in Domino. Noveritis quod in jure, coram nobis constituti Hugo de Sancta-Palladia, Milo de Sancta-Palladia, Regnaudus de Lurciaco, et Milo de Flayaco, milites, publice sunt confessi se tresdecim denarios et obolum recti census portantes laudes et ventas quos habere dicebantur super terras et prata que fuerunt Hervei de Petra-Pertuysa, militis, et que idem Herveus vener. viris decano et capitulo Autiss. vendidisse dicebatur; et que terre et prata sita sunt, ut dicitur, inter Crebannum et Sanctam-Palladiam, dictis decano et capitulo vendidisse et titulo venditionis imperpetuum quittavisse, pro decem libris tur., suis, quitis et sibi jam solutis a dictis decano et capitulo in pecunia numerata; et de quibus ipsi renunciantes exceptioni non numerata et non tradite sibi pecunie ac spei numerande, dictos decanum et capitulum et eorum successores quittaverunt imperpetuum, coram nobis, se de dictis tresdecim denar. et obolo recti census venditis titulo venditionis devestientes, et Johannem de Venussia, camerarium dictorum decani et capituli, loco et nomine eorumdem, titulo emptionis investientes de eisdem, etc.

Datum, anno Domini M° CC° LX° quarto, mense novembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1968.

1260, août. — **Hervé de Pierre-Pertuis, chevalier, et Béatrix, sa femme, fille de Le Besort, vend au Chapitre d'Auxerre, dans la personne de maître Michel de Vermanton, chambrier, divers héritages situés à Sainte-Pallaye et autres lieux,** et notamment *in via publica de Bacerna*, **pour 300 livres parisis et 10 livres tournois.** — Ibid.

—

617 1264, DÉCEMBRE.

Partage des biens de la succession d'Agnès de Bazarne, entre Gui de Toucy, Renaud de Champrécieux et Agnès, seconde femme de Guillaume de Courtenay, tous trois enfants de la défunte.

Nos Guido de Thociaco, dominus Bacernæ, et Regnaudus, frater meus, dominus Campi-Pretiosi, milites, notum facimus tam præsentibus quam futuris quod nos sumus partiti et divisi a domino Guillelmo de Curtiniaco et nobili muliere Agnete, ejus uxore, domina de Charenton, sorore nostra, de omnibus bonis paternis et maternis, mobilibus et immobilibus quibuscunque ac etiam acquisitis; et suam quilibet nostrum habuit legitimam portionem. Itaque nihil habemus commune, nec aliquid tenemus pro indiviso.....

Après l'énumération des biens attribués à Agnès, on lit :

Ego, vero, Guido, dominus Bacernæ, habui in partem meam res subsequentes, et postmodum nominatas, videlicet castrum de Bacerna, cum villa et pertinentiis suis omnibus; villam de Fonteneto, cum pertinentiis suis; Seziacum, cum pertinentiis suis; census de Vincellis, castrum de Petra-Pertusa, cum villa et pertinentiis suis; pedagium de Novem-Fontibus; villam de Suerre, cum pertinentiis suis; villam de Bello-videre, cum pertinentiis suis, villam de Noerre, cum pertinentiis suis; villam de Charenci, cum pertinentiis suis; villam de Chalevron, cum pertinentiis suis; villam de Pressiaco; villam de Menade; villam de Taranc; terram de Novem-Fontibus; villam de Flay; villam de Vineis; terram de Viri et res de Corbeigniaco, cum omnibus pertinentiis eorumdem. Item terram de Moreschus, cum pertinentiis suis, et villam de Bello-loco, cum pertinentiis suis. Et ego Regnaudus, habui in partem meam, et cesserunt in partem meam videlicet castrum et villa de Campo-Pretioso, cum pertinentiis suis; villa de Jay, cum pertinentiis suis; terram de Capella de Valle-Laigniaci, cum pertinentiis suis; terram de Vermentone, cum pertinentiis suis; necnon census de Colengis-Vinosis..... voluerunt etiam et concesserunt

præfati Guillelmus et Agnes, quod si contigerit me Regnaudum, dominum Campi-Pretiosi, decedere sine hærede de meo proprio corpore, quod terra de Vermentone et census de Colengis-Vinosis superius nominati deveniant ad præfatum Guidonem, dominum Bacernæ, vel ejus hæredes, sine partitione aliqua, quam haberent in eisdem rebus, ipsi Guillelmus et Agnes libere et quiete. Promisimus, insuper, nos omnes, alter alteri nostrum dare litteras..... sub conventionibus ante dictis. Ego, vero, Regnaudus, recognosco me habere sigillum quoddam novum, seu de novo fabricatum cum impressione scuti armorum meorum, in quo scriptum est gallice: *sigillum Regnaudi de Thociaco, domini Campi-Pretiosi;* et dico quod sigillo hujus modi utor, sub quo sigillo promitto me facturum consimiles litteras de conventionibus antedictis.

Datum, anno Domini Mº CCº sexagesimo-quarto, mense decembri.

Du Bouchet, *Hist. généal. de la maison de Courtenay,* preuves, p. 56.

—

618 1264, DÉCEMBRE.

Transaction entre Guillaume, abbé de Sainte-Colombe de Sens, et Gilon de Noslon, écuyer, au sujet de la justice d'un chemin *qui vocatur via Chevalerete,* tenant du long à la haie de Longueron et aux vignes de Granchettes, et de là au Saulce de Popelin, tenant au ru de Mauvote; laquelle justice fut abandonnée à l'abbaye par Gilon.

Arch. de l'Yonne, Fonds Sainte-Colombe. — Cuy et Noslon.

—

619 1265.

Lettre du pape Clément IV à l'évêque d'Auxerre, pour l'inviter à prendre la croix avec le roi de Sicile, et à faire tous ses efforts pour l'aider dans son projet.

Si ecclesiæ Dei compatiens, si carissimi in Christo filii nostri C., illustris regis Siciliæ laboribus jam susceptis intendens, urgente stimulo pietatis, crucem velles recipere, et cum eodem rege tam salubriter quam feliciter laborare, nostrum multum lætificares animum, et tam regem quam negotium regium promoveres. Dedit, etenim, tibi Dominus spiritum sapientiæ, sed et linguam contulit eruditam, sensum tuum insuper multi jam temporis experientia solidavit, ut nihil tibi dedit, in ulla gratia, qua tam pium negotium valeat promoveri. Quocirca, fraternitatem tuam monendam duximus et hortandam, quatinus Deum habens præ oculis, et afflictis Romanæ Ecclesiæ atque regi tuæ viscera pietatis aperiens, in tuorum remissionem peccaminum teipsum Deo et cruci offeras in odoriferum holocaustum, et ad regem eumdem, prout tuam decet solertiam, sicut fidei pugil accedas: quod ut liberius et libentius exequaris peregrinandi ex causa hujusmodi tibi concedimus facultatem.

D. Martène, *Thesaurus novus Anecd.* II, col. 200, epistola CXLVII.

—

620 1265, 26 AVRIL.

Confirmation par l'archevêque de Sens de la fondation d'une église dans la paroisse de Saint-Julien-du-Sault pour l'usage des habitants de Lomont, Verlin et autres, à charge par le curé de payer 40 s. de droit paroissial au chapitre de Saint-Julien.

Guillelmus, divina miseracione Senon. archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Dilectis in Christo filiis capitulo ecclesie Sancti-Juliani-de-Saltu nobis significantibus se infra fines parrochie ejusdem ecclesie, cujus jus patronatus ad ipsos pertinere dignoscitur, quondam ecclesiam ad augmentum divini cultus in quodam prato sito juxta ulmum de Vellano construi concessisse, et obtentu fidelium infra eosdem, ac de Lomonte, de Vellano, de Craeriis, de Valle de Veteriis, de Taupins et de Monte-Ferromi, et fines degentium, qui a dicta ecclesia Sancti-Juliani adeo sunt remoti quod raro dictam ecclesiam adire valeant commode, prout decet, certis finibus ad opus parrochie dicte ecclesie fundande in dicta parrochia Sancti-Juliani a dicto capitulo assignatis et concessis, retento, tamen, eidem capitulo jure patronatus in eadem ecclesia construenda, ac minutis decimis et aliis redditibus quas et quos in predictis locis habebat et percipere consueverat idem capitulum... jus parrochiale salvis et retentis; ita tamen quod presbiter qui... eadem ecclesia construenda

fuerit institutus quadraginta solidos tur. ..... valoris juris parrochialis persolvebit curato dicte ecclesie Sancti-Juliani in predictis locis antea obtinebat eidem, etc.

Datum et actum, apud Naailliacum, anno Domini M° CC° sexagesimo-quinto, die martis post dominicam qua cantatur *jubilate*, mense aprili.

Orig; Arch. de l'Yonne, G. 1579.

1265, avril. — Le Chapitre de Saint-Pierre de St-Julien-du-Sault rapporte que feu Jean Henri, de Saint-Julien-du-Sault, avait légué quelques revenus pour aider à construire une église; et que du consentement de maître Etienne, curé dudit lieu, il a été donné suite à ce projet, et que maître Etienne, chanoine de Sens et bailli de l'archevêque, ayant entrepris la construction de ladite église dans un pré situé près de l'orme de Verlin, le Chapitre lui concède le droit de présentation à icelle pendant sa vie. — Ibid.

—

621 1265, JUILLET.

Approbation par Eudes, comte de Nevers, du choix fait de Simon de Noidan et Itier de Bernon, chevaliers, et de l'abbé de Molême pour délimiter les finages de Jully et de Sennevoy.

A toz cels qui verrunt ces présentes letres, et orunt, je Huedes de Nevers, filz lou duc de Bergoigne, salut au Nostre-Seignor. Saichent tuit que come descorz fut dou guiage et dou bounaige des finaiges de Juilly et de Senevoi; je vuil et otroi que li guiage et li bounaiges des devans diz finaiges seent fait par les arbitres qui sunt aleu à ce faire: ce est à savor par mun seignor Symon de Noidant et par mun seignor Ytier de Bernon, chevaliers, et par l'abbé de Moloimes qui est eluez au pardessus, ou par autres que les parties eslirunt, se cil qui sunt desus nommé ne se pooient acorder, ou sil ne voloient ou ne pooient la chose délivrer; et ce qui sera fait de ceste chose je tein à fait et agréable; et por ce qui an sera fait vaille et teigne à toz jorz, je hai saalées ces présentes letres de mun séaul.

Ce fu fait an l'an de Grâce M° CC° CCV°, ou mois de juignot.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds du prieuré de Jully. — Jully.

—

622 1265, 11 SEPTEMBRE.

Lettre du pape Clément IV, à Simon, légat du Saint-Siége, l'invitant à lui faire rapport sur l'état temporel et spirituel de l'abbaye de Vézelay qui est gravement compromis.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio S. tituli Sanctæ-Ceciliæ presbytero cardinali, apostolicæ sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem.

Etsi nobis ex suscepti apostolatus officio ecclesiarum omnium cura imminet generalis, illis, tamen, quæ immediate apostolicæ sedi subsunt, eo diligentius invigilare nos convenit, quo incolumitas status earum principaliter de manibus nostris exquiritur, et in nostrum redundat honorem. Sane, sicut dolentes audivimus et referimus monasterium Virziliacense ad romanam ecclesiam nullo medio pertinens, ordinis S. Benedicti, Æduensis diocesis, in temporalibus graviter diminutum, et in spiritualibus enormiter deformatum, tanto premitur onere debitorum quod usurarum voragine omnes facultates ipsius pene penitus absorbente, idem monasterium irreparabili lapsui subjacens et ruinæ, vix post lapsum adjiciet ut resurgat: super quo tanto gravius perturbamus quanto idem monasterium, tanquam hortus deliciarum et paradisus Domini consuevit divitiarum affluentia conspectius abundare, et in spiritualibus quasi totum carismatum donis plenum sanctius et carius præfulgere. Volentes, igitur, de statu prædicti monasterii effici certiores, discretioni tuæ per apostolica scripta mandamus quatinus quod super his in illis partibus bonæ gravesque personæ sentiant, quid vulgaris opinio teneat, quid de abbate ac aliis ejusdem monasterii officialibus et monachis ibidem degentibus communis locutio protestetur, quidve de eis communiter et singulariter, et quorum malitia vel incuria et deliramentis dictum monasterium prædictis debitis aggravatur, et alios, ad hujusmodi statum devenerit communis fama proclamet, nobis non differas tuis litteris fideliter intimare, ut ex litterarum inspectione tuarum sufficienter instructi, provideamus super his prout secundum Deum viderimus providendum.

Datum, Perusii, III idus septembris, pontificatus nostri anno I.

D. Martène, *Thes. Anecd.*, II, col. 194.

—

623 1265, 5 OCTOBRE.

Gui de Mello, évêque d'Auxerre, et Pierre, évêque de Banias en Palestine, attestent avoir visité les reliques de la Madelaine conservées à l'abbaye de Vézelay.

Litteræ quibus Guido de Melloto, Autissiod., et Petrus, Paneadensis episcopi, notum faciunt se, devoti Joannis, abbatis et conventus monasterii Vizeliac. petitionibus annuentes, anno Domini 1265, die Dominica ante festum Beati-Dionysii, ad dictum Vizeliac. monasterium venisse, et ipsa nocte, per matutinas, cum conventu, ad locum accessisse in quo corpus Beatæ-Mariæ-Magdalenæ requiescere dicebatur. Testantur, autem, se ibidem invenisse in vase æneo repositas præfatæ B. Magdalenæ reliquias, sicut per litteras regis quondam Caroli manifeste declaratur.

Datum et actum, anno Domini prædicto, die lunæ post Dominicam supradictam.

De Launoy, *Disquis. disquisitionis de Magdalena Massiliensi, monum.*, p. 84; — et Opera, vol. III, p. 226 et 290.

—

624 1265, DÉCEMBRE.

Reconnaissance par le précepteur des Templiers en France, portant que les Templiers de Marchesoif sont tenus de payer aux religieux de Saint-Michel de Tonnerre un muid de blé de rente, par moitié froment et avoine, pour le droit de dîmes des terres appartenant à la Commanderie sur le territoire de Tonnerre. — L'abbé de Saint-Michel permit en retour que toutes les personnes qui voudraient se faire enterrer dans le cimetière de Marchesoif, le pussent sans opposition de la part de l'abbaye. — Il leur accorde également droit de passage sur le chemin d'Athées.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Ammarricus de Ruppe, preceptor domorum militie Templi in Francia, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum discordia verteretur inter nos et fratres nostros, ex una parte, et viros religiosos fratrem Guidonem, abbatem Sancti-Michaelis de Tornodoro, totumque ejusdem loci conventum, ex altera, super decimis terrarum quas excolunt fratres nostri de Marchesoi, in domo nostra de Marchesoi, et super jure eligendi sepulturam in cimiterio ejusdem domus, et super quadam via quam dicti fratres nostri de Marchesoi dicebant se debere habere per grangiam dictorum abbatis et conventus que vocatur Athees; tandem, mediantibus bonis, et de consensu fratrum nostrorum, dicta discordia pacificata est in hunc modum : videlicet quod nos et fratres nostri tenemur singulis annis reddere dictis abbati et conventui Sancti-Michaelis de Tornodoro, vel eorumdem mandato, ad festum Beati-Martini Hyemalis, in predicta domo nostra de Marchesoi, unum modium bladi mercabilis frumenti et avene per medium, ad mensuram Tornodori, pro decimis quas habebant et habere debebant predicti abbas et conventus in terris quas fratres nostri excolunt in finagio Sancti-Michaelis de Tornodoro et in finagio Tornodori, ita quod ratione decimarum predictarum terrarum nichil ultra dictum modium bladi, dicti abbas et conventus a nobis et a nostris fratribus possunt vel debent exigere. Concesserunt, etiam, dicti abbas et conventus nobis et nostris fratribus quod in cimiterio dicte domus de Marchesoi, possumus libere recipere ad sepulturam, omnes illos qui ibidem suam elegerint sepulturam, non obstante contradictione seu reclamatione ipsorum abbatis et conventus, vel quacumque compositione inter nos et ipsos super hoc antefacta, salvo tamen dictis abbati et conventui in omnibus jure parrochiali de parrochianis Tornodori et aliis quibus jus parrochiale habent. Concesserunt etiam nobis et nostris fratribus dicti abbas et conventus viam juxta clausuram grangie sue de Athees a parte Tornodori competentem et necessariam ad currum et quadrigam. Promittimus bona fide, pro nobis et nostris fratribus, quod contra premissa vel aliquod premissorum non veniemus per nos vel per alium in futurum. Renuntiantes in hoc facto omni juris exceptioni, omni privilegio impetrato et impetrando et specialiter beneficio in integrum restitutionis, omni consuetudini et omnibus aliis que possent nobis competere, ad rescidendum premissa vel aliquod premissorum. In cujus rei testimonium et memoriam perpetuam, presentes litteras de communi assensu et voluntate fratrum nostrorum sigilli nostri munimine, una cum sigillo reverendi patris Guidonis Dei gratia episcopi Lingonensis, duximus roborandas. Et nos, predictus episcopus, premissa rata et grata habentes, ad requisitionem dicti preceptoris sigillum nostrum presentibus litteris apposuimus.

Actum, anno Domini millesimo du-

centesimo sexagesimo-quinto, mense decembri.

Cartul. de Saint-Michel, M, F° 1 V°, Bibl. de Tonnerre.

—

625 1266, MAI.

En l'église de Chaumont.

Charte de Pierre des Barres, chevalier, seigneur de Chaumont, « sanus et mentis compos, ambulans per vias pro necessariis victus mei habendis, » contenant vente à l'abbaye Saint-Rémy de Sens, d'une pièce de terre labourable à lui appartenant chargée de 6 d. de cens envers cette abbaye, et située près de Villeneuve-la-Guyard, pour 90 livres t., « pro necessariis meis habendis. »

Orig.; Fonds Saint-Rémy, Archives de l'Yonne. — Villeneuve-la-Guyard.

—

626 1266, AOUT.

Ratification par Gilon Cornut, chanoine de Sens, et ses six frères, de la donation faite par leur père Simon Cornut, chevalier, de 40 s. de rente au chapitre de Sens.

Omnibus, etc. Officialis curie Senon., notum facimus, etc., quod magister Gilo Cornuti, canonicus Senon., Galterus Cornuti, armiger, Symon Cornuti, canonicus Laudunensis, magister Albericus Cornuti, Johannes Cornuti, canonicus Senon., Petrus Cornuti, armiger, magister Robertus Cornuti, canonicus Carnotensis, fratres, heredes defuncti Symonis Cornuti, quondam militis, asseruerunt et recognoverunt, etc., quod dictus Symon, pater eorum, compos mentis, sui salutis non immemor, pro remedio suæ animæ legavit, donavit et concessit ecclesiæ Senon. quadraginta solidos tur. annui redditus percipiendos in censibus suis de Villanova-Cornuta, quæ recipiuntur in exaltatione Sancta-Crucis, pro anniversario suo in eadem ecclesia Senon., singulis annis faciendo, etc.

Datum, anno Domini M° CC° LX° sexto, mense augusto.

Copie du Cartul. *Morellus;* Arch. de l'Yonne, G 731, n° G. 28.

—

627 1266.

Extrait de l'Inventaire de la succession d'Eudes, comte de Nevers, mort à Acre en août 1266, et distribution des meubles, armes, etc. entre Geoffroi de Sergines, père, et Geoffroy son fils, Erard de Vallery et Gaucher de Merry.

ROULEAU A.

CE SONT LI ESCRIT DES CHOSES LE CONTE DE NEVERS APRÈS SON DÉCÈS.

I. C'est la paie des genz le conte de Nevers feite par monseignor Hugue d'Augerant, et par monsegnor Joffroi de Sergines, qui i estoit por monseignor Erart de Valeri (1). Ce fut la veille de feste Saint-Lorant en l'an mil CC LXVI, dou lais que li cuens lor fist.

I. C'est la paie des chevaliers.

A monsegnor Gaucher de Merri, VIII^xx besanz por XL liv. tornois.

II. C'est la paie des Ostex et des Trecoples (2).

Por l'ostel monsegnor Gaucher de Merri et monsegnor Guion de Chantenai, por II mois, VI besans XVI quarrobles.

III. Por monsegnor Erart de Valeri, VIII^c XXXI bes. et demi de sa paie.

VIII. C'est la recepte des choses le conte de Nevers qu'il avoit au jor qu'il ala de vie à mort.

De la remanance dou compe (*sic*) Estiene le Clerc demora XV liv. t. II s. moins que il bailla en la main monsegnor Hugon d'Augerant, et à ce compe fu messire Goffroiz de Sergines, le juennes, por monsegnor Erart de Valeri, et fu la veille (3) de feste Saint-Lorant en l'an mil CC LXVI.

(1) Erard de Vallery était arrivé à Acre en 1265, avec Eudes, comte de Nevers, qui conduisait 50 chevaliers. Après la mort de ce comte, à Acre en 1266, il fut envoyé par saint Louis à Charles d'Anjou, dont il conduisit les troupes en qualité de maréchal à Tagliacozzo (1268.)

Croisé de nouveau avec le roi, en 1268, il retourna à Acre, en 1270, après la mort de saint Louis, en suivant la bannière d'Edouard, fils aîné du roi d'Angleterre, qui ne voulut pas retourner en Europe, et il y demeura un an.

Chazaud, *Mém. de la société des Antiquaires de France*, t. 39, p. 169, et *Rec. des Historiens occidentaux des Croisades*, t. II.

(2) Soldats, fils de Turcs, selon Ducange.

(3) Lundi, 9 août 1266.

VIII. An cel menière demore la recepte de susdite 44 liv. 13 s. 4 d. t., lesquelx messire Erarz de Valeri prist de sa paie de ceu que li quens li devoit ; c'est à savoir por les trois parz de l'année, 1125 liv., et por IIII chevax, que mors que afolez, 450 liv. ; somme por tot 1575 liv. tornois que l'en li devoit.

Et d'autre part il demora en la main Mgr Erart, choses qui ne porent estre vendues ainz que messire Hugues d'Augerant s'en alast ; et furent prisiées 206 liv. 13 s. 4 d. t.

An cel menière fut paiez messire Erarz de sa deite jusque à la demorance de 263 liv. 13 s. 4 d. t., que il ot ancor à recevoir de sa paie.

Cilz compes (*sic*) fut feiz le jueudi après feste Saint-Remi (1) en l'an mil CC LXVI, en Acre, por Mgr Erart de Valeri, et Mgr Hugon d'Augerant, et Mgr Joffroi de Sergines le juenne.

IX. Et ce sunt les choses qui demorèrent monsegnor Erart de Valeri, prisiées por les 206 liv. 13 s. 4 d. t. desus diz :

Premierement 1 chapel d'or à pierres et à perles en pris de 80 liv. t.

Après, li garnement de la Chapelle nueve, que li quens avoit feite, prisée 150 besanz.

Li dui esprevier (2), 60 b. ;

Li dui tapi nuef, 20 b., et 9 dras de Tartais por 40 b., et 1 drap qui i estoit d'or et fut percez (*sic*) sor le cuer le conte ;

Item une tante pour 41 b. ;

Li dui grant romanz et li Chançoners por 31 b.

Ce fut li romanz des Loheranz et li romanz de la terre d'Outre-mer et li Chançoners ;

Somme de ces choses prisées à besanz 382 besanz, qui valent 206 liv. 13 s. 4 d. tournois.

Paie des chevaliers le conte qui estoient de manaige, feite des V cens mars d'estellins que li dux envoia (3).

A monsegnor Erart de Valeri, 200 mars por 555 liv. t. sor sa paie que l'en li devoit, qui montoit à 575 liv. t. por les trois parz de l'année, et por les chevax morz.

(1) 7 octobre 1266.

(2) Sorte de couvre-pieds.

(3) Mercredi, 15 septembre 1266.

ROULEAU B.

III. Ce est ceu qui fu départi des choses le conte :

Messire Jeoffroiz de Sergines, li pères, ot 1 saffir que li cuens pandoit à son col.

Messire Jeoffroiz de Sergignes, li junes, une esmeraude.

Messire Gaucher de Merri, 1 anel.

Messire Erarz de Valeri a les 2 croisetes d'or et le petit vaisselet d'argent où il a des reliques que li patriarches aveit donées le conte. Il i ot 3 verz départis à chivalers, et 12 pannes.

ROULEAU D.

C'est li escriz des choses li conte vendues.

(I) Ce sunt les choses que messires Erars de Valeri a acheté des choses le conte :

Premièrement, por l'asne, à tot le harnois, 16 b. et por 40 gelines 8 b. ; et 14 b. por busche ; por 1 fer de glaive, et 3 paire d'esperons, et 1 coutel, 6 b. (et) demi, por 100 muis d'orge, 100 b. ; por 61 quannes (?) de napes, 30 b., et por 3 douzaines de toailles à main, 6 b. ; por toile 10 quannes (?) 6 b.

Por le for de fer, et 1 pot de cuivre, et une chaudière, et 1 paelle, et 1 graill., et 1 trepié et une forchete, et une paellette perciée, 16 b.

Por 4 quarriaus 2 b., por 5 paire de dras nues 25 b. ; por 1 siffle, et por 10 paire de petiz ganz, 2 bezanz.

Et por 2 paire de barriz, 2 b.

Por 3 quannes de saie, 15 b.

Por 15 botes de vin, 219 b., quart moisis. Et por 10 lez de char salée, 10 b.

Somme de ces choses 477 b. 6 quarrobles.

Item por 18 escuelles d'argent et 12 enas et 2 grans plateaus qui poisent 43 mars (et) demi, 3 estellins moins, qui valent 354 b. et 6 quarrobles, le marc vendu 8 b. et 4 quarrobles au marc d'Acre.

Somme de tot : 831 bezans (et) demi, sor mon segnor Erart de Valeri.

(II) Ce est ceu que messire Joffroiz de Sergignes, li pères, acheta :

Por 3 chaudières et 2 paelles 18 b. ; et 4 b. por les 2 botiaux de cur à vin ;

Por 40 lez de char salée 41 b.

Por 4 paire de barriz 6 b.

Por 17 botes de vin, 230 b. (et) 10 quarrobles.

Somme sor monsegnor Jeoffroi : 300 besans, 14 quarrobles moins.

Publié par M. Chazaud, archiviste de l'Allier, dans le t. 32 des *Mém. des antiquaires de France*, p. 164 et suiv., d'après quatre rouleaux de parchemin du Trésor des Chartes, Archives nationales, supplément, carton J. 821 n° 1.

—

628 1266, 28 OCTOBRE.

Charte d'affranchissement des habitants de Saint-Aubin-Château-Neuf par le Chapitre de Sens, tant de ceux de son ancienne dépendance que de ceux qui avaient appartenu à Etienne de Champlay. — Remise de la main-morte, abonnement de la taille. — Abandon des bois de Saint-Aubin par les habitants au Chapitre.

Universis presentes litteras inspecturis, curie Senon. et curie archidiaconi Senon. officiales, in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constituti Johannes, dictus Mautroe, Balduinus, dictus Soutains, Odet Basin (*et autres au nombre total de 164 individus*)..... existentes de villa et origine ville Sancti-Albini que dicitur Castrum-Novum et pertinentiarum, recognoscentes ex certa scientia et sponte confitentes se et antecessores ac progenitores suos esse et fuisse homines ecclesie Beati-Stephani et capituli Senon. de conditione manusmortue, et hujusmodi gravis et servilis condicionis que vulgariter manus-mortua apellatur jugo, se et progenitores ac antecessores suos, cum omnibus bonis ab ipsis possessis esse et fuisse a dictis capitulo et ecclesie obnoxios et astrictos, et taliter ab ipsis ecclesia et capitulo pacifice fuisse possessos a tempore a quo non extat memoria; recognoscentes et eciam et sponte confitentes se et progenitores ac antecessores suos teneri et esse astrictos dictis capitulo et ecclesie aliis gravibus conditionibus que in partibus illis vulgariter *trouse* et *corveie* nuncupantur.

Item coram nobis constituti Stephanus, dictus Patoile (*et trente-deux autres individus*) existentes de villa et origine supradictis, recognoscentes ex certa scientia et spontanee confitentes se et antecessores et progenitores suos esse et fuisse homines Stephani de Chamlayo, armigeri, et dicti capituli, pro indiviso, licet pro inequalibus partibus de predicta conditione manus-mortue et eciam talleabiles alte et basse ad voluntatem eorum, et hujusmodi gravium et servilium conditionum que vulgariter manus-mortua et talia ad placitum nuncupantur jugo se et progenitores ac antecessores, cum omnibus bonis ab ipsis possessis, dicto Stephano et antecessoribus a dicto capitulo esse et fuisse obnoxios et astrictos, et talibus ab ipsis possessos a tempore a quo non extit memoria; recognoscentes se per divisionem et partitionem factas inter dictos capitulum et Stephanum cessisse, pleno jure, in partem capituli memorati, et sic se esse homines dicti capituli totaliter, sub conditionibus antedictis, recognoverunt quod dictum capitulum ipsos et eorum liberos quos legitime procreaverant et omnem eorum posteritatem in posterum procreandam, ad preces et supplicationes eorumdem multimodas pietatis intuitu, ab hujusmodi servitutis et conditionis manusmortue jugo manumiserat, et perpetuo liberaverat, ac eciam troussas et corveyas predictas eisdem, imperpetuum, quictaverat et remiserat, ac taliam aboneraverat sub modis et conditionibus infrascriptis et plenius annotatis, insertis et adjectis in hujusmodi quitatione et remissione manus-mortue et liberatione, de voluntate et expresso consensu omnium et singulorum predictorum, etc.

Quod dictum capitulum sibi et ecclesie Senon. ac successoribus suis retinuit in omnibus et singulis prefatis hominibus et eorum liberis .....jura infrascripta : videlicet, tres modios boni et puri frumenti, ad mensuram Sancti-Albini, nomine talie, singulis annis præstandos et reddendos dicto capitulo, aut prebendariis dicti loci, secundum voluntatem et ordinationem dicti Capituli, infra festum Beati-Andree apostoli, ab eisdem hominibus et eorum heredibus ac successoribus, necnon et possessoribus terrarum, domorum, hostisiarum, mensurarum, masurarum, mesorum et aliarum possessionum ejusdem ville et territorii Sancti-Albini, in terra et censiva et justicia dicti capituli existentes, quecunque fuerint, sive quocunque modo, vel titulo dicte possessiones ad eos devenerint et eciam eas tenuerint, ubicunque eciam maneant vel existant. Cum ante hujusmodi manumissionem et remissionem dictum capitulum in predictis personis, bonis et possessionibus eorumdem hominum qui proprii fuerant dicti capituli ab antiquo haberet talliam frumenti, ad voluntatem et beneplacitum suum, et in personis, bonis et possessionibus illorum qui antea communes fuerunt talliam precise ad pla-

citum et dictas taillias eos quos ad hoc deputabat, et qui facultates hominum noverant faceret assideri. Item retinuit sibi capitulum et ipsum habere ac retinuisse confessi sunt omnes homines supradicti, coram nobis, in ipsis heredibus ac successoribus eorum, ut predictum est, necnon bonis et possessionibus eorum habitis et habendis quesitis et querendis infra decimationem dicti capituli, legitimam decimam. Recognoverunt etiam et confessi sunt dicti homines dictum capitulum retinuisse et habere in personis, bonis et possessionibus eorumdem habitis et habendis, quesitis et acquirendis in terra, censiva justicia dicti capituli, necnon et eorum heredibus et successoribus quibuscunque large accipiendo, ut predictum est, omnes census, laudes, ventas tailliam de vendemiis terragia, capones et sequentia, redditus, redibitiones sive redeventias districtus, consuetudines vel coustumas, clamores et expleta omnimoda, justiciam tam magnam quam parvam, tam altam quam bassam, tam majorem quam minorem, emendas, saisinas, prandia, usagia, salvamenta, abonagia, festa, chevagia, et breviter omnia jura et servitia prius habita vel debita dictis capitulo et Stephano ab eisdem hominibus, aut de bonis seu in bonis, rebus et quibuscumque possessionibus eorumdem, manu-mortua, trousis et corveis, tantummodo exceptis que jamdictum capitulum confessum est se eisdem hominibus, et eorum heredibus ac successoribus remisisse imperpetuum et quitasse, ut premissum est, et talliam ut predictum est abonasse.

Pro quibus remittendis eis et quittandis et talliis abonandis, dicti homines, pro se et heredibus suis ac successoribus... amiserunt penitus et expresse et quitaverunt dicto capitulo et omnibus illis qui jus vel causam habebunt a dicto capitulo, vel in quem aut in quos dictum capitulum jus suum transtulerit, vel transferre voluerit, omnem proprietatem et possessionem, omnem usum vel usufructum, omne usagium vel usuarium et breviter omne jus scindendi vel asportandi seu essartandi, aut eciam pascendi animalia vel pecudes magnas vel parvas, in nemoribus tam propriis dicti capituli quam communibus dicto capitulo et Stephano de Chanlayo ; que quidem nemora, usuaria Sancti-Albini communiter vocabantur, exceptis quibusdam nemoribus, vel usuariis que alodia nuncupatur ; in quibus remanet jus suum dictis hominibus, sicut ante, per omnia sibi salvum. Promittentes quod contra remissionem et quitationem predictas per se vel per alium non venient in futurum, nec aliquid juris in dictis nemoribus decetero reclamabunt aliqua ratione, exceptis pasturis animalium vel pecudum suorum post quintam foliam quando fuerint ad forestam redacta. Volentes et concedentes, dicti homines, pro se et heredibus suis ac successoribus quibuscumque, ut si inveniantur a modo vel deprehendantur in predictis nemoribus vel usuariis scindentes, asportantes vel essartantes, seu pascentes animalia, vel pecora, aut quoquomodo alias delinquentes, aut ipsa animalia vel pecora, per se pascentia in nemoribus vel usuariis memoratis ante quintum folium, exceptis alodiis predictis, quod capi possint ipsi et animalia sua vel pecora et emende inde levari prout in talibus fieri consuevit secundum consuetudinem regionis, etc.... (Le reste consiste en formules).

Actum, anno Domini M° ducentesimo sexagesimo-sexto, mense octobri, in festo beatorum apostolorum Simonis et Jude.

Arch. de l'Yonne, Petit Cartul. de Saint-Aubin-Château-Neuf, F° 6 V° et suiv., Chapitre de Sens, G 1310.

—

629 1266, DÉCEMBRE.

Cession par Jean, fils de feu Etienne, prévôt de de Saint-Germain d'Auxerre, et sa femme, à l'abbaye du même nom, de l'office de la prévôté de Saint-Germain, qui était dans leur famille de temps immémorial. Cette vente eut lieu moyennant une rente de 100 bichets de froment et 100 bichets d'orge à prendre sur la terre d'Héry.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Autissiod. salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constitutus Johannes, filius defuncti Stephani, quondam prepositi Sancti-Germani Autissiod., qui se gerebat pro preposito Sancti-Germani, dicens et asserens quod prepositura ipsa devenerat ad ipsum et successione dicti defuncti Stephani, quondam patris sui, cum prepositura a tempore a quo non extat memoria descendisset de herede in heredem usque ad ipsum Johannem, et eam aliquandiu tenuerat, possederat et explectaverat, sine lite et coram Guidone de Demeriaco, clerico nostro jurato, ad subscripta audienda et recipienda a Re-

gina, uxore dicti Johannis, oco nostri ad ipsam a nobis specialiter destinato, cui quantum ad hoc vices nostras duximus committendas, et cui fidem indubitanter adhibemus, constituta dicta regina, recognoverunt et confessi fuerunt, videlicet dictus Johannes, coram nobis, et dicta Regina coram dicto clerico nostro, se, de bonorum et amicorum suorum consilio, ut dicebant, et propria voluntate, non coacti, non circonventi, et cetera..... quittasse religiosis viris abbati et conventui Sancti-Germani Autiss. et successoribus seu posterioribus eorumdem, dictam prepposituram cum omnibus juribus dicte preppositure, scilicet pane, vino. gaverali, avena, terris, pratis, nemoribus, censibus, salicetis, necnon cum omnibus redditibus quibuscumque ad dictam prepposituram spectantibus; et renunciaverunt omni juri quod habebant vel habere poterant in predictis, racione quacumque, volentes et concedentes quod ipsi abbas et conventus aut eorum successores possint amodo de premissis omnibus et singulis suam omnino facere voluntatem; etc.

Asseruit, eciam, dictus Johannes, quod predicti abbas et conventus considerantes et attendentes dilectiones ac donacionem quam predictus Johannes habebat erga eos et monasterium Sancti-Germani Autissiod., et servicium quod ipse et parentes sui dicto monasterio impenderant ab antiquo, in suo generali capitulo, de unanimi consensu et voluntate eorumdem concesserunt et dederunt dictis Johanni et Regine, ejus uxore, quamdiu vixerunt successive, centum bichetos frumenti boni et legitimi annui redditus, ad mensuram Autiss., et centum bichetos ordei boni et legitimi ad eandem mensuram percipiendos et levandos, anno quolibet, ad Nativitatem Domini apud Heriacum, in eorum granerio, libere, et quiete. Ipsi, vero, Johanne et Regina de medio sublatis, dicti abbas et conventus, vel eorum posteriores, de hujusmodi blado quiti et liberi penitus, ut dicitur, remanebunt. In quorum testimonium, ad peticionem dicti Johannis et relacionem dicti clerici nostri, sigillum curie Autiss. presentibus litteris duximus apponendum.

Datum, anno Domini M° CC°LX° sexto, mense decembri.

Cartul. de St-Germain d'Auxerre, XIII° siècle, F° 131 V°. Bibl. d'Auxerre, n° 140.

—

680 1266 [1267], JANVIER.

Vente par Jean Taupin, curé d'Irancy, à M° Pagne, de Saint-Bris, médecin, d'une maison et dépendances, situées à Saint-Bris devant le four du château, pour 101 livres tournois.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Autissiod., salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constitutus, magister Johannes [dic]tus Taupins, curatus de Granciaco, recognovit se vendidisse et venditionis nomine in perpetuum tradidisse magistro Pagne de Sancto-Prisco, medico, quandam domum quam se habere dicebat, sitam apud Sanctum-Priscum, ante furnum de castro, juxta domum Regnaudi, dicti Gironde, que fuit, ut dicitur, defuncti dicti Mautaillie, cum pressorio et granchia sita retro domum, et cum plateis sitis a latere dicte domus, que fuisse dicuntur defuncti Daudieti, Guidonis Simart et Humberti de Verian, ab ipso magistro Pagne et ejus heredibus tenendam et possidendam dictam domum in perpetuum, de cetero, pacifice et quiete, cum dictis granchia, pressorio et plateis predictis, ac aliis pertinenciis dicte domus, pro centum una libris turon. suis, quitis et jam solutis in pecunia numerata, prout confessus est, et de quibus renuncians exceptioni sibi non tradite, etc.

Datum, anno Domini M° CC° sexagesimo-sexto, mense januarii.

Orig.; Arch. nat. S 5239, n° 13.

—

681 1267, 27 mai.

Acte de foi et hommage rendu au Chapitre de Tours par G. de la Forêt et Agnès, sa femme, d'héritages sis à Chablis, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Autissiod., salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constituti, Guillelmus de Foresta, miles, et Agnes, uxor sua, asserentes firmiter se tenere et possidere in franco allodio tantummodo res inferius annotatas : videlicet, unum arpentum vinee situm in finagio de Chableiis, in loco qui dicitur Clausus, inter vineam Guillelmi Bernerii, ex una parte, et vineam defuncti Parioti, ex altera; item dimidium arpentum vinee in eodem finagio in valle de Colliau, inter vineam Tartarini, armigeri, ex una parte, et vineam Petri de Senonis, ex altera; item dimidium arpentum vinee in loco qui dicitur Sichi, in eodem finagio inter vi-

neam Girardi Burdini, ex una parte, et vineam Ado Benedicti, ex altera; item dimidium arpentum situm in Basso de Champelein, in eodem finagio, inter vineam Hugonis Letandi ex una parte, et vineam Bernardi de Chichiaco, ex altera; item tria quarteria in alto de Champelein, in eodem finagio, inter vineam de Pontigniaco, ex una parte, et vineam Gaufridi Chiponiau, ex altera; item tria arpenta in valle de Cuvylli, in eodem finagio, inter vineas Theobaldi Chanu et Stephani de Poilliau, ex una parte, et vineas Petri quondam filii defuncti Oden et Theobaldi Biauvilain, ex altera; item duas septuras prati in valle de Bena, que partiuntur cum Johanne Croute Oalis; item dimidiam septuram in finagio Chableiarum que partitur cum Johanne de Barro; item dimidiam septuram que partitur cum Stephano Gaudrici; item dimidiam septuram in finagio de Chichiaco, que partitur cum Herberto de Nantriaco; item sex jornalia terrarum arabilium sita in loco qui dicitur fons Damparant, in finagio de Chableiis; item decem jornalia in eodem finagio, prope viam per quam itur ad molendinum Daysi; item duo jornalia in eodem finagio; in loco qui dicitur Clausus; item unum jornale in eodem finagio juxta terram obedenciarie Chableiarum; item quatuor jornalia sita in finagio de Capella; item decem jornalia sita in finagio de Chichiaco in loco qui dicitur les Aubuyes; item sex jornalia in eodem finagio in loco qui dicitur Crio; item domos suas sitas apud Chableias, que quondam fuerunt defuncti Petri Venatoris, militis; item tres modios vini annui redditus qui debentur predictis Guillelmo et ejus uxori, ut dicitur in prioratu de Dyen, que omnia movere dicuntur de capite et hereditate predicte Agnetis, ista vero omnia superius expressa, necnon omnia alia que ipsi possidebant et tenebant in franco allodio, ut dicebant, et adhuc tenent et possident in finagio de Chableiis, de Chichiaco, de Milli, de Ponchi, de Bena et de Capella, moventia de capite et hereditate ipsius Agnetis, et ubicunque sint in predictis finagiis, et quecumque de communi assensu et voluntate eorum deliberatione prehabita posuerunt omnino in feodo ecclesie Beati-Martini Turonensis, et in feodo firmiter ab ipsa ecclesia tenere et possidere amodo voluerunt; promittentes, per fidem suam corporaliter prestitam, se, res predictas et superius expressas, cum omnibus aliis qua tenent et possident in dictis finagiis, ubicumque sint et quæcumque tenere et teneturos de cetero a dicta ecclesia in feodo, et eidem ecclesie amodo ratione ipsarum rerum servitium feodale prestare et debere prestare, prout ceteri in feodo tenentes consueverunt tenere vel dare seu prestare teneantur; et in signum, testimonium et recognitionem rerum predictarum esse et fore predicte ecclesie perpetuo feodalium, et ab ipsa ecclesia amodo in feodo tenendarum perpetuo promiserunt dicti miles et ejus uxor, et tenentur ac eorum heredes seu successores, aut ab ipsis causam habentes qui res predictas in posterum possidebunt quos ad hoc cum predictis rebus specialiter obligarent, dare venerabilibus viris decano et capitulo Beati-Martini Turonensis nomine ecclesie Beati-Martini Turonensis, annis singulis, infra octavas Nativitatis Beati-Johanis-Baptiste, vel eorum mandato, apud Chableias, una cartaria deaurata. Item quod si ipsi miles, vel ejus uxor, seu ipsorum heredes vel successores, aut ab ipsis causam habentes, qui res predictas post ipsos possidebunt, quacumque ex causa defecerint in solutione cartarium, vel in servitio faciendo aut reddendo, quod ratione feodi tenentur facere, prout ceteri qui tenent in feodum consueverunt facere et reddere, dicti decanus et capitulum vel eorum mandatum quos posuerunt nomine dicte ecclesie et recognoverunt posuisse in corporalem possessionem dicti feodi et vacuam res predictas feodales tanquam veri domini feodi, nulli injuriam inferendo, poterunt de plano saisire, capere et tenere quousque eis sit tanquam dominis feodi de injuria vel defectu prout ceteris dominis de feodis satisfieri hactenus consuevit, integre satisfactum. Promiserunt, insuper, res predictas dicte ecclesie vel decano et capitulo, qui pro tempore fuerint, nomine ecclesie, recte absque alieno feodo et quacumque redibentia in perpetuum garentire, etc.

Datum, anno Domini M° CC° sexagesimo-septimo, die veneris post ascensionem Domini.

Orig.; Arch. de l'Yonne, F. Chapitre de Tours, G 2313.

—

632 1267, 11 MARS.

Lettre du pape Clément IV au roi, en faveur de l'archevêque de Sens, son camérier.

Celsitudo regia, sicut credimus, non

ignorat quod venerabilis frater noster archiepiscopus Senon. ab olim felicis recordationis Urbani, prædecessoris nostri, et postmodum camerarius noster existens, adeo feliciter nobis et ecclesiæ romanæ servivit, quod quam plurimum circa ipsum afficimur, et eum in caritatis visceribus præ dilectione portamus digne; igitur, ipsum plena benivolentia prosequentes regalem magnificentiam paterno rogamus et exhortamur affectu, quatenus eumdem archiepiscopum, pro quo mentem nostram tibi fiducialiter aperimus, et ecclesiam suam habeas favorabiliter commendatos, sic eos sub regii favoris gratia confovendo, quod nostro tuum in hoc specialiter conformare beneplacitum dignoscaris. Quidquid, enim, sibi feceris gratiæ vel honoris, nobis reputabimus fore factum. Si, vero, prout aliquis dicitur retulisse, dictus archiepiscopus tibi super eo delatus extiterit, quod aliquod impedimentum contra te in negotio decimæ præstitisset; profecto scire te volumus delationem ejus non habere suffragium veritatis, cum ipsum tam tui quam tuorum honoris et commodi percepimus intimum zelatorem. Et ideo tantum virum habeat circa talia tua magnificentia, quæsumus excusatum.

Datum Viterbi, v Idus martii, anno IV.

D. Martène, *Thes. novus Anecd.*, II, col. 580; Epistola DCXII.

—

633 1267, 11 MARS.

Lettre du pape Clément IV à l'archevêque de Sens, portant invitation d'affirmer au roi que la collation de l'archidiaconé de Sens appartient au Saint-Siége.

Ex parte carissimi in Christo filii nostri regis Franciæ illustris, nobis extitit supplicatum, ut super collatione archidiaconatus Senon., quem obtinebat electus, jus suum conservaremus eidem. Nos, vero, qui beneficia quæ in curia vacare contingit nostræ dudum collationi reservasse dignoscimus, decernentes irritum et inane quicquid per alium super eis contingeret impetrari, archidiaconatum eumdem te consecrato vacantem conferre libere poteramus; sed sicut eidem regi antea scripseramus, collationem distulimus, donec ipsum vidisses, et eidem jus nostrum plenius ostendisses. Licet, autem, cordi sit omnibus et per omnia jura regia conservare; quia tamen nostrum negligere nolumus, in his maxime quæ salutem respiciunt animarum, fraternitati tuæ per apostolica scripta mandamus, quatenus, viso rege, et jure nostro, quod multum est liquidum, ei plenius patefacto, dictum archidiaconatum auctoritate nostra vel magistro Aimerico, præcentori, conferre nullatenus non omittas, nisi forsan ex parte regis ejusdem audiveris aliquid quod te moveat ad collationem hujusmodi differendam : in quo casu processum tuum et dilationis causam nobis rescribere non omittas. Ceterum si, prout dicitur, quod non credimus, idem rex nobis non differens, sicut nos ei detulimus, archidiaconatum cuipiam contulit memoratum, suspendas ab officio et beneficio possessorem, præfixo eidem termino peremtorie duorum mensium, quo se nostro conspectui personaliter repræsentet. Quod si nondum possessionem apprehendit ejusdem, aut eidem renunciet, aut citatus veniat, ut est dictum, pariter et suspensus.

Datum, v idus martii, anno IV.

D. Martène, *Thes. novus Anecd.*, II, colonne 580.

1268. — Le même pape, écrivant à Gérard de Rampillon, chanoine de Sens, lui défend de céder à personne la dignité d'archidiacre de Sens qu'on lui a rapporté lui avoir été conférée par le roi. — Bulæus, *Hist. universitatis Paris.*, III, p. 391.

—

634 1267, 7 JUIN, A ACRE.

Erard de Vallery, chevalier, Geoffroi de Sergines, sénéchal du royaume de Jérusalem, et Guillaume, patriarche de Jérusalem, déclarent avoir reçu du roi quatre lettres portant emprunt de 2,400 livres, pour payer les chevaliers qui faisaient la guerre en Terre-Sainte, etc.

Saichant tuit cil qui ces présentes lettres verront que Guillaume, par la grâce de Dieu, patriarches de Jérusalem et légaz de l'apostolical Siége, nobles hom messire Joffroyz de Sergines, seneschauz dou roialme de Jérusalem, et je Erarz de Valeri, chevaliers, sire de Saint-Valerrein, nous troi ensemble, avons receu de mon segnor le roi de France quatre paire de lettres saellées de son seel de cire pendant, dont il contient en l'une de cez lettres l'emprunst de trois cenz libres de tournois, et en la seconde l'emprunst de sis cens libres de tournois, et en la tierce l'emprunst de set cenz libres de tournois, et en la quarte l'emprunst de huit cenz libres

de tournois, lesquelx deniers devant diz touz, c'est à savoir deux mil et quatre cenz lb. de tournois, nous, li devant dit messires le patriarches et messire Joffroiz de Sergines et je Erarz de Valeri, chevaliers, avons receuz por les chevaliers pélerins retenir en la Terre-Sainte, et avons receu l'emprunst de ces deus mil et quatre cenz libres devant diz sor les quatre paire de lettres devant dites, c'est à savoir de Bencheveigne Jehan et de Bonfilz Contedin, marcheanz de Senne, de la compaignie de Rolant Boenseignor, por feire et acomplir le comandement de mon seignor le roi de France. Por coi nous prions et souplions la soue seignorie que il, li diz messires li rois de France, à Hugue Jaque ou à Rastor Jeinte ou à Jaque Gille ou à aucun autre de la dite compaignie qui li presentera les lettres devant dites ou le transcrit d'elles, qui soit seellez dou sel le devant dit patriarche et des maistres dou Temple et de l'Opital et de mon seignor Joffroi de Sergines et dou mien, vuelle feire délivrer la devant dite quantité, c'est à savoir, les deus mil et quatre cens libres de tournois devant diz. Et je Erarz de Valeri, chevaliers, en tesmoignage de ceste chose, ai mis mon seei de cire pendant en ces présentes lettres. Ce fut feit à Acre, en l'an de l'Incarnation Nostre-Seigneur MCCLXVII, le septisme jor de juignet.

Trés. des Chartes, carton J. 208, n° 4. — *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 4e série, t. 4, p. 130.

En 1254 [1255] 24 mars, Erard, sire de Vallery, avec Renaud, frère du comte de Bar, et trois autres chevaliers, se portèrent cautions de Thibaud, comte de Bar, envers Henri, duc de Lothier, de la somme de 8,000 marcs de Cologne, à 112 s. le marc. (Bruxelles, archives royales, Chambre des comptes, cartul. I, F° 17 R°.) Note tirée des *Arch. des Missions scientif.*, t. III, 1865.

La même année, Erard de Vallery fit partie de l'armée de Gui, comte de Flandre, qui guerroyait contre le roi des Romains, en Hollande, et il fut fait prisonnier avec lui à la bataille de Walcheren, par Florent, frère de ce prince. (*Rec. des Histor. de France*, t. XX, p. 390 b, et *Art de vérifier les dates*, t. III, in-f°, p. 16, col. 2.)

—

635 1267, 30 JUIN.

Geoffroy de Sergines (1), chevalier, étant à Acre, déclare avoir reçu du roi quatre lettres contenant un emprunt de 2,000 livres à recevoir sur des marchands de Sienne, et d'autres lettres pour 2,400 livres destinées au paiement des chevaliers qui étaient à la Terre-Sainte.

Sachent tout cil qui ces presentes letres verront et orront, que nos Joffroy de Sargines, chevaliers, avons receu de mon seignor Loeys, par la grace de Dieu roi de France, quatre paires de letres sayelées de son seyeau de cire pendant, dont il conteneit en l'une de cez letres l'enprunt de treiz cenz libres de torneiz, et en la seconde l'enprunt de quatre cenz lb., et en la tierce l'enprunt de sis cenz lb., et en la quarte l'enprunt de set cenz lb., de quoi nos avons receus sur celes letres l'enprunt de deus mille lb. de torneiz, ce est assaveir de Bencheveigne Johan et de Bonfiz Contedin, marchaanz de Sene de la compaignie de Rolant de Bouseignor; lesquels deus mille lb. de torneiz nos vindrent à moult grant besoing, com ciaus qui nos esteient moult grant mestier; lesquels nos avons departi à noz genz. Et encore mon seignor le patriarche de Jérusalem et leguaz de l'apostolial siege, et mesire Erart de Valery et mei, avons receu de mou seignor le roy de France autres quatre paires de letres sayelées de son seyau de cire pendant, dont il conteneit en l'une de cez letres l'enprunt de treiz cens lb. de torneiz, et en la seconde l'enprunt de ssis cenz lb., et en la tierce l'enprunt de set cenz lb., et en la quarte l'enprunt de huit cenz lb. de torneiz, que les devant diz monseignor le patriarche et mesire Erart de Valery et mei, avons receuz por les chevaliers pélerins retenir en la Terre-Sainte; lesquels deuz mille et quatre cenz lb. de torneiz nos avons receus des devant diz marchaanz, por faire et acomplir le comandement de mon seignor le roy de France. Por quoi nos prions et souplions la soe seignorie que il a Hugue Jaque ou à Rostor Jointe ou a Jaque Gille, ou à aucun autre de la dite compaignie qui li pre-

(1) Geoffroy de Sergines, qui avait suivi saint Louis en Palestine dans la croisade de 1248, fut laissé par ce prince, en 1253, avec cent chevaliers pour la défense de Saint-Jean-d'Acre. La pénurie d'argent dans laquelle Geoffroy tomba bientôt força le roi à faire des emprunts à une riche compagnie de marchands de Sienne, à la tête de laquelle était Roland Bonseigneur. C'est là le motif des deux pièces nos 634 et 635.

Guillaume de Nangis qualifie Geoffroy de Sergine de « vir sapiens et fidelis, et in armis strenuus. » Il mourut à Acre le 11 avril 1269. —Chazaud, *Mém. de la soc. des Antiq. de France*, t. 32, 169, d'après le t. II des *Historiens occidentaux des Croisades*, p. 457.

sentera les letres devant dites, ou le transcriz d'eles qui soient sayelées dou seyau de mon seignor le patriarche et des maistres dou Temple et de l'Ospital et de mesire Erart de Valery et de mei, veuille faire délivrer mon seignor le roy de France la devant dite quantité, ce est assaveir les quatre mille et quatre cenz lb. de torneiz devant dites. Et en guarantie de ce, nos avons sayélées cez présenz letres de notre seyau de cire pendant. Ce fu fait à Acre, en l'an de l'Incarnation Nostre-Seignor Jhesu-Crist M et CC et LXVII, le derein jor dou mois de juing.

Trés. des Chartes, J 473, n° 23. — *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 4e série, t. 4, p. 129.

—

686 1267, 7 JUILLET.

Thibaud, roi de Navarre, etc., atteste que son féal Gui, seigneur de Champlost, a vendu à l'abbaye de Pontigny 300 arpents de bois attenant à la forêt de la Petite-Rageuse, moyennant 900 livres; laquelle vente il a ratifiée comme seigneur féodal.

Theobaldus, Dei gratia rex Navarre, Campanie et Brie comes palatinus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra presentia constitutus, dilectus et fidelis noster Guido, miles, dominus de Chauloto, recognovit se vendidisse, concessisse et in manu-mortua in perpetuum quitavisse viris religiosis abbati et conventui Pontiniac., pro nogentis libris turon. sibi plene solutis, trecenta arpenta nemoris sui, cum fundo ipsorum sive terra, cum omni jure et justitia que in dictis trecentis arpentis nemoris, ipsorum cum fundo sive terra idem Guido habebat, salva magna justitia, quam in eisdem idem miles voluit retinere, videlicet, raptum, latronem, homicidium qui pro forefacto suo amittere membrum seu mortem meruerint, in recognitione dominii et feodi nostri, que in eisdem retinemus, excepto tamen quod non possit super fratres domus de Pontiniaco aliquam habere justitiam. Voluit, autem, retinere et retinuit idem Guido quod possit venari quotiescunque voluerit in dictis trecentis arpentis nemoris, sine haia facienda. Que trecenta arpenta nemoris sita sunt contigue, ut dicitur, juxta nemus capituli S. Stephani Senonensis, ex una parte, quod nemus appellatur Parva-Rabiosa, et juxta rivum de Arciis, ex altera, ex alia vero parte juxta forestam abbatis S. Petri Senon., ex alia parte superiori, juxta alia nemora predicti nemoris; que trecenta arpenta movent de feodo nostro, sicut predictus Guido recognovit publice coram nobis. Quas venditionem, concessionem et perpetuam quitationem dictorum trecentorum arpentorum nemoris et fundi eorum a dicto Guidone factas religiosis predictis, volumus, concedimus et laudamus, et presentis scripti patrocinio ac sigilli nostri appositione, predictis abbati et conventui Pontiniac., in manu mortua, sine aliqua grueria, in perpetuum confirmamus; ita tamen quod si dicti abbas et conventus ad dicta nemora conservanda guarditorem advocare voluerint, non poterunt alium guarditorem advocare in dictis nemoribus, nisi nos vel heredes nostros, vel ipsum Guidonem, vel heredes suos. In cujus rei testimonium et munimen, presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus.

Datum et actum, apud Trecas, die dominica post octabas apostolorum Petri et Pauli, anno Domini M° CC° LX° septimo.

Orig. scellé du sceau équestre en cire rouge à demi brisé du roi de Navarre; Arch. de l'Yonne, Fonds de Pontigny, chartes des comtes de Champagne.

—

687 1267, 30 JUILLET.

Confirmation par Arnoul de Brecenay, chanoine de Laon, seigneur de Michery, de la vente de 4 arpents de terre faite aux religieuses de la Cour-Notre-Dame, par son cousin Etienne de Saint-Martin.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constitutus Arnulphus de Brecenayo, canonicus Laudunensis, dominus Misseriaci, recognovit quod religiose mulieres abbatissa et conventus de Curia Nostre-Domine emerunt a Stephano de Sancto-Martino, armigero, consanguineo suo, quandam terram sitam in territorio de Ternantis, que res erat de feodo dicti canonici, ut dicebat. Quas emptionem et venditionem idem canonicus laudavit, voluit et concessit quittas eisdem religiosis in manu-mortua, quicquid juris habebat in dicta re vendita ratione feodi seu alia ratione quacunque, etc.

Actum, die sabbati post festum Beati-

Lupi, anno Domini M° CC° sexagesimo-septimo.

Cartul. du prieuré de la Cour-Notre-Dame, XVI° siècle; F° 66 R°; Arch. de l'Yonne.

—

638 1267, 3 AOUT.

Lettre de Jean, abbé de Vézelay, à Louis IX, par laquelle il lui mande qu'il a reçu les reliques de la Madelaine que le roi lui a renvoyées dans des reliquaires précieux, avec des reliques de la vraie croix, etc. — Le roi déclare que l'abbé lui avait confié les reliques de la Madelaine lorsqu'étant à Vézelay, aux octaves de Pâques, il assista en personne à leur translation.

Christianissimo et excellentissimo principi ac Domino L., Dei gracia regi Francorum illustri, devoti sui abbas et conventus monasterii Virziliac., ad romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis Sancti-Benedicti, cum humili sui recommendatione se paratos et promptos ad omnia beneplacita et mandata, majestatis regie tenore presentium intimamus quod vir venerabilis et discretus Guillelmus, archidiaconus in ecclesia paris., clericus vester, die tercia presentis augusti, serenitatis vestre litteras quarum tenor inferius annotatur et omnes sacrosanctas reliquias de quibus mencio fit in ipsis in vasculis preciosissimis ornatis gemmis et lapidibus preciosis, sicut in eisdem describitur litteris collocatas, nobis ex parte vestra presentavit, assignavit et dedit, et nos, clero et populo nobis subditis convocatis, eas de illius manibus in presentia reverendi patris ac domini S., Dei gracia tituli Sancte-Cecilie presbiteri cardinalis, apostolice sedis legati, ac in conspectu eorumdem cleri et populi cum omni devotione suscepimus, ipsas infra ecclesiam nostram in loco honorabili collocantes. Licet, itaque, serenitas regia in hoc pietatis munere tanta et tam magna liberalitate circa nos devotos suos affluxisse noscatur, quod parvitas nostra ad relationem non sufficiat graciarum, nos sibi tamen propter hoc gracias quantas possumus exolventes retribui vobis a retributore bonorum omnium imploramus quod per nos retribuere non valemus. Tenor autem predictarum vestrarum litterarum talis est : « Ludovicus, Dei gracia Francorum rex, dilectis sibi in Christo abbati et conventui Virziliac., salutem et sinceram in Domino caritatem. Mittimus vobis per dilectum et fidelem clericum nostrum, magistrum G., archidiaconum in ecclesia paris., latorem presencium, preciosum brachium beatissime Marie-Magdalene, et genam ipsius, una cum tribus dentibus, que in octavis Pasche ultimo preteritis cum nos sollempni ejusdem beate Marie translationi interfuimus, nobis apud Virziliacum tradidistis ; que quidem, ob specialem devotionem quam nos et cuncti fideles habere debemus ad ipsam, in vasculis aureis, variis lapidibus preciosis ornatis, brachium, videlicet, in vasculo facto ad modum brachii una cum manu ; genam, vero, in alio vasculo quod ab angelo argenteo deaurato inter manus tenetur, fecimus honorifice collocari, vobis et vestre ecclesie ex parte nostra per dictum archidiaconum presentanda, in presentia venerabilis patris S. titulo Sancte-Cecilie presbiteri cardinalis, apostolice sedis legati, causa visitationis vestram ecclesiam adeuntis. Verum cum vos de sacratissimo corpore predicte beatissime Marie-Magdalene, cum ipsius translationi, ut predictum est, interfuimus, portionem bonam nobis liberaliter dedissetis, ex quo vobis grates referimus copiosas, nos liberalitatem vestram hujusmodi attendentes, vestramque ecclesiam venerando decorare volentes exennio, de sacratissimis reliquis nostras quas jamdudum recepimus de imperii Constantinopolitani thesauro vobis transmittimus, de precioso, videlicet, ligno dominico, duas de spinis sacratissime corone Domini, de pannis infantis Salvatoris, de ipsius sudario, de veste purpurea in qua fuit illusus, et de lintheo quo fuit precinctus quando pedes discipulorum suorum extersit in Cena ; quas quidem reliquias fecimus in manu brachii supradicti reponi. Congratum enim visum est nobis quod hujusmodi reliquie Redemptoris ponerentur cum reliquiis illius sacratissime mulieris, que tam ardentes dilexit eundem et ab eo tam largam suorum percipere meruit veniam delictorum ; a qua etiam ipse tam familiariter se tangi permisit. Rogamus, igitur, dilectionem vestram quatinus hujusmodi tam sanctas tamque venerandas reliquias, cum debito suscipientes honore, ipsas cum ea veneratione qua decet conservare curetis, caventes ne predicta vascula ac lapides preciosi ad ornatum eorum appositi alienentur imposterum, seu etiam distrahantur. Ceterum, rogamus vos ut in vestris orationibus ac beneficiis nostri nostrorumque specialem perpetuo memoriam habere velitis. In cujus rei tes-

timonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum, Senonis, anno Domini M° CC° sexagesimo-septimo, mense julio, » — In cujus rei testimonium, ego abbas, sigillum meum, nos, vero, conventus, sigillum nostrum ad causas quo utimur ad presens cum aliud non habeamus, presentibus fecimus apponi.

Datum, apud Virziliacum, tertia die augusti, pontificatus domini Clementis pape quarti anno tertio, ab incarnatione autem Domini anno ejusdem millesimo ducentesimo sexagesimo-septimo.

Orig.; Trésor des Chartes, J 461, n° 25. — Launoy, *Opera omnia*, t. III, p. 227 et 291.

—

639 1267, 8 AOUT.

Lettre de Jean, prieur de Vézelay, et de Léger, sous-prieur, à Louis IX, contenant l'inventaire des pierres précieuses qui ornaient les reliquaires de la Madelaine, lorsque le roi les renvoya au monastère.

Excellentissimo domino suo Ludovico, Dei gratia regi Francorum illustri, frater Johannes, humilis prior Virziliac., et frater Legerius, ejusdem loci subprior humilis, salutem et devotam in Domino caritatem. Dominationi vestre significamus quod in vasculo preciosi brachii gloriose Marie-Magdalenes, quod in monasterio nostro transmisistis per venerabilem virum magistrum Guillelmum, archidiaconum in ecclesia Paris., clericum vestrum, tot et tales sunt lapides preciosi : videlicet, decem et octo rubiz que fins que baloiz, viginti novem amarandes, tresdecim saphiri orientales, triginta due paelles; in vasculo mentonis et dentium sunt quatuor rubi-belois quatuor saphiri orientales, octo amarandes. Fuit, autem, factus isti compotus et distinctio lapidum predictorum per magistrum Johannem dictum Peniez, aurifabrum.

Presentibus nobis et dicto domino archidiacono, cantore, quarto priore de Asconio, Johanne dicto Pelez, fratre Guillelmo Brigadelle, Johanne, grangiario de Insula, et alis monachis quampluribus Virziliaci; item presente magistro Angelo, clerico domini legati, magistro Andrea de Sancto-Germano, Symone Ysembardi et Guillelmo dicto Le Camus, burgensibus Virziliac., et aliis quampluribus, quorum nomina penitus ignoramus; in quorum omnium testimonium et notitiam sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda.

Datum, anno Domini M° CC° sexagesimo-septimo, die lune ante festum Beati-Laurencii.

Arch. nat., J 461, n° 25. — A. Chérest, *Etudes hist. sur Vézelay*, t. II. p. 213

—

640 1267 [1268], MARS.

Règlement de Jean, abbé de Citeaux, portant qu'en vertu d'une bulle du pape Clément IV il n'y aura pas dans l'abbaye de la Cour-Notre-Dame plus de quarante religieuses et d'autres personnes.

Universis presentes litteras inspecturis, Frater Johannes, dictus abbas Cisterciensis, salutem in Domino. Noveritis quod nos litteras domini pape recepimus in hec verba :

(Suit un bref du pape Clément IV, portant défense de recevoir dans les monastères de femmes plus de religieuses que les ressources des maisons permettent d'en entretenir).

Nos, igitur, hujus auctoritate mandati, pensatis, et diligenter computatis redditibus et proventibus filie nostre abbatie monialium de Curia-Beate-Marie, cum voluntate et assensu et consilio abbatisse et conventus dicte domus, taxamus et statuimus numerum quadragenarium tam in monialibus quam personis aliis, exceptis leprosis, servientibus et ancillis. Inhibentes, auctoritate apostolica nobis super hoc commissa, et etiam paterna districtius quam possumus sub pena excommunicationis et interdicti, ne aliqua persona presumat predictum numerum infringere, augmentare, minuere, vel mutare, nisi fore divina providencia idem redditus vel proventus adeo excreverunt quod ad majorem sufficiant numerum personarum, etc.

Datum, anno Domini M° CC° LX° septimo, mense marcio.

Cartul. du Prieuré de la Cour-Notre-Dame, F° 6 V°, XVI° siècle ; Arch. de l'Yonne.

—

641 1267 [1268], MARS.

Jean, fils de Guérin Roijon, de Soucy, homme du Chapitre de Sens, affranchi, promet de

n'assigner ni de molester le Chapitre ou aucun des siens. Il se soumet aussi à rentrer dans son état primitif s'il se marie ou s'il quitte la tonsure cléricale, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon., salutem in Domino. Notum facimus quod coram nobis constitutus Johannes, filius quondam defuncti Guerini, dicti Roijon, de Souciaco, hominis quondam capituli Senon., a dicto capitulo manumissus, dixit et asseruit coram nobis, quod capitulum Senon., vel aliquam personam dicti capituli seu etiam homines ipsorum non citabit vel vexabit, nec in aliquo molestabit de cetero nisi coram ordinariis suis; omnia bona sua, ubicunque sint et poterunt inveniri, quantum ad hoc specialiter obligando. Voluit eciam et concessit, dictus Johannes, quod si ipsum contigerit uxorem ducere, vel tonsuram dimittere clericalem, quod ad priorem statum, secundum usum et consuetudinem hominum dicti capituli de Souciaco, penitus revertatur, et si vellet uti privilegio clericali, voluit et concessit quod dictum capitulum, ad omnia bona sua sub jurisdictione et dominio dicti capituli existencia, auctoritate sua propria sine injuria ei vel alii facienda, possit assignare, et ea capere, saisire, detinere, occupare et explectare, tanquam sua et de eis tanquam de suis suam penitus facere voluntatem, quantum ad premissa omnia bona sua predicta dicto capitulo specialiter obligando. Omnia, vero, et singula velud premissa sunt, dictus Johannes promisit per juramentum suum coram nobis prestitum, se tenere, complere et inviolabiter observare, et contra premissa vel aliquid de premissis, per se vel per alium decetero non venire. Renuncians, et super, etc.....

Datum, anno Domini M° CC° sexagesimo-septimo, mense marcio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1876.

—

642 1268, 15 AVRIL.

Lettre du pape Clément IV à l'archevêque de Sens, contenant invitation d'accueillir la prière d'une femme nommée Egidia, sa diocésaine, qui demandait à construire une maison religieuse.

A carissimo in Christo filio nostro, regi Francorum illustri, fuimus requisiti pro Œgidia, paupere muliere, parrochiana tua, ut eidem volenti domum religiosam construere, apostolicum dignaremur impertiri favorem. Nos, vero, qui religionum multiplicationem neguaquam amplectimur, aures nostras hactenus petitioni regiæ noluimus aperire; sed nunc tuæ duximus prudentiæ committendum, quatenus quantum cum Deo poteris, sine juris præjudicio alieni, vitato scandalo, honesto desiderio prædictæ satisfacias mulieris : et si quod tibi dubium circa illud occurrerit, si consilio nostro indiges, rescribere nobis poteris responsum.

Datum, Viterbii, XVII calendas maii, anno IV.

D. Martène, *Thes. nov. anecd.*, t. II, col. 587.

—

643 1268, JUILLET.

Vente par Henri. de Trainel, au Chapitre de Sens, de la propriété du Bois-Huon située entre Villiers-Bonneux et Granges, pour 4 livres tournois par arpent à l'arpent du roi. — Quatre chevaliers garants de la vente, et d'autres témoins de la ratification donnée par la femme du vendeur.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constitutus vir nobilis Henricus de Triangulo, miles, dominus Ville-nove-Divitum-Hominum, recognovit se ad perpetuitatem vendidisse ven. viris decano et capitulo Senon. ementibus, ecclesie Senon., nomine, et ad opus ipsius ecclesie Senon., totum fundum cujusdam pecie nemoris quod appellatur nemus Hugonis, siti inter Villare-Bonosum et Granchias, cum omni jure et dominio et cum omni justicia tam magna quam parva, que et quas dicebat dictus miles se habere in dicto fundo vendito, liberum et quitum dictum fundum nemoris venditum ab omni feodo, retrofeodo, redibencia, coustuma et exactione qualibet, videlicet, quodlibet arpentum ad arpentum domini regis pro quatuor libris turon. eidem venditori jam solutis, ut dicebat, in pecunia numerata, et eciam pro quinquaginta libris turon. pro laudatione nobilis mulieris Johanne uxoris ejusdem militis, jam solutis, similiter, in pecunia numerata; et de quibus denariis idem venditor renuncians fide data in manu nostra exceptioni de non numerata pecunia se tenuit plenarie pro pagato.... (Suivent des détails de renonciation à tout droit par le vendeur et sa femme.)

De quibus garantia, liberatione et defensione, ut dictum est, ferendis, dampnis et deperditis repudendis, Milo de Thorigniaco, Hugo de Sancto-Albino, Guido de Floriguiaco, et Garnerius de Villari-Bonoso, milites, coram predicto Johanne clerico, juraro nostro, pro dictis domino Henrico et Johanna, ejus uxore, et ad petitionem eorum quilibet ipsorum in solidum, et per fidem suam corporaliter prestitam erga dictos emptores se plegios obligarunt, et quantum ad premissa predictus dominus Henricus, venditor, et dicta Johanna, ejus uxor, obligaverunt specialiter et expresse predictis emptoribus et eorum successoribus se et heredes suos et omnia bona sua et heredum suorum, mobilia et immobilia, presencia et futura, ubicunque sint et poterunt inveniri, etc. Supponentes se, quantum ad premissa dictus dominus Henricus, dicta Johanna, ejus uxor, dictique plegii juridictioni curie Senon., ubicunque maneant vel existant; confessioni, vero, et recognitioni predicte Johanne et dictorum plegiorum interfuerunt vocati et rogati: Henricus de Pleyssceto, Petrus de Boyaco, Guido de Vernolio, milites, Garnerus, presbyter de Thorigniaco, Petrus Paisterlone et Symon de Virgultis, armigeri.

Actum, anno Domini M° CC° LX octavo, mense julio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1131.

1260 [1261]. — Jean de *Balatorio*, écuyer, fils de feu Pierre de Balatorio, chevalier, et Héloïse, sa femme, vendent à Arnoul de Vertilly, chevalier, 25 arpents de bois lieu dit Sous-Perreux, entre Granges et Villiers-Bonneux, pour 60 liv. t. — Ce bois fut racheté par le Chapitre, en 1264. — Ibid.

1268, juillet. — Henri de Trainel fait don au Chapitre de Sens de la coupe du bois Huon, « considerans curialitates et beneficia quas et « que decanus et capitulum Senon. ei contule- « rant. » — Ibid.

1268, 20 août. — Le même Henri donne au Chapitre de Sens quittance de 800 liv. t., prix de la vente du bois Huon, et de 50 livres pour les joyaux de sa femme, sommes qu'il avait reçues par la main de Pierre le Maçon, son prévôt de Trainel, et Jean de Fleurigny, son écuyer. — Ibid.

Le bois Huon a été défriché et les terres ont été données à cens par le Chapitre.

—

644 1268, 1er OCTOBRE.

Simon de Brion, chanoine de Saint-Etienne de Troyes, étant sur le point de partir à Bologne pour faire ses études, établit son père noble Gilon de Brion pour disposer de sa prébende en l'église susdite et la résigner au besoin.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Stephanus officialis curie Sancti-Juliani de Saltu, Senon. dyocesis, in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constitutus magister Symon de Brione, clericus, canonicus ecclesie Sancti-Stephani Trecensis, iter suum Bononiam arrepturus, causa studii frequantandi, ut dicebat, nobilem virum Gilonem de Brione, patrem suum, militem, exhibitorem presentium, procuratorem suum constituit, fecit et ordinavit ad ordinandum et disponendum pro ipso de prebenda ipsius magistri Symonis, quam habebat et percipiebat in ecclesia supradicta, dans eidem et concedens plenam et liberam voluntatem ordinandi et disponendi pro ipso de dicta prebenda, pro voluntate sua, ac eam in manu patroni ejusdem resignandi, si sibi placuerit, vel viderit expedire, sicut ipse in sua persona faceret si presentaliter interesset; ratum habiturus et firmum idem magister Symon quicquid per dictum nobilem quo ad premissa pro eodem magistro Symone (*sic*) actum fuerit seu etiam procuratorem, et hoc omnibus quorum interest tenore presentium intimamus.

Datum et actum, anno Domini M° CC° LX° VIII°, die festo Beati-Remigii, mense octobris.

Bibl. nat., Latin, 5993 A, F° 339, a.

—

645 1268-1269, MARS [1270].

Charte de saint Louis donnée à Villeneuve-le-Roi et visant une autre charte passée entre le Chapitre de Sens et Etienne Tate-Saveur, bailli de Sens, contenant la liste des hommes de Pont-sur-Yonne qui se sont reconnus appartenir au roi.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos litteras infrascriptas vidimus in hec verba: Universis presentes litteras inspecturis, decanus et capitulum Senon., et Stephanus, dictus Taste-Saveur, baillivus Senon., in Domino salutem. Notum facimus nos quedam scripta inferius annotata vidisse in hec verba : Isti sunt qui recognove-

runt per juramenta sua, coram domino Nicolao de Alto-Villari et fratre Egidio de Templo, se esse homines domini regis, et ad hec vocati fuerunt Theobaldus Grenee, Johannes de Misseriaco, Michael Pelliparius et Petrus de Tornodoro, Michael de Pontibus, ex parte patris et matris; Johannes de Misseriaco jam transactis quinquaginta annis, et cetera. — Datum, anno Domini M° CC° LX° octavo, mense septembri. Nos vero, predictam inquestam ratam habentes, eam quantum in nobis est volumus et concedimus, salvo jure nostro in aliis et eciam in omnibus alieno. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum, apud Villam-Novam-Regis, anno Domini M° CC° LX° IX°, mense marcio.

Cartul. de la terre de Pont-sur-Yonne, XVe siècle; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens, G 1330.

—

646 1268 [1269], MARS.

Concession par le roi à l'abbaye Saint-Jean de Sens, acquéreur de la terre de Dollot de Guillaume des Barres, au prix de 1000 livres t., de la jouissance de moitié du prix de la vente; se réservant le reste au même titre d'associé que pour la terre de Lixy.

Ludovicus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod cum abbas et conventus Sancti-Johannis Senon. emerint a Guillelmo de Barris, milite, pro precio mille librarum turon. totam terram suam de Doloto, cum omnibus pertinenciis et tota sua justitia dicti loci, que de feodo nostro movebant, nos eisdem abbati et conventui concessimus quod ipsi possideant et habeant medietatem venditionis predicte, et insuper grandem bordam quam dictus miles habebat in loco predicto, et aliam medietatem ipsius venditionis habebimus, eo modo quo tenemus associationem quam apud Lissiacum nos et iidem abbas et conventus habemus. Pro qua quidem medietate et admortisatione dicte terre, dicti abbas et conventus solverunt de dicta summa sexcentas libras turon., et nos ducentas libras cum aliis ducentis libris turon., quas pro quinto denario retinuimus dene (?) venditionis predicte. Concedentes, quantum in nobis est, quod prefati abbas et conventus dictam medietatem hujus venditionis cum borda predicta tenere valeant in perpetuum et pacifice possidere, sine coactione aliqua vendendi, vel extra manum suam ponendi, salvo in aliis omnibus jure nostro ac jure etiam in omnibus aliorum. Nosque aliam medietatem ipsius venditionis quam habebimus, ut dictum est, non poterimus extra manum nostram ponere sine licencia dictorum abbatis et conventus, nisi eandem transferemus in ipsos. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, ad requisitionem ipsius G. de Barris, militis, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum, Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-octavo, mense marcio.

Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, H 25, n° 6. Copie sur papier.

—

647 1268, 27 AOUT, 1269, MAI.

Testament de Jean de Seignelay, seigneur de Beaumont, suivi de son codicile.

In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Johannes de Seigleniaco, dominus Bellimontis, sciens quod nichil sit cercius morte et nichil incercius hora mortis, volens anime mee providere saluti, testamentum meum condidi in mea bona et sana memoria existens et compos mentis mee, et de rebus meis ordinavi et disposui, prout inferius annotatur. Volens quod ista mea voluntas ultima in suo robore permaneat, et si aliquid addidero hoc eciam volo imperpetuum permanere, nisi ista mea voluntas inferius annotata, vel aliquid de inferius annotatis a me per litteras autenticas revocetur. In primis elegi et elego sepulturam meam in ecclesia Sancti-Mariani Autissiod., ubicunque me decedere contigerit citra mare: cui ecclesie jamdiu est dedi elemosinam meam, hoc adjecto quod superaddere voluero in ista mea ultima voluntate. Volui, etiam, et precepi ut omnia debita mea in quibus teneor, creditoribus meis persolvantur et reddantur per manus exequtorum meorum. Foresfacta mea et clamores mei reddantur et restituantur ad respectum eorumdem exequtorum meorum, ita quod saisina non valeat liberis meis, aut heredibus meis, nec possit allegari ab ipsis, et quod reddantur foresfacta et clamores mei, nullo respectu habito ad saisinam. Lego etiam dicte

ecclesie Sancti-Mariani, in qua meam elegi sepulturam, decem-octo sextarios avene annui redditus super terciis Belli-Montis percipiendos et habendos, ad mensuram Autissiod., cum hiis que eidem ecclesie donaveram jamdiu est pro anniversario meo et parentum meorum in dicta ecclesia, annis singulis, faciendo. Ita quod si heredes mei qui terram meam Belli-Montis tenuerint, voluerint fratribus dicte ecclesie quinquaginta libras turonenses persolvere integraliter et insolidum ad emendos redditus pro jam dicto meo anniversario faciendo, predicta decem-octo sextarios avene dictis heredibus meis qui terram meam de Bello-Monte tenuerint quite et libere remanebuntur, soluta prius fratribus Sancti-Mariani pecunia jam predicta. Lego, etiam, curato de Chimilliaco viginti solidos annui redditus percipiendos supra censibus et costumis meis de Bello-Monte, ab ipsis qui dictos census et costumas receperint et tenuerint, in crastino Nativitatis Domini, pro anniversario meo, anno quolibet, cum sex presbiteris in dicta ecclesia celebrando. Legavi, etiam, curato ecclesie de Seilleniaco viginti solidos super eisdem censibus et costumis, in crastinum dicte Nativitatis percipiendos, similiter pro anniversario meo cum sex presbiteris similiter in dicta ecclesia faciendo. Presbitero de Chiniaco, villa mea, viginti solidos annui redditus super prata mea que habeo et que emi in dicta parrochia et in justicia dicte ville, pro anniversario meo in dicta ecclesia annuatim cum sex presbiteris faciendo. Volens et precipiens quod quicunque dicta prata dictam terram de Bello-Monte, census et costumas, seu tercias, tenuerint, predictum redditum persolvere teneantur, ac etiam ad hoc faciendum cogantur per censuram ecclesiasticam, si necesse fuerit, vel per brachium seculare. Duobus capellanis capelle de Seilleniaco, cuilibet quinque solidos annui redditus, pro anniversario meo ab ipsorum quolibet, annis singulis, celebrando, percipiendos in crastino Sancti-Remigii, super talliis meis de Bello-Monte, ab ipso qui dictam talliam receperit. Capellano leprosorum de Seilleigniaco decem solidos super predictis talliis, et predicta die annuatim percipiendos pro anniversario meo, anno quolibet, ab ipso cum duobus presbiteris celebrando. Fratribus ecclesie Belle-Vallis lego tenementum meum quod fuit Johannis, dicti Robet, et heredes ipsius Johannis, cum omni justicia dicti tenementi apud Marcinciacum, que omnia emi a Girardo de Neriaco, pro anniversario meo in dicta ecclesia celebrando, ab omni feodo liberum et immune. Fratribus Sancti-Germani Autissiod., centum solidos in pitancia, die obitus mei. — Fratribus-Minoribus, eodem die, decem libras. — Canonicis Sancti-Stephani, die obitus mei, centum solidos. — Canonicis Beate-Marie-in-Civitate Autissiodor., centum solidos. Fratribus-Predicatoribus, centum solidos, eodem die. Fratribus Sancti-Petri Autissiod. centum solidos eodem, die in pitancia. Monialibus de Insulis, viginti libras ad emendos redditus pro anniversario meo in earum ecclesia anno quolibet faciendo. — Monialibus Sancti-Juliani, centum solidos pro pitencia. — Fratribus Sancti-Amatoris, quadraginta solidos in pitancia. — Fratribus Sancti-Eusebii, quadraginta solidos in pitancia. — Filiabus-Dei quadraginta solidos in pitancia. — Bonis-Pueris, quadraginta solidos. — Priori Sancti-Gervasii, viginti solidos. — Pro fabrica sepulture mee uno milite superculpto, quindecim libras, vel quantum costare poterit ad respectum exequtorum meorum. — Liberis Stephani, filii mei defuncti, Galtero, scilicet et Guillelmo, vel illi qui supervixerit lego et dono sexaginta libratas terre in terra mea de Bellomonte et de Chiniaco : ita quod si heredes mei et filii contra legatum istud et donationem istam venire aliquo modo attemptaverint, quod omnes conquestus meos, ubicumque sint, dicti liberi defuncti filii mei possint capere, saisire et tenere tanquam suum proprium hereditagium. Que omnia volo in suam propriam hereditatem converti, si filii mei voluerint contraire. Hujus, autem, mei testamenti et mee ultime voluntatis, cum eis que superaddere voluero, sub sigillo authentico, exequtores constituo nobilem virum dominum de Seilleigniaco, religiosum virum abbatem Sancti-Mariani Autissiod., qui pro tempore erunt, et dilectum consanguinem meum Johannem de Chanlayo, canonicum Autissiod. Volens et percipiens quod ipsi sint in possessione per istam presentem scedulam quam eis tradidi, me devestiendo nomine testamenti et mee ultime voluntatis sigillo meo sigillatam, de omnibus rebus meis mobilibus et immobilibus, ubicumque existant, predictos meos executores investiendo. Rogans eos ut ipsi sigilla sua cum sigillo meo et sigillo officialis Autissiod., quem officialem loco dicti Johannis de Chanlayo executorem constituo, si dictum

Johannem decedere contigerit antequam predicte exequtioni valeant demendari cum dictis domino de Seilliniaco et abbate apponant presentibus litteris in testimonium veritatis. Quod si omnes interesse non potuerint, uno eorum predicta omnia nichilominus exequantur. Rogo, autem, venerabilem et dominum meum Autissiod. episcopum, ut ipse heredes meos per penam excommunicationis coherceat, eosque cum terra sua excommunicationis sententie supponat si contra istud meum testamentum et meam ultimam voluntatem, modo aliquo, attemptaverint per se vel per alium contraire; me relaxet sentenciam donec ab incepta perturbatione desistant.

Actum, anno Domini M° CC° LX° octavo, mense augusto, die lune ante Decollationem Sancti-Johannis-Baptiste.

Orig. ; Arch. de l'Yonne. Fonds Saint-Marien, scellé autrefois de cinq sceaux.

A cette pièce est joint le codicile suivant :

Ego Johannes de Seiglenyaco, dominus Bellimontis, notum facio, tam presentibus quam futuris, quod cum ego in meo testamento hiis presentibus annexo, legaverim et dederim dilectis meis filiis defuncti Stephani, filii mei, Gualtero, scilicet, et Guillelmo, vel illi duorum predictorum liberorum qui supervixerit, sexaginta libratas terre in terra mea de Bellomonte et de Chenyaco, addens statuo et statuens addo huic mee predicte donationi et legato, quod si me decidere contigerit antequam ad etatem legitimam pervenerint, quod abbas Sancti-Mariani Autissiod., dominus de Seiglenyaco, Johannes de Chanlayo, executores mei, vel alter eorum, vel duo si omnes non potuerint commode interesse, vel hoc facere, dictam terram predictis liberis Gualtero et Guillelmo legatam et donatam nomine et loco dictorum liberorum teneant, capiant et gubernent et fructus et exitus dicte terre possideant et percipiant, omnis singulis, donec etatem legitimam pervenerint, fructus dicte terre et exitus in utilitatem dictorum Gualteri et Guillelmi, sub suarum animarum periculo, convertendos.

Datum, apud Sanctum-Marianum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-nono, mense mayo.

Pièce scellée du sceau de Jean de Seignelay, dont les lemnisques sont passés dans les plis du testament principal. — Ce sceau, à demi brisé, figure un cavalier l'épée à la main, et au revers un écu chargé de trois fasces frettées. — Même Fonds Saint-Marien.

—

648 1269.

Lettre de Jean II, abbé de Vézelay, à Thibaud le Jeune, roi de Navarre et comte de Champagne, relatant la fondation en sa faveur de plusieurs services religieux, pour le repos de son âme, de celle de sa femme et de celles de ses père et mère.

Excellentissimo domino suo domino Theobaldo, Dei gratia regi Navarrorum illustri, Campanie Brieque comiti Palatino, suus Johannes, abbas Virziliac., totusque ejusdem loci conventus, salutem et orationem ad Dominum et se ad ejus beneplacita promptissimos in Domino Jhesu-Christo. Vestre regie majestatis grata devotionis beneficia que ad laudem et gloriam divini nominis, ob honorem etiam et reverenciam gloriosissime peccatricis nobis et ecclesie nostre devotissime impendistis, tam liberaliter et benigne, ut nos et dominam reginam et speciales amicos vestros prosequamus specialium suffragiorum gratia nos inducunt, quia cum vestre devotionis habundanciam quam tociens circa nos, licet immeritos et exiguos, affluxisse, necnon et affluere sensimus et sentimus vestre regie majestati quantulacumque vicissitudine possumus, respondemus ejusdem vestre regie majestatis multorumque animos ad devotionem ecclesie nostre, plene invitatos ad laudem Domini et reverentiam glorissime peccatricis, ut igitur pro exibitis a vobis et a domina regina nobis, et ecclesie nostre bonitatibus et beneficiis participationem omnium bonorum, que per nos et fratres nostros ubilibet existentes operari, dignabitur clemencia Salvatoris vobis placeat accepisse, non solum hoc generale sed etiam hoc speciale quod sequitur, vobis concedimus liberaliter et benigne: videlicet qualibet ebdomada unam missam de Sancto-Spiritu in conventu, et in quolibet nostrorum prioratuum qualibet ebdomada similiter missam unam, et tres missas preter hoc annuatim a quolibet nostro monacho sacerdote ubilibet in regno Francie commorante, a quolibet non sacerdote monacho unum psalterium annuatim et psalmum *Exurgat Deus* cotidie post matutinas, cum oratione, et in quatuor missis que cotidie in ecclesia nostra sollempniter ce-

lebrantur psalmum *Deus venerunt* cum precibus *Exurgat Deus* et versiculis et orationibus consuetis. Qualibet etiam ebdomada, annuatim, missam de Sancto-Spiritu cum psalmo *Deus venerunt* et precibus *Exurgat Deus* et versiculis et orationibus consuetis in qualibet sex ecclesiarum secularium nobis pleno jure subjectarum, et duas missas cum psalmo *Deus venerunt* et versiculis et precibus *Exurgat Deus* et orationibus consuetis, annis singulis, a predictarum ecclesiarum quolibet sacerdote, donec de secundo adventu vestro et leticia vestri reditus ad propria que affectamus plurimum magnificemus dominum et nostri exultent spiritus in Deo nostro verissimo salutari. Concedimus vobis, etiam, anniversaria recordationis inclite patris et matris vestrorum in ecclesia nostra in perpetuum celebranda; et si, quod absit, obitum vestrum vel domine regine contingeret nos audire, pro illo de quo audierimus vel pro utroque similiter faciemus. In cujus rei testimonium nos abbas sigillum nostrum proprium, et nos conventus sigillum nostrum ad causas quod ad presens utimur cum aliud non habemus, presentibus duximus apponenda.

Datum, anno Domini M° CC° LX° nono. — Bene et diu valeat et vigeat vestra majestas regia per tempora longeva.

Arch. nat., J 198, n° 113. — Chérest, *Etudes hist. sur Vézelay*, t. III, p. 216.

—

649 1269.

Bail à rente perpétuelle par l'abbaye Saint-Pierre-le-Vif de Sens à sept habitants du bourg de ce nom, de neuf arpents de terre pour y planter des vignes ou y bâtir; lesquelles terres sont situées près du ru de Merdreau et des murs de l'abbaye Saint-Jean, à Sens.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Senon., salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constituti Garnerus, dictus Pipiart, Guibertus, dictus Biezaus, Henricus, dictus Caillons, Petrus Geste, Odo Reborcerius, Petrus Potaus et Jacobus, dictus Belemere, de burgo Sancti-Petri-Vivi, recognoverunt et confessi sunt quod religiosi viri abbas et conventus Sancti-Petri-Vivi Senon., eisdem hominibus, pro se et heredibus suis et eorum successoribus, in perpetuum tradiderant quandam peciam terræ continentem novem arpenta ad arpentum Sancti-Petri-Vivi, pro vineis in dicta terra plantandis, seu domibus edificandis quitis eisdem hominibus et eorum successoribus de foragiis, corveis et p acitis generalibus, quæ sita est juxta marderellum et muros Sancti-Joannis et protendit se a dictis muris ex longitudine usque ad cheminum per quod itur de Marcheillo apud Malleium-Regis, et ex latitudine usque ad novas plantas erga molinetum Sancti-Petri antedicti, scilicet cuilibet predictorum hominum unum arpentum et octavam partem unius arpenti; excepto Odone Rebocerio cui tradiderunt modo predicto duo arpenta dictæ terræ et duas octavas partes duorum arpentorum pro quindecim solidis paris. pro unoquoque arpento eisdem religiosis vel eorum mandato, quolibet anno, in festo Beati-Martini hiemalis, ab eisdem hominibus seu eorum heredibus, vel dictas vineas seu domos tenentibus, seu possidentibus, pro censu et decima reddendis et solvendis in abbatia ante dicta; retentis eisdem religiosis in dictis vineis seu domibus, ventis, si eas vendi contigerit, seu partem quamlibet, cum omnimoda justitia tam magna, quam parva, seu alia qualicumque. Et dictas vineas seu domos poterunt dicti homines vendere, alienare, permutare seu pignori obligare, salvo in omnibus jure dictorum religiosorum, et quod eis vel eorum heredibus, seu successoribus dictas vineas, seu domos in manu-mortua ponere, seu alio pondere honerare non licebit: tali modo, quod si predicti homines, vel aliqui ipsorum, dictam terram, vineas seu domos, vel partem qualemcumque tenentes seu possidentes, sive sint ibi vineæ, sive domus vel ad terram sit redacta pro toto, vel partim, defuerint in solutione dictorum quindecim solidorum, vel pro rata secundum quod quilibet tenebit seu tenebunt de dicta terra, seu de dictis vineis, vel domibus pro deffectu dictæ solutionis dictorum quindecim solidorum, seu pro parte cuilibet contingente quinque solidos paris., solvere tenebuntur et reddere dictis religiosis, vel eorum mandato, pro emenda. Et si per duos annos continuos defuerint in solutione dicti census, seu ejusdem pensionis, dicti religiosi, vel eorum mandatum, dictam vineam vel domum sive ad terram sit redacta, vel partem illius qui pro dictos duos annos cessaverint in solutione dicti census, seu pensionis saisire poterunt..... ad premissa firmiter observanda et tenenda dicti homines prædictis re-

forches drécier, ne autre chouse faire oudit bois au doumaige ne à la honte de Pontegni; et ce bois cil de Pontegni pourront clourre de quelcunque clousure que il voudront; et en ce dit bois gie a retenu la chace à moi et à mes hoir, quant gie ou il vorront chacier sanz faire haye e sanz empirier ledit bois..... Et por ce que toutes ces chouses desusdites scient fermes e estables, à tous jors, gie les a confermées de mon seel que gie aprendre an ces présentes letres an léaul témoignaige.

Ce fuit fest e accordé e outreié an l'an de l'Incarnatiun Nostre-Seignor 1269, ou mois d'aoust.

D. Depaquy, *Hist. de l'abbaye de Pontigny*, t. III. p. 169, Bibl. d'Auxerre, Ms, n° 158.

—

655 1269, OCTOBRE.

Vente par Jean du Plessis et sa femme, à l'abbaye de Vauluisant, du droit de faire des haies pour chasser, que ledit Jean disait avoir dans les bois de Servins, dépendant de l'abbaye. Il se réserve seulement le droit de faire des haies pour chasser le lièvre et le lapin.

Omnibus, etc., officialis curie Senon. Notum facimus quod in nostra presencia constituti nobilis vir Johannes de Plesseto, miles, et nobilis mulier Heluysis, ejus uxor, recognoverunt se pro octies viginti libris tur., suis quitis et jam in pecunia numerata sibi solutis, ut dicebant, ad perpetuitatem vendidisse religiosis viris abbati et conventui Vallislucentis, totum jus faciendi hayas sive hayam ad venandum, quod ipsi Johannes et Heluysis habebant, seu habere dicebantur in nemoribus dictorum religiosorum pertinentibus ad granchiam eorumdem de Servinis, exceptis hayis ad lepores et ad cuniculos capiendos de spinis et genestis tantummodo faciendis. Renuntiantes etiam specialiter et expresse, dicti Johannes et Heluysis, omnibus litteris et instrumentis confectis a temporibus retroactis, etc.

Preterea, promiserunt dicti Johannes et Heluysis, fide media, quod ipsi de tribus sextariis frumenti quos dictus defunctus Gaufridus, quondam pater dicti Johannis, contulit in elemosinam, ut dicebant, ecclesie Vallislucentis percipiendos annis singulis in terragiis suis de Plesseto, dictis abbati et conventui satisfacient annuatim, pro portione quam ipsos habere contigerit in terragiis supradictis, etc.

Actum, die veneris post octabas Beati-Symonis, anno Domini M° CC° quinquagesimo-nono, mense octobri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Vauluisant. — Servins.

—

656 1269, 26 OCTOBRE.

Guillaume de Broce, archevêque de Sens, voulant exécuter les engagements pris par ses prédécesseurs et notamment l'archevêque Henri Cornut, au sujet de la dotation des vicaires de sa cathédrale, ordonne que, au moyen de 300 livres tournois qui lui sont dues par Gilon Cornut, chanoine de Sens et les autres héritiers de feu Simon Cornut, chevalier, et de 600 livres également dues par l'archevêque Pierre de Charny, son successeur, à imputer sur 1,600 livres dont 1,000 livres sont destinées à la Terre-Sainte, il soit acheté 30 livres de terre de rente pour lesdits vicaires.

Universis presentes litteras inspecturis, Guillelmus, miseratione divina, archiepiscopus quondam Senon. in Domino salutem. Notum facimus quod cum diceretur a pluribus nos teneri clericis vicariis ecclesie Senonensis assignare triginta libratas terre, ratione predecessorum nostrorum quondam archiepiscoporum Senon., et maxime ratione bone memorie H. quondam Senon. archiepiscopi, immediate predecessoris nostri, licet non credamus nos ad hec teneri; attendentes tamen opus pietatis hoc esse, volumus, sive ad hoc teneamur sive non, concedimus ac eciam ordinamus, ob anime nostre et dictorum predecessorum nostrorum remedium et salutem, quod de trecentis libris turon. in quibus venerabilis vir magister Gilo Cornuti, canonicus Senon. et alii heredes defuncti Symonis Cornuti, quondam militis, nobis tenentur, et eciam de sexcentis libris turon. residuis ex debito, in quo venerabilis pater P., Dei gratia Senon. archiepiscopus, successor noster, nobis tenetur ex causa, scilicet ex debito mille et sexcentis libris turon. de quibus mille libras assignavimus Terre-Sancte, et de eisdem disposuimus ipsas in usum ipsius Terre atque subsidium convertendas, ementur pro predictis vicariis dicte triginta librate terre et etiam ultra, si possit pro dicta pecunia plus fieri, ab eisdem vicariis imperpetuum possidende. In cujus rei testimonium et memoriam per-

d'attirer devant sa cour un procès au sujet de la terre de Ponnessant qui dépendait de l'abbaye Saint-Germain, et que revendiquait le comte de Sancerre. — Lequel arrêt est motivé sur ce que le comte de Sancerre n'avait de droits que lorsqu'il était seigneur de La Ferté-Loupiere, ce qui n'existait plus.

Petebant abbas et conventus Sancti-Germani Autissiod. contra comitem Sacrocæsaris, quod cum ipsi associassent comitem Sacrocæsaris prædecessorem suum ad terram de Pont-Neissant, ab eo possidendam quandiu esset dominus Feritatis de la Loupière, pro tuitione ipsius habenda; et dictus comes, ipsa villa Firmitatis translata in dominum Guillelmum de Curtiniaco, desierit esse dominus dictæ villæ, dicta terra de Pont-Neissant, tanquam sua redderetur eisdem, et ad eam sibi reddendam compelleretur comes prædictus. Facta, autem, hac petitione, procurator regis Navarræ petiit super hoc curiam pro ipso rege, cum ipsa terra sit infra metas comitatus Campaniæ, et de feodo Campaniæ, ut dicebat. Dictus, autem, comes hoc confitens petebat reditum ad curiam ejusdem regis. Ex adverso, dicebatur pro ipsis abbati et conventu, quod inde non debebant audiri procurator regis, et comes predictus; cum res petita non sit res feodalis, sed de elemosina et garda regis Franciæ, nec sit infra metas comitatus prædicti. Cum, etiam, actio hujusmodi sit personalis, non realis; et dictus comes sit homo ligius domini regis, et alias dictus rex super hoc curiam petierit, et sibi fuerit denegata: tandem, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictus rex Navarræ curiam super hoc non haberet.

Datum Parisiis, in parlamento Pentecostes, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-nono.

Du Bouchet, *Hist. généal. de la maison de Courtenay*, preuves, p. 59.

—

654 1269, AOUT.

Vente par Erard de Brienne, seigneur de Venizy, à l'abbaye de Pontigny, de 500 arpents de bois, à l'arpent de Champagne, pour 1,500 livres t.

Gie Erarz de Brene, chevaliers, sires de Venisy, fais savoir à touz ces qui verront ces présentes lettres, que je ai vendu, outroié et quité à l'abbé et au couvent de Pontigni, de l'ordre de Cistiaus, à tenir touz jors franchement en mainmorte, sis cenz arpenz de bois, ce est à savoir lou bois sus terre e le fonz avec, à l'arpant de Champaigne, qui seiet ajoignant d'une part au bois de ces de Ponteigni que l'an dit la queie de Beurs, et deuz cenz arpanz qui furent mon père feu Henri de Brene, chevalier, à les bois au seignor de Montmoranci de autre part, pour mil e cinc cenz livres de tornois... et ces sis cenz arpans de bois seur terre et le funt avec, je suis tenuz et ai promis en bone foi à garantir audit abbé et au couvant de Pontegni, délivrer et deffandre ver touz, quites et frans entierement de tout fié, de douère, de gruerie, de servaige, de coustume, de pensiom, de paisnaige et de toute menière de usaire de bois, seauz la vene pasture à ces qui devent user au cedit bois en temps convenauble: ce est à savoir que en ce bois nus ne puet ni ne doit doudit bois coper, ne prendre ne vif ne mort, ne por édifier ne por ardoir, ne cuillir herbe ne fuile, ne miner en nus temps; et auront li abbé et li couvent de Ponteigni la jotise doudit bois e la seignorie, e il mettront forestiers à leur volanté, e porront ars pourter et chacier, e chiens mener, et venerunt praure, e miner, e leu bestes à pasturer en touz temps, e toutes menières de fourfez lever, e masum faire, e doudit bois eppletier en toute menières, com de celui qui est leur propres; seaus ce que gie a retenu dudit bois, à moi, à mes hoir, à touz jorz la grant joutise, ce est assavoir lou rapt, lou muttre et le larron qui por sum fait auroit déservi à perdre vie ou membre: e ceste chose e jostise je ne puis ne ne doi fere, ne mi hoir, des renduz de Pontegui en nule menière, ne des sergenz séculers qui seroient au pain et au sel de Pontegni, se li dit sergent n'estoient pris au présent forfet, ou quenuissent sanz destraindre; e se auquns des sergenz estoit sospeanous ou criez de tel fait, il seroit mis en segure garde de par l'abbé et le couvant de Pontigni et de par moi ou de par mes hoir, jusque à tant que il fuit par droit délivrez ou condannez; e se par avanture droiz lou condannoit au hus et au coustumes dou païs, je ou mi hoir en feriens la jotise qui en devroit estre faite; e se droiz le délivroit, il seroit délivrez sanz délai de par les deus parties aus huis et au coustumes dou païs. E est à savoir que gie, ne mi hoir, ne mes genz, ne foretier, ne autre, ne poons riens prandre ne eppletier oudit bois, fors ce qui apertient à la grant jotise, ne por nul achoisum

petuam, et ut predicta rata maneant ac eciam inconcussa, presentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas.

Actum et datum apud Briennonem, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-nono, die sabbati ante festum beatorum apostolorum Symonis et Jude.

Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, Fonds du grand Chapitre.

—

657 1269, NOVEMBRE.

Jean, comte de Sancerre, rapporte comment Humbaud, autrefois abbé de Saint-Germain, et ses moines, avaient remis en commun entre les mains d'Étienne, comte de Sancerre, frère de feu Guillaume, archevêque de Sens et légat, la *potestas* de Ponnessant, à de certaines conditions; et spécialement de ne pouvoir l'aliéner ni la donner, sinon en aumône à l'abbaye Saint-Germain, et que celui qui serait seigneur de La Ferté-Loupière pourrait toujours obtenir cette cessation d'association ;

La mise en commun ayant cessé, et l'abbaye devant rentrer en possession, parce que lui Jean n'était pas seigneur de La Ferté, son père ayant échangé la dite terre pour une autre ;

Jean répliquant le contraire : il y eut procès à la cour du roi, entre son frère et lui, d'une part, et l'abbé, de l'autre, lequel fut ainsi terminé par une transaction dont voici les termes :

L'abbé abandonne à Jean et ses héritiers la dite communauté ou association, quoiqu'il ne soit pas seigneur de La Ferté, et les conditions de cette association seront maintenues ; ledit Jean reconnaît, en conséquence, devoir à l'abbaye 20 livres par., à prendre sur ses revenus de sa propre terre de Ponnessant.

D. Viole, *Hist. des Évêques d'Auxerre*, Ms, t. III, p. 344.

658 1269, 8 NOVEMBRE.

Accord entre Etienne de Chablis, curé de Poilly, et Jean, clerc, concessionnaire à vie des droits de l'abbaye Saint-Michel de Tonnerre audit Poilly et par lequel il fut reconnu au profit de Jean qu'il jouirait de la moitié des produits et des oblations de l'église de Poilly pendant la vie dudit curé, suivant les termes de la charte de l'évêque Manassès, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Autissiod. salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presencia propter hoc personaliter constituti Stephanus de Chableiis, rector ecclesie de Poileyo, Lingonensis diocesis et Johannes de Poileyo, clericus, filius Droconis quondam prepositi dicte ville, recognoverunt coram nobis quod cum controversia verteretur coram venerabili viro officiali Lingonensis, auctoritate ordinaria, inter dictum curatum, ex una parte, et dictum Johannem, agentem nomine procuratoris pro viris religiosis abbate et conventu Sancti-Michaelis de Tornodoro, ex altera, super eo quod idem Johannes petebat a dicto curato medietatem omnium proventuum, exituum et oblacionum ecclesie de Poleyo, excepto presbiteragio, racione juris patronatus quod dicunt se habere in dicta ecclesia abbas et conventus predicti, communiter vel divisim ; qui predicti abbas et conventus dicto Johanni, ut asseruunt coram nobis, predicti Stephanus et Johannes contulerunt eidem Johanni, ad vitam suam, quicquid juris habent vel habere debent racione dicti juris patronatus in ecclesia memorata, prout in ipsorum abbatis et conventus litteris concessionis dicitur contineri, tandem, de bonorum virorum consilio ut asseruunt, pacificaverunt in hunc modum : quod dictus Stephanus vult et in hoc expresse consentit quod dictus Johannes de cetero percipiat et habebit, quamdiu idem Stephanus erit curatus dicte ecclesie, decimam lane et agnorum et omnes terras arabiles ad dictam ecclesiam pertinentes quitas et liberas ab omni decima debita ecclesie supradicte, ratione porcionis quam dicunt se habere predicti abbas et conventus ratione dicti juris patronatus quod dicunt se habere in dicta ecclesia, videlicet, medietatem omnium proventuum, exituum, redditiuum et oblationum dicte ecclesie prout in litteris bone memorie Manasserii Dei gracia episcopi Lingonensis dicitur et vidit dictus Stephanus, ut asseruit, contineri ; quam portionem predicti abbas et conventus dederunt et concesse-

runt dicto Johanni, ut dicitur, ad vitam suam pacifice possidendam, prout ipsorum abbatis et conventus litteris super concessione predicta factis dicitur plenius contineri. Quando, vero, contingerit dictum Stephanum decedere vel dictam ecclesiam dimittere quoquomodo, dictus Johannes, vel abbas et conventus, predicti vel eorum mandatum porcionem predictam quam habent in dicta ecclesia percipient et habebunt, secundum tenorem litterarum dictorum abbatis et conventus sigillo bone memorie predicti Manasserii, episcopi Lingonensis, sigillatarum ; quas litteras dictus Stephanus quamdiu idem Johannes vixerit, ut dictum est, approbavit et de cetero approbabit. Predictas autem conventiones predicti Stephanus et Johannes, fide in manu nostra prestita corporali, promiserunt se servaturos et contra non venturos quamdiu vixerit et dictus Stephanus erit curatus ecclesie supradicte, quantum ad predicta firmiter observanda se juridicioni seu juridicionibus Autissiod. et Lingon. curiarum supponentes. In cujus rei testimonium sigillum curie Autissiod., ad peticionem dictorum Stephani et Johannis, presentibus litteris duximus apponendum.

Datum, anno Domini M° CC° LX° nono, die veneris post festum Omnium-Sanctorum.

Cartul. Saint-Michel de Tonnerre, F F° 72 V°, Bibl. de Tonnerre.

1277. — Le curé Etienne reconnut, devant Gui de Til-Châtel, archidiacre de Tonnerre, les droits dont l'abbaye Saint-Michel jouissait dans sa paroisse, savoir : la moitié des dîmes de blé, vin, chanvre, fèves, laines, agneaux, legs et offrandes et blé des anniversaires. Il réserva ses droits anciens. — Ibid. F° 74, R°.

—

659 1269 [1270], MARS.

Vente par Guillaume des Barres, Aveline, sa femme, et Gui, son frère, tous deux fils de feu Pierre des Barres, au préchantre de Sens et à l'archidiacre de Provins, pour l'archevêque de Sens, de leurs droits dans la vicomté de Sens, moyennant 1,500 livres, lesquelles provenaient de l'affranchissement des habitants de Saint-Julien-du-Sault.

Omnibus presentes litteras inspecturis Stephanus, permissione divina ecclesie Parisiensis minister, licet indignus, salutem in Domino. Notum facimus quod nostra presencia constituti nobilis vir Gillermus de Barris, miles, nobilis mulier Avelina, ejus uxor, et Guido, armiger, frater dicti Guillermi, filii quondam defuncti Petri de Barris, militis quondam et vicecomitis Senon., dicentes et asserentes se habere in vicecomitatu Senon. feodum de Serginis cum feodis et retro-feodis ad ipsum feodum pertinentibus, et feodum Stephani de Alemante, et etiam terciam partem omnium aliarum rerum, quas ipse Guillermus et coheredes sui habebant in dicto vicecomitatu et in pertinentiis ejus, tam reddituum, proventuum, dominii, justicie, feodorum, retrofeodorum, quam aliorum quorumcumque, exceptis feodis de Thorigniaco, quos Milo de Thorigniaco et, Henricus de Coudreto, milites, tenent, feodo de Praellis, quem Guido de Barris, miles, tenet, et feodo Guillermi de Allemante sito apud Malleyum-Vicecomitis ; qui feodi, in recompensationem dictorum feodorum de Serginis et Stephani de Alemante, in partem coheredum ipsorum Guillermi et Guidonis cessarunt, ut dicebant, et exceptis decem libratis terre, quos magister Girardus Rousselli, clericus, tenet in feodum in dicto vicecomitatu, vendiderunt coram nobis et se vendidisse coram nobis, publice, recognoverunt, predictaque se habere dicebant in dicto vicecomitatu et in pertinentiis ejus habebant et habere poterant et debebant, tam racione successionis vel escasure quam alii racione quacumque seu causa, tam in redditibus, dominio, justitia, feodis, retro-feodis, quam rebus aliis quibuscumque in quibuscumque rebus, commodis, emolumentisve consistant : videlicet venerabilibus viris procentori (*sic*) Senonensi et archidiacono pruvin. in ecclesia Senon. ementibus ad opus et augmentum archiepiscopatus Senon., et nomine ejusdem, ac pro ipso, et eciam pro reverendo patre P., Dei gratia Senon. archiepiscopo et ejus successoribus, et precium solventibus de pecunia archiepiscopatus, proveniente ex franchesia seu libertate ville Sancti-Juliani de Saltu, a bone memorie Guillelmo quondam Senon. archiepiscopo jamdudum concessa, in augmentum dicti archiepiscopatus convertenda, scilicet pro mille et quingentis libris turon., eisdem venditoribus quictis et sibi jam solutis, ut confitebantur, in pecunia numerata, et pro trecentis et sexaginta et quindecim libris ejusdem monete pro quinto dominii feodalis de quibus pecunie summis dictos emptores et etiam dictum archiepiscopatum in perpetuum quictaverunt, coram no-

bis, confitentes et asserentes predicta vendita esse, et movere de feodo dicti domini Senon. et nemini obligata; promittentes, etc.....

Cujusmodi vendicionem Guillelmus, armiger, filius dicti Guillelmi, coram nobis propter hoc constitutus, voluit, laudavit pariter et concessit, et predicta vendita et quicquid juris in eisdem habebat et habere poterat et debebat, eidem domino Senon., et ejus successoribus ac dicto archiepiscopatui quitavit perpetuo coram nobis, et promictens per juramentum suum ab ipso tactis sacrosanctis Evangeliis, coram nobis prestitum, se contra eam non venire et nichil juris in dictis rebus venditis reclamare. De cujus liberatione, garentia et defensione feodi et aliis premissis a dictis venditoribus et eorum heredibus tenendis, faciendis, complendis et firmiter observandis, dampnisque, deperditis, constamentis et expensis refundendis ut premissum est, Johannes de Acrivilla, Johannes de Montigniaco, Gilo de Plesseto, Milo de Villaribus-Loye, milites, et Odardus et Petrus de Barris, armigeri, fratres dicti Guillermi, militis, propter hec coram nobis constituti, pro dictis venditoribus et eorum heredibus erga dictum dominum Senon., et ejus successores se plegios obligaverunt, quilibet ipsorum in solidum et pro toto ad tradendum, fide ab eis in manu nostra data, eidem domino Senon. vel ejus successoribus aut eorum mandato, gagia sufficentia, ductibilia et portabilia; si ipsi venditores vel eorum heredes in premissis vel aliquo premissorum deficerent aut contra venirent quoquomodo, etc.....

Dicta vero Avelina, per dictum juramentum suum ab ipsa coram nobis prestitum, renunciavit penitus et expresse omni juri quod ipsa habebat et habere poterat et debebat, ac se habere expectabat in dictis rebus venditis, racione hereditatis, conquestus, dotis vel dotalicii, aut alia racione quacumque seu causa, dicens et asserens per idem juramentum, quod ipsa faciebat spontanea, non coacta nec in aliquo circumventa.....

Actum et datum Senonis, die dominica in media Quadragesima, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-nono, mense marcio.

Bibl. nat., Fonds latin, 9895, Cartul. de l'archevêché de Sens, t. I, F° 22 R°.

1269 [1270], 26 mars. — Guillaume des Barres, chevalier, seigneur de Dyant, donne quittance à maître Etienne, chanoine et bailli de l'archevêque, des 1,500 livres prix de la vente de la vicomté de Sens. — Ibid. F° 11 V°.

—

660 1269 [1270], 9 AVRIL.

Guillaume des Barres relève ses vassaux, pour la vicomté de Sens, de leur serment de fidélité et les invite à faire leur hommage à l'archevêque de Sens auquel il a vendu ses droits sur la vicomté.

Guillermus de Barris, miles, universis et singulis feodotariis seu vassalis suis racione vicecomitatus Senon., salutem et in Domino sinceram dilectionem. Mandamus vobis et precipimus, quatinus reverendo patri ac domino Petro, Dei gracia archiepiscopo Senon., domagia in quibus nobis, racione vicecomitatus Senon., pro parte nos contingente tenemini, quam partem eidem domino cum omni jure, quod in eodem vice-comitatu et racione ejusdem habebamus vel habere poteramus, vendidimus, et de quibus satisfacionem recepimus in pecunia numerata, infra instantem diem sabbati post Pascha proximum, vel quandocumque ab ipso vel ejus mandato requisiti fueritis, sine difficultate qualibet faciatis. Nos, enim, vos omnes, qui eidem archiepiscopo racione premissa homagium feceritis, ab omni fidelitate nobis debita et homagio nobis, racione vicecomitatus prefati facto, seu eciam faciendo, penitus absolvimus et quittamus.

Data, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo-nono, die sabbati in vigilia Pasche.

Bibl. nat. 9895, Cartul. de l'archevêché de Sens, t. I, F° 44 V°.

—

661 1270, MAI.

Accord entre le duc de Bourgogne et l'abbaye Saint-Martin d'Autun, au sujet de leurs droits respectifs à Avallon, et dans la châtellenie d'Avallon en tout ce qui dépend du prieuré de Saint-Martin.

Nos Hugo, dux Burgundie, notum facimus quod cum discordia verteretur inter nos, ex una parte, et religiosum virum fratrem Michaelem abbatem S. Martini Eduensis et conventum ejusdem loci, ex altera, super justitia et juridictione magna et parva villarum de Gi-

rolles, de Tarroy, de Agneolo, de Annay, de Stabulis, Grangiis nemoris S. Martini scitis juxta chateluiam et territorium ejusdem nemoris S. Martini, prout territorium accingitur et circuitur fossis et rivulis, de Thory et de Vacy et aliorum locorum in castellania Avalonensi scitorum, pertinentium ad dictos abbatem et conventum et ad prioratum suum de Avalone et appendiciarum ipsarum villarum et locorum justitiam et juridictionem ad nos pertinere dicebamus et ipsi ad ipsos; supra eo etiam verteretur discordia inter nos et ipsos quod in hominibus et terra ipsorum in castellania Avalonensi dicebamus nos habere quod si homines nostri vel mulieres conjungebantur ad invicem per copulum matrimonii cum mulieribus vel hominibus prioratus S. Martini Avalonensis, mortuo homine vel muliere prioratus predicti, heredes hominum vel mulierum ipsius prioratus ad nos insolidum pertinebant et deveniebant. Denuo super eo quod ipsi religiosi asserebant homines súos posse morari seu mansionem habere in castro de Avalone absque franchisia nobis vel preposito nostro Avalonensi solvenda; nobis in contrarium asserentibus.....

Ut in posterum inter nos et dictos religiosos viros abbatem et conventum super premissis non possit suscitari materia conquerendi seu questionis, de consensu partium extitit amicabiliter concordatum in hunc modum : quod justicia et juridictio magna et parva ville de Girolles et totius territorii ejusdem ville, prout proteuditur late et longe usque ad viam que appellatur *cheminum Bretum* per quem itur a capella Vallis-Oligney ad crucem de Agneolo, sunt ipsorum abbatis et conventus. Iterum in aliis villis, terris et locis superius notatis, videlicet in his omnibus que tenent in manu sua seu in dominicaturis suis; iterum in hominibus suis et rebus ipsorum omnibus; iterum in grangia sua nemoris S Martini scita juxta castellaniam et in territorio dicti nemoris, prout superius est expressum, volumus quod habeant justitiam et juridictionem magnam et parvam. Concordatum est et inter nos quod heredes hereditates hujusmodi hominum et mulierum prioratus de Avalone matrimonialiter conjunctorum vel conjungendorum cum hominibus nostris vel mulieribus, ipsis hominibus vel mulieribus prioratus defunctis, ad nos non pertineant, imo ad dictos religiosos sine reclamatione aliqua a nobis facienda, licet hos inde in quibusdam locis vicinis habeamus. Iterum, volumus quod dicti religiosi habeant sex familias hominum in castro nostro Avalonensi tantummodo, sine franchisia nobis solvenda, justitia et juridictione nobis in dictis familiis remanente.....

Item volumus quod dicti religiosi possint habere furcas in territorio de Girolles. Volumus etiam nihil nos vel heredes vel successores nostros in rebus supradictis retinere vel habere posse nec in justitia magna et parva predictarum villarum et aliarum rerum seu locorum, nec in appenditiis ubicumque sint vel existant, nisi bonam et legitimam gardam, pro qua videlicet in eisdem villis et locis nos vel nostri successores nihil possumus petere vel extorquere, neč homines dictorum religiosorum possumus contra ipsos defendere vel in aliquo garentire, licet adversus extraneos hoc facere teneamur.

Ipsi, vero, religiosi dederunt nobis, pro predictis omnibus declarandis et pacificandis, domum suam de S. Hylario juxta Dolam, cum pertinenciis ejusdem domus, excepto jure patronatus. Item dederunt feodum quod tenetur ab ipsis ratione domus; iterum octies centum libras turonenses de quibus habemus nos pro pagatis in pecunia numerata.

Actum, anno Domini M CC LXX, mense maii.

G. Bulliot, *Essai historique sur l'abbaye Saint-Martin d'Autun*, t. II, p. 125, n° 79.

1270, juillet. — Le Chapitre Saint-Martin d'Autun ratifie l'accord ci-dessus. — Arch. de la Côte-d'Or, Domaine ducal, Layette 23. — Le duc Philippe-le-Bon confirma également cet accord en 1457.

—

662 1270, 24 JUIN.

Codicille d'Erard, seigneur de Vallery, étant à la Terre-Sainte, contenant distribution à ses chevaliers et à ses autres serviteurs, de ses chevaux et de sommes d'argent.

Au nom dou Père et dou Fiul et dou Seint-Esperit, l'an de l'inquarnacion Nostre-Seignor mil deus cenz seixante et dis, lou jor de la Nativité Sein-Johen-Baptistre, saichent tuit que con je Erarz, sires de Valeri, cogneitables de Chanpeigne, aie fait mun testament an mun pais, ouquel je ai ordené de mes choses à ma volenté, je vuil que icil testa-

menz soit fermes et estables et ne vuil pas que por ce don que je fes, con il est ci desouz devisiez, que nule chose de mun devant dit testament soit mué ne apetisié, mes ci an droit je vuil ordener de touz mes mobles que je ai avec moi, ne que l'an me doit ou doi avoir por la reson de ce veiaige de oustre-mer où je suiz meuz..... Et premièrement, je don à Jofroi Boichart, escuier, cinquante livres tornois et lou cheval que il a. Et à Perriau de Coreilli, cinquante livres et lou cheval que il a. Et à Johennin de Digni, cinquante livres et lo cheval que il a. Et à Guillermin Dunevile, cinquante livres et lou cheval que il a. Et à Johennet de Paci, cinquante livres et lou cheval que il a. Et à Chevillat, cinquante livres et le cheval que il a. Et à Herrit de Turies, quarente livres ou lou cheval que il a, louquel que il mieuz amera. Et à Valun quarente livres ou lou cheval que il a, lou quel que il mieuz amera; et se il avenoit que aucuns de ces sis escuiers devant diz, c'est à savoir Jofroiz Boicharz, Perriaus de Coreilli, Johenz de Digni, Guillemin de Uneville, Johennez de Paci, et Chevillar s'an alesent avant que il eussent faite lor année, je vuil que chacuns de aus ne eust que sun cheval ou les cinquente livres, lou quel que il vouldroient; et se il voloient demorer à la Terre-Seinte por un an, je vil que il aient chacuns son cheval et les cinquente livres de restor. Et si Avaluns et Herrit s'an voloient aler avant que il eussent lor année perfaite, je vuil que chacuns de aus ne eust que vint livres por aler an lor pais, et se il demoroient lor année, je vuil que il aient chacuns sun cheval ou quarente livres, si con il est dessus dit. Et de rechief je don monseignor Johen de Revillon deus cenz livres et se ses chevaus moroit, que il an ait sexante livres por sun cheval. Et que se aucuns de me compeignons s'an voloit aler an sun pais et ne voloit servir toute sa année là où je l'establirai, ou cil qui por moi serunt, je vuil que l'on lor paie de tant de tans con il auront deservi; et se il avoient eu plus que il n'auroient deservi, que il lou rendessent à cel ou à cels qui seroient au leu de moi establi; et se il voloient servir l'année entérine, que l'an les teigne lor convenances. Et de rechief je donne à Thierris mun conz, vint livres et à Roul, sun compeignon, vint livres, et ou paige de Vilebogis vint livres, et à Pierre de Maute dis livres. Et à munseignor Jofroi, lou preste, vint livres, et à Perriau, lou clerc, vint livres; et à Jofrun de ma chanbre XL livres; et à Lasnier, dis livres; et à Guarin, de la boteillerie, dis livres; et a Bataille, de la cuisine, cent solz. Et à Robin sun conpeignun, cent solz. Et derechief à chacun des garçuns qui sunt à moi au chief, cinquante solz. Et ou maire, dis livres. Et derechief je vuil toutes ces choses desus dites paiées avant, je don tout le remenant et touz mes mobles soit an or ou argent, ou vaisselmente, an juaus, en chevaus, an armeures et an detes, soit dou roi ou de autrui, an quelque chose que ce soit que je aie por ce veaige ne qui à venir me puissent, à monseignor Pierre de la Foiche, et se il defailloit de celi Pierre devant dit, chevalier, por mort ou por ce que il s'an alast, je don ces choses devant dites à monseignor Hue de Conflant, mareschaut de Chanpeigne, au leu de monseignor Pierre de la Foiche, si con il est devant contenu; et se il défailloit de ces deus chevaliers desus diz, c'est à savoir de monseignor Pierre et dou mareschaut, je don toutes ces choses munseignor Balduin et munseignor Raul, sun frère de Vandières, chevaliers, à aus deus ansanble, ou à l'un tout seul, se li autre ni estoit, ou si con il est devisié desus de monseignor Pierre de la Foiche et de monseignor Huun de Conflant, chevaliers devant diz; et si vuil que cil qui ces choses aura ausé de moi soit tenuz à servir monseignor lou roi de Navarre, ou celi ou cels qui seroient an leu de li, ansi con se ge i'estoie présenz. Et derechief je vuil que se li rois devant diz, ou cil qui demorroient an sun leu ne se tenoient à paié dou servise à celi ou à cels qui demorroient an leu de moi, que l'on regardast se je auroie enploi dou suen que je n'auroie déservi, et ce que l'on troveroit que je an eusse plus eu que cil qui seroit ou cil qui seroient an leu de moi li randessant ou à celi ou à cels qui seroient an leu doudit roi. Et se je voie plus déservi que je n'auroie eu dou suen, que cil qui seroit, ou cil qui seroient an leu de moi, li demandessent ou à celi ou à cels qui seroient an leu de li, et receussent, et que il lou meissent ou servise nostre seignor de la Terre-Seinte an laquel il verroient que il seroit plus granz porfiz amainé. Et derechief je vuil que se mes choses ne porroient soufire à ces choses desus dites porfaire, je an oblige toutes mes choses mobles, non mobles, an quelque leu qu'il soient, à acunplir ces choses si con eles sunt désus dites et devisiées.

Et à ces choses faire tenir et acunplir, je establis à monseignor Huun de Conflant, mareschaut de Chanpeigne, monseignor Perrun de la Foiche, monseignor Balduin de Vandières, munseignor Raul, son frère, et munseignor Johen de Revillon, chevaliers, et Jofroi Boichart, escuier, à acunplir et perfeire toutes ces choses si cun eles sunt desus devisiées. Ou quel tesmoin de ceste chose je ai scellés ces lettres de mon séal. Et por que ceste chose soit plus ferme et estable, nos Thiebauz, par la grâce de Deus rois de Navarres, cuens paladins de Chanpeigne et de Brie, i avuns mis nostre séal à la requeste dou devant dit Erart, seignor de Valeri.

Ce fust doné lou jour de la Nativité Sein-Johen desus dit.

Trés. des Chartes, J 208, n° 6.

12[7]0, 23 avril. — Le même Erard de Vallery, connétable de Champagne, étant à Châlon-sur-Saône, confirma les prieurés de Vandœuvre et de *Columberio* dans la possession de leurs biens que Yvon, abbé de Cluny, lui avait concédés. — Duchesne, *Bibl. Cluniac*, col. 1529.

—

663 1270, 20 SEPTEMBRE.

Lettre du Chapitre d'Auxerre au Régent de France pour obtenir la permission d'élire un évêque après la mort de Gui de Mello.

Religioso et venerabili in Christo patri M., Dei gratia abbati Sancti-Dyonisii in Francia et nobili domino de Nigella, locum regis in regno Francie tenentibus, devoti sui, Erardus, decanus, totumque capitulum Autissiod. ecclesie salutem et cum obsequio, reverentia et honore paratam ad eorum bene placitam voluntatem. Cum ecclesia nostra per condolendam mortem bone memorie G. quondam Autiss. episcopi nuper viam universe carnis ingressi sit ad presens pastoris regimine destituta, ad vos mittimus venerabiles viros G., decanum parisiensis, magistrum Henricum de Aulnis, et magistrum Anselmum de Mallicastro, dilectos concanonicos nostros, exhibitores presentium, vel duos ex ipsis, si tercium abesse contigerit, ad petendum a vobis, prout moris est, licentiam eligendi.

Datum, anno Domini M° CC° septuagesimo, die sabbati post festum Exaltationis Sancte-Crucis.

Orig. ; Trés. des Chartes, J 344, n° 37.

—

664 1270, NOVEMBRE.

Guillaume Dallemand, bourgeois de Sens, déclare avoir acheté de Geoffroi de Truisy, pour le prix de 240 livres, la moitié de la dîme de blé de la paroisse de Malay-le-Vicomte et d'autres droits féodaux ; il a rétrocédé le tout à l'archevêque de Sens de qui ces objets relevaient en arrière-fief.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod in nostra presentia constitutus, Guillermus de Alemante, civis Senon., dicens et asserens se emisse a Gaufrido de Truisiaco, armigero, pro ducentis et quadraginta libris turon. res inferius nominatas, de quibus dicebat se esse in homagium Petri de Barris, armigeri, et eas movere de retrofeodo reverendi patris domini archiepiscopi Senon., videlicet, medietatem tocius decime bladi de Malleyo-Vicecomitis et tocius parrochie ejusdem loci, que partitur cum capitulo Senon., salvo tamen onere dicte decime, prout idem Gaufridus et defuncta Laura de Truisiaco, mater quondam dicti Gaufridi, eamdem decimam percipiebant et percipere consueverant in parrochia antedicta ; unum modium avene ad mensuram Senon., quem idem Gaufridus in tota dicta decima primitus percipiebat et percipere consueverat annuatim ; census et censivas cum omni jure et dominio eorumdem, quos idem Gaufridus habere solebat in dicta parrochia et infra fines parrochie antedicte ; medietatem tocius platee in qua esse solebat granchia decimaria de dicto Malleyo-Vicecomitis, in qua quidem granchia tota dicta decima, prout ipse Gaufridus et capitulum Senon. eam percipere consueverunt, reponi consuevit, ac etiam totum jus et dominium que in predictis platea et decima habebat et habere consueverat idem Gaufridus, ac habere poterat et debebat quacumque ratione seu causa. Dicens etiam et asserens idem Guillermus, quod ipse, cum dicto Petro de Barris et aliis coheredibus suis, tanquam cum dominis feodi dictarum rerum super quinto denario convenerat usque ad quadraginta libras turon., quas idem armiger et sui coheredes eidem Guillermo quitaverant in recompensationem quorumdam serviciorum et laborum ab eodem Guillermo eidem armigero et dictis coheredibus suis impensorum predictum contractum ac predictam emptionem et res emptas antedictas, vocatis propter hoc et presentibus coram nobis magistro Johanne Heremite

magistro Nicolao de Egleniaco, magistro Theobaldo de Chesevo, magistro Roberto de Chamroto, Radulpho de Villamaris, Guillermo de Primiriaco, Bartheloto de Monte-Leonis, clericis, Andrico Barberio, Petro dicto Adoube, Dominico Lothoringo et Carioto, serviente dicti Guillermi de Alemante, reliquit et dimisit reverendo patri P. Dei gracia Senon. archiepiscopo, et se reliquisse et dimisisse, prout dictum contractum, seu dictam emptionem inierat et contraxerat, publice recognovit, coram nobis, pro dicto precio dictarum ducentarum et quadraginta librarum sibi a dicto domino archiepiscopo jam solutarum, et pro dictis quadraginta libris pro dicto quinto denario, et ratione dicti quinti denarii, ab eodem domino archiepiscopo sibi jam solutis in pecunia numerata, prout hec omnia idem Guillermus confitebatur, et de quibus pecunie summis eumdem dominum archiepiscopum quitavit perpetuo, coram nobis. Et renuncians exceptioni dictarum pecunie summarum sibi non traditarum et non numeratarum eidem domino archiepiscopo et ejus successoribus quitavit perpetuo predicta omnia supra prout ea emerat, etc..... (*Suivent les formules de chancellerie*.) Que omnia et singula, velut premissa sunt, Thecia, uxor dicti Guillermi, propter hoc, coram nobis constituta.... voluit, laudavit pariter et concessit (*ut supra*.)

Actum et datum, die martis ante festum beati Clementis, anno Domini M° CC° septuagesimo, mense novembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'archevêché de Sens, G 1315.

—

665 1270, 8 NOVEMBRE.

Amortissement par le roi de Navarre en faveur de l'abbaye de Pontigny, de 3 muids d'avoine donnés par Thibaud de Plancy et Jean d'Ervy.

Nous, mestre Thomas Brunel et mestre Adam de Grès, clers notre seigneur le roy de Navarre, establiz de par li à saisir et à arrester les acquests, faiz en ses fiefs, en ses arrièrefiefz, en ses censives et en ses aleuz, et à finer sur ces acquests, faisons à savoir à tous cex qui ces présentes lettres verront et orront, que nous, de l'auctorité et du pooir que nostre sires li roys de Navarre nous a donné, voulons et otroions que li abbez et li couvenz de Pontigny, de l'orde de Cytiaus, aient et tiegnent perdurablement en mainmorte, à touz jours, sauf le droit d'autrui, trois muis d'avoine que messires Thiebauz de Plancy, et Jehan de Hervy, escuiers, leur ont donné à prendre ou finaige de Courcelles. Et je Jehanz, sires de Trechastel, garde de Champaigne et de Brie, de l'auctorité et dou pooir que messires li roys de Navarre m'a donné, le vueil et l'ottroy. Et en tesmoing de ceste chose je ai mis mon scel en ces présentes lettres avecques les seaux au devant nommez clers monseigneur le roi de Navarre, Thomas et Adam.

Ce fut fait à Saint-Florentin, le samedi prouchain amprès la feste de Touz-Sainz en l'an de grâce mil dueus cenz et seixante-dix.

D. Depaquy, *Hist. de l'abbaye de Pontigny*, t. II, p. 338, Ms n° 158, Bibl. d'Auxerre, d'après le 2° cartul. de Pontigny, F° 76.

—

666 1270, 19 NOVEMBRE.

Lettre de Pierre, archevêque de Sens, aux régents de France, par laquelle il leur annonce la promotion d'Erard de Lézignes à l'évêché d'Auxerre.

Viro venerabili, prudenti ac religioso domino Matheo, Dei gratia abbati ecclesie Beati-Dionisii in Francia, ac nobili viri domino Nigelle, tenentibus locum regis, Petrus, ejusdem miseratione Senonensis archiepiscopus, salutem et sinceram caritatem in Domino cum honore. Significamus vobis quod electionem de venerabili viro magistro Erardo, decano Altissiodor. canonice celebratam in Altissiodor. episcopum confirmavimus hec vobis et omnibus quorum interest tenore presentium intimantes. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Data Naailli, die mercurii post octabas hyemalis festi Sancti-Martini, anno Domini M° CC° LXX.

Arch. nat., J 346, n° 53.

—

667 1271, AOUT.

Vente par Gui du Mez, bailli d'Auxerre, à Gui de Maligny, seigneur de Montigny, pour 290 livres, de tout ce qu'il avait acheté de Gui d'Esnon, chevalier, sur la terre de Dannemoine, et consistant en héritages, hommes, redevances, etc.

Universis presentes litteras inspecturis officialis Trecensis, salutem in Do-

mino. Noveritis quod in nostra presentia constitutus Guido de Meso, baillivus Autissiod. recognovit publice se vendidisse et venditionis nomine quitasse viro nobili Guidoni de Melligniaco, domino Montigniaci, militi, quicquid emerat idem a viro venerabili Guidone de Enon, milite, situm apud Denemainne, videlicet quicquid idem Guido de Enon habebat in villa de Denemania, tam in hominibus, feminis, justiciis, censivis, coustumis, terciis, pressoriis, nemoribus, arripariis, quæ (*sic*) rebus aliis quibuscumque, quadam vinee petia sita in finagio, de Danemonia, juxta vineam Odeti Maugerii de Herviaco, ex una parte, et juxta vineam Fauqueri de Denemonia, ex altera, clausum de Enon vulgariter nominata dumtaxat accepta (*sic*), cum totali plenoque jure quod ad eumdem baillivum cum dicto clauso devenerat et in manu ejusdem baillivi translatum fuerat de manu dicti Guidonis de Enon, militis; que idem Guido baillivus sibi in perpetuum et heredibus suis integraliter reservabat sicut asseruit coram nobis, pro ducentis et nonaginta libris turon. suis quitis et sibi jam solutis, in pecunia numerata, per manum virorum prudentium magistri Jacobi de Herviaco, clerici, thesaurarii domini regis Navarre, et Reneri dicti La Corre, quia magister Jacobus una cum viro prudenti Laurentio burgense de Herviaco de dictis ducentis et nonaginta libris se pro dicto milite de Melligniaco erga eumdem Guidonem, baillivum, fidejussorem et plegium obligarat; necnon et se una cum dicto Laurentio in manu ejus Guidonis de Meso, baillivi, de dicta pecunie summa debitorem et pagatorem constituerat principalem, prout hec omnia dictus Guido de Meso in jure confessus est, coram nobis, asserens annum et dimidium vel circa tamen jam elapsum fuisse a tempore dicte venditionis celebrate.

In cujus rei testimonium, sigillum curie Trecensis una cum sigillo dicti baillivi, qui quantum ad hoc jurisdictioni curie Trecensis predicte se supposuit, presentibus litteris duximus apponendum.

Datum, anno Domini M° CC° septuagesimo-primo, mense augusto.

Bibl. nat.; Fonds latin 5993 A, F° 538.

—

668 1271, SEPTEMBRE.

Accord contenant affranchissement de taille, main-morte et formariage, par Jean de Courgenay en faveur de ses hommes dudit lieu, moyennant un abonnement annuel variant de 12 deniers à 2 sous.

Omnibus presentes, etc.; coram Petro Picardo, clerico, notario curie Senon. jurato ad hoc audiendum quod sequitur... Constituti Johannes de Courgenayo, armiger, ex una parte, Richardus dictus Normannus, (*et 44 autres tant hommes que femmes*) ex altera, recognoverunt quod convenciones inter ipsos intervenerant tales, videlicet, quod dicti homines in utroque sexu existentes, et eorum heredes de corporibus eorum procreati, qui extra advoeriam extiterint, seu fuerint maritati, quamdiu manebunt in dicta villa de Courgenayo, seu moram fecerint in eadem, dicti armigeri et ejus heredum homines justiciales, abbonnati remanebunt, et quolibet anno quamdiu moram fecerint in dicta villa reddent et solvent nomine dicti abonamenti dicto armigero, vel ejus heredibus, in festo Beati-Remigii, domo dicti armigeri de Courgenayo, videlicet dictus Richardus Normann us et quilibet heres ipsius Richardi extra advoeriam existens, duos solidos tur., (*et ainsi des autres qui paient 12 et 18 deniers.....*) Hoc salvo predictis hominibus, mulieribus et eorum heredibus quod quotienscunque ipsi voluerint dictam villam de Courgenayo relinquere et in aliam villam manere, ipsi a solutione dicti abonamenti quiti et liberi remanebunt, nec dictus armiger, vel ejus heredes, ab eisdem aliquid petere poterunt racione abonamenti predicti. Et fuit ita actum in dictis conventionibus inter dictas partes, quod si dicti homines et eorum heredes in solucione dicti abonamenti defecerint, ut dictum est facienda, quod dictus armiger et ejus heredes ab eisdem hominibus et eorumdem heredibus a quolibet ipsorum levare poterunt, si levare voluerint, quinque sol. tur. de emenda. Et per dictas convenciones dictus armiger, et ejus heredes, predictos homines et eorum heredes antedictos quamdiu manebunt in dicta villa de Courgenayo ad sumptus suos proprios tenebuntur garentire et defendere erga omnes; omniaque dampna et deperdita eisdem hominibus et eorum heredibus restituere que ipsos occasione dicte garentie contigerit sustinere. Prefatus, vero, armiger, pro se et ejus heredibus prefatos homines et eorum heredes abonnatos quitavit de tallia, manumortua et forismaritagio; et has omnes convenciones et singulas, prout

superius sunt expresse, promiserunt dicte partes per fidem suam in manu dicti mandati nostri prestitam observare et eis contra venire, etc.

Datum, anno Domini Mº CCº septuagesimo-primo, mense septembri.

Orig. : Arch. de l'Yonne. Fonds de l'abbaye de Vauluisant. — Courgenay.

1278, novembre. — Jean de Courgenay, chevalier, et Marguerite sa femme, fille de feu Ythier de Pacy, le jeune chevalier, vendent au Chapitre de Sens, pour 200 livres par., leurs droits sur la grange de la Communière, à Chigy, tant en blé qu'en fourrages, s'élevant au sixième, et le sixième de 24 arpents sis audit Chigy, lieu dit Pré-Sec, etc. Arch. de l'Yonne, G 1268.

—

669 1271, 30 DÉCEMBRE.

Gui Ragot, seigneur de Champlost, reconnaît n'avoir aucun droit sur la maison de Sevys que les moines de Pontigny lui ont prêtée, et qu'il habite pendant sa maladie. Il déclare qu'il la leur rendra à leur première réquisition.

Je Guiz, chevaliers, sires de Chanlost, fais à savoir à touz cex qui verront ces présentes lettres, que li abbés et li convenz de Pontigni, à ma requeste et à ma prière et pour m'enfermeté, m'ont presté et aaisié leur maison de Sevyes tant com il plaira à aus et à leur bonne volenté; ne por ce je, ne mi hoir, ne mi successeur, n'avons ne poons demander ne réclamer aucun droit in cele dite maison de Sevyes, ne demander usaige ou bois Saint-Père, ne en autre bois à cex de Pontigny; mais, à leur requeste et à leur simple mandement je suis tenuz de moi départir de cele dite maison, sanz nule contradiction. Et pour ce que ceste débonnereté ne leur puisse estre tournée à domaige ou à deshéritance, j'ai fait seeller ces présentes lettres de mon seel.

Ce fut fait en l'an de grâce Mº CCº LXº et unze, le mercredi après Noël.

D. Depaquy, *Hist. de Pontigny*, preuves, t. III, p. 144.

—

670 1271 [1272], FÉVRIER.

Confirmation par Henri, roi de Navarre, comte de Champagne, de la quittance d'une somme de 500 livres donnée par ses clercs à l'abbaye des Escharlis, qui a payé cette somme, pour droit d'amortissement de biens acquis dans les domaines dudit roi.

Nous Henris, par la grâce de Dieu rois de Navarre, de Champaigne et de Brie, quens palazins, à touz ceus qui verront ces présentes letres salut au Nostre-Seigneur. — Nous fesons à savoir à touz que nous avons veues et oïes les letres à nos amez et féaus clers maitre Thomas Brunel et maitre Adam de Grés, seellées de leurs seaus et du seau Johan, seigneur de Trichastel, chevalier, an la forme qui s'ansuit :

Nous maitre Thomas Brunel et maitre Adam de Grès, clerc notre seigneur lou roi de Navarre, establi de par li à arrèter et saisir les acquez feiz des abbaies, des eglises ou des bourjois an ses fiez et an ses arrières-fiez, et establi à finer vers touz ceus qui aucunes choses i auront aquis, fesons à savoir à touz ceus qui ces présentes letres verront que come nous, de par l'autorité et lou povoir que notre sires li rois de Navarre nous a doné, eussions feit arrèter et saisir an la mein notre seigneur lou roi toutes les choses et touz les biens que li abbés et li convenz des Eschallyes de l'ordre de Citiaus, de la dyocèse de Sanz, avient aquis ou par achats ou par aumône, ou par autre menière quel qu'il fut es fiez et es arrières-fiez, es censives ou es aluez notre seigneur lou roi de Navarre, et les choses devant dites nous deissiens partenir à la droiture notre seigneur lou roi pour ceu que eles avoient été aquises an ses fiez et an ses arrières-fiez, sans son seu et sanz sa licence, li abbes et li convent devant dit pour tenir les devant dites choses perpétuemant et pardulablemant an mein-morte à toujours com pacetié et finé à nous pour cinc cenz livres de tournois, desquels nous nous tenons à paie ou non notre seigneur lou roi devant dit, et par ceste finance feite à nous de tele summe d'argent, par l'autorité de lou povoir que nous avons de par notre seigneur lou roi de Navarre, nous otroions au devant noumé abbé et au couvent de Escharlyes à tenir an mein-morte à touzjourz, touz les biens que il ont aquis pour aumone, ou par achat, par eschange ou par autre menière es fiez et es arrières-fiez, es censives ou es aluez notre seigneur lou roi de Navarre jusque au jour que ces letres furent feites. Et nous prometons an bone foi, comme procureur, et an non de procureurs, que nous procurerons et metrons poine à notre povoir que les choses devant dites soient confermées et saalées

dou séal notre seigneur lou roi, aussitost comme Dieus li donra retorner de son pélérinaige. Et à ceu nous otroions nos come procureurs, sauve la garde notre seigneur lou roi es aquez dessus diz tele comme il li doit avoir. Et que ces choses desus dites soient fermes et estables à touz jours, nous avons ces présentes letres saalées de nos seaus ; et gie Jehans, sires de Trichastel, garde de Champaigne et de Brie, attendanz et regardanz ceste chose estre profetable à mon seigneur lou roi, de l'autorité et dou povoir que mes sires li rois de Navarre ma doné, vuil et otroi toutes ces choses dessus dites einsint comme elles sont devisiées, et la finance einsi come ele est feite et accordée par les maitres devant nommez. Et an tesmoing de ceu gie ai mis mon séal en ces présentes letres, avec les seaus des devant diz clers monseigneur lou roi de Navarre, Thomas et Adam.

Ce fut feit l'an de l'Incarnacion Notre-Seigneur mil et deus cenz et sexante et dis, ou mois de décembre.

Et nos Henris, par la grace de Dieu rois de Navarre, de Chanpeaigne et de Brie, cuens palatin, tous les biens et toutes les choses que li abbez et li convenz de Escharlyes, de l'ordre de Citiaus, de la dyocèse de Sanz, ont aquis par aumône ou par achat, par eschange ou par autre menière quel qu'ele soit, an nos fiez et an nos arrière fiez, an nos censives ou an nos aluez, et toutes les choses desus dites, einsi come eles sont devisiées, et la finance einsi come ele est feite et accordée par les maitres devant nommés, volons, loons, confermons et otroions aux devant dis religieus et à leurs successors à perpétuité, à tenir an mein-morte, sans rapeler.

Et pour ceu que ces choses soient fermes et estables à touz jourz, nous avons feit ces letres saaler de notre seau.

Ce fu feit an l'an de l'incarnaçion Notre-Seigneur mil et deus cenz et sexante-onze, ou mois de février.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye des Escharlis, L. I.

—

671 1271 [1272], FÉVRIER.

Emancipation par Miles, sire de Noyers, et Elissens, sa femme, de leurs fils Miles et Jean, suivie du partage anticipé de leurs biens, en vue du mariage de Miles l'aîné, avec Marie de Crécy. Miles dut avoir le château de Noyers et les villages de la châtellenie, plus Saintes-Vertus et Yrouer; ce qu'ils possédaient à Chablis, Villiers-les-Hauts, Lucy, Joux, Vermanton. — Jean reçut pour sa part les terres de Maisy, Thil, Villete, la bouteillerie de Bourgogne, et les terres de l'Auxerrois: Chitry : ce qu'ils avaient à Quenne, Nangis, Augy, Courgis et Saint-Cyr.

A touz cels qui verrunt ces présentes lettres, je Miles, chevaliers, sires de Noiers, et je Elissenz, fame à celui Mile, dame de Noiers, salut en Notre Seigneur. Nous faisons à savoir à touz que com mariages fust porparlé à faire de nostre chier fil l'ainz né Mile de Noiers, chevalier, et de noble damoiselle Marie de Créci, nièce à noble baron Jehan de Chasteillon, conte de Blois et seigneur d'Avenes, et à honorable père Erart, évesque d'Aucuerre par la grâce de Dieu, nous pour que le cil mariages se feist plus seurement et sans péril de contanz, fors familiames et meismes fors de nos mains, de notre avoerie, de nostre maimbor et de notre garde tout premièrement, nos deuz fiz : c'est à savoir celui Mile desuz diz, et Jehan le moins né, et les feismes de lor lige pooir et de lor propre volenté come cels qu'estoient de léaul aage à issir fors d'avoerie aus présenz, volenz, requérenz et consentenz que il fussient fors d'avoerie. En après por ce que contenz ne manière de discorts ne poist estre entr'aus après nos décès dou partage et de la succession de nos biens hérietez et conquestez : nous les partimes et lor feismes aus présenz, requerenz, volenz et consentenz partie et devise après nos décès à chascun par soi de nos biens héritez et conquestez en la forme qui sensuit : ce est à savoir que nous vossimes et devisames que cil devant diz Miles, nostres fiz ainz néz, et li hoir de son cors eussient por lor partie, lou chastel et la fortérece de Noiers avec toutes les apartenances qui appartiennent et apendent à cel chastel et à la chastelerie, en viles, en terres, en homes, en plains, en bois, en rivières, en justises, en seignories, granz et petites, en rentes, en issues, en touz preuz qui pooient venir par raison des choses et de persones. Ce est à savoir lou bourc et la vile de Noiers qui est desous lou chastel, la vile de Corz, la vile de Clavise, Montet, Agnai, Perreigni, Arton, Monlai, Richebourc, les forez et les molins, les gaaignerics, les prez, les rivières, les tierces, les costumes, les censives, les justises, les seignories granz et petites, les bans, les paages,

les prévotés, les tailles. touz les fiez et les rère-fiez que nous avons en ces leus et en ces viles desus dites et es apartenances, en quelque manière que nous les aions. Encor à tout ce, la vile de Sainte-Vertu, Yreor, tout ce que nous avons à Chablies et es apartenences ; tout ce que nous avons à Venousse ; tout ce que nous avons à Soolli et es apartenences ; cinquante livres de tornois que nous avons chascun an, en la borce le roi de Navarre ; vint et cinc livres de tornois que nous avons chascun an ou festaige de Tornoerre ; tout ce que nous avons à Vilers-les-Auz ; touz nos bois d'Erviaul ; touz ce que nous avons à Lucei ; tout ce que nous avons à Jous, tout ce que nous avons à Vermentom ; tout ce que nous avons à Sacy ; et généralement toutes droitures, toutes redevences que nous avons ne poons avoir, ne devons, par quelque raison que ce soit, es leus desus nomez senz riens oster. Après, nous voussimes et ostroiames et devisames que Jehanz nostre fiz moins nez et li hoir de son cors eussient pour lor partie de nos biens, la vile et la fermeté de Maisi, Til, tout ce que nous avons à Vilete, les forez, la rivière, la praerie et la gueaignerie et toutes les apertenences de ces leus desus diz ; quatre vinz et quinze livres de tornois que nous avons de rente chascun an en la borce lou duc de Bergoingne et la botoellerie, que il soit botoielliers lou duc de Bergoingne. Lesquex toutes choses il tenra en fie de son frère ainz né. Milon desus dit. Encores voussimes-nous et ostroiames que li diz Jehan eust por sa partie, outre toutes les choses desus dites, toute notre terre d'Aucorrois, c'est à savoir Chitri et quanque nous avons à Coene, à Augi, à Naingi, à la Broce, lou bois de Grand-Mont, Corgi et tout lou bois de Corgi, Saint-Cire et tout ce que nous avons ou bois de Vereaul, soit en usage, soit en forest, et tous les fiez et rère-fiez de ces leus desus diz qui i sunt, avec toute justises, toutes seignories granz et petites, toutes droitures et toutes redevences que nous i avoiens ne poens avoir en quelque menière que eles soient nomees, sauf l'omaige desus dit à son frère l'ainz né. Sauf ce à celui Jehan que se li dus de Bergoingne avoit raison ou cause par quoi li sires de Noiers ne poist metre fors de sa main Maisi ne les apertenences, i cil li Miles ainsnés eroit tenuz audit Jehan, par son sairement, a asseoir et à assener en sa partie desus dite autant de terre à la valor com les apartenences de Maisi vaudroient, ou tam com les choses vaudroient que li sires de Noers ne porroit mettre fors de ses mains, senz la volenté lou duc. Et est à savoir que cel partaige desus dit nous lor avons fait et devisé à avoir après noz décès, en tele manière que nous tenrons toutes ces choses tant com nous vivrons. Fors noef cens livrées de terre que nous prometons, sommes tenus à bailler à délivrer et à asseoir à maintenent a celui Miles à tenir à noz vivens. Lesqueles doivent estre assises au regart de deus chevaliers desquex li diz coens de Blois ou li evesques d'Aucuerre devent diz i metroient l'un et nous l'autre. Et se il avenoit ensinc que cil Miles nostres fiz mourut, don Dieu lou gart ! avent de nous, ladite Marie de ces noef cenz livrées de terre, auroit cinc cens en douaire et la maisom de Corgi, des quex nous la doons des or an droit pour notre fil, tant com nous vivrons seulement. Et après nos décès, elle auroit en doaire toute la moitié de la terre et de toutes les choses qui sunt desus devisées à celui Miles em partie, sans la forterece dou chastel de Noiers desus dit. De laquele moitié nous la doons par tel que ele n'aura pas lors les cinc cenz livrées de terre ne la maison de Corgi. Ainçois revenra lors la maisons de Courgi à la partie de celui Jehan, sauve lou doaire à notre chiere fame Elissent desus dite et sa partie des conquez que ele tenra toute sa vie. Après nous faisons à savoir à touz et tesmoignons que la costume, la conditions et li usaiges dou chastel et de la chastelerie de Noiers jugiée et aprovée plusors fois entre chevaliers et borjois est tex : Que ce qui doit eschoir de costé ou avenir de descendue de père ou de mère, à aucun fil vivoit, se il moroit avant ce que cele descendue ou cele escheoite li fust avenue, et il eust hoir de son cors, il avenroit ou escherroit ausinc bien à son hoir de son cors, com à lui se il vivoit tout jeust il plus près que li hoirs ne seroit. Et pour ce que nous volons oster tout descort et tout contanz qui porroit avenir, nous voulons et ostreions que se il avenoit que cil Miles moreust avent nous, laissanz hoir de son cors, son frère Jehan ou aucune de noz filles seurvivens, i cil hoir qui seroit demorans dou cors doudit Mile, nostre fils, auroit toutes ces choses lesqueles nous li avons devisées em partie, tout ainsinc com li diz Miles les eust se il nous seur-

vesquist. Et se il avenoit que li diz Miles, notres fiz ainsnez, moreust avent que nous, ou avent l'un de nous, laissenz hoir de son cors, notre fil Jehan lou moins né seurvivent, et il ou aucune de noz filles demendesient après noz décès aucune chose par raison de saisine ou d'éritaige come plus prochien, ou par autre raison es biens qui sunt desus devisé, à celui Mile et à ses hoirs em partaige, et neessient que la costume, la conditions et li usages dou chastel et de la chastelerie de Noiers ne fust tex, com nous avons desus dit, et en venissient encontre : nous volons, ordonnons et commendons et en oblijons noz hoirs et nostre héritage, que si tost que li dis Jehanz ou aucune de noz filles ou li hoirs d'aus venroient en tout ou em partie contre ce partaige, ou encontre l'ordenence desus dite, ne demenderoient riens es choses desus dites qu'ils soient tenu a paier et à rendre por nom de poine quarante mile livres de tornois à ladite Marie, ou aus hoirs de son cors de celui Mile, avent que il fussient oi de ce qu'il voudroient demender; et voulons encor que cil qui venroient encontre, perdent tout ce que il ont ne devroient avoir de notre succession ou de noz biens, et que il viegne aus hoirs dou cors de celui Mile et de cele dite Marie. Après, nos faisóns à savoir à touz que ce partaige les condicions, les covenences, les obligations, les recognoissences qui sunt desus dites, nous les avons faites, voulues et ordonées à boen apensement et de notre propre volenté, senz fraude et senz malice, et de la volenté audit Mile et audit Jehan ; et les prometons, par notre sairemant doné sus sainte évangile, à tenir et à garder et acomplir si com eles sunt desus dites et a non venir encontre par nous ne par autrui, et en oblijons nous et noz hoirs et notre héritaige. Et toutes ces meismes choses, Miles et Jehanz notre fils desus dit, fors familie et fors d'avoerie et de léaul aaige, si com il est desus dit, voudrent et otroièrent et se tendrent à paié de noz biens après noz décès chascuns por les choses qui li sunt desus devisées en ce partaige, et les promistrent par lor sairemenz donnés devent nous sus sainte évangile à tenir et à garder, et à non venir encontre, par aus ne par autrui. Et reconut lidiz Jehanz par devent nous que la costume, la condicions, et li usaiges dou chastel et de la chastelerie de Noiers est tiex com il est desus dit. Et renonça, par son sairement à tout droit, à toute costume et à tout usaige contraire. Et pour ce que toutes ces choses desus dites soient plus fermes et plus estables, nous prions, requérons et supplions, tant com nous poons, à nostre très-haut seignor Phelippe, par la grâce de Dieu, roi de France, que il doint en son seel lou transcrit de ces noz letres présentes, et que il contraigne nous et nos hoirs à tenir et à garder toutes ces choses desus dites se nos, ou il en venoiens encontre. Et ausi prions et requerrons nostre chier seignor Henri, par la grâce de Dieu, roi de Navarre, conte de Champaigne, que il doint ensi en son seel lou transcrit de ces noz presentes lettres, et que il contraigne nous et noz hoirs à tenir et à garder quant aux choses de son fié qui cheent en ce partaige. Et encor à tout ce nous oblijons nous et nos hoirs et sozmetons en la juridicion de la cort d'Aucuerre et de Laingres, ou deus ensenble et à chascune par soi, à garder, à aconplir et à parfaire toutes ces choses desus dites. Et en tesmoignage de verité de toutes les choses desus dites, je Miles desus diz, sires de Noiers, de ma propre volenté et dou consentement et à la requeste à mes deux filz desus nommés, ai mis mon seel en ces présentes lettres. Et pour ce que je Elissenz desus dite, dame de Noiers, n'ai point de seel, je ai requis et prié, dou consentement et de la volenté mon seignor et mon mari desus dit, à sage home l'official de la cort d'Aucuerre, que il mete lou seel de sa cort por moi en ces présentes letres. Et nous officiaus de la cort desus dite, avons mis lou seel nostre cort en ces présentes letres, avec lou seel au seignor de Noiers desus dit, à la requête de la devant dite dame et de son seignor, en tesmoignage de vérité. Li quex sires et la quele dame reconurent par devant nous, que toutes les choses contenues en ces présentes letres, estoient veraies. Et ce fu fait en l'an de l'incarnation Nostre-Seignor mil deus cenz sexante et onze, ou mois de février.

Orig; Arch. de la Côte-d'Or, Chambre des Comptes, titres de Noyers, layette 127.

—

672 1271 [1272], 4 MARS.

Echange entre Gautier, prieur de Saint-Gervais d'Auxerre et Guillaume de Précy, écuyer, contenant abandon par le prieur de ses droits

sur les moulins de Saint-Moré, moyennant le quart des dîmes dudit lieu et d'*Ausiacus*. Le prieur s'engage à faire délivrer des lettres de ratification par les moines de Molème quand il sera abbé.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Autissiod., salutem in Domino. Notum facimus, quod in nostra presentia constituti, religiosus vir, frater Galterius, prior Sancti-Gervasii Autissiod., ex una parte, et Guillelmus de Preseeyo, armiger, ex altera, recognoverunt se ad invicem permutationem fecisse de rebus infra scriptis et res infra scriptas alter alteri, permutationis nomine, tradidisse; videlicet, dictus prior illam partem quam habebat, ut dicebat, in molendinis de Naaliaco, et quidquid juris habebat in eis et pertinentiis suis, pro quarta parte quam ipse armiger se habere dicebat in decima de Sancto-Moderato et de Ausiaco, quam quartam partem idem armiger percipiebat, ut dicebat, et percipere commoverat in dictis decimis cum priore predicto, cum curato de Sancto-Moderato et cum abbatissa de Marcilliaco, se devestientes de rebus permutatis, permutationis nomine, et facientes de eis alter alterum permutationis titulo, investiri animo, ut dicebant, transferendi proprietatem possessionem et dominium de rebus permutatis in permutatores predictos; promittentes, per fidem suam in manu nostra corporaliter prestitam, se contra permutationem istam de cetero non venire, et quod in rebus permutatis nihil de cetero reclamabunt. Primo promiserunt res permutatas alter alteri garentire quittas et liberas ad rectum censum, ac restituere omnia dampna que alter eorum vel eorum heredes, seu successores, occasione defectus, incurrerent vel haberent: promisit insuper dictus prior quod, infra dimidium annum postquam abbas creatus fuerit in abbatia Molismensi, litteras faciet dari dicto armigero ab abbate et conventu dicti loci super permutatione predicta. Dictus, vero, armiger, promisit similiter quod permutationem istam a domino feodi et uxore sua laudari faciet et concedi. Has autem conventiones promiserunt partes per fidem suam, videlicet dictus prior, administrationis nomine, se tenere et contra non venire, et se et heredes suos et successores; et pro premissis observandis obligaverunt juridictioni curiæ Autissiod. supposuerunt, ubicumque maneant vel existant; renuntiantes in hoc facto, per fidem omnibus exceptionibus facti et juris que contra premissa possent objici sive dici.

Datum, die mercurii post *Reminiscere*, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo-primo.

Orig.; Abbaye de Molème, Arch. de la Côte-d'Or.

—

672 1272, JUIN.

Quittance donnée par les procureurs de la communauté des habitants des Sièges aux religieux de Saint-Remy de Sens, moyennant 12 livres destinées à l'achat d'un joyau pour leur église, de tous les dépens, dommages et intérêts d'un procès soutenu contre lesdits religieux pour raison d'une redevance en blé et en argent, et à condition par les religieux de continuer de payer ladite redevance et de construire un pressoir aux Sièges.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Senon. in Domino salutem. Notum facimus quod in nostra presentia constituti, Theobaldus Gaidons et Stephanus li Saciers, procuratores communitatis parrochianorum ville de Eschegiis ac provisores, ut dicitur, ecclesie de Eschegiis, habentes inter cetera potestatem et mandatum speciale transigendi, paciscendi et componendi pro dicta communitate, prout in litteris curie Senon., super hoc confectis vidimus contineri, recognoverunt, coram nobis, quod cum inter ipsos procuratores, nomine procuratorio dicte ecclesie ac nomine provisorio dicte ecclesie ac nomine procuratorio dicte communitatis, ex una parte, et religiosos viros abbatem et conventum Sancti-Remigii Senon., ex altera, contencio verteretur super restitucione possessionis cujusdam annui redditus bladi et pecunie, et super arreragiis dicti redditus, de quibus fit mentio in quadam sentencia diffinitiva lata a nobis pro dictis provisoribus contra dictos religiosos; ac eciam super expensis factis occasione dicte contentionis, ac eciam super dampnis et deperditis habitis hinc inde, ac eciam super expensis factis a dictis provisoribus et a communitate predicta in prosecutione appellationis interposite a dictis religiosis a dicta sententia: tandem, ipsi procuratores et provisores, predicto nomine provisorio et procuratorio, predictos religiosos per amicabilem compositionem habitam inter ipsos et dictos religiosos pro duodecim libris tur. solvendis a dictis religiosis

et convertendis in emptione unius joelli ad opus dicte ecclesie de Eschegiis, quitaverunt de omnibus expensis, dampnis et deperditis factis et faciendis occasione contentionis predicte, et de omnibus arreragiis usque nunc habitis et debitis ratione dicti annui redditus et dicte diffinitive sententie, ita, tamen, quod dicti religiosi dictam possessionem dictis procuratoribus et communitati restituant, et dictum redditum de cetero solvant terminis consuetis. Ita etiam quod dicti abbas et conventus ad sumptus suos proprios fieri faciant in dicta villa de Eschegiis unum torcular ad vinum dicte ville pressorandum in vineis. Quod quidem torcular et illud quod lucrabitur dictorum religiosorum erit... De quibus tenendis, complendis et inviolabiliter observandis, Johannes Maior, Petrus Fusée, Jacquinus Harpins, Johannes de Colatoriis se plegios pro dictis provisoribus obligarunt, etc.

Datum, die veneris ante Penthecosten, anno Domini M° CC° septuagesimo-secundo, mense junio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Remy de Sens. — Les Sièges.

1284, juillet. — L'abbaye Saint-Remy achète de Guillaume d'Ordon, clerc, pour 60 livres t., tout ce qui lui appartenait aux Sièges en hommes, tailles, justice et seigneurie, et la moitié de trois fiefs qui relevaient de lui et appartenaient à Thibaud Troussiaux, chevalier, à son fils et à son gendre. — Ibid.

—

674 1272 [1273], 7 JANVIER.

Geoffroy de Machau, clerc, et Elyssande, sa femme, donnent au Chapitre de Sens six deniers de cens sur leurs maisons du Porcheron, sises à Sens, dans la grande rue de la Sellerie et de la Cordonnerie.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Senon. in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constituti Gaufridus dictus de Macheello, clericus, et Elyssandes, ejus uxor, dicentes et asserentes quod ipsi habebant quasdam domos sitas in magno vico in Seleria et Cordubenaria Senon., inter domos defuncti Petri lou Cornillat, ex una parte, et domum Aveline de Ternantis, ex altera. Que quidem domus dicuntur « au Porcheron, » et quas domos a nemine tenebant, ut dicebant, in feodum vel ad censum ; donaverunt et concesserunt et se donavisse et concessisse recognoverunt donatione et concessione factis inter vivos et sine spe revocandi, ac in puram et perpetuam elemosinam, venerabilibus viris decano et capitulo Senon. sex denarios par. annui census, cum omni jure, dominio, exitibus et proventibus dictorum sex denariorum super domos predictas et pertinentias earumdem. Promittentes per fidem suam in manu nostra datam, dicti Gaufridus et ejus uxor, quod contra donationem et concessionem predictas per se vel per alium non venient in futurum, se et heredes suos et omnia bona sua et heredum suorum mobilia et immobilia presentia et futura, ubicumque sint, et quecumque prefatis decano et capitulo quantum ad hec per eandem fidem specialiter obligando, et se supponendo juridictioni curie Senon., ubicumque eant vel existant.

Datum, anno Domini M° ducentesimo septuagesimo-secundo, die jovis post Circoncisionem Domini.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1359.

—

675 1272 [1273], 12 JANVIER.

Ordre de l'archevêque au Chapitre de Sens, portant de recevoir Guillaume, élu abbé de Saint-Jean, au bénéfice auquel il a droit dans la cathédrale.

Petrus, miseratione divina Senon. archiepiscopus, dilectis filiis viris vener. et discretis decano et capitulo Senon., salutem in Domino. Cum ecclesia Sancti-Johannis Senon. per mortem bone memorie Guillelmi, abbatis ejusdem ecclesie, pastore vacaret, dilecti filii prior et conventus ipsius ecclesie, vocatis omnibus qui voluerunt, debuerunt et potuerunt commode interesse, pro futuri substitutione pastoris, ut moris est, convenienter in unum, die ad eligendum prefixa, religiosum virum Stephanum ejusdem ecclesie canonicum et Montisargi priorem, invocata Spiritus-Sancti gratia, unanimiter et concorditer elegerunt. Nosque presentatam nobis electionem hujusmodi, quia ipsam invenimus de persona ydonea canonice celebratam, auctoritate dyocesana confirmantes, eumdem Stephanum ipsi ecclesie profecimus in abbatem. Sperantes ac in Domino confidentes quod ipsa ecclesia utpote utilis presidio munita pastoris, salubriter sub ipsius regimine dirigetur, preservabitur a noxiis, et in spiritualibus ac temporalibus divina cooperante

clementia optatis affluet incrementis. Ideoque vobis mandamus quatinus eidem electo per librum regule tradatis beneficium ecclesie.

Data Brienonne, die martis post Epiphaniam Domini, anno ejusdem millesimo ducentesimo septuagesimo secundo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, H 1272, n° 20.

—

676 1273, AOUT.

Confirmation par Henri, roi de Navarre, comme suzerain féodal, de la vente faite au Chapitre de Paris par Symon de Nesle, d'une pièce de 20 arpents de vigne située au territoire de Croisselles, entre Chamvres et le Péage. — Noms des quatre seigneurs dont la pièce relève hiérarchiquement.

Henricus, Dei gratia rex Navarre, comes Campanie Briequé palatinus. Notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos venditionem quam Symon de Nigella, canonicus Noviomensis, fecit venerabilibus viris decano et capitulo Parisiensi, in manu-mortua, de quadam pecia vinee, continente viginti arpenta vinee vel circa, sita in territorio quod vocatur Croisselles, inter Chauvres et le Paage, in dyocesi Senonensi, et de omni jure et dominio, proprietate et possessione, que et quas habebat et habere poterat in dictis vineis et earum pertinentiis; in quibus vineis habebat omnimodam justitiam, altam et bassam; et quas vineas tenebat in feodum a Johanne de Nigella, milite, fratre suo; dictus autem Johannes tenebat dictum feodum a nobili viro comite de Joeigniaco, et dictus comes hujusmodi rerum feodum tenebat a nobis; volumus, laudamus et ratam et gratam habemus. Et volumus quod dicti decanus et capitulum dictas vineas teneant et possideant in manu-mortua, sine homagio, sine servicio aut redibitione aliqua, nobis vel heredibus aut successoribus nostris in posterum faciendis, libere, pacifice et quiete; quittantes, tanquam summus dominus, dictis decano et capitulo omne jus et omne dominium que habebamus, sive habere poteramus in dictis vineis et pertinentiis earum, quoquo jure. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo-tercio, mense augusto.

Cartul. de Notre-Dame de Paris, *Coll. des documents inédits sur l'hist. de France*, II, 219.

—

677 1273, 27 OCTOBRE.

Donation par Guillaume de Racines à l'abbaye de Dilo, de 12 den. t. de rente pour fonder son anniversaire et ceux de sa femme et de son fils. Ledit acte fait en présence du maître de la maison de Villepied qui appartient aux religieux de Dilo.

Universis presentes litteras inspecturis, decanus christianitatis Sancti-Florentini, salutem in Domino. Notum facimus quod coram nobis constitutus Guillelmus de Racinis, miles, sane mentis existens, donavit et se donavisse recognovit viris religiosis abbati et conventui Deiloci, in puram et perpetuam elemosinam duodecim denarios tur. annui redditus percipiendos, videlicet sex denarios tur. super quandam peciam terre sitam juxta viam que ducit de Bailliaco apud Buissiacum, quam ipsi religiosi tenent ab ipso Guillelmo et Petro dicto Bromuche, milite, in manu-mortua ad duodecim den. tur., prout idem Guillelmus recognovit similiter, coram nobis, et alios sex denarios in censu suo de Buissiaco, die festo Sancti-Remigii, scilicet ob remedium anime sue et animarum Dameronne quondam uxori sue, et Gaucheri, filii sui, et pro anniversario suo in ecclesia sua anno quolibet faciendo. Ad hec autem presentes fuerunt vocati et rogati frater Durannus, magister domus dictorum religiosorum de Villaped, Radulphus de Moisenayo, clericus noster, Theobaldus Vituli et Richardus, serviens dicti Guillelmi. In cujus rei testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponendum.

Datum, anno Domini M° CC° septuagesimo-tercio, die veneris in vigilis apostolorum Symonis et Jude.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Dilo. — Bussy.

—

678 1273, A LA TOUSSAINT.

Arrêt du Parlement de Paris réglant le partage de la succession de Mathide, comtesse de Nevers, entre ses trois filles, de telle sorte que Yolande aurait le comté de Nevers,

Marguerite, celui de Tonnerre, et Alix, femme de Jean de Chalon, celui d'Auxerre. L'arrêt porte aussi qu'une femme est majeure lorsqu'elle est mariée en face de l'Eglise.

Cum dominus Johannes de Cabilone, miles, receptus fuisset in homagium domini regis de parte Aalesin, uxorem suam, contingente in omnibus terris ubicumque sitis que ad ipsam Aalesin, ad Yolandim comitissam Nivern., et Margaretam, reginam Sicilie, sorores suas, ex successione Mathildis, quondam comitisse Nivern., matris sue, devenerant, iidem dominus Johannes et Aalesis, ejus uxor, postmodum fecerunt conveniri coram domino rege dictam Yolandim et dominum Robertum de Flandria, ejus maritum, qui dictas terras tenebat, et petierunt partagium in Nivern., Altissiod. et Tornod. comitatibus et in aliis terris ubicumque sitis, secundum consuetudines locorum in quibus dicte terre site sunt, et proventus et exitus pro parte sua ipsos contingentes ; dicta Yolandi et ejus marito ex adverso dicentibus dictos tres comitatus esse unum comitatum, ac tunc non debere dividi, imo ad ipsam Yolandim ratione primogeniture pertinere debere, necnon alias terras ad dictam Yolandim tanquam primogenitam, secundum locorum consuetudines, pertinere, salva competenti provisione de dictis terris secundum consuetudinem locorum Aalesi et ejus marito : tandem, super premissis factis inquestis et intellectis consuetudinibus locorum, quia clarum repertum fuit quod dicti tres comitatus quilibet est comitatus per se, et dicte sorores numero sint tres, judicatum fuit quod quelibet dictarum sororum, que in judicio fuerunt coram nobis, haberet unum de comitatibus predictis integrum, cum pertinentiis suis, et dictum fuit de Yolandi et ejus marito ut quem vellent de dictis comitatibus acceptarent; qui acceptarunt comitatum Nivern. Et quia regina Sicilie, soror secunda natu, in judicio non fuerat, nec aliquid petieret, et suppositum fuerit quod si petiisset et pro ipsa judicatum fuisset forsitan comitatum Tornodorensem acceptasset, utpote meliorem et in reddibus pinguiorem comitatu Altissiod. : saisina comitatus Altissiod. et pertinenciarum ejusdem deliberata fuit Aalesi, uxori dicti domini Johannis, ita quod, cum dicta domina Margareta, regina Sicilie, venerit et partem suam petere voluerit ac obtinuerit, sit in ejus optione accipiendi illum quem maluerit de comitatibus Altissiod et Tornod., etc. Omnes, vero, alie terre, ubicumque sint site, sive sint baronie, sive castellanie, sive vavasorie, inter dictas sorores equaliter dividantur, etc. Item judicatum fuit quod mulier habet etatem postquam in facie ecclesie contraxit matrimonium et exivit domum patris.

Inventaire des actes du Parlement de Paris, par E. Boutaric, t. 1, 1863, in-4° p. 328, 2e col. n° 171.

—

679 1273 [1274], FÉVRIER.

Sentence arbitrale prononcée par Etienne, archidiacre d'Etampes, et Guillaume Dallemant, bourgeois de Sens, pour régler les droits de la grande Maison-Dieu de cette ville sur les étaux et la maison où les boulangers vendent le pain, et qui est située près du palais de l'archevêque.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Senon. in Domino salutem. Notum facimus quod cum contentio seu materia questionis verteretur inter magistrum et fratres maioris Domus-Dei Senon., ex una parte, et talemetarios Senon., ex altera, super eo videlicet quod dicti magister et fratres dicebant contra dictos talemetarios quod ipsi talemetarii injuste et sine causa rationabili occupabant et detinebant occupatam quandam domum ipsorum magistri et fratrum sitam prope atrium domini archiepiscopi Senon., in censiva ejusdem domini, ante Domum-Dei predictam, auctoritate propria, et panes suos ibi vendebant contra voluntatem ipsorum magistri et fratrum, ac in prejudicium ipsorum non modicum et gravamen ; et peterent dicti magister et fratres, quod ipsi talemetarii a premissis penitus desisterent, et quod ipsi dictos magistrum et fratres, nomine dicte Domus-Dei, de domo predicta tanquam de sua propria gaudere permitterent, libere, pacifice et quiete. Ipsis talemetariis in contrarium asserentibus, dicentibusque quod ipsi talemetarii et predecessores seu antecessores eorum, a longo tempore fuerant et erant in possessione, vel quasi, ibidem vendendi panes reddendo eidem Domui-Dei, seu magistro et fratribus ejusdem Domus-Dei, qualibet septimana, quilibet talemetarius dum venderet ibidem per totam septimanam, quandam denariatam panis. Et postmodum, dicte partes super premissis in arbitros compromisissent, fide hinc

inde prestita corporali, alto et basso, videlicet in venerabilem virum Stephanum, archidiaconum Stampensis in ecclesia Senon., et Guillermum dictum de Alemante, civem Senon., videlicet dicti magister et fratres, de assensu decani et capituli Senon., et dicti talemetarii, de assensu maioris, parium et juratorum communie Senon., prout hec omnia dicte partes recognoverunt coram nobis. Tandem, predictis partibus et arbitris in nostra presentia constitutis, predicti arbitri onere dicte compromissi in se suscepto cognito de premissis, habitoque diligenti tractatu cum peritis, ut dicebant, predictis partibus presentibus, et arbitrium suum super premissis fieri poscentibus, arbitrium sive dictum, seu ordinacionem suam, coram nobis protulerunt in hunc modum :

Primo, dixerunt per arbitrium suum predictum, quod proprietas stallorum et domus de quibus agitur pertinet ad dictam Domum-Dei, et est dicte Domus-Dei, prout possidetur. Item dixerunt dicti arbitri per idem arbitrium quod omnes talemetarii Senon. qui stalla habere et vendere panem voluerint, in illo loco venient, annis singulis, ad magistrum dicte domus, in septimana post festum Nativitatis Beati-Johannis-Baptiste, et nomina sua scribi facient per magistrum ; et elapsa dicta septimana, die lune sequentis, convenient in dicta Domo-Dei et ad jactandum locos suos alioquin ex tunc non audirentur ; immo dicti magister et fratres de stallis vacuis suam poterunt facere voluntatem toto illo anno ; et reddet quilibet pro stallo suo, toto illo anno, pro qualibet septimana, tres obolatas panis dicto magistro et fratribus, ultima die illius septimane. Et si deficerent per unum mensem in solutione, dicti magister et fratres, de illo stallo, seu illis stallis suam facient voluntatem sicut de aliis que vacua remanebunt. Et si discordia fuerit inter ipsos, recurrent ad magistrum et fratres pro discordia illorum stallorum, et per ipsos dicta discordia sopietur. Item, dixerunt dicti arbitri per idem arbitrium, quod a primo capite stallorum et meliori ab utroque latere incipient continue ad jactandum locos, nec aliquis habere poterit duo stalla, nisi aliquod de illis stallis que dicte domui remanebunt a dicto magistro locaverit vel receperit. Si, vero, incendio impediretur, vel auctore superiori quod non possent vendere in dicto loco panes, de dicta domo, stallis et platea dicti magister et fratres suam voluntatem, alto et basso, facere possent, et in alios usus converterent, prout viderent expedire. Dixerunt, etiam dicti arbitri, per idem arbitrium, quod non erat intentionis sue quod dictis stallis, domo et platea, dictis talemetariis, vel eorum heredibus aut successoribus, ullum aliud jus possessorium vel proprietarium imposterum acquiratur, quam superius est expressum. Illi, vero, qui durante dicta discordia vendiderunt et vendent usque ad nativitatem Beati-Johannis, a pensione antiqua et debita non propter hoc relevantur, immo eam, prout consueverunt, persolvent. Si, vero, super dicta pronunciatione aliquod dubium emerserit, declarandi illud seu dubitationem dicti arbitrii penes se potestatem de consensu partium reservarunt. Cujusmodi arbitrium, sive dictum dictorum arbitrorum, dicte partes coram nobis ratum habuerunt pariter et acceptum.

In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum curie Senon. duximus apponendum. Datum, anno Domini M° CC° LXXIII°, mense februario.

Orig. : Archives de l'Hôtel-Dieu de Sens, II B, n° 18.

A cette pièce est attachée une lettre du doyen et du Chapitre de Sens, adressée à J., évêque de Nevers et à Th., trésorier de la même église, pour leur recommander d'accorder leur protection à l'Hôtel-Dieu, et de maintenir ses droits sur les étaux qu'il possède. — Ibid.

—

680 1274, JUIN.

Accord entre Dreux de Mello, seigneur de Saint-Bris, et le prieur de Saint-Eusèbe d'Auxerre, par lequel il est convenu que ce dernier percevra toute la dîme des vignes d'Aucept, et que le sire de Mello recevra la dîme des vignes de Saint-Bris.

Universis presentes inspecturis, Droco de Melloto, miles, dominus Sancti-Prisci, salutem in Domino. Notum facimus universis, quod cum discordia verteretur inter nos, ex una parte, et religiosum virum priorem Sancti-Eusebii Autiss., ex altera, super perceptione decime de Aucepto et de Sancto-Prisco ; tandem, bonis viris mediantibus, talis compositio inter nos et dictum priorem intervenit : videlicet, quod ita concordatum est quod quicumque et de quacunque justicia fuerint illi qui vineas suas vel illas quas excoluerint vindemiaverint

vel debladiaverint, in justicia de Aucepto, predicto priori Sancti-Eusebii, vel ejus mandato, ad prestacionem decime vinearum predictarum decetero teneantur; et similiter omnes illi qui in justicia de Sancto-Prisco vineas suas, vel illas quas excoluerint, vindemiaverint vel debladiaverint, nobis vel mandato nostro ad prestacionem decime faciendam teneantur. Hanc, autem, composítionem inter nos et dictum priorem sic factam, ratam et gratam habemus et promittimus firmiter observare, et contra per nos vel per alios decetero non venire nos et heredes nostros, quantum ad hec tenenda et observanda firmiter obligando. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum et actum anno Domini M° CC° septuagesimo-quarto, mense junio.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds du prieuré de Saint-Eusèbe d'Auxerre. — Saint-Bris. Au revers du sceau équestre du sire de Saint-Bris est un écu fascé de 2 pièces et accompagné de merlettes, 2, 2 et 3.

—

681 1274, JUIN.

Vente par Miles, sire de Noyers, à Béatrix, veuve du duc de Bourgogne, en franc aleu, de plusieurs hommes de Lucy-le-Bois et de leurs biens, et des bois Ganelon et de Parcours, avec certaines réserves, moyennant 1,200 liv. t.

Nous Miles, sires de Noiers, faisons savor à touz cels qui verront ces présentes lettres que nous vendons à très noble dame Biétriz, fame jadis bone mémoire Hugon, duc de Bourgoigne, et à ses hors, perpétuelmant, de nostre propre alleu, franc et quitte de fyé et de rière-fyé et d'autre servitute, Martin Borneau, Guillemet, lou fil Houdyn, Droyon le filastre, Huguet, Johannet Pylon, Perrinel le fil, Perreau Geber, Guillermet de la Raule, Robertine Constance la Brulée, Guillaume Chauvet et Perreau son frère, Clarembaut des Rues, Teverin Truelle, Guion et Guillemin ses frères, lou tort Gomart et Perreau le Bougat, et tous lor més et les appendises de lor més, et tous les homes avec lor tenement et tous les droiz que nous avons à Lucy et es appartenances, an prés, an vignes, an terres et an toutes autres choses, et toutes les choses desquels nous estiens saisy en la dite ville de Lucy et es appartenances, au jor de la date de ceste lettre, am plain; sauz touz nos bois qui nous demorent, fors le bois que lon appelle le bois Ganelon, que nous vendons à ladite dame, en justice et en seignorie; et se nous avons fyez ne rière-fyez en ces appartenances, nous les retenons et la garde de l'abaye de Marcily; et vendons à la dite dame le bois que l'on appelle Percours, lequel nous disiens avoir en la dite vile. C'est à savoir que si li home à ladite dame vouloient venir desus nous, nous les povyens retenir et ele les nos ansimant, por dous cent livres de tornois, lesquels nous avons receus de ladite dame en pécune nombrée ; et nous desvetons desdites choses et en revestons ladite dame por li et por ses hors, et volons et octroions que s'il avenoit per aventure que rescousse fut faite de la terre de Lucy, que li homes de Lucy et toutes les choses vendues fuissent en tel estat et en tel condition com il estoient au jor que ladite vendue fu faite, et se la rescousse desus dite estoit faite, ladite dame et li homes de Thori retiennent tout le droit qu'ils avoient ou povoient avor en quelque manière que ce fust ou bois de Hervial que l'on appel le bois communal, qui part à l'abbé de Saint-Martin-d'Oston et es enfans au prévost Hemery de Avalon. Prometens per nostre seirement donné corporelment sus sainte évangile, à tenir et à garder la dite vendue à tous jor mais, sans corrumpre ne venir en contre, por nous ne por autrui, en jugement ne dessors; ains garantirons la dite vendue à ladite dame et es suens vers tous chalongeors jusques à droit et anlions à ces choses tenir et garder à ladite dame nous et nos hors et nos meubles et non meubles, et en requérons à nostre seignor lou roy de France, ou à son baillif de Sens, qu'il nous contraigne à ces choses tenir ausy com per chose jugée par droit par devant euss; et à nostre redoté père l'avesque de Langres qu'il nous contreigne per poyne descomenyemant et devant dites choses tenir et garantir. En tesmoing de laquel chose nous avons mis en ces lettres notre seaul.

Ce fu fait en l'an de Nostre-Seignor mil dous cent soixante et quatorze, ou mois de Jung.

Orig. ; Arch. de la Côte-d'Or, Chambre des Comptes, Titres de Noyers, layette 127.

—

682 1274, JUILLET.

Amortissement par Jean de Châlon, comte d'Auxerre, à Aliz, sa femme, de la grange des Jarries appartenant à la dame de Bragelogne.

Ge Jehans de Chalon, sires de Roichefort et cueus d'Auceurre et ge Aaliz de Nevers, contesse d'Auceure, fame audit Jehan, fazons savoir à tous caus que ces présantes lettres verront et orront que nos avons otroyé de nostre bone volanté à madame Agnès, la dame de Brageloigne et à ses hoirs, que il puissent vandre et amortir à quexque genz qu'il lour plara lou porpris et la grange des Jarries et lou gaeingnaige qui i apant; les quex choses sont asises ou finaige de Saint-Cire et meuvent de notre rière-fié. Et quant ladite dame, ou si hoir osteront les choses desus dites de lour mains, nos somes tenus et loons et octroions à amortir les choses desus dites, se nos an somes requis. Et prometons an bone foi que contre du devant dit octroi nos n'irons ne ferons aler par autre. Et por ce que ceste chose soit ferme et estable, je Jehan de Chalon, sire de Roichefort et cuens d'Auceure desus diz, et je Aaliz de Nevers, contesse d'Auceure desus dite, avons mis nos seaus an ces présantes lettres, qui furent données en l'an de grâce mil deus cenz et sexante et quatorze, ou mois de juignot.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 1968.

Agnès de Bragelogne, étant veuve, vendit au Chapitre d'Auxerre sa grange des Jarries (décembre 1274).

Dreux de Mello, seigneur de Saint-Bris et de Château-Chinon, reconnaît que la grange des Jarries ne dépend pas de la terre de Saint-Cyr, à condition que les grangiers ne pourront y recevoir des bourgeois ou des hôtes à demeure (1275 juin).

Le même Dreux de Mello consent à ce que sa tante Agnès, dame de Bragelogne, puisse disposer de ses terres des Jarries sur lesquelles il prétendait quelques droits (1288 avril).

Jean de Noyers, seigneur de Maitz, fait abandon à ladite dame de B. de tous ses droits sur les Jarries, ainsi que Marguerite sa femme (1286). — Ibid.





Sceau et contre-sceau de Jean de Chalon, comte d'Auxerre.

683 1274, 15 DÉCEMBRE.

Vente par Jean, dit le Monnoyeur, châtelain de Sens, au Chapitre cathédral de cette ville, d'une maison sise au marché de Sens, devant la maison où l'on vend la laine.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constitutus Johannes, dictus Monetarius, castellanus Senon., compos mentis sue, et in bona valitudine existens, prout per gestos suos evidentissime apparebat, considerans et attendens, ut dicebat, bona quamplurima que longo tempore habuerat ab ecclesia Senon., idcirco pie ac rite considerans respectumque obtinens et habens ad premissa, donavit; contulit et concessit, et ex nunc imperpetuum quitavit, et se donavisse, contulisse et concessisse, ac ex nunc perpetuo quitavisse recognovit capitulo Senon. donatione, collatione, concessione et quitatione, ex mera liberalitate inter vivos facta et sine spe revocandi, et abdicans a se ex nunc omnem potestatem et facultatem revocandi donationem predictam, in recompensationem dictorum bonorum ab eorum, ut dictum est, perceptorum et receptorum, et ob remedium anime sue imperpetuam elemosinam, ac pro anniversario suo annis singulis post ejus obitum in eadem ecclesia imperpetuum faciendo, quandam domum cum tota ejus porprisia et omnibus appendiciis ejusdem, quam se habere dicebat de propria hereditate sua moventem, sitam in foro Senon., ante domum in qua lane vendi consueverunt, contiguam domui defuncti Milonis dicti Poisvete, a parte anteriori, et domui Emeline de Piciaco, ex alia parte, et a parte posteriori domui defuncti Andrea de Veteri-Castro, et domui defuncti Stephani dicti Saycheavoyne, et defuncti Bertrandi dicti Esgret, prout se comportat, ante et retro, in latitudine et longitudine, in censiva capituli Senon. antedicti. Dictam rem donatam, collatam, concessam et quitatam, quitam et liberam ab omni onere, coustuma, servitio, servitute et exactione quacumque, preterquam de duodecim denariis paris. annui census spectantis ad dictam ecclesiam Senon., cedens ex nunc et transferens in dictum capitulum et ex nunc dicto capitulo quitans omne jus, dominium, et omnem actionem, proprietatem et possessionem, quod et quam, seu que et quas ipse habebat vel habere poterat et debebat in dicta re donata, collata et concessa, ut dictum est, et quitata, clavibus dicte domus traditis, et se de dicta domo donata devestiendo in manu venerabilis viri magistri Gilonis Cornuti, precentoris nunc et camerarii Senon., vice et nomine capituli supradicti, devestituram et investituram suscipientis vice et nomine capituli Senon. predicti, etc.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 135, n° 2

—

684 1275, MAI.

« Lettres de Marie, impératrice de « Constantinople, à monseigneur messire Gile, archevesque de Sens, par « lesquelles recognoissant estre tenue « à cause de son fief de Courtenay à « faire aucun service à l'archevesque de « Sens, en sa première venue audit Sens, « elle prie en toute sorte de révérence « ledit seigneur archevesque de l'excuser à cause de la maladie dont elle est « détenue, et envoye messire Regnault « de Bautboys, son chevalier, pour « faire ledit service au lieu d'elle. »

Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 94, n° 1, d'après un ancien inventaire.

—

685 1275, 19 JUIN.

Sentence arbitrale prononcée par Fromond, curé de Migennes, et Guillaume de Bonnard, sur le procès élevé entre l'abbaye Saint-Remy de Sens et Gui de Beaumont, seigneur de Cheny, au sujet de leurs droits respectifs sur ladite terre de Cheny et ses habitants.

Omnibus presentes litteras inspecturis officialis Senon., salutem in Domino. Notum facimus quod cum contencio seu discordia verteretur, ut dicitur, inter religiosos viros abbatem et conventum Sancti-Remigii Senon., ex una parte, et nobilem virum Guidonem de Bellomonte, militem, dominum de Cheniaco, ex altera, super eo quod dicti religiosi dicebant quod ipsi poterant se augmentare et emere in rebus que homines predicti Guidonis tenent ad coustumam et censum in villa de Cheniaco et in pertinentiis dicte ville, videlicet in rebus

que movent a dictis religiosis ; predicto Guidone in contrarium dicente ; tandem dictus Guido, in nostra presencia constitutus, recognovit quod super predictis contentione seu discordia idem Guido, ex una parte, et dicti religiosi, ex altera, fide media et sub pena sexaginta lib. par., quelibet pars, compromiserant in arbitros, videlicet, in Fromundum, presbyterum rectorem ecclesie de Migenna, arbitrum a dictis religiosis electum, et in Guillelmum de Bono-Orto, militem, arbitrum a dicto Guidone electum. Recognoverat, etiam, dictus Guido quod predicti arbitri onere dicti compromissi in se suscepto, cognitoque de premissis predictis partibus presentibus, et arbitrium suum super premissis ferri poscentibus, arbitrium suum super premissis protulerant in hunc modum, videlicet, quod dicti religiosi poterunt se decetero augmentare et accrescere quotienscumque voluerint, in omnibus rebus superius nominatis, videlicet in rebus moventibus ad censum et costumam a dictis religiosis sitis in villa de Cheniaco et in pertinenciis dicte ville. Et si forte contingeret quod census, costume et alie redibentie qui debentur dictis religiosis in villa de Cheniaco, diebus statutis, non essent soluti dictis religiosis diebus statutis, predicti religiosi possent gagiare aut facere gagiari pro defectu et pro emenda sua si vellent eam levare; et si violencia eis in hoc inferretur, ipsi tenerentur venire ad predictum dominum Guidonem, vel ejus mandatum, et idem dominus, vel ejus mandatum, faceret eis satisfieri de capitali et de emenda sua, si inveniret unde posset satisfieri, et idem dominus de emenda ipsius domini sibi debita occasione recessionis, suam faceret voluntatem. Item, per idem arbitrium protulerunt dicti arbitri quod prenominatus dominus de Cheniaco poterit se decetero accrescere quocienscumque voluerit in rebus moventibus a dictis religiosis sitis in villa de Cheniaco et in pertinenciis dicte ville, per tales conditiones et per tales redibencias per quas alii homines emerunt seu acrescunt se in rebus moventibus a religiosis antedictis. Si, autem, evenerit predicto domino Guidoni aliqua excasura in rebus predictis, racione manus-mortue, idem dominus poterit eam vendere aut sibi, si voluerit, retinere, salva redibentia que debetur dictis religiosis racione rerum dicte escasure. Et si predictus dominus velit sibi retinere dictam escasuram, idem dominus tenebitur venire ad predictos abbatem et conventum, vel ad eorum mandatum in villa de Cheniaco, et petere investituram rerum dicte escasure racione census. Scilicet, tamen, propter hoc non tenebitur solvere neque vinum, neque ventas. Item recognovit idem Guido quod dicti arbitri per idem arbitrium protulerunt quod predictus dominus de Cheniaco inhibeat et inhibere teneatur hominibus suis ne ipsi vendant aliquid de rebus moventibus a dictis religiosis hominibus alterius conditionis, in quibus dictus dominus amittat manum suam mortuam; et predictus abbas pro se et pro conventu suo inhibeat et inhibere teneatur mandato suo custodienti terram suam de Cheniaco ne predictum mandatum suum aliquos homines alterius conditionis in quibus dictus dominus suam amittat manum-mortuam investiat de rebus moventibus a religiosis antedictis. Cujusmodi arbitrium predictus dominus Guido, coram nobis ratum habens pariter et acceptum, promisit per fidem suam in manu nostra corporaliter prestitam, et sub pena centum marcharum argenti, quod illud arbitrium et omnia et singula premissa tenebit et complebit, etc.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo-quinto, die mercurii ante Nativitatem Beati Johannis Baptiste.

Orig. : Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Remy de Sens. — Cheny.

—

686 1275, NOVEMBRE.

Transaction entre Erard de Lézinnes, évêque d'Auxerre, et les habitants de Chitry « commorantes sub justitia et dominio nobilis viri Johannis de Barris, militis, Guidonis, ejus nepotis et Johannis de Noeriis, armigerorum, » pour la fixation du taux de la dîme due à l'évêque. L'accord fut passé pardevant les officiaux de la cour de l'évêque et du doyen d'Auxerre, en présence des seigneurs susdits et des habitants. La dîme fut fixée pour chaque arpent de vigne à 6 deniers t., payables dans l'église de Chitry, à la fête de Saint-Martin d'hiver, et à 6 sous pour la pre-

mière fois. Pour chaque arpent de blé la dime fut établie au quinzième. — Les vignes du pays durent être arpentées à frais communs par deux arpenteurs choisis par les parties. Pour le paiement des 6 s. du droit d'entrée, les habitants donnent pour cautions cent des leurs désignés nominativement.

Orig. ; Arch. de l'Yonne. G 1916.

—

687 1275 [1276], JANVIER.

Adeline, veuve d'Etienne de Langres, femme d'Etienne l'Apothicaire, bourgeois d'Auxerre, a reconnu tenir à vie de l'abbaye de Quincy une vigne située à Chablis.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Autissiod. in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constituta Adelina, relicta Stephani dicti de Lingonense, nunc uxor Stephani Apothecarii, civis Autisssiod., recognovit se tenere ad vitam suam tam modo a religiosis viris... abbate et conventu Quinciaci, quandam vineam sitam prope Chableias, in loco qui dicitur Vauz-Loranz, bona fide, promittens dicta Adelina se dictam vineam quamdiu vixerit in bono statu tenere et excolere, modo debito; alioquin dicti religiosi vel eorum mandatum dictam vineam saisire possent tanquam suam. Post obitum vero dicte Adeline, dicta vinea ad jus et proprietatem ecclesie Quinciaci, libere et sine contradictione aliqua revertetur. In cujus rei testimonium, ad requisitionem dicte Adeline, sigillum Autissiod. curie presentibus duximus apponendum.

Datum, anno Domini M° CC° LXX° quinto, mense januario.

Orig. ; Abbaye de Quincy, Arch. de l'Yonne.

—

688 1275 [1276], MARS.

Donation par Jean, seigneur de Tanlay et Marguerite, sa femme, à leur cousin Erard (de Lézinnes), évêque d'Auxerre, de tous leurs droits sur un fief dépendant de Saint-Vinnemer et situé à Lézinnes, Ancy et Argentenay.

A tous cels qui verront ces présentes lettres, nous Jehan, sire de Tanlay, et Marguerite, sa femme, salut en Nostre-Seigneur. Nous façons à sçavoir que nous avons doné, ottroié et quité à touz jours mais sans espérance de rapeler ne ravoir, à révérent père nostre cher cosin, Erard, avesque d'Aucerre par la grâce de Dieu, tot le droit que nos avons et poons avoir par quelque cause que ce soit, ou atendons avoir au fié que lediz avesque et si hoirs doivent tenir de nos par raison de la seigneurie de Saint-Vinemer, liqueux fiez est assis en partie en la ville de Lesignes et aus viles d'Ancy et Argentenay : c'est à sçavoir la mitié dou fié, l'autre mitié apartient à Philippes de Bragelongne, escuier; louquel don nous promettons à tenir et à garder en bonne foy, par nos et par noz hoir au devant dit evesque et à ses hoir.

Et pour ce que ce soit fort et estable, nous avons scellées ces présentes lectres de nos seaux. Ce fu fait en l'an de grâce M CC sexante et quinze, ou mois de mars.

Arch. du château de Tanlay. — *Notice sur Lézinnes*, par M. Le Maistre, 1870, p. 69.

—

689 1276, 25 JUIN.

Ratification par Charles d'Anjou, roi de Sicile, etc., étant à Rome, au nom de sa femme, de l'hommage prêté à G., évêque de Langres, par ses clercs, pour le comté de Tonnerre, lequel relevait en fief dudit évêque.

Venerabili in Christo patri et amico karissimo domino G., Dei gratia Lingon. episcopo, Karolus, eadem gracia rex Cecilie, ducatus Apulie et principatus Capue, alme urbis senator, Andegavie provincie et Forchalquite comes ac romani imperii in custodia per sanctam romanam ecclesiam vicarius generalis, salutem et sincere dilectionis affectus. Dudum Radulpho de Venarcio, canonico Sancti-Clodoardi juxta Parisius et Henrico de Sancto-Memio, canonico Cathalaunensi, clericis et familiaribus nostris, per patentes litteras servicio et pro comitatu Tornodor. movente de feudo ecclesie Lingonensis, quem ratione domine regine Sicilie, consortis nostre, tenemus, vobis fidelitatis prestaremus nostro et dicte regine nomine juramentum; verum cum ipsi nostri clerici, sicut accepimus, fidelitatis juramentum hujusmodi vobis, ex parte nostra et ejusdem regine prestiterunt, placet nobis, ac juramentum ratificantes predictum illud tenore presentium

acceptamus. In cujus rei testimonium presentes litteras fieri et sigilli majestatis nostre jussimus communiri.

Datum. Rome, per magistrum Guillelmum de Farouvilla, prepositum ecclesie Sancti-Amati, dicti regni Sicilie vicecancellarium, anno M° CC° LXXVI°, die XXV junii, IIII indictionis, regni nostri anno undecimo.

Orig.; Arch. de la Haute-Marne; Fonds de l'évêché de Langres.

1285. — Même acte de foi et hommage rendu par la reine étant à Toulouse, à l'évêque de Langres, pour son fief de Tonnerre. — Ibid.

—

690 1276, 10 SEPTEMBRE.

Testament de Guillaume de Courtenay, seigneur de Champignelles. — Fondations pieuses pour le repos de son âme et de celle de Marguerite de Vénisy, sa femme. — Nombreux legs aux églises du pays ; à l'abbaye de Fontaine-Jean où il choisit sa sépulture ; il lègue encore 25 livres pour acheter des *bureaux* et des souliers aux pauvres ; 3,000 livres pour le subside de la Terre-Sainte, etc.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus-Sancti, amen. Ego Guillelmus de Cortiniaco, miles, dominus de Champignoliarum in mea bona memoria existens, compos mentis meæ, testamentum meu :. condo seu facio in hunc modum. In primis volo et ordino qnod omnia forefacta mea, si quæ sunt probata, legitime restituantur, et omnia debita mea absque diminutione aliqua in integrum persolvantur. Item ob remedium animæ meæ, et nobilis dominæ Margaretæ dominæ de Vinisiaco, quondam uxoris meæ, et omnium hæredum meorum, lego cuidam capellano deservienti et etiam quotidie celebranti in capella mea de Champignoliis, quidquid habeo in molendino dou Gesset, cum pertinentiis; et quidquid habeo in molendino dicto le Caillet, et in furno de Champignoliis, et quatuor libras annui reditus percipiendas super census meos de Champignoliis in crastino Omnium-Sanctorum salva in omnibus mea justitia et hæredum meorum, et etiam salva collatione primo a me facta Petro curato de Garchyaco, capellano meo, sicut in litteris meis et etiam in litteris sigillatis sigillo curiæ Senonensis plenius continetur. Volo insuper quod si contingeret me, vel aliquem hæredum meorum, dominum de Champignoliis, vel dominam commorari in domo mea de Parco, quod prædictus capellanus intermisso officio supradictæ capellæ celebrandæ missæ, quotiescunque ad mandatum meum vel hæredum meorum in capella mea prædictæ domus de Parco requisitus fuerit, teneatur celebrare. Item lego fabricæ ecclesiæ de Champignoliis quadraginta solidos; curato de Champignoliis viginti solidos; capellano decem solidos; clerico quinque solidos, triennale et continuum annuale; Domui-Dei et leprosariæ, cuilibet viginti solidos. Item priori et sociis de Feritate-Lupatoria, viginti solidos. Domui-Dei et leprosariæ, cuilibet decem solidos. Item priori de Cloya et sociis suis viginti solidos; leprosariæ quinque solidos; item curato de Beilleu viginti solidos. Item curato de Tannerra, de Villaribus Sancti-Benedicti, de Loima, de Grandi-Champo, de Sancto-Dyonisio, de Pereto, de Sancto-Martino, de Malicorna, de Charnyaco, de Merchaybeton, de Chambugle, de Cleas, de Capella dou Charme, de Aillante, de Campo-silvestri, de Septem-Fontibus, de Villa-nova-Genestarum, cuilibet quinque solidos pro servitio faciendo. Item leprosariis et domibus-Dei de Charniaco, de Sancto-Martino, de Villaribus, de Tannerra, de Villanova-Genestarum, cuilibet quinque solidos. Item si contingat me decedere in partibus istis, apud abbatiam Fontis-Johannis meam eligo sepulturam, et fratribus ejusdem loci centum lego solidos pro pitancia in die obitus mei, et lectum meum integrum pro infirmis. Fabricæ ecclesiæ centum solidos. Item quadraginta libras turonenses pro reditibus emendis de consilio executorum meorum iuferius subscriptorum, pro anniversario meo annuatim faciendo. Ita quod si contingat me decedere alibi, præfatas quadraginta libras integre percipient sub forma superius annotata; et centum solidos pro pitancia pro meo servitio in dicto conventu a fratribus omnibus celebrando. Item Fratribus-Minoribus Senonensibus decem libras; Fratribus-Predicatoribus centum solidos. Item Fratribus-Minoribus Autissiodorensibus decem libras, Fratribus predicatoribus centum solidos. Abbatiæ de Bello-visu Bituricensis diœcesis decem libras. Sororibus de Monteargi centum solidos. Item pro burellis et sotularibus emendis et conferendis pauperibus de Champignoliis, de Feritate, de Cloia et de Beilleu, viginti-quinque libras parisienses. Item lego subsidio Terræ-Sancte pro indulgentia obtinenda mille libras turonenses tribus militibus

transfretandis et commorandis per annum, si me non contingeret personaliter transfretare, distribuendas per manus executorum, et percipiendas per manus eorumdem super stanna mea de Champignoliis, de Cloia et de Beilleu. Item lego Petro, curato de Garchiaco, capellano meo, totam granchiam meam de Mein cum pertinentiis, ad vitam suam possidendam et detinendam. Item Gileto viginti libras parisienses, Guiardo Chentriau viginti libras parisienses, Johanni de Fontanis triginta libr. par., Johanni de Monte-Martini viginti libras, dominico Daume decem libras, Guillelmo de Borono viginti libras, Johanni quoco meo decem libras, Gervasio centum solidos, Stephano dicto Poussi centum solidos, Perreto de Beilleu centum solidos, Johanni Joliveto quadraginta solidos, à Fouquet quadraginta solidos, Isabelly de Beignas octo libras, Allidy de Grociaco decem libras. Ut hæc autem omnia supradicta melius exequantur et integraliter restituantur, una cum testamento nobilis dominæ Margaretæ dominæ de Vinisiaco quondam uxoris meæ, sigillato sigillo domni Senonensis, et firmiter et totaliter persolvantur, domum meam parisiensem, quam emi ab executoribus Johannis bonæ memoriæ quondam archiepiscopi Remensis, fratris mei, ex nunc delibero et pono in manibus executorum meorum, vendendam et alienendam. Si autem dicta domus ad executionem utriusque testamenti plenarie non sufficeret, omnia mobilia mea obligo, et omnes conquestus meos. Quod si hæc adhuc non sufficerent, obligo insuper quintam partem hereditatis meæ. Ad hæc autem omnia et singula firmiter exequenda, executores meos constituo venerabilem patrem archiepiscopum Senonensem, religiosum virum abbatem Fontis-Johannis, Guillelmum de Borono militem, et Petrum curatum de Garchiaco, capellanum meum, dans eisdem executoribus plenariam potestatem augendi et minuendi secundum quod melius viderint expedire. Et omnia volo firmari jure testamentorum, jure codicillorum, vel etiam ratione cujuslibet ultimæ voluntatis.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesima-sexto, die jovis post Nativitatem Beatæ-Mariæ Virginis.

Dubouchet, *Hist. généal. de la maison de Courtenay*, preuves, p. 63.

—

691 — 1276, SEPTEMBRE.

Reconnaissance par Erard, évêque d'Auxerre, portant que l'affranchissement de la mainmorte qu'il a accordée aux habitants d'Appoigny, des Bries et de Bailly, ne préjudiciera en rien au Chapitre d'Auxerre, etc. (1)

Omnibus presentes litteras inspecturis, Erardus, miseratione divina Autissiod. episcopus, salutem in Domino. Notum facimus quod cum nos, pensata utilitate ecclesiæ nostræ remisimus manum-mortuam hominibus et feminabus nostris de Appoiniaco. de Esbria et de Baailliaco, de consensu capituli nostri Autissiod., prout in quibusdam litteris super hoc confectis plenius continetur, volumus pro nobis successoribusque nostris, predictis hominibus et feminabus in hoc expresse consentientibus, quod predictæ manus-mortuæ remissio et ea que in predictis litteris continentur non possint predicto capitulo in villis et rebus suis prejudicium grave innotare, et consuetudines quas hactenus habuit dictum capitulum eidem salvæ sint in futurum; et quod homines nostri dictarum villarum hactenus acquisierint vel acquirent in futurum, vel accipient in maritagium res aliquas in villis seu locis ubi habet manummortuam dictum capitulum, et decedent sine herede de proprio corpore derelicto : quod res sic acquisitas existentes in manu-mortua dicti capituli mobiles seu immobiles, in omnibusque et singulis casibus uti de consuetudine habet locum manus-mortua, dictum capitulum acciperet et suas faceret absque reclamatione aliquorum prædictorum hominum et feminarum, vel heredum suorum. Item volumus quod si aliqui predictorum hominum nostrorum et feminarum delinquant taliter quod bona ipsorum debeant confiscari, et habeant bona mobilia seu immobilia in terra et justitia predicti capituli, quod bona illa pertineant ad capitulum memoratum, et absque conditione aliqua sua fiant. Presertim, ex gratia speciali consentimus et volumus quod predictum capitulum de possessionibus et rebus illis quas modo habent in predictis villis et earum pertinentiis ad solutionem aliquarum decimarum minime teneantur; et quod illi qui ab antiquo sint homines dicti capituli sua burge-

(1) Voir dans Pérard, *Recueil de plusieurs pièces pour l'histoire de Bourgogne*, p. 533, la charte d'affranchissement d'Appoigny.

sia, de possessionibus illis quas habent modo scilicet tempore confectionis præsentium in prædictis villis et earum pertinentiis, vicesimam partem fructum loco decimæ tantummodo solvere teneantur. Et si aliquas possessiones, de cætero, in dictis villis aut earum pertinentiis acquirant, decimam partem fructuum earum solvere tenerentur. Et in testimonium omnium præmissorum sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum.

Actum et datum, anno Domini M° CC° septuagesimo-sexto, mense septembri.

Arch. de l'Yonne, E 516; copie du XVII[e] siècle, tirée du cartul. de l'église d'Auxerre, F° 523.

—

692 1276, SEPTEMBRE.

Cession par Gaucher de Merry à l'abbaye de Reigny, de tous ses droits sur les dîmes de La Ripe et de Maupertuis, et de la châtellenie de Mailly-Château, pour racheter 100 sous de rente sur la rivière de Bessy, etc.

A tous ces qui verront ces présentes letres, Gauchiers de Merri, chevaliers, sires de Merri et de Bessi, salut an Nostre-Seignor. Sachent tuit que je ai doné, otroié et quité à touz jours mais à l'abbé et au convent de Reigni toute ma mitié des dimes que je avoie commune avec l'abbé et lou convent desusdit, sanz rien retenir es dimes de la Ripe, de Maulpertuis et de la châtelerie de Mailli-lou-Chatiaul. Et lour ai doné, otroié et quité, si com il est desus dit, tout lou droit que je avoie es diz dimes ne povoie demander, au leu de cent souz que madame Mabile, ma tante, dame de Bessi, lour avoit donez et assis sur sa partie de l'eau de Bessi, et au leu de trante et sis soz que messires Gauchiers Bridaine lour avoit donez et assis sus ses rantes d'Eschimili. Et promet an bone foi que je ne vendrai jamais, por moi ne por autrui, ne ferai venir ancontre lou dit don et la quitance de tout lou droit que je avoie ne povoie avoir an touz les dimes des leus desus nommez. Et lor garantirai et deffendrai vers touz. Et à ceu faire et tenir à touz jours, je oblige moi et mes ors. Et pour ceu que ce soit ferme chose et estauble à tous jourz, je ai seelées de mon seaul ces présentes lettres qui furent faites an l'an Nostre-Seignor mil deus cenz sexante et seze, ou mois de setembre.

Orig.: Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny. — Mailly-Château.

—

693 1276, OCTOBRE.

Vente par Jean de Châlon, comte d'Auxerre, et Alix de Nevers, sa femme, à l'abbaye de Moutier-Saint-Jean, pour 400 livres, de toute la seigneurie de Joux-en-Auxerrois qu'il avait achetée de Guillaume de Joinville et de Marie de Tanlay, sa femme.

Nos Jehan de Chalon, cuens d'Auceurre et sires de Rochefort, et nos Alaïs de Nevers, comtesse d'Auceurre, façons savoir à tos ces qui verront ces présantes letres que com l'abbé et li convents de Moutier-Seint-Jehan eussoient acheté de noble homme Guillaume de Joinville, seigneur de Julcy, et de dame Marie de Tanlay, sa fame, tout cau que il avoient en la ville et ou finaige de Jous en Auceurrois por lo preis de quatre cens livres de tornois, et nos devantdiz Jehan eussiens ladite terre recosse por devent gré de ligneige, et eussions paié lesdites quatre cens livres t. audit abbé et convent, et li dis abbé et convent requist que nous entressiens en son homeige desdites choses, cum nobles homs Miles, sire de Noyers lor eust doné en pure et perpétuelle aumone audit abbé et au convent lou fié des choses dessusdites, si com il appert par les letres dou devant dit seignor de Noyers; et nous ne vousissions mie entrer en l'homeige doudit abbé et dou convent pour si pou de chose : nos façons à savoir à tos que nous avons eu et receu arriers doudit abbé et dou convent les dites quatre cens livres de tournois, et lour avons ladite terre randue, quité et délivré, et tout ce que nous y avons et poons avoir pour la reison de ladite rescosse, ou por aultre reison, sauf çou que nos retenons por nos et por nos hoirs à nos hoirs permenablement nostre garde es choses dessus dites. Et porce que ceste chose soit ferme et estauble à tousjours nos, li devantdiz cuens et la contesse avons mis nos seauls en ces presantes letres.

Çau fu faict l'an de Grâce courant par mil dou cens et sexante et seze, ou mois d'octobre.

Reomaus, seu hist. monasterii S.-Joannis, a Roverio, 1637, p. 284.

—

694 1277, JUIN.

Lettre d'Henri, archevêque de Sens, par laquelle il reconnaît avoir reçu en fief du roi le château de Noslon que

l'archevêque avait acheté de Gilon de Noslon, et de sa femme Alpetie.

Château rendable *ad magnam vim et parvam*, au roi qui doit en jouir pendant le temps de la régale.

Trés. des Chartes, J 261, n° 8.

—

695 1277, 1er SEPTEMBRE.

Reconnaissance par Etienne Guignez, et sa femme, de Vareilles, de leur affranchissement par l'abbaye Saint-Rémy de Sens, moyennant un abonnement annuel de 3 sous parisis.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Senon., in Domino salutem. Notum facimus quod coram nobis constituti Stephanus dictus Guigniez de Varoilliis et Benedicta, ejus uxor, dicentes et asserentes quod cum dictus Stephanus esset homo de corpore tailliabilis et explectabilis, alto et basso, religiosorum virorum abbatis et conventus Sancti-Remigii Senon., recognoverunt quod prefati religiosi ipsum Stephanum, divine pietatis intuitu, et de bonorum consilio predictum Stephanum et ejus heredes manumiserant, liberaverant et quitaverant ab omni onere, servicio et servitute que et quam ipsi religiosi habebant et habere poterant in predicto Stephano, ratione persone dicti Stephani, abonaveruntque dictos Stephanum et Benedictam, et eorum heredes de propriis corporibus suis procreandis ad tres sol. paris. annue abonationis, quos tres sol. par. annue abonationis predicti Stephanus et ejus uxor et eorum heredes de suis propriis corporibus procreandi, postquam ipsos heredes matrimonium et advoeria amoverit prefatis religiosis, annis singulis, reddere et solvere tenebuntur apud Vareillias, in festo Sancti-Remigii, cum quinque sol. pro emenda si ipsi defectum fecerint in solutione abonationis antedicte in terminum antedictum. Ita, tamen, quod prefati Stephanus et ejus uxor, et eorum heredes, de suis propriis corporibus procreandi de cetero, ubicunque se transferrant, maneant vel existant, remanebunt et erunt justiciabiles dictis religiosis, nec alium poterunt advocare seu invocare in dominum seu dominos, preterquam religiosos antedictos; salvis eciam prefatis religiosis omnibus coustumis, terragiis, campipartibus, decimis, censibus, corveis et aliis redibenciis consuetis, dictis religiosis debitis racione possessionum quas dicti Stephanus et ejus uxor, et eorum heredes tenent et decetero tenebunt a religiosis antedictis; salvo eciam dictis religiosis quod quamdiu dicti Stephanus et ejus uxor et eorum heredes mansionarii fuerint in villa et parrochia de Vareilliis, ipsi tenebuntur molere ad molendinum dictorum religiosorum de Vareilliis, et coquere ad furnum dictorum religiosorum de Vareilliis, secundum usum et consuetudinem furni et molendinorum predictorum; etc.

Datum, anno Domini M° CC° septuagesimo-septimo, die mercurii in festo Sancti-Lupi, in capite septembris.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Rémy de Sens. — Vareilles.

—

696 1277 [1278], FÉVRIER.

Vente par Jean de Vallery à Agnès de Bourbon, de ses villes de Villeaustre et de Montigny, etc., pour 300 livres.

Je Johanz, sires de Valéri, fais à savoir à touz céans qui verront cestes presentes lestres que je ai vendu et octreié et quicté perdurablement à noble dame, à Agnéis, dame de Borbon et à ses hors, por trois cenz livres de torneys desquex je ai eu et receu de la dite dame paye plenière et entière en deniers contez, la ville de Symeaustre et la ville de Monteignie, tel droiture com je i avoie ne poée avoir, et toutes les choses que je avoie entre Aler et Séoule; les quex choses sont dou fié à la dite dame de Borbon, et toute justise grant et petite des choses devant dites. Et ai promis et juré à tenir et garder la dite vende et que je n'irai encontre por moi ne por autrui, encors garentiré et défendré à la dite dame et à ses hers les dites choses vers touz homes. Et de celles choses dessus devisées je me sui desvestiz et en ai vesti la dite dame et ai obligé en la main à la dite dame de Borbon touz mes biens moubles et non moubles à tenir la dite vende. Ou tesmoing de laquel chose je ai see[lés] ces présentes lestres de mon seaul, et ai requis à noble baron à Hugue, duc de Bergoigne, que il metet son séaul en cestes présentes lestres aviaul lou mien seaul. Et nos Hugues, dux de Bergoigne, à la requeste dou dit seignor de

Valeri, avons mis nostre séaul en cestes présentes lestres.

Ce fut fait en l'an de Grâce mil et deux cenz et sexante et sept, au mois de févrer.

Orig. ; Arch. nat. P 1377, cote 2780.

—

697 1277 [1278], 25 MARS

Le doyen et le chapitre d'Auxerre demandent au roi la permission d'élire un évêque après la mort d'Erard de Lézinnes, nommé cardinal peu de temps auparavant (1).

Excellentissimo domino suo Philippo, Dei gratia regi Francorum illustri, devoti ejus et sui semper assidui oratores, H. decanus, totumque capitulum Autissiod. ecclesie, salutem, et cum inclinato famulatu quicquid decet dominum atque regem. Cum ecclesie nostre sedes episcopalis vacet ad presens per translationem reverendi patris Erardi, Dei gratia quondam episcopi nostri, nuper promoti seu assumpti in cardinalem episcopum Prenestin., seu per mortem ipsius paucis diebus postmodum subsequtam, nolentes ecclesiam nostram diu manere pastoris regimine destitutam, dilectos et fideles concanonicos nuncios et procuratores nostros magistros Odonem de Verzeliaco, et Stephanum, sacristam, exhibitores presentium ad regie majestatis presentiam destinamus, pro nobis eligendi licentiam juxta morem regni petitores a vobis dominationi vestre humiliter supplicantes quatinus nobis per eosdem procuratores predictam eligendi licentiam concedatis.

Datum, anno Domini M° CC° septuagesimo-septimo, die jovis in Cena Domini.

Orig. ; Trés. des Chartes, J 344, n° 52.

—

698 1278, OCTOBRE.

Vente à l'abbaye de Pontigny par Miles, seigneur de Noyers et Marie de Crécy, sa femme, de leur terre de Souilly moyennant 400 livres t.

Ego Milo, dominus Noeriorum et ego Maria de Creciaco, uxor sua, notum facimus universis præsentibus et futuris præsentes litteras inspecturis, quod nos pro negotiis nostris utiliter gerendis et expediendis, vendidimus, et nomine venditionis, in perpetuum, pro nobis et hæredibus nostris, concessimus et quitamus absque ulla retentione, religiosis viris abbati et conventui Pontiniac., nomine ipsorum et monasterii Pontiniac., villam nostram de Solliaco sitam in diœcesi Autissiod., et omne jus quod habebamus in dicta villa et in pertinentiis ejusdem, vel habere poteramus aut debebamus, aut habere expectabamus, tam in hominibus, talliis, costumis, censibus, quadam consuetudine quæ manus-mortua vulgariter appellatur, quam habebamus in dicta villa et in hominibus et fœminis nostris commorantibus in eadem, et in adjacentiis, pertinentiisque ejus, jure, justicia alta et bassa, dominio, nemoribus, pratis, vineis, terragiis, terciis, abonnagiis, furnis, feodis et retrofeodis ad nos ratione dictæ villæ pertinentibus, vel quæ possunt et debent pertinere, cæterisque redditibus et emolumentis quibuscumque omnia prædicta tenenda et libere possidenda, sicut eis a nobis limitata sunt et ostensa, ab ipsis et successoribus suis, nomine monasterii Pontiniac., in francum allodium, et penitus amortizata, pro quadringinta libris tur., nobis quitis et integraliter solutis in pecunia numerata a dictis religiosis... promittentes... quod omnia prædicta et singula dictis religiosis..... erga omnes garantizabimus et defendemus quita et libera ab omni onere, pensione, obligatione, servitio, servitute, feodo, retrofeodo et omni alia qualibet exactione seu reddeventiis quibuscunque... volumus etiam et concedimus, nostro et hæredum nostrorum et successorum nomine, quod excellentissimus rex Franciæ, ballivi, prepositi vel servientes ipsius, nos et hæredes et successores nostros, per captionem, servitionem et detentionem omnium bonorum nostrorum, mobilium et immobilium, præsentium et futurorum cujus juridictioni et potestati nos et hæredes nostros et successores nostros, et omnia bona nostra et hæredum et successorum nostrorum expresse et immediate supposuimus, nos compellant ad observandum et complendum præmissa et quodlibet præmissorum, etc.

Et ut ista rata et firma in perpetuum

(1) L'élection du successeur d'Erard de Lézinnes par le Chapitre ne fut tentée que le vendredi après la Toussaint 1278. Mais les voix s'étant partagées par nombre égal, le pape, pour terminer le différend, nomma évêque Guillaume de Grez, doyen de Chartres.

maneant, nos Milo et Maria prædicti, præsentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari, et eas prædictis religiosis tradidimus in signum et animo omnem possessionem, proprietatem et dominium rerum prædictorum in eosdem transferendi.

Datum, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo-octavo, mense octobri.

D. Depaquy, *Hist. de l'abbaye de Pontigny*, t. II, p. 424, Ms n° 158. — Bibl. d'Auxerre.

—

699 1278 [1279], FÉVRIER.

Sentence prononcée par l'abbé de Saint-Marien d'Auxerre contre les habitants de Beaumont, et de leur consentement, dans sa propre cause, à défaut du jugement que devaient rendre Jean seigneur de Seignelay et Anseau de Mailly. — Les habitants qui avaient commis des violences sur les gens de l'abbaye Saint-Marien à Bonnard et fait des dégâts sur ladite terre, sont condamnés à l'amende, et dix d'entre eux à faire deux processions à l'église de Chemilly, pieds nus, en chemise, et les mêmes à venir dans le même costume à Auxerre faire amende honorable à l'abbé.

A touz ces qui verront ces présentes lettres, nous abbés de Saint-Marian de Aucuerre, salut en Nostre-Seigneur. Saichent tuit qui nous, pieceha, à noble home Jehan de Seillenay, seigneur de Biaumont, chevalier, senefiemes et feismes savoir que si homes et les gens de Biaumont avoient fait à nous et à nos genz griés, injures à noz persones et domaiches à noz choses de nostre maison de Bonort es apertenences, si come nous meismes recitames à Chemilli, pardevant loudit seignor; et fu recogneu pardevant lui de ces de la vile, c'est à savoir de Jehan Auverne, de Gautier lou Surre, de Odin More, de Robert Renier, de Martin Barate, de Belin, de Jehan Maalon, de Jehan Bouteoir, de Hugue lou fil Odeeron et de Jofroy Aloe qui por aux et por tote la communeté de la vile de Baumont icées choses nous amendèrent comme cogneues, et voldrent et otroièrent que nobles homs Jehans sires de Seillenay, chevaliers, et honorables hons maistres Anssiaus de Mailli, chennoines de Aucuerre taxassent de plain et por lor bonne voulenté l'amende de ces injures, et desqueles nous seroiens creu par notre escrit, souz nostre seeil, en nostre bonne foi, sanz autre preuve, et que il taxassent les domaiches rendables à nous, si comme il cuideroient bien faire; laquele taxacion durent dire li dit taxateor dedanz la feste de Touz-Sainz nouveilemant passée. Laquele chose, se il ne faisoient dedanz loudit terme, li home desus nommé voldrent et acordèrent et promistrent par lor foi, et souz lou lien de touz lors biens, por aux et por toute la commune de la vile de Biaumont, obeir, tenir, garder et acomplir de plain et sanz contredit nostre taxacion, nostre ordinacion sus les choses devant dites. Et porce que li diz sires de Seillenay et li diz maistre Anssiaus n'ont riens dit, ne riens acordé de ces choses, nous, plain consoil eu de bonnes genz, et regardez di ligemmant noz domaiches, disons, ordonnons et pronunçons nostre arbitre seur lesdites choses en la menière que s'ansuit :

Premièremant, nous condampnons lesdiz homes par nostre arbitre, Jehan Gautier, Odin, Robert Renier, Martin Barate, Belin, Jehan Maalon, Jehan Bouteoir, Hugue lou fil Odeeron et Jofroy Aloe, en nom d'aux et de toute la commune de la vile de Biaumont, à nous rendre dis livres de tornois dedans mige Karoisme prochiennemant à venir, por noz domaiches ; et en quarente livres de tornois por les injures et les vilenies à nous faites et dites, à rendre et à paier à nous ou à nostre commandemant, dedanz un mois après ceu que nous les en aurons requis ou fait requérir par lou seignor de Biaumont, ou par les genz lou roy de France. Après, por la honte et la leidure faite à nostre eglise de Saint-Marian, nous les condampnons à ce que chascuns d'aus face deus processions en l'esglise de Chemilli, nuz piez, en braies et en chemise, à jor de dyemoinche dedanz l'Ascension qui vient; et que il tuit dis, lou jor de Pasques-flories aprochanz, veingnent à Aucuerre, et de devant l'esglise Nostre-Dame-la-Defors mennent antre prime et tierce, tuit ensamble, en braies et en chemise, nuz piez, eschevelez, verges en lor mains, et enseint veingnent à nous par devant lou chastel de Aucuerre jusque devant l'esglise Saint-Estienne, et iqui les diz forfaiz nous amendent agenouillons; enseur que tout nous lor enjoignons que dedans Pasques aprochanz il se facent assoldre comme il soient escommenié de droit escrit. Et se ensinc estoit que il défaus fissent de ces choses faire et acomplir, en tout ou en partie, nos, des ci et des

hore les condempnons, en nom de poinne et por les diz défauz, en cent livres de tornois à rendre et paier à nous ou à nostre commandemant, por aux et por toute la communeté de Biaumont. Et à ceste nostre dit et nostre ordinacion nous requérons et souploions que vous sire abbés de Saint-Père, vous officiaus de la cort maistre Michiau archedyacre en l'esglise de Aucerre, et vous prévoz de la Vile-neuve-lou-Roy, metiez vos seiaux avecques lou nostre en tesmoingnaige de ceste nostre présente pronunciacion.

Et nous abbés et officiaux desus dit, et nous Jehanz de Vaulcharcies, prévoz de la Vile-neuve-lou-Roy, à la requeste dou devant dit abbé de Saint-Marian, li quex ceste pronunciacion fist en nostre présence, ou tesmoinguaige de ceu avons mis noz seiaux en ces présentes leitres, avecques lou suen propre seiaul. Ce fut fait et donné à Biaumont, présenz lou seigneur de Biaumont et les homes desus diz requerenz ladite pronunciation, en l'an de Grâce mil deus cenz sexante-dis et huit, lou vendredi après les huitanes de la Purification Nostre-Dame.

Orig. scellé autrefois de quatre sceaux dont il ne reste que quelques débris; Arch. de l'Yonne, Fonds Saint-Marien.

1278. — Jean de Seignelay, sire de Beaumont et l'official de la cour de l'archidiacre d'Auxerre, attestent que les habitants de Beaumont ont par devant eux reconnu justes les plaintes de l'abbé de Saint-Marien, et se sont soumis au jugement de Jean, seigneur de Seignelay, et d'Anseau de Mailly, chanoine d'Auxerre, et que dans le cas où ces derniers ne rendraient point de sentence ils se soumettraient au jugement de l'abbé. — Ibid.

—

700 1278 [1279], 11 MARS.

Accord entre Martin, trésorier de l'église de Sens, chapelain du roi, le roi et le chapitre de Sens, pour le partage des enfants nés des mariages de leurs hommes respectifs, lesquels enfants seront répartis entre les divers seigneurs suivant la coutume, au lieu d'appartenir en totalité à la trésorerie.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Martinus, Senon. ecclesie thesaurarius, domini regis Francie illustris capellanus, in Domino salutem. Notum facimus quod cum nobis datum esset intelligi ex relatione plurimorum quod quando nostri homines et femine, ratione thesaurarie nostre, matrimonialiter copulabantur cum aliis hominibus et feminabus domini regis, vener. virorum decani et capituli ecclesie Senon., vel aliorum quorumcunque hominibus et feminabus, et exinde liberi procreabantur, nullus nobiscum partiebatur, sed proprie nostre ratione thesaurarie nostri remanere debebant ; super hiis multociens inter predecessores nostros dicte ecclesie thesaurarios et quosdam alios fuisset, ut intelleximus, diucius altercatum, nos altercationi hujusmodi finem imponere cupientes, cum plures suis hominibus et feminabus inhibere dicerent ut ipsi cum nostris hominibus et feminabus se matrimonialiter copularent, propter quod nobis et thesaurarie nostre dampnum non modicum ac periculum animarum credimus imminere ; idcirco, bonorum freti consilio, domino regi, decano et capitulo Senon. et omnibus aliis quibuscunque sponte concedimus et provide, quod de cetero sui homines et femine cum hominibus et feminabus nostris matrimonialiter possint libere copulari, ita quod liberi, sive pueri ab hominibus et feminabus procreati et imposterum procreandi dividantur, secundum patrie consuetudines et statuta, seu etiam partiantur inter nos et illos quorum homines et feminas nostris matrimonialiter de cetero contigerit copulari. In quorum omnium testimonium et munimen, presentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas.

Datum, Parisius, die veneris post Brandones, anno Domini M° CC° septuagesimo-octavo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, G 701.

—

701 1279.

Confirmation de l'affranchissement des habitants de Coulanges-les-Vineuses et la Baroche et de ceux qui y viendront du dehors, par Jean comte de Joigny et Marie, sa femme, moyennant une taille établie par quatre ou six bourgeois, montant à 20 s. pour le plus riche et ainsi des autres à proportion, etc.

Au nom de la sainte et divine Trinité, amen. Nous Jehan, cuens de Jougny, et nous Marie, comtesse de Jougny, femme de ce dit Jehan, faisons assavoir à tous ces qui verront et ourront ces présentes lettres, car com li seigneur de Colenges, nos devantier, eussient donné la chartre de franchises aux

bourgeois et aux hommes qui venroient dehors en la franchise de Collenges, que nous donnons icelle franchise, donnons et octroyons à tous ces qui dehors venront, et à tous ces qui sont de la mansion de Collenges et de la Baroche, et qui en ont aultrefois esté, et qui venront estre borgois de Colenges, paient nostre cense, de quelque condicion qu'ilz soient ou ayent esté ça en arrières; et cele franchises de nouveau nous le establissons dont nous franchissons nostre terre de Collenges et de la Baroche, et volons et ottroyons à tous nos borgois de Collanges et de la Barroche payent nostre cense, que sil advenoit que haucuns d'eus moorust sans hoirs de son corps, que l'escheoite aveigne au plus prochain hoir, en quelque lieu que il soit, des meubles et des conquestz soit à père, soit à mère, sans nul destourbier, et sans nulle promesse donnée à nous ne à nostre commandement; et li héritages escherront au plus prochain dou cousté là où ilz debvront escheoir. Et quant il plaira à noz borgois, il se peulvent aler de dessoubz nous sans parler à joustice nule de nostre commandement. Et sen peuvent revevenir arrieers dessoubz nous quant il lor plaira, sans contredictz de nuluy. Et quant les escheoites de nos borgois seront avenues, se elles ne sont requises de hoir, elles seront gardée en la main de deux borgois de la ville jusques à ung an; et se hoir ne vient dedans l'an qui ait raison en cele escheoite, elle nous sera livrée ou à nostre commandement, sauves les mises que li diz borgois y auront mises, en bonne foi. Nous establissons que por tailles et corvées li plus riche de Collenges ne de la Baroche ne nous paieront tous les ans que vingt solz de cense de la monnoie courant à Aucerre, et des autres paira l'an au regard de quatre borgois ou de six de la ville et d'aucun qui soit de nostre commandement raisonnablement. Tuit cil qui venront en la frenchise de Colenges seront receues por le proost et par deux borgois de la ville, et jureront à garder les poinctz de la charte et la franchise de la ville, et n'estre de la court de la communaulté. Les amendes de soixante solz seront ramenées à cinq solz; les amendes de cinq solz et de moings seront ramenées à douze deniers t. Sy aucuns donnent gages de bataille en la main dou proost ou dou bailly et qu'il face paix avant quil veignent armé en champ, il paieront vingt solz ou trante ensemble; se il entrent armé en champ, il paieront soixante solz; se la bataille est faite ilz paieront cenz solz. Se ce estoit de murtre, de rapt ou de larrecin et la bataille fut faite, il feroit nostre voleuté. Nous ne pourrons traire nos borgois de Collanges ne de la Baroche hors de Collanges por raison de plaider ne de saisir sam droict, tant comme il venront estre à droict à Collanges, pardevant nostre commandement. Se aucuns de nos borgois est prins ou retenuz ou la soue choses por nostre faict et por nostre debte, nous ferons délivrer lui et la soue chose à noz coustz. Se aucun borgois est pris et retenu, ou la soue chose por aultres choses que por nous, ferons nostre bon pouvoir de luy et de la soue chose délivrer; qui lor fera il seul l'amendra: nostre bourgeois n'estant pas tenu à garder prisonnier. Sy nous convenoit aller en ost ou en chevaulchée, chacun chastel nous doibt envoyer ung homme après nous souffisamment, ung jour à ses despens, mais que si en estoient nommerement requis; et dès ce jour en avant, se nous les menerons plus, ils seroient à nos despens du tout. Nous ne devons traire de nos borgois de Collanges et de la Baroche, tous les ans, plus de vingt solz dessus dit, por choses que nous aveignes, mesmement aux plus riches, et des aultres selon l'esgard et estimation de nostre commandement et de quatre borgois de la ville ou de six, sy com il est dessus dist. Quiconques sera semant devant joustice et il convenisse et ne payera néant à la joustice, et il nie et il soit prové: il payera deux solz. Se ils ont jour de consoil et il facent paix du demantiers, il ne paieront riens a la joustice. Nuns de noz borgois soit tenu en prison se il s'oblige d'estre à droict en nostre court à Collanges, ce ou n'est de murtre, ou de rapt ou de larcin manifeste. L'an doibt à Collanges à noz vigners deux deniers de l'arpent, pour raison de la garde. L'an doibt cuyre à nostre fourt de Collanges dix-sept pains por un pain. L'an nous doibt à Collanges plaine une escuelle de minage à rez, et tient li bichet d'Aucerre tien soixante et dix escuelles. L'usage que li fourt de Collanges et les bestes de Collanges ont en ça en arrières es bois du Val de-Mercy, nous leur promettons à tenir et garder. Nous ne pouvons mectre nouvelle coustume à Collanges qui sont contre noz borgois. Si que nostres borgois veulent mectre aucune bonne coustume à Collanges et elle ne soit contre nous, leur

otroions. Quiconque obliera à payer la vente ou son minage à Collanges, et il la paye dedans les huit jours, il ne doibt point d'amende si forfaiz des vignes de cinq solz ne se remue. Toutes les bonnes coustumes en les bois-usages qui ont esté en ça en arrières à Collanges, nous les prometons à tenir et garder. Li baiili, li prévost et li sergent quelconques ilz soient à Collanges par nous, jureront à garder et fermement à tenir les poins de la chartre et la franchise de la ville, toutes les fois que seront mis nouveau. Ces convenances dessus dictes nous dit Jehan, cuens de Jougny et nous Marie, femme de cedit conte, comtesse de Jougny, promettons par nos sermentz à tenir et fermement garder à tousjours maiz de nos, de noz hoirs et de noz successeurs qui après nous venront, et en obligeons nous et nos hoirs et nos successors : et volons que il soient tenuz à jurer les poings de la chartre et la franchise de la ville fermement à garder. Et volons que nostre borgois de Collanges et de la Baroche qui naiz en seront, les soient tenu à garder fermement à tenir par leur serment, et feront tenir et garder de noble monseignor Humbert de Biaujeu, connestable de France, sieur de Montpencier et de Sainct-Morise, et de noble dame madame Isabeau connestablesse de France, jadis contesse de Jougny, et de noble homme monseigner Berault de Mareuil, père de ladite Marie, contesse de Jougny, nostre femme et nostre espouse, et de noble homme monseignor de Chasteau-Villain, nostre oncle. Et voullons et octroyons, et leur prions que il en ceste présente chartre, en tesmoinage mettent leurs seaux pour en esdie aux borgois, en tele manière que se nous, ou nostre hoirs, ou nostre successeur assesiens de ces convenances, et alesiens contre aucun poinct de la chartre ou de la franchise, qui ces devant dict seigneur, ou leur hoir, ou leur successeur, ou aucun d'eulx, s'en seront requis des borgois de Collanges, ou de ces cui il establiront por aux a ce faire, fussient en esdie ausdiz borgois et à leur conseil contre nous. Et pour aussy que nous et nostre hoirs, ou nostre successeurs, tenesiens les poingz de la chartre et de la franchise de la ville, et pour que ce soit plus ferme chose et estable, et que nous ou nostre hoirs ou nostre successeurs ne puissiens aler contre ladite franchise, contre les poings de la présente chartre, laquelle chose n'avenra ja se Dieu plaist, nous voulons et octroyons que nostre devant dict borgois de Collanges, ou cil qui seroient establiz d'aus à ce faire, sans riens meffaire vers nous, poissiens convenir ou faire convenir nous et noz hoirs ou successeurs, pardevant le seigneur de cui l'an tient Collanges en fief, quelzconques y fust, ou par devant son commandement, et que par ces seigneur ou par soudit commandement nous et nostre hoir et successeurs devant dictz poissiens estre contrainctz au devant dictes convenances et franchises garder et tenir toutes ces choses dessus dictes, nous devant dict Jehan, cuens de Jeugny et nous Marie, contesse de Jougny, femme de cedict Jehan, volons, loons et promectons sy comme elles sont contenues en ceste présente chartre. Et por ce que ces choses dessusdictes soient fermes et estables à tousjourmais sans corompre, nous avons saellées ces présantes lectres de nos seaux.

Ce fut fait et donné l'an de Grace mil deux cens soixante et dix-neuf.

Copie vidimée sur l'original, l'an 1629, Arch. de l'Yonne, E 550.

—

702 1279.

Charte d'affranchissement des habitants de L'Isle-sous-Montréal, par Béatrix, veuve du duc de Bourgogne, et Huguenin, son fils. — Les principaux articles sont les suivants : Fixation de la taille à 15 s. pour le plus riche et à 2 s. pour la moindre cote ; laquelle sera imposée par quatre habitants choisis par moitié par le seigneur et la communauté : — Remise de la main-morte ; — Confirmation du droit d'usage dans la forêt d'Hervaux ; — Création de deux foires par an et d'un marché par semaine.

Nous Biétrix, jadis feme de noble baron Hugon, duc de Bourgogne, et je Huguenin de Bourgogne, escuier, filz de ladicte Biétrix et dudit duc Hugon, faisons savoir à tous ceulx qui ces présentes leitres verront et orront, que nous donnons et avons donné à nos hommes et à nos femmes demourans à l'Isle, soubz nous et soubz noz hoirs seigneurs de l'Isle, jusques ez bornes cy dessoulz declairées, la franchise cy dessoubz nommée : c'est à savoir dès la fontaine de la Réaule jusques à la rivière de l'Isle, ainsi com la come porte pardessoubz Bossart jusques au chemin qui va à Annoul pardelez et autour les heez tangues à la pierre Ysambert, et des la pierre

Ysambert tout autour les hayes tangues à l'entrée de la Louère, et dez la Louère la comme contravaul rez-à-rez des vignes de Sivry tangues à la croiz de Syvry pardessus les vignes de Syvry, pardevers l'Isle tangues au gué dessoubs la chaucyé de Disengi, et d'iqui tangues au poncel de Colmiers, et du poncel tout le rup contremont jusques à l'issue du bois d'Uille en hault, et du chief du bois d'Uille jusques au rup de l'estang d'Origny, et qui sont dittes partir les tierces de l'Isle et d'Origny, et du rup jusqu'à l'estang, et de l'estang ainssin com le chemin porte tangues au rup dessoubs Saincte-Colombe qui s'en va tangire an la rivière de l'Isle, nous avons franchy et franchissons dedans lesdictes bosnes nos diz hommes et nos femmes demourans à l'Isle soubz nous et soubz nos hoirs seigneurs de l'Isle, de taille que nous avyons sur eulx à nostre voulenté, à hault et bas, en biens meubles et non meubles, en telle manière que cil qui porra paier quinze sols de tornois les nous paiera pour raison de la franchise, et de plus ne les pouvons ne devons enfforcier ly plus pouvres ou ly moins puissans deux sols t., et dès les quinze sols t. jusqu'aux deux solz chascun des aultres selon ce que il aura et pora avoir en meubles et en héritaiges. Et voulons que quatre personnes soyent eslys, deulx de par nous ou de par nostre prévost ou chastellain, et deulx de par nosdiz hommes. Et cilz diz eslyz chascun an jureront sur sains evangilles, en nostre main, ou de nostre commandement, que ilz féallement garderont nostre droit et le droit de nosdiz hommes quant à getter et asseoir ladicte franchise. Et que ilz, avec nostre prévost ou chastellain, getteront quinze sols de tornois sur ceulx qui les pourront paier, sur le plus povre deux sols de t.; et des quinze sols de tornois jusqu'à deux solz ilz moyenneront par leur serment à leur avient et à leur conscience sur chascun selon ce qu'il aura. Et seront cilz quatre esliz de ceulx qui nous paieront la franchise de quinze solz de tornois. Et sont les devant dit denier gettiez et levez en tel point qu'ilz soient payez à nous ou à nostre commandement, chacun an huit jours devant la fête de Toussains : et des adont pour le deffault de ce que nous soit paiez nous porront gaigier et exploictiez jusques nous soyons paiez. Après, nous octroyons et quittons à nosdiz hommes et femmes, et à leurs hoirs demourans à l'Isle, soubz nous et soubz nos hoirs seigneurs de l'Isle, la mainmorte que nous avions sur eulx avant ceste franchise, en meubles et en héritaige; en telle manière que nous voulons et octroyons que de celles ou de ceulx qui en ladite franchise mourront sans hoirs de leur corps, les plus prouchain ou les plus prouchaine parens, qui par droit doivent ou devront hériter, ayent leur eschoite et leur descendue en toutes choses, meubles et héritaiges que li mort quelque part que il morra aura dedans les bosnes de ladite franchise; en tel manière que li diz parans ou parant, qui auront ladite eschoite ou descendue, seront de ladite franchise et y demourront, et nous paieront la rente de ladite franchise, si com il est contenu en ces présentes lectres. Et sont ainsi com li aultres de ladite franchise. Et ce cilz ou cil qui pour cause de prouchaineté ou ligneage devroient avoir l'eschoite ou la descendue de cellui ou de ceulx qui morront sans hoirs de leurs corps, ne voloient estre de ladicte franchise et demourer y, et faire les faiz de ladicte franchise, si com il est contenu en ces présentes lectres, nous voulons et octroyons que les aultres plus prouchains parens ou parent qui vouldroient estre de la dite franchise, ainsi comme il est contenu en ces présentes lectres, ayent l'eschoite ou descendue, jaçoit ce que ilz ne soient si prouchains en lignaige. Aprez, se aucuns homme ou femme de ceste franchise de l'Isle fait mansion ou demourance an noz aultres villes soubz nous ou aultre seigneur, ou en seignorie soubz aultre seigneur que nous, par mariaige ou pour marchander, nous voulons et octroyons que dès là où il sera ou demourra ou fera mansion il tiegne ses possessions et domaines qu'il aura en la franchise de l'Isle, en tel manière que il ou cilz qui luy tiendra ses possessions au lieu paiera à nous ou nostre commandement, ainsi com li autres demourans soubz nous en ladite franchise, et fera les faiz de ladite franchise selon ce qui est contenu en ces présentes lettres. Et voulons et octroyons que nostredit homme et femme de ceste franchise de l'Isle puissent leurs filles marier là où ilz porront et vouldront, et vendre à ceulx ilz vouldront, sauf le droit de ladite franchise sur celluy qui y acquierra ou sur ceulx qui y acquierront. Et voulons que ilz puissent acquerre d'autre part, sauf ce que les choses que ilz acquierront oultre

les bosnes de ladite franchise sont de la condition de laquelle elles estoient devant ceste franchise. Après, les femmes qui viendront à mary en ladite franchise qui sans hoirs de leur corps morront, voulons, nous, que leur eschoite adveigne et descende a leur plus prouchain parent des choses qu'elles auront dedans les bosnes de ladite franchise, sauf le droit de ladite franchise, si com il est dit dessus, et sauve à nous et à nos hoirs, seigneurs de l'Isle, nostre droit, nostre mainmorte sur les chouses qu'elles auront oultre lesdites bosnes de ladite franchise. Et retenons à nous et à noz hoirs, seigneurs de l'Isle, tout le droit que nous avons, pouvons et devons avoir de taille et de mainmorte, de justice, de seignorie, grant et petite sur les hommes, sur les femmes, sur leur mex, sur l'éritaige et sur les choses desdiz hommes et femmes que le prieur de l'Isle tient à l'Isle, ou finaige et es appartenances de l'Isle, pour raison de l'esglise de Nostre-Dame-la Magdelaine de Vezelay, ou que il porroit avoir, et en ce mesmes et en ceste manière retenons, nous, sur les hommes et femmes, sur les choses, sur l'éritaige desdiz hommes et femmes donné comme dessus, que l'esglise de Nostre-Dame de Montréal a orendroit ou pourroit avoir à l'Isle, ne ou finaige a ces apartenances, fors que à ceulx esquelz nous avons donné esgalement ceste franchise, si comme il est dessus devisé. Se aucun deffor vient en ladite franchise en garentye ou en reffuge, nous le sumes tenu de garentir, de garder, de deffendre jusques à droit. Nous quittons à nosdiz hommes de l'Isle le service, les actions de la faux, de la fourche et du rateaul, et de la rente ou de la redevance de la messerie. Retenons à nous et à nos hoirs, seigneurs de l'Isle, à mettre le messier; et retenons à nous et à noz hoirs dessusdiz les corvées des charrues, si com ilz les ont acoustumé de payer ça en arriez. Nous ou nostre commandement mettrons chascun an en la saison le messier pour garder les biens de nosdiz hommes; lequel jurera sur sains evangilles qu'il gardera bien et loyalment leurs chouses et leurs biens, et fera ledit messier le serment où moustier de Sainct-George de l'Isle, chascun an, en la main de nostre commandement, présens nosdiz hommes. se, ilz y veulent estre. Nous octroyons à nosdiz hommes en nos boys d'Arvial leur usaige, si com ilz ont acoustumé de l'avoir ça en arriez. Et leur octroyons l'aubépin et l'espine, en tele manière que ilz en demanderont avant congié de prandre à nostre chastellain de l'Isle. Et se nostredit chastellain ne leur en done congié et ilz y fussent trovez coppant ou cuillant : ilz ne doivent pas être pris à achoison de nous, s'ilz pevent monstrer ou prouver suffisamment qu'ils en ayent demandé congié à nostre devant dit chastellain. Nous retenons dès orendroit que s'il advenoit par adventure que aucuns de noz borgois de ladite franchise se advoue ou fait advouer par aultre seigneur que par nous, encontre nous ou encontre noz hoirs seigneurs de l'Isle, et face borgoisie aultre part que à l'Isle encontre nous, ou encontre nosdiz hoirs, nous voulons expressément dès orendroit en ces présentes lectres retenons que cilz ou cil qui ce feront tantost, perdent leur bénéfice de ceste présente franchise, et que les biens meubles que ils auront eschéent à nous et à noz hoirs, ainssi comme y fussent avant ceste présente franchise. Après, nous ne povons prendre, ne faire prendre chez nosdiz borgois leurs litz, ne leurs gelines, se n'est pas besoing que nous soyons à l'Isle, ou que nous y ayons hostes. Et adonc ly quatre esluz, ou les troys, ou les deux, ou cil qui sera au lieu, prendront des litz et des gelines par la ville tant com il nous en conviendra, en tel manière que nous sons tenus de paier, pour le lit deux deniers t., et pour la geline six deniers t. Li cheval de nostre hostel sont hebergiez sur nosdiz borgois, pour chacun cheval payant en liiière et foing troys deniers t. Nous quittons à nosdiz borgois les gellines qu'ilz nous avoient acoustumé de paier ; et nostre diz borgois avecques ce que dit est dessus doibvent à nous et à noz hoirs, chascun an à tousjoursmais, au terme dessus expressé, pour chascun beste trayant, ung molton avoine. Et retenons pour nous et pour nosdiz héritiers toutes aultres rentes desquelz mantion n'est faicte en ces présentes lectres. Et nostre devant dit borgois regracians à nous la grâce et les biens dessusdiz, nous ont octroyé, de leur bonne volenté, sans contraincte se sont obligiez à nous que ilz mouldront à noz molins, et que ilz ne puissent mouldre leurs blez à aultres molins que à noz molins. Et ont voulu de leur approuve gré que cilz d'eulx qui li fera li nous amendera de cinq solz de tornois, pour chascune foiz qui le fera. Se nostre molins n'estoit en tel point

qu'ilz ne peussent mouldre, ne habonder à eaulx en tel cas ilz mouldront là où ilz vouldront, sans achoison, jusques ad ce que nostre molin soient en point de mouldre et de habonder à eaulx, et leur mouldra l'on au vingtiesme. Et nous ont octroyé nostrediz borgois, chascun an, à tousjoursmais, ou moys de mai, le ban à l'Isle à vendre noz vins. Et ont voulu que nequuns aultres, fors que nous et nostre hoyrs, seigneurs de l'Isle, ne puissent pour ledit moys vendre vin en la ville de l'Isle, ne es appartenances, ne en lieu de ladite franchise, ne en appertement ne visiblement. Et que cilz ou cil qui le feront soient en nostre amende de soixante et cinq sols de t. Ces chouses dessusdites nous faisons à nosditz borgois et retenons nostre seignorie, nostre justice grant et petite, nostre droit, nostre hoost, nostre chevaulchie sur nosdiz borgois, sur leurs hoirs demourant à l'Isle soubz nous et soubz noz hoirs seigneurs à l'Isle et sur leurs choses. Et est assavoir que nostre chastellain, nostre prévost ou nostre com . andement ja pour nous, au lieu pour oir les clams et les forfaiz, et pour cognoistre et pour deffinir des causes et pour faire justice et droit à ung chascun d'eulx, selon ce qu'il est accoustumé ça en arrier. Les amendes qui avant ceste franchise estoient à sept solz t., nous les mettons et trayons à cinq solz; l'amende de clam et du défault à vingt deniers de t.; l'amende de la beste eschappée à 5 d., et les aultres amendes demorront et sont tauxées, adjugées et levées si com elles ont esté ça en arrier. Nous establissons à l'Isle marchié le jeudy en la sepmaine, deux foires en l'an, une le mardy après la Penthecoste, l'autre le landemain de la feste Sainct-Andrier apostre. Nostre chastellain, nostre prévost ou nostre commandement et li quatre esliz tauxeront et admesureront les danrées de pain à vendre, et adjusteront les mesures et les pintes. Nous retenons pour nous et pour noz hoirs seigneurs de l'Isle l'esminaige du marchié, les ventes, l'essalaige du marchié, et tout le droit qui y append aux marchiés et foires. Ei sont tenus nostre borgois de cilz qui vendront aux marchiez de vendre et achater à la mesure du marchié en la hale que nous y avons faicte.

Cette franchise, si com elle est dessus devisée, nous promectons en bonne foy, pour nous et pour noz hoirs, tenir et garder fermement, sans venir au contraire. Et voulons et octroyons quo se nos ou nostre hoirs, par adventure que ja ne soit envenuz encontre, que nous fussions contrains par le conte de Champaigne, de cuy fié les choses meuvent, à tenir et garder les choses si com elles sont dessus dites. Cette fin de laquele chose nous, la devant dite Biétrix, et je, le devant dit Huguenins, avons mis nos seaulx en ces présentes lettres, faictes et scellées en l'an de Grâce mil deux cens sexante-dix neuf, ou mois de juignet.

Copie moderne d'un *Vidimus* du xve siècle; Arch. de l'Yonne, E 576.

—

708 1279, 15 SEPTEMBRE.

Lettre du chantre et du Chapitre de Chablis à A., cardinal et prévôt dudit Chablis et à deux autres chanoines de ladite église, au sujet de la réforme des statuts et des travaux de l'église qui étaient commencés, et leur annonçant que le Chapitre a décidé que les chanoines nouveaux reçus ne percevraient rien de leurs gros fruits la première année, dont une moitié serait attribuée à la fabrique de l'église et l'autre moitié serait versée dans la bourse du Chapitre.

Reverendo in Christo patri domino A. miseratione divina sacro-sancte Romane ecclesie tituli sancte Praxedis presbitero cardinali, ac preposito Chableiarum, necnon discretis viris domino Anchero et Roberto presbiteris ecclesie Beati-Martini Chableiarum, H. cantor totumque capitulum ecclesie Beati-Martini predicte cum omni recommendatione se ipsos et salutem. Dignum est et juris consonens racioni, ut ecclesiarum statuta per eos a quibus regi habent eedem ecclesie et defendi secundum varietatem temporum et ipsarum indigentiam varientur, et cum necessitas, que quandoque juris vinculis est soluta, compellit, ad honorem Dei ipsarumque utilitatem de novo etiam aliqua statuentur. Cum, ergo, vos, pater reverende, predicte Chableiarum ecclesie nostre capud, nosque ejusdem ecclesie quasi membra de ipsa statuere, ipsamque in suis necessitatibus defensare merito teneamur, et dicta nostra ecclesia, tum propter ruinam quam ad presens aliqua sui parte minatur, tum propter ejusdem ecclesie novam fabricam jamdudum inceptam, tum etiam propter quosdam ejusdem ecclesie capellanos in eadem longis temporibus educatos ac de bonis

ipsius ecclesie nimium impinguatos, talem retributionem eidem reddere cupientes qualem mus in pera, serpens in gremio, ignis in suis solet hospitibus exhibere, qui contra nos nostram que ecclesiam, quantum in eis est, dominari volentes, perverso unitatis ordine, elato capite, tamquam ingrati penitus incedere? non verentur, quam plures instantes paciatur honera et presuras, ad que supportenda, ut decet, ipsius ecclesie non suppetunt facultates, volentes dictis morbis remedium salubre adhibere, quibusdam nostrum absentibus ad diem veneris in crastino-Sancte Crucis Exaltationis solempniter convocatos, inquisito quorumdam canonicorum ecclesie Beati-Martini Turonensis, ac etiam perscrutato consilio peritorum propter predictas necessitates et honera supportenda, congregato capitulo, omnium ibi presentium accedente consensu, ita duximus statuendum, quod canonici, qui de cetero in dicta nostra ecclesia recepientur in canonicos et in fratres, nichil primo anno, sive stagium faciant sive non, de grossis fructibus prebende percipere valeant vel habere, sed medietas dictorum fructuum fabrice predicte ecclesie cedat, altera vero medietas burse capituli indigenti quam plurimum conservetur. Quapropter, reverende pater, humiliter supplicamus, vos autem dominos Ancherum et Robertum predictos nostros canonicos requirimus et rogamus quatinus dicto salubri statuto vestrum velitis accommodare consensum, et in signum vestri requisiti et super hoc accedentis consensus, sigilla vestra una cum sigillo capituli nostri necnon nostris, videlicet magistrorum H. cantoris, domini A. decani Sancti-Urbani Trecensis, Petri de Ungione, Symonis de Trecis, Bonaviti de Florentia, Johannis de Montiguiaco, Odonis de Plaia, Petri de Montemirabili, et Thome de Vico appensis, presentibus apponatis.

Datum et actum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo-nono, feria sexta in crastino Exaltationis Sancte-Crucis, mense septembri.

Bibl. nat.

—

704 1280.

Huguenin fils du duc de Bourgogne est condamné par arrêt du Parlement à payer au roi 600 liv. t. pour avoir détenu pendant trois semaines Othon de Bières dans son château de Montréal, pour la prise de Jean de Salon, qu'il avait conduit dans l'Empire; il doit donner caution. Les chevaliers qui avaient pris Othon sont également assignés.

Olim, II, 157. — D. Plancher, *Hist. de Bourgogne*, II, 48.

—

705 1280, OCTOBRE.

Concession du droit de chasse dans leurs bois accordée par le sire et la dame de Noyers à Huguenin, fils du feu duc de Bourgogne.

Gie Miles, sires de Noiers, chevaliers, et Gie Marie de Crécy, sa femme, dame de ce mème chastel, façons savoir à tous ceaus qui ces lettres verront et orront, que nous volons et octroions que notre amez Huguenins de Bourgogne, noble damoiseaus, fils de noble baron Hugun, jadis duc de Bourgogne, et li héritiers doudit Huguenin puissent à tousjoursmais chacier et prandre parmy totes noz forez les bestes qu'il mouront fors nos forez, sans aler ancontre par nous de ne par autre. Et por ce que ce soit ferme chose et estable, nous havons seclées ces lettres de nos seaus, qui furent faites en l'an de Grâce MCCLXXX, ou mois de octobre.

Orig. scellé de 2 sceaux avec l'aigle au contre-sceau; Arch. de la Côte-d'Or, domaine ducal; comté de Noyers.

—

706 1280 [1281], 30 JANVIER.

Donation par Erard de Granchetes, chevalier, et Isabelle, sa femme, à l'abbaye de Sainte-Colombe-les-Sens, pour le repos de leurs âmes, du tiers des cens qu'ils possédaient à Cuy et lieux voisins: « Videlicet inter duo chemina per que itur de Senonis ad Brayum et de Senonis ad Parisius, et etiam inter rivum Orose qui labitur per Gisiacum; et viam que dicitur via de Ulmis, per quam itur de magno chemino de Braio versus turrim de Noolon, et a dicta turri recta linea versus magnum cheminum

per quod itur de Senonis ad Parisius; » et vente à la même abbaye des deux autres parties desdits cens pour 50 livres t. — Témoins : Jean, curé de Saint-Denis près Sens, et autres.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, H 113.

—

707 1281, 5 AVRIL.

Reconnaissance par Pétronille et Edeline, de Voisines, qu'elles sont femmes du Chapitre de Sens, de la prébende de Soucy, l'une pour moitié, l'autre pour un quart, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Senon., salutem in Domino. Notum facimus quod coram nobis constitute Petronilla, filia defuncte Marie uxoris Guillelmi de Haya et Edelina, filia Stephani dicti Hay de Vicinis, recognoverunt spontanee, non coacte, se esse feminas [illegible] ver. virorum decani et capituli ecclesie Senon., videlicet, dicta Petronilla pro medietate et dicta Edelina pro quarta parte de corpore, de tallia frumenti et de manu-mortua de prebendis Souciaci. Confitetur dicta Petronilla, quod dicta mater sua fuerat totaliter femina dictorum decani et capituli de condicione predicta, et confitens dicta Edelina quod dictus pater suus est homo dictorum decani et capituli de conditione predicta, pro medietate. In cujus rei testimonium, ad peticionem earumdem mulierum, presentibus litteris sigillum curie Senon., duximus apponendum.

Datum, anno Domini M° CC° LXXX° primo, die sabbatis ante Ramos-Palmarum.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, G 729.

—

708 1281 [1282], MARS.

Confirmation par le roi d'un échange passé entre Humbert de Beaujeu, connétable de France et Isabelle, comtesse de Joigny, sa femme, d'une part, et le Chapitre d'Auxerre, de l'autre, des hommes et des femmes serfs qu'ils avaient a Eglény, Charbuy, Pourrain et Appoigny, et de divers droits sur les terres dudit Chapitre, moyennant 30 livres de rente sur la prévôté de Saint-Maurice.

Philippus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos litteras dilecti consanguinei et fidelis nostri Ymberti de Bellojoco Francie constabularii et Ysabellis, comitisse Joigniaci, ejus uxoris, vidimus in hec verba:

A touz cels qui verront et orront ces présentes lettres, nous Humberz de Biaujeu, chevaliers, conestable de France, sires de Montpancier et de Saint-Morise-tire-ou-aille, et Ysabiaus, conestablesse de France, sa fame, salut en nostre seigneur. Nous faisons à savoir à tous présenz et à venir que nous à honorables homes au daien et au chapistre d'Aucuerre avons eschangié et baillié par lou titre de permutation tous nos homes et toutes nos fames, lesquex et lesqueles nous aviens ou poveins ou deviens avoir à Eglini, à Charbui, à Pourrein, et à Apoigni, dont li non sont ci desoz nommez : c'est à savoir à Eglini Guillaume Motin (et 18 autres).... Après à Pourrein, Maire de Pourrein, fil feu Friant ; à Charbui, Jehan Prieux ; lesquex homes et lesqueles fames nous baillons au diz daien et chapistres, sers et serves de chief et de cors, justisables, exploitables et taillables haut et bas, de condition de main-morte et d'autre condition serve ; et baillons Jehan Gallé de tel condition comme il doit estre, avec tout le droit que nous i aviens ou deviens, ou poveins avoir au jour que ceste lettre fu faite. A Apoigni, les aufanz Estiene Lalemant (et 13 autres) ; lesquex homes et lesqueles fames d'Apoigni desus nommez et leur hoirs, et leur sigances nous bailons au daien et au chapistre, an la condition, an l'estat et es redevances esquex nous les teneeins, sanz riens retenir, et touz les autres homes et toutes les autres fames, lesquex et lesqueles nous aviens ou poviens ou deviens avoir es viles desus dites, et an toutes les autres viles et an toute la terre dou chapistre d'Aucuerre avec toute la progeniée, et la sigance de touz les homes et de toutes les femmes desus diz nomméement et généralmant, si comme il est desus dit, demoranz es viles et an la terre dou chapistre ; an tel manière que se aucuns des homes desus nomez que nous baillons pour sers, ou de leur progenies ou de leur ségances s'en aloient fors de la terre dou chapistre des or en avant, li dit daien et chapistres les pourroient suigre comme les leur quelque par que il alesseint. Et leur baillons toutes les droitures corporex et non corporex que nous aviens ou poveins ou deviens etc., avoir es viles et an la terre desus dites : c'est à savoir à Eglini, à Appoigni,

à Pourrein, à Charbui et ausit à Lindri et ou finaige et es apertenances de ces viles, et an toute la terre dou demaine de chapistre, et toutes les choses que nous i aviens par héritaige ou par conquest, ou en autre manière, et toutes les rantes, les choses et la partie que nous aviens acquises de noble home monseigneur Droon de Mellot, chevalier, lesquex il avoit, ou povoit ou devoit avoir es viles devant dites, c'est à savoir la mitié de sis muis huit setiers quatre bichez d'avoine à res à la mesure d'Aucuerre, et la mitié de vint et trois solz neuf deniers tornois. Après, nous avons ausit eschangié audiz daien et chapistre une maison assise à Eglini et toute la vigne darriers, ansamble toute la porprise devant et darriers qui furent Jehan Galé et Babelée, sa fame, lesquex choses nous avons acquis de Guillaume de Joigni, escuier, nostre fil Ysabiaus desus dite, sauve à Babelée, fame à celui Jehan, la mitié de l'usfruit de la vigne et de la maison et de la porprise de la dite maison, laquele mitié ladite Babelée, fame Jehan Gale, doit tenir tant comme ele vivra sans plus, et après son déceis doit venir au chapistre devant dit; lesquex choses acquises de Guillaume disoit le chapistre que nous, ne Guillaumes, ne les poveins tenir, ainz les nos covenoit metre hors de nos mains, si come il disoient; derechief nous avons eschangié et baillié par ce meisme échange, audiz daien et chapitre, tous le sauvemant et tous les festaiges de Eglini et les mareschaucies d'avoines, les sigances de deniers, de vins, d'avoines que nous aviens, ou poviens ou deviens avoir, au jour que ceste lettre fu faite, à Eglini, à Charbui. à Lindri, à Ruet, à Huisseaus, à Antuen, à Saint-Martin, à Merri, à Beiche, et au toutes les villes et toute la terre dou demaine dou chapistre desus dit, et doivent valoir les avoines d s mareschaucies des viles desus dites ses muis huit setiers et quatre bichez d'avoine à res, à la mesure d'Aucuerre. Après, li sauvemanz dou vin doit valoir vint et sis muis de vin à la mesure d'Aucuerre. Après, la sigance des maréchaucies des avoines doit valoir vint et trois solz neuf denier, et maille. Après, la some dou festaige de Eglini receuz an karome trante et cinq solz deus deniers tournois. Après, la sigance dou sauvemant dou vin, huit solz. Et se mains i avoit en toutes ces choses, nous seriens tenu au parfaire; et se plus i avoit il seroit au chapistre. Et se il est ainsi que nous haiens fiez ou rière-fiez et viles desus dites, an choses que aucunes genz teignent de nous autres que celes que nous eschaingons au chapitre, nous les retenons à nous et à nos hoirs à tous jours mais, et tout le droit de fiez ou de rière-fiez qui am poroient avenir à nous et nos hoirs. Et est asavoir que an toutes les choses desus dites, et an chacune par soi, nous baillons et délivrons audit daien et chapitre toute la justise et la seignorie que nous i aviens, ou poveiens, ou deviens avoir an icels, sans riens retenir à nous ne à nos hoirs. Et toutes les choses desus dites nous avons échangiés audiz daien et chapitre à trente livres de rente que li évesques Guiz de Mellot, évesque d'Aucuerre, avoit seur la prooté de Saint-Morise que il conquist et acheta des hoirs de Thoreite, et a touz les autres conquez que fist cil évesques Guiz an la terre de Saint-Morise, de Chassi, de Aillant, de Boixereiles, de Sarmeises et des apertenances de ces leus. et à tous le conquez que cil évesques Guiz fit an la vile et est apertenances de Flori, de Prées, et des autres leus desus diz soit an bois, an possessions, an prez, an terres, an gaignaiges, an grainges, an tierces, an vignes, an cens, an censives, an costumes, an hoes, an gelines, an pains, an redevances, an homes, an tailles, an main-morte, an prootez, an rantes, an justises, an seignories, et à touz droit corporex et non corporex de choses et de persones, lesquex lidiz évesques Guiz avoit conquis et dom li estoit tenant quant is ala de vie à mort, sanz riens retenir, audit daiens et chapitre es leus desus diz. Lesquex choses, lidiz evesques Guiz avoit donées et aumonées audit daien et chapitre, si comme il disoient. Et se lidiz evesques Guiz avoit nul droit de fié ou de rièrefié an la ville de Flori, ne es apertenances, ne es choses desus dites, cil daien et chapitres les nous quitent sanz riens retenir à aus. Et les choses que il nous baillent par eschange, il nous prometent à garantir vers toutes genz au la fourme desus dite, fors que de fié et de rièrefié. Et est à savoir que nous devons paier, chacun an, au moines d'Escharlies cent sols de tournois de rantes, lesquex il ont chacun an seur les rantes de Flori, et anveiron cinq solz de tornois de rante qui sont deu à autre personnes, chacun an, seur les cens de Flori. Et est à savoir que nous n'antandons pas que li dit daiens et chapitre nous baillent en ceste eschange

prez ne autres choses que il eussent an la terre de Saint-Morise, ne es autres leus desus diz qui ne soient des conquez audit évesque Guiz. Et est à savoir que toutes les choses desus dites eschangiées et baillées de nous au diz daien et chapitre, nous prometons et somes tenu à garentir vers touz et faire amortir audiz daien et chapitre, à nos propres couz, des seigneurs des fiez auquex lidiz amortissemanz apertient, jusqu'au roi de France, et dou roi meisme : c'est à savoir de monseigneur Droon de Mellot, après, pardessus dou conte de Bar, dou conte de Joigni, dou conte de Champaigne, ou faire faire amortir et à baillier à nos couz et à nos poines lettres do l'amortissemanz au daien et au chapitres devanz diz. Après, il est à savoir que seize livrées de terre, lesquex lidiz évesque Guiz conquist an la paroiche de Lindri, de monseigneur Jehan la Biche, chevalier, et de Regnaut, son frère, qui estoient de nostre fié, lesquex lidiz èvesques Guiz avoit doné en aumone audiz daien et chapitre, si come il disoient, demorent audiz daien et chapitre, à touz jourz-mais par notre acort et par notre volenté, frainches et quites de tout fié et de tout riè-fié e: les leur amortissons dés orandroit à touz jors-mais. Et prometons et somes tenu à garantir quites et franches vers touz seigneurs qui riens i demanderoient par raison de fié ou de rière-fié. Anseur que tout il a esté acordé antre nous et loudit daien et chapitre que nous, ne notre hoir ne puissions, de ci en avant biens, ne persones, ne choses acquierre, ne retenir ne à Eglini, ne es autres viles dou chapitre desus dit. Et se il avenoit que nous riens i aqueissiens, nous lou serions tenus à metre hors de notre main dedans l'an et dedans lou jour, sanz autre requeste. Et se chapitres acqueroit riens ausit an notre terre de Saint-Morise et des apertenances, il lou seroit ausit tenuz metre fors de sa mein dedanz l'an et dedanz lou jour, sanz autre requeste. Et pour ces choses tenir et garder fermemant, nous, Humbert de Biaujeu, sires de Montpancier et de Saint-Morise-tire-ou-aille, conestables de France, en obligons nous et nos hoirs de la terre de Saint-Morise, et nos biens de toute notre terre de Saint-Morise, quel que part que ils soient. Et nous Ysabiaus, conestablesse de France, sa fame, en obligons nous et touz noz hoirs et tous noz biens muebles et non muebles, présenz et à venir quel que part que ilz soient, et an soumetons an la juridition de la court de Sanz nous et tous noz hoirs, quelque part que nous faciens mansion. Et prometons, nous Humbert et Ysabiaus, sa fame, par noz sairemans, ces covenances à garder, et que nous ne vandrons ancontre, ne par nous ne par autrui, et que des covenances nous leur baudrons à nos couz lettres saallees de la court de Sanz seur les covenances toutes devant dites. Et leur prometons à rendre touz domaiches, touz deperz que il aurient ou ferient par lou défaut de la garentie. Ou tesmoing de ces choses, nous avons saalées ces présentes lettres de nos seaus, qui furent fetes et donées en l'an de Grâce mil deus cenz et quatre-vinz et un, ou mois de mai.

Nos, vero, ad requisitionem dictorum Ymberti et Ysabellis, dictam permutationem et omnia singula premissa, prout superius continentur, rata et grata habentes volumus et concedimus, etc.

Actum, apud Sarmesias in Belsia, anno Domini M° CC° octogesimo-primo, mense marcio.

Orig. : Arch. de l'Yonne, G 1846.

—

709 1282, AVRIL.

Etienne, sire d'Arcy, confirme l'abbaye de Reigny dans le droit que lui avait accordé Geoffroy, son père, de tirer dans toute sa terre d'Arcy de la pierre pour l'usage du monastère, et d'en mener pâturer les bestiaux dans la même terre.

Je Estienes, chevaliers, sires d'Arsy, fait asavoir à touz ces qui verront et orront ces présentes leitres que je, pour le remède de m'ame, de mon père, de ma mère et de touz mes ancessours, ai conformé à religieuses persones l'abbé et le covent de Regny de l'ordre de Cyteaux, et encore conferme le don et la vendue lesquex messires Jeoffroiz, mes pères, jadis sires d'Arsy, leur fist : ce est asavoir que il et leur gent à touz jourzmais, frainchement et quitement, sanz paier nule redevance, nule coustume, ne nule amende, par toute ma terre d'Arsy et de mes hommes, ainsint puissent traire et faire traire toutes menières de pierres pour le proufit de la dite yglise, et que il toutes choses nécessères à ladite yglise et à ses membres puissent charroier et faire charroier par ma terre et pour ma rivière ; et que leur serjent puissent aler lur bestes pastu-

rer par toute ma terre, frainchement et quittement, sanz paier redevance, coustume ne amande, le domaige rendent tant seulement. Et à ce que je hai lié et obligié à touz jourz-mais moy et mes hoirs; et se il avenoit que aucun de mes hoirs alast encontre, il seroit tenu de rendre et de restorer au devant dit abbé et covent IIII^{xx} XVI livres, de quoi il ont les leitres monseignour mon pére, monseignour Joffroy, chevalier, jadis seigneur d'Arsy. Ou tesmoing de laquel chose je ay mis mon seau en ces leitres, qui furent faites en l'an de l'Inscarnation Nostre-Seigneur mil deux cenz IIII^{xx} et deux, ou mois d'avril.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny. — Arcy.

—

710 1282, 5 AOUT.

Ordonnance du Chapitre de Sens sur la collation des bénéfices par les chanoines.

Omnibus presentes litteras inspecturis, decanus et capitulum Senon., salutem in Domino. Noverint universi quod nos unitati et paci ecclesie nostre consulentes, volentesque super collationibus beneficiorum ad collationem universitatis capituli Senon. spectantium, discordiarum periculis obviare, presenti ordinacione statuimus, volumus et concedimus, ut de cetero singuli canonici ecclesie nostre vocem in capitulo habentes, et in sacris ordinibus constituti, singulas habeant septimanas, prout ipse septimane venerint successive, et in eis beneficia in sua septimana quacumque occasione vaccantia, cum cura vel sine cura, personis ydoneis conferant quibus voluerint et viderint expedire, infra tres septimanas a die mortis vel cessionis, seu resignationis illius qui dictum beneficium obtinebat, continue computandas. Conferentur, autem, a singulis canonicis, in singulis septimanis, et incipiet dicta collacio ab habentibus in dicta ecclesia personatus seu etiam dignitates, in eo ordine in quo suas prebendas percipiunt quando suarum fit particio prebendarum. Tenebuntur, eciam, dicti canonici, conferre predicta beneficia personaliter in capitulo Senon.; capitulum, vero, personam istam cui beneficium a canonico collatum fuerit archiepiscopo, vel illi cujus interest, tenebitur presentare, vel ubi dicta persona fuerit presentanda. Si, vero, canonicus in cujus septimana beneficium vacare contigerit, infra dictas tres septimanas non contulerit, potestas dictum beneficium conferendi ad Senon. capitulum sine contradictione aliqua devolvetur. Nec propter hoc canonicus in suo ordine immediate subsequens jure suo privabitur conferendi beneficium sive beneficia quod vel que in sua vacaverint septimana. Si, vero, aliquis canonicus ordinem suum mutaverit, utpote factus de subdiacono diaconus, vel de diacono presbyter, vel per donacionem, vel electionem in Senon. ecclesia decanatum adeptus fuerit, vel aliam dignitatem, non propter hoc ordo collationis sue mutabitur. Sed secundum statum illum conferet in quo erat, antequam a die presentis ordinacionis et statuti statum suum in aliquo mutavisset. Completoque collationis ordine et decurso, quando reincipiet alia prima collacio, tunc conferet secundum statum et ordinem in quo erit post decursionem prime collacionis, racione dignitatis vel ordinis constitutus. Septimana, vero, vel septimane incipiant prout successive venerint quolibet die dominico in aurora. Si, vero, super premissis contencionis, questionis, vel dubii aliquid venerit, per Senon. capitulum sopietur. Canonicus, vero, vel canonici, si super premissis inter eos questio vel controversia seu contencio moventur, coram aliquo judice trahi non poterunt, nisi coram capitulo Senon. Presenti, vero, statuto vel ordinacione post decennium minime valituro, nisi illud a nobis contigerit renovari.

Datum et actum, die mercurii post Invencionem Beati-Stephani, in capitulo generali continuato a precedenti, die martis crastina dicti festi, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo-secundo.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 109, n° 10.

—

711 1282, SEPTEMBRE.

Amortissement par Thibaud, comte de Bar, sire de Toucy, et Jeanne, sa femme, d'une vente de 7 arpents de bois sis à Parly, faite par Pierre de Vaux au Chapitre d'Auxerre.

Nous Thiebauz, cuens de Bar, sires de Thoci, et nous, Johanne, sa fame, faisons asavoir à touz celz qui verront et orront ces présentes leitres que nous amortissons et tenons pour amortiz sept

arpenz de bois que l'an apeile Jarri-Bolon, que Pierre de Vaus, escuiers, avoit assis delez lou bois au chapitre d'Auceurre, an la parroiche de Parli ; liquex bois est dou fié Deniset de Vaus, escuier, et de noz rièrefiez, et louquel bois cil Pierres de Vaus tenoit au fié de Deniset desusdit ; et louquel cil Pierres a vendu au daien et au chapitre d'Auceurre pour trante livres de tournois, si comme il dit. Et volons et otroions que nous ne notre hoir ne puisseins riens réclamer des ci en avant, ne demander ou bois desus dit pour fié ne pour rière-fié, ne pour autre raison. Ou tesmoing de laquel chose nous avons saelées ces présentes leitres de noz propres seaus.

Ceu fu doné an l'an de Grâce mil deus cenz quatre-vint et deus, ou mois de septembre.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, G 1953.

—

712 1282, 29 OCTOBRE.

Compromis entre les religieuses de La Pommeraie et les habitants de Vertilly, entre les mains de Pierre de Sergines et de Gui de Fleurigny, chevaliers, pour le jugement de leur différend au sujet du droit prétendu par les religieuses pour leurs bestiaux de la grange de Barrault dans les usages de Vertilly. — Même droit dans les pâturages de Saint-Martin-sur-Oreuse.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes Cornuti, archidiaconus Senon., in Domino salutem. Notum facimus universis quod cum contentio verteretur inter religiosas mulieres abbatissam et conventum de Pomerio, ex una parte, et communitatem ville de Vertilliaco, ex altera, super pasturagio quod se habere dicebant dicte religiose pro animalibus suis in usuariis et pasturis dicte ville de Vertilliaco, dicta communitate asserente dictas religiosas nullum jus in predictis pasturis habere : tandem Galterus, presbiter, procurator monasterii de Pomerio, ut dicebat, et Petrus, dictus Viarde ac Felisius dictus Rex, procuratores, ut dicebant, communitatis ville predicte, coram nobis personnaliter constituti nomine procuratorio, voluerunt et consenserunt, videlicet, dictus presbiter pro dicto monasterio, et dicti Petrus et Felisius, pro dicta communitate, quod nobiles viri Petrus de Serginis et Guido de Florigniaco, milites, super dicta contentione inquirant diligenter veritatem, qua inquisita voluerunt et consenserunt dicti procuratores, nomine procuratorio, quod ipsi milites dictas partes si possint ad concordiam super predictis reducant et pacem faciant inter partes. Si autem dictas partes ad concordiam super predictis reducere nequiverint, ipsi procuratores nomine procuratorio voluerunt et consenserunt quod inquesta seu inquisitio per ipsos milites facta super dicta contentione tradatur baillivo Pruviniensi. Et quod dictus baillivus per inquestam seu inquisitionem factam per dictos milites jus reddat partibus antedictis super discordia supradicta, et quod dictum jus faciat inviolabiliter observari. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Actum, anno Domini M° CC° octogesimo-secundo, die jovis ante festum Omnium-Sanctorum.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de la Pommeraye. — Grange-Neuve et Barrault.

1292, le lendemain de la Pentecôte — Guillaume Grenouile, bailli du Chapitre de Sens, juge choisi par les religieuses de la Pommeraie et les « procureurs de la ville Saint-Martin-sur-Oreuse », adjugea aux religieux le droit d'usage et de pâturage pour les bestiaux de leur grange de Barrault (Bois-Reaust) dans les pâturages dudit lieu. Le jugement fut prononcé « ou moustier Seint-Estiene de Senz, delez l'autel Seinte-Marguerite en présence des procureurs des parties, Henri de Paci, écuyer, et autres au nombre de huit. — Ibid.

—

713 1282, 14 NOVEMBRE.

Donation à l'abbaye de Pontigny par Etienne, sous-chantre de l'église d'Auxerre, en qualité de maître de la Maison-Dieu de Saint-Etienne dudit lieu, d'un droit de dîme à Souilly.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Autissiod., salutem in Domino. Noveritis quod coram nobis constitutus Stephanus, succentor ecclesiæ Autisiod., provisor Domus-Dei Sancti-Stephani Autissiod., ut dicebat, quittavit penitus et expresse coram nobis, religiosis viris abbati et conventui de Pontigniaco, quandam decimam quam idem succentor nomine dictæ Domus tenebat et possidebat apud Sooiliacum, quam Stephanus de Meso, quondam dictæ Domus provisor et nomine ejusdem Domus, emerat, diu est, sitam in territorio et finagio de Sooilliaco, ut

dicebat, necnon omne jus, dominium, proprietatem et omnem actionem utilem et directam quæ dictæ Domui competebant, aut competere possent in eadem decima, et nunc in perpetuum, quoquo modo, pro octodecim libris tur.

Datum, anno Domini MCCLXXXII, die sabbati post festum B. Martini æstivalis.

D. Depaquy, *Hist. de l'abbaye de Pontigny*, t. II, p. 177, Ms. n° 158, Bibl. d'Auxerre.

—

714 1283.

Charte d'affranchissement par l'évêque d'Auxerre des habitants de Gy-l'Evêque et d'autres hommes de sa seigneurie habitant Vallan, Vaux, Champs, Jussy, Migé, Charentenay, Ouanne, Courson, etc. — Considérants sur la liberté naturelle. — Obligation par les habitants de payer la dîme au vingtième. — Etablissement d'une taille fixe de 100 livres par an, par six habitants.

Universis presentes litteras inspecturis, nos Guillelmus, miseratione divina Autiss. episcopus, et nos homines et femine de Giiaco, ac nos homines et femine dicti domini episcopi de villis et locis de prepositura de Giiaco existentes et preposito de Giiaco respondentes, videlicet Johannes, filius Maioris, Lambertus, frater ejus... (*Suivent les noms de 164 autres habitants*), Notum facimus nos homines predicti quod nos considerantes, ex una parte, quod licet rectam et integram decimam fructuum et proventuum terrarum et prediorum nostrorum infra fines decimacionis de Giiaco existentium, quam decimam ad dominum episcopum Autissiod., nomine ecclesie sue Autissiod. recognoscimus pertinere eidem domino episcopo persolvere teneamur; nos, tamen, in nostrarum animarum periculum ita modicam partem fructuum predictorum eidem domino episcopo hactenus persolvimus et persolvere consuevimus quod illam tricesimam partem aut quadragesimam, et quanquam quinquagesimam non attingit; attendentes etiam ex alia parte quod predia nostra predicta adeo parum sunt fertilia quod si nos illam rectam et integram decimam ad ejus solutionem de jure tenemur eidem domino episcopo persolveremus quod fructus ex dictis prediis collecti et percepti, qui per industriam alicujus possint colligi et percipi ex eisdem non possint equiparari mifactis causa parandorum, percipiendorum et colligendorum fructuum et terre seminibus commandatis; quinimo expense predicte, cum semine in multo excederent fructus sic collectos et perceptos, supplicavimus eidem domino episcopo, qui noster est dominus temporalis et qui nostrarum curam habere dignoscitur animarum, ne ipse fructuum et proventuum predictorum vicesima parte contentus nos vellet quittare et absolvere a solutione recte et integre decime supradicte. Quia, igitur, dictus dominus episcopus, ob causas predictas, et forte alias a prestacione seu solutione recte et integre decime fructuum et proventuum terrarum et prediorum nostrorum infra fines decimacionis de Giiaco existentium nos absolvit, dumtamen vicesimam, prout dictum est, eidem solveremus. Nos, homines et femine de Giiaco, de villis et locis predictis, homines ipsius domini episcopi, actendentes quod si dictam vicesimam minus sufficienter aut minus integraliter eidem solveremus, aut si in modo solvendi fraudem aliquam faceremus, quod hoc in nostrarum animarum periculum redundaret, volentes nostris animabus consulere in hac c... sa, publice recognoscimus pro nobis heredibus, successoribus et posteris nostris, nos ac heredes, successores et posteros nostros, et quoscumque a nobis causam habentes, ex nunc in antea teneri domino Autiss. episcopo suisque successoribus, nomine ecclesie, Autiss., et ex causis predictis, ad integram vicesimam fructuum et proventuum nostrorum omnium inferius nominatorum. Et promittimus, ex nunc in antea, et solvere tenemur, singulis annis, dicto domino episcopo vel ejus mandato, suisque successoribus, nomine ecclesie Autiss., imperpetuum et integraliter vicesimam partem bladi, vini, leguminum, ceparum, alliorum, canabilium et omnium aliorum fructuum nostrorum. Illis, tamen, ceppis et aliis exceptis quod ad usus nostros cothidianos faciemus, exceptis etiam inferius nominatis sub modo et formis infrascriptis, videlicet, quod omnium fructuum nostrorum, excepta vicesima vini in terra ubi crescent integre vicesimam partem dictorum fructuum collectoribus a domino episcopo, vel ejus mandato, deputandis, sine fraude solvere tenebimur, prius tamen denunciacione facta ipsis collectoribus, et ipsis ad hoc sufficienter vocatis ut veniant ad videndum numerum rerum seu fructuum de quibus vicesimam partem solvere nos tenemur

et ad recipiendam predictam vicesimam de eisdem. Ita, tamen, quod si dicti collectores non veniant sic vocati ad videndum res predictas, seu ad recipiendam vicesimam de eisdem, quod ex tunc, sine meffacere et sine aliqua emenda, quilibet nostrum, in terra ubi crescent fructus predicti, posset rectam vicesimam dimittere sub testimoniis messorum vel gerbas liganciuin seu aliorum fidedignorum ibidem existencium. Ita, tamen, quod, etc.

(Suivent des détails sur les procédés à employer pour la perception des dîmes de grains et de vins).

Et ensuite :

Nos, autem, predictus episcopus, attendentes quod homines nostri predicti de Giiaco, de villis et locis predictis solvendo loco et vice recte decime vicesimam partem fructuum et proventuum suorum prediorum supra nominatorum eo modo et forma qui superius sunt expressi, adeo seu in tantum sunt gravati in quandum alii nostri homines plurium villarum nostrarum et locorum gravantur, qui nobis rectam et integram persolvunt decimam suorum fructuum et proventium prediorum, consideratis condicionibus sterilitatibus seu parvis fertilitatibus terrarum, vinearum et aliorum prediorum de Giiaco et conditionibus majoribus que sterilitatibus terrarum, vinearum et ceterorum prediorum aliarum villarum seu locorum in quibus decimationem nos habemus; attendentes insuper quod quanto predicti homines nostri pluribus et majoribus gaudebunt libertatibus, quantoque paucioribus et minoribus redibentiis seu oneribus subjacebunt, quod tanto plures, meliores et diciores confluent ad nostram villam de Giiaco predictam, et tanto plus inhabitabitur ab eisdem per quos meliorabitur et meliorari debebit condicio ville nostre de Giiaco predicte, sicque per consequens multum ex hoc ecclesie nostre Autissiod. major utilitas poterit pervenire cum multum ecclesiarum utilitas procuretur si habeat plures locupletos subjectos ; utilitatibus ecclesie nostre Autissiod. pensatis, ex causis predictis ad quas providendas inter nostras episcopalium sollicitudines debet esse nostra cura precipua, et ad quietem nostris subditis preparandam ; affectentes eciam ab ipsis hominibus nobis subjectis plus diligi quam timeri, eisdem hominibus nostris de Giiaco, de villis et locis predictis, eorumque heredibus, successoribus et posteris, dilectorum filiorum nostrorum decani et capituli nostre ecclesie Autissiod. ad hoc accedente assensu, libertates concedimus, consuetudines, redibencias seu onera renunciamus infrascriptas :

In primis, quia omnes homines jure naturali inspecto gaudere debent privilegio libertatis, ac inter ceteros fidei christiane ministros Ecclesia, utpote mater omnium fidelium, privilegium libertatis non solum tenetur concedere sed eciam ab aliis Christi fidelibus concessum protegere et tueri, juxta sacrorum canonum instituta, ac legum secularium legitimas sanctiones, ipsis hominibus nostris de Giiaco, et omnibus aliis nostris hominibus de prepositura de Giiaco existentibus et preposito nostro de Giiaco subjectis, videlicet : de Valan-parvo, Valan-magno, Vallibus, Campis, Trebenay, Jussiaco, Mijeto, Crusiaco, Mofiaco, Charenteneto, et Corcione extra castrum, Ermeriaco, La Chasseigne, Molomus, Champou, Milliaco, Extraleer, Arci, Vaci, Tangiaco, Monputois, Petraficta, Oanna, Fontenelles, Bonon, Merrissico, Pestaul, Prunerello, Cheriaco, Avignello, burgo de Druya et de Sementerone, eorum heredibus, successoribus et posteris, quandam consuetudinem que vulgariter manus-mortua appellatur, quam in predictis nostris hominibus de Giiaco, de villis et locis predictis habebamus, remittimus et quictavimus, sub modo et forma inferius annotatis, videlicet, quod omnia bona mobilia et immobilia predictorum hominum nostrorum in predicta villa de Giiaco, villis et locis predictis decedencium, que ad nos, ante quictacionem istam, racione manus-mortue devenire solebant, ex nunc in antea per legitimam excasuram ad propinquiorem seu propinquiores de genere taliter decedentes, sine difficultate ac perturbacione aliqua nobis vel successoribus nostris eis facienda seu inferenda, et absque ullo interventu pecunie libere deveniant et quiete ; dictique homines et femine, heredes, successores et posteri de villis et locis predictis, quandocunque voluerint libere recedant et libere revertantur. Ita, tamen, quod si aliqui de ipsis nati vel manentes apud Giiacum, aut apud villas et loca predicta commorantes, de predictis villis et locis recesserint et se transtulerint ad aliam villam ubi habemus manum-mortuam, ibidemque mansionarii decesserint sine

herede de proprio corpore existente in patria potestate, ipsi erunt de manu nostra mortua, quantum ad bona que habebunt in omni loco in quo habemus manum-mortuam, sicut alii homines nostri manentes et decedentes ibidem ; sed alia bona sua que possidebunt tempore mortis sue apud Giiacum, loca et villas predicta transibunt per legitimam excasuram ad propinquiorem seu propinquiores de parentela sua, ubicumque fuerint manentes. Si, vero, eis sic recedentibus, vel heredibus eorumdem apud Giiacum in justicia et dominio nostro, vel alia loca predicta, redire placuerit, et ibidem manentes decesserint, predictam franchisiam et libertatem obtinebunt et habebunt integre quam cum ad alia bona que habebunt apud Giiacum, vel apud villas et loca predicta ; sed illa bona que haberent, tempore mortis sue in loco ubi habemus manum-mortuam sine herede in patria potestate existente decederent, ut dictum est, nobis quite et libere remanerent. Si, autem, excasuram aliquam, seu eschaetam evenire contigerit que ab aliquo qui se heredem legitimum probare potuerit non fuerit requisita, eam reservabimus per annum et diem in manu nostra. Et si infra annum et diem quis apparuerit sub cujuscunque dominio existat, et se heredem legitimum illius a quo evenerit dicta excasura vel eschaeta probaverit, dictam excasuram seu eschaetam sine difficultate qualibet, et absque ullo interventu pecunie, libere et integraliter ei deliberare tenebimur ; si, vero, nullus apparuerit heres legitimus decedentis completis anno et die predictis, dicta excasura vel eschaeta nobis quiete et libere remanebit, nisi sit minor annis, vel absens, ex justa causa sine culpa sua, quam causam absens probare tenebitur, si admitti voluerint ad excasuram predictam. Item, talliam quam predictis hominibus nostris de Giiaco, vel de villis et locis predictis possumus facere, seu imponere ad voluntatem nostram, alto et basso, temporamus in hunc modum : homines omnes nostri predicti, loco dicte tallie, singulis annis nobis reddent et solvere tenebuntur centum libras tur. tantummodo ad quemque statum villam nostram de Giiaco contigerit devenire, sive jus nostrum in dicta villa per aliquem contractum a nobis vel successoribus nostris celebratum aut celebrandum, augmentatum seu eciam diminuatum. Quas centum libras nobis solvent predicti homines nostri in hunc modum : singulis enim annis eligentur tres viri probi et ydonei de villa de Giiaco, ex parte hominum predictorum, et tres alii de eadem villa, ex parte nostra, vel mandati nostri, qui jurati in presencia nostra, vel mandati nostri, de dicta summa centum libr., consideratis viribus et facultatibus hominum de Giiaco, de villis et locis predictis, cuilibet juxta facultates suas, in presencia nostra vel mandati nostri porcionem congruam assignabunt, et per se vel per alios fide dignos levabunt seu levari facient cum dictorum hominum sumptibus et expensis, portionem seu partem cuilibet assignatam, presente mandato nostro et gagiante auctoritate nostra, si necesse fuerit, quousque de dicta summa centum libr. nobis ad plenum fuerit satisfactum. Ita, tamen, quod si dictos homines de Giiaco discordare contingat in eligendos tres viros ydoneos, ut dictum est : illi tres qui erunt electi ex parte nostra soli cuilibet assignare poterunt congruam porcionem et levare seu levari facere, prout superius est expressum ; fiet autem per eos qui electi fuerunt ut dictum est, predicta taillia centum libr., singulis annis infra octab. Sancti-Remigii ; et solventur nobis de predicta summa sexaginta libre infra festum Purificacionis Beate-Marie, et quadraginta libre residue infra Resurrectionem Domini immediate sequentem. Item, omnes terras quas predicti homines nostri de Giiaco et alii tenent, et ante quitacionem istam tenebant a nobis ad censivam in territorio seu finagio decimacionis de Giiaco, eis et heredibus successoribus eorum et posteris quibuscunque, ad rectum censum portentes laudes et ventas, ponimus et concedimus. Ita quod de quolibet arpento dicte terre sex denarios censuales tantum, prout de aliis terris que non sunt seu erant ad terciam et in termino quo census aliarum terrarum consueverunt persolvi, necnon et vicesimam fructuum dictarum terrarum, secundum quod superius est expressum, nobis et successoribus nostris imperpetuum solvere teneantur ; et quod omnibus consuetudinibus et redibenciis subjaceant quibus alie terre subjacebant et subjacent consuales. Item, quod dicti homines de Giiaco, villis et locis predictis, de quibuslibet arpentis vinearum que habebant in finagio seu territorio decimacionis de Giiaco nobis solvebant duodecim denarios, quorum sex nomine recti census et alios sex nomine decime persolvebant, dictos sex denarios, quos

omine decime persolvebant, eis libus et successoribus eorumdem nus et quictamus, necnon vice-redicta nobis solvenda modo et predictis volentes esse contenti, redes, successores et posteros a prestacione recte et integre de-bsolvimus et quictamus. Item, corveyas et coustumas gallina-ias ante quictacionem istam no-ebant, eisdem remittimus, nobis im coustumas specialiter et ex-retinentes. Item, emendas forefac-de sexaginta solidis ad quinque, ndas de quinque solidis ad duo-den. reduximus, exceptis emen-quinque solidis in quas incide-ti homines pro vicesima non so-t pro fraude commissa in eadem, uperius est expressum; hoc et salvo quia si nobis. baillivo nos-positis, servientibus nostris aut le franchisia nostra fuerit aliqua ia seu injuria dicta, illata vel dictis hominibus nostris de Gii-l ab hominibus de villis et locis is, illas in nullo volumus resecare, levare poterimus, sicut ante quic-m istam consuevimus exigere et Item quod dicti homines qui cita-coram baillivo nostro, preposito epositis nostris de Giiaco, vel to nostro pro sola citacione, an-lvebant emendam sive confite-ve negarent quod patebantur ab isdem hominibus et eorum suc-bus condemnati ad ullam eman-neantur, si citati confessi fuerint etitum ab eisdem et satisfecerint iino sibi a judice prefigendo. Si, citati coram baillivo, preposito ndato nostro negaverint quod ab itur, aut de confessato coram ipsis tisfecerint, in termino eisdem per n assignato, et querimonia de nfessato coram judice, iterum ti homines ad emendam solitam ntur, videlicet, confessatus ad im denarios, aut negociis con-aut deficiens, ad tres solidos. pro contractu vel debito alicujus sato vel probato, nullus dictorum um apud Giiacum, vel alibi, a vel mandato nostro detineatur, ne demum concernimus assigna-solvendum debitum confessatus obatus elapsus fuerit, si tunc li-terit detineri, nisi de bonis debi-ossit satisfieri creditori; in quibus saisiendis, vel eciam detrahendis tinendis nullum impedimentum lumpniam ponet debitor, quomi-nus possit satisfieri creditori. Et si po-netur ex hoc incideret in emendam et posset nichil detineri. Si, vero, pro fur-to, raptu seu homicidio, aut alio delicto quod mortem vel membri mutilacionem requerit, aliquis convictus vel confes-sus, vel in presenti captus aut multum suspectus, seu publice diffamatus, seu accusatus fuerit, poterit incarcerari et in custodia detineri quousque per jus condempnatus fuerit, seu etiam libera-tus; hoc tamen adhibito moderamine quod si accusator levis opinionis et ac-cusatus bone fame fuerit, poterit judex taliter accusatum recredere sub ydonea caucione, inspecta personarum et ne-gocii qualitate; et eciam si quis dicto-rum hominum baillivo, preposito, vel alio pro baillivo seu preposito sedente pro tribunali, coram ipso, vel coram mandato nostro in curia nostra dicto judici, vel alio injuriam fecerit seu dixe-rit, poterit libere detineri donec emen-daverit competenter, et in causa emen-dam levare volumus, prout consuevi-mus exigere et levare. Item, volumus quod quicumque, de cetero, erit prepo-situs de Giiaco jurare teneatur si su-per hoc fuerit requisitus, quod omnia nomina illorum qui venerint in burge-siam ville nostre de Giiaco significabit illis qui ad imponendum tailliam fue-rint deputati, et quod ab aliquo venien-te ad dictam burgesiam, ultra duode-cim denarios non exiget, nec capiet, nisi ex pura gracia dictus burgensis dicto preposito voluerit plus donare. Vo-lumus, autem, et concedimus predictis hominibus, heredibus, successoribus et posteris quod si ipsi, vel res eorum nos-tra seu successorum nostrorum occa-sione capti fuerint vel detenti, nos et successores nostri cum sumptibus nos-tris, ipsos et res ipsorum cum dampnis, pro posse nostro, reddi faciemus et libe-rari. Et si alia de causa capti fuerint, ipsos et res ipsorum, pro posse nostro, faciemus, prout consuevimus, liberari. Item, volumus et eisdem hominibus nobis de hoc supplicantibus concedi-mus, quod si aliquis vel aliqua emanci-patus vel emancipata fieret, et locum suum per se tenens commodum suum et incommodum faciens, qui vel que successioni parentum vel alterius eo-rumdem parentum non renunciave-rit expresse, viventibus parentibus vel altero ipsorum, decedat cum herede de suo corpore parato : ille heres vel here-des si plures sive succedat vel succe-dant parentibus, vel alteri eorum qui primo decedet una cum aliis liberis dic-

torum parentum, loco patris sui deffi-cienti, vel matris sue deffuncte, dumtamen ea que pater suus, vel mater sua, habuerunt a parentibus velint an communi (sic) cum parentum liberis reportare. In personis autem et rebus omnibus mobilibus et immobilibus dictorum hominum de Giiaco, de villis et locis predictis, necnon in personis liberorum, successorum et omnium posterorum hominum eorumdem omnimodam justiciam magnam et parvam, altam et bassam, census, roagium, coustumas avenarum, servicia consueta, necnon prestaciones et omnia alia jura corporalia et incorporalia, personalia, que et quas nos et predecessores nostri hactenus habuimus et habere consuevimus, prout habuimus et habere consuevimus in omnibus bonis et rebus ipsorum qui non sunt per presentem cartam remissa quietati, diminuati vel immutati integre, perpetualiter et expresse, nobis salva in omnibus et per omnia retinemus. Pro omnibus, autem, et singulis supradictis firmiter conservandis et tenendis, et specialiter pro vera vicesima et taillia annis singulis, prout superius dictum est, persolvendis, nos, homines et femine de Giiaco et de villis et locis predictis, obligamus dicto domino Autissiod. episcopo et ejus successoribus, omnes terras, vineas et predia de quarum quorumve fructibus vicesimam solvere promisimus, prout superius expressum. Et predictas possessiones, terras, vineas et predia ad dictam vicesimam persolvendam omnia premissa, eciam omnia et singula pro nobis et heredibus nostris quibuscunque per juramenta ad sancta Dei evangelia corporaliter prestita, integre et inviolabiliter implere, tenere et observare promittimus.

Et quia sigillum proprium non habemus, rogavimus venerabilem virum officialem Senon. in persona Johannis de Milliaco, tabellionis curie Senon., ad hoc specialiter missi a dicto officiali, ut sigillum curie Senon. presentibus apponat una cum sigillis predicti domini Autissiod. episcopi et vener. virorum decani et capituli Autissiod., in testimonium premissorum, etc.

Nos, vero, Guillelmus, episcopus Autissiod. predictus, bona fide promittimus omnes et singulas libertates predictas tenere, servare et contra non venire, ad quas tenendas et servandas nos et successores nostros obligamus. Et ut premissa robur obtineant, nos Guillelmus, episcopus, et nos decanus et capitulum Autissiod. sigilla nostra, una cum sigillo dicti officialis Senon., presentibus apposuimus in testimonium veritatis.

Actum, quantum ad nos, anno Domini M° CC° octogesimo-tercio, mense februario. Actum, quantum ad homines, presentibus Johanne de Orsio, clerico, auctoritate sacro-sancte romane Ecclesie publico notario, vener. viro Drocone de Sancto-Mederico, cantore Varziacensi, Gueniguo (?) presbytero, curato de Giiaco-episcopi, Johanne, capellano ejusdem curati, Girardo, clerico dicti curati, Jacobo de Vallibus et Guillelmo de Passu, laïcis, anno et mense predictis, die dominica qua cantatur *Invocavit*, videlicet die Brandonum.

A la suite sont les formules du *vidimus* de la charte, en 1368, attesté par Pierre d'Autun, chanoine tortrier d'Auxerre, et Guillaume d'Orléans, prêtre au dit lieu.

Arch. de l'Yonne, Fonds de l'évêché d'Auxerre, G 1697.

—

715 1283.

Association par le Chapitre de Sens d'Hugues l'Eventé au revenu des fours de Pont-sur-Yonne, moyennant cession par Hugues au Chapitre de tous ses droits sur le bois de Fossé.

Guido, Dei gratia Senon. archiepiscopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint, in Domino salutem. Notum fieri volumus quod in reformatione pacis que facta fuit inter canonicos ecclesiæ Senon. et Hugonem Eventatum, in presentia nostra, canonici associaverunt prefatum Hugonem in furnis de Pontibus, ita, si quidem, quod ibi terciam partem ipse et heredes sui perciperent. Ipse, vero, Hugo, assensu et laudamento uxoris sue Hemeline, et filiorum suorum Hugonis et Nicolai, quitavit canonicis et ecclesie Senon. quidquid habebat in nemore de Fosseio ad furnos calefaciendos ; tali siquidem conditione quod nec ipse, nec canonici, nemus poterint vendere, nec in alios usus expendere.

Data, per manum Petri, cancellarii, anno Verbi incarnati millesimo centesimo LXXXIII°.

Orig. ; Bibl. de Sens, G 146, n° 2.

—

716 1282 [1283] 29 mars.

Conventions de paix entre le seigneur et les habitants de Noyers, à garder sous peine de 200 marcs d'argent. — Autre convention entre les habitants de Noyers et Guillaume Pyoche, contenant choix d'arbitres pour le réglement d'une créance de 700 livres t. que ce dernier réclamait auxdits habitants.

A touz ceus qui verront et orront ces présentes letres, Oudarz de la Noville, bailliz de Senz, salut. Saichent tuit que come descorz fust entre noble home monseigneur Mile, sire de Noiers, d'une part, et les bourgois de Noiers : c'est ad savoir Jehan Cappelier, Milot le fil au prévost, Pierre Douce, Guillaume le Beguin, Robin Bauduyn, Jehan Alart et de Jehan de Saint-Bri, d'autre part, seur pluseurs contenz euz entreuz, espécialment d'un deffaut de droit dont li dit bourgois avoient appellé par devant notre seignor le roi de France, et de pluseurs autres débaz meuz entre le dit seignor de Noiers et les devant diz bourgois. Et come pluseurs fois bones gens se soient entremis de leur contenz et de leur descors appaisier, et les parties fussent à une journée entre les autres, auquel jour le seneschal de Champagne et autres traitèrent de la paiz ; et pour ce que la paiz ne se partist pas, ja soit ce que ele fust mout approuchié par paroles, pour ce que li sires de Noiers se excusoit et vouloit excuser por sa honeur garder que len ne la pouist blasmer dou plait qui estoit entre li et les devant dit bourgois, disoit que en li n'estoit pas la paiz demourée en cele journée, come cil quil vouloit plait eschiver et paiz garder, sa honeur sauve et son droit. Et li dit bourgois disoient que selonc ce que len leur raportoit que mout volentiers se fuissent consentu à la paiz pourparlée, par le consoil de bones gens accordé sont en ceste manière : c'est ad savoir que en la forme et en la manière que le séneschal de Champagne et monseigneur Henri de Saint-Benaoit, chevalier, se recorderont du traitié de la paiz et selonc les paroles que il trairent des parties seur lesqueles ils entendirent à fere accort entre les dites parties, et que la paiz se deust fere en tele manière les parties se consentent que la paiz soit entermement selonc ce que il le recorderont, en tele manière que la partie qui ira contre cest accort ou fera, ou contre la sentence de ceus qui seront esleu arbitre ou ordenaeur de la paiz fere entre les parties paieront deus cens marcs d'argent de poigne à notre seignor le Roi. Et por ceste poigne paiz ne demeurroist pas que la paiz et la concordance ne tenist.

De rechief, come descorz et contenz fust entre monseignor Guillaume Pyoche, d'une part, et les devant diz bourgois d'autre : c'est ad savoir d'une letre que monseignor Guillaume Pyoche dit que il a d'iceulz, par la quele letre il sont tenu à lui en sept cent livres tornois ou la entour, et de pluseurs domages et despens que il demandist d'euz à avoir. Et li dit bourgois disoient que de la letre ne se povoit-il aidier pour une autre letre que il dient que il ont de lui, et pour autres raisons, et li demandoient granz domages que il leur avoit fait grand à tort, pour ceste cause accordé se sont en ceste manière : c'est ad savoir que ledit monseignor Guillaume et li diz bourgois se sont mis des diz contenz en l'ordenance des persones qui seront accordé arbitre ou appaisaeur dou seigneur de Noiers et des devant diz bourgois, en telle manière que les letres de monseignor Guillaume à deuz seront bailliés en leur mains et autres si celes que li bourgois devant dit ont de lui, se aucunes en ont qui touchent ou povent touchier les choses desus dites. Et li dit arbitre ou appaisaeur, oies les raisons des parties, iront avant selonc ce que leur semblera que raison soit, et ce quil en ordeneront et determineront pour bien de paiz chascune partie tenra fermement sur la poigne desus dite. Et par ceste paiz et par ceste concordance les parties desus dites demourront en paiz de touz les contenz meuz entre eux du tens passé jusques aujourdhui. Et pour ce que ceste chose soit ferme et estable, nous avons scelées ces présentes letres, à la requeste des parties, dou seel de la baillie de Senz.

Ce fu fait l'an de grâce MCCLXXX et deux, le dyemanche après la feste Notre-Dame en mars.

Orig.; Arch. de la Côte d'Or. Chambre des Comptes, Layette 127.

—

717 1283, 18 juin.

Accord entre le Chapitre cathédral de Sens et son trésorier, sur le partage des enfants de leurs hommes respectifs mariés ensemble. Il fut arrêté entre les parties : 1° Que les chefs de familles alors existantes appartiendraient au trésorier; 2° qu'à l'avenir, de dix en dix ans, les enfants des hommes des deux parties seraient partagés entre elles, le Cha-

pitre choisissant le premier, et que, en cas de nombre impair, le dernier enfant demeurerait au trésorier.

Universis presentes litteras inspecturis. G., decanus, totumque capitulum Senon. ac Albericus Cornuti, thesaurarius Senon., salutem in omnium Salvatore. Notum facimus quod cum inter nos decanum et capitulum predictos, ex una parte, et nos thesaurarium predictum ac etiam plures predecessores nostros thesaurarios Senon., a longis temporibus retroactis, contentio, controversia seu discordia mota fuisset super eo quod nos decanus et capitulum predicti petebamus partitionem fieri seu divisionem de pueris seu liberis procreatis ab hominibus nostris et hominibus dicti thesaurarii matrimonialiter copulatis. Nos, vero, thesaurarius, ex adverso dicebamus, et plures predecessores nostri dixerant, quod quandocumque homines Thesaurarie Senon. quibuscumque aliis hominibus sive essent homines ecclesiarum, sive comitum, baronum aut militum, vel etiam, cujuscumque alterius matrimonialiter copulabantur, et ex hujusmodi matrimoniis liberi procreabantur, nullus partitionem habebat nobiscum. Immo omnes et singuli liberi sive a viris, sive a mulieribus, hominibus Thesaurarie Senon. cum quibuscumque matrimonialiter junctis procreati, proprii homines thesaurarie Senon. totaliter remanebant et remanere debebant. Nec debebat, aut poterat, quicumque alius dominus in taliter procreatis partem aliquam reclamare; nobis decano et capitulo replicantibus et dicentibus quod licet revera alie ecclesie seu persone extranee in casibus prenotatis partitionem liberorum cum thesaurario non haberent, nos, tamen, eam habere debebamus, quia Thesauraria Senon. est membrum nostre ecclesie; membrumque corpus suum non debet ledere sed juvare; et liquidissime apparet quod si homines nostri matrimonio copularentur suis, et de liberis exinde procreatis inter nos et ipsum thesaurarium non esset facta particio, nos et ecclesia nostra in hoc enormiter lederemur. Tandem, deliberato utrinque consilio, pensatis et consideratis omnibusque tam nos decanum et capitulum, quam nos thesaurarium predictum super predictis movere poterant et debebant, ad pacem et concordiam devenimus in hunc modum: in primis ordinatum est quod, de cetero, homines Capituli cum hominibus thesaurarii seu Thesaurarie Senon. libere matrimonialiter copulabuntur, seu poterunt quandocumque voluerint matrimonialiter copulari, et e converso. Item ordinatum est quod fiat particio de liberis ex hominibus nostris scilicet Capituli et hominibus nostris, scilicet thesaurarii, in matrimonio procuratis: ita, tamen, quod stipiter capita, seu *les souches* qui nunc sunt, sive viri, sive mulieres, Thesaurarie et nobis, thesaurario, tanquam nostri homines proprii totaliter remanebunt. Item de cetero, de decennio in decennium liberi seu pueri ab hominibus capituli et hominibus thesaurarii in matrimonio procreati, inter capitulum nomine ecclesie Senon., et thesaurarium nomine predicte Thesaurarie in modum qui sequitur partientur: videlicet, quod de qualibet familia seu progenie sic procreati Capitulum capiet unum primo et eliget quem voluerit. Et postmodum, thesaurarius eliget et capiet alium, et sic deinceps quamdiu erit paritas puerorum in familia illa. Et quotienscumque fiet particio sive nunc sive alias in qualibet familia seu progenie, si quis vel que impar fuerit, thesaurario totaliter remanebit. Et ad thesaurarium, nomine dicte Thesaurarie, tanquam homo suus vel sua totaliter pertinebit. Quam quidem ordinationem, tam nos decanus et capitulum quam nos prefatus thesaurarius, ratam et gratam habentes, eam volumus, et quantum in nobis est laudamus ac etiam approbamus, et pro nittimus stipulatione sollempni eam imperpetuum firmiter et inviolabiter observari. Pro quibus premissis firmiter observandis, nos decanus et capitulum predicti, nos et successores nostros et ecclesiam Senon., bonaque nostra et dicte ecclesie dicto thesaurario specialiter obligamus; nosque thesaurarius predictus, similiter nos et successores nostros thesaurarios Senon., bonaque nostra et successorum nostrorum, ac etiam thesaurarium Senon. dicto capitulo propter hoc specialiter obligamus. Renunciamusque, tam nos decanus et capitulum quam nos thesaurarius, omni auxilio juris et consuetudinis, omni exceptioni deceptionis, circumventionis, omnique deffensioni, per que seu per quas posset dicte pacis ordinatio retractari, seu in aliquo impediri. In cujus rei testimonium et munimen nos, decanus et capitulum, ad petitionem dicti thesaurarii, nosque thesaurarius ad requisitionem capituli, sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda.

Actum, anno Domini millesimo du-

centesimo octogesimo-tertio, die veneris post octabas Penthecostes.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 106; et Arch. de la Préfecture, G 701.

—

718 1283, 27 JUIN.

Relation de l'exécution du testament de Pierre de Charny, archevêque de Sens. Ses exécuteurs testamentaires rapportent que l'archevêque avait d'abord légué 100 livres de rente pour être distribuées aux pauvres de ses seigneuries; puis, qu'il a changé d'intention et a voulu que cette somme fût employée par les futurs archevêques à la défense des droits de l'archevêché contre les exempts. Les exécuteurs testamentaires ont, en conséquence, acheté, de Jeanne de Villethierry, le tiers de la vicomté de Sens qu'ils ont remise à l'archevêque Gilon, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, curiæ Senon. et curiæ archidiaconalis Senon. officiales, salutem in Domino. Notum facimus quod coram nobis constituti vener. viri magistri Girardus de Monte-Collonis, decanus ecclesiæ Senon, et Stephanus de Gyemmo, archidiaconus Vastinensis in ecclesia Senon., executores testamenti seu ultimæ voluntatis bonæ memoriæ Petri de Charniaco, quondam archiepiscopi Senon., per juramenta sua coram nobis asseruerunt quod cum dudum archiepiscopus memoratus mentis compos, in testamento suo diu antequam decederet voluisset quod de bonis suis mobilibus emerentur per manus executorum suorum centum libratæ terræ, vel circiter, annui redditus mortificati annuatim in perpetuum die anniversarii sui pauperibus erogandi, scilicet pauperibus Senon. triginta libræ; pauperibus de Briennone viginti libræ; pauperibus de Sancto-Juliano de Saltu et pauperibus de Capella domini Senon. super Yonam xx libræ; pauperibus de Nailliaco x libræ; pauperibus de Villanova-archiepiscopi x libræ et pauperibus de Villagardana centum solidi turonenses. Tandem, memoratus Petrus, archiepiscopus, in extremis laborans, compos mentis suæ, in presentia executorum suorum predictorum, suum primum mutando propositum, premissa specialiter revocando, in modum testamenti seu ultimæ voluntatis, voluit et precepit quod predictæ centum libratæ terræ vel ibi circa annui redditus emerentur de bonis suis, et quod hujusmodi centum libratæ terræ essent futurorum Senon. pontificum ad defensionem jurium archiepiscopatus Senon. contra exemptos: asseruerunt et coram nobis memorati executores quod ipsi de dictis bonis memorati episcopi, de voluntate et assensu reverendi patris ac domini Gilonis, Dei gratia Senon. archiepiscopi, emerant a nobili muliere Johanna de Villathierici, domina de Mussiaco, tertiam partem quam ipsa domina habebat in vicecomitatu Senon., et in omnibus redditibus, justitia, dominio, commodis et emolumentis, feodis, retrofeodis et rebus aliis quibuscumque ad dictam tertiam partem dicti vicecomitatus pertinentibus, moventem de feodo dicti domini archiepiscopi Senon. absque medio. Quæquidem tertia pars, sicut dicebant dicti executores, valet et valere potest annui redditus centum libras turon., vel ibi circa; cujusmodi tertiam partem dicti vicecomitatus emptam, ut dictum est, cum omnibus juribus et pertinentiis ejusdem, secundum quod memoratus archiepiscopus in ultima voluntate sua voluerat et preceperat, ipsi executores satagentes, ut dicebant, pro viribus, ultimam voluntatem dicti defuncti totaliter adimplere, prædicto reverendo patri domino Giloni Senon. archiepiscopo, pro se et pro successoribus suis pontificibus Senon. ex nunc, totaliter assignaverunt, et voluerunt in perpetuum totaliter assignari redditibus ejusdem tertiæ partis ad deffensionem jurium archiepiscopatus Senon. contra exemptos hujusmodi convertendas. Asseruerunt, etiam, prædicti executores quod præfatus defunctus Petrus, archiepiscopus, voluit et præcepit quod si aliquid esset residuum de bonis suis mobilibus, prius adimpleta voluntate dicti defuncti per dictos ejus executores, quod idem residuum domino Senon. archiepiscopo traderetur ad defensionem jurium Senon. archiepiscopatus contra exemptos, prout prius est expressum. Et quod illud residuum prædictum dicti executores assignaverunt et tradiderunt prædicto reverendo patri Giloni, archiepiscopo Senon. In quorum omnium testimonium nos officiales, sigilla curiarum nostrarum una cum sigillis dictorum executorum, ad petitionem eorumdem, presentibus litteris duximus apponenda.

Datum, die dominica post Nativitatem Beati-Johannis-Baptistæ, anno Domini Mº CCº octogesimo-tertio.

Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens, G 54 *bis*, copie du XVIIe siècle, tirée du Cartul. de l'archevêché de Sens.

719 1283, JUIN ET JUILLET.

Charte d'affranchissement des habitants de Soucy par le Chapitre de Sens et son trésorier, pour leurs hommes respectifs, et des habitants du même lieu qui appartiennent au roi et à divers seigneurs, moyennant 12 d. parisis par feu, par an, et l'abandon au Chapitre par les habitants de 200 arpents de leurs usages, etc.

Omnibus presentes litteras inspecturis, curie Senon. et curie archidiaconi Senon. officiales, salutem in Domino sempiternam. Notum facimus quod cum homines vener. virorum decani et capituli Senon. progeniti in villa de Sociaco, et manentes ibidem, seu extra dictam villam de Sociaco, ubicumque mansionarii essent, spectantes ad villam Sociaci, videlicet : Petrus Boelette, Gila, ejus uxor, odo Guichardi, *et autres, au nombre de* 237 (1). Tenerentur, ut dicebant, dictis decano et capitulo et ecclesie Senon. jugo servitutis manus-mortue de mobilibus tantum et aliis redibentiis jugum enorme servitutis obtinentibus utpote manum-mortuam et servitutem que vocatur Ligniers, servitutem corveyearum manuum, equorum et animalium trahentium, servitutem oyentiarum, servitutem que dicitur *recet*, sive habitatio, servitutem gallinarum, servitutem de blado granchie et taillie frumenti Senonis adducendo, servitutem molendi ad bannum ad molendinum dictorum decani et capituli de Sociaco, servitutem mesmaritagii, servitutem taillie frumenti de biennio in biennium :

Item, cum homines illustrissimi regis Francie mansionarii in dicta villa de Sociaco, scilicet Michael Textor, *et 22 autres habitans désignés dans la charte* eorumque progenitores et antecessores a tempore a quo non extat memoria, tenerentur, ut dicebant, ut alii homines dictorum decani et capituli de Sociaco predictis decano et capitulo quibusdam vilibus servitutibus et coustumis, quibus dicti homines ipsorum decani et capituli de Sociaco eisdem decano et capitulo tenebantur, videlicet servitute corveiarum manuum, equorum et animalium trahentium et servitute que vocatur *recet* sive habitatio, et homines Thesaurarie ecclesie Senon., videlicet Theobaldus Cormez, *et 61 autres habitans*..... ac eorum predecessores et progenitores, mansionarii in dicta villa de Sociaco a tempore a quo memoria non existit, ut dicebant, dicti homines tenerentur dictis decano et capitulo et ecclesie Senon., ut alii homines domini regis tenerentur etiam thesaurario Senon. servitute taillie et servitute manus-mortue et quibusdam aliis servitutibus......... quidam alii homines diversorum dominorum in dicta villa Sociaci commorantes, videlicet Theobaldus Corbiaus *et* 10 *autres*...... tenerentur, ut dicebant, quibusdam servitutibus ut prenominati homines dicti domini regis decano et capitulo antedictis. Prenominati omnes homines, tam dictorum decani et capituli, domini regis, quam Thesaurarie predicte et predicti homines diversorum dominorum, tam coram nobis quam coram Johanne de Milliaco, clerico, tabellione curie Senon. jurato, et mandato nostro ad hoc a nobis specialiter destinato et deputato, cui quantum ad hoc et in majoribus fidem plenariam adhibemus, constituti, recognoverunt et asseruerunt, publice, quod dicti decanus et capitulum Senon. attendentes quod ecclesia mater est pietatis et illa que maxime habet benigno favore prosequi libertatem que est expulsio servitutis, que etiam servitus juri dicitur contraria naturali, ad preces et supplicationes multimodas humiles dictorum hominum a predictis vilibus servitutibus et coustumis et aliis quibuscumque servitutibus et coustumis quas ipsi decanus et capitulum et successores sui, aut ecclesie predicte, a dictis hominibus dictorum decani et capituli de Sociaco, hominibus dicti domini regis ac hominibus Thesaurarie supradicte, ac etiam aliis hominibus diversorum dominorum predictis possent petere, recipere seu modo aliquo ab ipsis extorquere, manumiserunt et quitaverunt de predictis servitutibus quibuscumque, et omni jugo servitutum predictarum, eos, scilicet, eorumque liberos procreatos et omnem eorum posteritatem imposterum

(1) La liste des individus qui dépendent du Chapitre se décompose en :

Ménages	60
Veuves ou femmes dont le mari dépend d'autres seigneurs.	118
Hommes seuls.	59
Total.	237
Il faut y ajouter :	
Les hommes du trésorier (hommes et femmes).	62
Les hommes du roi.	23
Les hommes dépendant de divers seigneurs	10
Total général. . . .	332

procreandam. Et quod similiter venerabilis vir Albericus Cornuti, thesaurarius ecclesie Senon., ad preces et requisitionem dictorum decani et capituli et dictorum hominum suorum de dicto loco, ipsos homines suos a jugo servitutis taillie et manusmortue manumisit et quitavit, eorumque liberos procreatos et omnem eorum posteritatem imposterum procreandam, ita quod dicti homines dictorum decani et capituli de Sociaco, et etiam prefati homines dicte Thesaurarie ac eorum successores et heredes manentes in dicta villa, seu ubicumque sint mansionarii semper, et homines dicti domini regis, quamdiu in dicta villa de Sociaco erunt mansionarii, dictis decano et capitulo et ecclesie Senon., annis singulis, in festo Sancti-Remigii, apud Sociacum, quilibet duodecim denarios paris. solvere tenebuntur; hoc salvo, quod maritus pro se et uxore sua tantummodo dictos duodecim denarios paris. tenebitur solvere in festo supradicto; sed sive marito, sive uxore decedente, alter superstes solvere tenebitur, singulis annis, duodecim denarios supradictos. Et proinde dicti homines dictorum decani et capituli et eorum successores, pro quacumque parte fuerint homines dictorum decani et capituli, ac etiam eorum heredes et successores, ubicumque sint mansionarii vel existant, erunt liberi decani et capituli predictorum, immunes ab omnibus predictis et aliis servitutibus quibuscumque. Concesserunt, etiam, eisdem hominibus suis supradictis ac eorum heredibus et successoribus, ut dicebant dicti homines, quod deinceps, absque licentia ipsorum decani et capituli ac thesaurarii seu successorum suorum, ubicumque voluerint, se maritent, et ex nunc licentiati tonsuram possint accipere clericalem, salvo tamen dictis decano et capitulo et ecclesie Senon. quod dicti homines sui ab ipsis, ut dictum est liberti, et eorum successores in villa de Sociaco et alibi, ubicumque manentes erunt, ipsorum decani et capituli et ecclesie sue justiciabiles omnino, nec alium dominum poterunt advocare preterquam capitulum Senonense. Et similiter homines Thesaurarie predicte et eorum successores, pro quacumque parte fuerint homines sui, et ubicumque sint mansionarii vel existant, remanebunt et erunt liberi homines ipsius Thesaurarie, et erunt immunes ab omnibus coustumis et servitutibus suprascriptis. Concessit etiam, eisdem hominibus suis et eorum successoribus ad dictam villam de Sociaco spectantibus, predictus thesaurarius, ut dicebant dicti homines, quod ipsi, absque licentia sua seu successorum, ubique voluerint se maritent, et ex nunc licentiati tonsuram clericalem tamen de manu prefati possint accipere et deferre, ita quod erunt justiciabiles modo solito dicte Thesaurarie; nec poterunt alium dominum quam thesaurarium Senon., pro tali parte pro quali erunt sui homines aliquatenus advocare. Actum est etiam, ut dicebant dicti homines quod dicti homines domini regis in dicta villa Sociaci manentes, predictis servitutibus remotis, ab ipsis dictorum decani et capituli justiciabiles modo soluto remanebunt. Dicti, vero, homines dictorum decani et capituli in dicta villa Sociaci manentes, cujuscumque sint conditionis, ut dictum est, liberti vel regis, vel Thesaurarie, vel ecclesiarum, hominesque aliorum dominorum superius nominati, jus habentes utendi usuariis nemorum ville de Sociaco, benigno affectu unanimes considerantes et attendentes, ut dicebant, curialitates et bonitates, grataque beneficia quas et que dicti decanus et capitulum eisdem hominibus fecerant et impenderant in premissis beneficii accepti non immemores, ad augmentationem ecclesie Senon. predicte, pia ducti pietate, ecclesie predicte et predicto capitulo remiserunt et quitaverunt in recompensationem predictorum, spontanei, non coacti, a confectione presentium litterarum, ducenta arpenta nemorum in usariis suis, cum duobus arpentis pro viis et plateis eisdem ducentis arpentis contiguis, juncta nemoribus dictorum decani et capituli de Sociaco, ac etiam sita, prout postmodum nobis retulerunt procuratores communitatis seu universitatis dictorum hominum de Sociaco, a meta sita in parte superiori campi dicti Querne juncta nemori dictorum decani et capituli de l'Espoisse, ex una parte, et ex alia parte campo qui dicitur Campus des Corvées, etc... Que usuaria tenebant dicti homines, ut decebant, a dictis decano et capitulo in justicia ipsorum decani et capituli de Sociaco, et quorum proprietas et dominium ad ipsos decanum et capitulum spectat prout ipsi homines, tam coram nobis quam coram dicto tabellione, confessi fuerunt et asseruerunt, ut ipsi decanus capitulum de eis suam faciant omnimodo voluntatem; ita quod, pro residuo nemorum dictorum hominum in terra dictorum decani et capituli de Sociaco ma-

nentium, quod erit ultra dicta ducenta et duo arpenta nemorum quod eis dederunt, ad usuarium dicti decanus et capitulum retentis in eis omnimoda justicia, proprietate et dominio, dicti homines cujuscumque sint condicionis seu dominii manentes apud Sociacum in terra et justicia dictorum decani et capituli, utentesque usuario dictorum nemorum dictis decano et capitulo jure dominii dictorum usuariorum, quolibet anno, in dicto festo Sancti-Remigii unum obolum paris. quodlibet hospicium, modo et forma qua solvent dictos duodecim denarios paris., apud Sociacum, solvere tenebuntur. Nec de illo residuo nemoris quod erit ultra dicta ducenta et duo arpenta quod ipsis hominibus ad usuarium concesserunt predicti decanus et capitulum, dicti homines cujuscumque sint conditionis in terra dictorum decani et capituli apud Sociacum manentes, poterunt aliquid vendere, nec extra villam Sociaci ducere, nec etiam extirpare. Et si contingeret quod illud extirparent, dicti decanus et capitulum de terra [illegible] facere [illegible], etiam, dicti [illegible] hominibus, [illegible] homines et eorum [illegible] procreanda, post [illegible] dictorum ducentorum duorum arpentorum nemorum, et non ante, absque aliqua defensione ab ipsis decano et capitulo seu eorum servientibus facienda, possint animalia sua, exceptis capris, ibidem ducere tantummodo ad pascendum. Promiserunt autem omnes et singuli prenominati homines, per fidem suam, etc. *Suivent les formules*).

Actum, anno Domini M° CC° octogesimo-tertio, partim mense junio et partim mense julio : in quorum omnium testimonium et munimen, sigillis curie Senon. et curie archidiaconi Senon. presentes litteras fecimus sigillari, anno et mense julio predictis, die sabbati ante Inventionem Beati-Stephani.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, G 1578.

—

720 1283 [1284], 1er AVRIL.

Permission accordée par Philippe, empereur de Romanie, à Alix de Saint-Verain, veuve de Pierre des Barres, et à son fils Eudes, d'acheter 10 livrées de terre sur la terre de Saint-Valérien pour donner à l'abbaye de la Cour-Notre-Dame.

Nous, Phelippes, par la grâce de Dieu empereres de Roménie, et touz tens accroisseuz, faisons asavoir à touz ceus qui ces présentes lettres verront et orront, que nous volons et par la tenour de ces presentes lettres donons pooir à noble fame Alys de Saint-Verein, dame de Chaumont, jadis fame de Pierre de Barres, chevalier, et à Eude de Barres, chevalier, son fil, noz cousins, que il puissent achater dis livrées de terre à parisis, es fiés, es terres, et à es censives de Saint-Vallérian, et que il les puissent doner pour l'ames d'als, à l'abaesse et au covent dou moustier de la Court-Notre-Dame de la dyocèse de Sans, ou là où mielz lor semblera pour profit de lor ames. Et nous, dès orendroit, amortissons et aquitons toute la raison et tout le droit que nous et nos hoirs avons ou puissiens avoir es devant dites dis livrées de terre, en tele menière et en tele condicion que moustier ou église, ou ciz qui tenra les devant dites dis livrées de terre soit tenuz à rendre, chascun an, pour reconnoissance à la devant dicte dame de Chaumont et à Eude, son fil, et à ses successours, dis sols de parisis, et la devant dite dame et Eude, son fil, et lor successours soient tenuz ausi à rendre, chascun an, à nous et à nos hoirs et à nos successours, pour reconoissance, cinc sols de parisis. Et pour ce que ceste chose soit ferme et estable, nous lor avons bailliées noz letres scelées de notre scel pendant.

Donné au plain de Saint-Martin, en l'an de l'incarnacion Notre-Seignour Jésu-Crist, mil deus cens quatre-vins et trois, le premier jour d'avril de la unzeime indicion, le disiesme an de notre empire.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds du prieuré de la Cour-Notre-Dame, scellé du grand sceau en cire rouge de l'empereur, représenté d'un côté assis sur son trône en costume impérial et de l'autre à cheval.

—

721 1284 [1285], 16 JANVIER.

Donation au Chapitre de Sens par l'archevêque Gilon, pour fonder son anniversaire, de 10 muids de froment de rente à percevoir sur le sixième du droit dit la *Malicorne*, dû sur les moulins du roi et du vicomte de Sens, sis audit lieu sur la rivière de Vanne, près de l'abbaye Saint-Paul. — Indication des prières qui devront être dites, etc.

Universis presentes litteras inspecturis Gilo, miseratione divina Senon. ar-

chiepiscopus, eternam in Domino salutem. Notum facimus quod cum nos postquam in archiepiscopatu ecclesie Senon., assumpti fuimus, acquisierimus, titulo emptionis, a domicellis Petro, Guillermo et Maria de Sancto-Fidolio, liberis defuncti Petri de Sancto-Fidolio, quondam militis, et defuncte Agnetis, dicte Contesse, quondam ejus uxoris, decem modios frumenti annui redditus ad mensuram Senon., boni et laudabilis, ad forum seu precium frumenti domini regis Francie percipiendos a nobis et successoribus nostris, annis singulis, imperpetuum, super sexta parte que vulgariter dicitur la Malicorne, quam ipsi liberi dicebant ex parte matris sue supradicte se habere et percipere in molendinis que dicuntur Regis et Vicecomitis, sitis Senonis super rippariam Vanne, prope abbaciam Sancti-Pauli de Vanna, partibilibus cum domino rege Francie et capitulo Senon.; quam dictam sextam partem dicti liberi dicebant et advocabant se tenere in feodum a nobis nomine archiepiscopatus Senon., et movere de feodo archiepiscopatus Senon., et nemini esse obligatam, et de qua dictus Petrus domicellus erat in homagio nostro tempore emptionis predicte, pro se et pro aliis liberis antedictis. Quos eciam decem modios frumenti dicebant dicti liberi quitos esse, liberos et immunes ab omni onere, servicio, servitute et exactione quacunque, preterquam de dicto feodo et jure dicti feodi acquisierimus eciam a predicto tempore citra nonnullos alios redditus, possessiones et bona immobilia, nobisque de benignitate sedis apostolice ex speciali privilegio sit indultum ut partem aliquam de possessionibus, redditibus et aliis supradictis acquisitis, dilectis filiis capitulo Senon. hac vice erogare valeamus, constitutione aliqua contraria non obstante. Nos, pensatis dilectione et affectione quas erga dictum capitulum habemus, et quas ipsi erga nos habuerunt et habent, de bonorum et prudentum virorum consilio deliberatione prehabita diligenti, predictis capitulo et ecclesie Senon., dictos decem modios frumenti annui redditus erogavimus, ac eciam donatione facta inter vivos concedimus, sine spe aliqua revocandi, ex nunc et imperpetuum, pro nostre anime remedio et salute, videlicet, duos de dictis decem modiis vel valorem eorumdem pro missa Sancti-Spiritus, annuatim, quamdiu vixerimus, in ecclesia Senon., pro nobis celebranda et pro anniversario nostro in ecclesia Senon. post obitum nostrum, annis singulis, imperpetuum faciendo; et alios octo modios quantumcumque se extendere poterunt pro uno pane in valore unius panum que distribui solent hiis qui intersunt magne misse distribuendo, singulis diebus, singulis canonicis prebendatis et dimidiis canonicis ecclesie Senon., videlicet quatuor Beate-Marie, duobus de Thesauro, quatuor Sancti-Johannis et quatuor Sancti-Petri altarium canonicis in ecclesia Senon.; duobus canonicis prioratus Sancti-Salvatoris-de-Vineis prope Senonis, qui vesperis interfuerint presentes, cuilibet uno pane. Nolumus, tamen, quod in dicta panis distributione aliquis percipiat, nisi sit de personis superius nominatis, et presens fuerit ad vesperas.

Facimus, autem, dictam donationem de predictis decem modiis frumenti tanquam dominus feodalis ab eisdem decano et capitulo in manum-mortuam percipiendis, imperpetuum, et habendis. Ipsosque decem modios frumenti annui redditus admortuamus capitulo et ecclesie Senon., supradictis, et quitamus imperpetuum, pro nobis et successoribus nostris ad opus supradictum; transferentes ex tunc in dictos decanum et capitulum omne jus quod habebamus et habere poteramus et debebamus nos et successores nostri in dictis decem modiis annui redditus, ratione feodi supradicti, seu alia ratione quacumque, dicto Petro, de residuo dicte sexte partis; que circiter octo modios bladi estimatur, in homagio nostro nichilominus remanente. Promittentes, bona fide, quod contra erogationem, donationem, concessionem, admortuationem et quitationem predictas et contra premissa vel aliquod premissorum, per nos vel per alium non veniemus in futurum, et ad omnia et singula premissa imperpetuum tenenda et inviolabiliter observanda nos et successores nostros obligamus et constituimus principaliter obligatos ea que auctoritate nostra, in quantum possumus, confirmamus.

Tenentur, autem, dicti canonici, finitis vesperis, immediate, antequam incipiatur completorium, in choro dicere, quamdiu vixerimus, illum psalterium : *Deus misereatur nostri*, etc... *Gloria Patri*, etc... *Kirie eleison*, *Christe ele.*, *Kirie ele.*, *Pater noster*, etc. — Deinde dicat edomadarius : *Et ne nos inducas*, etc. — ℣ : *Salvum fac servum tuum*, etc..... *Nichil proficiat inimicus in eo*, etc..... *Domine, exaudi orationem meam*, cum

responsionibus versiculorum, *Dominus vobiscum.* — Collecta : *Famulum tuum pontificem nostrum, quesumus, Domine tua semper protectione custodi, ut libera mente tibi deserviat et te protegente a malis omnibus sit securus per Christum.* — Post decessum, vero, nostrum, loco psalmi *Deus misereatur nostri*, dicatur psalmus *De profundis clamavi.* ℟. *Pro defunctis;* Collecta : *Deus qui inter apostolicos*, etc.

In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum in prioratu Sancti-Salvatoris-de-Vineis prope Senonis, die dominica post octabas festi Epiphanie Domini anno Domini M° CC° octogesimo-quarto.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens, G 1362.

1275, 15 août, à Preuilly. — Pierre et Guillaume de Saint-Phalle, et Marie, leur sœur, enfants de Pierre de Saint-Phalle le chevalier, et de feue Agnès, dite Comtesse, sa femme, vendent à Girard de Rampillon, archidiacre de Sens et à Albéric Cornut, prévôt d'Ingrey, chanoine de Sens, au nom de l'archeveque Gilon et pour accroître les biens de l'archevêché de Sens, 10 muids de froment de rente à percevoir sur la sixième partie du droit appelé la *Malicorne*, sur les moulins du Roi et du Vicomte de Sens, sur la Vanne, laquelle les vendeurs tenaient en fief de l'archevêque à cause de son archevêché; moyennant 1,000 livres parisis et 240 livres pour le quint-denier du seigneur féodal. — Furent garants de la vente : Pierre de Saint-Phalle, Hugues de Montfey, Guillaume dit le Vicomte de Latrecy, chevaliers : Jean d'Ordon et Henri de Noé, écuyers. Témoins, Renaud, abbé de Pontigny, Dudon, abbé de Preuilly, Symon Cornut, chanoine de Sens, maître Robert Cornut, chanoine de Chartres, maître Geoffroy, chevecier de Saint-Médard de Paris, maître Guillaume de Villiers-Louis, official de Saint-Julien-du-Sault, Gautier Cornut et Eustache de *Ystis*, écuyers, et autres. — Ibid.

1285. — Le pape Honorius IV, par une bulle du 29 juin, confirma la donation faite par l'archevêque au Chapitre, de 10 muids de froment de revenu sur les moulins du Roi. — Ibid.

—

722 1284 [1285] **30 janvier.**

Abandon par le maître et les frères de la léproserie de Ligny-le-Châtel, de leurs droits sur le pré de Boy, en faveur de l'abbaye de Pontigny.

En non de Notre-Seigneur, amen. An l'an de l'incarnacyon d'icelui mil CC quatre-vinz et quatre, ou mois de janvyer, gie mestres Nicholas de Leigny-lou-Chastel, mestres et porvoierres de la maison au malades de ce chastel, et nos li frère de cele dite maison, fazons à savoir à touz cels qui verront et orront ces presentes lettres que cum contanz fut entre nos par nos et par notre maison de une part, et religieux hommes l'abbé et lou covant de Ponteigny, d'autre part, sur ce que nos disoyens en non de nos et de notre dite maison, lou pré de Boy contigue de çay et de lay au terres, ou foussez et au plaissiez audiz religieux estre dou propre héritaige de notre dite maison, et il en affermant lou contraire deissient ce pré espartenir au droit et à la proprieté de leur monastère, à la quele chose prover il montroient et presantoient lettres autantiques qui sont feites sur ce. An la fin ces lettres veues et regardées deligeament et aprovées de nous en ce feit, nos confessons d'un assantemant, senz force et senz decevemant, que nos ne avons droit ne raison oudit pré por cause de notre maison dessus dite, ne par autre raison queis que elle soit; eincois espartient de droiz audiz religieux et à leur monastère; par que nos en nom de nos et de notre dite maison renonçons de tout en tout, expressemant au plait et à la chose, et à quant qui porroit nos ou noz successeurs aidyer en ce feit et nuire audiz religieux. Et voulons estre contraint à garder et à tenir ceste ordenance aussi comme de chose amigié par la court de Tornuerre à très noble roy de Jhérusalem et de Sezile, à cui juridicion et de ses successeurs seigneurs de Tornuerre quant à ce nos nos sometons et touz noz successeurs. An tesmoin de laquele chose nos avons requis, supplié et optenu que li seaux de ladite cort soit mis en ces présentes lettres, sauf lou droit lou roy en toutes choses. Ces feit en la présence Pierre dit de Maligno, notoir juré de ladite court, mestre Janhan dit dou Mex et Adan de Charny, tesmoinz à ce apelez et demandez, en l'an et ou mois dessus diz, lou leindi apreis la conversion Seint-Pol.

Orig. arch. de l'Yonne, Fonds Pontigny, scellé du sceau de la cour de Tonnerre, figurant un écu parti de France sans nombre et de Bourgogne ; au contre-sceau un écu chargé d'une croix et cantonné de 5 croisettes.

—

723 1284 [1285], 19 MARS.

Gilon, archevêque de Sens, déclare que Philippe, fils ainé du Roi, roi de Navarre et comte de de Champagne, lui a fait hommage pour les biens qu'il possède du chef de sa femme, Jeanne, héritière de Champagne, et relevant de l'archevêché, mais que s'il devient roi de France cet hommage sera annulé, et qu'il mettra à sa place un vassal capable de faire hommage des fiefs en question.

Universis presentes litteras inspecturis, Gilo, miseratione divina Senon. archiepiscopus, eternam in Domino salutem. Notum facimus quod illustrissimus princeps Philippus, regis Francorum primogenitus, Deo gratia rex Navarre, Campanie et Brie comes palatinus, de rebus quas ratione illustris domine Johanne, heredis Campanie, consortis ejusdem, tenere debet in feodum ab archiepiscopo Senon., homagium nobis fecit, hoc adjecto tenore quod si contingat eumdem ad successionem regni Francie venire, evanescet homagium et nullius firmitatis existet. Ita tamen quod nobis vel illi qui tunc erit archiepiscopus Senon. dare tenetur sufficientem vassalum qui res feodales tenebit, et homagium de eisdem nobis vel successoribus nostris faciet, vel componere nobiscum, aut cum successoribus nostris, amicabiliter, de predictis. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum, Parisius, anno Domini millesimo CC° octogesimo-quarto, die lune post Letare Jherusalem.

Arch. nat., J 198, n° 129.

—

724 1284 [1285], 27 MARS

Etienne le Bonaz, écuyer, de Maligny, reconnalt que Guiard, de Souilly, est homme taillable de l'abbé de Pontigny, et non le sien.

A tous ces qui verront et orront ces presantes leitres, Guillaumes Dalemant, baillies de Troies, de Miaus et de Provins, salut. Saichent tuit que pardevant Tomas de Laingni, demorant à Saint-Florentin, et par devant Feliset Suin, clerc, nos foiaux jurez et establiz à ce faire à Saint-Florentin et en la chastelerie, de par nous de l'actorité de nostre seigneur le roy de Navarre, vint en propre personne Estiennes diz li Bonaz, de Melligni, escuiers, et requenut de sa bonne volanté, sans force et sans barat, que com il eut descort antre lui et religieux homme labé de Pontaigni, pour cause de Guiart le fil feu Quarré de Sooilli, ou quel Guiart li diz escuiers metoit chaloinge et débat anver le dit abé, et disoit li diz escuiers que cil diz Guiart estoit ses hons taillables et espletables an la vile de Sooilli, sauf ce que li diz escuiers han avoit onques esté en saisine; à la parfin, et de la volanté l'abé et de la volanté l'escuier, en fu acquis li diz escuiers l'anqueste feite, se soufri et quita le dit Guiart comme celui où il ne pot trouver riens de son droit, et se riens y avoit sia il renuncié et pour lui et pour ses hers perpétuelmant, et le quite au dit abé et au couvant de tout le droit qu'il i a; laquel chose il ne set pas; et a promis li diz Estiennes, pour lui et pour ses hers, que il ancontre ceste dite quitance n'ira ne fera aler, ne riens ni réclamera ne fera réclamer, par lui ne par autrui, ainz la garantira espécialmant anvers tous ses hers, et si san obligera an la leitre l'official d'Aucerre, la meilleur tenur que cil de Pontaingni auront au conseil de ladite quitance garantir; et au plus grant ségurté de ces convenances dessus dites fermemant garder et tenir, li diz Estienne a obligié son cors à estre prins et tenuz en prison, et ses hers et tous ses biens, et les biens de ses hers présens et à venir, an quelque lieu que il soient, mueblcs et non muebles, à prandre, à lever et à despandre comme de chose convenue en nostre cour, et ne san pourroit li diz Estiennes de riens soit jusques à tant que li diz abes et li couvanz fussient plenièremant garanti et agréé des causes dessus dites et devisiées ansamble touz couz et touz domaiges que il y auroient heuz et ancoreuz pour le défaut des dites convenances aconplir; des quex couz et domaiges leur certains commandemanz qui porteroit ces leitres seroit creuz par son simple seiremant sanz autre preuve. Et a renuncié li diz escuiers, pour lui et pour ses hers, an ce fet, à touz prévilaiges de croiz prinse et à prandre, à toutes indulgences données et à donner, à touz baraz; à ce que il ne puisse dire que les convenances ne soient teles com eiles sont ci dessus dites et devisiées; au droit qui dit que la général renunciacions ne vaut pas, à toutes autres exceptions, barres et deffansses de fet et de droit qui audit escuier pourroient aidier et nuire au dit abé ou au couvant; et s'an est soumis li diz escuiers an la juridicion nostre seigneur le roi de Navarre et an la nos-

tre, et an la juridicion de nostre successeur qui sera bailliz de Troies. Ou tesmoin de la quel chose, par le tesmoingnage de nos diz jurez, nous avons mis en ces leitres le seel de la baillie de Troies, sauf le droit nostre seingneur le roi de Navarre.

Ce fu donné an l'an de Grâce mil deux cenz quatre-vinz et quatre, le lundi devant Pâques-Flories.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de Pontigny. — Souilly.

—

725 1285.

Enquête sur la justice de Pont-sur-Yonne, contestée entre le Chapitre de Sens et Jean du Plessis.

Enquête faite par Jean de *Quarresio*, chevalier, et Etienne Saveur, bailli de Sens : « super eo quod Johannes de » Plesseyo, tunc armiger, dicebat con» tra decanum et capitulum Senon. quod » cum per cartam inter ipsos habitam » tenerentur eidem Johanni reddere » latronem captum apud Pontes-super» Yonam, in terra capituli, ipsum la» tronem reddebant non vestitum, si» cut erat tempore captionis, sed quasi » nudum vel in vilissimo habitu. — » Unde petebat ipsos decanum et ca» pitulum compelli ad reddendum sibi » latronem vestitum sicut capiebatur. » — Jean du Plessis ne prouve rien. — » Remanet capitulum in possessione » recedendi dicto Johanni de Plesseyo » latronem captum apud Pontes-super» Yonam, in quali habitu voluerit idem » capitulum. »

Réception des témoins en faveur de Jean du Plessis contre le chapitre de Sens. « Johannes intendebat probare » quod judicium latronum captorum » apud Pontes-super-Yonam in terra dicti » capituli ad ipsum Johannem pertinet » et pertinere debet. » — Le Chapitre devait les rendre « ad metam assignatam » un jour et une nuit après leur prise. — Le Chapitre prétend qu'il a le droit de juger les voleurs pris dans la paroisse de Pont avant de les rendre. « Dictum et terminatum est quod cap» tulum judicabit latronem seu male» factorem captum in villa et parrochia » de Pontibus, et dictus Johannes de » Plesseto, per consilium vel per judi» cium declarabit in curia sua, post» quam sibi redditus fuerit malefactor » qualiter puniri debeat. » — Le Chapitre ne peut garder le voleur plus d'un jour et d'une nuit.

Olim, I 221 — 223.

—

726 1285, AVRIL.

Donation par Odenin de Saint-Moré à l'abbaye de Reigny, de 20 s. de rente sur la rivière dudit lieu.

Je Odenins de Seint-Morré, escuier, faz asavoir à ceuz qui verront et orront ces présentes leitres, que je loi et otroi et conferme l'aumone que mi devancier ont doné et otroyé, por le salut de leurs ames, à De et à Notre-Dame et au frères de l'église de Regni, et de laquelle il ont bones leitres, c'est à savoir vint solz de tornois asis sus me aue de Seint-Moré, sus les rentes et sus les issues de ladite eaue, à rendre et à paier à tout jorsmais de celui ou de ceaus qui tendront ladite eaue au frères desus diz ou à leur commandemant, paisiblement, sans nul contredit, chascun an, le jor de la Seint-Remi. Et en meit le frères desusdiz en nom d'aux et de ladite église en corporel possession par le bail de ces présentes leitres. Et porce que ce soit ferme chose et estable à tout jors, je les ai seicillées de mon seel. Ce fut fait en l'an de grâce mil deus cenz quatre-vinz et cinq, ou mois d'avril.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny.

—

727 1285, 10 AVRIL.

Renonciation par les procureurs des habitants de Villeneuve-sous-Buchin, comparant au nombre de 83, au droit d'usage que ceux-ci prétendaient dans le bois de Revisy appartenant à l'abbaye de Pontigny.

A touz ceaus qui verront ces présentes lettres, Jehanz David et Guiz diz li Peysans, prévost de la Villeneuve-le-Roi, et Denise Bolarz, prestre et chapeleins de la chapeile le Roy de la dite Villeneuve, et Jehanz Ramiaus, gardes dou seaul de la prévosté de la dite Villeneuve, salut. Saichent tuit que nous havons veues unes letres seelées dou seaul de la court l'officiaul d'Aucuerre, seinnes et enterinnes, en ces paroles qui se ensigant : « Omnibus præsentes litteras

inspecturis, officialis Autissiod., salutem in Domino. Noveritis quod coram magistro Johanne de Meriaco, mandato nostro, jurato ad hæc quæ secuntur audienda et recipienda loco nostri a nobis specialiter destinato, cui, quantum ad hoc, vices nostras indubitanter duximus commitendas, constituti (*Suivent les noms des habitans de Villeneuve-sous-Buchin, au nombre de quatre-vingt-trois*), et quemlibet eorum in solidum, suos fecerunt et constituerunt procuratores generales et speciales in omnibus et singulis causis suis motis et movendis, etc. etc. Datum, anno Domini Mº CCº LXXIIIº, die dominica ante festum B. Remigii. « Liquel procureor desus dit por ceu espéciaument establi en notre présence, c'est à savoir Ithiers Acriz, Ogiers Put-Vilains, Guioz Roussiaus et Guios Grapins, recognurent en droit, pardevant nous, par la vertu de la devant dite procuracion, comme procureor et ou nom de procureors establis desdites persones contenues en ladite procuracion, que comme il disoient por aus et por la communauté de la Villeneuve-sus-Boucheyn, que il avoient lor usaige ou bois de Revisy, qui appartient à l'abbé et au covent de Pontigni, à cuillir, à panrre et amener, de leur espoine gré et sans force il recognurent et affermèrent pardevant nous, ou nom d'aus et ou nom de ladite communauté de ladite ville, que il n'avoient nul droit de user ou bois desus dit, et se il i avoient aucun droit ou aucune action, ne eussent onques heu, il i ont renoncié pardevant nous, comme procureor, por aus et por ladite communauté, dou tout au tout, à perpétuité et à touz jors, et ou nom de la dite procuracion des personnes desus dites, et quitent et ont quité touz jorsmais, audit abbé et au covent et à ladite eglise de Ponteigni, por aus et por leur hoirs, présens et à venir, tot le droit et l'action que il poissent havoir oudit bois, etc. etc.

Ce fu feit et donné en l'an de grâce M CC LXXXV, le mardi après la quinzeinne de Paaques, ou mois d'avril.

D. Depaquy, *Hist. de l'abbaye de Pontigny*, t. II, p. 218 ms, Bibl. d'Auxerre, nº 158.

---

728 1285, 8 MAI.

Dot de 4 livres de rente faite par Gui de Maligny, chevalier, sur ses revenus de Beine, à sa fille, religieuse de l'abbaye des Isles, près Auxerre.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Autiss. salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presencia constitutus nobilis vir Guido de Melligniaco, miles, devotione pia motus pro monasterio monialium de Insulis et monialibus ejusdem monasterii, et precipue pro necessitatibus Johanne, filie sue, monialis ejusdem monasterii, relevandis, dat et concedit donatione facta inter vivos pura et irrevocabili ac imperpetuum valitura, monialibus dicti monasterii, quatuor libras tur. annui redditus ab ipsis monialibus imperpetuum habendas, singulis annis, et percipiendas in decem sextariis frumenti annui redditus quas idem miles habere dicitur super prepositura de Bena, super furnis et super boscis dicte ville, tali modo quod dicte quatuor libre, singulis annis, quamdiu vixerit dicta Johanna filia dictis militis, in proprios usus et necessitates dicte Johanne totaliter convertentur, et post decessum dicte Johanne, abbatissa et conventus dicti monasterii de dictis quatuor libris suam poterunt facere voluntatem. Et fiet dictis monialibus et dicte Johanne solucio dictarum quatuor librarum a dicto Guidone, et ab eo causam habentibus, in dictis decem sextariis frumenti, in festo Purificationis Beate-Marie Virginis, annuatim; pro quibus quatuor libris sic solvendis idem Guido dictis decem sextariis frumenti specialiter obligavit et manere vult in perpetuum obligatos, etc... et obligat ad solvendum et reddendum dictis monialibus, vel eorum mandato, quadraginta libras tur. pro quatuor lilibris annui redditus emendis, et tam in usus supradicte monialis quam in usus dicti monasterii convertendis; et quantum ad hoc dictus miles juridictioni curie Autiss., ubicunque eat aut maneat, se subjecit. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum curie Autiss. duximus apponendum.

Datum, anno Domini Mº CCº octogesimo-quinto, die martis post Ascensionem Domini.

Orig. ; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye des Isles. — Beine.

1285. — Vendredi après la fête de la Madeleine, Agnès, femme de Gui de Maligny, ratifie l'acte ci-dessus. — Ibid.

1251. — Jean de Seignelay, sire de Maligny, avait doté sa sœur Agnès, religieuse à l'abbaye des Isles, de 100 s. de rente sur la terre du Mont-Saint-Sulpice. — Ibid.

779 1285, 29 MAI.

Exemption en faveur de Guillaume de Saint-Amand, chanoine de Sens, de Beauvais et de Clermont, chantre de Saint-Julien-du-Sault, clerc du roi, du paiement des décimes levés par ledit roi pour les affaires des royaumes d'Aragon et de Valence.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie archidiaconi Senon., salutem in Domino. Notum facimus nos litteras inferius annotatas, non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua parte sui viciatas, vidisse et diligenter inspexisse, formam que sequitur continentes :

Johannes, miseratione divina tituli sancte Ecclesie presbyter cardinalis, apostolice sedis legatus, discretis viris collectoribus decime subsidio negocii Aragonie Valencieque regnorum ab apostolica sede concesse in Senon. et Belvacensi civitatibus et diocesibus auctoritate nostra deputatis, salutem in Domino. Habentes de beneplacito serenissimi principis domini Philippi, regis Francorum illustris, discretum virum Guillelmum de Sancto-Amando cantorem Sancti-Juliani-de-Saltu et canonicum Beate-Marie Claromontensis ecclesiarum Senon. et Belvac. diocesium ejusdem regis clericum, a prestatione decime que pro subsidio negotii Aragonie Valencieque regnorum ex apostolica concessione ad presens exigitur de redditibus et proventibus ecclesiasticis quos in Senon. et Belvac. civitatibus et diocesibus obtinet, pro toto quadriennio quo dicta decima colligitur, excusatum, discretioni vestre qua fungimur auctoritate mandamus quatinus ab eodem Guillelmo, vel procuratoribus ejus, ratione ipsius decime per totum idem quadriennium nihil penitus exigetis, nec eos occasione hujusmodi quomodolibet molestis quin pocius restituatis eisdem si quid ab ipsis pro dicta decima recepistis. Datum, in Castris juxta Elvam, IIII kal. junii, anno Domini M° CC° octuagesimo-quinto.

Quod, autem, in dictis litteris vidimus contineri, verbo ad verbum transcribi fecimus et sigillo curie nostre sigillari, salvo jure cujuslibet.

Datum, die lune ante Nativitatem Beate-Marie Virginis, anno Domini M° CC° octogesimo-quinto.

Orig. : Arch. de l'Yonne, Fonds du Chapitre de Sens, G 66.

—

780 1285, 13 JUIN.

Confirmation, par le pape Honorius IV, de la donation de 24 livres de revenu provenant des dimes inféodées par les anciens archevêques, que l'archevêque Guillaume de Broce avait faite à son église pour fonder son anniversaire.

Honorius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Egidio, archiepiscopo, et dilectis filiis capitulo Senon., salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum; exhibita, siquidem, nobis vestra petitio continebat quod bone memorie Guillelmus archiepiscopus Senon., predecessor tuus, frater archiepiscope, quasdam decimas quas redemerat de manibus laïcorum, qui eas ab archiepiscopali sede Senon. in feodum tenuerant ab antiquo, quarum quidem decimarum redditus annuatim summam viginti-quatuor librarum tur. non excedunt, vobis filii capitulum pro anniversario suo in ecclesia Senon. annis singulis faciendo, provida deliberatione concessit, prout in patentibus litteris inde confectis ipsius Guillelmi archiepiscopi sigillo signatis plenius dicitur contineri. Nos, itaque, vestris quas super hoc communiter porrexistis supplicationibus inclinati, quod ab eodem G. archiepiscopo super hoc provide factum extitit, ratum et firmum habentes id, auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli, ergo, omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis, autem, hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum, Rome, apud Sanctum-Petrum, idus junii, pontificatus nostri anno primo.

Orig. : Arch. de l'Yonne, Bibl. de Sens G 135, n° 3.

—

781 1285, 26 JUILLET.

Vente par Gui de Maligny, et Agnès, sa femme, à l'abbaye de Pontigny, de la moitié de la seigneurie de Montigny et Merry, et d'hommes taillables à Souilly, pour 510 livres t.

A tous ceus qui verront ces présentes

lettres, Symons de Montigny, garde de la prévosté de la Villeneuve-le-Roy, Denis et Boularz, chapelains de la chapelle le Roy de ladite Villeneuve, et Jehanz Ramiaux, gardes dou sael de la prévosté de ladite Villeneuve, salut. Nous faisons assavoir à touz que en nostre présence pour ce especialement establi nobles hons Guiz de Melligni, chevaliers, jadis fiuz monseigneur Gui de Melligni, chevalier, et noble dame Agnès, sa fame, recognoissent et afferment que com il haient et teignent la moitié de la justice et de la seignorie de Montigni et de Merry, la moitié des fourz desdites villes et des rantes de ces fourz, et haient esdites villes et ès appartenances de ces villes et en la ville de Sooilly hommes taillables et exploitables de taille haut et bas, et hommes qui doivent froment, deniers et gelines de sauvement, et touz ces hommes de condition de mainmorte, et haient la moitié ou bois de Montigny qui part au conte d'Aucuerre, que l'an appelle Booloy, et la moitié ou bois de Merry qui part à Geuffroi de Migié, escuier, et à Oudert de Courgi, escuier, et à lor fames, et haient plusieurs autres choses et rantes esdites villes et es appartenances, c'est assavoir coustumes, tierces, terres, prez, cens, censives, que il hont vendu pour aus et pour leur hoirs, et quitté perpétuelmant à religieux hommes l'abbé et le convent de Pontigni, de l'ordre de Cystiaùs, de l'éveschié d'Aucuerre, toutes les choses desus nommées, et généralement tout le droit que il havoient, ou povoient ou devoient avoir esdiies villes et ès appartenances desdites villes, par quelque raison que ce soit et par quelque nom droiz soit appelez, si com li hoir de Melligni le tenoient, ou povoient et devoient tenir ; toutes les choses desus dites amorties pour cinc cenz et dis livres tournois, lors quittes et paiées à aus desdiz religieux en monnoie nombrée, et des quiex il quitent les diz religieux et lors successors perpétuelment, et promettent que toutes les choses dessusdites nommées et non nommées que il havoient, ou povoient ou devoient havoir esdites villes et ès appartenances de ces villes, il garentiront et deffendront au diz religieux et à lor successors, quites et franches de fyé, de rièrefié, d'aumônes, de servise, de servitute et de toutes autres exactions. Et promist li dit Guiz à faire et à donner lettres scellées de son seel, en la forme de ces lettres, ou temps que il seroit sires de Merligni... ou tesmoing de laquel chose, nous, à la requeste doudit Guy et de ladite Agnès, sa fame, havons seellées ces lettres dou seel de la prévosté de ladite Villeneuve-le-Roy, qui furent données en l'an de grâce MCCLXXXV, le jeudi après la feste Marie-Magdelaine.

A tous cex qui verront ces présentes lettres, Guiz de Merligny, chevaliers, salut. Saichent tuit que je hai vendu et quitté à touzjourz mais, en nom de rençon à l'abbé et au convent de Pontigny, tout le droit que je havoie, ou pooie ou devoie havoir ès villes de Montigny, de Merry et de Sooilly, en justice, en seignorie et en toutes autres rantes et redevences, si com il est contenu ès lettres seellées dou seel de la prévosté de la Villeneuve-le-Roy..... ou tesmoing de laquel chose je hai sellées ces lettres de mon seel douquel je use orendroit. Ce fu fait et donné en l'an de grâce MCCLXXXV, le jeudi après la Sainte-Magdelainne.

D. Depaquy, *Hist. de l'abbaye de Pontigny*, t. II, p. 487, Ms, Bibl. d'Auxerre, n° 158.

—

782 1285, 14 NOVEMBRE.

Isabelle de Mello, comtesse de Joigny et de Saint-Maurice, veuve d'Humbert de Beaujeu, sire de Montpensier, connétable de France, rend hommage au comte d'Artois et à Agnès de Bourbon, sa femme, pour la part qui doit lui re venir sur Châteldon et Jozerand, acquis par ledit Humbert, pendant leur mariage.

Orig. ; P 458[1] coté 1325.— *Inv. des titres de la maison ducale de Bourbon*, par Huillard-Bréholles, Paris, 1867, t. I, p. 140.

—

783 1285, DÉCEMBRE.

Amortissement par Thibaud, comte de Bar, seigneur de Puisaye, et Jeanne, sa femme, d'une vente de rente foncière à Bale, paroisse de Parly, faite par Jean de Vaux, prévôt de Toucy, au Chapitre d'Auxerre.

Universis presentes litteras inspectu-

ris, Theobaldus, comes Barri, miles, dominus de Puseya, et Johanna, ejus uxor, comitissa Barri, salutem in Domino. Notum facimus quod nos quatuordecim solidos et unum denarium cum uno obolo turon. censuales, portantes laudes et ventas et manum-mortuam, ac eciam justitiam, necnon unum bichetum sigali annui redditus, quos se habere dicebat Johannes de Vallibus, prepositus noster de Thociaco, apud Bale, in parrochia de Palliaco, de feodo nostro moventes et existentes, ad requisitionem dicti Johannis admortizamus et ex tunc admortizatos esse volumus, et venditionem seu alienationem quam de hiis fecisse dicitur idem Johannes, vener. viris decano et capitulo Autissiodorensis ecclesie, ratas et gratas habentes promittimus, bona fide, nostro et heredum nostrorum nomine, quod in predictis et eorum pertinenciis nichil juris, racione feodi vel alia racione quacumque, reclamabimus in futurum, seu per nos aut per alium reclamari decetero faciemus. In cujus rei memoriam et testimonium, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Datum, anno Domini M° CC° octogesimo-quinto, mense decembri.

Orig. scellé autrefois; Arch. de l'Yonne. 1953. G 1953.

FIN DU RECUEIL DE PIÈCES.

(*Suit l'appendice.*)

APPENDICE

1° SUPPLÉMENT AUX PIÈCES

784 1216, NOVEMBRE.

Relation de la transmission successive par bail à vie d'une vigne au finage d'Auxerre, lieu dit Morat, par Eloïse et Mathilde, abbesses de Saint-Julien, d'abord à Michel de Saint-Amatre, puis à maître Raoul, son fils, et enfin à Elisabeth, fille de ce dernier, pour 10 sous de rente.

Willelmus, decanus Autissiod., omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis quod cum abbatissa Beati-Juliani Autiss. bone memorie, Eluisa, concessisset defuncto Michaeli de Sancto-Amatore quandam vineam sitam in territorio quod dicitur Morat; dicto Michaele de medio sublato, abbatissa Maltidis (*sic*) dictam vineam sasiri fecit. Magister, vero, Radulphus, filius dicti Michaelis, dictam abbatissam Maltidim traxit in causam dicens quod dicta vinea sibi non patri suo ad vitam ab abbatissa Eluisa fuerat concessa; qui magister penitus in probatione defecit. Maltidis, vero, abbatissa, ad preces bonorum virorum dictam vineam dicto magistro contulit tota vita sua possidendam, tali condicione quod ipse annuatim daret decem sol. ad refectionem sanctimonialium Beati-Juliani, et eo de medio sublato, dicta vinea ad ecclesiam Beati-Juliani libere reverteretur. Mortuo, vero, dicto magistro Radulpho, Matildis abbatissa dictam vineam sasivit sicut suam. Bernardus, vero, et Elisabeth, liberi sepedicti Michaelis reclamaverunt in presencia nostra, dicentes quod dicta vinea concessa fuerat patri suo in perpetuum; quibus diebus multis assignatis ad intentionem suam probandam penitus defecerunt. Dicti, vero, Bernardus et Elisabeth et Maria, soror eorum, videntes quod ipsi nullum jus habebant in dicta vinea, eam abbatisse Matildi quitaverunt. Maltidis, vero, abbatissa, adtendens servitium quod ecclesie Beati-Juliani predictus Michael impenderat, de mera sua liberalitate contulit sepedictam vineam Elisabeth, filie dicti Michaelis, ad vitam suam, tali conditione quod ipsa annuatim dabit decem sol. in octava Omnium-Sanctorum, ad refectionem sanctimonialium Beati-Juliani. Ea, vero, de medio sublata, dicta vinea ad ecclesiam Beati-Juliani libere revertetur.

Datum, in vigilia Beati-Martini hyemalis, anno Gracie millesimo ducentesimo septimo-decimo, mense novembris.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Julien. — Auxerre.

—

785 1217, JUILLET.

Donation par Mathilde, abbesse de Saint-Julien d'Auxerre, à son couvent, de 7 livres auxerroises de rente, assises sur une maison située au marché de cette ville, à charge de servi-

ces religieux pour l'âme de son père Narjot de Toucy, et pour elle même.

Ego Matildis, ecclesie Beati-Juliani Autissiod. humilis abbatissa, notum facio universis presentes litteras inspecturis quod septem libras Autissiod. censuales, quas habeo in domo de foro Autissiod., quam domum bone memorie vir nobilis Nargodus de Thociaco, pater meus, mihi dedit et concessit in helemosinam, prebeo et bona fide concedo quadraginta solidos pro anniversario patris mei nominati, annuatim celebrando ad procurationem monialium Sancti-Juliani, et pro meo anniversario sexaginta solidos ad ipsarum procurationem monialium; viginti autem sol. sacerdotibus missas celebrantibus in anniversario patris mei et meo, tali modo quod thesauraria ecclesie Beati-Juliani illos viginti sol. fideliter et sub periculo anime sue sacerdotibus distribuet. Canonicis, vero, Sancti-Juliani quindecim solidos, ita quod sacerdos altaris Beate-Marie et sacerdos altaris in quo cotidie missa pro defunctis celebratur, tantumdem de dictis quindecim sol. recipient quantum dicti canonici. — Qui anniversario non interierit nichil accipiet. — Presbitero, vero, Sancti-Martini quinque sol. pro dictis anniversariis celebrandis. Conventus noster istud voluit et concessit, et in presentia ejusdem conventus facta est excommunicatio in capitulo nostro quod quicumque contra hoc scriptum ire presumpserit excommunicationi subjaceat. Et hoc scriptum priorissa et thesauraria ecclesie Beati-Juliani fideliter servabunt. Quod ut ratum sit et firmum, in hujus helemosine memoriam presentes litteras sigilli mei munimine et sigillo conventus Beati-Juliani feci roborari.

Actum, anno Gracie M° CC° septimodecimo, mense Julio.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Julien d'Auxerre.— Auxerre.

1217. — Guillaume, évêque d'Auxerre, atteste la fondation ci-dessus faite en sa présence par *Karissima in Christo filia Matildis, Sancti-Juliani Autissiod. venerabilis abbatissa.* — Ibid.

—

786 1224, 25 DÉCEMBRE.

Ordonnance de Thibaud, comte de Champagne, rendue de concert avec ses barons, et réglant le mode de partage des héritages entre les enfants de barons et châtelains.

Ego Theobaldus Campaniæ et Briæ comes Palatinus, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod cum esset contentio de faciendo judicium qualiter liberi masculi castellanorum et baronum meorum deberent partiri inter se; videlicet quantum primogenitus debeat capere contra post genitum; ego de assensu et consilio baronum et castellanorum meorum : scilicet reverendi patris M., episcopi Belvacens., et charissimi mei et fidelis Henrici comitis Barri-Ducis, et dilectorum et fidelium meorum G. comitis Sancti-Pauli, Johannis comitis Carnotens., comitis Rosciaci, comitis Wandimontis, Simonis de Joinvilla, Erardi de Brena, Simonis de Castvroill. Hugonis de Sancto-Paulo, G, de Gangionis-Rivo, G. de Triangulo, R. de Nogento, Anselli de Possessa, Guidonis de Arceiis, Thomæ de Cociaco, Nicolai de Rumeliaco, G. de Ardilleriis, Eustachii de Conflans, Castellani Vitriaci, R. de Dampetra, Syi de Saxofonte, G. de Sailly, Jacobi de Chacenaio, Philippi de Planceio, M. de Pugiaco, G. de Planceio, C. de Capis, G. de Risnello, R. de Milliaco, E. de Alneto vicedomini Cathal. et aliorum baronum meorum, quorum sigilla sunt apposita præsenti cartæ stabili, quod primogenitus filius capiet contra omnes fratres suos post genitos, licet non haberent inter se, nisi solum castellum, primogenitus haberet illud castellum, et feoda illius castelli et carrucagia, prata et vineas, aquas et stanna quæ sunt infra parrochiatus illius castelli; redditus et exitus illius castelli erunt appreciati cum alia terra, et in omnibus illis habebit unus quantum habebit alius, tali modo quod pars primogeniti assignetur ei in redditibus et exitibus qui erunt in castello; et si aliquis fratrum haberet aliquid in castello, illud esset de justitia fratris sui primogeniti, et si haberent inter se domum fortem, secundo natus haberet eam cum omni eventagio de feodis, carrucagiis, pratis, vineis, aquis, stannis, quæ essent infra parrochiatus villæ in qua esset domus illa. Et si haberent plures fortericias, dividerentur secundum factum castellorum, sicut inferius est notatum. Si vero contingeret quod haberent duo castella vel tria, et non essent nisi duo fratres, primogenitus caperet quod mallet castellum, et postgenitus caperet postea castellum quod melius amaret. Et

quisque eorum haberet feoda illius quod sibi retineret, et haberet carrucagia, et vineas, prata et aquas, et stanna quæ essent infra parrochiatus castelli illius, et postea primogenitus caperet totum castellum, et feoda illius castelli, et carrucagia, prata, vineas, aquas et stanna quæ sunt infra parrochiatus illius castelli, redditus et exitus, et proventus illorum castellorum et castellaniarum erunt appreciati, et de hoc quod valebunt, quisque eorum habebit medietatem, tali modo quod quisque capiet partem suam in castello quod sibi capiet, et in castellaria ipsius castelli si pars sua valeat tantum; et si ille qui habebit peius castellum et peiorem castellariam, non haberet vallenciam partis suæ secundum precium terræ quod prædictum est: ille qui haberet maiorem partem et maiorem castellariam perficeret ei in terra plana, et si non poterat ei perficere in terra plana, perficeret ei in castellis suis, salva justitia domini castelli, sicut superius est notatum; et si haberent inter se quatuor castella, postgenitus haberet quartum castellum. Et si haberent plura castella, simili modo dividerentur. Si, vero, essent plures hæredes quam superius sunt dicti, et plura essent castella, primogenitus acciperet et caperet unum castellum ad suam voluntatem, et postgenitus alius castellum quod melius amaret, et similiter semper dividerentur, videlicet, quod primogenitus primo caperet ad suam voluntatem, et ita quisque eorum haberet in suo castello suum eventagium castelli, sicut superius est expressum, et redditus et proventus essent appreciati, sicut est prænotatum. Si vero tot essent hæredes quod quisque non posset habere castellum, ille qui non posset habere castellum, haberet partem suam in terra plana, sicut predictum est. Siquidem sciendum quod stabilimentum istud factum est de omnibus castellis qui movent de me, et ab hac die qua factum est in antea firmiter permanebit, et partitiones quæ factæ fuerunt usque ad diem qua præsentes confectæ fuerunt literæ, stabiles erunt et durabunt. Quod ut notum permaneat et firmum teneatur, ego et barones præsentes literas sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gratiæ millesimo ducentesimo vigesimo-quarto, in festo Natalis Domini, mense decembri.

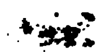
—

787 1235, AVRIL.

Ordonnance (1) rendue par Gui, comte de Nevers et de Forez, et Mathilde, sa femme, assistés de leurs barons, portant défense de s'emparer des laboureurs ou de leurs instruments de travail et de leurs bestiaux, ni des bergers ou de leurs troupeaux. — Ils décrètent aussi que toutes femmes de leurs terres de serve condition pourront, comme les femmes libres, épouser les hommes des autres seigneurs qui agiront de même. — Ils interdisent absolument dans leurs trois comtés d'incendier ou de détruire les maisons sous peine de bannissement et de saisie des fiefs des coupables, etc.

Ego Guydo, comes Nivernensis et Forensis, et ego Malthidis ejus uxor comitissa, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos et dilecti fideles nostri, Galtherius de Jovignyaco, Odo de Castillone, Hugo de Ulmo, Hugo de Castillone, Arnulphus et Guillelmus de Tiengis, Reymondus de Marchia, Johannes de Salliniagio, Hiterius et Hugo de Franeyo, Hugo de Varigniaco, domina de Guerchia, relicta domini de Barris, antecessorum nostrorum vestigiis inherentes, unanimiter instituimus et instituendo precipimus, quod quis, nulla interveniente occasione, de cetero in agro agricolam, boves, equos arantes seu alia animalia vel instrumenta agriculture necessaria, in vinea operantem, in prato sartorem vel instrumenta eisdem officiis deputata, seu ovilia per violenciam capiat, vel ipsum agricolam ad agros colendum, operatorem vinee, cultorem vinee, sartorem ad pratum serendum, pastores ad ovile incedentes, sive inde recedentes, capere de cetero vel spoliare presumat. Quilibet vestrum in forefacto suo capere poterit quodlibet animal, sed ipsum reddere tenebitur cum ei fuerit requisitum. Ille tamen cujus erit animal captum, non tenebitur in aliquo nisi de emenda consueta et de dampno illato ab animali. Instituimus etiam, nos et dicti fideles nostri, ac instituendo precipimus ut omnes mulieres terrarum nostrarum, que libere non sunt condicionis, de cetero tanquam libere nubere valeant hominibus quorumlibet dominorum, illorum videlicet dominorum tantummodo qui consimilem libertatem sub testimonio litterarum suarum patentium si gillo suo proprio vel sigillo autentiquo sigillatarum concesserint mulieribus

(1) Cette pièce a été publiée incomplètement ci-dessus, n° 423.



terre sue. Propter concessionem, vero, hujusmodi libertatis, hereditates quas dicte mulieres habent vel habere debebant nobis et heredibus nostris, nos et dicti fideles nostri, in perpetuum reservamus. Addidimus etiam in predicta constitucione, nos et fideles nostri, ne quis aliqua occasione vel malignitate de cetero in Nivernensi, Authissiodorensi, Tornodorensi comitatibus et infra terminos dictorum comitatuum audeat vel presumat de cetero domum dirruere vel incendium perpetrare. Omnes tamen fortesic ab hac constitutione expiuntur. Si quis, vero, quod absit, de cetero incendium perpetraveiit vel domum diruerit, de restituendo damno injuriam passo a principe terre monitus remissus fuerit, et illud damnum infra quadraginta dies post monitionem sibi factam non restituerit, extunc debet comitatibus predictis et earumdem terminis forbanniri, et domini sui omnia feuda que ab ipsis tenentur sive meffacere assenabunt; et ipsa feuda tantum tenebunt in manibus suis, donec de dampnis illatis satisfecerit competenter. Sciendum est etiam quod foribannitus a foribanno revocari non poterit nisi per voluntatem illius qui damnum receperit (*sic*) et assensum..... siquidem premissas laudabiles institutiones voluimus et precipimus et dicti fideles nostri per omnes terras inviolabiliter observari, et ipsas juramus observare; promittentes,nos et fideles nostri, juramento prestito corporali, quod nos infra terras nostras et terminos dictorum comitatuum persequimur et persequi faciemus illum vel illos qui aliquo premissas constituciones violaverint, donec illud in quo deliquerint ab ipsis condigne fuerit emendatum. — Ut autem omnia premissa robur perpetue firmitatis obtineant, nos et dicti fideles nostri presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda, in testimonium veritatis. — Guillelmus, vero, de Thiengis, quia sigillum non habebat, sigillum abbatis Bellevalis presentibus apponi feci.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo xx° v° aprilis mense.

Trésor des Chartes, J. 256, n° 94. — Publiée d'après le *Bulletin de la Société nivernaise*, 1871, p. 78-80.

—

728 1238, SEPTEMBRE.

Gui, comte de Nevers et de Forez, déclare que l'abbaye de Reigny a permis aux habitants de Vermanton de construire un pont sur la partie de la rivière de Cure qui appartenait à ce monastère. Le comte aura par moitié avec l'abbé droit de justice sur ledit pont (1).

Ego Guido, comes Nivern. et Forensis, notum facio presentes litteras inspecturis quod ego, ad petitionem hominum de Vermentone, requisivi abbatem et conventum Reigniac. ut permitterent construere pontem super aquam de Cora, prope boichetum de Vermentone; que aqua cum tota justicia est ipsorum abbatis et conventus, quantum durat aqua ipsius abacie (*sic*), salvo chemino dicte aque. Prefati, vero, abbas et conventus, ad preces nostras, concesserunt ut in loco predicto dictus pons construeretur. Ordinatum fuit eciam et concessum inter me, ex una parte, et ipsos abbatem et conventum, ex altera, quod ego medietatem justicie et forefactorum que fient super dictum pontem perciperem et haberem. Monachi, vero, et conversi et omnes servientes eorum, sive sint de corpore abbacie, seu de cellariis, seu grangiis, inmunes erunt ab omni emenda, restituto capitali, exceptis raptu, homicidio et furto. Poterunt, eciam, ipsi abbas et conventus omnes aisencias suas facere ad dictum pontem ad voluntatem suam, absque, tamen, deterioratione ipsius pontis. Et si aliqua causa contingente dictus pons deteriorarctur vel destrueretur, dictus abbas et conventus ad reparationem in nullo tenerentur. Et ut hoc ratum et firmum permaneat in posterum, ego Guido, comes Nivern. et Forensis, presentibus litteris sigillum meum apposui.

Actum, apud Autissiod., anno Domini M° CC° XXX° octavo, mense septembri.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny. — Vermanton.

—

729 1246.

Lettre à P. d'Escancelles, bailli de Sens et d'Orléans, par Nicolas de Hautvillars, l'informant de la sentence qu'il a prononcée ensuite d'un

(1) Ce pont a été démoli pendant les guerres de la fin du XVI° siècle.

compromis que ledit d'Escancelles et Geffroy de La Chapelle avaient fait entre ses mains; ladite sentence attribuant à l'abbaye Sainte-Colombe de Sens le droit de dîme sur le territoire du prieuré de Sixte.

Discreto viro, amico suo karissimo, Petro de Escancellis, Senon. et Aurelian. baillivus, Nicholaus de Alto-Villare, miles, salutem et dilectionem. Cum coram domino Gaufrido de Capella et coram vobis apud Naalliacum esset in nos compromissum, ut super saisina decime de Sista inquireremus de qua erat contencio inter vener. virum abbatem Sancte-Colombe Senon., ex una parte, et venerabiles viros abbatem Pouteriarum et priorem de Sista, ex altera, quam compromissionem dicte partes presentes coram dicto Gaufrido de Capella et coram vobis, apud Naalliacum, in nos fecerunt et promisserunt dicte partes quod ratum et firmum haberent quicquid super hoc per arbitrium nostrum legitima inquisitione super hoc a nobis prius facta ordinaremus. Nos diem assignavimus dictis partibus, coram nobis, ad crastinum quindene Pasche, ad quam diem abbas Sancte-Colombe personaliter comparuit coram nobis, et prior de Sista, de mandato sui abbatis Pouteriarum debuit personaliter interesse, sicut fuit ordinatum tempore compromissionis facte; quam diem assignavimus dictis partibus ad procedendum in dicta compromissione ad inquirendum super hoc veritatem. Eadem die, idem abbas comparuit personaliter coram nobis, et dictus prior non venit, sed nuncium suum ad nos misit. Nos, super hoc veritate legitima inquisita a probis hominibus et fidedignis, et eo quod cerciores fuimus quod alias feceramus, ipsum abbatem de dicta decima saisiri, et maxime per Galterum, dictum Armigerum, tunc prepositum Senon., de dimidio modio bladi ad mensuram Senon, quod bladum idem prior, vel predecessor ejus pro dicta decima eidem Galtero nomine dicti abbatis, restituit; dictum et arbitrium nostrum diximus et protulimus in hunc modum, videlicet, quod ex nunc in antea idem abbas Sancte-Columbe esset in possessione decime supradicte : unde vos rogamus, ut dictum nostrum et arbitrium nostrum prolatum, sicut predictum est, a dicto priore de Sista firmiter teneri faciatis.

Actum, Senonis, anno Domini M° CC° XL° VI°, in crastino quindene Pasche.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de Sainte-Colombe. — Michery.

740 1248, JUILLET.

Accord portant concession par l'abbé de Reigny au sire de Tanlay, seigneur de Joux, du droit de fonder un village sur le territoire de Saint-Pierre qui appartient à l'abbaye, et qui est situé entre Joux et la grange de Fontemoy. Les habitants qui y seront établis seront soumis pour la haute justice au sire de Tanlay, et pour les autres cas l'abbaye de Reigny percevra la moitié des fruits.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Almarricus, dictus abbas Regniaci et ejusdem loci conventus, et Johannes de Tanleio, miles, dominus de Jugis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum controversia verteretur ad invicem inter nos super eo quod nos abbas et conventus volebamus habere et retinere homines ad manendum in territorio nostro quod dicitur Terra Sancti-Petri juxta villam de Jugis : ego, vero, Johannes, e contrario dicebam quod in eodem territorio nullus poterit retinere homines ad manendum, vel habere absque mea permissione vel voluntate. Tandem, mediantibus bonis viris in hanc formam pacis convenimus : Quod nos abbas et conventus volumus et concessimus quod idem nobilis in dicto territorio nostro, prout se protendit in longum et in latum inter villam de Jugis et grangiam de Fontemoys, villam construere et homines retinere ad manendum possit imperpetuum pro sua voluntate, ita quod tota maior justicia dicte ville que ibi constructa fuerit sit ipsius militis, videlicet de raptu, furto, murtro et duello. Ego, vero, Johannes volui et concessi quod dictus abbas et conventus, exceptis istis quatuor justiciis, in dominio, justicia, forisfacto, censu, redditibus, et in omnibus aliis proventibus dicte ville, que ibidem de novo constructa fuerit, et hominum qui nunc ibidem commorantur et tocius territorii ad dictam villam pertinentis medietatem habeant ex integro et ad plenum; ita quod in eadem villa, de utriusque partis assensu, videlicet mee et ipsorum prepositus et maior instituantur qui michi et ipsis fidelitatem faciant in communi de jure utriusque partis conservando, et per ipsos prepositum et maiorem tota justicia dicte ville deducetur et fiet, exceptis quatuor prenominatis justiciis, videlicet raptu, furto, murtre et duello, de quibus ego Johannes facere et disponere potero per ipsos prepositum et maiorem, vel per alium, secundum quod mee placuerit voluntati. In omnibus,



autem, aliis proventibus dicte ville, prout premissum est, dicti abbas et conventus medietatem habebunt ex integro et ad plenum. Item, quod de ipsis levare nichil vel recipere potero quousque sepedictis abbati et conventui de parte sua fuerit plenarie satisfactum. Hec, autem, omnia nos abbas et conventus Regniac., et ego Johannes de Tanleio, miles, dominus de Jugis, promisimus bona fide servaturos, et contra premissa per nos vel per alium de cetero non venturos, successores nostros ad idem imperpetuum obligando. Ut autem hec composicio firma et illibata imperpetuum perseveret, presens cyrographum sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum, anno Gracie millesimo ducentesimo quadragesimo-octavo, mense julio.

Orig.; scellé autrefois avec l'incription : CYROGRAPHVM en tête. Archives de l'Yonne, Fonds de l'abbaye de Reigny. — Joux.

1251, décembre. — Un autre cyrographe passé entre l'abbaye de Reigny et Robert, seigneur de Tanlay, chevalier, répète dans les mêmes termes la charte précédente. — Ibid.

—

741 1258, AVRIL.

Confirmation par Erard de Valery, sire de Saint-Valérien, et Marguerite, sa femme, de la vente de 8 sous de cens sur la rue du Chignon, à Sens, faite à l'abbaye Saint-Remy par Daimbert du Bugnon.

Je Erarz de Valeri, chevalier, de Seint-Valérien sires, et je Marguerite, sa fenme, feisons asavoir à touz ceals qui verront ces présentes letres, que nos avons voulu, otroié, et loé et quité à toujourz, de nostre bone volanté, à pardurableté, à l'abé et au covent de Seint-Remi de Sanz, VIII s. de parisis de menu cens qui siéent ou bourc de Yone, an la rue de Queignon et ailleurs. Lesques cens messires Deimberz dou Buignon, chevaliers, tenoit de nos et avoit vendu, si com il requenut, aus devantz diz abé et au covant. Et prometons que nos ceste vente à perpétuité, des heures an avant, nous et noz oirs garentirons et deffendrons anvers touz an mein-morte, de droite garentie, comme chief-sires. Et por que ce soit ferme chose et estable, nos avons conformé ces présentes letres par lou garnissemant de noz seals.

Ce fut feit an l'an de l'Incarnacion MCCLVIII, ou mois de avril.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Fonds de l'abbaye Saint-Remy de Sens. — Sens.

—

742 1273, AVRIL

Quittance de 500 livres tournois délivrée à Hémeri, prévôt d'Avallon, par Guillaume Auvergez, son gendre, laquelle somme constituait la dot de la femme de ce dernier.

Nos magister Johannes de Sauvigniaco, officialis curie. ven. viri Guillelmi, archidiaconi Avalon., et archipresbyter ejusdem loci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod in nostra presencia propter hoc specialiter constituti, Guillermus, dictus Auvergez, Gener Hemerici, prepositi de Avalone, et Ysabella, ejus uxor, filia dicti Hemerici, publice recognoverunt in judicio, coram nobis, spontanei, non cohacti, nec in aliquo circumventi, se recepisse et habuisse a dicto Hemerico, patre predicte Ysabelle, quinquies centum libras tur., pro maritagio predicte Ysabelle, videlicet, tricenta libras dicte monete in pecunia legitime numerata, et ducentas libras dicte monete sitas super duos pecias vinearum que sunt in territorio de Taroiseaul, videlicet super vinea des Prez, que fuit domni Guillelmi de Levroux, et super vinea que dicitur vinea de la Rue; de quo maritagio et de quibus quinquies centum libris tur., predicti Guillelmus et Ysabella, ejus uxor, dictum Hemericum et ejus heredes, coram nobis, imperpetuum quitaverunt in hunc modum quod in rebus predictorum Hemerici et ejus heredum nichil de cetero reclamabunt, salvo, tamen, legitimo caduco. Hec, autem, omnia et singula supradicta, promiserunt predicti Guillelmus et Ysabella, ejus uxor, per juramenta sua super sacrosancta Dei evangelia coram nobis super hoc corporaliter prestita, tenere, complere et inviolabiliter observare, etc.

In cujus rei testimonium et robur, ad preces et requisicionem dictorum Guillelmi et Ysabelle, ejus uxoris, sigillum curie predicti archidiaconi Avalonis, una cum nostro sigillo presentibus litteris duximus apponendum.

Datum et actum, anno Domini M° CC° septuagesimo tercio, mense aprilis.

Orig.; Arch. de l'Yonne, Chapitre d'Avallon. — Tharoiseau.

FIN DU SUPPLÉMENT AUX PIÈCES.

2° CATALOGUES

DE CHARTES, LETTRES ET AUTRES PIÈCES DU XIII[e] SIÈCLE, CONCERNANT LES PAYS DU DÉPARTEMENT DE L'YONNE, TIRÉES DE DIVERS RECUEILS.

Nota. — Nous avons continué pour les pièces analysées ci-après l'ordre de série des chartes publiées *in extenso* ci-dessus. Le numéro placé en haut de chaque pièce indique l'endroit du volume d'où elle a été tirée.

CATALOGUE DE CHARTES PUBLIÉES DANS LA *Gallia Christiana*, t. XII.

DIOCÈSE D'AUXERRE.

743 65.

1207. — Donation par le roi à l'église d'Auxerre, du droit de régale sur l'évêché à la mort de l'évêque.

744 66.

1207. — Pierre, comte d'Auxerre, reconnait être tenu de porter l'évêque de cette ville le jour de son intronisation.

745 67.

1208. — Sentence prononcée par Manassès, évêque d'Orléans, portant que les maisons de la tannerie d'Auxerre, étant de la censive de l'abbesse de Saint-Julien, qui anticipaient sur la rivière de l'évêque, seraient sujettes à reculement a la volonté de ce dernier.

746 68.

1209. — Hervé, comte de Nevers, reconnait qu'il est obligé à porter l'évêque d'Auxerre le jour de son intronisation, comme son père l'avait fait.

747 69.

1209. — Hervé, comte de Nevers, reconnait qu'il doit livrer à l'évêque d'Auxerre ses châteaux de Saint-Sauveur et de Château-Neuf. L'évêque renonce à exiger le même droit sur le château de Cosne, pendant toute sa vie.

748 71.

1210. — Guillaume, évêque d'Auxerre, reçoit à foi et hommage Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre, pour les terres de Mailly et de Bétry.

749 74.

1213. — Hugues, archidiacre d'Auxerre, déclare avoir abandonné à l'évêque le droit d'instituer le lecteur du Chapitre, moyennant qu'il a attribué à cet office et à la sous-chantrerie le revenu d'une prébende.

750 76.

1215. — Pierre, comte de Nevers, fait hommage à l'évêque d'Auxerre de la *villa* de Coulange-sur-Yonne.

751 77.

1214. — Sentence de trois délégués du pape condamnant les religieux de l'abbaye Saint-Germain à subir la visite et la correction de l'évêque d'Auxerre, suivie d'un acte de soumission de l'abbé Guillaume.

752 78.

1216. — Acte de foi et hommage à l'évêque d'Auxerre par Yolande, comtesse d'Auxerre, pour Mailly-Château, Coulange-sur-Yonne et Bétry.

753 79-80.

1219, mai. — Fondation de l'abbaye des Celles de l'ordre de Citeaux, par Gérard Balcine, chanoine de la Cité d'Auxerre; — confirmée par l'évêque Guillaume en 1220, lequel donna au monastère une maison au marché d'Auxerre, reconstruite après l'incendie de la ville.

754 81.

1221. — Sentence d'Hervé et de Mathieu, chanoines d'Auxerre, portant que la juridiction sur le doyenné du Chapitre appartient à l'évêque.



755 82.

1224. — Sentence de Gautier, archevêque de Sens, réglant les droits de juridiction respective de l'évêque et du doyen d'Auxerre au sujet des procès des habitants de la cité d'Auxerre, de Saint-Georges et de l'abbaye des Celles, excepté la paroisse Saint-Loup qui n'est pas de la juridiction du doyen; — et sur le gouvernement de la Maison-Dieu du Mont-Artre et de la léproserie de Saint-Siméon.

756 84.

1229. — Déclaration, par le recteur des Frères-Mineurs de France, que les religieux de son ordre qui habitent dans la cité d'Auxerre sur la paroisse Saint-Eusèbe, par la permission de l'évêque, seront toujours prêts à quitter ce lieu sur l'ordre dudit évêque.

757 85.

1234. — Gui, comte de Nevers et de Forez, envoie Humbaud Chevreuil, son fidèle, à l'évêque d'Auxerre, pour le représenter à la cérémonie du portage, mais il le prie en même temps de s'assurer si ce n'est pas à raison du fief de Gien et non de celui de Donzy que le comte de Nevers lui devait ce service.

758 86.

1236. — Vente par Renaud de Choisial, chanoine de Châtel-Censoir, et Richilde, sa mère, à l'évêque d'Auxerre, de tous leurs biens de Sacy pour 100 livres t.

759 88.

1241. — Confirmation par Bernard, évêque, et le Chapitre d'Auxerre, de la fondation du couvent des Frères-Prê-

cheurs d'Auxerre, lequel fut doté par Amicie, veuve de Gaucher de Joigny, et Gaucher, son fils.

760 90.

1246. — Renaud, évêque d'Auxerre, et Mathilde, comtesse de Nevers, choisissent Jean Ruffin, chanoine d'Auxerre, et noble Bureau de la Rivière, pour juges de la réclamation du droit de portage et du serment de fidélité dus par la comtesse envers l'évêque.

761 91.

1247. — Lettre de Mathilde, comtesse de Nevers, informant Gui, évêque d'Auxerre, qu'elle envoie Hugues de Varigny, seigneur d'Anlezy, pour la représenter et le porter le jour de son intronisation.

762 92.

1247. — Innocent IV permet aux religieuses des Isles d'hériter de leurs parents.

763 94.

1248. — Guillaume de Mello, seigneur de Saint-Bris, fait hommage lige à l'évêque d'Auxerre de sa maison de Beaulche.

764 97.

1248. — Guillaume, comte de Joigny, assigne aux religieuses de Crisenon 15 livres monnaie d'Auxerre de rente, sur la prévôté de Coulanges-les-Vineuses.

765 99.

1249. — Division, par l'évêque Gui, de l'archidiaconé d'Auxerre en deux parties; ce qui fut confirmé par le pape Innocent IV.

766 100.

1249. — Gui, évêque d'Auxerre, ordonne que le l'écolâtre de son église sera à l'avenir chapelain de l'évêque, et remplira des fonctions auprès de lui lorsqu'il officiera; le remplacera pendant son absence, etc. Il jurera de conférer gratuitement les écoles qui dépendent de son office. — Ce qui fut ratifié par le Chapitre.

767 101.

1251. — Les religieux de Saint-Marien d'Auxerre présentent à la confirmation de l'évêque, Etienne, abbé de Saint-Paul de Sens, qu'ils ont élu leur abbé.

768 102.

1253. — Hommage fait par H..., seigueur de Charny, et Mabille, sa femme, à Gui, évêque d'Auxerre, de leur villa de Pierre-Fitte, et de ce qu'ils possédaient à Montputois, à Arcy, à Leugny, etc.

769 104.

1263. — Jean, abbé de Saint-Germain, adresse à l'évêque d'Auxerre des excuses de ne pas assister à son synode.

770 105.

1266. — Bulle de Clément IV à l'évêque d'Auxerre, confirmative de tous les droits de l'évêché sur les abbayes de Saint-Laurent, Saint-Pierre, Notre-Dame-la-d'Hors, les églises de Saint-Amatre et de Saint-Germain, Saint-Marien, Saint-Julien, Crisenon, les châteaux de Varzy, Cosne, Appoigny, etc., etc.



771 106.

1269. — Dreux de Mello, seigneur de Saint-Bris et de Château-Chinon, fait hommage à Gui, évèque d'Auxerre de sa maison-forte de Beaulche; de 200 livrées de terre à lui données par son oncle l'évêque Gui, etc.

772 110.

1271. — Yolande, comtesse de Nevers, reconnait devant Hugues, duc de Bourgogne, être tenue à porter l'évêque d'Auxerre à son intronisation.

773 111.

1272. — Donation par l'évêque Erard à son Chapitre et aux églises d'Auxerre, de plusieurs sommes de revenus pour célébrer certains offices d'anniversaires.

774 112.

1275. — Sentence de Mathieu, abbé de Saint-Denis, et de Henri de Vézelay, trésorier de Laon, rendue sur la plainte de l'évêque d'Auxerre, et condamnant le comte Jean de Chalon à murer une ouverture qu'il avait faite dans le mur de la cité d'Auxerre du côté du clos de Notre-Dame-la-d'Hors, et de rétablir des portes brisées par son prévôt, qui fermaient le cloitre du côté de l'Yonne, et une autre porte appelée la Porte-Pendante.

775 114.

1276. — Concession par Erard, évêque d'Auxerre, à son Chapitre, de plusieurs priviléges : 1° droit de justice sur les maisons du Chapitre, dans le cloître sur ses serviteurs et les habitants des maisons du Chapitre, excepté les cas de meurtre, homicide, rapt et viol; 2° la disposition des biens des chanoines morts *ab intestat*.

776 115.

1280. — Hommage prêté par Jean de Chalon, comte d'Auxerre, à l'évêque, dans la grande salle supérieure du palais épiscopal, pour son comté d'Auxerre et le château de Coulange-sur-Yonne.

777 116.

1281. — Hommage par Robert, comte de Nevers, à l'évêque d'Auxerre, des terres de Donzy, Cosne, Saint-Sauveur et Murat.

778 117.

1281. — Edmond, comte de Champagne, étant au pont de Naizelles, fait hommage à l'évêque d'Auxerre des choses dont ses prédécesseurs avaient fait hommage aux anciens évêques de ce siége.

DIOCÈSE DE SENS.

779 78.

1203. — Confirmation par Pierre, comte d'Auxerre et de Tonnerre, d'une donation faite par Pierre de Courtenay et Elisabeth, ses père et mère, à l'église de Rosoy, de tout ce qu'ils possédaient à Hervaville.

780 82.

1212. — Bref du pape Innocent III attestant que le corps et la tête de saint Loup sont déposés dans l'abbaye Sainte-Colombe de Sens, et que c'est à tort que l'abbé et les moines de Saint-Pierre-le-Vif ont la prétention de posséder ces

reliques au prieuré de Saint-Loup-de-Nô.

781 98.

1257. — Henri, archevêque de Sens, fait hommage au roi de la maison de Noslon, qu'il a acquise de Gilon de Noslon, écuyer, et Alpesia, sa femme.

782 100.

1264. — L'abbé de Vauluisant prie Thibaud, comte de Champagne, de prendre son abbaye sous sa protection.

783 7.

(*In Appendice.*)

1221. — Confirmation par Pierre, archevêque de Sens, de la confrérie établie entre les curés des treize paroisses de la ville de Sens.

CATALOGUE DE LETTRES DES PAPES INNOCENT III ET HONORIUS III.

1° Recueil des Historiens des Gaules, t. XIX, p. 354 et suiv.

784

LETTRES DU PAPE INNOCENT III

A Gérard, abbé de Vézelay.

1198, mai. — Confirmation par le pape de la paix faite entre l'abbaye de Vézelay et le comte de Nevers, au sujet des droits de procuration. — p. 354.

785

A Guillaume, archevêque de Reims, et à l'archevêque de Sens.

1199, 27 avril. — Le pape leur prescrit de contraindre par la censure ecclésiastique Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre et de Nevers, à donner sa fille en mariage à Philippe de Namur, frère du comte de Flandre, en exécution de sa promesse. — p. 375.

786

A l'archevêque de Bourges, à l'évêque d'Auxerre, etc.

1202, 12 et 21 mai. — Le pape les établit juges spéciaux pour juger la cause des bourgeois de La Charité, excommuniés par l'évêque d'Auxerre pour faits d'hérésie. — p. 412 et 426.

787

A Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre.

1203. — Avertissement sévère d'avoir à rappeler l'évêque d'Auxerre, que Pierre avait contraint de s'exiler, et invitation de réparer les dommages causés envers ce prélat, sous peine d'excommunication. — p. 435.

788

A Philippe, roi de France.

1203. — Le pape lui rappelle le respect que son père avait pour les ecclésiastiques et sa bonté pour ceux qui étaient exilés. Il l'invite à contraindre le comte d'Auxerre à rétablir l'évêque de cette ville sur son siége, et de rendre lui-même au prélat les droits de régale. — p. 436.

789

A Pierre, archevêque de Sens.

1203. — Invitation de faire publier

dans toute la province de Sens la sentence d'excommunication prononcée contre Pierre, comte d'Auxerre, coupable de beaucoup d'injustices envers l'évêque de cette ville. Le pape invite aussi l'archevêque à prier le roi de rendre à l'évêque les droits de régale. — p. 438.

790

A Hugues, évêque d'Auxerre.

1203. — Le pape lui adresse des consolations à l'occasion des nombreux ennuis que lui cause le comte d'Auxerre. Il n'a pas d'appui du côté du roi, mais le pape lui promet celui du siége apostolique. — p. 439.

791

A Pierre de Corbeil, archevêque de Sens.

1204, 14 février. — Le pape lui explique dans quel esprit il lui avait écrit précédemment des lettres sévères au sujet de l'affaire du comte d'Auxerre; et comme le roi de France s'est offensé sans motif de certains termes de ces lettres, il prie l'archevêque d'aller trouver ce prince pour l'assurer de la pureté de ses intentions, et de tâcher de le faire revenir sur ses fâcheuses opinions. — p. 453.

792

A Hugues, évêque d'Auxerre.

1204. — 19 février. — Le pape l'exhorte à veiller sur son troupeau avec une instante sollicitude, quoiqu'il ait confié la poursuite et la punition des hérétiques à l'archevêque de Bourges, à l'abbé de Cluny et autres. — p. 455.

793

A l'archevêque de Sens, à l'abbé de Saint-Marien, et à maître Robert de Couzon.

1205, 3 juin. — Le pape leur mande que le duc de Bourgogne a cru devoir lui dénoncer un grand scandale, à savoir le mariage du comte de Nevers avec sa cousine au 4e degré. Il leur prescrit d'instruire cette affaire et de lui rendre compte de leur décision. — p. 477.

794

A l'archevêque et au doyen de l'église de Sens.

1207, 29 mai. — Le pape leur confie la défense des intérêts de la comtesse de Blois et de ses enfants, après la mort du comte de Blois en Terre-Sainte. — p. 487.

795

A Hervé, comte de Nevers.

1208, 17 janvier. — Le pape se plaint au comte du scandale que fait naître la faveur excessive dont jouissent les Juifs auprès de la plupart des seigneurs. — p. 497.

796

A l'évêque, au doyen et au Chapitre d'Auxerre.

1208, 18 janvier. — Lettre confirmative de la charte du roi Philippe-Auguste qui contenait la renonciation du roi à la régale sur l'église d'Auxerre. — p. 498.

797

Aux évêques d'Auxerre et d'Orléans.

1209, 9 novembre. — Le pape leur prescrit de contraindre par les censures ecclésiastiques les individus qui, après la prise de Carcassonne par les Croisés, ont pris une partie du butin, à restituer le fruit de leur vol. — p. 525.

798

Au roi Philippe-Auguste.

1210, 16 décembre. — Le pape le prie de rendre aux évêques d'Auxerre et d'Orléans les droits de régale, et de leur pardonner les offenses qu'ils ont pu lui faire, afin d'éviter un scandale entre le trône et l'Eglise. — p. 587.

799

A l'archevêque de Sens et aux évêques ses suffragants.

1211, 14 mai. — Le pape leur recommande d'obtenir du roi, afin de rétablir la paix, que les évêques d'Auxerre et d'Orléans ne soient pas tenus de plaider devant la cour de ce prince, et que le roi leur fasse remise de leurs dettes et de l'amende qu'ils ont encourue pour défaut de service militaire. — p. 540.

800

A Pierre de Corbeil, archevêque de Sens.

1212, 5 mai. — Le pape lui recommande de faire observer la sentence d'interdit prononcée par les évêques d'Auxerre et d'Orléans dans leurs diocèses, et il le blâme d'avoir procédé en dehors des termes qui lui étaient prescrits. Il l'invite aussi à dire au roi de protéger la paix de l'Eglise dans son royaume. — p. 549.

801

Au roi Philippe-Auguste.

1212, 5 mai. — Le pape s'efforce de prouver au roi l'injustice de sa conduite envers les évêques d'Auxerre et d'Orléans qu'il a dépouillés du droit de régale. Il le prie ensuite, après qu'il aura rétabli les évêques dans leurs droits et qu'ils auront levé la sentence d'interdit par eux portée, de connaître dans sa cour, suivant la coutume du royaume, de l'affaire en débat, c'est-à-dire du refus du service militaire par les évêques. — p. 549.

802

A l'évêque de Troyes, à l'abbé de Clairvaux, etc.

1212, 13 juin. — Le pape leur prescrit d'annuler tout ce qu'ils trouveront avoir été décidé irrégulièrement par l'archevêque de Sens. — p. 556.

803

A Hervé de Donzy et à Mathilde, comtesse de Nevers.

1213, 20 décembre. — Dispense de consanguinéité entre eux, du 4e degré. — p. 586.

804

Au comte et à la comtesse de Nevers.

1213, 20 décembre. — Validation de leur mariage, malgré la parenté existant entre eux, eu égard aux concessions qu'ils ont faites à l'abbaye de Vézelay. — p. 586. — Bosquetus, *lib. IV*, p. 667.

805

A l'archevêque de Sens et à ses suffragants.

1217, 4 novembre. — Le pape recommande à tous ceux qui se préparent à aller au secours de la Terre-Sainte de partir pour délivrer Pierre de Courtenay. — p. 638.

806

Aux évêques d'Auxerre, Nevers, etc.

1218, 5 juillet. — Le pape enjoint à tous les évêques dans le diocèse desquels se trouvent les terres du comte



de Nevers, de recueillir le 20e des revenus de l'Eglise et le produit des troncs pour aider le comte Hervé à continuer sa croisade. — p. 661. — 13 février 1219, autre lettre du pape au doyen de Nevers pour le même objet. — p. 677.

807

LETTRES DU PAPE HONORIUS III

A Hervé, comte de Nevers, croisé.

1218, 5 juillet. — Le pape accorde au comte la 20e partie des revenus des bénéfices ecclésiastiques dans ses terres. — p. 661.

808

Au doyen et au clergé de l'église de Nevers, etc.

1219, 13 février. — Recommandation de recueillir avec plus de zèle toute la dîme du 20e imposée sur les bénéfices du comté, pour aider le comte Hervé qui part outre-mer pour le service du Christ. — p. 677.

809

A Pierre, archevêque de Sens.

1220, 27 juin. — Recommandation par le pape à l'archevêque de Sens et au Chapitre de Paris, de Guillaume de Seignelay, évêque d'Auxerre, pour l'évêché de Paris, et rejet de Gautier Cornut présenté par le roi pour la même dignité. — p. 698.

810

A Hervé, comte de Nevers.

1220, 12 juillet. — Le comte, aussitôt après que l'évêque Guillaume fut passé au siége de Paris, avait occupé en armes la ville d'Auxerre. Le pape le dissuade par lettres et par menaces de cette entreprise, et il supplie le roi de contraindre le comte à y renoncer. — p. 704.

811

A l'archevêque de Sens.

1221, 16 décembre. — Confirmation de l'ordonnance de l'archevêque de Sens et de ses suffragants portant imposition du 20e sur les revenus ecclésiastiques pour la guerre des Albigeois. — p. 716

812

A l'archevêque de Sens et à ses suffragants.

1221, 19 décembre. — Le pape ayant appris la déroute des chrétiens à Damiette et appuyant le projet de l'empereur Frédéric de conduire une expédition en Syrie, prie les évêques de la province de Sens d'exhorter avec zèle leurs peuples à y concourir en temps utile. — p. 717.

813

A Pierre, archevêque de Sens.

1222, 19 mai. — Le pape lui mande d'emprunter l'argent nécessaire pour devancer l'époque du recouvrement du 20e. — p. 722.

814

A Henri, évêque d'Auxerre.

1224, 20 mai. — Le pape lui mande de faire restituer, par la comtesse de Nevers à Philippe de Courtenay, les terres des comtés d'Auxerre et de Tonnerre occupées induement par le comte et la comtesse de Nevers, attendu que la mort du comte Pierre, empereur des Grecs, n'est pas certaine. — p. 754.

815

A Pierre, évêque de Meaux, etc.

1225, 10 juin. — Sur la plainte répétée de Robert de Courtenay, le pape demande à l'évêque de rechef, et pour la troisième fois, ce qu'il en est du mariage de Gui de Châtillon avec Agnès, comtesse de Nevers. — p. 768.

2° Bréquigny, t. IV, p. 257 et suiv.

816

LETTRES DU PAPE INNOCENT III.

A l'archevêque et à l'archidiacre de Sens.

1198. — Le pape les invite à accorder l'absolution à un prêtre qui a tué un enfant par imprudence, et à lui rendre ses bénéfices. — p. 257.

817

A l'abbé de Saint-Germain d'Auxerre.

1198. — Le pape déclare prendre l'abbaye Saint-Germain sous sa protection. — p. 250.

818

Aux archevêques de Reims et de Sens, et à l'évêque de Meaux.

1198, 25 février. — Le pape les invite à consoler la comtesse de Champagne qui vient de perdre son fils, et à lui servir de protecteurs pour elle et ses biens. — p. 248.

819

A l'archevêque de Sens.

1198, 22 avril. — Le pape enjoint à l'archevêque d'obliger les doyens et chanoines de Laon à recevoir un chanoine. — p. 226.

820

Aux religieux de Saint-Germain d'Auxerre.

1198, 16 mai. — Trois lettres du pape : la première les autorisant à recevoir les saintes huiles de tout évêque catholique, si celui d'Auxerre ne veut point les leur distribuer gratuitement ; la seconde les dispensant de se soumettre à la sentence d'excommunication prononcée injustement par l'évêque d'Auxerre contre leurs hommes ; la troisième les autorisant à recourir à la justice de l'archevêque de Sens, si l'évêque d'Auxerre se montre trop lent ou de mauvaise foi. — p. 232.

821

A l'archevêque de Sens.

1198, 5 juin. — Le pape lui prescrit d'absoudre un archidiacre de Lyon, si la pénitence qui lui a été infligée lui parait suffisante. — p. 238.

822

A l'archevêque de Sens.

1199, 7 mai. — Le pape l'invite à faire tous ses efforts pour retirer de l'hérésie le doyen de Nevers. — Il l'engage nonobstant son état à lui rendre son bénéfice. — p. 261.

823

Au Chapitre de Sens.

1200. — Le pape refuse d'approuver l'élection qu'a faite le Chapitre de l'évêque d'Auxerre pour occuper le siége de Sens. — p. 302.

824

A l'archevêque de Sens.

1201, 23 mai. — Le pape le nomme avec l'abbé de Sainte-Colombe juge du différend élevé entre l'évêque de Meaux et ses archidiacres. — p. 306.

825

A l'évêque d'Auxerre.

1202. — Le pape s'explique au sujet des biens des clercs décédés ; — sur ce qu'on doit entendre par *clercs*, et qui est censé décédé *ab intestat*. — p. 334.

826

A l'abbaye Saint-Jean de Sens.

1202, 5 sept. — Privilége d'exemption absolue d'interdit et d'excommunication dans les églises de la dépendance de l'abbaye. — p. 322.

827

Aux abbés de La Ferté, de Pontigny, Clairvaux et Morimont.

1202, 22 octobre. — Le pape les invite à ne pas troubler le repos de leur ordre en usurpant une préséance indue, et à ne pas s'attirer ainsi le blâme et la raillerie. — p. 323.

828

Au comte d'Auxerre.

1203. — Le pape recommande au comte l'évêque d'Auxerre, qui a excommunié ledit comte parce qu'il a détruit l'église Saint-Adrien (de Mailly-la-Ville?) et crevé les yeux à un de ses vassaux. — p. 328.

829

A l'évêque d'Auxerre.

1204, 23 octobre. — Le pape confirme la division de l'évêché en deux archidiaconés. — p. 354.

830

Aux évêques d'Auxerre et de Troyes, et à l'abbé de Sainte-Benigne.

1207. — Il leur ordonne de mettre à exécution son décret contre Gilbert, ancien abbé de Flavigny, chassé de Vézelay, qu'il pense pouvoir être ramené par la sévérité. — p. 416.

831

A l'évêque d'Auxerre.

1207, 16 mai. — Lettre sur les dîmes des Juifs, les fruits des écoles et les usuriers. — p. 398.

832

A l'archevêque et au doyen de Sens.

1207, 28 juin. — Le pape leur donne ses pouvoirs jusqu'à l'âge de puberté du fils du comte de Blois et de Clermont, mort en Terre-Sainte, afin qu'ils s'enquièrent pourquoi il en a été appelé au pape contre les hommes de la comtesse, et qu'ils déclarent ne point retenir de sentences portées après l'appel contre la comtesse, ses procureurs et la terre du comte. — p. 400.

833

Aux évêques d'Auxerre et de Troyes, et à l'abbé de Saint-Remy.

1207, 19 juillet. — Le pape leur mande de placer une personne convenable à la tête de l'abbaye de Vézelay, et d'y réformer les abus s'il y en existe. Il leur renvoie un sceau et deux anneaux qu'il a reçus de l'abbé privé de sa dignité. — p. 401.

834

A l'archevêque de Sens.

1207, 19 décembre. — Le pape déclare n'avoir pas voulu porter atteinte à la juridiction métropolitaine en confiant à l'évêque de Paris la réforme des monastères. — p. 409.

835

Aux évêques de Troyes et de Paris et à l'abbé de Sainte-Geneviève.

1208. — Le pape leur mande de faire tous leurs efforts pour rétablir la paix troublée entre l'abbé de Vézelay et le comte d'Auxerre, qui veut bâtir une maison et un moulin sur un étang de

la terre de Vézelay; sinon qu'ils fassent observer la sentence du pape. — p. 442.

836

Aux chanoines de Saint-Pierre et Saint-Paul de Sens.

1208, 2 mai. — Le pape confirme les revenus attribués à leur autel par l'archevêque de Sens, et les distributions accordées au Chapitre. — p. 419.

837

A l'abbé et aux moines de Saint-Germain d'Auxerre.

1209, 30 mai. — Le pape leur accorde le pouvoir de revendiquer leurs biens aliénés ou concédés induement. — p. 446.

838

Aux évêques d'Auxerre et d'Orléans.

1209, 9 novembre. — Le pape leur enjoint de faire observer la sentence d'excommunication portée contre ceux qui ont détourné une valeur de 5,000 livres, des denrées ou de l'argent destinés à Simon de Montfort et ses compagnons. — p. 459.

839

A l'archevêque de Sens et à ses suffragants.

1210, 28 février. — Le pape leur ordonne de lever la sentence de suspension portée par eux contre les prêtres qui ne s'étaient point fait ordonner par leur évêque. — p. 493.

840

A Hervé, évêque de Troyes.

1210, 1er mai. — Le pape condamne R... d'Avallon, cellerier de Sens, à restituer la moitié de la prébende dont il s'était démis en faveur de G..., neveu de Guillaume, archevêque de Reims, lequel archevêque, légat du Saint-Siége, pour répondre à cette libéralité, avait institué son neveu et le cellérier chanoines de Troyes, et les fruits de la prébende résignée devaient être partagés par la moitié. — p. 479. — Autre lettre du 1er mai 1210. — p. 479.

841

A l'archevêque de Sens et à ses suffragants.

1210, 16 décembre. — Il les invite à faire tous leurs efforts pour amener le roi à restituer les droits de régale aux évêques d'Auxerre et d'Orléans. — p. 490. Autre lettre du 14 mai 1211 sur le même sujet. — p. 507.

842

A l'archevêque de Sens et à ses suffragants.

1211, 31 janvier. — Le pape leur mande qu'ils doivent imposer aux fidèles, pour la rémission des péchés, l'obligation de venir en aide à Alphonse de Castille, qui a déclaré la guerre aux Sarrazins. — Ceux-ci occupent déjà le camp de Sauve-Terre. — p. 518.

843

Aux évêques d'Auxerre et d'Orléans, et à Guillaume de Vienne, chanoine d'Auxerre.

1211, 15 février. — Le pape leur mande d'avertir l'évêque de Troyes d'accorder, sur son ordre, une prébende dans son église au chancelier d'Auxerre. — La pluralité des bénéfices peut être permise selon l'état des personnes, quoique la superfluité doive toujours être rejetée. — p. 519.

844

A l'abbé et au prieur de Saint-Victor et à G. Cornut, chanoine de Paris.

1211, 14 mars. — Le pape leur mande de réprimer, par les censures ecclésiastiques, les prétentions des religieux de Saint-Pierre-le-Vif de Sens, à posséder le chef et quelques parties du corps de saint Loup dans un de leurs prieurés, tandis que tout le corps de saint Loup repose dans l'église Sainte-Colombe de Sens. — p. 521.

845

A l'évêque de Troyes, à l'abbé de Saint-Loup et au doyen de Troyes.

1211, 12 novembre. — Le pape leur donne une délégation de deux ans pour obliger le duc de Bourgogne, qui, sous prétexte de la coutume, commet des exactions sur les propriétés et les villages de l'abbaye de Vézelay, à rendre justice aux moines toutes les fois qu'ils la demanderont. — p. 513.

846

A l'évêque, au chancelier et à l'abbé de Saint-Victor de Paris.

1211, 12 novembre. — Le pape les invite à ramener à de plus justes exigences le comte de Nevers, s'il veut accabler l'abbé et le couvent de Vézelay, qui lui ont accordé 1,500 marcs d'argent pour deux procurations annuelles, à condition qu'il se contenterait de 50 livres auxerroises pour chaque procuration modérée. — p. 513.

847

A l'évêque, à l'abbé de Saint-Victor et à Robert de Couzon, chanoine de Paris.

1211, 13 novembre. — Le pape leur mande que, si le roi ne peut mettre fin aux différends survenus entre le comte de Nevers et l'abbé et les moines de Vézelay sans la preuve du duel, ils aient à forcer le comte à réparer les injures qu'il a faites et les dommages qu'il a causés, par une sentence d'excommunication et d'interdit. — Cette commission est valable pour trois ans. — p. 513. — Bosquetus, liv. II, n° 123.



848

A l'archevêque de Sens et à ses suffragants.

1211, 18 novembre. — Le pape leur prescrit d'excommunier ceux de leurs paroissiens qui, près des propriétés bordées par des croix et appartenant à l'abbaye de Vézelay, ont pris un homme, lui ont couru sus et lui ont fait subir toutes sortes d'outrages. — p. 514. — Bosquetus, liv. II, n° 127.

849

A l'archevêque de Sens.

1212, 5 mai. — Le pape lui recommande de faire respecter la sentence d'interdit jetée sur les diocèses d'Auxerre et d'Orléans par les évêques de ces sièges, et d'amener le roi, par l'exposé fidèle et prudent des lettres qu'il lui adresse, à conserver la paix de l'Église dans son royaume. — p. 529. — Bosquetus, lib. III, p. 330.

850

Au roi de France.

1212, 5 mai. — Le roi a saisi les régales appartenant aux évêques d'Auxerre et d'Orléans, et l'interdit a été lancé sur ces diocèses. Le pape lui demande seulement, pour voir lever l'interdit, d'accorder aux évêques jugement en sa cour. Il ajoute qu'il n'est point d'usage dans le royaume que le fidèle

ɔuillé sans jugement, qu'il n'est
ɑu de recevoir jour de celui qui
ɹillé, ni obligé d'aller à sa cour.
emande enfin, pour conserver
qu'il soit connu en sa cour de
isine, selon la coutume, et après
ion aux évêques et levée d'in-
— p. 529. — Bosquetus, lib. III,

ue de Paris, à l'abbé de Saint-
ɪr et au chancelier de Paris.

30 mai. — Le pape leur enjoint
ɪr les recherches sur la parenté
le comte de Nevers et sa femme,
ɜ le comte a cessé de persécuter
ɜ de Vézelay. — p. 532. — Bos-
lib. III, p. 359.

Au roi de France.

9 juin. — Le pape lui expose
rchevêque de Sens s'étant mal
. à l'occasion de l'interdit des
s d'Auxerre et d'Orléans, il le
nouveau de faire connaître de
faire en sa cour, après les resti-
faites aux évêques et la levée
ɜrdit. — p. 534. — Bosquetus,
p. 374.

ɪvêques d'Auxerre et d'Orléans.

9 juin. — Le pape les engage à
us leurs efforts pour régler de
eux leurs différends avec le roi,
ɔute que les princes et les rois
menés quelquefois plus facile-
ar la mansuétude que par la ri-
— p. 534. — Bosquetus, lib. III,

854

A l'évêque de Troyes, à l'abbé de Clairvaux et à Henri, chanoine de Troyes.

1212, 13 juin. — Le pape leur mande de déclarer nul tout ce qui aura été fait en dehors des règles par l'archevêque de Sens, à l'occasion de l'interdit jeté par les évêques d'Auxerre et d'Orléans sur la terre du roi. — p. 535.

855

Au comte de Nevers.

1213, 12 avril. — Le pape l'informe qu'il a chargé l'évêque de Paris, l'abbé de Saint-Victor et le chancelier de Paris, de l'absoudre de l'excommunication lancée contre lui, puisque, selon ses prescriptions, il a accordé satisfaction aux moines de Vézelay pour le mal qu'il leur avait fait, et promis, en outre, par une charte authentique, de se contenter, lui et ses successeurs, d'une procuration de 100 livres de monnaie usuelle, lorsqu'ils se rendraient au monastère de Vézelay. — p. 550. — Bosquetus, lib. IV, p. 543.

856

A l'abbé de Saint-Victor et au chancelier de Paris.

1213, 12 avril. — Le pape leur mande de lever la sentence d'excommunication portée contre le comte de Nevers et sa femme, attendu qu'ils ont fait satisfaction au monastère de Vézelay. — p. 550.

857

A l'archevêque de Sens.

1213, 8 juin. — Le pape, après lui avoir retracé le miracle d'une hostie qui, placée dans une boîte par un Juif avec 7 livres parisis, avait changé ces pièces en autant d'hosties, il lui prescrit de pourvoir aux besoins de ce Juif

et de sa famille convertie avec lui à la vraie foi. — p. 562.

858

A l'abbé et aux religieux de Vézelay.

1213, décembre. — Lettre approbative de l'arrangement conclu entre l'abbaye et le comte et la comtesse de Nevers. — p. 571. — Rapporté dans le t. XIX du *Rec. des Hist. de France*, p. 536, sous la date du 2 janvier 1214. — Bosquetus, lib. IV, p. 671.

3° Sources diverses.

859

LETTRES DU PAPE INNOCENT III

A l'abbé de Saint-Germain.

1198, 15 mai. — Le pape constate que le chapelain de Seignelay a reconnu lui-même qu'il n'avait aucun droit dans les dîmes de *solito, de via desubtus Chemile et Campo-Reinaudi*. Il fait défense aux successeurs dudit chapelain de renouveler jamais la même prétention. — Cartul. Saint-Germain, Bibl. d'Auxerre, F° 15, n° 140.

860

A l'archevêque de Sens et à ses suffragants.

1212, 31 janvier. — Le pape leur recommande d'exciter leurs ouailles à venir en aide de leurs biens et de leurs personnes à Alphonse, roi de Castille, contre les Sarrasins qui ont envahi l'Espagne. — Bosquetus, lib. II, p. 292.

861

A l'archevêque de Sens, à l'évêque de Nevers et à G..., cardinal du titre de Saint-Etienne.

1213, 10 avril. — Le pape les charge de juger un chanoine de Langres, curé de Mussy, soupçonné d'hérésie, et qui ayant été condamné une première fois par l'évêque de Langres à Bar-sur-Seine, en avait appelé au Saint-Siége. — Bosquetus, lib. IV, p. 536.

862

1215. — Jugement d'un procès élevé entre l'évêque et le doyen du Chapitre d'Auxerre au sujet de leur juridiction, sur un chapelain de l'Hôtel-Dieu du Mont-Artre d'Auxerre, qui avait commis des vols de deniers et de vêtements dans cette maison. — Conflit, appel au métropolitain, etc. — Le pape déclare enfin que si l'évêque avait agi avec prudence et rendu le prêtre coupable au doyen, il aurait coupé court à toute cause de scandale. — Ex decreto Gregorii IX, lib. II; Paris, 1587. — Copie du 17e siècle, Arch. de l'Yonne, Fonds de l'Hôtel-Dieu d'Auxerre.

CATALOGUE D'ACTES ANALYSÉS DANS LES T. V ET VI DE *l'Histoire des ducs et des comtes de Champagne.* — H. d'Arbois de Jubainville, Troyes, 1859-1867.

---

863 1068.

1217, 13 mai. — Haimard, évêque de Soissons, et Gaucher, abbé de Longpont, notifient à l'archevêque de Bourges la bulle d'Honorius III, leur prescrivant de citer devant lui Erard de Brienne, sa femme Philippine et Blanche, comtesse de Champagne, afin que la question de la légitimité de Philippine soit jugée, et lui enjoignant de faire dénoncer publiquement excommuniés, tous les dimanches et jours de fête, dans son église métropolitaine et dans les autres églises qui lui sont soumises, Erard de Brienne, Milon de Noyers, Renard de Choiseul, Simon, seigneur de Sexfontaine, Odin de Saint-Phal, Etienne de Seignelay, Guillaume de Tanlay, le seigneur d'Ancy, Milon de Saint-Florentin, le fils du seigneur de Saint-Valérien, Etienne de Lasson, Guillaume de *Bocri*, Philippe Boscus de Flacy, Gui *de Noeis* et autres, qui ne respectent pas le *statu quo* établi en Champagne. Les terres de tous les personnages dénommés ci-dessus devront être mises en interdit. — B. (1) F° 102 V° 104 R°.

864 1092.

1217, Octobre, Troyes. — Eudes, duc de Bourgogne, Bl., Th., et Hervé, comte de Nevers, conviennent que, si un homme qui est vassal de plusieurs d'entre eux commet un forfait, celui d'entre eux qui est, avant les autres, seigneur de ce vassal, devra le bannir et le contraindre à venir à merci. — A. F° 109 V° B. F° 232 R°.

865 1097.

1217, 27 janvier, Latran. — Honorius III écrit à Eustache, abbé de Valsecret, à Raoul, abbé de Saint-Jean-des-Vignes, et à Guil., doyen de Soissons, que Garin, évêque de Senlis, Jean, abbé de Sainte-Geneviève de Paris, et Jean, prieur de Saint-Martin-des-Champs, ont enjoint à Guillaume, évêque de Langres, d'inviter, sous peine d'excommunication et d'interdit Erard de Brienne, Philippine, Milon de Noyers, Milon de Saint-Florentin, Simon de Clefmont, Simon de Sexfontaine, Rainard de Choiseul, à faire avec Blanche, comtesse de Champagne, une trêve con-

---

(1) Explication des signes abréviatifs indicatifs des sources :

A, Ms. de la Bibl. nationale, ancien fonds latin 5993, dit *Cartulaire de la comtesse Blanche,* ou *Premier Cartulaire de la Bibliothèque colbertine.*

B, Ms. de la Bibl. nat., ancien fonds latin 5992, dit *Cartulaire de M. de Thou,* ou *Deuxième Cartulaire de la Bibliothèque colbertine.*

E, Ms. de la Bibl. nationale, ancien fonds latin 5993 A, dit vulgairement *Liber Pontificum.*

F, copie du Cartulaire dit *Liber Pontificum*, Bibl. nationale, 500 Colbert, vol. 56, 57 et 58.

J, Trésor des Chartes.

forme aux prescriptions du concile général; que l'évêque de Langres a fait cette invitation, mais n'a dénoncé ni l'excommunication ni l'interdit. Honorius charge les deux abbés et le doyen de l'y contraindre, sous peine de suspense. — J. 209, n° 17.

866 1535.

1223, 29 mai. — Milon de Saint-Florentin est caution de Hugues et de Gui de Châtillon, fils de feu Gaucher, comte de Saint-Pol, qui ont fait la paix avec Thibaud, comte de Champagne. — F. 3, F° 196 R°.

867 1554.

1223, 16 août, Segni. — Honorius III mande à Gautier, archevêque de Sens, à Eudes, abbé de Sainte-Colombe de la même ville, et à Robert, doyen de Sens, de juger la réclamation de Hugues, évêque de Langres, qui prétend que Thibaud, comte de Champagne, lui aurait injustement enlevé des serfs et d'autres biens. — E. F° 30 V° R°.

868 1585.

1223, 2 mars, Nailly. — Gautier, archevêque de Sens, ayant acheté à Erard de Brienne la forêt dite Rageuse, reconnait devoir à Thibaud, comte de Champagne, le prix, soit 500 livres. — E. F° 525 R°. — Voy. ci-dessus n° 308.

869 1779.

1227, août. — Thibaud, comte de Champagne, fait à Erard de Brienne et à Philippine une nouvelle assignation des douze cents livres de rente qu'il leur doit, en vertu du traité du mois de novembre 1221. Il leur donne entre autres domaines ce que Mathieu de Touquin et son fils avaient à Saint-Florentin, Jaulges et Avrolles.

870 1830.

1228, 14 mai. — Guillaume de Joigny, sénéchal de Nevers, est caution de Jean d'Orléans et d'Isabelle, fille de feu Milon le Brébaut, envers Thibaud, comte de Champagne, et Jacques de Rumigny; il garantit l'observation des conventions contenues dans les lettres de Thibaud, sur le duel projeté entre Isabelle et Jacques de Rumigny, lequel duel fut terminé par une transaction du 25 juin 1228. — F. 2 p. 31.

871 1991.

1229, 22 mars. — Erard de Brienne, seigneur de Ramerupt, et Philippine, sa femme, déclarent qu'ils ont livré à Thibaud, comte de Champagne, leurs châteaux de Venizy et de Ramerupt; sur leur ordre, les vassaux et hommes des châteaux et châtellenies de Venisy et Ramerupt ont juré de soutenir Thibaud dans sa guerre contre le duc de Bourgogne, contre les comtes de Bar-le-Duc et de Boulogne, et contre leurs auxiliaires. Si Erard et Philippine ne peuvent garantir à Thibaud Ramerupt et Venisy, ils livreront à Thibaud deux de leurs enfants. En cas d'inexécution de ces conventions, Thibaud pourra saisir les fiefs que tiennent de lui Erard et Philippine, notamment deux cent livrées de terre. — F. 2, p. 382-384.

872 2048.

1230, 28 juillet. — Erard de Brienne, seigneur de Ramerupt, avait le droit de faire une forteresse ceinte de murs et de fossés dans une terre mouvant de Thibaud, comte de Champagne; il est



convenu que cette forteresse se fera à Bagneaux; mais si le comte de Champagne est en guerre avec le comte de Nevers et que le comte de Nevers veuille se servir de cette forteresse contre le comte de Champagne, Erard devra la détruire. — J. 196, n° 23.

873 2196.

1232, juin. — Guigues, comte de Nevers, et Mahaut, comtesse, sa femme, s'obligent à tenir indemne de tout dommage Thibaud, comte de Champagne, qui s'est engagé à payer pour eux trois mille livres de provinois forts de France à des marchands de Sienne, huit jours avant le *droit paiement* des foires de Lagny. — F. 1, F° 301 V°.

874 2205.

1232, 22 septembre. — Ansério de Toucy cautionne Archambaud de Bourbon jusqu'à concurrence de mille livres. — F. 3, F° 178, R° V°.

875 2405.

1236, 8 avril. — Erard de Brienne ayant cédé à Thibaud, comte de Champagne, le fief tenu dudit Erard par Etienne de Seignelay, ordonne à Etienne de faire hommage à Thibaud. — F. 2, p. 390.

876 2496.

1238, 19 mars. — Gertrude, abbesse, et le couvent de la Cour-Notre-Dame-lez-Pont-sur-Yonne, ayant acheté de Pierre Fleurigny un bois sur le territoire de Serbonnes, reconnaissent qu'il est du fief de Thibaud, comte de Champagne. — E. F° 393, V°.

877 2562.

1240, avril. — Christophe, abbé de Molême, constate que Thibaud, comte de Champagne, après avoir saisi Arthonnay, Rumilly-les-Vaudes, Poligny, Grancey-sur-Ource, dont il avait la garde, a restitué à l'abbaye Rumilly, Poligny et Grancey, mais que, d'accord avec les moines, il a gardé Arthonnay. — E. F° 326 V° R°.

878 2613.

1242, novembre. — Dreux de Mello, seigneur de Loches, déclare que si Archambaud de Bourbon, son neveu, n'observe pas les conventions du mariage conclu entre Jean, comte de Dreux, et Marie, sœur d'Archambaud, Thibaud pourra saisir des gages sur ledit Dreux de Mello et les livrer à Jean, comte de Dreux. — F. 3, F° 27 R° V°.

879 2614.

1242, novembre. — Charte semblable de Guillaume de Mello, seigneur de Saint-Bris (*en français.*) — F. 3, F° 28, V° 29 R°.

880 2729.

1245, février. — Pardevant G..., doyen de Saint-Florentin, Guillaume de Vossemain, écuyer, vend à Thibaud, comte de Champagne, sa maison sise à Saint-Florentin. — E. F° 488 R°.

881 3015.

1252, mai. — Jean, châtelain de Noyon et de Thourotte, est avec Dreux, seigneur de Traînel et Jean de Vallery, caution d'Anseau de Traînel, maréchal de Champagne, et d'Erard de Vallery, qui doivent à Thibaud, comte de Champagne, 500 livres tournois (*en français.*) — F. 2, p. 345-346.

882 3115.

1257, 10 septembre, Chablis. — Eudes, fils du duc de Bourgogne, comte de

Nevers, seigneur de Bourbon, fait hommage à Thibaud, comte de Champagne, pour ce qu'il tient dudit Thibaud, dans le comté de Nevers. Cet hommage, qui devait se faire en *marche*, au pont de Nazeles, y aura lieu à l'avenir (*en français.*) — J. 198, n° 102.

883 3134.

1257, avril. — Pardevant Jean, doyen de Saint-Vinnemer, Isabeau de Flogny, veuve de Hugues de Béru, vend à Milon de Longeville, agissant au nom de Thibaud, comte de Champagne, sa part d'un bois situé à Flogny. Prix, 12 sous tournois l'arpent, dont quittance (*en français.*) — J. 195, n° 82.

884 3135.

1258, avril. — Vente à Thibaud, comte de Champagne, par Guillaume de Ricy, écuyer, et par Agnès de Flogny, sa femme, sœur d'Isabeau, du bois qu'il tenait au finage de Flogny. — J. 202, n° 34.

885 3178.

1259, 29 décembre. — Nicolas, évêque de Troyes, rappelle qu'à sa demande et à celle du Chapitre de Troyes, Thibaud IV a fait saisir sur Pierre Bridaine, chevalier, le tonlieu du dixième du marché de Troyes, pour le tenir sous le sequestre jusqu'à ce qu'il fût prouvé que l'évêque et le Chapitre étaient en possession de ce tonlieu. Nicolas prie Thibaud de délivrer à Pierre 40 livres, à prendre sur ce tonlieu, car Pierre a donné caution de rendre ces 40 livres si la possession de l'évêque et du Chapitre est prouvée. — E. F° 176 V° R°.

886 3206.

1260, 21 septembre, Paris. — Ferri, duc de Lorraine et Marchis, déclare que Thibaud, comte de Champagne, a o[...] donné à Renaud de Bar de reprendr[e] dudit Ferri 20 livres de rente que ledi[t] Renaud tenait dudit Thibaud à Sormery. Après le décès de Ferri, Renaud de Bar tiendra ce fief de l'héritier de Ferri, si cet héritier est né de Marguerite de Navarre, sœur de Thibaud, sinon Renaud tiendra ce fief du comte de Champagne (*en français.*) — F. 1, F° 226, R° V°.

887 3222.

1260, avril. — Pierre des Barres, chevalier, cède à Thibaud 20 livres tournois de rente que ledit Thibaud lui devait. Thibaud les reçoit en échange d'une rente égale donnée par ledit Thibaud à Renier Acorre, et assise sur des maisons dudit Renier et de Gilon Gros-Bourgeois, à Provins, grand'rue de *Froimantel* (*en français.*) — F. 3, F° 103 V°.

888 3282.

1262, 3 octobre, Montefiascon. — Urbain IV, sur la plainte dudit Thibaud, interdit à Guillaume, archevêque de Sens, et à Nicolas, évêque de Troyes, de prendre la défense des clercs commerçants qui veulent jouir du bénéfice de clergie et ne pas payer les redevances usitées dans le pays, conformément à l'interdiction portée par une bulle d'Innocent IV, du 4 juin 1246. — E. F° 49 V°.

889 3327.

1263, janvier. — Girard et Guillaume frères, seigneurs de Léziunes, déclarent que feue Marguerite, reine de Navarre, avait donné cent livres de rente en mariage à Mahaut de Sexfontaine, femme dudit Guillaume; ces cent livres grevées de droit de retour dans le cas où la

donataire mourrait sans enfant ou en cas d'extinction de sa descendance; Thibaud a assis soixante livres sur les cent, et il lui est donné quittance du reste moyennant l'engagement qu'il prend de payer une somme de 420 livres à la prochaine foire de Saint-Jean de Troyes (*en français.*) — F. 3, F^os^ 51, R° 52 R°.

890 3561.

1269, 16 octobre. — Thomas, abbé d'Hautvilliers, charge les archiprêtres et doyens ruraux des diocèses de Reims, Châlons, Soissons, Meaux, Paris, Sens, Auxerre, Langres et Troyes, de convoquer les curés de leurs archiprêtrés et de leurs doyennés qui dépendent des comtés de Champagne et de Brie. Ces curés devront fournir l'état des croisés de leurs paroisses. Ces états comprendront les noms des croisés morts depuis trois ans. Ils seront transmis à l'abbé d'Hautvilliers. — J. 209, n° 40.

891 3633.

1269. — Jean, abbé, et le couvent de Vézelay, promettent à Thibaud, comte de Champagne, une messe par semaine dans l'abbaye et dans chacun des prieurés qui en dépendent. Chaque moine-prêtre, demeurant en France, dira pour Thibaud trois messes par an; chaque moine non prêtre un psautier, etc. — J. 198, n° 113.

892 3634.

Sans date. — Guillaume, abbé de Sainte-Colombe de Sens, sait que Gilles de Servola, chevalier, devant aller outre-mer avec Thibaud V, comte de Champagne, a prié ce prince de lui donner la gruerie et les autres droits que ledit Thibaud possède sur les bois de l'abbaye de Sainte-Colombe. Guillaume supplie Thibaud de rejeter cette requête, car la garde de ces bois ne peut être en de meilleurs mains que celles dudit Thibaud. — E. F° 302 V° R°.

893 3690.

1271, 27 octobre. — Pardevant l'official de Sens, Girard de Champlitte, clerc, vend à Jacques d'Ervy et à Renier Acorre, receveurs des revenus de Champagne, une maison située au château de Chablis. Prix, 70 livres tournois, dont quittance. — J. 195, n° 45.

894 3691.

1271, octobre. — Pardevant l'official de Sens, Guillaume de Rugny vend à Jacques d'Ervy et à Renier Acorre, receveurs de Champagne et de Brie, 17 livres de rente dans la châtellenie de Saint-Florentin. Prix, 136 livres 16 sous tournois, dont quittance. — J. 195, n° 44.

895 3759.

1272, mars. — Gui de Maligny, seigneur de Montigny, chevalier, cède à Henri III, comte de Champagne, ses droits sur Dannemoine et reçoit, en échange, les droits de Henri sur Lagesse (*en français.*) — J. 195, n° 52.

896 3782.

1273, septembre. — Gaucher de Saint-Florentin, chevalier, vend à Henri III, comte de Champagne, ses droits sur le village, le château et la châtellenie d'Ervy, sur les prés du Breuil, de Monthiérault et de Chessy, sur divers fiefs à Chamblain et à La Vacherie. Prix, 1720 livres tournois, dont quittance. — J. 195, n° 53.

897 3863.

1284, 5 mars. — Gilles, archevêque de Sens, reçoit l'hommage de Philippe le Bel, comme comte de Champagne, dont l'effet cessera lorsque ce prince sera monté sur le trône de France. — J. 198, n° 129.

CATALOGUE D'ACTES ANALYSÉS DANS L'*Inventaire des Actes du Parlement de Paris*, PUBLIÉ PAR M. E. BOUTARIC,

DANS LA *Collection des Inventaires et Documents des Archives de l'Empire*, t. 1er 1863, in-4°.

---

898 44.

1255. — Arrêt ordonnant à l'abbé de Vézelai de comparaître en personne pour répondre des violences commises par ses moines sur la personne d'un sergent du roi, à Villeneuve. — *Olim, I*, F° 89 R°.

899 46.

1255. — Il était arrivé jusqu'au roi de vilains bruits sur la conduite du sire de Montréal : il avait emprisonné plusieurs prêtres, clercs et autres gens d'Eglise ; il avait même fait manger un prêtre aux mouches « quemdam presbiterum muscis comedi fecerat » ; sa malice croissait de jour en jour, et ses actions allaient de mal en pis. Le roi se vit obligé de mander plusieurs fois au duc de Bourgogne d'y aviser ; le duc n'en fit rien. Le roi l'invita à mettre au château de Montréal des gardes pour empêcher le retour de pareils excès et lui enjoignit de citer à sa cour le sire de Montréal. Le duc n'en fit pas davantage : alors le roi jugea qu'en présence de pareils crimes il n'y avait plus à discuter mais à apporter un prompt remède ; l'évêque d'Auxerre et le châtelain de Troyon, dont le sire de Montréal avait épousé la nièce, supplièrent saint Louis d'attendre et de leur donner le temps de faire des représentations à leur parent ; le roi y consentit. L'évêque et le châtelain appréhendaient fort que leurs neveux ne fussent déshérités pour le fait de leur père. — *Olim, I*, F° 89 R°.

900 161.

1258. — Arrêt condamnant le duc de Bourgogne à payer à Pons, bourgeois de Sens, l'indemnité que le père dudit duc de Bourgogne s'était engagé, par écrit, à payer au père dudit Pons, en réparation des dommages qu'il lui avait causés. — *Olim, I*, F° 92 V°.

901 166.

1258. — Arrêt entre Jean Coulomb de Sens et ses frères, au sujet de la terre que le roi avait donnée au père des deux parties et à son héritier mâle. Cette terre sera partagée également entre lesdits frères. — *Olim, I*, F° 92 V°.

902 177.

1258. — Arrêt portant que, d'après la charte des priviléges de Sens, les bour-



geois de cette ville peuvent bien arrêter les coupables, mais non les tenir en prison jusqu'au jugement : ils doivent les livrer au bailli ou au prévôt quand ils en sont requis. — *Olim, I,* F° 93 V°.

903 421.

1260. — Mandement au bailli de Sens de faire payer à l'abbé de Saint-Pierre-le-Vif l'amende encourue par le maire de Sens pour une infraction commise par la commune de Sens contre ladite abbaye, infraction pour laquelle le maire avait fait amende honorable à l'abbé, en plein Parlement, en présence du roi. — *Olim, I,* F° 301 R°.

904 480.

1260. — Arrêts déclarant, à la suite d'une enquête, plusieurs sergents qui étaient détenus à Sens, non coupables d'avoir brûlé une église à Sens, fait dont ils étaient accusés. — *Olim, I,* F° 106 R°.

905 497.

1260. — Arrêt déboutant l'abbé de Saint-Rémy de Sens qui réclamait Ermengarde et Aline, filles de Roger de Pont-sur-Vanne, comme ses femmes de corps, taillables à merci et de mainmorte, attendu que telle était la condition de leur mère Sédille, fille de Robert, dit le Sergent, de Pont-sur-Yonne, et de Marie, sa femme, et qu'à Pont-sur-Vanne la coutume est que l'enfant suit la condition de sa mère. — *Olim, I,* F° 20 V°.

906 535.

1261. — Arrêt autorisant les héritiers de Nicolas « Arrode » à délaisser les vignes du roi à Auxerre, que ledit Nicolas avait reçues du roi à perpétuité, pour lui et ses descendants, moyennant une rente annuelle de trente livres parisis, à condition de les rendre en bon état. — *Olim, I,* F° 112 R°.

907 601.

1261. — Arrêt pour l'abbé de Saint-Pierre-le-Vif, contre le maire de la commune de Sens, au sujet de la juridiction sur les hommes de la commune « levant et couchant » dans le bourg de Saint-Pierre. L'abbé a le droit de les citer à sa cour, « in causis personalibus, de mobilibus et catallis », c'est-à-dire en matière personnelle ou mobilière. — *Olim, I,* F° 24 V°.

908 614.

1261. — Arrêt pour le roi contre le prieur de Dixmont. Le prévôt commun au roi et au prieuré dudit lieu ayant été maltraité hors de son territoire, le bailli condamna les coupables à l'amende. Le prieur réclama la moitié de cette amende, à raison de son pariage avec le roi. Il fut débouté, le délit ayant été commis hors de la juridiction dudit prieur. — *Olim, I,* F° 118 R°.

909 703.

1262. — Arrêt défendant au Chapitre de Sens de justicier les hommes du roi « levant et couchant » sur les terres de Soucy et de Véron. Enquête par Jean de Troyes, archidiacre de Bayeux, et maître Philippe de Cahors. — *Olim, I,* F° 28 V°.

910 729.

1263. — Arrêt pour l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif contre le maire et les pairs de la ville de Sens, attribuant à l'abbé la juridiction sur les hommes de la commune « levant et couchant » dans le

bourg de l'abbaye, ainsi qu'il en usait quinze ans avant la constitution de la commune. — *Olim, I*, F° 126 R°.

911 1020.

1266. — Arrêt pour Alix, dame de Chaumont, veuve de Pierre des Barres, contre Adam, dit « Choisel », chevalier, et Geoffroy de Truisy, écuyer, maintenant ladite dame dans la justice à Champigny et à Beaumont, et dans le droit de pêche et de garenne.

Il y est question de Jean le Monnayer, châtelain de Sens. — *Olim, I*, F° 41 R°.

912 1021.

1266. — Arrêt pour le Chapitre de Sens contre Jean du Plessis, écuyer, qui demandait que le Chapitre lui remît les larrons arrêtés à Pont-sur-Yonne, revêtus des habits qu'ils portaient lors de leur arrestation, tandis qu'il les lui remettait presque nus ou mal vêtus. Il fut prouvé que le Chapitre pouvait livrer les larrons habillés comme il l'entendait. — *Olim, I*, F° 42 R°. — Conf. n° 919.

913 1022.

1266. — Arrêt ordonnant au Chapitre de Sens de livrer à Jean du Plessis, chevalier, les larrons arrêtés à Pont-sur-Yonne dans les terres du Chapitre, et de les lui remettre un jour et une nuit après leur arrestation. Pendant ce délai, le Chapitre jugera le coupable, et Jean du Plessis déclarera dans sa cour quelle punition lui sera infligée. — *Olim, I*, F° 42 R°. — Conf. n° 920.

914 1039.

1266. — Arrêt pour Ansel de « Prunoy », chevalier, contre les bourgeois de Charny, au sujet d'un mai que les bourgeois prétendaient avoir le droit de prendre dans les bois dudit Ansel; ils invoquaient un usage de plus de soixante ans. La cour rejeta leur demande, par cette raison qu'ils ne payaient aucune redevance pour ce mai. — *Olim, I*, F° 45 R°.

915 1097.

1267. — Arrêt défendant, à la requête de Guillaume de Courtenay, au comte de Sancerre, de construire une forteresse au lieu dit la Vieille-Ferté, et lui ordonnant de démolir les fortifications qu'il avait pu y élever. — *Olim, I*, F° 154 R°.

916 1160.

1267. — Arrêt fixant la quotité de la taille que doivent payer au roi, pendant la durée de la régale de l'archevêché de Sens, les villages de Nailly et de Villefolle, et les hommes de corps de l'archevêque de Sens. — *Olim, I*, F° 156 V°.

917 1162.

1267. — Arrêt ordonnant que l'on prendra sur les revenus de la régale de quoi parfaire la somme de trente livres due annuellement à un écuyer par l'archevêché de Sens, à raison de l'abandon d'une maison. Ces trente livres étaient assignées sur les revenus de Nailly, lesquels étaient devenus insuffisants par suite d'un arrêt précédent. (V. n° 1160). — *Olim, I*, F° 157 R°.

918 1200.

1268. — Arrêt déboutant Jean du Plessis, chevalier, qui prétendait que le doyen et le Chapitre de Sens devaient lui livrer, avec les habits dont ils étaient vêtus lors de leur arrestation, les malfaiteurs arrêtés à Pont-sur-Yonne, les-

quels, ledit Chapitre était tenu de lui remettre. — *Olim, I,* F° 159 R°.

919 1201.

1268. — Arrêt portant que le Chapitre de Sens doit remettre à Jean du Plessis, dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrestation, les malfaiteurs arrêtés à Pont-sur-Yonne par les gens du Chapitre. — *Olim, I,* F° 159 V°.

920 1365.

1269. — Arrêt rejetant la demande du comte de Champagne de juger dans sa cour un procès entre le comte de Sancerre et l'abbé de Saint-Germain d'Auxerre, au sujet du pariage de la terre de Pont-Naissant. — *Olim, I,* F° 169 V°.

921 1379.

1269. — Mandement du roi à l'évêque d'Auxerre de réparer un pertuis de l'Yonne, que les marchands l'accusaient d'avoir rétréci, et cela avant la prochaine fête de l'Assomption. — *Olim, I,* F° 170 R°.

922 1447.

1269. — Arrêt pour l'évêque d'Auxerre contre Pierre de Bassou, chevalier, portant que ledit évêque est depuis longtemps en possession d'avoir des fourches patibulaires dans un lieu où ledit chevalier a sa justice. — *Olim, I,* F° 59 V°.

923 1560.

1270. — Enquête sur les désordres qui ont accompagné la mise sous la main du roi de l'abbaye de Vézelay, par les baillis de Sens et d'Orléans. (Le texte est publié en entier.) — Rouleaux, Orig., J. 795.

924 1606.

1270. — Arrêt maintenant l'arrestation faite à Compiègne par le maire et les jurés de cette ville, d'un bourgeois de Sens, qui, après avoir fait avec un bourgeois de Compiègne un marché de vins, n'avait pas tenu les conditions de ce marché. Les maire et jurés de Sens prétendaient que cette arrestation était contraire à leurs privilèges. — *Olim, I,* F° 180 V°.

925 1748.

1271. — Arrêt déclarant que les chanoines de Saint-Marien d'Auxerre ont le droit de chasser le lapin dans les bois dépendant de leur maison du Val-Profond, que le roi leur avait donnée en échange d'un droit d'usage; mais que le droit de chasse ne peut être exercé par l'archevêque de Sens, auquel ils avaient concédé cette maison à titre viager. — *Olim, I,* F° 187 V°.

926 1923.

1273. — Arrêt remettant au comte de Nevers la garde de l'abbaye de Vézelay, et lui ordonnant de maintenir le doyen de Vézelay en possession d'une maison sise à Saint-Pierre-sous-Vézelay, dont l'abbé voulait l'expulser, jusqu'à ce que le pape ait décidé. — *Olim, I,* F° 195 V°.

927 1978.

1275. — Accord entre maître Girard le Roux de Sens et son épouse, d'une part, et Aimon, sire de Mont-Belet, d'autre part, au sujet de trente marcs d'or que ledit Aimon et son frère Henri devaient audit Girard le Roux. — *Olim, II,* F° 28 V°.



928 2094.

1278. — Accord entre maître Girard le Roux de Sens, et Henri de Mont-Belet, au sujet de 15 marcs d'or. Henri payera cent livres tournois en différents termes, par somme de dix livres. — *Olim, II,* F° 37 R°.

929 2099.

1278. — Arrêt condamnant Jacques « Aisant », prévôt d'Auxerre (1), à payer cent livres d'amende et à faire quatre processions, pour avoir maltraité plusieurs clercs du Chapitre d'Auxerre. — *Olim, II,* F° 37 V°.

930 2100.

1278. — Arrêt condamnant à deux cents livres d'amende et à faire des processions, à la volonté du roi, Nicolas Dupas, bailli d'Auxerre, pour avoir maltraité des clercs du Chapitre. — *Olim, II,* F° 37 V°.

931 2100.

1278. — Enquête détaillée sur laquelle ont été rendus les deux arrêts précédents. — Ibid.

932 2127.

1278. — Arrêt condamnant le bailli d'Auxerre à payer deux cents livres, dont quatre-vingts au Chapitre et cinquante à un clerc qui avait été blessé au pied, etc. — *Olim, II,* F° 39 V°.

933 2156.

1278. — Arrêt condamnant à mille livres d'amende, envers le roi, les habitants de Villeneuve près de Sens, pour avoir fait une rescousse contre un sergent du roi. — *Olim, II,* F° 41 R°.

(1) V. Lebeuf, Preuves de l'*Hist. d'Auxerre*, nos 223, 223 bis.

934 2184.

1278. — Arrêt condamnant par défaut Jean «d'Arties », chevalier, et sa femme Isabelle, veuve de Geoffroi de Sergines jeune, chevalier, à payer aux Templiers une somme de trois mille livres que ledit Geoffroi de Sergines et Geoffroi, son père, leur avaient emprunté. — Isabelle avait le bail de ses enfants issus de Geoffroi de Sergines. — *Olim, II,* F° 43 R°.

935 2303.

1280. — Ordre du roi de surseoir aux poursuites intentées par le bailli de Sens contre Eude des Barres, chevalier, au sujet de la propriété de la haute et basse justice de Champigny, depuis la fosse des Lices jusqu'aux pierres de Villemanoche. — Pareille décision avait déjà été prise par le roi saint Louis en faveur de la dame des Barres, ainsi qu'il apparaît par un record de la cour. — *Olim, II,* F° 52 R°.

936 2340.

1281. — Arrêt condamnant le comte de Champagne à l'amende pour avoir fait opérer des saisies dans les domaines de l'archevêque de Sens, à Brienon. — *Olim, II,* F° 55 V°.

937 2420.

1282. — Arrêt entre les bouchers de Sens et ceux de Nailly, autorisant ceux de Nailly à vendre chaque jour dans la nouvelle halle de Sens. — *Olim, II,* F° 61 R°.

938 2492.

1283. — Protestation de l'évêque d'Auxerre contre le comte d'Auxerre, tuteur de son fils Guillaume, lequel, du vivant de son épouse, avait fait hommage au roi pour la justice qu'il tenait auparavant de l'évêque; le comté appartenant au jeune Guillaume, mineur, l'évêque se plaignait de ne pouvoir poursuivre son droit, jusqu'à ce que ledit Guillaume eût atteint sa majorité. — *Olim, II,* F° 67 V°.

939 2495.

1283. — Arrêt condamnant le comte d'Auxerre pour avoir fait arrêter soixante hommes de l'évêque, en représailles de l'arrestation légitime d'un homme du comte, faite par les officiers de l'évêque. — *Olim, II,* F° 68 R°.

940 2498.

1283. — Arrêt taxant à deux cents livres envers le roi, et à pareille somme envers l'archevêque de Sens, l'amende encourue par Hugues de Chaumont, jadis prévôt de Troyes, condamné, il y avait déjà longtemps, pour avoir envahi la ville de Brienon. — *Olim, II,* F° 68 V°.

CATALOGUE DE CHARTES ET PIÈCES PUBLIÉES DANS L'OUVRAGE DE L'ABBÉ LEBEUF INTITULÉ *Mémoires sur l'Histoire d'Auxerre et de son ancien diocèse,* (2e édition, Auxerre, 1848, t. IV.)

---

941 91.

1201, 1er juin. — Don par l'archevêque de Rouen à l'abbaye de Pontigny, de 10,000 harengs de revenu.

942 93.

1202. — Don fait par Daimbert, seigneur de Seignelay, aux religieux de Pontigny, de son clos de vignes du Mont-Saint-Sulpice, en reconnaissance de ce qu'ils lui ont accordé la sépulture dans leur église.

943 96.

1203, 1er septembre. — Accord entre les Chapitres de Sens et d'Auxerre, au sujet de l'échange de serfs.

944 97.

1203. — Accord entre Dreux de Mello et Raoul, abbé de Saint-Germain, au sujet des bois de la Grande-Bruère et de Montboulon.

945 99.

1204, 17 novembre. — Remise du droit de main-morte à ses bourgeois d'Auxerre, par le Chapitre cathédral, moyennant 600 livres de Provins.

946 100.

1205. — Testament de Robert Abolanz, chanoine d'Auxerre.

947 101.

1205, 25 août. — Confirmation par Hervé, comte de Nevers, d'un échange fait entre les moines de Pontigny et le défunt comte Guillaume, des terres de Sainte-Porcaire et de Lorent.

948 102.

1207. — Hervé, comte de Nevers, permet à l'abbé de Saint-Germain de vendre les bois de Saint-Sauveur, à condition qu'il en aurait la moitié du produit.

949 103.

1208. — Echange entre l'évêque et les chanoines de Saint-Amatre d'Auxerre, de terres en Morot, contre une redevance de douze muids de vin.

950 104.

1209. — Pierre, comte d'Auxerre, approuve la donation faite par Alexandre Foignez, d'une maison qui est devant l'église de Saint-Regnebert d'Auxerre.

951 105.

1209. — Pierre, comte d'Auxerre, fait don, à la pauvre église de Saint-Salve, du droit de foire, un jour par an, à la fête de Saint-Denis.

952 106.

1210. — Guillaume, comte de Joigny, renonce, en faveur de l'abbaye Saint-Julien d'Auxerre, au droit sur le four banal de Migennes.

953 107.

1210. — Lettre du roi confirmative d'une transaction passée entre le comte et le Chapitre d'Auxerre, au sujet de leurs hommes respectifs à Auxerre, Mailly et Bétry.

954 109.

1210, juillet. — Pierre, comte d'Auxerre, déclare avoir promis, entre les mains du roi, de garder l'accord qu'il a fait avec les moines de Vézelay au sujet de Voutenay.

955 110.

1210, septembre. — Pierre, comte d'Auxerre, dispense les *fèvres*, les charpentiers et les maçons d'Auxerre de le suivre à la guerre ou à la chevauchée.

956 111.

1211. — Confirmation par le pape de l'établissement d'une collégiale dans la chapelle Notre-Dame du château de Toucy.

957 112.

1212. — Don par l'évêque Guillaume, au Chapitre d'Auxerre, d'une partie des dîmes de vin de Cravan.

958 113.

1212. — Promesse de Manassès, évêque d'Orléans, et de Guillaume de Seignelay, évêque d'Auxerre, son frère, de n'inquiéter personne au sujet de leur différend avec le roi.

959 114.

1212 — Le roi dispense Guillaume, évêque d'Auxerre, d'aller en personne à la guerre.

960 117.

1213 — Règlement donné par Guillaume, évêque d'Auxerre, aux chanoines établis à Toucy par Hugues, son prédécesseur.

961 118.

1213. — Erection en paroisse par l'évêque d'Auxerre, de la chapelle du château de Bétry, près Vermanton.

962 .119.

1207 à 1214. — Donation à la léproserie de Saint-Siméon à Auxerre, de 30

livres de Provins, par Belin du Saulce, sur les moulins dudit Saulce.

963 120.

1213, janvier (1214). — Pierre, comte d'Auxerre, déclare renoncer en faveur des bourgeois de sa cense audit lieu, à toutes les réclamations qu'il leur faisait sur les mesures, la monnaie, etc.

964 121.

1213, janvier (1214). — Pierre, comte d'Auxerre, reconnait que les habitants du bourg Saint-Gervais ont droit d'usage dans les bois du Bar.

965 122.

1214. — Don par Pierre, comte d'Auxerre, à l'église cathédrale de cette ville, d'une part du salage de Mailly.

966 123.

1214. — Lettre de Pierre, comte d'Auxerre, à Blanche, comtesse de Champagne, pour l'informer de l'exécution de tout ce qu'il lui avait promis de faire.

967 124.

1214, 19 janvier. — Confirmation, par le pape, de l'établissement de trois marguilliers dans la cathédrale d'Auxerre.

968 126.

1215, juillet. — Hommage à l'évêque d'Auxerre du fief de Coulange-sur-Yonne, par Pierre, comte de Nevers.

969 128.

1213, 1215, août.— Le Chapitre d'Auxerre ratifie les actes de fondation et de règlement des chanoines de la Trinité, faits par les évêques Hugues et Guillaume.

970 129.

1215, août. — Confirmation par Guillaume, évêque d'Auxerre, du droit de patronage sur douze églises, dont jouit son Chapitre.

971 130.

1215, août. — Donation au Chapitre d'Auxerre du tiers du village de Leugny, par Patrice, chanoine d'Auxerre.

972 131.

1216, 5 janvier. — Bref d'Innocent III fixant les cas où l'évêque d'Auxerre exercera sa juridiction sur l'abbaye Saint-Germain.

973 132.

1215 (1216) mars. — Accensement par Pierre, comte d'Auxerre, à ses bourgeois, de la ville d'Auxerre et de ses faubourgs, pendant six ans, moyennant 2,000 livres.

974 133.

1216. — Pierre, comte d'Auxerre, fait don au Chapitre Saint-Etienne de cette ville d'un homme nommé Robert-l'Evêque.

975 134.

1216, novembre. — Pierre, comte d'Auxerre, promet aux moines de Reigny de les exempter, eux et leurs hommes, de tout droit de prise.

976 135.

1218. — Fondation du prieuré de Boutissain, sur Treigny, par Itier de Toucy.

977 126.

1218, décembre. — Robert de Courtenay déclare qu'il n'a aucun droit sur Hervé, célérier de Diges.

978 137, 138.

1219. — Gui, prévôt de Saint-Bernard du Montjou, établit des religieux hospitaliers de son ordre dans l'Hôtel-Dieu d'Appoigny, qui lui avait été donné par Hugues, évêque d'Auxerre. — Ibid. — Lettre à l'évêque d'Auxerre sur le même sujet.

979 139.

Vers 1220. — Guillaume, évêque d'Auxerre, rapporte que E., sacriste, a fait don à l'église cathédrale de trois oblations annuelles qui lui appartiennent. Ce don est fait pour l'*œuvre* de l'église et tant que le travail durera.

980 140.

1220. — Donation par l'évêque d'Auxerre, à la Maison-Dieu d'Appoigny, de sa terre de Branches.

981 141.

1220. — Accord entre A..., abbé de Saint-Père, et les chanoines de Saint-Amatre d'Auxerre, au sujet de la perception de dimes sur les paroisses de Saint-Amatre et de Saint-Julien de cette ville.

982 142.

1219, janvier (1220). — Compte des sommes dues à P. de Courtenay, par les bourgeois d'Auxerre, après la mort de ce comte.

983 143.

1220, 28 mai. — Accord entre l'abbé de Saint-Germain et l'évêque d'Auxerre, au sujet de la coutume appelée *Meletia*, entre leurs villages de Diges, Escamps, Toucy, etc.

984 144.

1221, décembre. — Pierre, de Joigny, reconnait que son château de Coulanges-les-Vineuses est jurable et rendable au comte de Nevers.

985 145.

1221. — Etienne de Langthon, primat d'Angleterre, donne 50 marcs sterlings de rente sur l'église de Rumenal, à l'abbaye de Pontigny.

986 146.

1222, mai. — Confirmation par la comtesse Mahaud des dons faits par Hervé, comte de Nevers, à l'abbaye de Pontigny.

987 147.

1222, décembre. — Echange entre l'abbaye de Preuilly et celle de Saint-Père d'Auxerre, d'une vigne à Auxerre contre une autre vigne à Augy.

988 148.

1222, janvier (1223). — Don par Pierre Porrete, chanoine d'Auxerre, à l'abbaye des Celles, de trois étaux dans le marché d'Auxerre, où l'on vend le cuir et les souliers de vache.

989 149.

1222, avril. — Reconnaissance par Ferrand d'Eglény, de prise à bail à rente d'un pré acheté en partie des deniers provenant de feu Guillaume de Vienne, à charge d'en employer une partie à faire l'anniversaire dudit Guillaume.

990 150.

1223, août. — Priviléges accordés par Mathilde, comtesse de Nevers, à ses hommes libres d'Auxerre.

991 151.

1223. — Donation à l'abbaye de Celles, par la corporation des changeurs d'Auxerre, d'une maison située près du four du comte dans cette ville.

992 152.

1223, novembre. — Dons faits par Guillaume, évêque de Paris, à l'église d'Auxerre, de maisons situées dans le cloître de cette ville, près la Porte-Pendante.

993 153.

1224. — Accord sur les dîmes de Mézilles, entre Nivelon, chanoine d'Auxerre, et le curé de Mézilles.

994 154.

1226. — Lettres de Gui de Forez, comte d'Auxerre, au sujet de la perception des amendes de la vicomté de cette ville.

995 155.

1226, avril. — Fondations et dons faits à l'abbaye de Celles, proche Auxerre, par Mathilde, comtesse de Nevers.

996 158.

1228, juin. — Renonciation par Etienne, seigneur de Seignelay, en faveur de l'abbaye de Pontigny, de tout ce qu'il réclamait sur les moulins neufs situés près du Gué-Ferré.

997 159.

1228, septembre. — Remise par Gui, comte de Nevers, et Mathilde, sa femme, de 1,000 livres de Provins que leur devaient leurs bourgeois d'Auxerre.

998 160.

1229. — Donation par G..., comte de Nevers, et Mathilde, sa femme, à l'abbaye des Celles, de terrains situés près de l'Yonne, à Orgelène, pour y transférer le monastère, trop à l'étroit aux Celles.

999 161.

1230. — Arbitrage entre l'évêque et le comte d'Auxerre, à l'occasion de deux bourgeois de Sienne et de Lucques, arrêtés par le comte, au sujet de quoi la ville fut mise en interdit.

1000 162.

1230, décembre. — Confirmation par Thibaud, comte de Champagne, de la vente d'un homme de Montigny et de sa femme, faite au Chapitre d'Auxerre par son féal Gui de Chambelen.

1001 163.

1231, avril. — Sentence arbitrale de Gautier, archevêque de Sens, réglant les conditions dans lesquelles Gui, comte de Nevers, devra fabriquer sa monnaie dans la ville d'Auxerre, et ce du consentement de l'évêque Henri et du clergé dudit lieu.

1002 164, 164 bis.

1231, juillet. — Vente par les lépreux de Saint-Siméon d'Auxerre, de leurs moulins du Saulce aux Templiers. — Consentement des censiers et bourgeois d'Auxerre à la vente ci-dessus.

1003 165.

1233, juin. — Sentence arbitrale sur

les fonctions des marguilliers clercs et laïques d'Auxerre.

1004 166.

1233, novembre. — Robert, curé de Saint-Gervais d'Auxerre, déclare avoir donné sa personne et ses biens aux Templiers.

1005 167.

1233, avril. — Donation par l'abbaye de Saint-Germain au prieuré de Saint-Thibaud-des-Bois ou de Beaumont, de leur moulin de la Villotte.

1006 168.

1234, septembre. — Vente pour trois ans à la communauté des bourgeois d'Auxerre, par Gui, comte de Nevers, de la cense qu'ils lui devaient.

1007 169.

1233, août. — Accord entre l'évêque d'Auxerre et les Hospitaliers de Saint-Jean au sujet de l'église de Sacy.

1008 170.

1236, juin. — Liquidation de société de commerce entre Léo et Pierre Didaut, orfèvres.

1009 171.

1236, juillet. — Affranchissement des habitants de Sacy, par le prieur de Saint-Jean de Jérusalem.

1010 173.

1241, mai. — Confirmation par Mathilde, comtesse de Nevers, de la donation faite par Amicie, veuve de Gautier de Joigny, de 15 livres de rente sur la terre de Nannay au Chapitre d'Auxerre, en compensation d'une rente de même somme affectée sur une maison sise à Auxerre et cédée par ledit Chapitre, pour l'établissement de Frères-Prêcheurs.

1011 174.

1244, octobre. — Fondation par Bernard, évêque d'Auxerre, de distributions aux membres de son Chapitre jour anniversaire de sa mort, etc.

1012 175.

1248, 1er octobre. — Confirmation par Mathilde, comtesse de Nevers, d'acquisitions faites à Auxerre par les Frères-Prêcheurs.

1013 178.

1249. — Soumission à l'évêque d'Auxerre faite par le prieur de l'Epaux, de son nouveau prieuré de Plain-Marchais fondé par feu Jean de Toucy, dans la chapelle de ce lieu.

1014 179.

1250. — Fragment de l'Obituaire de la cathédrale d'Auxerre concernant les rites de cette église.

1015 181.

1252, avril. — Don par Mathilde, comtesse de Nevers, au couvent des Frères-Mineurs, de la place qu'ils occupaient à Auxerre.

1016 183.

1253, juillet. — Don par Mathilde, comtesse de Nevers, aux écoliers d'Auxerre appelés les Bons-Enfants, de la place du cimetière des Juifs, près de la maison des Frères-Prêcheurs.

184.

nai. — Mathilde, comtesse de confirme la donation faite à des Isles, de 7 arpents de terre s, par Hugues de Mailly, che-

185.

nars (1256). — Déclaration de e Saint-Père sur les droits de Saint-Germain, sur les églises ıse et de Rouvray.

186.

3 juillet. — Permission accore pape Alexandre IV, aux reli-Saint-Germain d'enterrer dans ıastère, pendant l'interdit gél'exception des excommuniés ıuriers.

187.

uin — Règlement de police vente du pain à Auxerre, fait mte et la comtesse de Nevers.

188, 189.

uin. — Affranchissement des s de sa dépendance, qui deà Auxerre, par l'abbé de Saint-. — Confirmation de cet acte mtesse de Champagne.

190.

7 juillet. — Fondation de son aire dans l'église de Saint-Ger-.uxerre, par Mathilde, comtesse s.

191.

- Testament de Mathilde, com-Nevers. — Legs nombreux aux res et aux pauvres.

1024 193.

1258, 13 février. — Lettres du pape Alexandre IV à Gui, évêque d'Auxerre, contre la pratique du duel pour prouver la vérité des réclamations.

1025 194.

1258, 3 décembre. — Permission de l'évêque Gui aux moines de Saint-Père d'Auxerre, de vendre 20 livres de rente sur le prieuré de Cézy, à l'abbé de Saint-Jean de Sens, pour payer leurs dettes.

1026 195.

1260, avril. — Fondation de l'anniversaire de G... de Mello, seigneur de Saint-Bris, par Gui, son fils, évêque d'Auxerre. — Ibid n° 197.

1027 196.

Vers 1260. — Partage des biens de Pierre Barraud qui, du consentement de sa femme, se rend en Terre-Sainte pour y demeurer jusqu'à sa mort.

1028 197, 198.

1260, avril. — Dispositions prises par Gui, évêque d'Auxerre, pour exécuter le testament de son père Guillaume, sire de Saint-Bris.

1029 199.

1260 (1261) 15 mars. — Permission donnée par Gui, évêque d'Auxerre, à l'abbé de Pontigny, d'avoir une chapelle dans sa maison de Saint-Bris.

1030 201.

1263, 27 septembre. — Charte d'affranchissement donnée par le Chapitre d'Auxerre aux habitants de Monéteau.

1031 202.

1264, avril. — Vente par Gui de Toucy, sire de Bazarne et de Pierre-Pertuis à ses hommes de Vermanton, du droit de main-morte, pour payer ses dettes.

1032 203.

1264 (1265) mars. — Vente à l'évêque d'Auxerre, par Renaud Préaux, écuyer, d'un domaine à Lindry, pour 125 livres tournois.

1033 204.

1264 (1265) mars. — Le Chapitre de Langres déclare que l'église de Fulvy dépend du patronage du Chapitre d'Auxerre.

1034 205.

1265, juillet. — Sentence arbitrale attribuant aux pêcheurs d'Auxerre droit de pêche dans le biez de Brichou sur l'Yonne, contre les religieux de Saint-Marien.

1035 206.

1266, 25 juillet. — Ordonnance de Saint-Louis obligeant les bourgeois de Paris, propriétaires de terres et de vignes à Auxerre, de contribuer à la construction du pont de cette ville, comme les bourgeois d'Auxerre et les hommes des églises dudit lieu.

1036 208.

1267 (1268) 2 janvier. — Réparation solennelle faite au Chapitre d'Auxerre, par quelques habitants de Cravan révoltés contre son autorité.

1037 209.

1268, 29 septembre. — Recommandation par le pape Clément IV, adressée à l'abbesse de Crisenon, pour Bonete de Vézelay, jeune fille lettrée qui désire être religieuse dans le monastère dudit Crisenon.

1038 210.

1268. — Lettre du pape Clément IV, à Gui de Mello, évêque d'Auxerre, pour l'exhorter à accepter l'archevêché de Lyon.

1039 212.

1269, 30 novembre. — Jean, archevêque de Bourges, atteste que sa cousine Isabelle de Mello a donné à son frère Dreux 2,000 livres tournois, que Gui, évêque d'Auxerre, leur oncle, avait en dépôt, et qu'elle en déchargea ce dernier.

1040 213.

1269. — Relation des obligations du curé de Saint-Martin d'Auxerre, vis-à-vis de l'abbesse de Saint-Julien de cette ville.

1041 214.

1270. — Extrait du testament et du codicile de l'évêque d'Auxerre, Gui de Mello, des années 1260 et 1270, contenant mention de donations aux églises pour fonder son anniversaire.

1042 215.

1271, mars. — Bref du pape Grégoire X, au prieur de Villemoutiers, pour la conservation des biens et droits du Chapitre d'Auxerre.

1043 216.

1271, 22 juillet. — Compromis entre les mains d'Erard, évêque d'Auxerre, fait par Henri, roi de Navarre et comte

de Champagne, et Thibaud, comte de Bar, au sujet de la grange de Villemoutiers.

1044 217.

1272. — Yolande, comtesse de Nevers, reconnait qu'elle doit à l'évêque d'Auxerre le portage à sa première entrée dans cette ville.

1045 219.

1275 (1276) 10 janvier. — Ratification par Erard, évêque d'Auxerre, seigneur de Lézinnes, d'une acquisition faite par les religieuses de ce lieu, d'une partie des dîmes de Sambourg.

1046 220.

1274. — Pierre d'Anisy, trésorier de l'église de Sens, est enterré dans l'église d'Auxerre dont il avait été chanoine.

1047 221.

1276 (1277) janvier. — Fondation de leur anniversaire en l'abbaye de Marcilly, par Jean de Chalon, comte d'Auxerre, et Alix, sa femme, et don à cet effet de droit d'usage dans leur bois de Marrault.

1048 222.

1276, 27 août. — Amortissement des biens de l'abbaye des Isles, par Jean, comte d'Auxerre, et Alix, sa femme.

1049 224.

1278, 2 novembre. — Notification par le Chapitre d'Auxerre d'un jour pour l'élection d'un évêque, après la mort de l'évêque Erard.

1050 225.

1280, 1er mai. — Affranchissement des habitants de Cravan, par le Chapitre d'Auxerre, confirmé par l'évêque.

1051 226.

1280, 27 avril. — Renonciation par Geoffroy de Gienville, chevalier, et sa femme, à tout droit sur la terre de Fleury, léguée au Chapitre d'Auxerre par feu Gui, évêque de ce lieu.

1052 227.

1265 et suivants. — Fragments historiques sur Auxerre, tirés de la *Chronique de Saint-Marien.*

1053 228.

1281, 4 juin. — Procès-verbal dressé par les dignitaires des abbayes de la ville d'Auxerre et autres, constatant l'acte de foi et hommage passé par devant eux par Robert, comte de Nevers, à l'évêque d'Auxerre, pour ses terres du Nivernais.

1054 230.

1283, juin. — Donation par Michel de Vermanton, archidiacre, au Chapitre d'Auxerre, de ses prés situés entre la fontaine Saint-Amatre et le moulin de Bouffaut, afin d'augmenter, après sa mort, les distributions qui se font aux chanoines.

1055 229.

1282, 25 août. — Établissement d'un luminaire spécial sur le grand autel de la cathédrale d'Auxerre aux fêtes de Sainte-Anne et Sainte-Agnès, par Etienne de Châteaudun, sous-chantre.

1056 231.

1284, juillet. — Reconnaissance de Jean, curé de Parly, de la donation

faite par feu Michel, archidiacre, de sa vigne située audit lieu, à charge de 20 sous de rente pour augmenter les distributions du Chapitre d'Auxerre.

1057 232.

1284, 3 novembre. — L'évêque d'Auxerre notifie au doyen d'Arqueneuf son intention de visiter les églises de Diges et d'Escamps.

1058 233.

1284, 28 décembre. — Donation par Etienne, sous-chantre, au Chapitre d'Auxerre, de 4 livres de rente assises à Monéteau, pour fournir par le sacriste neuf cierges allumés devant le maître-autel de la cathédrale, le jour de la Transfiguration.

1059 234.

1284 (1285) février. — Règlement du droit de visite dans l'abbaye de Crisenon par l'archiprêtre d'Auxerre, fait par l'évêque de cette ville.

1060 235.

1285, 3 juillet. — Explication du droit d'annate sur les prébendes de la cathédrale d'Auxerre, donnée par l'évêque d'Auxerre, en faveur du prieur de Saint-Eusèbe.

CATALOGUE DE CHARTES PUBLIÉES PAR M. BULLIOT, DANS *l'Essai historique sur l'abbaye Saint-Martin d'Autun*, T. II.

1061 29.

1207. — Lettre de Gautier, évêque d'Autun, relatant les droits du prieur de Saint-Martin d'Avallon, sur la cure de Magny, reconnus par Eudes, curé dudit lieu.

1062 32.

1209. — Concession du fief d'Etaules par Eudes, duc de Bourgogne, à l'abbaye Saint-Martin, tel que le possédait feu Hugues, vicomte de Bracy.

1063 43.

1228, mai. — Confirmation par Eudes, seigneur de Frolois, de la propriété du bois d'Etaules, en faveur de trois hommes de Saint-Martin, lequel bois Sybille, vicomtesse de Blacy, leur avait donné autrefois.

1064 48.

1232, octobre. — Accord entre l'abbé de Saint-Martin et les maître et frères de la léproserie d'Avallon, pour la possession du moulin de Mendyon, concédé aux lépreux, etc.

1065 60.

1250, août. — Association entre les moines de Saint-Germain d'Auxerre et ceux de Saint-Martin d'Autun.

1066 74.

1263, mercredi avant Saint-Laurent. — Gui Besord, chevalier, seigneur de

Villarnoul, reconnait avoir pris à titre de fief, des religieux de Saint-Martin, son manoir de Lespaneau, etc. — Par un autre acte du même jour, Gui reconnait avoir emprunté 400 livres à l'abbé de Saint-Martin.

1067 94.

1297, 24 juin. — Donation par Jean, curé de Girolles, en faveur du prieuré Saint-Martin d'Avallon, du moulin et de l'étang de Girolles et d'autres héritages.

TABLE DE CHARTES PUBLIÉES DANS LE LIVRE INTITULÉ *Recherches sur les anciens seigneurs de Chastellux,* JUSQUE EN 1384, PAR LE COMTE H. DE CHASTELLUX. — Avallon, 1868, in-8°.

1068 12.

1210. — Donation par Jocelin d'Avallon, chevalier, aux religieux de Charbonnières, de deux muids de vin de son clos de Valensault.

1069 13.

1219. — Confirmation par Artaud de Chastellux, chevalier, aux Templiers du Saulce, de la donation du *Salvamentum* de Ruissotes, faite par son père Obert, seigneur de Chastellux.

1070 15.

1224. — Donation par Obert de Vesigneux, frère d'Obert, seigneur de Chastellux, de rentes en grains à l'abbaye de Crisenon.

1071 16.

1225, mai. — Donation par Aglantina, femme d'Obert *Strabo,* seigneur de Chastellux, à l'abbaye de Crisenon et au prieuré de La Vernoie, de 2 setiers de grain de rente sur les dîmes de Leychaz.

1072 18.

1236, août. — Artaud, seigneur de Chastellux, confirme le don fait par feue sa femme Marguerite, aux moines de Citeaux, de 3 setiers d'avoine de rente. — Bertrand, seigneur de Chastellux, premier époux défunt de ladite Marguerite, avait confirmé ce don.

1073 19.

1238 (1239) février. — Artaud, seigneux de Chastellux, atteste qu'Aymon Ratyaux, chevalier, a donné à l'abbaye de Marcilly un setier de seigle, mesure de Vézelay, à prendre sur le moulin de Chastellux.

1074 20.

1239. — Hugues, duc de Bourgogne, atteste le mariage d'Eglantine de Chastellux, fille d'Artaud, avec Hervé de Pierrepertuis, chevalier.

1075 22.

1249, juillet. — Artaud, seigneur de Chastellux, confirme la donation faite

par André de Quarré, chevalier, à l'abbaye de Reigny, d'un bois sis au finage de Tréclin.

1076 26.

1274, avril. — Gui, sire de Chastellux, et Guillaume, son frère, chevalier, font don à l'abbaye de Crisenon, pour le prieuré de La Vernée, de terres audit lieu.

CATALOGUE DE PIÈCES JUSTIFICATIVES PUBLIÉES A LA SUITE DE *l'Histoire généalogique de la Maison de Chastellux,*
PAR LE COMTE H. DE CHASTELLUX. — Auxerre, 1869, in-4°.

1077 65.

1201. — Charte de Gautier, évêque d'Autun, relatant la reconnaissance, par Ansćric de Montréal, d'un muid de grain de rente en faveur des chanoines de Montréal, sur le moulin du pont de ce lieu.

1078 67.

1203. — Accord passé par Ansćric VII de Montréal, entre Milon, son frère, et l'abbaye de Pontigny, au sujet des droits de cette maison à Chablis.

1079 68.

1207. — Approbation par Ansćric VII de Montréal, d'une donation faite par son frère André, à l'église dudit Montréal, d'un muid de blé sur les tierces de Marmeaux.

1080 69.

1209. — Lettres d'Eudes III, duc de Bourgogne, relatant que la comtesse de Champagne a rendu à Milon de Montréal le serment dû par les habitants de Chablis.

1081 70.

1212. — Confirmation par Ansćric de Montréal, d'une donation faite à l'abbaye de Reigny par Agnès de Talcy, et ratifiée par Guillaume de Salives, son neveu.

1082 71.

1212, juin. — Donation par Gui de Montréal, au Chapitre Saint-Martin de Tours, de ses droits sur deux habitants de Chablis.

1083 72.

1212, juin. — Ansćric VII de Montréal confirme le don fait par son frère Gui, au Chapitre Saint-Martin de Chablis, des droits que le Chapitre avait sur la veuve d'Anseau Charme.

1084 73.

1213. — Hugues de Montréal, archidiacre de Tonnerre, règle de graves dif-

férends survenus entre les religieux de Pontigny et le prévôt de Chablis, au sujet des droits des premiers à Chablis.

1085 74.

1214. — Donation par Gui de Montréal, au Chapitre de Saint-Martin de Tours, de ses droits sur Jean le Fèvre, de Chablis.

1086 75.

1217, août. — Confirmation, par Ansério de Montréal, de la donation, par son père, aux religieux de l'ordre de Grandmont, établis à Charbonnières, du lieu et du bois où ils habitent, etc.

1087 76.

1219. — Cession faite au Chapitre Saint-Martin de Tours, par les Templiers, du droit de ban-vin à Chablis, qu'ils y prétendaient.

1088 80.

1220. — Hugues, évêque de Langres, confirme une décision de son prédécesseur, de l'an 1182, relative au droit exclusif de l'abbaye Saint-Michel de Tonnerre, de posséder un cimetière.

1089 81.

1220, mai. – Charte d'Ansério de Montréal, au sujet d'un homme dépendant des religieux de Charbonnières, qui avait épousé une femme du seigneur de Montréal.

1090 82.

1220. — Confirmation, par Ansério de Montréal, seigneur féodal, d'une donation de biens faite en faveur des Templiers du Saulce d'Island, par Aynus d'Avallon, chevalier.

1091 87.

1221. — Ansério de Montréal reconnait que le château de Beauvoir est jurable et rendable au duc de Bourgogne.

1092 97.

1223. — Transaction entre le Chapitre de Montréal et Ansério, seigneur dudit lieu. Le Chapitre renonce à la fondation faite par Ansério, frère de ce dernier, d'un cierge allumé jour et nuit dans son église, moyennant la cession du tiers des dîmes de blé de Montréal et de Civry.

1093 98.

1224. – Miles, sire de Noyers, entre en foi et hommage du comte de Champagne pour 50 livres de terre à Nitry, sauf la fidélité qu'il doit à Ansério de Montréal et autres.

1094 99.

1224. — Sentence d'Hugues, évêque de Langres, supprimant les chanoines qu'il avait établis dans l'église de la Maison-Dieu de Tonnerre, attendu que le droit de présentation en appartenait à l'abbaye de Molême.

1095 101.

1224. — Sentence rendue par Hugues, évêque de Langres, portant que l'abbé de Saint-Michel de Tonnerre a voix au Chapitre Notre-Dame de cette ville et stalle au chœur de l'église, comme un des chanoines.

1096 102.

1224. — Donation par Milon, seigneur de Percey et autres, à l'abbaye de Fontenay, de leurs droits à Marmagne, et

d'un droit de pâturage sur le finage de Sennevoy.

1097 108.

1226, avril. — Abandon par Ansé-ric VIII de Montréal, à l'abbaye de Reigny, du droit de garde qu'il avait sur la partie de la forêt d'Hervaux appartenant audit monastère.

1098 110.

1227, avril. — Hugues de Montréal, évêque de Langres, approuve un état des biens et droits respectifs du prévôt de Chablis et du Chapitre de Tours audit Chablis.

1099 111.

1228. — Confirmation par Ansérie VIII de Montréal, d'une donation de son bois de Vellerot, faite au Chapitre d'Avallon, par le seigneur de Charlie.

1100 112.

1228. — Charte d'affranchissement des habitants de Montréal, par Ansérie IX, seigneur dudit lieu.

1101 119.

1232. — Fondation par Nicolette de Magny et Pierre de Ravières, son époux défunt, d'une chapelle à Cônes, confirmée par ses gendre André de Montréal et Robert, seigneur de Tanlay.

1102 125.

1235. — Confirmation par Ansérie de Montréal, des donations faites par son père Ansérie, aux religieux de Notre-Dame de Vausse.

1103 126.

1236, avril. — Confirmation par Ansé-ric de Montréal, d'un accord passé entre son bisaïeul et l'abbaye de Reigny.

1104 128.

1237, avril. — Confirmation par Ansé-ric de Montréal, des biens possédés par les religieux de Reigny sur Charbonnières.

1105 131.

1241, mars. — Hommage fait par André de Montréal, sire de Marmeaux, à Miles de Noyers, de tout ce qu'il possédait à Nuits.

1106 132.

1241, novembre. — Hommage fait par Gaucher de Maligny, à Miles de Noyers, de différents biens provenant de Gui de Montréal.

1107 133.

1242, juin. — Donation par Ansérie IX de Montréal, à la commanderie de Pontaubert, d'un demi muid de froment sur ses tierces de Sauvigny.

1108 134.

1244, mars. — Accord entre l'abbé de Moutier-Saint-Jean et Jean, seigneur de Beauvoir, au sujet des tierces et des tailles de Sauvigny.

1109 136.

1254, décembre. — Ordre de Saint-Louis, au duc de Bourgogne, de confisquer les biens d'Ansérie X de Montréal.

1110 137.

1255. — Second mandement de Saint-Louis au duc de Bourgogne, portant de

faire garder Ansèric X, criminel, dans son château de Montréal.

1111 138.

1255, septembre. — Ansèric X de Montréal reconnait que le roi lui a prêté le château de Châtel-Gérard pour s'y retirer.

1112 139.

1260, novembre. — Accord entre les seigneurs de Noyers et de Montréal, pour l'exercice du droit de chasse sur leurs terres respectives.

1113 140.

1264, mars. — Gui de Beauvoir, seigneur féodal, confirme le don fait à l'abbaye de Moutier-Saint-Jean, par André de Marmeaux, de 12 livres de rente sur le fief de Vignes qu'il tient de Jean de Marmeaux, sire de Ravières, son frère.

1114 142.

1269. — Transaction entre Jean de Montréal et le duc de Bourgogne, portant cession audit Jean de la terre d'Athies et d'autres terres estimées en tout 650 livres de rente.

1115 145.

1271, décembre. — Vente par André de Marmeaux aux religieux de Moutier-Saint-Jean, de tout ce qu'il possédait à Marmeaux.

1116 148.

1285, août. — Accord entre Gui, sire de Beauvoir, et les religieux de Moutier-Saint-Jean, au sujet des droits de ces derniers sur la terre de Savigny.

CATALOGUE DE CHARTES PUBLIÉES DANS *l'Histoire de l'abbaye de Pontigny*,

PAR L'ABBÉ HENRY, CURÉ DE QUARRÉ-LES-TOMBES.

Avallon, 1839, in-8, pp. 377 à 384.

1117

1209. — Donation par Gui, seigneur de Maligny, d'un champ près du gué de Champlive, pour fonder son anniversaire dans l'abbaye de Pontigny, où il a choisi sa sépulture ainsi que sa mère.

1118

1219, juin. — Jean de Bouilly, croisé, donne à Pontigny la moitié de son cens de Crécy.

1119

Ibid, 1226 [1227] février. — Guillaume dit Vilain, chevalier, et sa femme, donnent à l'abbaye de Pontigny un setier de froment de rente pour faire des hosties.

1120

1235, juillet. — Gaucher, seigneur de Pacy, fils de Jean, vicomte de Saint-Florentin, fait don à l'abbaye de Pontigny de tous ses droits sur les dîmes de Jaulges.

1121

1241, juin. — Gaucher de Saint-Florentin, seigneur de Pacy, fait don à l'abbaye de Pontigny de ses dîmes de Jaulges.

1122

1276, novembre. — Amortissement par Jean de Seignelay, en faveur de l'abbaye de Pontigny.

1123

1284 [1285] janvier. — Renoncement par le maître de la maladerie de Ligny-le-Châtel à tout droit sur un pré dit le pré de Boy, en faveur de l'abbaye de Pontigny.

CATALOGUE DE CHARTES PUBLIÉES DANS LES *Mémoires historiques sur la ville de Seignelay*, PAR L'ABBÉ HENRY, CURÉ DE QUARRÉ-LES-TOMBES. Avallon, 1853, t. II, p, 241 et suiv.

1124 16.

1222. — Compromis entre Etienne, seigneur de Seignelay, et l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre, et choix d'arbitres pour le règlement de leurs différends.

1125 18.

1227, juin. — Augalo de Bouilly, chevalier, donne à l'abbaye Saint-Germain 5 sous de rente sur son cens de Seignelay.

1126 20.

1238. — Vente par Etienne, seigneur de Seignelay, et Agnès, sa femme, à l'abbaye Saint-Germain, d'une redevance de 3 muids d'avoine que l'abbaye leur devait sur la grange d'Héry.

1127 21.

1228, juin. — Etienne, seigneur de Seignelay, renonce en faveur de l'abbaye de Pontigny, à tout ce qu'il prétendait sur les moulins neufs situés près du Gué-Ferré.

1128 22.

1238. — Analyse de quatre chartes relatives à la vente de trois muids d'avoine faite à l'abbaye de Saint-Germain. — Voyez nº 20.

1129 23.

1237, juillet. — Donation par Ermensende, veuve d'Etienne, seigneur de Bassou, à l'abbaye de Pontigny, de 100 sous auxerrois de rente sur le péage de Bassou.

1130 25.

1248, avril. — Accord entre Jean de Seignelay et l'abbaye Saint-Germain, au sujet des bois de la Saussaie.

1131 26.

1251, septembre. — Echange d'héri-

tages sis au Mont-Saint-Sulpice entre Pierre Moreau et l'abbaye Saint-Germain.

1132 28.

1264. — Vente par Jean Nazarié et sa femme à Humbaud Peytaut, prêtre, de quatre pièces de vignes à Seignelay, données ensuite à l'abbaye Saint-Germain.

1133 29.

1275. — Jean, sire de Seignelay, approuve une donation de 10 bichets de blé et d'avoine faite à l'abbaye de Pontigny, sur le moulin de Frécambaut, par Guillemin de Marcenay.

1134 30.

1278. — Jean de Seignelay confirme, comme seigneur féodal, l'achat d'une pièce de terre sise à Bouilly fait par l'abbaye de Pontigny, de dame Gile, veuve de Milon de Bouilly.

1135 31.

1278, juin. — Erard de Brienne, seigneur de Venizy, et Mahaut, sa femme, font don à Jean de Seignelay d'un fief situé à Montigny, que tient de lui Gui de Maligny.

1136 32.

1285. — Jean, sire de Seignelay, approuve la vente de biens situés à Montigny, Bouilly et Merry, faite par Gui de Maligny et sa femme, à l'abbaye de Pontigny.

EXTRAITS D'UN INVENTAIRE MANUSCRIT DES TITRES DE LA MAISON DE CHALON AUX ARCHIVES DE L'YONNE,

D'APRÈS L'INVENTAIRE CONSERVÉ AUX ARCHIVES DU DOUBS.

1er volume, 8e cahier.

1137 C 3.

1285, vendredi avant la Saint-Barnabé, apôtre. — Une petite lettre en parchemin, de dame Isabelle de Mello, dame de Boosny, portant ses ordres à tous gentilshommes, femmes, habitans et demeurant rière la ville et justice de Saint-Cire, de reconnaître pour leur seigneur messire Drève de Mello, seigneur de Saint-Brys, son frère, en ladite ville de Saint-Cire et appartenances, et lui obéir en tout ce qu'il leur auroit commandé comme ses sujets et vassaux, pour la justice, biens et dépendances audit Saint-Cire. — Ladite lettre scellée.

1138 C 6.

1283, décembre. — Une lettre en parchemin et en latin, contenant accord entre Drève de Mello, seigneur de Saint-Bris, et dame Jeanne de Trye, sa femme, d'une part, et Regnaut de Trye, chevalier, fils de Philippe de Trye et de dame Alyps, dame de *Monolio,* sa femme, et iceluy de Trye, frère de ladite Jeanne de Trye, d'autre part, lequel accord fut fait au sujet de la part héréditaire que

pouvoit espérer ladite Jeanne de Trye, sur les biens de ses père et mère, ou par quelqu'autre manière, soit par mariage ou autrement, de tout ce qu'elle pouvoit demander à l'avis et à l'arbitrage de Mathieu, abbé de l'église Saint-Denis en France, que pour la part et portion desdits biens que pouvoit espérer ladite Jeanne de Trye, femme dudit Drève, elle auroit 500 livres de rente de revenu annuel à prendre et hypothéqués sur les revenus de Sainte-Maxence de Bellois et Oserne, tant pour elle que pour ses enfants et héritiers, et que si les revenus desdites terres ne suffisoient pas, le surplus se prendroit sur les autres biens.

1139

1260-1276, juin. — Une lettre en parchemin contenant les extraits de deux fondations faites, l'une par Drève de Mello, seigneur de Saint-Brys, lequel donna et fonda à l'abbaye et couvent de Fontmorte, de l'ordre de Cysteaux, au diocèse d'Auxerre, dix-sept livres tournois de revenus annuels qu'il assigna sur les revenus de Saint-Brice, payable annuellement au jour de la feste Purification Notre-Dame 2 février, pour des prières pour le salut de son âme et de celle de Pierre de Varrois, son cousin-germain.

Le second extrait contient une autre fondation faite par Guillaume de Mello, seigneur de Saint-Price (*sic*), en qualité d'exécuteur du testament de feu Guillaume de Mello, son père, lequel fonda 60 sous de revenu annuel en l'abbaye et le couvent de Reigny, de l'ordre de Cysteaux, pour un anniversaire pour le repos de l'âme dudit Guillaume de Mello, son père, seigneur de Saint-Price, payables annuellement au jour de feste Saint-André, apostre, et assigné sur les revenus de Saint-Price, ledit extrait, en latin, au mois d'août 1260, scellé et coté.



1140 92.

1240, avril. — Une petite lettre en parchemin contenant que Milon de Noères auroit confirmé la donation faite par Milon, son père, au Chapitre d'Auxerre, de la rente annuelle et perpétuelle de 60 fr., et ce pour un anniversaire par lui fondé en l'église dudit Auxerre, et pour plus grande assurance de paiement annuel de ladite somme, il l'aurait assignée sur les revenus de la terre d'Angis.

1141 B 264.

1286, 24 juin. — Lettres d'Othe, comte de Bourgogne, contenant les alliances par lui faites avec Jean de Chalon, comte d'Auxerre et seigneur de Rochefort, en la manière déclarée esdites lettres.

1142 B 265.

1286, juin. — Lettre de Jean de Chalon, comte d'Auxerre et seigneur de Rochefort, pour admettre et recevoir en toutes ses maisons et forteresses Othe, comte de Bourgogne, son seigneur et neveu, avec ordre à ses sujets de lui obéir et servir.

1143 B 376.

1284. — Lettres de Guyon et Guillaume Siret de Soilley, lesquels promettent accompagner noble baron Jean de Chalon, comte d'Auxerre et seigneur de Rochefort, au voyage d'Aragon, à charge d'être défrayés comme ceux de la suite de Robert, duc de Bourgogne, et du sieur de Vergy, de la même somme

qu'ils donneront à un bachelier de leur suite par lesdites lettres.

1144 B 620.

1270, veille de l'Exaltation de la Sainte-Croix. — Lettres de Jean de Chalon, comte d'Auxerre, sire de Rochefort, par lesquelles il déclare que tout ce qu'il tient et possède en deçà la Saône en l'Empire, soit de partages, acquets ou domaines, soit fiefs ou rière-fiefs, sont mouvants et dépendants du fief d'Othe, comte de Bourgogne et sire de Salins, son neveu, excepté certains fiefs y désignés.

1145 B 691.

1279, le lendemain de Pâques. — Lettres d'Humbert, dit Drogaz, écuyer, de Trefort, par lesquelles il entre en la foi et hommage de Jean de Chalon, comte d'Auxerre et seigneur de Rochefort, pour 20 livres estevenans qu'il déclare avoir reçues dudit comte.

1146 B 692-696.

1279-1286. — Autres actes de foi et hommage par divers vassaux au comte d'Auxerre.

1147 R 58.

1281, lendemain de la Sainte-Croix. — Lettres de Renaud d'Argilly, prévôt d'Auxonne, par lesquelles il promet de faire subir droit à Barthélemy Vaucheret, bourgeois dudit Auxonne, en la cour de Jean de Chalon, comte d'Auxerre, seigneur de Rochefort, des clams ou clameurs que les gens dudit lieu de Rochefort ont faits contre ledit Barthélemy.

FIN DES CATALOGUES ET DE L'APPENDICE.

TABLE DES CHARTES

CLASSÉES PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

DES ÉVÊCHÉS, CHAPITRES, ABBAYES, PRIEURÉS, ÉGLISES, ETC. (*)

(*) Les Tables renvoient aux numéros des Pièces et non à la pagination.

FIN DE LA TABLE DES CHARTES.

TABLE ONOMASTIQUE

NOTA. — Presque toujours, les noms qui commencent par des noms de lieu appartiennent à des seigneurs ou à des membres de la noblesse.

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T



U

V

Y

FIN DE LA TABLE ONOMASTIQUE.



TABLE GÉOGRAPHIQUE

Nota. — La présente table contient non-seulement les noms particuliers de lieux, mais ceux des peuples, des diocèses, comtés bailliages, communautés d'habitants, hopitaux et Maisons-Dieu.

La Table des Chartes, relative aux évêchés, chapitres, abbayes, etc., complète la Table géographique en ce qui concerne les noms de ces divers établissements. — L'(Y) placée à la suite d'un nom de lieu indique le département de l'Yonne.

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

L



M

N



O

P

Q

R

S

T

U

V

Y

FIN DE LA TABLE GÉOGRAPHIQUE.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

DES

FAITS PRINCIPAUX CONSIGNÉS DANS LES CHARTES

A

B

C



D

E

F

31

G

H

I

J

L

M

N

O

P

R

S

T

U

V

FIN DU RÉSUMÉ ANALYTIQUE.

LISTE DES SCEAUX PUBLIÉS DANS LE TEXTE

FIN DE LA LISTE DES SCEAUX.

PLANCHE HORS TEXTE

TABLE RÉCAPITULATIVE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE RÉCAPITULATIVE.

ERRATA

Pièce 25, ligne 19 du texte : Petrus et Sergines, *lisez* Petrus de Sergines.
— 31, page 15, col. 1, ligne 25 : Rainuldus *lisez* Rainaldus.
— 56, page 27, ligne 42 : Nugeio *lisez* Migeio.
— 86, col. 2, ligne 1 : tomlii *lisez* tonlei.
— 231, ligne 8 : juctum *lisez* junctum.
— 238, col. 2, lignes 4 et 31 : scutifer et scutiferum *lisez* Scutifer et Scutiferum.
— 250, ligne 6 du sommaire : Socre *lisez* Secro.
— 254, ligne 7 : nobilium *lisez* nobilis.
— 261, col. 2, ligne 5 : apun *lisez* apud.
— 288, ligne 2 du sommaire : Belami *lisez* Belerini.
— 359, ligne 1 du sommaire : Guillaume *lisez* Gui.
— 362, lignè 3 du sommaire : Courson *lisez* Courlon.
— 376, ligne 20 du texte : Torciaco *lisez* Touciaco.
— 421, ligne 7 du texte : amicabiler *lisez* amicabiliter.
— 449, ligne 2 du sommaire : Chapitre d'Auxerre *lisez* abbaye de Pontigny.
— 532, ligne 1 du sommaire : du roi *ajoutez* de Navarre, comte de Champagne.
— 559, ligne 2 du sommaire : Dreux *lisez* Guillaume.
— Ibid., ligne 26 du texte : propositurам *lisez* prepositurам.
— 606, ligne 15 du texte, aiudar *lisez* aindar.
— 609, ligne 4 du texte : Odo, dux *lisez* Hugo, dux.
— 654, ligne 2 du sommaire : 500 *lisez* 600.
— 663, ligne 1 du sommaire : au régent *lisez* aux régents.
— 692, ligne 3 du sommaire : Maupertuis *lisez* Montpertuis.
— 694 : Henri, archevêque, *lisez* Gilon Cornut II.
— 736, ligne 31 : Alius *lisez* Aliud.
— 895, ligne 3 : Lagesse *lisez* la Jesse.
— 1099, ligne 4 : Charlie *lisez* Chaseuil.
— 1116, ligne 4 : Savigny *lisez* Sauvigny.

FIN DE L'ERRATA.

THE BORROWER WILL BE CHARGED THE COST OF OVERDUE NOTIFICATION IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW.

HALL USE
JUL 13 1979

CANCELLED
CHARGE
WIDENER

WIDENER
SEP 10 1997
BOOK DUE

